LES COLONIES FRANÇAISES

Algérie.

Tunisie.

Sahara.

Sénégal.

Guinée.

Côte d'Ivoire.

Dahomey.

LIBRAIRIE LAROUSSE. PARIS

~~1210~~

70 -

LES COLONIES

FRANÇAISES

JV
1827
P4X
1902
+1
MAA

LES COLONIES FRANÇAISES

PETITE ENCYCLOPÉDIE COLONIALE publiée
sous la direction de M. MAXIME PETIT avec la
collaboration de MM. :

G. ALIX, A. BAUDRILLART, AUGUSTIN BERNARD, FR. BERNARD,
E. BLOCHET, C. BRUNO, H. CORDIER, L. DELAUDAUD, R. DEMO-
GUE, C. DEMORGNY, O. DEPONT, G. DENIKER, L. DESBORDES,
FR. DESPAGNET, CH. DIEHL, A. DUCHÊNE, H. FROIDEVAUX,
D^r GALTIER-BOISSIÈRE, G. GERVILLE-RÉACHE, M. GERVILLE-
RÉACHE, A. GIRAULT, M. GOURBEIL, A. GOUVY, M. GUILLEMOT,
C. GUY, M. HAMELIN, G. HAUSSMANN, D^r L. HAMON, J.-G. KER-
GOMARD, P. LAPIE, P. LAURENCIN, H. LORIN, G. LOTH, M. MAIN-
DRON, G. MARTIN, F. MAURY, L. MAURY, CH. MIGETTE, L. DE
MILLOUÉ, CH. MOUREY, M. MOYE, Capitaine OLIVIER, J. PÉRIER,
A. PINGAUD, G. REGELSPERGER, AUG. ROBIN, F. ROUGET,
G. ROUVIER, M. RUEDEL, R. SÜHNER, G. TREFFEL, D^r R. VER-
NEAU, S. VIGNÉRAS, J. VINSON, J. WEBER, A. YOU, G. YVER,
ZABOROWSKI. ❖

TOME PREMIER

Introduction. Principes d'organisation coloniale.

Algérie. Tunisie. Sahara. Sénégal. Guinée.

Côte d'Ivoire. Dahomey.

24 cartes, 247 gravures.

PARIS — LIBRAIRIE LAROUSSE

17, RUE MONTPARNASSE — SUCCURSALE : 58, RUE DES ÉCOLES

LES COLONIES FRANÇAISES

INTRODUCTION

I. — DE LA COLONISATION

La création de colonies par les nations riches et civilisées est un fait que l'histoire des peuples anciens eux-mêmes enregistre comme l'un des procédés d'expansion de la civilisation dans le monde. Quel qu'ait été le mobile de l'établissement des Grecs, des Phéniciens, des Carthaginois et des Romains chez les peuples barbares, commerce ou conquête politique, l'humanité en a bénéficié, la richesse publique s'en est accrue, les mœurs se sont adoucies, et les colonies fondées, aussi bien que les pays colonisateurs, en ont rapidement retiré des avantages réciproques de la plus haute importance.

La colonisation moderne ne plonge pas ses racines historiques au delà de quelques siècles. Les navigateurs portugais, puis les navigateurs espagnols, commencèrent à explorer le monde vers le ^{xv}^e siècle : la découverte de l'Amérique et son occupation politique en marquèrent la grande époque. Quatre siècles écoulés depuis Christophe Colomb (l'Espagne et le Portugal étant passés au second rang des peuples dominateurs du monde) ont transformé le problème de la colonisation, sans en modifier cependant le but et les caractères.

Dans notre pays, en particulier, qui depuis François I^{er} n'a cessé de travailler avec plus ou moins d'esprit de suite et un bonheur inégal à des entreprises coloniales, l'opinion a long-

temps flotté, incertaine, hésitant à adopter irrévocablement une ligne de conduite favorable à la colonisation. C'est à peine si, depuis quelques années, on semble s'être décidé définitivement en faveur de l'expansion coloniale. Cependant les hésitations tombent, les oppositions se font chaque jour plus rares. Coloniser est une nécessité qui est apparue pour assurer l'avenir des peuples soucieux de se perpétuer, de vivre en tant qu'individualité sociale, en tant que facteur de la civilisation.

Il n'est pas inutile de donner ici un rapide aperçu de ce que l'on pourrait appeler la *théorie de la colonisation*. Les arguments invoqués pour ou contre elle sont assez divers, mais ils sont tous ou presque tous d'ordre économique et social.

Les économistes doctrinaires, qui, sauf quelques exceptions, se sont montrés les adversaires ardents de l'idée coloniale, objectent que l'établissement des colonies coûte des sacrifices, en hommes et en argent, hors de proportion avec les bénéfices à en attendre et qu'elles sont un fardeau pour la métropole. Franklin disait déjà : « Si la France et l'Angleterre jouaient leurs colonies sur un coup de dés, le gain serait pour le perdant, » et le mot a été répété bien souvent depuis. Sous une autre forme, le brillant économiste de Laveleye a exprimé la même idée : « Les États qui n'ont pas de colonies, écrit-il, peuvent s'en consoler, et ceux qui en ont doivent s'appréter à les perdre, et cette perte sera encore un gain. »

Mais n'est-ce donc pas un avantage pour l'Angleterre que d'avoir donné naissance à cette nationalité qui s'appelle les États-Unis de l'Amérique du Nord ? L'immense Brésil n'est-il pas l'émanation dernière, le suprême espoir du petit Portugal, qui se sent revivre dans ce jeune fils plein de sève à qui il peut confier en sécurité les souvenirs de Camoëns, de Vasco de Gama et de Magellan ? La nationalité originelle des habitants d'un pays neuf est à ce point importante que les Italiens ont grandement développé leur commerce avec la République Argentine depuis que leur émigration s'y est portée. L'Allemagne a obtenu les mêmes résultats aux États-Unis, grâce à ses émigrants.

Veut-on condamner la politique coloniale sur un bilan de comptabilité commerciale, en calculant le prix de revient et le revenu d'une colonie ? A ce compte que d'entreprises de la politique continentale seraient à critiquer dans le passé, à déconseiller dans l'avenir, à abandonner dans le présent ! Faire de la politique coloniale une question de gros sous, c'est faire le calcul d'un père de famille qui lésinerait sur l'éducation de

ses enfants, sous prétexte qu'il n'en retirera lui-même aucun profit.

L'acquisition du Tonkin a coûté 332 millions. Si la dignité nationale permettait à la France d'en faire trafic, à quel prix le vendrait-elle aujourd'hui à l'Angleterre ou à l'Allemagne? Combien l'Italie consentirait-elle à payer l'acquisition de la Tunisie? Pourquoi la dernière venue dans la politique coloniale, l'Allemagne, qui a dû, par la force des choses, concentrer son activité sur des territoires moins heureusement situés, moins riches que les anciennes colonies des autres nations, pourquoi cet État fait-il des sacrifices hors de toute proportion avec les résultats obtenus, alors cependant qu'il a l'expérience des aînés en exemple? Erreur? entraînement irréfléchi? Ni l'un ni l'autre évidemment, et il faut bien convenir que la nécessité politique seule la dirige, et qu'elle croit faire œuvre utile, bonne et profitable.

Et d'ailleurs, peut-on juger, au début d'une entreprise, ce qu'elle pourra coûter ou rapporter dans l'avenir? Les quelques « arpents de glace » que Louis XV abandonnait si aisément en 1763 sont devenus le Canada. Le pays de la fièvre et de la mort que, en 1846 encore, quelques Français voulaient évacuer, est aujourd'hui l'Algérie, qui fait avec la mère patrie un demi-milliard de commerce. Et cet estuaire du Gabon occupé sous Louis-Philippe à titre de station maritime, que l'on faillit céder aux Anglais après la guerre franco-allemande, s'est transformé en cette immense colonie du Congo français qui déborde sur l'Afrique centrale et qui nous promet pour le siècle prochain un champ d'activité illimité. Qui prévoyait en Angleterre, lors de l'expédition des premiers convicts, que l'Australie parviendrait en un temps si court au point de développement et de richesse où nous la voyons?

Avant d'aller plus loin, il est utile de répondre encore à cette autre objection des économistes : pourquoi l'État s'occupe-t-il de colonisation? Ne vaut-il pas mieux que les particuliers agissent sous leur propre responsabilité? Si personne hormis l'État ne prend l'initiative en pareille matière, n'est-il pas logique de penser que l'entreprise ne répond à rien d'utile, qu'elle est mauvaise? Dans le cas contraire, on n'exposera que les intérêts de ceux qui ont consenti à en courir les risques.

La réponse est facile : partout où il s'agit d'installer une colonie au milieu d'une population indigène — c'est le cas général — de faire vivre en commun deux races et de régler leurs rapports de telle sorte que la minorité ne soit ni opprimée ni oppressive, l'intervention de l'État est indispensable. On sait

trop bien quelles sont les tendances naturelles des colons à l'égard des peuples indigènes; on peut observer les résultats de ces tendances aux États-Unis ou en Australie; l'État, protecteur qui doit dicter la loi, est seul capable de se faire obéir utilement. De plus la conquête ou l'occupation politique suppose la souveraineté, et les particuliers ne peuvent avoir la souveraineté que par délégation — ce qui revient à dire qu'un État agit alors par intermédiaire : grandes compagnies à charte et simples sociétés d'exploitation ont également, quoique dans des conditions diverses, besoin de la protection de l'État.

Il ne faut donc ni entraver les libres initiatives ni proscrire la colonisation officielle.

Il y a dans la création des colonies trois périodes, qui correspondent à des phases bien distinctes, pendant chacune desquelles les nécessités auxquelles il faut pourvoir sont de nature particulière et différente, bien que le plus souvent elles chevauchent les unes sur les autres.

La première période est celle de l'occupation, pendant laquelle il faut conquérir, explorer et organiser au moins une administration provisoire. C'est presque toujours une période purement militaire : les dépenses sont considérables; les avantages, presque exclusivement moraux, sont loin de compenser les sacrifices. A cette époque alors l'opposition parlementaire, qu'il s'agisse de l'Algérie, sous la monarchie de Juillet, ou du Tonkin, sous la troisième République, fait de l'expansion coloniale son champ de bataille préféré. Et pourtant, comme le fait remarquer de Tocqueville, « ce n'est pas la force seule qui assoit un gouvernement nouveau, ce sont de bonnes lois. Après le combat, le législateur. L'un a détruit, l'autre fonde. A chacun son œuvre ».

Vient ensuite la période de la première mise en exploitation, de la création d'intérêts et d'entreprises nationales. Le rôle de l'État s'efface un peu, celui des capitaux commence. Les premiers pionniers arrivent dans la colonie, créent des comptoirs commerciaux, des établissements industriels ou agricoles; les fonctionnaires eux-mêmes commencent à s'attacher au pays qu'ils ont pour mission d'administrer. Que d'anciens soldats et fonctionnaires d'Algérie ou de Tunisie se sont transformés en colons à la suite d'un séjour un peu prolongé dans la colonie! On creuse des ports, on ouvre des routes, des chemins de fer, on exploite les forêts, les mines, et on arrive naturellement à s'intéresser au sol même, à l'industrie agricole, suivant les conditions que permet le climat : on s'installe en colon en Algérie

et en Tunisie, on fait valoir par l'intermédiaire des populations locales et acclimatées au Tonkin. A cette période, on le voit, la colonisation entre dans la voie des profits ascendants; le commerce s'accroît progressivement, les relations avec la mère patrie se régularisent et, pour peu que la colonie prospère, deviennent de plus en plus fréquentes et habituelles. Nous en sommes là au Tonkin, en Cochinchine, à la côte occidentale d'Afrique. Les concessions à des compagnies agricoles ou industrielles peuvent rendre les plus grands services, surtout lorsqu'on oblige les concessionnaires à exécuter certains travaux d'intérêt général en échange des privilèges que l'État leur consent.

A cette période encore les progrès de la colonisation sont faciles à mesurer par l'accroissement des échanges commerciaux, de l'industrie locale, et surtout par l'extension des plantations, des surfaces mises en culture, des forêts mises en exploitation.

Enfin, avec la troisième période, on entre dans la phase d'assimilation, celle qui soulève les questions les plus délicates, les problèmes les plus difficiles, car il faut concilier comme en Algérie des intérêts souvent divergents, des races et des civilisations différentes. Nos vieilles colonies de la Réunion et des Antilles peuvent être considérées aujourd'hui comme définitivement assimilées. Alors la patrie est vraiment plus grande, plus forte, plus riche en territoire et en citoyens; elle a augmenté d'autant sa part d'influence dans le monde; elle a accru en même temps et son patrimoine physique et son patrimoine moral. Il ne s'agit pas ici d'identifier les mœurs, les lois, les conditions économiques des colonies à celles de la mère patrie; l'assimilation dont nous voulons parler est seulement celle des aspirations, de la pensée, des peines et du bonheur éprouvés en commun. Contre cette communauté morale toujours accessible rien ne prévaut, ni les différences de climat, ni les différences de race ou de religion. La civilisation ne peut avoir que deux objets : le bien-être des individus et leur avancement moral. Mais, suivant leurs conditions naturelles, toutes les colonies n'arrivent pas aussi facilement, aussi rapidement à cette parfaite assimilation. La Guyane, bien qu'elle soit l'une de nos plus vieilles colonies, est, à part une faible minorité de population, restée presque entièrement à la première phase; la Tunisie, à peine entrée dans le giron national, paraît, au contraire, devoir franchir avec une rapidité fort grande cette triple étape, malgré l'existence d'une nombreuse population indigène de race et de religion différentes de la nôtre.

Et, à ce propos, observons combien est peu importante la forme d'administration adoptée. Le protectorat est aussi efficace que l'annexion lorsqu'il est suffisamment étroit pour s'exercer utilement en vue de l'amélioration et de la réforme des institutions locales et du développement de la richesse publique et privée. Il a même souvent pour conséquence de ne pas froisser les populations indigènes et de faciliter la transition entre le régime sous lequel elles vivaient et l'idéal nouveau auquel on veut les amener.

Voilà donc la colonisation expliquée; mais est-elle légitimée? Comment justifier le droit d'une nation riche, peuplée, à imposer sa souveraineté à d'autres moins avancées, moins civilisées? D'abord par des raisons d'utilité, ensuite par des raisons de morale sociale.

Toute nation moderne qui ne veut pas désespérer de l'avenir doit dépenser aujourd'hui la plus grande somme d'activité possible à la fondation de colonies. Que serait la France du siècle prochain en face de la puissante Allemagne unifiée, des États-Unis aux espérances illimitées, de la Russie qui couvre la moitié d'un monde, de l'Angleterre qui groupe sous son drapeau plus du quart peut-être de la population du globe? Un de ces petits États dont on n'efface pas l'histoire, mais dont on ne tient plus compte dans la balance des peuples. A ce point de vue exclusivement patriotique, les dépenses, même non récupérées par les nations qui peuvent les faire, sont justifiées. La colonisation moderne est une forme de la concurrence pour la vie, rien de plus. L'avenir appartient aux grandes nations; si l'Europe nous est fermée, sachons profiter des dernières chances qui nous restent de prendre notre place en Asie et en Afrique.

De cette nécessité politique de la colonisation, on s'élève aisément jusqu'au principe philosophique même qui la commande et la justifie. Il peut être vrai que les peuples qualifiés par nous de barbares ou inférieurs se trouvent heureux dans leur barbarie ou dans leur existence de primitifs, et ne demandent pas à en sortir. Mais, si l'on admet que c'est pour les nations qui ne veulent pas déchoir une obligation de coloniser, il n'est plus indifférent que ce soit telle ou telle d'entre elles qui prenne, vis-à-vis des races primitives, le rôle d'éducatrice. Si les Français n'avaient pas occupé l'Algérie en 1830, ce n'est pas eux qui feraient aujourd'hui un demi-milliard de commerce à travers la Méditerranée, ce n'est pas la langue française qui résonnerait dans les rues de Constantine et de Tlemcen.

D'ailleurs, on peut soutenir qu'une véritable mission s'impose aux peuples civilisés, celle d'élever jusqu'à eux les peuples moins avancés. La plupart du temps, il faut en convenir, les gouvernements que l'on supprime, celui du Dahomey, par exemple, sont oppresseurs, avides, féroces, sans justice, et épuisent les populations au lieu de les protéger, de leur assurer l'ordre et la prospérité, et les indigènes ne peuvent que gagner à l'écrasement du droit de la force. Sans la conquête coloniale, quand elle est le fait d'une nation civilisée, beaucoup de peuplades ne sortiraient jamais de la barbarie, et peut-être même y retomberaient si la nation protectrice venait à se retirer. Qu'était devenue l'Algérie après la disparition de l'influence romaine ? Être riche des biens de la civilisation crée le devoir de charité sociale d'y faire participer ceux qui en sont dépourvus, au même titre que l'on protège les faibles. La colonisation n'a pas besoin d'autre justification.

A un autre point de vue la colonisation peut apparaître comme un élément de paix intérieure entre les citoyens. Elle sert d'exutoire pour les aventureux, les indisciplinés, souvent individus actifs et intelligents, qui se plient difficilement à la discipline de nos vieilles sociétés.

En voilà assez pour établir l'utilité d'une politique coloniale prudente, avisée, tenant compte des ressources matérielles de la mère patrie et, s'il y a lieu, des nécessités de la politique continentale.

On distingue deux classes de colonies : 1^o les *colonies de peuplement*, qui se créent dans des territoires inhabités ou presque inhabités, sous un climat propre au développement de la race colonisatrice ; 2^o les *colonies d'exploitation*, fondées généralement dans les régions tropicales, où la race colonisatrice ne peut s'établir à demeure ni s'acclimater aisément ; elle doit se borner alors à mettre le pays en valeur en utilisant la main-d'œuvre indigène. La colonie d'exploitation est dite *de plantation* dans le cas particulier où, sous un climat inhospitalier pour les Européens, la main-d'œuvre locale faisant défaut, il faut l'importer d'ailleurs ; cette classe particulière de colonies n'a plus une grande importance, par suite de la suppression de la traite des nègres et de l'abolition de l'esclavage. On importe encore cependant des travailleurs indous, chinois, néo-hébridais dans diverses colonies, à la Réunion, en Nouvelle-Zélande, aux îles Fidji, en Nouvelle-Calédonie, engagés par contrat libre et à temps limité.

Il faut en outre faire une place à part aux postes commerciaux ou militaires occupés en différents points du globe par quelques nations européennes : Aden, Malte, Obock, Hong-Kong, Singapour, Gibraltar, qui empruntent toute leur importance à leur situation sur les grandes routes du globe, sur les points stratégiques, près des centres de production. Ces postes isolés deviennent fréquemment le noyau de nouvelles colonies, ainsi que cela s'est produit pour l'estuaire du Gabon, simple station navale au début, pour Aden, pour Obock, pour Diego-Suarez. Mais, alors même qu'il n'en est pas ainsi, des possessions comme les îles Saint-Pierre et Miquelon, Gibraltar, Malte, Hong-Kong, donnent au pays détenteur une situation commerciale et militaire exceptionnellement favorable, surtout quand les stations navales assez nombreuses et convenablement installées peuvent se prêter un mutuel appui.

En fait peu de colonies dans le monde ont un caractère absolument tranché. La Nouvelle-Calédonie, l'Algérie, la Tunisie, sont des colonies mixtes. Au Tonkin même, il n'est pas impossible aux familles françaises de prospérer ; mais là, comme au Sénégal, comme à la Guyane, l'acclimatement est dur et pénible, et on range avec raison ces dernières colonies dans la deuxième classe.

Quant aux colonies *mixtes*, où l'acclimatement ne fait pas de doute, il faut, pour que le peuplement par la race colonisatrice s'y fasse aisément, que l'on puisse facilement trouver des terres disponibles, ce qui revient à dire que la population indigène ne doit pas y être trop dense.

En résumé, les colonies de peuplement, celles situées dans les zones tempérées de notre globe, sont rares : les États-Unis se sont séparés de l'Angleterre, la République Argentine n'est plus à prendre ; le Canada pourrait bien suivre ses aînés de l'Union américaine dans la voie de l'indépendance. Les colonies mixtes, qui s'élèvent moins rapidement à la richesse, qui sentent mieux le besoin de l'appui de la mère patrie, s'identifient plus complètement à celle-ci ; quant aux colonies d'exploitation, la tutelle de la nation mère apparaît comme si nécessaire que leur indépendance ne saurait être considérée comme désirable. M. Marcel Dubois, considérant que les distinctions à établir entre les colonies se ramènent en fait à la différence des climats, propose une classification fondée sur les aptitudes des diverses régions aux productions végétales logiquement exploitables. Les gisements minéraux, les conditions de la main-d'œuvre, les distances à parcourir, fixeront lorsqu'elles seront bien détermi-

nées les éléments d'une classification définitive utilitaire et vraiment économique, mais non sociale ou politique.

Dans tous les cas, on voit que le fait même d'entreprendre la colonisation d'un territoire quelconque suppose une double condition : 1° une émigration d'un certain nombre d'individus : fonctionnaires, commerçants ou colons suivant le climat de la colonie ; 2° un apport de capitaux pour mettre en valeur les richesses locales.

Il n'est pas nécessaire que cette émigration soit bien considérable. L'Algérie n'a encore, après soixante-dix ans d'occupation, que 300 000 Français en présence de 3 800 000 indigènes. Et cependant, si l'on veut avoir la pleine illusion d'une France orientale, d'une province nationale où le fond de la population serait musulmane, sans mélange d'aucune autre influence que la nôtre, il ne suffit plus de dépasser la mer et de s'arrêter à Alger, à Oran ou à Bône, villes qui rappellent par trop celles du littoral européen, il faut aller bien loin dans le Sud ou dans les douars chercher ce coin d'Orient où la vie locale, les mœurs, n'ont pas encore subi l'influence déformante de notre activité. Déjà, en une vingtaine d'années à peine, les 12 000 Français qui se sont transportés en Tunisie, et qui ont fait de grandes et heureuses choses, il est vrai, ont exercé une action modificatrice sur le caractère local des indigènes, au tempérament doux et souple.

L'assimilation d'une race quelconque est un problème difficile. La race anglo-saxonne, si féconde, si heureusement douée pour fonder des colonies de peuplement, c'est-à-dire pour inonder une terre vacante de flots d'émigrants, perd toute sa supériorité lorsqu'elle s'installe sur une terre déjà habitée. Là où la race indigène est faible, elle la fait disparaître, comme aux États-Unis, en Australie, en Nouvelle-Zélande : suivant l'expression de sir Charles Dilke, la race saxonne est dans le monde la seule race exterminatrice, *the only extirpating race*. Là, au contraire, où la race indigène est forte, bien assise, trop nombreuse pour se laisser éliminer, l'élément anglo-saxon demeure comme un corps étranger dans l'organisme dont il devra être un jour expulsé. Le mot a été dit : les Anglais sont dans l'Inde comme le fer dans la plaie.

Le tempérament des races latines est tout autre. Les Espagnols ont produit en Amérique par assimilation ou croisements divers ces populations du Mexique, si curieuses, de la Colombie, du Pérou. De même les Portugais se sont métissés au Brésil avec les autochtones. Les émigrants français du Canada et des

Grands Lacs ont su conserver la race « rouge » et créer avec elle une originale et vivace population de métis.

« On peut affirmer, dans l'état actuel du monde, a dit Stuart Mill, que la fondation des colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieil et riche pays. » Le même capital qui rapportera 3 ou 4 pour 100 dans une amélioration agricole sur le sol de France rapportera 10, 15 ou 20 pour 100 dans une entreprise nouvelle aux États-Unis, à la Plata, à la Nouvelle-Zélande, en Algérie. Il en est de même pour les sommes employées à la construction des chemins de fer. Les placements coloniaux sont donc une participation directe à la colonisation.

Cette émigration de capitaux n'est pas d'ailleurs nuisible à la mère patrie. Elle contribue, au contraire, en raréfiant les capitaux disponibles, à déterminer la recherche de placements, à relever le taux de l'intérêt. De plus, elle ne peut jamais représenter que des sommes assez minimes relativement au revenu total de la nation.

Ajoutons que les émigrants qui se décident à s'expatrier, à commencer une nouvelle existence sur un nouveau territoire, se recrutent toujours parmi les plus hardis, les plus sûrs d'eux-mêmes. Ils représentent donc un élément actif fort avantageux pour les pays qui les reçoivent — exception faite pour les ouvriers et les manœuvres à la recherche d'un simple salaire.

Mais la grande utilité des colonies pour la métropole, c'est surtout de donner à son commerce un vif essor, de stimuler et d'entretenir son industrie, et de fournir aux habitants de la mère patrie, industriels, commerçants, ouvriers, consommateurs, un accroissement de profits, de salaires ou de jouissances. Cet accroissement du champ productif de l'humanité fait en même temps sentir son action sur l'ensemble des pays civilisés. Les débouchés sont agrandis, l'échange se trouve provoqué et étendu. Mais c'est la métropole qui en profite dans la plus large proportion, à moins qu'elle ne manque par trop d'esprit d'initiative et de capitaux.

Toute colonisation comporte des travaux préparatoires qui incombent à l'État : creusement de certains ports, construction de routes, aménagement des eaux, construction d'écoles, de bâtiments administratifs, etc. Une colonie peut périr dès le début, si personne n'assume la charge de ces travaux d'assainissement et d'appropriation, qui ne deviennent productifs qu'à la longue, mais n'en sont pas moins indispensables au succès de

l'œuvre entreprise. C'est surtout à ce moment que la main-d'œuvre pénale peut et doit être utilisée.

Le meilleur régime foncier à adopter sera le plus simple. L'Australie, la République Argentine, la Tunisie, les États-Unis, ont des systèmes de cadastration, d'enregistrement et de mutation de la propriété foncière qui favorisent l'établissement des nouvelles entreprises en évitant l'*aléa* d'un contrôle difficile et incertain des droits réels. Cette vérité n'est reconnue que depuis peu de temps, et c'est à peine si l'on commence à adopter pour notre Algérie un système foncier simple et pratique.

Vaut-il mieux stimuler la colonisation par la concession gratuite de terres aux colons ou par la vente ? Le système préconisé en Australie par Wakefield donne la préférence à la vente des terres, à prix fixe, mais à bas prix : les fonds provenant de ces ventes étant à leur tour employés à la préparation et à l'aménagement de nouveaux lots à vendre, et ainsi de suite. L'adjudication aux enchères, excellente dans quelques cas, peut avoir pour inconvénient de prêter à la spéculation et d'éloigner les colons sérieux. Nous ne parlons ici que des concessions individuelles. Quant au système des grandes concessions, il sera étudié en détail dans d'autres parties de cet ouvrage.

Les colonies doivent être graduellement appelées à la vie administrative ; la décentralisation et une large autonomie leur deviennent nécessaires à mesure qu'elles se développent.

La législation doit assurer aux colons une protection étroite, efficace, de leurs intérêts, stimuler leur initiative, exiger d'eux le minimum des charges fiscales, ne pas enliser leur activité dans de multiples formalités administratives. Vis-à-vis des indigènes, la justice la plus étroite, la plus honnête, est de rigueur ; il faut éviter tout ce qui peut leur paraître une spoliation, se montrer très tolérant pour leurs mœurs, leur religion, leurs préjugés mêmes et les faire concourir à l'administration locale dans la mesure où leur propre influence peut seconder l'affermissement de notre autorité.

On voit, par ces considérations diverses, combien est grande l'œuvre de la colonisation, mais en même temps combien délicate et complexe.

François BERNARD.

II. — FORMATION DU DOMAINE COLONIAL FRANÇAIS

La Question coloniale en France.— Depuis le jour où les Espagnols et les Portugais ont prétendu à la possession et à l'exploitation exclusives des pays découverts par leurs marins et soumis par leurs *conquistadores*, il y a eu presque toujours en France une opinion soucieuse des choses d'outre-mer, et ses manifestations constituent la part spéculative de la nation à l'œuvre coloniale.

Au xvi^e siècle, l'activité des explorateurs français, le nombre et la vogue des relations de voyage, la place que la question coloniale occupe dans les œuvres de pure littérature sont des preuves de l'intérêt apporté par le public aux découvertes, et même à l'occupation et à la mise en valeur des « terres neuves ». Peu nombreux sont les adversaires des entreprises coloniales, dont des auteurs considérables s'attachent à mettre en évidence les multiples avantages.

Aussi songe-t-on dès le temps de Henri IV à véritablement coloniser. Tandis que Richelieu, puis Fouquet y travaillent avec esprit de suite, soutenus les publicistes à leurs gages et par la majeure partie de l'opinion, des dissidents refusent aux Français toute aptitude aux entreprises maritimes et coloniales ; mais le public, par la faveur avec laquelle il accueille les relations des voyageurs et surtout des missionnaires, témoigne de sa curiosité et de son intérêt pour les pays lointains et encore peu connus où peut s'étendre l'influence nationale.

Est-ce à dire que la masse même de la nation soit vraiment colonisatrice ? Nullement. On l'a bien vu au temps de Louis XIV et de Colbert, quand le caractère économique de la colonisation française est devenu nettement marqué. Alors le commerce se lance dans les entreprises d'outre-mer ; mais la nation se montre plus réservée, et refuse d'y engager les hommes et les capitaux que le gouvernement lui demande. Un peu plus tard, elle accepte très facilement les sacrifices consentis en Amérique par Louis XIV au traité d'Utrecht.

Elle n'a pas accepté moins facilement, au milieu du xviii^e siècle, l'effondrement de l'empire français d'outre-mer ; et cependant l'opinion publique ne se désintéresse alors nullement de la question coloniale. Mais elle se préoccupe des idées générales, des théories, des principes ; à cet égard il n'est pas

un seul écrivain du temps qui ne se soit montré, dans ses ouvrages, au courant des grandes questions, passionnément discutées, de la liberté commerciale, de la traite et de l'esclavage.

On sait comment, à l'époque révolutionnaire, ces questions ont reçu une solution conforme aux idées des philosophes du XVIII^e siècle, et comment elles ont été à nouveau soulevées au temps du premier Empire. A ce moment encore, ce sont surtout les idées théoriques auxquelles s'intéresse l'opinion en France; mais les multiples insuccès des tentatives de colonisation à la Guyane, l'échec de l'expédition de Saint-Domingue ont amené (autant que l'habitude de s'occuper presque exclusivement des affaires européennes) une modification dans l'esprit public. L'attention se détourne complètement des questions coloniales; aussi, après la prise d'Alger, hésitera-t-on à conquérir l'Algérie et pourra-t-on même soutenir un instant qu'il convient de l'abandonner.

De cette défaillance de l'esprit public, qui s'est poursuivie jusqu'après 1870, résultent l'inaction de la France à Madagascar et en Océanie, ses hésitations dans l'Indo-Chine orientale. Depuis quelques années seulement, grâce à l'action personnelle d'hommes d'État comme Jules Ferry, à l'œuvre éducatrice des sociétés de géographie, des explorateurs et des savants, à l'âpreté de la concurrence étrangère, l'opinion publique a repris intérêt aux choses d'outre-mer et s'est remise à discuter la question coloniale. Mais l'éducation du pays en ces matières est encore loin d'être achevée; la masse populaire n'est pas imprégnée de l'idée coloniale, et on peut craindre qu'une réaction ne se produise à la suite d'un sérieux échec. Consolider les positions acquises, en acquérir de nouvelles, voilà donc ce qu'il reste à faire.

Débuts de la colonisation française. — Les origines. — De très bonne heure, il y a donc eu en France une question coloniale; de meilleure heure encore, les Français ont commencé à s'occuper de colonisation. Ce sont en effet de vraies colonies que les établissements fondés aux XII^e et XIII^e siècles, à la suite des premières croisades, dans les contrées orientales du bassin méditerranéen; et c'est une colonie qu'à l'aube des temps modernes, dès le début du XV^e siècle, le Normand Jean de Béthencourt a « plantée » aux Canaries.

Auparavant déjà de hardis marins normands auraient fondé des établissements jusque sur les côtes de Guinée, et un peu plus tard, au cours du XV^e siècle, des Malouins et des Basques auraient poursuivi la morue jusque dans les parages de Terre-Neuve. S'il est permis de se montrer sceptique à l'égard de

ces traditions, qu'aucun texte du temps ne vient malheureusement confirmer, du moins faut-il admettre que, dès la seconde moitié du ^{xv}^e siècle, des marins français fréquentaient les îles du Cap-Vert. Ont-ils fait davantage? Ont-ils, comme le prétend une tradition dieppoise, devancé à la fois Christophe Colomb et Vasco de Gama avec Jean Cousin? C'est encore ce qu'aucun document contemporain authentique ne permet de dire.

Les navigateurs français au début du XVI^e siècle. — Par contre, il est certain que les marins de Dieppe, de Rouen et de Honfleur ont suivi de très près les Portugais, les Espagnols et les Anglais en Afrique et dans les Indes orientales, au Brésil et à Terre-Neuve. Dès 1503, le Honfleurais Binot Paulmier de Gonneville aborde au Brésil et noue avec les indigènes du pays des relations amicales qui devaient durer jusqu'à la fin du ^{xvi}^e siècle. A peu près à la même date, des matelots bretons et normands reconnaissent une partie du littoral de Terre-Neuve. Enfin, entre 1525 et 1530, des marins du célèbre armateur Jean Ango s'aventurent dans l'océan Indien jusqu'à Sumatra. Ainsi, dès la fin du premier tiers du ^{xvi}^e siècle, des Français vont faire le commerce sur toutes les mers du globe alors connues, sans négliger la Méditerranée, où les Marseillais ont obtenu le privilège de la pêche du corail sur le littoral algérien entre Bône et l'île de Tabarka (1520).

Les tentatives de colonisation au XVI^e siècle. — Mais déjà certains esprits aspirent à mieux; François I^{er} demande quel article du testament d'Adam exclut la France du partage des « terres neuves », et Verrazano songe à coloniser les contrées salubres et fertiles dont il a, en 1526, exploré le littoral. Le Malouin Jacques Cartier et le Picard Jean-François de La Roque, sire de Roberval, ont repris ce projet un peu plus tard, mais sans succès (1534-1543). C'est également sans succès que Nicolas Durand de Villegagnon a tenté, sous le règne de Henri II, de fonder une colonie française au Brésil (1554-1560) et que l'amiral de Coligny a voulu, entre 1562 et 1565, établir une colonie protestante à la Floride. La haine jalouse des Portugais et des Espagnols n'a permis ni à l'un ni à l'autre de ces deux établissements de se développer, et le gouvernement de la métropole était trop occupé des affaires intérieures du royaume pour songer à soutenir efficacement les compagnons de Villegagnon, de Ribaut et de Laudonnière. Néanmoins la nation ne s'est pas désintéressée des entreprises maritimes et coloniales; malgré les insuccès des premières tentatives, malgré les guerres de religion, malgré l'apathie du gouvernement, marins et aventu-

riers français n'ont cessé de sillonner audacieusement les océans, de projeter de nouvelles entreprises coloniales et de fonder des comptoirs, soit en Afrique, soit en Amérique.

Le premier empire colonial. — *Les débuts du premier empire colonial français.* — De ces multiples efforts rien ne subsiste à la fin du xvi^e siècle, lors de l'avènement de Henri IV. Ce monarque intelligent comprend de bonne heure l'utilité des colonies, en encourage la fondation, et c'est avec lui que commence vraiment le premier empire colonial français. Alors les efforts ininterrompus des Malouins du côté du Canada ont pour résultat la constitution d'établissements français en Acadie et à la Nouvelle-France (fondation de Québec par Champlain, 1608), cependant que des navigateurs français continuent à fréquenter les Antilles et les côtes septentrionales de l'Amérique du Sud, le Sénégal et le cap Vert, le littoral de la Guinée, et, dans l'océan Indien, s'aventurent jusqu'aux îles de la Sonde.

Pendant le ministère de Richelieu, tandis que les coureurs des bois et les missionnaires remontent le Saint-Laurent et parviennent aux grands lacs, c'est aux petites Antilles (Saint-Christophe, la Guadeloupe, la Martinique), c'est à la Guyane, c'est au Sénégal que sont fondées de nouvelles colonies françaises. Richelieu, pleinement convaincu de la situation admirable du royaume entre la Méditerranée et l'Océan, non moins persuadé que Henri IV de la nécessité pour la France de se constituer un grand empire d'outre-mer, encourage de tout son pouvoir la fondation de différentes compagnies de commerce et de navigation, dont la dernière, la Compagnie des Indes orientales de 1642, a pour but la colonisation de Madagascar. Malheureusement, les troubles qui marquent la minorité de Louis XIV entravent (de 1642 à 1661) l'essor maritime et colonial de la France; ni à la Guyane, ni au Sénégal, ni à Madagascar, il n'est possible de s'installer solidement ou définitivement, et même au Canada et aux Antilles la domination française est bien chancelante quand, en 1661, Colbert commence à s'occuper des colonies.

Ses progrès au temps de Colbert. — Ce serait une erreur de croire que Colbert a fondé, d'un bout à l'autre de sa vie, sa politique coloniale sur les mêmes principes immuables; il s'est au contraire laissé instruire par les faits, et il a modifié sa manière d'agir conformément à leurs enseignements. Aussi, après avoir voulu d'abord confier le développement et l'exploitation des colonies françaises à deux grandes compagnies qu'il

fonda en 1664 (Compagnie des Indes occidentales, Compagnie des Indes orientales), comprit-il qu'il devait, pour donner à la France un puissant empire d'outre-mer, ne pas entraver l'initiative individuelle. De bonne heure Terre-Neuve, l'Acadie, le Canada, les Antilles, la Guyane deviennent des colonies royales jouissant de la liberté de culture, d'industrie, de commerce et même de conscience ; aussi ces territoires — que l'acquisition des pays compris jusqu'à la baie d'Hudson, de la Louisiane, de la partie occidentale de Saint-Domingue, de Tabago et de la Dominique a singulièrement augmentés — ne tardent-ils pas à prendre pour la plupart un merveilleux essor. Par contre, malgré de très réels et persévérants efforts, les colons français n'ont pu s'établir d'une manière solide qu'au Sénégal sur la côte africaine de l'océan Atlantique, qu'à Bourbon dans l'océan Indien. Ni en Guinée, ni à Madagascar, nos comptoirs n'ont subsisté, et ceux de l'Inde sont encore insignifiants à la mort de Colbert (1683).

L'empire colonial français sous les successeurs de Colbert. — Malgré les fautes commises par les successeurs de ce grand ministre et malgré les guerres presque continuelles qui marquent la fin du règne de Louis XIV, la domination française a progressé entre 1683 et 1715 aux Indes grâce à François Martin, au Sénégal grâce à André Bruë. Malheureusement il n'en a pas été de même en Amérique, où le gouvernement royal applique de très bonne heure la révocation de l'Édit de Nantes et prend peu à peu le contre-pied du système libéral préconisé par Colbert après 1670. La prospérité des Antilles ne tarde pas à s'en ressentir, et bientôt commence le recul de la France dans les mers américaines ; dès 1696, l'île de Sainte-Croix est volontairement abandonnée. Puis la guerre de la succession d'Espagne vient arrêter les lents progrès de la France en Louisiane et livre l'Acadie aux Anglais.

Le traité d'Utrecht. — Même sur ce point, cependant, rien n'était définitif en 1712 ; mais Louis XIV n'hésita pas à cette date à acheter la paix en Europe par des sacrifices aux colonies. Les traités d'Utrecht nous firent perdre dans l'Amérique du Nord nos forts de la baie d'Hudson, nos établissements de Terre-Neuve (où le droit de pêcher et de sécher le poisson sur les côtes nord et ouest de l'île fut seul réservé à nos marins) et l'Acadie — c'est-à-dire l'embouchure du Saint-Laurent, — et, aux Antilles, Saint-Christophe ; Sainte-Lucie fut déclarée neutre ; enfin, en Guyane, la France dut renoncer à ses prétentions sur le « Cap du Nord » et la rive gauche du fleuve des Amazones. En dépit de ces

sacrifices, l'empire colonial français demeurait encore en 1715, après celui de l'Espagne, le plus étendu qui fût alors ; et, au point de vue économique, il était aussi important que tous les autres.

Essor économique au commencement du règne de Louis XV.

— Son importance économique et même territoriale s'augmente encore considérablement lorsque la France sort de la crise financière dont les opérations de l'Écossais Law marquent le terme. Alors, à partir de 1723, si la colonisation demeure languissante en Louisiane et à la Guyane, si elle se développe avec lenteur au Canada et au Sénégal, elle prend un essor admirable aux Antilles, aux Mascareignes (Bourbon, île de France) grâce à La Bourdonnais, aux Indes grâce aux efforts continus de Lenoir et de Dumas, qui préparent patiemment les voies à Dupleix. Mais l'Angleterre — dont les concessions faites par la France à Utrecht ont accru les prétentions à la prépondérance maritime, dont les intérêts sont partout en conflit avec les intérêts français — ne cesse de surveiller d'un œil jaloux l'efflorescence de nos colonies et saisit la première occasion favorable pour entrer en lutte ouverte avec la France et pour ruiner son empire d'outre-mer.

Désastres de la guerre de Sept ans. — Toutefois, malgré la supériorité écrasante de sa marine, elle n'y parvint pas immédiatement. Une première guerre, commencée indirectement dès 1740, déclarée officiellement en 1744, se termina en 1748 sans dommage pour l'empire colonial français, grâce à l'énergie de la nation et à l'initiative de quelques hommes intelligents et audacieux, au premier rang desquels il faut placer Dupleix. Malheureusement le gouvernement ne voulut pas comprendre que la paix d'Aix-la-Chapelle n'était qu'une trêve, et il ne fit rien pour se mettre à même de lutter avec succès contre l'Angleterre. Non content de se désintéresser du Canada et de la Louisiane (dont il ne comprend pas plus l'importance que ne la comprend la nation), il anéantit en quelque sorte à plaisir l'œuvre de Dupleix dans l'Inde, dans l'espoir — que partage la Compagnie des Indes — d'éviter ainsi la guerre avec l'Angleterre. Mais la guerre était inévitable, l'Angleterre et la France se dressant partout en face l'une de l'autre et poursuivant partout le même but : dans l'Amérique du Nord, aux Antilles, en Afrique et dans l'Inde. Lorsque le gouvernement français, après une série d'agressions en pleine paix, après la capture injustifiable de nos bâtiments de commerce, se décida à la déclarer, du moins eût-il dû concentrer toute son attention sur la guerre maritime ; il se laissa, au contraire — à tort, ou à raison, les historiens discutent encore ce point — entraîner à s'allier à l'Autriche contre

Les colonies françaises en 1683, en 1715, en 1763.
Les taches noires indiquent l'étendue du domaine colonial.

Les colonies françaises en 1815. Empire colonial français en 1870, en 1900.

Les taches noires indiquent l'étendue du domaine colonial.

la Prusse et s'occupa à peine des colonies. Celles-ci, la marine française une fois anéantie, ne reçurent plus de secours de la métropole et ne tardèrent pas à succomber; Montcalm et ses compagnons ne purent que sauver l'honneur du drapeau à la Nouvelle-France, et, dans l'Inde, les fautes inconscientes de Lally-Tollendal achevèrent de perdre une situation déjà presque désespérée depuis l'année 1754.

Traité de Paris (1763). Ruine de l'empire colonial français. — Aussi le traité de Paris du 10 février 1763 fut-il absolument désastreux : le Canada, l'île Royale et toutes les autres îles du golfe du Saint-Laurent, la rive gauche du Mississipi, sauf la Nouvelle-Orléans, Grenade et les Grenadines, Saint-Vincent, la Dominique, Tabago, le Sénégal, voilà ce que la France dut alors abandonner à l'Angleterre. En même temps, elle cédait à l'Espagne la Nouvelle-Orléans et la partie de la Louisiane située sur la rive droite du Mississipi, en dédommagement de la perte de la Floride. Saint-Domingue, la Guadeloupe et la Martinique, la Guyane, Gorée au Sénégal, les Mascareignes, quelques comptoirs sans importance dans l'Inde, voilà tout ce que conservait la France, à qui l'Angleterre cédait d'autre part les îlots de Saint-Pierre et Miquelon dans les parages de Terre-Neuve. C'était vraiment la ruine de l'empire colonial français.

Nouveaux essais de colonisation. — Néanmoins, ni le gouvernement (à la tête duquel se trouvait alors le duc de Choiseul) ni la nation ne se découragèrent; ils tentèrent de concert, dès l'année 1763, de tirer parti des rares territoires d'outre-mer demeurés français et d'en occuper de nouveaux. De là, des essais infructueux de colonisation à la Guyane; de là, les tentatives avortées de Modave et, un peu plus tard, de Benyowski à Madagascar; de là enfin, sous Louis XVI, après la guerre d'Amérique et le traité de Versailles (qui nous rendit Sainte-Lucie, Tabago et le Sénégal), des projets d'établissement en Indo-Chine que la Révolution empêcha d'exécuter.

La Révolution et les colonies. — Ce n'est pas seulement de cette manière que la Révolution a nui à l'empire colonial de la France; les tergiversations, les équivoques de la Constituante et de la Législative ont aggravé encore, aux Antilles, une situation que la politique insouciant de l'ancien régime et les « journées » retentissantes de l'année 1789 avaient rendue presque désespérée. Dès 1790 la guerre civile est déchaînée à Saint-Domingue, et la guerre servile vient bientôt l'aggraver davantage encore. Toutefois la politique résolue qu'adopte la Convention dès 1793 (émancipation des esclaves, union politique et commerciale des

colonies avec la métropole) ne tarde pas à donner des fruits : elle arrête quelques années encore l'effondrement complet du premier empire colonial, aux débris duquel s'ajoute alors, au traité de Bâle, la partie espagnole de Saint-Domingue.

Anéantissement du premier empire colonial français sous Napoléon I^{er}. — Malheureusement, ni l'aventureuse expédition d'Égypte, ni la cession momentanée de la Louisiane à la France, ni l'expédition de Saint-Domingue n'ont permis à Napoléon I^{er}, malgré son ardent désir et ses persévérants efforts, de reconstituer un puissant empire colonial. Contrecarré partout par l'Angleterre, l'empereur a dû, dès le jour où il n'a plus eu de flottes, renoncer à la lutte maritime contre notre implacable ennemie, lui abandonner nos dernières possessions d'outre-mer et chercher dans la lutte européenne le meilleur moyen de recouvrer les colonies perdues. A la fin de 1811, la France est exclusivement réduite à son territoire continental.

Aussi le traité de Paris de 1814 consacre-t-il la ruine complète de notre premier empire colonial. Saint-Pierre et Miquelon, la Guadeloupe et ses dépendances, la Martinique, la Guyane, le Sénégal et les comptoirs de la Guinée, l'île Bourbon, les établissements de l'Inde, voilà tout ce qui nous est alors rendu. Abstraction faite des immenses espaces du contesté franco-brésilien, la France d'outre-mer est alors moins étendue que le département de la Gironde et n'occupe plus sur le globe qu'une place imperceptible.

Constitution du second empire colonial. — *Premières acquisitions sous la Restauration et la monarchie de Juillet.* — Cependant nos hommes d'État ne se sont pas découragés et ont entrepris de bonne heure l'immense tâche de constituer un nouvel empire colonial français. Ils ont d'abord travaillé avec succès, aussitôt après 1815, à maintenir nos anciens droits sur certains points encore inoccupés — sur Madagascar en particulier — et ont essayé de mettre en valeur certaines de nos possessions; puis ils ont, dès le 5 juillet 1830, préludé à la conquête de l'Algérie par la prise d'Alger.

La monarchie de Juillet ne s'est pas contentée de ce legs de la Restauration. Elle l'a augmenté en conquérant les villes du littoral algérien, puis en se décidant à se substituer aux droits et aux prétentions du gouvernement turc et en effectuant, malgré tous les efforts d'Abd-el-Kader, la conquête des Hauts-Plateaux (1830-1847). En même temps le gouvernement de Louis-Philippe a fondé quelques établissements sur les côtes de la Guinée (Côte

des Graines et Côte d'Ivoire, Côte d'Or) et du Gabon, et a établi le protectorat français autour de Madagascar et sur une partie du littoral de la *Grande Terre*, ainsi que sur une série de petits archipels de la Polynésie (Tahiti, Gambier, Marquises, Touamotou, etc.).

Ainsi a commencé à se constituer, sur les points du globe où il était encore possible de faire de nouveaux établissements, un second empire colonial français.

Progrès de la France coloniale sous Napoléon III. — Les gouvernements suivants ont poursuivi avec persévérance l'œuvre si bien amorcée. Dès 1851 la France travaille à reprendre pied au Dahomey où, sous l'ancien régime, elle avait à différentes reprises fondé des comptoirs, et elle travaille encore sous le second Empire à développer son influence de ce côté. En même temps elle achève la conquête de l'Algérie (Grande Kabylie), commence à s'avancer vers le Sahara, après avoir descendu dès 1844 les pentes méridionales de l'Atlas saharien (soumission de Biskra), et réussit avec Faidherbe à développer d'une manière inattendue les établissements français du Sénégal, tandis que de Lastelle, Lambert et Laborde essaient, sans succès, de lui donner Madagascar. C'est encore au second Empire que la France doit ses premiers établissements solides dans l'Indo-Chine orientale (conquête de la Cochinchine, protectorat du Cambodge) et l'acquisition de la Nouvelle-Calédonie.

L'œuvre coloniale de la troisième République. — Tous les gouvernements qui se sont succédé entre 1815 et 1870 ont donc travaillé fructueusement à reconstituer à la France un empire d'outre-mer; avec plus de succès encore y a travaillé le gouvernement de la troisième République, à partir du moment où la libération du territoire métropolitain et la reconstitution de nos finances et de notre armée lui ont vraiment permis d'agir. En vingt ans, explorateurs, marins et soldats ont fait la conquête du Sahara algérien jusqu'aux grandes oasis de l'*archipel touâtien* inclusivement, et reporté fort loin dans le Sud la « ligne de protection et d'expansion saharienne »; ils ont conquis la Tunisie; ils ont transformé nos possessions du Sénégal et de la Guinée en un vaste empire qui va sans interruption de l'océan Atlantique au lac Tchad, des steppes du Soudan septentrional au golfe de Guinée; ils ont poussé du Gabon jusqu'au Nil et jusqu'au Tchad, à travers l'immense bassin du Congo, pris possession d'îlots perdus dans le sud de l'océan Indien, conquis Madagascar, occupé les Comores, planté le pavillon français au fond du golfe d'Aden (à Obock et à Djibouti), enfin,

augmenté du Tonkin, de l'Annam et d'une partie du Laos les possessions de l'Indo-Chine orientale.

Malheureusement, les efforts de nos explorateurs, de nos marins, de nos soldats n'ont pas toujours reçu du gouvernement français la sanction qu'il était légitime d'en attendre; parfois ont été signées des conventions comme celle du 5 août 1890; parfois se sont produits des reculs comme celui que stipule le traité dit « déclaration additionnelle du 21 mars 1899 à la convention franco-anglaise du 14 mars 1898 ». Sans doute, il n'y a là rien de comparable aux dates néfastes de 1713, de 1763 et de 1814; mais la dernière de ces conventions n'en constitue pas moins un abandon de territoires qui étaient bien nôtres et que nous occupions réellement. Aussi, et malgré qu'il reconnaisse l'union — purement théorique d'ailleurs — de nos possessions du Maghreb, du Soudan et du Congo, cet accord est-il le plus désavantageux qui ait été conclu par la France, au point de vue colonial, au cours du xix^e siècle.

État présent de l'empire colonial français. — Néanmoins l'empire colonial français constitue, présentement, un des plus considérables du monde, avec une superficie approximative de 11 millions 300 000 kilomètres carrés et une population supérieure à 35 millions d'individus(1). C'est en Afrique que se trouve la plus importante partie de ce domaine colonial, où l'Algérie et son hinterland saharien, la Tunisie, l'Afrique occidentale française (Sénégal, Guinée française, Côte d'Ivoire, Dahomey, territoires militaires du Soudan), le Congo français, enfin les pays français de la côte des Somalis représentent un ensemble territorial de près de 10 millions de kilomètres carrés, peuplé de plus de 9 millions d'habitants (2). Mais, sur cette immense surface, que de « terres légères et très légères »! Que de sables où le coq gaulois trouvera beaucoup à gratter sans profit! Il n'en est pas de même en Asie, où les comptoirs de l'Inde n'ont sans doute qu'une très faible valeur, mais où nos colonies de l'Indo-Chine orientale (Cochinchine, Cambodge, Annam et Tonkin) peuplées de plus de 20 millions d'individus sur 670 000 kilomètres carrés,

(1) Et même de beaucoup supérieure, car les populations de la zone saharienne d'influence française et de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, des territoires militaires du Soudan, ainsi que des établissements français de l'Océanie, ne figurent pas dans ce total. Il est en effet absolument impossible d'évaluer, même de façon très approximative, la population de ces contrées à l'heure actuelle.

(2) Pour les seuls pays pour lesquels on peut donner un chiffre plus ou moins approché, soit le Sénégal, le Congo et la côte des Somalis.

sans valoir notre ancien empire des Indes, ont toutefois une très réelle importance économique. Ni nos possessions de l'océan Indien (Madagascar et ses satellites : Sainte-Marie et les Comores ; la Réunion ; Saint-Paul et Amsterdam ; Kerguelen), en dépit de l'annexion de Madagascar en 1895 — ni surtout celles d'Amérique (Saint-Pierre et Miquelon, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane) et d'Océanie (Nouvelle-Calédonie, petits archipels polynésiens) ne peuvent, malgré leurs mérites respectifs, être comparées au groupe indo-chinois.

De même que notre empire indo-chinois est inférieur à notre empire indien du ^{xviii}^e siècle, de même, dans son ensemble, ce bel empire colonial, de la constitution duquel la France du ^{xix}^e siècle a le droit de s'enorgueillir, est loin de valoir celui que nos ancêtres avaient créé au ^{xvii}^e siècle et dans la première moitié du siècle suivant. Sur un tel nombre de kilomètres carrés, bien petite est la surface située dans un climat tempéré ! Que de doubles emplois ! Que de territoires de climat tropical dont les productions sont les mêmes, et dont, par conséquent, la rivalité sur les marchés de la métropole semble inévitable ! Enfin que de surfaces inutilisables ! Ce sont là des réserves qu'il est indispensable de faire, mais en ayant soin de reconnaître en même temps que les pays tropicaux étaient à peu près les seuls, en 1830 déjà, demeurés sans maîtres, — à peu près les seuls, par conséquent, où il fût possible de s'établir.

Si, du moins, dans ces contrées où l'Européen ne peut guère songer à s'installer à demeure, mais où il peut et doit donner aux indigènes un bon régime des terres, une bonne administration, une justice équitable, la langue française finit par prédominer, l'œuvre coloniale de la France du ^{xix}^e siècle sera singulièrement consolidée, et nos possessions actuelles demeureront attachées à la mère patrie par un lien indissoluble. C'est ainsi que plusieurs de nos anciennes colonies, le Canada, Haïti, Maurice conservent encore l'empreinte de la France, dont elles sont séparées depuis si longtemps déjà. Nos colonisateurs contemporains ne sauront-ils pas faire ce qu'ont si bien exécuté leurs prédécesseurs ? Si, comme ils semblent le vouloir et comme il est permis de l'espérer, ils y réussissent, l'influence française n'est pas près de cesser de s'exercer à la surface du globe, ni l'empire colonial français de se développer.

Henri FROIDEVAUX.

PRINCIPES D'ORGANISATION COLONIALE⁽¹⁾

I

LE LÉGISLATEUR COLONIAL

Avant la Révolution, à mesure que les colonies étaient soustraites à la juridiction des compagnies privilégiées, elles étaient rattachées au domaine du roi en toute propriété et en toute souveraineté. Ce n'était pas alors, selon les effets ordinaires qu'aujourd'hui nous reconnaissons à l'annexion, l'extension pure et simple d'une souveraineté territoriale; c'était un apanage nouveau qui se trouvait acquis à la couronne, qui venait grossir, en tous profits et avantages, le patrimoine héréditaire de la dynastie. Sur cette terre nouvelle et sur ses habitants, les droits du souverain étaient plus étendus encore que sur les provinces de France, ou mieux on ne concevait pas qu'une colonie dût jamais sortir d'une condition subalterne, dût cesser d'être un domaine privé dont le roi, dans son intérêt bien compris et dans celui de ses sujets d'Europe, devait tirer le meilleur parti.

(1) Cet exposé des principes généraux de notre organisation coloniale laisse naturellement de côté les colonies dont le régime particulier doit être étudié à part (V. les monographies de l'Algérie, de la Tunisie, etc.).

La théorie prétendait ici justifier la pratique, et nous voyons, encore au XVIII^e siècle, les esprits les plus éclairés, les novateurs les plus hardis, déclarer légitime et sage un régime aussi arbitraire. Comme on l'a dit très justement, les colonies n'étaient que des établissements créés « pour l'utilité » de la métropole et destinés à demeurer « sous sa dépendance immédiate ». Turgot lui-même pouvait dire qu'il fallait voir dans les colonies des « États amis, protégés si l'on veut, mais *étrangers* et *séparés* ». Séparées, isolées du territoire de la France, les colonies l'étaient nécessairement par les divers éléments et par la condition légale de leurs populations. Non seulement toutes les inégalités sociales qui caractérisaient en France l'ancien régime se manifestaient alors dans nos possessions, mais encore d'autres distinctions étaient venues s'y ajouter, celle des créoles blancs et des mulâtres, celle des hommes libres et des esclaves. « Toutes personnes sont franches en ce royaume », disait-on pour la France, mais ce principe fondamental de l'ancien droit n'avait pas passé les mers, et, dans nos colonies, la maxime libérale de Loysel avait fait place aux rigueurs du code noir. Cette institution de l'esclavage eût été suffisante par elle-même pour maintenir entre les deux territoires français, celui d'Europe et celui d'outre-mer, une distinction absolue. Elle en faisait manifestement apparaître la condition différente lorsque des esclaves accompagnaient leurs maîtres en France; la situation de ces esclaves, qu'on n'osait pas déclarer affranchis lorsqu'ils touchaient le sol de la mère patrie, finit même par y être jugée si délicate qu'une déclaration du 9 août 1777 interdit d'amener sur le territoire métropolitain toutes « gens de couleur de l'un et de l'autre sexe ».

Aussi ne voyons-nous proclamer l'unité territoriale de la France et de ses possessions que le jour où l'institution de l'esclavage, sous l'influence de considérations philosophiques et humanitaires, fut directement menacée. L'Assemblée constituante, le 8 mars 1790, déclara reconnaître dans les colonies « une partie de l'empire français », et la Constitution de 1791 le proclama dans les termes identiques. On affirme le principe et pourtant on hésite encore à s'y conformer. La Constitution du 3 septembre 1791 n'est pas applicable aux colonies; c'est une loi complémentaire, la loi du 24 septembre 1791, qui statue sur le régime colonial, en s'arrêtant à un compromis bâtarde entre le droit de tous et l'intérêt de quelques-uns. Pour ne pas avoir à trancher cette question de l'esclavage, qui suscite à la fois tant d'inquiétudes et d'espérance, on laisse à des assemblées

coloniales le soin de régler elles-mêmes l'état politique des hommes de couleur et des noirs, alors que sur les matières les plus importantes les pouvoirs métropolitains auront le droit de légiférer. Atermoïement inutile d'ailleurs, car, entraînés par les événements, les hommes de la Révolution ne pourraient conserver longtemps, devant les conséquences d'un principe, cette attitude timorée. Quelques mois après, l'Assemblée législative donnait aux hommes de couleur et aux noirs l'égalité politique. A son tour, la Constitution du 5 fructidor an III déclara que les colonies étaient « parties intégrantes de la République » et soumit à une législation, à une organisation communes la métropole et ses possessions.

Mais, dès qu'une éclipse des principes et la violence des nécessités économiques, timidement d'abord, publiquement bientôt et sous la protection de la loi (30 floréal an X), conduisent à rétablir l'esclavage, l'unité territoriale est encore une fois rompue. On ne veut plus concevoir, comme l'avait admis la Constitution de l'an III, qu'une loi puisse être faite à la fois pour la France et pour ses colonies. C'est alors pour nos possessions, avec la Constitution du 22 frimaire an VIII, le régime des « lois spéciales » ; avec la Charte de 1814, le régime des « lois ou des règlements particuliers » ; avec la Charte de 1830, le régime des lois particulières. Encore est-il nécessaire de remarquer qu'en dépit des dispositions inscrites dans la Charte, non seulement sous la Restauration, qui ne vit jamais le Parlement se prononcer sur les colonies, mais sous la monarchie de Juillet elle-même, la loi n'intervint qu'exceptionnellement. Avant que l'organisation générale des colonies eût été réglée par une loi du 24 avril 1833, ce fut à des ordonnances, malgré la Charte, que le pouvoir central eut encore recours. Et sous le régime même qui fut inauguré le 24 avril 1833, seules, et sur certaines matières uniquement, nos colonies des Antilles, de la Réunion et de la Guyane, se trouvèrent régies par des lois ; hors ces cas exceptionnels, le sort de nos établissements d'outre-mer devait être réglé par voie d'ordonnances ou par voie de décrets coloniaux, règlements particuliers émanant des conseils locaux, sur la proposition des gouverneurs.

Il faut arriver jusqu'à la seconde République pour voir s'affirmer à nouveau, alors que s'engage une lutte décisive contre l'esclavage des noirs, l'unité territoriale de la France et de ses colonies. Lorsqu'il s'agit de la liberté humaine, il ne peut y avoir de principes contradictoires, et ce qui est la vérité pour la France doit être aussi la vérité pour ses colonies. C'est ce que

constate tout d'abord le décret du 4 mars 1848 sur l'abolition de l'esclavage : « Considérant que *nulle terre française* ne peut plus porter d'esclaves... » Le décret du 5 mars, inspiré des mêmes doctrines, donne aux colonies comme aux départements, le droit d'élire au suffrage universel des représentants à l'Assemblée nationale. A son tour la Constitution du 4 novembre 1848 déclare, dans son article 109, que le territoire des colonies est « territoire français », mais sera régi par des lois particulières jusqu'à ce qu'un acte organique, une « loi spéciale » soit intervenue. Là devait s'arrêter l'œuvre de la seconde République qui bientôt allait disparaître avant que la « loi spéciale » annoncée eût pu voir le jour. Ce qui néanmoins devait survivre à la République de 1848, c'est cette conception d'un territoire français unique, commun à la métropole et à ses possessions. Aujourd'hui, pour la France et ses colonies, les conditions d'application peuvent être différentes, mais il n'y a plus de contradiction possible sur les principes fondamentaux du droit.

Il importe de préciser davantage cependant, car ce serait une erreur de croire que dans ce territoire commun à la France et à ses possessions il y ait toujours également une législation commune. L'éloignement, le climat et les mœurs maintiennent entre la métropole et ses possessions une diversité profonde. Il ne faut pas s'étonner dès lors que la France s'en soit tenue pour ses colonies à un régime atténué, évitant à la fois les simplifications excessives d'une complète assimilation et les dangers de l'autonomie. Ce système peut être ainsi résumé. Les lois constitutionnelles de 1875 s'appliquent manifestement aux colonies françaises, aussi bien qu'à la France métropolitaine ; elles ont été promulguées dans toutes nos possessions. Ce ne sont pas ces lois pourtant, elles seules du moins, qui définissent aujourd'hui la constitution, ou mieux, pour ne pas donner aux mots trop d'importance, l'organisation des colonies françaises. Cette organisation se trouve actuellement tracée dans ses lignes essentielles, à côté et en dehors de la Constitution de 1875, par deux textes fondamentaux, débris de la législation du second Empire, le sénatus-consulte du 3 mai 1854 et le sénatus-consulte du 4 juillet 1866.

De même que la Constitution de 1848 avait prévu pour l'organisation des colonies l'intervention d'une loi spéciale, la Constitution du 14 janvier 1852, qui préparait le second Empire, avait aussi réservé à un acte postérieur et particulier le soin de statuer sur le sort de nos possessions. Son article 27 était ainsi conçu : « Le Sénat règle par un sénatus-consulte : 1^o la « consti-

tution de l'Algérie et des colonies », etc... » C'est en exécution de cette disposition que fut voté, le 3 mai 1854, sur l'organisation générale des colonies, un premier sénatus-consulte, modifié lui-même, le 4 juillet 1866, en ce qui concernait les attributions des conseils généraux aux Antilles et à la Réunion. Émanant du Sénat, gardien des Constitutions impériales et chargé de les interpréter ou de les modifier, ces deux actes avaient-ils eux-mêmes un caractère constitutionnel? Peut-être l'avaient-ils à l'origine; peut-être, tout au moins, l'article 27 les rattachait-il, comme une sorte de dépendance, d'annexe, à la Constitution générale de l'Empire français. Ce qui est certain, c'est que ce caractère ne saurait leur être actuellement attribué. Ils ont survécu à la chute du second Empire, un peu tout d'abord par la force des choses et parce qu'il fallait, au moins jusqu'à ce qu'elle fût abrogée, laisser aux colonies leur organisation antérieure, puis avec le temps parce qu'on a pris l'habitude de ce provisoire et que plus d'une fois est apparue toute la difficulté d'une législation nouvelle. Mais, aujourd'hui que le sénatus-consulte est une forme abandonnée et qu'aucun lien ne les rattache plus à la Constitution en vigueur, ces deux actes ne subsistent plus qu'avec la validité générale des lois ordinaires, susceptibles toujours d'être abrogées ou modifiées par le Parlement.

Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, comme nous l'avons indiqué déjà, se bornait à définir les attributions des conseils généraux à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion. Considéré dans son ensemble, le sénatus-consulte du 3 mai 1854 avait une portée plus étendue. Il se compose de quatre titres. Le premier, applicable à toutes les colonies, déclare, dans son article unique, que l'esclavage ne pourra jamais être rétabli; le second a trait au régime législatif et à l'organisation intérieure de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion; le troisième, au régime législatif de toutes les colonies; le quatrième enfin a pour but de maintenir expressément les lois et règlements non contraires aux dispositions nouvelles. Si l'on observe que, en ce qui touche l'organisation intérieure des Antilles et de la Réunion, le sénatus-consulte du 3 mai 1854 s'est trouvé profondément modifié par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, on comprend qu'aujourd'hui l'intérêt essentiel, l'importance capitale du premier se rattache au régime législatif des colonies. A ce point de vue, les règles particulières que nous trouvons en vigueur et qu'il est nécessaire d'exposer avec quelques détails constituent présentement l'un des aspects les plus originaux de l'organisation générale des colonies.

Tandis que, pour la France, la loi est toujours l'œuvre du Parlement, pour les colonies quatre pouvoirs distincts se partagent l'exercice de la puissance législative : les Chambres, le pouvoir exécutif, les conseils généraux, les gouverneurs. Non seulement, pour les colonies, l'intervention du Parlement en matière législative n'est plus la règle absolue, mais encore elle est devenue presque l'exception ; la part prépondérante appartient à l'autorité exécutive. Quant aux conseils généraux et aux gouverneurs, leur rôle se trouve ici nettement limité pour les premiers au vote de l'impôt, perçu du reste, non pas au profit de l'État, mais au profit des budgets locaux, et pour les seconds à la promulgation des actes législatifs. Cette attribution spéciale des gouverneurs appelle d'ailleurs quelques explications. Les lois et les décrets applicables aux colonies, pour y être régulièrement exécutoires, doivent être l'objet de deux promulgations successives, l'une en France, l'autre sur le territoire même des possessions où ils doivent être mis en vigueur. La promulgation qui intervient en France est soumise aux règles ordinaires ; celle qui se produit dans la colonie et dont le gouverneur a la stricte obligation offre par contre un caractère tout particulier. Sous l'ancienne monarchie, les lois et ordonnances applicables aux colonies y devaient être enregistrées par les conseils souverains ; cette tradition persista même après la Révolution, et l'on voit ainsi certaines lois organiques du commencement du siècle, celles des 21 août 1825 et 9 février 1827, recommander au gouverneur de faire enregistrer par la cour d'appel les textes nouveaux. Depuis un décret du 15 janvier 1853, la promulgation a lieu par une insertion au journal officiel de la colonie. D'après la jurisprudence de la cour de Cassation, ce qui doit être inséré, c'est l'arrêté de promulgation ; il n'est pas obligatoire de reproduire en même temps *in extenso* la loi ou le décret promulgué. Enfin, dans certains cas — ainsi pour la Cochinchine, en vertu d'un décret du 14 janvier 1865 — l'insertion au *Journal officiel* peut être remplacée par une publication à son de trompe ou par affiches. Il n'est pas inutile d'ajouter que cette attribution particulière des gouverneurs, qui paraît avoir été surtout à l'origine le résultat d'une confusion entre la promulgation et la publication des actes législatifs, est aujourd'hui considérée généralement comme assez peu fondée. Les projets de réforme élaborés dans ces dernières années tendent à la faire disparaître, un texte applicable aux colonies et déjà publié en France devant normalement être exécutoire dans nos possessions, sans promulgation nouvelle, quelques

jours après l'arrivée du *Journal officiel de la République française* ou du *Bulletin des Lois*.

Comment se partage pour les colonies, entre le Parlement et le pouvoir exécutif, l'exercice de la puissance législative ? Il convient de distinguer à cet égard, comme le fait le sénatus-consulte du 3 mai 1854, deux groupes de colonies, le premier comprenant la Martinique, la Guadeloupe ou la Réunion, le second indifféremment toutes nos autres possessions.

Pour les colonies du premier groupe, celles que le sénatus-consulte de 1854, «régulant la constitution de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion», a plus particulièrement visées, la puissance législative peut se manifester par quatre sortes d'actes. Elle peut, selon les cas, donner lieu à l'intervention d'une loi, d'un sénatus-consulte, d'un décret en conseil d'État et d'un décret simple. C'est par la loi tout d'abord (article 4) que devait être déterminé le «régime commercial» des Antilles et de la Réunion, c'est-à-dire, d'après l'interprétation du conseil d'État (avis du 1^{er} juillet 1873), l'ensemble des dispositions concernant «les conditions économiques et fiscales des échanges entre les colonies et les autres pays». Il faut du reste rapprocher ici du sénatus-consulte de 1854 l'article 2 du sénatus-consulte de 1866, qui donne au conseil général le droit de statuer sur les tarifs de douane et d'octroi de mer, et la loi du 11 janvier 1892 qui, en principe, étend aux Antilles françaises et à la Réunion l'application du tarif général des douanes. La loi est encore nécessaire, d'autre part, lorsqu'il s'agit de statuer sur les matières énumérées à l'article 3 du sénatus-consulte, c'est-à-dire l'exercice des droits politiques, l'état civil, la propriété, les contrats, le jury et la législation criminelle, l'application du principe de recrutement des armées de terre et de mer. La loi, pour ces matières, remplace le sénatus-consulte, qui devait intervenir dans les différents cas prévus par l'article 3 et qui a disparu de nos institutions. Sur toutes autres questions, c'est le pouvoir exécutif qui statue lui-même, soit par des règlements d'administration publique dans les cas déterminés par l'article 6 du sénatus-consulte de 1854, soit par des décrets simples (article 7). On peut même ajouter que le décret simple constitue la règle, car il intervient sur toutes les matières qui ne rentrent pas dans les exceptions limitativement prévues.

Mais le décret simple devient la règle de manière beaucoup plus absolue encore lorsqu'il s'agit des colonies du second groupe. Pour celles-ci, le sénatus-consulte, dans l'unique article de son titre III, l'article 18, ne conçoit pas d'autre forme en

laquelle doit se manifester la puissance législative. Il est vrai qu'en fait, pour les colonies mêmes du second groupe, le décret simple n'est pas le seul acte que nous trouvons en vigueur. L'intervention du conseil d'État tout d'abord est parfois nécessaire, ainsi lorsqu'il s'agit d'emprunts (décret du 20 novembre 1882) ou de tarifs de douane (loi du 11 janvier 1892). En outre, il arrive souvent que, sur certaines matières, l'exécution d'un décret fait place à l'application d'une loi. Considéré dans son principe, en effet, le rôle du pouvoir exécutif comme législateur colonial ne peut s'expliquer que par une délégation faite en sa faveur par le pouvoir législatif; on est d'accord pour reconnaître alors que ce dernier pouvoir peut toujours, sur un point particulier, faire cesser la délégation qu'il a consentie en se prononçant lui-même sur l'une des matières où il aurait été statué par voie de décret. Si une loi intervient dans ce cas, elle ne peut désormais à son tour être modifiée que par une loi. Enfin l'avis du Parlement est indispensable lorsqu'il s'agit d'engager, directement ou indirectement, les finances de l'État. C'est ainsi qu'une loi du 29 juin 1882 a approuvé la convention conclue pour l'exécution d'un chemin de fer de Dakar à Saint-Louis et la garantie d'intérêts, à la charge de l'État, qui s'y trouvait prévue.

Il est beaucoup d'autres cas où, dans les colonies du second groupe comme dans celles du premier, des lois métropolitaines ont été mises en vigueur. Il est possible ainsi d'étendre par décret aux colonies l'application de lois rendues pour la métropole. Cette extension, qui ne soulève aucune difficulté pour les colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte de 1854, est autorisée par l'article 8 pour les Antilles et la Réunion quant aux matières énumérées à l'article 6. Il est généralement admis de même que les lois rendues sous l'empire de la Constitution de l'an III et qui, de plein droit, étaient exécutoires aux colonies comme en France demeurent applicables, tant qu'elles ne sont pas abrogées, dans celles de nos possessions qui se trouvaient alors sous la domination de la République. On reconnaît également que certaines lois sont régulièrement applicables dans des colonies où elles n'ont jamais été promulguées, si elles y sont demeurées constamment en vigueur depuis que ces possessions ont été replacées sous la domination française, c'est-à-dire depuis 1814 ou 1815.

Ce qui l'emporte malgré tout dans la législation générale de nos colonies, c'est le décret, et l'on s'explique que ce régime législatif spécial ait été souvent désigné, surtout en ce qui con-

cerne les colonies du second groupe, sous le nom de *régime des décrets*. Rapproché de l'état de choses antérieur à 1854, s'il ne constituait pas un progrès réel, il ne pouvait être non plus jugé comme une mesure véritable de réaction. Il donnait à l'origine de la législation coloniale une précision que n'avait pas connue l'ancienne monarchie. Avant la Révolution, les tribunaux de nos possessions tantôt appliquaient purement et simplement la coutume de Paris, tantôt s'inspiraient, avec la plus dangereuse liberté d'appréciation, des lois et ordonnances du royaume. Une commission, réunie en 1761 pour faire cesser cette anarchie en préparant une codification de la législation coloniale, dut laisser son œuvre inachevée. Après le rétablissement de la monarchie, le régime législatif mis en vigueur ne fut jamais lui-même irréprochable. La loi du 24 avril 1833 pour les Antilles, la Guyane et Bourbon donnait aux conseils locaux, en règle générale, le droit de rendre des décrets coloniaux, soumis à la sanction du roi. Dans certains cas déterminés, il était statué tantôt par une loi, tantôt par ordonnance du roi ou par arrêté du gouverneur. Les établissements autres que les Antilles, la Guyane et Bourbon étaient, d'après l'article 25, « régis par ordonnance du roi ». Il est difficile de considérer ce régime, compliqué et souvent arbitraire, comme supérieur à celui de 1854.

Le régime actuel n'en a pas moins été, maintes fois, très sévèrement apprécié. La critique la plus grave que l'on puisse diriger contre lui, c'est non seulement qu'il a pour effet de soustraire à la volonté du Parlement des matières de plus en plus importantes, c'est aussi qu'une extension imprévue et dangereuse lui a été donnée. L'intervention généralisée du décret, celle qu'instituait l'article 18 du sénatus-consulte, était, avant tout, provisoire. Les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion devaient être « régies par décret de l'empereur jusqu'à ce qu'il eût été statué à leur égard par un sénatus-consulte ». Le sénatus-consulte annoncé n'a jamais été rendu, et l'organisation provisoirement établie persiste toujours, alors que, circonstance aggravante, notre empire colonial s'est complètement transformé. Certains établissements, tels que le Sénégal et la Nouvelle-Calédonie, qui, en 1854, n'avaient qu'une importance très médiocre, sont aujourd'hui des possessions où les intérêts français sont devenus considérables et se développent de jour en jour. Ce qui est plus frappant encore, c'est que le régime législatif institué pour les quelques territoires qui, en dehors des Antilles et de la Réunion, constituaient, vers 1854, le domaine colonial de la France s'est trouvé étendu à des posses-

sions nouvelles dont l'acquisition n'était pas alors même simplement envisagée. La Cochinchine, Madagascar sont aujourd'hui terres françaises, et non seulement la législation antérieure d'autres colonies, au fur et à mesure des besoins et sous l'unique condition de promulgations spéciales, leur a été étendue, mais encore le régime des décrets leur est actuellement appliqué. Quand il s'agit de territoires annexés, ou dont l'ensemble constitue une colonie française, bien qu'il s'agisse, comme il arrive en Afrique, d'une agglomération de protectorats, cette application de l'article 18 du sénatus-consulte de 1854 s'explique, sinon se justifie, par la généralité même de cette disposition. Là encore, pour s'en tenir strictement aux termes du sénatus-consulte, on se trouve en présence de « colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ». En est-il de même, au contraire, lorsqu'on veut, dans des pays de protectorat véritable, tels que l'Annam et le Tonkin, légiférer par décret?

La question s'est trouvée posée dans la pratique, et c'est par l'affirmative qu'elle a été résolue. L'article 18 du sénatus-consulte, a-t-on dit, est très général et s'applique à toutes les formes de la colonisation, à celle même du protectorat qui, le plus souvent, ne se distingue de l'annexion que par une apparence assez illusoire, par une simple différence de mots. Une autre doctrine justifie l'extension du régime des décrets aux pays de protectorat par les circonstances dans lesquelles ont été ratifiés les traités conclus avec les souverains de ces pays. Chaque fois qu'intervient au nom de la France un traité de protectorat présentant une importance réelle, il est soumis à l'approbation du Parlement qui, s'il y est favorable, autorise le président de la République à le « ratifier » et à le « faire exécuter ». C'est pour assurer cette exécution que l'action du gouvernement, du pouvoir exécutif, s'exerce alors, dans la forme ordinaire, celle du décret. On peut ajouter enfin que le traité de protectorat, quelles que soient les circonstances de sa ratification, se ramène toujours à un abandon par l'État protégé au profit de l'État protecteur d'une portion de sa souveraineté, et que l'un de ses premiers effets est de permettre à l'autorité étrangère, dans les limites prévues, de légiférer à la place de l'autorité indigène, toute question de forme, qu'il s'agisse d'une loi ou d'un décret, se trouvant dès lors, au regard du pouvoir dépossédé, absolument indifférente.

Sans s'attacher à la théorie, le gouvernement a nettement tranché la difficulté en visant toujours, pour agir par décret en pays de protectorat, l'article 18 du sénatus-consulte de 1854. Le

lui reprocher à un point de vue purement doctrinal serait sans doute excessif, car c'est souvent en pays de protectorat, c'est plus généralement dans des pays neufs, dans des possessions où notre domination est récente et a besoin d'être affermie, où notre action doit constamment s'exercer par des mesures promptes et multiples, que le régime des décrets justifie son maintien. Il est certain toutefois que ce régime, quels qu'aient été souvent ses avantages pratiques, compte aujourd'hui beaucoup plus d'adversaires que de partisans. Les uns le condamnent au nom des principes et voient dans les prérogatives qu'il confère au pouvoir exécutif un empiétement sur les attributions essentielles de la représentation nationale; les autres regrettent que les habitants des colonies, hors des cas exceptionnels, ne puissent, par l'intermédiaire de leurs représentants au Parlement ou même simplement de leurs délégués élus au Conseil supérieur des colonies, collaborer à la confection de la loi, « expression de la volonté générale ». D'autres enfin sont frappés des inconvénients pratiques que présente ce régime lorsqu'il s'agit de reconnaître effet à la législation d'une colonie, soit en France, soit dans d'autres possessions.

On conçoit que ces critiques, en se produisant avec insistance dans le domaine de la doctrine, aient fini par imposer certains projets de réformes. Aucun de ces projets n'a encore abouti; mais, depuis quelques années, un très grand nombre de lois votées pour la métropole ont été par décret étendues à nos possessions, parfois même ont été déclarées applicables à certaines colonies par une disposition spéciale de leur texte. Dans leurs dispositions essentielles, comme dans les principales modifications qu'ils ont subies au cours du siècle, nos différents codes ont été mis en vigueur sur le territoire de nos diverses possessions. Ainsi, toutes réserves faites des nécessités qu'impose le maintien de leur statut personnel aux populations indigènes de nos possessions d'Afrique et d'Asie, la législation des colonies françaises se rapproche de plus en plus de la législation métropolitaine, alors même que subsiste, depuis bientôt un demi-siècle, le régime particulier qu'à titre simplement transitoire le sénatus-consulte du 3 mai 1854 avait institué.

A. DUCHÊNE.

II

RELATIONS DES COLONIES AVEC LA MÉTROPOLE

Représentation coloniale. — Dans un régime centralisé comme l'est celui de la France et dans une organisation coloniale qui est loin de donner à nos possessions, malgré les attributions particulières de leurs conseils généraux, le *self-government* du système britannique, il est inévitable que le pouvoir métropolitain ait tendance à exercer sur nos établissements d'outre-mer une action, un contrôle incessants. La corrélation nécessaire de cette centralisation, c'est pour les colonies le droit d'avoir des représentants en France, et, par leur entremise, de défendre leurs intérêts près des divers organes du gouvernement.

La représentation coloniale existait déjà sous l'ancien régime. Un arrêt du Conseil du 10 décembre 1759 avait institué pour la Martinique une chambre d'agriculture et de commerce qui entretenait à Paris, au bureau du commerce, un député choisi sur une liste de trois noms par le secrétaire d'État de la Marine. Une ordonnance du 17 juin 1787 étendit à la Guadeloupe la même prérogative, les deux députés des Antilles devant être nommés désormais par le roi sur une liste de trois noms. D'autres colonies, sans en avoir obtenu le droit de manière aussi formelle, les îles Maurice et de la Réunion notamment, envoyèrent à plusieurs reprises des délégués en France. Cette tendance des colonies à se faire représenter auprès du pouvoir central se manifesta plus vivement lorsque furent convoqués les États généraux. Le 4 juillet 1789, l'Assemblée nationale admettait dans son sein, après discussion toutefois, six députés de Saint-Domingue ; elle ouvrit ses rangs de même, le 14 octobre 1789, à des représentants de la Martinique, et, le 7 juillet 1790, à des représentants de la Guadeloupe.

La représentation coloniale ainsi admise en principe fut consacrée sous l'empire de la Constitution de 1791 par des décrets successifs des 28, 29 mars et 22 août 1792 pour les Antilles, la

Guyane et Bourbon. Nous voyons de même, sous la Constitution de l'an III, des députés des colonies siéger dans les conseils législatifs. La loi du 27 pluviôse an V fixe à dix le nombre des représentants des colonies dont quatre ont accès au Conseil des Anciens et six au Conseil des Cinq-Cents.

La représentation parlementaire des colonies disparut avec la Constitution de l'an VIII pour ne plus reparaître, avant 1870, que dans les Assemblées de la seconde République, de 1848 à 1851. On revint par contre à une représentation spéciale des colonies rappelant celle que l'ancienne monarchie avait inaugurée. La loi du 23 ventôse an XI permit à chacune des chambres d'agriculture coloniales d'envoyer un député à Paris auprès du ministre de la Marine. Ce furent plus tard, en vertu d'une ordonnance du 22 novembre 1819, les comités consultatifs créés aux Antilles, à Bourbon et à la Guyane, qui désignèrent ces députés en se bornant, pour chacun d'eux, à présenter au roi une liste de trois candidats; ce furent enfin, aux termes d'une ordonnance du 23 août 1830, les conseils généraux des colonies. Les députés ainsi nommés formaient à Paris un Conseil supérieur des colonies, qui fut maintenu par la loi du 24 avril 1833 et qui se réunit jusqu'en 1848.

Avec la République de 1848, qui donne aux colonies une représentation parlementaire, ce conseil supérieur disparaît à son tour. Il est rétabli sous une autre forme par le sénatus-consulte du 3 mai 1854. C'est alors le *Comité consultatif des colonies*, comprenant trois délégués des anciennes colonies, et, pour nos autres possessions, trois membres nommés par l'empereur. Un décret du 26 juillet 1856 détermine les attributions de ce comité, à côté duquel fonctionne, pendant la durée éphémère du ministère de l'Algérie et des Colonies, un Conseil supérieur de l'Algérie et des colonies. Purement consultatif comme son titre l'indiquait, le Comité des colonies ne se prononçait que sur les affaires qui lui étaient soumises par le ministre; ses délibérations étaient secrètes et le pouvoir n'était jamais lié par ses avis. Il cessa de se réunir en 1870 à la chute du second Empire.

Actuellement, la représentation des colonies en France s'exerce : 1^o par l'élection de membres du *Parlement*; 2^o par la désignation de délégués au *Conseil supérieur des colonies*.

La représentation parlementaire des colonies fut rétablie, dès 1870, par le gouvernement de la Défense nationale. Après la proclamation de la troisième République, lorsqu'il y eut lieu de convoquer une Assemblée nationale, il fut décidé par le gouvernement provisoire que l'élection se ferait au scrutin de liste

conformément à la loi du 15 mai 1849. C'était revenir au système représentatif de la seconde République et c'était admettre en même temps pour les colonies le droit de nommer des députés. Le gouvernement l'entendit dans ce sens et, par un décret du 15 septembre 1870, fixa le nombre des députés des colonies. Ainsi fut instituée la représentation coloniale au sein de l'Assemblée nationale de 1871, représentation dont le principe allait être maintenu par la Constitution de 1875 et la loi du 24 décembre 1875. Par suite des lois du 8 avril 1879, du 28 juillet 1881 et du 16 juin 1885, le nombre actuel des représentants des colonies au Parlement est de quatorze. Il comprend pour la Martinique deux députés et un sénateur, pour la Guadeloupe deux députés et un sénateur, pour la Réunion deux députés et un sénateur, pour la Guyane un député, pour le Sénégal un député, pour l'Inde un député et un sénateur, pour la Cochinchine un député.

La représentation parlementaire des colonies est établie, on le voit, de façon inégale et un peu arbitraire, et n'existe pas indistinctement pour toutes nos possessions. Nos colonies d'acquisition récente ou d'importance secondaire ne sont pas représentées au Parlement, mais élisent des délégués au Conseil supérieur des colonies. Ce conseil, dont la forme première fut celle d'une commission supérieure des colonies, a été institué par un décret du 19 octobre 1883 ; son organisation est actuellement réglée par les décrets des 29 mai 1890 et 19 octobre 1896. Il comprend des membres de droit, sénateurs et députés des colonies ou hauts fonctionnaires représentant le Conseil d'État et les divers ministères, des membres nommés par arrêté ministériel, et des délégués élus pour trois ans par les colonies. Ces derniers sont actuellement au nombre de douze ; ils représentent la Nouvelle-Calédonie, les établissements français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon, la Guinée française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Congo français, Mayotte, Nossi-Bé, l'Annam-Tonkin et le Cambodge. Ils sont dans ces différentes possessions élus par les citoyens français âgés de vingt et un ans ; ils doivent être eux-mêmes citoyens français et âgés de vingt-cinq ans. Ils ne peuvent exercer en dehors de leur mandat de fonction publique rétribuée, mais peuvent recevoir une indemnité allouée par la colonie qu'ils représentent. Le Conseil supérieur des colonies est purement consultatif et ne se réunit que lorsque le ministre est d'avis de le convoquer. Un décret du 19 octobre 1896 a institué au sein du Conseil supérieur une *commission permanente*. Cette commission comprend deux sénateurs et deux députés désignés par le ministre et treize membres de droit.

Ministère des Colonies. — Si les délégués des colonies ont rarement l'occasion de siéger au sein du Conseil supérieur, ils peuvent néanmoins se rendre utiles aux possessions qu'ils représentent en défendant les intérêts de celles-ci vis-à-vis du pouvoir central, c'est-à-dire auprès du ministère des Colonies, où se trouve centralisé l'examen des principales questions intéressant nos possessions. Cette centralisation — excellente si elle se limite à la gestion d'intérêts d'ordre général, dangereuse si elle s'étend jusqu'aux plus menus détails, car on gouverne de loin, mais on n'administre bien que de près — fut organisée en France dès les origines mêmes de notre empire colonial. Elle constitue l'une des attributions les plus importantes de Richelieu, « grand maître, chef, surintendant général de la navigation et du commerce », puis, avec Colbert, à partir de 1669, l'une des charges les plus lourdes du département de la Marine. Depuis lors, et jusqu'à la fin de l'ancien régime, ce département conserva l'administration des affaires coloniales. Sous la Révolution, l'Assemblée constituante posa la question de savoir si les colonies devaient continuer à dépendre du ministère de la Marine et décida le 27 avril 1791 qu'elles demeureraient rattachées à ce département. Il faut arriver au second Empire pour assister à un essai d'organisation différente. Le 24 juin 1858 fut institué, sous la direction du prince Napoléon d'abord, puis du marquis de Chasseloup-Laubat, un ministère de l'Algérie et des Colonies. La tentative donna des résultats médiocres, et, le 24 novembre 1860, on supprimait le ministère nouveau pour rendre au département de la Marine l'administration des affaires coloniales.

Cette organisation subsista jusqu'au ministère Gambetta, en 1881. A cette époque, la séparation des Colonies et de la Marine et le remplacement des amiraux par des gouverneurs civils commençaient à trouver dans une partie de l'opinion un accueil très favorable. Les affaires coloniales toutefois n'avaient pas encore pris une importance telle qu'elle pût justifier la création d'un ministère spécial. On voulut cependant manifester une tendance nouvelle dans l'administration des colonies, montrer que celle-ci ne constituait pas un rouage nécessaire et immuable du département de la Marine, et l'on rattacha la direction qu'elle formait au ministère du Commerce. Cette réforme ne dura pas plus longtemps que le ministère qui en avait pris l'initiative, et, à la chute du cabinet Gambetta (30 janvier 1882), les Colonies étaient de nouveau rattachées au ministère de la Marine. Mais, dès cette époque, la scission existait entre les deux services, entre les affaires coloniales et les affaires maritimes, et ne devait plus aller

qu'en s'accroissant. Les directeurs des Colonies ne se rencontrent plus qu'à deux reprises (du 9 août 1882 au 22 septembre 1883, et du 10 novembre 1885 au 15 janvier 1886), pour faire place désormais à des sous-secrétaires d'Etat, et, sous l'autorité de ces derniers, selon les tendances du jour et les convenances personnelles de chacun, l'administration coloniale va dès lors être transférée, tantôt à la Marine, tantôt au Commerce.

Il en est ainsi jusqu'en 1894, et chaque jour l'autonomie de l'administration coloniale s'affirme davantage, à mesure que s'accroît l'importance de nos possessions. Depuis 1889, le sous-secrétaire d'Etat des Colonies siège au conseil des ministres, et son indépendance, pour la direction des services qui lui sont confiés, est telle qu'il devient lui-même, sans en avoir le nom, un véritable ministre. Fallait-il aller plus loin encore, ériger en un ministère spécial l'administration coloniale ? Deux députés le proposèrent sans succès en 1887 et en 1892. Il était manifeste cependant que le sous-secrétariat d'Etat des Colonies, avec l'indépendance qu'il avait prise, demeurait dans une situation quelque peu fautive au point de vue constitutionnel ; le Conseil d'Etat avait rendu manifeste ce qu'avait de fragile l'autonomie de l'administration coloniale en refusant d'accueillir les pourvois introduits directement par le sous-secrétaire d'Etat. La création d'un ministère spécial des Colonies devenait une nécessité presque inéluctable à mesure que notre domaine d'outre-mer croissait en importance, et la cause était gagnée d'avance lorsque le cabinet Casimir-Perier la plaida dans le projet de loi qu'il déposa au mois de mars 1894.

Le nouveau ministère fut ainsi créé par une loi du 20 mars 1894, alors que tous les autres départements ministériels avaient jusqu'alors été institués par décret. Son organisation actuelle se trouve fixée par un décret du 23 mai 1896, et son personnel réglementé par le même décret.

Personnel colonial. — Le ministère des Colonies assume à l'égard de nos possessions, au point de vue politique, administratif et financier, un rôle de surveillance et de direction. Mais il est pour le pouvoir central un autre moyen d'influence, c'est l'action qu'il exerce sur le territoire même des colonies par l'intermédiaire de ses fonctionnaires et de ses agents. On peut diviser en effet le personnel colonial en deux grandes catégories, comprenant l'une les agents, de quelque ordre qu'ils soient, qui dépendent uniquement de l'autorité centrale au point de vue de leur nomination, de leur hiérarchie et de leur avance-

ment; l'autre, les agents des divers services que les pouvoirs locaux, dans la limite des attributions qui leur sont dévolues, réglementent à leur gré. Les fonctionnaires de la première catégorie demeurent avant tout les représentants de l'autorité métropolitaine, chargés de la renseigner, et, selon leurs moyens, de faire prévaloir ses volontés. Un corps spécial est, avant tout autre, chargé de contrôler dans nos possessions le fonctionne-

École coloniale, avenue de l'Observatoire, à Paris.

ment régulier des divers services, en conformité des décisions du pouvoir central, c'est le corps de l'*inspection des colonies*. L'inspection coloniale, rattachée à l'inspection de la marine par un décret du 23 juillet 1879, en est aujourd'hui nettement distincte, et le corps auquel elle est confiée a été organisé notamment par le décret du 3 février 1891 et l'article 54 de la loi du 25 février 1901. Ce dernier texte a eu pour effet de définir par une disposition législative la hiérarchie, la situation personnelle et les attributions des inspecteurs. Le corps comprend des inspecteurs et des inspecteurs généraux; il y a lieu d'ajouter un personnel d'adjoints à l'inspection, institués par un décret du 23 février 1898 et qui doivent eux-mêmes, pour

être promus inspecteurs de troisième classe, subir avec succès les épreuves d'un concours. D'après la loi de 1901, les inspecteurs des colonies ne sont, à proprement parler, ni des fonctionnaires civils, ni des militaires; ils bénéficient néanmoins, quelle que soit leur origine, des dispositions de la loi du 19 mai 1854 sur l'état des officiers. L'inspection coloniale peut s'exercer de deux manières; elle peut être permanente, être confiée à des inspecteurs en résidence fixe dans nos principales possessions; elle peut être mobile, être assurée par des fonctionnaires qui, de France, sont tour à tour, selon les nécessités du moment, envoyés dans nos colonies. Aujourd'hui, l'inspection des colonies est, en règle générale, assurée par des missions temporaires; les inspecteurs reçoivent leurs instructions du ministre des Colonies; ils peuvent également en recevoir du ministre des Finances, pour ce qui concerne les services financiers, mais seulement par l'intermédiaire du ministre des Colonies.

Les inspecteurs des colonies ne sont pas les seuls fonctionnaires qui dépendent étroitement du pouvoir central et veillent directement à l'exécution de ses volontés. Il faut citer, en outre, indépendamment du personnel militaire, du commissariat et du corps de santé des colonies, dont les attributions sont toutes spéciales, les gouverneurs, les trésoriers-payeurs, les administrateurs coloniaux, les secrétaires généraux des colonies, les chefs et sous-chefs de bureau des secrétariats généraux, les magistrats, le personnel spécial de l'administration pénitentiaire, etc.

Il est de toute importance que ces divers fonctionnaires, avec la tâche souvent complexe et délicate qui leur est confiée, soient recrutés avec le plus grand soin. L'arbitraire qui présidait autrefois à ce recrutement, l'insuffisance des uns, l'incurie des autres, le sentiment imparfait que les divers agents avaient en général de leur devoir et de leur mission, avaient fini par jeter un regrettable discrédit sur le personnel colonial. Le développement de nos possessions, non moins que la dignité même de l'administration coloniale, exigeaient qu'une telle situation ne pût se prolonger. C'est pour y remédier que des règlements successifs ont rendu de plus en plus rigoureuses les conditions d'admission dans les divers services coloniaux, de manière que toute intrusion fâcheuse y fût à peu près impossible. C'est aussi pour répondre à des intentions analogues, c'est pour être assuré que le personnel destiné à servir dans nos possessions débiterait dans la carrière avec un sentiment plus élevé de son rôle, avec une somme déjà suffisante de connaissances générales et spéciales, que fut créée à Paris, en 1889, l'*École coloniale*. Organisée

successivement par des décrets du 23 novembre 1889, du 10 novembre 1891 et du 2 avril 1896, l'École coloniale est un établissement autonome, dont un conseil d'administration dirige l'enseignement et la gestion financière ; ses ressources principales sont constituées par les subventions que lui allouent annuellement les budgets locaux de différentes possessions, et notamment de l'Indo-Chine. Elle prépare des élèves destinés au commissariat, aux carrières indo-chinoises, à l'administration des possessions africaines, à la magistrature coloniale, à l'administration pénitentiaire. Elle comprend, en outre, une section spéciale où sont admis les élèves indigènes, et une section commerciale. Les élèves des sections administratives sont recrutés par voie de concours. La pratique a déjà consacré les bienfaits de l'institution. Les élèves sont, à la sortie de chaque promotion, répartis entre les divers services où ils ont accès ; quelques-uns d'entre eux entrent au ministère des Colonies. Toutefois, les emplois ne sont, nulle part, attribués aux élèves sortant de l'École coloniale en vertu d'une sorte de monopole ; dans aucun service, la totalité des vacances ne leur est réservée.

Cet enseignement — qu'on peut qualifier de professionnel — n'est pas le seul existant en France à l'heure actuelle ; bon nombre d'universités possèdent des chaires dont les titulaires s'occupent plus ou moins spécialement de questions coloniales. C'est ainsi que la Faculté des lettres de Paris a une chaire de « géographie coloniale », et que la législation coloniale fait dans plusieurs Facultés de droit l'objet d'un enseignement régulier. Par contre, la théorie de la colonisation, l'histoire de la colonisation, l'hygiène coloniale ne sont encore, en dehors de l'École coloniale, étudiées nulle part d'une façon continue. Des initiatives particulières ont entrepris de combler, dans quelques grands centres, cette lacune de l'enseignement public. A Paris, l'Union coloniale française (non contente de subventionner près de la Faculté des lettres un « secrétaire de l'Office colonial » chargé de guider les étudiants dans leurs travaux de géographie et d'histoire coloniales) a fondé des cours du soir qui, faits régulièrement depuis 1896-1897, sont suivis à la Sorbonne par des étudiants inscrits. La Chambre de commerce de Lyon a, de son côté, organisé, en 1899, sur un excellent plan, un enseignement colonial. Le succès même de ces tentatives montre la nécessité de les reprendre et de les compléter, et de créer quelque chose d'analogue, au moins dans les grands centres maritimes et commerciaux.

A. DUCHÊNE.

III

POUVOIRS LOCAUX

Gouverneurs, chefs d'administration et chefs de service. — Deux systèmes peuvent être adoptés pour le gouvernement de nos colonies. Il est possible de grouper sous une autorité commune des territoires très étendus, contigus les uns aux autres ou suffisamment rapprochés; il est possible aussi de diviser l'autorité comme se divisent les territoires selon les nécessités ethnographiques ou géographiques, sans que les pouvoirs constitués y soient liés autrement que par des relations de voisinage, sans qu'il y ait pour les uns à l'égard des autres une prééminence, une suprématie quelconque. Le second système eut longtemps nos préférences; il semble aujourd'hui que le premier ait tendance à l'emporter dès que dans des territoires étendus notre domination cesse d'être purement nominale, dès que des communications régulières peuvent s'établir entre des possessions voisines. Ainsi fut constitué par décrets du 17 octobre et du 12 novembre 1887, réorganisé dans le sens d'une plus complète unité de direction par décret du 21 avril 1891, le gouvernement général de l'Indo-Chine, comprenant aujourd'hui la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin, le Cambodge et le Laos. Ainsi fut également constitué par un décret du 16 juin 1895 le gouvernement général de l'Afrique occidentale française, qui, après avoir été affaibli dans son importance par un décret du 25 septembre 1896, a été fortifié par un décret du 17 octobre 1899, donnant au gouverneur général une autorité complète sur l'étendue entière du Sénégal, y compris deux territoires militaires, débris de l'ancien Soudan, et la haute direction, au point de vue politique et militaire, des possessions de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. C'est de même enfin qu'aussitôt après la conquête, par un décret du 11 décembre 1895, le territoire entier de Madagascar fut placé sous l'autorité d'un résident général, qui, lorsque le protectorat fut transformé en colonie, prit le titre de gouverneur général.

Toutefois cette unité de direction, nécessaire pour donner

aux manifestations simultanées d'une action politique la cohésion et l'harmonie indispensables, doit être appréciée sous son véritable jour. Elle n'est pas exclusive de divisions administratives. L'unité de l'Afrique occidentale française n'existe qu'en la personne du gouverneur général; il en est également ainsi de l'union indo-chinoise, que rend plus tangible parfois cependant un budget général de l'Indo-Chine, tantôt maintenu, tantôt supprimé. En réalité, le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et le gouvernement général de l'Indo-Chine, abstraction faite de conseils supérieurs très rarement réunis, demeurent constitués par le rapprochement, on pourrait presque dire par la juxtaposition d'organisations administratives qui restent distinctes, pour le premier celles du Sénégal, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, pour le second celles de la Cochinchine, de l'Annam-Tonkin, du Cambodge et du Laos. Chacun de ces divers territoires conserve son organisation propre, son autonomie, et c'est en définitive le second système, celui de l'autorité divisée, qui tend toujours à l'emporter. Ce que nous rencontrons toujours, en d'autres termes, dans nos possessions, c'est, partout où des frontières naturelles, des limites historiques ou des groupements ethniques permettent de l'établir, l'adaptation d'une autorité spéciale à une région nettement déterminée. Dès que, sur un territoire quelconque d'une de nos possessions, cette adaptation peut avoir lieu, les pouvoirs s'y constituent dans des conditions identiques selon les rouages simplifiés ou complexes qu'exigent les nécessités locales, et il devient assez facile dès lors de ramener à des règles communes l'organisation administrative de nos colonies.

Cette organisation a trouvé son expression la plus complète dans les ordonnances qui, de 1825 à 1844, ont été rendues successivement pour nos anciennes colonies. Telles sont les ordonnances du 21 août 1825, 9 février 1827 et 22 août 1833, applicables aux Antilles et à la Réunion, des 27 août 1822, 22 août 1833, 23 juillet 1840, 7 septembre 1840 et 18 septembre 1844, applicables à la Guyane, à l'Inde française, au Sénégal et dépendances, aux îles Saint-Pierre et Miquelon. Ces ordonnances de la Restauration et de la monarchie de Juillet sont une œuvre considérable, qui, malgré des modifications postérieures, des innovations et des réformes partielles, subsiste toujours dans ses lignes principales, et dont s'est inspirée l'organisation de possessions plus récemment acquises. C'était d'ailleurs une œuvre nécessaire, dont les circonstances imposaient la préparation. Lorsque, à la fin du premier empire les colonies qui devaient nous être

rendues furent libérées de l'occupation étrangère et replacées sous la domination française, leur organisation demeura tout d'abord incertaine et arbitraire. On revit le gouverneur et l'intendant se partager tous les pouvoirs, le second ayant plus spécialement dans ses attributions les services administratifs et financiers. Puis les intendants furent supprimés en 1817, et, pendant quelques années, les gouverneurs purent agir en maîtres presque absolus en vertu des pouvoirs « conférés par Sa Majesté », sans que leur autorité fût même limitée, comme avant la Révolution, par le droit de représentation de conseils souverains analogues au Parlement ou par les délibérations régulières des assemblées coloniales instituées à la fin de l'ancien régime.

C'est à ce véritable état d'anarchie que les ordonnances ont mis un terme. Leurs dispositions essentielles sont les mêmes dans chacune d'elles invariablement. Leurs auteurs ont manifestement été pénétrés de cette pensée qu'il fallait éviter, dans l'organisation des pouvoirs, de confondre l'*action* et la *délibération*. L'action appartient au gouverneur, à trois chefs d'administration, l'ordonnateur, le directeur de l'intérieur et le procureur général, à un commandant militaire et à un contrôleur colonial; la délibération appartient à un conseil privé et à un conseil général.

Les *gouverneurs* sont nommés par décret. Les décrets du 2 février 1890 et du 14 novembre 1893 les répartissaient en quatre classes personnelles. Un décret du 6 avril 1900 a supprimé la quatrième classe et déterminé hors classe la situation des résidents supérieurs et des gouverneurs généraux.

Les gouverneurs sont directement secondés par le personnel des *administrateurs coloniaux* et des *secrétariats généraux*. Les administrateurs, d'après les décrets du 4 juillet 1896, du 17 août 1897, du 23 mars 1898 et du 6 avril 1900, sont nommés par décrets; leur hiérarchie comprend des administrateurs stagiaires, des administrateurs adjoints, des administrateurs, et des administrateurs en chef. A côté de ce cadre général, le décret du 6 avril 1900 prévoit un cadre local de commis et d'adjoints des affaires indigènes nommés par les gouverneurs. Les décrets des 24 mai 1898 et 6 avril 1900 ont organisé de même pour les secrétariats généraux, à côté d'un personnel local, un cadre de chefs et de sous-chefs de bureau, à la disposition du ministre.

Le gouverneur est « dépositaire de l'autorité » du chef de l'État. Il a, d'après les différentes rubriques sous lesquelles se répartissent les dispositions des ordonnances, des pouvoirs militaires, des pouvoirs administratifs, des pouvoirs relativement à l'administration de la justice, à l'égard des fonction-

naire et des agents du gouvernement, pour les rapports avec les gouvernements étrangers, à l'égard de la législation coloniale, enfin des pouvoirs extraordinaires. Responsable, sous l'autorité directe du ministre des Colonies, de la défense extérieure et intérieure, il dispose des forces de terre et de mer stationnées dans la colonie (décret du 9 novembre 1901). Au point de vue de l'administration générale de la colonie, il surveille les services, assure le maintien de l'ordre, arrête le budget local; il a même certains pouvoirs sur les personnes, peut mander devant lui tout habitant, accorder les dispenses de mariage pour défaut d'âge, parenté ou alliance. Il assure l'exécution des jugements et des arrêts, même des condamnations capitales, sauf à y surseoir en cas de recours en grâce; il se fait rendre compte régulièrement par le procureur général de l'administration de la justice, mais ne peut toutefois ni l'obliger à poursuivre, ni l'empêcher de poursuivre. Il a autorité sur tous les fonctionnaires, peut révoquer ceux qu'il a nommés et renvoyer en France ceux qui sont nommés par l'autorité centrale. Il peut communiquer avec les autorités étrangères voisines, négocier même avec elles dans certains cas. Il promulgue les lois et les règlements, et peut sanctionner les arrêtés qu'il prend en matière d'administration et de police par des pénalités allant jusqu'à quinze jours de prison et 100 francs d'amende; d'après la loi du 8 janvier 1877 et le décret du 6 mars 1877, l'arrêté doit toutefois, dans un délai de quatre mois, être converti en décret lorsque les pénalités prévues excèdent celles de droit commun. C'est en sa personne, en un mot, que finissent par converger tous les pouvoirs; c'est de lui que vient, directement ou indirectement, l'impulsion générale donnée aux divers services de la colonie; c'est lui qui maintient finalement l'unité de volonté et de direction. Sa personnalité dans la colonie est telle, la situation qu'il y occupe est si considérable qu'il est même protégé par certaines immunités; il ne peut être actionné dans le territoire qu'il gouverne et les jugements prononcés contre lui n'y peuvent être mis à exécution.

La responsabilité générale du gouverneur en tant que chargé d'assurer dans la colonie l'ordre et la paix publique n'était pas exclusive, d'après les ordonnances, des responsabilités particulières de certains fonctionnaires. Trois chefs d'administration, l'ordonnateur, le directeur de l'intérieur et le procureur général se partageaient les divers services publics de la colonie et demeuraient responsables des décisions qu'ils faisaient adopter par le gouverneur, en les contresignant. Il y avait là tout un système, on l'a remarqué parfois, que semblaient avoir inspiré les règles

de la monarchie constitutionnelle et la formule fameuse : « Le roi règne et ne gouverne pas. » Mais, depuis surtout que des gouverneurs civils ont été substitués aux gouverneurs militaires, cette organisation a subi de très profondes atteintes. A l'exception du procureur général, dont les attributions sont demeurées intactes, les autres chefs d'administration ont vu transformer leur rôle et démembrer leurs pouvoirs. L'ordonnateur, qui avait la direction des divers services et la responsabilité des finances de l'État, et qui était l'officier du commissariat le plus élevé en grade, a été supprimé par le décret du 15 septembre 1882. Ses attributions ont été partagées entre le chef du service administratif, officier du commissariat lui-même, le chef du service de santé et le directeur de l'intérieur. Ce dernier, chargé de l'administration proprement dite de la colonie et ordonnateur du budget local, n'existe plus lui-même depuis le décret du 21 mai 1898 ; il est remplacé par un secrétaire général, qui n'est pas investi de pouvoirs propres, qui n'est que le représentant du gouverneur et ne conserve à sa place que par délégation l'ordonnancement des dépenses du budget local. Un fonctionnaire enfin, auquel les ordonnances donnaient une mission permanente de surveillance, le contrôleur colonial, n'existe plus aujourd'hui. Le commandant militaire, qu'instituaient également les ordonnances, a de même été supprimé par un décret du 29 août 1855. Il est vrai que nous rencontrons aujourd'hui dans la plupart de nos colonies, exerçant personnellement sous la haute autorité du gouverneur civil la direction des services militaires, un commandant ou même un commandant supérieur des troupes, parfois également un commandant de la marine, parfois même un commandant du point d'appui de la flotte.

Conseils privés et conseils d'administration. — Ces divers fonctionnaires ne sont plus aujourd'hui que des chefs de service, placés sous l'autorité immédiate du gouverneur ; il faut y ajouter dans certaines possessions l'évêque, parfois aussi dépendant du secrétaire général, ou, indépendants de lui, le chef du service des travaux publics, le vice-recteur et le chef du service des douanes. Les principaux de ces chefs de service, selon un ordre de préséance rigoureusement prévu par les ordonnances et les décrets organiques, siègent, sous la présidence du gouverneur, au *conseil privé*. Deux habitants notables, nommés par décret, et un secrétaire archiviste leur sont adjoints. Le conseil privé se réunit le premier jour de chaque mois ; tous les membres, sauf le gouverneur, sont tenus d'y assister ou de se faire remplacer.

Actuellement, cette assemblée est purement consultative ; elle n'a plus le droit de statuer, comme le préoyaient les ordonnances, sur un certain nombre de matières limitativement énumérées ; elle donne seulement, sur les affaires qui lui sont soumises, un avis qui ne lie jamais le gouverneur. Elle juge, il est vrai, avec un pouvoir propre, les comptes des comptables autres que le trésorier-payeur, mais il est aujourd'hui question de lui retirer cette attribution spéciale pour la transmettre à la Cour des comptes.

Le conseil privé se transforme en *conseil du contentieux administratif* par l'adjonction de deux magistrats nommés par le gouverneur. Il devient alors un véritable tribunal administratif, auprès duquel un officier du commissariat ou un fonctionnaire désigné par le gouverneur est commissaire du gouvernement, tandis que le secrétaire archiviste remplit l'office de greffier. La procédure devant le conseil privé statuant comme conseil du contentieux administratif est réglée par les décrets des 5 août et 7 septembre 1881. Le conseil juge tout le contentieux administratif ; il statue en outre sur les demandes de concessions de prise d'eau et sur les questions qui s'y rattachent. Les voies de recours contre les décisions du conseil du contentieux (opposition, tierce opposition, recours au Conseil d'État) sont, en règle générale, les mêmes que contre les jugements des conseils de préfecture.

Cette organisation administrative, que les ordonnances de la monarchie, complétées ou modifiées par des actes postérieurs, avaient instituée pour les Antilles, la Réunion, la Guyane, l'Inde française, le Sénégal et dépendances, a été, par des décrets particuliers, appliquée dans ses grandes lignes à la Nouvelle-Calédonie, aux établissements français de l'Océanie et à la Cochinchine. L'organisation des protectorats de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge et du Laos, sous la direction de résidents supérieurs, demeure spéciale. Au contraire, l'organisation de Madagascar se rapproche sensiblement de celle que nous avons examinée. Il en est également ainsi, en vertu de décrets des 17 décembre 1891, 10 mars 1893, 25 juin 1894 et 28 novembre 1897, de celle de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Congo ; dans ces colonies, les pouvoirs du gouverneur sont encore déterminés par l'ordonnance du 7 septembre 1840, rendue pour le Sénégal et dépendances, celles-ci s'étendant à tous les comptoirs que nous possédions alors sur la côte occidentale d'Afrique. Les pouvoirs du gouverneur de la Côte somali ont été déterminées de même en se référant à ceux qu'avait prévus pour le gouvernement des îles Saint-Pierre et Miquelon l'ordonnance du 18 septembre 1844 (décrets du 18 juin 1884 et du 28 août 1898).

Dans ces possessions d'organisation plus récente toutefois, en Guinée française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Congo, à la Côte somali, à Madagascar, à Mayotte et aux Comores, le gouverneur est assisté non d'un conseil privé, mais d'un *conseil d'administration*. Celui-ci se compose également de fonctionnaires et d'habitants notables, sous la présidence du gouverneur. Pour nos possessions de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Congo, un décret du 11 octobre 1899 a soumis sa composition à des règles communes. En dehors du gouverneur président, il y comprend uniformément trois membres choisis parmi les fonctionnaires et trois membres choisis parmi les habitants notables. Les fonctionnaires appelés à y siéger sont désignés par le gouverneur dans l'ordre suivant : 1° le secrétaire général ; 2° le chef du service des douanes ; 3° un chef de bureau, magistrat ou administrateur. Les autres chefs de service peuvent siéger au conseil avec voix consultative et même remplacer avec voix délibérative, en cas d'absence, des membres titulaires. Le conseil d'administration est purement consultatif ; il se borne à donner son avis au gouverneur, qui est tenu de le lui demander lorsqu'il s'agit d'engager les finances de la colonie. Il se transforme, dans les conditions prévues par les décrets des 5 août et 7 septembre 1881, en conseil du contentieux administratif.

Ce qui distingue surtout le conseil d'administration du conseil privé, c'est que, là où il existe, n'est pas institué de conseil général, et c'est la raison pour laquelle le gouverneur est tenu de prendre son avis dans certains cas, lorsqu'il s'agit notamment d'arrêter le budget annuel de la colonie. Au contraire, dans celles de nos possessions où le gouverneur est assisté d'un conseil privé, les ordonnances ont également prévu un conseil général, ou les décrets organiques l'ont institué comme à la Nouvelle-Calédonie, à Taïti et en Cochinchine, où il prend le nom de conseil colonial. Dans l'Annam-Tonkin et au Cambodge il existe un conseil de protectorat, dont l'organisation se rapproche de celle des conseils d'administration. Le conseil de protectorat de l'Annam et du Tonkin peut statuer comme conseil du contentieux administratif ; il en est différemment de celui du Cambodge, institué par simple arrêté du gouverneur général de l'Indo-Chine.

Conseils généraux. — Comment, là où ils existent, sont nommés et fonctionnent les conseils généraux des colonies ? L'organisation actuelle de ces conseils est relativement récente. Les conseils généraux qu'avaient prévus les ordonnances, les conseils *coloniaux* que la loi du 24 avril 1833 avait donnés à la

Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane et à la Réunion furent supprimés en 1848. Le sénatus-consulte du 3 mai 1854 rendit des conseils généraux aux Antilles et à la Réunion et fixa leurs attributions, qui furent profondément modifiées par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866. Mais ces conseils ne sont élus au suffrage universel pour la totalité de leurs membres que depuis un décret du 3 décembre 1870, et c'est de même des décrets postérieurs (13 février 1877, 12 juin, 7 novembre 1879, 15 février 1882, 21 août 1889) qui ont peu à peu rapproché leur organisation de celle des conseils généraux de la France. C'est également par des décrets spéciaux que des conseils généraux ont été institués dans nos autres possessions, par un décret du 23 décembre 1878 à la Guyane; du 23 janvier 1875 dans l'Inde française; du 4 février 1879 au Sénégal; par des décrets des 8 février 1880, 12 mars 1881, 28 septembre 1888 en Cochinchine; du 2 avril 1885 à la Nouvelle-Calédonie; du 5 avril 1885 à Saint-Pierre et Miquelon; du 28 décembre 1885, dans les établissements français de l'Océanie. La composition, le fonctionnement et les attributions de ces différents conseils sont, dans l'ensemble, déterminés aujourd'hui par des règles communes. Le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon, aujourd'hui réorganisé, est devenu un véritable conseil d'administration.

Le nombre des conseillers généraux à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion est de trente-six; il est moindre dans nos autres colonies. Les circonscriptions électorales sont fixées tantôt par le gouverneur en conseil privé d'après le chiffre de la population, tantôt par décret. Dans l'Inde, le nombre des conseillers à élire pour chaque établissement est réparti entre les trois listes d'électeurs, celle des Européens et descendants d'Européens, celle des Indiens renonçants et celle des Indiens non renonçants. Au Sénégal où l'action du conseil général est limitée aux territoires annexés, les habitants des communes de plein exercice sont seuls électeurs. En Cochinchine, le conseil colonial ne se compose pas uniquement de membres citoyens français; il comprend aussi des membres du conseil privé, et des délégués élus de la chambre de commerce.

Les conseillers généraux sont élus pour six ans et le conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans. Les éligibles doivent être âgés de vingt-cinq ans et être domiciliés dans la colonie ou y être inscrits sur les registres des contributions directes. Le mandat de conseiller est gratuit; toutefois, dans certaines colonies, comme au Sénégal et dans l'Inde, les conseillers peuvent être indemnisés de leurs frais de transport et de déplacement. Les

conditions d'inéligibilité et d'incompatibilité sont en général les mêmes que pour l'élection aux conseils généraux de la France.

Les conseils tiennent une session ordinaire chaque année sur la convocation du gouverneur, mais ils peuvent aussi se réunir en des sessions extraordinaires; ils nomment leurs bureaux et sont maîtres de leurs ordres du jour. Ils peuvent se pourvoir devant le Conseil d'État contre les actes des gouverneurs qu'ils jugent entachés d'excès de pouvoir. Le pourvoi est alors introduit par le président après délibération du conseil.

Ce qui distingue particulièrement les conseils généraux des colonies des conseils généraux de la France métropolitaine, c'est l'étendue de leurs attributions. Celles-ci, sauf des modifications partielles, sont demeurées fixées pour les Antilles et la Réunion par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, et c'est manifestement en s'inspirant des dispositions de ce même sénatus-consulte qu'ont été déterminées les attributions des conseils institués dans nos autres possessions. D'une manière générale le conseil statue, délibère, ou donne un avis. S'il statue, sa décision est définitive et exécutoire après une approbation tacite, dès que le gouverneur, dans un délai d'un mois, n'en a pas demandé l'annulation pour excès de pouvoir ou pour violation de la loi. S'il délibère, sa décision, pour être exécutoire, doit recevoir une approbation expresse. Les matières sur lesquelles il statue définitivement (acquisitions, aliénations, échanges des propriétés de la colonie, baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, actions à intenter ou à soutenir, transactions concernant les droits de la colonie, etc.) n'appellent en général aucune observation particulière. Lorsqu'il vote les taxes et contributions de toute nature de la colonie, ses délibérations doivent être approuvées par décret en ce qui concerne le mode d'assiette et les règles de perception; elles sont exécutoires sauf annulation en ce qui concerne le chiffre même de l'impôt. Dans les colonies où la loi du 11 janvier 1892 est appliquée, il donne son avis sur les modifications au tarif général des douanes à apporter dans la colonie. Dans les colonies où la loi de 1892 n'est pas appliquée, les tarifs de droits de douane sont, après délibération ou avis du conseil général, établis par décret en Conseil d'État.

Le conseil général délibère sur le budget de la colonie; il vote non seulement les recettes, mais les dépenses qui se divisent en dépenses obligatoires et dépenses facultatives. Les dépenses obligatoires sont énumérées par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 et par les divers décrets qui ont institué les con-

seils généraux des colonies. Elles doivent être votées par le conseil dans les limites d'un minimum fixé à l'avance par arrêté du ministre ou par décret. Si elles ne sont pas votées par le conseil, ou si elles le sont avec des allocations insuffisantes, le gouverneur pourvoit d'office à leur acquittement à l'aide du fonds de dépenses diverses et imprévues, d'une réduction de dépenses facultatives, d'une imputation sur les fonds libres, ou, à défaut, par une augmentation du tarif des taxes. Le budget est arrêté par le gouverneur. Si le conseil général se séparait sans avoir voté le budget, le ministre l'établirait d'office sur la proposition du gouverneur en conseil privé.

Auprès des conseils généraux de la plupart de nos possessions, une commission coloniale, correspondant à ce qu'est en France la commission départementale, a été instituée. Elle est élue chaque année à la fin de la session ordinaire et les règles qui lui sont appliquées, sauf quelques modifications de détail, sont reproduites de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux. Elle n'existe ni dans l'Inde, ni en Cochinchine; par contre, dans l'Inde, des conseils locaux ont été constitués pour chacun de nos établissements, et dans les divers arrondissements de Cochinchine sont établis des conseils spéciaux réorganisés par décret du 5 avril 1889.

Municipalités. — La commune, l'unité administrative primaire, existe actuellement dans la plupart de nos possessions, et l'organisation qui lui est donnée correspond très sensiblement à celle des municipalités de la métropole. Déjà le sénatus-consulte du 3 mai 1854 avait prévu pour les Antilles et la Réunion l'existence de communes, dont le maire, les adjoints et les conseils municipaux étaient nommés par le gouverneur. Cette organisation, que la loi du 28 mars 1882 sur l'élection des maires avait déjà modifiée, a maintenant complètement disparu. La loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale a prévu elle-même son application à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion. Elle a stipulé les modifications que dans leur extension à ces colonies ses dispositions générales devraient comporter. Ces modifications tiennent à la diversité, en France et aux colonies, des fonctionnaires et des organes administratifs, et à l'éloignement de nos possessions. C'est ainsi que le gouverneur, en général substitué au préfet, peut dissoudre en conseil privé les conseils municipaux et nommer des commissions spéciales, alors que toute mesure de ce genre exigerait en France l'intervention d'un décret. Il a fallu de même prévoir pour les élections aux conseils

municipaux des colonies des incompatibilités spéciales, en particulier les fonctions de membres du conseil privé. Mais dans leur ensemble les dispositions essentielles de la loi de 1884 sont applicables aux municipalités des Antilles et de la Réunion, qu'il s'agisse de l'élection des conseils municipaux, de la nomination ou de la révocation des maires ou adjoints, de l'acceptation des dons et legs, des recettes et des dépenses des communes.

Un régime municipal applicable à toute la colonie a été également établi dans l'Inde, à la Guyane et à Saint-Pierre et Miquelon. Dans ces deux dernières colonies, l'institution de municipalités remonte à une époque antérieure à la loi du 5 avril 1884, mais des décrets du 26 juin 1884 et du 17 décembre 1892 en ont rapproché l'organisation de celles des municipalités de la métropole en ce qui concerne notamment l'élection, la suspension et la révocation des maires et des adjoints. Certaines particularités, au contraire, subsistent dans l'Inde — où l'organisation municipale résulte d'un décret du 26 février 1884 — à cause de certains pouvoirs maintenus au gouverneur, qui peut diviser les communes des sections électorales et suspendre les conseils municipaux pendant une durée exceptionnelle de six mois, à cause surtout du système électoral qui s'y trouve en vigueur. Le décret du 26 février 1884, en effet, avait établi pour tous les conseils locaux de l'Inde trois listes d'électeurs, l'une pour les Européens et assimilés, la seconde pour les Indiens dits renonçants, c'est-à-dire ayant renoncé à leur statut personnel, la troisième pour les Indiens non renonçants. Il pouvait arriver toutefois que deux listes seulement fussent maintenues, s'il y avait moins de cinq Européens ou moins de vingt renonçants, ou même qu'une seule liste subsistât, si dans ces deux catégories à la fois le minimum prévu n'était pas atteint. Ce système a donc été simplifié. Un décret du 10 septembre 1899 a supprimé la liste des renonçants, sauf pour le cas où le nombre de ceux-ci serait au moins égal à la moitié de celui des non-renonçants. Mais si les renonçants cessent d'être portés sur une liste distincte, ils peuvent, au cas où ils justifient de certaines conditions qu'énumère le décret du 10 septembre 1899, être inscrits sur la liste des Européens et assimilés. Enfin, la première liste elle-même, celle des Européens, n'est établie que si, dans chaque commune, elle comprend vingt électeurs au moins.

Au Sénégal, en Nouvelle-Calédonie, à Tahiti, des communes n'existent que dans les principaux centres de la colonie; les décrets des 26 juin 1884 et 20 mai 1890 ont également appliqué

à ces municipalités, en ce qui concerne leur composition, leur suspension et leur dissolution, les principales règles tracées par la loi du 5 avril 1884. En Cochinchine, l'organisation de la municipalité de Saïgon, composée en dehors du maire et des adjoints, de huit membres français et de quatre membres indigènes, est soumise à des dispositions particulières fixées par des décrets du 8 janvier 1877 et du 29 avril 1881. C'est de même en vertu de règles spéciales que des municipalités, près desquelles le résident ou l'administrateur remplit les fonctions de maire, ont été organisées au Tonkin, à Hanoï et à Haïphong, et à Madagascar, à Tananarive, à Tamatave et à Majunga. Aucune organisation municipale n'existe encore dans nos possessions de l'Afrique continentale autres que le Sénégal. Mais un décret du 13 décembre 1891, organisant les pays de protectorat du Sénégal, prévoit pour ces pays la création de budgets régionaux, et celle de municipalités spéciales correspondant à celles qui ont été instituées en Algérie, communes mixtes et indigènes. Ce décret a reçu une application immédiate en ce qui concerne la création de budgets régionaux, dont l'établissement dans les pays de protectorat du Sénégal a donné les plus heureux résultats; il a paru préférable, au contraire, d'ajourner toute institution de communes mixtes ou indigènes.

Enfin, il peut être intéressant de mentionner ici une municipalité toute spéciale, la commune pénitentiaire, en laquelle ont été constitués par un décret du 16 mars 1880 les établissements du Maroni, à la Guyane. C'est à cause de la présence sur ce territoire d'un grand nombre de concessionnaires qu'il a paru nécessaire d'y créer une unité administrative particulière, une commune de plein exercice, jouissant de la personnalité civile. Le conseil municipal y est remplacé par une commission administrative, uniquement composée de fonctionnaires et d'officiers, et dont le président prend le titre de maire. La commune a son budget; elle a ses revenus, dont les principaux proviennent de l'exploitation d'une usine à sucre établie à Saint-Maurice du Maroni; les immeubles occupés par ses services sur ce dernier point lui ont même été cédés en toute propriété, en vertu d'un décret du 1^{er} février 1899. Cette commune particulière est simplement l'un des rouages par où s'exerce le fonctionnement de l'administration pénitentiaire à la Guyane, et le conseil général de la colonie, pour en favoriser comme pour en restreindre le développement, ne saurait étendre sur elle sa juridiction.

A. DUCHÊNE.

IV

LA LOI FRANÇAISE AUX COLONIES

Hors du domaine politique, l'application aux colonies des lois qui régissent la métropole ou, à défaut de celles-ci, de lois spéciales qui en reproduisent les dispositions essentielles, a été depuis plus d'un demi-siècle l'idéal des différents gouvernements. Et cela se conçoit : une loi unique facilite les rapports d'affaires, favorise donc l'émigration. Elle crée des liens presque indestructibles entre les colonies et la mère patrie, car si la loi métropolitaine règle ses pouvoirs de chef de famille, protège sa personne et son champ, et après sa mort partage son patrimoine entre ses parents, l'indigène, relié à elle par la communauté des habitudes et des idées, sera plus attaché à la France, et pourra lui rester fidèle. Ce sont sans doute ces considérations, le désir aussi de donner aux indigènes un droit supérieur au leur qui avait fait dire aux anciens édits de 1664 et de 1671 qu'on « suivrait les règles de la coutume de Paris pour la justice à rendre aux habitants des colonies ».

Mais dans l'application ce système a ses dangers. Le génie de chaque race appelle des lois qui lui soient accommodées. Chaque phase de l'évolution sociale veut un droit qui réponde à la rudesse ou à l'affinement des mœurs, à l'organisation de la famille et à l'état de la religion. On ne décrète pas la civilisation. A vouloir appliquer envers et contre tout la loi métropolitaine, on heurte des traditions respectables, on blesse les sentiments des indigènes au lieu de se préparer en eux des alliés fidèles. On l'a davantage aperçu de notre temps ; l'application du droit privé français aux colonies n'est plus une règle générale, absolue. Elle s'est estompée en un idéal très lointain, vers lequel on ne marchera que par lentes étapes, du même pas qu'on fera la conquête du pays à nos idées et à nos mœurs. Les habitants de nos colonies sont donc régis, quant à leurs familles

et à leurs biens, par les coutumes indigènes ; ceux-là seulement obéissent aux codes de la métropole qui sont pour ainsi dire pénétrés de son atmosphère morale.

Ainsi, des distinctions s'imposent. Les colons français et leurs descendants sont tout naturellement régis par les lois françaises. Il en est de même des étrangers de race européenne qui ont obtenu leur naturalisation comme citoyens français après un certain séjour dans la colonie. Auparavant, et il en eût été de même s'ils eussent résidé en France, ils restaient soumis à la loi de leur pays quant à l'âge de leur majorité, quant aux conditions du mariage, de la tutelle, etc., quant à ce qu'on nomme, enfin, leur statut personnel. Une fois naturalisés, ils obéiront, comme les autres colons, à la loi française faite pour une civilisation analogue à la leur. Cette naturalisation, ils ne peuvent l'obtenir dans nos trois anciennes colonies, (Guadeloupe, Martinique, Réunion), qu'aux mêmes conditions qu'en France. Au contraire, dans les colonies plus récentes, le désir de favoriser la prospérité du pays en y attirant de nouveaux habitants a rendu le législateur plus large. Le seul stage exigé est tantôt un domicile de trois ans comme en Algérie, tantôt une simple résidence de trois ans. Il en est ainsi en Nouvelle-Calédonie, en Cochinchine, en Annam, au Tonkin, en Tunisie. Dans les autres colonies, il n'en est autrement que par une singulière anomalie : aucun décret ne réglant pour elles les conditions de la naturalisation, il a fallu admettre que les étrangers qui y sont domiciliés, même depuis leur naissance, ne peuvent devenir citoyens français.

Quant aux indigènes, ils continuent, comme on l'a dit, à suivre leurs coutumes locales. Mais il importait d'entrevoir la possibilité pour eux de se soumettre aux lois de la métropole. Et les conditions de cette soumission devaient naturellement varier suivant l'époque d'acquisition du pays par la France, l'état de la colonie, l'attachement des indigènes à leur droit propre : c'est ainsi que dans nos établissements de l'Inde une simple déclaration de renonciation à son statut personnel suffit à un Indou pour être régi par les lois françaises. Au contraire, l'indigène de l'Annam, du Tonkin ou de la Cochinchine doit obtenir pour cela un décret du président de la République rendu après avis du conseil d'État. Et ce décret ne peut être demandé que par celui qui a servi trois ans dans les armées françaises ou occupé des fonctions rétribuées par l'État français. Les mêmes conditions sont imposées aux Arabes de la Tunisie (décrets du 29 juillet 1887). Dans ces deux derniers cas, l'indi-

gène devient en même temps citoyen français et jouit pour l'avenir des droits politiques (1).

En Algérie, le système est plus compliqué : en ce qui concerne les israélites indigènes, en vertu du décret du 24 octobre 1870, ils sont déclarés citoyens français. Mais un autre décret de 1871 a limité cette assimilation aux israélites nés en Algérie avant l'occupation française, ou nés depuis de parents qui y étaient domiciliés lors de la conquête. On n'a pas encore étendu ce régime aux indigènes musulmans. Ils ne deviennent citoyens français, ils ne sont soumis à nos lois civiles qu'après un décret rendu en conseil d'État. Toutefois, ils peuvent pour chaque acte en particulier renoncer expressément ou tacitement à leurs coutumes.

Droit civil des citoyens français et assimilés. — Aux personnes mêmes qui sont soumises à la loi française : indigènes admis à ce bénéfice, colons, étrangers naturalisés, la loi de la France s'applique-t-elle sans modification, dans toute sa plénitude ? Non ; là encore il faut tenir compte de la différence de milieu, des conditions de vie toutes différentes qui font que telle loi excellente en France est matériellement inapplicable ou désastreuse si on l'étend à toutes nos colonies. Aussi est-ce un principe depuis longtemps admis que la loi française régit seulement la métropole. Pour qu'elle soit appliquée dans les colonies, il faut une décision formelle à cet égard (2).

Cependant, de toutes nos lois privées, la plus importante, puisqu'elle renferme les principes généraux dont les autres sont seulement des applications ou des modifications spéciales, le Code civil, a été successivement promulguée dans toutes nos colonies. Mais cette promulgation n'a pas eu lieu partout pour les lois qui, en France, l'ont successivement modifié. C'est ainsi qu'après avoir appliqué dans toutes nos colonies la loi de 1884 qui a rétabli le divorce, par une anomalie on n'y a pas mis en vigueur la loi de 1886, modifiant cette dernière, sauf en Algérie, aux Antilles et à la Réunion.

Selon les cas, le Code civil a encore dû recevoir des modifications partielles. Sans doute dans ses principes il est resté intact, il constitue toujours une loi faite pour la société française

(1) Nous ne distinguons pas ici entre les colonies et les pays de protectorat. Il n'y a guère d'intérêt à le faire, puisque en principe dans les unes comme dans les autres la loi française ne régit pas les indigènes.

(2) Voir plus haut *le Législateur colonial*.

issue de la Révolution : les successions sont bien attribuées aux mêmes héritiers, les mêmes parts sont bien accordées à chacun ; le régime de communauté continue à régir les personnes mariées sans contrat, la prescription s'invoque au bout du même temps, les contrats produisent les mêmes effets, etc. Mais dans les formalités qu'il édicte, dans les délais qu'il impose pour les remplir, le Code devenait manifestement en opposition avec la nature des choses : les colons se trouvant habiter le plus souvent très loin des localités où se trouvent les officiers publics qui peuvent dresser tel ou tel acte, où demeure le magistrat chargé d'accorder telle autorisation, il a fallu prolonger les délais pour se présenter devant eux, ou bien confier à un fonctionnaire le soin de remplir en même temps le rôle d'un autre plus éloigné.

Ainsi en est-il en matière d'actes de l'état civil. Les fonctions d'officier d'état civil, qui en France appartiennent aux maires, leur sont également attribuées dans les communes coloniales où il en existe. Mais il n'en existe pas partout. En Annam, ces fonctions ont dû être confiées à des personnes nommées par le gouverneur. Dans toutes les possessions africaines, elles sont remplies par les administrateurs coloniaux ou les agents placés sous leurs ordres ; au Congo, elles peuvent même être exercées par des particuliers, agents de sociétés concessionnaires, à la condition toutefois d'être investis d'une délégation spéciale à cet effet par le commissaire du gouvernement.

Mais les délais impartis par la loi de France pour faire dresser ces différents actes ont dû dans la plupart des colonies, à raison de l'éloignement des centres, des difficultés de communication, être notablement accrus.

Pour les mêmes raisons d'éloignement des centres urbains importants, il a fallu, surtout à l'égard des indigènes, attribuer à des tribunaux inférieurs certains droits qui n'appartenaient en France qu'aux cours d'appel. Ce sont elles qui dans la métropole doivent approuver les adoptions pour qu'elles soient valables : cette prérogative est dévolue, à l'égard des Annamites, au tribunal de première instance. Dans l'Inde, à l'égard des personnes qui y sont nées, elles appartiennent au juge de paix.

L'éloignement de la métropole a obligé la loi à déléguer aux gouverneurs de colonies siégeant en conseil privé des pouvoirs qu'exerce en France le seul chef de l'État. En vertu de textes applicables dans tout notre empire d'outre-mer, les gouverneurs sont chargés d'accorder les autorisations nécessaires pour les mariages entre beau-frère et belle-sœur, oncle et nièce, tante et neveu, ou lorsque les futurs époux n'ont pas l'âge requis.

Aux gouverneurs revient également le droit d'accorder certaines autorisations, certaines dispenses inconnues en France, mais nécessaires dans des territoires où résident souvent des gens d'origine inconnue, dont les parents habitent à des centaines de lieues hors de la colonie.

Aux Antilles et à la Réunion, le gouverneur en conseil privé décide si les conditions d'âge, de célibat ou de veuvage sont justifiées, quand les immigrants sont d'origine inconnue, ou d'un pays où l'état civil n'est pas constitué (sénatus-consulte du 27 juillet 1867). Le décret du 28 juin 1877 a étendu ce régime aux colonies d'Océanie. En outre le gouverneur peut dispenser du consentement des ascendants demeurant hors de la colonie.

Il n'a pas seulement fallu favoriser le mariage des émigrants qui arrivent dans nos colonies, il a fallu prendre des mesures, lors de leur décès, pour assurer à leurs familles leur succession, lorsque les parents ne sont pas connus. Pour empêcher que les biens héréditaires ne soient dilapidés, les receveurs d'enregistrement sont désignés comme curateurs à la succession vacante. Ils dressent alors un inventaire, pour pouvoir constater les soustractions; ils administrent les biens et s'occupent de rechercher les héritiers. Ces règles sont pratiquement si sages qu'elles ont été édictées dans presque toutes les colonies, et que, dans les autres, l'usage s'est établi de les suivre.

De telles différences entre les colonies et la métropole, très importantes pour le droit civil, n'ont plus de valeur en ce qui concerne les lois commerciales. Celles-ci ne sont plus inspirées par des traditions, des habitudes locales, mais par cette idée que les transactions doivent se faire rapidement, que les commerçants ont besoin de crédit pour leurs affaires, etc.

La législation civile ne peut sans inconvénient être imposée en bloc et à tout le monde. Il n'en est pas de même de la législation commerciale, et les gouvernements s'en sont depuis longtemps rendu compte. Notre Code de commerce a été promulgué dans toutes les colonies (loi du 7 septembre 1850) et les lois qui l'ont modifié ou complété ont été presque partout appliquées. Les lois de 1867 et de 1893 sur les sociétés, de 1858 sur les magasins généraux, la loi sur les chèques, la loi du 4 mars 1889 sur les faillites, ont été promulguées dans nos possessions d'outre-mer. Et, en effet, comment une société de chemins de fer ou de mines pourrait-elle se livrer aux Antilles à des manœuvres qui lui seraient interdites en France?

Droit pénal des citoyens français et assimilés. — En matière pénale, l'extension aux colons des lois de la métropole ne présente pas non plus d'inconvénient. A l'égard de tous ceux qui sont pénétrés de nos idées et de nos mœurs, les actes antisociaux doivent être réprimés dans les mêmes cas et de la même façon qu'en France. Aussi, depuis 1877, les colonies sont-elles régies par notre Code pénal français.

La loi française a dû cependant être complétée sur plusieurs points, tout d'abord en ce qui concerne le vagabondage. Ce délit présente dans des pays peu habités, où la force publique est minime par rapport à l'étendue du territoire, un danger tout particulier. De tous temps, les vagabonds et mendiants ont été très sévèrement traités dans les colonies. Un décret de 1852, toujours en vigueur, a cherché à les atteindre plus sûrement, en déclarant vagabonds non pas seulement les individus sans domicile certain et sans moyens d'existence, comme en France, mais encore ceux qui ont un domicile et à qui manquent seulement des moyens d'existence, un travail habituel prouvé par un engagement d'un an chez un colon ou par un livret. A côté du Code pénal ainsi modifié sur un point pratiquement important, on a laissé subsister les arrêtés des gouverneurs avec les sanctions qu'ils édictaient. Pour l'avenir, les gouverneurs ont conservé la faculté d'édicter des peines pour tous les faits qui jusque-là étaient impunis; ces peines peuvent être au maximum de cinq jours de prison et de 15 francs d'amende. Pour assurer l'exécution des lois et décrets en vigueur ou à mettre en vigueur, ils peuvent alors édicter des peines allant jusqu'à 100 francs d'amende et quinze jours de prison, mais sous réserve d'approbation par le président de la République, lorsque les pénalités prévues dépassent celles de droit commun. C'est ce qui résulte des décrets des 8 janvier et 6 mars 1877 étendus par la suite à toutes nos possessions. D'après la jurisprudence de la cour de Cassation toutefois, les décrets de 1877 ne sont pas applicables aux arrêtés pris par les gouverneurs en matière de taxes et de contributions.

Edicter un code pénal, assurer la répression par des textes bien rédigés est chose importante. Mais ce n'est pas tout : il faut encore assurer de façon convenable l'exécution des peines. Or, un grand nombre de colonies n'ont pas d'établissements pénitentiaires suffisants pour l'exécution des peines. Une partie de leurs condamnés est alors envoyée en France. D'autres transferts de condamnés ont encore lieu, mais pour d'autres raisons : ordinairement, sauf dans l'Inde où ils subissent leur peine sur place, les forçats sont transférés en Guyane. Un certain nombre de condamnés annamites ont été transporté au Congo.

Le mode d'exécution de la peine a dû être modifié très souvent : comme il est impossible de tenir des individus continuellement enfermés sous un climat torride, dans beaucoup de colo-

nies on emploie les condamnés à des travaux extérieurs. Ainsi en est-il au Sénégal, au Congo, à Madagascar, à la Guyane, en Cochinchine, à Tahiti, à Mayotte.

Droit civil des indigènes. — A côté du droit qui régit seulement en principe les citoyens français, se dresse, voué à une lente disparition, l'ensemble des coutumes indigènes.

Dans chaque colonie, la France en a reconnu l'application. Ainsi, l'observation des préceptes de droit contenus dans le Coran et les lois de Manou s'impose strictement à l'égard des populations de religion musulmane ou brahmanique de l'Afrique ou de l'Asie. Parfois même le respect des usages anciens des habitants est poussé plus loin encore : ce ne sont plus les juges français, mais des tribunaux indigènes qui rendent la justice aux indigènes et leur appliquent leurs coutumes. Ce système, qui évite les froissements et ménage les susceptibilités locales, tend à disparaître, à mesure que se réalise la conquête morale de la colonie, et que, de son côté, le droit indigène se rapproche lentement de la loi française. On en a tout d'abord extirpé les usages barbares.

C'est ainsi qu'au Congo on a interdit de donner à l'avenir des personnes en gage à la façon d'un meuble ou d'un animal, ce qui se pratiquait antérieurement. C'est ainsi encore qu'à Madagascar nous avons fait disparaître l'esclavage. Ces mesures allaient de soi ; nous ne pouvions agir autrement sans manquer à notre rôle de représentants de la civilisation.

Ce premier pas réalisé, on s'est efforcé d'imposer aux natifs les règles jugées par nous nécessaires au bon ordre et notamment d'organiser leur état civil. Dans la plupart de nos possessions, on a imposé aux indigènes la déclaration des naissances, mariages et décès.

A raison des coutumes et des idées religieuses, on n'a pu imposer le mariage civil. Dans l'Inde et en Indo-Chine, on a simplement contraint les fidèles des religions locales à déclarer à l'officier de l'état civil qu'ils se sont mariés.

Ainsi germe peu à peu dans nos colonies un droit mixte tenant par beaucoup de côtés au droit français et adapté dans une large mesure aux mœurs locales.

Droit pénal des indigènes. — Si du droit civil nous passons au droit criminel, nous voyons la même évolution se produire. En principe, nous respectons les coutumes locales, mais tout d'abord nous en abolissons les dispositions barbares ;

puis, nous inaugurons pour les indigènes toute une série de mesures de police. Les populations étant ainsi peu à peu habituées à se soumettre à nos lois, on peut alors promulguer l'ensemble du Code pénal, étendre son application des colons aux indigènes. En matière pénale, nous approchons déjà beaucoup d'une législation unique pour tous les habitants des colonies ayant comme base notre Code français et les lois de la métropole, et complétée par des règles spéciales soit pour les indigènes, soit pour les colons, soit parfois pour ces deux catégories de personnes.

Cette conquête du pays à nos lois pénales était relativement facile parce que le droit pénal n'intéresse qu'une minorité dans un pays, les criminels. Aussi l'unification est-elle plus facile en matière pénale qu'en matière civile. Cependant, même en matière civile, l'unification s'est réalisée sur certains points très importants : nous voulons parler surtout de l'organisation de la propriété foncière.

L'Act Torrens. — En Tunisie, à Madagascar et au Congo, nous avons établi un régime foncier très perfectionné, qui en France n'est encore qu'à l'état de projet. Le droit colonial ici a précédé celui de la mère patrie.

Sur le territoire métropolitain, la propriété est en un sens organisée de façon défectueuse. Une personne a besoin de prouver qu'elle est propriétaire de tel domaine. Elle doit démontrer que son vendeur était propriétaire, que le vendeur de son vendeur l'était aussi, et ainsi de suite : elle doit, en résumé, remonter assez loin en arrière pour pouvoir opposer la prescription. Cela est déjà compliqué. Il y a plus : la prescription ne court pas contre les mineurs, les interdits. Un tiers peut venir et dire : il y a quarante ans, ce champ était à moi, j'étais mineur ; à ma majorité, j'ai été interdit ; la prescription n'a pu courir contre moi : vous devez me rendre l'immeuble. Ce n'est pas tout encore. Les hypothèques des femmes mariées sur les biens de leurs maris, des mineurs sur ceux des tuteurs produisent effet sans inscription au bureau des hypothèques : un acquéreur risque donc de payer deux fois le prix à raison d'hypothèques qu'il n'a pu connaître. Pratiquement on arrive, il est vrai, à éviter tous ces dangers, mais non sans une foule de formalités compliquées.

Dans les trois colonies que nous avons citées, on a supprimé tous ces inconvénients en appliquant le système de l'*act Torrens*. Un fonctionnaire, dit conservateur de la propriété foncière,

tient un registre où, à la demande de chaque propriétaire, il dresse le plan de chaque immeuble. Ce plan est accompagné d'indications très complètes sur la situation du bien, ses limites, sa contenance, les plantations et constructions qui s'y trouvent. On y mentionne le nom du propriétaire, de tous les créanciers hypothécaires sans exception, de tous ceux qui ont des droits de passage ou autres servitudes. On délivre au propriétaire un titre identique au feuillet du registre. Avant de terminer les opérations, on permet aux tiers de les contester pendant deux mois, de faire rectifier les limites par exemple. Mais, ce délai expiré, le propriétaire reçoit son titre, qui est inattaquable : ce qui y est écrit a pleine valeur, tous les droits qui n'y figurent pas sont nuls. S'il vend ensuite, ou s'il prend hypothèque, il doit le faire mentionner sur le registre et sur son titre, qu'il remet à son acquéreur. Que de difficultés sont ainsi supprimées ! pour trancher toutes les contestations possibles, il n'y a qu'à lire le registre ou le titre. Si je veux vendre, si je veux hypothéquer ma terre ou ma maison, je n'ai qu'à présenter l'acte qu'on m'a délivré. C'est là ce qui constitue la procédure dite de l'immatriculation.

Tel est l'ensemble très bigarré des lois privées applicables à nos possessions d'outre-mer. Examiné dans le détail, tout cela donne lieu à bien des critiques : les imperfections, les anomalies n'y sont pas rares, elles y abondent même. Mais considéré dans ses règles générales, dans ses idées maîtresses, le système est digne de nos traditions civilisatrices et libérales. Il présente cette souplesse qui convient à des situations si diverses, à une mosaïque des races et des faits. Il s'adapte bien aux nécessités de ces terres jeunes, de ces sociétés en formation où sont juxtaposés sans avoir encore pu se fondre les peuples et les civilisations les plus hétérogènes.

Après ces considérations sur les lois applicables aux colonies, il faut voir maintenant comment l'exécution de ces lois est assurée, quels tribunaux sont chargés de rendre la justice, suivant quelles formes elle est rendue, soit dans les procès civils, soit dans les procès criminels.

R. DEMOGUE

V

LA JUSTICE

Magistrature. — L'organisation judiciaire de nos colonies n'est pas uniforme. Rudimentaire dans les colonies où l'élément européen est faiblement représenté, à mesure que se développent les intérêts français et que la fusion s'opère avec l'élément indigène, elle tend à se rapprocher de l'organisation métropolitaine. Dans certaines parties de nos possessions africaines, au Soudan, à la Côte d'Ivoire, à la Guinée française, au Dahomey, de même que dans une partie de nos protectorats d'Indo-Chine, à la côte des Somalis, aux Comores, etc., les fonctions judiciaires sont confiées à des fonctionnaires d'ordre administratif.

Il en avait été ainsi, en Cochinchine, pendant les vingt années qui suivirent la conquête. Et même le système qui consiste, dans les colonies de domination, à laisser aux administrateurs le soin de rendre la justice a encore aujourd'hui des partisans.

Les colonies assimilées, telles que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, ont à tous les degrés les mêmes institutions judiciaires que dans la métropole.

Quoiqu'elle soit considérée, aux termes du décret du 1^{er} décembre 1858, comme détachée du ministère de la Justice, la magistrature coloniale est soumise, au point de vue du recrutement, de la hiérarchie et de la discipline, à des règles spéciales qui en forment un corps distinct de la magistrature métropolitaine. Les permutations d'un cadre à l'autre sont possibles, mais les magistrats coloniaux ne sont que difficilement admis à en bénéficier.

Les nominations dans la magistrature coloniale sont faites par décrets contresignés à la fois par le garde des sceaux et par le ministre des Colonies, qui les prépare. Les juges de paix à compétence étendue sont nommés par décrets, sur la présentation exclusive du ministre des Colonies. Les juges de paix ordinaires, les attachés au parquet du procureur général en Indo-Chine sont nommés par arrêtés du ministre des Colonies.

Les fonctions de premier président n'existent pas aux colonies. Dans

chaque possession, le procureur général ou, s'il n'existe pas de procureur général, le procureur de la République est chef du service judiciaire, exerçant sa surveillance et son pouvoir disciplinaire sur tous les magistrats de la colonie, ceux des cours ou tribunaux comme ceux du parquet. Le juge-président du tribunal, là où il n'existe pas de procureur de la République, remplit les fonctions de chef du service judiciaire.

La fonction d'avocat général n'existe qu'à la cour d'appel de l'Indo-Chine. Par contre, il existe dans la magistrature coloniale des fonctions qui n'ont pas leur équivalent dans la magistrature métropolitaine : ce sont celles de *conseiller auditeur* et de *lieutenant de juge*. Il est admis aussi dans la magistrature coloniale — et l'expérience a justifié ce système — qu'un tribunal peut être constitué par un juge unique, quel que soit le degré de juridiction. Dans les tribunaux à juge unique (tels que les tribunaux d'arrondissement en Cochinchine), le juge porte le titre de juge-président; un lieutenant de juge lui est adjoint parfois pour être chargé de l'instruction. Les juges de paix à compétence étendue, dont l'institution a été empruntée aux colonies par l'Algérie, tiennent lieu à la fois de juges de paix et de tribunaux de 1^{re} instance. Enfin les juges suppléants, contrairement à la règle admise pour certains de leurs collègues de France, reçoivent un traitement.

Le minimum d'âge exigé pour les différentes fonctions judiciaires n'est pas le même dans toutes les colonies; il varie de vingt et un à trente ans. La justification d'un stage au barreau n'est pas exigée pour toutes les fonctions judiciaires indistinctement. Elle est inutile pour les emplois de juge de paix à compétence étendue, de juge suppléant dans l'Inde et à la Guyane et d'attaché au parquet en Indo-Chine. Le diplôme de licencié en droit est seul nécessaire. Aux Antilles et à la Réunion, les conditions sont les mêmes que dans la métropole.

Au point de vue de la discipline, les magistrats coloniaux ne sont pas soumis à l'autorité de la cour de Cassation. Les peines telles que la censure avec réprimande, la suspension, la révocation sont prononcées par le ministre des Colonies, après avis du garde des sceaux.

Les magistrats coloniaux (et en ce sens ils sont avant tout des représentants de l'autorité centrale) n'ont pas le bénéfice de l'immovibilité. Le personnel judiciaire tout entier est, dans chaque colonie, placé sous la direction du chef du parquet, qui prend le titre de chef du service judiciaire. Les adversaires de ce système objectent que des magistrats ainsi dépourvus d'indépendance personnelle sont de simples fonctionnaires plus ou moins enclins à suivre les volontés de l'autorité métropolitaine, dont ils tiennent leur nomination et dont ils espèrent leur avancement. Les partisans de l'immovibilité considèrent que, si l'immovibilité est une garantie d'indépendance, elle n'est admissible que dans les milieux où la personnalité du magistrat est laissée autant que possible en dehors des querelles locales;

qu'il est loin d'en être ainsi même dans les colonies où l'assimilation est presque absolue; enfin, qu'il serait illusoire de déclarer inamovibles des magistrats qui servent dans des colonies malsaines, dont ils ont hâte de s'éloigner.

A côté des magistrats figurent à la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane, l'Algérie, des avoués et des avocats comme en France. Presque partout ailleurs, aux Indes, au Sénégal, à l'île Saint-Pierre, en Océanie, en Cochinchine, il n'existe près des tribunaux que des *conseils commissionnés* ou des *avocats défenseurs* (Cochinchine) pour représenter les plaideurs qui ne veulent pas se défendre eux-mêmes.

Les fonctions extra-judiciaires de notaire, d'huissier et de commissaire-priseur ne sont pas organisées dans toutes nos possessions selon des règles identiques à celles de la métropole. Pour le notariat, les principes de la loi du 25 ventôse an XI ont été appliqués aux Antilles par un décret du 14 juin 1864. Ils sont de même, en vertu de dispositions analogues, en vigueur à la Réunion, à la Guyane, dans les îles Saint-Pierre et Miquelon, dans l'Inde, en Cochinchine et en Nouvelle-Calédonie. Il n'existe d'offices d'huissier, correspondant à ceux de France, qu'aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, et c'est seulement aussi dans quelques possessions que les fonctions de commissaire-priseur ont été réglementées. Là où il n'existe pas d'officiers ministériels, les fonctions de notaire, d'huissier et de commissaire-priseur sont exercées soit par des greffiers-notaires, soit par des agents de l'ordre administratif.

Procédure. — En France, la façon d'engager les procès devant les tribunaux civils est liée tout entière à l'institution des avoués. Ceux-ci, à titre de mandataires des parties, remplissent toutes les formalités pour obtenir un jugement, sauf qu'ils ne sont pas ordinairement chargés de la plaidoirie. Sous certaines réserves, le Code de procédure a pu être transporté en bloc devant les tribunaux civils coloniaux près desquels il y a des avoués : c'est le cas en Algérie, aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion. Là, on suit à peu près la même procédure qu'en France.

Ailleurs, en Cochinchine, au Sénégal, à Saint-Pierre et Miquelon, dans nos établissements d'Océanie, en Nouvelle-Calédonie, il n'existe pas d'avoués : la justice est alors rendue selon des formes analogues à celles de nos tribunaux de commerce.

Ailleurs enfin, comme au Gabon, à Mayotte, à Nossi-Bé, le tribunal civil suit simplement la procédure des justices de paix

françaises. De sorte qu'aux colonies, même entre Européens, les procès sont en général examinés dans des formes beaucoup moins compliquées qu'en France. C'est encore une simplification de la procédure qu'il nous reste à indiquer sur un point spécial : les affaires une fois jugées par les tribunaux de première instance, les plus importantes sont susceptibles d'appel, puis de pourvoi devant la cour de Cassation. Faire juger ces prétentions par la cour de Cassation de France, transporter le procès à Paris, c'eût été éterniser des litiges minimes, provoquer des frais supérieurs à l'intérêt en jeu. La loi ne l'a pas voulu, et elle décide que les cours d'appel ou les tribunaux supérieurs de nos possessions d'outre-mer joueront pour ces petits procès le rôle de la cour de Cassation. Ils seront en quelque sorte ses mandataires. On leur soumettra l'affaire par ce qu'on nomme « la procédure d'annulation ». Cette procédure aura lieu dans les mêmes hypothèses et produira les mêmes effets que devant la cour suprême.

La procédure pénale n'avait pas moins à se modifier que la procédure civile dans nos possessions d'outre-mer. Sans doute, dans presque toutes, le Code d'instruction criminelle est applicable et appliqué. Toutefois des différences importantes sont ici à signaler. C'est seulement aux Antilles, à la Réunion et sur le territoire civil d'Algérie que les crimes sont jugés par des cours d'assises, comme en France. Sur le territoire militaire de cette dernière colonie, les crimes et aussi les délits sont justiciables des conseils de guerre. Ailleurs, en Guyane, au Sénégal, aux Indes, en Guinée, au Dahomey, à Saint-Pierre et Miquelon, en Océanie, à Obock, ils sont de la compétence d'un tribunal criminel composé, à Obock, des seuls magistrats de la cour d'appel, ailleurs des mêmes magistrats assistés de quatre, quelquefois de deux assesseurs choisis parmi les notables, et citoyens français. Et encore cette adjonction de jurés aux magistrats n'a pas lieu, dans certaines possessions, si l'accusé n'est pas Européen. Comme en France, presque partout les tribunaux de première instance font office de tribunal correctionnel pour connaître des faits punis au plus de cinq ans de prison. Au-dessous d'eux, les juges de paix connaissent des contraventions, et parfois même des délits méritant moins de six mois de prison (Algérie). Enfin, dans nos possessions africaines et en Nouvelle-Calédonie, des décrets du 18 juillet et 30 septembre 1887 ont permis aux administrateurs coloniaux de statuer par voie disciplinaire sur les infractions commises par les indigènes contre les arrêtés des gouverneurs.

R. DEMOGUE.

VI

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Les colonies n'ont pas, en ce qui concerne l'instruction publique, d'organisation uniforme. La Martinique seule possède des établissements de tous les degrés, d'autres n'ont que l'enseignement primaire et secondaire ou même l'enseignement primaire seulement.

Il existait, naguère, à la Martinique et à la Réunion des vice-recteurs, chefs du service de l'enseignement : institués à la Réunion par un décret du 2 mars 1882, à la Martinique par un décret du 21 septembre 1895, ces emplois ont été supprimés par le décret du 24 juillet 1895. Les proviseurs des lycées de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion sont, aux termes de cet acte, chefs du service de l'instruction publique dans ces trois colonies. Il en est de même pour le principal du collège de la Guyane (décret du 30 octobre 1895). Ces chefs de service ont entrée au conseil privé et dirigent tout le personnel enseignant. Les mêmes pouvoirs appartiennent dans les autres colonies aux secrétaires généraux.

Les seuls établissements d'enseignement supérieur aux colonies sont les écoles de droit de la Martinique et de l'Inde française. Il existe toutefois des cours de médecine professés à Pondichéry et des cours de droit à la Guadeloupe.

L'École de droit de Fort-de-France, créée par un décret du 20 janvier 1883, ne peut délivrer que des certificats de capacité. Les candidats qui les ont obtenus doivent pour les faire transformer en un diplôme de bachelier ou de licencié subir, devant une Faculté de France, un examen complémentaire. Les élèves pourvus du diplôme de bachelier ès lettres qui justifient avoir suivi pendant trois ans les cours professés à Pondichéry peuvent également être admis au grade de licencié par une Faculté de la métropole après un examen spécial.

L'enseignement secondaire est donné à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion dans des lycées, à la Guyane dans un collège colonial.

A la Réunion, il existe, en dehors du lycée de Saint-Denis, trois collèges communaux à Saint-Pierre, à Saint-André et à Saint-Paul; l'enseignement libre y est représenté à Saint-Denis par un petit séminaire et à Saint-Benoît, par une institution libre. Les Pères du Saint-Esprit dirigent un collège à la Basse-Terre (Guadeloupe); ils sont chargés du collège colonial à Pondichéry, avec une subvention de la colonie, et du collège de Saint-Pierre et Miquelon, établissement libre où la colonie entretient des boursiers. Le Sénégal entretient de même des boursiers

dans un établissement libre dirigé par les frères de l'Institut de Ploërmel.

Les lois qui ont organisé l'enseignement primaire en France sont applicables à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Réunion. Dans les autres colonies, l'enseignement primaire a fait l'objet d'organisations spéciales. Beaucoup d'écoles de garçons et le plus grand nombre des écoles de filles sont dirigées par des frères, des sœurs ou des missionnaires. A Tahiti, l'enseignement primaire est presque entièrement entre les mains d'instituteurs appartenant au culte réformé.

Une école d'arts et métiers a été créée à Fort-de-France; elle constitue une annexe de la direction d'artillerie et comprend vingt-six élèves admis au concours. Il est permis de regretter que cette catégorie d'établissements, dont l'utilité pratique serait considérable, ne soit pas plus répandue dans les colonies.

Au point de vue du recrutement, les professeurs des lycées des trois anciennes colonies et quelques membres du personnel du collège de Cayenne ressortissent au ministère de l'Instruction publique, qui les met à la disposition du ministère des Colonies; le personnel des écoles de droit choisi parmi des magistrats, des avocats ou des avoués, et celui des écoles primaires sont recrutés presque entièrement sur place.

VII

LES CULTES

Les Antilles et la Réunion ont, au point de vue du culte catholique, une organisation à peu près identique à celle qui a été réglée pour la France par le Concordat : elle date des décrets du 18 décembre 1850 et 3 février 1851, qui ont créé les évêchés de ces colonies.

Les évêques sont nommés dans les mêmes conditions que les évêques de France. Ils traitent directement avec les gouverneurs des affaires de leur diocèse. Ils sont membres de droit du conseil privé chaque fois qu'il est question d'affaires relatives aux cultes.

Le recrutement du clergé est assuré par le séminaire du Saint-Esprit, qui reçoit une subvention de l'État. Le clergé colonial ne comprend pas de curés ; il n'y a que des desservants, nommés par le ministre des Colonies sur la présentation du séminaire.

Les desservants ne peuvent être révoqués ou renvoyés en France par le gouverneur que d'accord avec l'évêque. Leur traitement peut être suspendu ou supprimé par mesure disciplinaire.

Au Sénégal, au Soudan, en Guinée française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Gabon et au Congo, à Madagascar, dans l'Inde, en Indochine et à la Guyane, le culte catholique est dirigé par un ecclésiastique qui porte le titre de préfet ou de vicaire apostolique. A la Guyane, par suite de difficultés survenues au sujet de la désignation du titulaire, l'emploi est depuis longtemps vacant ; il est géré par un supérieur ecclésiastique. C'est également un supérieur ecclésiastique qui a la direction du culte catholique dans les îles Saint-Pierre et Miquelon.

Les préfets ou vicaires apostoliques ont d'ordinaire le titre d'archevêque ou d'évêque *in partibus*. Ils appartiennent soit à la congrégation du Saint-Esprit, soit à l'ordre des Missions étrangères, des Missions africaines de Lyon, ou des Pères Blancs. Les représentants de ces diverses congrégations reçoivent dans les colonies des subventions sur les fonds des budgets locaux. En Cochinchine, toutefois, il n'est pourvu qu'aux dépenses de matériel et d'entretien de l'évêché de Saïgon ; la mission ne reçoit plus de subvention.

Le culte protestant n'est assuré par la métropole que dans trois colonies : à la Guadeloupe, où elle entretient deux pasteurs ; à la Nouvelle-Calédonie, qui a également deux pasteurs (dont l'un aux îles Loyalty) ; enfin à Tahiti, où le décret du 23 janvier 1884 a réglementé les églises dans les établissements français de l'Océanie, où la majorité des indigènes suit les pratiques de la religion réformée.

Les autres cultes (musulman, brahmanique, bouddhiste) jouissent aux colonies où ils ont des adeptes d'une liberté qui n'est limitée que par le pouvoir qu'a le gouverneur d'interdire les cérémonies extérieures, quand elles risquent de troubler l'ordre.

VIII

RÉGIME FINANCIER

Comme il n'existe pas de législation d'ensemble qui s'applique à toutes nos colonies, les règlements financiers varient de l'une à l'autre. Le problème qui se pose est, en somme, celui-ci : dans une colonie, certaines recettes et certaines dépenses s'effectuant, quelle part de ces recettes et de ces dépenses va profiter et incomber à l'État, quelle autre part à la colonie ? Après la loi du 24 avril 1833 qui accordait aux colonies presque l'autonomie financière, et celle, moins libérale, du 27 juin 1841, les deux sénatus-consultes du 3 mai 1854 et du 4 juillet 1866, ce dernier applicable seulement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, établirent une législation encore en vigueur et qu'ont complétée le décret du 20 novembre 1882 et la loi de finances du 13 avril 1900 (art. 33). Nos trois plus anciennes colonies sont ainsi soumises à un régime qui constitue, en quelque sorte, un type général duquel on tend à se rapprocher pour les autres, au fur et à mesure que progresse leur civilisation.

Des relations réciproques de l'État et de la colonie résulte la distinction des services en deux catégories : les services coloniaux ou métropolitains et les services locaux.

Services coloniaux ou métropolitains. — *Budget de l'État aux colonies.* — Les services coloniaux ou métropolitains sont les services dont l'État a la charge aux colonies. En France, la charge des services généraux tels que la justice, les finances, l'agriculture, etc., incombe à l'État, qui, en retour, bénéficie de la plupart des produits, tandis que le département n'effectue que des services accessoires ; dans les colonies, au contraire, les services métropolitains sont peu considérables, et toutes les dépenses d'administration intérieure, de police, de travaux publics, etc., sont payés par la colonie ; en compensation, celle-ci perçoit à son profit tous les impôts établis, et il ne revient à l'État que des recettes d'une faible importance. Tel est le principe fondamental du régime.

Dépenses. — Cette règle a été de plus en plus strictement appliquée, et, depuis le 1^{er} janvier 1901, toutes les dépenses civiles et de la gendarmerie sont, en principe, supportées par les budgets des colonies (art. 33 de la loi du 13 avril 1900) ; les dépenses acquittées aux colonies à la charge de l'État se réduisent donc exclusivement aux dépenses militaires ; c'est là un service corrélatif à la souveraineté, et qui doit s'exécuter, quelles que puissent être, d'ailleurs, les ressources de la colonie. Des subventions peuvent toutefois être accordées aux colonies sur le budget de l'État ; leur quotité est fixée chaque année par la loi de finances.

Recettes. — En regard de ces dépenses, quelques recettes effectuées aux colonies figurent au budget de l'État, qui, nous le répétons, n'y bénéficie d'aucun impôt. Les plus importantes sont les retenues pour pensions ; le produit de la vente d'objets appartenant à l'État ; la rente de l'Inde, redevance payée par le gouvernement anglais en échange de certains droits sur l'opium et le sel (700 000 francs environ), et les *contingents*.

Limités, en 1866, aux dépenses civiles métropolitaines et aux suppléments coloniaux de la gendarmerie et des troupes, ils peuvent éгалer, maintenant, le montant des dépenses militaires effectuées dans la colonie (loi du 13 avril 1900, art. 33). En outre la loi de finances de 1893 a établi le principe d'une *contribution* des colonies aux dépenses civiles et militaires qu'elles occasionnent à l'État et aux charges générales de l'État. Il faut noter cette tendance de la métropole à demander à ses colonies non seulement le remboursement des frais qu'elles nécessitent, mais encore leur quote-part dans les charges générales de l'État.

Exécution du budget de l'Etat. — L'exécution du budget est confiée, suivant la règle ordinaire, à deux ordres de fonctionnaires : les ordonnateurs et les comptables. Le ministre des Colonies est ordonnateur principal ; les ordonnateurs secondaires sont le chef du service administratif de la marine, pour les services militaires et maritimes ; le directeur de l'intérieur (1) pour les services civils ; le directeur de l'administration pénitentiaire pour le service pénitentiaire.

Il faut noter que des ordonnances de délégation peuvent être émises avant l'ouverture de l'exercice, et que, dans certains cas strictement définis par le décret du 16 mai 1891, les gouverneurs peuvent ouvrir des crédits provisoires.

Un trésorier-payeur nommé par décret, sur la proposition du ministre des Finances, après avis du ministre des Colonies, ayant sous ses ordres des trésoriers particuliers et des percepteurs, remplit les fonctions de comptable dans la colonie. Son rôle est analogue à celui du trésorier-payeur général en France.

Les mouvements de fonds, qui dans la métropole se règlent par la Banque de France, s'effectuent dans les colonies soit par l'envoi direct de numéraire, soit par le procédé plus employé des *traites* tirées par le caissier payeur central sur lui-même, avec l'autorisation du ministre des Finances, et envoyées au trésorier colonial qui se procure des fonds en les négociant sur place.

Service local. — *Budget local.* — Les opérations du service local constituent le véritable budget de la colonie. Ce budget est préparé par le gouverneur, délibéré par le conseil général et arrêté par le gouverneur en conseil privé. Si le conseil général ne l'a pas voté, il est

(1) Le décret du 21 mai 1898, a supprimé le directeur de l'intérieur, dont les fonctions sont exercées désormais par le gouverneur assisté d'un secrétaire général.

établi d'office par le ministre des Colonies sur la proposition du gouverneur en conseil privé.

Recettes. — Les recettes ordinaires comprennent les taxes et contributions votées par le conseil général, les droits de douane, le revenu des propriétés coloniales, les produits divers dévolus au service local et les subventions de la métropole.

Les recettes extraordinaires se composent des contributions extraordinaires; des prélèvements sur le fonds de réserve constitué, par mesure de prudence, avec les excédents budgétaires, jusqu'à concurrence d'une somme fixée pour chaque colonie, du produit des emprunts.

Quant aux subventions de la métropole et au revenu des propriétés, il est clair que la colonie ne peut, à volonté, fixer leur quotité; mais, en matière d'impôt et d'emprunt, la situation se présente différemment.

L'impôt et l'emprunt. — Le conseil général, en effet, vote les contributions et taxes nécessaires à la colonie, et ce pouvoir le distingue essentiellement d'un conseil général de département; il statue sur le mode d'assiette, la quotité des tarifs et les règles de perception, sauf en ce qui concerne les droits de douane, par des délibérations qui doivent être approuvées par décrets en conseil d'État.

Les impôts offrent une grande diversité suivant les colonies. Généralement existent l'impôt foncier, l'impôt des patentes, certaines taxes assimilées, des droits d'enregistrement et de timbre, des impôts de consommation sur les spiritueux et le tabac, des droits de licence, le monopole des postes et des télégraphes, et enfin (outre l'octroi de mer qui est une taxe communale) des droits de douane. Sous l'empire du sénatus-consulte de 1866, ces derniers étaient votés par le conseil général et approuvés par décret en conseil d'État; mais la loi du 11 janvier 1892 a placé les colonies sous le régime métropolitain au point de vue douanier; les tarifs généraux leur sont, en principe, applicables, sauf modifications délibérées par le conseil général et approuvées par décret en conseil d'État. Cette règle se justifie facilement, puisque de la quotité des taxes résulte le caractère protecteur ou non du système douanier.

Les emprunts votés par le conseil général sont approuvés par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique (décret du 20 novembre 1882).

Dépenses. — A l'exception des dépenses supportées par la métropole, le budget local comprend toutes les dépenses effectuées dans la colonie. Elles se divisent en *dépenses obligatoires* et *dépenses facultatives*.

La nomenclature et le maximum des premières sont fixés : pour les colonies d'Amérique et la Réunion, par décret en conseil d'État, l'initiative des secondes étant laissée au conseil général; — pour les autres colonies pourvues de conseils généraux par la loi du 13 avril 1900 (art. 33, § 2), l'initiative des dépenses facultatives étant réservée au gouverneur. Le caractère général des dépenses obligatoires est qu'elles intéressent toutes l'État, à qui, en définitive, elles incomberaient si la colonie n'y subvenait pas.

Exécution du budget local. — Les services sont dirigés et les paiements ordonnancés par le gouverneur (par le directeur de l'intérieur

avant le décret du 21 mai 1898). Le trésorier payeur est le comptable principal; il centralise les recettes et paye les dépenses. A côté de lui, des comptables spéciaux sont préposés au recouvrement des contributions indirectes, des droits d'enregistrement, etc. Ils sont, comme en France, responsables des produits dont ils ont pris charge et qui, en général, sont liquidés par un service administratif distinct.

L'exercice se clôture pour le budget local plus tard que pour le budget de l'État; les dernières opérations se terminent au 30 juin.

Contrôle du budget local. — Le budget exécuté, les opérations en sont décrites dans un compte administratif dressé par le gouverneur et soumis, suivant les règles ordinaires, aux observations de l'autorité budgétaire, c'est-à-dire du conseil général. De son côté, le trésorier payeur présente son compte de gestion comprenant à la fois les services métropolitains et les services locaux à la cour des Comptes dont, seul, il est justiciable; les autres comptables relèvent du conseil privé, sauf appel devant la cour des Comptes.

Telle est l'organisation financière des Antilles et de la Réunion. On y rencontre les principes fondamentaux de notre comptabilité publique: vote du budget par une assemblée délibérante; exécution des services par les ordonnateurs et les comptables, la dualité des fonctions constituant par elle-même un contrôle; enfin, jugement des comptes par un tribunal financier. La colonie est, en définitive, un petit État qui a ses ressources propres et peut en disposer, avec la restriction, il est vrai, de quelques règles tutélaires que nécessite la souveraineté de la mère patrie.

Ce régime se retrouve, plus ou moins développé, dans nos autres colonies auxquelles le sénatus-consulte de 1866 a été successivement étendu: la Guyane (1878), l'Inde (1879), le Sénégal (1879), la Nouvelle-Calédonie (1885), etc.

En Indo-Chine, les dépenses d'intérêt général sont inscrites à un budget général arrêté en conseil supérieur par le gouverneur général et approuvé par décret en conseil des ministres (décret du 31 juillet 1898); les autres dépenses sont comprises dans les budgets locaux des pays qui composent l'union indo-chinoise.

On ne peut, après avoir totalisé au budget de l'État d'une part les dépenses que celui-ci effectue aux colonies, et, d'autre part, les revenus qu'il en retire, se hâter de conclure par un chiffre global de perte ou de gain pour la mère patrie. Ce chiffre, en admettant qu'il puisse être déterminé d'une façon précise, n'est qu'un des multiples éléments de la question si controversée des conquêtes coloniales; elle ne saurait être résolue par l'argument tiré d'un solde en numéraire, puisque, dans son examen, il faut tenir compte du champ ouvert à l'initiative individuelle, de l'influence des races, du progrès des idées civilisatrices, etc., choses qui ne se traduisent pas par des nombres et demeurent, par suite, en dehors de tout système financier.

Paul GOUVY.

IX

LES PROTECTORATS

Notion du protectorat. — Dans son acception strictement juridique, le protectorat est l'institution en vertu de laquelle un État en prend un autre sous sa protection pour le défendre soit contre les attaques du dehors, soit contre les troubles intérieurs, soit contre les deux à la fois, suivant les termes de l'accord qui a été conclu entre eux. Par la force même des choses, il y a toujours eu des peuples faibles qui ont sollicité l'appui des peuples forts ou qui ont dû le subir, comme les particuliers de condition inférieure ont été obligés, dans les sociétés anciennes et souvent encore dans des sociétés fondées sur l'inégalité des individus, de se placer sous la protection de personages puissants. Mais, dans les rapports entre États, moins encore que dans les rapports entre particuliers, l'aide fournie n'est jamais gratuite. Le client, dans certaines organisations sociales, paye le soutien que lui donne le patron par des services déterminés ou même par quelques sacrifices de son indépendance juridique : le pays protégé n'obtient, en fait, le soutien de l'État protecteur qu'en lui abandonnant, dans une mesure plus ou moins considérable, suivant les cas, sa souveraineté interne ou son indépendance diplomatique, ou même les deux à la fois. Cet abandon peut, du reste, s'opérer de deux façons : ou bien le pays protégé garde l'exercice de ses droits en subissant le contrôle de l'État protecteur, lequel est alors investi d'une sorte de curatelle sur lui ; ou bien l'État protecteur exerce directement les droits du pays protégé, qui est ainsi véritablement placé en tutelle.

L'objectif des protectorats varie beaucoup suivant les temps et les circonstances. Parfois le protectorat a pour but la défense d'un petit pays contre l'absorption menaçante de puissants voisins ; il se rattache ainsi à la préoccupation de l'équilibre inter-

national : tel fut le protectorat de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche sur la république de Cracovie de 1815 à 1846. D'autres fois le protectorat a pour objet de préparer l'affranchissement de certaines populations en les initiant, par une demi-indépendance, à l'exercice complètement libre de la souveraineté : si la Moldo-Valachie et la Serbie avaient été de véritables États et non de simples provinces turques jouissant d'une certaine autonomie, c'est ainsi qu'aurait dû être comprise la protection collective des puissances qui leur fut donnée depuis le traité de Paris du 30 mars 1856 et qui fut le prélude de leur affranchissement absolu par le traité de Berlin du 13 juillet 1878.

Mais, de nos jours, c'est surtout au point de vue de l'expansion coloniale que le protectorat joue un rôle considérable. A l'annexion pure et simple ayant pour résultat de faire d'États complètement ou à demi barbares des colonies qui deviennent des parties intégrantes de la métropole au point de vue des rapports avec les autres puissances, le protectorat substitue une combinaison grâce à laquelle ces États, tout en conservant leur individualité propre, soit quant à leur organisation interne, soit quant à leurs relations diplomatiques, sont cependant les subordonnés du pays qui leur accorde sa protection ; cette subordination s'accuse par l'abandon au pays protecteur de l'exercice ou du contrôle de l'exercice de certains de leurs droits, ce qui les fait passer dans la catégorie des États *mi-souverains* ou ne jouissant plus d'une initiative absolument libre dans la mise en œuvre de leur souveraineté.

Ainsi compris, le protectorat a des avantages incontestables d'ordre matériel et moral. D'abord, il permet de laisser subsister l'organisation du pays protégé, sauf à la diriger et à l'améliorer grâce au droit de contrôle ou de tutelle que se réserve le pays protecteur : de là une précieuse économie de frais, d'agents et de responsabilité par rapport à l'annexion, qui entraîne la constitution des services publics par la métropole dans la colonie, avec les risques d'un défaut d'adaptation aux mœurs et aux besoins de la population indigène. D'ailleurs, malgré son caractère atténué, le protectorat peut procurer les mêmes avantages que l'annexion et à moins de frais, si l'État protecteur prend soin de se faire réserver des droits suffisants au point de vue de la souveraineté interne dans le pays protégé ou au point de vue de la direction de ses relations diplomatiques. D'autre part, au point de vue moral, le protectorat a le grand mérite de respecter les institutions locales et même l'indépendance du pays protégé, dans la mesure où elle est conciliable avec la protection

qu'on lui accorde. En la forme où il se manifeste surtout de nos jours, c'est-à-dire dans les rapports d'une puissance civilisée avec un pays de civilisation inférieure, le protectorat pourrait même être considéré comme un moyen pour la première de procurer au second, sous le couvert d'une tutelle bienfaisante, l'accès à une culture plus élevée et à un progrès plus grand au point de vue social et économique. Sans doute, le protectorat est appelé à obtenir ce résultat que l'on ne manque jamais de lui assigner comme but dans tous les traités qui le consacrent : le protecteur se charge toujours de procurer au pays protégé son concours pour améliorer sa situation, et cet engagement, connu sous le nom de clause « de la marche vers la civilisation », est considéré comme un devoir normal de la puissance protectrice complétant l'obligation même de la protection. Mais, sans nier les bons effets du protectorat ainsi envisagé, il est essentiel de remarquer, au point de vue de la réalité des faits, que ce n'est pas habituellement le protégé qui sollicite et obtient le concours de la puissance protectrice, sauf à le payer de l'abandon d'une partie de sa souveraineté : presque toujours, c'est un État poursuivant des visées d'expansion qui, sans vouloir ou pouvoir aller jusqu'à l'annexion, impose plus ou moins violemment son protectorat et se fait céder les droits qui lui conviennent sur le pays protégé, donnant en retour sa protection et son appui pour l'amélioration des institutions, des lois, des travaux publics, etc... Ainsi, contrairement à certaines apparences, qui seraient décevantes si on les comparait à la réalité des faits, ce n'est pas tant le protégé qui donne une partie de sa souveraineté pour obtenir protection, que le protecteur qui se fait céder quelques droits souverains du protégé auquel il promet, en retour, son appui, moins à titre de compensation que comme moyen de justifier et d'exercer les avantages qui lui ont été accordés. Le protectorat est devenu, de la sorte, le plus atténué, le plus généreux, en même temps que le moins onéreux et le moins risqué des procédés d'expansion ; mais il reste, au fond, un moyen de domination où la forme d'un accord contractuel entre pays protecteur et protégé ne doit pas faire illusion sur les circonstances qui obligent le second à se soumettre, souvent malgré lui, à l'autorité, même tutélaire, du premier.

Constitution juridique du protectorat ; les pseudo-protectorats. — La notion qui a été exposée ci-dessus correspond au protectorat proprement dit ou protectorat du droit des gens. Ce protectorat comporte, juridiquement, deux élé-

ments essentiels : 1° il est établi entre des États; 2° il est créé par l'accord contractuel de ces États, c'est-à-dire par un traité qui règle les droits et devoirs réciproques du protecteur et du protégé. Mais, par suite d'une terminologie très vague et d'ailleurs fort variable suivant les pays, l'expression *protectorat* a reçu des acceptions variées, de telle sorte qu'elle sert à désigner toute extension de l'autorité d'un État sur un territoire quelconque, dans une mesure assez restreinte pour ne pas y assumer toutes les charges de l'exercice de la souveraineté, mais en y acquérant des droits particuliers et variables, suivant les circonstances. C'est ainsi que les Anglais qualifient de protectorat le droit qu'ils se font céder dans certaines régions de réserver la juridiction contentieuse à leurs propres consuls ou à des tribunaux établis par eux. En Allemagne, en restreignant le plus possible l'action du gouvernement, qui se bornait à protéger des sociétés de colonisation, on a pratiqué ce que l'on a appelé le *protectorat administratif*. Mais ces combinaisons ou toutes autres analogues ne méritent pas le nom de protectorat : celui-ci ne peut être constitué qu'entre deux États et par le moyen d'un traité conclu entre eux. Dans tout territoire où il n'y a pas d'État organisé et de gouvernement régulier avec lequel il soit possible de traiter, une puissance peut réaliser une annexion ou une occupation, mais pas un protectorat, quelle que soit la qualification donnée par elle à ses arrangements avec les indigènes. Avec ces derniers, en effet, un traité international, possible entre deux États seulement et source nécessaire du protectorat, ne peut être conclu que par l'intermédiaire d'un gouvernement régulier qui les régit, ce qui suppose qu'ils sont organisés en un véritable État. Si, ce qui arrive souvent dans les pays barbares, comme en Afrique, la population n'est pas politiquement organisée, les prétendus traités passés avec les chefs indigènes, d'ailleurs plus ou moins authentiques et plus ou moins autorisés à disposer de leur pays et de leurs compatriotes, ne sauraient engendrer un protectorat, impossible faute d'État à protéger.

Politique de la France en matière de protectorats. —

Plus que tout autre, notre pays a usé du protectorat pour assurer son expansion dans les États de civilisation inférieure, soit à cause de ses avantages, soit surtout peut-être à cause de l'harmonie de cette institution avec le génie de notre race. M. Wilhem a dit justement, à propos du protectorat : « Rien de plus français que cette idée, qui comporte dans son essence un

mélange de prosélytisme, de vulgarisation, de dévouement et d'autorité, toutes idées inhérentes à notre caractère national. » Dans l'ordre chronologique, les principaux protectorats obtenus par la France sur des États de civilisation inférieure sont les suivants : 1° sur les îles Taïti (traités du 9 septembre 1842 et 5 août 1847); 2° sur les îles Wallis (4 novembre 1842 et 19 novembre 1886); 3° sur le Cambodge (11 août 1863 et 17 juin 1884); 4° sur l'Annam et le Tonkin (15 mars 1874, 6 juin 1884); 5° sur la Tunisie (12 mai 1881 et 8 juin 1883); 6° sur Madagascar (17 décembre 1885); 7° sur les îles Comores et Anjouan (21 avril 1886, 15 octobre 1887, 8 janvier 1892). En Afrique, la France, comme les autres puissances, a conclu de fort nombreuses conventions dont plusieurs stipulent formellement l'établissement de son protectorat. Il y a lieu d'appliquer à ces accords l'observation présentée plus haut : ils ne sont des traités générateurs de protectorats véritables que s'ils ont été passés avec le gouvernement régulier d'un État constitué, ce qui est loin d'être toujours le cas lorsqu'il s'agit des relations avec des chefs indigènes ayant une vague autorité de fait sur des populations sans cohésion politique.

Établissement et fin des protectorats. — Au point de vue constitutionnel, les traités de protectorat peuvent, théoriquement, être ratifiés par le président de la République, puisqu'ils ne rentrent pas dans l'énumération limitative de ceux qui exigent la ratification du Parlement (loi du 16 juillet 1875, art. 8 et 9). Mais, en fait, tous les traités de protectorat contiennent des clauses relatives aux charges financières, aux relations économiques avec le pays protégé, au droit de propriété ou à l'état des personnes à l'étranger, toutes questions pour lesquelles la constitution impose l'approbation des Chambres. Quant aux pseudo-protectorats, ils aboutissent, non pas à protéger un État qui n'existe pas, mais à annexer un territoire où ne s'exerce aucune souveraineté reconnue dans les relations internationales : comme entraînant une annexion, ils devraient être ratifiés par les Chambres; en fait, on se contente d'un décret, parce que l'on pense que le vote par le Parlement des crédits nécessaires pour une entreprise coloniale autorise le gouvernement à en tirer le parti qu'il juge convenable, notamment une annexion déguisée sous les fausses apparences d'un protectorat; cette solution est fort critiquable juridiquement et très dangereuse au point de vue du contrôle des Chambres sur les acquisitions de territoires.

Quant aux rapports internationaux, l'établissement des protectorats n'a été réglementé par l'Acte de la Conférence africaine de Berlin, du 26 février 1885 (art. 34 et 35), que dans les trois limites suivantes : 1° sur les côtes du continent africain; 2° pour l'avenir seulement; 3° dans les rapports des puissances signataires de l'Acte ou qui y ont adhéré. L'unique formalité prescrite est celle d'une notification faite par l'État qui établit son protectorat aux autres puissances signataires, « afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations ». Malgré les restrictions de l'Acte de Berlin, la formalité de la notification tend à devenir une règle générale que son utilité fait adopter en tout pays et entre tous les États qu'un protectorat peut intéresser; elle a, en effet, le précieux avantage d'éviter les conflits en avertissant les autres pays pour qu'ils fassent valoir leurs droits antérieurs sur le pays protégé, s'ils en ont, et pour qu'ils s'abstiennent désormais d'y contrarier ceux qu'acquiert l'État protecteur; c'est ainsi que la France a notifié son protectorat sur la Tunisie dès 1881, avant la conférence de Berlin, et, après la conférence, son protectorat sur Madagascar, qui ne rentrait pas dans les prévisions de l'Acte du 26 février 1885.

A la conférence de Berlin, la France s'était efforcée de rendre obligatoires, pour les protectorats comme pour les occupations de territoires, à la fois la *notification* et la *prise de possession effective*; cette solution, qu'a adoptée l'Institut de droit international, avait l'avantage d'exiger le caractère effectif pour les occupations déguisées sous la qualification de protectorat, au moyen d'une apparence de traité conclu avec un chef indigène qui ne représente aucun État à protéger. Dans un but intéressé, l'Angleterre et l'Allemagne firent écarter cette manière de voir; usant largement du procédé des protectorats fictifs établis sur des territoires où il n'y a pas d'État à protéger, elles se donnaient ainsi le moyen d'annexer ou d'occuper sans s'imposer les charges d'une prise de possession effective et moyennant la formalité facile d'une notification aux puissances. En ne précisant pas le véritable protectorat pour lequel la notification peut et doit suffire, en n'exigeant que la notification pour les protectorats, au sens le plus large du mot, c'est-à-dire même pour les prétendus protectorats établis sur des régions où il n'y a pas d'État et où, par conséquent, on ne peut réaliser qu'une occupation exigeant la condition d'une prise de possession réelle, l'Acte de Berlin a indirectement favorisé les occupations fictives qu'il avait pour but de combattre; les puissances n'ont

qu'à qualifier de protectorat l'extension de leur souveraineté sur des territoires où n'existe aucune autorité politique vraiment organisée, elles notifient ce protectorat aux autres États, et, en fait, l'occupation s'accomplit sans que l'occupant prenne la peine de lui donner un caractère effectif.

Nés d'un traité, les protectorats doivent normalement s'éteindre avec l'acte qui les a créés; par exemple, à la suite du consentement mutuel des deux parties contractantes ou d'une dénonciation régulière du traité par l'une d'elles. D'ailleurs, par sa nature même, le protectorat, bien que susceptible de se prolonger fort longtemps, semble ne devoir jamais constituer une situation définitive. Appliqué à des peuples pleins de vitalité et pour qui il n'est que l'apprentissage de l'indépendance, il se termine par leur constitution en souverainetés complètes; c'est le cas des provinces danubiennes transformées en États au traité de Berlin de 1878. Chez les peuples faibles ou dégénérés, le protectorat est un moyen de conserver un semblant d'indépendance pendant quelque temps, jusqu'au jour de leur absorption intégrale par l'État qui les a soutenus, modifiés et parfois suffisamment assimilés pour se les incorporer : ainsi, le protectorat sur Taïti a pris fin par l'annexion consentie le 29 juin 1880 par la reine Pomaré V (loi du 30 décembre 1880), et celui sur Madagascar par l'annexion du 18 janvier 1896 (loi du 8 août 1896). (Voir aussi pour les îles Sous le Vent, protégées en fait depuis 1880, la loi d'annexion du 19 mars 1898.)

Rapports de l'État protecteur et de l'État protégé. — Ces rapports sont dominés par cette idée essentielle que l'État protégé, à la différence de ce qui a lieu pour une colonie, reste une personnalité distincte de l'État protecteur au point de vue du droit interne de ce dernier comme au point de vue du droit international. Par conséquent, les nationaux de l'un ne le sont pas de l'autre; le territoire de l'un n'est pas partie intégrante de l'autre; ainsi est-ce à tort que deux décrets du 29 juillet 1887 ont étendu à l'Annam et à la Tunisie les facilités pour la naturalisation que la loi n'accordait que dans des colonies françaises, la Cochinchine et la Nouvelle-Calédonie. Cette distinction entre l'État protecteur et l'État protégé s'accuse par le traité même qui les unit et qui n'est possible qu'entre deux États, ainsi que par l'envoi d'un agent diplomatique, généralement un ministre résident, qui représente le premier auprès du gouvernement du second. Mais l'État protégé est toujours misouverain et doit supporter que l'État protecteur contrôle l'exer-

cice de certains de ses droits de souveraineté interne ou externe, ou exerce ces droits pour lui. En tant qu'il assure cette immixtion de l'État protecteur dans la souveraineté du protégé, le ministre résident n'est plus un agent diplomatique représentant le premier auprès du second, mais un fonctionnaire administratif délégué dans le pays soumis au protectorat. D'ailleurs, l'étendue de cette immixtion du protecteur dans la souveraineté du protégé varie à l'infini : elle est uniquement déterminée par les termes mêmes du traité de protectorat.

Au point de vue international, cette immixtion est indispensable, parce qu'un État ne pourrait pas assumer la responsabilité d'en protéger un autre s'il n'était pas à même de surveiller ses actes de politique extérieure et même de les empêcher. Aussi, le plus souvent, le droit de recevoir et d'envoyer des représentants diplomatiques, de négocier, de conclure des traités, est-il absolument abandonné par le protégé au protecteur, qui agit pour lui comme un tuteur à ces différents points de vue. — Tel est le cas pour tous les pays protégés de la France, sauf la Tunisie : afin de ménager les susceptibilités des puissances désireuses de surveiller le maintien de leurs droits dans la Régence, le bey a conservé le droit de légation passif et celui de négocier avec les représentants étrangers accrédités auprès de lui ; mais, à l'étranger, il est représenté par les agents diplomatiques de la France et ne peut conclure aucun acte diplomatique sans l'autorisation du gouvernement français. — De l'indépendance respective du protecteur et du protégé comme personnalités distinctes du droit des gens, il faut encore conclure que, quoi qu'on en ait dit, si la guerre éclate entre eux, elle n'est pas une guerre civile ou une insurrection autorisant à traiter les combattants du pays protégé comme des rebelles à la loi, mais une guerre internationale dans laquelle les captifs devront être traités en prisonniers suivant les règles du droit des gens et à propos de laquelle les autres puissances auront les droits et devoirs ordinaires de la neutralité : c'est, sauf les cas de représailles pour les cruautés commises contre nos troupes, la règle qui a été suivie dans les guerres du Tonkin et de Madagascar postérieures aux premiers traités qui avaient placé ces pays sous le protectorat de la France. D'autre part, au point de vue des guerres avec les puissances tierces, deux solutions s'imposent. D'une part, l'État protecteur doit, en vertu du devoir général qui lui incombe, soutenir le pays protégé dans les guerres où il est engagé. En second lieu, le pays protégé n'est pas nécessairement impliqué dans les guerres auxquelles prend part son protecteur : il n'en est ainsi

que lorsque le protecteur a acquis un droit d'occupation militaire sur le territoire du pays protégé, ce qui autorise les ennemis du premier à transporter les hostilités sur le sol du second. Cette solution a été reconnue par la France en 1870, à propos de la guerre contre l'Allemagne, pour les îles Taïti alors soumises à notre protectorat ; elle s'imposerait pour la Tunisie, l'Annam et Tonkin et pour le Cambodge où les traités nous confèrent le droit d'occupation militaire ; elle aurait dû être écartée pour Madagascar avant l'annexion, puisque le traité de protectorat du 17 décembre 1885, article 3, ne nous donnait que le droit d'avoir une escorte restreinte de soldats pour protéger le résident français à Tananarive.

Au point de vue de la souveraineté interne, il n'est pas moins indispensable que le protecteur contrôle le protégé ou même exerce pour lui certains de ses droits. Sinon, il ne peut assumer la responsabilité de le défendre contre des troubles intérieurs ou une désorganisation venant du mauvais usage qu'il ferait de ses droits ; l'amélioration de la condition sociale et économique du protégé, son initiation à une civilisation supérieure deviendraient également impossibles. La France s'est montrée presque toujours trop timide au début de ses protectorats en ce qui concerne le contrôle ou l'exercice de la souveraineté interne de ses protégés, notamment dans ses premiers traités de 1874 avec l'Annam, de 1881 avec la Tunisie et de 1885 avec Madagascar ; l'expérience a vite montré que, faute d'action suffisante sur la souveraineté interne de ces pays, le protectorat était inefficace ou dangereux, et l'on a dû l'accentuer à ce point de vue par de nouveaux traités, en 1884 pour l'Annam, en 1883 pour la Tunisie, et même par l'annexion pour Madagascar, en 1896.

On ne peut d'ailleurs exprimer par des règles générales, même approximatives, l'étendue des droits qu'acquiert le protecteur sur la souveraineté interne du protégé, notamment quant au pouvoir législatif, judiciaire ou administratif : tout est réglé d'une manière contingente et infiniment variable par les traités particuliers de protectorat auxquels il faut nécessairement se référer pour chaque cas spécial. Il y a lieu de remarquer seulement que le régime adopté peut varier non seulement suivant les pays, mais aussi suivant les régions d'un même pays protégé : ainsi les droits de la France sur les provinces du Tonkin sont tels qu'ils écartent à peu près complètement l'autorité de l'empereur d'Annam, autorité qui subsiste beaucoup plus largement dans l'Annam proprement dit. Du reste, l'attribution de la sou-

veraineté interne au protecteur peut être tellement étendue que le souverain protégé n'a plus qu'une autorité nominale sur son territoire, qui est en fait comme annexé : c'est ce qui a lieu au Cambodge. Parfois le souverain protégé s'abandonne complètement à son protecteur et se borne à ratifier toutes les décisions ou réformes que celui-ci lui suggère : telle est la situation du bey de Tunis, en vertu du traité de la Marsa du 8 juin 1883, article 1^{er}.

Effets du protectorat à l'égard des puissances tierces.

— En principe, le traité de protectorat, d'un caractère relatif comme toute convention, n'a d'effet qu'entre les parties contractantes et est indifférent aux autres puissances. Cependant, comme ces puissances étaient tenues de respecter l'indépendance du pays qui se soumet à un protectorat avant que celui-ci fût établi, elles doivent également s'incliner devant l'usage libre qu'il a fait de cette même souveraineté en acceptant la protection d'un autre État et en lui déléguant une partie de sa souveraineté externe ou interne : elles sont donc obligées d'accepter, dans la mesure consentie par le pays protégé lui-même, la substitution à celui-ci de l'État protecteur. Mais, d'autre part, un État ne peut pas, par ses agissements propres, porter atteinte aux droits acquis déjà à d'autres pays : aussi, malgré le protectorat et quelles qu'en soient les conséquences convenues entre eux, le protecteur et le protégé devront-ils respecter les droits que les puissances ont acquis antérieurement. Ces droits acquis peuvent se manifester au point de vue de l'établissement même du protectorat quand des puissances se sont engagées à respecter intégralement l'indépendance d'une autre : c'est l'obligation réciproque qu'avaient contractée la France et la Grande-Bretagne dans la déclaration du 10 mars 1862 au sujet du Zanzibar, et il fallut entre elles un accord nouveau du 5 août 1890 pour que la seconde pût établir son protectorat sur ce pays, reconnaissant en retour celui de la France sur Madagascar. Un engagement semblable a été contracté par la France et l'Angleterre dans la convention du 8 février 1888 en ce qui concerne le Harrar, ce qui a autorisé notre gouvernement à protester contre les traités du 15 avril 1891 et 5 mai 1894 par lesquels la Grande-Bretagne a disposé de ce pays au profit de l'Italie, ce qui était indirectement violer sa promesse de ne point l'annexer ni de le soumettre à son protectorat.

Au point de vue des traités qu'il a passés avec les puissances tierces, le pays protégé est toujours réputé une personnalité

juridique dans les rapports internationaux; il doit donc respecter les engagements qu'il a contractés et qui constituent, pour ceux envers qui il s'est obligé, des droits acquis dont il ne peut disposer seul par ses arrangements avec le pays protecteur. Seulement, en fait, c'est ce dernier pays qui assurera l'exécution de ces engagements dans les relations diplomatiques, puisque c'est lui qui accapare la direction de la politique extérieure du pays protégé. De là l'obligation pour le protecteur de respecter les obligations internationales de l'État protégé : la France a toujours eu, à cet égard, une attitude des plus correctes, par exemple en ne supprimant les capitulations en Tunisie qu'après avoir obtenu l'agrément des puissances intéressées et en supportant jusqu'au 8 septembre 1896, terme de son expiration convenue, le traité de commerce italo-tunisien du 8 septembre 1868, qui était si préjudiciable à nos intérêts. L'Angleterre dans l'île de Chypre, l'Autriche en Bosnie et Herzégovine n'ont pas eu le même scrupule pour supprimer, de leur propre initiative, le régime des capitulations qui constituaient un droit acquis par les puissances. Cependant, bien que tenu de les respecter, le protecteur n'est pas *garant* de l'observation des traités souscrits par le protégé : par ménagement politique à l'égard des puissances européennes, la France a assumé seulement la garantie des traités signés par la Tunisie (traité du 12 mai 1881, art. 4). Mais, en fait, la diplomatie du protégé étant dirigée par le protecteur, ce dernier est contraint d'agir comme son pupille devrait le faire et, dans son rôle de tuteur, d'assumer la responsabilité des traités de l'exécution desquels il s'est chargé. — Une observation analogue s'applique aux dettes de l'État protégé : celui-ci, gardant sa personnalité internationale, en reste responsable; son protecteur n'en aurait la charge qu'en vertu d'un engagement spécial que la France n'a pris que pour la Tunisie, en garantissant l'emprunt destiné à la conversion de la dette de ce pays (traité du 8 juin 1883 et loi du 9 février 1889). Toutefois, dans tous les traités de protectorat, notamment dans ceux de la France, le protecteur prend la direction, le contrôle et même la perception des ressources financières du protégé : celui-ci ne peut emprunter sans autorisation, ni disposer de ses revenus à sa guise. Il est clair qu'en se faisant attribuer de pareils droits, le protecteur assume indirectement la responsabilité pécuniaire du protégé vis-à-vis des créanciers de celui-ci, en tant qu'il doit, comme le ferait le protégé lui-même, employer au paiement du passif les ressources dont il prend l'administration et la perception.

Administration des pays de protectorat. — A s'en tenir à la logique des choses, l'administration des pays de protectorat devrait être partagée entre deux services. D'une part, pour les relations diplomatiques soit entre le pays protecteur et le pays protégé, soit entre celui-ci et les puissances tierces, le ministère des Affaires étrangères devrait seul intervenir : il s'agit, en effet, des relations internationales de l'État protecteur avec l'État protégé, ou bien de l'exercice ou du contrôle de la diplomatie de ce dernier, exercice ou contrôle naturellement conféré au service compétent de l'État protecteur. D'autre part, l'exercice ou le contrôle de la souveraineté interne du pays protégé, dans la mesure fixée par le traité de protectorat, devrait revenir aux services respectivement compétents de l'État protecteur, au point de vue législatif, administratif, financier ou judiciaire, ou, tout au moins, dans les gouvernements où le ministère des Colonies centralise tous les services pour les pays hors de la métropole, à ce même ministère naturellement outillé et préparé pour remplir ces fonctions multiples dans les pays protégés comme il le fait déjà dans les colonies. Mais ce système logique donnerait lieu à trop de difficultés, soit par suite des conflits d'attributions entre deux ministères, soit par suite des rapports de chacun d'eux avec le gouvernement protégé qui ne doit rencontrer qu'une seule expression de la volonté de l'État protecteur pour l'interprétation et l'application du traité de protectorat. De là l'attribution intégrale de l'administration des protectorats soit au ministère des Affaires étrangères, soit à celui des Colonies. Quelque opinion que l'on ait, au point de vue administratif, sur le rattachement des protectorats à l'un ou à l'autre de ces ministères, il ne faut pas se dissimuler que le choix du ministère des Affaires étrangères est seul strictement en harmonie avec la véritable nature du protectorat. L'État protégé reste une puissance distincte avec laquelle l'État protecteur entretient des relations diplomatiques par l'intermédiaire de son résident. D'autre part, cet agent a pour fonction essentielle de diriger ou contrôler les relations extérieures du pays protégé. Quant à sa mission de direction ou de contrôle sur une partie de la souveraineté interne de l'État protégé, elle se rattache à l'exécution même du traité de protectorat, et elle est dominée par sa situation de représentant diplomatique de l'État protecteur comme de délégué du pays protégé pour la politique extérieure de ce dernier.

Aussi, quand le caractère international du protectorat est bien maintenu, quand la personnalité du pays protégé dans les relations extérieures est bien respectée, c'est au ministère des

Affaires étrangères de l'État protecteur que sont rattachés les services de ce protectorat. C'est ce qui a lieu pour la Tunisie où le résident français est avant tout un agent diplomatique, d'abord de la France auprès de la Tunisie, puis du bey auprès des puissances, en ce sens que le bey lui a conféré les fonctions de ministre des Affaires étrangères (décret beylical du 9 juin 1881). D'après le traité du protectorat du 12 mai 1881 le bey garde le droit de légation passif et celui de négocier avec les puissances, sous le contrôle du gouvernement français qui doit approuver tous ses actes diplomatiques : aussi son indépendance internationale, quoique atténuée, est-elle nettement affirmée. C'est pour cela que le protectorat sur la Régence est, conformément à sa vraie nature juridique, rattaché à l'ensemble de nos relations diplomatiques, sous la direction du ministère des Affaires étrangères où a été créé un « Bureau des Affaires tunisiennes ».

Dans tous les autres pays protégés par la France, l'exercice de la souveraineté extérieure a été si complètement absorbé par l'État protecteur que, en fait, sinon en droit strict, leur personnalité internationale s'efface et se confond avec celle de la France elle-même. Aussi les questions diplomatiques auxquelles ces pays donnent lieu se trouvent-elles traitées comme des questions rentrant dans la politique extérieure propre de l'État français et, à ce titre, par le ministère des Affaires étrangères. En ce qui concerne le protectorat et dans les relations du protecteur et du protégé, le seul point de vue qui subsiste est celui de l'exercice ou du contrôle de la souveraineté interne, point de vue d'ordre législatif, judiciaire, militaire, financier ou administratif, mais nullement diplomatique. Aussi tous les protectorats français autres que celui sur la Tunisie relèvent-ils *aujourd'hui* du ministère des Colonies. L'agent supérieur de la France, investi d'une délégation générale des pouvoirs du Président de la République comme le gouverneur général de l'Indo-Chine, représente l'État protecteur auprès de l'État protégé, par lui-même ou par les résidents placés sous ses ordres, mais il est, avant tout et essentiellement, comme son titre l'indique, un gouverneur, c'est-à-dire un fonctionnaire délégué pour l'administration d'un pays lointain dépendant de la métropole. Sauf les quelques réserves contenues dans le traité qui l'établit, le protectorat aboutit ainsi à transformer les pays protégés en colonies placées sous l'autorité de gouverneurs ; telle est la situation de l'Annam et Tonkin ainsi que du Cambodge.

FRANTZ DESPAGNET.

X

LA MISE EN VALEUR DES COLONIES

LES CONCESSIONS TERRITORIALES

Le problème foncier aux colonies. — La question de l'appropriation des terres vacantes est de la plus haute importance, qu'il s'agisse de colonies de peuplement où l'Européen peut cultiver le sol sans danger, ou bien de colonies d'exploitation produisant les denrées exotiques. Ces dernières colonies ont cessé, en effet, d'être de simples comptoirs commerciaux où l'on se borne à trafiquer avec les indigènes : le colon, devenu chef de culture, utilise la main-d'œuvre des noirs et dirige lui-même les plantations. On s'est rendu compte aujourd'hui qu'il fallait entreprendre aux colonies une œuvre essentiellement agricole, et ce qu'il faut aux agriculteurs, ce sont d'abord des terres. L'État étant propriétaire des terres vacantes, c'est à lui que les colons doivent s'adresser, et il y a tout avantage pour eux à le faire, car ils ont ainsi un titre de propriété certain, les mettant à l'abri d'une éviction ultérieure.

Il n'en est pas de même en cas de convention passée avec les indigènes ; généralement, ceux-ci n'ont pas une notion bien exacte de la propriété foncière, et ils aliènent avec facilité des terres sur lesquelles ils n'ont aucun droit. Il y a, en outre, un grand intérêt politique à protéger les indigènes contre leurs propres entraînements, en leur conservant la propriété des terres qu'ils occupent effectivement : aussi l'État se réserve-t-il le droit de contrôler et de ratifier les conventions immobilières qu'ils passent avec les Européens.

C'est parce que l'État est propriétaire des terres incultes que l'on n'admet pas que le colon puisse acquérir la propriété par voie d'occupation. La théorie de l'occupation serait détestable, d'ailleurs, au point de vue de la colonisation, car elle permettrait à un particulier de s'emparer de terres beaucoup trop étendues pour qu'il puisse les mettre effectivement en valeur. Bien entendu, l'État n'est propriétaire que dans les colonies proprement dites ; mais, le protectorat colonial entraînant en pratique une certaine diminution de la souveraineté intérieure du protégé, l'État français peut, en fait, faire prévaloir ses vues au sujet de l'appropriation des terres.

Il ne suffit pas de constituer la propriété privée, en aliénant les terres domaniales incultes ; il faut encore organiser un bon régime foncier, faciliter les transactions immobilières et développer le crédit des colons.

A cet effet, on a étendu à plusieurs colonies le système connu sous le nom d'*act Torrens*, et dont les résultats en Australie ont été si remarquables.

En vertu de ce système, quand les titres de propriété ont été reconnus valables et authentiques, on procède à l'immatriculation des terres, c'est-à-dire qu'on les inscrit sur un registre foncier avec leur désignation exacte et la mention des droits dont elles peuvent être l'objet. Une copie de cette inscription est remise au propriétaire, et ce certificat lui sert de titre. Il en résulte une sécurité absolue pour toutes les personnes qui traitent avec le propriétaire (acquéreurs ou prêteurs), et une grande facilité pour la transmission de la propriété. On n'a pas à redouter, en effet, l'incertitude des bases de cette propriété, ni la clandestinité des droits réels. De plus, le crédit foncier se trouve organisé, et les capitaux sont encouragés à se porter vers les colonies.

C'est surtout dans les possessions coloniales que l'application de l'*act Torrens* est légitime, car l'origine de la propriété y est certaine. Elle dérive, en effet, d'un titre conféré par l'État ou ratifié par lui quand le contrat a été passé avec les indigènes.

Le procédé de l'immatriculation n'existe pas, cependant, dans toutes nos possessions : il est en vigueur en Tunisie (loi du 1^{er} juillet 1885), à Madagascar (décret du 16 juillet 1897), au Congo (décret du 28 mars 1899).

De la propriété des terres vacantes aux colonies.

— Les terres désertes et inhabitées constituent la plus grande partie de notre domaine colonial. Il importe de rechercher qui, de l'État ou de la colonie, en est propriétaire, et à ce sujet il faut rappeler tout d'abord la distinction à faire entre le domaine public et le domaine privé. Aux colonies, le domaine public comprend la mer territoriale, le rivage de la mer, les cinquante pas géométriques (1), les remparts et les places de guerre, les cours d'eau et les voies de communication. Ce qui caractérise le domaine public, c'est qu'il est inaliénable et imprescriptible.

Au contraire, sur le domaine privé, les aliénations en toute propriété sont possibles. Les colonies, de même que les départements et les communes, sont des personnes civiles et possèdent un domaine privé. Ce domaine comprend-il les terres vacantes, ou celles-ci font-elles partie du

(1) La zone des cinquante pas géométriques est la portion de terrain qui s'étend depuis le rivage de la mer à l'endroit où les herbes commencent à croître sur une longueur de cinquante pas ou de 81^m,20. Cette zone, appelée aussi les cinquante pas du roi, a son origine dans des dispositions de l'ancienne monarchie. Elle a été imaginée afin de permettre aux navires de se ravitailler en bois, et surtout en vue de la construction d'ouvrages de défense et de protection. Elle n'existe pas dans toutes les colonies : on ne la rencontre qu'aux Antilles, à la Réunion, en Guyane, dans l'Inde et à Obock. A la Guadeloupe, à la Martinique et à la Guyane, les décrets du 21 mars 1882, du 4 juin 1887 et du 15 septembre 1901 permettent, en faisant échec ici à la règle de l'inaliénabilité, d'autoriser des concessions en pleine propriété sur la zone des cinquante pas géométriques, mais seulement à l'intérieur des villes et des agglomérations urbaines. C'est là une disposition exceptionnelle, se justifiant facilement, d'ailleurs, par des considérations d'équité.

domaine privé de l'État? C'est l'État qui est propriétaire des terres vacantes, en vertu des dispositions de l'article 713 du Code civil, ainsi conçu : « Les biens qui n'ont pas de maîtres appartiennent à l'État ». Il n'est pas inutile de faire observer que, même en l'absence d'un texte aussi formel, le droit de l'État n'en subsisterait pas moins. Les notions de souveraineté et de propriété restent, en effet, confondues quand il s'agit d'immeubles n'ayant encore fait l'objet d'aucune appropriation particulière. Ce fait que l'État doit être réputé le seul propriétaire des terres vacantes et incultes a une conséquence extrêmement importante au point de vue de la civilisation, car il permet d'imposer aux colons toutes les obligations que l'on estime utiles dans l'intérêt général de la mise en valeur du sol. Faut-il étendre le droit de propriété de l'État aux terres occupées par les indigènes? Au xv^e siècle, la réponse à cette question ne faisait de doute pour personne; on considérait les peuples non chrétiens comme en dehors du droit des gens, et l'on déclarait légitime de s'emparer des terres possédées par eux. Aux raisons d'ordre religieux invoquées autrefois pour justifier la dépossession des indigènes ont succédé, de nos jours, des arguments tirés soit de la nécessité où se trouvent les nations européennes de se procurer des débouchés commerciaux, soit de l'obligation morale qu'a un peuple de laisser les autres entrer en contact avec lui (1).

On pourrait ajouter qu'il n'est pas juste que les États européens restent à l'étroit dans des territoires qui ne suffisent plus à contenir leur population, alors qu'il y a sur la surface du globe des régions immenses à peine peuplées et occupées par des races ignorantes, d'une civilisation rudimentaire. La logique des faits, ainsi que l'expose le major Boshart (2), exige que cent millions de nègres n'accaparent pas un territoire où cinq cents millions d'hommes civilisés pourraient largement trouver à vivre.

On admet donc que les indigènes peuvent être dépossédés des droits de souveraineté qu'ils exercent sur une région déterminée. La nation qui acquiert ces droits à la suite d'une occupation effective est seulement tenue de se conformer aux règles indiquées dans les conventions internationales, et en particulier à celles prescrites par l'acte de la Conférence de Berlin du 26 février 1885, s'il s'agit d'une occupation en Afrique. On sait, en effet, qu'à cette Conférence internationale on ne s'est pas contenté de fixer le principe de la liberté du commerce et de la navigation dans le bassin conventionnel du Congo, mais qu'on y a, de plus, arrêté les règles sur les occupations des territoires en Afrique. L'occupant est libre ensuite soit de faire disparaître complètement la souveraineté indigène, soit de la respecter partiellement en instituant le régime du protectorat. Mais ne faut-il pas aller plus loin et dire que l'État, devenant souverain, acquiert un droit supérieur de propriété sur les terres occupées et détenues par les indigènes?

(1) Voir JHERING, *Esprit du droit romain*, Introduction.

(2) *Examen de conscience, étude sur les noirs* (« Revue des Deux Mondes », 1^{er} avril 1897).

Les noirs n'ont, en effet, sur la propriété que des notions très vagues. En général, ils ne connaissent que la propriété collective et indivise de la tribu, et ce sont les chefs qui distribuent les lots de terre. Il y a donc intérêt à délimiter les terrains possédés effectivement par eux, et à les faire rentrer dans les dépendances du domaine de l'État, dont ils formeront une réserve inaliénable.

Mais l'État, propriétaire des terres incultes à l'origine, n'en a-t-il pas fait la cession gratuite aux colonies ? En 1825, en effet, conformément à l'article 73 de la charte de 1814 ainsi conçu : « Les colonies sont régies par des lois et des règlements particuliers, » deux ordonnances importantes ont été rendues. La première, en date du 26 janvier 1825, a chargé les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de l'île Bourbon de pourvoir désormais à toutes les dépenses intérieures, moins celles de la guerre et de la marine; en retour, l'État leur abandonnait tous leurs revenus locaux. La seconde, datée du 17 août 1825, étendait ces dispositions à la Guyane, au Sénégal et à l'Inde; de plus, elle abandonnait aux diverses colonies la propriété complète des biens domaniaux à charge de les réparer et de les entretenir. On exceptait de cet abandon aux colonies les bâtiments militaires et les forts.

Les termes de cette ordonnance sont des plus nets, et il semble, au premier abord, qu'il ne puisse pas y avoir de doutes sur la portée de l'abandon de l'État. On discuta, cependant, à ce sujet, d'abord en 1845 quand le gouvernement voulut libérer les noirs du domaine, ensuite en 1884 lors de la constitution des réserves pénitentiaires en Nouvelle-Calédonie. On contestait alors la légalité des ordonnances de 1825, et l'on affirmait que l'abandon de propriété était nul en l'absence d'une autorisation législative. La loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, qui a rendu le domaine privé aliénable, a décidé, en effet, que cette aliénation devrait se faire en principe par une loi. Mais cette loi, ainsi qu'on l'a fait remarquer avec raison, ne s'applique pas aux colonies, où elle n'a jamais été promulguée. On a prétendu aussi, toujours pour contester la légalité de cet abandon, que la loi de 1790, constituant un statut de capacité, obligeait l'État français aussi bien dans la métropole qu'aux colonies. Il est facile de répondre que la distinction en lois de statut réel et lois de statut personnel n'offre d'intérêt qu'en droit privé et n'a pas été étendue au droit public.

En 1884, on affirma, de plus, que les mots « propriétés domaniales » n'avaient pas la signification générale qu'on leur avait donnée jusqu'alors et que cette expression concernait uniquement les biens susceptibles de revenus. Si l'on se reporte aux discussions qui eurent lieu en 1845, on est obligé de reconnaître l'exactitude de cette affirmation, et il semble bien qu'en réalité les ordonnances de 1825 n'ont pas eu en vue l'abandon des terres vacantes et désertées.

L'argument que fournit le texte de l'ordonnance de 1825 ne saurait donc prévaloir sur les considérations tirées des circonstances dans lesquelles cette ordonnance a été rendue. Elle n'a eu qu'une portée restreinte : son but était uniquement fiscal, et elle ne concernait que les biens productifs de revenus.

Pendant longtemps, la question de l'aliénation des terres vacantes a été considérée comme de peu d'importance; nos colonies d'exploitation ayant été uniquement de simples comptoirs commerciaux, il ne faut pas s'étonner que la question de la propriété des terres désertes n'ait pas fait l'objet jusqu'alors d'un texte précis.

Si, en droit, l'État n'a pas abandonné aux colonies la propriété des terres vacantes, en fait, cet abandon a eu lieu. Il a été facilité par l'incorporation aux budgets locaux des recettes domaniales, incorporation prescrite en particulier par le décret de 1882 sur le régime financier des colonies.

A l'heure actuelle, les colonies où la question de la propriété des terres vacantes est résolue dans le sens des droits de l'État sont : la Nouvelle-Calédonie (décret du 10 avril 1897), la Guyane (décret du 15 novembre 1898), le Congo (décret du 28 mars 1899), le Sénégal (décret du 20 juillet 1900), la Côte d'Ivoire (décret du 20 juillet 1900), le Dahomey (décret du 5 août 1900).

Que fera l'État de ces biens vacants ? Il ne les exploitera pas lui-même, car l'État est inhabile à créer de la richesse, et quelles finances résisteraient à de pareilles charges ? L'exploitation directe ne lui étant pas permise, il fera des concessions.

Qu'est-ce qu'une concession coloniale ? M. le commissaire du gouvernement Romieu disait fort justement devant le conseil d'État (26 février 1897) : « Le contrat de concession aux colonies n'a d'analogue ni en droit civil, ni en droit administratif ; c'est un contrat assez mal précisé, un contrat *do ut facias* dans lequel l'autorité concède, confère certains droits au concessionnaire en échange de certaines obligations.

Il convient maintenant d'examiner .

- 1° A qui les concessions sont faites ;
- 2° Par qui elles sont consenties ;
- 3° A quelles conditions.

A qui les concessions sont-elles faites ? — Les aliénations de terres domaniales peuvent être consenties à des particuliers agissant isolément et pour leur propre compte. Ces particuliers sont des indigènes ou des Européens.

Les concessions de terres aux indigènes ont pour but de les attirer dans des régions où la population est moins dense.

Les Européens concessionnaires sont soit des nationaux, soit des étrangers. En général, on tend à refuser à ces derniers la faveur des concessions gratuites et l'on exige d'eux la naturalisation française. Les particuliers concessionnaires peuvent être des agriculteurs ou des commerçants de profession, ou bien d'anciens militaires ayant servi dans les troupes coloniales et libérés du service. Des concessions de terres sont faites aussi, dans des conditions spéciales, aux transportés en cours de peine ou libérés.

Des sociétés commerciales ou civiles ordinaires peuvent aussi obtenir des terres aux colonies. Comme la mise en valeur d'un sol inculte est une opération de longue haleine, et que les bénéfices sont souvent longs à

venir, on a préconisé la formation de grandes compagnies de colonisation. A l'heure actuelle, le droit de concéder des chartes constituant des démembrements de la souveraineté n'existe pas dans notre législation ; un projet de loi a donc été préparé afin de combler cette lacune, et il a fait l'objet de discussions intéressantes au Conseil supérieur des colonies en 1891. Il fut décidé alors qu'une loi organique, permettant la création de compagnies à charte, serait préparée.

Toutefois, et par mesure provisoire, on invita le gouvernement à agir par voie de décret. Le gouvernement préféra attendre, et il déposa, le 16 juillet 1891, sur le bureau du Sénat, un projet de loi en deux articles relatif à la création des compagnies de colonisation privilégiées, qui ne fut pas discuté.

Une seconde proposition, émanant de M. Lavertujon, fut examinée par une nouvelle commission, et celle-ci, pensant qu'il était nécessaire de favoriser et de développer les grandes entreprises de colonisation, adopta le texte, dont on trouve l'analyse dans le rapport présenté par M. Pauliat au Sénat en 1897. Il n'est plus question, dans cette dernière proposition, de la création de compagnies à charte. On ne fait plus de distinction, à l'heure actuelle, qu'entre les petites entreprises de colonisation et les grandes. Il est bien évident, en effet, que les petits colons ne peuvent, à eux seuls, exploiter et mettre en valeur la totalité de notre domaine colonial, et il faut qu'à côté d'eux des sociétés puissantes se constituent dans ce but. Mais doit-on donner à ces sociétés les droits régaliens, comme aux compagnies de colonisation du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècle (1) ?

Des causes politiques et économiques ont donné naissance aux grandes compagnies. Les raisons politiques de leur formation se trouvaient dans la nécessité d'organiser les expéditions coloniales sous une forme militaire ; il fallait se défendre contre les ennemis et les pirates, et, de plus, les voyages étaient fort longs. Aussi était-on obligé de constituer de véritables escadres de navires, tous soigneusement armés, et les compagnies devaient, à cet effet, obtenir un privilège royal. Enfin, il était nécessaire d'éviter que plusieurs navires, en abordant au même moment, ne fissent baisser le prix du fret. Pour tous ces motifs, la création de compagnies privilégiées sous l'ancien régime ne doit pas surprendre.

De plus, les sociétés anonymes ne pouvaient exister alors qu'en vertu d'une autorisation royale, et même, jusqu'à la loi de 1867, il fallut pour les autoriser un décret rendu en Conseil d'État. Or les compagnies de colonisation, en raison des risques qu'elles présentaient, ne pouvaient guère revêtir d'autre forme que celle des sociétés anonymes ; par suite, l'édit qui les autorisait leur conférait en même temps un monopole.

Cela explique, en même temps, les délégations de souveraineté consenties en leur faveur. Le roi, souverain absolu, pouvait déléguer une portion de sa souveraineté sans qu'aucun doute sur son droit pût venir à l'esprit de personne. La création d'une compagnie privilégiée était, comme on l'a fait remarquer, une création de seigneurie.

(1) Voir *le Régime commercial* dans ce même chapitre.

Aujourd'hui, non seulement notre constitution démocratique s'oppose à ce que des délégations de souveraineté soient consenties au profit des particuliers, mais encore les raisons d'ordre politique et économique qui ont justifié la création de ces grandes compagnies ont disparu.

La liberté d'association commerciale est entière de nos jours : les compagnies de colonisation sont donc libres de se constituer, de concentrer les capitaux, de s'organiser à leur gré, et il n'y a pas lieu de leur donner des monopoles légaux. Qu'une société, une fois constituée, cherche à augmenter ses moyens d'action, à faire disparaître ou à absorber les compagnies rivales, à obtenir un monopole de fait, en un mot, rien de plus légitime, et l'émulation des sociétés commerciales pour arriver à ce résultat ne peut que favoriser et hâter le développement économique de nos colonies. Mais le monopole de droit, concédé avant même que la compagnie ait commencé ses opérations, en empêchant toute concurrence ultérieure, ne peut être que funeste à la colonie.

Lès décrets rendus depuis 1899, et qui ont autorisé des concessions considérables au Congo, n'ont conféré expressément aucun monopole aux concessionnaires, et aucune délégation de souveraineté n'a été faite en leur faveur. La question de la constitution de compagnies privilégiées n'offre donc plus qu'un intérêt historique, et le problème qui se pose est celui des droits à accorder, des obligations à imposer aux grandes sociétés concessionnaires de surfaces étendues. L'étude de notre colonie du Congo permettra de voir ce qui a été fait à cet égard.

Par qui les concessions peuvent-elles être accordées ? — Par qui les concessions seront-elles accordées ? par l'État ou par la colonie ? par le législateur ou par l'administration ? A la suite des ordonnances de 1825, les colonies ont disposé en fait du domaine colonial : l'ordonnance du 17 août de ladite année, en leur défendant d'aliéner ce domaine sans autorisation royale, leur reconnaissait ce droit.

Plus tard, la loi du 28 avril 1833 sur le régime législatif des colonies donna aux conseils coloniaux compétence pour statuer sur les matières domaniales. Mais les conseils coloniaux ne délibéraient pas définitivement, et leurs décisions devaient être soumises à la sanction du roi. Ainsi, depuis cette époque et dans toutes les possessions françaises, il y avait une très grande centralisation en matière domaniale, soit que les questions de l'espèce fussent soumises aux conseils coloniaux, soit que leur solution fût réservée au ministre de la Marine. Ce dernier, en effet, était resté compétent pour les colonies de l'Inde, du Sénégal et de Saint-Pierre et Miquelon, qui n'avaient pas été dotées de conseils coloniaux.

Les conseils coloniaux furent supprimés en 1848, et l'on institua des conseils généraux, qui héritèrent de leurs attributions et, de plus, statuèrent définitivement.

Cette faculté accordée à des assemblées locales de disposer des terres vacantes sans autorisation et sans contrôle donna lieu, en pratique, à de grandes difficultés. Il importe, en effet, que l'aliénation des terres incultes se fasse bien, dans l'intérêt supérieur de la colonisation, et c'est

pourquoi le contrôle d'une autorité supérieure est indispensable. En vue d'assurer ce contrôle, des décrets relatifs au régime des terres domaniales furent promulgués en Nouvelle-Calédonie, en Guyane et au Congo.

Mais les concessions de terres n'ont pas été faites seulement par les colonies : très souvent, l'État est intervenu et a concédé directement. De 1889 à 1895, notamment, de grandes concessions ont été accordées dans nos possessions africaines, et directement par l'État, en vertu de l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ainsi conçu : « Les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion sont régies par décrets de l'empereur jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte. »

On a contesté le droit du gouvernement de consentir ainsi des aliénations de terres domaniales par voie de décret, et on a invoqué notamment le paragraphe final de l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 qui dispose que « *Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.* » Mais cet alinéa ne doit pas être isolé des précédents relatifs aux conventions diplomatiques. Il ne vise donc que les cessions de souveraineté et concerne uniquement les aliénations consenties à un autre État. On ne saurait l'appliquer aux aliénations qui se font dans l'intérieur de l'État et qui n'emportent qu'une cession de propriété.

En Nouvelle-Calédonie, en Guyane, au Congo, au Sénégal, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, c'est aujourd'hui l'État seul qui autorise les concessions, grandes ou petites.

Comment la concession sera-t-elle faite ? — D'après quels principes économiques devra se faire l'aliénation des terres domaniales aux colonies ? C'est ce qu'il y a lieu d'examiner maintenant.

Les modes d'aliénation sont au nombre de deux : la concession à titre gratuit et la vente.

La concession, au premier abord, semble offrir de grands avantages, car elle permet d'attirer de nombreux immigrants, et, les terres incultes n'ayant aucune valeur, elle laisse aux concessionnaires la disponibilité de toutes leurs ressources. Au point de vue général de la colonisation, elle permet à l'État de surveiller les émigrants : de choisir les concessionnaires d'abord, de veiller aux progrès des cultures ensuite.

Cependant, plusieurs auteurs, et notamment M. A. Leroy-Beaulieu (1), condamnent le procédé de la concession à titre gratuit. L'éminent économiste expose que les donations de terres n'attirent nullement les émigrants, et que ces derniers se dirigent de préférence dans les colonies où les terres sont vendues. Ce fait s'expliquerait par la considération que la propriété n'a d'attrait pour l'homme qu'à la condition d'être entière et irrévocable ; or la concession gratuite mutile le droit de propriété, le rend précaire et est, par suite, l'objet d'une défaveur.

A cela on peut objecter que la propriété concédée gratuitement n'a pas

(1) A. LEROY-BEAULIEU, *de la Colonisation chez les peuples modernes.*

nécessairement un caractère précaire; elle peut être définitive. De plus, même quand cette propriété est conditionnelle, ne peut-on pas faire observer que l'intérêt du concessionnaire est de se hâter de sortir de cette période provisoire, en mettant rapidement en valeur son lot de terre?

Au second motif justifiant la concession par cette considération que les terres vierges n'ont aucune valeur, M. Leroy-Beaulieu oppose ce fait que, partout où ces terres ont été mises en vente, elles ont trouvé des demandeurs.

Enfin, et c'est là le reproche capital adressé à la concession, elle est, dit-on, arbitraire, subordonnée au bon plaisir de l'administration; elle oblige à des formalités multiples, et elle entraîne une surveillance minutieuse qui peut devenir vexatoire et gênante.

Ces reproches, à notre avis, ne sont pas inhérents au système de la concession gratuite, et il est facile d'y remédier en édictant des mesures générales sur les formalités à suivre tant pour l'obtention d'une concession que pour la délivrance du titre définitif de propriété. Les critiques adressées au système de la concession à titre gratuit ont été exagérées, et tout dépend de la façon dont on applique le procédé d'aliénation adopté. Ce procédé sera désastreux ou avantageux suivant qu'il sera entouré ou non de formalités gênantes ou restrictives, et l'on ne saurait préconiser l'un des deux modes d'aliénation à l'exclusion de l'autre. Telle concession à titre gratuit ressemblera fort, à cause des conditions imposées, à un contrat à titre onéreux, alors qu'au contraire une vente faite à bas prix aura tous les caractères d'une concession gratuite.

Ce qu'il est vrai de dire, et, à ce point de vue, l'opinion de M. Leroy-Beaulieu nous semble des plus justes, c'est qu'il faut recourir au procédé de la vente toutes les fois que cela est possible, quand, par exemple, des lots de terre sont sollicités par plusieurs concurrents, quand ils sont situés dans des agglomérations urbaines, et, d'une manière générale, toutes les fois qu'on peut leur assigner une valeur immédiate et certaine.

La vente est susceptible de plusieurs modalités; elle peut avoir lieu soit aux enchères publiques, c'est-à-dire avec concurrence et publicité, soit à l'amiable, de gré à gré, et dans ce cas le prix peut être fixé à un taux faible ou bien à un taux élevé. Laquelle de ces modalités faut-il préférer? Aucune solution de principe ne peut, à notre avis, être donnée à ce sujet; tout dépend des circonstances. L'idéal est certainement la vente aux enchères publiques, et c'est elle qui présente le plus de garanties. Mais elle n'est pas toujours possible, et même là où elle peut être pratiquée il est bon de recourir en même temps à la vente de gré à gré. Celle-ci fonctionnant à tout moment est avantageuse pour le colon qui vient de débarquer; elle lui permet de faire un choix parmi les lots, et il ne court pas ainsi le risque de se trouver évincé, comme dans la vente aux enchères, lorsque l'adjudication dépasse le montant de ses ressources disponibles.

La concession à titre gratuit comporte également des modalités multiples. C'est, en définitive, un contrat assez mal précisé, dans lequel l'autorité confère certains droits en échange de certaines obligations. Tantôt c'est l'élément contractuel qui domine; tantôt, au contraire, l'autorité concédante agit en tant que puissance publique; et, le plus souvent, ces

deux éléments se trouvent confondus dans une proportion variable. Rien ne ressemble moins à une concession qu'une autre concession : quelle comparaison établir entre les grandes concessions accordées au Congo français et la concession d'un lot de ferme en Algérie ? Sans doute, dans tous ces cas, on se trouve en présence d'un acte de puissance publique ; mais là s'arrête la ressemblance. Il importe de faire remarquer que, dans la concession gratuite, la propriété définitive n'est jamais accordée immédiatement au concessionnaire. Il ne l'acquiert que moyennant certaines conditions de mise en valeur. Aussi pourrait-on dire que la concession à titre gratuit n'existe pas en réalité, l'autorité concédante exigeant en retour un équivalent soit en argent, soit en travaux.

Souvent, en donnant au mot de « concession » un sens large, on y fait rentrer encore les baux et les simples abandons de jouissance temporaire. L'étude des baux de terres domaniales est, au point de vue de la colonisation, tout aussi importante que celle des procédés d'aliénation, et certains auteurs, parmi lesquels il convient de citer M. Gide, insistent pour qu'on y ait recours. Il est certain que les baux à longue durée sont, pour les bénéficiaires, l'équivalent de concessions en toute propriété. D'autre part, l'intérêt de l'État est complètement sauvegardé, puisque, à l'expiration de la durée du bail, il peut le renouveler à des conditions plus avantageuses.

Les grandes concessions accordées au Congo ne sont, d'ailleurs, que des locations faites pour une durée de trente ans et moyennant le paiement de plusieurs redevances annuelles, la propriété des terres n'étant acquise que sous certaines conditions de mise en valeur.

Il existe un système relatif à l'aliénation des terres domaniales aux colonies, dont nous devons maintenant aborder l'examen. C'est le système de l'économiste anglais Wakefield (1). Le procédé généralement adopté était alors celui des concessions à titre gratuit. Wakefield le critique vivement, en exposant qu'il amène fatalement la dispersion des colons, l'accaparement des terres les plus fertiles aux mains de quelques-uns et facilite ainsi la spéculation. De plus, il laisse le champ libre à l'arbitraire gouvernemental. Aussi Wakefield se proposant, avant tout, de fournir une main-d'œuvre suffisante aux capitalistes et d'établir une certaine proportion entre la terre et la population, proscrit-il le procédé de la concession, en préconisant celui de la vente de gré à gré et à un prix tel que la terre ne soit pas accessible à tous, de manière à ne pas faire disparaître la classe des prolétaires salariés.

Ce système est connu sous le nom de théorie du prix suffisant (*sufficient price*), ce prix ayant pour objet, précisément, d'obliger les travailleurs à louer leurs services pendant un temps plus ou moins long, avant de devenir propriétaires. Le système de Wakefield présentait, comme on le voit, le triple avantage de diriger les capitaux sur la colonie, de concentrer la main-d'œuvre à proximité des capitalistes, et de l'empêcher,

(1) *A view of the art of colonization with present reference to the British Empire in letters between a statesman and a colonist, by Edward Gibbon Wakefield (1849).*

enfin, de disparaître trop rapidement. Les sommes provenant de la vente des terres devaient être employées intégralement à subventionner l'émigration des travailleurs dans la colonie.

Ce procédé a été mis en vigueur dans les colonies anglaises de l'Australie : là où on a voulu l'appliquer avec une rigueur absolue, il n'a pas donné d'excellents résultats. Au contraire, quand on s'est contenté de consentir des ventes amiables, moyennant un prix raisonnable, affecté en partie aux dépenses d'émigration et en partie aux travaux publics, il en est résulté un progrès considérable de la colonisation.

Une proposition de loi, déposée à la Chambre des députés le 1^{er} avril 1897, et dont l'objet est de prescrire l'aliénation d'une partie des terres, afin de constituer une caisse de colonisation, peut être regardée comme une reprise du système de Wakefield. Malheureusement, cette proposition est devenue caduque. Toutefois, les décrets concernant le régime des terres domaniales en Nouvelle-Calédonie, en Guyane, au Congo, se sont inspirés de cette proposition. Ils disposent que les produits domaniaux sont attribués aux budgets locaux et affectés aux dépenses de colonisation.

En l'état actuel de la législation, les concessions en général sont d'abord provisoires et ne deviennent définitives qu'à l'expiration d'un certain délai accordé, après que le concessionnaire a mis effectivement le sol en culture. Les conditions imposées diffèrent suivant les cas, et l'étendue des terrains concédés est variable.

Les petites concessions présentent le grand avantage d'être exclusivement agricoles, tandis que, lorsque le territoire concédé est considérable, non seulement on se trouve en face d'une concession domaniale en pleine propriété, mais encore une foule d'autres concessions minimales, travaux publics, etc., viennent s'ajouter à la première. Voilà pourquoi les grandes concessions ne doivent être consenties qu'à des sociétés puissantes, présentant toutes les garanties financières, régulièrement constituées et ayant adhéré à certaines règles d'ordre général prescrites par le législateur.

La tendance actuelle est de faire de la vente aux enchères publiques le mode normal de l'aliénation des terrains domaniaux, et de n'autoriser la concession gratuite qu'à titre exceptionnel. (Voir le décret du 10 avril 1897 relatif à la Nouvelle-Calédonie, le décret du 15 novembre 1898 concernant la Guyane, le décret du 28 mars 1899 sur le Congo, les décrets du 20 juillet 1900, l'un sur le Sénégal, l'autre sur la Côte d'Ivoire, le décret du 5 août 1900 sur le Dahomey et l'arrêté gouvernemental du 13 novembre 1899 concernant la colonie d'Obock.)

Quand on a recours au procédé de la concession gratuite, on oblige le concessionnaire à payer des redevances pendant la durée de cette concession, et, à l'expiration du délai, il devient propriétaire des terres mises en valeur (arrêté gouvernemental du 28 décembre 1898 relatif à la colonie, aujourd'hui « disloquée », du Soudan français). Des redevances, ainsi que certaines obligations prescrites dans un intérêt général, ont été également imposées dans les textes concernant les grandes concessions faites au Congo depuis 1899.

Maurice HAMELIN.

COLONISATION LIBRE

Un État ne fonde pas des colonies simplement dans le but d'étendre le champ de sa souveraineté. La mise en valeur d'une colonie est la raison d'être de sa création. Or, pour mettre en valeur une colonie, il faut avant tout des colons. Le colon n'est pas moins nécessaire que la colonie. Le prince de Bismarck avait le sentiment de cette vérité lorsqu'il disait dans une phrase souvent citée depuis : « L'Angleterre a des colonies et des colons, la France des colonies sans colons, et l'Allemagne des colons sans colonies. »

Le colon, cet être précieux et indispensable, n'est pas un être quelconque. Il ne faut pas croire que le premier venu, qui ne trouve pas à gagner sa vie dans la métropole, puisse s'improviser colon. La conception latine d'après laquelle un des avantages principaux de la colonisation serait d'être un remède au paupérisme doit être considérée aujourd'hui comme un point de vue dépassé. Pour réussir aux colonies, il faut des qualités sérieuses et variées, et le colon idéal est en un certain sens un homme d'élite.

En premier lieu, il faut au colon des qualités physiques, la *santé* et la *jeunesse*. C'est peine perdue que d'envoyer aux colonies des êtres usés ou alcooliques que le climat intertropical aura vite dévorés, ou bien encore des individus trop avancés en âge qui s'acclimateront difficilement. Le nouveau colon ne doit être ni trop jeune ni trop vieux. Trop jeune, il n'a pas l'autorité et l'expérience des affaires nécessaires pour diriger une entreprise et réussir. Tout au plus sera-t-il susceptible d'être utilisé en sous-ordre dans une situation secondaire où il apprendra à connaître le pays et pourra se créer des relations utiles pour plus tard. Trop vieux, il se pliera difficilement à une vie nouvelle et n'aura plus le temps de ramasser une fortune pour revenir en jouir en France.

Il faut ensuite au colon de sérieuses qualités morales. Ne doit-il pas lutter contre l'ennui qui naît de l'isolement, résister au découragement qu'engendrent les premiers obstacles, avoir la volonté de s'astreindre à une hygiène rigoureuse et de maîtriser ses passions (1) ? Les caractères faibles font mieux de rester en Europe. Aux colonies, plus encore qu'en France, il faut pour réussir de l'énergie et de l'activité.

En troisième lieu, le colon doit avoir des connaissances variées. Il lui faut connaître un peu tous les métiers, être capable de se tirer d'affaire lui-même sans le secours d'autrui. On peut toujours en Europe recourir aux services d'un professionnel. Aux colonies, cela serait beaucoup trop onéreux et ne serait même pas toujours possible. En d'autres termes, l'individu doit être capable de s'adapter à un état de civilisation où la division du travail et des occupations est poussée moins loin que chez nous.

Il faut enfin que l'aspirant colon sache ce qu'il veut faire. On ne va

(1) Dr TREILLE, *Principes d'hygiène coloniale* (Paris, 1899, in-8°).

pas aux colonies. On va exercer une certaine profession dans une colonie déterminée, et pour cela il faut commencer par étudier et le pays où l'on veut s'établir, et les conditions dans lesquelles on peut y exercer cette profession. Aux colonies, comme en Europe, rien ne s'acquiert sans étude préalable et sans peine.

Voilà le colon type, l'homme qu'il faut à nos colonies. Mais où le prendre ? On peut le rencontrer en France, aux colonies ou à l'étranger.

a) Il peut d'abord venir de France. Quoi qu'on en dise, il ne faut pas considérer comme des obstacles insurmontables l'état stationnaire de la population française et ses habitudes casanières. Un nombre assez restreint d'émigrants — quelques milliers — suffirait à imprimer à l'activité économique de nos colonies une impulsion décisive. Leur départ ne laisserait pas dans la métropole un vide sensible. Il suffirait même de détourner vers nos colonies une partie du courant d'émigration qui va se perdre chaque année dans l'Amérique du Sud.

Pendant longtemps, l'opinion publique en France est restée indifférente ou hostile à l'expansion coloniale.

C'est seulement depuis quelques années qu'une transformation notable a commencé à s'opérer. Un parti colonial s'est fondé, qui a multiplié les conférences, les brochures, les articles de journaux et de revues pour faire connaître nos colonies. Des associations ont été créées dans le but de renseigner et d'aider les futurs colons : la *Société française de colonisation* en 1883, le *Comité Duplex* et l'*Union coloniale française* en 1894. Cette dernière surtout, la plus riche et la plus puissante de toutes, a réuni de nombreux documents sur nos colonies ; elle possède depuis 1897 un organe, *La Quinzaine coloniale*, qui abonde en renseignements précieux ; elle subventionne des cours libres d'enseignement colonial à la Sorbonne ; enfin elle a créé des filiales qui s'adressent à des catégories spéciales d'émigrants (*Ligue coloniale de la jeunesse*, *Société française d'émigration des femmes*). C'est grâce à l'aide réciproque que se sont prêtée l'Union coloniale et les autorités locales de la Nouvelle-Calédonie qu'un courant d'émigration libre, relativement important, a été dirigé depuis quelques années sur ce pays. Depuis le mois de juin 1895, trois cent soixante-dix-neuf familles d'émigrants ont été installées en Nouvelle-Calédonie (sans compter cent quarante-huit concessions accordées à des jeunes gens du pays), trente-neuf seulement sont reparties (1).

Mais la meilleure propagande est celle qui est faite par les colons eux-mêmes, qui excitent leurs parents ou leurs amis restés en France à venir les rejoindre. Cet autorecrutement est le plus efficace de tous, et c'est celui qui exige le moins de peines. Malheureusement, il ne se produit d'ordinaire qu'assez tard, lorsque les premiers arrivés ont réussi. Néanmoins ce recrutement automatique a déjà attiré de nouveaux colons en Nouvelle-Calédonie et au Tonkin.

L'action du gouvernement en cette matière est assez limitée. On peut

(1) Discours de M. le gouverneur Feillet à l'ouverture du conseil général de la Nouvelle-Calédonie, juin 1899.

demander à l'État de renseigner ou d'aider les colons. Fournir des renseignements à tous ceux qui ont besoin de connaître nos colonies est un devoir pour l'administration des Colonies. Elle publie des statistiques, trop souvent d'ailleurs tardives ou irrégulières, mais cela ne suffit pas. Elle avait autrefois installé au Palais de l'Industrie une *Exposition permanente* dont les collections ont été dispersées en 1897, lorsque ce palais a été démoli. De là une lacune. Elle a été en partie comblée par la création d'un *Office colonial* (décret du 14 mars 1899).

Mais l'État doit-il aller plus loin et fournir aux émigrants une aide matérielle? C'est la question de la colonisation officielle. Elle a été surtout pratiquée en Algérie. D'après l'opinion des hommes les plus compétents, elle est aujourd'hui condamnée par l'expérience. Les passages gratuits sont souvent accordés à des personnes qui n'ont rien de ce qu'il faut pour réussir. Les vrais colons ne sont pas d'ordinaire ceux qui débute par mendier les faveurs officielles. Le rôle de l'administration des Colonies est de mettre toute sa complaisance à renseigner avec exactitude et rapidité ceux qui s'adressent à elle. Mais cela fait, elle doit, sous peine d'engager lourdement sa responsabilité morale, laisser les émigrants se décider et partir à leurs risques et périls.

b) Les colons peuvent en second lieu se recruter dans les colonies elles-mêmes. L'élément français peut, en effet, se développer naturellement aux colonies par suite de l'excédent des naissances sur les décès. Puis, lorsque la population est ainsi devenue suffisamment dense, elle peut être ensuite tentée de se répandre dans les pays avoisinants. C'est ainsi que des créoles des Antilles françaises se sont établis à la Guyane, et des natifs de Bourbon à Madagascar et à la Nouvelle-Calédonie. Il serait sans doute illusoire de compter beaucoup sur cet élément. Les Antilles et la Réunion sont de bien petites îles, et, dans les autres colonies, l'infériorité numérique accentuée du sexe féminin constitue un obstacle des plus fâcheux à l'accroissement de la population. Mais il y a un autre élément qu'il ne faut pas oublier; des fonctionnaires ou des soldats que le gouvernement a envoyés aux colonies peuvent quitter le service de l'État et y rester comme colons. Le gouvernement général de Madagascar a ainsi essayé de retenir dans cette île par certains avantages les soldats arrivés à l'époque de leur libération.

c) Enfin, le colon peut venir de l'étranger. Un certain nombre d'Anglais ou d'Allemands sont venus apporter leur travail et leurs capitaux dans nos colonies et contribuent ainsi à leur développement économique. Quelle politique suivre à leur égard? Il faut ici se garder de deux écueils: le premier consistant à leur accorder des droits politiques et à leur donner une part quelconque dans la direction de nos affaires; le second à les vexer et à les décourager par une politique tracassière. Mieux vaut les attirer vers nous. Les demandes de naturalisation ne se produiront jamais, sans doute, qu'à titre exceptionnel. Mais les enfants de ces étrangers, nés dans les colonies françaises, seront Français à leur majorité à défaut de réclamation contraire (décret du 7 février 1897 étendant aux colonies les dispositions de la loi de 1889 sur la nationalité).

Faisons un pas de plus. Un colon, quelle que soit son origine, Français

d'Europe, créole ou étranger, veut s'établir. Que peut-il faire? Comme partout ailleurs, il peut opter entre l'agriculture, le commerce ou l'industrie.

Abstraction faite des mines, qui constituent jusqu'ici la principale richesse de la Nouvelle-Calédonie et qui, ailleurs, au Tonkin, à Madagascar et en Guyane offrent de séduisantes perspectives d'avenir, l'industrie européenne est peu développée dans nos colonies, et il ne semble pas que l'on fasse grand'chose pour l'encourager. Les producteurs de la métropole lui sont même en général hostiles, redoutant la concurrence que pourraient leur faire des industries similaires établies dans des pays neufs et disposant d'une main-d'œuvre à bon marché.

Le commerce colonial paraissait autrefois particulièrement séduisant alors que l'on attachait une importance exagérée au taux élevé des profits. Encore aujourd'hui on présente assez volontiers les débouchés que les colonies peuvent offrir aux produits métropolitains comme une des raisons d'être de l'expansion coloniale. Cette manière de voir comporte une grande part d'illusion. En réalité, les indigènes de nos possessions sont trop pauvres ou trop peu nombreux pour pouvoir acheter des quantités importantes de produits français. Le petit commerce local, accaparé par les Chinois et les indigènes, échappe aux Européens. Il ne reste à ceux-ci que le grand commerce d'exportation dont le développement se trouve limité par les raisons que nous venons d'indiquer.

Enfin, le colon peut se faire agriculteur. M. Chailley-Bert a rendu à la cause coloniale un service inappréciable en faisant pénétrer dans l'esprit public cette vérité que nos colonies sont aujourd'hui dans l'*âge de l'agriculture*. Le développement de la production agricole coloniale est tout d'abord la condition nécessaire de l'expansion commerciale. La loi des débouchés de Jean-Baptiste Say est l'expression d'une vérité éternelle. Les habitants de nos colonies ne peuvent acheter des marchandises d'Europe que dans la mesure où ils vendent eux-mêmes leurs propres produits. Donc, l'agriculture d'abord; le commerce et l'industrie viendront ensuite par voie de conséquence et par surcroît. D'un autre côté, l'agriculture est le véritable moyen d'asseoir définitivement notre domination pacifique dans le pays. Le commerçant et le fonctionnaire ne font que passer. Le colon propriétaire reste. Ses intérêts et ceux des indigènes sont solidaires, et, au bout de quelques années, ces derniers prennent confiance dans l'homme qui s'est installé au milieu d'eux à titre définitif. Quant aux chances de gain, elles sont sérieuses et solides. La France fait venir aujourd'hui de l'étranger la presque totalité des denrées coloniales qu'elle consomme. Pourquoi ses colonies n'arriveraient-elles pas à les lui fournir (1)?

(1) En 1898, par exemple, l'étranger a fourni à la France 163 000 000 kilogrammes de café, 34 000 000 kilogrammes de cacao, 2 090 000 kilogrammes de thé, 200 000 000 kilogrammes de coton. La même année, nos colonies nous ont envoyé les quantités dérisoires de 13 000 000 kilogrammes de café, 1 000 000 kilogrammes de cacao, 20 000 kilogrammes de thé et 2 000 kilogrammes de coton. Ces chiffres montrent la marge énorme que la production coloniale a devant elle. (Cf. la circulaire du ministre des Colonies du 1^{er} août 1898.)

Le gouvernement et les autorités locales commencent aujourd'hui à comprendre toute l'importance de l'agriculture coloniale. Des *jardins d'essais* ont été créés dans le but de répandre les meilleures semences et de vulgariser les méthodes de cultures perfectionnées. Des directions de l'agriculture ont été instituées dans plusieurs colonies. Les concours agricoles se sont multipliés. En même temps, les questions agricoles coloniales ont été traitées avec compétence dans des publications dont l'apparition est l'indice éclatant de cette tendance nouvelle (*Revue des cultures coloniales*, fondée en juin 1897; *Bulletin économique de l'Indo-Chine*, depuis le 1^{er} juillet 1898).

Supposons maintenant que notre colon ait fait son choix. Il veut être, par exemple, agriculteur. L'économie politique nous apprend que la production des richesses comporte trois facteurs : le travail, la nature et le capital. Appliquons à notre cas particulier cette vérité d'ordre général. Elle signifie qu'il faut au colon trois choses essentielles : de la *main-d'œuvre*, de la *terre* et du *crédit*. Comment va-t-il se les procurer ?

Sur ces deux derniers éléments, inutile d'insister ici. Il nous suffit de renvoyer aux chapitres où il est traité du régime des terres et du crédit colonial. Le problème de la main-d'œuvre, au contraire, appelle de plus amples développements. C'est, d'ailleurs, le point essentiel. Plus on étudie les questions coloniales, plus on se pénètre de cette vérité que la difficulté fondamentale, celle qui, par contre-coup, engendre toutes les autres, réside dans l'insuffisance radicale de la main-d'œuvre.

Où trouver, en effet, des travailleurs ? S'adressera-t-on d'abord à des Européens ? Mais, aux colonies, ils sont peu nombreux, et, d'un autre côté, ils ne peuvent pas, en général, se livrer aux travaux manuels sous les tropiques sans danger pour leur santé. La Nouvelle-Calédonie est à peu près la seule de nos colonies où l'Européen puisse travailler la terre lui-même. En dehors de cette île, on cite les points qui, grâce à leur altitude, pourraient être accessibles à la petite colonisation européenne. Dans nos colonies, l'Européen est chef d'entreprise, contremaître, surveillant, mais il ne loue pas ses bras. Il y a bien, il est vrai, la main-d'œuvre pénale dans nos colonies pénitentiaires, mais nous verrons que les condamnés aux travaux forcés et les relégués ne rendent qu'un travail dérisoire. Quant aux forçats libérés, leur emploi présente des inconvénients de plus d'une sorte. Cette catégorie de travailleurs ne se rencontre d'ailleurs qu'en Guyane et en Nouvelle-Calédonie.

Ne pouvant guère compter sur la main-d'œuvre européenne, s'adressera-t-on aux indigènes ? Le parti est tout indiqué, et c'est la solution la plus simple et la plus naturelle du problème de la main-d'œuvre. Il s'agit là d'individus qui se trouvent déjà dans le pays et qui sont faits au climat. On objecte, il est vrai, ordinairement la paresse naturelle de l'indigène et la facilité avec laquelle il abandonne le travail. Mais les personnes qui ont le plus d'expérience en ces matières répondent qu'il est toujours possible d'obtenir du travail de l'indigène à la condition de savoir le prendre. Il faut seulement se conduire loyalement à son égard, lui rendre l'existence supportable sur le chantier, eu égard à sa conception de la vie, en lui accordant même quelques douceurs, et, enfin,

développer chez lui, si cela est nécessaire, le désir de gagner de l'argent en lui communiquant de nouveaux besoins (1). C'est l'affaire du colon. Au gouvernement de lui donner une bonne législation sur la main-d'œuvre lui offrant un recours rapide et efficace contre le travailleur indigène qui n'exécute pas ses engagements. Une procédure longue et coûteuse, aboutissant à une condamnation à des dommages-intérêts contre un travailleur insolvable qui ne remplit pas ses obligations est une ressource illusoire. Il faut une sanction sérieuse et immédiate. Et ici se pose la question de savoir s'il n'y a pas lieu d'aller jusqu'à considérer comme un délit pénal passible d'emprisonnement le fait du travailleur indigène qui se refuse à exécuter un contrat de travail. Des arrêtés sur le travail des indigènes pris par le général Gallieni à Madagascar et par M. Doumer en Indo-Chine se sont prononcés en ce sens.

Mais si recommandable que soit la main-d'œuvre indigène, elle est malheureusement insuffisante. Et c'est là le grand mal dont souffrent nos colonies : les indigènes ne sont pas assez nombreux. Aux Antilles, les Caraïbes ont disparu bientôt après l'arrivée des Européens. A la Guyane, il est inutile de parler des rares bandes d'Indiens qui errent dans les forêts. La population de l'Afrique occidentale, décimée par la traite et les cruautés des tyrans indigènes dans le genre de Samory et de Rabah, est très clairsemée. A Madagascar, on s'est aperçu que les indigènes sont sensiblement moins nombreux qu'on ne l'avait cru tout d'abord, et le manque de bras a été immédiatement la grosse pierre d'achoppement. En Nouvelle-Calédonie, le nombre des Canaques diminue presque à vue d'œil. Seul, le delta du Tonkin contient une population dense, où les colons européens peuvent venir recruter des travailleurs. Grâce à un système ingénieux de métayage, ils peuplent peu à peu les concessions qui leur ont été accordées dans les régions montagneuses à peu près désertes du haut Tonkin. Mais, sauf en Indo-Chine, partout la main-d'œuvre indigène est tout à fait insuffisante.

En présence de cette situation, le gouvernement peut d'abord chercher à encourager l'accroissement de la population (et on peut citer en ce sens plusieurs mesures curieuses prises par le général Gallieni à Madagascar, entre autres, l'impôt sur les célibataires); il peut aussi, le cas échéant, prohiber ou soumettre à certaines conditions l'émigration des travailleurs indigènes hors de la colonie (2). Mais, souvent, force est de recourir à une mesure plus radicale, qui consiste à aller chercher au dehors, et quelquefois à l'autre bout du monde, les travailleurs qui ne se trouvent pas dans le pays. De là l'esclavage avant 1848 et, depuis, l'immigration des coolies.

Sous l'ancien régime, les colonies de plantations françaises, comme les colonies étrangères, avaient eu largement recours à la main-d'œuvre servile. La traite était non seulement autorisée, mais encouragée. Colbert

(1) Voir à ce sujet la très intéressante communication de M. le lieutenant-colonel Thys à l'Institut colonial international (session de Bruxelles, avril 1899).

(2) Décret du 17 juin 1895 pour le Sénégal; arrêté local du 26 avril 1897 pour Madagascar; arrêté local du 7 juillet 1900 pour le Congo; arrêté local du 29 octobre 1900 pour les Comores.

avait accordé une prime de 13 livres pour chaque tête de nègre introduit aux îles françaises. Néanmoins, les planteurs se plaignaient continuellement du petit nombre des nègres et de leur prix élevé. Une *pièce d'Inde*, c'est-à-dire un esclave de quinze à trente ans bien constitué, valait de 1 000 à 2 000 livres aux Antilles à la fin du XVIII^e siècle. Il y avait alors dans ces îles six ou huit esclaves contre un blanc. Un édit de mars 1685, célèbre sous le nom de *Code noir*, réglait leur situation. Entre les propriétaires blancs et les esclaves noirs, les mulâtres et les affranchis constituaient une classe intermédiaire méprisée par les uns et jalousée par les autres.

Les antagonismes sociaux engendrés par ces haines de race troublèrent profondément nos colonies à l'époque de la Révolution. La Convention supprima l'esclavage (décret du 16 pluviôse an II), et le premier consul le rétablit (loi du 30 floréal an X). Après 1815, le gouvernement français crut possible d'arriver à la disparition progressive de l'esclavage en supprimant la traite. Mais cette interdiction légale ne l'empêchait pas en fait, elle la rendait seulement plus atroce encore en lui imposant la nécessité de se dissimuler. Le gouvernement de Juillet changea de tactique en s'attaquant directement à l'esclavage : il prit toute une série de mesures préparatoires dans le but d'en faciliter l'abolition progressive. Le décret du 27 avril 1848 accomplit cette grande réforme sociale en proclamant la suppression immédiate et complète de l'esclavage. Une indemnité, d'ailleurs tardive et assez médiocre, fut accordée aux anciens propriétaires (loi du 30 avril 1849).

Malheureusement, les haines sociales ont survécu, particulièrement aux Antilles plus encore qu'à la Réunion, à cette mesure de réparation. Les anciens esclaves et leurs descendants ont montré une invincible répugnance à s'engager comme travailleurs libres chez les propriétaires blancs ou mulâtres. Formant la majorité de la population et armés du droit de suffrage, les hommes de couleur ont montré une tendance naturelle sans doute, mais qui n'en est pas moins fâcheuse, à abuser de leur pouvoir. Les idées subversives ont trouvé chez les noirs, vaniteux et crédules, un terrain admirablement préparé. Les incendies de la Guadeloupe en 1899, les troubles qui ont ensanglanté la Martinique au début de l'année 1900 montrent, hélas ! que le mal tend à s'aggraver.

L'esclavage supprimé, les planteurs des Antilles et de la Réunion eurent recours à l'immigration réglementée, qui en est en quelque sorte un succédané. Voici en quoi elle consistait : on allait chercher en Afrique ou en Asie des convois entiers de nègres, de Chinois ou d'Hindous que l'on introduisait dans la colonie et qui s'engageaient à y travailler pendant un certain temps. Une fois arrivés à destination, ces travailleurs étaient répartis entre les différentes habitations. Des règles minutieuses réglaient la situation de ces immigrants pendant la traversée, ainsi que leurs droits et leurs obligations dans la colonie (1). Des fonctionnaires spéciaux (protecteurs des immigrants, syndics) étaient chargés de veiller

(1) Voir le décret du 27 mars 1852 et toute la série des textes postérieurs, arrêtés locaux, puis décrets qui se trouvent réunis dans la « Bibliothèque coloniale internationale », 1^{re} série, *La Main-d'œuvre aux colonies*, t. III.

sur eux. A l'expiration de leurs cinq ans, les immigrants pouvaient soit demander leur rapatriement, soit contracter un nouvel engagement. L'introduction et le rapatriement de ces engagés avaient lieu, d'ordinaire, aux frais de la colonie, qui essayait ensuite de se faire rembourser, en partie au moins, par les planteurs intéressés.

Tel est, en quelques mots, ce système, qui a soulevé, au triple point de vue moral, politique et économique, des critiques vives et méritées, mais qui a eu, au point de vue pratique, l'avantage de fournir aux planteurs une main-d'œuvre assurée sans laquelle la production des îles n'aurait pas pu se soutenir. On s'adressa d'abord à l'Afrique; mais, en 1859, à la suite d'incidents scandaleux (le recrutement des travailleurs à la côte déguisait une véritable traite), l'immigration africaine fut prohibée. On se tourna alors vers la Chine d'abord, puis bientôt vers l'Hindoustan. Ce pays à population surabondante est le grand réservoir d'hommes où les colonies de toutes les puissances sont venues à la fois chercher des bras. Deux conventions ont été passées à cet effet par la France avec l'Angleterre le 23 août 1860 et le 1^{er} juillet 1861. Mais, dans la suite, le gouvernement des Indes anglaises a mis fin à cette immigration pour les colonies françaises, en invoquant comme motifs soit l'insalubrité du climat, soit les mauvais traitements infligés aux coolies et l'insuffisance des garanties qui leur étaient accordées dans nos colonies (Guyane, 1876; Réunion, 1882; Antilles, 1888). A la Martinique, le conseil général, composé en majorité d'hommes de couleur, avait, d'ailleurs, déjà voté, le 18 décembre 1884, l'abolition du travail réglementé. Étant donné que les coolies sont considérés comme des concurrents à écarter par les noirs des Antilles, il n'est pas vraisemblable que la reprise de l'immigration soit demandée dans ces îles, qui, d'ailleurs, n'en auraient nullement besoin si leur population était plus laborieuse. La Réunion, au contraire, qui avait toujours eu recours dans une mesure beaucoup plus large à l'immigration, a souffert davantage de sa suppression.

Diverses colonies ont essayé à plusieurs reprises de trouver des travailleurs en dehors des Indes anglaises, mais elles n'ont jamais pu arriver à créer un courant de quelque durée. La Nouvelle-Calédonie a eu recours plusieurs fois à l'immigration néo-hébridaise, qui a été suspendue en 1882 et en 1885, à la suite des abus auxquels elle donnait lieu. En 1895, elle a fait venir un convoi de cent cinquante Tonkinois et, depuis, deux convois de Javanais. La Réunion a été autorisée en 1888 à recruter des travailleurs dans la colonie portugaise de Mozambique et a reçu, depuis la conquête de Madagascar, quelques Fahavalos. On s'est également préoccupé d'introduire dans cette île des Javanais, des Tonkinois et des Chinois. La Guadeloupe a fait venir en 1894 un convoi de cinq cents Japonais. A la même époque, la Guyane a demandé des Sénégalais. De petites îles peuvent ainsi trouver une aide appréciable. Mais où prendre jamais les bras nécessaires pour cultiver de grands pays comme Madagascar et exécuter tous les travaux publics dont ils ont besoin? L'œuvre coloniale se heurte sans cesse à cette difficulté insoluble : *il n'y a pas sur la surface du globe assez d'habitants pour mettre en valeur tous les pays neufs.*

COLONISATION PÉNALE

Considérer les colonies comme des lieux d'exil destinés à recevoir le rebut de la population métropolitaine est un point de vue à la fois très répandu et très ancien. Des contrées immenses, comme l'Australie, la Sibérie, les deux Amériques, sans parler des îles naturellement désignées par leur isolement même, ont vu arriver d'Angleterre, de Russie, de France, d'Espagne ou de Portugal des convois entiers de vagabonds, de malfaiteurs et de prostituées, auxquels il faut ajouter les victimes des dissensions politiques ou religieuses de l'Europe. Expédier aux colonies les individus dangereux ou encombrants, c'est, pour un gouvernement, un moyen si commode de s'en débarrasser ! Cette conception étroite et égoïste paraissait toute naturelle à une époque où l'on n'envisageait que l'intérêt exclusif de la métropole. Mais, peu à peu, les colonies fondées par les nations européennes ont grandi. Au nom de leur bonne réputation et de leur intérêt, elles ont protesté contre le rôle humiliant et sacrifié auquel on prétendait les réduire. En même temps, les théoriciens de la colonisation, appuyés sur l'expérience historique, ont établi que, pour coloniser utilement, il fallait faire appel non pas aux vaincus de la vie, mais à ceux qui ont la volonté de vaincre. La société coloniale a le droit de ne pas être une société souillée. Pour devenir un bon colon, il faut être un homme d'élite. Devant ces idées nouvelles, l'ancienne conception a peu à peu reculé. La France est un des pays, de moins en moins nombreux, qui continuent à pratiquer la colonisation pénale.

Trois peines, d'après notre législation criminelle, doivent s'exécuter aux colonies : la déportation, la transportation et la relégation ; la première frappe des condamnés politiques ; la seconde, les grands criminels, condamnés aux travaux forcés ; la troisième, les malfaiteurs d'habitude.

I. La *déportation*, peine afflictive, infamante et perpétuelle, a été posée en principe par l'article 17 du Code pénal. En fait, elle a été organisée par la loi du 8 juin 1850 qui distingue la déportation dans une enceinte fortifiée et la déportation simple. Cette loi choisit aux îles Marquises Nouka-Hiva comme lieu de déportation simple et la vallée de Waïthau comme lieu de déportation dans une enceinte fortifiée. Une loi du 23 mars 1872, rendue après l'insurrection communaliste, désigna l'île des Pins et, en cas d'insuffisance, l'île Maré pour la déportation simple, et la presqu'île Ducos, près Nouméa, pour la déportation dans une enceinte fortifiée. Une loi de circonstance du 9 février 1895, votée à la suite de la condamnation du capitaine Dreyfus, a ajouté les îles du Salut en Guyane.

Au point de vue colonial, la déportation est sans intérêt. Outre que le déporté a droit à l'oisiveté, il conserve, en effet, l'esprit de retour. En droit, sa peine est perpétuelle ; en fait, il attend toujours une amnistie soit d'un changement de gouvernement, soit du temps qui amortit les haines anciennes. L'histoire prouve qu'on ne peut pas compter sur les déportés pour mettre une colonie en valeur, et la plupart des criminalistes estiment que cette peine devrait disparaître de nos lois.

II. La *transportation* a fait l'objet de controverses passionnées. Ses adversaires lui reprochent : 1^o de coûter cher ; 2^o d'entraver le développement des colonies en écartant les colons libres ; 3^o de manquer d'une vertu essentielle : l'intimidation, et d'être contraire au principe moderne de l'unité de peine, et ils ajoutent que sa mise en vigueur a donné lieu à des déboires continuels. A quoi ses partisans répondent : 1^o la transportation débarrasse sûrement la métropole et résout la question redoutable du lendemain de l'emprisonnement ; 2^o elle procure à des contrées neuves

Camp de la relégation, à Saint-Jean-du-Maroni.

qui manquent de bras une main-d'œuvre utile ; 3^o elle offre au condamné transporté dans un milieu nouveau des chances de relèvement. Ils reconnaissent sans doute que la transportation a abouti à de trop nombreux échecs, mais ils prétendent que ces échecs successifs sont imputables non au principe lui-même, mais à la manière dont il a été appliqué. Ils ont travaillé d'ailleurs à corriger ces vices d'organisation. Grâce à leurs efforts, la peine des travaux forcés, qui avait été énervée sous l'empire de sentiments philanthropiques déplacés, a été rendue plus efficace depuis une dizaine d'années. Le régime disciplinaire est devenu plus dur (décret du 4 septembre 1891). Ce texte divise les condamnés en trois classes (au lieu de cinq), rend la situation des condamnés de la troisième classe plus dure que ne l'était précédemment celle des condamnés de la cinquième, et impose pour le passage à une classe supérieure des conditions plus

sévères et des délais plus longs. Les punitions disciplinaires sont : la prison de nuit, la cellule et le cachot. Les condamnés de la troisième classe reconnus incorrigibles sont placés dans des camps disciplinaires spéciaux. Les crimes et délits commis par les forçats ont été réprimés d'une manière efficace (décrets des 4 et 5 octobre 1889). Les forçats libérés ont été soumis à une surveillance plus étroite (décrets du 13 janvier 1880 et du 29 septembre 1890). L'obtention des concessions de terre a été soumise à des conditions plus sévères et entourée de garanties

Transportés (pénitenciers de la Guyane).

nouvelles (décret du 18 janvier 1895). Autrefois, les concessions, considérées presque comme un droit pour les condamnés de la première classe, étaient accordées beaucoup trop facilement, et à titre gratuit. Le concessionnaire obtenait trente mois de vivres pour lui permettre de subsister pendant le temps nécessaire pour défricher son lot et attendre la récolte. C'était trente mois de liberté à l'expiration desquels souvent le condamné, n'ayant rien fait, rentrait au pénitencier. Les plus consciencieux s'épuisaient et devenaient les victimes des usuriers et autres parasites du bagne. Le décret de 1895 a décidé que la concession ne serait accordée que moyennant le paiement d'une rente annuelle et que le concessionnaire recevrait un lot tout défriché, ce qui permet de ne plus lui allouer que six mois de vivres.

Au point de vue historique, la transportation a chez nous un demi-

siècle d'existence. Pendant toute la première moitié du xix^e siècle la peine des travaux forcés a été exécutée dans les bagnes de la métropole.

Ile Nou. Corvée de transportés dans les carrières.

En 1852, on offrit aux condamnés en cours de peine la faculté d'opter pour la Guyane, et, deux ans plus tard, la loi du 30 mars 1854 posa le principe de la transportation obligatoire pour tous les condamnés aux travaux forcés du sexe masculin âgés de moins de soixante ans. Elle ajoutait

l'obligation pour les condamnés à moins de huit ans de travaux forcés de résider dans la colonie pendant un temps égal à la durée de leur peine, et pour les condamnés à huit ans ou plus celle d'y résider pendant tout le reste de leur existence.

La Guyane d'abord, puis concurremment avec elle, la Nouvelle-Calédonie, à partir de 1863, ont été désignées pour recevoir les transportés. Des forçats d'origine africaine ou asiatique ont été envoyés à Obock et au Gabon vers 1887, mais on a bientôt renoncé à faire de ces deux possessions des colonies pénitenciaires. Une proposition de loi désignant les îles Kerguelen comme lieu de transportation n'a pas abouti. En somme, tout l'intérêt se concentre sur la Guyane et la Nouvelle-Calédonie.

En Guyane, l'administration pénitentiaire a longtemps tâtonné et a créé un peu partout des établissements bientôt abandonnés comme insalubres. Sous l'impression d'une mortalité excessive, on avait même cessé pendant un temps (de 1867 à 1887) d'envoyer en Guyane des forçats européens. Aujourd'hui les condamnés sont répartis entre les îles du Salut, le pénitencier de Cayenne, le Maroni, le Kourou et la Montagne d'Argent. Les nouveaux arrivés, les malades et les individus particulièrement dangereux sont internés aux îles du Salut, où ils sont utilisés à des besognes sans intérêt pour la colonisation. Les forçats du pénitencier de Cayenne sont employés au nettoyage et à l'entretien des rues. Le Maroni, le Kourou et la Montagne d'Argent sont des établissements agricoles où les forçats se livrent à la culture de la canne ou du caféier ou à l'élevage des troupeaux. Le Maroni est de beaucoup le plus important de ces trois établissements pénitenciaires.

En Nouvelle-Calédonie, pays entièrement neuf, l'administration pénitentiaire a dû pendant les premières années tout créer autour d'elle et chercher à se suffire à elle-même. Elle a établi à l'île Nou le Pénitencier-Dépôt, ensemble de vastes constructions comprenant des cases de condamnés, un quartier cellulaire, de spacieux ateliers, des magasins, des casernes et un magnifique hôpital, établissements utiles sans doute au point de vue pénitentiaire, mais aussi sans aucun intérêt au point de vue de la colonisation. Elle s'est ensuite livrée dans divers centres et principalement à Bourail à des tentatives agricoles qui ont médiocrement réussi. A une certaine époque, on a entrepris de faire des routes pour la colonie. Plus tard, l'administration pénitentiaire s'est procuré des ressources en engageant les contingents du bagne par des contrats de main-d'œuvre à longue échéance, et les forçats ainsi cédés ont été employés dans les mines de nickel (notamment à Thio). A la suite des critiques très vives dirigées contre ces contrats, l'emploi de la main-d'œuvre pénale a été étroitement réglementé dans le but de protéger les intérêts de l'État contre les sollicitations de la colonie et des particuliers. (Voir le décret du 13 décembre 1894, dont les dispositions draconiennes ont été adoucies par le décret du 30 août 1898.)

Depuis quelques années, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie emploie tous ses efforts à développer la colonisation libre. Par suite, on a cessé en fait, depuis environ deux ans, d'envoyer des forçats dans cette colonie, qui d'ailleurs en était saturée. L'administration pénitentiaire, à

laquelle un décret du 16 août 1884 avait attribué 110 000 hectares, les meilleures terres de l'île, s'est vu enlever en 1897 plus du tiers de son domaine (43 000 hectares) et tend à se confiner dans le sud, en attendant qu'elle disparaisse. La colonisation pénale a créé la Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui son rôle est fini. Il est temps que les criminels cèdent la place aux honnêtes gens dans cette île riche et fertile, qui est notre seule colonie de peuplement.

Au 1^{er} novembre 1899, il y avait à la Guyane 4 156 condamnés en cours de peine, 14 femmes transportées, 1 557 libérés astreints à la résidence et 29 femmes libérées, au total 5 756 individus. A la même époque, la Nouvelle-Calédonie comprenait 4 093 condamnés en cours de peine, 40 femmes transportées, 4 054 libérés astreints à la résidence et 32 femmes libérées, soit 8 219 individus.

Les résultats obtenus ne sont évidemment pas en rapport avec le nombre de journées de travail que représente cette population pénale. Aussi, depuis quelques années, des publicistes coloniaux se sont demandé si l'on n'avait pas fait fausse route en concentrant tous les transportés dans deux colonies spécialement affectées à cet usage. « Je voudrais, disait un ancien gouverneur de la Guyane, qu'il n'y eût pas de *colonies pénitenciaires*, mots que je voudrais voir rayer des règlements, mais des *équipes pénitenciaires* que l'on enverrait dans les colonies où il y aurait des travaux à exécuter. » Au lieu de concentrer sur un même point tous les éléments mauvais venus de la métropole, ne serait-il pas préférable de les disséminer de façon à ce que, partout, ils se trouvent noyés au milieu de la population libre ? Nulle part, l'administration pénitentiaire n'aurait de ces installations coûteuses et définitives à la construction, puis à l'entretien desquelles un nombre élevé de journées de travail est toujours consacré. Mais, lorsque sur un point quelconque on aurait besoin de main-d'œuvre pour construire une route ou un chemin de fer, creuser un port ou édifier des travaux de défense, on enverrait une équipe de cent, deux cents ou trois cents forçats, par exemple, qui serait ensuite dirigée ailleurs une fois le travail terminé. On aurait ainsi une véritable armée pénale de travaux publics, qui ne ferait que passer sans laisser d'autre trace que celles de son travail. Pourquoi ne pas essayer en France ce système qui a donné de bons résultats à l'étranger ? Le décret du 13 décembre 1894, qui prévoit les divers modes d'emploi de la main-d'œuvre pénale, autorise bien la création de *sections mobiles*, mais jusqu'ici il n'en a pas été envoyé en dehors des colonies pénitenciaires.

Le congrès colonial international à Paris au mois d'août 1900 s'est rallié à ces idées et, sur ma proposition, a adopté les vœux suivants :

« Le congrès, sans se prononcer sur le principe même de la transportation, estime désirable que, là où cette peine existe, elle soit établie sur les bases suivantes :

« 1. Ne pas affecter spécialement certaines colonies à la colonisation pénale, mais organiser des équipes pénitenciaires que l'on enverrait temporairement dans les régions où la main-d'œuvre fait défaut et où il y a d'importants travaux publics à exécuter.

« 2. N'employer les condamnés qu'à des travaux d'une utilité évidente.

« 3. Affecter ces condamnés aux travaux particulièrement pénibles, dangereux ou malsains, qu'il est désirable d'épargner aux travailleurs libres.

« 4. Les employer de préférence aux travaux d'utilité publique.

« 5. Mettre gratuitement, pour exécuter les travaux publics, la main-d'œuvre pénale à la disposition des colonies ou des municipalités.

« 5 *bis*. Réglementer la gratification du travail des condamnés de manière à permettre l'allocation de gratifications individuelles aux condamnés qui les auraient méritées.

« 6. Supprimer radicalement les concessions pour les condamnés en cours de peine.

« 7. Donner au gouverneur le soin de déterminer le travail auquel les condamnés devront être employés.

« 8. Prendre des mesures énergiques pour empêcher de vagabonder les individus condamnés à résider dans une colonie sans être astreints au travail. »

III. La *relégation* des récidivistes a été créée par la loi du 27 mai 1885 et organisée par le décret du 26 novembre suivant, qui distingue la relégation collective et la relégation individuelle (1). Les relégués collectifs sont réunis dans des établissements où l'administration pourvoit à leur subsistance et où ils sont astreints au travail : leur sort ressemble, sauf une différence de costume, à celui des forçats en cours de peine. Les relégués individuels vivent en liberté dans la colonie, sauf à se conformer à certaines mesures d'ordre et de surveillance : leur situation est analogue à celle des forçats libérés. Une séparation rigoureuse est néanmoins maintenue entre les transportés et les relégués. La relégation collective est la règle ; la relégation individuelle une faveur accordée aux relégués collectifs qui la méritent par leur conduite.

Au 1^{er} novembre 1899, il y avait en Guyane 2 672 relégués (dont 322 relégués individuels) et en Nouvelle-Calédonie 2 868 relégués (dont 620 relégués individuels). En Guyane, les relégués collectifs sont isolés dans la partie méridionale du territoire pénitentiaire du Maroni. On les utilise dans les exploitations agricoles et forestières, à des travaux de route et à des constructions diverses. En Nouvelle-Calédonie, une partie des relégués collectifs est internée à l'île des Pins. Un certain nombre est occupé à l'exploitation forestière de la baie de Prony. Les autres, internés à l'îlot Brun, sont utilisés par divers services de Nouméa.

Au point de vue métropolitain, l'application de la loi sur les récidivistes a permis de purger le sol de la France d'environ dix mille malfaiteurs d'habitude depuis 1885. Au point de vue colonial, la main-d'œuvre des relégués est considérée comme inférieure, le relégué étant d'ordinaire plus âgé et moins énergique que le forçat.

L'administration pénitentiaire coloniale est régie par un décret du

(1) Ajouter décret du 8 mai 1899 sur les concessions accordées aux relégués et décret du 23 février 1900 sur les engagements de travail pour le compte des particuliers

Vue générale des établissements pénitentiaires de l'île Nou.

20 décembre 1892. Le personnel comprend dans chaque colonie un directeur, un sous-directeur, des commandants supérieurs et des commandants de pénitenciers. Au-dessous se trouvent le personnel des bureaux, le personnel des surveillants, le personnel des travaux et celui des hôpitaux. Les surveillants sont relativement peu nombreux eu égard au chiffre des condamnés, et ils ont une tâche des plus délicates.

On a souvent reproché à l'administration pénitentiaire sa tendance à l'isolement et sa prétention de chercher à constituer un État dans l'État au sein des colonies pénitentiaires. Par suite de la nature même de ses

Pénitencier de l'île Nou. Transportés condamnés à mort.

fonctions, le directeur de l'administration pénitentiaire dans la colonie se place d'ordinaire à un point de vue spécial et étroitement professionnel qui n'est pas celui du gouverneur, lequel se préoccupe de l'intérêt général et de l'avenir du pays, et doit prendre en considération les vœux des colons libres et ceux du conseil général de la colonie. L'administration pénitentiaire cherche avant tout à se suffire à elle-même et à produire les objets nécessaires à l'entretien des condamnés. Les colons, qui manquent de voies de communication et de main-d'œuvre, demandent que les condamnés soient assignés comme domestiques chez des particuliers ou employés à des travaux d'utilité générale. Souffrant du voisinage du bagne, ils voudraient bien retirer les avantages d'une situation dont ils supportent les inconvénients, et on ne peut pas leur donner complètement tort. Ces conflits semblent aujourd'hui moins aigus qu'il y a quelques années. Il appartient au gouverneur d'être l'arbitre entre ces prétentions rivales et de concilier le point de vue pénitentiaire et le point

de vue colonial. Aussi est-il essentiel qu'il reste en définitive le maître. Le décret du 21 avril 1900 s'est inspiré de ce point de vue en distayant le bureau de l'administration pénitentiaire de la direction de la comptabilité (3^e direction) au pavillon de Flore pour le rattacher à la 2^e direction dont relèvent au point de vue politique, administratif et économique les colonies de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie. Cette translation indique la volonté de soumettre dans chaque colonie à une impulsion unique, celle du gouverneur, le développement de la colonisation libre et la direction à donner à la colonisation pénale, qu'il convient de subordonner à la première.

Les résultats obtenus par la colonisation pénale ne sont sans doute pas en rapport avec les sacrifices qu'elle occasionne (elle impose au budget une dépense annuelle de 9 millions environ) et avec les espérances un peu naïves qu'elle avait fait naître. Cette considération porte naturellement à la juger avec une certaine sévérité. Mais il faut lui tenir compte des difficultés multiples auxquelles elle s'est heurtée, et dont quelques-unes étaient impossibles à éviter. Sous n'importe quelle latitude, la main-d'œuvre pénale ne peut jamais valoir grand'chose. En somme, la colonisation pénale a donné un peu de vie à la malheureuse Guyane et créé la Nouvelle-Calédonie. Les forçats et les récidivistes auraient-ils rendu beaucoup plus de services à la société dans les prisons de la métropole?

Arthur GIRAULT.

TRAVAUX PUBLICS

Expropriation pour cause d'utilité publique. — Dans nos anciennes colonies, Martinique, Guadeloupe, Réunion, l'expropriation est régie par le sénatus-consulte du 3 mai 1856, dont les dispositions se rapprochent sensiblement de celles de la loi métropolitaine de 1841. Les principales modifications portent sur la procédure et sur les autorités chargées d'assurer l'expropriation. Elles sont adaptées à l'organisation spéciale de ces colonies et à leur éloignement de la métropole. Ainsi, l'utilité publique est déclarée, après enquête administrative, par décret en conseil d'État, si les travaux à exécuter sont à la charge de la métropole ; par arrêté du gouverneur en conseil privé, si c'est le budget local de la colonie qui doit en supporter les frais. C'est encore le gouverneur, agissant en vertu de ses attributions administratives, qui désigne, dans un arrêté pris en conseil privé, les territoires sur lesquels les travaux sont à effectuer ; et c'est le gouverneur aussi qui détermine, après que les parties intéressées ont été en état de fournir leurs observations, les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable. Les mesures d'administration relatives à l'expropriation concernant la détermination exacte des territoires à exproprier, le dépôt du plan à la mairie, et les délais accordés aux parties pour présenter leurs réclamations sont extraites à peu près textuellement de la loi métropolitaine

du 3 mai 1841 ; il en est de même de la purge des hypothèques, privilèges et autres droits réels. Toutefois le jugement prononçant l'expropriation ne peut être attaqué que par la voie du recours en annulation devant la cour ou le tribunal supérieur de la colonie, et seulement pour incompétence, excès de pouvoir ou vice de forme. Le pourvoi en cassation n'est pas admis en matière d'expropriation publique, afin d'éviter les retards de la procédure.

Ce sénatus-consulte, dont nous venons d'esquisser les grands traits, est encore applicable à la Guyane et à Saint-Pierre et Miquelon.

En Cochinchine et au Sénégal, ainsi que dans nos possessions de l'Afrique occidentale (décrets du 16 février 1878, 15 février 1889), le principe est le même ; mais, ici, les attributions dévolues aux maires et aux conseillers municipaux dans les colonies régies par le sénatus-consulte du 3 mai 1856, sont exercées par les administrateurs dans les localités situées en dehors des territoires érigés en communes.

Pour les établissements français de l'Océanie, un décret du 18 août 1890 a établi un régime identique à celui adopté au Sénégal.

Dans l'Inde, au contraire, c'est le sénatus-consulte de 1856 qui est applicable.

Travaux d'utilité publique. — Les règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique n'ont aux colonies qu'une application accidentelle ; les travaux d'utilité publique, dans des pays neufs, sont au contraire de nécessité permanente et répondent à des exigences variées.

Ils peuvent se diviser en deux grandes catégories. La première comprend les travaux d'utilité générale et dont l'exécution intéresse la métropole non moins que nos possessions. C'est là une des charges de l'État, qui doit les entreprendre avec ou sans le concours des budgets locaux. La seconde comprend les travaux d'un intérêt plus particulièrement local ou municipal. Ceux-ci incombent aux colonies, qui en assurent l'exécution par leurs propres moyens.

Dans le premier groupe, il faut classer les travaux militaires, l'éclairage des côtes, la construction des ports de guerre, etc. Parmi les travaux d'intérêt local ou municipal il faut ranger les ports secondaires, les alimentations d'eau, les travaux de petite voirie et la plupart des édifices publics.

En dehors de ces deux catégories de travaux exécutés à l'aide de ressources budgétaires, il existe enfin, et il se rencontrera de plus en plus toute une série d'ouvrages dont les entrepreneurs assument, à leurs frais, la charge exclusive, soit qu'ils considèrent l'exploitation de ceux-ci comme devant être suffisamment rémunératrice, soit qu'ils trouvent auprès des pouvoirs publics, sous la forme notamment de concessions de terres, la compensation légitime de leurs débours.

Mines. — Il n'existe pas, en matière de législation minière, de principes communs à l'ensemble de notre domaine d'outre-mer. Les actes du législateur colonial qui ont fixé le régime spécial à chacune de nos possessions seront indiquées à leurs lieu et place (voir *Nouvelle-Calédonie*, *Madagascar*, *Indo-Chine*, etc.).

Chemins de fer. — Parmi les travaux dont l'exécution s'impose dans des pays de conquête récente — et c'est le cas de la plupart des colonies françaises — les plus nécessaires et les plus féconds en résultats sont assurément ceux qui ont trait à l'ouverture de voies de communication. Le moyen le plus sûr de hâter le développement économique et l'amélioration sociale de territoires dont on a pris possession, d'y faire œuvre de colonisation à proprement parler, c'est de relier à la côte, c'est-à-dire aux lignes de paquebots et à l'Europe, les régions les plus distantes et les plus difficilement accessibles. Ce programme sera suivi si l'on utilise, sauf à les rendre moins imparfaits, les moyens de communication préexistants; il le sera mieux encore si l'on se décide à en créer de nouveaux. Il est cependant toute une série de voies naturelles qu'on ne peut, en aucun cas, négliger, et qui pendant longtemps suffiront à une activité limitée, ce sont les cours d'eau; partout où la navigation fluviale est possible, le premier devoir d'une puissance coloniale est d'en tirer parti en se réservant d'ailleurs d'en corriger l'insuffisance ou d'en étendre la portée, soit par l'ouverture de canaux, soit par la création d'un réseau de communications terrestres. Celle-ci se manifeste elle-même tantôt par l'organisation de services postaux et télégraphiques, tantôt par la construction de routes et de voies ferrées.

Les routes, les chemins, de largeur variable, accessibles aux piétons et aux véhicules ordinaires, qui, en France, ont rendu et rendent encore tous les jours des services inappréciables, ne sauraient présenter les mêmes avantages dans les régions intertropicales où se trouvent situées presque toutes nos possessions. Si l'on veut que leur développement soit ininterrompu, qu'elles ne soient interceptées ni par un cours d'eau ni par une élévation subite du terrain, leur construction peut exiger des ouvrages d'art considérables, et les dépenses de premier établissement qu'elles entraîneront pour les budgets de colonies naissantes seront d'autant plus lourdes alors qu'il sera par la suite impossible de les récupérer, à moins qu'on n'établisse des droits de péage toujours irritants. Et s'il s'agit de routes dont la construction aura été hâtive et incomplète, qui seront hors d'état de résister aux atteintes des ouragans et des tornades, les avantages en seront beaucoup plus illusoire encore, si l'on ne veut, après chaque hivernage, en recommencer la perpétuelle réfection. En d'autres termes, dans toute colonie, à son début, la construction de routes représentera le plus souvent une dépense excessive ou inutile, sans que d'ailleurs les communications doivent très sensiblement y gagner en rapidité. Aussi ne faut-il pas s'étonner que dans les colonies, hors des villes et de leur banlieue, la construction immédiate de routes soit aujourd'hui négligée, partout où ne la justifient pas des circonstances particulières telles que l'ouverture d'un chantier de travaux, l'établissement provisoire d'une voie Decauville, etc.

Les voies de communication auxquelles les administrations coloniales donnent aujourd'hui leurs préférences, ce sont les chemins de fer. Comme il l'a été pour les États-Unis d'Amérique, le rail paraît devoir être, de plus en plus, pour nos possessions, l'instrument le plus efficace de leur développement économique; il semble avoir tendance non seulement à

accompagner celui-ci, mais encore même à le précéder. Dès qu'un élément de richesse se manifeste avec certitude, et que l'éloignement de la région ou ses difficultés d'accès rendent toute exploitation impossible, la doctrine est aujourd'hui que la construction d'un chemin de fer s'impose alors, et, depuis quelques années, la pratique paraît à cet égard s'être mise d'accord avec la théorie. Un peu partout, dans nos colonies, des chemins de fer ont été construits, entrepris ou tracés, sans que, dans l'étude et dans l'exécution, on se soit arrêté jusqu'à présent à un système uniforme, sans même qu'il soit facile de dégager les principes généraux dont on a pu s'inspirer.

Peut-être d'ailleurs est-il préférable d'adopter, selon les circonstances, des combinaisons diverses, aussi variables que le sont les conditions mêmes dans lesquelles nos possessions, à considérer leurs ressources présentes et futures, les qualités physiques et morales de leurs populations, sont appelées à se développer. Telles sont, du moins, les tendances qui semblent l'avoir emporté, si, à un point de vue général, on examine les deux questions suivantes : 1^o comment, aux colonies, doit-on procéder à la construction et à l'exploitation techniques d'un chemin de fer ? 2^o qui doit supporter la dépense ?

1^o La première question est tout d'abord dominée par cette considération qu'un chemin de fer, aux colonies comme en France, est un service public et qu'il ne peut se soustraire dès lors à certaines obligations. S'il n'est construit et exploité à l'aide des moyens dont dispose la puissance publique, encore doit-il demeurer sous son contrôle et rester soumis à l'observation de règles particulières. Mais la première conception pour les colonies paraît tout aussitôt la plus séduisante, ou du moins celle qui, par la force des choses, sera le plus souvent préférée. Dans des régions où la main-d'œuvre sera, d'ordinaire, peu nombreuse et presque toujours insuffisamment exercée, où la construction d'une voie ferrée laisse place, dès lors, en ce qui touche l'évaluation de la dépense, à la plus grande incertitude, où l'on ne peut savoir exactement à l'avance si l'exploitation d'un chemin de fer sera coûteuse ou rémunératrice, il semblerait assez naturel que la puissance publique assumât elle-même les risques de l'entreprise ou du moins y participât.

Un premier système qu'il serait possible alors d'appliquer consisterait à constituer tout un corps militaire, spécialement exercé et destiné à reconnaître le tracé, à entreprendre la construction de voies ferrées aux colonies. C'est celui que, dans le Turkestan, le général Annenkof a pratiqué avec succès ; c'est celui que recommandait, il y a près de trente ans déjà, l'auteur du premier projet de transsaharien, M. Duponchel. Malheureusement s'il offre des avantages lorsqu'il s'agit de construire des chemins de fer dans une même région, quelle que soit son étendue, il présente des difficultés de tout ordre lorsqu'il est nécessaire — ce qu'exige la situation actuelle de nos possessions — d'entreprendre simultanément l'exécution de plusieurs lignes dans des contrées différentes et très éloignées les unes des autres. Ce sont alors, indépendamment de toute une période de préparation peut-être assez longue, des conditions climatiques différentes auxquelles il faudrait soumettre une main-d'œuvre dont

la maladie pourrait venir diminuer la somme générale de travail; ce sont des déplacements coûteux qu'il faudrait envisager, c'est finalement une majoration plus ou moins considérable des dépenses de premier établissement. Est-ce l'ensemble de ces diverses raisons qui, dans les colonies françaises, a toujours fait échouer un semblable projet? Est-ce simplement parce qu'il eût été difficile de recruter les éléments inférieurs de cette troupe spéciale où les Européens et même, comme on paraît y avoir songé quelquefois, les disciplinaires et les condamnés n'auraient pu, dans les régions intertropicales, être utilement employés? Quoi qu'il en soit, le système, dans nos possessions, n'a pas encore été tenté.

Mais ce dont la France dispose et ce qu'elle peut utiliser, comme personnel dirigeant, ce sont les cadres du génie militaire. Dans la métropole, l'organisation de notre corps du génie a permis de constituer le régiment dit des chemins de fer; elle devait permettre à ce même corps de rendre aux colonies des services non moins précieux. Actuellement, le gouvernement se sert des officiers et des sous-officiers du génie, toutes les fois que, dans nos possessions, l'exécution d'une voie ferrée est une entreprise exclusivement officielle ou même l'est simplement en partie. Un personnel dirigeant emprunté au génie militaire, une main-d'œuvre indigène, tels sont les moyens d'action que les administrations coloniales emploient aujourd'hui. A l'aide de ces moyens d'action devront-elles exploiter aussi la voie lorsqu'elle sera construite et devront-elles se charger de la construction tout entière?

C'est ici que la question devient plus délicate et que les avis peuvent être partagés. Une opinion se fait jour cependant et se fortifie de plus en plus, à savoir que l'administration ne doit pas elle-même se charger de l'exploitation, et qu'elle aura le plus souvent avantage à la transmettre à une entreprise privée. Doit-elle alors livrer à celle-ci la voie entièrement construite, ou n'aura-t-elle pas intérêt à lui laisser accomplir elle-même une partie des travaux? A ce point de vue, les combinaisons les plus diverses peuvent intervenir; il est certain toutefois que l'administration aura tout avantage d'ordinaire à accueillir une demande de concession, portant à la fois sur l'exploitation de la voie et l'exécution partielle des travaux, lorsque celle-ci sera sérieusement étudiée et présentera de très sérieuses garanties. L'administration, de la sorte, se trouvera déchargée de graves préoccupations et de responsabilités directes, dont, en pareil cas, aux colonies surtout, il lui est difficile à l'avance de mesurer toute l'étendue. Des contrats de ce genre pourront ainsi livrer à un concessionnaire soit l'infrastructure de la voie, soit un premier tronçon entièrement achevé et dont l'exploitation immédiate facilitera les travaux de prolongation nécessaire. On se trouve un peu, dans ce dernier cas, en présence du système de construction que les Anglais ont appelé quelquefois *en télescope*, c'est-à-dire présentant des développements successifs qui correspondent aux résultats progressifs de l'exploitation.

Cette combinaison des moyens d'action mis au service de l'administration et de ceux dont dispose une entreprise particulière, cette association de forces et le plus souvent d'intérêts paraît avoir aujourd'hui toutes les préférences à la fois pour la construction et pour l'exploitation des

chemins de fer coloniaux. Il est possible aussi qu'une entreprise privée, simple particulier ou société, se charge de manière exclusive, en dehors de tout concours de l'administration, de la construction et de l'exploitation d'une voie ferrée dans nos possessions. Mais alors ce qu'il faut considérer, ce sont les conditions financières auxquelles elle subordonne son intervention, et qui peuvent être très onéreuses, comme on peut le craindre, à tenir compte de l'expérience des dernières années.

2° C'est du reste la seconde question qui se trouve posée. Qui doit supporter la dépense de construction d'un chemin de fer aux colonies ?

On peut soutenir tout d'abord que l'État, en constituant une colonie nouvelle, a le devoir de lui donner les moyens de se développer, de créer ce qu'on a parfois appelé l'outillage économique de nos possessions. Dans cette théorie, c'est à l'État qu'en principe incomberaient les dépenses de construction des chemins de fer coloniaux, obligation qui devient particulièrement rigoureuse lorsqu'il s'agit d'une voie ferrée intéressant le maintien de sa souveraineté, présentant une importance stratégique. Sous l'influence de ces considérations, l'État a quelquefois pris entièrement à sa charge la dépense de construction de certains chemins de fer, ou, du moins, y a contribué notablement en garantissant l'intérêt du capital de premier établissement. Il a toujours eu plus tard à le déplorer, soit qu'il ait pris pour base des évaluations insuffisantes, soit que la garantie d'intérêts, calculée d'après des conventions hasardeuses ou des dispositions forfaitaires, l'oblige à tenir ses engagements pécuniaires alors que l'entreprise est devenue largement rémunératrice.

A l'État, il est très légitime de substituer les colonies dès que leurs ressources commencent à se développer, et l'on peut affirmer que c'est désormais devenu le cas général. Lorsqu'une administration coloniale décide d'exécuter entièrement à sa charge la voie projetée, la situation pour elle est assez simple. Si le budget local est assez riche pour payer chaque année, selon la marche des travaux, les frais de construction, l'administration de la colonie inscrira dans ses prévisions de dépenses et parmi les autres charges auxquelles elle doit pourvoir les crédits jugés nécessaires. Si la colonie doit faire appel à des ressources extraordinaires, elle aura recours à un emprunt, qu'elle s'efforcera de négocier aux conditions les plus avantageuses. La situation devient, au contraire, un peu plus embarrassante lorsqu'une entreprise privée assume, avec les risques de l'exploitation, une partie des dépenses de construction. Des combinaisons variables peuvent intervenir alors, mais il est certain que l'exemple des entreprises de l'État tend à faire rejeter de plus en plus toute promesse de garantie d'intérêts. Pour rémunérer les concours privés dont bénéficie la colonie, on hésite aujourd'hui entre deux systèmes qu'il arrive parfois de combiner; d'une part, là où elles sont possibles, des concessions de terres; d'autre part, une subvention avec partage des bénéfices. Le partage des bénéfices en particulier offre cet avantage pour la colonie qu'il atténue l'importance de la subvention, et qu'il lui permettra de récupérer celle-ci complètement si les résultats de l'exploitation deviennent un jour très satisfaisants.

Parmi les chemins de fer exécutés dans nos colonies, il faut citer le

chemin de fer de la Réunion, celui de Dakar à Saint-Louis, celui de Kayes au Niger, les lignes de l'Indo-Chine et de l'Inde française, la ligne de Djibouti à Harrar. Il convient de mentionner, en outre, les voies ferrées dont le tracé a été reconnu à la Guyane, à la Côte d'Ivoire et au Congo français, et celles dont l'exécution est commencée à Madagascar, en Guinée française et au Dahomey.

Tramways. — Il n'existe de lignes de tramways qu'en Indo-Chine. A Rufisque, au Sénégal, une voie Decauville, directement exploitée par la municipalité, est mise au service du public.

Personnel des travaux publics. — L'organisation du personnel des travaux publics aux colonies, jusqu'au décret du 2 juin 1899, n'avait été l'objet d'aucune mesure générale. Les attributions, le mode de recrutement et la situation du personnel étaient réglés suivant les circonstances par des décrets, des décisions ministérielles ou des arrêtés des gouverneurs applicables seulement à des colonies déterminées.

Les ingénieurs et conducteurs chargés de l'exécution des travaux étaient tantôt empruntés au corps des ponts et chaussées, au génie militaire ou à l'artillerie de marine, tantôt choisis sans condition d'aptitude définie parmi les candidats qui se présentaient. Le personnel ainsi constitué n'avait aucune homogénéité, les agents qui en faisaient partie n'avaient pas toujours les connaissances techniques et l'expérience administrative nécessaires; enfin la réglementation existante n'offrait à ceux qui voulaient se consacrer à la carrière coloniale aucune garantie d'avenir, ni même de stabilité.

Aussi, le 2 juin 1899, le ministre des Colonies soumettait-il à la signature du président de la République un décret ayant pour but de régler la nomination, l'emploi et la hiérarchie du personnel des travaux publics.

Les bases sur lesquelles ce régime est établi sont analogues à celles qui ont été admises dans les colonies anglaises et dans les Indes néerlandaises. Le recrutement est assuré, dans des conditions aussi larges que possible, non seulement au moyen d'emprunts faits aux cadres de la métropole, mais aussi par l'admission des élèves de nos grandes écoles et des candidats ayant satisfait aux examens professionnels; les conditions d'admission aux différents emplois sont réglées de façon à garantir les droits de l'ancienneté et à permettre aux agents capables par l'avancement hiérarchique l'accès des grades élevés.

Le personnel des travaux publics des colonies comprend: des ingénieurs en chef, des ingénieurs principaux, des ingénieurs, des sous-ingénieurs, des conducteurs et des commis. Il existe, en outre, un personnel inférieur dont la composition et le recrutement sont fixés par arrêté du gouverneur.

Le service des travaux publics est placé, dans chaque colonie, sous les ordres d'un chef de service relevant directement du gouverneur. Dans les possessions désignées par des arrêtés du ministre des Colonies, ce chef de service prend le titre de directeur des travaux publics et fait partie, en cette qualité, du conseil d'administration et du conseil privé.

Communications entre la France et les colonies.

— *Organisation générale.* — C'est seulement en 1840 que, pour la première fois, le gouvernement français songea à organiser d'une façon régulière les services maritimes postaux. Jusqu'à cette époque, le transport des lettres pour les pays d'outre-mer, et en particulier pour nos colonies, était fait par les bâtiments de la marine de guerre ou ceux de la marine marchande.

Pourtant, à la suite du traité de Paris, et dans l'espérance de donner un nouvel essor à nos possessions, une ordonnance du 25 mars 1763 avait décidé le départ d'un navire tous les mois pour nos colonies ; un arrêt du conseil, du 14 décembre 1786, avait développé ce service. Mais, après la perte de la plupart de nos colonies, l'on fut contraint d'abandonner ce service régulier et très coûteux. Plus tard, aux termes d'une loi du 19 germinal an X, fut affirmé le monopole de l'État aux correspondances échangées entre la France et l'étranger. Tout capitaine de navire en partance dans une ville maritime devait, un mois avant son départ, faire, au directeur des postes de cette ville, la déclaration du port dans lequel il se rendait. On lui remettait les lettres et paquets destinés à ce port étranger, et on lui donnait 0 fr. 10 par lettre. Ce mode de transmission était irrégulier, très lent et très peu sûr.

Aussi, quand la navigation à vapeur fit ses débuts sous le règne de Louis-Philippe, le gouvernement comprit qu'il était de son intérêt d'en favoriser l'expansion, surtout au point de vue des relations de la métropole avec ses colonies.

Une loi du 16 juillet 1840 décida la création d'un service de paquebots subventionnés entre la France et les colonies. Chaque mois, de Marseille, devait partir un bâtiment à vapeur pour les Antilles, et de Saint-Nazaire un autre navire pour le Brésil, avec escale à Gorée. Ce projet ne put malheureusement être réalisé. Deux autres échouèrent encore en 1845 et 1847. Enfin, un décret en date du 20 février 1858 concéda à la Société de l'Union maritime la création d'une ligne de paquebots de Saint-Nazaire à la Martinique, avec annexes sur la Guadeloupe et la Guyane. Cette concession fut rétrocedée, le 16 décembre 1860, à la Compagnie générale Transatlantique, qui a depuis toujours assuré le service avec les Antilles, conformément aux deux lois du 3 juillet 1861 et du 28 juin 1883.

La Compagnie des Messageries maritimes assure, en vertu du décret du 29 septembre 1857, les communications avec le Sénégal, et, en vertu de la loi du 3 juillet 1861, modifiée par celle du 9 juillet 1895, les communications avec l'Inde et l'Indo-Chine et nos autres possessions de l'océan Indien (Côte française des Somalis, Mayotte et dépendances, Madagascar, la Réunion), ainsi qu'avec la Nouvelle-Calédonie. Les deux Compagnies des Chargeurs-Réunis et Fraissinet effectuent, conformément à la loi du 15 mars 1889, le service entre la France et le Congo français, tout en desservant nos colonies de la côte occidentale d'Afrique (Sénégal, Guinée française, Côte d'Ivoire et Dahomey).

Ainsi, l'État français subventionne actuellement quatre compagnies maritimes, en vue d'assurer les communications postales avec ses colonies. Ce sont :

1^o La *Compagnie générale Transatlantique*, qui dessert la Martinique et la Guadeloupe et, par correspondance, la Guyane française;

2^o La *Compagnie des Messageries maritimes*, qui dessert le Sénégal, la Côte française des Somalis, les Comores, Madagascar, la Réunion, nos établissements de l'Inde, l'Indo-Chine et la Nouvelle-Calédonie;

3^o et 4^o La *Compagnie Fraissinet* et la *Compagnie des Chargeurs-Réunis*, qui desservent toutes deux le Sénégal, la Guinée française, la Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Congo français.

Quant aux correspondances pour Saint-Pierre et Miquelon, elles prennent la voie soit de New-York, soit d'Halifax, et de ces deux ports elles sont transportées dans la colonie par un bâtiment colonial. De même, les correspondances pour Tahiti et nos établissements de l'océan Pacifique sont transportées par l'Amérique, et de San-Francisco un voilier les transporte à Papeete, après avoir touché aux îles Marquises.

A bord des paquebots postaux, le service des correspondances est assuré par un agent des postes qui a un caractère officiellement reconnu par toutes les personnes du bord, ainsi qu'une entière autorité en ce qui concerne la transmission et la réception des dépêches qui lui sont confiées.

Postes. — Les colonies françaises font partie de l'union postale universelle depuis le 25 janvier 1876. Cette décision fut prise par le gouvernement sans avis préalable des assemblées locales de chaque colonie, car c'était là un acte purement international pour lequel seul le gouvernement métropolitain avait qualité et pouvoir. La convention du 9 octobre 1874, qui créa l'union postale, ne s'appliquait pas aux colonies; mais elle prévoyait l'admission des pays d'outre-mer : aussi est-ce en cette qualité que les colonies entrèrent dans l'union.

Les colonies sont considérées comme un seul pays au point de vue de la représentation dans l'union postale universelle et de la participation aux dépenses communes aux États qui en font partie.

Le ministre des Colonies est l'intermédiaire des administrations locales des postes de toutes les colonies auprès du bureau central de l'union à Berne; c'est lui seul qui a qualité pour répondre aux demandes de renseignements formulées par son directeur, c'est également lui qui répartit entre les colonies le montant des dépenses communes précitées.

Taxes. — La loi du 3 mai 1853 a attribué au trésor métropolitain le produit des lettres affranchies en France pour les colonies, et aux budgets locaux des colonies les recettes de même nature en ce qui concerne les lettres expédiées par elles.

La même loi donna à des décrets le droit de fixer les taxes supplémentaires représentant les frais de transport maritime et les taxes applicables aux correspondances échangées entre la France et les colonies par l'intermédiaire des pays étrangers.

Rien n'était prévu pour les échanges de correspondance entre une colonie et un pays étranger ou une autre colonie. Aussi est-ce sous l'empire de la loi de 1853 que les colonies peuvent traiter directement avec les pays étrangers pour l'établissement de leurs tarifs. Ainsi en 1866 les gouverneurs français et anglais de la Réunion et de l'île Maurice

passèrent une convention relative aux communications postales de ces deux colonies.

Les taxes des lettres à destination des colonies ont fait l'objet de nombreux lois et décrets. La surtaxe maritime fut supprimée dans les échanges avec les colonies par le décret du 27 mai 1879, celle perçue pour les correspondances entre deux colonies par la loi du 17 juin 1880.

Le décret du 13 mai 1876 ayant appliqué aux colonies la législation relative à l'union postale, la taxe uniforme de 0 fr. 25 établie, par la convention de 1878 entre tous les pays de l'union, leur fut aussi applicable.

Actuellement la taxe des lettres de provenance ou à destination des colonies est fixée à 0 fr. 15 par la loi du 29 décembre 1898. Cette loi est d'accord avec l'article 27 de la convention postale de Washington de 1898, qui permet aux pays de l'union de traiter entre eux pour la fixation des taxes relatives à l'échange de leurs correspondances.

Quant à l'établissement des taxes à percevoir pour l'échange des lettres à l'intérieur de chaque colonie, il est essentiellement du ressort des assemblées locales.

Les règles relatives aux lettres recommandées, aux lettres de valeurs déclarées pour les colonies sont celles en vigueur dans la métropole.

Franchises postales. — Les franchises postales sont encore réglementées par l'ordonnance du 17 novembre 1844. En ce qui concerne les colonies elle les limite aux correspondances entre les gouverneurs, le ministre de la Marine, les préfets maritimes. Depuis, la franchise postale a été accordée par de nombreux arrêtés ministériels à beaucoup de fonctionnaires coloniaux.

Les franchises entre les fonctionnaires locaux de chaque colonie sont fixées par arrêté du gouverneur.

Les militaires, marins ou assimilés faisant partie des corps expéditionnaires jouissent de la franchise postale pour les simples lettres qui leur sont adressées ou qu'ils expédient (loi du 30 mai 1871).

Timbres-poste coloniaux. — Les colonies françaises possèdent des timbres spéciaux. Avant 1892, c'était le même timbre pour toutes. Ils sont de la même couleur que les timbres métropolitains et ne diffèrent entre eux que par le nom de la colonie. Pourtant la Côte française des Somalis et le Congo français possèdent des timbres-poste particuliers, différant complètement des timbres à même effigie en usage dans les autres colonies.

Ces timbres sont fabriqués en France par les soins du sous-secrétariat des Postes et cédés au ministère des Colonies au prix de revient de la matière et de la main-d'œuvre. Les dépenses de fabrication sont ensuite réparties entre les colonies proportionnellement au nombre de timbres fournis.

Colis postaux. — Le mode d'envoi et de distribution des colis postaux pour les colonies est régi par la loi du 31 mars 1881.

Le service est exécuté, au nom et sous le contrôle de l'administration des postes, par les compagnies de chemins de fer en France et les compagnies maritimes subventionnées aux colonies, puis par les soins de la poste de chaque colonie.

Les conditions et les formalités sont les mêmes que pour les colis postaux destinés à l'intérieur de la France.

Mandats postaux coloniaux. — Les conventions relatives aux mandats postaux coloniaux sont les mêmes qu'en France.

Le maximum de la valeur des mandats postaux coloniaux est de 500 francs. La colonie prélève un droit de 1 pour 100, mais ce droit ne peut être inférieur à 0 fr. 25. Les marins et militaires sont exempts du droit de 1 pour 100 jusqu'à 50 francs. La validité des mandats coloniaux est de neuf mois.

Télégrammes-lettres. — Les télégrammes-lettres sont d'abord transmis télégraphiquement jusqu'au port d'embarquement du paquebot poste. Ils sont alors embarqués comme de simples lettres. Au port de débarquement, ils sont remis au receveur des postes de l'endroit, qui les envoie télégraphiquement à leur destination ou au point le plus proche; des courriers postaux les portent dans ce dernier cas au lieu de destination.

Télégraphes. — Câbles sous-marins. — Une question d'une importance capitale au point de vue des relations de la France avec ses colonies est sans contredit celle relative aux câbles sous-marins. De ce côté la France est en grande partie tributaire de l'Angleterre. Tandis, en effet, que cette puissance possède 250 000 kilomètres de câbles, la France ne peut lui opposer qu'un réseau de 23 500 kilomètres, desservant principalement l'Amérique du Nord, les Antilles et le Brésil. Pour être en rapport avec ses colonies, la France a donc été obligée de s'adresser aux grandes compagnies anglaises avec lesquelles elle a passé des conventions, après approbation du Parlement quand il y a lieu à une subvention. Cette dépendance de la France vis-à-vis de l'Angleterre présente les plus grands inconvénients; les intermédiaires auxquels nous avons recours sont en effet très coûteux en temps de paix et deviendraient impossibles en cas de guerre avec la Grande-Bretagne. Aussi un courant d'opinion très fort tend-il actuellement à faire établir un réseau complet de câbles français reliant la métropole à ses colonies.

La première colonie qui fut reliée télégraphiquement à la France fut Saint-Pierre et Miquelon. Une première convention passée en 1864 avec la Compagnie télégraphique de l'Océan n'aboutit pas. Deux autres: la première avec la Compagnie anglo-américaine, la deuxième avec la Compagnie du télégraphe Havre-New-York, mirent successivement cette colonie en 1868 et 1879 en communication avec le Canada, les États-Unis et la France.

Le 16 mai 1864, un traité fut passé entre la France, le Brésil, l'Italie, le Portugal et Haïti ayant pour but l'établissement d'une ligne de câbles qui devait, entre autres pays, desservir le Sénégal et les Antilles françaises; cette convention n'eut pas de suite et fut dénoncée en 1872. Depuis, la Martinique et la Guadeloupe furent reliées à Saint-Thomas et aux États-Unis, par suite d'une entente faite en 1871 avec une compagnie anglaise; la Guyane, en 1874, fut rattachée à cette ligne. En 1891, la Compagnie française des télégraphes sous-marins relia aussi les Antilles françaises à son réseau (Venezuela à Haïti); de sorte qu'il existe aujourd'hui une double communication entre la France, la Martinique et la Guadeloupe. Le Sé-

négale est rattaché à l'Europe par un câble qui, passant aux Canaries, aboutit à l'Espagne ; il a été concédé à la compagnie *Spanish national Telegraph* (lois des 8 juillet 1883 et 5 juillet 1884). Il se prolonge jusqu'au Congo par le câble de la compagnie anglaise *West African* (loi du 1^{er} août 1885) qui dessert les colonies de la côte occidentale d'Afrique, en touchant à Konakry, Grand-Bassam et Kotonou.

L'Indo-Chine française est en relation avec Singapore et de ce port avec l'Europe au moyen des lignes anglaises depuis le 2 août 1872. Un câble français entre Saïgon et Haïphong met en communication la Cochinchine, l'Annam et le Tonkin.

Nos établissements de l'Inde sont desservis par les lignes anglaises.

Obock est relié à Périm par un câble (loi du 15 mars 1889). La Nouvelle-Calédonie et Madagascar sont respectivement reliées, la première à Bundaberg (Queensland), la deuxième à Mozambique (lois des 23 mars 1893 et 22 décembre 1896). Ces trois câbles appartiennent à ces différentes colonies, mais ils ne font que se raccorder aux câbles anglais.

De toutes nos colonies seules Mayotte et les Comores, la Réunion et Tahiti ne sont pas rattachées directement au réseau télégraphique. Les dépêches pour la Réunion sont envoyées à Tamatave ou à Maurice, celles pour Mayotte à Majunga ou Zanzibar, celles enfin pour Tahiti et nos possessions de l'océan Pacifique à San-Francisco ; elles sont ensuite portées à destination par les bâtiments postaux.

Les tarifs et règles à appliquer aux communications télégraphiques internationales sont fixés dans chaque cas par des conventions ou traités passés avec les compagnies et les pays intéressés, traités approuvés par des lois quand, comme nous l'avons dit, il y a lieu à une subvention métropolitaine. Ordinairement il y est stipulé que les correspondances officielles payent demi-taxe.

Lignes télégraphiques intérieures. — La plupart de nos colonies possèdent des lignes télégraphiques intérieures.

La Cochinchine est reliée au Siam par une ligne terrestre depuis le 16 juillet 1883. La Nouvelle-Calédonie en possède une depuis 1874 ; la Guyane depuis 1875, entre Cayenne et Maroni ; la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, sont également pourvues de lignes télégraphiques. Au Congo français, deux lignes sont ouvertes au transit international : l'une de Libreville à Loango, l'autre de Loango à Brazzaville. Dans l'Afrique occidentale, une ligne créée en 1862 relie Dakar à Saint-Louis ; en 1883 elle fut continuée jusqu'au Niger par la colonne du colonel Borgnis-Desbordes. Aujourd'hui ce réseau s'étend au nord jusqu'à Tombouctou, au midi jusqu'à Konakry et Kotonou, et bientôt atteindra Grand-Bassam. Il n'est donc plus besoin pour communiquer entre la Guinée, le Dahomey et le Sénégal de faire usage des câbles de la compagnie anglaise *West African*.

Les lignes télégraphiques locales sont établies par arrêtés des gouverneurs, avec approbation du ministre des Colonies. Des tarifs sont fixés par les conseils généraux ou les conseils d'administration des colonies intéressées.

Personnel colonial des postes et télégraphes. — Le personnel colonial

des postes et télégraphes est régi par la loi du 28 juillet 1882 et par l'arrêté ministériel du 29 juillet de la même année.

Les fonctionnaires de ce personnel sont détachés des cadres de la métropole et mis à la disposition du ministre des Colonies; ils continuent donc à faire partie du cadre de leur administration. Aussi est-ce le ministre chargé des postes et télégraphes qui a seul qualité pour prendre les mesures touchant leur situation administrative, après avis du ministre des Colonies. Leurs retraites sont liquidées par l'administration des postes et restent par suite à la charge des fonds des pensions civiles métropolitaines.

A. DUCHÊNE.

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE

Pacte colonial. — Sous le nom de *pacte colonial* on a désigné, en France, le régime restrictif qui fut, sous l'ancienne monarchie et depuis la Révolution jusqu'au second Empire, appliqué aux relations commerciales de la métropole avec ses colonies. Ce système n'exista pas en vertu d'un pacte et il n'intervint jamais d'accord entre les deux parties. La métropole entendait tirer parti des colonies sans les consulter. Aussi emploierait-on plus justement l'expression : *système colonial*.

A quel moment ce système prit-il naissance? Au début même de la colonisation, dont il était la conséquence immédiate; mais au lieu d'être complet dès son origine, il fut constitué par une série d'actes émanant du pouvoir souverain, dont le premier et le plus important date du mois de mai 1664. Le règlement du 10 juin 1670, l'ordonnance du 4 novembre 1671, le règlement du 20 août 1698, un arrêt du conseil du 24 juillet 1708, une ordonnance du 26 novembre 1719, une instruction royale du 20 août 1726, l'art. 26 du *Code noir* d'avril 1727, les lettres patentes en forme d'édit en date du mois d'octobre 1727, ont tous un objet unique : restreindre au profit de la métropole le commerce des colonies. Le *système colonial* est donc un *système restrictif*.

Ces restrictions portent : 1° sur la destination des produits coloniaux. L'exportation n'en est permise qu'au profit et à destination de la métropole;

2° Sur l'importation dans les colonies d'articles de fabrication étrangère. La métropole interdit à ses colonies de se pourvoir autre part que chez elle des produits européens, la colonie devant offrir un débouché permanent aux manufactures de la métropole;

3° Sur le transport des marchandises à destination ou en provenance des colonies. Ce transport n'est permis que sur les vaisseaux de la métropole;

4° Sur l'interdiction aux colons de transformer leurs produits bruts en produits manufacturés. Cette prohibition est prononcée dans l'intérêt des fabriques nouvelles que Colbert et ses successeurs voulaient créer en France. Ainsi les colonies ne pourront pas raffiner leurs propres

sucres, mais nos grands industriels devront n'employer que des « cannes des Isles ». A l'aller, les vaisseaux de ces grands établissements porteront des draps français; au retour, des matières premières achetées dans la colonie.

On ne pouvait imposer un semblable régime sans consentir quelques sacrifices en faveur des colonies. Les avantages qu'on leur accorda peuvent être groupés sous deux chefs :

1^o Prohibition de l'importation dans la métropole des produits étrangers semblables à ceux des colonies. On veut ainsi assurer, par réciprocité, des débouchés exclusifs aux colonies ;

2^o Concession aux colonies de droits différentiels. Les matières premières expédiées à la métropole payeront à l'entrée des droits moindres que les produits des nations étrangères.

Les Compagnies privilégiées. — Au profit de qui est établi ce système de restrictions réciproques ? Il va servir non point tant aux particuliers qu'aux compagnies privilégiées. En effet, les premières tentatives de colonisation lointaine, alors que la marine ne disposait que de frêles vaisseaux, eurent un caractère essentiellement aléatoire. Les risques de perte étaient grands ; les voyages, de longue durée ; les armateurs ne pouvaient donc poursuivre individuellement un genre d'affaires aussi hasardeux. Ce que l'individu ne pouvait tenter, la collectivité le ferait. Les grandes compagnies sont donc nées des conditions économiques de nos premières tentatives de colonisation.

Elles jouissaient de faveurs considérables. Non seulement elles avaient seules le droit de faire le transport des marchandises entre la France et les colonies ; de vendre dans ces dernières les produits français et d'en rapporter des denrées ; mais, de plus, elles profitaient en France d'une exemption complète de droits ou du moins elles obtenaient des droits différentiels pour leurs importations. Elles pouvaient aussi autoriser des particuliers à créer des entreprises de navigation et de commerce, et les redevances qu'elles percevaient à cette occasion constituaient une source de profits. Elles avaient fort peu de charges, et elles s'affranchissaient aisément des obligations qui leur étaient imposées. On les astreignait cependant à se munir d'un passeport du roi, règle qui paraît avoir été souvent violée. Et cependant, la plupart des compagnies n'eurent qu'une existence éphémère. Elles négligèrent trop souvent d'étudier les conditions nécessaires au succès de leurs entreprises. Elles multiplièrent les comptoirs au lieu d'en installer quelques-uns sur des points choisis avec discernement. Il en résulta des frais sans aucun profit.

Les actionnaires se découragent et ne remplissent pas leurs engagements. Et plus les affaires sont malaisées, plus on étale un luxe inutile de commis et d'employés pour étonner le public et lui donner l'illusion de la richesse. Le gouvernement n'exerce pas un sage contrôle, n'empêche pas le gaspillage. Qu'on ajoute à tout cela les guerres continuelles, les conséquences d'un système protecteur qui ferme à la France ou aux colonies les débouchés des États voisins, et l'on s'expliquera la ruine et le discrédit des compagnies privilégiées. On doit reconnaître cependant qu'au

moment où elles se constituèrent, elles répondaient à une nécessité : les fonds considérables qu'elles absorbèrent servirent du moins à préparer l'œuvre des temps modernes (1).

(1) **Les anciennes compagnies de colonisation.** — Les compagnies de commerce et de colonisation, pourvues d'une charte émanant du gouvernement et investies de privilèges particuliers, ont été au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle l'instrument auquel ont recouru de préférence la plupart des puissances coloniales, « soit pour développer leur commerce avec les nouveaux continents (Amérique, Océanie) et même avec les parties peu connues de l'ancien (Afrique, Asie), soit pour y établir des colonies de leurs nationaux et y fonder de véritables empires ». A la suite des Anglais et des Hollandais, qui ont institué les premières compagnies de ce genre, les Français ont, dès les dernières années du ^{xvi}^e siècle, employé ce procédé de colonisation ; ils y ont recouru avec une remarquable persévérance et semblent s'en être servis plus qu'aucun autre peuple ; entre 1599 et 1789, en effet, M. Chailley-Bert a constaté l'existence, en France, de soixante-dix-huit compagnies privilégiées de colonisation.

Quelque nombreuses qu'aient été ces compagnies et quelque bon accueil que — surtout de 1625 à 1715 — elles aient reçu de l'opinion publique, aucune d'entre elles n'a atteint un développement aussi considérable que la Compagnie hollandaise, et surtout que la Compagnie anglaise des Indes orientales. Un certain nombre de compagnies françaises de colonisation n'ont fait que végéter et ont eu une très courte existence ; d'autres ont été de simples succédanés de celles qui les avaient précédées ; rares sont celles qui ont véritablement réussi et qui ont atteint le but pour lequel elles avaient été fondées : l'accroissement du domaine et de la richesse de la France.

Dans cette catégorie ne rentre aucune des associations constituées avant le règne personnel de Louis XIV. Les compagnies de la première moitié du ^{xvii}^e siècle furent simplement des entreprises d'intérêt local, des sociétés de négociants ou de financiers de Paris, de Dieppe, de Rouen, de Saint-Malo, de La Rochelle ; tout au plus deux ou trois villes de commerce s'unirent-elles pour opérer à frais communs ; jamais ces sociétés ne furent autre chose que des associations purement provinciales et presque municipales, sans capitaux, sans prestige, sans vues d'ensemble, se jalousant et se gênant les unes les autres. Aussi, malgré les efforts de Henri IV et de Richelieu, ne rendirent-elles nulle part tous les services qu'on attendait d'elles : ni au Canada (Compagnie des Cent Associés), ni aux Antilles (Compagnie des Isles d'Amérique, etc.), ni au Sénégal (Compagnie du Cap-Vert, etc.), ni à Madagascar (Compagnie des Indes orientales de 1642, etc.) ; du moins ébauchèrent-elles à leurs dépens la constitution de l'empire colonial français de l'ancien régime, mais ni la marine ni le commerce du pays n'en tirèrent le bénéfice qu'en espéraient les directeurs de la politique française.

Pour obtenir ce résultat, Colbert, s'inspirant des institutions du même genre qui fonctionnaient en Hollande et en Angleterre, entreprit de substituer à nombreuses compagnies peu importantes quelques grandes compagnies nationales, ouvertes à tous, disposant de capitaux considérables, capables par conséquent de faire des avances sérieuses, d'armer de véritables flottes de guerre et de commerce, d'attendre sans péril pour leur existence l'heure des bénéfices. Ces compagnies, pourvues du privilège exclusif du commerce dans leurs domaines respectifs, énergiquement soutenues et surveillées de près par l'État, devaient se partager le monde ; l'une, la *Compagnie des Indes occidentales*, devait exploiter au profit exclusif de la France les colonies déjà fondées dans le nouveau monde et créer des établissements sur les côtes occidentales de l'Afrique, tandis qu'à l'autre, la *Compagnie des Indes orientales*, incombait le soin de fonder des comptoirs et

Déroptions au système colonial. — Le système colonial ne fut pas toujours respecté par la mère patrie. Celle-ci s'affranchit d'une partie de ses obligations à l'égard des colonies et, en 1763, le roi voulut briser le système de réglementation étroite et de privilèges auquel étaient assujetties les relations réciproques de la métropole avec ses possessions. Dans une instruction générale aux gouverneurs et intendants des colonies, le roi permettait l'importation par bâtiments étrangers, dans les ports coloniaux où se trouvait une amirauté, d'un certain nombre d'articles de tous pays. Il est vrai que les sucres, cafés et cotons n'étaient pas visés par cette disposition.

A cette même date, le Canada devint colonie anglaise, et ce fut, comme par le passé, une nécessité absolue pour les Antilles d'être autorisées à y prendre les bois de construction dont elles avaient besoin. La métropole ne pouvait en fournir, ses forêts s'épuisant chaque jour. Mais ces importations ne pouvaient être utilement payées qu'en denrées et produits indigènes. Ainsi, pour des raisons économiques, s'établissait une série d'échanges qui allait à l'encontre du pacte colonial. En 1767, nouvelles dérogations : on permet aux navires étrangers uniquement chargés de bois, de bestiaux vivants, de cuirs, etc., d'entreposer leurs chargements au port du Carénage, dans l'île Sainte-Lucie, et au môle Saint-Nicolas, dans l'île Saint-Domingue, moyennant un simple droit de 1 pour 100. Ils ont en retour

des stations navales sur le littoral de la mer des Indes et de l'océan Pacifique, et d'assurer à la France le commerce de l'extrême Orient. De ces deux compagnies, créées en l'année 1664, celle des Indes occidentales fut loin de rendre tous les services qu'en avait attendus Colbert ; de très bonne heure, elle abandonna à peu près complètement le commerce du Canada et des Antilles, et même celui de l'Afrique occidentale. Aussi, en l'année 1674, son privilège fut-il révoqué ; son capital fut remboursé aux actionnaires, et ses dettes furent payées par le roi, qui reprit la propriété et l'administration de toutes les terres et îles concédées par lui dix ans plus tôt à la compagnie dans le nouveau monde. Quant à l'Afrique occidentale, elle continua d'être exploitée par plusieurs associations privilégiées qui essayèrent successivement sans grand succès, au cours des années suivantes, d'en tirer les esclaves nécessaires à nos établissements des Antilles. Si la Compagnie des Indes orientales n'a pas, de son côté, réussi comme l'avait espéré Colbert, du moins a-t-elle pu se maintenir — en partie grâce à l'appui de ce ministre — pendant toute la fin du règne de Louis XIV ; au début du XVIII^e siècle, elle est encore debout, et c'est alors que John Law, réunissant à son privilège ceux des compagnies du Sénégal, d'Afrique, de Guinée, de Saint-Domingue et d'Occident (1719-1720), constitue la *Compagnie des Indes*, qui reçoit en 1720 le nom de *Compagnie perpétuelle des Indes*, est déclarée dès 1719 propriétaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières des sociétés auxquelles elle succède, et a seule le droit de faire le commerce au Sénégal, à la côte de Guinée, au cap de Bonne-Espérance, sur la côte orientale d'Afrique, dans la mer Rouge, en Perse, dans l'Inde, en Indo-Chine, en Chine et au Japon, ainsi que dans les deux Amériques.

Cette compagnie, qui survécut à la chute du « système », conserva toutes ses possessions coloniales, tous ses privilèges commerciaux, le monopole de la vente du tabac et du café, et obtint le monopole de la fourniture des nègres à Saint-Domingue. En 1723, elle était régie par douze directeurs intéressés dans ses opérations par cinquante actions au minimum, et par huit syndics négociants ou banquiers porteurs d'un même nombre d'actions ; les directeurs tenaient conseil

la faculté d'y prendre pour l'étranger des sirops, des tafias et des produits importés d'Europe. Pareille disposition sera arrêtée en 1787 pour les îles de la Martinique, de la Guadeloupe, de Tabago et de Saint-Domingue. En 1766, on autorise tout navire marchand faisant le voyage de France aux îles du Levant, ou de celles-ci à la métropole, d'exporter de l'une à l'autre les denrées du cru, ainsi que les produits d'Europe.

L'influence des guerres désastreuses du milieu du XVIII^e siècle devait aussi modifier le système colonial. En 1765, on rapporte la défense faite aux bâtiments étrangers de s'approcher des colonies françaises à moins d'une lieue : après la cession à l'Angleterre des îles de Tabago, de la Grenade, de Saint-Vincent et de Saint-Domingue, c'eût été une cause de conflit incessante, vu la proximité de nos autres possessions. Le *pacte de famille* de 1761 accorde aux sujets espagnols les mêmes avantages qu'aux Français au point de vue du commerce avec nos colonies ; on donne même des primes à ceux de leurs navires qui apportent en France ou aux colonies certaines catégories de denrées. Enfin, la nécessité de pourvoir à la subsistance de notre domaine d'outre-mer entraîne nécessairement des tempéraments aux rigueurs du système colonial. Par exemple, lorsqu'un ouragan dévaste une île comme la Martinique, on autorise l'importation des vivres de l'étranger pendant un délai d'un an, qui ordinairement est prolongé. Il faut à ces îles des bras pour cultiver leurs plantations : un

tous les quinze jours et réunissaient une fois par an tous les actionnaires en assemblée générale. Un commissaire du roi fut un peu plus tard (1730) introduit dans l'administration de la compagnie, qui obtint en 1732 de ne plus s'occuper de la Louisiane, et en 1735 d'établir à Lorient la vente générale de ses marchandises (elle les vendait auparavant dans différents ports) dans la cour des ventes.

C'est alors que la Compagnie française des Indes atteignit son entier développement et sembla, pendant quelques années, devoir rivaliser avec la Compagnie anglaise des Indes orientales, peut-être même l'emporter sur elle. Malheureusement, les fautes irréparables commises par des directeurs inintelligents et pusillanimes entraînèrent bientôt la destruction complète de l'œuvre de Dupleix et la ruine totale de l'influence française dans l'Inde. Après le désastreux traité de Paris de 1763, la compagnie essaya, en rétrocédant au roi ses possessions africaines et en concentrant ses efforts sur l'Asie méridionale, de rétablir ses affaires ; mais elle ne tarda pas à y renoncer, et la suppression de son privilège exclusif fut prononcée en 1779.

A cette époque, la confiance dans les grandes compagnies de colonisation, qui naguère avait été si grande, disparut totalement, et les économistes commençaient à battre rigoureusement en brèche leurs privilèges ; aussi ne se reconstitua-t-il plus d'associations importantes de ce genre ni pour le commerce de la Chine et de l'extrême Orient, ni pour celui de la mer du Sud ; seule, une petite *Compagnie des côtes de Barbarie*, héritière des anciennes *Compagnies du Corail*, du *cap Nègre*, etc., continua de substituer, tandis qu'une nouvelle *Compagnie du Sénégal* se reconstituait en 1784. Une nouvelle Compagnie des Indes se forma encore, il est vrai, en 1787, mais elle ne tarda pas à disparaître ainsi que les autres associations privilégiées, par suite des décisions prises en 1793 par la Convention, imprégnée des idées des encyclopédistes. Ce fut la fin des grandes compagnies de colonisation de l'ancien régime, et depuis lors il n'a pas été reconstitué en France de compagnies à charte avec attribution de droits régaliens.

arrêt du 28 juin 1783 permet aux bâtiments étrangers arrivant directement des côtes d'Afrique avec des cargaisons de noirs d'aborder dans le port principal de la Martinique, de la Guadeloupe et de Sainte-Lucie. De 1785 à 1790, on pourrait signaler plusieurs dispositions à tendances libérales. On retiendra seulement l'arrêt du 29 décembre 1787, qui pour encourager le commerce avec les États-Unis d'Amérique établit un régime de faveur pour les produits et denrées de ces pays apportés directement en France sur vaisseau français ou américain.

Malgré ces modifications de détail, le système colonial ne disparaît cependant pas : il répond en effet au régime de monopoles et de privilèges qui caractérisent les mesures prises par la monarchie, de Colbert à la Révolution. Les changements qu'il subit sont dus aux circonstances plus qu'à une ligne de conduite nettement tracée et fidèlement suivie.

La Révolution et l'Empire. — Par un décret du 8 septembre 1790, l'Assemblée nationale invita les colonies à faire connaître leurs vœux sur la constitution et les lois qui pouvaient le mieux convenir à leur prospérité, mais elle stipula qu'elle avait entendu ne rien changer dans aucune des branches du commerce soit directes, soit indirectes de la France avec ses établissements d'outre-mer. Les vœux des cahiers de notables réclamaient une protection raisonnable pour l'agriculture, l'industrie et le commerce français : on étendit ces principes au commerce colonial. Sous cette impulsion, diverses mesures furent arrêtées ; mais, si elles facilitèrent le commerce entre la France et ses possessions, elles portèrent une atteinte sérieuse aux principes du *système colonial*. Elles favorisèrent seulement le développement de l'entrepôt en France des denrées tropicales.

Le décret du 11 septembre 1793 supprima les droits d'entrée et de consommation sur les marchandises des possessions françaises introduites dans la métropole, de même que les droits de sortie perçus dans les colonies sur les denrées expédiées en France. La suppression de l'esclavage, les interruptions dans les relations causées par la guerre entre l'Angleterre et la France, empêchèrent les colonies de profiter de la franchise. Les autorités locales ne pouvant expédier leurs marchandises à la mère patrie ni en recevoir les objets indispensables à leurs besoins décidèrent d'autoriser l'importation des matières étrangères et l'exportation des objets indigènes qui en constituaient le paiement. Les droits de douane ne servirent plus à protéger le commerce national ou à alimenter le Trésor, mais bien à lutter contre le commerce et la marine britannique.

Le 21 septembre 1793, fut promulgué l'*acte de navigation* : les produits étrangers ne pourraient être importés en France et dans nos colonies que directement par des bâtiments français, disposition qui ne pouvait jusqu'à la paix être susceptible d'une application sérieuse. Le 1^{er} janvier 1798, on le renouvelait.

En 1802, après la conclusion de la paix d'Amiens, on remet en vigueur l'ancienne réglementation. Un arrêté-circulaire du 4 messidor an X (23 juin 1802) prescrit la réouverture des ports d'entrepôt créés en 1784 à la Martinique, à la Guadeloupe, à Sainte-Lucie et à Tabago. Le 3 thermidor an X, on fixe les droits à percevoir sur un certain nombre de den-

rées des colonies françaises limitativement énumérées et les ports pour lesquels ces productions peuvent être admises. Les sucres raffinés en France et réexportés obtiennent une prime. Enfin le 8 floréal an XI, une loi relative aux douanes de France prohibait les sucres raffinés et établissait des droits sur les denrées coloniales d'après deux tarifs : l'un pour les denrées coloniales françaises, l'autre pour les denrées coloniales étrangères.

Ainsi une étroite réglementation avait remis en vigueur le *pacte colonial* ; mais la reprise des hostilités avec l'Angleterre obligea l'Empire à modifier tout ce système. Le 4 juillet 1803, les préfets coloniaux furent autorisés à prendre des mesures pour assurer la subsistance des colonies et l'écoulement de leurs produits ; seules, quelques règles générales devaient être observées : par exemple, on doit veiller à ce que les neutres n'aient pas plus de faveur que les nationaux eux-mêmes, à ce que les denrées et marchandises anglaises soient sévèrement prohibées. Dès lors, et jusqu'en 1814, les lois et tarifs douaniers ne peuvent être considérés, de même que dans la période qui va de 1793 à 1802, que comme des armes contre l'Angleterre. Quel régime fut désormais imposé aux denrées coloniales ?

Les denrées étrangères furent imposées très fortement ; le quintal de sucre jusqu'à 300 francs, de cacao jusqu'à 1 000 francs. Il est vrai qu'un décret impérial du 1^{er} novembre 1810 décidait que toutes les marchandises coloniales soumises à ce tarif exportées des colonies en notre pouvoir seraient exemptes de tout droit si elles étaient importées directement dans nos ports par bâtiments français ou hollandais. Les bâtiments américains ne payeraient que le quart du droit fixé par le décret du 5 août 1810. Mais notre marine n'avait plus de navires, et nos colonies ne profitèrent pas de ces avantages.

La Restauration et le second Empire. — Pendant le blocus continental, l'industrie en Angleterre et aux États-Unis avait fait des progrès considérables ; en France, elle était en décadence ; puis, l'Amérique mettait en valeur ses immenses plaines et l'Angleterre offrait un prix de transport très inférieur à celui des autres nations. La Restauration n'en ouvrit pas moins brusquement nos frontières aux produits étrangers ; mais bientôt le gouvernement, pour répondre aux vœux du commerce, remit en vigueur les dispositions du règlement du 30 août 1784 et limita la liberté du trafic étranger dans les colonies. Il fallait aussi remédier à la détresse financière. On se procura des ressources en taxant les denrées coloniales. Toutefois les principes sur lesquels reposait le pacte colonial fléchirent sur bien des points, notamment dans les traités, contenant une clause de réciprocité, conclus avec l'Angleterre et les États-Unis. « Les Antilles ne sont ni les jardins ni les fiefs de l'Europe, » s'écriait en 1822 le général Foy ; « c'est une illusion de notre jeunesse, à laquelle il faut renoncer. La nature les a placées sur le rivage de l'Amérique, avec l'Amérique est leur avenir. C'est comme entrepôts de commerce, comme grands marchés placés entre les deux hémisphères qu'elles figureront désormais sur la scène du monde. »

En 1833, on voulut revenir aux pratiques des anciens règlements du xviii^e siècle. Une loi du 24 avril réservait au pouvoir législatif le droit de régler les conditions du commerce de nos possessions et leurs rapports avec la métropole.

Les événements allèrent à l'encontre des décisions du législateur.

Après les traités de 1815, il nous restait quatre grandes colonies, produisant surtout des cannes à sucre; les autres cultures (café, cacao) avaient été complètement sacrifiées. Les dispositions du pacte colonial assuraient au sucre des colonies sur le marché métropolitain un débouché certain et avantageux. Mais un nouveau concurrent, le sucre de betterave indigène, autrement redoutable que le sucre de canne étranger, vint supprimer les débouchés français. Cette industrie, connue dès le milieu du xviii^e siècle, ne fut exploitée qu'au commencement du xix^e. Napoléon I^{er} la favorisa; par un décret du 25 mars 1811, il ordonna de consacrer 32 000 hectares à la culture de la betterave et il accorda une subvention de 1 million aux premiers industriels. Il entendait ainsi enlever à l'Angleterre un élément important de fret et rendre le continent européen indépendant des pays lointains avec lesquels les relations étaient difficiles par suite de la guerre maritime. Cette tentative inspirait si peu de confiance qu'on ne taxa même pas le sucre indigène. Grâce à ce régime fiscal et au perfectionnement des méthodes industrielles, la production du sucre de betterave augmenta rapidement, et, dès 1835, commença entre le sucre de canne et le sucre de betterave une lutte ininterrompue jusqu'à nos jours.

Les « coloniaux » eurent tout d'abord quelques avantages. Ils obtinrent, le 18 juillet 1837, une loi qui imposa pour la première fois le sucre indigène de droits, moins lourds, il est vrai, que les droits sur les sucres étrangers. Malgré cela, la production continua de se développer, et les armateurs et raffineurs des ports, intéressés au succès et à la suprématie des denrées coloniales, obtinrent le dépôt d'un projet de loi qui devait interdire la fabrication du sucre de betterave. Les industriels expropriés toucheraient une indemnité de 40 millions. Ce projet n'aboutit pas, et la loi du 2 juillet 1843 imposa également le sucre colonial et le sucre indigène. Mais bientôt les planteurs, dont les intérêts étaient compromis par la suppression de l'esclavage, demandèrent la rupture de cette égalité fiscale, et une loi du 13 juin 1851 accorda une détaxe aux sucres coloniaux. Cette mesure, à l'origine purement provisoire, fut prorogée jusqu'en 1870.

L'orientation de la politique extérieure du second Empire dans une voie de liberté commerciale entraînait la disparition des prohibitions et des surtaxes établies en faveur des raffineurs et des planteurs. Le décret-loi du 27 mars 1852 permit l'importation des sucres raffinés. En 1860, on autorisa l'exportation de France des sucres bruts; enfin la loi du 7 mai 1864 refondit toute la législation douanière des sucres; on substitua l'admission temporaire au drawback pour les sucres bruts importés en France et destinés à l'exportation après raffinage. Les sucres payèrent un impôt variant entre 42 et 47 francs les 100 kilogrammes, suivant leur état (brut ou raffiné); les produits importés par des navires étrangers furent surtaxés de 2 francs, et les sucres coloniaux détaxés de 5 francs.

La loi du 3 juillet 1861 sur le régime des douanes à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion formula des principes qui sont la négation des obligations auparavant imposées aux colonies :

1° Toutes les marchandises étrangères qui peuvent être importées en France peuvent l'être également aux Antilles et à la Réunion ;

2° L'emploi du pavillon étranger est autorisé pour le transport des produits coloniaux en France et des produits français aux colonies ;

3° Les produits coloniaux peuvent être exportés sous tout pavillon à destination de l'étranger.

Ces mesures furent étendues aux autres colonies par deux décrets du 24 décembre 1864 et du 9 juillet 1869. Voici l'article 1^{er} de ce dernier : « Les produits de toute nature et de toute provenance peuvent être importés par tout pavillon dans les divers établissements français d'outre-mer où l'acte de navigation du 21 septembre 1793 est encore en vigueur. Les produits chargés dans ces mêmes établissements peuvent être acceptés pour toute destination et par tout pavillon. »

La loi de 1861 soumettait les produits étrangers importés aux colonies aux mêmes droits qu'à leur entrée en France. C'était en quelque sorte aller vers une assimilation douanière. Mais le sénatus-consulte de 1866 créa pour les Antilles et la Réunion un régime tout nouveau d'autonomie douanière.

On eut, d'une part, un *droit de douane* ; de l'autre, un *droit d'octroi de mer*.

Les droits de douane et d'octroi de mer. — 1° Le droit de douane est perçu au profit du budget local de la colonie ; le droit d'octroi de mer, au profit des communes — déduction faite d'un dixième versé au Trésor colonial, en compensation des frais de perception.

2° Le droit de douane ne peut être établi que sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, et non sur les produits français. L'octroi de mer, au contraire, frappe également les objets de toute provenance, qu'ils viennent de la métropole ou de l'étranger.

3° Les conseils généraux sont absolument maîtres de fixer leurs tarifs d'octroi de mer, sans que le gouvernement métropolitain puisse intervenir. Ils votent également leurs tarifs de douane ; mais ceux-ci doivent être rendus exécutoires par un décret en conseil d'État.

Les conseils généraux supprimèrent complètement tous leurs droits de douane, mettant ainsi les produits métropolitains et les produits étrangers sur un pied d'égalité fiscale. La Martinique, la Guadeloupe, la Réunion donnèrent l'exemple. De plus, les conseils généraux remanièrent et augmentèrent le tarif de l'octroi de mer.

Ces mesures favorisèrent l'importation dans les colonies des produits étrangers, qui prirent la place des produits français. Les négociants de la métropole se plaignirent et le gouvernement demanda le rétablissement des droits de douane. Les colonies réclamèrent alors un traitement de faveur pour les sucres coloniaux : le 29 juillet 1884 une loi accorda un déchet de fabrication, c'est-à-dire une véritable détaxe de 12 pour 100 aux sucres des colonies importés directement et frappa d'une

surtaxe de 7 francs les sucres non raffinés importés des pays d'Europe ou des entrepôts d'Europe. De leur côté, les colonies rétablirent leurs droits de douane.

Les industriels de la métropole ne furent pas satisfaits par ce nouvel état de choses. Les colonies, disaient-ils, font plus d'affaires avec l'étranger qu'avec la mère patrie; il faut cependant protéger nos produits et, pour y arriver, il faut recourir à l'assimilation douanière, c'est-à-dire à l'application aux établissements français d'outre-mer du tarif général des douanes métropolitain.

Cette expérience fut réalisée pour l'Algérie en 1884; elle réussit à cause de la proximité des deux pays. On résolut de la renouveler en Indo-Chine; mais cette tentative fut désastreuse; le mouvement commercial de la Cochinchine fléchit de plus de 18 millions en 1888 et le nombre des faillites quintupla.

En 1890, les marchandises importées dans nos colonies atteignaient un total de 210 792 120 francs, ainsi réparti: importation de France, 70 903 905 francs; importations des colonies françaises, 3 293 791 francs; importations de l'étranger, 136 594 444 francs. Les colons achetaient donc environ la moitié plus de marchandises à l'étranger qu'à la mère patrie. Les exportations s'élevaient à 191 987 716 francs, dont: pour la France, 100 845,774 francs; pour les colonies françaises, 3 538 127 francs; pour l'étranger, 87 603 815 francs.

Ainsi la métropole achetait beaucoup aux colonies, qui ne lui achetaient rien. Le gouvernement était cependant d'avis de maintenir le *statu quo*. Le Parlement ne partagea pas cette manière de voir, et la loi du 11 janvier 1892 substitua le principe de l'assimilation douanière à celui de l'autonomie en matière de tarifs.

Régime douanier d'après la loi du 11 janvier 1892. — La loi du 11 janvier 1892 divise nos colonies en deux groupes: les unes sont assimilées en principe à la métropole, les autres (et c'est le plus grand nombre) sont exclues de cette assimilation, soit en raison de leur peu d'importance, soit par suite de considérations d'ordre économique ou même diplomatique.

Colonies assimilées. — Ce premier groupe comprend: les Antilles, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, le Gabon, la Réunion, Madagascar, les Comores, l'Indo-Chine, la Nouvelle-Calédonie.

Les produits étrangers importés dans ces colonies sont soumis en principe aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France; cependant des décrets rendus en forme de règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par exception, feront l'objet d'une tarification spéciale. Les conseils généraux ou d'administration seront appelés à donner leur avis sur les exceptions projetées. Ils pourront par des délibérations en solliciter d'autres (loi du 11 janvier 1892, art. 4 et 5).

Les produits originaires d'une colonie française assimilée importés dans une autre colonie française ne payeront, de même que les produits métropolitains, aucun droit de douane. Quant aux produits étrangers importés d'une colonie française dans une autre colonie française, ils seront sim-

plement assujettis, dans cette dernière, au paiement de la différence entre les droits du tarif local et ceux du tarif de la colonie d'exportation (loi du 11 janvier 1892, art. 5).

En compensation des charges qu'on leur impose, on accorde bien, en principe, aux colonies l'exemption des droits d'entrée, mais on exclut du bénéfice de la franchise : 1° les denrées coloniales (café, cacao, poivre, piment), qui payent encore la moitié des droits imposés sur les marchandises étrangères de même nature ; 2° le sucre et ses dérivés (mélasses, sirops, etc.), qui, exception faite de quelques droits différentiels, portant sur les sucres raffinés, sont soumis aux mêmes droits que les produits étrangers. On a obéi là à des préoccupations fiscales, le produit des taxes de l'espèce formant une part considérable du revenu des douanes (le café rapporte à lui seul plus de 100 millions annuellement), et c'est aussi pour sauvegarder les intérêts du Trésor que les deux dispositions dont voici la portée ont pris place dans la législation de 1892 : 1° les produits d'origine étrangère importés des colonies payent les droits du tarif-métropolitain, bien qu'ils aient été frappés déjà des taxes spéciales à leur arrivée dans les colonies ; 2° les prohibitions ou restrictions établies dans un intérêt d'ordre public ou comme conséquence de monopoles s'appliquent aux produits importés des colonies, quelle que soit leur origine.

Colonies non assimilées. — Les droits d'importation y sont établis en vertu de décrets rendus sur la demande des assemblées locales (loi du 7 mai 1881). Les produits originaires des mêmes colonies sont, en principe, traités, à leur entrée en France, comme les produits d'origine étrangère. Quant aux produits d'origine étrangère réexpédiés des colonies en France, ils acquittent les droits du tarif métropolitain, même s'ils ont été frappés de taxes spéciales à leur arrivée dans la colonie.

Octroi de mer. — Le mode d'assiette, les règles de perception et le mode de répartition de l'octroi de mer, dont on a déjà indiqué l'origine, sont établis par des délibérations des conseils généraux ou des conseils d'administration approuvées par décrets rendus dans la forme de règlements d'administration publique. Les tarifs d'octroi de mer, votés par les mêmes conseils, deviennent exécutoires par décrets rendus dans la même forme, mais ils peuvent être provisoirement exécutés en vertu d'arrêtés des gouverneurs (loi du 11 janvier 1892, art. 6). Le législateur a entendu, par ces dispositions, empêcher les conseils généraux — dont les délibérations étaient en l'espèce exécutoires par elles-mêmes — de dénaturer le caractère de l'octroi de mer, taxe de consommation, au point d'en faire une taxe douanière. Certains de ces conseils frappaient uniquement les objets importés et exemptaient les produits originaires de la colonie. « Les droits ainsi établis et frappant indistinctement les produits étrangers et les produits français ne présentaient pas vis-à-vis de ces derniers le caractère protecteur, le caractère différentiel propre aux droits de douane ; mais ces mêmes droits, en n'atteignant pas les objets similaires fabriqués ou produits dans la colonie, affectaient vis-à-vis de ces derniers le caractère des droits différentiels, tandis qu'il est de la nature et de l'essence même des droits d'octroi de se référer uniquement à la consom-

mation locale, sans jamais tenir compte de l'origine des produits (1). » Ainsi se trouvait affecté le caractère légal des relations commerciales de la métropole avec ses colonies.

Douanes. Règles de perception. Personnel. — Les règles de perception et les pénalités en matière de douanes sont les mêmes que dans la métropole (décrets des 16 février et 6 septembre 1895, 17 janvier 1896),

Les dépenses du service des douanes (personnel et matériel) sont comprises dans les dépenses obligatoires des budgets locaux des colonies (loi du 11 janvier 1892, art. 6). Le personnel colonial des douanes fait partie du cadre métropolitain sauf en Indo-Chine, où il se compose à la fois d'agents européens et de préposés indigènes soumis à une organisation particulière.

Office colonial. — En 1885 avait été créé à Paris, au palais de l'Industrie, une *exposition permanente des colonies*, « destinée à mettre sans cesse sous les yeux du public les richesses si variées de nos possessions », et à laquelle fut annexé en 1894 un service spécial des renseignements commerciaux et de colonisation. Telle fut l'origine de l'*Office colonial*, constitué par décret du 14 mars 1899 et établi au Palais-Royal. Il comprend une section de la colonisation, une section du commerce, un service de statistique, une bibliothèque ouverte au public. Il a pour objet de centraliser les renseignements de toute nature concernant l'exploitation agricole, industrielle et commerciale de nos colonies, et d'assurer le fonctionnement d'une exposition permanente du commerce colonial. Il est géré par un conseil d'administration présidé par le ministre des Colonies.

Cette utile institution, ainsi que l'*Office colonial* créé à Bordeaux en 1901, doit être rapprochée de l'*Imperial Institute* de Londres, des musées commerciaux de Bruxelles, de Berlin, de Hambourg, de Brême, de Leipzig.

Chambres et bourses de commerce. — Les chambres de commerce des colonies ont été créées pour la plupart après 1870. Sauf pour l'Inde et la Nouvelle-Calédonie, où elles jouent le rôle d'assemblées consultatives, on peut dire que les chambres de commerce coloniales exercent les mêmes attributions que celles de la métropole. Ce sont les organes officiels du commerce local. Elles peuvent, par faveur spéciale, correspondre avec le ministre des Colonies, mais elles doivent communiquer à l'administration locale, avant de les expédier, les lettres qu'elles envoient ainsi à l'administration centrale à Paris. Le nombre des membres varie, suivant les chambres : elles comptent tantôt six membres, tantôt quatorze. Sont éligibles les citoyens français majeurs — sauf au Sénégal, en Cochinchine, à Tahiti, dans l'Inde, à la Guadeloupe et à Saint-Pierre et Miquelon, où il faut avoir au moins de vingt-cinq à trente ans — qui ont exercé le commerce, l'industrie ou la pêche pendant un

(1) P. DISLÈRE, *Traité de législation coloniale*, 1^{re} partie, nos 1043 et 1049 (Paris, 2^e édit., 1897, in-8°).

temps variable suivant les colonies. Les chambres de commerce de la métropole aident aussi au développement des colonies. La chambre de commerce de Lyon s'est notamment efforcée d'accroître le commerce de l'Indo-Chine avec la France.

A Saint-Pierre (Martinique), il y a une bourse de commerce, des charges d'agent de change et de courtiers. Les principales règles du décret du 28 novembre 1851, qui a institué cette bourse et ces charges, sont applicables à la Guadeloupe et à la Réunion en ce qui concerne les agents de change et courtiers. En Guyane, on applique le décret du 30 juin 1860; en Cochinchine, la loi métropolitaine du 18 juillet 1866.

Banques coloniales. — Le 30 avril 1849, une loi autorisait la création de trois établissements de crédit dans les colonies de la *Martinique*, de la *Guadeloupe* et de la *Réunion*. Le 11 juillet 1851 et le 24 juin 1874, deux nouvelles lois fixèrent le type statutaire de ces banques, qui ont une organisation uniforme, mais qui forment chacune une société anonyme distincte.

L'affranchissement des noirs, proclamé par les décrets du 4 mars et du 27 avril 1848, provoqua le vote de la loi du 30 avril 1849, qui accordait, à titre d'indemnité, aux colons dépossédés une rente de six millions inscrite au grand-livre de la dette publique. Sur cette rente, le huitième de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion serait prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'escompte.

La loi de 1851 fixa à trois millions le capital des banques des trois colonies énumérées dans la loi de 1849 et créa à la *Guyane* une nouvelle banque, qui devait recevoir une dotation de 700 000 francs. Les colons dont l'indemnité était amoindrie par ce prélèvement recevaient des actions jusqu'à concurrence des sommes retenues. Deux décrets de la même année organisèrent définitivement un établissement de crédit au *Sénégal* (21 décembre 1853) au capital de 230 000 francs et réduisirent le fonds prévu pour la banque de la Guyane à 300 000 francs au lieu de 700 000. mais, après des modifications successives, le capital de cette dernière banque fut porté (décret du 4 novembre 1875) à 600 000 francs (1).

Ces banques recevaient le privilège d'émettre, dans la colonie où elles étaient établies et dans leurs dépendances, des billets payables à vue et au porteur, à l'exclusion de tout autre établissement, et ce pour une durée de vingt ans.

Ainsi les nouveaux établissements étaient commerciaux par essence, mais ne comportaient pas comme membres des spéculateurs ordinaires librement réunis pour former une société.

Constitution. — D'après la loi du 30 avril 1849, les banques coloniales devaient faire le prêt et l'escompte. Elles sont devenues des banques de circulation, puisqu'elles émettent, dans chacune des colonies où elles sont constituées, des billets au porteur de 500, 100, 25 et 5 francs,

(1) La banque du Sénégal a fait place en 1901 à la *Banque de l'Afrique occidentale*. (V. p. 632.)

remboursables à vue et reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers. Le montant des billets en circulation ajouté à celui des comptes courants et autres dettes à la banque ne peut excéder le triple du capital réalisé et de la réserve ; le montant des billets en circulation ne doit pas dépasser le triple de l'encaisse métallique.

La banque est administrée par un conseil dont le directeur est nommé par décret du président de la République. Quatre administrateurs — dont trois élus par l'assemblée générale des actionnaires et l'autre toujours de droit le trésorier de la colonie — assistent le directeur ; deux censeurs assistent le conseil. Le décret du 17 novembre 1852 a créé une agence centrale des banques coloniales, installée à Paris, et l'agent central, nommé par le ministre des Colonies, est le représentant des banques dans les opérations qu'elles font avec la métropole et dirige la confection des billets. Enfin, une « commission de surveillance des banques coloniales » siège au ministère des Colonies : elle contrôle les opérations des banques, donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le ministre (actes de gestion, etc.), présente les candidats aux directions et à l'agence centrale, rédige chaque année un rapport au président de la République sur les opérations des banques pendant l'exercice écoulé.

Elle est composée de neuf membres : un conseiller d'État élu par le conseil d'État en assemblée générale, quatre membres dont deux au moins actionnaires, en résidence à Paris, désignés par le ministre des Colonies, deux membres désignés par le ministre des Finances et deux autres par le conseil général de la Banque de France.

L'Assemblée générale ne se compose pas de tous les actionnaires, mais seulement des cent membres propriétaires du plus grand nombre d'actions depuis six mois révolus. Elle se réunit au moins une fois par an.

Opérations. — Les banques ne peuvent faire que les opérations de prêt et d'escompte, de change et de dépôt, qui leur sont permises par leurs statuts. Trois opérations doivent retenir plus particulièrement notre attention : l'escompte du papier, les avances garanties par cession de récoltes pendantes et l'émission des billets de banque. On a parlé déjà de cette dernière faculté accordée aux banques coloniales. En ce qui concerne l'escompte des effets de commerce, les établissements de crédit coloniaux n'exigent que deux signatures, au lieu de trois que réclame la Banque de France. Quant aux prêts sur récoltes pendantes, il fut question, dès 1831, de les autoriser. La commission de la Chambre rejeta cette proposition : les banques, disait-on, n'auraient plus le gage réel et matériel qu'il convient de leur assurer ; puis, comment concilier les droits de la banque avec ceux des créanciers privilégiés sur la récolte elle-même, comme les ouvriers de l'exploitation hypothéquée, par exemple ? Entre temps M. de Chasseloup-Laubat était nommé ministre de la Marine. Il eut à cœur de faire aboutir la proposition et il amena le Corps législatif à la voter, mais sous certaines réserves. Le prêt n'était autorisé que pendant les quatre mois qui précèdent la récolte et il ne porterait que sur le tiers de la valeur estimative, ce qui ménageait un gage toujours libre

aux créanciers hypothécaires ou privilégiés. On organisait aussi un système de publicité donnant à tous les créanciers légitimes les moyens de se faire connaître et même de s'opposer au prêt, qui ne s'effectuait qu'au cas de silence de leur part après mise en demeure. Dans certaines hypothèques, on réclamait le consentement des créanciers inscrits. Ce système fut adopté en 1851, et la loi du 24 juin 1874, loi organique des banques coloniales, l'a maintenu et développé en en permettant l'usage non plus aux propriétaires seulement, mais aux fermiers, métayers, locataires de terrains, entrepreneurs de plantation, sous réserve de l'adhésion du propriétaire foncier.

Les banques n'ont pas toujours accordé des prêts sur les récoltes en se conformant aux règles imposées. Aussi la plupart des portefeuilles sont-ils encombrés d'effets et de valeurs dont la réalisation est difficile.

La *banque d'Indo-Chine*, créée par décret du 15 janvier 1875, constituée par une société d'actionnaires ayant son siège social à Paris avec des succursales à Saïgon, Haïphong, Shanghai, Han-Kéou, Canton, Pondichéry, Nouméa, possède un capital primitif de 8 millions, qui s'est élevé depuis 1888 à 12 millions, représenté par 24 000 actions nominatives et libérées de 500 francs. Ce capital de 12 millions a été porté à 24 millions, en vertu d'un décret du 16 mai 1900, prorogeant le privilège de la banque et approuvant les modifications apportées à ses statuts. La banque de l'Indo-Chine a pour but de faire toutes les opérations pratiquées par les banques de prêt, d'escompte et d'émission et peut établir des succursales sur tous les points de l'extrême Orient où se trouvent des comptoirs français. Elle est administrée par un conseil dont le siège est à Paris et qui comprend huit membres au moins et quinze au plus. Elle élit son président, et celui-ci nomme ses directeurs avec l'agrément du ministre. Un commissaire du gouvernement, nommé par le ministre et convoqué à chaque séance, remplit le rôle de censeur. L'assemblée générale se compose des cent propriétaires du plus grand nombre d'actions dans les six derniers mois. La commission de surveillance dont nous avons défini le rôle exerce aussi son contrôle sur la banque de l'Indo-Chine.

Crédit foncier colonial. — Les causes qui ont motivé la création des banques coloniales (crise économique consécutive à l'abolition de l'esclavage) expliquent également la constitution à Paris d'une société de prêts soit à des individus isolés, soit à des groupes de colons. Le Comptoir d'escompte remplissait le rôle de mandataire dans les opérations de prêt. Reconnue par décret du 24 octobre 1860, elle se transforma en 1863 en *Crédit foncier colonial*, et les statuts de l'établissement furent approuvés par décret du 31 août 1863 (1).

Le siège social est à Paris. Le capital social s'élève à 12 millions.

(1) En 1872, la société du Crédit foncier colonial se sépara du Comptoir d'escompte, ce qui entraîna une nouvelle modification des statuts (décrets des 23 octobre 1872 et 31 mars 1873).

L'établissement prête aux propriétaires de sucreries et aux autres propriétaires coloniaux.

Régime monétaire. — En France et dans les pays civilisés, la monnaie est une marchandise — métallique ou représentant un métal — qui, de par le consentement des parties intéressées, a pour caractère particulier de servir d'intermédiaire dans les échanges sous forme de prix de vente et d'achat.

Pour que ce rôle ait toujours son plein effet, il faut chez les coéchangistes une commune habitude d'évaluer les prix des choses par rapport à une monnaie courante. Or, les peuples primitifs n'ont point ce degré de civilisation qui permet de sortir de la phase du troc et de l'échange pour pratiquer la vente. Les noirs du Soudan préfèrent la guinée — espèce de cotonnade — à nos monnaies, qui n'évoquent en leur esprit aucune idée de valeur. Au Congo, des tissus imprimés ou teints en rouge, des coutelas, des glaces, des perles et des verroteries jouent seuls le rôle de monnaie. D'autres régions n'admettent en paiement des services ou des marchandises de leurs habitants que des perles colorées ou des boutons blancs et bleus. Ce serait une erreur de croire à l'infinie variété des types d'objets qui peuvent servir dans les échanges avec les peuplades du haut Ogôoué, par exemple, ou de telle autre région. Les indigènes finissent toujours par adopter plus particulièrement des échantillons d'étoffes ou d'objets dont ils ne veulent plus s'écarter. La teinte, la transparence d'une perle, la nuance d'une verroterie en vogue ne sont point indifférentes, et, trop souvent, l'insuccès du commerce français dans ces régions provient de ce que nos exportateurs ne connaissent pas exactement la nature des bibelots recherchés par les populations noires. Aussi est-ce avec raison que la commission des recettes coloniales du Congo vérifie les anghesis et les tombas (verroteries de Venise ou de Bohême) destinées au commerce de cette région. Elle se montre très sévère quant à la couleur, à la forme de ces objets; les indigènes ne les acceptent sans discussion que s'ils sont identiques aux échantillons donnés comme modèles.

Une petite coquille univalve, le cauris, sert de monnaie aux indigènes des régions du Niger; au golfe de Benin, l'unité monétaire est représentée par la piastre-cauris, qui comprend 2000 coquillages. La piastre se subdivise en 10 galliras, chacune de 200 cauris. La piastre-cauris vaut au Benin 0 fr. 50. En Indo-Chine, nous trouvons une monnaie en métal, la sapèque, composé de zinc terreux et friable. Les Annamites et les Cambodgiens connaissent les *barres* d'or et les *barres* d'argent qui ont un poids et un titre.

Des monnaies étrangères ont cours dans nos colonies. La piastre mexicaine, en usage dans tout le bassin du Pacifique et dans l'Atlantique du Nord, est un peu plus forte que notre pièce de 5 francs. Autrefois, elle valait jusqu'à 5 fr. 60. Aujourd'hui, elle n'est évaluée que 2 fr. 60 environ. Cette monnaie, dont il se fait un grand commerce sur le marché de Londres, où on la paye un prix moindre que la valeur métallique augmentée du coût réel de la frappe, est accaparée par les exportateurs anglais

qui font commerce avec les ports du Pacifique, où on l'emploie comme monnaie usuelle.

Certaines colonies possèdent aussi des bons de caisse, dont le gouvernement garantit le remboursement métallique après un certain nombre d'années.

Mais ce serait une erreur de penser qu'on ne trouve pas d'autres monnaies aux colonies; chacune d'elles a une quantité plus ou moins considérable soit de monnaies françaises, soit de monnaies étrangères. A la Guadeloupe, par exemple, on voit des pièces d'or de 100 francs de Belgique, de Grèce, d'Italie, etc. A Saint-Martin, il circule beaucoup de doublons, demi-doublons et quarts de doublons or espagnols. On y connaît aussi le dollar américain. A Saint Pierre et Miquelon, l'or et l'argent français sont si peu répandus que le Trésor doit admettre les monnaies étrangères. Dans les Indes, la seule monnaie ayant cours légal est la roupie d'argent, dont la valeur est réglée annuellement par le cours moyen du change; les autres pièces sont vendues au poids. La roupie se divise en 8 fanons ou 16 annas, le fanon en 24 cashes et l'anna en 12 païces.

L'unité monétaire de l'Indo-Chine française est la piastre d'argent au titre de 9 dixièmes d'argent et au poids de 27 gr., 215; ces éléments ne sont autres que ceux de la piastre ancienne en usage dans l'extrême Orient. De cette unité dérivent la pièce de 50 centièmes ou demi-piastre, celle de 10 centièmes et le double de cette dernière. Il existe encore ceux pièces de bronze, l'une de 1 centième, pesant 10 grammes, et l'autre, la sapèque, du poids de 2 grammes. Ce sont là des monnaies de commerce dont la valeur, intimement liée à celle de l'argent, est réglée par le marché.

On devine combien cette multiplicité de monnaies apporte de complications dans les échanges. On a donc pensé à doter les colonies d'une monnaie unique et à y établir la computation monétaire de la métropole (Antilles, décret du 23 avril 1855; Guyane, arrêté local du 2 février 1820; Saint-Pierre et Miquelon, 7 juillet 1824; etc.). Mais deux objections très graves s'opposent à la réalisation de cette mesure. Nos pièces or et argent ont une valeur beaucoup trop considérable pour faciliter les ventes d'objets multiples et de peu de valeur qui abondent dans les pays neufs. En second lieu, nos pièces, surtout nos pièces d'argent, n'ont qu'une valeur fictive, et cependant elles ne peuvent être exportées qu'à leur pleine valeur légale, car personne ne peut accepter la charge de la différence entre la valeur fiduciaire et leur valeur intrinsèque. Leur emploi offrirait des difficultés dans les pays où les habitants n'acceptent habituellement la monnaie qu'à sa valeur réelle. Il serait par contre intéressant de poursuivre l'expérience tentée pour l'Indo-Chine. La Monnaie frappe des piastres et des subdivisions de cette pièce représentant aussi exactement que possible la valeur des multiples objets qu'elles servent à acquérir. Ne pourrait-on créer, dans nos autres possessions, des monnaies coloniales répondant aux nombreux et infimes besoins de populations peu habituées à l'usage des monnaies ayant une valeur fiduciaire?

Germain MARTIN.

XI

HYGIÈNE ET ASSISTANCE PUBLIQUES

Les conditions particulières de l'existence dans nos colonies obligent les pouvoirs constitués à placer le développement de l'hygiène publique au premier rang de leurs préoccupations. A Saint-Pierre et Miquelon, il faut se protéger contre les rigueurs du froid ; mais, partout ailleurs, dans nos possessions, c'est contre la chaleur qu'il faut lutter, c'est aussi contre les effets du paludisme et la propagation des maladies contagieuses. Lutte que doivent servir l'effort individuel et l'initiative privée des habitants ; lutte que les administrations, de même, doivent faciliter par des mesures d'intérêt public et par des institutions de sauvegarde sociale.

Au premier de ces deux points de vue, les progrès de la science, le développement des communications, les améliorations enfin qu'apporte à la vie matérielle, avec un souci relatif du confortable, la construction d'habitations mieux adaptées au pays, donnent à l'Européen des moyens de plus en plus efficaces de se défendre contre les effets du climat. Instruit par l'expérience du passé, averti parfois par les douloureux exemples qu'il a sous les yeux, l'Européen s'attache à mieux observer, dans son existence de chaque jour, les règles qu'impose l'hygiène particulière aux pays chauds. Les indigènes seront plus lents à comprendre la nécessité de certains principes d'hygiène ; ils ne s'expliquent pas pour eux-mêmes les inconvénients de pratiques auxquelles leur insouciance les a depuis longtemps accoutumés, à plus forte raison ne s'en inquiètent-ils pas pour l'Européen obligé de vivre à leur contact. Aussi le maintien de la santé publique serait-il souvent compromis, si les bonnes volontés particulières et la prudence même des colons ne trouvaient dans l'intervention de l'autorité un encouragement et un soutien.

A ce deuxième point de vue, l'action de l'autorité peut s'exercer :
1° pour protéger une colonie contre certains dangers venus du dehors ;
2° pour améliorer l'état sanitaire à l'intérieur même du pays.

Au dehors, il est toujours à craindre pour une colonie que ses relations avec des pays devenus de véritables foyers d'épidémie ne l'exposent elle-même à être envahie par la contagion. C'est alors une question de police sanitaire maritime qui s'est trouvée posée, et dont il a fallu, dès l'origine, fixer les règles essentielles. La loi du 3 mars 1822 en avait déterminé les principes généraux, et, conformément à cette loi, des décrets spéciaux avaient consacré les réglementations particulières à chacune de nos possessions. Mais, à la suite de la convention sanitaire internationale signée à Dresde le 15 avril 1893, il devint nécessaire de mettre en harmonie

avec les dispositions nouvelles les réglementations existant dans nos diverses colonies. Tel fut l'objet du décret du 31 mars 1897 applicable à l'ensemble des possessions et pays de protectorat français. Ce décret distingue tout d'abord les mesures sanitaires permanentes et les mesures accidentelles et temporaires de précaution. Le choléra, la fièvre jaune et la peste sont les seules maladies entraînant l'application de mesures sanitaires permanentes. La patente de santé mentionne l'état sanitaire du « pays de provenance » et constate l'existence ou l'absence des trois maladies jugées ainsi tout particulièrement dangereuses. Les mesures sanitaires à prendre au port de départ, pendant la traversée, et dans les ports d'escales contaminés sont minutieusement décrites. Il en est également ainsi des mesures sanitaires à prendre au port d'arrivée. Tout navire infecté est soumis à l'isolement, et les passagers sont placés en observation pendant sept jours s'il s'agit du choléra, pendant neuf jours s'il s'agit de la fièvre jaune depuis le débarquement ou depuis le dernier cas survenu parmi les personnes débarquées. L'application des mesures prescrites au port d'arrivée entraîne l'établissement de stations sanitaires et de lazarets, dont l'institution et le fonctionnement sont également prévus par le décret du 31 mars 1897.

A l'intérieur des colonies, l'administration, depuis quelques années surtout, pourvoit à l'amélioration de la santé publique par l'exécution de travaux d'utilité générale, tels que l'adduction d'eau potable, le dessèchement des marais, l'installation de machines pour la fabrication de la glace, etc. Il existait depuis longtemps des *conseils d'hygiène*, dont la composition et le fonctionnement n'étaient pas uniformes pour nos diverses possessions : des règles générales ont, à cet égard, été déterminées par le décret du 31 mars 1897 sur la police sanitaire maritime des colonies. Dans chacune de nos possessions, il doit être institué, par une décision de l'autorité locale, un *comité d'hygiène*, que préside de droit le chef du service de santé de la colonie. Ce comité siège au chef-lieu de la colonie ; mais, dans les localités suffisamment importantes, il peut être institué, en outre, des commissions spéciales d'hygiène. Comité et commissions spéciales sont distincts des *conseils sanitaires*, dont le décret du 31 mars 1897 prévoit également l'institution dans les ports ouverts au commerce. Ces derniers, qui connaissent des questions quaranténaires et de la police sanitaire maritime, représentent les intérêts locaux et doivent tenir compte, autant que possible, des nécessités de l'administration, du commerce et de la défense militaire.

Mais le moyen le plus efficace, pratiquement, dont l'administration puisse disposer pour assurer la préservation sanitaire d'une colonie, c'est la création d'hôpitaux militaires ou hôpitaux civils. Les premiers, entretenus aux frais du budget de l'État ou des budgets locaux des colonies, sont dirigés par le corps de santé des colonies, que seconde un corps militarisé d'infirmiers coloniaux. Dans les hôpitaux de cette première catégorie sont admis les militaires de tout grade ; les fonctionnaires de l'ordre administratif peuvent également y recevoir des soins. Quant aux hôpitaux civils, ils sont d'ordinaire entretenus aux frais des municipalités et placés sous la direction de médecins civils ; certaines

entreprises privées disposant d'un nombreux personnel, les entreprises de chemin de fer notamment, ont fait établir aussi, à l'aide de leurs ressources propres, des infirmeries particulières. Dans ces divers hôpitaux, les malades reçoivent les soins de religieuses appartenant à deux congrégations, celle des sœurs de Saint-Joseph de Cluny et celle des sœurs de Saint-Paul de Chartres.

En outre de ces hôpitaux, où seuls les malades sont admis, il existe dans certaines colonies des sanatoria permettant aux Européens simplement fatigués de réparer leurs forces : station thermale de Salazie, à la Réunion, établissement du cap Saint-Jacques, en Cochinchine.

Enfin, il n'est pas inutile d'indiquer que le décret du 17 août 1897, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, a, par son article 10, laissé au ministre des Colonies le soin de dresser, après avis de l'Académie de médecine et du comité d'hygiène publique de France, la liste des maladies dont la divulgation ne peut être considérée comme une violation du secret professionnel. La lèpre, dans certaines de nos possessions, fait encore des ravages tels que des règles spéciales ont dû y être édictées ; ainsi sont intervenus des décrets du 11 mai 1891 pour la Guyane et du 22 septembre 1893 pour la Nouvelle-Calédonie. Des léproseries existent dans plusieurs autres colonies.

Les établissements hospitaliers de nos colonies, sauf à la Martinique, à la Réunion et dans l'Inde, ne reçoivent pas d'aliénés. Ceux-ci sont envoyés en France et traités dans les établissements spéciaux de la métropole aux frais des colonies où ils avaient leur résidence.

Un pareil sentiment de solidarité sociale a fait admettre en France le rapatriement gratuit dans leur pays d'origine de tous les indigents nés dans une colonie, et c'est encore à des considérations analogues qu'il faut rattacher l'allocation des secours extraordinaires que la métropole n'hésite jamais à accorder aux habitants les plus éprouvés, lorsqu'une de nos possessions vient à subir les effets désastreux de quelque catastrophe : cyclone, incendie ou inondation.

Dans les colonies mêmes, dans nos plus anciennes possessions du moins, l'assistance publique est organisée selon des principes qui se rapprochent des règles suivies dans la métropole. La surveillance générale en est confiée à un conseil ou à une commission spéciale, qui parfois, comme à Pondichéry ou à Saïgon, est également chargée de la répartition des secours attribués aux indigents. Ce soin est, au contraire, aux Antilles, à la Réunion et à la Guyane, laissé à des bureaux de bienfaisance.

C'est enfin à un but général d'assistance et de protection que répondent les sociétés de secours mutuels existant, en vertu d'arrêtés locaux, dans certaines colonies, ainsi que les caisses d'épargne. Celles-ci sont le plus souvent des caisses d'épargne ordinaires, établissements privés, distincts de la caisse nationale d'épargne telle qu'elle a été organisée pour la France. Le régime applicable à celle-ci a cependant été étendu à certaines caisses coloniales.

A. DUCHÈNE.

XII

L'ARMÉE COLONIALE

ET LA DÉFENSE DES COLONIES

L'ancien régime. — Antérieurement à la paix des Pyrénées (1659) les colonies françaises, qui se composaient principalement du Canada, de la Louisiane, de Saint-Domingue et de quelques îles des petites Antilles, ne disposaient pour leur sauvegarde que de quelques troupes envoyées de la métropole.

Lorsque la France entra dans la voie de l'expansion coloniale, la monarchie, ne voulant pas engager l'État dans des entreprises alors aléatoires, recourut aux grandes compagnies dites à « charte ».

Les compagnies furent donc dotées de tous les pouvoirs militaires. Elles faillirent souvent à leur tâche, démunissant les colonies de leurs défenseurs, dans un but d'économies mal justifiées.

Les ravages causés par les corsaires ennemis obligèrent la monarchie à s'occuper davantage de la défense de nos possessions d'outre-mer. C'est ainsi que l'on donna à la Compagnie des Indes quelques-uns des régiments levés pour la guerre contre l'Espagne et qui, suivant la règle suivie à cette époque, devaient être licenciés au moment de la signature de la paix (traité d'Aix-la-Chapelle, 1668). Faute d'une bonne organisation à la fois militaire et sanitaire, ces troupes « fondirent » sur place, moins par suite de pertes normales que par les désertions, les soldats quittant leur corps pour aller se joindre aux flibustiers, boucaniers, trappeurs, frères de la Côte, des Antilles, de la Louisiane et des Indes orientales.

L'intervention royale ne tarda pas à se faire de plus en plus étroite. La charte concédée à la Compagnie de Saint-Domingue portait la clause suivante : « Nous ferons construire (nous le roi) à nos dépens dans les pays où la Compagnie fera son principal établissement une place forte, et la ferons munir de canons, mortiers, poudres, munitions et armes convenables, à la charge que la Compagnie entretiendra à ses dépens et payera les officiers et troupes qu'elle estimera nécessaires à sa défense. Lesdits officiers seront pourvus par nous sur la proposition des Compagnies. Permettons à la Compagnie de construire des forts et d'y mettre des garnisons et de lever des gens de guerre dans tout le royaume. »

Le souci de la défense se manifesta davantage lorsque plusieurs de nos colonies firent retour à la couronne. Le roi décida de réserver le long du littoral une zone territoriale de cinquante pas en profondeur qui pût être un obstacle aux descentes des soldats des escadres ennemies. Le

caractère militaire de la zone est nettement indiqué par une lettre de 1674, qui porte que « l'on plantera cet espace réservé de bois debout, très épais et très difficile à percer », ce qui sera « un grand empêchement contre les descentes ».

En 1719, le roi mit à la disposition du ministère de la Marine, dont dépendait la défense des colonies, le régiment suisse de Karrer, dont, par commission du 15 décembre, quatre compagnies furent affectées à la garde de la vallée du Mississippi.

Régiment suisse de Karrer.

A peu près à la même époque, la Compagnie des Indes obtenait la faculté de lever et de prendre à sa solde des troupes européennes, dont le dépôt fut à Lorient et qu'elle affecta à la défense du Bengale, de l'île de France, de l'île Bourbon, de ses comptoirs de la côte de Guinée et du nord de l'Afrique.

C'est avec ces troupes, renforcées ultérieurement de régiments auxiliaires indigènes levés dans l'Hindoustan (des milices de colons français qui, dès 1726, avaient été dotés d'une organisation à peu près régu-

lière et qui furent soutenues par quelques régiments envoyés de France), que s'illustrèrent au Bengale Dupleix et La Bourdonnais. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, le régiment de Karrer (devenu d'Hallevey) fut envoyé de la Louisiane aux Antilles.

Pendant la guerre de Sept ans (1756-1763), douze bataillons prélevés sur les régiments métropolitains et le régiment irlandais de Lally furent envoyés aux colonies d'Asie et d'Amérique pour renforcer les corps de diverses natures dont disposaient les gouverneurs des pays d'outre-mer.

Les instructions royales concernant la défense des colonies ne furent malheureusement pas suivies. D'autre part, le recrutement des troupes coloniales était entravé par les guerres continentales.

On avait remédié à cet inconvénient en organisant des milices, cons-

tituées par l'appel sous les armes de tous les blancs, et dont le rôle consistait surtout à maintenir l'ordre parmi les nègres. Elles ne formaient point de corps militaires; mais, en cas de guerre, elles devaient coopérer à la défense de la colonie. On eut tort de trop compter sur cette ressource insuffisante pour s'opposer, par la suite, aux convoitises des Anglais.

La leçon ne fut pas perdue. Après le traité de 1763, la défense des colonies fut, en 1766, confiée au ministre de la Guerre, qui leur affecta les vingt-trois régiments désignés parmi les derniers sur la liste d'ancienneté des corps métropolitains et qui n'étaient pas régiments des princes, plus trois brigades d'artillerie. Le 24 mai 1763 avait paru un règlement du roi concernant l'administration de la Martinique qui fut ensuite appliqué à nos autres colonies : « ... Le gouvernement militaire comprend : un gouverneur général, un commandant en second, un aide-major général d'infanterie, un certain nombre de bataillons d'infanterie, un officier principal d'artillerie et

un détachement du corps royal d'artillerie, deux ingénieurs et un détachement des fortifications, une compagnie de fortifications, une compagnie de maréchaussée... Sa Majesté voulant confier la défense de la colonie de la Martinique à des troupes réglées, il n'y aura point de milice générale ni particulière dans cette colonie. »

En ce qui concerne les corps de troupes, le système d'envoi aux colonies de régiments complets avait peu duré, surtout parce qu'on le trouvait trop dispendieux. D'autre part, il suscitait continuellement des difficultés entre les deux ministères de la Guerre et de la Marine, aussi crut-on faciliter la défense permanente des colonies par l'organisation de troupes coloniales autonomes; dans ce but fut formée, par colonie, une légion

Troupes de la Compagnie des Indes.

coloniale comprenant les trois armes et portant les noms des colonies qu'elles occupaient : il y eut les légions de Saint-Domingue, de l'île de France, de Pondichéry. Les milices furent supprimées.

L'essai ne donna pas de bons résultats, et un document conservé aux archives coloniales dit à ce sujet : « Qui dit légion dit un corps composé d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie. Ce mélange n'est pas

admissible dans la colonie ; chaque espèce de corps doit y être séparé, c'est le seul moyen d'y introduire l'émulation, et cette vérité conduit à une seconde, qui consiste à faire donner la préférence à des régiments de France sur toute légion. »

Comme on ne pouvait supprimer brusquement les légions coloniales formées par la fusion des troupes du roi et de celles des grandes compagnies de colonisation, on adopta un système mixte : les légions furent maintenues en partie, mais on leur adjoignit des régiments venus de France.

D'autre part, la suppression des milices avait occasionné de grands mécontentements et permis aux nègres de se livrer à des actes d'indiscipline. L'ordonnance royale du 1^{er} septembre 1768 rétablit les milices aux Antilles, mais le texte même de l'ordonnance montre bien que l'on songeait uniquement à la sécurité intérieure

Régiment de l'île Bourbon.

des colonies et non à confier à ces troupes un rôle de défense.

Aux Indes, nous n'avions plus alors que les places de Pondichéry, Karikal, Mahé, Chandernagor, absolument démantelées, et dont les garnisons comprenaient au total : 88 officiers, 906 soldats blancs, 794 soldats noirs et des équipages. Au total, nous avions 16 218 hommes en garnison d'outre-mer.

Une ordonnance royale du 18 août 1772 supprima les légions et les remplaça par des régiments coloniaux d'organisation semblable à celle des régiments métropolitains et qui tinrent garnison à l'île Bourbon, à l'île de France, aux Antilles ; la Guyane eut un bataillon. Puis, le 30 dé-

cembre 1772, une ordonnance nouvelle chargea de la défense de notre empire d'outre-mer l'administration de la Marine, qui l'assura à l'aide des mêmes éléments. Les régiments coloniaux tenaient garnison dans les colonies, les hommes contractant un engagement de sept ans; ils étaient alimentés par un dépôt colonial établi à l'île de Ré. On organisa même une école de cadets pour fournir des officiers aux troupes coloniales.

L'artillerie prenant dans les guerres une place de plus en plus considérable, l'ordonnance du 24 octobre 1784 créa le corps royal d'artillerie des colonies, qui comprit 20 compagnies de 80 hommes groupées en 5 brigades.

Jusqu'à cette époque le service de l'artillerie avait été assuré d'abord par des soldats d'infanterie, qui touchaient une indemnité lorsqu'ils étaient employés au canonnage, ensuite par des compagnies de canonniers-bombardiers, à effectifs très réduits et surtout très changeants.

En résumé l'ancienne monarchie ne s'est nullement désintéressée de la défense des colonies. Seulement elle n'était pas libre de ses actes par suite des privilèges accordés aux grandes compagnies de colonisation, et de plus les guerres européennes détournèrent d'un autre côté l'attention du gouvernement.

De la Révolution à nos jours.

— Au début de la Révolution française, on avait pu entrevoir les indices d'une organisation rationnelle de l'armée coloniale, mais il y avait encore beaucoup à faire, car les groupes militaires, transformés et diminués à diverses reprises, ne constituèrent jamais, quoique secondés par les milices coloniales, des unités défensives ni bien homogènes, ni bien stables. En outre, leur mode de recrutement nuisait à la paix intérieure des colonies. Ainsi que le disait le député Villery dans la séance du 11 juillet 1791, de l'Assemblée législative, les lieutenants de police envoyaient aux régiments coloniaux les mauvais sujets dont on voulait débarrasser le pavé de Paris, ceux des villes de province et les enfants que leur famille désirait faire engager. Sans doute ces hommes étaient braves, mais c'étaient des déclassés.

Corps royal d'artillerie des colonies.

(Ordonnance du 1^{er} janvier 1786.)

Au moment de leur libération du service forcé qu'on leur avait imposé, ils n'osaient ou, faute de ressources, ne pouvaient retourner dans leur pays d'origine ; ils restaient donc dans la colonie et constituaient des groupes turbulents, sans attaches dans la colonie, que l'on appelait les Petits Blancs. Au moment de troubles, ils devenaient de dangereux fléaux, et à Saint-Domingue lorsque éclata la grande révolte des noirs et des mulâtres, ils constituèrent un véritable péril.

La Constituante n'avait pas tardé à envisager la question de l'organisation d'une armée coloniale ; elle en avait discuté le principe dès 1791, étudié depuis les moyens d'exécution, et décrété le 20 juillet de cette année son organisation. Le 30 mai 1791, elle votait, en conformité des précédents décrets, une loi portant que tous les régiments de bataillons coloniaux et autres troupes employés à la défense des colonies seraient à l'avenir sous la direction du département de la Guerre. Il serait formé de tous ces régiments, à l'exception des cipayes et des volontaires de la Réunion, six régiments d'infanterie de deux bataillons chacun, qui tireraient au sort entre eux pour prendre rang dans les régiments métropolitains d'infanterie, après le 105^e.

L'artillerie des colonies, suivant les dispositions de la loi du 30 mai 1792, avait été fusionnée avec l'artillerie de terre.

Quant aux milices, elles furent transformées en gardes nationales.

Dans la pratique, il s'éleva de graves conflits entre la Guerre et la Marine au sujet de la défense des colonies.

Les nouvelles dispositions appliquées aux hommes de couleur avaient déchaîné une révolte générale. Beaucoup de soldats des régiments coloniaux, depuis très longtemps dans la colonie, firent cause commune avec les insurgés. On dut les embarquer de force pour la France, et nos possessions se trouvèrent démunies de défenseurs.

Les Anglais en profitèrent pour s'emparer en 1794 de la Martinique, malgré la belle défense de Rochambeau, qui n'avait guère avec lui qu'un bataillon de la 84^e demi-brigade. La Guadeloupe eut le même sort, mais elle fut reprise en 1795. Quant à Saint-Domingue il fallut diriger trois expéditions contre l'île, et, malgré cet effort considérable, elle ne put être replacée sous notre domination.

Les forces qui opérèrent alors sous le commandement du général Leclerc n'appartenaient pas à l'armée coloniale issue du décret de la Constituante, c'était un corps expéditionnaire prélevé sur les effectifs métropolitains, composé de brigades d'infanterie et de divisions d'artillerie. Les deux tiers de cette armée périrent par suite de maladies ou de faits de guerre, le reste revint la France par voie de rapatriement.

La Martinique fut rendue à la France en 1802, reprise en 1809, et définitivement restituée en 1815.

La Guadeloupe fut prise en 1810 et nous fit retour en 1815.

La colonie du Sénégal fut prise en 1809 et restituée en 1814.

Aux îles de France et de Bourbon, la résistance fut de plus longue durée, avec le général Decaen, qui avait sous ses ordres environ 1 500 hommes. Les Anglais finirent cependant par s'en emparer en 1810, et en 1815 ils ne nous rendirent que Bourbon, devenue l'île de la Réunion.

La Restauration s'occupa attentivement de la reconstitution de notre empire colonial.

La défense des colonies fut attribuée au ministère de la Guerre par l'ordonnance du 8 août 1814, et celui-ci l'assura d'abord à l'aide de bataillons supplémentaires pris dans les régiments de ligne. Toutefois, le service de l'artillerie fut assuré par l'artillerie de la marine ; puis en 1816 et 1817 la défense des colonies ayant été rendue à la marine, on forma, avec quelques débris des anciennes armées licenciées, des légions, transformées l'année suivante en bataillons de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et du Sénégal. Enfin, en 1825, toutes ces troupes furent licenciées, et, une fois de plus, la défense des colonies fut rendue au ministère de la Guerre, qui y pourvut par l'envoi de détachements prélevés sur l'armée de terre.

L'ordonnance du 17 août 1825, qui eut au point de vue législatif et administratif une si grande importance dans l'œuvre de la colonisation, eut pour conséquence, dans l'ordre militaire, l'ordonnance du 9 février 1827. Jusqu'en 1825, il n'existait aux colonies qu'un seul pouvoir, celui du roi, qui considérait les colonies comme propriété de la couronne. Les arrêtés de la Constituante et de la Convention étaient demeurés à peu près lettre morte.

Après 1825, les colonies jouirent d'une autonomie relative, eurent un état légal, de sorte qu'il fallut réglementer les attributions des fonctionnaires coloniaux. L'ordonnance du 9 février 1827 confia à un gouverneur le commandement général et la haute administration de chacune des colonies de Bourbon, de la Martinique et de la Guadeloupe, et à un commandant militaire, sous les ordres du gouverneur, le commandement « des

Bataillons coloniaux (1815-1840).

troupes et des autres parties du service militaire que le gouverneur lui délègue ». Le gouverneur était toujours un officier général, ce qui explique l'importance de ses attributs militaires. Il exerçait l'autorité militaire « seul et sans partage ». Il était chargé de la défense extérieure et intérieure, avait le commandement et l'inspection des troupes, veillait à la régularité du service et de la discipline, pouvait déclarer l'état de siège, après avoir pris l'avis d'un conseil de défense, mais sans être tenu de s'y

Infanterie de marine. — (Ordonnance du 1^{er} juillet 1845.)

arrêter, formait et convoquait les conseils de guerre, faisait traduire devant eux les militaires de toutes armes prévenus de crimes ou de délits.

En résumé, l'officier général gouverneur d'une colonie avait les attributions d'un général commandant en chef. Il était secondé par un commandant militaire qui exerçait le commandement et l'inspection des troupes de toutes armes et des milices lorsqu'elles étaient réunies. Il visitait et inspectait aussi les places, forts, quartiers, arsenaux, hôpitaux, ainsi que les approvisionnements de guerre. Il recevait et transmettait au gouverneur les rapports des chefs de corps et de services, des commandants de place, etc...

Cette organisation dura jusqu'en 1831, date du retour à la Marine de

l'administration et de la défense des colonies, en même temps que de la création de l'infanterie de marine. C'est avec cet élément nouveau de troupes, auxquelles il faut joindre l'artillerie de marine qui existait depuis longtemps, que la Marine assura pendant soixante-dix ans la garde et la défense des anciennes colonies, comme l'extension de notre empire colonial.

Toutefois, dès cette époque, les troupes employées à la conquête et à la défense de l'Algérie, comme celles qui, depuis 1881, ont été cantonnées en Tunisie, pays de protectorat, ont toujours appartenu exclusivement au ministère de la Guerre, formant un groupe tout à fait distinct des autres groupes coloniaux.

En 1838, la répartition des effectifs était la suivante :

Guadeloupe	15	compagnies	d'infanterie de marine.
Martinique	15	—	—
Guyane	6	—	—
Bourbon	6	—	—
Sénégal	3	—	—

Il existait également des détachements d'artillerie de marine et du génie.

Peu à peu, l'idée d'une guerre possible avec l'Angleterre disparut, et la défense extérieure de nos vieilles colonies s'effaça devant les préoccupations nouvelles d'une politique coloniale très active.

La conquête du Sénégal et de la Cochinchine, l'occupation de la Nouvelle-Calédonie nous obligèrent à une nouvelle répartition d'effectifs dans nos garnisons coloniales.

Le sénatus-consulte du 13 mai 1854, complétant les ordonnances de 1825 et 1827, avait admis la division des colonies en deux groupes : les anciennes colonies régies d'après les lois de la métropole, les nouvelles colonies soumises au régime des décrets. Quant aux pouvoirs des gouverneurs, lesquels étaient toujours des officiers généraux ou supérieurs, ils restaient tels que la monarchie les avait définis.

En 1868, la défense des colonies était ainsi assurée :

Martinique	5	comp. d'infant. de marine,	2	batt. d'artillerie.
Guadeloupe	5	—	1/2	—
Réunion	4	—	1/2	—
Guyane	5	—	1/2	—
Sénégal	6	—	1/2	—
Nouvelle-Calédonie .	5	—	1/2	—
Taïti	1	—	1/2	—
Cochinchine	30	—	3	—
Japon	2	—	»	—

Cette organisation fut maintenue par la troisième République avec de légères modifications.

Toutefois les gouverneurs civils remplacèrent bientôt aux colonies les gouverneurs militaires. Les décrets du 27 janvier 1886 et 2 février 1890 admirèrent que les gouverneurs étaient responsables de la défense intérieure

et extérieure de nos colonies, mais devaient dans la pratique déléguer leurs pouvoirs militaires au commandant supérieur des troupes.

En ce qui concerne la défense des colonies, les décrets de 1889 et 1890, en rattachant le sous-secrétariat d'État des Colonies au ministère du Commerce, avaient donné à ce ministère l'administration des crédits se rapportant aux troupes d'outre-mer et à la défense des colonies. Peu à peu, il se créa une situation de fait d'ordre spécial, et le ministre chargé

des colonies se trouva investi de leur garde et de leur défense, sans qu'aucune loi fût intervenue.

Infanterie de marine (1871).

Aujourd'hui.

— On a envisagé la défense de notre empire d'outre-mer en partant de ce principe que les mers ne seront vraisemblablement pas libres en cas d'hostilités. Chacune de nos colonies est donc dotée, dès le temps de paix, des forces jugées nécessaires pour assurer sa défense intérieure et extérieure; on a donné à celles-ci les armes, munitions et approvisionnements qui leur seront nécessaires, et organisé sérieusement les réserves de troupes indigènes.

Les décrets du 4 octobre 1898 et du 1^{er} avril 1899 et la loi du 7 juillet 1900 ont admis la création aux colonies de points d'appui de la flotte, classés places de guerre. Ces points d'appui doivent permettre à une escadre française de venir s'y ravitailler.

Ce sont ceux de Fort-de-France (Martinique); Dakar (Sénégal); Saïgon et cap Saint-Jacques (Cochinchine); Port-Courbet (baie d'Along); Nouméa (Nouvelle-Calédonie); Diégo-Suarez (Madagascar).

Dans chaque point d'appui, le commandant de la marine est adjoint au commandant de la place. Celui-ci relève lui-même du commandant supérieur des troupes de la colonie.

En thèse générale, on a admis que les troupes de chaque colonie

devaient former deux groupes : l'un affecté à la défense des places fortes, l'autre formant un corps mobile susceptible soit de jeter à la mer un corps de débarquement, soit, si celui-ci a débarqué et mis le siège devant un port, de l'enfermer entre les feux de la défense et ceux de l'armée de secours.

Le comité technique des inspecteurs généraux des troupes de la marine s'était toujours beaucoup préoccupé de la mise en état de défense de nos colonies : malheureusement les rapports qu'il rédigea restèrent longtemps lettre morte, parce qu'on ne comprenait pas l'importance de la défense extérieure des colonies.

Un comité technique de défense des colonies, siégeant au ministère des Colonies, a élaboré un programme de défense, en adoptant les idées déjà émises par le comité technique des troupes de la marine (1).

(1) *Indo-Chine*. — Au point de vue de la défense extérieure, la marine pouvant interdire l'entrée des arroyos qui conduisent à Saïgon, on s'est borné à défendre le cap Saint-Jacques et la baie de Ti-Hoan, où un ennemi peut tenter un débarquement.

Au Tonkin, l'on défendra Haïphong, Kebao, Hone-Gay, Nam-Dinh, qui couvrent Hanoï.

Nouvelle-Calédonie. — Cette colonie redouterait une attaque de l'Australie, qui peut mobiliser 10 000 hommes et une escadre de quinze navires de guerre.

L'isthme de Nouméa résume toute la défense de l'île. La place a donc été divisée en cinq secteurs : ceux de l'île Nou, de la presqu'île Ducos, de l'isthme, de l'Ouen-Toro et de Nouméa.

La Martinique. — La Martinique, par sa situation, a subi de nombreuses attaques.

La garnison doit être forte, l'ennemi ayant le choix entre divers points de débarquement et pouvant par conséquent agir par attaques simulées afin d'amener la dispersion de nos forces.

Le front de mer est défendu par la batterie haute de la pointe des Nègres, le front de mer du fort Tartenson, le fort Saint-Louis, le front de mer du fort Desaix, la batterie de la pointe des Sables, le fortin de l'îlot aux Ramiers, la baie de la pointe du Bouvet. La Martinique est point d'appui de la flotte.

Le front de terre est défendu par le fort Tartenson, le fort Desaix, le front de terre du fort Saint-Louis et quelques batteries et redoutes dont les emplacements ne sont encore que reconnus.

Madagascar et Réunion. — Madagascar et la Réunion entrent dans le même plan de défense, la seconde des colonies fournissant un contingent créole à la première.

La défense fixe est concentrée à Diégo-Suarez, vaste rade d'une largeur de 7 kilomètres, dans laquelle on ne peut pénétrer que par une passe large de 2 kilomètres, qu'un îlot divise en deux chenaux. A l'heure actuelle, nous travaillons à en faire un vaste camp retranché. Quant à la défense mobile, elle serait concentrée sur le plateau de l'Imerina, nos troupes pouvant ainsi prendre en flanc toute une armée ennemie lorsqu'elle aura commencé sa marche dans l'intérieur.

Sénégal. — La position de Gorée-Dakar est particulièrement bien défendue, la rade de Dakar étant excellente. Les batteries des Madeleines, du cap Manuel, du castel de Gorée, les ouvrages de Bel-Air et l'anse Bernard en défendent les approches.

Notre défensive sera stratégique, mais nous aurons à prendre l'offensive tactique, afin de porter la guerre dans les colonies voisines.

L'armée coloniale (*loi du 7 juillet 1900*). — Depuis de longues années, deux problèmes se posaient : le premier, relatif à la constitution d'une armée coloniale ; le second, au rattachement de l'administration de cette armée à l'un des trois ministères de la Marine, de la Guerre ou des Colonies. La discussion de ces projets, venus devant les Chambres pendant le premier semestre de l'année 1900, a abouti au vote de la loi du 7 juillet 1900, qui a constitué l'armée coloniale et l'a rattachée au ministère de la Guerre.

La loi est entrée en vigueur le 7 juillet 1901. Au ministère de la Guerre, l'administration des troupes coloniales ressortit à une direction spéciale confiée à un officier général ou supérieur du cadre de ces troupes.

Le 28 décembre 1900, plusieurs décrets ont complété la loi pour résoudre les questions d'organisation des corps de troupes coloniales, leurs compositions, leurs effectifs ; déterminer les attributions de chaque ministre, dans quelles circonstances et dans quelles conditions s'exerceraient ces attributions en cas de simultanéité de leur action, et régler les rapports entre ces ministres et les autorités militaires coloniales.

La loi du 7 juillet 1900 maintient, sous le rapport militaire de la défense, la distinction entre les colonies proprement dites et le groupe algérien-tunisien, celui-ci restant sous l'administration exclusive, au point de vue militaire, bien entendu, du ministre de la Guerre, sans intervention aucune du ministre des Colonies.

Coopération des troupes d'Algérie-Tunisie. — Toutefois, cette loi du 7 juillet, prévoyant et légalisant ce qui, auparavant, n'était qu'exceptionnel, autorise le ministre de la Guerre à recourir, pour les faire coopérer au service colonial, en dehors des territoires de l'Algérie et de la Tunisie, à la légion étrangère, aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique, aux régiments de tirailleurs algériens. En tout temps, des unités de ces corps peuvent être employés dans les colonies, à la condition que l'effectif du corps dépassera l'effectif maximum légal. — En tout temps également, les compagnies de discipline pourront être employées aux colonies.

Coopération des troupes coloniales à la défense de la métropole. — Bien que les troupes coloniales soient en principe affectées à l'extension du domaine colonial français, à sa garde et à sa défense contre toute agression intérieure ou extérieure, elles coopèrent, le cas échéant, à la défense de la métropole ou prennent part aux expéditions militaires hors du territoire. Elles conservent, même dans ce cas, leur autonomie, forment un ensemble distinct restant sous le commandement de leurs officiers.

Partage des attributions entre les ministères de la Guerre et des Colonies. — En principe, les troupes coloniales sont placées sous le commandement du ministre de la Guerre, mais les lois et décrets devant régler la composition des états-majors particuliers, celle de cadres et effectifs en officiers et en troupes des corps de formation permanente ou temporaire, l'affectation aux colonies, dans certaines circonstances, d'officiers appartenant à l'armée métropolitaine (justice militaire), la relève

des troupes, les conditions d'engagement et de rengagement dans l'armée coloniale, sont présentés aux Chambres ou soumis à la signature présidentielle sur rapport du ministre de la Guerre, après entente avec son collègue des Colonies.

Composition et recrutement des troupes coloniales. — L'ensemble des troupes coloniales comprend : des troupes d'infanterie européenne, des troupes d'infanterie indigène, l'artillerie coloniale, des corps disciplinaires, des corps de santé et d'administration.

Les lois de recrutement, de nomination aux grades et emplois, d'avancement sont, pour toutes les troupes coloniales, infanterie et artillerie, les mêmes que celles qui régissent l'état des officiers de l'armée métropolitaine.

Le recrutement des troupes a lieu par engagement volontaire, rengagements, commissions, passages volontaires de l'armée métropolitaine dans les troupes coloniales, incorporation des hommes du contingent des colonies et désignation d'office parmi les hommes du contingent annuel ; toutefois ces derniers ne pourront être astreints à servir aux colonies que sur leur demande ou leur acceptation.

Les troupes coloniales à destination des colonies ne doivent comprendre que des hommes de vingt et un ans accomplis et comptant au moins dix mois de présence sous les drapeaux.

La durée du séjour aux colonies, pour les officiers, sous-officiers, les hommes des troupes coloniales, varie suivant le pays occupé, suivant aussi la situation de l'homme comme engagé ou rengagé et la durée de l'engagement. Ces conditions de séjour sont déterminées par les officiers comme pour les hommes de troupe par les décrets du 28 décembre 1900.

Infanterie coloniale. — L'infanterie de marine, instituée en 1831, comptait d'abord quatre régiments stationnés à Cherbourg, Brest, Rochefort et Toulon. Par décret du 1^{er} mars 1890, ce nombre fut doublé, mais si les anciens régiments comptaient quatre bataillons de quatre compagnies, les nouveaux n'eurent que trois bataillons à quatre compagnies.

Cette ancienne infanterie de marine a perdu son nom, si glorieux ce-

Infanterie coloniale,
tenue de France.

pendant, pour recevoir celui d'*infanterie coloniale*, et elle a été augmentée de trois régiments.

D'après la loi du 7 juillet 1900, les corps de troupes coloniales ont la même composition que les régiments d'infanterie métropolitaine et forment douze régiments, à chacun desquels est affecté un cadre complémentaire pour servir à la constitution de régiments et de bataillons coloniaux. A l'ensemble de tous les régiments est en outre affecté un autre cadre, dit à la suite, devant assurer le recrutement des divers services coloniaux.

Les douze régiments d'infanterie coloniale doivent former trois divisions, et, en vue de la mobilisation, un corps d'armée est organisé, sous le commandement d'un officier général des troupes coloniales, avec le concours des troupes stationnées en France.

Corps disciplinaires. — Le corps des disciplinaires comprend, en France, un dépôt du corps des disciplinaires des colonies et un dépôt de la compagnie de discipline coloniale. Aux colonies, deux compagnies et une section de disciplinaires coloniaux sont stationnées en Indo-Chine, à Madagascar et à la Martinique. Deux compagnies de disciplinaires des colonies le sont au Sénégal et à Diégo-Suarez.

Artillerie coloniale. — Le corps d'artillerie de la marine, dont l'origine se lie à la création même de la marine de l'État, puisqu'elle remonte à 1689, a été l'objet d'organisations nombreuses, les unes favorables, les autres désastreuses, suivant la situation politique du pays ou les variations de l'opinion publique à l'égard de notre établissement naval. Réellement constituée par l'ordonnance du 28 février 1816, réorganisée en 1855, 1876, et par un décret de 1893 qui lui donne deux régiments, elle est devenue artillerie coloniale en vertu de la loi du 7 juillet 1900.

Le rôle du corps de l'artillerie coloniale est le même que celui qui, dans l'ancienne organisation, était dévolu à l'artillerie de la marine, et sa composition comprend un état-major particulier avec un corps de troupes.

Les règles de recrutement des officiers, sous-officiers et hommes de troupes de l'artillerie sont les mêmes que pour les troupes d'infanterie coloniale.

Le corps de l'artillerie coloniale comprend, d'après les prescriptions de la loi du 7 juillet 1900 :

1° Trois régiments à douze batteries, dont six à pied, quatre montées, deux de montagne;

2° Un dépôt d'isolés;

3° Cinq compagnies d'ouvriers d'artillerie coloniale, dont une au Soudan, les autres réparties dans les diverses colonies;

4° Une compagnie d'artificiers d'artillerie coloniale.

Les gardes auxiliaires d'artillerie et les gardiens de batteries coloniaux, qui existaient antérieurement à la loi du 7 juillet 1900, sont supprimés par voie d'extinction.

En France sont attribués à l'artillerie coloniale la fabrication et l'entretien des bouches à feu, des affûts, des munitions de guerre, de tous les objets d'armement, d'équipement, d'approvisionnement de l'artillerie de la

flotte, de celle qui doit armer aux colonies les défenses fixes, enfin des pièces de campagne et de montagne. Elle surveille tous les travaux d'artillerie confiés à l'industrie privée.

Aux colonies, elle inspecte les troupes et le matériel de l'artillerie, fournit des contingents de troupes et de matériel aux coloniens en expédition de conquête, d'exploration ou de défense. Remplissant en même temps le rôle dévolu à l'arme du génie dans l'armée de terre, ses officiers construisent et entretiennent les travaux de fortifications, surveillent l'exécution de ceux qui ont été confiés à l'industrie privée. C'est également l'artillerie coloniale qui, aux colonies, pourvoit aux transports divers qu'exécute le train des équipages dans les armées métropolitaines. Aux troupes de combat, qui constituent l'infanterie et l'artillerie coloniale, s'adjoignent, comme dans les troupes métropolitaines, diverses sections destinées à assurer les services accessoires, bureaux, télégraphistes, infirmiers, etc.

Gendarmerie coloniale. — La gendarmerie coloniale relève du ministre de la Guerre en ce qui concerne son recrutement, l'administration de son personnel, ses règlements de service et de discipline; mais, comme les autres troupes coloniales, elle est à la disposition du ministère des Colonies, dès l'embarquement des hommes pour leur destination coloniale, par suite à la solde du budget colonial.

La gendarmerie coloniale se répartit en quatre compagnies commandées par un chef d'escadron.

Troupes indigènes. — Il est de principe en France que l'armée doit être nationale, c'est-à-dire exclusivement composée de Français. Mais une loi du 9 mars 1831 a autorisé le gouvernement à lever, pour être employés hors du territoire métropolitain français, des corps composés de soldats étrangers ou d'indigènes de pays coloniaux. C'est en vertu de cette loi qu'existent aujourd'hui nos régiments étrangers et indigènes. Suivant les divers exposés des motifs des décrets organisant les troupes indigènes coloniales, ces corps ont pour mission de seconder l'action des troupes européennes, et d'être leurs auxiliaires dans la défense des territoires coloniaux.

En thèse générale, les corps de troupes indigènes ont été, sauf quelques modifications, organisés à l'européenne, c'est-à-dire distribués en compagnies, bataillons et régiments.

Infanterie coloniale,
tenue des colonies.

Leur recrutement s'effectue d'après des règles et des usages variables suivant les colonies. Les cadres sont mixtes : le personnel européen des officiers est fourni par l'infanterie ou l'artillerie de marine. Les officiers indigènes sont, comme les officiers français, nommés par décret, mais ne bénéficient qu'en partie des prescriptions de la loi de 1834 sur l'état des officiers.

Sauf quelques exceptions, les troupes indigènes, quelles qu'elles soient, sont, comme les troupes européennes et aux mêmes conditions, habillées, équipées, montées, armées par l'État, les avances étant faites par les ministères de la Marine ou de la Guerre, remboursées par celui des Colonies. Les règlements intérieurs, en campagne, de discipline, de subordination, de justice militaire sont les mêmes que ceux de l'infanterie et de l'artillerie coloniales.

On indiquera la composition des troupes indigènes de chacune de nos colonies dans les diverses monographies qui leur sont respectivement consacrées.

Service de santé et Commissariat. — A partir de 1835, le service médical aux colonies fut confié à un corps de médecins spéciaux ; mais en 1866, quoique le système eût donné des résultats satisfaisants, les médecins civils coloniaux furent remplacés par ceux du ministère de la Marine, dont relevaient alors les colonies. Aux termes du décret du 9 janvier 1890, le service fut de nouveau confié à un corps médical spécial, dit *corps de santé colonial*.

Les médecins coloniaux se recrutent parmi les jeunes gens de moins de vingt-huit ans, docteurs en médecine, et, de préférence, parmi ceux qui sortent de l'École de santé de la marine. Sont admis comme pharmaciens les jeunes gens de vingt-huit ans en possession du diplôme de pharmacien de 1^{re} classe. Les uns et les autres doivent, avant leur titularisation comme médecins ou pharmaciens, avoir accompli un stage de dix-huit mois dont douze aux colonies.

Le commissariat colonial remplit pour l'armée coloniale le rôle de l'intendance pour les armées de terre, celui du commissariat de la marine pour l'armée de mer. Il a été substitué au commissariat de la marine, auquel ressortissaient autrefois les services administratifs coloniaux, par le décret constitutif du 5 octobre 1889, lequel créa le corps des commissaires coloniaux, composé des commissaires généraux de 1^{re} et de 2^e classe, de commissaires, de commissaires adjoints, de sous-commissaires et d'aides commissaires. Les dispositions de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers leur furent déclarées applicables.

La loi du 7 juillet 1900 a stipulé la réorganisation par décret des cadres du corps de santé colonial et du commissariat colonial. Le décret qui organise ces deux services, par application de la loi précitée, porte la date du 11 juin 1901. Aux termes de ce décret, le commissariat et le corps de santé des troupes coloniales se composent des commissaires et des médecins coloniaux, relevant autrefois du ministère des Colonies, et des commissaires et médecins de la Marine, qui ont demandé, par voie d'option, à entrer dans les corps du commissariat et du service de santé

des troupes coloniales. Ce cadre forme un tout autonome, dont les règles d'avancement, de discipline, de subordination sont les mêmes que celles qui régissent l'état des officiers similaires de l'armée métropolitaine.

Le corps d'armée des troupes coloniales. — Aux termes de l'art. 2 de la loi de rattachement du 7 juillet 1900, les troupes coloniales conservent leur autonomie, sont distinctes des troupes métropolitaines et ont leur régime propre, ainsi qu'un budget spécial.

L'esprit de ces dispositions est d'empêcher une pénétration réciproque des personnels métropolitain et colonial, d'assurer aux troupes coloniales l'homogénéité nécessaire au point de vue de l'esprit de corps et au point de vue de l'instruction, et de faciliter le contrôle financier des dépenses engagées pour la défense des colonies.

On ne s'est pas contenté d'un groupement en divisions des unités de l'infanterie et de l'artillerie coloniales, jusque-là simplement embrigadées. Un décret du 11 juin 1901 a constitué un corps d'armée avec tous les éléments des troupes coloniales stationnées dans la métropole. Celles-ci peuvent ainsi recevoir, dans de meilleures conditions, l'impulsion uniforme qui doit leur être donnée en vue de leur mission spéciale aux colonies et sont placées dès le temps de paix, sous les ordres de l'officier général qui doit en commander la partie principale en temps de guerre.

Relations entre les gouverneurs et les commandants supérieurs des troupes aux colonies. — Le décret du 11 juin 1901, relatif à l'organisation des services administratifs et de santé des troupes coloniales, dispose que ces services sont placés sous l'autorité du commandant des troupes de la colonie; d'autre part, la loi du 7 juillet 1900 (art. 3) ayant décidé que le commandant des troupes est responsable, vis-à-vis du gouverneur, de tout ce qui est relatif à la défense de la colonie, on a jugé nécessaire de mettre dans la main de cet officier tous les moyens d'action indispensables pour préparer et assurer cette défense. Ainsi a été inscrit dans le décret du 11 juin 1901 le principe de la subordination des services militaires au commandement principal, déjà posé, en ce qui concerne l'armée métropolitaine, par la loi du 16 mars 1882. Toutes les forces et tous les services militaires se trouvent donc groupés sous les ordres directs du commandant des troupes. D'autre part, le commandant des troupes est placé sous l'entière autorité du gouverneur (décret du 9 novembre 1901). Aux termes des art. 1^{er} et 2 de ce décret, « les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies sont responsables, sous l'autorité directe du ministre des Colonies, de la défense intérieure et extérieure des colonies. Ils disposent, à cet effet, des forces de terre et de mer qui y sont stationnées. » Le commandant supérieur des troupes exerce, en tout temps et en toute circonstance, sous la haute autorité du gouverneur, le commandement de toutes les forces militaires de la colonie, et il a sous ses ordres les services et les établissements affectés à ces forces.

Capitaine OLLIVIER et Paul LAURENCIN.

APPENDICE

Le recrutement aux colonies. — En principe, d'après les anciennes lois et ordonnances, les colons devaient le service militaire comme miliciens pour la garde des colonies, et ceux qui exerçaient des professions maritimes étaient soumis aux règles de l'inscription maritime. Avant et pendant la Révolution, les milices coopérèrent à la défense de leurs colonies d'origine; mais, depuis 1815, la longue paix maritime fit tomber en désuétude toute organisation de défense par les moyens locaux.

Les lois nouvelles de réorganisation de l'armée ont essayé de remédier à cette situation dangereuse : leurs prescriptions sont demeurées à peu près lettre morte. La loi de recrutement de 1889 a divisé les colonies en deux groupes : le groupe où la population est entièrement française, et le groupe des colonies à population mixte, où la population indigène est dominante en nombre.

D'après la loi de 1889, les jeunes gens du premier groupe (Antilles et Réunion) devaient être transportés en France à l'époque de leur appel pour servir trois ans dans un régiment d'infanterie ou d'artillerie de marine. Pour causes budgétaires, ces prescriptions n'ont pas été appliquées aux Antilles. A la Réunion, depuis une loi du 1^{er} août 1895, le contingent est chaque année appelé sous les drapeaux. Un bataillon formant corps est chargé d'incorporer et d'instruire le contingent annuel et d'encadrer les réservistes de cette colonie (décret du 14 avril 1901).

Dans le second groupe, qui comprend l'Algérie et toutes les autres colonies, celles dans lesquelles la population indigène n'est pas tenue au service militaire, la situation varie suivant que ces colonies possèdent ou non des groupes organisés régimentairement. Dans le premier cas, les jeunes gens d'origine française en âge de servir doivent être incorporés dans un des corps de troupes existant, pour y recevoir l'instruction militaire pendant un an. Ils rentrent ensuite dans la vie civile et dans la disponibilité de l'armée pour, le cas échéant, constituer une force devant prendre part effective à la défense de la colonie. Lorsque, dans un rayon déterminé, il n'existe pas de troupes d'une force et d'une organisation suffisantes pour l'instruction des recrues, les jeunes gens en âge d'être appelés sont dispensés de l'année de service effectif. Toutefois, si, avant qu'ils aient atteint l'âge de trente ans, un corps de troupes vient stationner dans la colonie qu'ils habitent ou dans un rayon déterminé de leur domicile, ou si ces jeunes gens vont s'établir dans une colonie pourvue d'une garnison, ils doivent accomplir leur année d'instruction.

Les jeunes gens qui ont satisfait à cette condition d'une année de présence dans un corps font, après renvoi dans leurs foyers, partie pendant vingt ans d'une disponibilité pouvant être appelée au service actif. Après vingt ans, ils passent dans la réserve de l'armée territoriale, qui peut être appelée à servir, mais seulement dans la colonie d'habitation.

En pays de protectorat occupé par des corps français, les jeunes gens en âge d'être appelés ont la faculté de se considérer comme citoyens d'une colonie française et de demander à faire un service, après lequel ils passent dans la disponibilité, puis dans la réserve territoriale.

XIII

DROIT COLONIAL INTERNATIONAL

GÉNÉRALITÉS

Importance du droit international colonial. — Il y a déjà longtemps que, pour des raisons diverses, les puissances ont cherché à se créer des colonies, et cette tendance, que la concurrence économique semble précipiter de nos jours, a toujours été une source de conflits internationaux et souvent aussi de guerres longues et sanglantes. Pendant longtemps, les pays nouveaux étaient immenses et mal connus, l'influence des puissances colonisatrices se faisait sentir sans heurts et avec une lenteur relative, mais d'une façon homogène et progressive. Aujourd'hui, on est plus pressé, il semble que le globe soit devenu trop étroit pour l'activité de quelques nations, les terres inconnues se font rares, les rivaux se touchent, les compétitions deviennent plus ardentes et les derniers venus à la vie coloniale semblent vouloir dépasser les anciens ouvriers. Chaque puissance veut des colonies et des colonies immédiatement utilisables. Et si on ne peut utiliser de suite ses nouvelles richesses, que du moins on empêche le voisin de s'emparer du bien tant convoité!

Aussi le droit international colonial est-il devenu très important de nos jours, toute une nouvelle école diplomatique a inauguré de spécieuses fictions pour assurer le succès de l'expansion coloniale, tout en déguisant sous des apparences régulières l'abus de la force et des appétits parfois démesurés. Il faut connaître ces fictions, dont la France a souvent souffert, car nous pouvons dire qu'ici, comme ailleurs, notre pays a parfois été d'autant plus maltraité qu'il a voulu demeurer fidèle à ses vieilles traditions de justice et de respect de la souveraineté d'autrui.

Il y a bien des façons de constituer un domaine colonial, et celui-ci, une fois constitué, le droit international impose certaines restrictions quant à son exploitation. Nous aurons à nous préoccuper successivement de ces deux points de vue, dont le premier est assurément le plus important.

Mode de constitution du domaine colonial. — Pendant longtemps, la conquête et la guerre ont seules formé le domaine colonial. Ce fut d'abord l'extermination plus ou moins complète des peuples conquis; puis, plus tard, au cours des luttes entre les puissances coloniales elles-mêmes, les traités de paix donnèrent aux vainqueurs les colonies toutes formées que le vaincu avait établies. C'est ainsi, notamment, qu'au ^{xviii}^e siècle l'Angleterre profita de ses victoires sur la France pour lui arracher à son profit les plus beaux joyaux de son empire colonial.

Il est malheureusement certain que l'ère de la guerre n'est pas close et qu'on verra encore les colonies passer d'un peuple à l'autre. Dans le cours du ^{xix}^e siècle cependant, à l'exception de quelques guerres lamentables, comme la guerre hispano-américaine de 1898, les guerres coloniales ont surtout été dirigées par les États européens contre les souverainetés semi-barbares dont ils se sont annexés les territoires. C'est ainsi, par exemple, que la France a constitué les colonies du Dahomey et de Madagascar.

Parfois les colonies sont obtenues par voie d'échange ou de vente, comme cela est arrivé en 1877 pour l'île de Saint-Barthélemy, acquise par la France. C'est là un événement exceptionnel. En pareil cas, cependant, il est nécessaire de réserver aux habitants du pays cédé un droit d'option entre leur nationalité ancienne et la nouvelle qu'ils acquièrent. On peut encore, comme fit la France pour Saint-Barthélemy, s'assurer du consentement de la majorité des habitants au moyen d'un plébiscite, mais une pareille manière de faire n'est nullement obligatoire.

Les plus graves problèmes coloniaux se sont posés de nos jours à propos de l'Afrique et de l'extrême Orient. Nous verrons qu'autrefois c'était l'Amérique qui constituait le champ clos des ambitions coloniales. Ce sont de nos jours les richesses du continent noir et de l'empire chinois qui attirent les désirs de l'Europe. Là, comme ailleurs, le rôle du droit international a été aussi pacifique que possible. Sans essayer de faire régner l'absolue justice, les publicistes de ce droit ont cherché à réprimer les criants abus de force, les chocs violents entre les grandes nations civilisées et à créer des procédés, arbitraires parfois cependant, pour canaliser les ambitions coloniales.

C'est l'ensemble des règles imaginées pour remplir le but que nous venons d'indiquer qui constituera l'objet principal de notre étude. Certes nous sommes loin d'approuver toutes les ressources qu'utilise la diplomatie moderne, mais nous les préférons encore aux longues guerres du ^{xviii}^e siècle.

L'OCCUPATION COLONIALE

Une des principales tendances des peuples civilisés a toujours été d'étendre leur autorité sur les territoires inhabités ou peuplés seulement d'habitants incapables de résister à leur civilisation. Cette tendance, manifeste dès l'antiquité, s'est principalement accentuée dans les temps modernes, et les nations de l'Europe ont cherché à l'envi à ramener sous

leur domination les parties du globe terrestre que découvraient leurs navigateurs. Par souvenir du droit romain, on désigne en droit international sous le nom d'*occupation* cette prise de possession qui consiste à faire passer sous la souveraineté d'un État une portion de territoire qui n'était soumise à l'action d'aucun gouvernement.

L'occupation ainsi comprise a toujours été un des modes les plus importants de constitution du domaine colonial des nations européennes et, en raison de l'activité de leur expansion économique et commerciale, elle a souvent été une source de difficultés et de conflits entre les États rivaux. Aussi le droit international actuel a-t-il cherché le moyen de les prévenir, et une célèbre conférence internationale, celle de Berlin, a, en 1885, posé un certain nombre de règles aujourd'hui admises par les divers États.

Pour bien comprendre les difficultés que la conférence de Berlin a essayé de résoudre, il nous faut exposer brièvement au point de vue historique ce qu'était la pratique de l'occupation et les abus qui avaient surgi de toutes parts. Même encore aujourd'hui, ces abus n'ont pas entièrement disparu.

Historique de l'occupation. — C'est un fait bien connu que jusqu'au xiv^e siècle la Méditerranée constituait le centre de la navigation et que les marins d'alors ne s'aventuraient qu'exceptionnellement au delà des colonnes d'Hercule. Cependant les îles Canaries sont découvertes et, quelques années après, la Guinée reçoit la visite de marins français. Avec le xv^e siècle, commence l'ère des grandes découvertes géographiques, les Portugais d'abord, les Espagnols ensuite se lancent sur les mers inconnues, et bientôt la délimitation des continents et la reconnaissance des contours des côtes sont à peu près terminées. Une nouvelle période commence, celle des expéditions dans le centre des continents dans l'intention d'apporter le christianisme aux infidèles, et surtout, il faut bien le dire, pour s'appropriier les richesses que l'on supposait cachées dans les pays inconnus.

Période des bulles papales. — C'est à l'influence de l'idée religieuse qu'il faut attribuer la notion acceptée à cette époque de considérer le pape comme souverain des territoires nouvellement découverts. La papauté d'ailleurs n'administrait pas ces pays et s'empressait d'en rétrocéder la souveraineté à la nation pour le compte de laquelle opérait le navigateur qui le premier avait fait la découverte. Nous n'avons pas ici à énumérer les bulles d'attribution, très nombreuses, qui intervinrent au profit des Espagnols et des Portugais, mais nous devons dire quelques mots d'une bulle célèbre, encore parfois invoquée de nos jours dans les actes diplomatiques. Après les découvertes de Christophe Colomb, le Portugal éleva certaines prétentions contraires à celle de l'Espagne. Pour apaiser le conflit, le pape Alexandre VI publia le 4 mars 1493 une bulle de partage, *Inter cetera*, qui délimite sur le globe une ligne courant d'un pôle à l'autre et passant à cent lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert. Les pays nouveaux situés à l'ouest de cette ligne sont attribuées à l'Espagne, ceux à l'est restent sous la domination portugaise. Mais dès cette époque, on commence

à discuter la compétence de la papauté dans le règlement des questions internationales, et c'est par un traité du 3 juin 1494, signé à Tordesillas, que l'Espagne et le Portugal réglèrent pour un temps leurs contestations coloniales.

Pour terminer enfin le rapide exposé de l'occupation à cette époque, il est presque superflu de rappeler que les indigènes conquis étaient brutalement traités et considérés comme sans droits ; les immenses massacres des Indiens en sont malheureusement la preuve.

Période de l'occupation fictive. — Bien qu'au point de vue nominal l'Espagne et le Portugal fussent souverains d'immenses territoires, leur autorité réelle ne s'exerçait que sur quelques points épars. D'autres puissances, la France, la Hollande, l'Angleterre, se préparaient à entrer à leur tour dans la voie des grandes expéditions maritimes. Les cabinets de Madrid et de Lisbonne voulurent s'y opposer au nom de la bulle *Inter cetera*, mais l'influence temporelle de la papauté était déjà bien diminuée, et les gouvernements ne s'arrêtèrent guère à cette objection. A cette époque encore, les navigateurs reçoivent la mission formelle de propager le christianisme, mais les tendances économiques et politiques deviennent prépondérantes, et c'est une rivalité de ce genre qui amène les nations à chercher partout de nouvelles colonies.

Les principes qui dominent l'occupation à cette période sont assez simples : c'est le roi et non plus le pape qui confère à qui il veut, même à un étranger, le droit de découvrir de nouvelles terres et d'en prendre possession en son nom. Dès le ^{xvi}^e siècle, on commence à confier à des compagnies le soin d'administrer les pays découverts, mais toujours sous l'autorité du roi. La conquête est toujours violente et brutale, et à côté de l'attitude humanitaire de Guillaume Penn, combien de massacres accomplis au nom de l'idée que seul le chrétien jouit des droits de l'humanité !

Dans leur désir d'assurer à leur pays la plus grande étendue possible de terres, les navigateurs du ^{xvi}^e et du ^{xvii}^e siècle se contentent souvent de signes extérieurs de possessions : le déploiement de l'étendard royal, l'érection d'un monument ou d'une croix. Au moyen de cette cérémonie, on était censé acquérir non seulement le territoire véritablement reconnu, mais encore tous ceux qui s'étendaient à la ronde. C'est la période dite de l'occupation fictive, et il est aisé de comprendre que cette manière de procéder était une source de conflits auxquels les États européens s'efforçaient vainement de remédier par des traités de délimitations.

Les pratiques de l'occupation fictive ont amené, même de nos jours, des difficultés sérieuses. C'est ainsi que l'Angleterre crut pouvoir, en 1823, s'emparer des territoires environnant la baie de Delagoa, autrefois occupés par le Portugal, mais dont l'occupation était alors purement fictive. Il fallut l'arbitrage du maréchal de Mac-Mahon pour permettre au Portugal de faire reconnaître l'antériorité de ses droits.

Période contemporaine. — Lorsque, dans la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, les mystères du continent africain commencèrent à révéler leurs secrets aux explorateurs qui le sillonnaient de toutes parts, et que

les nations européennes commencèrent à convoiter les immenses richesses de ces contrées, il devint évident qu'il fallait trouver un moyen d'éviter les conflits qui ne pouvaient manquer de surgir. Ce moyen fut d'imposer à la puissance colonisatrice la prise de possession *réelle* des territoires soumis à l'occupation, l'abandon radical, par conséquent, des pratiques des signes fictifs et des prétentions mal définies sur d'immenses territoires souvent inconnus.

Effectivité de l'occupation. — Cette condition, que les publicistes désignent sous le nom barbare, mais commode, d'effectivité, était déjà acceptée en théorie, mais pour la faire passer dans le domaine du droit international positif, il fallut les graves événements qui attirèrent, en 1884, l'attention de l'Europe.

Pour les bien faire comprendre, nous rappellerons que, en 1876, sur l'initiative et sous le patronage de Léopold II de Belgique, une association internationale s'était efforcée, et avec succès, de couvrir de comptoirs et de stations le vaste bassin du Congo, étendant ainsi sa domination sur un territoire qui devait plus tard former l'État indépendant du Congo.

Des conflits surgirent bientôt. Le Portugal, s'appuyant sur la découverte, au xv^e siècle, des bouches du Congo par un navigateur portugais, se prétendait lésé dans ses droits séculaires. Mais il fut facile de répondre qu'avant Livingstone et Stanley le bassin proprement dit du Congo était complètement inconnu et qu'on ne pouvait plus, de nos jours, reconnaître d'effets juridiques à l'acte d'un navigateur voulant faire acquérir à son pays toute la région d'un fleuve dont il n'avait fait que reconnaître l'embouchure.

Une autre contestation surgissait. M. de Brazza, agissant au nom de la France, obtenait d'un roi indigène, Makoko, un traité de concession d'un vaste domaine sur la rive droite du Congo. La Société du Congo protesta vivement, alléguant un autre traité du même roi, qui n'hésitait pas à céder le même territoire à deux parties différentes. La France maintint néanmoins ses droits et passa même avec la Société du Congo un traité du 23 avril 1884 (confirmé et complété par le traité franco-belge du 5 février 1893) reconnaissant à la France un droit de préemption sur le Congo au cas d'aliénation de ce dernier par la Société du Congo d'abord, la Belgique ensuite.

A la même époque, une nouvelle source de difficultés naissait d'un traité anglo-portugais du 26 février 1884, tranchant des difficultés relatives à l'occupation des colonies portugaises toujours dans la région du Congo. L'Angleterre acquérait des avantages exorbitants et des privilèges dangereux pour l'extension des autres puissances. Sur l'initiative de la France et de l'Allemagne, grâce au bon concours du Portugal et malgré les résistances non équivoques de l'Angleterre, une conférence internationale se réunit à Berlin. Les représentants de treize États, c'est-à-dire tous ceux de l'Europe moins le Monténégro, la Roumanie, la Suisse et la Serbie, y prirent part, en même temps que les délégués des États-Unis.

La conférence de Berlin. — La conférence de Berlin, connue encore sous le nom de conférence africaine ou du Congo, marque le commencement de ce qu'on peut appeler la période moderne de l'occupation coloniale. A la séance d'ouverture, M. de Bismarck annonçait que le but à atteindre était d'ouvrir l'Afrique au commerce européen et que, pour éviter des conflits certains, il convenait de bien préciser les droits des puissances colonisatrices, tant par une occupation rigoureusement réelle et effective que par une notification aux autres puissances des nouvelles occupations qui pourraient surgir.

Les instructions données au représentant français, M. de Courcel, celles données à leurs agents par l'Italie, le Portugal, les États-Unis, affirmaient toutes la nécessité de répudier le système des occupations fictives. Seule la diplomatie anglaise faisait des réserves; mais ses efforts furent vains, et l'acte final de la conférence, en date du 25 février 1885, vint consacrer dans ses articles 34 et 35 la nécessité de la notification de l'occupation aux autres puissances signataires de l'acte de Berlin, et, de plus, il est formellement exigé que les occupations soient réelles ou effectives. Pour les protectorats, la notification suffit.

Au point de vue absolu, les règles de la conférence de Berlin subissent une triple restriction : 1° elles ne s'appliquent qu'aux puissances qui ont adhéré à l'acte final : les États-Unis, notamment, ont participé à la conférence, mais n'ont pas signé l'acte final; 2° ces règles ne visent que les occupations à venir, sans atteindre les droits acquis antérieurement au 25 février 1885; 3° elles ne sont obligatoires que pour les occupations sur les côtes du continent africain.

Ces restrictions sont purement théoriques, et les règles de la conférence sont aujourd'hui consacrées par l'unanimité des publicistes et une pratique constante des gouvernements. C'est ainsi que, par la convention du 1^{er} juillet 1890 (art. 5), l'Allemagne et l'Angleterre se sont engagées à se notifier tous les traités relatifs aux environs du lac Tchad, c'est-à-dire en dehors des limites de la convention de 1885. Quant à la condition d'effectivité, si elle n'est pas toujours, comme nous le verrons, respectée en fait, elle prend de plus en plus un caractère de généralité. Il suffit de rappeler deux incidents célèbres : c'est en lui faisant une obligation d'occuper *effectivement* dans l'avenir les îles Carolines que le pape a, en 1885, reconnu la possession de ces îles à l'Espagne contre les prétentions de l'Allemagne. C'est encore sur le point de savoir si la Porte avait continué à occuper *effectivement* Massouah que roulèrent toutes les difficultés soulevées en 1888 au sujet de la prise de possession de cette ville par les Italiens.

Ajoutons enfin que, plus peut-être que tout autre nation, la France a toujours été fidèle au système des occupations rigoureusement effectives, et que la pratique de l'effectivité a reçu la consécration solennelle de l'Institut de droit international dans sa session de Lausanne de 1888.

Pratique moderne de l'occupation. — Nous connaissons maintenant l'évolution historique des idées relatives à l'occupation; il convient donc de rechercher quelles sont actuellement les pratiques sui-

vies par les États européens pour constituer leur domaine colonial. Et tout d'abord, il faut savoir comment se constitue l'occupation.

Deux grands systèmes sont en présence : l'État peut d'abord réaliser l'occupation au moyen de mandataires chargés spécialement de le représenter ; il peut encore laisser agir ou se borner à aider des particuliers ou des sociétés privées dont il s'appropriera plus tard l'œuvre de colonisation. C'est le système dit de la gestion d'affaires.

Occupation par mandataire officiel. — Nous avons dit que l'occupation peut être accomplie par un mandataire officiel de la puissance colonisatrice. Ce peut être un fonctionnaire, un officier délégué avec une mission spéciale ou investi d'un mandat général d'exploration et de colonisation. Il n'est même pas nécessaire que ce soit un agent officiel : un simple particulier peut parfaitement être investi de missions formelles d'occupation, et ce cas se présente souvent en pratique. Il faut même aller plus loin et admettre qu'un État peut acquérir des colonies par l'intermédiaire de personnes sujettes d'autres États. Il suffit de rappeler les exemples célèbres du Génois Christophe Colomb naviguant pour le compte de l'Espagne, du Vénitien Caboto au service de l'Angleterre, et, tout récemment, de l'Américain Stanley, employé par l'État indépendant du Congo. En un mot, et d'après le droit commun, la personnalité du mandataire est remplacée par celle de l'État mandant.

Quelle que soit donc l'origine du mandataire, l'occupation se fera pour le compte de l'État et à son profit direct. Il y aura ainsi constitution d'une colonie d'État, administrée directement par la métropole, une *crown colony*, suivant la terminologie anglaise. Les agents de l'État précèdent les colons dans la colonie et préparent des cadres qui, malheureusement, ne se remplissent pas toujours. Suivant le mot de M. de Bismarck, c'est l'État qui plante l'arbre, qui en surveille la croissance et qui l'active à grands frais, même si le sol est stérile.

Le système de l'occupation directe par mandataire a toujours été très largement usité par la France, d'où son nom quelquefois usité de *système français*. Ce système a ses avantages et ses inconvénients. Ses avantages sont surtout d'ordre international. Aucune équivoque n'est possible, le drapeau de la métropole est ostensiblement déployé sur le territoire occupé, la délimitation de la nouvelle colonie est facile à déterminer, aucune entreprise des autres États n'est possible, et les chances de conflits sont réduites à leur minimum. Ajoutons que le système français, comme nous le verrons plus loin, satisfait de lui-même aux conditions d'effectivité requises par l'acte de Berlin de 1885.

Malheureusement, il faut bien reconnaître que ces avantages politiques sont compensés par de graves inconvénients économiques. L'occupation directe coûte très cher. Elle nécessite d'abord, le plus souvent, une mission armée chargée de la préparer.

Une fois cette dernière achevée, au lieu de l'initiative des particuliers, plus économes parce que plus intéressés, on doit subir l'action plus coûteuse et souvent moins habile des fonctionnaires de la métropole, et, pendant un temps plus ou moins long, la nouvelle colonie coûte au budget

de l'État beaucoup plus qu'elle ne lui rapporte au point de vue économique. Suivant l'expression usitée, on a des colonies de fonctionnaires au lieu de colonies de peuplement. Il faut enfin remarquer, au point de vue politique, que l'occupation directe, précisément parce qu'elle s'exerce ouvertement, amène parfois des difficultés, soit avec les Chambres, qui peuvent critiquer une politique coloniale trop accentuée, soit avec les autres puissances, dont l'attention jalouse est mise en éveil.

C'est surtout en raison des inconvénients économiques du système que nous venons d'exposer qu'on a été conduit à employer le système de l'occupation par voie de gestion d'affaires. Ce système est susceptible de revêtir deux aspects bien différents, suivant qu'il s'exerce par des particuliers agissant sous leur seule responsabilité ou au contraire par des compagnies de colonisation plus ou moins soutenues par la métropole.

Occupation par voie de gestion d'affaires. — Dans le premier cas, l'occupation peut être faite par une personne isolée ou une société privée qui agit de sa propre initiative, mais avec l'intention de faire les affaires de son pays. Il a été longtemps admis en France et en Angleterre que les terres ainsi découvertes et occupées par un régnicole devenaient *ipso facto* la propriété du roi, supposé posséder la propriété éminente des biens de tous ses sujets. Aujourd'hui, il n'en est plus de même, et un particulier ou une association privée peuvent très bien fonder un État nouveau à leur profit. Il suffit de rappeler l'exemple de l'Association internationale du Congo, fondée en 1876 sous le patronage du roi des Belges et qui s'est peu à peu organisée en l'État indépendant du Congo officiellement reconnu comme tel par les puissances, à la conférence de Berlin de 1885.

Ces exemples sont cependant isolés, et le plus souvent l'État rectifie les occupations accomplies dans son intérêt, même à son insu. En agissant ainsi, l'État prend naturellement à son compte tous les avantages obtenus par le gérant d'affaires dont il s'approprie les actes. C'est ainsi que le gouvernement français a été amené à se prévaloir d'un traité consenti par Makoko à M. de Brazza agissant sans aucun mandat officiel dans l'intérêt de la France.

Il importe de remarquer que l'État est pleinement libre de donner ou de refuser sa ratification. C'est une question de politique coloniale dont la solution varie avec chaque cas particulier. Mais la ratification, une fois donnée, rétroagit, dans l'opinion générale, au jour même de l'acte ratifié. Il en résulte comme conséquence importante qu'aucun autre État ne peut s'emparer du territoire occupé sans mandat dans l'intervalle de temps compris entre la prise de possession et la ratification, pourvu toutefois que cet intervalle ne soit pas moralement trop long ; sinon la théorie de l'occupation effective recevrait une sérieuse atteinte.

Occupation par les compagnies de colonisation. — L'Angleterre et l'Allemagne, et dans une certaine mesure la France, préfèrent se servir à titre de gérant d'affaires de compagnies de colonisation. Ces compagnies peuvent être constituées à l'insu de l'État, mais

c'est un cas exceptionnel, et elles le sont le plus souvent avec l'approbation expresse ou tacite de la métropole.

En raison de l'importance actuelle des compagnies de colonisation, nous en dirons quelques mots, spécialement au point de vue de l'occupation.

En Angleterre, la compagnie se fonde librement, la métropole se contente de l'encourager discrètement et de faire savoir aux autres puissances qu'il y a en tel point des intérêts britanniques dont elle assume la protection. Plus tard, si la nouvelle colonie paraît prospère, l'action de l'État se fait sentir par l'octroi, par le Parlement, d'une charte à la compagnie. Celle-ci est dès lors investie partiellement d'une délégation de la souveraineté britannique, elle subit le contrôle et la direction du gouvernement du roi, mais en revanche elle est officiellement reconnue et bénéficie de la protection diplomatique et militaire de la Grande-Bretagne.

Comme exemple typique, nous citerons la *National African Society*, devenue, en 1886, la *Royal Niger Company*, sans préjudice des cas bien connus des anciennes Compagnies de la baie d'Hudson et de la célèbre Compagnie des Indes, absorbée par l'Angleterre en 1857.

En Allemagne, la pratique est identique, les compagnies, spécialement celles fondées en Afrique, ont reçu des lettres de protection (*Schutzbrief*) de la métropole, après constatation de la valeur de leurs efforts. C'est ainsi qu'en 1885 de semblables lettres furent accordées à la *Compagnie allemande de la Nouvelle-Guinée* et à la *Société allemande pour l'Afrique orientale*, *Karl Peters et Cie*.

En France, où on a pu garder le souvenir de grandes compagnies coloniales fondées au XVII^e et au XVIII^e siècle, on est beaucoup moins avancé; cependant un projet d'organisation de semblables compagnies a été présenté au Parlement dans ces dernières années : mais la tendance générale demeure en faveur du système de l'occupation directe.

Il est inutile de s'appesantir sur les avantages économiques et budgétaires des compagnies de colonisation ; malheureusement, ces mêmes compagnies sont la cause de difficultés internationales sérieuses qui nuisent à leur développement. Avec elles, l'occupation n'est pas toujours sérieuse et effective, elles s'aventurent à la légère dans des expéditions compromettantes pour le pays, comme le raid Jameson contre le Transvaal en 1895 ; d'où de la méfiance entre les États et des conflits fréquents, qui ont amené l'Allemagne à substituer à la plupart de ses compagnies de véritables colonies gérées par les fonctionnaires impériaux. L'Angleterre elle-même a dû se substituer personnellement à certaines compagnies particulièrement remuantes ; c'est ainsi qu'elle a racheté la concession de la Compagnie du Niger.

Conditions de l'occupation. — Notification. — Il nous faut maintenant dire quelques mots de la notification et de l'effectivité que nous avons reconnu être indispensable pour constituer une occupation valable et sérieuse.

Nous savons que la notification obligatoire dans les cas de l'acte de

Berlin est facultative dans les autres. Elle s'opère ordinairement par une note diplomatique adressée aux autres puissances et doit contenir une désignation précise des territoires occupés, de façon à mettre les autres États à même de formuler leurs réclamations s'il y a lieu.

Effectivité. — En ce qui touche l'effectivité, l'article 35 de l'acte final de la conférence de Berlin la définit « l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les cas où elle serait stipulée ». Il est évident, d'ailleurs, qu'au début de l'occupation celle-ci est toujours quelque peu fictive et se borne le plus souvent à quelque cérémonie symbolique : déploiement du drapeau national, salves d'artillerie, etc. Mais il importe que pareil état de choses ne dure pas, et que la puissance colonisatrice fasse réellement sentir son autorité sur le territoire occupé. C'est ainsi que les expéditions scientifiques, même accomplies sous un drapeau national, ne peuvent pas réaliser l'occupation si elles ne laissent pas de traces de leur autorité.

Il n'y a pas de critérium absolu de l'effectivité : l'occupation par les troupes, l'établissement de la justice et de l'administration en sont des éléments. Dans le premier projet de l'acte de Berlin, l'État occupant devait *établir* une juridiction suffisante pour protéger les droits de chacun, mais sur la demande du plénipotentiaire français, on s'est contenté dans la rédaction définitive de l'obligation *d'assurer l'existence* d'une autorité suffisante pour faire respecter ces mêmes droits. Cette formule permet de conserver, dans certains cas, les anciennes institutions du pays colonisé et de transformer ainsi l'occupation en quelque chose qui se rapproche beaucoup du simple protectorat. Ce qui est essentiel, c'est que le territoire occupé ne reste pas à l'état sauvage et que spécialement la liberté du commerce soit assurée. Quant aux droits acquis consacrés par l'article 35 précité, ils visent non seulement ceux des autres États et de leurs nationaux, mais encore ceux des indigènes qu'on a voulu ainsi mettre à l'abri des massacres qui déshonoraient les premières tentatives de colonisation.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que dans le système de l'occupation directe l'effectivité s'ensuit comme conséquence forcée ; au contraire, les compagnies de colonisation se cantonnent en général dans les postes les plus avantageux au point de vue commercial, sans faire sentir leur autorité au dehors et sont naturellement plus portées à restreindre qu'à protéger la liberté commerciale de leurs rivaux.

Territoires susceptibles d'occupation. — Pour compléter notre brève étude sur l'occupation envisagée comme mode de formation du domaine colonial, il nous reste à résoudre une question, et non des moins délicates : quels sont les territoires susceptibles d'être soumis à l'occupation ?

Au point de vue théorique, la réponse est très simple : on peut occuper les pays non soumis actuellement à une souveraineté quelconque. Ceci s'applique sans difficulté aux pays inhabités, comme l'île de Kerguelen, mais il est évident que les puissances ne rechercheront qu'exceptionnel-

lement de pareilles colonies. Le plus souvent, les États se trouveront en présence de peuples indigènes plus ou moins civilisés, et il conviendra de déterminer les droits de ces derniers.

Pendant bien des siècles, l'Europe considéra que seul le christianisme donnait un véritable droit de souveraineté et que seuls, par conséquent, les territoires qui n'étaient pas soumis à la domination d'un prince chrétien pouvaient être occupés. Tous ceux qui n'appartenaient pas à la communion chrétienne étaient considérés comme sans droits, d'où de sanglants massacres et les sauvages destructions par lesquelles les Espagnols cherchèrent à effacer jusqu'au souvenir des anciennes civilisations de l'Amérique.

De nos jours, l'argument religieux n'est plus de mise ; mais certains publicistes ont essayé de revenir au même mépris des droits des indigènes en se targuant d'un prétendu droit de civilisation, au nom duquel les peuples modernes auraient la faculté, sinon le devoir, d'apporter les lumières de la science et du progrès, à ceux qui, suivant la classique expression de Montaigne, ne portent pas des *haults de chausse*.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que ce prétendu droit de civilisation cache en réalité les abus de la force. Chaque peuple pourrait se prétendre plus civilisé que ses voisins et vouloir les absorber de ce chef. Que n'a-t-on écrit sur la valeur des races anglo-saxonnes vis-à-vis de la décadence des peuples latins ! D'ailleurs, un peuple, comme un individu isolé, même barbare et non civilisé, n'en perd pas pour cela ses droits propres, et prétendre l'exproprier de son territoire constitue un véritable enrichissement du fort vis-à-vis du faible, comme cela a lieu malheureusement trop souvent. La Compagnie allemande de l'Afrique orientale disait ouvertement en 1889 que son seul but était l'enrichissement aux dépens des indigènes.

Nous n'hésitons donc pas à affirmer que les peuples sauvages ou barbares ont droit à leur territoire, et que celui-ci ne peut pas être occupé comme n'appartenant à personne. C'est là d'ailleurs l'opinion des publicistes les plus éminents du droit international. A la conférence de Berlin, si la question ne fut pas tranchée dans l'acte final, elle fut longuement discutée au sein de la conférence. Le principe adopté fut le respect absolu de toute souveraineté, même barbare, et il fut officiellement déclaré qu'on devrait s'abstenir de toute atteinte aux droits des peuples ou États indigènes.

Il est bien entendu au surplus qu'on n'a pas à tenir compte des droits de peuples sans organisation politique appréciable et n'ayant pas la notion de la souveraineté. Leurs territoires peuvent donc être légitimement occupés, comme le firent les États-Unis pour le domaine des tribus indiennes.

Traités conclus avec les chefs indigènes. — En appliquant rigoureusement le respect de la souveraineté des indigènes, on générerait singulièrement en fait l'expansion coloniale. Les puissances ont tourné la difficulté en passant avec les rois barbares des traités ou conventions par lesquels ces chefs abandonnent leur souveraineté d'une ma-

nière plus ou moins complète. Ces traités sont très nombreux, surtout en Afrique, où ils sont d'usage courant pour commencer la fondation d'une colonie ou d'un protectorat.

D'une façon générale, ces traités doivent être respectés, et spécialement dans les rapports des puissances entre elles. Ils constituent au moins une prise de possession devant laquelle on doit s'abstenir de s'emparer du même pays ou de passer une convention contraire avec le même chef. Il convient d'ailleurs que cette prise de possession, fictive au début, soit régularisée suivant les indications de l'acte de Berlin, c'est-à-dire soit notifiée et devienne effective.

Au point de vue absolu, d'ailleurs, les traités passés avec les rois barbares ne signifient pas grand'chose ; on y trouve des expressions de *souveraineté* ou de *suzeraineté* qui échappent vraisemblablement à l'intelligence des Africains. D'autres fois, le chef noir cède une souveraineté qu'il n'a pas ou se plaint qu'on lui ait extorqué son consentement par ruse ou violence. Enfin, ce qui est plus grave, attiré par l'appât de cadeaux, il cède le même territoire à plusieurs puissances, d'où des difficultés inextricables. Parfois encore, comme le montre l'histoire du conflit anglo-portugais, on traite avec un guerrier heureux qui dispose de territoires qu'il n'a fait que traverser et dont les habitants se sont déjà liés avec une autre puissance.

DÉLIMITATION DES SPHÈRES D'OCCUPATION

Les graves inconvénients que nous venons de signaler ont amené les États à prendre des précautions pour éviter les chances de heurts et de conflits, et la diplomatie européenne a imaginé deux procédés principaux.

Procédé de l'État-tampon. — Un premier consiste à *neutraliser*, suivant l'expression impropre consacrée, certains territoires particulièrement disputés. Aucune des puissances rivales ne peut, dans les limites du traité de neutralisation, occuper le territoire ainsi protégé. On évite de cette façon notamment les inconvénients d'une frontière commune en créant une sorte de zone neutre, d'*État-tampon*, comme celui qu'il fut question de créer dans le haut Mékong à la suite du conflit franco-siamois et pour éviter un voisinage trop étroit entre les possessions anglaises et les colonies françaises. Il est évident que cette pratique sera d'ailleurs très restreinte, puisqu'on abandonne pour un temps indéfini la colonisation de territoires souvent riches et fertiles.

Procédé de l'hinterland. — C'est pour parer à ces inconvénients qu'on a imaginé le second procédé, dit des sphères d'influence ou de l'*hinterland*, mot allemand qui signifie *le pays en arrière* ; procédé largement usité en Afrique et qui a abouti en pratique au partage du continent noir entre cinq ou six puissances. Le procédé des sphères d'influence ne consiste pas tant à fixer les limites actuelles des colonies de chaque pays qu'à déterminer, par un accord international, la zone

dans laquelle il pourra à l'avenir chercher à étendre son influence et spécialement à passer ces traités d'occupation dont nous venons de parler. On détermine une ligne géographique, *en arrière* de laquelle l'État a le droit d'occupation et d'établissement de protectorat à l'exclusion de l'autre État contractant. En retour, chaque contractant s'oblige à ne pas agir en dehors de la zone ouverte à son influence et spécialement à ne pas troubler l'activité colonisatrice de ses cocontractants au delà de la ligne fixée. Spécialement, en pratique, les zones d'*hinterland* sont le prolongement vers l'intérieur des colonies sises sur les côtes africaines et s'étendant jusqu'aux frontières d'un autre État ou à un autre *hinterland*. Il faut d'ailleurs bien remarquer que la délimitation des sphères d'influence ne constitue pas une cession réciproque de territoires, mais seulement une sorte de garantie du fait personnel des contractants, une sorte de promesse de ne pas s'opposer aux acquisitions d'autrui dans les limites du traité. Il en résulte notamment que les sphères d'influence ne sont pas opposables aux États qui n'ont pas participé au traité et que seule une occupation effectuée peut arrêter leurs entreprises. C'est ainsi que l'Angleterre dut abandonner pour justifier ses prétentions sur le haut Nil l'argument qu'elle tirait de la délimitation d'*hinterland* intervenue entre elle-même et l'Allemagne par le traité du 1^{er} juillet 1890. L'Allemagne n'ayant aucun droit sur la vallée du haut Nil, peu importait aux autres puissances que cette vallée fût comprise dans la sphère d'influence britannique, sphère délimitée au regard de l'Allemagne seulement.

Nous n'avons pas à citer ici tous les traités qui ont établi des sphères d'influence. Sans parler des accords anglo-allemands du 1^{er} juillet 1890 et du 15 novembre 1893, relatifs au partage de l'Afrique centrale et orientale, nous mentionnerons seulement les traités de délimitation intervenus entre la France et l'Angleterre à la date du 14 juin 1898 pour la région du Niger et à celle du 21 mars 1899 pour celle du Soudan.

La pratique de l'*hinterland*, telle qu'elle est pratiquée en Afrique, a sans doute l'avantage de prévenir les froissements entre les grandes puissances coloniales; mais, en revanche, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là un retour aux bulles de partage que nous avons vu la papauté édicter aux ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles et un retour aussi au système d'occupation fictive. Il sera bien rare, en effet, que les États aient étendu leur souveraineté effective sur la totalité de leur zone d'influence: la France, par exemple, est loin d'avoir assis son autorité sur toute la région comprise entre l'Algérie et le Niger, et nous avons vu que les puissances qui n'ont pas reconnu la délimitation de l'*hinterland* peuvent effectuer des occupations même au cœur de la zone d'influence. Aussi, en pratique, on s'empresse de passer des traités de protectorat avec les chefs indigènes de la sphère réservée et de notifier ces traités aux autres puissances suivant les termes de l'acte de Berlin. On arrive ainsi véritablement à la pratique de l'occupation fictive, et il est à regretter qu'on ne suive pas les demandes de l'Institut de droit international qui, à Lausanne en 1888, désirait une prise de possession effective tant pour le protectorat que pour l'occupation.

Si enfin, en théorie, les traités d'*hinterland* ne portent pas atteinte aux souverainetés indigènes comprises dans les sphères d'influence, il est cer-

tain, en fait, que ces royautes barbares, privées de tout appui des nations civilisées, sont fatalement vouées à l'absorption par l'État qui a obtenu la zone.

Droit de voisinage. — Il ne faut pas confondre avec l'*hinterland* ce que les Anglais appellent le *droit de voisinage* ou de *contiguïté* (*right of contiguity*) et qui tendrait à permettre l'occupation éventuelle de tous les points en rapport géographique avec une colonie britannique : la possession de l'embouchure d'un fleuve donnant, par exemple, le droit d'occuper tout le bassin. Il y a là une prétention à rejeter absolument, comme ramenant directement aux occupations fictives condamnées par la pratique internationale, et ce, sans même le correctif contractuel que l'on trouve dans les traités d'*hinterland*.

Ajoutons enfin, pour terminer cet aperçu sur l'occupation, que celle-ci se perd lorsque disparaît la possession effectuée de l'occupant. Le territoire redevient vacant et peut être l'objet d'une nouvelle colonisation ; mais, en pratique, on se heurte à des difficultés fort graves lorsqu'on veut s'assurer de la disparition *complète* de la souveraineté antérieure. Il suffit de rappeler les discussions relatives au maintien de l'autorité du khédive sur la région de Fachoda.

Tandis que pour le partage de l'Afrique l'Europe se servait principalement de la pratique de l'occupation et des sphères d'influence, sa diplomatie imaginait d'autres moyens pour satisfaire ses ambitions coloniales dans l'extrême Orient et de nouvelles fictions internationales venaient marquer les premières tentatives de partage de l'immense empire chinois.

Les sphères d'influence. — La doctrine des sphères d'influence n'a reçu qu'une application très restreinte en extrême Orient, cependant il faut y rattacher ces traités dits « pactes de non-aliénation » par lesquels la France, visant les provinces entourant le Tonkin, l'Angleterre, convoitant le bassin du Yang-Tse-Kiang, ont obtenu de la Chine que ces provinces ne seraient jamais aliénées à d'autres puissances ; ce qui semble signifier en fait l'établissement d'un protectorat plus ou moins déguisé de la part de la France ou de l'Angleterre.

CONCESSIONS. CESSIONS A BAIL

Concessions européennes en Chine. — Il convient d'ailleurs de remarquer que la Chine ne défend pas d'une manière très énergique l'intégrité de son territoire contre les empiétements des autres puissances. Nous verrons plus loin quelle large brèche le système des cessions à bail a fait dans sa souveraineté territoriale, mais depuis de longues années l'empire chinois a dû tolérer chez lui l'établissement des juridictions étrangères par ce que l'on appelle les *concessions*.

On sait que, d'une façon générale, chez les peuples de l'Orient et de l'extrême Orient, les peuples occidentaux ont obtenu des privilèges spé-

ciaux les soustrayant à l'autorité locale. Autrefois, au moyen âge, les Européens trafiquant en Orient habitaient un quartier à part, la *fondique*, où ils étaient maîtres absolus. C'est un peu ce système que l'on a établi en Chine, après la guerre dite de l'opium, en 1842, et surtout après les traités de 1858 et 1860.

Les Européens, dans les grands centres chinois, habitent des quartiers spéciaux, les *concessions européennes* ou *étrangères*, directement administrés par les consuls et où la liberté de commerce et de circulation, l'inviolabilité des personnes et des biens, l'immunité de juridiction sont complètement assurées. Les autorités chinoises n'ont pas d'action sur les concessions et ne peuvent notamment y arrêter les indigènes que sur visa des consuls. Ces derniers ont seuls les pouvoirs de police, et à Shanghai, notamment, il existe une véritable petite armée européenne chargée de la défense éventuelle de la concession. Il y a là, comme on le voit, de véritables colonies européennes formées au sein même de l'empire du Milieu.

Cessions à bail. — Le procédé le plus usité pour assurer l'expansion coloniale et politique en extrême Orient est l'usage de ce qu'on a appelé la *cession à bail*. Celle-ci consiste essentiellement en une convention bilatérale, d'apparence régulière et normale, par laquelle le propriétaire d'un sol loue ce dernier à un pays qui devient son locataire. La cession à bail donne le droit d'habiter le sol, de le cultiver, l'exploiter, le fortifier même, comme le véritable propriétaire. Celui-ci reste souverain, mais souverain théorique, et, à l'expiration de la cession, un siècle en général, il est bien peu probable qu'il rentre en possession du sol loué. Le propriétaire aura oublié son droit, le locataire son engagement, et, en attendant, on aura ménagé l'amour-propre du premier, les intérêts du second. Aussi s'explique-t-on, malgré l'hypocrisie évidente de cette façon d'agir, qu'elle ait pu se développer et constituer un nouveau mode de former des colonies.

C'est au moyen de la cession à bail qu'en janvier 1898 la Chine céda à l'Allemagne la magnifique baie de Kiao-Tcheou et, quelques mois plus tard, la baie de Kouang-Tcheou-Ouan à la France, sans parler de concessions analogues consenties au profit de la Russie ou réclamées par l'Italie. Pareil procédé a été encore employé par la France en février 1899 pour obtenir à Mascate un dépôt de charbon, et, antérieurement, c'est sous couleur d'un bail consenti par l'État indépendant du Congo que l'Angleterre avait essayé d'obtenir une bande de terrain le long des possessions allemandes dans l'Afrique orientale, entreprise que fit échouer l'hostilité de l'Allemagne.

Il paraît donc bien établi qu'il faut voir dans la cession à bail une forme déguisée d'annexion, usitée surtout envers les États faibles, dont la souveraineté est trop manifeste pour qu'il soit possible d'user à leur égard des procédés un peu brutaux de l'occupation directe, mais qui n'ont pas cependant la force suffisante pour défendre leur territoire contre la politique qui pousse les États de l'Europe à se créer partout de nouveaux points d'appui militaires et commerciaux.

L'EXPLOITATION DU DOMAINE COLONIAL

Les puissances, et spécialement au regard de leurs possessions africaines, ne sont pas absolument libres d'exploiter à leur gré leurs colonies, et le droit international leur impose certaines obligations et leur assure certains privilèges qu'il nous faut maintenant étudier.

Liberté commerciale. — D'une façon générale, les colonies sont destinées à l'exploitation commerciale, et la préoccupation primordiale de la conférence de Berlin a été d'assurer en principe la liberté du commerce. L'article 35 de l'acte final, que nous avons précédemment cité, semble même dire que c'est une obligation pour tout État occupant d'assurer cette liberté comme condition de l'effectivité. Il y a là, cependant, une exagération, car dans les travaux de la conférence, sur l'initiative du représentant de la France, il fut reconnu que l'État occupant pourrait établir tel régime commercial qu'il lui plairait. L'Institut de droit international, dans sa déclaration de Lausanne de 1888, ne parle pas de la liberté commerciale. Celle-ci n'est donc pas obligatoire en droit strict, mais le plus souvent elle sera établie dans l'intérêt même de la colonie. Il va sans dire d'ailleurs que, sauf le cas de traités particuliers, rien n'empêche d'établir des taxes douanières ou autres.

L'État occupant peut encore, à son gré, lever des taxes intérieures dans sa colonie, mais il ne saurait imposer spécialement et uniquement les sujets des autres puissances sans s'exposer à des réclamations diplomatiques de ces puissances, comme lésant par trop ouvertement le principe général de la liberté du commerce.

Il faut toutefois remarquer que cette liberté aurait dû recevoir une restriction, bien justifiée par les maux innombrables qu'entraîne l'importation de l'alcool. La conférence de Berlin n'a pas osé en interdire le trafic, et il faut se borner à citer le vœu bien modeste de l'Institut de droit international tendant à réglementer le commerce des boissons fortes. Nous dirons cependant que, dans le but de réprimer la traite, la conférence de Bruxelles de 1890 a interdit le commerce des armes et de l'alcool dans certaines régions particulièrement atteintes par le fléau de l'esclavage.

Liberté de navigation du Congo et du Niger. — Si la conférence de Berlin n'a pas réussi à proclamer le principe de la liberté absolue du commerce, elle est du moins parvenue à établir cette liberté pour deux grands fleuves africains, le Congo et le Niger. Ses efforts sur ce point étaient d'ailleurs favorisés par la tendance moderne du droit international, qui tend de plus en plus à assurer la libre navigation des grands fleuves internationaux, considérés comme des voies navigables appartenant à toute l'humanité. C'était l'idée qui fit proclamer la liberté de navigation des grands fleuves au congrès de Vienne de 1815, et c'est elle qui inspira les travaux de la conférence de Berlin.

On sait que la conférence de Berlin avait été réunie à la suite d'un

traité du 26 février 1884 entre le Portugal et l'Angleterre donnant à ces puissances le droit de lever des taxes exorbitantes sur la navigation du Congo. L'acte final de la conférence règle comme il suit la navigation sur le Congo (art. 13 à 26) et sur le Niger (art. 26 à 34) :

Tous navires de commerce, quelle que soit leur nationalité, ont le droit de libre circulation sur le Congo et le Niger, y compris leurs embranchements et issues, et ce avec un traitement égal pour toutes les nations. Ce régime libéral s'étend même aux rivières, canaux et lacs de tout le bassin. Les routes, chemins de fer ou canaux, destinés à suppléer à l'innavigabilité de certaines portions du réseau fluvial jouissent de la même liberté. Aucun péage ne peut être perçu sur la navigation, si ce n'est pour rétribution de services rendus. Même en temps de guerre, la navigation reste libre tant pour les navires neutres que pour ceux des belligérants, le transport de la contrebande est seul interdit.

A titre de sanction des règles précédentes, la conférence de Berlin a établi une commission internationale chargée de les faire respecter et d'établir un règlement général de navigation, mais pour le cours même du Congo seulement et ses affluents directs. Pour les autres cours du bassin, cette commission, l'analogue de celle chargée de surveiller la navigation du Danube, ne peut intervenir que du consentement des puissances riveraines. En ce qui touche le Niger, le respect de la liberté de la navigation est simplement confié aux puissances riveraines.

Interdiction de la traite et de l'esclavage. — La principale restriction que souffrent les puissances dans l'organisation de leurs colonies africaines est, sans contredit, l'obligation de réprimer la traite et l'esclavage, et cette obligation, comme nous le verrons, n'a pas été quelquefois sans menacer les intérêts de la France.

Sans rechercher ici le rôle social de l'esclavage, il est admis aujourd'hui sans conteste que cette institution est contraire à l'état actuel de la civilisation et que les peuples modernes ont le devoir de chercher à la détruire chez les peuples barbares où elle est encore en vigueur.

Historique. — Il y a là le résultat d'une longue évolution, car l'esclavage, effacé peu à peu en Europe, sévit depuis le ^{xv}^e siècle sous une forme particulièrement barbare par le recrutement des noirs africains pour l'exploitation des colonies d'Amérique. La traite se développe, consacrée même par les traités, comme celui d'Utrecht, en 1713, où l'Angleterre se fait concéder le monopole de l'importation des noirs dans les colonies espagnoles. Cent ans plus tard, une énergique réaction commence; les uns après les autres, les États civilisés interdisent à leurs nationaux le commerce des esclaves, et, ce qui nous intéresse davantage, le congrès de Vienne, en 1815, pose le principe d'un accord international pour arriver à la suppression de l'esclavage et de la traite.

Le vœu du congrès de Vienne a été reproduit à la conférence de Berlin de 1885, où les puissances s'engagèrent à restreindre la traite et l'esclavage autant qu'il serait en leur pouvoir (articles 6 et 9 de l'acte final).

Enfin, à la suite du mouvement d'opinion provoqué notamment par le

cardinal Lavigerie, une conférence réunit à Bruxelles, en 1890, les représentants de dix-sept États. L'acte sorti de ses délibérations, ratifié par la France sous les réserves que nous préciserons, a été approuvé par l'Institut de droit international dans sa session de Hambourg de 1891 et constitue une heureuse réglementation pour la suppression de l'esclavage et de la traite.

Ces notions historiques sommairement rappelées, nous allons indiquer les principales obligations imposées aux puissances par le droit international contemporain.

Obligation de défendre l'esclavage. — Aucun pays civilisé ne doit tolérer l'esclavage dans ses colonies, sous quelque forme que ce soit : c'est ce que la France a notamment accompli à Madagascar. On doit, de plus, considérer comme libre l'esclave fugitif qui se réfugie sur le territoire d'une puissance antiesclavagiste. Cependant, à titre de ménagement politique, et pour ne pas inquiéter les peuples africains chez qui l'esclavage domestique est encore une nécessité sociale, on n'applique pas cette règle aux tribus voisines des possessions françaises, et on tolère également l'esclavage chez les peuples simplement placés sous notre protectorat.

Répression de la traite. — C'est surtout à l'extérieur que se manifeste l'action antiesclavagiste des États, en interceptant le commerce des esclaves par mer. Comme celle-ci est, en principe, libre, il a fallu des accords internationaux pour permettre la visite des navires soupçonnés de servir de négriers et pour l'application de peines contre les coupables.

L'Angleterre avait voulu assimiler la traite à la piraterie, mais sur les observations de la France, qui craignait la suprématie de la marine britannique, elle dut se contenter d'un simple droit de visite sur les navires suspects. Après de longues et difficiles négociations, la France et l'Angleterre ont conclu la convention du 29 mai 1845, par laquelle les deux pays s'accordent simplement le droit réciproque de s'assurer de la nationalité des navires suspects de traite et de vérifier leurs droits au pavillon qu'ils portent, mais la visite complète, avec perquisition, appel de l'équipage et des passagers, ne peut être effectuée que par un navire de guerre portant le même pavillon que le négrier.

Conférence de Bruxelles. — L'acte de Bruxelles du 2 juillet 1890 a repris ces questions. On classe habituellement ses dispositions sous trois chefs principaux :

1^o Arrêt de la traite aux lieux d'origine. Les États signataires s'engagent à empêcher sur leur territoire colonial la capture des esclaves et le commerce des marchands d'esclaves, à empêcher encore, comme nous l'avons vu, l'importation d'alcool et d'armes à feu, à moraliser et civiliser enfin, autant que possible, les populations nègres de l'Afrique.

2^o Répression de l'esclavage de la part des pays qui l'admettent encore. Ces derniers, signataires de l'acte de Bruxelles, s'engagent à interdire le commerce des esclaves. Un bureau international est constitué à Zanzibar pour veiller à l'exécution de ces dispositions.

3^o Répression de la traite sur mer. La conférence de Bruxelles a cherché à concilier le système anglais de visite complète et le système fran-

çais de simple enquête sur le pavillon. Dans ce but, le droit de visite ne peut être exercé, à l'exclusion des eaux territoriales de chaque État, que dans les parages du golfe Persique, de la mer Rouge et de la partie orientale de l'océan Indien, en contournant Madagascar.

En outre, la visite n'est pas possible pour tout navire à voiles, comme le voulait l'Angleterre; la France a obtenu qu'elle ne s'exercât que sur les navires de moins de 500 tonneaux. On n'atteint ainsi que les *boutres* arabes et on respecte les navires européens, à l'égard desquels tout soupçon de traite est sans fondement.

Enfin, si l'enquête sur le pavillon est toujours possible dans les limites ci-dessus, la visite complète ne peut s'effectuer que pour les navires portant le pavillon d'un pays qui accepte cette procédure. Les droits de la France sont ainsi complètement respectés, à charge par elle, bien entendu, de faire surveiller par ses croiseurs l'usage illicite qui pourrait être fait de son pavillon.

Quant à la répression de la traite constatée, elle est prononcée par un juge du pays dont le pavillon a été usurpé, en présence d'un officier du capteur; le capteur reçoit le navire négrier à titre de prime, mais il doit des dommages-intérêts si la capture est injustifiée.

Telles sont les dispositions de l'acte de Bruxelles, qui forme actuellement la loi internationale sur la traite. La France, toutefois, n'a ratifié cette convention que sous deux réserves importantes : elle n'a pas voulu accepter l'exercice de la visite aux alentours de Madagascar, colonie française, et elle a repoussé pour le jugement des négriers toute intrusion de la part du capteur. Elle reste donc, pour ces deux points, sous l'empire de la convention de 1845.

Conclusion. — Telles sont, sommairement indiquées, les principales dispositions que le droit international public impose aux puissances coloniales. Il est superflu de faire remarquer que ces restrictions sont surtout inspirées par le désir d'assurer une complète et loyale exploitation du domaine colonial, en même temps que d'éviter autant que possible des sources de conflits entre les grandes puissances. Les règles que nous venons d'étudier doivent être d'ailleurs présentes à l'esprit de tous ceux qui s'occupent de colonisation. Leur moindre violation, leur mauvaise interprétation même, fournissent aux États rivaux des arguments dangereux dont ils tirent parti, et c'est sur un scrupuleux respect du droit qu'il faut désormais appuyer la formation et le maintien de tout empire colonial.

Marcel MOYE.

LES COLONIES AFRICAINES

L'ALGÉRIE

LE PAYS

LE Maroc, l'Algérie et la Tunisie pris ensemble constituent, entre la Méditerranée et le Sahara, une unité géographique, sorte d'île montagneuse à laquelle on a donné le nom d'Afrique Mineure, de Maghreb ou de Berbérie. La partie occidentale de la Berbérie, le Maroc, est restée jusqu'ici en dehors de l'influence européenne; le Maroc a été préservé par les rivalités mêmes des puissances qui se disputent sa succession, succession que la France saura sans doute recueillir,

car elle y a plus de droits que quiconque. Elle a déjà pris possession, à des titres divers, de la partie centrale, qui cor-

respond à l'ancienne régence d'Alger et de la partie orientale, la régence de Tunis, dont elle exerce le protectorat.

L'Algérie fait face, de l'autre côté de la Méditerranée, aux rivages du Languedoc et de la Provence, à 600 kilomètres de Port-Vendres, à 770 kilomètres de Marseille. Elle n'est séparée de la Tunisie à l'est et du Maroc à l'ouest que par des frontières purement conventionnelles ; la limite avec le Maroc n'a été tracée que jusqu'au Teniet-es-Sassi. Vers le sud, l'Algérie se prolonge indéfiniment, si l'on tient compte de son *hinterland* saharien ; mais ce *hinterland*, dont la partie occupée est déjà aussi étendue que l'Algérie même, ne saurait en être considéré comme une annexe et doit être étudié à part. Envisagée dans ses limites naturelles, sans y comprendre le Sahara, l'Algérie a environ 300 000 kilomètres carrés.

La Berbérie forme, relativement au continent africain, une sorte de hors-d'œuvre, que tous ses caractères, son relief, son climat, ses habitants, rattachent à l'Europe méridionale. Elle est couverte de plissements en partie récents, que leur constitution géologique relie aux plissements analogues qui bordent la Méditerranée occidentale, notamment à ceux de l'Apennin et de la Cordillère bétique. La limite naturelle de l'Europe est plutôt le Sahara que la Méditerranée.

Nature et relief du sol. — Les terrains anciens, gneiss, micaschistes, etc., occupent peu de place en Algérie. Ils sont, comme en Italie, situés sur le bord de la mer et, comme en Italie aussi, accompagnés de roches éruptives récentes ; telle est la constitution de l'Edough, des massifs de Collo et de Djidjelli, de la Grande-Kabylie. C'est contre ce massif ancien, en partie effondré, que se sont appuyées les couches des chaînes plissées, composées principalement de terrains jurassiques et crétacés. Le plissement des chaînes calcaires algériennes a été une œuvre de longue haleine et résulte de mouvements répétés ; mais ce sont les derniers, ceux de la période tertiaire (éocène et miocène supérieur) qui ont imposé à l'Atlas son orographie. Les dernières périodes géologiques ont surtout été marquées par une forte dénudation de la surface et l'amoncellement dans les parties basses des produits de cette destruction, qui, sur de vastes espaces, cachent l'ossature des chaînes.

L'Algérie, dans son ensemble, est très accidentée et d'un relief très tourmenté. C'est une haute terre comprise entre deux séries de plissements montagneux, de direction à peu près parallèle à la côte, et qu'on peut appeler l'Atlas Tellien et l'Atlas

Gorges de la Chiffa. La cascade. — Phot. Neurdein.

Saharien. Il faut franchir ces bordures montagneuses lorsque, de l'intérieur de l'Algérie, on veut gagner soit la Méditerranée, soit le Sahara. Les plaines basses, Chélif, Mitidja, voisines du

littoral, ne couvrent qu'une superficie restreinte. Le reste est occupé par des saillies montagneuses, arêtes ou massifs, et par des plateaux à peine ondulés. Le pays se trouve ainsi divisé en une série de zones parallèles dans le sens de la latitude, en une succession de bandes longues et étroites. C'est le trait caractéristique de la configuration de la contrée; ses conséquences se font sentir sur le climat, sur les cultures, sur le genre de vie des habitants. Si l'on veut se faire une idée exacte de la structure de l'Algérie, il faut la rapprocher, non pas de la France, mais de l'Espagne, pays de montagnes et de hautes plaines intérieures comme l'Algérie, divisé, comme l'Algérie, en compartiments qui communiquent difficilement entre eux et avec le dehors. L'Atlas Tellien et l'Atlas Saharien, très écartés dans la province d'Oran, vont en se rapprochant l'un de l'autre vers l'est, de sorte qu'à partir d'une ligne passant approximativement par Batna, Guelma et Bône, c'est l'Atlas Saharien qui seul constitue le relief, ses plis venant relayer ceux de l'Atlas Tellien.

Les massifs littoraux sont extrêmement complexes. On peut y distinguer le massif des Traras, qui paraît être l'extrémité du Rif marocain (1 159 mètres au Filhaoucen), le Sahel d'Oran et de Mostaganem, le Dahra, les massifs de Miliana (Zaccar, 1 579 mètres) et de Cherchell, l'Atlas de Blida (1) et le massif de Tablat au nord desquels s'étendent la plaine de la Mitidja et les collines du Sahel d'Alger. On rencontre ensuite la Grande-Kabylie, individualité géographique bien tranchée, vaste hémicycle montagneux dominé par la grande chaîne du Djurdjura (2 308 mètres au Lalla Khedidja), au nord de laquelle se succèdent la dépression de Dra-el-Mizan, le massif ancien et une chaîne littorale composée de terrains crétacés et éocènes. Puis viennent la chaîne des Babor ou Petite-Kabylie, les massifs de Djidjelli, de Collo et de l'Edough, au sud desquels se trouvent la dépression de Constantine et la plaine de Bône.

Au sud des massifs littoraux se rencontre, du moins dans l'Algérie occidentale, une grande dépression miocène, composée pour la plus grande partie de plaines basses (sebkha d'Oran, plaine du Sig, vallée du Chélif), de quelques plaines plus hautes (plaines de Médéa, des Beni-Sliman, des Arib), et qui va se terminer au golfe de Bougie par la vallée de l'oued Sahel.

(1) Où se trouvent les gorges, plus célèbres que vraiment pittoresques, de la Chiffa.

Le massif du Djurdjura. — Phot. Geiser.

La grande chaîne, composée surtout de terrains crétacés et éocènes, qui se dresse au delà de cette dépression, a une individualité bien marquée. Elle comprend la chaîne du Tessala et des Beni-Chougran, le massif de l'Ouarsenis, imposant par sa forme et par sa hauteur (1 995 mètres), la chaîne du Dira, qui se bifurque, pour se continuer au nord dans les Bibans et les monts de Constantine, au sud dans la chaîne des Maadid et des Rirha; entre les deux s'étendent les plaines de Bordj-bou-Arreidj et de Sétif, zone intermédiaire « qui n'est plus la montagne et n'est pas encore le plateau » (1).

Une dépression tertiaire, d'une altitude de 500 mètres en moyenne, s'étend dans la province d'Oran et comprend les plaines de Tlemcen, de Sidi-bel-Abbès, de Mascara (plaine d'Eghris) et de la Mina. Elle est adossée au massif de Tlemcen, région très spéciale, sans analogue en Algérie, qui donne « le spectacle, rare à l'orient de l'Atlas Marocain, des eaux ruisse-lantes et des cascades ».

Les hautes plaines de l'Oranie et de la province d'Alger sont très caractéristiques du relief de l'Algérie. Elles sont creu-sées dans leur partie médiane et suivant l'axe de leur direction d'une série de dépressions salées sans écoulement : le chott Rarbi, le chott Chergui (1 000 mètres), les Zahrez (840 mètres), le Hodna (400 mètres). Comme l'indiquent ces altitudes, la hau-teur de ces plaines diminue graduellement dans la direction de l'est.

L'Atlas Saharien a pour type orographique général de grandes plaines parallèles séparées par de longs et étroits reliefs, des crêtes arides d'une constitution simple. En beaucoup de points, où il atteint cependant plus de 1 500 mètres de hauteur abso-lue, il ne dépasse pas de plus de 200 mètres les hautes plaines qui s'y appuient au nord. En d'autres points, les chaînes sont plus nombreuses, plus ramifiées, gagnent en étendue et cons-tituent de véritables massifs montagneux. On rencontre ainsi successivement, d'ouest en est, le massif de Figuig (2 136 mè-tres au Ras-Touila), les monts des Ksours, le massif du Ksel, (2 000 mètres), le Djebel-Amour, énorme pâté montagneux, d'ac-cès pénible et de parcours difficile (1 707 mètres au Sidi-Okba), le Djebel-Lazereg, les monts des Ouled-Naïl et du Zab, enfin

(1) Le massif des Bibans (en arabe, *les Portes*), tire son nom des *Portes de fer*, sorte de murailles calcaires verticalement redressées, laissant entre elles d'étroits passages, et qu'il faut franchir pour passer de la région d'Alger dans la région de Constantine.

l'Aurès, véritable Kabylie du sud (2328 mètres au Chelia) avec ses prolongements, les chaînes de Tébessa. Par delà Batna, à mi-chemin entre cette ville et Biskra, se trouve la gorge d'El-Kantara (1).

La division usuelle de l'Algérie en trois régions (Tell, Hauts-Plateaux, Sahara) n'est qu'à moitié juste et ne tient pas compte d'un assez grand nombre de différences. En réalité, on peut distinguer : 1° les régions montagneuses du Tell ; 2° les plaines basses du littoral (Mitidja, Chélif) ; 3° les hautes plaines cultivables (plaines de Bel-Abbès, de Sétif) ; 4° les steppes ; 5° l'Atlas Saharien.

Climat. — L'Algérie appartient à la zone du climat méditerranéen, caractérisée par la division de l'année en deux saisons : la saison des pluies, qui est en même temps la saison fraîche (automne-hiver-printemps), et la saison sèche, qui est en même temps la saison chaude (été). On sait que les mers s'échauffent et se refroidissent plus lentement que le continent. En été, la Méditerranée est donc relativement plus froide que la côte d'Afrique, qui elle-même est moins chaude que l'intérieur ; il en résulte un appel d'air vers le sud, qui fait naître en été sur la côte africaine un régime de vents du nord et du nord-est. Ils apportent le beau temps et la sécheresse, car, à mesure qu'ils s'avancent vers des régions de plus en plus chaudes, ils s'éloignent de leur point de saturation. En hiver, au contraire, la mer étant plus chaude que le continent, les vents d'ouest dominant, et les nuages qu'ils apportent se condensent au contact froid des montagnes. Quant au sirocco, c'est un vent qui souffle du sud ; l'air est alors très sec, le ciel terne et voilé par d'impalpables poussières qui donnent au ciel des teintes rouges d'incendie, et la température peut exceptionnellement dépasser 40° à l'ombre. Ce vent dessèche l'air et le sol ; un vague malaise accable les hommes et les ani-

(1) « El-Kantara — le pont — garde le défilé par où l'on pénètre du Tell dans le Sahara. Ce passage est une déchirure étroite, qu'on dirait faite de main d'homme, dans une énorme muraille de rochers de trois à quatre cents pieds d'élévation. Le pont, de construction romaine, est jeté en travers de la coupure. C'est une croyance établie chez les Arabes que la montagne arrête à son sommet tous les nuages du Tell, que la pluie vient y mourir et que l'hiver ne dépasse pas ce pont merveilleux, qui sépare ainsi deux saisons, l'hiver et l'été ; deux pays, le Tell et le Sahara ; et ils en donnent pour preuve que d'un côté la montagne est noire et couleur de pluie, et de l'autre rose et couleur de beau temps (FROMENTIN). »

maux; les plantes souffrent et leurs feuilles sont brûlées comme par la gelée.

Tous les phénomènes du climat oscillent en Algérie entre deux influences : l'influence maritime de la Méditerranée, l'influence continentale du Sahara. L'Algérie subit ainsi l'action alternative d'un bassin d'évaporation et d'un foyer de chaleur. Ces influences se combinent très diversement, suivant la latitude, l'altitude, l'orientation, la proximité de la mer, etc. Tout ce qui peut faire varier le climat à courtes distances se trouve réuni : il en résulte une très grande diversité dans la température, l'humidité, la quantité de pluies, etc. Il n'y a pas *un* climat algérien, mais *des* climats algériens.

Les pluies se produisent en général sous forme d'averses violentes et soudaines; elles sont fort irrégulières. Leur quantité varie beaucoup d'un district à l'autre. Dans le Tell, elles sont supérieures en bien des points à celles qui tombent dans la majeure partie de l'Europe, mais elles se produisent pendant une seule saison, au lieu de se répartir dans tout le cours de l'année, et l'évaporation est beaucoup plus forte. D'une manière générale, la tranche d'eau va en augmentant d'ouest en est et en diminuant du nord au sud; mais le relief surtout joue un grand rôle et amène dans les montagnes une recrudescence des précipitations atmosphériques, qui s'y produisent souvent sous forme de neige.

Sur le littoral, la quantité de pluie annuelle, qui n'est que de 48 centimètres à Oran, atteint 76 centimètres à Alger et 89 à Dellys. Les massifs Telliens participent aux pluies du littoral en raison directe de leur altitude et de leur exposition; la tranche de pluie est voisine de 40 centimètres dans les plaines (Bel-Abbès, Orléansville, Sétif), de 60 à 70 centimètres dans les montagnes. A Fort-National, il tombe jusqu'à 112 centimètres d'eau. Dans les steppes et dans l'Atlas Saharien, les moyennes varient de 40 à 20 centimètres. Au sud de l'Atlas Saharien, les moyennes sont en général inférieures à 20 centimètres.

Au point de vue de la température, les différences sont également très grandes. Elle est très douce et très égale sur le littoral; à Alger, la moyenne du mois le plus chaud est de 24°, celle du mois le plus froid de 12°. La température, dans le Tell inférieur, descend rarement au-dessous de zéro et ne s'y maintient pas longtemps. La différence entre le jour et la nuit est faible, comme entre l'été et l'hiver. Mais l'air, saturé de vapeur d'eau au contact de la Méditerranée, est très humide, surtout pendant la saison sèche; aussi la chaleur

y est pénible et déprimante, quoique le thermomètre ne s'élève pas beaucoup.

Heureusement, ce climat du littoral, si peu favorable à l'énergie et au travail, et qui rappelle par plus d'un trait le climat tropical, est loin d'être celui de l'Algérie tout entière. Dans les régions montagneuses et sur les plateaux, le climat n'est pas

Dans le Djurdjura. — Phot. Neurdein.

seulement différent : il est exactement le contraire de celui de la côte. L'égalité caractéristique du climat maritime disparaît ; la température s'élève bien davantage pendant l'été et descend souvent au-dessous de zéro pendant l'hiver. La chaleur, beaucoup plus élevée que sur le littoral, y est beaucoup plus supportable, parce qu'elle est plus sèche ; la différence entre le jour et la nuit est aussi plus tranchée. Or, le froid de l'hiver, la fraîcheur des nuits, sont sains et reconstituants pour l'organisme. Cet état de choses a certainement eu des conséquences très profondes sur l'histoire et l'évolution de l'Afrique du Nord, conséquences qu'il serait intéressant de rechercher.

Hydrographie. — Le relief et le climat de l'Algérie expliquent l'absence de cours d'eau importants. Point de grandes vallées; les rivières ne sont que des torrents, le plus souvent à sec. On utilise les eaux de quelques-unes d'entre elles pour l'irrigation au moyen de barrages. Parmi les cours d'eau du versant méditerranéen, il suffit de mentionner les principaux. Tels sont la Macta, formée de l'Habra et du Sig; le Chélif, seul cours d'eau qui, venu de l'Atlas Saharien, réussisse à traverser les plateaux et à atteindre la mer; c'est le fleuve le plus long de l'Algérie, il est formé par les cours intermittents de l'oued Touila et du Nahr-Ouassel, mais n'acquiert d'importance qu'après avoir traversé l'Ouarsenis par une brèche près de Boghar: il coule alors d'est en ouest, entre l'Ouarsenis et le Dahra. Citons encore l'Isser, le Sébaou, l'oued Sahel, alimentés par les montagnes de la Grande-Kabylie; l'oued el Kébir, formé de la réunion du Rummel, qui baigne le rocher de Constantine (1), et du Bou Merzoug; la Seybouse, qui se termine près de Bône. La Medjerda coule vers le nord-est dans une gorge étroite, jusqu'au moment où elle entre en Tunisie en aval de Souk-Ahras; son principal affluent est l'oued Mellègue, né comme elle en Algérie.

Dans les steppes, les eaux courantes ont été en général impuissantes à achever le modelé du relief et à s'ouvrir une issue vers la mer. Les chotts des plateaux ne sont que des bas-fonds où la neige et la pluie s'amassent en hiver; l'évaporation les transforme bientôt en couches de sel, et nulle part l'eau ne séjourne pendant toute l'année. Les principaux de ces chotts sont les chotts Rarbi et Chergui (occidental et oriental) dans la province d'Oran; les Zahrez dans la province d'Alger; le Hodna, dans la province de Constantine.

Côtes. — Les côtes de l'Algérie sont orientées à peu près est-ouest. Elles ont un développement d'environ 1 100 kilomètres. Elles sont généralement élevées et montagneuses, les parties saillantes étant formées le plus souvent par des falaises à pic, et les parties rentrantes par des plages de sable ou de galets. Elles sont fort peu découpées, contrairement à ce que pourrait faire supposer la conformation montagneuse du Tell. On y rencontre cependant quelques larges baies semi-circulaires, abritées par des caps rocheux contre les vents d'ouest et de nord-ouest,

(1) Et l'entoure d'une gorge étroite et profonde.

les plus mauvais sur cette côte; telles sont les baies d'Oran, d'Arzeu, d'Alger, de Bougie, de Philippeville et de Bône (1).

Flore et faune. — La flore de l'Algérie est méditerranéenne comme son climat. « Un naturaliste brusquement transporté de Montpellier à Alger ne s'apercevrait guère du changement.

Gorges d'El-Kantara, près Biskra.

(BATTANDIER et TRABUT.) » Les eucalyptus, les figuiers de Barbarie (*opuntia ficus indica*), les aloès (*agave americana*), sont des éléments d'emprunt et ne font pas partie de la flore indigène, quoiqu'ils contribuent à donner au pays sa physionomie actuelle. Sur le littoral, la saison des pluies d'hiver est celle pendant laquelle les plantes se développent, et l'été la période de repos de la végétation. Dans les régions élevées et froides,

(1) La baie de Bougie, abritée par les magnifiques rochers rouges du cap Carbon, qui tombent à pic dans les eaux d'un bleu sombre, est une des plus caractéristiques.

l'hiver arrête aussi la végétation. Les arbres et les broussailles sont pour la plupart à feuilles persistantes. Sur la terre nue ou revêtue d'herbes sèches, on les voit trancher en vert sombre, donnant de loin l'aspect si caractéristique de *peau de panthère* que présentent tant de paysages algériens.

L'olivier est par excellence l'arbre caractéristique de la zone

Le cap Carbon. — Phot. Neurdein.

méditerranéenne ; il est très répandu dans presque tout le Tell, jusque vers 1 200 mètres d'altitude. Sur le littoral, on trouve en outre le lentisque, le chêne kermès, le palmier-nain, le myrte, le jujubier, l'arbousier, etc., entremêlés de cistes, d'asphodèles, de touffes de diss (*ampelodesmos tenax*) ; ces plantes et d'autres encore constituent la *brousse*, assez analogue au maquis corse ; cette brousse couvrait les plaines et les coteaux avant la venue des Français, qui l'ont en partie défrichée pour mettre le sol en culture.

On passe de la brousse à la forêt par des transitions insensibles ; quoique l'Afrique du Nord, comme d'ailleurs tous les pays méditerranéens, soit dans son ensemble peu favorable à

Vue de l'oasis d'El-Kantara.

la végétation forestière, quelques belles forêts subsistent cependant encore dans certaines régions de l'Algérie. Les massifs forestiers du Tell sont peuplés surtout de chênes-lièges, de chênes yeuses, de chênes verts, de pins d'Alep, de cèdres, de thuyas. Le chêne-liège, essentiellement silicicole, couvre environ 470 000 hectares et occupe principalement le littoral de l'Algérie orientale. Le cèdre ne couvre pas plus de 35 000 hectares. Il se tient à des altitudes variant de 1 300 à 1 800 mètres; remarquable par ses grandes nappes horizontales de feuillage à étages superposés, il forme des forêts majestueuses; la plus belle est celle de Teniet-el-Had. Le pin d'Alep est très rustique et vient dans presque tous les terrains perméables; il occupe en Algérie de vastes espaces.

Lorsque la quantité de pluie est trop faible pour nourrir la végétation forestière, le sol ne porte que des plantes bulbeuses et des graminées; le steppe, degré intermédiaire entre la terre cultivable et le désert, paraît s'établir dans l'Afrique du Nord là où la tranche d'eau annuelle est en moyenne de 20 à 35 ou 40 centimètres. La plante caractéristique du steppe algérien est l'alfa (*stipa tenacissima*), le chih (*artemisia herba alba*), le lygée sparte; d'autres espèces végétales encore occupent aussi de grandes surfaces. Le steppe, qui se relie au Tell par nombre d'intermédiaires, est lui-même interrompu par des îlots forestiers dans les montagnes où les précipitations atmosphériques sont plus abondantes. Les essences dominantes dans l'Atlas Saharien sont le térébinthe ou betoum (*pistacia atlantica*), le tamarix, le genévrier oxycèdre, le thuya.

La faune, comme la flore, a dans son ensemble un caractère méditerranéen. Les mollusques terrestres et les insectes notamment se rattachent à des espèces ou à des genres de la région méditerranéenne. Parmi les mammifères, l'ours et l'éléphant, qui ont été jadis abondants en Algérie, ont maintenant disparu. Il existe encore quelques cerfs; les gazelles sont très répandues. Les canidés sont représentés par les chacals, très abondants, les renards. La famille des félins est bien représentée; si le lion a presque disparu, il n'en est pas de même de la panthère, à laquelle on peut joindre le serval, le chat sauvage, le caracal, le guépard. On rencontre un singe, le magot (*pithecus inuus*). Dans le sud, on trouve le bubale, l'addax, le mouflon à manchettes ou aroui, le fennec.

Telles sont les conditions naturelles dans lesquelles l'homme est appelé à vivre en Algérie.

Augustin BERNARD.

LA POPULATION

Habitants primitifs. — L'Algérie a été habitée à une époque fort ancienne par une race qui ignorait l'usage des métaux et qui, comme nos ancêtres de l'époque quaternaire, se bornait à *tailler* la pierre pour en tirer des armes ou des outils. De nombreux gisements d'instruments de cette nature ont été fréquemment signalés en plein désert; les grottes des trois provinces algériennes ont également fourni beaucoup d'armes en pierre rappelant d'une façon étonnante les haches amygdaloïdes des alluvions de la Somme.

A côté de ces instruments simplement taillés, l'Algérie livre, de temps à autre, d'élégantes pointes de flèches, des haches polies, entièrement analogues aux objets que nous recueillons dans nos stations néolithiques et qui se trouvent associés à de grossières poteries.

Les populations qui fabriquaient ces armes et ces outils en pierre étaient-elles autochtones? Il est difficile de l'admettre. Le musée d'Oran possède quelques crânes recueillis par M. Pallary dans des cavernes renfermant en même temps des débris d'animaux aujourd'hui disparus de la contrée, et ces têtes offrent des ressemblances frappantes avec celles des hommes qui chassaient le renne dans le sud-ouest de la France à la fin des temps quaternaires. M. Verneau a montré qu'une grande migration de ces chasseurs, autrement dit des hommes de Cro-Magnon, avait dû se diriger vers le sud au commencement de notre époque géologique, traverser toute l'Espagne et atteindre le nord de l'Afrique. Les découvertes les plus récentes tendent à faire admettre qu'elle avait été précédée d'une autre migration, composée des mêmes éléments ethniques, qui aurait atteint l'Algérie à une époque plus ancienne. C'est vraisemblablement aux descendants de nos vieux chasseurs de renne, qui étaient de véritables artistes, qu'il faut attribuer les figures gravées sur les rochers du Sud algérien, figures représentant en général des scènes de chasse et souvent des animaux disparus de la région. Ce sont eux, selon toute apparence, qui ont constitué la race atlante dont parlent les légendes grecques et qui ont donné naissance à la race berbère. En effet, au temps des Romains, les Berbères enterraient encore souvent leurs morts dans des dolmens, et certains habitants du Djurdjura n'hésitent pas à affirmer que les restes que l'on retire des dolmens de Roknia sont ceux de leurs ancêtres. Or un grand nombre de sujets exhumés de ces antiques nécropoles présentent tous les caractères essentiels de la race qui vivait dans le sud-ouest de la France à la fin de l'époque quaternaire.

Néanmoins les Berbères modernes ne reproduisent pas tous les traits des hommes auxquels nous rattachons leur origine; divers éléments ethniques sont venus se mélanger aux premiers émigrants et en ont altéré le type. Certains faits ethnographiques ont conduit M. Hamy à penser que parmi ces envahisseurs avaient dû se trouver des Éthiopiens.

Dans le chapitre consacré à l'histoire de l'Algérie le lecteur trouvera

des renseignements sur les races qui ont successivement envahi la contrée dont nous nous occupons. Il est donc inutile de parler ici de ces conquérants, qui ont tous contribué dans une certaine mesure à modifier les caractères des habitants primitifs. Toutefois il importe de faire remarquer que, sauf les Arabes, les envahisseurs n'ont pas eu, à ce point de vue, une influence bien notable. C'est à tort, notamment, que quelques auteurs ont attribué aux Vandales l'introduction de l'élément blond qu'on rencontre assez fréquemment dans certains groupes berbères. Ils n'ont jamais, en effet, dépassé le chiffre de 50 000 et ils se sont dispersés sur tout le territoire qui s'étend de Ceuta à la Tripolitaine; leur nombre diminua avec tant de rapidité qu'en 534 il n'en restait que 1 000 et que ce chiffre se trouva réduit quelques années plus tard à 534. D'ailleurs nous savons qu'il existait des blonds dans le nord de l'Afrique longtemps avant l'arrivée des Vandales : les Égyptiens avaient eu à lutter contre ces hommes, auxquels ils attribuaient une origine septentrionale. Nous sommes tout disposé à les regarder comme les descendants des Cro-Magnons émigrés en Afrique.

Tout autre a été le rôle joué par les Arabes; ils ont modifié considérablement le type de l'ancienne population. A l'heure actuelle, les deux races qui comptent en Algérie sont les Berbères (300 000 environ), *arabisés* pour la plupart, et les Arabes, en grande partie *berbérisés*, dont le nombre dépasse un million.

Berbères. — Le type berbère est loin de présenter une homogénéité parfaite. En Algérie, les Berbères forment deux groupes principaux : les *Kabyles* et les *Chaouïas*. Dans le désert, se rencontre les *Touareg*, dont nous nous occuperons à propos du Sahara.

A. *Kabyles.* — Les Kabyles habitent surtout la Grande et la Petite Kabylie, c'est-à-dire, d'une part, la région montagneuse qui s'étend à l'est d'Alger, entre le littoral et les monts du Djurdjura, et, d'autre part, le pays très accidenté, compris entre Bougie, Philippeville et Sétif. Mais on en trouve aussi dans d'autres régions du Tell, notamment dans les montagnes cultivables à l'ouest d'Alger.

D'une taille au-dessus de la moyenne (1^m,68), le Kabyle est solidement charpenté. Il présente une tête allongée et, quand il n'est pas croisé d'Arabe, des traits qui rappellent ceux d'un grand nombre de nos paysans du centre de la France. Le climat communique à sa peau une teinte légèrement brune. Au point de vue de la couleur des cheveux, on observe deux types chez les Kabyles : la plupart les ont noirs, mais d'autres possèdent une chevelure blonde. Il est probable, comme nous l'avons dit, que ceux-ci reproduisent, sous ce rapport, les caractères des Berbères primitifs. En effet, à part les Vandales, dont l'influence a été presque nulle, tous les éléments ethniques qui sont venus se croiser avec l'ancienne population avaient les cheveux noirs.

Bruns ou blonds, les Kabyles ne se distinguent les uns des autres ni par le vêtement ni par le genre de vie. Le costume de l'homme se compose habituellement d'une sorte de chemise serrée à la taille, qui laisse à nu les bras et les jambes. Un ou deux burnous, parfois un petit tablier

de cuir complètent l'accoutrement. Quelques individus portent sous le burnous une chemise à larges manches qu'ils introduisent dans une ample culotte. La tête est souvent recouverte soit d'un foulard, soit d'un morceau d'étoffe enroulé à la façon d'un turban; mais, quand le Kabyle s'expose au soleil, il fait généralement usage d'un chapeau de paille à larges bords et à fond pointu. La chaussure qu'il préfère est la sandale de cuir. La femme se vêt d'une tunique agrafée sur l'épaule et serrée à

Kabyles de Sétif.

(A gauche, type pur; à droite, types métissés.) [Coll. du Muséum.]

la taille par une ceinture; sa tête est recouverte d'un capuchon. Quelques-unes ont adopté un costume beaucoup moins simple, copié en grande partie sur celui des Mauresques. « Tous les Kabyles, dit le colonel Duhoussset, sont d'une saleté révoltante; il n'y a pas un établissement de bains dans toute la Kabylie du Djurdjura. »

Ces Berbères sont sédentaires et habitent des villages, souvent perchés sur le sommet des montagnes, qui, de loin, ont un aspect coquet. Lorsqu'on s'en approche, on voit que les maisons sont construites en pierre et que leurs toits à double plan incliné sont couverts en tuiles rouges. L'aspect de ces habitations fait songer aux demeures de nos paysans. L'intérieur des maisons et les rues du village laissent fortement à désirer au point de vue de la propreté. A côté des habitations se trouvent les meules

qui servent à moudre le grain ou à broyer les olives. Ce sont des meules à bras que les femmes sont chargées de mettre en mouvement.

Les Kabyles vivent sobrement, se nourrissant surtout de laitage, de fruits et de *couscous*, farine granulée qu'on cuit à la vapeur. Grâce à leur activité et à leur amour pour l'agriculture, ils se procurent facilement ce qui est nécessaire à leur existence. A l'aide d'une charrue primitive en bois,

ils mettent en culture les moindres parcelles de terre. Il n'est pas rare de voir un Kabyle suspendu sur le bord d'un précipice pour ensemençer un lambeau de terrain situé le long des parois du ravin. Les céréales, les arbres fruitiers poussent partout où se rencontre un peu d'humus, et les canaux d'irrigation qui sillonnent le pays amènent aux plantes l'eau dont elles ont besoin.

L'indigène de la Kabylie apprend avec une grande facilité tous les métiers manuels; il sait extraire les métaux des minerais, forger le fer, fabriquer des armes, travailler l'or et l'argent, tourner le bois, etc. Des potiers fabriquent une céramique extrêmement variée, notamment des vases à goulots multiples, des vases à fleurs surchargés de décors en creux, en relief ou ajourés, etc. Un grand nombre de ces poteries sont en terre rouge, assez mal cuite, et se brisent facilement; cependant il en est qui sont recouvertes d'un brillant vernis et qui résistent beaucoup mieux que les

Kabyles de la tribu des Beni-Yenni.

premières. Ce qui caractérise d'une manière générale toute cette céramique, c'est le défaut de simplicité.

Il arrive au Kabyle de descendre dans la plaine et d'y exercer le métier de colporteur jusqu'au jour où il aura amassé un petit pécule. Le commerce est, d'ailleurs, une occupation à laquelle il se livre volontiers, et dans presque chaque centre de population se tient un marché qui, même en temps d'hostilité, constitue un terrain neutre. La plus entière bonne foi préside aux transactions commerciales, et, lorsqu'un achat n'est pas payé au comptant, le créancier, même s'il est Arabe ou Français, peut avoir confiance en son débiteur. La coutume, en effet, autorise le créancier impayé à dépouiller un concitoyen du débiteur récalcitrant. C'est que les habitants d'un même village sont unis par un grand esprit de solida-

Village kabyle.

rité et qu'ils encourent des responsabilités collectives. Ainsi, lorsqu'une femme mariée s'enfuit, sa famille doit verser entre les mains du mari abandonné la somme de 150 douros ; si elle ne le peut pas, son clan se cotise pour payer l'indemnité à sa place.

Il résulte de cet esprit de solidarité que les pauvres sont secourus fraternellement. L'hospitalité est regardée comme un devoir sacré, même à l'égard des étrangers. L'extradition est chose inconnue ; dès qu'un hôte a été accueilli dans un village, il a droit à la protection de tous.

Ce qui caractérise avant tout le Kabyle, c'est son amour de l'indépendance et son sentiment de l'égalité. Chaque village, par l'intermédiaire de la *djemâa*, c'est-à-dire de l'assemblée de tous les citoyens majeurs, élit son chef ou *amin* (vieillard) ; chaque quartier ou *karouba* est administré par un véritable conseil municipal. Le service militaire est obligatoire pour tous, à l'exception des marabouts (prêtres) qui en sont exemptés, sauf dans les cas de guerres saintes. Des dissensions perpétuelles troublent les sociétés kabyles. Les confédérations (*kbéla*), embrassant un certain nombre de tribus, sont souvent en lutte les unes contre les autres, et il n'est pas rare de voir un village partagé en deux camps ou *çof*.

La justice est rendue d'après la coutume ou *kanoun*, qui se conserve, non par écrit, mais par tradition ; et souvent les tribunaux français sont obligés d'en tenir compte. Dans les villages, la *djemâa* juge souverainement ; mais l'assemblée des citoyens ne frappe pas à l'aveugle, elle tient compte des faits. Quand il s'agit de l'honneur des femmes, « tout est coupable et également coupable : un geste, un attouchement, etc. Un baiser se paye plus cher qu'un assassinat, et, appliqué sur la bouche, il équivaut à l'adultère ». Le vol est sévèrement puni ; cependant un propriétaire n'a pas le droit de frapper des bestiaux qui détériorent ses récoltes. « parce que ces bêtes n'ont pas conscience du dommage qu'elles causent ». Tout ce qui touche aux choses rurales est l'objet d'une tendre sollicitude ; ainsi détruire un arbre est un grave délit.

A côté de la justice de la communauté se place celle de la famille ; les parents peuvent mettre à mort la femme adultère ou lui pardonner. On cite le cas de fils qui ont exécuté leur père parce qu'il s'était dégradé en épousant une négresse.

Entre l'homme et la femme, les droits juridiques sont égaux. Celle-ci, néanmoins, a dans la famille une situation très inférieure : elle est traitée comme une véritable esclave et n'a, en somme, aucune personnalité. La jeune fille peut être vendue par son père, par un frère ou par un oncle, et l'achat de la femme est tellement dans les mœurs kabyles que, pour annoncer son mariage, un homme dit : « J'ai acheté une femme. » Il est des tribus dans lesquelles la jeune fille peut refuser deux fois le mari qu'on lui propose ; mais, à la troisième fois, il ne lui reste qu'à s'incliner. Une fois achetée, elle est à l'entière discrétion de son maître, qui peut la châtier, voire même la tuer. Le mari peut également répudier sa femme, et, dans les circonstances graves, il la renvoie à ses parents montée sur un âne et conduite par un domestique ou par un nègre, ce qui constitue le traitement le plus ignominieux qu'on puisse lui faire

subir. Si l'homme lui a rasé la tête, elle ne trouvera plus à se marier. Dans beaucoup de tribus, la veuve est « pendue » à son mari, ce qui veut dire qu'elle fait partie de sa succession. Toutefois, dans certains cas, la femme se relève aux yeux de la société : lorsqu'elle est mère, par exemple, et qu'elle ne peut allaiter son enfant, elle a droit à une nourrice ; en temps de guerre, elle est respectée. Le sentiment inné de justice qui existe chez tous les Kabyles leur a fait accorder encore le droit d'insurrection à la femme mariée quand elle a subi certains outrages.

En somme, dans la communauté kabyle, la femme a surtout des devoirs, tandis que l'homme a presque tous les droits. Lui seul reçoit quelque instruction dans les écoles dirigées par les marabouts. Ces écoles sont entretenues à l'aide d'un droit (*mâmera*) perçu sur les marchés. Les garçons apprennent à lire et à écrire, on leur enseigne aussi quelques versets du Coran. L'instruction est toujours gratuite, parfois elle est obligatoire, mais elle va rarement au delà des limites que nous venons d'indiquer. Cependant un petit nombre d'étudiants, ou *tolba*, reçoivent une sorte d'enseignement secondaire et obtiennent, après cinq ou dix années d'études un roseau en guise de diplôme ; en général, ce sont ceux qui deviendront marabouts (prêtres).

Malgré l'insuffisance de ses connaissances, le Kabyle montre certain goût pour la poésie. On trouve en Kabylie des poètes de profession, qui pour la plupart sont en même temps chanteurs. Ces bardes appartiennent à deux catégories : la première comprend les poètes lyriques, qui chantent les louanges de la divinité, célèbrent les hauts faits des guerriers, conservent l'histoire de leur tribu ; ils sont comblés de cadeaux et siègent dans les conseils. La seconde catégorie se compose de poètes légers, dont

Chanteuse kabyle.

les chansons, d'une crudité absolue, dénotent une verve intarissable; ils sont méprisés et ne prennent pas part à la discussion des affaires publiques.

Les bardes kabyles sont, nous venons de le dire, en même temps chanteurs. Ceux qui forment la catégorie de poètes sérieux accompagnent leurs chants du tambourin; les autres ont recours au tambourin et au hautbois. Ces derniers voyagent en troupe et exécutent des danses, souvent lascives, qui semblent fort goûtées des assistants.

Les femmes elles-mêmes composent un grand nombre de chansons qu'elles débitent sur un air monotone en tournant leurs moulins à bras ou en exécutant leurs autres travaux. On rencontre même quelques chanteuses de profession qui, comme les hommes, s'accompagnent du tambourin. Vêtues bien plus richement que les autres femmes, elles sont aussi méprisées que les poètes légers.

Bien que les Kabyles écrivent aujourd'hui en caractères arabes, leur langue est restée berbère. Au point de vue religieux, ils ont aussi adopté les croyances des Arabes; mais, au fond, ils sont irrégieux et ne montrent aucun fanatisme. En justice, le Coran n'a pas force de loi, et nous avons vu qu'ils se règlent sur les *kanoun*, c'est-à-dire sur les coutumes qui étaient en vigueur chez leurs pères à une époque où ils n'avaient pas encore reçu l'islamisme.

B. *Chaouïas*. — Dans les montagnes de l'Aurès vit une population de langue berbère qui présente de nombreuses traces de métissage; c'est celle des *Chaouïas*. Trois mille ans environ avant notre ère existaient déjà des bruns et des blonds dans le pays, et depuis cette époque une foule d'éléments ethniques sont venus mêler leur sang à celui de l'ancienne population. Les *Chaouïas* ont conservé notamment le souvenir de l'invasion latine. En effet, des tribus entières se disent *Roumaniya*, et nous pouvons citer dans le nombre les Ouled-Abdi, les Ouled-Ameur-ben-Daoud, les Ouled-Ali-ben-Yousef, les Ouled-Msellem, les Ouled-Mahdi, ainsi que les habitants de Nara et de Manaa. D'une façon générale, ces tribus *romanisées* habitent le nord-ouest du massif montagneux. A leur suite, les Romains emmenaient des Germains, des Gaulois, des Espagnols. Ce fut surtout dans les montagnes de l'Aurès que leurs généraux du Bas-Empire refoulèrent les derniers Vandales. Enfin des Arabes, bientôt suivis de nègres, vinrent compliquer encore le mélange. Pendant longtemps, des conflits perpétuels existèrent entre les diverses tribus *chaouïas*, chacune d'elles s'efforçant, sous le prétexte le plus futile, de piller sa voisine.

Ces faits expliquent la diversité des caractères physiques des *Chaouïas*. Le plus grand nombre, cependant, offre les traits des Kabyles; mais, plus qu'en aucun autre pays berbère, les blonds sont nombreux dans l'Aurès, où ils forment environ le huitième de la population totale.

Les analogies qui existent à tous les points de vue entre les *Chaouïas* et les Kabyles sont si grandes qu'il nous faudrait répéter à propos des premiers tout ce que nous venons de dire de leurs voisins. Aussi nous bornerons-nous à signaler les caractères qui sont particuliers aux habitants de l'Aurès.

Quoique le mot *chaouïa* dérive de l'arabe *chawi*, qui signifie *pasteur*,

les montagnards dont il s'agit ne se contentent pas d'élever des troupeaux, ils font aussi de l'agriculture et possèdent d'assez beaux jardins. Ils sont sédentaires et vivent dans des villages construits en amphithéâtre au sommet des éminences; mais les maisons, au lieu d'être en pierre, sont construites en pisé, et leurs toits forment terrasse. Des murs maintiennent les terres et assurent la solidité des gradins sur lesquels s'élèvent les habitations. Dans certaines régions, le massif a été érodé par les eaux, qui ont fini par tailler dans la roche des gradins naturels et

Village chaouïa de Khirane (Aurès) vu de l'ouest.

par creuser de petites grottes qui servent de demeures aux indigènes. C'est ce qu'on voit, par exemple, à Tizigrarine, où les Chaouïas ont converti ces excavations en habitations au moyen de simples murs en pierres sèches qui en ferment l'entrée. On ne peut atteindre ces refuges troglodytiques qu'à l'aide de paliers et de plans inclinés jetés en encorbellement sur des perches horizontales fixées comme des consoles entre les assises du roc. Rien n'est plus curieux que ce village de Tizigrarine avec ses habitations souterraines desservies par des chemins aériens.

On retrouve chez les tribus qui prétendent descendre des Romains certaines coutumes rappelant des fêtes romaines ou chrétiennes. On fête la « *Bou Ini* », c'est-à-dire la Noël, en changeant l'une des trois pierres du foyer avec la terre qui l'entoure. Huit jours après, c'est la fête de

« *Innar* », le 1^{er} janvier, dont le nom semble bien dériver de *ianuarius*; ce jour-là, on nettoie la maison et on remplace ce qui est vieux. Dans la nuit qui précède on mange de la viande et des œufs, et on se souhaite la bonne année. Au moment de nos Rogations, les Chaouïas de tout sexe et de tout âge partent de grand matin et vont, au son des flûtes, cueillir des branches vertes dans la montagne; après le repas de midi, les femmes dansent et chantent pendant que les hommes jouent de la flûte ou font « parler la poudre »; puis, tout le monde joue à la balle, et la fête se répète pendant trois jours consécutifs. Enfin, à l'automne, a lieu la fête des récoltes; c'est l'époque des mariages et des achats.

Les Chaouïas ont, comme les Kabyles, leurs *djemâa* ou assemblées de notables, chargées d'appliquer les *kanoun* ou coutumes. Parfois un seul homme exerce le pouvoir dans un village à la façon d'un cheikh. A l'heure actuelle, les *kanoun* reculent de plus en plus devant le droit coutumier musulman, que notre administration impose aux montagnards de l'Aurès.

Bien moins intelligents, moins actifs, moins industriels que leurs frères du Djurdjura, les Chaouïas possèdent dans le crâne, dit-on en Algérie, « de la viande au lieu de cervelle ». Il n'existe chez eux rien qu'on puisse comparer à la littérature kabyle. Toutefois, chez les Beni-Barbar, les Inoublen (nobles) font exception. Dans cette tribu presque tous les hommes sont médecins; il est vrai qu'ils traitent les maladies par des procédés bizarres. Ainsi, pour guérir la fièvre, un lettré trace des signes cabalistiques sur des pelures d'oignon, et chaque jour le malade en jette une. Pour l'anémie, on promène pendant de longues heures une poule noire sur la tête du malade, et si le volatile meurt de convulsions, c'est que le mauvais esprit, cause du mal, s'est incarné dans son corps. Dans beaucoup d'affections, on se contente de placer sur le patient quelques versets du Coran. Les médecins chaouïas ne craignent pas de trépaner la tête de leurs clients, et, malgré l'étendue des ouvertures qu'ils pratiquent, la guérison est la règle générale (1). Aussi voit-on des gens réclamer les soins d'un trépaneur pour le plus petit malaise. On cite même des femmes qui, pour se séparer de leurs maris, n'hésitent pas à se faire enlever un fragment de crâne. Munies du précieux morceau, elles vont trouver le juge, alléguant qu'elles ont dû subir l'opération à la suite des sévices de leurs époux.

Deux dialectes berbères sont parlés par les Chaouïas : le *zenatia* dans l'Est, et le *tmazirt* (l'*amazigh* des Touareg) dans le reste du pays. La langue de l'Aurès abonde, d'ailleurs, en mots latins faciles à reconnaître sous leurs transformations : *ourtho* (*hortus*, jardin); *falcio* (*falco*, faucon); *kerrouch* (*quercus*, chêne); *millie* (*milliarium*, pierre milliaire, pierre debout); *agrado* (*gradus*, gradin); etc.

Nous avons vu que, malgré leur conversion forcée à l'islamisme, les Chaouïas ont conservé certaines fêtes anciennes, qui leur avaient été importés par des étrangers.

(1) Cf. Dr H. MALBOT et Dr R. VERNEAU, *Les Chaouïas et la trépanation du crâne dans l'Aurès* (« L'Anthropologie », t. VIII, 1897).

Arabes. — L'Arabe d'Algérie est loin d'avoir conservé la pureté de son type originel. Néanmoins, on le reconnaît aisément au milieu des autres races. C'est un homme de taille moyenne (1^m,65), avec une peau blanche, des cheveux noirs et lisses, des yeux foncés et un corps maigre. Son crâne, allongé d'avant en arrière, dolichocéphale, présente une forme elliptique d'une régularité parfaite. Sa face, longue et étroite, est caractérisée par l'effacement des pommettes et par un nez mince, long, recourbé à la pointe, peu déprimé à la racine. Le général Faidherbe disait de cette face : « Elle est toute en nez. »

Le costume de l'homme comprend une sorte de longue chemise, un large pantalon serré à la taille, une couverture de laine ou un burnous. Sur la tête, il porte souvent une calotte rouge (*chéchia*) qu'il entoure d'un turban blanc, et il se chausse de babouches. Les chefs et les habitants des villes introduisent parfois la culotte dans des bottes, et assez fréquemment ils portent en dessous du burnous une petite veste courte.

Il n'est pas rare de voir la femme arabe sédentaire faire usage de vêtements de soie comprenant un ample pantalon et un corsage largement ouvert sur la poitrine, qui est à peine voilée par une gaze légère. Ses pieds sont chaussés de fines

babouches. Quand elle sort, elle se drape dans une sorte de châle ou *haïk* et se couvre la figure d'un voile. On se fait difficilement une idée du temps que les citadines riches consacrent à leur toilette. Elles se noircissent le bord des paupières avec du *koheul*; elles se rougissent les lèvres en mâchant du *souak*; elles se teignent les pieds et les mains avec du *henna*. Pour appliquer le henna il ne faut pas moins de deux ou trois jours, pendant lesquels la femme ne peut ni marcher ni se servir de ses mains; ses amies doivent lui donner à manger.

Dans les tribus nomades et chez les sédentaires pauvres, le costume de la femme est assez différent. On la voit vêtue d'un court corsage et

Chef arabe.

d'une pièce d'étoffe de coton enroulée à la taille et formant jupe. Un châle, habituellement bariolé, est fixé sur ses épaules et vient recouvrir la tête. Un fichu, voire même un véritable turban, d'où pendent des chaînettes et des breloques en métal, complètent la coiffure. Les femmes nomades ne se voilent pas le visage.

Les Arabes se divisent en deux grandes catégories au point de vue du genre de vie. Les premiers (*Arabes de grande tente* ou *Bédouins*) sont nomades et mènent la même existence que leurs ancêtres d'autrefois; ils vivent par groupes (*douar*), sous des tentes en tissu imperméable fait de laine et de poil de chameau, que l'on charge sur des bêtes de somme quand le douar change de place. Presque toujours, à l'intérieur de ces tentes, le sol est recouvert d'épais tapis, sur lesquels l'Arabe s'accroupit, les jambes croisées. Chaque douar peut ne comprendre que quatre ou cinq tentes ou en compter, au contraire, plusieurs centaines.

On a souvent répété que la tente est la seule habitation de l'Arabe. Cela n'est vrai, en Algérie, que pour les nomades, car une fraction extrêmement importante a adopté dans le nord la vie sédentaire. Ces sédentaires habitent généralement des maisons construites en pisé et réunies en villages (*ksour*) à ruelles étroites, qu'encombrent des immondices de toutes sortes. Dans les villes, les maisons arabes sont en pierre et se terminent par un toit en terrasse. Les murs ne présentent extérieurement aucune ornementation architecturale. A l'intérieur, ils offrent la même nudité dans leur partie basse; mais, chez les gens riches, ils sont recouverts de carreaux émaillés à partir d'une certaine hauteur. La partie supérieure de chaque pièce montre une frise en plâtre chargée d'inscriptions et d'arabesques, qui court tout autour de la chambre. Mais c'est le plafond qui est décoré avec un soin tout particulier, et on pourrait dire, avec Paul Arène, que « les habitations arabes, à l'intérieur bien entendu, sont combinées pour être vues de couché ». Toutes les maisons un peu confortables sont ornées, en dedans, de colonnettes élancées, souvent finement découpées en haut, et possèdent une cour intérieure entourée par une galerie à colonnade.

Il existe des habitations beaucoup plus simples, beaucoup plus primitives. Le *gourbi* d'un Arabe pauvre constitue une simple hutte en branches, entourée d'une palissade et recouverte en *diss*, c'est-à-dire en une sorte de roseau qu'on emploie également pour faire la sparterie.

Le genre de vie des nomades diffère de celui des sédentaires. Les premiers, pasteurs et guerriers, dédaignent absolument l'agriculture; ils ont conservé des mœurs patriarcales et vivent au milieu de nombreux troupeaux. Les sédentaires se livrent à l'agriculture et au commerce. A l'aide d'une charrue sans roue, que tirent des ânes ou des chameaux, ils labourent les terrains dans lesquels ils sèment de l'orge ou du blé. Ils récoltent aussi des fruits et des légumes, mais ils sont loin de donner à leurs champs les mêmes soins que les Kabyles ou les Chaouïas.

C'est dans les villes que l'Arabe peut donner une idée de ses aptitudes variées et de ses dispositions pour le commerce; il se montre assurément trafiquant aussi habile, aussi âpre au gain que le juif lui-même. Quand il s'agit de traiter une affaire, si minime qu'elle soit, cet homme,

Campement d'Arabes nomades, à Biskra.

qui parle peu d'habitude, s'anime, gesticule et s'exprime avec une volubilité dont on ne se rend bien compte que lorsqu'on en a été témoin.

Il n'est guère de métiers qui soient dédaignés par l'Arabe. Ici, c'est un fabricant de babouches qui est installé dans un petit réduit; là, c'est un ferblantier ou un armurier; ailleurs, c'est un potier, un bijoutier, un ciseleur, un incrustateur, etc. Les individus qui n'ont pas appris de profession manuelle se font colporteurs, cireurs, commissionnaires. Sur le littoral, les étrangers sont assaillis par une foule d'êtres déguenillés qui s'offrent à eux comme *ciceroni*.

Nous ne saurions songer à passer en revue toutes les industries arabes; nous nous bornerons donc à en esquisser les caractères généraux. L'ouvrier n'emploie guère que des procédés et des outils assez primitifs, et, cependant, à force de patience, il arrive souvent à produire des œuvres remarquables. Ainsi, avec de grossiers métiers en bambou, le tisserand fait, sans navette, des étoffes, des couvertures aux couleurs vives, des tentures et des tapis fort appréciés. Le potier fabrique des chefs-d'œuvre de céramique, aux formes élégantes, au décor souvent artistique. Les meubles incrustés, les armes damasquinées, les bijoux émaillés, les cuivres ciselés des Arabes d'Algérie ont à peine besoin d'être rappelés. Les broderies sur peaux et sur étoffes sont exécutées avec habileté, et les ouvrages en cuir sont habituellement d'une solidité remarquable.

L'Arabe a l'instinct artistique, et il décore souvent les objets les plus vulgaires; on pourrait même lui reprocher d'abuser des motifs décoratifs, comme il abuse des couleurs vives. Les prescriptions du Coran lui interdisant de représenter des êtres animés, il a adopté les *arabesques*, capricieux assemblages de fleurs, de fruits, de feuillages et de rinceaux, parfois peints, parfois sculptés.

La musique jouit chez les Arabes d'une grande vogue, et elle s'associe presque toujours à la poésie. Toutefois leurs chants, qu'ils accompagnent sur le tambour de basque, le flageolet ou sur un tambourin composé d'un cylindre en terre cuite recouvert de peau à une extrémité, n'ont rien d'agréable pour nos oreilles européennes. Il existe en Algérie une foule de chanteuses de profession, qui exécutent des danses obscènes, telles que la danse du ventre. Ces femmes ne se voilent pas le visage; beaucoup d'entre elles appartiennent à la tribu des Ouled-Naïl.

Quel que soit le genre de vie qu'ils mènent, les Arabes ont un goût marqué pour les boissons et les mets excitants. Leur religion leur défendant l'usage des boissons alcooliques, ils les remplacent par le café.

La base de leur alimentation se compose de mouton et de *couscous*. On le mange généralement additionné d'une sauce fortement pimentée et on y ajoute souvent des morceaux de viande bouillie. Du lait, des dattes sèches, des galettes d'orge entrent dans l'alimentation de tous les Arabes, principalement des Bédouins. Au moment des repas, les hommes s'accroupissent autour du plat, se lavent la main droite et puisent le couscous avec les trois premiers doigts; ils le font sauter jusqu'à ce qu'il forme une boulette qu'ils avalent d'un seul coup. La viande se prend de la même manière. Une fois rassasié, on se lèche soigneusement les doigts et on boit

de l'eau en disant d'un ton solennel : *Hamdoullah* ! (louange à Dieu !); on termine par le lavage des mains. En général, les femmes ne mangent pas avec les hommes.

C'est que, dans la famille arabe, la femme est considérée comme un être inférieur. Achetée par le mari, à qui le Coran permet d'avoir plusieurs épouses, elle est soumise pendant toute sa vie à l'autorité absolue du chef de famille, qui possède sur ses enfants les mêmes droits que sur

Gourbi arabe en branchages recouvert en *dis*. (Forêt des Beni-Toufout, près d'El-Milia).

ses femmes. Néanmoins, dans la plupart des cas, la fille ne peut être vendue sans son consentement. L'homme, tout en appréciant dans une certaine mesure la virginité, n'hésite nullement à acheter des femmes qui ont été déflorées. Il existe même une tribu entière, celle des Ouled-Naïl, chez laquelle aucune jeune fille ne trouvera un mari si elle n'a pas d'abord gagné une dot en se livrant à la prostitution régulière. Parées de nombreux bijoux, la tête entourée d'une sorte de volumineux turban, ces femmes occupent dans certaines villes des rues entières.

Dans la société arabe, où le mariage n'est sanctionné par aucun acte religieux, le divorce est facile, et il a lieu souvent par consentement mutuel, après que l'épouse a restitué au mari le prix qu'elle lui a coûté.

Mais, en outre, l'homme a le droit de répudiation, et le Bédouin en use fréquemment. Il semblerait qu'avec de telles mœurs l'époux ne dût guère tenir à la fidélité conjugale de ses compagnes, et cependant il n'en est rien. Soigneusement surveillées, les femmes passent leur vie dans leurs maisons, et celles des villes ne sortent que pour aller au *hammam* ou pour visiter, le vendredi, le bazar et les tombeaux.

Chez les nomades, il n'en est pas de même : le voile n'est pas imposé aux femmes, qui jouissent d'une certaine liberté, mais qui sont chargées de tous les travaux pénibles. L'épouse qui oublie ses devoirs conjugaux reçoit publiquement cent coups de fouet, et le Coran prescrit de l'enfermer « jusqu'à ce que la mort la visite ou que Dieu lui procure un moyen de salut ».

La société est basée sur la famille, qui jouit d'une autonomie presque complète. Dès que plusieurs familles sont réunies par une communauté d'intérêts, la tribu se trouve constituée. Les notables choisissent des *cheiks* parmi les vieillards et nomment un *caïd*, qui exerce tous les pouvoirs et devient responsable de la tribu entière vis-à-vis du gouvernement français. Le *cadi* rend la justice en s'inspirant du Coran, qui est à la fois la loi religieuse et la loi civile.

D'une intelligence vive, l'Arabe est égoïste, fourbe, indolent et souvent terrible dans sa colère. Il est également fataliste et d'un fanatisme qui le pousse aux entreprises les plus aventureuses. La bravoure, portée jusqu'à la témérité, se rencontre surtout chez les nomades, toujours prêts à la révolte. Les sédentaires n'ont pas accepté sans arrière-pensée notre domination, et ils ont besoin d'être surveillés de près, car leur religion leur permet toutes les trahisons à l'égard du chrétien. Néanmoins ils peuvent être pour nous d'excellents auxiliaires grâce à leur résistance à la fatigue, à leur mépris de la vie et à leur habileté à monter à cheval. Cet animal, regardé comme trop noble pour porter des fardeaux, fait presque partie de la famille. Mahomet, sentant l'importance de la cavalerie pour les conquêtes qu'il rêvait, a élevé les soins à donner au cheval à la hauteur d'un acte religieux. Aussi ses disciples sont-ils devenus les éleveurs les plus expérimentés des temps modernes.

Pour les transports, c'est le chameau, parfois l'âne, qui sert de bête de somme. Les femmes, considérées comme des êtres trop inférieurs pour pouvoir utiliser le cheval, montent le premier de ces animaux ; mais, comme elles ne doivent pas se montrer, on place sur le dos de la bête une sorte de grande cage, recouverte d'étoffe bariolée, et c'est dans ces tentes aériennes qu'elles accomplissent leurs voyages.

Le Coran autorise toutes les trahisons à l'égard du juif comme du chrétien. Le malheureux Israélite algérien est exposé à être dépouillé de tout dès qu'il se trouve privé de la protection des autorités françaises.

En 1899, nous avons pris comme guide un jeune Juif fort intelligent, que nous avons préféré à un grand Arabe. Dans un endroit écarté, ce dernier, dont nous n'avions pu nous débarrasser, sauta à la gorge de l'enfant et l'eût étranglé sans notre intervention. Nous avons su qu'il avait exigé de notre guide la moitié de la somme que nous lui avions remise.

On est tout étonné de voir des gens aussi fourbes pratiquer l'hospitalité la plus large. Dès qu'un étranger, fût-il un ennemi, est venu demander l'hospitalité à un Arabe, il est considéré comme sacré, et il n'a rien à redouter tant qu'il dormira sous la tente ou dans la maison de son hôte.

A l'heure actuelle, la race arabe est bien dégénérée. On chercherait en vain les successeurs de ces savants, de ces philosophes, de ces artistes qui, au ^x^e siècle, étendaient au loin leur réputation. Les universités sont mortes; les écoles sont dans le marasme, et le *taleb* ne connaît

La rue des Ouled-Naïl, à Biskra. — (Coll. du Muséum.)

que ses livres religieux. Rares sont les *fekig* assez instruits pour rédiger des actes ou des lettres d'affaires. En revanche les sectes religieuses pullulent et contribuent dans une large mesure à entretenir le fanatisme musulman. Les *cheurfa* (pluriel de *chérif*) exercent une véritable influence parce qu'ils se disent les descendants du Prophète. Les *marabouts*, dont la famille se rattache à quelque saint personnage, sont entourés de vénération; ils dirigent les *zaouïa*, sortes de séminaires qui servent de lieux d'asile, d'hospices et de sanctuaires, et ils reçoivent des fidèles tout ce dont ils ont besoin. Quoiqu'il n'existe pas de clergé véritable dans la société arabe, les *imam*, c'est-à-dire les chefs de la prière, sont nombreux, car tout le monde peut remplir ces fonctions.

Nous avons déjà parlé du fatalisme de l'Arabe. Pour lui, rien n'arrive que par la volonté divine, et c'est se mettre en révolte contre Dieu

que d'essayer de s'opposer à un événement quelconque. Si un incendie éclate, c'est que Dieu le veut, et le musulman doit regarder avec impassibilité le feu accomplir ses ravages. Il doit en tout se conformer aux prescriptions du Coran; c'est le livre saint qui règle toutes les relations sociales; c'est lui qui impose au mahométan l'obligation de faire cinq fois par jour des ablutions, suivies de prières récitées en se tournant vers La Mecque et en appuyant fréquemment le front contre le sol. Mais le Coran est assez obscur et peut être interprété de diverses manières; c'est ce qui explique qu'il existe tant de sectes en Algérie.

Tout bon musulman doit, autant que possible, faire au moins une fois dans sa vie le pèlerinage de La Mecque; lorsqu'il revient, il prend le titre de *el hadj* (le pèlerin) et il se voit entouré de respect. Il exerce sur ses coreligionnaires la même action que les *Aissaoua*, ces jongleurs religieux qui, pour démontrer la puissance de l'islamisme et leur foi, s'enfoncent des aiguilles ou des poignards dans les bras, les joues, le cou et la langue, marchent sur du fer rouge, broient du verre entre leurs dents, ou bien avalent des feuilles de cactus. Ce sont ces fanatiques, pèlerins ou *Aissaoua*, qui constituent l'obstacle le plus sérieux à l'extension de l'influence française; ce sont eux qu'il faut surtout surveiller.

Nous ne dirons rien de la langue arabe, qui est de tous les dialectes sémitiques celui qui a atteint le plus haut degré de développement. L'écriture est élégamment contournée, de sorte que les devises inscrites sur certains monuments ont l'air de constituer des motifs décoratifs. L'alphabet se compose de vingt-huit lettres, toutes consonnes; les trois voyelles, *a*, *i*, *ou*, sont des signes adventices qu'on n'écrit que fort rarement.

Juifs. — Les Juifs d'Algérie présentent les mêmes caractères physiques que ceux des autres parties du monde.

Malgré les persécutions dont ils ont été et sont encore l'objet, les Juifs prospèrent en Algérie au point que leur nombre s'est élevé en onze ans (de 1881 à 1892) de 35 663 à 47 459. Naguère ils étaient parqués dans des quartiers spéciaux et astreints à porter des vêtements de couleur sombre. Cette persécution les a rendus obséquieux et dissimulés. Et cependant ils n'ont cessé de travailler, d'économiser, même en n'exerçant que des métiers inférieurs. Exposés à chaque instant à se voir dépouillés, ils ont cherché avant tout à accumuler des richesses faciles à cacher; ils ont pratiqué l'usure et ont acquis ces habitudes que leur reprochent si âprement ceux qui les ont obligés à vivre d'une vie à part.

Nègres. — Des nègres du Soudan ont été importés en Algérie dès les époques les plus reculées. Depuis l'abolition de l'esclavage, la population noire diminue; on en trouve, cependant, dans les villes européennes et parfois dans des villages d'Arabes sédentaires.

Les individus de race nigritique qu'on rencontre en Algérie appartenant presque exclusivement au groupe soudanien, on conçoit qu'ils présentent des traits extrêmement accusés. Il en est qui ont adopté complètement le costume arabe; mais souvent on les voit vêtus de loques

disparates, qu'ils se procurent où ils peuvent. Ils vivent, en général, misérablement, exerçant de petits métiers ou chantant dans les rues. Comme à tous les nègres, le sens musical leur fait absolument défaut. Véritables enfants, un rien les rend heureux et ils manifestent leur satisfaction d'une manière assourdissante. Quelques-uns sont chrétiens, beaucoup sont musulmans, mais il n'est pas rare d'observer chez ces convertis quelques pratiques fétichistes.

Métis. — Les *Maures* sont les métis les plus largement représentés dans la population de l'Algérie. Issus du mélange des Berbères, des Européens et des Arabes, ils ont la peau blanche, les cheveux noirs et les traits réguliers; ils présentent fréquemment une tendance marquée à l'embonpoint. On les voit, dans les villes, vêtus d'une culotte bouffante, d'une veste étroite qui ne dépasse pas la ceinture, la tête couverte d'un turban et les pieds chaussés de babouches. Ils passent leurs journées assis, les jambes croisées, devant des boutiques où ils vendent des étoffes, des bijoux ou des parfums. Malgré leurs habitudes d'indolence, ils savent déployer dans le négoce les ressources d'un véritable génie. Ils n'ont ni les sentiments généreux des Arabes, ni leur bravoure, ni leur fierté. Pratiquant l'islamisme, ils sont polygames, et leurs femmes vivent à la façon des autres musulmanes, sans observer peut-être avec la même rigueur les prescriptions du Coran. Dans leur intérieur, elles portent un costume très léger qui leur laisse les bras entièrement à nu.

Les *Couloughlis* ou *Couroughlis* sont issus du croisement des Turcs avec des femmes arabes ou berbères, voire avec des négresses. Beaucoup ont servi comme auxiliaires dans nos rangs et ont fait preuve de bravoure. Leur nombre va en diminuant de jour en jour.

Mauresque en costume d'intérieur.
(Coll. du Muséum.)

L'HISTOIRE

L'Algérie sous les Romains. — La sorte de presqu'île dans la grande presqu'île africaine qu'en leur langage imagé les Arabes désignent sous le nom de Djézirat-el-Maghreb, l'île de l'Occident, par le climat comme par la configuration se rattache à la zone méditerranéenne bien plus qu'au reste de l'Afrique.

Fertile surtout sur les pentes septentrionales de l'Atlas, cette riche contrée était bien faite pour tenter les conquérants. Rarement ses habitants primitifs jouirent en maîtres de leur sol. Sans parler des légendaires invasions, Phéniciens, Romains, Vandales, Arabes l'ont successivement occupée. Vainement les Grecs avaient essayé de s'y établir. Carthage leur ferma résolument le Maghreb. Après la chute de cette puissance, la civilisation et même la langue hellénique devaient prendre une éclatante revanche sous l'égide même de princes indigènes. Mais la seule conquête féconde et surtout complète fut celle des Romains. Les Phéniciens de Carthage, en effet, marins et commerçants, avaient occupé quelques points des côtes, cultivé avec science quelques grandes plaines. Leur influence avait pénétré dans l'intérieur avec les produits de leur négoce; leur langue s'y était répandue et était devenue officielle parmi les rois berbères et continua pendant de longs siècles à être comprise et parlée. Ils recrutèrent habituellement leurs soldats parmi les Maures et les Numides. Politiquement la constitution carthaginoise s'imposa en exemple à beaucoup de cités. Jamais ils ne tentèrent la conquête du pays.

Une fois Carthage détruite et la race punique politiquement abaissée, c'est donc aux anciennes populations indigènes que Rome eut directement affaire. Entre celles-ci, nulle cohésion. Sous des noms divers, elles n'étaient autres que ces Berbères dont les anciens avaient déjà reconnu la diversité de race. D'un antique lien politique et social, il ne subsistait qu'une langue commune, qu'un alphabet original employé de la Cyrénaïque aux Canaries. Mais alors un unique sentiment gouvernait toutes ces tribus : la haine du voisin, un amour farouche de l'indépendance.

Pourtant, lors des guerres puniques, des groupements se firent, et Rome, par politique, seconda ce mouvement. Quand Scipion aux États de Massinissa eut joint ceux de Scyphax, l'empire de Numidie atteignit une haute prospérité. L'agriculture s'y développa, les nomades se fixèrent en partie, le commerce

de l'intérieur, ouvert aux Italiens, prit une activité inconnue jusqu'alors. Cirta, la capitale (*Constantine*), entre les mains des Grecs de Micipsa, brilla de tout l'éclat de la civilisation hellénistique. En même temps, sous l'œil bienveillant des Romains, les rois numides harcelaient Carthage, mais ils ne s'apercevaient pas qu'en travaillant contre elle ils travaillaient contre eux-mêmes, et que, Carthage disparue, ils ne seraient plus qu'un jouet aux mains du vainqueur. C'est ce que le génie de Jugurtha ne put empêcher. En vain, il tint longtemps en échec les meilleurs généraux de la République, Métellus, Marius, Sylla : la trahison de Bocchus le livra aux mains de ses ennemis. Et désormais les Romains surent de quelle tactique appropriée il fallait user contre cet ennemi nouveau.

Jugurtha vaincu, il semblait que ce fût pour Rome une occasion d'annexer la Numidie. Elle n'en fit rien. C'est à contre-cœur, contrainte, forcée, que successivement elle agrandit le faible domaine qu'elle s'était donné après la destruction de Carthage. A Jugurtha on fit succéder un de ses parents, Juba. Celui-ci ne craignit pas de se mêler aux discordes civiles de Rome. La défaite de Thapsus le mit aux mains de César. Il se donna la mort. Cette fois, Rome garda la Numidie. Élevé en Italie, Juba II reçut en partage la Mauritanie, c'est-à-dire l'Algérie et le Maroc.

Fin lettré, grand liseur, écrivain estimé à Rome, marié à Cléopâtre Séléné, fille d'Antoine et de la reine d'Égypte, il fait de sa capitale Césarée (*Cherchell*) le centre d'une activité artistique dont témoignent encore un aqueduc, le mausolée des rois (*Tombeau de la Chrétienne*), beaucoup de statues et de magnifiques débris. Prospérité éphémère ! Ptolémée, fils et successeur de Juba, appelé à Rome par Caligula, excite la jalousie du fou couronné. Il meurt assassiné. C'est fini de l'indépendance de l'Afrique ! Mais, par leur exemple, par leurs efforts, ces princes cultivés que Rome eut l'habileté de maintenir sur les trônes de Numidie ou de Mauritanie avaient de longue date préparé la population à une civilisation qui désormais venait à elle sans intermédiaire. Depuis Zama, plus de deux siècles s'étaient écoulés.

Ni les hésitations ni les lenteurs n'avaient manqué à l'œuvre de l'annexion. On s'était arrêté d'abord au système timide du protectorat. Mais la Numidie, Etat tampon constitué derrière le territoire romain de Carthage, n'avait pu arrêter les attaques des Gétules soutenus par les Garamantes. Sous Claude, il avait fallu châtier les Maures de l'Ouest. Chaque expédition avait entraîné des annexions.

Du versant septentrional de l'Aurès, où elle courait de Théveste à Lambèse, on dut un jour résolument rejeter la frontière sur l'autre versant, et partout des châteaux, des postes fortifiés la défendirent. Si loin que s'étendent nos possessions, on est surpris de trouver des traces de nos devanciers. Sous les Antonins et les Sévères, l'Afrique romaine comprenait la Tripolitaine, la Tunisie, l'Algérie et une partie du Maroc.

Pas davantage le système d'administration n'échappe aux tâtonnements. Chose étrange ! de la province proconsulaire, tou-

Tombeau de Juba II, dit « de la Chrétienne ».

jours exposée, de Carthage et de Numidie (*Africa vetus, Africa nova*), Auguste fit une province sénatoriale. Plus rationnellement, à ce qu'il semble, Caligula décida que l'armée d'Afrique dépendrait de l'empereur. Mais alors la Numidie, où campait la légion, devint impériale et fut administrée par le légat, commandant des troupes, sans cesser toutefois d'appartenir à la Proconsulaire, dont elle forma une zone militaire. Voilà donc, nettement établie, la distinction du territoire civil et du territoire militaire.

Claude partagea la Mauritanie en deux provinces : la *Césarienne*, capitale Césarée, la *Tingitane*, capitale Tingis. Septime-Sévère constitua la Numidie en province distincte. Vers le temps de Dioclétien, de grands changements se produisirent, et c'est d'alors que date la Mauritanie Sitifienne. L'Afrique romaine est

divisée en six provinces : la Proconsulaire ou Zeugitane, la Byzacène, la Tripolitaine, la Numidie, la Mauritanie Césarienne, la Sitifienne. Quant à la Tingitane, elle fut légalement rattachée à l'Espagne, comme de tout temps elle l'avait été en fait. Seule, la Numidie eut une légion, la III^e, dont les inscriptions nous retracent l'histoire. Les deux Mauritanies ne possédaient que

Lambessa. — Le Pretorium. — Phot. Neurdein.

des corps auxiliaires. En tout, l'armée d'occupation ne dépassait guère 27 000 hommes. Il faut, il est vrai, y ajouter les secours fournis par des *goums*, analogues aux nôtres. En cas de grave insurrection, on appelait des légions du dehors. Enfin, beaucoup de vétérans établis en Afrique prêtaient au besoin main forte à leurs camarades. De Théveste la légion fut, sous Adrien, transportée plus à l'ouest, à Lambèse, où, autour du camp dont les ruines s'imposent encore à l'admiration, toute une ville militaire s'éleva. Là vivaient les soldats, auxquels une sorte de mariage assurait une famille régulière ; là se retiraient beaucoup d'entre

eux; là s'incorporaient un grand nombre de jeunes gens qui ne concevaient pas d'autre métier que celui de soldat. Tout était combiné à merveille pour faciliter sa tâche à cette petite armée. Aux frontières, aux abords des villes, aux points stratégiques, s'élevaient des fortins rapidement occupés, aisés à défendre. Des routes superbes, pourvues de citernes et d'hôtelleries, des tours à signaux assuraient les communications. Une cavalerie bien montée poursuivait l'assaillant jusque dans

Arc de Trajan, à Timgad (Algérie).

Phot. communiquée par M. A. Ballu.

le désert. Enfin, une escadre spéciale, détachée de la flotte d'Alexandrie, avait à Césarée son port d'attache et protégeait la côte contre les pirates.

Heureusement, les divisions des indigènes ne leur permirent que rarement des soulèvements d'ensemble.

Il y en eut de terribles pourtant. Tacfarinas et son lieutenant Mazippa sous Tibère, Lucius Quietus sous les Antonins, Firmus, fils du Maure Nabil (qui sous Valentinien I^{er} tint trois ans en échec le comte Théodose), mirent successivement l'Afrique en feu. En 439, on vit des Maures jusques en Espagne. Cent ans plus tard, l'évêque Cyprien en était réduit à quêter pour le rachat des captifs. Mais, en outre, les razzias, les révoltes partielles,

les attaques du dehors tinrent sans cesse l'armée en haleine. Jusqu'à l'invasion des Vandales, toujours elle se maintint à la hauteur de sa tâche. Voyons ce que, sous sa protection, Rome sut faire de l'Afrique.

Le voyageur est frappé de la multitude des ruines romaines qui subsistent même dans les lieux les plus sauvages. Sur d'immenses territoires où rien ne pousse aujourd'hui, des villes

Voie triomphale, entrée du Forum et arc de Trajan, à Timgad.

Phot. communiquée par M. A. Ballu.

s'élevaient en grand nombre, dont certaines comptaient jusqu'à 100 000 habitants. Sans parler d'une foule de municipes secondaires, de bourgs fortifiés, de fermes isolées, Leptis, Oea, Hadrumète, Utique, Hippone, Rusicada, Thagaste, Madaure, Sétif, Théveste, Cirta, Césarée, Lambèse, Timgad, la *Pompéi* africaine, Tingis (*Tanger*) et beaucoup d'autres villes témoignent, par l'abondance et quelquefois la beauté de leurs ruines, de la nombreuse population et de la prospérité du pays. Arcs triomphaux, statues, forums bordés de temples et de basiliques, thermes élégants, théâtres jusqu'aux portes de la barbarie, don-

naient à ces villes, grâce à la munificence obligée des magistrats municipaux, un éclat et une beauté dont le plus grossier indigène ne pouvait manquer de subir l'étonnement. Là le Romain retrouvait ses habitudes et tout son luxe. Centres commerciaux pour l'agriculture locale comme pour les caravanes venues du Sud, les marchés y étaient vastes. L'eau coulait partout avec

Arc de triomphe de Caracalla, à Théveste.

Phot. Neurdein.

une méthodique profusion. Tous les services publics satisfaits, on pouvait encore, par des concessions, la distribuer aux maisons particulières. Les fonctionnaires romains étaient peu nombreux, et les communes s'administraient elles-mêmes par les soins de leurs décurions et de leurs magistrats élus. Le gouverneur exerçait seulement un contrôle financier et jugeait les causes criminelles ainsi que les procès importants. En Afrique, comme en Gaule et ail-

leurs, des assemblées provinciales réunies pour le culte de l'empereur pouvaient faire parvenir au souverain leurs réclamations contre les exactions, de même que les justiciables pouvaient faire appel au prince, juge suprême de l'Empire.

Tant de villes supposent une campagne fertile, bien cultivée. L'Afrique, riche en phosphates, était si bien capable de nourrir ses citadins qu'elle fournissait en outre à Rome du blé pour un tiers de l'année. A Rusicada (*Philippeville*) d'immenses greniers d'attente le recevaient de toutes parts. L'olivier, la vigne pro-

duisaient assez pour qu'on pût exporter l'huile et le vin. L'empereur accordait des exemptions d'impôts et divers avantages à ceux qui défrichaient de nouvelles terres ou plantaient des vignes et des oliviers. Les forêts, bien plus considérables qu'aujourd'hui, fournissaient à l'Italie une partie de ses bois de construction. Comment atteindre de pareils résultats si l'eau ne baigne partout cette terre brûlée du soleil? Une admirable utilisation des sources, des puits, de vastes citernes, surtout d'immenses réservoirs aménagés à la courbe des fleuves et dont les eaux étaient ensuite savamment distribuées à travers les campagnes, tels sont les travaux hydrauliques dont les ruines s'imposent à notre étude. Ils n'étaient pas l'ouvrage de l'État, mais des particuliers, des associations et des cités. Plus d'un était antérieur à l'occupation romaine.

Mieux que Masinissa les Romains avaient donc réussi à fixer les nomades. Peu de ces derniers, du reste, semblent avoir été propriétaires. Le régime de la grande, de la très grande propriété, fut celui de l'Afrique. Les grands domaines s'étaient formés par suite de la main-mise par l'État sur les biens des indigènes, après des révoltes. Six propriétaires, dit Pline, possédaient la moitié de l'Afrique. Il y a là peut-être un peu d'exagération. Nombreuses en effet sont encore les traces de vastes et beaux domaines, où le luxe des bâtiments s'affirme par leurs ruines, riches en colonnes et en mosaïques. En outre, d'immenses régions (*saltus*), morcelées entre de grands fermiers, étaient la propriété de l'État ou de l'empereur. Des colons utilisaient les parcelles de moindre importance. Tous ces cultivateurs se choisissaient des défenseurs qui, de degré en degré, pouvaient porter leurs réclamations jusqu'à l'empereur.

L'agriculture n'était pas la seule richesse naturelle dont on tirât parti. L'élevage du mouton, des bœufs, des ânes, des chevaux était pratiqué avec succès. Mines, carrières de marbre employaient une foule de fonctionnaires et d'ouvriers.

Qu'entre toutes les parties du vaste domaine africain de Rome il y ait eu des différences, des inégalités, cela va sans dire, nous nous hâtons d'en convenir. La différence même du régime militaire en est un indice certain. Si la Proconsulaire était une terre tout à fait romaine, si la Numidie ressemblait à la Proconsulaire, il n'en était pas entièrement de même des Mauritanies. Là, les côtes, colonisées déjà par les Carthaginois, d'un abord plus aisé, d'un séjour plus sûr, étaient plus habitées, plus romanisées que l'intérieur. Plus on s'éloigne de la Numidie, plus rares se font les établissements vers le sud. Dans les Mau-

ritanies la frontière militaire suit assez régulièrement les pentes méridionales de l'Atlas. Même en Numidie, surtout dans la région des Chotts, des îlots subsistent où la langue latine ne pénétra pas. A plus forte raison sans doute, dans les Mauritanies, sur les plateaux, des tribus restèrent indépendantes. Comme celles de la frontière, on essaie de les parquer entre des limites fixes. Peut-être Rome intervenait-elle dans le choix de leurs chefs. En tout cas, elle donne à ceux-ci l'investiture, les autorise à porter une sorte de costume royal. En même temps elle place auprès d'eux un représentant de son autorité, *Præfectus* ou *Procurator Augusti ad curam gentium*. Ces fonctionnaires jouent un rôle analogue à celui de nos bureaux arabes. La grande affaire est de maintenir en paix les tribus et de prévenir leurs empiètements territoriaux. Un des principaux éléments d'assimilation dans les Mauritanies fut le service militaire, puisque les troupes d'occupation de ces deux provinces étaient surtout recrutées d'indigènes. Parfois même, des Maures servaient au loin dans les armées romaines. Cette confraternité d'armes ne devait pas être sans influence sur leurs sentiments. A bien des indices il semble que même après l'invasion des Vandales, quand il n'y eut plus en Afrique d'autorité impériale, Romains et indigènes continuèrent à vivre en bonne harmonie, et cela loin dans le sud-est. Les temps aussi sont à considérer : la fin du second siècle, la première moitié du troisième furent les époques les plus heureuses pour la Numidie et les Mauritanies. Les empereurs africains Septime-Sévère, Caracalla, comblèrent de bienfaits leur patrie. Mais dans la suite l'Afrique souffre plus que toute autre province des maux qui annoncent la désorganisation de l'Empire.

Une vie matérielle si active ne nuisait point à la vie intellectuelle. Sans qu'il soit possible de déterminer bien nettement en quoi elle se distingue des autres courants aux mêmes époques, toute une littérature répand sur l'Afrique un prestige nouveau. Florus, Manilius, Fronton, Aulu-Gelle, Apulée, Macrobe, Tertullien, saint Cyprien, Arnobe, Lactance, saint Augustin ne sont que les plus illustres d'une nombreuse phalange. Les études y sont populaires. *Nutricula caesidicarum Numidia*, écrit Juvénal. Nulle part plus que dans cette bouillante Afrique on ne s'enflamme pour un rhéteur éloquent, nulle part surtout les esprits ne s'échauffent davantage aux luttes religieuses. Mais souvent, avec les donatistes et surtout les circoncellions, elles prennent un caractère social et révolutionnaire. Autour du drapeau religieux se groupent les éléments de sourde opposition qui, sous la

couche superficielle de la plus brillante civilisation, ne cessèrent jamais de fermenter contre la puissance conquérante.

Bien en effet qu'elle n'eût pas à lutter comme nous contre le fanatisme musulman, bien que les vainqueurs d'hier, adoptant les dieux des vaincus, fussent devenus les plus fervents adorateurs de Tanit-Junon, de Baal-Saturne ou des *Dii Mauri*, bien que le latin, obligatoire dans les relations officielles, répandît même dans le bas peuple, avec le langage, les idées de Rome, bien que les indigènes, affublés de noms romains, recherchent avec avidité les honneurs municipaux et le droit de cité, il est certain cependant que Rome ne s'assimila jamais les couches profondes de la population indigène. Vainqueurs et vaincus eurent l'art et la prudence de vivre ensemble, mais quelques générations après l'invasion des Vandales, toute cette fleur de la civilisation antique était balayée au souffle de la vieille indépendance nomade : un à un les champs étaient délaissés, des tribus erraient de nouveau, le latin tombait dans l'oubli, et le temps n'était pas éloigné où la langue berbère serait seule comprise dans tout le nord de l'Afrique. Un peu plus tard encore, et du christianisme même nulle trace ne subsisterait.

Tel a été, successivement, le sort de tous les maîtres étrangers de l'Afrique. Serons-nous plus heureux ? La parole est à l'avenir. Mais, ne l'oublions pas, ce magnifique tableau que nous offre l'Afrique romaine au temps de sa splendeur n'a pas été tracé en un jour : lentement et prudemment ébauché, il n'a fallu aux Romains rien moins que des siècles pour l'achever.

André BAUDRILLART.

La domination vandale et byzantine. — Par la supériorité de sa civilisation, Rome avait changé la face de l'Afrique : lorsque sa puissance déclina ou disparut, la décadence vint, rapide et irrémédiable. Dès la fin du iv^e siècle, les incursions des nomades du Sud débordant les frontières, les soulèvements des tribus berbères mal pacifiées, l'âpreté des querelles religieuses nées de l'hérésie donatiste avaient gravement compromis la prospérité du pays. L'invasion vandale, à qui cette anarchie ouvrit la route, le ruina plus complètement encore. Sans doute, alors même, la vie romaine ne disparut point ; en Afrique, comme en Gaule, les envahisseurs barbares subirent l'empreinte de la civilisation supérieure qu'ils rencontraient ; mais en détruisant la forte barrière de citadelles dont Rome avait protégé sa conquête, les Vandales ouvrirent le pays aux attaques des

nomades ; en se jetant avec leur passion arienne dans les luttes religieuses, ils portèrent un coup également sensible à l'Église catholique et à la civilisation. Aussi l'élément indigène, moins solidement bridé par des maîtres moins forts, commence à relever la tête et à se reconstituer, surtout dans les Mauritanies plus lointaines, en États indépendants. Le territoire politiquement occupé par les Vandales se restreint, et avec lui

Tebessa. — Ruines de la basilique byzantine.

Phot. Neurdein.

la civilisation recule dans toute l'Algérie occidentale. Dans l'Aurès, l'ancienne vie berbère tend à renaître, et, dans cette dissolution, les cités demeurées romaines sont réduites à se mettre sous la protection des grands chefs indigènes.

La conquête de l'Afrique par Justinien fit pour une dernière fois rentrer, du moins en partie, le pays berbère dans le cercle de la civilisation romaine. Sans doute les ambitions grandioses de l'empereur ne se réalisèrent point complètement ; de l'Algérie actuelle, Byzance ne domina effectivement que la province de Constantine (Numidie, Mauritanie Sitifienne) ; elle n'entama,

sérieusement ni le massif de l'Aurès, ni les montagnes de la Grande Kabylie; au delà, elle occupa simplement quelques villes sur la côte. Mais, dans ces limites plus étroites, son œuvre ne fut point stérile. Aujourd'hui encore, l'Afrique est pleine des ruines imposantes des citadelles qu'élevèrent les généraux de Justinien pour défendre les provinces reconquises (Tébessa, Timgad, Mdaourouch, etc.); et, à l'abri de ces forteresses, l'Afrique byzantine, pendant plus d'un siècle et demi, connut, malgré de passagères misères, une réelle prospérité. Sans doute, si l'on compare cette civilisation expirante au brillant tableau qu'offre l'Afrique romaine, la décadence est réelle, incontestable. Pourtant le pays reste fertile : le bon aménagement des eaux, l'étendue de la végétation forestière attestent une prospérité rurale encore digne d'attention; et, d'autre part, le nombre et parfois la splendeur des constructions religieuses (monastère de Tébessa, etc.), l'activité aussi de l'Église africaine prouvent un degré estimable encore de richesse et de culture intellectuelle.

Toutefois un phénomène se précise, que déjà nous avons signalé. Toute une partie de l'Afrique est maintenant soustraite à l'autorité directe de Byzance : dans l'Aurès, au Hodna, sur les plateaux du Tell oranais, ailleurs encore, des États indigènes grandissent sous des dynasties berbères. Certes, la diplomatie byzantine les retient encore dans des liens de vassalité : l'activité de la propagande chrétienne les maintient ou les introduit dans la communion catholique. Mais insensiblement la civilisation romaine s'efface; la vie nomade reparaît, et, à mesure que s'affaiblira l'autorité byzantine, ces États berbères, toujours mal soumis, souvent insurgés, se feront de plus en plus indépendants. La lente renaissance de la nationalité berbère, demeurée vivante sous le vernis romain, tel est le fait essentiel qui marque l'histoire de l'Afrique entre la fin du iv^e et la fin du vii^e siècle : tous les efforts de Justinien, sa grande œuvre de restauration militaire, sa sollicitude réelle pour la prospérité matérielle du pays n'ont pu que retarder cette évolution. Au moment de l'invasion arabe, les Berbères, plus que les Byzantins, ont tenu en échec les Sidi Okba et les Hassan ibn Noman.

Pourtant et malgré les souffrances que connut le pays sous leur domination, le passage des Byzantins en Afrique n'a été ni inutile ni stérile; ils y ont pendant deux siècles continué, non sans éclat, et prolongé l'œuvre de Rome; ils y ont, à l'abri de leurs forteresses, maintenu les traditions de la civilisation antique et, par leur propagande religieuse, initié les Berbères à une culture

plus haute. La conquête arabe ruina ces résultats : où s'élevaient des villes florissantes, elle fit le désert; où l'aménagement des eaux et les forêts assuraient la mise en valeur du sol, elle amena la négligence et l'abandon. C'est ce qui mérite d'autant plus d'attirer l'attention sur le dernier effort tenté, avant l'occupation française, pour garder ou rendre à l'Afrique quelque chose de son antique splendeur.

Ch. DIEHL.

L'Algérie musulmane. — A peine installés en Égypte, les Arabes songèrent à la conquête de l'Afrique mineure. Ils avaient souvent entendu parler des merveilles accomplies par les « Roum » dans le lointain Maghreb, et le désir leur vint de connaître cette terre de légendes et de rêves, où les arbres chargés de fruits couvraient le sol de leur ombre, où les palais innombrables renfermaient de prestigieuses richesses. Mais c'était aussi, disaient leurs chroniqueurs, un pays où vivaient des bêtes dangereuses, des monstres aux formes étranges. On ne pouvait y parvenir qu'en traversant les sables brûlants des déserts de la Tripolitaine. L'attrait du butin fut plus fort que les craintes, et, en 647, une première troupe, conduite par Abdallah, vint razzier le Sud tunisien. Survenant en un moment où les Byzantins étaient en proie aux discordes civiles et résistaient péniblement aux tribus indigènes, les Arabes avaient la partie belle. Le patrice Grégoire, qui voulait se créer un royaume africain et venait de prendre la pourpre à Suffetula (Sbeïtla), se porta cependant au-devant d'eux pour tenter de soustraire le pays aux horreurs du pillage. Battu, il ne put empêcher les envahisseurs de prélever une énorme contribution de guerre. Néanmoins sa résistance les décida à une promptre retraite vers l'Orient. Puis les guerres civiles qui désolaient l'empire des khalifes omeyyades laissèrent à « l'Ifrikia » quelques années de répit. Mais ce n'était pas impunément que les Arabes avaient fait connaissance avec les riches campagnes de la Byzacène. Ils avaient trop gagné à la première expédition pour ne pas être tentés de revenir. Une nouvelle troupe accourut bientôt au pillage sous le commandement de Okba ben Nafi. Refoulant violemment vers le nord les Byzantins et leurs alliés indigènes, le vainqueur manifesta la volonté de prendre possession définitive de sa nouvelle conquête en fondant au centre même du pays une ville qui fut appelée *Kairouan*, c'est-à-dire *campement permanent*, où les soldats de l'islam se trouveraient en sûreté avec leurs familles et leurs biens. De cette citadelle inexpugnable le général musulman porta

ses armes dans la région qui devait être plus tard l'Algérie. Les Romains l'avaient attaquée de front : Okba l'aborda par les Hauts Plateaux et, vainqueur à Bagai, Lambèse, Tiaret et Fez, il n'arrêta sa course qu'au bord de l'Océan. Il devait périr, au retour, dans une embuscade que lui tendirent, près de Biskra, les Berbères et les Byzantins, unis pour la défense commune. Victoire inutile, car les Arabes étaient désormais trop fortement implantés dans le Maghreb pour songer à un nouveau mouvement de retraite vers l'Égypte. A la fin du VII^e siècle, Carthage est entre leurs mains, et les Byzantins sont contraints d'évacuer l'Afrique en entraînant dans leur exode une grande partie des populations chrétiennes. En vain les tribus berbères du centre, avec Kocéilah d'abord, puis avec Kahena, la fameuse reine de l'Aurès, tentèrent de refouler les conquérants musulmans. Leurs efforts vinrent se briser contre les escadrons arabes.

Un brusque revirement s'opéra alors dans l'esprit des tribus indigènes, qui, faisant montre de leur habituelle inconstance, cessèrent de s'opposer à la prédication des doctrines du prophète Mohammed, puis enfin prêtèrent l'oreille à l'enseignement du nouveau dogme. L'islamisation de l'Afrique fut si prompte que les armées musulmanes parties à la conquête du Maroc et de l'Espagne purent être presque exclusivement composées de soldats berbères, dont les Arabes utilisèrent habilement les qualités guerrières pour la propagation de la foi musulmane. Bientôt cependant se produisit un phénomène analogue à celui qu'on avait déjà pu observer lors de la diffusion du christianisme. L'islamisme, devenu religion officielle, cessa de plaire aux récents convertis. Et de même qu'au temps de Constantin un grand nombre de catholiques berbères s'étaient rangés sous la bannière de Donat, de même les Berbères musulmans se jetèrent dans l'hérésie kharedjite, se servant ainsi d'un prétexte religieux pour réaliser leur ardent désir d'indépendance nationale.

Ce mouvement de réaction, particulièrement violent dans l'Ifrikia, s'étendit à toute l'Algérie actuelle et eut pour conséquence un recul très marqué de la puissance arabe. Partout des dynasties berbères se créent. Figuig devient la capitale du royaume indépendant de Sidjelmassa, Tiaret est fondée par Abderrhaman ben Rostem, chef de la famille des Rostemides ; enfin les Beni-Ifren proclament roi de Tlemcen leur chef Abou Korra.

Tout le Maghreb est aux mains des Berbères qui parviennent, même sous les Edrisides, à constituer un vaste empire s'étendant de la Méditerranée au Sénégal et de l'océan à la vallée du Chélif. La capitale en était Fez. C'était une ville florissante

« dans laquelle affluaient jusqu'aux habitants des cités éloignées ». Elle rivalisa avec Kairouan, où l'influence arabe était prépondérante, et quand les dissensions intestines eurent ruiné l'œuvre des Edrisides, elle constitua encore un puissant foyer d'attraction dans l'extrême Ouest.

C'est dans cette région marocaine que se cacha, défiant les poursuites, Obeïd Allah, le Mahdi, l'apôtre des doctrines chiïtes. C'est à Sidjelmassa que vinrent le chercher les Berbères Ketama pour le placer à leur tête et marcher sur l'Ifrikïa, dont ils avaient chassé le dernier des princes aghlebites. Ce mouvement de reflux des tribus berbères marque le triomphe définitif de l'élément indigène sur les conquérants arabes. Mais la dynastie des Fatemides, installée d'abord à Mehdia, puis au Caire, ne pourra longtemps maintenir son autorité sur le Maghreb. Un grand nombre de chefs berbères, notamment tous ceux qui appartenaient à la famille des Zenata, se tournent vers les Omeyyades de Cordoue. Seuls les Hammadites, branche des Zirides de l'Ifrikïa, établie près de Msila, reconnaissent la suzeraineté des khalifes fatemides, dont ils se détacheront plus tard pour offrir hommage aux Abbassides. Et encore ces liens de vassalité furent toujours bien fragiles. Retranchés dans leur forteresse d'El-Kalaa (1), les princes berbères étaient de fait absolument indépendants. Habiles à profiter des rivalités de tribus, ils étendirent peu à peu leur autorité sur toute l'ancienne Numidie, reculant même les limites de leur royaume jusqu'au cours supérieur du Chélif. Sans être parvenu au degré de prospérité que les historiens arabes attribuent à la Tunisie du ^x^e siècle, le domaine des Beni-Hammad paraît cependant avoir été sagement administré. L'agriculture et le commerce y prirent un développement assez grand pour assurer un fret de retour aux caravanes de l'Irak, du Hedjaz, d'Égypte, de la Syrie et de toutes les parties du Maghreb. Grand entrepôt de blés, El-Kalaa abritait aussi les trésors, les biens et les munitions des princes hammadites. L'excellence de sa situation ayant attiré les habitants de l'Ifrikïa, elle devint la capitale de l'Occident et le siège d'une civilisation arabo-berbère dont les traces sont encore visibles sur les flancs de la montagne de Tagarboush. C'est là, dans une position inexpugnable, que se dressaient les murailles de la forteresse berbère, protégeant les mosquées, les caravansérails et les autres édifices publics dus à la munificence des souverains.

(1) Entre Sétif et Msila, dans le massif des Maadid.

L'historien Ibn-Khaldoun cite, parmi les beaux monuments, le palais du gouvernement, le palais du Fanal (Kasr el Menar), le palais de l'Étoile (el Kaukab) et le palais du Salut (es Selam). Ils n'ont pas entièrement disparu et l'on a pu récemment reconnaître les dimensions de quelques-uns d'entre eux. Le minaret de la Grande Mosquée, « la merveille du monde », disaient les musulmans, est toujours debout, aussi solide qu'il y a huit siècles. Çà et là apparaissent les débris d'un mur de marbre blanc, des fragments de mosaïque multicolores, les restes d'une corniche d'émail bleu turquoise. Plus loin, c'est une fontaine publique formée d'un grand bassin rectangulaire de 14 mètres sur 10. « La vasque qui recevait les eaux est une belle cuve de pierre blanche formée de huit demi-cercles soutenus par des colonnettes légères (1). » La tour carrée du minaret, la disposition des nefs de la mosquée, la décoration des crèneaux et les dimensions des palais rappellent les formes robustes, mais un peu massives des monuments de Kairouan. On est cependant en présence d'un art plus perfectionné, dont l'évolution fut brusquement interrompue par la venue des Arabes hilaliens et soléimites.

C'est au milieu du ^x^e siècle que ces tribus pillardes, lancées à la conquête de l'Afrique par les khalifes fatemides, firent leur apparition dans le Maghreb. Les Beni-Hammad avaient alors un royaume prospère. Ils avaient porté leurs armes dans l'ouest jusqu'à Tlemcen et jusqu'à Fez; vers le sud ils dépassaient Ouargla; débordant sur l'Ifrikia, ils occupèrent même Gabès, Kairouan et Tunis. Dans cette œuvre d'expansion, ils trouvèrent un appui chez les Arabes hilaliens et soléimites, mais leurs terribles alliés se retournèrent ensuite contre eux.

« Leurs coureurs coupèrent les routes de la Kalaa, le commerce s'arrêta et la ville se vida de ses habitants; l'émir, qui ne pouvait en sortir sans une armée, alla fonder une nouvelle capitale à l'abri des précipices de la Grande Kabylie : Bougie naquit, et la Kalaa commença son agonie (2). »

La fondation de la nouvelle capitale marque le début d'une ère nouvelle pour le territoire algérien. Après avoir détruit les vergers d'oliviers, coupé les arbres fruitiers, incendié les bourgades, les Arabes hilaliens se retirèrent sur les Hauts-Plateaux, où les appelaient leurs instincts nomades. Ils allaient désormais

(1) P. BLANCHET, *La Kalaa des Beni-Hammad* (Académie des inscriptions et belles-lettres, 3 sept. 1897).

(2) *Id.*, *ibidem*.

parcourir sans trêve ces vastes espaces et constituer dans l'intérieur du pays des groupements hostiles à toute forme stable de gouvernement. Les éléments de civilisation se réfugient sur le littoral. Bougie, au fond d'une excellente rade, favorablement située pour le commerce et les relations maritimes, devient « le siège et le boulevard de l'empire hammadite ». Ses hautes murailles, escaladant les flancs du Gouraya, la protégeaient contre les brusques incursions des Arabes nomades. Rappelant ce glorieux passé, la porte « Sarrasine » dresse sur les quais de la ville actuelle sa lourde arcade de moellons et de briques. Une grande partie de l'enceinte est intacte, appuyée sur les hautes tours carrées qui surveillaient la vallée de la Soumann. Et l'on se rend compte que plus de cent mille habitants aient pu trouver un abri dans la nouvelle capitale des Beni-Hammad. Les palais ont disparu et les murs de la grande mosquée sont tombés, mais les historiens ont enregistré la construction de nombreux édifices d'utilité publique et les travaux exécutés pour la distribution des eaux dans les parcs et dans les jardins. Non seulement Bougie devint la plus belle cité du Maghreb, mais elle en fut aussi la plus lettrée. Un écrivain a laissé un monument curieux du mouvement intellectuel qui y régnait encore au ^{xiii}^e siècle. C'est une sorte de catalogue intitulé *Galerie des littérateurs de Bougie au VII^e siècle de l'hégire, c'est-à-dire de 1203 à 1299*. On y voit figurer des médecins, des jurisconsultes, des mathématiciens et des poètes dont la présence en grand nombre témoigne des ressources variées que la ville offrait à l'étude.

En revanche, l'intérieur du pays, bouleversé par d'incessantes révolutions, était resté en proie à la barbarie. A peine si dans la confusion des faits on parvient à préciser le rôle important joué par quelques grandes familles berbères telles que les Zenata, les Ketama, les Sanhadja, maîtresses tour à tour des diverses régions du Maghreb, agissant et réagissant sans cesse les unes sur les autres. Ces luttes, qui se poursuivent pendant tout le moyen âge entre les plus puissants éléments indigènes, eurent au moment de la venue des nomades arabes des conséquences assez inattendues. On vit, en effet, accourir brusquement des solitudes sahariennes une foule de guerriers portant le *litham*, c'est-à-dire le voile des Touareg actuels. Rejetés autrefois dans le désert par leurs frères du Tell, ils se portaient vers le nord pour réchauffer le zèle des musulmans peu fidèles. Ils s'appelaient entre eux *el Morabethin*, les marabouts, dont nous avons fait par corruption le mot *Almoravides*. De conquête en conquête

ils parvinrent à la mer. Un de leurs chefs, Youssef ibn Tachfin, fonda Maroc, marcha sur Tlemcen et conquît presque toute l'Espagne musulmane jusqu'à Tolède. Empire éphémère qui allait tomber sous les coups d'une nouvelle secte, suscitée au début du XII^e siècle par l'ardente prédication du marabout Ibn Toumert, qui prit le titre de Mahdi. Professant l'unité absolue de Dieu dans son essence et dans sa nature, il donna à ses adeptes le nom d'Almohades (*el Mowahaddin*), les unitaires, par opposition aux tendances anthropomorphistes des Almoravides. La campagne contre ces derniers dura sept ans. Elle fut conduite par Abd-el-Moumen, le plus illustre des souverains almohades, qui devint non seulement maître du Maroc et de l'Espagne, mais réussit à asseoir solidement sa domination sur le Maghreb central et l'Ifrikia. Pour la deuxième fois, le mouvement de réaction berbère amenait la réunion entre les mains d'un seul homme de toutes les forces indigènes de l'Afrique du Nord. Cette rapide expansion a pour corollaire une transformation des mœurs administratives, car Abd-el-Moumen étend son autorité sur les provinces les plus éloignées et fait partout régner l'ordre. Il ne se contente pas d'être un grand justicier. Il montre de sérieuses qualités d'organisateur, en créant une flotte et une armée sur des bases nouvelles. « Il renouvelle même les opérations cadastrales de l'empire romain en faisant arpenter l'Afrique depuis Sous jusqu'à Barka (Masqueray). » Puis, dans cet empire, où la sécurité est rétablie et le commerce florissant, l'émir crée des universités qui eurent en Europe un certain renom, spécialement au point de vue de l'enseignement des sciences.

Un siècle après rien ne subsistait plus de cette brillante organisation. Le fardeau était trop lourd pour les successeurs d'Abd-el-Moumen. La défaite de Las Navas de Tolosa (1212) marque le commencement de cette décadence, que le génie d'El-Mamoun ne réussit pas à enrayer et qui aboutit à la division du Maghreb en trois États, dont les frontières ont varié, mais qui n'ont jamais été réunis depuis le XIII^e siècle sous un pouvoir unique. A Tunis les Hafsides se sont proclamés indépendants, au Maroc les Mérinides sont installés en maîtres, enfin en Algérie, Yaghmoracen ibn Zian et les Beni-Abd-el-Ouad règnent à Tlemcen.

De longues et sanglantes guerres mettront aux prises les Abd-el-Ouad avec leurs puissants voisins, dont ils seront tantôt les suzerains et tantôt les vassaux. Un des épisodes les plus connus de cette série de luttes fut le fameux siège de Tlemcen

par le sultan mérinide Youssef, qui tint la ville bloquée pendant huit ans (1299-1307) et construisit même en face de ses murailles une autre cité, El-Mansoura (la Victorieuse), destinée à lui servir de résidence durant cette campagne. Les débris de ses murs, de ses tours, de ses mosquées couvrent une superficie de plus de 100 hectares, formant des alignements extraordinaires que l'on a comparés à ceux de notre Carnac.

L'on s'explique cet effort colossal de l'assiégeant quand on songe à la valeur de la proie convoitée. Tlemcen était, en effet, devenue au ^{xvi}^e siècle la ville splendide du Maghreb, la cité sainte vers laquelle se dirigeaient les longues caravanes de Soudaniens, le centre intellectuel où les noirs de Tombouctou et les Maures espagnols venaient glorifier les saints de l'Islam.

Cette prépondérance, elle la devait non seulement à l'excellence de sa situation au point de croisement des routes entre le Maroc, le Soudan et l'Algérie, mais encore aux efforts intelligents des princes zéyanites qui la gouvernaient. Ils peuplèrent de monuments les collines aux sources bruissantes si souvent chantées par les poètes arabes. Tlemcen, toute blanche dans sa verte parure d'oliviers, d'amandiers et d'orangers, pointa bientôt vers le ciel les minarets de plus de trente mosquées. L'un d'eux est construit en briques, sans faïences émaillées et couvert par des panneaux décorés d'arcades entrelacées. C'est toujours la tour carrée du Maghreb, mais plus sobre et plus élégante de lignes qu'à la Kalaa. Au reste la mosquée de la Medersa avec ses ogives lancéolées, la grande mosquée avec ses plafonds en bois de cèdre sculpté sont toutes deux d'un art parfait. Dans le sanctuaire consacré à Sidi-Bou-Médine, les deux colonnes en onyx sur lesquelles repose l'arcade du mihrab sont aussi délicatement fouillées que les chefs-d'œuvre de l'Alhambra. Construite en 1338-1339, cette mosquée, toujours vénérée des Algériens, n'a pas cessé d'attirer les fervents de tous les points du monde islamique.

A côté des édifices religieux la muraille crénelée du *Méchouar*, citadelle de forme rectangulaire bâtie vers 1145, trahit les incessantes préoccupations militaires de souverains qui eurent presque toujours les armes à la main pour défendre leurs frontières menacées : d'autres monuments, comme le *Sahridj*, ce grand bassin de 220 mètres de long sur 150 mètres de large où venaient s'accumuler les eaux nécessaires à l'alimentation des habitants, attestent aussi le souci qu'ils avaient de conserver à leur ville les avantages qui contribuaient à son développement économique. Les habitants de Tlemcen étaient considérés

comme les plus industriels, les plus commerçants et les plus riches du Maghreb. Comme à Tunis ils étaient répartis en quartiers distincts, les israélites isolés dans leur ghetto et les chrétiens, Génois, Catalans et Provençaux, groupés dans la Kissaria, d'où ils pouvaient trafiquer en toute sûreté avec les musulmans. Ceux-ci habitaient de solides maisons en briques recouvertes en tuiles, et quelques-uns d'entre eux possédaient de véritables palais pour lesquels ils n'avaient épargné aucune dépense. Au xiv^e siècle, Tlemcen comptait plus de 125 000 habitants, et un historien contemporain la considérait comme la ville la plus importante du Maghreb. « On y cultiva avec succès les sciences et les arts, on y vit naître des savants et des hommes illustres dont la réputation s'étendit aux autres pays; en un mot Tlemcen prit l'aspect d'une vraie capitale musulmane siège d'un khalifat. » Les plus rudes assauts ne parvinrent pas à l'abattre complètement, car elle eut le singulier privilège d'être soutenue par les Hafsides, quand les Mérinides triomphaient, ou de trouver au Maroc un appui contre les souverains de Tunis. Souvent contrainte à l'hommage, Tlemcen prit aussi sa revanche en portant la guerre sur le territoire ennemi, en occupant Miliana, Médéa, Bougie, Alger même.

Après les vicissitudes les plus diverses, le royaume de Tlemcen existait encore au xvi^e siècle, mais depuis longtemps il n'y avait plus au Maghreb une autorité assez forte et assez respectée des populations. Or la prédominance des chrétiens en Espagne avait eu pour résultat de faire éclore parmi les populations musulmanes un sentiment de rancune et de vengeance inconnu aux anciennes tribus. La course et la piraterie devinrent pour beaucoup d'Arabes la continuation légitime d'une guerre de nationalité et de religion. De tous les ports du littoral africain, de légers vaisseaux coururent vers les côtes d'Europe, razziant les villes, enlevant les femmes et les enfants, jetant le trouble dans les relations commerciales des divers pays méditerranéens. Ces fréquentes apparitions entretenaient la longue résistance des musulmans de Grenade. Aussi l'Espagne, définitivement victorieuse à la fin du xv^e siècle, eut-elle la pensée de punir ces dynasties du Maghreb qui avaient fait cause commune avec les Andalous. Le cardinal Ximénès allait jusqu'à vouloir relever le christianisme sur toute la côte d'Afrique. Ce ne fut donc pas une guerre d'expansion coloniale, mais une véritable croisade contre l'infidèle qui amena les Espagnols à Oran, à Bougie, au Peñon d'Alger et les poussa vers le golfe de Gabès. Rapides succès, mais éphémères, car toutes les forces vives de

la péninsule allaient être occupées au nouveau monde ou dans les campagnes d'Italie, tandis que de terribles adversaires se préparaient à marcher contre les chrétiens pour la défense de l'Islam.

En effet, sous prétexte de secourir les habitants de Bougie opprimés par les Espagnols et de rétablir à Tunis l'autorité des Hafsides, les pirates turcs Aroudj et Kheïr Eddine, déjà célèbres par leurs déprédations dans la Méditerranée orientale, jettent en Afrique quelques milliers d'hommes et parviennent à s'établir solidement sur divers points de la côte. La mauvaise administration des Espagnols et l'état d'anarchie des collectivités indigènes permirent aux Turcs de faire de rapides progrès dans l'intérieur. Aroudj réussit même à prendre Tlemcen, où il fit massacrer le vieux roi Abou-Zian avec tous ses enfants; mais, assiégé par les Espagnols dans le Méchouar, il fut tué, en essayant de fuir. Ainsi, dit le chroniqueur Haédo, périt le premier Barberousse avec ses grands projets; il fut le premier qui amena les Turcs en Barbarie et qui leur apprit à goûter les richesses de l'Occident; doué d'une incroyable astuce et d'un caractère incontestablement valeureux, il commença la grande puissance d'Algérie et de Barbarie (1518). Cette mort ne découragea pas Kheïr Eddine, qui, resté à Alger, fit hommage de sa conquête au sultan de Constantinople. Pour punir l'hostilité des Hafsides de Tunis, il s'empara de leur ville et réalisa ainsi son rêve d'un grand empire maritime de l'Afrique du Nord. Chassé par Charles-Quint en 1535, il n'en reste pas moins en possession du littoral algérien. Son autorité est respectée au delà de Constantine jusque dans le Hodna, et les Kabyles, domptés, lui font leur soumission.

Rappelé à Constantinople en 1536, pour y exercer les hautes fonctions de grand amiral, Kheïr Eddine laissa le gouvernement de la Berbérie à Hasan-agma, un de ses officiers, et telle était la solidité de son œuvre que la toute-puissance de Charles-Quint ne réussit même pas à l'ébranler. Les 40 000 soldats et marins réunis par l'empereur pour opérer une descente à Alger furent taillés en pièces par les Turcs et les Algériens, tandis qu'une épouvantable tempête dispersait la flotte, jetant à la côte plus de cent cinquante bâtiments (25 octobre 1541). Ce désastre eut dans toute l'Europe un immense retentissement, et Alger passa dès lors pour invincible.

L'établissement de la puissance turque sur la côte d'Afrique, succédant à l'expulsion des Maures d'Espagne, vint faire de tous les Barbaresques une nation de pirates, en encourageant les

expéditions au lieu de les réprimer, en organisant la course comme une institution permanente, en facilitant les armements, en abritant les déprédations, en partageant les bénéfices (Mas-Latrie). Pendant trois siècles les corsaires d'Alger firent régner la terreur dans la Méditerranée, où ils poursuivaient et capturaient les navires de commerce, coulant impitoyablement ceux qui ne voulaient pas se rendre. Les captifs étaient vendus à l'encan ou maintenus comme rameurs sur les galères. Ce commerce de chair humaine constituait une des sources de profits les plus lucratifs de l'étrange gouvernement qui présidait aux destinées d'Alger.

Le pouvoir suprême fut d'abord aux mains d'un *beglierbey* ou bey des beys des régence barbaresques portant aussi le titre de pacha, c'est-à-dire de représentant de la cour de Constantinople. Parfois cependant le beglierbey déléguait ce dernier titre à un de ses lieutenants. Kheïr Eddine, Hasan ben Kheïr Eddine, Sala-Reis et Euldj-Ali, qui gouvernèrent successivement la Régence, furent des hommes remarquables par leur énergie et leur bravoure. Ils réussirent à contenir les éléments turbulents de la milice et à rendre la ville d'Alger prospère.

Après eux les *goldachs* ou janissaires envahirent de plus en plus le *divan*, qui, de simple conseil privé, devint peu à peu une véritable assemblée souveraine, lorsque les beglierbeys disparurent pour faire place à des pachas triennaux. Au milieu du ^{xvii}^e siècle, une révolte des janissaires enleva aux pachas le pouvoir exécutif qui passa aux mains de l'*agha*, chef de la milice, puis les reïs ou capitaines corsaires, intervenant à leur tour, mirent à la tête du gouvernement un des leurs, avec le titre de *dey*.

Ainsi se trouva constituée cette singulière république d'Alger où le pacha, représentant du grand seigneur de Constantinople, n'était plus qu'un fonctionnaire honoraire et dont les véritables maîtres étaient les janissaires ombrageux, tyranniques, toujours prêts à renverser celui d'entre eux qu'ils avaient investi de l'autorité suprême.

Cependant du fond de leur palais les pachas intriguaient sans cesse, suscitaient des conflits, fomentaient des révoltes. Le dey Ali supprima alors complètement ce rouage de gouvernement et prit pour lui-même ce titre (1710), que porteront tous ses successeurs jusqu'en 1830. Le dey-pacha, qui résidait au palais de la Djenina, avait au-dessous de lui quatre grands fonctionnaires : le ministre de la Marine, le grand trésorier, l'administrateur des domaines, et l'*agha*, ou commandant général de

la milice à Alger; un gouverneur, le cheikh El-Medina, avait la charge de la justice et de la police.

En dehors de la capitale, le pays était divisé en districts (*outhans* ou *caïdats*) formés de plusieurs tribus, elles-mêmes subdivisées en *douars*, ou réunions de plusieurs tentes. Les chefs chargés de l'administration étaient les *caïds*, au-dessous desquels étaient les *cheikhs*; les *cadis* rendaient la justice.

Pour imposer aux indigènes le respect de son autorité, le dey usait souvent des forces de la milice des janissaires, dont une partie allait tenir garnison dans les principales villes.

Les garnisons de janissaires dans l'intérieur (*noubas*) formaient des colonnes pour recouvrer l'impôt sur les tribus. Seules, les tribus qu'on appelait *raïas* étaient astreintes à l'impôt (*kharadj*); les *maghzen*, tribus jadis indépendantes, auxquelles on laissait une partie de leur autonomie, en étaient exemptes et aidaient à son recouvrement.

Un corps de troupes kabyles, désignées sous le nom de *zouaoua*, fut aussi formé par les deys pour contrebalancer, dans une certaine mesure, l'influence de la milice; mais jusqu'au début du *xix^e* siècle les *yoldachs* restèrent les maîtres et firent trembler leurs chefs. L'autorité directe du dey ne s'exerçait que sur le nord de la province d'Alger. Celles de Constantine, de Titeri, dont la capitale était Médéa, et d'Oran, que les Espagnols cédèrent aux Turcs en 1792, étaient gouvernées par trois beys nommés par le dey, auquel ils versaient deux fois par an un tribut et dont ils venaient en personne recevoir les ordres au moins une fois par an.

L'impôt prélevé sur les indigènes servait à payer les fantaisies des janissaires. Toute la politique des deys aura en effet pour but de contenter cette soldatesque et de lui fournir de l'argent. De là l'extension de la piraterie et les incessants conflits avec les grands États européens, puis la rupture des rapports de vassalité avec Constantinople, enfin un état permanent de troubles qui rendait à peu près impossible le développement économique de la Régence.

Aussi l'histoire intérieure de l'Algérie depuis la fin du *xvii^e* siècle jusqu'en 1830 ne consiste guère que dans le récit des intrigues et des crimes des officiers de la milice désireux d'occuper le trône ou d'y faire monter un de leurs partisans. Il serait fastidieux d'énumérer la longue suite des deys qui se succédèrent au pouvoir depuis Hadj-Mohammed (1671-1681). Ce sont parfois de singuliers personnages, comme Hadj-Ahmed

(1695-1698), vieux janissaire que ses camarades avaient rencontré au seuil d'une porte raccommo-
dant ses babouches et dont ils firent le souverain d'Alger. Sous l'empire des transes
continuelles dans lesquelles il vivait, sa raison faiblit et il
devint féroce. Cur Abdi (1724-1732), au contraire, se contentait
de chercher dans l'opium l'oubli de ses terreurs. On en vit un
autre, Ali-Mehnouli (1754-1766), ancien ânier, ignorant et brutal,
répondre aux consuls qui se plaignaient des déprédations com-
mises par les pirates : « Je suis le chef d'une bande de voleurs,
et par conséquent mon métier est de prendre et non de rendre. »
Tremblants devant les janissaires, auxquels ils devaient leur
élection, les deys s'ingéniaient à avoir un trésor toujours bien
garni qui leur permît le paiement régulier de la solde de la
milice et la distribution d'abondantes largesses. Mais parfois
l'exploitation des étrangers et les résultats de la course étaient
insuffisants. Or il ne fallait pas songer aux produits du com-
merce, devenu à peu près impossible depuis que l'industrie du
vol était la seule florissante. Force était alors au dey de s'a-
dresser aux juifs influents pour remplir ses caisses. C'est ainsi
que Mustapha-dey (1798-1805) fut amené à abdiquer toute auto-
rité entre les mains des prêteurs israélites, provoquant dans la
population indigène un violent mouvement de réaction qui
aboutit à un massacre des israélites et à un pillage de leurs
boutiques. Faut-il ajouter qu'un grand nombre de deys ne
surent ni lire ni écrire, et que, « serviteurs des janissaires, ils
l'étaient encore des drogmans ». Tels étaient les souverains
d'Alger, a dit justement E. Plantet : riches sans être maîtres de
leurs trésors, rois d'esclaves, esclaves eux-mêmes.

La ville dont ils avaient la garde a été souvent décrite par les
captifs et les voyageurs. Elle offrait, comme aujourd'hui, le
merveilleux spectacle de ses maisons groupées en amphithéâtre
sur le penchant d'une colline que dominait la kasbah. Toutefois
ses remparts, flanqués de tours crénelées, n'abritaient plus une
civilisation comparable à celle de Bougie ou de Tlemcen. Les
hauts minarets de ses cent mosquées attestaient, il est vrai, qu'au
point de vue de la religion et du culte les Algériens avaient con-
servé pour la forme l'ancien système des khalifes, mais les savants
de l'Islam n'étaient plus écoutés, et les jeunes gens désertaient
leur enseignement pour courir se ranger sous la bannière des
reïs.

Car l'unique but de cette bizarre population de plus de
100 000 habitants, où se confondirent pêle-mêle les Berbères, les
Turcs, les Arabes, les renégats et les juifs, était de s'enrichir ra-

pidement par la course et la vente des esclaves. Entassés dans les bagnes, ces malheureux étaient si durement traités que toutes les nations chrétiennes interviendront tour à tour pour mettre un terme aux sinistres exploits des forbans d'Alger.

Dans les relations que les deys seront ainsi amenés à entretenir avec les souverains européens ils agiront de façon très diverse, bravant les grandes puissances et rançonnant les petits États, signant avec la France une série de traités sans cesse violés, attaquant les Espagnols avec furie pour leur enlever Oran et Mers-el-Kébir, obligeant la Hollande, le Portugal, Naples, la Suède, la Norvège et le Danemark, plus tard les États-Unis, à leur payer tous les deux ans un véritable tribut. Avec leurs voisins musulmans du Maroc et de la Tunisie, les Algériens eurent les mêmes exigences. Ils profitèrent de toutes les circonstances pour intervenir dans les affaires des deux pays. Sur la frontière de l'Est, il y eut pendant tout le ^{xviii}^e siècle un perpétuel va-et-vient de troupes chargées d'amener les beys de Tunis à reconnaître la suzeraineté des deys d'Alger. Ces expéditions ne payeront pas toujours leurs frais d'armements et auront pour conséquence la ruine économique du pays. Des pestes et des famines périodiques décimèrent en outre la population algérienne et provoquèrent chez les Kabyles de fréquentes insurrections.

Toutes ces causes, agissant à la longue, amenèrent la décadence du système de gouvernement imaginé par les janissaires. D'abord on put constater la diminution du nombre des reïs et par une conséquence toute naturelle la diminution du nombre des esclaves, puis la milice elle-même vit tarir les sources de son recrutement, jusqu'au jour où enfin le dey Ali-Khodja (1815-1818) avec l'appui des Koulourlis anéantit ce qui restait de cette fameuse troupe et la remplaça par des Kabyles enfermés avec lui dans la kasbah.

Quelque temps avant cette révolution de palais, les représentants de l'Europe, réunis en une série de congrès chargés de liquider la situation créée par les événements de la Révolution et de l'Empire, avaient décidé l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire chargé d'imposer au dey d'Alger la suppression de la piraterie. Lord Exmouth, à qui fut confiée cette mission, dut bombarder la ville pour obtenir du dey Omar un traité abolissant l'esclavage et libérant les captifs (1816). Il avait à peine remis à la voile que les corsaires remontaient sur leurs vaisseaux et s'élançaient de nouveau à l'abordage des navires chrétiens. Pendant quatorze ans, les Algériens, bien affaiblis cependant, parcoururent la Méditerranée sans se soucier des menaces de l'Europe et sans se

rendre compte que des temps nouveaux étaient venus. Leur fol orgueil s'accrut encore lorsqu'ils furent parvenus à éloigner une escadre anglaise forte de vingt-deux navires (1825). Privé de la milice qui avait fait la force de ses prédécesseurs et n'ayant plus que quelques capitaines corsaires à sa disposition, le dey Hussein se croira néanmoins invincible. Quand le consul Deval viendra lui faire des réclamations au nom de la France, il s'entêtera à ne pas donner satisfaction et provoquera par son attitude une crise dont le résultat sera l'établissement des Français en Algérie (1830).

E. BLOCHET.

LA CONQUÊTE FRANÇAISE

Relations de la France avec l'Algérie avant 1830.

— Nos premières relations avec les habitants du Maghreb, c'est-à-dire du *pays du couchant*, remontent au xiii^e siècle. Les républiques italiennes venaient de se faire accorder des privilèges par les souverains des pays barbaresques lorsque Philippe le Hardi signa à son tour, en 1270, un traité avec El-Mostancer le Hafside, qui régnait à Tunis. Deux siècles plus tard, en 1478, des Provençaux acquirent des cheikhs indigènes le droit de pêche de Tabarka à Bougie, ainsi qu'une cession de territoire, moyennant certaines redevances. Ce droit territorial, qui reçut plus tard le nom de *Concessions d'Afrique*, fut le point de départ de notre action politique dans le nord de ce continent.

A cette époque, les monarchies arabes, qui avaient été longtemps prospères, commençaient à déchoir; les trois royaumes de Fez, de Tlemcen et de Tunis, créés en 1273, lors de la dissolution de l'empire des Almohades, étaient tombés dans l'anarchie, et malgré leur faiblesse, ils étaient obligés de se défendre contre les Espagnols, qui peu à peu repoussaient les Maures de leur sol et commençaient même à menacer l'Afrique. Dans les premières années du xvi^e siècle, les Espagnols s'emparèrent des principales villes du littoral, mais ils n'étaient pas prêts pour une conquête définitive. Aussi leur occupation fut-elle restreinte et leur domination de courte durée. Bientôt les Turcs devinrent les maîtres du Maghreb central; c'est contre eux que nous eûmes, pour conserver nos concessions, à engager une lutte qui se termina par la conquête de l'Algérie.

Les deux Barberousse, Aroudj et Kheïr Eddine, ces corsaires qui avaient chassé les Espagnols du Peñon et fondé la Régence d'Alger, poursuivaient les chrétiens de leur haine. Les pirateries rendaient tout commerce impossible dans la Méditerranée. La France, s'appuyant sur ses droits anciens, avait essayé pourtant d'entretenir avec l'Odjak des relations diplomatiques, mais notre pavillon eut à subir de nombreuses insultes de la part de ce gouvernement de forbans que les Turcs avaient introduit à Alger; toutefois, notre situation vis-à-vis de l'Espagne ayant amené, au début, une communauté d'intérêts entre la France et la Turquie, celle-ci reconnut formellement, dans le traité de 1535, les privilèges que Kheïr Eddine avait renouvelés en 1520, au profit de nos négociants, quant à la pêche du corail.

Afin de profiter de cet avantage, une société de négociants marseillais vint en 1561 fonder, sur l'emplacement de la ville actuelle de La Calle, le *Bastion de France*, sorte de factorerie avec quais, magasins, hôpital, cimetière, postes fortifiés. Une conséquence de ces premiers établissements fut que la France obtint, dès 1578, d'avoir un représentant « en Alger ».

Le premier titulaire du consulat d'Alger fut le Marseillais Bartholle, nommé par Charles IX en 1564. Nos agents ne se firent pas respecter sans peine, et Henri IV, comme Richelieu, eut de nombreux démêlés avec l'Odjak. Le Bastion de France ayant été démoli par les Turcs en 1604, Henri IV exigea sa reconstruction. Mais la plupart des navires arboraient le pavillon français pour échapper aux réquisitions des corsaires en se prévalant des traités conclus entre Alger et la France : ceux-ci capturèrent maintes fois nos bâtiments. Cependant le capitaine Samson Napollon conclut, en 1628, un traité qui rétablissait la France dans sa situation privilégiée et promettait toute sécurité à ses navires, tout en lui imposant d'ailleurs l'obligation de payer une sorte de tribut au chef des pirates.

En dépit de ce traité, les corsaires turcs ruinèrent encore le Bastion de France en 1637, et il ne fut relevé qu'en 1670, sous le ministère de Colbert; il avait pris d'ailleurs une importance plus politique que commerciale.

Les déprédations des corsaires ayant encore continué, Louis XIV se décida à sévir avec rigueur; il fit bombarder Alger en 1682 et 1683 par Duquesne, en 1688 par l'amiral d'Estrées. Un traité, dont l'efficacité fut d'ailleurs éphémère, fut signé à Versailles en 1690, à la suite de ces actes de répression.

Pendant l'expédition de Bonaparte en Égypte, le sultan

excita encore la haine des Algériens contre les chrétiens, et les corsaires ruinèrent de nouveau nos établissements ; notre représentant fut même mis aux fers. Le premier consul obtint que le dey fît amende honorable, mais des traités signés en 1800 et 1801 restèrent lettre morte. Il songea alors à faire une descente en Algérie et envoya même le capitaine Boutin dresser secrètement des plans de campagne dans la Régence.

La Djenina, ancienne résidence des deys.

D'après un dessin communiqué par M. Eug. Plantet.

Cependant, en 1815, le congrès de Vienne décida de mettre un terme aux pirateries des corsaires. L'Angleterre, chargée d'exécuter les décisions du congrès, envoya, en 1816, lord Exmouth bombarder Alger. Le dey fut contraint de signer, le 30 août, un traité portant abolition de l'esclavage chrétien et de la course, et l'obligation de restituer tous les captifs. Mais cette démonstration ne fut pas beaucoup plus efficace que les précédentes ; il était réservé à la France de faire cesser définitivement des brigandages qui duraient depuis trois siècles.

Nous avons gardé la possession de l'ancien Bastion de France et de quelques points de la côte orientale propre à la

pêche du corail. En retour, la France acquittait des redevances annuelles, dont les deys prétendirent augmenter le taux, et Hussein ou Hosein, élu en 1818, fit même connaître ses prétentions sur un ton menaçant. A cette première cause de mésintelligence vint s'en ajouter une autre. Deux juifs de Livourne, Bacri et Busnach, avaient pris à leur compte une avance de 5 millions et des fournitures de blé faites à la France par le dey sous le Directoire. En vertu d'une transaction conclue en 1819, la créance avait été fixée à la somme de 7 millions, qui devait être payée par douzièmes, déduction faite de ce qui était dû par Bacri et Busnach à certains commerçants français. Ces sommes ayant été versées à la Caisse des dépôts et consignations jusqu'à ce qu'il eût été statué sur les droits des créanciers, Hussein réclama insolemment le paiement intégral des 7 millions entre ses mains.

Les choses en étaient restées là, lorsque, le 30 avril 1827, notre consul Deval fut insulté gravement par le dey à la kasbah, où il était venu le voir. Le prédécesseur d'Hussein, Ali-Khodja, avait en effet abandonné la Djenina, palais de la ville basse, où il se trouvait trop exposé aux coups de main de ses soldats, pour faire sa résidence de la forteresse de la kasbah, où il se sentait plus en sécurité. C'est là que notre consul s'était rendu, selon l'usage, la veille de la fête du Baïram, pour complimenter le dey. Il voulut profiter de cette visite pour demander la restitution d'un bâtiment appartenant au saint-siège et que les corsaires avaient capturé. Le dey s'emporta, se plaignit de nouveau avec colère qu'on ne lui payât son dû, et, sur une réplique du consul, il le frappa de son chasse-mouches.

Le gouvernement français exigea une réparation éclatante, mais Hussein se refusa à fournir les satisfactions qu'on réclamait de lui. Le ministre de la Guerre, marquis de Clermont-Tonnerre, proposa alors de débarquer une armée; le président du conseil, de Villèle, n'y consentit pas, et on se contenta d'envoyer devant Alger une petite escadre, qui, le 15 juin 1827, commença le blocus; c'était une mesure insuffisante. L'amiral français tenta une nouvelle négociation, qui demeura infructueuse, et, quand il s'éloigna du port, il fut poursuivi par le feu des batteries.

C'en était trop cette fois, et, après ce nouvel affront, le cabinet Polignac résolut d'en finir. Le 31 janvier 1830, il décida l'envoi d'une expédition qui s'emparerait d'Alger par la force.

La conquête de l'Algérie. — La flotte destinée à transporter en Afrique un corps expéditionnaire de trente-six mille hommes appareilla le 25 mai 1830. Elle était commandée par le vice-amiral Duperré. Le comte de Bourmont fut placé à la tête des troupes de débarquement.

Le dey Hussein, bien résolu à résister énergiquement, s'était vainement adressé, pour avoir des secours, au Maroc ainsi qu'aux beys de Tunis et de Tripoli. Il se trouva à peu près réduit à ses seules forces; il réorganisa alors les troupes de l'Odjak et s'assura du concours des beys d'Oran, de Constantine et de

Alger en 1830, d'après un dessin du temps.

(Phot. Leroux.)

Titeri. Il s'attendait à un bombardement, mais l'état-major français avait décidé de tourner Alger du côté de la terre. Les troupes commencèrent à débarquer à Sidi-Ferruch (ou mieux Sidi-Feredj) le 14 juin 1830; elles s'y installèrent sans rencontrer de résistance sérieuse, et convertirent bientôt la presqu'île en un camp retranché. L'ennemi avait concentré ses forces sur le plateau de Stahouéli. L'agha Ibrahim lança de là ses cavaliers sur les troupes françaises, mais il fut repoussé par les colonnes du général Bourmont, qui enlevèrent les redoutes turques le 19 juin.

Ce premier succès permit d'achever le débarquement et d'attendre l'arrivée de la grosse artillerie. Le 24 juin, Bourmont, reprenant l'offensive, s'empara des hauteurs du mont Bouzaréa. Le 4 juillet, on ouvrit le feu sur le fort de l'Empereur, bâti sur l'emplacement du quartier général de Charles-Quint, et qui était la clef des défenses d'Alger par terre. Cet ouvrage, construit en maçonnerie et défendu par une artillerie inférieure à la nôtre,

ne pouvait tenir longtemps. Au bout de quelques heures, les assiégés cessèrent le feu. Tout à coup une effroyable détonation se produisit : les Turcs avaient mis le feu aux poudres et la forteresse sautait. Deux soldats allèrent arborer le drapeau français au plus haut des ruines fumantes du fort.

Le dey, enfermé dans la kasbah, demanda alors à traiter. Bourmont dicta un projet de capitulation dont les conditions étaient les suivantes : 1° la kasbah, les autres forts et les portes de la ville devaient être remis aux Français le lendemain 5 juillet à dix heures du matin ; 2° le dey conserverait son trésor personnel évalué à 8 millions ; 3° il serait libre de se retirer, avec sa famille et ses richesses, au lieu qu'il choisirait ; 4° les mêmes avantages seraient assurés aux soldats de la milice turque ; 5° aux habitants seraient garantis le libre exercice de leur religion, le respect de leurs femmes, de leurs propriétés, de leur commerce, de leur industrie.

L'acte fut accepté et signé le 5 juillet, et, le jour même, les troupes françaises entrèrent dans Alger. Les captifs faits par les pirates furent mis en liberté. Dans le trésor, on trouva plus de 48 000 000 de francs en or et en argent et quantité d'objets précieux. Le dey fut embarqué pour Naples et les janissaires conduits en Asie Mineure.

La prise d'Alger était loin de nous assurer la paisible possession de l'Algérie, et il fallut de longues années de guerre pour faire entrer l'ancienne Régence dans le patrimoine national. Des prodiges d'habileté et de bravoure couvrirent de gloire nos généraux et nos soldats : mais on est, d'autre part, obligé de reconnaître que jamais une idée d'ensemble ne présida plusieurs années de suite aux opérations. Aussi l'Algérie a-t-elle coûté à la France plus de sang et d'argent que les brillants faits d'armes du début ne le faisaient prévoir.

Bourmont venait d'occuper Oran et Bône lorsqu'il apprit la révolution qui avait renversé la dynastie des Bourbons. Il abandonna ces nouvelles positions pour concentrer ses troupes à Alger, et, le 3 septembre, il prit le chemin de l'exil.

Son successeur, Clauzel, se lança hardiment dans la province d'Alger. Pour augmenter ses forces militaires, il organisa la cavalerie indigène des spahis et créa le corps des zouaves, qui fut recruté d'abord parmi les Kabyles de la tribu des Zouaoua et devait jouer, durant toute la conquête, le rôle le plus glorieux. Provoqué par le bey de Titeri, Clauzel marcha sur Blida, qu'il occupa, et, après avoir battu le bey au col de Mouzaïa, s'empara de Médéa, sa capitale. Il y plaça un nouveau souverain,

allié de la France, puis il reprit Oran et Mers-el-Kébir. Il passa ensuite avec le bey de Tunis un traité qui en faisait l'allié et le tributaire de la France, mais le gouvernement, indécis sur la conduite à tenir, le désavoua comme ayant outrepassé ses pouvoirs et le rappela.

On envoya pour le remplacer, en 1831, le général Berthe-

Alger. La place du gouvernement en 1830, d'après un dessin du temps.

(Phot. Leroux.)

zène, qui évacua Médéa et n'obtint que de faibles avantages. Le lieutenant général Savary, duc de Rovigo, qui lui succéda en décembre de la même année, était bien résolu à reprendre sur les Arabes l'autorité perdue sous son prédécesseur. Il renforça ses troupes par la création des chasseurs d'Afrique et de la légion étrangère, et établit tout autour des positions occupées par la France une ligne de postes fortifiés, qui furent appelés *blockhaus*. En 1832, le duc de Rovigo occupa de nouveau Bône, que menaçait le bey de Constantine; Yousseuf, musulman d'origine italienne au service de la France, contribua à la prise

de la ville par un hardi coup de main. Pendant ce temps, le général Boyer, qui se maintenait à Oran, administrait le pays avec une implacable rigueur.

Le duc de Rovigo avait amené avec lui comme chef d'état-major le maréchal de camp Trézel, grâce auquel les premiers projets d'organisation commencèrent à se faire jour. On lui doit en effet une organisation nouvelle du corps des zouaves et la création des bureaux arabes; ces bureaux, dirigés par des officiers connaissant la langue et les mœurs du pays, servirent d'intermédiaires entre les gouverneurs et les chefs de tribus. Le premier chef de bureau arabe fut Lamoricière, à qui revient aussi le mérite d'avoir discipliné les zouaves et d'en avoir fait un corps d'élite.

Le général Voirol, qui succéda au duc de Rovigo, en avril 1833, fit occuper Mostaganem et Bougie. A ce moment, nous tenions presque tout le littoral par des points isolés; mais, tout près d'Alger, nous n'avions que Blida, et la plaine de la Métidja nous était disputée.

C'est seulement en 1834 que le gouvernement de Louis-Philippe se déclara résolument favorable à la colonisation de l'Algérie. Une ordonnance du 22 juillet 1834 donna à l'ancienne Régence d'Alger le nom de *Possessions françaises dans le nord de l'Afrique*, et on y envoya, avec le titre de gouverneur général, le comte Drouet d'Erlon. Mais, en ce moment même, venait de se lever contre l'armée d'invasion notre plus terrible adversaire, l'émir Abd-el-Kader, qui, pendant près de quatorze ans, allait diriger contre nous une lutte acharnée.

Abd-el-Kader. — Né près de Mascara en 1807, Abd-el-Kader était fils de Mahi Eddine, de la tribu des Hachem, qui descendait des anciens khalifes fatémides. Tout jeune encore, le futur émir s'était ému des mœurs dissolues de la milice turque et du mépris avec lequel les oppresseurs traitaient la race arabe. Il fit part de ses sentiments à son père, marabout vénéré dont l'influence sur les tribus environnantes était telle que, craignant d'éveiller les soupçons de Hassan, bey d'Oran, Mahi Eddine crut prudent de s'éloigner et alla faire avec son fils le pèlerinage de La Mecque en 1827.

Lorsque Alger tomba au pouvoir de la France, Abd-el-Kader avait obtenu de son père qu'il ne donnât pas l'hospitalité au bey d'Oran, peu en sûreté dans sa capitale, afin de protester aux yeux des Arabes contre le gouvernement tyrannique que représentait Hassan. Le général Danrémont étant entré

à Oran le 4 janvier 1831 et ayant renversé le pouvoir beylical, les Hachem voulurent mettre à leur tête le vieux marabout Mahi Eddine, mais celui-ci refusa en raison de son grand âge et présenta comme chef aux insurgés son fils préféré, Abd-el-Kader, dont le courage s'était déjà manifesté dans plusieurs engagements. Reconnu par les Beni-Amer et par les tribus de Mascara, il fut acclamé sultan. Par égard pour le Maroc, le jeune homme se contenta du titre d'émir.

Alors âgé de vingt-cinq ans, Abd-el-Kader était élégant de stature, quoique de petite taille; il avait des traits fins, des yeux ardents, et présentait, au physique, tous les caractères du type arabe le plus pur. Il était habile dans tous les exercices du corps, excellent cavalier, d'une bravoure indomptable, et la fougue qu'il montrait

dans les combats et les fantasias lui donnait un grand prestige auprès des tribus. En même temps, il avait appris tout ce que pouvait connaître un lettré arabe; d'une piété exaltée, il possédait à fond le Coran. Guerrier et saint tout à la fois, il sut mettre habilement les divers avantages dont il était doué au profit d'une ambition sans bornes.

Abd-el-Kader prêcha la guerre sainte sous les murs d'Oran

Youssouf. — Buste par Crauck (Versailles).

dès le mois de janvier 1833, mais il rencontra chez ses propres coreligionnaires une vive opposition; il ne craignit pas de s'attaquer aux chefs qui refusaient de lui obéir et qui le

battirent. C'était mal débiter. Contre nos troupes, il ne fut pas plus heureux. Le général Boyer l'obligea à battre en retraite sous les murs d'Oran, et il échoua contre Tlemcen et Mostaganem.

Mais, sur ces entrefaites, le général Desmichels succéda, à Oran, au général Boyer; un acte impolitique du nouveau commandant fit la fortune de l'émir.

Voyant qu'Abd-el-Kader voulait réduire la ville par un long blocus, Desmichels offrit à son adversaire de signer un traité de paix. Ce traité, du 26 février 1834, origine véritable de la puissance du chef algérien, recon-

Clauzel. — Par Champmartin (Versailles).

nut la souveraineté d'Abd-el-Kader sur tout l'ouest du pays, sauf Oran, Mostaganem et Arzeu; il laissa aux Arabes toute liberté pour le commerce des armes, et aucune condition n'impliqua la soumission de l'émir, auquel on n'imposait le paiement d'aucun tribut. On avait traité avec lui d'égal à égal et travaillé ainsi à accroître son influence. De plus, le négociateur avait signé, sans se le

faire suffisamment expliquer, le texte arabe, dont les termes nous étaient encore plus défavorables que le texte français.

Le gouvernement rappela le général Desmichels et le remplaça par Trézel, dont la situation fut de suite très difficile. L'émir ayant occupé Miliana et Médéa et ayant essayé de soumettre les tribus *maghzen*, qui étaient venues chercher un asile devant Oran, le général Trézel marcha contre lui et, après avoir traversé les gorges de l'Habra et de la Macta, il le rencontra près du Sig, le 26 juin 1835, dans un chemin bordé de ravins et de marais. Le lieu était défavorable, et Trézel, après un sanglant combat, dut ordonner la retraite, qui fut désastreuse. Cette nouvelle victoire d'Abd-el-Kader lui valut une grande popularité.

Trézel fut rappelé et Drouet d'Er-
lon remplacé comme gouverneur par Clauzel, qui, accompagné du duc d'Orléans, marcha contre l'émir, le battit sur les bords de l'Habra le 3 décembre 1835, puis lui enleva Mascara et débloqua Tlemcen. Mais, pendant un voyage que fit le maréchal à Paris, le général d'Arlande essuya une défaite près de Sidi-Yakoub. Une fois encore, l'émir triom-

Bugeaud. — Par Larivière (Versailles).

phait, et les Arabes oranais se levaient en masse contre la France.

Bugeaud, qui arriva alors en Afrique avec la mission de vaincre ou de négocier, prit l'offensive, ravitailla Cavaignac à Tlemcen, et, le 6 juillet 1836, infligea à Abd-el-Kader une sanglante défaite sur les bords de la Sikkah, affluent de la Tafna. L'armée arabe, acculée à un ravin, fut taillée en pièces et en partie précipitée à bas des rochers. Bugeaud entra alors triomphant à Tlemcen, où Cavaignac était parvenu à se maintenir.

Ces succès furent malheureusement compromis par un échec à Constantine. Le bey Hadj-Ahmed, autrefois vassal du dey d'Alger, avait essayé de constituer un État indépendant, et l'extension de sa suprématie devint menaçante pour Bône. Le chef d'escadron musulman Yousseuf, qui commandait dans cette ville, avait conseillé imprudemment une expédition qui devait échouer. En novembre 1836, le maréchal Clauzel vint mettre le siège devant Constantine, qui, située sur un massif rocheux entouré de trois côtés par le ravin du Rhummel, profond par endroit de 200 mètres, pouvait passer pour imprenable. Du 19 au 23 novembre, il tira le canon sur la place, mais, ne disposant que de munitions insuffisantes et ses vivres étant presque épuisés, il dut se retirer. La retraite, faite par un hiver rigoureux, fut très pénible; nos soldats étaient constamment harcelés par les Arabes. Le chef de bataillon Changarnier, qui commandait l'arrière-garde, se voyant pressé par une nuée d'ennemis, forma ses hommes en carré et leur dit : « Voyons ces gens-là en face; ils sont six mille, vous êtes trois cents; la partie est égale. » Les soldats dirigèrent alors sur les assaillants un feu meurtrier qui les mit en déroute.

Le successeur de Clauzel, le gouverneur général Denis de Dandrémont, donna à Bugeaud des instructions qui le laissaient absolument libre de traiter avec Abd-el-Kader. Le général Bugeaud, décidé à faire la paix afin de porter sur Constantine toutes les forces disponibles, arrêta les bases d'une entente avec l'émir et obtint une entrevue avec lui; elle eut lieu sur les bords de la Tafna le 1^{er} juin 1837. Le chef arabe se fit longtemps attendre, et le général, perdant patience, dut aller au-devant de lui. Enfin l'émir parut, entouré d'une brillante cavalerie. Le général français lui tendit la main, et tous deux, assis sur le gazon, eurent ensemble une longue conversation. L'émir se montra hautain, dédaigneux et parla de la paix comme un homme qui ne demande qu'à continuer la guerre. Lorsque l'entretien fut terminé, le général Bugeaud se leva, et, comme

l'émir restait assis, il l'attira brusquement de la main en lui disant : « Mais relevez-vous donc ! » Surpris de ce mouvement de vivacité, Abd-el-Kader se retira sans proférer une parole,

Siège de Constantine, prise de la ville. — Tableau d'Horace Vernet (Versailles.)

sauta sur son cheval et disparut dans les montagnes avec son escorte.

Le traité de la Tafna, qui consacrait en quelque sorte un partage de l'Algérie entre la France et Abd-el-Kader, était plus désastreux encore que le traité Desmichels. On livrait à « l'ad-

ministration » de l'émir la province d'Oran, celle de Titeri et une partie de celle d'Alger, et on lui abandonnait Rachgoun et Tlemcen. La France se réservait Oran, Mers-el-Kébir, Mostaganem, Arzeu et leurs territoires, plus Mazagran à l'intérieur; dans la province d'Alger, la Métidja et Blida. Malgré les instructions qu'avait reçues Bugeaud, Abd-el-Kader ne fut pas obligé au payement d'un tribut.

Devenu le véritable maître des deux tiers de l'Algérie, Abd-el-Kader se mit à organiser le royaume qu'on lui avait créé. Il divisa tout le pays arabe soumis à ses lois en huit *khalifaliks* ou gouvernements. Chaque khalifalik fut divisé en *aghaliks*, et les aghaliks comprirent un certain nombre de tribus commandées par des *caïds*, ayant sous leurs ordres des *cheikhs* pour les représenter auprès des fractions de tribus. L'émir créa une armée permanente, acheta de la poudre, construisit des arsenaux, installa une fonderie de canons à Tlemcen et fortifia les places.

La paix signée avec l'émir, on se tourna du côté de Constantine. Cette fois, on avait tout prévu pour un siège en règle. L'armée, conduite par Danrémont, arriva en vue de Constantine le 6 octobre 1837 et occupa les hauteurs de Coudiat-Aty et de la Mansoura. Depuis le dernier siège, les brèches des remparts avaient été réparées et des batteries y avaient été établies; le khalifat d'Ahmed, Ben-Aïssa, qui comme l'année précédente, défendait la ville, s'était préparé à une résistance énergique. Le bombardement, qui commença le 9 octobre, fut rendu très pénible par la pluie et le froid. Danrémont fut tué par un boulet, le 12, ainsi que le général Perrégaux. Valée, qui prit le commandement le lendemain, monta à l'assaut par des brèches qui lui paraissaient praticables et pénétra dans la ville. Lamoricière alla planter le drapeau des zouaves au milieu des décombres. Mais la place n'était pas prise encore; il fallut avancer en livrant un combat meurtrier de barricade en barricade, de maison en maison; le colonel Combes y trouva la mort, et Lamoricière fut blessé. Enfin, les Arabes capitulèrent. La prise de Constantine fut chèrement payée, mais elle assura définitivement notre domination dans l'est de l'Algérie. Le khalifa Ben-Aïssa et le bey Ahmed s'enfuirent; ce dernier se soumit seulement en 1848 et fut alors interné à Alger, où il mourut en 1850. Les grands chefs du Sud vinrent de suite faire leur soumission. A la suite de cette brillante campagne, où s'étaient illustrés encore des hommes comme Bedeau, Le Flô, Mac-Mahon, Canrobert, le duc de Nemours, et bien d'autres, le général Valée fut nommé maréchal de France et gouverneur de l'Algérie.

La France, maîtresse de Constantine, devait avoir à recommencer bientôt la lutte contre Abd-el-Kader. Le traité de la Tafna avait refait une nouvelle puissance à l'émir, dont l'autorité s'était affirmée et à qui nous avions même fourni des secours pour vaincre le marabout Tedjini, chef d'une importante confrérie du Sahara. Cependant Abd-el-Kader montrait des exigences nouvelles et excitait sourdement les tribus, ne tenant aucun compte des observations du maréchal Valée.

Le gouverneur résolut alors d'effrayer l'émir par une démonstration militaire dont le résultat devait être d'unir nos deux provinces de Constantine et d'Alger, qui n'étaient en communication que par mer. Accompagné du duc d'Orléans, il franchit le petit Atlas par l'étroit défilé des Bibans ou Portes de fer, sans que les indigènes eussent osé lui en interdire l'accès (octobre 1839).

Abd-el-Kader considéra cette opération comme une violation du traité de la Tafna; il reprit les armes et fit envahir la plaine de la Métidja. Dans l'Ouest, l'épisode de la défense de Mazagran fut l'un des faits les plus mémorables de la nouvelle lutte qui s'engageait. Ce petit village de la province d'Oran était défendu par un fortin, dont la garnison — une compagnie de cent-vingt-trois hommes — était commandée par le capitaine Lelièvre.

L'émir Abd-el-Kader.

D'après une lithographie du temps.

L'émir marchait sur Mostaganem avec douze mille combattants, lorsqu'il se heurta à cet ouvrage avancé; du 2 au 5 février 1840, les Arabes se ruèrent sur la place sans parvenir à triompher de l'héroïque résistance de nos soldats. Ce fut une lutte inouïe; les Arabes tombèrent en si grand nombre que leur troupe, découragée, cessa d'elle-même de combattre. Le chef de bataillon du Barrail, qui commandait à Mostaganem, put s'approcher de Mazagran quelques jours plus tard : il constata que notre drapeau était toujours debout et que la garnison n'avait perdu que trois hommes.

Dans la province d'Alger, Valée fit occuper Cherchell, où le commandant Cavaignac fut bientôt bloqué par les Kabyles. A cette nouvelle, il partit de Blida, avec les ducs d'Orléans et d'Aumale, et réussit à le dégager. Parvenu au pied de l'Atlas, il trouva les forces de l'émir concentrées au col de Mouzaïa; nos colonnes durent, dans ce passage difficile, déloger successivement l'ennemi de toutes ses positions. Après ce brillant combat, qui eut lieu le 12 mai, nos troupes s'emparèrent de Médéa, puis le 8 juin de Miliana.

Le général Bugeaud, qui avait signé le traité de la Tafna, remplaça Valée dans le gouvernement général de l'Algérie, en février 1841. Il revenait en Afrique avec la résolution d'achever le plus rapidement possible la conquête et de commencer l'œuvre de colonisation. Dans ce but, la nouvelle tactique qu'il adopta fut celle de l'offensive à outrance. Il se proposa de s'appuyer sur les positions du littoral comme bases d'opérations, de marcher de là à la conquête des places fortes du Tell, puis de poursuivre Abd-el-Kader de montagne en montagne, de vallée en vallée, jusqu'à ce qu'il eût détruit ses établissements et peut-être son armée.

Mais, pour réussir, il fallait opérer une certaine transformation dans l'organisation de l'armée d'Afrique. Bugeaud allégea donc la charge du fantassin, supprima la grosse artillerie, organisa des colonnes légères qui avaient pour canons des obusiers portés à dos de mulet; il reconstitua les corps spéciaux à la guerre d'Afrique, et en créa un nouveau, les tirailleurs indigènes ou turcos. Il sut enfin se faire aimer de ses soldats. Simple caporal à Austerlitz, le *père Bugeaud*, comme on l'appelait familièrement, avait acquis dans l'armée une réelle popularité, et il fut, par surcroît, admirablement secondé par des lieutenants comme Lamoricière, Changarnier, le duc d'Aumale, Duvivier, Bedeau, Cavaignac, Randon, Pélissier, Daumas, Margueritte.

Le général Bugeaud dirigea de divers côtés des colonnes mobiles et parvint ainsi à ruiner successivement tous les établissements de l'émir. Accompagné de Lamoricière, il força Abd-

el-Kader à évacuer Tagdempt le 25 mai 1841 et occupa Mascara le 30. Pendant ce temps, Baraguey d'Hilliers avait détruit Boghar le 24 mai; le 22 octobre, ce fut le tour de Saïda. L'année suivante, Bugeaud occupa Tlemcen (1^{er} février 1842).

Durant cette période, se place le trait d'héroïsme bien connu qui a illustré le nom du sergent Blandan. Accompagné de vingt hommes qui portaient la correspondance entre Boufarik et Blida, il fut assailli à Beni-Méred, près de Boufarik, le 11 avril 1842, par trois cents cavaliers arabes. Un combat acharné s'engagea et le sergent tomba en s'écriant : « Courage, mes amis, défendez-vous jusqu'à la mort ! » Presque tous les soldats étaient hors de combat, quand un renfort survint et dispersa les Arabes.

Après l'habile et vigoureuse campagne de Bugeaud, un grand nombre de tribus du Chélif et de l'Ouarsenis demandèrent l'aman, et Abd-el-Kader, errant de côté et d'autre avec sa smala, ne nous fit plus qu'une guerre de chef de bande. Ayant vu ses établissements fixes successivement envahis et détruits par nos soldats, l'émir avait pensé que, pour sauver les derniers débris de sa puissance, il ne lui restait plus qu'à former une colonne mobile de ses derniers partisans et de chercher, par des marches et

Lamoricière. — Buste d'Iselin (Versailles).

Le duc d'Aumale, colonel du 17^e léger (13 septembre 1841).

Lith. de Raffet.

des contremarches rapides, à se dérober à nos armes. C'est le campement de toute cette population nomade, formant comme une ville ambulante, qu'on appelait la *smala*

Dès lors, on n'eut qu'un dessein, cerner l'émir et s'emparer

Prise de la smala d'Abd-el-Kader. Tableau d'Horace Vernet (Versailles). — Phot. Neurdein.

de lui. Le 10 mai 1843, le duc d'Aumale quitta Boghar et se lança à sa poursuite. Il n'avait avec lui que six cents cavaliers, et son infanterie, forte de quinze cents hommes, était à deux lieues en arrière. Il arrivait près de Taguin, le 16 mai, quand tout à coup son avant-garde, ayant gravi une colline, aperçut la smala. Avec une ardeur toute juvénile, le duc n'hésita pas à l'attaquer; c'était un coup d'audace, et, si les Arabes avaient eu le temps de se ressaisir, c'en était fait de notre petite troupe. Mais l'irruption des cavaliers français fut si subite que les Arabes, sortant en désarroi de leurs tentes, n'eurent pas le temps d'organiser la résistance et furent sabrés en grand nombre. Abd-el-Kader réussit à prendre la fuite avec sa femme et sa mère; ses drapeaux, ses munitions, ses tentes, ses trésors, sa correspondance tombèrent entre nos mains, ainsi que trois mille prisonniers.

Un pareil succès devait avoir un grand retentissement dans toute l'Algérie; il fut le prélude de nouveaux désastres pour l'émir. Le 22 juin 1843, celui-ci fut défait à Djedda par un lieutenant de Lamoricière, le colonel Géry. Il échoua le 30 dans une tentative pour surprendre Mascara, et fut battu à Sidi-Youcel le 22 septembre, à Sidi-Yahia le 11 novembre. Le duc d'Aumale occupa Batna le 25 février 1844, et, franchissant le défilé d'El-Kantara, entra dans Biskra. En même temps, le général Marey poussait jusqu'à Laghouat, où il entra le 25 mai.

L'émir gagna le Maroc, où il excita le fanatisme des confréries religieuses au point d'obliger le sultan Abd-er-Rahman à nous déclarer la guerre. La construction par les Français d'un poste fortifié à Lalla-Marnia, sur la rive gauche de la Tafna, servit de prétexte; le caïd d'Ouchda protesta contre cet établissement, prétendant que le territoire appartenait au sultan. Lamoricière, attaqué le 30 mai au bord de la Mouilah, repoussa l'ennemi, tandis que le général Bedeau, qui avait essayé d'avoir une conférence avec le caïd d'Ouchda, dut se retirer sous les balles ennemies. Bugeaud, accouru au secours de ses lieutenants, infligea aux Marocains une sévère leçon et occupa Ouchda.

Le gouvernement français enjoignit au Maroc de désavouer et rappeler le caïd d'Ouchda, de disloquer les forces marocaines concentrées sur la frontière, d'expulser Abd-el-Kader. La réponse du sultan n'ayant pas été satisfaisante, le prince de Joinville vint bombarder Tanger le 6 août 1844.

De son côté, le maréchal Bugeaud se porta vers l'Isly, sur la rive droite duquel l'armée marocaine, forte de quarante-cinq mille cavaliers et de deux mille fantassins, avait pris position, sous le commandement du fils même du sultan, Sidi-Mohammed; il

n'avait que douze mille hommes à opposer à cette redoutable masse. Mais, son armée ayant été disposée en triangle, ses fantassins serrés s'enfoncèrent comme un coin à travers la cohue de la cavalerie ennemie, en faisant un feu continu, et atteignirent jusqu'au point principal de résistance, là où se trouvait le fils du sultan. A ce moment, Bugeaud lança sur le camp impérial ses chasseurs et ses

spahis, qui s'emparèrent de toute l'artillerie, de la tente du prince, de ses drapeaux, de son parasol. Cette brillante victoire, signalée par une destruction complète de l'armée marocaine, ne nous avait

coûté que vingt-sept tués et une centaine de blessés (14 août 1844). Le maréchal Bugeaud reçut le titre de duc d'Isly. Le lendemain, le prince de Joinville bombarda Mogador.

Mais la France n'avait pas l'intention de conquérir le Maroc, et elle accueillit les ouvertures que lui fit cette puissance. Un arrangement fut signé à Tanger le 10 septembre : on n'exigea ni indemnité ni cession territoriale, mais le sultan s'engagea à expulser Abd-el-Kader ou, s'il était pris, à l'interner dans une forteresse. Une clause de la convention disposa que la frontière marocaine resterait la même qu'au

Cavalier rouge d'Abd-el-Kader.

D'après Raffet (1844).

Infanterie régulière d'Abd-el-Kader.

D'après Raffet (1844).

Chasseur d'Orléans
(carabinier).
D'après Raffet (1844).

temps de la domination turque en Algérie; elle fut complétée, le 18 mars 1845, par un traité de délimitation. On a reproché aux négociateurs de n'avoir pas exigé que la frontière fût portée à l'embouchure de la Moulouïa, et d'avoir laissé au Maroc l'oasis de Figuig.

Abd-el-Kader, rentré en Algérie, reprit son œuvre de propagande, et des révoltes éclatèrent de divers côtés. Leur répression fut énergique jusqu'à la cruauté.

Ce fut d'abord, au printemps de 1845, celle des tribus berbères du Dahra que souleva un aventurier obscur, Bou-Maza, ou l'homme à la chèvre; le colonel Saint-Arnaud le battit à Aïn-Meran. Puis, le colonel Pélissier, s'étant trouvé arrêté dans une de ses marches par les Oulad-Riad, les bloqua dans des grottes où ils s'étaient réfugiés avec leurs famil-

les et leurs troupeaux, et, mettant le feu à des fagots accumulés à l'entrée, les fit périr brûlés ou asphyxiés (20 juin 1845).

La fureur des Arabes ne fit que s'accroître et leur résistance devint désespérée. Dans une reconnaissance du côté de Sidi-Brahim, en septembre 1845, le colonel de Montagnac rencontra Abd-el-Kader et succomba sous ses coups avec la plupart de ses hommes. A Aïn-Temouchent, la garnison française dut se rendre.

L'année suivante, l'émir s'avança jusque dans la plaine de la Métidja, presque aux portes d'Alger, mais il fut repoussé par le général Gentil, sans avoir pu être aidé par un soulèvement des Kabyles, excités par son beau-père, Ben-Salem. Le maréchal Bugeaud multiplia le nombre de ses colonnes pour traquer notre ennemi. Plusieurs

Garde nationale
d'Alger.
D'après Raffet (1844).

Spahi. — D'après Raffet (1844).

rait pas conquis la grande Kabylie, qui s'étend à l'est d'Alger jusqu'à Bougie. En 1844, il s'était emparé de Dellys et avait presque exterminé la tribu des Flissas. L'année suivante, il envahit de nouveau la Kabylie, où il fit une guerre atroce. Une troisième campagne fut entreprise en 1847. Malgré la soumission de Ben-Salem, au mois de février, plusieurs tribus étaient restées en armes, notamment les Beni-Abbès. Bugeaud les battit à Azrou, tandis que Bedeau occupait Sétif.

Les Kabyles soumis, il ne restait plus qu'à s'emparer d'Abd-el-Kader. Bugeaud avait

fois surpris, celui-ci se vengea en ordonnant de massacrer les prisonniers pris à Aïn-Temouchent ; puis, par Figuig, il rentra dans le Maroc en juillet 1847. Bou-Maza s'était rendu, en avril, au colonel Saint-Arnaud.

Le maréchal Bugeaud, qui voulait hâter la soumission du pays et en commencer la colonisation agricole, estimait ses projets irréalisables tant qu'il n'au-

Chasseur d'Afrique, Tenue de guerre.

D'après Raffet (1844).

Infanterie de ligne,
Officier et soldat.

D'après Raffet (1844).

demandé au gouvernement l'autorisation d'aller le relancer jusque dans le Maroc. Le ministère ayant refusé d'entrer dans ses vues, il donna sa démission de gouverneur général et fut remplacé le 11 septembre 1847 par le duc d'Aumale.

Dépouillé de toute puissance et de tout prestige, Abd-el-Kader ne pouvait plus lutter. Le sultan du Maroc, las de l'agitation que créait sa présence, envoya à sa poursuite, afin de l'expulser de son territoire ou de le prendre, et les Marocains l'ayant acculé au col de la Moulouïa, le duc d'Aumale fit garder tous les passages par où il aurait pu s'évader. Enfin, le 23 décembre 1847, Abd-el-Kader, surpris par les spahis au col de Kerbous, remit son épée à Lamoricière. Il demanda à se retirer avec sa famille à Alexandrie ou à Saint-Jean-d'Acre. Le

gouvernement ne l'y autorisa pas; il fit interner le vaincu au fort de La Malgue, près de Toulon, puis à Pau et ensuite à Amboise. Mis plus tard en liberté à la condition de ne jamais retourner en Algérie, Abd-el-Kader se retira en Syrie et mourut à Damas en 1883, fidèle jusqu'au bout à la parole jurée.

Dernières insurrections en Kabylie. — Les Kabyles avaient été vaincus par Bugeaud, mais leur soumission ne fut pas sincère, et ce peuple, si longtemps indépendant dans ses montagnes, n'attendait qu'une occasion de secouer le joug.

Dès 1850, il se souleva à la voix d'un ancien forçat, Bou-Bagla, c'est-à-dire l'homme à la mule, qui s'était fait passer pour marabout. Pélistier, Camou et Bosquet dévastèrent la grande Kabylie, Saint-Arnaud la petite Kabylie, sans parvenir à étouffer l'insurrection. De 1852 à 1854, on fit de nouvelles campagnes contre les Zouaouas; l'agitateur Bou-Bagla y trouva la mort.

En 1857, la guerre ayant recommencé, le gouverneur général Randon résolut d'en finir. Ses colonnes, commandées par les généraux Mac-Mahon, Renault, Youssouf, escaladèrent les sommets du Djurjura et obligèrent la plupart des tribus à demander l'aman. La construction du Fort-Napoléon (aujourd'hui Fort-National) consolida notre situation dans le pays.

Cependant les deux Kabylies n'étaient pas encore domptées. Profitant de nos défaites, une partie des provinces d'Alger et de Constantine se souleva. Les principaux chefs de l'insurrection furent le bach-agma de la Medjana, El-Mokrani, dont l'influence s'étendait bien au delà de son commandement, et son frère Bou-Mezrag ; l'ordre religieux des rahmania contribua activement à propager l'agitation. Il est à remarquer que cette insurrection n'eut nullement, comme les précédentes, le caractère d'une révolte contre une domination oppressive : ce fut un soulèvement politique provoqué par quelques nobles qui cherchaient à défendre leurs privilèges souvent abusifs et qui suivirent le chef ambitieux de la puissante congrégation musulmane. La naturalisation en masse des israélites et quelques réformes intempestives ou trop hâtives contribuèrent aussi à accentuer les mauvaises dispositions de certaines tribus.

Les premiers symptômes de la rébellion se manifestèrent dès le mois de janvier 1871 dans une smala de spahis cantonnés sur la frontière de Tunisie et qui refusèrent de s'embarquer pour la France. Ce fut en mars qu'El-Mokrani adressa au gouverneur une déclaration de guerre formelle ; avec 8 000 hommes, il se présenta devant Bordj-bou-Arreridj et saccagea le village. Les Kabyles investirent tous les forts, massacrèrent les colons et mirent le feu aux habitations. Ils attaquèrent à la fois Fort-National, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizan, Beni-Mansour, Djidjelli, Mila, montrant dans toutes leurs opérations une habileté inaccoutumée et un furieux acharnement. Ils menaçaient même la Médridja, et Alger aurait pu être bloquée si le colonel Fourchault n'avait réussi à les arrêter à l'Alma avec une poignée d'hommes ; l'ennemi occupa néanmoins Palestro. Deux colonnes furent organisées, l'une par le général Saussier dans la province de Constantine, l'autre par le colonel Cérez dans la province d'Alger. Cette dernière rencontra l'armée d'El-Mokrani près d'Aumale, et le bach-agma fut tué dans le combat. Le colonel Cérez ayant combiné ses mouvements avec ceux du général Lallemand qui venait d'Alger, on put débloquer successivement toutes les places et désarmer les tribus. Néanmoins, ce fut seulement après une campagne de cinq mois que les généraux Saussier et de Lacroix vainquirent Bou-Mezrag, frère et successeur de Mokrani, au combat de Bou-Thaleb ; les derniers insurgés furent refoulés dans le désert. Les Kabyles eurent à payer une forte contribution de guerre ; une partie de leurs terres fut confisquée et affectée à la colonisation. Depuis ce moment, le calme et la sécurité ont régné dans leur pays.

Louis DELAUAUD.

L'ISLAM

DANS NOS POSSESSIONS AFRICAINES

Le Coran. — *Les pratiques du culte musulman.* — Quinze ans après l'hégire, l'Arabe, farouche et pillard, apparaissait en Afrique, où il apportait une religion nouvelle : l'Islam. Un monothéisme épuré, un livre révélé, « le Coran », embrassant, comme la Bible chez les Hébreux, toute l'organisation sociale et la vie spirituelle, tels sont les fondements du mahométisme. « Il n'y a de Dieu que Dieu et Mohammed est son Prophète, » voilà tout ce qu'il y a d'essentiel, d'obligatoire pour le musulman, puisque l'assentiment de l'esprit à ces deux grands principes suffit pour assurer à l'âme la possession du ciel.

En dehors de cette profession de foi, les pratiques du culte sont constituées par quatre autres choses également fondamentales : les *prières quotidiennes* au nombre de cinq, le *payement de la zékate* (aumône de purification des capitaux et de la fortune publique dans ses autres branches), le *jeûne du Ramadhan* et le *pèlerinage de La Mecque*.

Personne, dans l'Islamisme, n'ayant reçu le pouvoir de « lier » ou de « délier » sur la terre, il n'y a ni sacrement, ni cérémonie ; partant, pas de culte organisé. Le croyant est lui-même son propre prêtre. Partout où il se trouve, il peut, sans mosquée, sans ministre de Dieu, communiquer directement avec le Créateur. L'existence d'un pouvoir spirituel dans l'Islam est donc une innovation contraire au dogme. Cependant, la nature de la société humaine a fait que l'œuvre du *dernier des envoyés* n'a pu garder intacte sa formule dominante : *l'égalité entre tous les musulmans*. Car l'Islam a vu se créer, sous forme de castes, non seulement une sorte de *clergé* représenté par des *eulama*, mais aussi des *ordres religieux*, dirigés par des *cheikhs* (maîtres).

La conquête arabe. — Mohammed avait commandé la guerre aux infidèles. « Allez et combattez, » dit le Coran. Et les Arabes obéirent avec ardeur. Sous les premiers khalifes, la Syrie, la Perse et l'Égypte tombent en leur pouvoir. Les Omeyyades (660-750) font la conquête de l'est du Turkestan et d'une partie de l'Inde, au nord des îles de l'Archipel, à l'ouest de tout le littoral méditerranéen, de l'Afrique et de l'Espagne. Ils franchissent les Pyrénées, prennent Narbonne, Toulouse, Bordeaux, s'avancent jusqu'à Tours et ne s'arrêtent définitivement qu'après la grande bataille de Poitiers (732).

Après le vif éclat jeté sur l'empire par la dynastie des Abbassides (750-847) vint la décadence et le démembrement des territoires en une foule de khalifats indépendants, dont le plus remarquable, on le sait, fut celui de Cordoue.

Le khalifat. — En étendant ses conquêtes, l'Islam, véritable *théocratie*, subissait un double développement temporel et religieux. Mohammed, élu par Dieu, avait été le chef absolu de sa communauté. A sa mort (632), il avait simplement demandé, sans indiquer de mode de transmission du pouvoir, qu'on laissât la présidence de la nation à un membre de sa tribu (Qoreïch). La question avait pu être résolue, non sans de graves incidents, pour les trois premiers khalifes (Abou Beker, Omar et Othman), mais avec le quatrième, Ali, fils d'Abou Taleb, gendre et cousin du Prophète, l'attribution du *khalifat* (succession de Mohammed) devait aboutir à une lutte qui ensanglanta la nation. Après la bataille de Siffin, Ali eut la faiblesse de soumettre à un arbitrage son droit au khalifat; les théocrates purs l'abandonnèrent en décidant, pour mettre fin à la situation, d'assassiner Ali, son concurrent Moaouïa, gouverneur de Syrie, et l'arbitre de celui-ci, Amrou. Mais, seul, Ali fut mortellement atteint et mourut à Koufa (661), pendant que Moaouïa fondait la dynastie des Omeyyades à laquelle ont succédé celle des Abbassides et des Ottomans.

Depuis Ali, qui ferme la période du khalifat parfait, ce pouvoir n'est plus qu'un pouvoir temporel fondé sur la force et l'usurpation. Pour prendre le titre d'*émir el mouminime* (prince des croyants), les sultans sont obligés de se faire donner la *beïa* (reconnaissance de ce titre) par les grands chérifs de La Mecque, qui, avec le sultan du Maroc, pourraient seuls aspirer légitimement au khalifat comme descendants incontestés de Mohammed.

Sources du droit musulman. — *La tradition.* — *Les quatre rites orthodoxes.* — *Les décisions des jurisconsultes.* — Au point de vue religieux, l'Islamisme se développa suivant trois grandes phases : il parfit sa législation, raisonna son dogme et adopta une mystique. Sur le premier point, les sources sur lesquelles s'appuie le droit musulman sont le *Coran*, la *Tradition*, l'*Idjma* (consentement universel des docteurs musulmans) et le raisonnement par analogie (*Qiyās*). Mais avant d'acquiescer ce long développement qui, parti des *sohaba* (premiers compagnons du Prophète) et de leurs successeurs (*tabi'aine*), ayant gardé le souvenir des actes et paroles de Mohammed, aboutit à la *Sonna* (recueil des traditions prophétiques); — avant qu'une sorte de *corpus juris* fut sorti des quatre grandes écoles orthodoxes d'*Abou Hanifa*, *Malek*, *Chafai* et *Hanbal* (1), il avait fallu songer obligatoirement à appliquer le Coran tel qu'il était aux peuples vaincus. Et l'on s'était vite aperçu que la rigidité

(1) Ces sectes sont dites *hanafite*, *malékite*, *chafaïte* et *hanbalite*, du nom des imams qui les ont fondées. Elles sont seules admises en matière de jurisprudence, le dogme religieux n'ayant subi aucune transformation, si ce n'est dans quelques principes de détail. En Orient, c'est le rite hanafite qui prévaut en cas de contestation, mais la majorité des populations de l'Afrique septentrionale appartient au rite malékite, notamment en Algérie. Les chafaïtes dominent en Égypte et les hanbalites en Syrie et en Arabie, principalement dans la partie qui touche à la Syrie.

de ses préceptes, rapportant tout à Dieu, ne se pliait pas à des nécessités que Mohammed n'avait pu prévoir.

D'autre part, le théisme précis, qui, dans l'Islam, fait Dieu agent unique et seule cause de tout, constituait un abîme infranchissable entre le créé et l'incrée. D'où l'impuissance de la créature, simpliste et ignorante, à trouver seule la vérité, à diriger ses aspirations secrètes dans la voie du rapprochement avec la Divinité, dont la nature lui révèle la mystérieuse existence.

Ces importantes lacunes dans la législation et la théologie obligèrent le croyant, dès les débuts de l'Islamisme, à recourir à des interprètes autorisés qu'on appelait *eulama* (savants). En principe, cette fonction sacrée était dévolue aux khalifes. Mais dans l'impossibilité où ils se trouvèrent bientôt d'exercer leur double autorité spirituelle et temporelle, ils délèguèrent peu à peu leurs attributions sacerdotales et judiciaires à des *eulama*. Telle est l'origine de cette caste. Après avoir formé un clergé redoutable que, sous les titres de *mufti* (jurisconsulte), *cadi* (juge), *imam*, etc., l'Islam officiel prolonge de nos jours, elle est aujourd'hui sans influence propre entre les mains des chefs des États musulmans, qui lui font rendre à leur gré les *fataoua* (ordonnances sacrées basées sur le Coran) jugées utiles à l'action du pouvoir.

Cette décadence n'a, d'ailleurs, pour les *eulama*, rien d'inattendu. Ils savent que la « Loi sainte » n'a été réellement appliquée que sous les quatre premiers khalifes et que, depuis treize siècles, « le conflit de la théorie et de la pratique est allé en augmentant » (1), notamment par suite de l'adaptation croissante de l'Islam aux mœurs des infidèles. Ils s'en consolent en faisant appel, d'un côté, à la *dharoura* (nécessité) et, de l'autre, aux prédictions du Prophète sur la déchéance perpétuelle de la communauté. Cela durera jusqu'à l'arrivée du *mahdi* ou « bien dirigé », qui, dans la croyance musulmane, terminera le drame terrestre avec Jésus-Christ pour vicaire.

Le droit civil. — *Mariage. Divorce. Succession. Propriété.* — Aussi bien la loi musulmane, dominée par l'idée religieuse, n'est-elle plus à la hauteur de la vie humaine de nos jours ; en se faisant dogme, elle a fermé le cercle du progrès. C'est ainsi, par exemple, que le mariage, base de la famille, n'est, en réalité, que l'achat de la femme par le mari, moyennant une dot qui en constitue le prix. Il est considéré comme valable dès l'instant où les futurs époux ont fait échange de consentements non clandestins.

Dans certains cas (mari impubère ou femme vierge ou déflorée accidentellement), les futurs conjoints sont soumis à un droit de contrainte matrimoniale (*djebr*) et peuvent être mariés par le père et le cadi sans consentement préalable, sous réserve pourtant de conditions d'âge et de puberté (dix-huit ans chez les malékites, quinze chez les hanéfites).

(1) D^r SNOUCK HURGRONJE, *Le Droit musulman expliqué* (« Revue de l'histoire des religions », 1898).

Dans une société polygame le divorce est indispensable. Son mode normal, ici, est la *répudiation*, c'est-à-dire la rupture de l'union conjugale par la seule volonté du mari. La femme peut également obtenir sa liberté moyennant le versement au mari d'une compensation ; enfin le juge peut prononcer la dissolution du mariage (divorce judiciaire).

Le mari peut avoir, à la fois, jusqu'à quatre épouses légitimes, sans parler des concubines.

Est réputé né des œuvres du mari tout enfant né de l'une des épouses pendant le mariage. Cependant il peut être désavoué si la naissance survient moins de six mois après le mariage. Par contre, est réputé enfant de l'ancien mari tout enfant né depuis la dissolution du mariage si le temps écoulé entre cette dissolution et la naissance n'excède pas la durée maxima de la grossesse. Certains rites admettent que cette grossesse peut durer cinq ans.

La loi musulmane n'admettant pas la recherche de la paternité, la filiation d'un enfant légitime ou naturel, dès qu'elle est établie, produit toujours les mêmes effets, qu'elle dérive du mariage ou d'une déclaration de paternité.

Chez les musulmans, comme partout, la question sociale et politique se résume dans la question de propriété. Les terres peuvent être classées en trois grandes catégories : les terres *melk*, *arch* et *habous*.

Les *melks* sont possédés en pleine propriété. Quant aux terrains *arch*, leurs tenanciers n'ont que l'usufruit, le droit foncier appartenant à la tribu. Toutefois, ce droit, qui peut être retiré pour cause d'inculture, est transmissible par voie de succession *ab intestat* aux descendants mâles.

Les terres *habous* proviennent de donations à des établissements religieux (mosquées, zaouïas ou aux villes saintes de La Mecque et Médine) sous réserve d'usufruit viager et perpétuel.

La propriété est grevée de droits réels dont les principaux sont le *chefaa* ou préemption, (c'est la faculté dont jouit le copropriétaire d'un immeuble de se faire substituer au bénéfice de l'acquisition faite par un étranger de la part d'un autre copropriétaire) ; le *tenia* (retour), contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble le remet à son créancier qui en jouit jusqu'au jour du paiement de la dette ; — le *habous*, dont nous venons de parler.

La loi musulmane distingue deux catégories d'héritiers : *fardh* et *acebs*. Les premiers, généralement les femmes (filles, petites-filles, mères) prélèvent au décès du *de cujus* les parts héréditaires, telles que un tiers, un quart, un sixième, auxquelles ils ont droit ; le reliquat est ensuite attribué aux héritiers *acebs* qui ont une vocation éventuelle à la totalité de la succession. S'il n'y a pas de *fardh*, ils recueillent cette totalité, mais, si, au contraire, les prélèvements opérés par les *fardh* ont tout absorbé, ils perdent leur qualité d'héritiers. Les malékites ne peuvent jamais disposer, par testament, que du tiers de leurs biens.

Droit pénal. — Disons, en terminant cet aperçu sur la loi civile, un mot du droit criminel. Le Coran, qui est très bref dans ses dispositions pénales, est resté assujetti aux formes primitives du talion. Ses com-

mentateurs ont pourtant réglé les dispositions de la *dia* (prix du sang), mais en tous lieux, on préfère à la compensation pécuniaire la vengeance.

Les peines en usage sont la bastonnade, les amendes et la mort.

Il est à peine besoin de faire remarquer que la loi musulmane ne peut, à notre contact, être appliquée dans son intégrité. Nous avons notamment modifié profondément le régime de la propriété, et quant au droit pénal, les indigènes, en Algérie, ne relèvent, sauf les cas où ils peuvent exciper de leur statut personnel, que de la loi française. Enfin, les Kabyles, pourtant musulmans, appliquent toujours leurs *kanouns* ou codes de lois spéciales, le plus souvent en opposition avec les principes de la loi islamique.

Les schismes. — *Les confréries religieuses musulmanes.* — La véritable force de la société islamique est en dehors du clergé ou de la magistrature. Elle réside en un monde mystérieux qui tire son incomparable prestige d'un pouvoir émanant, aux yeux des croyants, d'Allah lui-même. Ce monde est constitué par des confréries mystiques, véritables théocraties qui, comme autrefois dans Israël les prophètes vis-à-vis de la synagogue, sont les ennemis irréconciliables des eulama. Leur évolution ferme la phase mystique de l'Islamisme ; elle s'est opérée parallèlement avec l'étude de la législation et surtout avec le développement de la théologie, dont les sources sont les *sectes dissidentes*. Celles-ci n'ont été souvent que des sociétés secrètes, dont les confréries actuelles ont parfois suivi l'enseignement. A ce titre, elles doivent retenir un instant l'attention.

Singulièrement favorisées par l'introduction, sous les premiers khalifes abbassides, de la philosophie grecque, influencées par les idées persanes, les sectes hérésiarques faillirent perdre l'Islam. On les divise en huit classes principales : *chaïa* (chiïtes), *khârédjites*, *moatazelites*, *mordjites*, *nâdjarites*, *djabrites*, *mochabbihites* et *nadjites*, subdivisées elles-mêmes en soixante-douze fractions. Parmi ces hérésies, la plus importante, celle des chiïtes, repoussait la *Sonna*, considérée comme apocryphe, rejetait, au titre d'usurpateurs du pouvoir, les trois premiers khalifes et n'admettait pas que la qualité d'*imam* (pontife) pût sortir de la famille d'Ali, dont on avait fait une sorte de *mort immortel* : c'était Ali qui passait dans l'orage sur les nuées, et de sa race devait naître le *mahdi*.

D'autres chiïtes assimilaient Ali à Dieu lui-même et croyaient à la *transmission de la parcelle divine dans les imams*. Ces imams, tous de la race d'Ali, avaient paru au nombre de onze. Tous avaient péri empoisonnés par ordre des khalifes. Le douzième naquit en 940 et disparut. Les chiïtes s'imaginèrent qu'il n'était pas mort, mais seulement caché et qu'il reviendrait, au jour fixé par Dieu, avec une grande gloire. Les ismaéliens, de la même secte chiïte, n'attendaient qu'un septième imam ou mahdi après les six prophètes : Adam, Noé, Abraham, Moïse, Jésus et Mohammed. La doctrine ismaélienne s'enseignait dans une initiation à neuf degrés faite de philosophie et de gnosticisme.

Les autres sectes hérésiarques ne faisaient pas moins travailler les

esprits. Pendant leur évolution, c'est-à-dire du ⁱⁱe au ^ve siècle de l'hégire, se dressèrent en face du dogmatisme intolérant du Coran le scepticisme le plus varié, le fanatisme le plus acharné, la superstition de l'initié, l'impiété, la hardiesse du libre penseur, le sabéisme et parfois l'idolâtrie. Mais le fanatisme religieux et la science du *Kalam* qui établissait, contre les philosophes et les hérétiques, la nouveauté du monde et l'existence d'un Dieu libre et seule cause, devaient étouffer et la réaction persane et la philosophie arabe espagnole. Depuis qu'Averroès a fermé la liste des philosophes arabes, l'Islam est allé se fortifiant. La guerre ouverte contre l'argumentation a porté tous ses fruits; les temps modernes et contemporains ne connaissent plus le doute ni l'ombre du doute. Il n'y a pas moins que la philosophie arabe, qui en se réfugiant en Occident a si vivement éclairé le moyen âge, devait donner des ailes au mysticisme, lequel, après avoir occupé la place la plus importante dans la métaphysique aristotélique commentée par l'école de Cordoue, est devenu le meilleur appui de l'Islam.

Le mysticisme s'est introduit dans la langue arabe sous un nom d'emprunt : le *soufisme*, dont le fond est le panthéisme. Né dans l'Inde, naturalisé en Perse et mis en action sous la forme de l'enthousiasme extatique par la seconde génération de l'école d'Alexandrie et plus tard par les philosophes arabes, le soufisme a fleuri depuis, sous les aspects les plus divers.

Le but du soufisme est de mettre dans la conscience de l'homme l'esprit caché de la loi en accord avec la lettre et d'arriver, par des pratiques pieuses, à voir Dieu face à face et sans voiles et à s'unir à lui. Pour le *soufi*, ce monde est une fiction. Ses formes matérielles ne sont que des émanations de l'essence divine qui s'évanouiront en laissant dans sa nudité réelle l'irradiation qui les créa et retournera à sa source, suivant ce verset coranique : *Dieu fait émaner la création et puis la fait rentrer en lui-même*. Le soufi se croit en possession d'une parcelle divine, la *baraka*, ce qui fait de lui une sorte d'*imam*, un *cheïkh* chargé de diriger les croyants vers la *vérité*.

La méthode initiale du soufisme apparaît sous la forme de certaines pratiques pénitentielles : privations de nourriture, de sommeil, mutilations du corps, etc., toutes pratiques en opposition absolue avec la parole du Prophète : *La Rahbaniata fi el Islami* (point de vie monacale dans l'Islam).

Dans son ascension spirituelle, la première station du soufi est celle du *faqir* (station de la pauvreté). Puis, de degrés en degrés, caractérisés chacun par une appellation spéciale, il parvient à la station sublime où les secrets divins s'écartent et laissent voir « l'impénétrable ». Alors il confesse l'unité de Dieu, s'abîme dans la contemplation et, dans une mystérieuse extase, dans l'*ittisal* (l'union) avec la Divinité, reçoit la *baraka*. Dès lors, il appartient à cette phalange ésotérique d'*oualis* (saints) que dirige le *qotb* ou *ghouts* (pivot du cercle par rapport aux saints figurant les rayons) et qui renferme les *abdals* (changeants) de Syrie, les *nedjab* (nobles) d'Égypte, les *asaïb* (ligueurs) de l'Iraq, etc..., formant tous cette légion bénie dont le chef est *El Khadir* (le prophète Élie) et par laquelle Dieu éloigne les maux du peuple mahométan. Il appelle à lui des dis-

ciples et, suivant sa méthode, leur confère l'*ouerd* (initiation) qui permet à l'esprit de s'élever vers l'invisible, puis le *dikr* (prière, oraison révélée), moyen infailible d'accéder aux hauteurs célestes. Il explique les différents *dikrs* (cordial, vocal, spirituel, etc.) et le nombre de fois qui doit caractériser leur récitation dans l'isolement ou en *hadra* (assemblée de *khouan* ou frères affiliés). Tel est le procédé extérieur ou exotérique, seul accessible au vulgaire. Quant à la voie ésotérique ou intérieure, les soufis ne la divulguent qu'à l'élite. Aux savants, ils expliquent les sensations intimes de l'ascension mystique, fils subtils qui conduisent l'initié vers l'*istigheraq* (absorption en Dieu).

Baraba, *ouerd*, *dikr*, auxquels il faut ajouter la *ouacia* (recommandation, mandement) du cheikh, renfermant les principes fondamentaux de sa *tariqa* (voie), sont les pivots du soufisme.

Mais il était de toute nécessité de consacrer légalement un enseignement condamné par le Coran, auquel, sous peine d'hérésie, tout doit pouvoir être rapporté. Les soufis y parvinrent par l'interprétation allégorique et le raisonnement harmonistique.

Mohammed avait bien déclaré ignorer ce qui était caché ; mais, d'autre part, n'avait-il pas été enlevé au ciel par l'ange Gabriel dans la nuit connue sous le nom d'*El Miaradj* et, après avoir joui de la vue de la vérité, n'avait-il pas rapporté du Paradis cette *khirqa*, ce froc illustre remis ensuite à ses disciples préférés et dont les soufis ont fait leur manteau symbolique ? Ainsi, en cherchant à imiter leur *nabi* (prophète), les soufis n'étaient pas hérésiarques. De Mohammed et de ses successeurs, notamment d'Ali, le *martyr de sa foi*, l'*ascète*, le *théosophe*, ils ont fait des instruments divins dont l'enseignement a été transmis à une série de personnages constituant la chaîne mystique ou *chaîne dorée*, scellée par l'ange Gabriel comme porte-parole de Dieu lui-même, et qui est le témoignage irrécusable de l'orthodoxie des pratiques soufistes.

La mystique musulmane comprend encore deux autres personnages principaux. Le premier, le *derviche*, est cet illuminé, ce faiseur de miracles en guenilles qu'on rencontre un peu partout et qui passe pour recevoir sans efforts ni épreuves la *baraka*. Le second est le *chérif*, descendant du Prophète. Ses bonnes œuvres, sa vie ascétique, le sang divin qui coule dans ses veines, en ont fait un vase d'élection ayant les privilèges de voir Dieu et d'opérer des miracles. Il est devenu le *marabout* qui a préparé la conscience du Berbère à l'invasion des confréries et à l'islamisation de l'Afrique mineure.

Algérie. — Cette islamisation ne fut pas l'œuvre des premiers conquérants dont les armées traversaient l'Afrique comme « des coups de foudre, sans autre résultat que d'y semer le pillage et l'épouvante ».

Abdallah, le premier envahisseur de l'*Ifriqia*, en 647, Hassan Ibn Noman et Sidi Okba n'avaient inspiré aux Africains qu'un désir : s'unir pour défendre en désespérés leur territoire. Ceux qui commencèrent à faire avec succès du prosélytisme furent les survivants de ces puritains qui s'étaient séparés d'Ali quand celui-ci avait soumis à l'arbitrage son droit au khalifat. Exécrés par la Perse, l'Arabie et la Syrie, martyrisés,

ces kharedjites se partagèrent en deux sectes (*çofrites* et *abadhites*) qui, dès le début du VIII^e siècle, envoyèrent des missionnaires dans le Maghreb. A peine arabisés, prononçant le nom d'Allah du bout des lèvres, les Berbères adoptent la doctrine de ces missionnaires et, au nom de Mohammed, combattent les musulmans.

Les *kharédjites* islamisèrent les deux tiers de l'Afrique. Dans le premier tiers du VIII^e siècle, les abhadites avaient fondé le royaume de Tiaret. Son imam, sous la dynastie des Ouahbites Rostemides, commandait dans la plus grande partie de la province d'Oran, dans l'Aurès et à Djerba. Plus tard, les schismes ayant divisé les kharédjites, leurs éternels ennemis, les Alides (chiites) finirent de les abattre. Après leur écrasement, ils prirent la fuite vers le sud et, d'exode en exode, se fixèrent au Mزاب, où ils sont devenus nos *Mozabites*.

A leur doctrine puritaine et égalitaire, succéda la doctrine mystique du *chiïsme*, le *mahdisme*, importée par les Fatémides d'Égypte, et qui fit à ce point fortune en Afrique que tout le long de l'histoire on la voit apparaître.

L'Afrique septentrionale s'ouvre maintenant à trois grands courants envahisseurs. Nous sommes en 1048. Les hordes hilaliennes, lancées d'Égypte par le ressentiment des Fatémides, dont la dynastie, minée en Afrique, s'était réfugiée au Caire, dévastent les tribus, cependant que d'un îlot du haut Niger part le souffle puissant de l'invasion des *Almoravides* (marabouts). Ceux-ci anéantirent les derniers idolâtres du Maghreb, mais il était réservé aux *Almohades*, leurs successeurs, d'apporter dans le nord de l'Afrique la pure orthodoxie qu'El-Achari (935 de J.-C.) avait constituée en système définitif dans les écoles orientales. A la doctrine acharite, qui avait emprunté aux moatazélites les procédés qu'ils tenaient de la philosophie grecque ; à cette doctrine, qui avait fait de l'Islam un système embrassant à la fois la théodicée, l'ontologie, la morale, *Ibn Tount* (m. en 1121 de J.-C.), fondateur des Almohades, ajoutait le dogme chiite ; en se proclamant mahdi, il flattait également le goût des Berbères pour l'anthropolâtrie. Son successeur couronna la lutte entreprise contre les Almoravides en soumettant à sa loi non seulement l'Afrique mineure, mais encore l'Espagne.

Malgré tout, les compétitions politiques des dynasties allaient pendant trois siècles reléguer au second plan les questions religieuses, si bien que l'œuvre d'islamisation définitive échut aux chérifs, qui au XIV^e siècle se levèrent pour défendre le sol islamique, envahi, cette fois, par les Espagnols sur les côtes méditerranéennes et les Portugais sur les côtes de l'Atlantique. Une nuée de convertisseurs : *fakihs* (lettrés) expulsés d'Andalousie, disciples d'Averroès, d'Avicenne, et autres *Ibn Tofaïl* ou *Ghazzali*, chérifs de Fez ou de *Seguïat el Hamra*, dans le Sous marocain, se répand dans les tribus qui, épuisées par les luttes intérieures, retournaient sur la route de la barbarie. Ils se fixent en des *ribat* (lieu de retraite ou de prière dont nous avons fait le mot *marabout*) et dominent le pays, qu'ils convertissent d'autant plus facilement qu'ils respectent les traditions religieuses du Berbère, dont le souvenir inconscient se perpétuait notamment en la *mzara*, ruine ou lieu sanctifié où il allait

demander du secours à l'être imaginaire qui passait pour y être enseveli.

Bientôt le ribat remplace la mzara. Il devient le centre moral et intellectuel de la société. L'homme qui l'habite est un dieu vivant : il guérit les maladies, fait pousser les récoltes. A la femme inquiète et nerveuse qui lui dévoile ses secrets intimes, il délivre des philtres ; il fend les montagnes : sous ses pieds jaillissent des sources d'eau fraîche et abondante, et, autre Apollonius de Tyane, il se montre corporellement, à la même heure, en des endroits différents.

La *vox populi* confirme ces prodiges, et l'indigène s'enchaîne dans l'anthropolâtrie.

Parallèlement à ce nouveau culte, les soufis introduisent dans les tribus l'amour passionné du *dikr* et de la vie ascétique. Peu à peu ils absorbent non seulement le *maraboutisme*, mais encore toutes les pratiques et coutumes berbères qui apparaissent quand même de nos jours, tels les *kanouns* kabyles, pourtant en contradiction avec le Coran, sous le frêle voile de l'Islam.

Voici, d'abord, les *qadria*, disciples du grand *Abdelkader el Djilani*, de Bagdad (m.en 1166 de J.-C.), qui nous montrent comment, par le procédé extérieur, on arrive à l'extase. Jour et nuit, dans le silence et le mystère, le chapelet à la main, ils récitent leur dikr et cherchent à percevoir « l'invisible ». Parfois, dans leur *hadra* (assemblée) s'élève, d'une chaîne de corps humains enlacés, un cri : « Allah ! » longtemps répété. Puis la chaîne oscille en des balancements rythmiques de la tête et du corps, les poitrines halètent, on n'entend plus que des sons rauques : « ha ! hi ! » La commotion cérébrale fait son œuvre, et l'homme, détraqué, roule sur le sol : c'est l'extase... Ailleurs, la musique agrmente et soutient l'action. Des *rafaïa* (derviches hurleurs) se précipitent sur des serpents, des brasières ; des *aïssaoua* jonglent avec des épées, des coutelas et mangent des choses immondes... ; des *ouled moussa* conjurent des serpents ; des *soulamia* vomissent des flammes ; des *boualia* se brûlent les chairs ; des *ammaria* se livrent, comme les *fidaoni* du « Vieux de la Montagne », aux douceurs du *kif* pilé (sorte d'opium).

L'ordre des *khelouatia*, de *kheloua* (lieu de retraite), introduit à son tour dans le monde africain ses abstinences et sa vie érémitique. Il donne, comme les *qadria*, naissance à de nombreux rameaux, dont les plus importants sont représentés aujourd'hui par deux grandes confréries sous le vocable de leurs patrons Ahmed ben Mokhtar Tidjani (1781), et Mohammed ben Abderrahmane bou Qobraïne, le saint aux deux tombeaux de la légende (1733).

Avec Abou Médiâne de Séville (1127 de J.-C.), l'Occident avait vu renaître le soufisme. Djoneidi et Abdelkader el Djilani étaient ses appuis, Tlemcen son foyer, Abdesselam ben Machich et Hassein Chadeli, fondateur des *chadelia*, ses lumières. Chadeli transforma la science du *Touhid* (proclamation de l'unité de Dieu) en institution. Ses doctrines spiritualistes, amplifiées de légendes maraboutiques, se sont vulgarisées principalement dans l'Afrique mineure.

Tout cet idéalisme trompeur, mais merveilleusement adapté aux besoins de l'âme orientale, a fait la nuit dans l'esprit du croyant, l'a éloigné de la Divinité. Pareil au *yoghi* de l'Inde, le hhouan, par le procédé exté-

rieur : *dikr*, *musique*, danse, etc., ou par la voie ésotérique, voyage dans les régions de l'enthousiasme. L'ouali, ce mystique réintégré sans efforts, parcourt les espaces en *corps astral*, pénètre dans le corps des animaux pour y exécuter les décrets divins, prédit l'avenir, etc...

Mais voici l'invasion européenne. En Algérie, les *djouads* (guerriers, nobles) arment le croyant pour la défense du sol. Mais malgré leur courage téméraire, tous subissent de sanglantes défaites que les soufis ne manquent pas d'attribuer à la haine des *djouads* contre eux, *hommes de prière*. Et

Koubba Mouley el Mehari, à El Hadadra (route d'El Goléa à Ghardaïa).

Phot. Joly.

le musulman, revenu peu à peu à son *cheikh*, se transforme, cette fois, en combattant pour la guerre sainte.

Au cours de nos conquêtes, les sociétés mystiques modifient leurs statuts et prêchent deux principes primordiaux : guerre à outrance au chrétien, opposition systématique à toute innovation. Mais, depuis notre établissement définitif, cette double loi, qui constitue le fond de l'enseignement des confréries, a subi bien des tempéraments. Les senoussia eux-mêmes, dont on a tant parlé, ne sont ni plus ni moins rigoristes que les autres khouan, ce qui d'ailleurs n'exclut pas le danger que nous aurons à redouter de la *khouannerie* tant qu'elle sera debout.

Aujourd'hui, cette même double loi sert, avant tout, à couvrir l'immense et odieuse exploitation du khouan sous les étiquettes les plus va-

riées : *ziara*, *droits d'investiture*, *d'initiation*, *touiza* (corvées), etc. Les hommes divins prélèvent sur leurs adorateurs la jolie somme de sept millions pour la seule Algérie, somme répartie entre tout un personnel dont les principaux agents sont :

1° Le *cheikh*, maître absolu de la confrérie au spirituel et au temporel. Les affiliés lui doivent cette soumission aveugle qui n'est ni plus ni moins que le *perinde ac cadaver* des jésuites ; 2° le *khalifa*, coadjuteur du cheikh ; 3° le *moqaddem*, l'âme, le ressort de la société. Il confère l'*ouerd* et dirige le personnel subalterne de la propagande. Après les *oukils*

Ordre des derqaoua. (Zaouïa d'Aïn-Sultan.)

(chargés d'administrer le temporel), les *reqqab* émissaires, les *chaouchs* (serviteurs), les *kheddam* (tributaires), les *khouans* (affiliés), viennent les *khouatat* (affiliées dans celles des confréries qui les admettent).

Ainsi, plus de six mille agents de toutes catégories vivent et s'enrichissent, eux et leurs familles, du produit du travail de leurs coreligionnaires : d'où stagnation de la richesse publique, appauvrissement de la population et diminution dans le rendement de l'impôt.

« La sécheresse vient quelquefois, le siroco souvent, le marabout toujours, » disent les indigènes, fatigués de courber l'échine et de verser à des hommes divins l'argent qu'ils gardaient pour parer aux mauvais coups du sort : car dans cet esclavage honteux, auquel la bonne moitié de la population réduit l'autre, la bouche assez osée pour faire entendre la voix de la raison, pour flétrir cette dégradation humaine, risquerait de se voir

fermée à jamais sous le poignard invisible du khouan sectaire ou le poison subtil d'une Locuste savamment versé dans la coupe de l'hôte.

Cependant des eulama, âmes nobles et fortes, protestent avec véhémence. L'un des plus renommés, Cheikh Aliche, du Caire, qui vivait encore il y a une vingtaine d'années, condamne expressément, comme illicites, le chant, la danse et les pratiques immorales et contre nature qui dans certaines confréries, celle des *ammaria*, par exemple, livrent les femmes et les enfants à la lubricité d'érotomanes que Cheikh Aliche conseille hautement de lapider.

Les senoussia, ces puritains par excellence, n'ont pas davantage trouvé grâce devant lui. Dans une fetoua célèbre, il s'élève contre leurs pratiques contraires au Coran et à la Sonna, et s'écrie : « Senoussi est un chien parmi les chiens, un perversi parmi les perversis, et il est fait obligation à tous gouverneurs et détenteurs, en vertu de la grâce divine, d'un pouvoir étendu de chasser de pareils individus et de les empêcher de propager leurs erreurs. »

Aujourd'hui, les aliche sont rares : ils s'avouent vaincus. Presque tous, imitant en cela le sultan de Stamboul, sont affiliés à des confréries. Le grand chérif de La Mecque, Aoun-er-Rafaï, appartient lui-même à l'ordre des *rafaïa*, dont le grand maître eut le sublime honneur de voir, à Médine, la main du Prophète sortir de son tombeau et presser la sienne. Ce miracle, affirmé par tous les musulmans, explique l'influence sur Abdul-Hamid et la politique panislamique (1) d'un descendant du fondateur de ces rafaïa, Abou el Houda, de la camarilla maraboutique du sultan.

En Algérie, les confréries que nous venons de citer ont peu d'adhérents. La plus importante parmi les autres est celle des *rahmania*, qui comprend plus de 155 000 khouan, ayant pris la plus grande part à l'insurrection de 1871. C'est parmi eux que se recrutaient ces *imsebellen* (dévoués) enrôlés par les marabouts et offerts en dernier sacrifice pour défendre le sol sacré de leurs ancêtres. Attachés par les genoux au moyen de cordes, il faut les tuer sur place, et, le 22 mai 1871, à Fort-National, trois cents d'entre eux tombent aux pieds des murailles, marquant de leur sang l'agonie d'une lutte à outrance.

Viennent ensuite les *tidjania*, dont la zaouïa mère est à Aïn Mahdi (Laghouat), avec 25 000 adeptes, les *qadria* au nombre de 24 000, les *taïbia* (22 000), les *chadelia* (14 000), les *cheikhïa* (Ouled Sidi Cheikh, 10 000), les *derqaoua* (9 000), les *ammaria* (6 000), les *hansalia* (4 000), les *âssaoua* (3 500), les *zianïa* (3 000), les *zerrouqïa* (2 700), les *kerzazia*, les *chabbïa*, les *madanïa*, les *youcefia*, les *senoussia*, avec à peine un millier de khouan, etc.; en tout, 23 confréries, 349 zaouïa, 57 cheikhs, 2149 *mokaddims*, et, en chiffres ronds, comme ceux qui précèdent, 295 000 affiliés.

Telle est l'organisation qui se dresse en face d'un clergé officiel embryonnaire et sans influence. M. Rinn, l'auteur bien connu de *Marabouts*

(1) V. *Panislamisme et mission islamique* (« Revue de Paris », 15 nov. 1899).

et Khouan, a justement comparé la position de nos fonctionnaires du culte à celle des prêtres assermentés au XVIII^e siècle.

Il y a, en Algérie, 174 mosquées et un personnel de 573 fonctionnaires (*mufti, imams, mouderrès, etc.*) qui figure au budget pour une somme de 238 409 francs, plus 69 000 francs pour frais d'entretien du matériel. Tous ces fonctionnaires sont recrutés parmi les élèves des *médersas* d'Alger, Tlemcen et Constantine (1).

Temelhalt. Entrée de la zaouïa.

Tunisie. —

L'histoire de l'Islam en Tunisie est, d'une manière générale, celle de l'Algérie. En 647-648, l'émir Abdallah envahit le pays avec vingt mille Arabes, qui battent le patrice Grégoire à Akouba, se retirent moyennant le paiement d'une contribution de guerre, puis reparaissent une première fois en 661-662, une deuxième en 665-666, et une troisième en 669-670, avec le grand Sidi Okba, qui jette les fondements de Kairouan. Pendant le premier siècle de la domination musulmane, les Berbers, dont les groupes les plus importants étaient les *Louata*, les *Houara*, les *Aou-*

rira, les *Nefzaoua* et les *Zenètes*, luttent avec la sombre énergie du désespoir et succombent avec la prêtresse *Kahina*, leur reine. Après la dynastie des Aghlabites (800), ayant succédé aux *émirs*, vint celle des *Fatémides*, qui étend son empire jusqu'aux extrémités du Maroc. Obéid Allah bâtit Mehdiâ. Sous le successeur de ce khalife, éclate l'insurrection d'Abou Yézid qui, de 943 à 947, ravage la Tunisie. Les Fatémides cèdent le

(1) Édouard Doutré, *L'Islam algérien*. Alger-Mustapha, 1900.

pouvoir à leurs vassaux les *Zirides*, qui, en 1048, secouent leur suzeraineté. Pour se venger, les *Fatémides* lancent sur l'Afrique septentrionale l'invasion hilalienne, puis, à la faveur des dissensions qui en résultent, les *Zirides* reprennent le pouvoir que l'invasion normande fait passer aux mains des *Almohades*, dont l'un d'eux, *Abou Zakaria*, proclame son indépendance et fonde la dynastie *hafsides*. Cette dynastie décline pour faire place aux *Turcs*, après la restauration de *Mouley Hassein* par *Charles-Quint*.

L'islamisation des habitants de la Régence s'est effectuée à peu près suivant les mêmes courants qu'en Algérie. Le reflux du *xvi^e* siècle, qui amena en Tunisie les *marabouts* convertisseurs, acheva la conquête des âmes à la foi musulmane. Quant aux confréries religieuses, elles y sont plus ou moins représentées; d'aucunes ayant leur siège dans la Régence ne sont pas encore suffisamment connues, l'enquête sur ce point n'étant pas achevée. Citons toutefois, parmi les corporations qui y font sentir leur influence prépondérante, les *qadria* du Kef, qui rayonnent dans tout le nord du pays; les *madania* de la Tripolitaine, qui y comptent de nombreux adeptes; les *chabbia* de Kairouan et de Tozeur, les *tidjanias*, les *soulamia*, les *bou alia*, etc.

Les membres des corps religieux, en Tunisie, perçoivent sur le budget de l'État, indépendamment des allocations que leur sert l'administration des *habous*, des rétributions diverses réparties entre les tribunaux religieux de Tunis, Kairouan, Beja, Gafsa, les imams, les *khodja*, les professeurs, les prieurs du prophète, les imams prêcheurs, les *zaouïa*, etc.

Temelhalt. Deuxième cour de la zaouïa.

Sahara, Sénégal, Soudan. — L'œuvre des conquêtes islamiques dans le Sahara s'est ouverte par l'expédition de Sidi Okba contre les *Masoufa Lemta*, au sud de l'oued Draa. « Mais, dès que Sidi Okba eut quitté le pays, après une courte occupation, les Masoufa recouvrèrent leur indépendance et rejetèrent la foi nouvelle pour suivre leurs croyances primitives. Au sud, au contraire, le mahométisme avait fait des progrès rapides (1). » Dès l'an 60 de l'hégire (679 de J.-C.), Ghana comptait déjà douze mosquées. Après la mort de Tiboutan, chef des Lemtouna (837 de J.-C.), qui avait imposé le dogme coranique aux tribus nègres du voisinage, les relations commerciales entre les rives du Niger septentrional et celles du sud du Maghreb favorisent la propagande. Outre Gogo, patrie de l'agitateur Abou Yézid (v. TUNISIE), et Ghana, les autres centres religieux des pays songhaï et sonhadja, ces derniers en plus forte proportion, compaient de nombreux musulmans. En 1009 de Jésus-Christ, le roi songhaï Za Kasi embrassait la foi islamique pendant qu'un apôtre, Ouarjabi, faisait du prosélytisme chez les Takrouir.

Les guerres almoravides avaient conquis la plus grande partie du Soudan septentrional. Les villes de Gogo et Djenné étaient exclusivement musulmanes, et les Malinké du nord convertis avant d'avoir fondé leur empire de Mali. Les relations, de plus en plus suivies, avec l'Égypte diminuent l'influence des Almoravides, mais, dans l'intérieur, les Mossi sont les ennemis déterminés de l'Islam. En 1329, ils prennent Tombouctou sans que, d'ailleurs, leur succès momentané ait pour effet d'atténuer les progrès de l'islamisme, dus principalement à la race blanche (Berbères et Arabes), qui formait la classe élevée et dirigeait les nègres.

Avec le Touatien Abdelkrim el Moghouli, qui, après avoir fait massacrer les juifs du Touat, séjourna dans le Haoussa et à Kano, l'Islam s'était d'autant plus rapidement propagé qu'à cette époque (xv^e siècle de J.-C.) la seconde invasion arabe répandait, du désert à l'Atlantique, les idées dominantes en Égypte. Ce double mouvement fut accentué par une famille influente, les Bekkaï, de la tribu des Kountah, qui, émigrés du Touat, s'étaient fixés dans l'Adrar et ensuite à Oualata, où est bâti le tombeau vénéré d'Ahmed el Bekkaï. A sa mort, son fils Omar, accompagné d'El Moghouli, séjourna en Égypte, où il suivit les leçons de Djellal ed Dine-es-Soyouthi. Pénétré des doctrines chadeliennes professées au Caire et surtout des doctrines qadriennes, auxquelles il s'attachait de préférence, il revenait dans son pays, quittait Oualata pour voyager dans le Maghreb et se retirer dans l'Iguidi, où il groupa de nombreux Kountah, Berbères et Arabes. A sa mort (1552), il laissa la réputation d'un ouali, détenteur de la baraka, et ses fils devinrent les chefs d'un clan religieux qui, au commencement du xix^e siècle, commandait à Tombouctou et à tout le Sahara oriental.

Lorsque les Bekkaï furent chassés de Tombouctou par le fameux El Hadj-Omar (1855), ils se divisèrent en branches multiples ne représentant plus que des influences locales. Cette désagrégation n'a d'ailleurs

(1) A. LE CHATELIER, *L'Islam dans l'Afrique occidentale* (Paris, 1899).

pas été nuisible au prosélytisme, notamment à Kankan, foyer de propagande de Bammako, Djenné, Sansanding, et chez les Soninké du Gnoy et du Guidimakha, les Ouolofs du Ouolo et du Cayor.

Actuellement, après les groupes qādia Reggamyā d'Oualata, de Baba Ahmed Ould Badi, chez les Touareg, qui étend son influence aux qādia Mokhtaria de Tombouctou, aux Kel-Immiden de l'Adrar, aux Irreguenaten, et aux autres groupes moins importants, les représentants les plus illustres de l'école sont *Cheikh Sidia* et *Mohammed el Fadel*,

Zaouïa des senoussaïa à In-Salah.

Mission G.-B.-M. Flamand. — Montassin, phot.

qui, tant au Sénégal que dans le bassin du Niger et au Fouta, ont le rôle le plus considérable. Ces deux branches ont un caractère pacifique.

Pendant que les disciples d'Essoyouthi répandaient le soufisme dans l'Islam soudanien, la propagation de la foi musulmane s'opérait le long de la côte, si bien que, vers la fin du ^{xviii}^e siècle, le Oualo et quelques cantons du Cayor, le N'Diambour, entre autres, étaient musulmans.

Après la tentative infructueuse de guerre sainte du célèbre El Hadj-Mohammed El Askia contre le Mossi; après l'abdication du même Askia (1528 de J.-C.), l'Islam reste stationnaire jusqu'au moment où les Peuls, par la triple révolution politique et religieuse accomplie du ^{xviii}^e au ^{xix}^e siècle, lui donnent une nouvelle impulsion avec Abd-el-Kader, Alipha-Ba et Othman don Fodio, et assurent le triomphe de leur race et, de leurs doctrines plus ou moins mystiques au Fouta-Toro, au Fouta-Djallon et au Haoussa. Les représentants principaux de ces doctrines

ont été le mahdi du Podor et le prophète don Fodio. Unis au milieu de ce siècle en un grand parti doctrinaire par le fameux El Hadj-Omar, les Peuls, *devenus tidjania*, ont été un moment les maîtres du Soudan, de Tombouctou aux abords de l'Atlantique.

L'école mystique des tidjania qui, avec celle des qadria, se partage la prépondérance religieuse au Soudan, rattache son enseignement, d'après une *ouacia* très répandue au Fouta-Djallon, au Khelonati Sid Mostefa el Bekri, d'une part, et au grand mystique Ibn el Arabi, de Syrie, qui fut le chef d'une école philosophique exaltée et intransigeante, ce qui explique la tendance propre aux tidjania soudanais par opposition aux tidjania algériens ralliés à nous dès la première heure de l'occupation. L'origine politico-religieuse des premiers, un moment formidable avec le prophète El Hadj-Omar, s'est effondrée avec son fils Ahmadou-Cheikhou pour disparaître avec Mahmoudou-Lamine.

Avec Samory, qui, au moment où il prit le titre de khalife, était le maître en fait ou le suzerain d'un empire de 300 000 kilomètres carrés renfermant les pays compris entre le Niger français et les États tidjania de Segou et du Macina au nord, ceux de Thiéba à l'est, les frontières de Sierra-Leone à l'ouest, les abords du pays de Libéria et de Kong au sud, s'est terminé le grand mouvement de prosélytisme musulman accompli trop souvent par le fer, le feu, la dévastation et le pillage.

Au moment où s'achève la conquête européenne, la situation de l'Islam est la suivante : « Au nord du Sénégal, du Sahel, sur les deux rives du Niger, dans son parcours hors du Soudan même, s'échelonnent les Brakna, les Trarza, les Ouled Allouch, Mechdouf, Berabich, Kountah et autres tribus arabes nombreuses, divisées en fractions rivales, âpres aux pillages isolés ; et les Touareg : Tademekkat, Kel-Immiden, Irregeuaten, mieux groupés, en clans plus compacts, non moins désunis par l'anarchie de leur race ; c'est là le domaine propre et exclusif de l'Islam, d'un Islam batailleur et provocant, insaisissable et menaçant. Sur ses confins, les Ouolofs du Cayor, les Toucouleurs du Fouta, les Sarakolets du Guidimaka, leurs frères du Kaarta, les Peuls du Sahel et du Macina constituent comme l'avant-garde soudanienne du mahométisme. Appuyé dans l'est sur la forte position du Fouta-Djallon peul, au centre, sur la citadelle des Soninké Samos du Bossé ; sur celle des Soninké de Dori et quelques autres enclaves ; maîtres du Niger, de Tombouctou à Bissandougou, par Bandjagara sur l'affluent riverain, par Djenné, Sansanding, Ségou, Nymina, Kankan ; comme en aval jusqu'à la barrière des chutes, par Gao Sansané, Haoussa et Say ; maître aussi de la bordure des pays côtiers du sud, par Kong, Bondoukou Salaga, il s'est établi partout où s'est installé un commerçant, où pénètrent les relations commerciales (1). »

Là où le fétichisme résiste encore, l'Islamisme, tôt ou tard, en aura raison. Car le mahométan est le seul apôtre religieux qui convertisse par masses et c'est lui qui est appelé à fixer le sort des races noires.

Dans l'Islam soudanien, la hiérarchie du clergé se confond parfois

(1) LE CHATELIER, *L'Islam dans l'Afrique occidentale*, p. 342-343.

avec celle des confréries. Au rang inférieur, se trouve le *thalibé* (disciple élève), le *moor*, *tierno* ou *mourid* (aspirant), déjà instruit, vient ensuite; puis c'est le *forié*, *fodé* ou *moqaddem*; le *tamsir*, *khalifa* ou *naqib*, et comme chef suprême le *cheifh* ou *cheikhou*.

Au point de vue spécial des confréries, il serait excessif de dire que tous les khouan sont les instruments passifs d'une conjuration permanente contre nous. Il en est, au contraire, qui servent nos intérêts. Ces dernières années, en Algérie notamment, M. Jules Cambon a souvent fait appel aux taïbia, aux qadria et aux tidjania pour les besoins de notre expansion dans le Sahara. M. Laferrière a mis en œuvre des influences religieuses, parmi lesquelles, pour n'en citer qu'une, celle du qadrien Mohammed ben Taïeb, de Rouissat, qui, après avoir arrêté les assassins du marquis de Morès, s'est fait hautement remarquer par sa bravoure à l'assaut d'In-Salah. Mais il faut toujours veiller, en pareilles circonstances, à ce que les services rendus ne se traduisent pas par l'exploitation du khouan.

Les cheikhs qui se rapprochent de nous voient souvent leur double jeu dévoilé. D'autre part, les rivalités qui existent entre certaines confréries atténuent le danger politique auquel pourrait donner lieu un mot d'ordre général de soulèvement panislamique. Il ne faut pas néanmoins se départir d'une surveillance sage, prudente, mais énergique, afin de savoir, le moment venu, où frapper nos coups.

Au point de vue économique, le mal est bien plus grand et ne diminuera pas facilement, car personne n'essaye de lever ouvertement la tête pour crier son mépris à la face des exploiters de la crédulité publique.

A tous égards, l'œuvre de la France envers l'Islam est considérable. Sans le menacer, ce qui le rendrait dangereux, il faut, sans plus de retard, préparer des travaux d'approche destinés à donner l'assaut à ces centres de bigoterie et de fanatisme que sont les zaouïa, ces maisons de banque où s'entassent, immobilisés au profit d'un seul, les capitaux péniblement amassés par la masse.

Dans ce but, on ne saurait établir un programme répondant à toutes les situations. Telle mesure jugée bonne pour l'Algérie ou la Tunisie ne donnerait aucun résultat au Sahara ou au Soudan. En pareille matière, il y a des tempéraments à garder. Mais, comme principe général, on peut affirmer que notre action ne sera réellement féconde en résultats pratiques qu'autant que disparaîtront ces tendances séparatistes dont la formule est : l'Algérie au ministère de l'Intérieur, le protectorat tunisien aux Affaires étrangères et l'Afrique occidentale aux Colonies. La formule peut valoir en tant que formule d'administration coloniale; mais au point de vue politique, pour ce qui est de nos relations envers l'Islam, elle va à l'encontre des intérêts de la France, puissance musulmane.

Octave DEPONT.

L'ADMINISTRATION

Régime légal. — La législation algérienne est contenue dans les textes les plus divers : arrêtés de l'autorité locale, ordonnances royales, décrets, lois, sénatus-consultes.

Dès la conquête, et jusqu'au 22 juillet 1834, notre législation fut implantée en Algérie par la force même du droit du vainqueur, et le pouvoir exécutif local fut investi de la faculté de la compléter ou de la modifier par voie d'arrêtés ayant force de loi. — Diminuant les pouvoirs du gouverneur général en lui enlevant cette prérogative, l'ordonnance du 22 juillet 1834 établit le régime des ordonnances royales ou des décrets, auquel la constitution du 14 janvier 1852 superposa celui des sénatus-consultes, dont le domaine fut limité à la « constitution des colonies et de l'Algérie » : l'organisation politique et constitutionnelle algérienne était réservée au Sénat; pour le surplus, le pouvoir législatif demeurait au gouvernement. La constitution de 1875 étant muette à cet égard, l'Algérie se trouve aujourd'hui sous le régime de 1834, c'est-à-dire des décrets.

Pour être appliqués en Algérie, les actes du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif doivent, sauf les réserves indiquées plus loin, y avoir été expressément ou implicitement déclarés applicables et rendus légalement exécutoires par l'insertion au *Bulletin officiel* des actes du gouvernement général de l'Algérie. Mais, en raison des vicissitudes de la conquête et de notre établissement dans la colonie, un certain nombre de lois et de décrets, promulgués d'après les règles générales, sont exécutoires en Algérie sans y avoir été spécialement promulgués.

Sont applicables en Algérie : 1^o les lois françaises générales antérieures à la conquête, bien qu'elles n'aient fait l'objet d'aucune promulgation spéciale postérieure : « La conquête et l'occupation de l'Algérie, devenue possession française, y ont introduit virtuellement les lois de la métropole alors existantes, destinées à protéger les Français dans leurs personnes et leurs propriétés, dans la mesure où les circonstances de temps et de lieu en permettaient l'application, sans qu'il y ait été besoin d'une promulgation locale (1) » [cette réserve exclut nos codes de procédure civile et d'instruction criminelle]; 2^o les lois françaises générales postérieures à 1830 et antérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834 non contraires à la législation spéciale : elles sont également applicables de plein droit, dans la mesure compatible avec les mœurs et circonstances particulières de l'Algérie, sans qu'une promulgation spéciale en soit nécessaire; 3^o les lois françaises postérieures à 1834 qui ont été insérées au *Bulletin officiel* du gouvernement général.

Par exception, sont exécutoires sans qu'il soit besoin de ladite pro-

(1) Cassation, crimin., 17 nov. 1855.

mulgation les lois portant modification ou abrogation d'une loi déjà en vigueur en Algérie; les lois spéciales à l'Algérie, la promulgation au *Journal officiel* leur conférant la force exécutoire; enfin les lois considérées comme dispensées de promulgation spéciale par suite de déclaration expresse ou implicite d'applicabilité en Algérie.

Organisation politique. — L'organisation politique de l'Algérie réside dans la représentation de la colonie au Parlement et dans l'institution du gouvernement général, du conseil de gouvernement, du conseil supérieur et des délégations financières.

Représentation au Parlement. — Les trois *sénateurs* algériens sont élus par un collège départemental comprenant les députés, les conseillers généraux français, et des délégués municipaux exclusivement français d'origine européenne. Sont écartés des élections sénatoriales les assesseurs musulmans du conseil général nommés par le gouverneur. Sont également écartés de la désignation des délégués sénatoriaux les conseillers municipaux musulmans élus par les indigènes.

Les *députés* algériens, dont le nombre, fixé par la loi organique du 30 novembre 1875 à un par département, a été doublé en 1881, représentent aussi un corps électoral exclusivement français, les indigènes étant exclus du suffrage politique en Algérie.

Le gouverneur général. — Les décrets des 31 décembre 1896, 26 février et 23 août 1898 ont réglé et étendu les pouvoirs du gouverneur général. Le premier, abrogeant ceux des 18 décembre 1874, 11 mars et 26 août 1881, mit fin au système des « rattachements » et des « délégations » qui morcelait l'administration civile entre le gouvernement général et les divers ministères. Le gouverneur, nommé par décret rendu en conseil des ministres sur la proposition du ministre de l'Intérieur, centralise à Alger le gouvernement et la haute administration. Représentant le gouvernement métropolitain, il a droit de préséance sur tous les fonctionnaires, pour la nomination desquels il doit être consulté. Le décret du 26 février 1898, relatif à ses attributions, donna au gouverneur en matière de police des attributions analogues à celles du ministre de l'Intérieur dans la métropole. Le décret du 23 août 1898 compléta celui du 31 décembre 1896. L'article 3 vise le droit qu'a le gouverneur de correspondre directement avec les représentants de la France en Tunisie et au Maroc et l'étend à la régence de Tripoli; il ne peut cependant engager aucune action politique ou diplomatique sans le concours du gouvernement central : de ce fait, l'action politique de la France sur les populations frontières du Maroc, de la Tunisie et du Sahara, et dans le nord-ouest de l'Afrique se trouve facilitée. Pour l'administration des territoires de commandement, les généraux de division sont placés sous la direction immédiate du gouverneur. Quant à la sûreté intérieure de l'Algérie, à la police des frontières rivages ou confins, à l'occupation et à l'organisation des territoires de commandement, en vertu d'un décret du 27 juin 1901, le général commandant le 19^e corps d'armée et le commandant de la marine dépendent du gouverneur; sur leur avis ou leur proposition, celui-ci prend seul ou soumet aux ministres compétents les décisions

nécessaires. Leur correspondance avec les ministres sur ces objets et en matière de défense a lieu par l'intermédiaire du gouverneur. Tous les services civils, y compris les forêts (décret du 26 juillet 1901) et les douanes (décret du 7 août 1901), sont placés sous la direction du gouverneur général, et à l'exception des services non musulmans de la justice, de l'instruction publique, des cultes et de la trésorerie, rattachés en 1848, qui demeurent sous l'autorité des ministres compétents. (Toutefois, les rapports, instructions et décisions doivent être adressés au gouverneur général, en même temps qu'aux ministres et aux fonctionnaires intéressés.) — Depuis la loi du 19 décembre 1900, le gouverneur général est chargé de préparer le budget spécial de la colonie; il en est l'ordonnateur principal; l'initiative de toute dépense nouvelle lui est réservée; il concède les travaux et contracte les emprunts au nom de la colonie.

Le système actuel tend à l'unité d'action et à sa localisation à Alger, aux mains d'un gouverneur investi d'une réelle autorité sur l'ensemble du personnel administratif. Il fait œuvre de décentralisation; mais il conserve au contrôle métropolitain son caractère de tutelle plutôt qu'il n'en fait un réel pouvoir de surveillance.

Le conseil de gouvernement. — Dans l'exercice de ses attributions, le gouverneur général est assisté d'un conseil de gouvernement, dont l'intervention est souvent une condition de légalité des décisions prises et dont parfois l'avis est purement consultatif.

D'après les décrets des 11 août 1875 et 11 janvier 1901, le conseil de gouvernement comprend : le gouverneur général, président, et tous les chefs des grands services publics; le secrétaire général, vice-président; le premier président de la cour d'appel d'Alger, l'archevêque d'Alger, le procureur général, le général chef d'état-major général, l'amiral commandant supérieur de la marine, le général commandant supérieur du génie, l'inspecteur général des travaux civils, l'inspecteur général des finances, le recteur de l'académie et les trois conseillers rapporteurs ayant voix délibérative. Le décret du 11 janvier 1901 a institué en outre trois conseillers rapporteurs adjoints, nommés par décret sur la proposition du gouverneur général. Spécialement chargés de l'inspection des services extérieurs et des enquêtes ordonnées par le gouverneur général, les conseillers rapporteurs adjoints n'ont voix délibérative que dans les affaires dont le rapport leur a été confié. Ils prennent rang après les conseillers rapporteurs. Ils ne font pas partie du conseil supérieur du gouvernement, mais peuvent y être appelés pour remplacer les conseillers rapporteurs absents ou empêchés. La création des conseillers rapporteurs adjoints a eu pour objet d'assurer, par un contrôle sur place, l'unité d'action des divers services publics, particulièrement en ce qui concerne la colonisation et l'administration des indigènes. Le gouverneur peut également appeler à siéger et à délibérer au conseil les préfets des départements et les officiers généraux commandant les subdivisions territoriales. Les attributions du conseil de gouvernement sont déterminées par les décrets des 10 décembre 1860 et 30 août 1861.

Le conseil supérieur. — Le décret du 23 août 1898 doubla, au sein de cette assemblée, la représentation de l'élément électif pour contre-

balancer l'élément « fonctionnaire », et permettre aux colons et aux indigènes de faire valoir leurs intérêts. Le conseil supérieur comprend : 16 élus des délégations financières, 6 pour chacune des deux premières, et 4, dont 1 pour la section kabyle, pour la délégation indigène ; 15 élus des conseils généraux, 5 par conseil ; 22 membres de droit, hauts fonctionnaires, chefs de services, membres du conseil de gouvernement ; 3 notables indigènes, nommés par le gouverneur général ; 4 fonctionnaires algériens spéciaux désignés par le gouverneur général à raison de leurs capacités ou des services rendus : au total 31 membres élus et 29 membres nommés. Son attribution essentielle consiste dans l'examen du projet de budget, de l'assiette et de la répartition des impôts préparés par le gouverneur. La loi du 19 décembre 1900, instituant un budget spécial algérien, a considérablement accru l'importance du rôle du conseil supérieur.

Les délégations financières. — Les délégations financières créées par décret du 23 août 1898 sont un corps de délibération et de contrôle électif et consultatif, comprenant : une délégation des colons, une délégation des contribuables non colons, une délégation des indigènes musulmans.

Chacune des deux premières est composée de 24 membres, élus pour 6 ans au scrutin individuel, à raison de 8 par département.

La délégation des indigènes musulmans comprend 21 membres : 9 délégués représentent, à raison de 3 par département, les indigènes des territoires civils ; 6 délégués représentent, à raison de 2 par département, les indigènes des territoires de commandement ; 6 délégués représentent la Kabylie.

Les délégués des deux premiers groupes sont élus au suffrage universel ; dans le troisième, les délégués des indigènes des territoires civils sont élus au suffrage restreint et au scrutin individuel par les conseillers municipaux indigènes et les commissaires municipaux des communes mixtes ; ceux des indigènes des territoires de commandement sont nommés par le gouverneur ; enfin les délégués kabyles sont élus au scrutin individuel par les chefs de kharouba. De la sorte, en présence de situations différentes de fait, on assure une représentation uniformément sélectionnée et intelligente à chaque groupe d'intérêts.

La détermination de l'électorat pour les élections aux délégations financières apporte une sage limitation au système du suffrage universel. Pour les deux premiers groupes, ne sont électeurs que les citoyens inscrits sur les listes municipales, âgés de 25 ans qui sont Français depuis 12 ans au moins, condition destinée à assurer la prépondérance à l'élément français (qui ne représente pas la moitié de la population européenne et qui, dans le corps électoral, contre-balance à peine l'élément étranger naturalisé) et à réagir contre l'extension trop libérale faite à l'Algérie de notre loi du 26 juin 1889 sur la naturalisation. Pour être électeur, il faut en outre résider en Algérie depuis trois ans au moins, ce qui implique une attache avec la colonie, une certaine connaissance des difficultés locales et des intérêts à représenter.

Chaque délégation et la section kabyle de la délégation indigène délibèrent séparément sur leurs intérêts particuliers. Toutefois, le gouver-

neur général peut autoriser, par arrêté spécial, les délégations ou sections à se réunir pour délibérer sur des questions déterminées d'intérêt commun.

La collation à l'Algérie d'un budget spécial, de la personnalité civile et du droit d'emprunter pour l'exécution de grands travaux publics a profondément transformé l'institution des délégations financières en leur donnant un rôle financier extrêmement important.

Organisation départementale. — Sa caractéristique dominante est la division de la colonie en deux territoires ayant chacun une administration propre. Dans les régions où domine l'élément européen, on a implanté notre organisation départementale ; dans celles où l'élément indigène a la prépondérance, on a simplifié nos rouages administratifs et renforcé corrélativement l'action directe de l'autorité.

L'ordonnance du 15 avril 1845 divisa l'Algérie en trois provinces, subdivisées elles-mêmes en territoire civil, comprenant principalement le Tell, et en territoire militaire, comprenant la plus grande partie des hauts plateaux et le Sahara, institua en territoire civil notre administration départementale et plaça le territoire militaire de chaque province entre les mains d'un général de division doté des pouvoirs préfectoraux et mis sous l'autorité du gouverneur général. En 1847, chaque province reçut une administration distincte (direction des affaires civiles et conseil de direction), et un arrêté du 9 décembre 1848, tendant à l'assimilation, substitua à la province et à ses organes le département, les préfectures et les conseils de préfecture ; les conseils généraux furent institués en 1858.

Préfets. — Placés en 1864 sous l'autorité du général commandant la province, affranchis par décret du 31 mai 1870 de cette subordination et déchargés de l'administration du territoire militaire, les préfets, administrateurs du territoire civil (1), nommés par décret, relèvent du gouverneur général ; ils sont ordonnateurs du budget départemental. Un arrêté du gouverneur général du 29 décembre 1900 leur conférant un grand nombre de délégations a donné à leurs pouvoirs une extension dépassant de beaucoup celle consacrée par les décrets de 1852 et de 1861 en faveur des préfets de France.

Secrétaires généraux. — D'après le décret du 11 janvier 1901, il y a dans chaque préfecture un secrétaire général *pour l'administration*, commissaire du gouvernement près le conseil de préfecture, et un secrétaire général *pour les affaires indigènes et la police générale*, qui remplace les administrateurs inspecteurs créés par arrêté du 30 mai 1900.

Conseils de préfecture. — Ils sont soumis aux règles de la métro-

(1) Un décret du 27 octobre 1858 a étendu à l'Algérie le décret du 25 mars 1852, et une décision impériale du 21 décembre 1861 celui du 13 avril 1861 ; un décret du 22 février 1898 a réorganisé l'administration préfectorale algérienne par suite de la réorganisation du gouvernement général faite par décret du 31 décembre 1896.

pole, un décret du 19 décembre 1868 ayant étendu à l'Algérie notre loi du 21 juin 1863 ; leur juridiction s'étend aux territoires civil et militaire.

Conseils généraux. — L'organisation des conseils généraux algériens est régie par le décret du 23 septembre 1875, qui reproduit les principales dispositions de notre loi du 10 août 1871, institue nos commissions départementales, et consacre nos règles d'éligibilité et quelques incompatibilités spéciales ; il donne au général entrée aux séances, reconnaît aux assesseurs musulmans le droit de prendre part aux discussions avec voix délibérative, et substitue à nos cantons les circonscriptions électorales pour l'élection des conseillers. Les 30 conseillers généraux français sont élus au suffrage universel par les électeurs français ; six notables indigènes, domiciliés et propriétaires dans le département, sont nommés assesseurs musulmans, pour dix ans, par le gouverneur général. La commission départementale comprend cinq conseillers généraux français élus et un assesseur musulman désigné par le gouverneur général.

Le *budget départemental* porte sur les deux territoires ; il est préparé par le préfet, de concert avec le général, et voté par l'assemblée départementale.

L'administration départementale des *territoires militaires* se confond avec le commandement et est exercée dans chaque division par un général de division placé sous l'autorité du gouverneur général, assisté de bureaux civils et arabes et des chefs indigènes, et investi des attributions préfectorales étendues par l'arrêté du 29 décembre 1900. Il adresse périodiquement des rapports au gouverneur général et prépare avec le préfet le budget de la province. Mais l'ordonnancement des dépenses est réparti suivant leur nature entre l'intendant militaire, le directeur des fortifications et le directeur de l'artillerie.

Arrondissements. — Les arrondissements ont été créés en 1848, au nombre de 5 dans les départements d'Alger et d'Oran, et de 7 dans celui de Constantine. Les sous-préfets sont soumis aux mêmes règles de nomination qu'en France ; les délégations du décret du 13 avril 1861 leur ont été étendues par décret du 21 décembre 1861 : agents essentiellement actifs, ils font des inspections administratives dans les communes de leur arrondissement et exercent sur place un contrôle permanent. Les conseils d'arrondissement n'ont pas été créés en Algérie : l'impôt foncier algérien étant de quotité et non de répartition.

Communes. Douars. — Il y a, en territoire civil, des communes de plein exercice et des communes mixtes, et, en territoire militaire, des communes mixtes et des communes indigènes.

Érigée par décret rendu après avis du conseil d'État, la *commune de plein exercice*, régie par la loi du 5 avril 1884, a un maire et un conseil municipal élu proportionnel à la population européenne. Toutefois, d'après le décret du 7 avril 1884, les indigènes musulmans y sont représentés dès qu'ils sont au nombre de cent, mais leur repré-

sensation ne peut excéder ni le chiffre de six conseillers, ni le quart du conseil (1).

L'élus indigène ne participe pas aux élections sénatoriales ni à celles du maire et des adjoints. Les attributions des conseils municipaux et des maires des communes de plein exercice sont les mêmes qu'en France; si l'importance de la population musulmane l'exige, le préfet désigne un ou plusieurs adjoints indigènes pris hors du conseil municipal (décret du 7 avril 1884).

Les *communes mixtes du territoire civil*, créées par arrêtés du gouverneur pris en conseil de gouvernement dans les localités où l'élément indigène est prépondérant, sont administrées par une commission municipale, un administrateur et des adjoints; chaque tribu ou douar forme une section. La commission municipale comprend l'administrateur ou son adjoint, président, quelques membres français, et un adjoint indigène pour chaque section. Ses attributions sont déterminées par une ordonnance du 28 septembre 1847. L'administrateur, nommé par le gouverneur (décret du 29 mars 1898), doit être âgé de 30 ans, compter 5 ans de services publics et connaître l'arabe ou le kabyle; il est officier de police judiciaire et de l'état civil, et chargé, en vertu de la loi du 28 juin 1881, de la répression des infractions spéciales à l'indigénat par l'application des peines de simple police (2). Nommé également par le gouverneur, l'adjoint à l'administrateur doit être âgé de 25 ans, avoir 2 ans de services publics, connaître l'arabe ou le kabyle, et remplir certaines conditions de compétence administrative. Enfin les adjoints indigènes, nommés par les préfets, mais révocables par le gouverneur (arrêté du 29 décembre 1900), ont, en vertu du décret du 10 août 1868, les mêmes attributions que dans les communes de plein exercice et reçoivent en rétribution le dixième du principal des impôts arabes.

En *territoire militaire*, les trois divisions, administrées chacune par un général de division, sont partagées en six subdivisions (deux par division) ayant chacune à leur tête un général de brigade ou un officier supérieur chargé du commandement et de l'administration, secondé par des adjoints civils nommés par le gouverneur, connaissant l'arabe, licenciés en droit, chargés de ce qui concerne l'établissement de l'assiette des impôts, la statistique, le domaine, la comptabilité communale, la voirie

(1) Sont électeurs municipaux les indigènes âgés de 25 ans, résidant depuis 2 ans dans la commune et justifiant d'une des conditions spéciales requises par le décret de 1866; ils ne sont inscrits sur la liste que s'ils le demandent. Sont éligibles au titre indigène les citoyens français dans les mêmes conditions qu'en France, et les indigènes âgés de 25 ans, inscrits sur la liste électorale et domiciliés depuis 3 ans dans la commune.

(2) Primitivement édictée pour sept ans, cette disposition a été prorogée; une loi du 21 décembre 1897 l'a maintenue pour une nouvelle période de sept ans, et a introduit la convertibilité des peines de simple police en prestations en nature pour travaux d'intérêt public. Appel produisant effet suspensif peut être porté devant le préfet ou le sous-préfet contre les décisions prononçant un emprisonnement de plus de vingt-quatre heures ou une amende de plus de 5 francs.

vicinale, les forêts et rivières, les règlements d'eau, la constitution de la propriété privée et de l'état civil indigène. Puis viennent 14 cercles, administrés par un officier supérieur, et comprenant le plus souvent plusieurs kaïdats, 8 annexes, administrées par un officier de bureau arabe, et 7 postes administrés par le chef de poste.

La base de la constitution sociale indigène est le douar, ou hameau, réunion de familles d'origine commune vivant groupées. Plusieurs douars forment une *ferka*, sous l'autorité d'un *cheikh*, fonctionnaire chargé de régler certaines contestations privées, de concourir à l'assiette, à la répartition et à la perception de l'impôt et des amendes, d'exercer la police, en un mot de remplir les fonctions de maire ; il est assisté d'une *djemda*, assemblée des notables des douars de la *ferka*. Plusieurs ferkas forment un *caïdat* ou *kaïdat*, obéissant à un *kaïd* nommé par le commandant de la division, chargé de faire exécuter les ordres de l'autorité française, de percevoir les impôts, d'assurer la police, de juger certaines contestations, et responsable du service des réquisitions militaires ; pour rémunération, il reçoit une part du produit des impôts et amendes recouvrés par ses soins. Plusieurs tribus ou kaïdats forment un *grand kaïdat*, sous l'autorité d'un *kaïd el kied*, ou un *aghalick* sous l'autorité d'un *agha*. Ce chef, nommé par le gouverneur général (décret du 10 décembre 1860), surveille les kaïds, juge certaines causes relativement importantes, contrôle les opérations concernant l'assiette et le recouvrement de l'impôt arabe, et commande les forces militaires réquisitionnées sur son territoire de commandement. Enfin plusieurs aghalicks forment une circonscription relevant d'un *bach-agha* ou *khalifa*, nommé par le gouverneur général, chargé de l'autorité politique et administrative, et responsable du maintien de la tranquillité qu'il doit assurer avec l'aide d'une troupe mise à sa disposition. Tous ces chefs indigènes, adjoints principaux de l'autorité militaire, qui se partagent l'exercice et la responsabilité de la police politique et judiciaire et du recouvrement des impôts, sont sous la direction des autorités françaises et la surveillance des bureaux arabes créés par arrêté du 1^{er} février 1844. Ils sont nommés ou révoqués par le gouverneur général, qui leur fait remettre les insignes du commandement : le burnous d'investiture et le cachet.

Les *bureaux arabes* avaient, à l'origine, des pouvoirs étendus et arbitraires leur permettant notamment, au point de vue répressif, de prononcer des amendes de 500 francs et plus ; des abus se produisirent et entraînèrent une limitation de ces attributions. D'après le décret du 5 mars 1866 et la loi du 31 mars 1875, les bureaux arabes, placés sous l'autorité du commandant militaire de la circonscription, comprennent des officiers hors cadre et des officiers détachés des corps de troupe.

L'organisation communale en territoire militaire comporte des communes mixtes et quelques communes subdivisionnaires (1). Elles ont une commission municipale comprenant le commandant du cercle ou de

(1) Un arrêté du 13 novembre 1874 a décidé la suppression progressive des communes subdivisionnaires.

l'annexe, président, administrateur, maire et officier de police judiciaire ; le commandant de place, officier de l'état civil ; le juge de paix ; les adjoints du chef-lieu et des sections, et cinq notables désignés par l'administration. Le commandant administre la commune avec le concours du bureau militaire arabe.

Enfin il y a en territoire militaire des *communes indigènes*. Elles correspondaient jadis aux subdivisions militaires et étaient administrées par le général ; un arrêté du 13 novembre 1874 a restreint leur étendue à celle du cercle. Elles ont un conseil composé du commandant du cercle, du sous-intendant militaire, des commandants du génie, du chef du bureau arabe et d'un notable indigène. La *djemda* est présidée par le kaïd, et ses membres sont désignés pour trois ans par le général ; un secrétaire tient l'état civil. Ce conseil est consulté sur l'assiette et la répartition de l'impôt et sur les difficultés relatives à la répartition des terres de culture collectives.

La loi française et la loi indigène (1). Dans quelles conditions et à qui s'appliquent respectivement la loi française et la loi indigène ?

Ecartons d'abord les lois de police et de sûreté générale, obligeant indistinctement tous ceux qui habitent l'Algérie, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, depuis la mise en vigueur de l'ordonnance du 28 février 1841, et dont l'application est faite par les juridictions françaises.

Nationaux français. D'après le droit commun, les lois françaises concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français à l'étranger ; conformément à ce principe, la conquête d'Alger ayant rendu obligatoires en Algérie les lois destinées à protéger les Français dans leurs personnes et leurs biens, sauf dérogation spéciale, nos nationaux sont soumis pour leur statut personnel et leurs droits civils aux lois de la métropole promulguées avant le 22 juillet 1834, à celles qui ont été postérieurement déclarées applicables en Algérie et à celles qui ont par la suite modifié les unes ou les autres.

Étrangers. Réciproquement, comme en France, les étrangers, y compris les régnicoles perses ou turcs, conservent en Algérie leur statut personnel. Toutefois ils y jouissent d'une situation de faveur par rapport à leurs concitoyens dans la métropole, des droits importants leur ayant été concédés : faculté d'exiger, sans la fournir, la *cautio judicatum solvi* ; droit de faire partie des chambres de commerce ; facilités d'obtenir la naturalisation (pour eux le stage obligatoire de dix ans a été réduit à trois ans par le sénatus-consulte de 1865, et les effets de l'autorisation de domicile

(1) Voir le chapitre « Le législateur colonial », où il a été traité de l'application aux colonies des lois françaises et indigènes aux points de vue civil et pénal. Les principes généraux qui y sont exposés s'appliquant à l'Algérie, il ne sera question ici que des points particuliers sur lesquels il convient de donner des indications complémentaires, sauf la propriété, qui fait l'objet d'une notice spéciale.

sont attachés à leur résidence de fait). Jusqu'à 1870, ils pouvaient faire partie des conseils généraux et, jusqu'à 1884, des conseils municipaux.

Indigènes musulmans. La condition juridique des indigènes musulmans est la suivante : au point de vue du statut personnel, du régime de la famille, des successions, de la répression, et pour leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie par un titre français, ils sont soumis à la loi musulmane, à moins qu'ils n'y renoncent; d'autre part, ils n'ont pas de droits politiques, répondent devant nos tribunaux des crimes, délits et contraventions prévus par le code pénal et les lois françaises en Algérie, sont justiciables en territoire militaire des conseils de guerre et des commissions disciplinaires, passibles de certaines pénalités (amende individuelle et collective, séquestre des biens, expulsion, etc.), même en territoire civil pour les infractions spéciales à l'indigénat; tenus d'impôts particuliers dits impôts arabes; incapables, sauf exception, de remplir les fonctions publiques, et exempts des obligations militaires. Sauf ces réserves et ces dispositions spéciales, la loi française leur est applicable.

Indigènes israélites. Le décret Crémieux du 24 octobre 1870 déclara collectivement citoyens français tous les israélites algériens, sans leur laisser le choix d'accepter ou de répudier la nationalité conférée en bloc. Leur statut réel et personnel passa en conséquence sous le régime de la loi civile française. Un décret du 7 octobre 1871, précisant les conditions auxquelles était attaché le bénéfice de cette mesure, le réserva aux israélites nés en Algérie avant l'occupation, ou nés, depuis 1830, de parents établis en Algérie avant cette même date. Ceux qui n'entrent dans aucune de ces catégories peuvent solliciter la naturalisation, conformément à la loi du 26 juin 1889 (1).

L'indigène musulman peut toujours renoncer à son statut en matière judiciaire, dans les cas réservés à l'application de la loi musulmane. Cette renonciation peut être expresse ou tacite; ainsi elle résulte de l'option soit pour la juridiction française, qui doit alors statuer d'après la loi musulmane, soit pour la loi française, ce qui entraîne l'option pour la juridiction française; mais la naturalisation implique la renonciation totale aux lois et coutumes musulmanes. Pour demander la naturalisation, l'indigène doit avoir 21 ans; le gouverneur statue après enquête et avis du conseil de gouvernement. Le naturalisé est citoyen français, exclusivement justiciable de nos tribunaux et exempt des impôts arabes; il reçoit l'ensemble des droits politiques, et ses immeubles passent sous le régime français.

Depuis l'organisation municipale du 28 septembre 1847 l'officier de l'état civil est le maire dans les communes, et le chef de l'administration civile locale dans les agglomérations non érigées en communes.

Pour établir l'identité des personnes, la parenté, les droits et l'héré-

(1) Postérieurement à 1870, le Mzab a été annexé; les israélites qui y résident n'ont pas vu étendre à leur profit les dispositions du décret Crémieux, mais, par application du sénatus-consulte de 1865, ils peuvent obtenir la naturalisation individuelle sur leur demande.

dité, on créa en 1846, à Alger, des registres de naissances et de décès, et un décret du 23 juin 1853 prescrivit l'établissement de tables alphabétiques décennales. L'extension en fut faite par décret du 8 août 1854 à tout le territoire civil; un décret du 18 août 1868 confia l'état civil dans les communes mixtes aux adjoints indigènes, et un arrêté du 20 mai 1868 l'attribua en territoire militaire aux secrétaires de djemâa. Aujourd'hui, l'état civil est tenu dans les communes de plein exercice par les maires, dans les communes mixtes par les administrateurs, et dans les communes indigènes par le commandant supérieur ou l'adjoint civil. Pour assurer l'exécution de ces dispositions, des arrêtés successifs ont érigé en infractions spéciales à l'indigénat l'omission ou le retard dans les déclarations de naissance ou de décès, le refus ou le défaut de déclaration de mariage ou de divorce. Enfin la loi du 23 mars 1882 a édicté l'obligation pour les indigènes de porter un nom patronymique, qu'ils choisissent ou reçoivent; elle a prescrit le recensement de la population et la constitution de registres matrices où tout indigène figure par son nom, avec l'indication de sa profession, de son âge, de son lieu de naissance; l'opération se complète par l'établissement des arbres généalogiques. Une carte d'identité est remise à chaque indigène, mention est faite du nom de famille en marge des actes de l'état civil et du casier judiciaire, et obligation est imposée aux officiers ministériels de désigner les indigènes par leur nom sous peine d'amende. On inscrit sur le registre matrice les nouveaux arrivants. Le nom patronymique une fois conféré, l'indigène est tenu d'en faire usage pour les actes de naissance et de décès, qui doivent être dressés dans les 3 jours ou dans les 24 heures; les coutumes indigènes et la loi musulmane continuent à régir les mariages et divorces pour lesquels on n'exige qu'une simple déclaration dans les 3 jours.

La passation des contrats est soumise entre Français et étrangers à la loi française. Entre indigènes et Européens, d'après les ordonnances des 10 août 1834 et 26 septembre 1842, le choix de la loi applicable était laissé à l'appréciation du juge; un décret du 10 septembre 1886 supprima cet arbitraire et décida que la loi française réglerait désormais ces conventions. Quant aux contrats entre indigènes, en vertu du décret du 10 septembre 1886, ils sont soumis à la loi française s'ils peuvent engendrer un droit de créance ou une action personnelle et mobilière; de même pour les obligations formées sans convention, résultant des quasi-contrats ou des quasi-délits, de la loi ou d'un délit. Mais les contrats entre indigènes relatifs au statut personnel demeurent régis par la loi musulmane; en matière de statut réel, sauf renonciation à la loi musulmane, celle-ci et la loi française s'appliquent suivant que l'immeuble est placé sous le statut musulman ou sous le régime français.

La justice. — *Justice civile.* En vertu du décret du 10 août 1875, la justice civile française est assurée par la cour d'appel d'Alger, qui comprend trois chambres civiles et une chambre de mises en accusation, 16 tribunaux de première instance, et 4 tribunaux de commerce électifs régis par notre loi du 21 décembre 1871. Nos règles de compétence s'appliquent à la cour d'appel et aux tribunaux de première instance: en outre,

ceux-ci connaissent des appels entre musulmans, et la cour d'appel statue sur les pourvois en revision en matière musulmane. La loi du 30 août 1883 sur la réforme de la magistrature a réparti en trois classes les tribunaux algériens et maintenu les juges suppléants rétribués, les assesseurs musulmans et kabyles et les interprètes indigènes, mais n'a pas étendu l'inamovibilité aux magistrats algériens (1).

Indépendamment de ces juridictions, il existe en Algérie cent six justices de paix : les unes, au siège des tribunaux de première instance, sont occupées par des magistrats dont la compétence est réglée d'après les mêmes principes qu'en France, mais qui doivent être licenciés en droit et dont les suppléants sont en général rétribués ; les autres, hors des chefs-lieux d'arrondissement judiciaire, sont dites à *compétence étendue* excluant celle du tribunal. D'après le décret du 19 août 1854, cette compétence comprend les actions personnelles et mobilières civiles et commerciales jusqu'à 500 francs en dernier ressort et 1 000 francs à charge d'appel au tribunal civil d'arrondissement ; mais elle ne reçoit aucune extension pour les actions réelles ou mixtes. Les juges de paix à compétence étendue sont juges de référé sauf appel au tribunal civil, et peuvent ordonner, comme les présidents des tribunaux, toutes mesures conservatoires, quel que soit le chiffre de la créance.

Citons encore l'institution de conseils de prud'hommes, assistés d'assesseurs musulmans ayant voix consultative dans les affaires intéressant un musulman, introduite en Algérie par la loi du 23 février 1881.

La *justice musulmane* a été organisée dans le Tell par décrets des 10 septembre 1886, 17 avril 1889 et 25 mai 1892. En 1886, la loi française, d'application exceptionnelle jusque-là, fut substituée en règle générale à la loi musulmane pour les contestations entre indigènes musulmans auxquelles la loi musulmane n'était pas réservée, comme on l'avait fait en 1841 en matière pénale ; furent réservés à la loi musulmane, sauf option pour la loi française, les litiges entre indigènes non citoyens portant sur le statut personnel, les droits successoraux et les immeubles non soumis au statut réel français. Le juge de paix est juge de droit commun musulman, et le cadî, juge d'exception, ne statue en dernier ressort qu'en matière de statut personnel et de droits successoraux jusqu'à 500 francs de principal. Les décrets des 17 avril 1889 et 25 mai 1892 complétèrent cette œuvre en réservant aux juges de paix les contestations sur ces matières introduites hors du Mزاب entre Mozabites et entre Kabyles, Arabes et musulmans étrangers dans les circonscriptions de Bouïra, Aïn-Bessem, Mansourah et Palestro, où la justice de paix était l'unique juridiction des indigènes. Au Mزاب et dans les trois départements, un décret du 29 septembre 1890 créa pour les Mozabites des *mahakmas ibadites*.

La substitution du juge de paix au cadî, et l'extension de sa compé-

(1) Aux termes de l'article 27 de l'ordonnance du 10 août 1834, les tribunaux français d'Algérie connaissent de toutes les affaires civiles ou commerciales entre étrangers. Notre droit commun ne donne pas à nos tribunaux une compétence exceptionnelle aussi étendue.

tence en dernier ressort jusqu'à 500 francs de principal pouvaient nuire à la rapidité de la justice; aussi les décrets des 17 avril 1889, 25 mai 1892 et 11 juin 1894 autorisèrent-ils les cadis à tenir des audiences foraines et à statuer en dernier ressort sur les contestations personnelles et mobilières jusqu'à concurrence de 200 francs en principal. En matière musulmane, l'appel est porté au tribunal d'arrondissement, dans les trente jours de la notification de la décision ou du premier acte d'exécution. Enfin le recours en cassation n'est ouvert que pour incompétence ou excès de pouvoir : cette règle ne s'applique ni à la Kabylie ni au territoire militaire; mais pour l'ensemble du territoire algérien le pouvoir régulateur de la cour de cassation est exercé en matière musulmane par la cour d'appel d'Alger; elle statue dans le délai d'un mois sur les pourvois en revision formés, en exécution du décret du 25 mai 1892, par le procureur général dans l'intérêt des parties contre les jugements en dernier ressort en opposition avec les principes des droits et coutumes indigènes concernant le statut personnel, les successions et les immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873.

Le décret du 26 mars 1891 a rendu applicable à toutes les *mahakmas* telliennes ou sahariennes du territoire militaire le décret du 8 janvier 1870 relatif à la justice musulmane hors Tell.

Justice répressive. Exclusivement réservée aux juges français, elle est exercée par les juges de paix en matière correctionnelle, les cours d'assises et les conseils de guerre en matière criminelle. Aux contraventions dont connaissent nos juges de paix, on ajouta pour les juges de paix d'Algérie, en 1842 et 1854, certains délits plus ou moins graves suivant que la compétence du magistrat est étendue ou non; les juges de paix à compétence étendue peuvent, en matière forestière par exemple, prononcer un emprisonnement de six mois et une amende de 500 francs. L'appel des jugements correctionnels des juges de paix est porté aux tribunaux d'arrondissement.

Les indigènes du territoire de commandement sont justiciables au criminel de la justice militaire, rendue dans chaque division par un conseil de guerre, au-dessus duquel siège à Alger un conseil de revision. De plus, il existe en territoire militaire un système de répression directe particulier. Un arrêté du 14 novembre 1874 réorganisa l'ensemble du service en instituant : 1° à Alger une commission disciplinaire supérieure des indigènes non naturalisés citoyens français, comprenant le gouverneur, le secrétaire général, le procureur général, le chef d'état-major général et le général commandant du génie; 2° dans chaque chef-lieu de subdivision une commission comprenant le commandant, le juge de paix, un magistrat judiciaire et deux officiers supérieurs; 3° dans chaque chef-lieu de cercle ou d'annexe une commission comprenant le commandant, le juge de paix et un officier. La compétence des commissions porte sur tout acte d'hostilité, crime ou délit commis par un indigène en territoire militaire qu'il est impossible de déférer aux autres tribunaux, à l'exception toutefois des affaires intéressant un Français, un Européen, un israélite ou un indigène du territoire civil. Les

chefs militaires connaissent des contraventions de police et fautes dans le service (1).

Enfin, en cas de rébellion, le gouverneur est armé par l'ordonnance du 31 octobre 1845 et la loi du 17 juillet 1874 du droit de frapper de séquestre les biens des insurgés et peut faire jouer à leur égard le principe de la responsabilité collective. Un recours est ouvert devant le conseil de gouvernement contre les arrêtés de séquestre du Gouverneur. Si le pourvoi est rejeté, ou s'il n'est pas exercé dans les deux ans, délai pendant lequel l'administration des domaines exploite ces biens, le séquestre se transforme en confiscation définitive au profit du domaine privé de l'État. Originellement individuel, le séquestre devint collectif après l'insurrection kabyle de 1871; en 1877 on introduisit la faculté de rachat. De même, un décret du 10 décembre 1860 a conféré au gouverneur le droit de frapper les tribus d'amendes collectives, droit qui avait appartenu sous le régime de l'arrêté du 2 janvier 1844 aux commandants de subdivision et, en 1858, au ministre de l'Algérie. La responsabilité collective consacrée en 1874 pour les incendies de forêts et qui rappelle la responsabilité collective édictée par notre loi municipale pour les cas de troubles et d'émeute n'est plus appliquée.

Instruction publique. — En 1848, une académie fut instituée à Alger; en même temps, le service de l'enseignement européen fut rattaché au ministère de l'Instruction publique, et celui de l'enseignement arabe au ministère de la Guerre; ils passèrent, en 1858, au ministère de l'Algérie et revinrent, en 1860, à celui de l'Instruction publique, tandis que les écoles arabes françaises du territoire militaire et les *médersas* ou écoles musulmanes de toute l'Algérie furent placées sous l'autorité du gouverneur; enfin, en 1881, l'enseignement musulman lui-même fut rattaché au ministère, et le pouvoir du gouverneur fut réduit au droit de statuer par délégation sur les questions y relatives.

Assisté d'un conseil académique et des trois conseils départementaux de l'instruction publique, le recteur de l'académie d'Alger dirige le service de l'enseignement européen, nomme et révoque le personnel enseignant de l'instruction primaire.

L'*enseignement supérieur* est donné : 1^o par une école préparatoire de médecine et de pharmacie, créée en 1857, érigée en 1888 en école de plein exercice; 2^o par les trois écoles de droit, des sciences et des lettres créées en 1879. Ces établissements délivrent des diplômes analogues aux

(1) Les peines suivantes peuvent être prononcées : 1^o par la commission supérieure : emprisonnement et amende sans limite, éloignement de l'Algérie, internement; 2^o par la commission de subdivision : un an de prison, 1 000 francs d'amende; 3^o par la commission de cercle ou d'annexe : deux mois de prison, 200 francs d'amende; 4^o par le commandant de division : deux mois de prison, 300 francs d'amende; 5^o par le commandant de subdivision : un mois de prison, 100 francs d'amende; 6^o par le commandant de cercle ou d'annexe : quinze jours de prison, 50 francs d'amende; 7^o par les chefs de postes avancés : huit jours de prison, 30 francs d'amende; 8^o par les chefs indigènes : 20 francs d'amende.

nôtres : licence et certificat de capacité en droit, certificat d'études physiques, chimiques et naturelles, baccalauréat classique et moderne ; ils délivrent aussi des diplômes spéciaux en matière arabe.

L'enseignement secondaire, régi par nos lois, est donné aux garçons par trois lycées et sept collèges communaux, et aux filles par un collège communal et trois cours secondaires.

L'enseignement primaire est gratuit en vertu de la loi du 16 juin 1881, et obligatoire pour les enfants de 6 à 13 ans des deux sexes en vertu de la loi du 28 mars 1882. Il est régi par la loi du 30 octobre 1886 et le décret du 8 novembre 1887, qui prévoient une école publique dans chaque commune de plein exercice ou mixte ; mais nos délégations cantonales n'ont pas été instituées en Algérie. Les écoles destinées aux indigènes sont créées et organisées par décret. Pour les indigènes, d'après décret du 18 octobre 1892, l'obligation ne s'applique qu'aux garçons et n'existe qu'autant que le gouverneur, investi de la haute direction de l'enseignement indigène, l'a imposée par arrêté spécial. L'enseignement à tendances professionnelles, comportant l'agriculture et le travail manuel, est donné dans des écoles principales, des écoles élémentaires, dirigées par un fonctionnaire français, et dans des écoles préparatoires dirigées par un adjoint ou un moniteur indigène sorti de l'école normale de la Bouzaréah. Enfin, l'enseignement supérieur indigène est professé dans les *médersas*, qui, placées en 1883 sous l'autorité du recteur, décernent des certificats d'études donnant accès depuis 1893 à certaines fonctions ; il comporte la théologie, le droit, la littérature arabes, le droit français et la législation locale.

Cultes. — Le culte catholique, en Algérie, est soumis au concordat et aux articles organiques de la loi du 18 germinal an X. Une ordonnance du 25 août 1838 a créé à Alger un évêché suffragant de la métropole d'Aix ; un décret du 9 janvier 1867 l'a érigé lui-même en métropole, et a institué en même temps à Constantine et à Oran deux évêchés suffragants de l'archevêché d'Alger. Pour l'administration des diocèses, les évêques correspondent directement avec le ministre. Les trois diocèses comprennent deux cent quatre-vingt-trois paroisses, administrées, d'après l'ordonnance du 24 avril 1839, par des conseils de fabrique semblables aux nôtres, suivant les règles de comptabilité du décret du 30 décembre 1809 ; une église grecque à Sidi-Merouan et cinq séminaires.

Les cultes protestants, soumis à la loi du 18 germinal an X, ont été organisés par décrets des 14 septembre 1859 et 12 janvier 1867. Ils comprennent quatorze paroisses, groupées en trois consistoires départementaux, qui forment, d'après le décret du 29 novembre 1871, la 21^e circonscription synodale et envoient deux délégués au synode général des églises réformées de France.

Le culte israélite, précédemment organisé par l'ordonnance du 9 novembre 1845 et le décret du 16 septembre 1867, reproduisant notre ordonnance du 25 mai 1844 et notre décret du 29 août 1862, est actuellement régi par un décret du 23 août 1898. Dans chaque arrondissement existe un consistoire composé d'un grand rabbin (au chef-lieu du département) ou

d'un rabbin et de six laïques parmi lesquels est choisi le président. Toutefois, lorsque la population israélite d'un arrondissement est inférieure à 2 000 âmes, la circonscription consistoriale s'étend sur deux ou plusieurs arrondissements limitrophes; par contre, si la population israélite de l'arrondissement excède 10 000 âmes, il peut être formé deux consistoires: c'est ainsi qu'un arrêté du gouverneur général du 15 décembre 1898 a subdivisé en deux circonscriptions consistoriales les arrondissements d'Alger et d'Oran.

L'ensemble des consistoires de chaque département est représenté au consistoire central des israélites de France par un membre laïque. Les grands rabbins sont présentés par le consistoire central des israélites de France et nommés par décret; les rabbins sont nommés par le consistoire central sous réserve de l'approbation ministérielle. Le gouverneur général donne son avis préalablement à toute nomination.

Le décret du 23 août 1898 a déclaré applicables à l'Algérie les dispositions non contraires à celles qu'il renferme de l'ordonnance du 23 mai 1844 et des décrets des 15 juin 1850, 29 août 1862, 5 février 1867 et 12 septembre 1872.

Culte musulman. Le ministre du culte musulman dans la mosquée est un indigène que son instruction supérieure a fait élever à la dignité de chef de la prière commune. Comme tel, il préside à la prière, assiste aux cérémonies de famille, les consacre, prononce les oraisons funèbres, donne un nom aux enfants.

Le personnel officiant est nommé par le gouvernement. Il comprend: le *mufti*, docteur de la loi, qui statue sur les questions dont la foi musulmane fait des cas de conscience; chef et administrateur de la mosquée principale, il fait la prière publique solennelle du vendredi et enseigne la théologie (1); les *khettib*, dans les mosquées de seconde classe, chargés de fonctions correspondant à celles de nos curés: surveillance des cérémonies, entretien de l'édifice, lecture du prône appelé *khothba* et des prières publiques; les *imams*; les *mouderris*, professeurs de l'enseignement supérieur; les *bach-hazzab*, chefs des *hazzab*; les *hazzab*, lecteurs qui lisent chaque jour les chapitres du Coran; les *bach-moueddin*, chef des *moueddin*; les *moueddin*, crieurs de l'heure de la prière, qui du haut des minarets appellent les fidèles aux cinq prières de la journée; les *tolba*, chargés de la lecture des livres de piété relatant les actions du Prophète (*tenbih-el-anam*); des élèves destinés aux fonctions religieuses, des allumeurs du feu (*chaa'l*), etc... Citons aussi les *marabouts*, personnages austères investis d'un caractère sacré.

Le culte est célébré dans les *mosquées*, monuments consacrés à la prière, où se dit la prière publique solennelle du vendredi, et dans les *zaouïas*, monuments élevés sur le tombeau de saints personnages, servant d'asile aux indigents et d'école pour les enfants.

Les établissements religieux sont répartis d'après leur importance ou

(1) En raison du nombre des fidèles appartenant au rite hanéfite, il existe encore à Alger un *mufti hanéfi*.

celle de la population en cinq classes : 1^o les mosquées principales, ayant un professeur chargé de l'enseignement supérieur (*mouderris*) ; 2^o les mosquées des villes importantes ayant une tribune pour la *khothba* ; 3^o les mosquées moins importantes ; 4^o les oratoires principaux consacrés à des marabouts ; 5^o les petites chapelles.

En Kabylie, le service du culte, assuré par le conseil municipal (*djemâa*), est célébré par l'*imam*, et l'administration de la mosquée est confiée à un *oukil*, nommé par la *djemâa* et chargé d'effectuer les recettes et les dépenses.

Il est pourvu aux besoins du culte musulman, comme des autres, et à l'entretien des édifices religieux qui y sont consacrés au moyen des ressources budgétaires.

Régime financier. — *Le budget.* — La loi du 19 décembre 1900 a doté l'Algérie d'un budget spécial. Elle a été inspirée par l'idée de décentralisation politique et administrative qui a présidé en 1896 à l'abolition du régime des rattachements, et en 1898 à l'institution des délégations financières. En concédant à la colonie l'usage de tout son outillage, en lui abandonnant le produit intégral de tous les impôts perçus sur son territoire, sauf ceux de la taxe militaire et de la vente des produits des monopoles, et en mettant par contre à sa charge les dépenses administratives locales que ces recettes permettent de couvrir, et qui figuraient jusqu'ici au budget de la métropole, elle la rend autonome ; mais elle réserve expressément aux pouvoirs publics de la métropole le contrôle, la surveillance, voire même un droit de *veto*.

Cette loi confère à l'Algérie la personnalité civile, qui implique la faculté de posséder, et l'habilité à concéder de grands travaux et à contracter des emprunts sous réserve que ces concessions et emprunts doivent être autorisés, suivant leur importance, par une loi ou par un décret rendu en conseil d'État ; elle lui donne enfin la personnalité administrative et budgétaire.

Le système budgétaire adopté procède de deux principes sur lesquels la loi de finances du 13 avril 1900 a fait reposer le système budgétaire colonial : l'*unité budgétaire* et les *dépenses obligatoires*.

Le budget algérien est *un*, mais il ne comprend que les dépenses civiles : celles de la Guerre et de la Marine, en effet, dérivent de l'exercice du droit de souveraineté, présentent un intérêt national, et les ressources algériennes seraient insuffisantes pour y pourvoir ; elles demeurent au budget métropolitain, sauf les dépenses de la gendarmerie, inscrites au budget local comme dans toutes nos colonies, en raison du concours que cette force militaire prête aux services civils de justice et de police. En outre, le budget algérien doit supporter les pensions des agents coloniaux, à l'exclusion des fonctionnaires français qui administrent les services rattachés et de ceux qui sont mis à la disposition de la colonie sans cesser d'appartenir aux cadres métropolitains ; mais cette charge ne pèse sur l'Algérie qu'à partir du 1^{er} janvier 1901, et proportionnellement à la durée des services accomplis depuis cette date, le trésor ayant perçu les retenues afférentes aux services antérieurs.

D'autre part, les sommes à payer annuellement au titre de la garantie d'intérêt des chemins de fer, sauf pour ceux ouverts à l'exploitation après le 1^{er} janvier 1901 pour lesquels la garantie incombera à l'Algérie, restent à la charge de la métropole et y demeureront jusqu'à 1926; passé cette époque, elles seront payées exclusivement par l'Algérie. Toutefois, si avant cette même date le fonds de réserve algérien, analogue à celui de nos colonies et constitué par le versement en compte courant au trésor des excédents constatés en fin d'exercice, vient à atteindre 5 millions, le tiers de l'excédent à ce chiffre sera versé au trésor pour participation au paiement de la garantie d'intérêt. Parmi les recettes, l'État se réserve le produit de la taxe militaire perçue au titre d'un service dû en France, et les sommes provenant de la vente des produits des monopoles, dont les frais de fabrication sont comptés au budget métropolitain. Sous ces réserves, toutes les recettes et toutes les dépenses algériennes sont distraites du budget général de la France et groupées au budget spécial de l'Algérie.

Comme pour les budgets locaux des départements et des communes qui supportent des dépenses d'intérêt général, on distingue des *dépenses générales* et des *dépenses facultatives*. Les premières comprennent les frais d'administration générale et des services civils rattachés : justice, instruction publique, cultes non musulmans, trésor et douanes; les traitements des fonctionnaires et des agents mis à la disposition de la colonie; les dépenses de la gendarmerie; celles des services musulmans et des affaires indigènes; l'acquittement des dettes exigibles. Le gouverneur peut demander au conseil supérieur l'inscription de celles de ces dépenses qu'auraient omises les délégations financières; et, si le conseil supérieur n'accède pas à cette demande, le gouvernement peut en prononcer l'inscription d'office par décret rendu en conseil d'État sur le rapport du ministre de l'Intérieur. Sont au contraire *facultatives* les dépenses relatives aux travaux publics, à l'agriculture, à la colonisation, à l'assistance publique et à l'administration pénitentiaire.

Réunion de ces éléments, le budget est préparé par le gouverneur en conseil de gouvernement sous le contrôle du ministre de l'Intérieur et après communication aux ministres compétents des chapitres ressortissant à leurs départements. Il est soumis aux délégations financières, qui le renvoient à une commission des finances élue par elles dans leur sein, sur le rapport de laquelle ont lieu la délibération et le vote de l'assemblée plénière. Celle-ci peut rejeter ou réduire les crédits proposés pour les dépenses facultatives; mais l'initiative de toute dépense nouvelle est réservée au gouverneur. Quant au droit individuel d'amendement, il ne peut être exercé devant l'assemblée plénière qu'après admission de l'amendement par la délégation à laquelle appartient son auteur et renvoi à la commission des finances. Voté par les délégations, le budget est transmis au conseil supérieur de gouvernement, qui délibère sur le rapport de sa commission des finances. Le conseil supérieur peut réduire les crédits affectés aux dépenses facultatives, mais non les relever ni en établir de nouveaux.

Les impôts, dont la perception doit être annuellement autorisée par

une loi, à l'exception des droits de douane qui restent soumis au régime métropolitain, peuvent être modifiés par l'assemblée plénière des délégations, sur la proposition de l'une d'elles ou du gouverneur et le rapport de la commission des finances. La décision ainsi prise est soumise au conseil supérieur, qui peut l'adopter ou la rejeter, mais non la modifier. Enfin les décisions adoptées ne deviennent exécutoires qu'après homologation par décret en conseil d'État.

Voté par les assemblées algériennes, le budget devient exécutoire et est définitivement réglé par décret du Président de la République sur le rapport du ministre de l'Intérieur. Au cas où le budget ne serait pas voté lors de l'ouverture de l'exercice, celui de l'exercice précédent s'appliquerait de plein droit.

Le compte administratif de chaque exercice, successivement présenté aux délégations financières et au conseil supérieur, qui statuent par voie de déclaration, est réglé par décret. Le compte du trésorier-payeur d'Alger, comptable de la colonie, est remis aux délégations financières et au conseil supérieur en même temps que le compte administratif. Le trésorier-payeur d'Alger est justiciable de la Cour des comptes.

Les impôts. — Par application de l'idée d'assimilation en matière fiscale on a étendu à la région où se sont installés les Européens, au territoire civil la plupart des impôts français; dans le Sud, où l'élément indigène est prédominant, on a dû maintenir les mœurs et coutumes locales, sous peine de compromettre la domination française.

Impôts français. Parmi les impôts d'État, citons d'abord certains impôts métropolitains : patentes et contribution directe sur la propriété foncière bâtie; taxes assimilées : taxe militaire, jury médical, etc...; droits de timbre, d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque; des contributions diverses : licences (boissons et tabacs), droits de garantie des matières d'or et d'argent, taxe de vérification sur les poids et mesures, monopole de la vente des poudres provenant des manufactures d'Europe, droits de consommation sur l'alcool, de fabrication sur les liqueurs, de timbre sur les expéditions; droits de douane; enfin, ressource d'État spéciale à l'Algérie, prélèvement de 5 pour 100 sur le produit brut de l'octroi de mer.

L'assiette et la perception de nos impôts en Algérie présentèrent des modalités multiples, jusqu'à l'époque où les ordonnances des 21 août 1839, 17 janvier 1845 et 2 janvier 1846 soumirent à des règles fixes l'ensemble de l'administration et de la comptabilité financières algériennes.

Établies en 1830, régies actuellement par notre loi du 15 juillet 1880, les *patentes* sont les mêmes qu'en France; toutefois le tarif est réduit de moitié, et les musulmans figurant au tableau A sont imposés comme appartenant à la classe immédiatement inférieure à celle dans laquelle ils devraient figurer s'ils étaient Européens.

La *contribution foncière* fut introduite en Algérie par décret du 2 juillet 1864, mais les difficultés d'établissement du cadastre en retardèrent l'application jusqu'à la loi du 23 décembre 1884. Dans l'intérêt de la colonisation agricole, on a exonéré de la contribution foncière les propriétés non bâties, qui sont soumises à un régime différentiel sui-

vant la nationalité du propriétaire : celles des Européens ne supportent aucun impôt foncier ; celles des indigènes demeurent grevées des impôts qui les frappaient avant la conquête. Quant aux propriétés bâties, elles supportent la contribution foncière ; exception toutefois est faite pendant cinq ans pour les constructions neuves, et pendant dix ans pour celles édifiées sur les terres de colonisation. En outre, au lieu d'être de répartition, la contribution foncière algérienne sur les propriétés bâties est un impôt de quotité. Primitivement fixé à 5 pour 100 du revenu net imposable, son taux a été réduit par la loi du 20 juillet 1891 à 3,20 pour 100 ; toutefois, pour le calcul des centimes additionnels, on continue d'appliquer le taux de 5 pour 100.

Les *droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque*, établis en 1831, furent étendus par l'ordonnance royale du 19 octobre 1841 ; mais les tarifs sont réduits de moitié, et il n'existe ni droit de mutation par décès ni droit de location verbale.

La *licence*, distincte des patentes, date de 1832. Réorganisée en 1846 et en 1848, elle frappe les fabricants et marchands de vins, liqueurs, boissons diverses et tabacs. Son tarif est établi d'après la classe de la patente et le chiffre de la population. Elle comporte un cautionnement et l'assujettissement à l'exercice des agents des contributions diverses. Une loi du 28 avril 1893 a révisé les tarifs et l'énumération des professions passibles de licence.

Notre législation a été étendue à l'Algérie, en 1844, pour les *poudres et salpêtres*, et en 1857 pour la *garantie des matières d'or et d'argent*.

La vente et la culture des tabacs sont libres ; mais l'État a le monopole de la vente des tabacs et cigares provenant de ses manufactures de France.

Enfin, l'introduction en territoire civil de notre système métrique a entraîné, en 1842, l'extension de nos droits de *vérification des poids et mesures*.

Les *douanes* ont été créées à la suite de la conquête. Notre tarif général est applicable, sans exception, aux douanes algériennes.

Les *taxes municipales*, prélèvement de 8 centimes par franc sur le principal des patentes, droits d'abatage, de péage, de stationnement, de voirie, prestations en nature et taxe sur les chiens, sont soumises aux mêmes règles qu'en France. La *taxe sur les loyers*, établie en 1848, représente notre contribution mobilière et emprunte ses règles ; basée sur la valeur locative de l'habitation, elle n'en peut dépasser 1/10.

L'*octroi de mer* constitue la source de revenus la plus importante pour les budgets municipaux. Institué dès la conquête, il est régi par l'ordonnance du 21 décembre 1844, l'arrêté du 4 novembre 1848 et les décrets des 26 décembre 1884, 27 juin 1887 et 10 janvier 1894. Il se distingue du droit de douane 1° par son caractère économique : il ne comporte pas de tarifs protecteurs ni différentiels ; 2° par sa destination : au lieu d'alimenter le budget de l'État, son produit, réuni en un fonds unique, est réparti au prorata de la population, à l'exclusion des communes indigènes, sur les trois départements, entre les communes de plein exercice où les indigènes sont comptés pour 1/8 de la population, et les

communes mixtes où les indigènes sont comptés pour 1/40 de la population. Il frappe les boissons sauf les vins, les comestibles, épices, combustibles d'éclairage, tabacs et savons à leur entrée par mer, quels qu'en soient l'origine, même locale, le pavillon importateur et la destination.

Européens et indigènes des territoires civils payent tous ces impôts; les indigènes y supportent en outre l'achour et le zekkat.

Impôts arabes. Destinés par moitié aux budgets de l'État et des départements, ces impôts relèvent du gouverneur général, depuis le décret du 12 avril 1897. Frappant l'indigène dans sa personne et ses biens parce qu'il est indigène, le suivant, comme l'achour et le zekkat, jusque sur le territoire civil, ce sont des impôts directs sur le revenu agricole, dérivés des taxes locales antérieures à la conquête, qui d'après le Coran obligeaient tout musulman à prélever sur ses revenus une dîme pour les pauvres et voyageurs, pour le rachat des esclaves et la propagation de la foi musulmane. Toutes ces taxes étaient englobées dans le Coran sous le nom de zekkat.

A l'origine, le zekkat du Coran, dîme religieuse, était le seul impôt sur les terres, frappant troupeaux et produits du sol; nous l'avons subdivisé; il portait sur les terres de grande culture, ou de dîme, *arschyet*, dénomination qui, réservée d'abord aux terres d'Arabie, s'étendit avec les conquêtes de l'islamisme à celles qui devinrent la propriété des soldats musulmans conquérants, ou dont les propriétaires vaincus se convertirent spontanément à la religion de Mahomet. Les terres du Tell et des oasis sont de grande culture; celles des hauts plateaux et du Sahara sont dites mortes.

Par opposition avec les terres de dîme, celles de tribut, de conquête ou *kharadjyet*, dont l'exploitation était laissée à des occupants non convertis, appartenant en nue propriété à Dieu ou à son représentant le sultan, étaient soumises au *kharadj*, tribut fixe sur l'étendue cultivée, appelé, s'il était perçu en nature, *djabri*, et, dans la province de Constantine, où il est perçu en argent, *hockor*.

La dîme canonique *zekkat* fut maintenue, et son nom lui resta en tant qu'elle portait sur les animaux paissants, bêtes de somme et leurs produits. Notre administration en fixa la quotité à une bête à cornes sur 30, un chameau sur 40, un mouton, une chèvre sur 100; puis la perception en argent fut introduite: estimés 200, 125, 14 et 12 francs, le chameau paye 4 francs, le bœuf 3 francs, le mouton 20 centimes et la chèvre 25 centimes.

La dîme canonique *zekkat* sur les produits du sol est devenue l'*achour*, qui ne frappe que l'indigène, comme tel, même cultivant une terre européenne, et non l'Européen, même s'il cultive une terre indigène. Dans la province de Constantine, l'achour est impôt de répartition. Pour les provinces d'Oran et d'Alger, où il est de quotité, notre administration en fixa le taux à 1/10 du produit net de la récolte des grains légumineux, grains proprement dits, grains huileux et fruits susceptibles de dessiccation sans déduction de la semence. On partagea les terres en cinq classes suivant la quantité des produits par charrue ou *zouidja*,

surface de 10 hectares qu'une paire de bœufs peut labourer, et l'on arrêta le tarif suivant :

Classes.	Produits.	Impôts.
1. Terres très bonnes.....	20 quint. de blé.	2 quint. blé ou 4 quint. d'orge.
2. — bonnes.....	15 —	1,50 — 3 —
3. — assez bonnes....	10 —	1 — 2 —
4. — médiocres.....	5 —	0,50 — 1 —
5. — mauvaises.....	Pas estimées.	Néant.

Ultérieurement se fit la conversion des denrées en deniers sur les bases de 22 à 25 francs pour un quintal métrique de blé, et de 12 à 13 francs pour la même unité d'orge. Ce tarif est révisé annuellement par le gouverneur. Depuis le 1^{er} janvier 1887, l'*achour* a été étendu aux cultures d'avoine, de tabacs, de vignes et aux orangeries.

Quant au tribut *hockor*, notre administration continua à le percevoir en argent sur l'étendue cultivée dans la province de Constantine; mais elle en abaissa le taux de 30 à 20 francs lorsqu'elle établit à côté de lui le *zekkat*. Ainsi, pour la province de Constantine, une culture de 10 hectares supporte : 1^o sur les produits du sol 25 francs d'*achour*; 2^o sur l'étendue cultivée 20 francs de *hockor*, soit 45 francs d'impôt, indépendamment du *zekkat* sur les bestiaux.

En 1858, le maréchal Randon établit la *capitation kabyle*, impôt global et progressif sur le revenu, frappant tout homme non indigent en état de porter les armes; un décret du 30 décembre 1894 distingue les indigents qui sont exempts, et six classes de contribuables payant, suivant leur fortune, 5, 10, 15, 30, 50 et 100 francs par tête.

De même, l'impôt atteignit les Saharis par l'établissement des *lezmas du Sud*, qui suivit les conquêtes successives des oasis.

La *lezma du palmier*, établie dans les provinces d'Alger et de Constantine, est une taxe de 25 à 50 centimes par pied de palmier en rapport.

Enfin la *lezma fixe* est un tribut imposé à certaines peuplades sahariennes d'après le nombre de palmiers et de bestiaux et déterminé pour une période de cinq à dix ans.

Au principal de ces impôts s'ajoutent des centimes additionnels, prévus par un arrêté du 30 juillet 1845; le gouverneur fixe annuellement leur maximum jusqu'à concurrence de 21 : 10 pour les besoins locaux, 8 pour l'assistance hospitalière, et 3 pour l'application de la loi de 1873 sur la propriété.

Le *zekkat* et l'*achour* constituent des dîmes canoniques, imposées par une puissance représentant la divinité et payées par des fidèles; le *hockor*, la *capitation kabyle* et les *lezmas* apparaissent comme des tributs de guerre imposés par des vainqueurs et payés par des vaincus, échappant les uns et les autres à la discussion et au consentement de ceux qui les acquittent.

Aux termes d'un arrêté du 19 février 1859, les préfets et les généraux préparent chacun pour leur territoire les bases de l'assiette de l'impôt, qui est fixée par le gouverneur général et rendent exécutoires les rôles. Les demandes en décharge ou en réduction sont portées devant les con-

seils de préfecture, sauf lorsqu'elles relèvent de la juridiction gracieuse ministérielle.

Armée et défense. — Sous le rapport militaire, l'Algérie et la Tunisie ressortissent exclusivement au ministère de la Guerre. Les forces stationnées sur le territoire algérien forment le 19^e corps d'armée, de constitution identique à celle des corps d'armée métropolitains. Les troupes d'occupation de la Tunisie, pays de protectorat, sont groupées en une division relevant du commandant du 19^e corps.

Les troupes spéciales à l'Algérie et à la Tunisie sont : les *zouaves*, les *bataillons d'infanterie légère d'Afrique*, les *tirailleurs indigènes*, les régiments *étrangers*, les *chasseurs d'Afrique*, les *spahis algériens*, les *tirailleurs* et *spahis sahariens*.

Ont également leur résidence fixe dans ces deux colonies les compagnies de discipline.

Zouaves et chasseurs d'Afrique. — Les deux corps des zouaves et des chasseurs d'Afrique sont des corps français, créés en vue de la conquête et de la garde des possessions nord-africaines de la France. Comme les autres corps de l'armée métropolitaine, ils se recrutent par voie d'appels et d'engagements volontaires, ne peuvent recevoir comme officiers et soldats que des Français de naissance ou de naturalisation. Le corps des zouaves, organisé actuellement en quatre régiments, à quatre bataillons de quatre compagnies, fut créé en 1830 par le maréchal Clausel; il ne comprit d'abord qu'un bataillon d'indigènes commandé par des officiers et sous-officiers français. Les chasseurs d'Afrique, institués en 1830 sous le nom de chasseurs algériens ou de zouaves à cheval et réorganisés en 1831, forment aujourd'hui six régiments; tous sont remontés en chevaux barbes et en chevaux de la vallée du Chéliff. L'effectif de chaque régiment, à six escadrons, est de huit cent trente hommes et sept cent trente-six chevaux. Le 4^e régiment de chasseurs d'Afrique forme avec le 4^e régiment de spahis la brigade de cavalerie de Tunisie.

Régiments étrangers. — L'ancien régime avait admis des régiments suisses; l'Empire avait levé des lanciers polonais, etc.; la Restauration forma en 1815 le « régiment Hohenlohe », composé d'étrangers, qui devint en 1831 le 21^e régiment d'infanterie légère. Une ordonnance royale du 9 mars 1831 créa une légion étrangère, recrutée par engagements volontaires. Réorganisé à diverses reprises sur des bases différentes, ce corps compta tantôt deux légions, tantôt une, un ou deux régiments, chacun de trois ou quatre bataillons, toujours affectés à l'armée d'Afrique. Actuellement il forme deux régiments à six bataillons de quatre compagnies, avec une compagnie de dépôt par régiment. Chacun d'eux détache un bataillon au Tonkin. Les engagements (deux à cinq ans) sont renouvelables. Les militaires étrangers ont droit aux mêmes récompenses et pensions que les soldats français. Les officiers étrangers, ainsi que les officiers français démissionnaires de l'armée active, peuvent être admis dans les cadres; mais ni ceux-ci ni ceux-là ne peuvent passer avec leur grade dans les régiments français. L'effectif du corps entier est de onze à douze mille hommes.

Tirailleurs algériens. — Constitués en 1841 sous le nom de « tirailleurs indigènes d'Afrique », les trois bataillons devinrent chacun le noyau d'un régiment portant maintenant le nom de « tirailleurs algériens ». Un 4^e régiment, créé en 1884 pour être affecté à la Tunisie, réside à Sousse.

Spahis. — Institués en 1845 et réorganisés en 1899, les spahis forment quatre régiments ; le 4^e, recruté en partie en Tunisie, est affecté à la garde de ce pays et réside à Sfax. Le service du corps est celui d'une haute police militaire. Suivant les nécessités de leur service de surveillance, les escadrons de spahis sont mobiles ou sédentaires. Dans ce dernier cas, ils sont cantonnés avec leurs familles, leurs serviteurs et leurs troupeaux sur des lots de terrain qu'ils cultivent pour leur subsistance.

Le recrutement de ces deux corps, tirailleurs algériens et spahis, s'opère par voie d'engagements volontaires de quatre ans avec prime de 400 francs, et de rengagements successifs, deux de quatre ans avec prime de 250 francs, et le 3^e de trois ans sans prime. Si le spahi ou tirailleur veut poursuivre au delà sa carrière militaire, il est commissionné avec solde spéciale. Les deux corps bénéficient des hautes payes, récompenses honorifiques et pensions concédées aux militaires français. Ils reçoivent également dans leurs rangs, en nombre variable, des engagés volontaires français. Le cadre de chaque régiment, suivant l'arme, est celui d'un régiment d'infanterie ou de cavalerie française. Les officiers supérieurs et ceux exerçant des fonctions administratives sont Français ; quelques emplois de capitaines peuvent être attribués à des indigènes ; mais la moitié des emplois ou grades de lieutenant, sous-lieutenant et sous-officiers doit être réservée aux indigènes.

Tirailleurs et spahis sahariens. — L'une de ces troupes, créées en 1894, est montée à mehari ou chameau coureur. L'une et l'autre sont chargées de la surveillance des tribus sahariennes. La compagnie de tirailleurs réside à El-Goléa ; son effectif (cent cinquante soldats) est à peu près recruté et commandé comme les tirailleurs algériens ; officiers et soldats bénéficient des mêmes avantages. Les spahis sahariens, formant un escadron de cent quatre-vingt-quatorze officiers français, sous-officiers français et indigènes, cavaliers indigènes, jouissent du même traitement. Cantonné à Ghardaïa, l'escadron est fractionné en quatre pelotons.

Le 19^e corps d'armée. — Le 19^e corps, formé de toutes les forces militaires stationnées en Algérie, est organisé comme les corps d'armée métropolitains. Il comprend les trois circonscriptions territoriales et militaires d'Alger, Oran et Constantine, fortes : les 1^{re} et 3^e divisions, d'une brigade d'infanterie et d'une brigade de cavalerie ; la 2^e division, de deux brigades d'infanterie et d'une de cavalerie. En outre, les trois divisions comptent à leur effectif des troupes d'infanterie et de cavalerie non embrigadées. Chaque division dispose de ses services auxiliaires d'administration : magasins de vivres, dépôts de munitions de guerre, hôpitaux, etc. L'artillerie comprend douze batteries, détachées des 12^e et 13^e régiments de l'arme en résidence à Vincennes. Le génie détache trois compagnies et le train des équipages neuf. La 19^e légion de gendarmerie (chef-lieu Alger), subdivisée en cinq compagnies (Alger, Blida, Constantine, Oran et

Sétif), assure le service de prévôté et celui d'ordre général. A Alger réside un général commandant supérieur des places fortes.

Enfin, l'armée territoriale, organisée suivant les mêmes règles que celle de la métropole, comprend dix bataillons de zouaves, six escadrons de chasseurs d'Afrique; le 19^e régiment territorial d'artillerie et dix batteries d'artillerie, le 19^e escadron du train et diverses sections de services auxiliaires.

Le service de défense est organisé pour faire face à trois origines d'attaque: agression extérieure terrestre, soulèvement des indigènes, agression d'un assaillant par mer. De là, trois ordres de travaux défensifs, qui se relient entre eux. Un double réseau de voies ferrées et de routes carrossables ou muletières assure, avec les lignes de télégraphie optique, le transport rapide des forces militaires sur tous les points du territoire. Sur la frontière marocaine et dans l'extrême sud du Sahara, des postes fortifiés tiennent en respect les tribus belliqueuses ou pillardes de ces régions. A l'intérieur, le Fort National, puissante forteresse, se dresse sur un sommet du Djurjura, en Kabylie. Ailleurs, des centres populeux sont pourvus d'un mur d'enceinte, généralement flanqué d'une citadelle. Quant à la défense maritime, à laquelle participe une ligne presque continue de falaises et le régime des vents, elle a pour appuis un ensemble très incomplet de forts et de batteries armés d'une artillerie moderne: ces ouvrages protègent le golfe d'Oran, la baie d'Alger, les golfes de Bougie, Philippeville et Bône. Chaque port est pourvu d'une station de mines sous-marines fixes et d'un poste de torpilleurs.

Alger est protégée par un double système de défense. La défense mobile est constituée par un groupe de torpilleurs (une douzaine) stationnés dans la darse, et par un aviso; le contre-amiral chef de cette force navale a sous son commandement toute la côte algérienne.

La défense fixe est constituée par les batteries du port, par quelques batteries au-dessus de la ville haute et par une série de forts échelonnés des collines de la pointe Pescade au N.-O., au cap Matifou au N.-E. Les forts de premier ordre construits sur les hauteurs de la Bouzaréa, à la batterie des Arcades et au cap Matifou, sont armés de pièces de gros calibre très puissantes. Le vieux fort l'*Empereur*, au S.-O. de la ville, qui domine l'anse de l'*Agha*, ne fait plus partie du système de défense. L'enceinte construite de 1843 à 1851, et qui gênait l'expansion de la ville, est actuellement démolie au nord et au sud.

Toutes les forces navales de l'Algérie sont sous le commandement d'un contre-amiral.

Charles MIGETTE.

LA MISE EN VALEUR

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

L'Algérie, qui était en 1830 un pays perdu pour la culture et la colonisation, s'est développée d'une manière remarquable; elle est susceptible de progresser bien davantage encore. Déjà le sol a été en partie mis en valeur; les terrains cultivables ont été défrichés, les régions marécageuses assainies, des barrages édifiés, des routes et des chemins de fer construits. La Mitidja, malsaine et vide en 1830, est aujourd'hui chargée de moissons et de plantations, couverte de villages vivants et prospères. Sans doute, il ne faut pas s'imaginer que des résultats aussi magnifiques puissent être obtenus partout en Algérie, et que les steppes et les régions désertiques soient susceptibles d'une transformation semblable. Mais il reste encore beaucoup à faire, surtout au point de vue de l'utilisation des eaux par l'irrigation, et l'œuvre de la colonisation est loin d'être achevée.

Récolte du chêne-liège.
Forêt des Beni-Toafout, près d'El-Milia.

La mer offre des ressources de divers ordres. La pêche ma-

ritime est pratiquée par un millier de barques que montent quatre mille cinq cents hommes d'équipage, la plupart Italiens d'origine. On pêche principalement le poisson frais, le thon et la sardine. La pêche du corail, extrait dans les régions de Philippeville, de la Calle et d'Oran, est aujourd'hui en décadence marquée. La valeur des produits n'est que de 4 millions de francs.

Les forêts, qui occupent une superficie de 3 millions d'hectares d'après les relevés administratifs, ne sont encore que très imparfaitement exploitées, faute d'aménagement et de voies d'accès. Le chêne-liège surtout est susceptible de donner des produits importants, le liège et le tanin; malheureusement l'exploitation du tan, lorsqu'elle est mal dirigée et faite par les indigènes d'une manière barbare, fait disparaître les arbres. Les forêts produisent annuellement environ 1 600 000 francs.

Parmi les produits naturels du sol, il faut compter l'alfa, qui sert principalement à la fabrication du papier, et dont on exporte annuellement pour une valeur de 10 millions. D'autres textiles, le diss et le palmier nain notamment, sont l'objet d'une exploitation active.

Agriculture. — L'Algérie est un pays essentiellement agricole, et l'agriculture constitue sa principale ressource. L'agriculture a surtout à redouter la sécheresse et le manque d'eau, auxquels il faut joindre les coups de siroco, les sauterelles et même, dans certaines régions élevées, les gelées tardives. Au premier rang des cultures alimentaires se placent les céréales, cultivées sur 2 800 000 hectares, dont 400 000 environ possédés par les Européens (blé, orge, avoine, maïs, sorgho ou *bechna*). Par suite de l'irrégularité des pluies, du manque d'azote ou d'acide phosphorique dans certaines terres, auquel on ne supplée pas jusqu'ici par la fumure ou les engrais chimiques, par suite aussi de la médiocrité des méthodes indigènes de culture, on a des rendements souvent très faibles; surtout la production annuelle des céréales est sujette à de grandes variations.

La culture maraîchère, celle des pommes de terre et des primeurs, s'est développée surtout au voisinage des ports d'embarquement. C'est une culture très rémunératrice, qui représente une valeur annuelle de 4 millions et qui est susceptible de prendre de l'extension.

Parmi les cultures arborescentes de l'Algérie, c'est la vigne qui a la plus grande importance. Le vignoble algérien, qui couvrait 17 000 hectares en 1877, 55 000 en 1884, en occupe aujourd'hui 125 000, donnant 4 millions d'hectolitres, au prix moyen

de 15 à 20 francs l'hectolitre dans les bonnes années. Les vignobles les plus importants de l'Algérie sont plantés sur les coteaux du Tell et dans les plaines du littoral; dans les terres profondes et riches des plaines, on peut obtenir des rendements de 120 à 150 hectolitres à l'hectare; en coteaux, la production est beaucoup moindre, et bien que la qualité soit supérieure, le bénéfice est moins élevé. Les vins algériens, mal fabriqués au début, se sont beaucoup améliorés depuis la découverte récente

Laboureurs kabyles.

des méthodes de vinification convenant aux pays chauds. Le phylloxera, dont on s'était cru longtemps à l'abri, a détruit les vignobles de Mascara, de Philippeville et de Bône; mais ses progrès sont lents dans les régions bien défendues; aucune tache phylloxérique n'a encore été découverte dans la province d'Alger, et, malgré cette menace, il y a encore, semble-t-il, un bel avenir pour la viticulture en Algérie.

Cependant la « récolte des vins » a, dans ces dernières années, éprouvé les agriculteurs algériens. On comprend très bien l'engouement dont la culture de la vigne a été l'objet dans notre colonie, car aucune ne se prête mieux à la petite colonisation, aucune n'a donné d'aussi beaux bénéfices. Mais les Algériens ne

pourront accroître indéfiniment l'étendue de leurs vignobles. Ils devraient en tout cas se garder de la « monoculture », qui, quelle qu'elle soit, est toujours un réel danger. « Il ne faut pas, dit le proverbe, mettre tous ses œufs dans le même panier. »

L'olivier existe en Algérie depuis la plus haute antiquité, et sa culture paraît avoir été une des principales sources de la prospérité de l'Afrique romaine. Il vient partout à l'état sauvage; mais les arbres greffés sont encore trop peu nombreux, et les huiles indigènes sont mal préparées. Au lieu de 50 000 hectolitres d'huile d'olive, l'Algérie pourrait en donner plusieurs millions. La culture est simple, l'arbre brave les intempéries, et dans les mauvaises années la récolte ne fait jamais complètement défaut. Les indigènes consomment beaucoup d'huile d'olive, et toutes les nations de l'Europe occidentale en utilisent des quantités considérables.

Presque tous les arbres à fruit du midi et du centre de l'Europe se rencontrent en Algérie; ceux qui ont une réelle importance économique sont l'oranger, le mandarinier, le citronnier, l'amandier, le figuier, le caroubier. Il faut y joindre certains arbres d'origine exotique, goyavier, néflier du Japon, bananier. Les vergers d'orangers et de figuiers surtout pourraient et devraient être développés.

Parmi les cultures industrielles, le tabac (8 000 hectares) a une certaine importance et paraît susceptible d'augmenter de valeur moyennant quelques améliorations. La culture du coton, qui atteint son apogée en 1866 avec un rendement de 9 000 quintaux, celle du lin, ainsi que la sériciculture, sont à peu près abandonnées, malgré les conditions favorables qu'elles paraissent rencontrer.

L'Algérie est un pays trop peu arrosé et où les pâturages sont trop maigres pour que, sauf dans certains districts, l'élevage des bêtes à cornes rencontre des conditions bien favorables; on en compte 1 200 000. Au contraire, l'élevage du cheval, qui est en décadence comme nombre (210 000) et comme qualité, mériterait d'attirer sérieusement l'attention. Le mulet (15 000) et l'âne (275 000) jouent un rôle important, notamment dans l'existence des indigènes. Mais c'est surtout l'élevage des moutons qui constitue la première des richesses pastorales de l'Algérie et une de ses principales ressources; eux seuls peuvent utiliser les maigres pâturages de la région des steppes, qui est par excellence le *pays du mouton*. On compte actuellement 11 millions de moutons, presque tous possédés par les indi-

gènes nomades; mais le chiffre du troupeau subit des oscillations considérables et désastreuses quand l'été est trop sec ou l'hiver trop rigoureux. La question de l'amélioration de l'élevage indigène et de la meilleure utilisation des steppes, notamment par la création de points d'eau, est assez complexe, mais de la plus grande importance pour l'avenir de l'Algérie.

Il faut éviter en tout cas dans la région des steppes tout ce qui pourrait entraver la transhumance et troubler le fonctionnement du système pastoral. Les chèvres (4 millions) sont funestes à la végétation forestière. Certains colons tirent de bons bénéfices de l'élevage du porc. Quant à l'autruche, les essais faits jusqu'ici n'ont guère donné de résultats pratiques.

En résumé, la vigne, l'olivier et le blé dans le Tell, le mouton dans les steppes, telles sont actuellement les principales ressources de l'agriculture algérienne.

Étude d'olivier. — Phot. Neurdein.

Industrie. — L'Algérie renferme des richesses minérales encore incomplètement exploitées, mais qui, dans ces dernières années, ont pris une réelle importance et semblent devoir en acquérir davantage encore dans l'avenir. Il faut citer en première ligne les gisements de phosphate de chaux, de nature à influencer beaucoup sur la prospérité générale du pays, surtout si une partie peut être utilisée par l'agriculture locale. Ces gisements se rencontrent dans un des étages de l'éocène, le sues-

sonien; ils occupent deux larges bandes qui s'étendent depuis Tébessa jusqu'à Boghar, à travers toute l'Algérie orientale, et renferment en nombre de points des couches exploitables. Les phosphates de Tébessa, exploités depuis 1891, donnaient en 1895 156 000 tonnes, d'une teneur de 60 à 70 pour 100. On a également commencé l'exploitation des phosphates dans la

Exploitation d'une carrière de phosphates dans la région de Tébessa. — Fresque de M. E. Deshayes.

région de Bordj-bou-Arreridj. La puissance de l'ensemble des gisements exploitables de l'Algérie actuellement connus est telle qu'ils peuvent être considérés comme pratiquement inépuisables.

Les mines sont nombreuses en Algérie, et les recherches des ingénieurs nous réservent sûrement d'autres découvertes. Mais en l'état actuel des moyens de communication et de la main-d'œuvre, on n'exploite que des minerais très riches, surtout les

minerais de fer et de zinc. Les exploitations de minerai de fer les plus florissantes sont celles d'Aïn-Mokra, près de Bône, et de Beni-Saf, près de Rachgoun, appartenant l'une et l'autre à la Compagnie de Mokta-el-Hadid; les minerais, très appréciés, rendent à la fonte 62 à 65 pour 100. La production actuelle est d'environ 500 000 tonnes. Le minerai de zinc est abondant en Algérie: les centres les plus actifs sont Sakamody, dans le département d'Alger, et Hammam-N'baïls (Nador) entre Guelma et Bône. Les mines de Kef-oum-Teboul, près de la Calle, donnent du cuivre et du plomb argentifère. D'autres gisements, momen-

tanément abandonnés après avoir été l'objet d'une exploitation active, comme ceux de Mouzaïa-les-Mines ou de Garrouban, ont été repris. Le mercure, l'antimoine ont été reconnus en beaucoup d'endroits.

On n'a pas jusqu'ici rencontré en Algérie de gisements de houille, mais seulement quelques lignites. Les sources de

Sources calcaires de Hammam-Meskhoutine, près Guelma.

pétrole découvertes récemment au nord et au sud de la vallée du Chélif, près de Renault (Aïn-Zeft) et au sud de Relizane, fourniront peut-être à l'Algérie le combustible minéral qui lui a fait jusqu'ici défaut.

A ces richesses minérales il faut ajouter le sel, très abondant, et qui se présente tantôt en véritables montagnes de sel, tantôt à la surface des lacs salés et des chotts. Les eaux minérales et thermales, ferrugineuses, salines, sulfureuses, jaillissent en beaucoup d'endroits; les plus célèbres sont les eaux incrustantes de Hammam-Meskhoutine, près de Guelma, qui ont une température de 96° centigrades; d'Hammam-Rirha, près de Miliana;

d'Hammam-Melouan, près de Rovigo; d'Hammam-Salahine, près de Biskra; d'Hammam-bou-Hadjar, près d'Aïn-Temouchent.

L'industrie proprement dite n'existe en Algérie qu'à l'état embryonnaire. L'industrie des Européens se borne à la mise en œuvre des produits agricoles (minoteriès, distilleries), et celle des indigènes est en décadence.

De tout temps, les indigènes, Arabes ou Kabyles, ont en très grande majorité vécu de la terre et de ses produits, les premiers comme pasteurs, les seconds comme agriculteurs. Dans les principales villes du Tell seulement, les indigènes exerçaient les métiers sans lesquels l'existence urbaine serait impossible, et ceux pour lesquels ils avaient soit une aptitude particulière, soit des matières premières en abondance; ils étaient habiles dans l'industrie du cuir, dans celle des armes et dans le travail du cuivre ciselé. En outre, dans la Grande Kabylie, l'extrême densité de la population forçait et force encore les indigènes à se livrer à diverses industries, celles du fer (armes à feu, sabres), de la poudre, de la toile, de la fausse monnaie. Il faut enfin mentionner les broderies indigènes et l'industrie des tapis; les plus réputés sont ceux de Kalaâ, dans la province d'Oran, du Djebel-Amour, de Djelfa, de la Kabylie, de Sétif, bien loin d'égaler d'ailleurs les tapis d'Orient.

Ces industries indigènes, qui du reste avaient surtout le caractère d'industries domestiques et n'ont jamais fait l'objet d'un commerce sérieux, sont aujourd'hui dans une complète et irrémédiable décadence. Elles ne peuvent lutter contre les procédés plus perfectionnés et plus économiques de l'industrie européenne, dont elles n'ont pris que les côtés défectueux: c'est ainsi que la substitution des couleurs d'aniline aux couleurs végétales a enlevé aux tapis indigènes tout ce qui en faisait le prix aux yeux des amateurs. Aujourd'hui, l'industrie indigène consiste surtout à vendre très cher aux touristes de passage des objets qu'ils trouveraient à meilleur compte dans les grands magasins parisiens, d'où ils proviennent en général.

Est-il bien utile d'empêcher les industries indigènes de mourir ou de les faire revivre? Que les Africains portent des burnous fabriqués à Marseille, et que les femmes kabyles aillent à la fontaine avec de vieux bidons de pétrole au lieu des vases archaïques qu'elles portaient jadis, le pittoresque y perd, mais non l'industrie française. D'ailleurs, cette résurrection est-elle possible? C'est une tâche délicate et bien peu assurée du succès, tout au moins en Algérie, car en Tunisie l'œuvre aurait plus de chance d'aboutir. Seule, peut-être, l'industrie des

tapis, pour laquelle une école de fabrication a été récemment fondée à Alger, mérite d'être conservée. Encore devrait-il s'agir là plutôt d'une industrie domestique, qui donnerait à la femme indigène un gagne-pain et relèverait sa condition, que d'une véritable industrie d'exportation.

En somme, pour les indigènes comme pour les colons, le labourage et le pâturage sont les deux mamelles de l'Algérie.

Viaduc dans les Portes de fer. — Phot. Leroux.

Voies de communication et commerce. — L'Algérie, qui a une étendue énorme en latitude, si l'on tient compte de son prolongement saharien, est au contraire beaucoup plus étendue d'ouest en est que du nord au sud, si l'on envisage la densité de la population, le groupement de l'élément européen et le développement de la colonisation. Il faut donc en Algérie, d'une part, assurer les communications d'ouest en est, parce que la zone voisine du littoral est de beaucoup la plus peuplée et la plus cultivée ; d'autre part, développer les communications du nord au sud, parce que les échanges ont lieu dans ce sens entre des contrées de productions différentes. C'est à quoi l'on s'est appliqué en construisant le réseau des routes et des voies ferrées de

l'Algérie, réseau d'autant plus indispensable que l'Algérie est complètement dépourvue de cours d'eau navigables ou flottables.

L'Algérie compte 10 000 kilomètres de routes, dont 3 000 de routes nationales, et près de 3 000 kilomètres de voies ferrées, les unes à voie large (1^m,44), les autres à voie étroite (1^m,055). Le réseau se compose essentiellement d'une grande ligne parallèle à la côte, qu'on peut appeler le Grand central algérien, et qui va de Tunis à Tlemcen en attendant qu'elle aille jusqu'à Fez; on peut la considérer comme se composant de deux branches maîtresses, dirigées d'Alger vers Oran d'une part, vers la frontière tunisienne de l'autre, quoique en réalité elle suive d'ouest en est les étapes suivantes : Tlemcen, Tabia, Sainte-Barbe du Tlélat (26 kilom. d'Oran), Maison-Carrée (41 kilom. d'Alger), le Khroub, Duvivier, Souk-Ahras. Sur ce tronç principal se greffent les lignes destinées à desservir les ports d'embarquement : Arzew, Mostaganem, Bougie, Philippeville, Bône. D'autres lignes dites de « pénétration » s'en détachent vers le sud et s'enfoncent dans l'intérieur : ce sont les lignes de Ras-el-Ma, Duveyrier, Tiaret, Berrouaghia, Biskra, Aïn-Beïda, Tébessa. Si l'on compare le chemin de fer à un cours d'eau, la ligne centrale est comme un grand fleuve dont les voies dirigées vers les ports sont les embouchures et les voies venant du sud les affluents. Il reste à construire dans le Tell quelques lignes d'intérêt général d'embranchement ou de jonction, et surtout des tramways ou chemins de fer d'intérêt local; dans le sud, il convient de pousser les voies de pénétration. La ligne qui s'avance le plus loin vers le sud est celle de Duveyrier, qui doit être prolongée dans la direction du Touat; dans la province d'Alger, la voie ferrée de Berrouaghia doit atteindre Laghouat; et, dans le Sud constantinois, celle de Biskra sera continuée jusqu'à Touggourt et Ouargla.

Les chemins de fer algériens sont exploités par cinq grandes compagnies : le P.-L.-M. algérien (513 kil.), l'Est algérien (887 kil.); le Bône-Guelma (436 kil. pour le réseau algérien); l'Ouest algérien (368 kil.); la Compagnie franco-algérienne (668 kil.). L'exploitation des lignes actuellement existantes pourrait être améliorée au point de vue des conventions, des tarifs et de l'enchevêtrement des réseaux. Le rachat de la Compagnie franco-algérienne (loi du 12 décembre 1900) est un premier pas dans ce sens (1).

(1) La recette totale des chemins de fer algériens est de 23 millions, soit 8 000 francs par kilomètre; le produit net est de 3 200 000 francs, soit 1 100 francs par kilomètre.

Alger. Les quais. — Phot. Leroux.

Plusieurs autres compagnies étant rachetables, la question se pose dès à présent de savoir s'il y a lieu d'effectuer ce rachat. Il conviendra d'examiner ensuite si l'on veut confier l'exploitation à l'État ou à une ou deux compagnies, qui auraient, par exemple, l'une toutes les lignes à l'ouest d'Alger, l'autre toutes les lignes de l'Algérie orientale.

D'importants travaux ont été faits pour créer et outiller les grands ports d'Oran, Alger, Philippeville et Bône ; d'autres beaucoup moins considérables ont été effectués à Nemours, Beni-Saf, Mers-el-Kébir, Mostaganem, Ténès, Cherchell, Dellys, Bougie, Djidjelli, Collo et la Calle. L'avenir paraît être de plus en plus à la concentration du commerce maritime dans quelques grands ports parfaitement outillés ; on ne l'a pas toujours compris en Algérie, et certains travaux ont été au moins inutiles. Il faut espérer que désormais, malgré la résistance des intérêts locaux, on consacrera tout l'effort sur quelques points et qu'on se bornera pour les points secondaires aux améliorations les plus souples et les moins coûteuses.

Des compagnies françaises de navigation mettent l'Algérie et ses principaux ports en relations continues avec la Corse et les ports de Marseille, Cette et Port-Vendres, sans compter les lignes côtières qui desservent le littoral. Ce sont la Compagnie générale transatlantique, dont les paquebots effectuent trois fois par semaine la traversée d'Alger à Marseille en vingt-six heures ; la Compagnie de navigation mixte, la Compagnie des transports maritimes à vapeur, etc. La Compagnie havraise péninsulaire et la Compagnie des bateaux à vapeur du Nord relient l'Algérie avec Bordeaux, le Havre, Dunkerque. Enfin Alger est devenu un port d'escale très important ; il reçoit en grand nombre les navires anglais et autres qui traversent la Méditerranée et viennent y renouveler leur provision de charbon ; il fait à cet égard une heureuse concurrence à Malte et à Gibraltar.

Le commerce de l'Algérie a suivi une progression des plus remarquables. En 1830, il n'atteignait pas 8 millions ; en 1850, ce chiffre avait plus que décuplé ; en 1869, il était de 293 millions. Il dépasse aujourd'hui un demi-milliard, réparti à peu près également entre l'importation et l'exportation.

L'Algérie exporte des vins, des céréales, de l'alfa, du liège, des moutons, des laines, des minerais de fer, des phosphates. Elle importe des tissus, des outils, des métaux, des charbons, des denrées coloniales.

La France fait la majeure partie de ce commerce (70 à

75 pour 100), et il ne peut manquer d'en être ainsi de plus en plus; la colonie est unie à la France non seulement par les liens de l'affection, mais aussi par ceux de l'intérêt, car l'Algérie complète pour nous la France du Midi et nous envoie des produits que nous demandions auparavant à l'Italie et à l'Espagne, la France fournit à l'Algérie ce qui lui manque en fait d'objets manufacturés de toutes sortes.

Travail et main-d'œuvre. — La question de la main-d'œuvre, qui se pose avec tant d'acuité dans la plupart des colonies tropicales, et qui est certainement pour beaucoup d'entre elles le point noir, est relativement facile à résoudre en Algérie. Les conditions climatériques sont telles qu'elles permettent aux Européens, et aux Français en particulier, de se livrer à tous les travaux, même les plus pénibles. Il faut d'ailleurs constater ce fait remarquable que dans l'intérieur, par suite de la plus grande altitude et du climat plus sec, l'Européen conserve mieux toute son activité. Même sur le littoral, dans les sables humides de la côte, il n'est guère exposé à subir les atteintes de l'anémie tropicale que dans sa forme la plus atténuée : il en résulte seulement, à ce qu'il semble, que la somme de travail fournie par lui est moindre, surtout en été.

Le Français pourrait donc parfaitement former en Algérie toute la main-d'œuvre nécessaire. Mais comme l'immigration française est faible, l'Algérien d'origine française constitue à certains égards une sorte d'aristocratie; s'il n'est pas fonctionnaire ou commerçant, il a en général une propriété, petite ou grande. Le « petit colon » effectue seulement sur sa concession une partie du travail agricole, faisant appel à la main-d'œuvre indigène dans une mesure plus ou moins large. Dans les grandes exploitations, les chefs de cultures, les cavistes attachés à demeure à la ferme, sont le plus ordinairement des Européens, souvent des Français. Ceux-ci sont aussi, dans les villes, ouvriers d'art et gens de métier. Mais pour les défrichements, les terrassements, la manutention des marchandises, les travaux publics, les mines, les travaux de la moisson, la main-d'œuvre est empruntée à d'autres sources, dans des proportions qui varient suivant les régions.

Les indigènes fournissent en Algérie une main-d'œuvre abondante et à bon marché. Certaines populations indigènes, nomades ou même sédentaires, ne fournissent à peu près aucun travail. D'autres, au contraire, donnent des travailleurs convenables, quoiqu'on ait souvent à se plaindre de leur irrégularité.

Les indigènes sont souvent *khammès* ou métayers au cinquième. Dans toute les fermes, des indigènes à demeure sont employés aux travaux les plus divers : les uns sont garçons d'écurie, cochers ou charretiers ; d'autres s'occupent de l'étable, de la bergerie, pendant que leurs enfants conduisent les troupeaux aux champs. Mais ce sont surtout les Kabyles dans l'Algérie orientale, les Marocains (du Rif) pour l'Algérie occidentale, qui constituent la main-d'œuvre agricole la plus importante, puisqu'il n'y a pas ou presque pas d'industrie ; au moment de la moisson, on évalue à 50000 le nombre des travailleurs que la Kabylie envoie ainsi dans les fermes et les villages européens. Ils descendent par bandes de leurs montagnes, vont s'embarquer sur les petits vapeurs côtiers ou s'entassent dans les diligences et wagons de chemins de fer. Ces moissonneurs vont de ferme en ferme, comme le font chez nous, par exemple, les Belges dans la Brie.

L'emploi de cette main-d'œuvre ne présente rien de particulier, si ce n'est peut-être l'habitude assez répandue de traiter avec un chef de groupe et de payer en partie en nature. Pour les céréales, les indigènes préfèrent généralement travailler à forfait ; pour les autres travaux agricoles, ils sont employés à la journée. Les salaires agricoles oscillent entre 1 fr. 25 et 2 fr. 50 par jour, selon la nature du travail.

A la main-d'œuvre indigène vient s'ajouter la main-d'œuvre italienne et espagnole. Les travailleurs italiens se rencontrent surtout dans la province de Constantine et s'emploient volontiers dans les travaux de mines et de carrières (phosphates de Tébessa). Les travailleurs espagnols sont nombreux dans la province d'Oran et aussi dans celle d'Alger. Ils sont surtout d'excellents défricheurs : c'est leur spécialité. Lorsqu'on crée un « centre de colonisation », c'est à eux en général que les colons nouvellement établis confient ce dur labeur du défrichement. Il n'est pas douteux que la province d'Oran leur doit en grande partie sa prospérité.

L'Algérie est incontestablement la plus belle des colonies françaises de climat tempéré, de même que l'Indo-Chine est la plus belle de nos colonies tropicales. Elle est vraiment, comme l'appelait Prévost-Paradol, « la chance suprême ». Pour qui-conque réfléchit, l'avenir même de la France est intimement lié à l'avenir de l'Afrique du Nord.

Augustin BERNARD.

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

Les règles qui régissent la propriété foncière musulmane n'ont été déterminées d'une manière précise ni dans le Coran, ni dans ses commentaires. On distingue les terres mortes, vaines et vagues, n'ayant fait l'objet d'aucune appropriation, et les terres vivantes ou *melk*, possédées privativement par les particuliers ou l'Etat. Il existe aussi des biens *habous* ou *wakoufs*, frappés d'indisponibilité. Le *habous* est religieux ou de conquête. Dans celui-ci, les vaincus, sans être dépossédés, cessent d'être propriétaires incommutables, le domaine éminent leur est enlevé, et ils doivent payer aux vainqueurs un tribut annuel ou *kharadj*. L'Algérie étant une terre de conquête, les détenteurs du sol n'ont pas un droit de propriété absolu; leurs biens sont dits *arch* (ou *sabega* dans la province d'Oran). Le bien *melk* supporte la dime prescrite par le Coran ou *zekkat*, et la terre conquise un tribut annuel. A un autre point de vue, on distingue les biens du beylick des biens des particuliers.

Les biens du beylick constituent le domaine privé de l'Etat. Ils comprennent: 1° les terres mortes n'ayant fait l'objet d'aucune appropriation; 2° les terres *melk* confisquées ou dont l'Etat a hérité; 3° le domaine éminent des terres *arch* occupées privativement par les tribus arabes, qui pouvaient se transmettre entre membres de la tribu. Ces biens étaient confondus sous le nom de *beït-el-mal*.

Les biens *melk* du beylick étaient afferlés; leur bail se nommait *azel*. Le gouvernement percevait directement le fermage ou *hockor*, les concédait à titre d'apanage, ou l'affectait soit à une fonction déterminée, soit à un service public. Les biens *habous* faisaient l'objet de baux à long terme (*enzels*). L'aliénation se faisait par concession ou *iktaa* du souverain. Pourtant, on pouvait acquérir la propriété d'une terre inculte par sa mise en valeur; la ratification par le souverain de cette propriété n'était obligatoire que dans des cas exceptionnels. Signalons ici les concessions de terres *maghzen* faites, à titre précaire, à des tribus ou colonies militaires chargées de la défense du pays et du recouvrement des impôts.

Les biens des particuliers étaient possédés privativement, ou simplement occupés en vertu d'un droit de jouissance.

Les terres *melk* avaient leur origine dans des concessions ou des ventes consenties par le gouvernement turc, ou dans une vivification suivie d'une possession paisible pendant un délai suffisant pour prescrire. Ils existaient principalement dans les villes, leurs banlieues et dans les régions kabyles; ce qui caractérise la propriété *melk*, c'est son extrême indivision facilitée par la législation coranique, son régime successoral et ses nombreuses servitudes foncières parmi lesquelles il faut citer le droit de *chefaa* permettant à un communisme de contraindre un acquéreur étranger de lui rétrocéder, moyennant le remboursement du prix, la part vendue. Elle était facilitée aussi par la constitution patriarcale de la famille arabe. La base de la propriété *melk*, ne se trouvant généralement pas dans des titres écrits, reposait le plus souvent sur la simple posses-

sion; de là une grande incertitude aggravée par les charges occultes de la propriété, et dérivant de la *rahnia* ou nantissement, de la *tsenia* ou vente à réméré, etc.

Législation domaniale depuis 1830. — Par le fait de la conquête, l'Etat français a succédé à tous les droits du beylick; il est devenu propriétaire de tous les biens vacants et sans maître, des terrains abandonnés, de ceux qui n'ont pas été revendiqués conformément aux dispositions de l'ordonnance de 1846. De plus, la réunion au domaine des biens des corporations religieuses, des mosquées, des villes saintes, a donné à l'Etat la propriété des habous religieux; mais on a maintenu la constitution des habous et laissé aux biens grevés leur affectation spéciale. Toutefois, comme l'Etat a, désormais, pris à sa charge les dépenses du culte, l'aliénation des biens habous a été autorisée par décret du 30 octobre 1858.

Du domaine national. — *Domaine public.* — Aux termes de l'article 2 de la loi du 16 juin 1851, le domaine public se compose : 1° des biens que le Code civil et nos lois générales déclarent non susceptibles de propriété privée; 2° des canaux de navigation, d'irrigation, de dessèchement exécutés par l'Etat ou pour son compte dans un but d'utilité publique, des aqueducs et des puits à l'usage du public; 3° des lacs salés, des cours d'eau de toute sorte et des sources, sous réserve des droits privatifs légalement acquis antérieurement à la loi. Comme en France, rentrent dans le domaine public les rivages de la mer, les ports, havres, rades et leurs dépendances, les routes et voies de communication, les chemins de fer, les fortifications et les places de guerre.

Voirie. Les voies de communication sont les routes nationales et les chemins non classés, c'est-à-dire les chemins vicinaux, les chemins stratégiques et les voies secondaires destinées à favoriser le développement de la colonisation.

Le décret du 6 juillet 1854 reproduit la plupart des dispositions de la loi de 1836 sur les chemins vicinaux; la loi du 20 août 1881 a été rendue applicable à l'Algérie par décret du 19 mars 1886.

En ce qui concerne la voirie urbaine, les règlements de la métropole ne sont pas applicables; le texte en vigueur est l'arrêté de l'intendant civil du 8 octobre 1832, qui exige l'autorisation de l'administration pour les constructions en bordure des voies publiques. Le décret du 26 mars 1852 sur la voirie de Paris a été étendu à Alger et à Constantine.

Régime des eaux. Les cours d'eau sont rangés dans le domaine public, sous réserve des droits privatifs légalement acquis, antérieurs à la conquête, établis soit par titres, soit en vertu d'une possession immémoriale. La répression des contraventions est du ressort des conseils de préfecture; mais l'exception de propriété est de la compétence des tribunaux judiciaires.

La loi de 1851, qui a donné les caractères de la domanialité publique aux cours d'eau algériens, s'applique à toute l'Algérie; un arrêt de la cour d'Alger du 9 décembre 1890 a cependant décidé qu'à Biskra les

sources venant à surgir dans des terrains appartenant à des particuliers étaient la propriété de ceux-ci.

L'article 3 décidait que l'exploitation des lacs et des sources serait déterminée par un règlement d'administration publique, mais ce règlement n'a jamais été rendu et les concessions sont accordées par le gouverneur général. Les préfets sont compétents, comme en France, pour prendre des règlements d'eau et pour autoriser l'établissement de moulins, d'usines, etc. Sont exécutoires, en Algérie, les lois françaises sur les sources d'eaux minérales, le drainage, les irrigations. Une servitude spéciale d'utilité publique frappe les propriétés riveraines des aqueducs et des fontaines; on réserve le long de ces aqueducs une zone de francs bords de 1^m,50.

Domaine privé. Au lendemain de la conquête, l'État français ordonna la prise de possession des biens du dey, des beys et des Turcs; il prescrivit aux détenteurs de biens domaniaux d'en faire la déclaration, et, pour encourager ces révélations, il prit une série de mesures qui, du reste, donnèrent peu de résultats.

L'article 4 de la loi du 16 juin 1851 énumère les dépendances du domaine privé. Ce sont :

1^o Les biens dévolus en France à l'État, en vertu des textes du Code civil relatifs aux biens vacants et sans maître, aux biens en déshérence, aux successions vacantes, et des dispositions réglementaires concernant les épaves;

2^o Les biens et droits mobiliers et immobiliers du beylick;

3^o Les biens séquestrés;

4^o Les bois et forêts sous réserve des droits d'usage.

Le domaine privé national est donc plus étendu en Algérie qu'en France, puisqu'il comprend les massifs boisés. En Algérie, on considère comme vacants les biens dont les propriétaires, mis en demeure de faire valoir leurs titres, ne l'ont pas fait dans les délais voulus.

Biens séquestrés. Le séquestre a été une mesure de rigueur contre ceux qui combattaient l'influence française et s'insurgeaient contre elle; il a été employé aussi comme moyen de répression contre les incendies de forêts. Le texte fondamental sur la matière est l'ordonnance du 31 octobre 1845. En vertu de son article 28, les biens séquestrés sont définitivement réunis au domaine à l'expiration d'un délai d'un an, et l'article 12 permet l'aliénation immédiate des terres incultes séquestrées. Le séquestre employé pour réprimer les incendies des forêts a été autorisé par la loi du 17 juillet 1874 (1).

Bois et forêts (2). La loi de 1851 a classé dans le domaine privé natio-

(1) On n'en use que lorsqu'il y a eu, de la part des indigènes, concert préalable. L'administration restreint le plus possible les rigueurs du séquestre : elle loue les biens ainsi séquestrés à leurs anciens propriétaires, et elle permet, dans certains cas, le rachat moyennant le versement d'une somme d'argent.

(2) La législation forestière a une importance particulière en Algérie. En effet, une grande partie de la population arabe vit surtout à l'état pastoral, et le pâturage dans les bois est pour elle l'unique moyen de conserver ses troupeaux.

nal les bois et les forêts sous réserve des droits de propriété et d'usage antérieurement acquis. Les forêts domaniales, dont la contenance totale atteint presque 3 millions d'hectares, constituent l'une des principales richesses de l'Algérie. On comprend, sous la rubrique de forêts, des parcelles recouvertes de broussailles et des clairières plus ou moins clairsemées; mais les bois proprement dits renferment des essences de valeur (pins d'Alep, chênes-liège, thuya, etc.).

L'application aux indigènes des prescriptions rigoureuses du code forestier les indisposa vivement. De plus, la présomption de domanialité, édictée par la loi de 1851, ne peut être combattue que par des titres authentiques, qui le plus souvent font défaut. Il en résulte que des indigènes, propriétaires de terrains boisés, peuvent être expropriés, faute de pouvoir faire cette preuve. Les nombreux incendies qui ont dévasté les forêts domaniales ne sont pas tous dus à la négligence, et il a fallu prendre des mesures sévères, telles que le séquestre, les amendes collectives, pour en diminuer la fréquence. Ce fut l'objet de la loi du 17 juillet 1874. Une loi du 9 décembre 1885 détermina les règles relatives à l'aménagement et au rachat des droits d'usage dans les forêts domaniales, aux exploitations des bois des particuliers, à la police et au reboisement (1).

L'exploitation des forêts de chêne-liège se fait soit directement par le service forestier, soit par voie d'adjudication publique.

Le domaine privé national est administré, depuis 1851, par le service des domaines, qui a succédé au *beït-el-mal*.

L'amodiation des biens domaniaux en Algérie est régie par l'ordonnance du 9 novembre 1845 et les décrets des 27 octobre 1858 et 30 avril 1861. C'est, en principe, le préfet qui consent les baux, à l'amiable ou aux enchères publiques. Le gouverneur général autorise les baux de gré à gré d'une durée supérieure à trois ans, et d'un loyer dépassant 1 000 francs. Pour toute amodiation amiable au delà de neuf années, il faut un décret rendu après avis du conseil supérieur du gouvernement.

Aliénation des terres domaniales dans l'intérêt de la colonisation. — Les terres domaniales à affecter à la colo-

Sous la domination turque, le pâturage n'était pas interdit, et il était permis de prendre librement le bois nécessaire au chauffage et aux menus usages domestiques. Mais l'État français ne pouvait laisser se perpétuer cet état de choses préjudiciable à l'intérêt de la colonie, et le Code forestier fut déclaré applicable en Algérie en 1833.

(1) Les règles relatives à l'organisation du personnel forestier, analogues à celles de la métropole, sont indiquées dans le décret du 19 mars 1898. Le service des forêts a été placé en 1873 sous l'autorité du gouverneur général, et centralisé entre les mains d'un conservateur à Alger. Ses attributions consistent comme en France à assurer l'exploitation des massifs forestiers, à réprimer les délits, à empêcher les déboisements et à hâter le repeuplement. L'administration forestière doit, de plus, établir les limites du domaine forestier et procéder au rachat des parcelles boisées appartenant aux particuliers qui y sont enclavées.

nisation représentent environ 300 000 hectares. Pour reconstituer ce domaine, au fur et à mesure de sa diminution progressive, on a eu recours : 1° au cantonnement qui consiste à refouler les tribus indigènes dans l'intérieur. Ce procédé, autorisé par l'article 14 de la loi du 16 juin 1851, a été aboli par le sénatus-consulte du 22 avril 1863 ; 2° à l'achat des terres des indigènes, auxquels on donne en compensation d'autres terres, ou de l'argent.

Dans l'histoire de l'aliénation des terres domaniales, il faut distinguer trois périodes :

Jusqu'en 1851, le système des concessions gratuites domine ; à partir de 1851, on a recours au procédé de la vente ; et enfin, depuis 1878, on pratique simultanément la vente et la concession gratuite (1).

Le décret du 30 septembre 1878 détermine actuellement les règles relatives à l'aliénation des terres domaniales. Cette aliénation suppose la création d'un centre ou périmètre de colonisation, la triangulation, le lotissement et le bornage des lots. Ces lots sont : 1° les lots de village d'une superficie maxima de 40 hectares, 2° les lots de ferme d'une contenance de 100 hectares. Les uns et les autres sont concédés ou vendus.

Les ventes ont lieu chaque année par adjudication publique.

Nul ne peut obtenir une concession territoriale en Algérie, s'il n'est Français d'origine européenne ou Européen naturalisé. Les demandeurs

(1) **Avant 1851.** — Deux arrêtés du maréchal Clauzel, en date des 17 avril et 27 septembre 1836, indiquèrent dans quelles conditions se feraient les attributions de terres domaniales dans les environs d'Alger. Puis le maréchal Bugeaud, par arrêté du 18 avril 1841, posa des règles générales sur la création des centres de population et les concessions de terres à l'intérieur de ces centres. Ces concessions avaient en moyenne 12 hectares ; le concessionnaire était tenu de résider sur son lot et de le mettre en valeur. On lui remettait un titre de propriété provisoire, et il lui fallait l'autorisation de l'administration pour aliéner sa terre ou l'hypothéquer. Il y eut, avant 1851, des tentatives de colonisation militaire, et des villages furent créés par des soldats en activité à Aïn-Fouka, Beni-Mered et Mahelma. Une loi du 19 septembre 1848 ouvrit au gouvernement un crédit de 50 millions pour créer des colonies agricoles de cultivateurs et d'ouvriers d'art.

On attribuait à chaque famille un lot de 10 hectares. Les colonies agricoles ainsi créées ne donnèrent pas d'excellents résultats, par suite du mauvais recrutement des colons. De grandes concessions furent aussi faites pendant cette période, notamment aux trappistes à Stahouéli.

1851-1878. — Sous le second empire, on voulut favoriser la grande colonisation ; 22 000 hectares furent cédés, en 1853, à la Compagnie genevoise de Sétif, et l'on vit se fonder de grandes sociétés foncières, telles que la Société de l'Habra et de la Macta, et la Société générale algérienne. La concession gratuite fut remplacée par la vente.

En 1871, on reprit en faveur des Alsaciens-Lorrains la tentative de colonisation agricole de 1848 ; les résultats furent meilleurs. La Société de patronage des Alsaciens-Lorrains, présidée par M. d'Haussonville, a continué l'œuvre, à titre privé ; elle a créé trois villages très prospères : Haussonviller, le Camp-du-Maréchal et Bou-Khalfa.

En 1871, on inaugura le bail de colonisation, d'une durée de neuf années, avec attribution du lot, en pleine propriété, à l'expiration du délai, moyennant certaines conditions de mise en valeur.

doivent s'engager à résider pendant cinq ans, avec leur famille, sur les terres qui leur seront concédées.

Les concessions sont attribuées de préférence aux cultivateurs, chefs de famille et possédant un avoir d'au moins 5000 francs. On a reconnu que la pratique des travaux des champs était nécessaire pour permettre de tirer un bon parti des terres concédées. De plus, un certain capital est indispensable pour pouvoir construire une maison d'habitation et des bâtiments d'exploitation, acheter un cheptel, des semences et vivre en attendant les premières récoltes.

Les familles qui réunissent les meilleures conditions sont admises comme attributaires.

Des terres domaniales peuvent être mises à la disposition temporaire des sociétés ou des particuliers qui prendraient l'engagement : 1° de peupler un ou plusieurs villages en assurant l'installation particulière des familles destinées à former le peuplement; 2° de transmettre gratuitement lesdites terres à ces familles dans le délai de deux ans, sans que ces sociétés ou particuliers puissent jamais devenir propriétaires des terres qui leur ont été remises à charge de transmission.

Par exception, et dans le but de favoriser l'établissement d'industries spécialement utiles, le gouvernement général peut, le conseil de gouvernement entendu, autoriser la substitution d'immigrants étrangers européens aux immigrants français.

A l'expiration de la période quinquennale qui suit la concession provisoire, le concessionnaire à charge de résidence, ou son ayant cause régulièrement investi, adresse au préfet une demande en délivrance du titre définitif de propriété, qui est admise favorablement lorsque le concessionnaire a rempli toutes les conditions auxquelles il est imposé.

Après trois ans de résidence, le concessionnaire astreint à la résidence a la faculté de réclamer le titre définitif de propriété en justifiant d'une dépense moyenne de 100 francs par hectare, réalisée en améliorations utiles et permanentes, dont un tiers au moins en bâtiments d'habitation ou d'exploitation agricole. Le concessionnaire qui tient ses droits d'une entreprise de peuplement doit, en outre, justifier qu'il est complètement libéré envers ladite entreprise.

La même faculté appartient, au bout de trois ans, au concessionnaire dispensé de la résidence, qui justifie de l'accomplissement de toutes les obligations qui lui étaient imposées.

D'après l'article 7 du décret de 1878, le peuplement doit être composé pour les deux tiers de Français immigrants et pour un tiers de Français ou d'Européens naturalisés établis en Algérie. Le gouvernement général s'est réservé la disposition des concessions aux émigrants; mais par arrêté du 29 décembre 1900, il a délégué aux préfets le soin de statuer sur l'attribution des concessions au titre algérien, après avis d'une commission consultative spéciale et une instruction faite par le professeur départemental d'agriculture.

La propriété privée. — La conquête ayant fait de l'Algérie un territoire français, on pourrait croire que les immeubles algériens

ont été, de ce jour, soumis à nos lois. Or, on a maintenu un statut réel mosaïque jusqu'en 1851, et un statut réel musulman jusqu'à la loi du 26 juillet 1873.

En 1830, la propriété était dans une situation très précaire, quand elle ne disparaissait pas derrière la formule musulmane : « La terre est à Dieu et au sultan, son représentant. » La propriété collective était partout, et la propriété individuelle, relativement rare, ne reposait souvent que sur des titres douteux, contestables par témoins; ses limites n'étaient presque jamais nettement définies.

Préoccupé du problème foncier dans l'intérêt de la colonisation, le gouvernement s'attacha à constituer la propriété et à la consolider, en soustrayant l'acquéreur aux menaces éventuelles d'éviction. L'ordonnance du 1^{er} octobre 1844 déclara inattaquables les ventes immobilières, même de biens inaliénables en droit musulman, consenties aux Européens, permit à l'acheteur d'attaquer en diminution de prix le vendeur de mauvaise foi qui aurait déclaré une contenance majorée d'un tiers, frappa de déchéance au bout de deux ans les actions en rescision de vente, et maintint les aliénations d'immeubles présumés domaniaux faites par l'État. L'ordonnance du 21 juillet 1846 prescrivit la vérification administrative par le conseil du contentieux, sauf pourvoi au conseil d'État, des titres de propriété, qui devaient être produits avec plan et déclaration de contenance dans les trois mois, sous peine d'attribution de la propriété à l'État; la vérification comportait une délimitation contradictoire, le bornage, l'établissement d'un nouveau plan et la délivrance d'un nouveau titre.

La loi du 16 juin 1851 proclama l'inviolabilité de toute propriété privée, mais laissa subsister les droits de propriété et d'usage dans les territoires des tribus où régnait le communisme. Ce fut le préambule du cantonnement, qui, partant de la non-existence du droit de propriété individuelle dans les tribus, cantonna les indigènes dans les territoires nécessaires à leurs besoins et attribua le surplus à l'État.

Le sénatus-consulte du 22 avril et le décret du 23 mai 1863 mirent fin au cantonnement et déclarèrent les tribus propriétaires incommutables des territoires *arch* dont elles avaient la jouissance permanente et traditionnelle; des commissions furent chargées de délimiter les territoires des tribus, de les répartir entre les douars et de constituer la propriété privée entre les membres des douars.

La propriété des biens beylick était réservée à l'État. Le décret du 13 décembre 1866 déclara insaisissables pour dettes antérieures les biens des tribus devenus inaliénables.

Jusque-là soumise à la loi musulmane, la propriété foncière musulmane fut uniformément soumise à la loi française par la loi du 26 juillet 1873, sans distinction de statut personnel des parties contractantes. Là où existait la propriété individuelle, cette loi organisa sa constatation et régla la délivrance de titres publics, opposables à tous, portant attribution d'un nom patronymique au propriétaire; elle décida que la transcription du titre purgerait tous droits réels antérieurs en opposition avec le droit constaté par le titre.

Là où existait la propriété collective, elle organisa la constitution de la propriété individuelle, après enquête, d'après la possession effective. Enfin, pour garantir contre les revendications ultérieures les acquéreurs européens de biens dont la propriété n'était pas constatée par titre certain français, elle établit une purge extraordinaire, opposable à tous, abolissant tous droits réels, servitudes ou causes de résolution fondés sur le droit musulman ou kabyle. La loi du 28 avril 1887 compléta la procédure de cette purge, applicable aux ventes entre vendeurs indigènes et acquéreurs européens, en exigeant l'exécution, après publication, d'un bornage contradictoire par les soins du juge de paix; de plus, elle leva l'inaliénabilité des terres *arch* et institua une procédure pour en garantir les acquéreurs.

Abrogeant toutes dispositions antérieures, la loi du 16 février 1897 substitua aux systèmes précédents de constatation et de constitution de la propriété privée et à la purge de la loi de 1873 une procédure unique, d'enquête partielle, comportant bornage et plan avec publication, aboutissant à la délivrance d'un titre définitif opposable à tous, d'une valeur absolue et abolissant tous droits réels antérieurs sans distinction.

Actuellement, quels que soient les propriétaires, l'établissement, la conservation et la transmission contractuelle de la propriété immobilière ou des droits réels en Algérie sont soumis à la loi française. Toutefois, ce principe comporte des réserves : les transmissions héréditaires entre indigènes étant demeurées soumises à la loi musulmane, les dévolutions immobilières successorales entre indigènes sont régies par la loi musulmane; entre indigènes, seules les transmissions immobilières contractuelles sont soumises à la loi française (1). En outre, l'application de la loi française aux transactions immobilières se fait immédiatement entre contractants de statut personnel différent, et entre musulmans pour les biens dont la propriété a été consacrée par titre notarié ou administratif; les immeubles qui ne remplissent pas cette condition ne sont soumis à la loi française qu'à mesure de la délivrance des titres de propriété définitifs.

TRAVAUX PUBLICS

Jules Duval insistait déjà sur la nécessité de pratiquer en Algérie « une politique hydraulique ». C'est la sécheresse du climat qui y constitue, en effet, le principal obstacle au développement de l'agriculture. Aussi est-il indispensable, afin de permettre l'arrosage des terres, de

(1) Au point de vue de la compétence, le décret du 10 septembre 1886 n'a laissé aux cadis que le jugement des contestations relatives aux droits successoraux et la rédaction des actes portant exclusivement sur des successions immobilières; le partage est réservé, pour tous immeubles français des successions musulmanes, au tribunal français et, pour tous immeubles musulmans non soumis à la loi française, au juge de paix. Tous actes portant sur un immeuble quelconque doivent être faits par notaire. — D'après la loi du 28 avril 1887, les cessions, licitations et partages de droits successifs sur des immeubles soumis à la loi de 1873 et possédés par des indigènes s'opèrent conformément à la loi française.

construire des barrages, des canaux d'irrigation, des réservoirs, de forer des puits, etc. Dans la région saharienne, en particulier, cette dernière opération permet la création d'oasis, et l'on voit apparaître de riches plantations de palmiers là où auparavant il n'y avait que des solitudes.

L'article 2 de la loi du 16 juin 1851 a fait rentrer dans le domaine public les cours d'eau de toute nature, les sources et les lacs salés. Cette disposition, conforme aux traditions du droit musulman, facilite particulièrement l'exécution de travaux d'hydraulique agricole.

Personnel des travaux publics. — Au début de l'occupation, les travaux publics étaient entrepris par les soins du génie militaire. L'arrêté du 27 janvier 1846 en confia l'exécution aux services des ponts et chaussées, des mines et du génie. D'une manière générale, en territoire militaire, tous les travaux relèvent du génie.

Le service des ponts et chaussées est organisé comme en France. Les travaux concernant les routes, ponts, canaux, chemins de fer, phares, travaux hydrauliques, s'exécutent sous sa surveillance. Les ingénieurs sont assistés de régisseurs comptables et d'agents secondaires. Le service de la topographie est chargé du levé des plans.

Le texte fondamental sur l'organisation des services des travaux publics et des mines en Algérie est le décret du 18 août 1897. En principe, les lois et les décrets régissant en France les services ressortissant au ministère des Travaux publics sont applicables en Algérie, et le gouverneur général a les mêmes attributions que le ministre dans la métropole. Toutefois, en matière de chemins de fer, c'est le ministre qui homologue les tarifs, statue sur les frais accessoires et arrête le compte de la garantie d'intérêt. — Les règles sur l'exécution des travaux publics sont les mêmes, et il n'y a de particularités que pour l'expropriation et l'occupation temporaire.

Le décret du 16 août 1853 sur les travaux mixtes a été rendu exécutoire en Algérie, où la zone frontière s'étend tout le long du littoral sur une largeur de 10 kilomètres.

Expropriation. — Les règles à observer en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique sont déterminées par l'ordonnance du 1^{er} octobre 1844 et la loi du 16 juin 1851. D'après l'article 19 de cette loi, l'expropriation peut être prononcée pour la fondation des villes, villages ou hameaux, pour l'établissement d'ouvrages de défense, de fontaines, d'aqueducs, pour la création de canaux, et pour toutes les causes prévues par la loi française.

Les pouvoirs que l'ordonnance de 1844 conférait autrefois au ministre de la Guerre sont exercés, aujourd'hui, en vertu du décret du 10 décembre 1860, par le gouverneur général. C'est ce dernier qui déclare l'utilité publique des travaux à exécuter, et l'expropriation des immeubles. Ainsi, à la différence de ce qui a lieu en France, où l'expropriation s'opère par autorité de justice et à la suite d'un jugement rendu par le tribunal civil, l'autorité judiciaire n'intervient pas en Algérie pour autoriser l'expro-

priation. En revanche, l'autorité judiciaire a une attribution particulière : c'est elle qui fixe le montant de l'indemnité à allouer, tandis qu'en France, au contraire, le règlement de l'indemnité de dépossession appartient au jury d'expropriation.

En cas d'expropriation partielle, la loi de 1851 autorise le tribunal, à la différence de ce qui a lieu dans la métropole, à compenser complètement l'indemnité avec la plus-value ; mais sans exiger toutefois de la part de l'exproprié le paiement d'une soulte. La décision du tribunal qui fixe l'indemnité n'est pas susceptible d'appel ; au contraire, les autres décisions du tribunal relatives au droit de propriété ou à la procédure sont passibles des voies de recours ordinaires.

En cas d'urgence et pour l'exécution de certains travaux fixés par l'article 19 de la loi de 1851, on suit alors les règles du décret du 11 juin 1858, qui simplifie les formalités et abrège les délais de procédure (1).

Chemins de fer. — C'est le décret du 8 avril 1857 qui a fait le premier classement des chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie.

La législation de la métropole a été successivement étendue à l'Algérie ; les règles des conventions sont, en général, à peu près semblables à celles qui sont fixées pour les chemins de fer français, et l'on ne trouve de particularités que relativement au mode de calcul de la garantie d'intérêt, qui constitue l'une des formes sous lesquelles se manifeste l'appui de l'État.

Dans la métropole, l'État s'est engagé vis-à-vis de quatre compagnies : Est, Ouest, Orléans et Midi, dans le cas où les recettes nettes des lignes en exploitation ne suffisent pas à payer l'intérêt dû aux obligataires et le dividende garanti aux actionnaires, à parfaire cette différence, mais seulement à titre d'avance remboursable avec intérêt à 4 pour 100. Cette garantie d'intérêt porte sur le montant total du capital de premier établissement.

En ce qui concerne les chemins de fer algériens, on a arrêté à un chiffre forfaitaire le maximum des dépenses de premier établissement et des dépenses pour travaux complémentaires. La garantie porte sur le revenu des actions et l'intérêt des obligations. Comme les compagnies peuvent contracter des emprunts à un taux inférieur à celui qui a été fixé à forfait, il en résulte un bénéfice pour elles.

Mais, de plus, les frais d'exploitation ne représentent pas les dépenses effectives ; ils sont fixés à un chiffre forfaitaire. En un mot, la garantie de l'État porte sur les insuffisances de revenu, ainsi que sur les déficits d'ex-

(1) Les servitudes légales d'utilité publique sont, pour la plupart (servitudes militaires, servitudes de voirie, etc.), régies par les mêmes dispositions en France et en Algérie. Toutefois les règles concernant la servitude de fouilles et d'extraction de matériaux sont déterminées par le décret du 11 septembre 1869, et non par la loi du 29 décembre 1892, comme dans la métropole.

En ce qui concerne l'occupation temporaire, la loi du 29 décembre 1892 ne s'applique pas à l'Algérie. C'est le décret du 8 février 1868, modifié par celui du 11 septembre 1869, qui est en vigueur.

exploitation, et il n'y a pas de compte d'exploitation partielle comme dans la métropole. La durée de la garantie d'intérêt est la même que celle de la concession de chaque ligne, sauf pour le P.-L.-M. pour lequel elle est fixée au 1^{er} janvier 1947, et pour les lignes tunisiennes où elle cessera en même temps que celle du réseau algérien de la compagnie de Bône-Guelma.

C'est la compagnie P.-L.-M. qui est concessionnaire des deux premières lignes créées en Algérie : celle de Philippeville à Constantine et celle d'Alger à Oran. Ces lignes sont exploitées à dépenses réelles, c'est-à-dire que la compagnie prélève sur les recettes brutes le montant des dépenses réellement effectuées ; le surplus, qui forme le revenu net, vient en déduction de la somme payée par l'État au titre de la garantie d'intérêt [convention du 1^{er} mai 1863] (1).

La *compagnie de l'Est algérien* est également concessionnaire de lignes d'intérêt local, incorporées aujourd'hui au réseau d'intérêt général (2).

La *compagnie de Bône-Guelma* a reçu en 1874 la ligne d'intérêt local de Bône à Guelma, concédée par le département de Constantine avec une garantie d'intérêt. Cette ligne a été incorporée au réseau d'intérêt général en 1877, et l'État s'est substitué au département pour la garantie d'intérêt (3). Des lois postérieures ont concédé à la compagnie diverses autres lignes, toujours avec une garantie d'intérêt de la part de l'État.

La *compagnie de l'Ouest algérien* a obtenu, en 1874, la concession de la ligne d'intérêt local du Tlélat à Sidi-bel-Abbès avec une garantie du département d'Oran montant à 6 pour 100. Une loi du 22 août 1881 a incorporé cette ligne au réseau d'intérêt général (4).

La *compagnie franco-algérienne* a été constituée non en vue de l'exploitation d'un chemin de fer, mais en vue de l'exploitation des produits du sol, et notamment l'alfa, pour lequel un monopole lui avait été accordé en 1874 par le gouvernement sur 300 000 hectares des Hauts-Plateaux. De plus, cette compagnie obtenait la concession territoriale des domaines de l'Habra et de la Macta (25 000 hectares). Pour assurer l'écoulement de ses produits, la compagnie franco-algérienne a établi sans subvention ni garantie d'intérêt la ligne d'Arzew à Kralfalla.

Depuis, d'autres lignes lui ont été concédées (lignes de Mostaganem à Tiaret, de Kralfalla à Aïn-Sefra), mais avec une garantie d'intérêt basée sur un capital forfaitaire.

En 1888, la compagnie franco-algérienne, à bout de ressources, dut

(1) La concession faite au P.-L.-M. doit prendre fin le 31 décembre 1958.

(2) La garantie est stipulée pour certaines de ces lignes sous la forme d'un revenu net kilométrique ; pour d'autres, sous la forme d'un intérêt calculé d'après un capital forfaitaire.

(3) La concession expire le 7 mai 1976 pour le réseau algérien. Le réseau tunisien a été concédé à perpétuité, sauf faculté de rachat.

(4) Cette compagnie a accepté, pour quelques-unes des lignes nouvelles qui lui ont été concédées, la garantie sur le pied des dépenses réelles de construction limitées par un maximum. Pour d'autres lignes, on a suivi le système du forfait.

affermer son réseau à l'Ouest-Algérien, et, peu de temps après, elle déposa son bilan. En 1890, elle obtint un concordat. Depuis lors, de nouvelles difficultés surgirent; les porteurs d'actions se divisèrent en deux camps, prétendant tous deux posséder la majorité statutaire aux assemblées générales; ce litige fut déféré aux tribunaux, et un liquidateur judiciaire fut nommé au mois de juin 1900 pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

D'autre part l'État poursuivit l'exécution, dans le sud de la province d'Oran, du chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg et à Duveyrier. L'occupation de divers points de la région du Touat et du Tidikelt, et surtout la prise d'In-Salah, exigeaient absolument que cette ligne assurât sans retard le transport et le ravitaillement des troupes. Or, la situation de fait de la compagnie franco-algérienne, seule qualifiée pour se charger de l'exploitation, étant déjà concessionnaire de la ligne d'Arzew à Aïn-Sefra, ne permit pas à l'État de conclure un traité avec elle. Ces considérations d'intérêt national motivèrent le rachat de cette compagnie (loi du 12 décembre 1900).

Le rachat est avantageux pour le Trésor, les annuités à payer ne devant pas dépasser les charges de la garantie d'intérêt, et, d'autre part, l'État devant retirer des avantages notables d'une exploitation mieux comprise. Les règles concernant l'exploitation provisoire des lignes de la compagnie ainsi rachetée ont été déterminées par le décret du 21 décembre 1900.

La *compagnie de Mokta-el-Hadid* a été autorisée à prolonger à ses frais, risques et périls, des mines de Mokta-el-Hadid jusqu'à la mer, un chemin de fer particulier ouvert au service public des voyageurs et des marchandises. Cette ligne n'est l'objet d'aucune subvention ni garantie d'intérêt.

Ainsi, à part la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, qui exploite ses lignes à dépenses réelles, les autres compagnies sont placées, en général, sous le régime du forfait d'exploitation, c'est-à-dire qu'il leur est alloué une somme fixe pour frais d'exploitation. Le forfait des dépenses d'exploitation est déterminé d'après la recette brute. On établit une échelle de recettes brutes d'après un barème, et pour chacune d'elles on arrête le forfait soit à une somme fixe, soit à un tant pour 100 de la recette. Quelquefois aussi, le chiffre forfaitaire est calculé suivant une formule d'exploitation.

La législation métropolitaine est applicable en Algérie aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways.

Mines et carrières. — La législation algérienne est identique à celle de la métropole, et les mêmes textes ou des textes analogues y sont applicables (loi du 16 juin 1851, art. 51). Toutefois, les minières exploitables à ciel ouvert, et qui, en France, appartiennent au propriétaire du sol et sont soumises au régime des carrières, avaient été, en vertu de textes spéciaux, assimilées aux mines proprement dites; depuis 1866, cette anomalie a disparu. L'administration des mines est organisée comme en France; elle a, de plus, un rôle important : la recherche et le captage des eaux artésiennes.

Le service des mines, organisé par un décret du 18 août 1897, est centralisé entre les mains d'un inspecteur général résidant à Alger. Il y a, actuellement, 55 gîtes miniers concédés en Algérie, dont 30 dans le département de Constantine.

La législation des carrières est également la même qu'en France, sauf en ce qui concerne les gisements de phosphates de chaux.

En France, les gisements de phosphate sont exploités comme carrières; en Algérie, comme ils se trouvent pour la plupart dans des terrains domaniaux appartenant à des douars, il a fallu, afin d'en assurer la bonne exploitation, d'empêcher la spéculation et de prévenir les difficultés de toute nature que l'incertitude des droits de propriété aurait fait naître, les placer sous un régime spécial. Le décret du 25 mars 1898 ne vise que la recherche et l'exploitation des phosphates de chaux situés dans des terrains domaniaux départementaux, communaux, communaux de douars, et les terrains collectifs de culture. Les recherches sont autorisées par arrêté du gouverneur général.

Elles sont autorisées pour une année, et les travaux s'effectuent sous la surveillance de l'administration. Quand un gisement de phosphates de chaux est découvert, l'inventeur adresse sa demande au préfet. Cette demande est soumise à diverses formalités de publicité, afin de permettre aux intéressés de former leurs oppositions.

L'exploitation a lieu en vertu d'amodiations passées par voie d'adjudication publique, et l'adjudication porte sur la redevance à payer à l'État, en sus du droit de 50 centimes par tonne extraite.

Quand les gisements se trouvent dans les terrains des départements, des communes, dans les terrains communaux des douars ou dans les terrains régis par le droit musulman, la moitié ou la totalité, suivant les cas, des sommes encaissées par l'État fait retour aux occupants du sol.

RÉGIME COMMERCIAL

Tarif douanier. — L'Algérie jouit aujourd'hui, au point de vue commercial, d'un régime libéral qu'elle ne connut pas dans les premières années de colonisation. Ses produits, jusqu'en 1851, ne purent entrer en France qu'en payant des droits; il est vrai, qu'elle avait alors peu d'habitants, son sol était médiocrement cultivé, on importait sans exporter. Le 11 janvier 1851, une loi assura à la plupart des produits algériens leur libre entrée en France, et le nouveau régime fit doubler les importations, tandis que les exportations décuplèrent.

La loi du 17 juillet 1867 posa le principe de la franchise réciproque et absolue des produits des deux pays.

En ce qui concerne les importations d'Algérie en France, ce principe est toujours en vigueur, sauf une restriction pour le sucre, le café et les autres denrées coloniales de consommation. Le tabac n'est admis en franchise que pour les manufactures de l'État, et, d'une manière générale,

les prohibitions établies comme conséquence de monopoles sont applicables aux importations de l'Algérie.

A l'entrée en Algérie, les produits français sont admis en franchise. Il n'y a d'exception à cette règle que pour les sucres bruts ou raffinés.

Les produits algériens ont droit, dans les colonies, au même régime que ceux importés de la métropole.

Les produits étrangers importés en Algérie payent, de par la loi de finances du 29 décembre 1884, les mêmes droits que s'ils étaient introduits en France, sauf pour les cafés, le sucre, le poivre, la cannelle, les muscades et les tabacs. Le 28 décembre 1895, une loi a déclaré passibles des deux tiers des droits du tarif métropolitain les denrées ci-après importées en Algérie : sucres, poivre, cannelle, muscades, maïs, vanille, girofle. Sont passibles des surtaxes du tarif de la métropole les sucres étrangers et certains produits des contrées hors d'Europe, ainsi que les marchandises importées des entrepôts d'Europe. Les marchandises tunisiennes ou marocaines entrent en franchise de droits par les frontières de terre.

Quant aux produits étrangers importés d'Algérie en France, ils ne sont en général soumis aux droits de douane à l'entrée que s'ils ont joui de la franchise en Algérie, s'ils en arrivent par suite d'entrepôt ou de transbordement.

On a vu plus haut que l'octroi de mer est une taxe établie à l'entrée en Algérie sur tous les objets dénommés au tarif annexé, quels qu'en soient l'origine, la provenance et le pavillon importateur. L'administration des douanes en assure la perception. De plus, tout individu préparant ou fabriquant l'un des produits énumérés dans un tarif du décret du 26 décembre 1884 doit en faire la déclaration au bureau des recettes des contributions diverses et, s'il ne réclame pas la faculté d'entrepôt, acquitter immédiatement le droit.

La Banque d'Algérie. — Une loi du 4 août 1851 créa la Banque d'Algérie. Constituée en société anonyme, elle a été l'objet des décrets des 13 août 1853, 3 décembre 1856, 12 mars 1859, 30 mars 1861, 15 janvier 1868. Son capital, primitivement de 3 millions, a été porté à 10, puis à 20 millions, en actions au porteur de 500 francs entièrement libérées. La loi du 3 avril 1880 permit une nouvelle réforme, et les statuts annexés à cette loi furent à leur tour modifiés par une loi du 5 juillet 1900.

La Banque d'Algérie est une banque d'État; elle a le privilège exclusif d'émettre des billets de banque en Algérie; ces billets sont semblables à ceux de la Banque de France et ont une valeur de 1 000, 500, 100, 50 et 20 francs. Le rôle de l'établissement consiste à faire les opérations d'escompte, de dépôts et de comptes courants, d'avances sur titres, etc...; il remplit dans la colonie les mêmes fonctions que la Banque de France. Son siège social est désormais à Paris. Cette banque a son principal établissement à Alger et compte cinq succursales à Oran, Constantine, Bône, Philippeville et Tlemcen. Son privilège a été renouvelé par deux lois du 10 juillet 1897 jusqu'au 31 décembre 1899, et du 8 juillet 1899 jusqu'au 31 octobre 1900, et, depuis lors, par la loi du 5 juillet 1900. Le privilège est prorogé jusqu'au 31 décembre 1920, sous cette

réserve qu'une loi votée par les deux Chambres dans le cours de l'année 1911 pourra faire cesser le privilège à la date du 31 décembre 1912. Cette nouvelle loi a eu pour objet de fixer des règles de bonne gestion. On a, de plus, profité du renouvellement du privilège pour exiger de nouveaux avantages soit pour l'État, soit pour le public.

La Banque d'Algérie est administrée par un conseil composé de neuf administrateurs et de trois censeurs nommés par les actionnaires, d'un directeur et d'un sous-directeur nommés par décret du chef de l'État, sur la proposition du ministre des Finances. A ce conseil est adjoint, en qualité de commissaire du gouvernement, le trésorier-payeur d'Alger. Les trésoriers-payeurs de Constantine et d'Oran remplissent chacun une fonction semblable auprès des succursales de leur ressort.

Il existe, en outre, d'autres établissements de crédit qu'il suffira de mentionner ici. Ce sont la Compagnie algérienne, le Crédit foncier algérien, le Crédit lyonnais, et des comptoirs d'escompte actuellement au nombre de vingt-neuf.

Intérêt de l'argent. — Des dispositions de la loi de finances du 13 avril 1898 ont introduit une réglementation nouvelle de l'intérêt conventionnel et abaissé le taux de l'intérêt légal de l'argent en Algérie.

L'intérêt conventionnel était absolument libre en Algérie. L'article 1^{er} de l'ordonnance du 7 décembre 1835, resté en vigueur, sauf une courte interruption (1848-1849), avait consacré ce principe. En droit, il n'y avait donc pas d'usure en Algérie. En fait, on ne sait que trop combien la fréquence des prêts à intérêt excessif y était devenue un véritable fléau. Des individus peu scrupuleux se livraient à cette pratique, dont avaient surtout à souffrir les indigènes. Le plus ordinairement, l'élévation excessive du taux de l'intérêt était dissimulée sous forme de majoration du capital à rembourser par l'emprunteur.

En fixant à 8 pour 100 le taux maximum, en toute matière, de l'intérêt conventionnel en Algérie, la loi du 13 avril 1898 se montre à la fois plus large et moins libérale que la loi française correspondante. Elle est plus large pour l'intérêt en matière civile, qui en France ne peut dépasser 5 pour 100. Elle est moins libérale pour l'intérêt commercial, qui dans la métropole est absolument libre depuis la loi du 12 janvier 1886.

Quant à l'intérêt légal, fixé à 10 pour 100 par l'art. 2 de l'ordonnance de 1835, et aussi par l'art. 1^{er} de l'arrêté du 4 novembre 1848, à 6 pour 100 par la loi du 27 août 1881, il a été abaissé à 5 pour 100 par l'art. 61 de la loi du 13 avril 1898. En France, l'intérêt légal, également de 5 pour 100 en matière civile, est plus élevé (6 pour 100) en matière commerciale.

La loi du 19 décembre 1850 sur l'usure est applicable à l'Algérie.

Maurice HAMÉLIN.

VILLES PRINCIPALES ⁽¹⁾

DÉPARTEMENT D'ALGER

Alger, métropole de la France africaine, à 750 kilomètres S.-S.-O. de Marseille, 421 N.-E. d'Oran et 464 O.-N.-O. de Constantine; sur la baie d'Alger, comprise entre le cap Matifou et la pointe Pescade; lat. N. 36° 47', long. E. 0° 44'.

Européenne par ses monuments et ses maisons modernes, orientale par le dédale de ses ruelles silencieuses, ses mosquées et ses palmiers, Alger s'élève en amphithéâtre sur le flanc d'une colline escarpée qui se rattache au massif de la Bouzaréa. Vue de la mer, elle déroule un panorama merveilleux; la *Kasba* (118 m. d'altitude) la domine. Sur la mer, elle a pour base le boulevard de la *République*, construit en terrasse au-dessus du port.

La ville s'est agrandie du côté de l'ouest et du sud, la mer lui faisant obstacle à l'est et au nord. Les nouveaux faubourgs sont *Mustapha* au sud-ouest, *Bab-el-Oued* au nord et *Saint-Eugène* au nord-ouest.

(1) Population de l'Algérie : 4 739 331, ainsi répartis :

	Territoire civil.	Territoire militaire.	Population totale.
Alger	1 422 246	218 739	1 640 985
Oran	959 980	147 374	1 107 354
Constantine	1 768 289	222 703	1 990 992
ENSEMBLE . . .	4 150 515	588 816	4 739 331

Les citoyens français sont au nombre de 421 389 dont 71 793 étrangers naturalisés et 57 132 israélites. Les sujets français (Arabes, Kabyles, M'zabites, juifs du Mzab), sont au nombre de 4 071 835, et les étrangers au nombre de 246 107 (2 394 Tunisiens, 23 872 Marocains, 155 519 Espagnols, 38 791 Italiens, 25 531 étrangers de nationalités diverses).

Population des villes. Département d'Alger : *Alger*, 97 400 hab., dont 42 000 Français, et 152 800 hab. avec *Mustapha* et *Saint-Eugène*. — *Blida*, 28 000 hab., dont 7 000 Français. — *Boufarik*, 8 800 hab. — *Cherchell*, 9 000 hab. — *Dellys*, 14 200 hab. — *Fort-National*, population du bourg 340 hab. et de la commune 53 000 hab. — *Médéa*, 16 300 hab. — *Miliana*, 9 000 hab. — *Orléansville*, 12 200 hab.

Département d'Oran : *Oran*, 89 253 hab., dont 25 000 Français, 8 000 israélites, 10 000 indigènes, 45 000 Espagnols et autres étrangers. — *Mascara*, 22 300 hab., dont 5 500 Français. — *Mostaganem*, 17 000 hab., dont 5 000 Français. — *Perrégaux*, 8 600 hab. — *Relizane*, 8 000 hab. — *Saida*, 7 800 hab. — *Saint-Denis-du-Sig*, 10 300 hab. — *Sidi-bel-Abbès*, 26 800 hab., dont 7 000 Français. — *Tlemcen*, 34 800 h., dont 4 000 Français.

Département de Constantine : *Constantine*, 48 911 hab., dont 24 000 musulmans, 19 000 Français, 6 000 juifs naturalisés et 3 000 étrangers. — *Aïn-Beïda*, 6 100 hab. — *Batna*, 8 300 hab. — *Biskra*, 8 400 hab. — *Bône*, 34 000 hab., dont 13 000 Français. — *Bougie*, 14 200 hab., dont 3 000 Français. — *Djidjelli*, 6 100 hab. — *Guelma*, 7 300 hab. — *La Calle*, 5 000 hab. — *Lambèse*, 16 000 hab. — *Philippeville*, 20 400 hab., avec ses annexes *Damrémont*, *Saint-Antoine* et *Valée*. — *Sétif*, 16 000 hab. — *Souk-Ahras*, 7 100 hab. — *Tébessa*, 6 600 hab., dont 600 Français.

Alger, vue de la mer.

Le port a pris sous l'administration française un développement considérable. L'ancienne darse turque, sans profondeur, est aujourd'hui la darse de l'*Amirauté*. Le port moderne, qui peut admettre une forte escadre de guerre et des centaines de navires marchands, est une création du génie civil. Une jetée, dite du Nord, enracinée à l'îlot de l'*Amirauté* s'avance vers le sud-est à une distance de 870 mètres. La jetée sud se compose de deux branches formant un angle droit : l'une, perpendiculaire au rivage et partant du fort Bab-Azoun au sud, mesure 500 mètres de longueur ; elle est coupée d'une passe ; l'autre, celle de l'est, perpendiculaire à la précédente, a une portée de 850 mètres. Le vieux fort l'*Empereur*, au S.-O. de la ville, qui domine l'anse de l'*Agha*, ne fait plus partie du système de défense. L'enceinte construite de 1843 à 1851, et qui gênait l'expansion de la ville, a été démolie au nord et au sud.

Alger est protégée par un double système de défense. La défense mobile est constituée par un groupe de torpilleurs et par un aviso. La défense fixe est constituée par les batteries du port, par quelques batteries au-dessus de la ville haute et par une série de forts, échelonnés des collines de la pointe Pescade au N.-O. au cap Matifou au N.-E. Les forts de premier ordre construits sur les hauteurs de la Bouzaréa à la batterie des Arcades et au cap Matifou sont armés de pièces de gros calibre très puissantes.

Resserrée entre la mer et le bourrelet de mamelons et de plateaux de l'ouest, la métropole algérienne se divise, d'après le relief du sol, en deux bandes longitudinales, du nord au sud : la partie haute correspond à la ville indigène, et la partie basse à la ville européenne. La première, coupée en deux par la rue *Randon*, tient groupées — depuis le fort *Neuf* jusque par delà la base de la Kasba — ses rues, ruelles et impasses enchevêtrées, ses défilés obscurs, ses maisons sans verdure, aux portes basses, blanchies à la chaux, mais bordées de décombres.

C'est dans le quartier ouest où se dresse la *Kasba*, forteresse turque convertie en caserne, c'est dans les rues situées au nord et à l'est des boulevards *Valée* et de la *Victoire*, non loin des mosquées de *Sidi-Abd-er-Rahman*, de *Sidi-Ramdan*, de *Mohammed-Chérif* et *Sefer*, que la vitalité mauresque apparaît encore : là s'égrènent les cafés, bazars, échoppes de barbiers, bimbelotiers, brodeurs sur étoffes, cordonniers, fruitiers, marchands de chaux, d'épices et de tabac, écrivains publics, porteurs d'eau. Au sud du boulevard *Gambetta*, la rampe *Rovigo* aux nombreux lacets limite la ville arabe.

Dans le sens longitudinal, la rue centrale de la *Lyre* forme, à vrai dire, la ligne de démarcation entre la ville haute et la ville basse. La place du *Gouvernement* est le cœur même de la ville. Dans son rayon se pressent le palais du gouverneur, le palais de l'archevêché, tout en marbre blanc, et la cathédrale *Saint-Philippe*, long vaisseau avec transept, surmonté d'une coupole demi-romaine, demi-arabe, curieuse aussi par sa chaire (le *minbar* de la mosquée détruite des ketchaoua), par ses riches mosaïques et ses dentelures orientales. L'église *Notre-Dame des Victoires*, ancienne mosquée bâtie en 1622 par Ali-Betchnin, père du fameux corsaire Tchelibi ; la mosquée de la Pêcherie (*Djama-Djedid*), édifiée en 1660 ; la Grande Mosquée

(*Djama-Kebir*), d'une superficie de 2 000 mètres carrés, construite en 1018, et à laquelle on a ajouté une galerie de quatorze arcades dentelées, soutenues par des colonnes en marbre blanc ; la place de *Chartres*, marché très animé, sont situés dans le quartier de la Marine et dans le périmètre de la ville basse. Par delà l'enceinte du front sud, le palais d'été du gouverneur et ses jardins occupent le plateau de Mustapha supérieur.

Entre le grand faubourg de Mustapha et *Hussein-Dey*, à 5 kilomètres d'Alger, existe un merveilleux établissement, le *Jardin d'essai* ou *Jardin du Hamma*, d'une superficie de 80 hectares, et qui a une quadruple destination : promenade publique, pépinière, jardin d'acclimatation, jardin botanique. Les végétaux alimentaires et les plantes d'ornement y sont l'objet d'une égale sollicitude.

La douceur du climat et le charme du site ont fait d'Alger une station favorite d'hivernage. Les ombrages et les promenades ne sont pas rares dans les environs d'Alger, si riches en belles villas, qui s'étendent de la pointe Pescade à la Maison-Carrée : au nord-ouest, les falaises pittoresques et les criques sablonneuses du bourg de *Saint-Eugène*, dominé par la basilique de *Notre-Dame d'Afrique*, sont le rendez-vous de nombreux baigneurs. Dans l'enceinte même d'Alger, entre le lycée et l'esplanade *Bab-el-Oued* au nord, un vétéran du premier Empire, le colonel Marengo, a créé avec la main d'œuvre des condamnés militaires (sous le règne de Louis Philippe) une promenade très belle : le *Jardin Marengo*.

Alger est la résidence du gouverneur général, le siège d'un archevêché, d'une cour d'appel, d'une académie universitaire, le chef-lieu du 19^e corps d'armée. Il possède un lycée, un groupe de quatre écoles d'enseignement supérieur, une Académie militaire, un observatoire (alt. 270 m.), un grand séminaire, une Société des Beaux-Arts (cours publics et gratuits), une école d'artillerie, deux vastes hôpitaux, un lazaret. Alger est aussi un centre d'affaires, un entrepôt pour les céréales, les vins, les huiles, les primeurs dont la culture enrichit sa banlieue, l'alfa, le liège, le blé, les dattes, le bétail, le tabac, ainsi que pour le charbon demandé par les navires de toute nationalité et par les voies ferrées qui se dirigent sur Oran, Médéa, Constantine, Tizi-Ouzou.

Le port d'Alger, en tant que mouvement commercial, a conquis un des premiers rangs : il est le sixième des ports français par l'effectif des marchandises, le deuxième par le tonnage.

Blida, la Petite, ville au climat délicieux et au site charmant, dans l'extrême sud de la Mitidja, au pied du dernier contrefort de l'Atlas, à 51 kilomètres S.-O. d'Alger par chemin de fer (d'Alger à Oran); altitude, 260 mètres.

Blida est arrosée en abondance par les eaux de l'oued El-Kébir qui baigne son front sud. Des canaux nombreux alimentent ses fontaines, les vastes jardins, la forêt d'orangers, citronniers, cédratiers, oliviers qui lui forment une verdoyante ceinture. Un mur, percé de six portes, que contourne une ligne de boulevards extérieurs, la défend. Le fort Mimich, bâti sur une colline escarpée à l'altitude de 400 mètres, près de la rive gauche de l'oued El-Kébir, domine les approches de la gracieuse cité.

Des places spacieuses, des rues larges et bien alignées, des jardins publics et une pépinière de palmiers donnent à Blida une physionomie plutôt européenne que sarrasine, bien que les constructions arabes s'entremêlent aux édifices et aux maisons de style français. Elle possède une mosquée assez intéressante, un collège bien installé, un vaste hôpital, un dépôt de remonte, deux casernes et un théâtre.

Fort-National (*Fort-Napoléon*), place forte, chef-lieu de canton, commune de plein exercice et commune mixte, arrondissement de Tizi-Ouzou, à 129 kilomètres E.-S.-E. d'Alger par chemin de fer.

Cette forteresse, située dans la Grande Kabylie, sur le territoire des Bénéiraten, au centre du massif compris entre l'oued Sébaou et l'oued Béné-Aïssi, son affluent, fut construite en 1857 par le maréchal Randon. Le plateau aux flancs escarpés sur lequel elle s'élève (altitude 916 mètres) commande toute la région : c'est l'œil du pays kabyle. Au nord et au sud se déroule un superbe panorama de crêtes et de pitons encadrant le bassin du Sébaou. En arabe, le lieu porte le nom de *Souk-el-Arba* (marché du mercredi).

Flanquée de dix-sept bastions, et percée seulement de deux portes, l'enceinte a un développement de 2200 mètres. La surface qu'elle circonscrit, surface raboteuse, est de 12 hectares. Les bâtiments militaires comprennent de vastes casernes et magasins. La rue centrale du bourg a une double bordure de maisons particulières.

DÉPARTEMENT D'ORAN

Oran, ville maritime, le plus grand port de l'Algérie après Alger, sur la côte occidentale, chef-lieu de département et d'une division militaire, à 421 kilomètres O.-S.-O. d'Alger et à 1010 kilomètres S.-O. de Marseille; lat. N. 35°44, long. O. 2°58'; chemins de fer se détachant sur Aïn-Témouchent, Tlemcen, Aïn-Sefra et Alger.

Large de 21 kilomètres, de la pointe Canastel, à l'est, au cap Falcon, à l'ouest, où s'élève un phare, le golfe d'Oran, vu de la haute mer, déroule un panorama imposant : au centre, le littoral est entaillé d'une brèche dans laquelle s'est établie la ville d'Oran; à l'ouest, mais plus au nord, la côte se dresse en haute muraille : c'est la masse rocheuse de MERS-EL-KÉBIR (*Portus Divinus*) aux fortifications puissantes, érigées sur le djebel Santon, contrefort de 326 mètres de hauteur dont les bords tombent à pic dans la mer.

Couverte au nord et à l'ouest par ce robuste éperon, la rade en quart de cercle de *Mers-el-Kébir* fait office de port militaire pour Oran (distance, 6 kilomètres). Elle peut abriter toute une escadre.

La baie d'Oran, devenue port de commerce, est toujours protégée par les forts espagnols, réparés par les ingénieurs français : la *Moune*, *Saint-Grégoire* (169 mètres), *Santa-Cruz* (372 mètres), la *Kasba*, *Saint-André*, *Saint-Philippe*, le *Château-Neuf* ou *Rosalcazar*, *Sainte-Thérèse*, les batteries du *Ravin-Blanc*.

Le port d'Oran.

Le port d'Oran, est formé par deux jetées, dont la plus longue, a une longueur de 1 035 mètres. La jetée Sainte-Thérèse, perpendiculaire à la précédente, n'a qu'un développement de 297 mètres. La passe d'entrée a une largeur de 126 mètres. Le bassin compris entre ces deux digues a une superficie de 25 hectares; il a une profondeur de 7 mètres le long des quais et de 12 mètres vers le centre; les plus grands navires peuvent y évoluer par tous les temps.

Assise presque en amphithéâtre sur les deux flancs du *Raz-el-Aïn* ou de l'oued *Rehhi* (ravin des Moulins), dont le lit voûté est recouvert maintenant par le boulevard Malakoff, et sur les pentes du contrefort du Murdjadjo (430 mètres), la ville espagnole, la *Blanca*, était comme étranglée dans les étroites limites que sa forte position lui assignait. Les maisons mauresques et juives caractérisent suffisamment cette cité archaïque. Aujourd'hui, elle ne forme plus que le segment nord-ouest de l'Oran moderne. Celle-ci, resserrée à son tour dans l'aire circonscrite par son mur d'enceinte, bastionné et crénelé, bien que sa superficie soit de 72 hectares, déborde au sud et à l'est : des faubourgs ou villages rattachés à la ville européenne (à l'est de la *Blanca*) par un vaste échiquier de longues avenues ombragées ou plantées de haies, et de rues coupées à angle droit, sont comme les pierres d'attente d'une grande métropole commerciale. Les édifices dignes d'une mention, soit par leur valeur architecturale, soit par leur intérêt historique, sont les monuments anciens : la *Kasba*, la *Grande Mosquée* ou *Mosquée* du Pacha et le *Château-Neuf* ou *Bordj-el-Ahmar* (fort Rouge), signalé par ses trois tours. Une école arabe-française reçoit deux cents élèves, garçons et filles. Oran possède une Société de géographie et d'archéologie qui a fait preuve d'initiative dans la sphère de ses attributions.

Mascara, chef-lieu d'arrondissement et de subdivision militaire, à 136 kilomètres S.-E. d'Oran; altitude, 585 mètres; embranchement du chemin de fer de Saïda-Perrégaux.

Dominée par la terrasse du Chareb-er-Rih, Mascara domine à son tour la plaine fertile de l'Eghris, au vaste horizon. Elle est assise sur deux mamelons que sépare le ravin de l'oued Toudman. Les remparts au périmètre peu régulier (3 300 mètres) sont percés de six portes.

Deux ponts font communiquer les versants opposés du ravin dans l'intérieur de la cité arabe, et deux autres, à écluses, se trouvent, l'un à l'entrée, l'autre à la sortie, hors murs.

L'administration française a relevé Mascara presque totalement des ruines qu'avaient laissées les faits de guerre de 1835 à 1841. On a construit des bâtiments civils et militaires, créé plusieurs places, régularisé l'alignement des rues, le long desquelles les masures arabes se mêlent aux maisons de construction française.

Sidi-bel-Abbès, chef-lieu d'arrondissement et de cercle militaire, à 78 kilomètres S. d'Oran; station du chemin de fer d'Oran à Tlemcen; altitude, 475 mètres.

La naissance de cette place forte date du mois de juin 1843.

Tlemcen; enceinte de Mansourah, vue de la route de Sebdo, — Phot. Neurdein.

Sidi-bel-Abbès est avec sa fraîche banlieue une oasis verdoyante et abondamment arrosée. Le mur d'enceinte bastionné décrit un rectangle régulier, sauf l'angle nord-ouest qui fait saillie. Cinq faubourgs, principalement habités par des Espagnols laborieux, enserrent les approches de la ville. La place des Quinconces en occupe le centre.

Tlemcen, chef-lieu d'arrondissement et de subdivision militaire, à 142 kilomètres S.-O. d'Oran, à laquelle elle est reliée par un chemin de fer.

Assise en un site très pittoresque, sur un plateau haut de 816 mètres, que les rochers escarpés de Lella-Setti (1 046 mètres) dominent au sud, Tlemcen a une périphérie de 3 800 mètres, circonscrivant une surface de 80 hectares ; cette surface a une inclinaison de 82 mètres du sud au nord. Un mur d'enceinte de construction sarrasine, sans valeur en présence de l'artillerie moderne, mais aux portes remarquables, suit la ligne des boulevards extérieurs. La cité ancienne est plus étendue que la ville neuve ; elle occupe les secteurs du nord-est, de l'est et du sud. Elle enclôt l'ancien quartier franc, *Kissaria*, et l'ancien *Ghetto*, toujours habité par les juifs. Ce quartier a conservé fidèlement sa vieille physionomie.

La ville européenne a pris possession des secteurs nord-ouest et sud-ouest. Des boulevards, des places spacieuses, des rues droites y avoisinent les bâtiments de construction récente affectés aux services publics. A l'ouest, hors murs, se trouve le *sahridj*, bassin à sec (longueur 220 mètres, largeur 150) que recouvre une voûte en béton. Sa destination précise, piscine ou naumachie, reste un problème à résoudre.

A l'apogée de sa puissance, Tlemcen avait 125 000 habitants ; ses relations commerciales s'étendaient aux villes maritimes de la Méditerranée, aux oasis du désert et aux cités du Soudan. Ses rois, entourés d'une cour brillante, avaient une armée régulière. Amis des arts, des lettres et des sciences, ils employèrent la meilleure partie de leur opulence à décorer leur capitale d'édifices splendides dont plusieurs sont encore debout, Tlemcen renfermait autrefois soixante et une mosquées. Plusieurs de ces édifices religieux supportent la comparaison avec les plus beaux chefs-d'œuvre de l'art mauresque, entre autres la *Djama-Kébir*, les mosquées d'*El-Haloui*, de *Bou-Medine* ou *El-Eubbad*. Cette dernière et sa médersa (collège), monuments d'une grande richesse architecturale, sont situées dans un village très pittoresque, une fraîche oasis en montagne, à 2 kilomètres sud-est de la ville sarrasine. Sur le front sud, le palais-citadelle des émirs almohades, puis des sultans abd-el-ouadites, le *Mechouar* (assemblée des conseillers du prince), n'a gardé de l'ensemble de ses constructions, édifiées sur un plan rectangulaire, que la muraille crénelée, flanquée de deux tours, la mosquée et la porte de l'Horloge.

Dans le Tlemcen actuel, l'élément indigène a maintenu sa prépondérance sur la population d'origine européenne.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE

Constantine, chef-lieu de département; division militaire, évêché, tribunal de première instance; à 87 kilomètres N.-E. de Philippeville par chemin de fer, et à 464 kilomètres E.-S.-E. d'Alger; lat. N. 36°, 24', long. E. 3°, 48'.

Forteresse naturelle, la *Cirta* numide, décrivant un trapèze, est assise sur la déclivité d'un piédestal rocheux que le ravin profondément encaissé du *Rummel* contourne sur les fronts est et nord-est, tandis que le terrain du front ouest se relève en escarpement abrupt qui rend ce côté inaccessible (*Bordj-el-Açour*). Le front sud-ouest, seul côté abordable, se rattache par un isthme large de 150 mètres à un mamelon, fait de terres rapportées qui ont comblé une dépression, et haut de 40 mètres, le *Koudiat-Aty*, qui arrête l'essor de la ville et des deux faubourgs *Saint-Jean* et *Saint-Antoine*. De ce côté, la place de *Nemours*, l'esplanade *Valée* et ses deux squares s'étendent entre la ligne des remparts et le *Koudiat-Aty*. L'arasement, déjà commencé, de cette butte gênante permettra de créer avec les déblais deux vastes plates-formes, au sud et au nord de l'isthme, dont l'une sera réservée à la population européenne et l'autre affectée au quartier arabe. Le plan incliné sur lequel s'étagent les rues et les places de Constantine mesure dans la plus grande diagonale 1 kilomètre, et dans la moindre 660 mètres. Entre la pointe de *Sidi-Rached* au sud et la *Kasba*, il y a une différence de niveau de 210 mètres. La *Kasba*, sise dans l'angle de la falaise du nord, au-dessus des cascades du *Rummel*, a une altitude de 730 mètres, mais elle est dominée par delà le fossé du torrent, profond de 700 pieds, par le plateau de *Sidi-Mecid* et par le *Mansoura*, surélevé de 70 mètres; la gare, qui dessert les lignes de Philippeville (direction nord) et de Bône (direction sud), a trouvé un emplacement suffisant au pied du *Mansoura*, en amont du pont métallique (*El-Kantara*).

Les gorges du *Rummel*, les tunnels creusés par son flot bruyant dans le roc sous lequel il s'éclipse trois fois, ses cascades qui mettent en mouvement les moulins *Lavie* (50 meules, 5 usines superposées) sur la rive gauche du torrent, à la base de l'escarpement ouest de la *Kasba*, sont les traits caractéristiques du site de Constantine, cité aérienne, nid d'aigle, tour à tour oppidum numide, romain, byzantin, berbère, arabe, turc et français. Le *Rummel* change brusquement deux fois de niveau; sa première chute est au *Pont-du-Diable* ou à la pointe de *Sidi-Rached*.

Le méandre décrit par le *Rummel* sur les flancs est et nord-est du socle de Constantine laisse apparaître çà et là maints vestiges des périodes romaine et arabe : remparts, ponts et aqueducs. Le pont métallique, d'une seule arche, haut de 120 mètres, occupe l'emplacement du pont de *Salah-Bey* (écroulé en 1857), et ce dernier avait succédé à un pont-aqueduc romain, composé de deux rangées d'arceaux superposés. Cinq arcades de cet aqueduc subsistent en leur intégrité sur la rive gauche du *Rummel*, ainsi que les immenses citernes de la *Kasba*.

La partie haute du plateau, à peu près plane entre la Kasba, le palais des beys et la porte *Valée* au sud, est devenue le quartier européen ; des rues rectilignes y ont été percées. La ville française englobe les quatre édifices les plus remarquables de la période arabe-turque : la *Kasba*, rebâtie par les ingénieurs français et renfermant un arsenal, des casernes, un hôpital et un château d'eau ; la mosquée de *Souk-er-Rezal* (aujourd'hui

cathédrale), construite en 1703 ; la mosquée de *Salah-Bey*, édifiée en 1776, dont les deux coupoules et le *minbar* (ou chaire) sollicitent un curieux regard ; le *Palais*, à trois corps de logis, bâti par ordre du bey Hadj-Hamed.

Le quartier arabe, limité à l'est et au sud par le ravin incurvé du Rummel, occupe le versant sud, la partie basse du plateau de Constantine. Rues en zigzag et en escalier, ruelles et impasses, parfois voûtées, bordées de maisons chétives, sans fenêtres, masures en pisé ou en briques, au toit couvert de tuiles ; rues sales, souvent infectes, qui semblent dégringoler les unes sur les autres ou s'accrocher à un

Les gorges du Rummel vues du pont, à Constantine. — Phot. Neurdein.

parapet au bord de l'abîme, tel est le tableau très pittoresque de la ville indigène. Ce quartier renferme dans ses limites la mosquée d'*El-Akhdar*, fière de son gracieux minaret, et la Grande Mosquée (*Djamâa-el-Kébir*), écornée par la trouée de la rue *Nationale* et érigée sur l'emplacement d'un temple.

La vieille cité numide est restée le foyer le plus actif de l'énergie indigène : ni son industrie ni son commerce, menacés par les importations européennes, n'ont abdiqué dans une nonchalance fatidique.

Devenue française, la ville a conservé les *médersas* de *Sidi-el-Kettani* et de *Sidi-el-Akhdar*. La France l'a dotée d'un lycée, d'une école

Constantine. Vue générale, prise de la route de Mansourah. — Phot. Neurdein.

normale, de nombreuses écoles, d'un hôpital civil, d'une halle aux grains et d'un musée d'antiquités romaines et africaines où figure un joyau artistique, *La Victoire ailée*, trouvée à la Kasba.

Biskra, chef-lieu de cercle militaire, dépendant de Batna, à 239 kilomètres de Constantine par chemin de fer; lat. N. 35° 27',

long. E. 3° 22': altitude, 138 mètres.

La reine des Zibans, baignée par l'oued Biskra, est la clef de la région orientale du Sahara algérien. La vieille Biskra, à 2 kilomètres sud de la ville française, consiste en une enfilade de villages et de jardins qui se suivent sur un parcours de 5 kilomètres (rive droite de l'oued Biskra) au milieu d'une forêt de 150 000 palmiers et 6 000 oliviers. Sous le dôme protecteur formé par ces arbres nourriciers croissent des céréales et des légumes. La ville neuve doit à son climat, sec et doux en hiver (température moyenne, d'octobre à avril, 14° 9'), mais torride en été (température de 40° à 48°

Sous les voûtes du Rummel.

Phot. Neurdein.

à l'ombre), d'attirer des milliers de malades et de touristes, dans son cadre de verdure coquet et gracieux, où courent des ruisseaux d'eau vivifiante. Son plan figure un rectangle régulier, sauf le front, qui est entamé par l'oued Biskra.

Bône, ville maritime, chef-lieu d'arrondissement et de subdivision militaire, à 2 kilomètres N.-E. de l'ancienne *Hippone*, à l'embouchure de la Seybouse, et au pied d'un contrefort de l'Edough, qui forme la rive ouest du golfe de Bône, compris entre le cap de Garde et le cap Rosa; tête de ligne du chemin de fer Bône-Guelma.

et de la petite ligne de Mokta-el-Hadid (mine de fer magnétique).

Bâtie sur la lisière d'une campagne magnifique, Bône est dominée au nord et au nord-ouest par la forêt de l'Edough et la Kasba. Cette forteresse, convertie en prison pour les disciplinaires condamnés aux fers, fut construite au ^{xiv}^e siècle par un sultan de Tunis; elle occupe le faite d'une colline de 500 mètres de hauteur, à moins de 1 kilomètre des remparts. Le mur d'enceinte crénelé est percé de six portes.

Des eaux vives, emmagasinées dans deux châteaux d'eau sur le front nord de la ville, alimentent copieusement les rues et les places de la

Biskra. Vue générale prise de la mosquée de Sidi-Melek. — Phot. Neurdein.

ville, qui présente, comme tant d'autres centres algériens, une double physionomie, arabe et européenne. La cité arabe, très modifiée par l'ouverture de voies nouvelles, n'a pas encore dépouillé son caractère. La ville européenne, assise sur un terrain uni, a pour pivot la place d'armes, ombragée de platanes et encadrée de maisons à arcades.

Le port, sûr et commode, abrité des vents ouest et nord-ouest par la croupe de l'Edough, comprend un avant-port et une darse. Les phosphates de Tébessa, le minerai de Mokta-el-Hadid et les productions agricoles de la plaine qui se déploie vers le sud-ouest lui assurent un fret précieux.

Bougie, ville maritime, chef-lieu d'arrondissement, à 210 kilomètres E. d'Alger et à 164 O. de Philippeville; embranchement de la

CARTE GÉNÉRALE

CARTE GÉNÉRALE

DE L'ALGÉRIE.

ligne Alger-Constantine. Population, 8 000 habitants (3 000 Français).

La rade de Bougie, formée par un vaste rentrant de la côte, est abritée contre les vents du large par les massifs du Gouraïa, du cap Bouack, du cap Cavallo; elle comprend trois criques ou anses. Le port ou anse du sud-ouest est formé par une jetée de 206 mètres de longueur, dirigée vers le sud-est.

Bâtie en un site très pittoresque sur le versant sud du mont Gouraïa dont la crête la domine, Bougie s'étend en amphithéâtre, et ses maisons, vues du large, émergent des massifs de verdure (orangers, grenadiers,

La Calle. — Phot. Geyser.

figuiers de Barbarie) qui les entourent. Un mur d'enceinte sans grande valeur, de l'époque sarrasine, et plusieurs forts, les uns établis sur la plage ou à proximité, les autres postés sur les hauteurs en arrière du front de terre, défendent la ville et le port. La Kasba, près de la plage, construction au plan rectangulaire, a été érigée en 1509 par Pedro de Navarre; une partie de ses bastions et de ses tours n'existent plus depuis 1855. Les cinq citernes de cette citadelle peuvent emmagasiner 200 000 litres d'eau.

Son indigence en monuments modernes est en partie compensée par sa richesse en antiquités : cirque-amphithéâtre, bassins-citernes, bassins et fontaines, autres grandes citernes, colonnes, inscriptions.

La Calle, en arabe *Mers-el-Khares* ou *Mers-ed-Djoun*, petite ville maritime, chef-lieu de commune mixte, à 60 kilomètres E. de Bône par mer. Son port est une crique naturelle, abritée au nord par un îlot. Profond et étroit, il n'est abordable que du côté de l'est. Les coups de mer y ont une violence extrême. La ville, bâtie sur des rochers, n'a que 350 mètres de longueur et 60 de largeur. Des marchands provençaux fondèrent un établissement à la Calle en 1560; il subsista jusqu'en 1827.

Tébéssa. Vue du marché. — Phot. Albert.

Lambèse ou *Lambessa*, petite ville, à 11 kilomètres S.-E. de Batna (chemin de fer de Constantine à Biskra), entre deux collines. Son pénitencier peut admettre 900 individus. Fondé en 1851, ce poste est établi sur l'emplacement de l'ancienne *Lambæsis*, où aboutissaient deux voies romaines, et qui était le camp de la III^e légion Auguste. Autour de ce camp une cité importante s'était développée, dont les portes du Nord et de l'Est subsistent encore. Les ruines de la ville antique sont éparses sur une superficie de 600 hectares. Quelques édifices ont partiel-

Philippeville. Vue générale du port. — Phot. Neurdein.

lement résisté aux outrages du temps et de l'homme : aqueduc, thermes de la III^e légion, deux forums, basiliques, prétoire ou palais du légat (actuellement musée), arcs de triomphe de Commode et de Sévère, temples d'Esculape et de Minerve, amphithéâtre pouvant contenir au moins 10 000 spectateurs ; ses gradins ont servi à la construction du village et du pénitencier. Tombeaux nombreux sur les deux collines.

Philippeville, ville maritime, sous-préfecture et chef-lieu de cercle militaire, à 87 kilomètres N.-E. de Constantine par chemin de fer et à 360 E. d'Alger par mer.

Le golfe de Stora ou de Philippeville, compris entre la pointe Tarsah

et le cap de Fer, fait face au nord-est ; les lames y sont d'une extrême violence. Le port créé par la France offre un abri sûr, même aux navires de guerre ; il comprend, outre une petite darse à l'ouest, un avant-port dont la surface est de 32 hectares et une darse d'une superficie de 19 hectares et d'une profondeur de 6 à 11 mètres.

Philippeville, située à 2 kilomètres de l'embouchure du Safsaf et à 5 kilomètres E. de Stora, est bâtie sur deux mamelons, l'*Addouna* à l'est et le *Bou-Iala* à l'ouest, séparés par un ravin qui a fait place à la rue Nationale. Un rempart crénelé entoure la ville ; trois portes y sont ménagées. Plusieurs redoutes ou blockhaus défendent le port et les abords du front de terre, du sud-est au nord-ouest. Tracés au cordeau, les boulevards, les rues, les places donneraient à Philippeville une physionomie toute française si les deux tiers de la population n'étaient pas formés par les indigènes, les Italiens, les Maltais. Les citernes romaines, près du rempart ouest, ont été remises en service. D'autres vestiges de l'occupation romaine ont été retrouvés.

Philippeville a un collège communal, une école secondaire de jeunes filles, un musée archéologique et une magnifique pépinière. Son marché arabe a quelque importance. Les vins de sa banlieue sont appréciés.

Sétif, sous-préfecture et chef-lieu de subdivision militaire ; station du chemin de fer de Constantine à Alger. Population, 8 000 habitants. — La ville moderne, protégée par un rempart percé de trois portes, est située au sud de la vieille enceinte romaine ; l'ancienne cité, *Sitifis Colonia*, *Colonia Nerviana*, *Augusta Martialis*, était le chef-lieu de la Mauritanie Sitifienne. L'importance de la position stratégique de Sétif s'est perpétuée. Des rues larges et droites, bordées d'une double rangée d'arbres, de belles places, de nombreuses fontaines, une élégante mosquée, un marché fréquenté par dix mille Arabes, une pépinière et une attrayante oasis dans les environs, enfin, un musée intéressant, donnent à Sétif une agréable physionomie.

Tébessa, chef-lieu de cercle militaire, à 235 kilomètres S. de Bône et à 128 de Souk-Ahras par chemin de fer.

La *Théveste* des Romains est sise, à l'altitude de 900 mètres, au pied des derniers mamelons de l'Aurès, à proximité de la frontière tunisienne. Un climat tempéré, une campagne fertile, l'abondance des eaux de source, le voisinage de montagnes boisées qui recèlent, entre autres richesses minérales, les gisements de phosphate de la région, sont autant de garanties de la prospérité future d'une ville naissante qui a pour berceau une cité en ruine dans une oasis de magnifiques jardins.

Les monuments de la période romaine sont l'arc de triomphe de Septime-Sévère, et le temple de Minerve. Les constructions byzantines sont la citadelle et sa muraille flanquée de treize tours ; en outre, un monastère très vaste, d'où ont été retirées de belles mosaïques. La citadelle renferme la ville arabe, aux rues droites et pavées ; les maisons sont bâties avec des matériaux recueillis dans les ruines.

LA TUNISIE

LE PAYS

LIMITÉE au nord et à l'est par la Méditerranée, au sud par le Sahara, la Tunisie constitue l'extrémité orientale de l'Afrique mineure ou Maghreb. Aucune barrière naturelle ne la sépare de l'Algérie, dont elle n'est, en réalité, que le prolongement. Elle en diffère pourtant à certains égards et doit

Berger arabe.

Phot. Couteau de la Rochecantur.

à sa position, à son relief, à son climat, une individualité propre. Formant en quelque sorte la liaison entre la Berbérie et le reste du monde méditerranéen, elle n'est séparée de la Sardaigne que par un bras de mer de 170 kilomètres, et de la Sicile que par un chenal de 140 kilomètres. A l'est, la Méditerranée, par une succession de golfes aux courbes arrondies, s'avance jusqu'au voisinage immédiat du Sahara. C'est seulement au sud que la Tunisie prend contact avec la masse continentale. De ce

côté sa frontière est fort incertaine. Aussi la superficie de la Régence est-elle assez difficile à évaluer, et le chiffre de 125 000 kilomètres carrés, que donnent la plupart des géographes, est tout à fait approximatif.

Nature et relief du sol. — Les roches anciennes, gneiss, schistes cristallins, granits, font complètement défaut en Tunisie. Le trias y apparaît comme le terrain le plus ancien et se rencontre des deux côtés de la Medjerda, dans la région de Soukh-Ahras. Le jurassique forme au nord et surtout au centre une série de dômes isolés (Bou-Kornine, Djebel Rças, Zaghouan, Djougar), qui renferment des sources abondantes. Les divers étages du crétacé sont très largement représentés. Les forma-

Montagne de Zaghouan (versant sud). — Phot. Yver.

tions tertiaires, surtout l'éocène, recouvrent la plus grande partie du pays dans le nord jusqu'à Thala et aux environs de Gafsa. A l'éocène inférieur appartiennent les gisements de phosphate exploités à Metlaoui, près de Gafsa, et reconnus sur divers autres points. Enfin les formations quaternaires sont représentées par des grès rouges ou jaunes surmontés d'une carapace calcaire, très abondants dans le sud et absolument infertiles, tandis que les alluvions récentes ont revêtu la plupart des vallées septentrionales d'un manteau de terres cultivables.

Les plissements tunisiens affectent deux directions diffé-

rentes. Dans le centre et le nord, ils sont généralement orientés du sud-ouest au nord-est, d'où la disposition en « crémaillère » de la côte méditerranéenne, dont les différents caps correspondent à des affleurements de roches dures. Dans le centre de la Régence, on trouve trace d'autres plissements perpendiculaires aux premiers. Dans le sud, les plissements prennent la direction est-ouest, tandis qu'à l'est et au sud-est ils sont orientés sud-nord.

Village au pied du Zaghouan. — Phot. Soler.

Le relief est sensiblement différent de celui des autres contrées barbaresques. Les deux plissements de l'Atlas tellien et de l'Atlas saharien se sont confondus dans la province de Constantine, et, seul, le second se continue à travers la Tunisie. La zone des hauts plateaux n'existe donc plus. En revanche, le nord et le centre de la Régence sont occupés par un énorme empâtement montagneux de hauteur assez médiocre, puisque aucun sommet n'y atteint 1 700 mètres, tandis que, vers l'est et le sud, le pays s'abaisse doucement vers la mer d'une part et vers la dépression des chotts d'autre part.

La région montagneuse est coupée en deux parties inégales

par le cours de la Medjerda. Au nord du fleuve se dressent les sommets de la Khroumirie et les hauteurs des Mogods. Véritable Kabylie tunisienne, la Khroumirie se compose d'une succession de crêtes séparées par des vallées profondes et étroites. Le ruissellement des eaux sur les assises de grès rouge ou noir y a creusé d'innombrables sillons (vallées de l'oued el Kebir, de l'oued Zaoura, de l'oued Beja), qui permettent de pénétrer dans l'intérieur. Aussi, malgré son altitude médiocre (Djebel Ghorra, 1450 mètres, Djebel Bir, 1014 mètres), la Khroumirie offre-t-elle un aspect presque alpestre. Les Mogods, au contraire, beaucoup moins élevés, ne sont guère que des collines atteignant au maximum 600 mètres.

Au delà de la Medjerda, l'altitude générale est plus considérable, bien que le relief primitif ait été singulièrement altéré.

Tout le centre de la Tunisie peut être considéré comme un immense dôme effondré en partie. L'érosion l'a découpé en une multitude de massifs séparés les uns des autres par de larges brèches. Les sommets nivelés ont fait place à des plateaux, tantôt horizontaux, tantôt déprimés en forme de cuvette; parfois ils se sont écroulés, de manière à produire des cirques rocheux encadrant de hautes plaines. De là, des formes de modelé très

Un coin du Khanguet, près Grombalia.

particulières et désignées par des noms spéciaux : « kalaat », sommet tabulaire entouré d'escarpements à pics, tel Kalaat-es-Senam, plate-forme protégée de toutes parts par un abrupt de 50 mètres, à laquelle on ne peut accéder que par un escalier taillé de main d'homme; « khoudiat », éminence conique et isolée; « kef », crête rocheuse; « hamada », plateau pierreux et inculte, dont le type le plus parfait, la hamada de la Kessera, n'a pas moins de 25 kilomètres carrés de superficie. Il n'existe donc pas à proprement parler de chaîne centrale, mais une série de soulèvements isolés les uns des autres. Tandis que les monts de l'oued Mellag et de TebourSouk s'avancent jusqu'à la Medjerda, plus au sud, le Djebel Chambi (1590 mètres), le Djebel Semama (1450 mètres), le Bireno (1470 mètres), le Berberou (1480 mètres), le Serdj, puis les monts de la Zeugitane (Djoukar, Zaghouan), se succèdent du sud-ouest au nord-est. S'il n'est pas le plus haut sommet de la Tunisie, le Zaghouan (1285 mètres) en est du moins le plus connu et le plus caractéristique. Bien avant d'atteindre le rivage, le voyageur aperçoit son profil régulier, en forme de mitre, se dessiner au-dessus des hauteurs confuses qu'il semble dominer. Les deux sommets du Djebel Rças (700 mètres) et du Bou-Kornine (576 mètres), séparés par les gorges boisées du Khanguet, marquent l'extrémité de l'Atlas, qui vient expirer au bord du golfe de Tunis près d'Hammam-Lif. Les hauteurs du cap Bon (637 mètres au Djebel Abd-er-Rhaman), qui finissent au Ras Adar par de simples falaises, n'appartiennent pas, en effet, au système principal.

Au sud du soulèvement central, le pays s'abaisse lentement vers les chotts par une succession de plaines faiblement ondulées. Quelques chaînons minces et peu élevés : Djebel Nasser Allah, Djebel Kechem Artsouma (730 mètres), Djebel Mellousi, Djebel Orbata (1170 mètres), les traversent du sud-ouest au nord-est, tandis qu'au bord même des chotts la chaîne du Cherb au nord et celle du Tebaga au sud affectent franchement la direction est-ouest. Entre ces deux séries de hauteurs, au fond d'une dépression dont l'altitude décroît à mesure que l'on s'écarte de la mer, s'allongent sur une longueur de 200 kilomètres et sur une largeur qui atteint 75 kilomètres les chotts Fedjedj, Djerid (altitude — 46 mètres) et Gharsa (altitude — 21 mètres). Au delà des chotts, enfin, des plateaux rocaillieux, connus sous les noms de plateau de Matmata, plateau de Douirat, Djebel Demmer, monts des Ksour, séparent le littoral du désert et se rattachent au Djebel Nefousa tripolitain. Termi-

nées du côté de la Méditerranée par une falaise abrupte, ces hauteurs descendent au contraire en pente douce vers le Sahara.

Climat. — Le climat tunisien présente les caractères généraux du climat méditerranéen. L'année se partage entre deux saisons, l'une pluvieuse et fraîche, l'hiver; l'autre chaude et sèche, l'été. La disposition du relief exerce toutefois sur le cli-

Hammam-el-Lif et le Bou-Kournine. — Phot. Neurdein.

mat une influence considérable. Les montagnes se terminant normalement à la mer et laissant entre elles de larges brèches, les vents du nord et de l'est pénètrent au loin dans l'intérieur. Les coupures des divers massifs, l'effondrement partiel des cirques rocheux, la structure étagée des plateaux contribuent aussi à assurer la libre circulation des courants atmosphériques. Ces avantages sont, il est vrai, contre-balancés par de sérieux inconvénients. Si les vents humides venus de la Méditerranée ne sont arrêtés par aucun obstacle, le souffle desséchant du sud, le « siroco », ne rencontre non plus aucune barrière. Aussi le régime climatérique de la Tunisie est-il extrêmement inégal. Surviennent un changement de direction des vents, et la sécheresse succède

brusquement à la pluie, amenant avec elle la disette et la misère. Une seule région, celle du nord, où les massifs montagneux confinent à la mer, bénéficie d'un arrosement suffisant et constant. A mesure que l'on s'enfonce dans l'intérieur ou que l'on s'avance vers le sud, la moyenne des pluies diminue, et leur chute devient de plus en plus irrégulière. Les précipitations, qui dépassent 1^m,74 à Aïn Draham, n'atteignent déjà plus que

Le partage des eaux à Tozeur.

0^m,46 à Bizerte, 0^m,42 à Sousse, 0^m,24 à Gafsa, et sont réduites à 0^m,17 dans la région des oasis. Aussi a-t-on pu sans trop d'exagération partager la Tunisie en deux zones : celle où il pleut et celle où il ne pleut presque pas : région des cultures, au nord d'une ligne tirée de Kairouan à Sousse ; région des steppes au sud. Ajoutons que les précipitations ne se produisent guère qu'en hiver ; déjà rares en avril, elles cessent complètement de juin à octobre. Les pluies enfin tombent sous forme d'averses courtes et violentes, ruissellent sur le sol dénudé ou s'évaporent rapidement sans profit pour les cultures. La température n'est pas moins instable. Sauf sur le littoral, où le thermomètre s'abaisse rarement au-dessous de + 7° ou + 8°, des

écarts considérables se remarquent entre les températures extrêmes. On a vu à Soukh-el-Arba le thermomètre descendre à -3° (janvier) et s'élever à $+50^{\circ}$ (juillet), passer à Gafsa de -4° à $+48^{\circ}3$, à Gabès de 0° à $+48^{\circ}3$. Le climat tunisien ne présente donc pas l'uniformité caractéristique des climats maritimes. Il serait plus juste de dire qu'on connaît en Tunisie toutes les nuances intermédiaires entre le climat méditerranéen et le climat saharien.

Oued et pont de Nefta. — Phot. Soler.

Hydrographie. — Le relief et le climat font de la Tunisie un pays d'hydrographie pauvre. Dans la région nord, où les pluies sont abondantes et la neige fréquente en hiver, le voisinage de la mer ne permet pas aux eaux de ruissellement de former de grands fleuves. Aucun des torrents de la Khroumirie n'atteint 100 kilomètres. Partout ailleurs la rareté des précipitations et la longueur de la saison sèche s'opposent à l'existence de fleuves permanents.

Deux cours d'eau seuls méritent ce titre : l'oued Milliane, qui porte à la mer, à travers les plaines du Fas et du Mornag, les eaux descendues du Zaghouan, et surtout la Medjerda. Née en

Algérie, grossie d'affluents puissants tels que l'oued Mellag, elle roule toute l'année un volume d'eau considérable (103 mètres cubes par seconde en moyenne). Mais sujette à de brusques variations, resserrée dans des gorges étroites à son entrée en Tunisie et au passage des monts de Téboursouk, elle demeure absolument innavigable. Les autres cours d'eau n'ont qu'une existence temporaire. Torrents dévastateurs après les pluies d'hiver, ils ne sont en été que des lits desséchés. Parfois des touffes de lauriers-roses attestent la présence de l'humidité souterraine, mais, le plus souvent, l'« oued » n'apparaît plus que comme un ruban de sable dont les bords se distinguent à peine. Assez encaissés dans les parties montagneuses, ils s'élargissent démesurément en plaine, au point d'atteindre jusqu'à 600 mètres de large comme l'oued Merguellil, et même 1 kilomètre comme l'oued Zéroud. Nombre d'entre eux n'arrivent pas jusqu'à la mer et se perdent dans des « sebkhas », étangs en hiver, cuvettes d'argile parsemées de plaques de sel en été. Un chapelet de lagunes (sebkha de Moknine, de Sidi-el-Hani, lac Kelbia) sépare ainsi le « Sahel » des steppes de l'intérieur, et c'est à peine si cinq ou six fois par siècle, à la suite d'inondations et de pluies prolongées, les eaux de la Tunisie centrale réussissent à se frayer un passage jusqu'au littoral. La présence de nappes d'eau souterraines remédie heureusement dans une certaine mesure à la pénurie des eaux courantes. Il en est de même dans le Sud. Là où les eaux font défaut, c'est la stérilité désertique; autour des puits au contraire, ou le long des oueds aux eaux courantes, s'épanouit la splendide végétation des oasis (Tozeur-Nefta).

Littoral. — Le littoral est loin de présenter tous les avantages que l'on pourrait attendre de sa longueur (1 075 kilomètres) et de sa situation en bordure des deux bassins de la Méditerranée.

Au nord le rivage de la Khroumirie est une véritable côte de fer. Les derniers contreforts des montagnes y projettent des caps (caps Roux, Nègre, Serrat, cap Blanc, Ras Engela), mais les abris dont le principal est celui de Tabarka, protégé contre les vents du large par un îlot rocheux que couronnent encore les restes d'une forteresse génoise, sont insuffisants. Au large s'éparpillent quelques îles sans importance, la Galite, les Fratelli. Le seul port de la région septentrionale, Bizerte, se trouve au débouché d'un lac de 60 kilomètres de tour, offrant presque partout des profondeurs de 10 à 15 mètres. L'ouverture d'un canal, mettant en communication le lac avec la Méditerranée, a transformé

cette petite mer intérieure en un port militaire de premier ordre.

Le besoin s'en faisait sentir, car les alluvions de la Medjerda, après avoir comblé l'ancien golfe d'Utique, ont rendu inaccessible Porto-Farina. Le golfe de Tunis lui-même, large de 70 kilomètres entre le Ras Sidi-Ali-Meki et le cap Bon et s'enfonçant de 50 kilomètres dans l'intérieur, n'offre plus, depuis la ruine de Carthage, de port véritable. L'industrie humaine a dû intervenir et draguer un canal à travers les vases du Bahira (lac

Vue du lac de Bizerte. — Phot. Soler.

de Tunis), pour permettre aux navires, jadis contraints de mouiller au large de La Goulette, d'arriver jusqu'à la capitale.

La péninsule du cap Bon n'est pas hospitalière ; le Ras Adar, qui le termine, a été de tous temps redouté. A l'orient la côte du Sahel ne vaut guère mieux. Plate, bordée de lagunes, précédée d'îles basses (Kerkenna, Kouriat) elle se prête mal à la vie maritime. Hammamet, Monastir, Mehdyia sont des mouillages plutôt que des ports. Seules Sousse et Sfax méritent ce nom. Encore a-t-on dû doter d'un port artificiel la première de ces villes, et creuser à travers les vases, alternativement couvertes et découvertes par le flux et le reflux, un chenal permettant aux vaisseaux de venir s'amarrer sous les murs de la seconde. Au delà du Ras Kapoudia commence la courbe rentrante du golfe de Gabès, la

Petite-Syrte des anciens. Des bancs de sable à peine immergés, des courants violents, non moins que l'amplitude des marées (3 mètres), y rendent la navigation difficile. De l'embouchure de l'oued Gabès à la frontière tripolitaine il n'existe pas un seul port. Le lac des Bibans manque de profondeur. Seule la baie de Bou-Grara, entre l'île de Djerba et la côte africaine, pourrait devenir à peu de frais un refuge excellent, si l'éloignement où elle se trouve des principaux centres ne neutralisait les avantages qu'elle doit à sa configuration.

Régions naturelles. — La Tunisie peut se partager en un certain nombre de régions naturelles assez différentes les unes des autres : la région montagneuse du Nord, le Sahel, les steppes, le Sud.

La région montagneuse du Nord mériterait le nom de Tell tunisien. C'est à la fois la partie la plus élevée et la mieux arrosée du pays. Au nord de la Medjerda, les sommets de la Khroumirie constituent un puissant condensateur au contact duquel les vents méditerranéens précipitent leurs pluies. L'humidité jointe à l'altitude générale du pays a permis à la végétation forestière d'y prendre un grand développement. Sur les crêtes et long des pentes s'étagent des forêts de chênes zéens, de chênes-lièges, d'aunes, de peupliers blancs ou noirs. Les vallées, fertilisées par les alluvions des torrents, se prêtent aux cultures de maïs, de froment, d'orge et de millet. En maint endroit des prairies naturelles conviennent à l'élevage du bétail. Au sud de la Medjerda l'aspect du pays change, à mesure que les pluies se font plus rares. Le pin d'Alep, l'acacia, l'olivier sauvage prennent la place des arbres européens. Le sol se hérissé de touffes de lentisques et de jujubiers, que la charrue du Bédouin contourne parce qu'elle ne peut les déraciner. Les montagnes se dénudent, leurs cimes couvertes de rares broussailles, souvent même absolument nues, ressemblent à des ruines. Sur des rocs isolés se dressent des citadelles comme le Kef; à leurs flancs s'accrochent des amas de masures grises comme TebourSouk et comme Dougga, dont le capitole et le théâtre dominant au loin la vallée de l'oued Khalled. Entre les massifs montagneux s'insèrent des plaines plus ou moins élevées (plaines de la Dakhla, du Sers, du Fas, du Mornag, du cap Bon), recouvertes d'un manteau d'alluvions qui les rend propres à la culture. Moins bien arrosées et peut-être naturellement moins fertiles que les autres, les plaines voisines de Tunis se sont transformées les premières sous l'impulsion des Européens. Des champs de céréales, des vignobles y réduisent de

jour en jour l'étendue de la brousse. Des villages aux noms européens, Potinville, Créteville, Saint-Cyprien, etc., peuplés de cultivateurs français ou italiens, munis d'un bureau de poste et d'une école, se sont élevés au milieu de campagnes naguère désertes. Des fermes aux toits rouges entourées d'eucalyptus se dressent à côté des gourbis de branchages ou des tentes de toile brune. Des routes, des voies ferrées rayonnent dans toutes les directions.

Le Sahel est déjà bien différent ; bande de terre argilo-mar-

L'oued Gabès.

neuse, large de 14 à 15 kilomètres, souvent interrompue, il est vrai, par des lagunes salées, il suit la courbe du littoral, de la péninsule du cap Bon au golfe de Gabès. La nature du sol et, plus encore, l'irrégularité et l'insuffisance des pluies rendent cette région peu propre aux grandes cultures de céréales. C'est en revanche la terre d'élection de l'olivier. Il y couvrait autrefois de vastes espaces et formait une véritable forêt, dont les restes se reconnaissent encore aujourd'hui entre Mehdyia et Sfax (massif forestier de Cheba). Aussi la culture de cet arbre reste-t-elle le principal élément de la richesse du Sahel. Les bourgades et les villes où se groupent les habitants, Moknine, Djemal, Kalaa Kebira, Kalaa Srira, Sousse, Sfax, sont environnées d'une

banlieue d'olivettes et de jardins qui se prolongent au loin dans la campagne. Orangers, citronniers, amandiers, soigneusement entretenus et irrigués, font aux villes une ceinture de verdure. Longtemps somnolent, tout ce pays semble enfin commencer à se réveiller. La mise en valeur de terrains jusqu'alors inexploités a sensiblement étendu la zone des cultures, en particulier dans la région de Sfax. Européens et indigènes ont créé de nouvelles olivettes. L'industrie moderne a fait son apparition. Des huileries munies de tous les perfectionnements scientifiques ont été substituées aux pressoirs indigènes, et l'huile du Sahel est déjà l'élément le plus important du trafic de la Tunisie avec l'étranger.

L'animation et la richesse du Sahel contrastent vivement avec la solitude et la pauvreté de la région des steppes. Du littoral à la frontière algérienne, des soulèvements du centre à la dépression des chotts, se déroulent, en effet, des plaines légèrement ondulées, traversées çà et là de chaînes rectilignes et minces, dont les plus méridionales renferment, aux environs de Gafsa, des gisements de phosphates. Rien de plus lugubre que ces immenses étendues monotones, sans autre accident du relief que les rocs dénudés et blanchâtres qui ferment l'horizon. Le sol n'est pas naturellement stérile, mais, faute de pluie, il demeure presque partout inculte. Çà et là apparaissent quelques touffes de jujubiers et de lentisques, parfois aussi des plaques d'une herbe rare et dure que broutent des troupeaux de moutons maigres ou de chameaux efflanqués. Pas de villes, mais, de loin en loin, des tentes de toile ou des gourbis de branchage, abri temporaire des tribus nomades (Zlass, Fraichiches, Souassi, etc.). Seule, la cité sainte de Kairouan met un peu de vie dans cette solitude. Son enceinte quadrangulaire, dominée par le minaret et les coupoles de la mosquée de Sidi-Okba, se développe au milieu d'une plaine sablonneuse, marécage en hiver et désert en été. Au bord des rivières ou dans les fonds marécageux (*garat bahirat*) apparaissent pourtant quelques arbres et des champs clairsemés, tandis que, vers la frontière algérienne, ondulent sur d'immenses espaces les touffes vert sombre de l'alfa. Cette région misérable fut pourtant autrefois prospère. A l'époque romaine, les eaux, retenues par des barrages ou captées par des puits, suffisaient à l'irrigation du sol et permettaient la culture de l'olivier et des arbres fruitiers. Alors florissaient Cillium, Aquæ Regiæ, Thelepte, Suffetula (Sbeitla), dont les temples et les arcs de triomphe dominent aujourd'hui des plateaux dénudés. La population agricole devait être nombreuse, comme en

témoignent les ruines de fermes et les vestiges de constructions épars sur toutes les routes, qui de Kairouan ou de Tébessa conduisent vers Gafsa.

Gafsa est déjà une ville d'oasis. Elle est la porte occidentale du Sud tunisien, comme Gabès en est la porte orientale. Au delà s'ouvre le Sahara avec ses pluies très rares et ses brusques variations de température. La carapace de grès et de calcaire qui

Dans l'oasis de Gafsa.

constitue le sol se désagrège sous l'action des intempéries et se transforme tantôt en plateaux pierreux (hamadas), tantôt en dunes sablonneuses (erg). Malgré les conditions générales de température qui sont les mêmes pour tout le Sud tunisien, il est cependant possible d'y reconnaître quelques régions distinctes. En arrière du littoral, au delà des plaines rocailleuses parcourues par les tribus des Ouderna et des Oughamma, le plateau calcaire des Matmata sert d'abri aux populations troglodytes, qui ont creusé dans le roc leurs habitations et leurs magasins, tandis que d'autres tribus bâtissaient au sommet de rocs déchi-quetés leurs « ksour », amas de constructions voûtées que do-

minent le donjon d'une forteresse ou le minaret d'une mosquée. De deux côtés des chotts s'alignent les oasis du Djérid au nord, celles du Nefzaoua au sud. Les premières, El Oudian, El Hamma Tozeur et Nefta, sont peut-être les plus riches de tout le Sahara. Des puits et des ruisseaux, dont l'eau est parcimonieusement ménagée, y entretiennent une végétation luxuriante. Au milieu des jardins entourés de murs en terre battue, les palmiers dat-

Oasis de Gabès. — Phot. Soler.

tiers élèvent d'un seul jet leur tronc couronné d'un bouquet de palmes. Au-dessous se pressent les orangers, les citronniers, les grenadiers, la vigne; plus bas encore le froment et l'orge. Mais toute cette richesse ne se déploie que sur un espace très restreint, et les oasis ne sont que des îlots de verdure perdus au milieu du désert. Déjà le sable entoure comme d'une couronne les jardins de Nefta, et, quelques kilomètres plus à l'est, on se trouve déjà au milieu des dunes du grand Erg oriental.

Flore et Faune. — La flore tunisienne est essentiellement une flore méditerranéenne. Les formes de végétation et les

Oasis dite « Corbeille de Nefta ». — Phot. Soler.

espèces qu'on y rencontre sont les mêmes que dans les autres parties de l'Afrique mineure. Comme en Algérie, les forêts sont rares et ne se montrent que dans les parties montagneuses exposées à des pluies abondantes. Aussi les principaux massifs forestiers se trouvent-ils en Khroumirie, où ils sont surtout formés de chênes-lièges (82 000 hectares). Le centre et le sud sont déboisés, à l'exception des massifs de Fériana et de Maktar, où dominent le thuya et le pin d'Alep, et de celui de Cheba, composé d'oliviers sauvages. La zone des pluies médiocres est caractérisée par la brousse, fouillis d'arbustes peu élevés (1^m,50 en moyenne), pistachiers, jujubiers, romarins, lentisques, genêts, bruyères. L'olivier, arbre typique des régions méditerranéennes, prospère partout, mais est tout spécialement cultivé dans le Sahel et dans l'île de Djerba. Les orangers, citronniers, mandariniers poussent en abondance dans certains districts bien abrités (la Manouba, Hammamet, Nabeul) et dans les oasis du Djérid. Le palmier, enfin, simple plante d'ornement dans le Nord, porte des fruits dans le Sud. Médiocres encore et peu comestibles à Djerba et à Gabès, les dattes atteignent toute leur saveur dans le Djérid, où se récolte la variété transparente dite *degla-nour* (datte lumière). Quant aux céréales (700 000 hectares), elles trouvent dans les plaines d'alluvions un terrain particulièrement propre à leur croissance et réussissent même dans les régions du centre lorsque l'humidité est suffisante. Ajoutons enfin que la vigne prend une extension de jour en jour plus grande et qu'un vignoble de 8 000 hectares est déjà constitué.

La faune ressemble beaucoup à celle de l'Algérie. Les grands carnassiers, lion et panthère, ne se rencontrent qu'exceptionnellement dans les massifs boisés du Nord. Le chat sauvage, le chacal, l'hyène, sont, au contraire, très répandus dans la région centrale. Quelques buffles subsistent dans le Djebel Achkel, près de Mateur; le mouflon et la gazelle se chassent encore dans le Sud. Les reptiles sont nombreux et les indigènes redoutent la vipère cornue et le naja, dont la morsure est mortelle. Les côtes, enfin, grâce à la faible profondeur des eaux et aux bancs de sable qui les bordent, sont fréquentées par des espèces sédentaires ou migratrices. La pêche de l'anchois et de la sardine occupe chaque année, d'avril à juillet, près de deux mille individus; le thon est capturé sur la côte de Khroumirie, sur celle du cap Bon et celle du Sahel. Le corail se récolte à Tabarka et à l'île de la Galite; l'éponge sur le littoral de la Syrte, de Sfax à la frontière tripolitaine.

Georges YVER.

LA POPULATION

TUNIS

Après le Caire, Tunis est la plus grande ville de l'Afrique tout entière. Elle renferme environ 200 000 habitants, dont 100 000 sont musulmans, 50 000 israélites et les autres Européens.

Les Européens appartiennent à des nationalités très variées : à côté des colonies française et italienne, les plus connues et les plus importantes, on trouve une colonie grecque (composée surtout de banquiers et de négociants), une colonie espagnole (qui s'est recrutée jadis non pas en Espagne, mais parmi les juifs tunisiens désireux d'échapper par la protection consulaire à la tyrannie beylicale), enfin une colonie maltaise, dont le langage, les mœurs et surtout l'activité commerciale sont dignes d'attirer l'attention. Si intéressantes que soient ces populations européennes, nous ne les décrirons pas et nous nous bornerons à signaler les particularités que présentent, à Tunis, la civilisation israélite et surtout la civilisation musulmane.

Au lieu d'être noyés, comme ailleurs, dans une population hétérogène, les israélites forment, à Tunis, une agglomération compacte, une sorte de petite cité. Les membres de cette cité appartiennent à deux variétés de la race juive : les uns descendent des israélites qui, lors de la destruction de Jérusalem, sont venus directement de la Palestine dans le nord de l'Afrique ; les autres descendent de ceux qui n'ont abordé dans la Régence qu'après de plus longues pérégrinations : la plupart ont passé par l'Espagne, puis, chassés d'Espagne, ils se sont réfugiés en Italie, et c'est d'Italie, de Livourne en particulier, qu'ils sont venus à Tunis, d'où le nom de « Livournais » qu'on leur donne, tandis qu'on réserve aux plus anciens immigrés le nom de « Tunisiens ». La paix n'a pas toujours régné entre ces deux groupes, dont chacun conservait ses coutumes, ses

Femme de qualité à Tunis.

Phot. Neurdein.

institutions, ses rites. Mais aujourd'hui la communauté des juifs tunisiens a reconquis son unité morale. Elle n'en est pas moins divisée en classes nettement distinctes : elle a ses riches et ses pauvres, ses capitalistes et ses travailleurs ; en grande majorité, les israélites tunisiens travaillent de leurs mains. Sans doute leur goût naturel semble les attirer vers le commerce et, d'autre part, le commerce leur est réservé par cela même que les Arabes le dédaignent ; il n'est donc pas étonnant que les juifs parlent avec les Européens, presque à l'exclusion des Arabes, le commerce de l'or et le commerce d'importation. Mais ce qui surprend parfois l'étranger, c'est de voir que les israélites tunisiens ne répugnent pas à d'autres occupations ; des rues entières du Souk (ou Bazar) sont bordées d'échoppes juives où travaillent des tailleurs, des ferblantiers, des peintres, des vitriers, des bijoutiers israélites. Dans ces dernières années, des efforts ont même été faits pour amener le juif tunisien à cultiver la terre ; une école d'agriculture juive a été fondée en Tunisie avant l'établissement de l'école française similaire. Par cela même qu'elle est considérable, la communauté des juifs tunisiens, à la différence des autres communautés israélites, possède tous les éléments d'une société complète : une classe de commerçants et une classe d'industriels ; elle possédera demain une classe d'agriculteurs.

Pour la même raison, elle a conservé de véritables institutions politiques. Elle lève un impôt sur la viande sacrifiée selon le rite hébraïque ; le produit de cet impôt sert à secourir les six mille indigents israélites. Les juifs tunisiens ont donc leurs finances et leur assistance publique ; ils ont aussi leur tribunal. A la vérité, le rôle de ce tribunal diminue de jour en jour ; c'est un tribunal de rabbins qui se borne à régler le statut personnel de ses justiciables et à résoudre à l'amiable leurs différends ; il ne dispose pas de la force publique, ou du moins ses décisions ne sont-elles exécutoires que par l'intermédiaire du pouvoir beylical. Toutes les institutions juives de Tunis sont naturellement subordonnées à l'autorité musulmane ; il n'en est pas moins curieux, étant données les habitudes des juifs depuis dix-huit siècles, de voir une société juive aussi régulièrement constituée.

Par les détails de leur vie privée et de leur vie religieuse, les israélites tunisiens ressemblent à tous les israélites du monde. Mais, tandis qu'ailleurs leurs cérémonies sont célébrées dans l'intérieur de leurs maisons, elles sont parfois publiques à Tunis. La fête du rabbin Simon donne lieu à de véritables processions sur la voie publique ; à la fête des Cabanes, le quartier juif est illuminé ; Pourim est l'occasion d'une foire. De même qu'ils ont des institutions régulières, les juifs tunisiens ont les allures normales d'un peuple organisé.

Pourtant, ce peuple vit au milieu d'une population toute différente ; le dernier trait que nous ayons à noter, c'est l'effort fait par les juifs tunisiens pour s'assimiler aux musulmans. Entre ces deux variétés du genre humain, le contraste est presque absolu : l'Arabe est aussi imprévoyant que le juif est soucieux de l'avenir ; l'Arabe se borne à récolter les richesses naturelles ; il est pasteur et laboureur, tandis que le juif cherche surtout dans le commerce ses moyens d'existence ; l'État musulman n'a

que deux fonctions : la guerre et la justice répressive ; le juif ne demanderait à l'État que des secours contre l'infortune ; l'Arabe aime la beauté qui laisse le juif indifférent ; enfin les deux religions s'opposent comme les deux âmes et les deux civilisations. Pour que ces deux peuples vivent ensemble malgré leur hostilité naturelle, il faut donc qu'ils aient signé une sorte de compromis. Les musulmans auraient préféré une autre solution : volontiers ils auraient converti les juifs à l'islam comme ils convertissaient les chrétiens ou les nègres qui tombaient entre leurs mains. Mais la communauté juive était trop compacte pour être absorbée d'un coup ; elle conserva sa foi. En revanche, les juifs s'efforcèrent de dissimuler, dans la vie extérieure, les abîmes qui les séparaient des musulmans. Ils adoptèrent leur langue, leur vêtement, leur maison. Mais les Arabes, considérant les juifs comme des êtres inférieurs, leur défendirent de les imiter, c'est ainsi que les juifs furent relégués dans un quartier spécial qui conserve aujourd'hui encore sa physionomie, c'est ainsi qu'ils furent condamnés à porter ces vêtements de couleur sombre, ces chechias noires, ces turbans bleus qu'on leur voit souvent encore. L'assimilation extérieure des israélites et des musulmans tunisiens

n'a donc jamais été complète ; à plus forte raison n'y eut-il pas d'assimilation plus profonde ; mais on voit que néanmoins la vie matérielle des juifs fut modifiée au contact des musulmans.

Puisque les musulmans constituent l'élément le plus important de la population tunisienne, c'est à leur portrait que nous devons surtout nous attacher. On pourrait distinguer, parmi les musulmans tunisiens, autant de groupes ethniques qu'il y eut de conquêtes ; aux Berbères, souvent considérés comme les autochtones, se sont superposés les Arabes, puis les Turcs, et, comme le dernier conquérant prend la première place dans la hiérarchie sociale, le Turc occupe aujourd'hui encore les hautes fonctions gouvernementales ; les Arabes, relégués au second rang, constituent la bourgeoisie ; les Berbères sont les paysans. Entre ces trois races, des

Tunis. Musicien nègre.

Phot. Garrigues.

croisements nombreux se sont faits : on appelle Courouglis les métis turco-arabes. Mais d'autres éléments entrent dans la composition de cette population étrange : les caravanes ont importé à Tunis des milliers de nègres, les corsaires ont ravi dans la Méditerranée des milliers de chrétiens ; du Caucase au Maroc et de la Provence au Soudan, toutes les races ont fourni des éléments à la race des musulmans tunisiens. Ces races n'ont pas toujours fait bon ménage : les Turcs et les Courouglis n'ont pas toujours été chers aux Arabes ; mais, aujourd'hui, devant l'invasion européenne, les discussions entre musulmans se sont évanouies.

Juive de Tunis.

A cette hiérarchie ethnique correspond une hiérarchie sociale. La terre étant, aux yeux des musulmans, la richesse par excellence, les grands propriétaires fonciers constituent la classe la plus élevée de la société, et les Turcs, les derniers conquérants, ont pris soin de s'attribuer de larges domaines. La seconde classe est composée de bourgeois arabes ; tantôt ils se livrent aux métiers qu'ils ne jugent pas indignes d'eux, tantôt ils sont à la fois propriétaires et industriels ; c'est à cette classe qu'appartiennent en général les théologiens, qui sont en même temps professeurs et juges. Au-dessous vient le peuple des ouvriers, des petits commerçants ; au-dessous encore les anciens esclaves, les domestiques nègres. D'ailleurs, malgré la différence des fortunes et des races, un souffle égalitaire passe sur cette société musulmane : les esclaves d'hier eux-mêmes, en tant qu'ils sont musulmans, sont considérés comme des frères.

Quelles sont les coutumes et les mœurs des musulmans tunisiens ? Ce

sont celles de tous les musulmans : nous nous bornerons donc à noter quelques particularités ou à rectifier quelques opinions traditionnelles : on connaît, en général, la famille musulmane, mais on se trompe souvent sur les institutions économiques, sur les institutions politiques et même sur les institutions religieuses des Arabes. On croit souvent, par exemple, qu'ils ont conservé la propriété collective ; mais si, en fait, les héritages demeurent souvent dans l'indivision, en droit, il est permis à tout héritier de réclamer sa part, et les Tunisiens usent de ce droit ; la propriété individuelle est plus répandue en Tunisie qu'en Algérie. En revanche, les biens de mainmorte (*habous*) immobilisent une grande partie du sol de la Régence. Mais les musulmans ont imaginé un moyen d'aliéner ces biens inaliénables : ils les cèdent à perpétuité sans les vendre : c'est ce qu'on appelle céder à *enzel*. L'*enzéliste* paye chaque année une redevance au propriétaire du *habous*. Ce contrat original a été utilisé par les colons français qui ont pu s'assurer la possession d'un domaine sans engager trop de capitaux. Il semble que toute l'ingéniosité des juristes arabes se soit dépensée dans la construction d'une théorie de la propriété ; la cession à *enzel* n'est pas le seul exemple de leur subtilité ; dans l'histoire du protectorat, la « *chefaâ* », qui donne au propriétaire voisin d'un domaine un droit de préemption sur ce domaine, a joué un rôle important, puisque c'est au nom de ce droit qu'un Anglais voulait en 1881 occuper, au détriment d'une compagnie française, le domaine de l'Enfida. Et l'avenir du Sud tunisien dépend en partie du contrat de *mhrarsa*, qui, en donnant au planteur d'oliviers la moitié du sol qu'il cultive, favorise le développement de cette culture. Mais si les juristes musulmans ont soigneusement réglé les rapports des propriétaires entre eux, ainsi que les rapports des propriétaires et des travailleurs, l'activité des inventeurs a été moins heureuse ; les instruments dont se servent les ouvriers arabes, à la ville comme à la campagne, sont des instruments antiques : c'est la charrue de Virgile qui gratte le sol tunisien ; c'est le métier des Phéniciens qui sert à tisser la laine. Aussi les produits de l'industrie sont-ils peu raffinés malgré le goût des artisans.

La vie politique, au temps des beys, n'était pas plus compliquée que la vie économique. Le gouvernement beylical réunissait tous les pouvoirs, mais n'avait pas su diviser les fonctions. Préoccupé surtout de faire la guerre, de juger les différends et de percevoir les impôts, le bey était à la fois soldat, juge et publicain ; c'est une armée qui, chaque

Juif de Tunis.

Phot. Soler.

année, allait dans les provinces lever les taxes, et les gouverneurs locaux ou caïds étaient revêtus du triple pouvoir militaire, judiciaire et fiscal. Mais, pas plus que le bey lui-même, les caïds n'avaient souci de l'instruction, de l'assistance ni même des travaux publics. Ces trois administrations sont entre les mains d'une société privée, la société des habous, qui centralise les legs charitables et bâtit les écoles, les hôpitaux, les mosquées ou les ponts que les particuliers veulent bien donner par testament à leurs concitoyens. Sans doute, depuis l'occupation française, la « société » des habous devient de plus en plus l'« administration » des habous, et ses directeurs deviennent des fonctionnaires. Mais il n'en était pas de même au temps des beys; ils n'ont jamais connu l'appareil compliqué de nos États modernes; quand ils cessèrent de guerroyer, ils ne tardèrent pas à oublier l'unique fonction qui leur restait, la fonction judiciaire, et ils ne songèrent plus qu'à lever des impôts ou à contracter des emprunts pour satisfaire leurs caprices. On sait que cette imprévoyance financière fut l'un des motifs de l'intervention de la France.

Selon l'opinion courante, la vie politique comme la vie domestique, comme la vie économique, comme toute la vie des musulmans s'explique par la religion. Cette opinion ne concorde pas avec les faits que révèle l'observation des musulmans tunisiens. Certaines de leurs pratiques ne sont prescrites ni par le Coran ni par les entretiens du Prophète : toute la jurisprudence de l'ouzara, tribunal administratif institué par les beys à côté du tribunal religieux (chara), se crée au jour le jour, et se modifie à mesure que se modifie l'état social connu par Mahomet. De même l'art arabe est indépendant de la religion : ses caractères se retrouvent dans des productions anté-islamiques; si l'artiste ne copie pas la figure vivante, c'est beaucoup plutôt en vertu de son goût pour l'infini des combinaisons géométriques qu'en vertu d'une prohibition du Coran. De même encore, le Coran règle moins qu'on ne pense la vie matérielle des musulmans; aucun texte n'ordonne aux femmes de se voiler; certains Arabes tunisiens estiment même que Mahomet n'a pas interdit l'usage, mais seulement l'abus des boissons fermentées. Mais il y a plus : certaines pratiques des musulmans tunisiens sont en contradiction formelle avec le Coran; quatre mille personnes vivent à Tunis du tissage de la soie : or, le Coran prohibe les vêtements de soie. Le prêt à intérêt est dans les mœurs : il est réglé par des usages locaux, mais la loi le condamne. L'institution des habous privés est destinée à tourner la loi successorale établie par le Coran. Les beys imposaient à leurs sujets musulmans la capitation que Mahomet réservait aux infidèles. On voit donc que le rôle social de la religion musulmane est moins grand que ne le suppose l'opinion courante.

L'opinion se trompe également sur le caractère de cette religion et de ses prêtres. On se contente trop volontiers d'identifier islamisme et fatalisme. Le Coran lui-même hésite sur cette question du libre arbitre, et les théologiens tunisiens, sans s'accorder sur la dose exacte de liberté qu'il convient de laisser à l'homme, estiment tous qu'il faut prendre une attitude intermédiaire entre les deux doctrines extrêmes; l'homme croit à la liberté, disent ceux qui se rapprochent le plus du fatalisme absolu; cette croyance, même illusoire, suffit à fonder la responsabilité. Quant

au prêtre musulman, on le représente souvent comme aussi puissant dans la société qu'Allah dans l'univers. Mais la société musulmane est si peu théocratique qu'elle ne connaît pas le prêtre. Il n'existe pas de sacerdoce musulman ; les théologiens sont juges et professeurs ; ils ne représentent pas Dieu sur la terre ; celui qui se rapproche le plus du prêtre, c'est l'imam, mais l'imam n'est que le président des cérémonies religieuses, le représentant des fidèles, celui qui porte la parole en leur nom dans les prières. Aucun des événements de la vie privée, naissance, mariage ou mort, n'est sanctifié par la religion. Telles sont les particularités de l'islam qu'on peut observer à Tunis.

Mais le grand intérêt que présente la population tunisienne résulte des contacts, des chocs, des influences que subissent réciproquement les éléments qui la composent.

Nous avons déjà vu comment les juifs ont cherché à s'assimiler extérieurement aux Arabes. Aujourd'hui, juifs et Arabes, volontairement ou non, rapidement ou lentement, tendent à imiter les Européens. Beaucoup de juifs savent le français, habitent des maisons européennes, abandonnent le turban pour le chapeau ; les écoles françaises sont peuplées d'enfants israélites ; le nombre de nos élèves musulmans est, relativement au

chiffre de la population, moins considérable. Pourtant les Arabes prennent aussi nos coutumes, mais ils restent plus fidèles à leurs croyances : bien que l'esclavage soit aboli depuis cinquante ans, les musulmans continuent à tenir pour légitime une pratique destinée à convertir les infidèles. Bien qu'en fait la polygamie disparaisse, peu d'Arabes la considèrent comme immorale. L'assimilation demeure superficielle entre Arabes et Européens.

Quoi qu'il en soit et quoi qu'on pense de l'avenir, les différentes populations de la ville de Tunis se heurtent et se pénètrent, s'opposent et se combinent suivant des modes infiniment variés, et c'est ce chaos de costumes, d'architectures, d'idées et de sentiments qui donne à la ville sa pittoresque originalité.

Tunis. Type maure.

Paul LAPIE.

INTÉRIEUR

Presque toutes les nationalités représentées à Tunis se retrouvent par groupements plus ou moins considérables dans l'intérieur de la Régence. Les colonies française et italienne occupent le premier rang, l'une commerçante et industrielle, mais plus particulièrement adonnée à l'agriculture et qui doit son influence à la prépondérance que lui donne le protectorat, à l'importance des capitaux qu'elle a engagés; la colonie italienne considérable depuis longtemps par sa situation commerciale et actuellement aussi par le chiffre de sa population agricole, qu'une immigration continue augmente de jour en jour. Les autres nationalités ne comprennent, en dehors de Tunis, que des éléments restreints, exception faite toutefois de la colonie maltaise, nombreuse dans les villes de l'intérieur, active et économe (1).

En dehors des Européens, des deux grandes races qui couvrent le sol de la Tunisie, israélites et arabes, seuls les Arabes occupent notre attention. Nous n'avons rien à dire, en effet, de particulier au sujet des israélites; qu'ils soient disséminés dans les grandes villes au milieu des autres populations, comme à Sousse, à Sfax, à Djerba, qu'ils forment l'élément prépondérant comme à Nabeul, adonnés au commerce et à l'industrie, ils présentent les mêmes traits distinctifs qu'à Tunis. Au contraire, les populations musulmanes de l'intérieur, sous l'unité de religion qui en fait le lien commun, présentent, avec des caractères ethnographiques variables, des mœurs, des coutumes, des conditions sociales fort différentes. L'indigène que l'on désigne communément sous le nom d'Arabe n'appartient pas, en effet, à une race unique; bien des peuples, à différentes époques, se sont mêlés ou simplement juxtaposés pour former l'élément indigène de la Tunisie. Le fond même de la population est la race berbère, vieille de milliers d'années, qui a survécu à toutes les révolutions politiques de ce pays et qui conserve dans ses mœurs, dans ses coutumes, dans ses croyances, plus d'un reste de son passé lointain.

Issue de la fusion d'une race aryenne et d'un élément sémitique, elle se retrouve à toutes les époques de l'histoire depuis Hérodote jusqu'à Corippe, sous le nom de Libyens, de Numides, de Massyles, avec un Jugurtha ou un Antalas pour chef. Devenue à peu près indépendante à la fin de la domination byzantine, elle ne fut pas profondément atteinte par les premières incursions arabes: il faut venir jusqu'à l'invasion hilla-lienne pour trouver de profonds changements dans les tribus berbères, sinon au point de vue ethnographique, du moins relativement à leur constitution politique: l'antique société berbère fut alors désorganisée;

(1) Il semble toutefois que, depuis peu, le chiffre de la population maltaise tende à diminuer par suite de la concurrence que lui fait la main-d'œuvre italienne.

fuyant devant l'invasion, certaines tribus se retirèrent dans les montagnes et les régions arides, en Khroumirie, dont les hauteurs, coupées de profondes vallées, leur offraient un asile, dans le Sud qui se défendait lui-même par ses sables ; quelques points difficiles d'accès furent également occupés : les hauteurs de la Kessera et du Bargou, le Takroun, qui s'élève par des pentes si abruptes dans la plaine unie de l'Enfida. Seules, les régions du Sahel, celles de Djerba où les villes fortifiées étaient nombreuses et la population plus dense échappèrent à l'invasion. Aux

Femmes khroumirs. — Phot. Soler.

racas berbère et arabe se superposent à des époques plus récentes, sans les modifier profondément, d'autres peuples : les Turcs d'abord, qui, venus en Tunisie en 1571, ne se sont pas mêlés aux races indigènes, se bornant à l'administration du pays, puis les Maures d'origine espagnole, qui, vers 1607, fondèrent des villages florissants dans le nord de la Régence, à Bèjà, à Testour, à Tebourba, à Zaghouan et à Soliman.

Le caractère de chacune de ces races et les circonstances de leur histoire ont déterminé en grande partie leur condition sociale. Sans doute, il serait téméraire de répartir les populations indigènes en castes nettement séparées. En présence des Arabes, les Berbères, surtout dans les vastes plaines de l'intérieur où ils se trouvaient en contact immédiat avec eux, se sont mélangés aux vainqueurs ; de même qu'ils ont accepté leur langue

et leur religion, ils ont souvent adopté leur genre de vie ; c'est ainsi que quelques tribus berbères sont devenues nomades ; cependant en général le Berbère a conservé ses traits distinctifs : c'est avant tout un sédentaire profondément attaché au sol, l'amour de la terre est aussi vif chez lui que chez le cultivateur français ; son champ, il le cultive avec passion, l'améliore à force de patience et de travail ; dans certaines régions du Sud, chez les Matmata, ou dans la région de Tozeur, il est merveilleux de voir de quelle ingéniosité, de quelle activité il a fait preuve pour aménager les sources, conduire les eaux à travers ses plantations, ne pas perdre enfin une seule goutte du précieux liquide.

Gourbi aux environs de Tunis. — Phot. Albert.

Il en est de même du Sahel ; la forêt d'oliviers de Sfax, cultivée avec tant de soin, fait à bon droit l'admiration de l'étranger. Riche ou pauvre, a dit le commandant Rinn, le Kabyle, et on pourrait dire aussi le Berbère tunisien, travaille en toute saison et tient la paresse pour une honte et une vie indigne d'un homme libre ; il est intéressé, économe, prévoyant et rangé comme tous ceux qui ne possèdent qu'à force de labeur et de peines.

L'activité du Berbère ne se manifeste pas seulement dans la vie agricole ; il est également apte au négoce et aux occupations industrielles. L'habileté commerciale de cette race est connue ; nombreux sont dans les Souks en particulier les Djerbiens adonnés au commerce des étoffes et des tapis. Il est à noter aussi que c'est surtout dans les centres berbères, Sahel, Sud, Djerba que les industries diverses se sont le plus anciennement et le plus pleinement développées.

L'Arabe, qui, du reste, se rencontre presque toujours mélangé avec l'élément berbère, préfère à toute autre existence la vie nomade ; il ne se

construit pas de hutte en branchages ou gourbi, ni de maison en pierre, il vit sous la tente, du produit de ses troupeaux et de celui que lui donne le champ d'orge ou de blé qu'il aensemencé.

La guerre autrefois, aujourd'hui les exercices du cheval, la fantasia, image de la guerre, sont ses plaisirs favoris. C'est surtout dans le Sud, vers la région de Gabès où les grands espaces abondent, que l'on rencontre les tribus d'origine arabe. Dans les villes, la population arabe forme, comme à Tunis, la classe bourgeoise, adonnée aux professions libé-

Notaire arabe dans son étude. — Phot. Albert.

rales ou aux métiers peu fatigants, se bornant à faire cultiver par l'indigène son champ ou son verger.

Les Turcs, enfin, ou plus exactement les Courouglis, mélange de Turcs et d'indigènes, n'ont pas jeté de racines dans le pays, ils y sont très peu nombreux et n'ont guère eu de relations avec les tribus de l'intérieur qu'en qualité de fonctionnaires beylicaux.

La religion musulmane, qui s'est substituée de bonne heure aux religions chrétienne et juive pratiquées par les anciens Berbères, est connue dans ses lignes générales. Ce qu'il importe de faire remarquer ici, c'est le caractère très particulier de cette religion, qui renferme, outre un dogme, des prescriptions sociales, hygiéniques et dont le caractère si nettement formaliste rappelle par certains côtés les cultes antiques.

Le dogme se réduit, en effet, à des principes très simples, à des notions claires et précises, sans aucune des subtilités qu'on rencontre dans d'autres cultes. En revanche les prescriptions de détail, les règles pratiques sont nombreuses; telle est l'obligation du jeûne de rhamadan, de la prière, des ablutions, du voyage à La Mecque. Ainsi l'unité de foi est absolue, et la tradition est toute-puissante; les seules divergences ont eu pour point de départ tel mode particulier dans l'exercice de la justice, ou telle prescription liturgique, c'est en particulier l'origine des deux rites hanefi et maleki qui encore une fois ne sont pas des schismes, mais des variantes dans le code.

Il faut faire toutefois une exception pour les habitants de Djerba, qui se rattachent au culte kharedjite et n'admettent pas la mission divine des prophètes, sans même excepter Mahomet.

La religion musulmane se complète par l'organisation de sectes religieuses, groupées autour du nom de quelque saint et qui exercent une influence religieuse, quelquefois aussi une action politique considérable. Les plus importantes de ces confréries sont, en Tunisie, les kaderias, les tijanias, les aïssaouas.

Si le Coran descend jusqu'aux prescriptions les plus minutieuses, il s'en faut de beaucoup cependant qu'il règle tout le détail de la vie de l'Arabe.

Il est même curieux de noter que les actes les plus importants, naissance, mariage, funérailles, consacrés par la plupart des autres religions, échappent presque entièrement à son autorité; ces actes sont, pour l'Arabe, avant tout des cérémonies domestiques: c'est dans la famille qu'ils s'accomplissent, c'est à peine si l'iman intervient par la récitation des prières; ainsi la naissance d'un enfant est l'occasion d'une fête intime qui réunit parents et amis; le mariage, qui dure plusieurs jours, présente des particularités curieuses; il est précédé des fiançailles, où le jeune homme offre à la jeune fille que ses parents lui ont choisie des cadeaux de toute sorte, coffrets, bijoux, étoffes de soie; souvent, surtout dans les tribus du Sud, ces cadeaux sont transportés à dos de mulet ou à dos de chameau, formant ainsi un long et pittoresque cortège.

Le jour du mariage, la jeune fille est conduite dans la maison paternelle du fiancé et doit franchir le seuil sans le toucher: pendant les fêtes, qui durent sept jours, le jeune homme n'a pas le droit de se présenter devant son père, il ne rentre dans la maison que la nuit. Une fois marié, il ne quitte plus la demeure paternelle, et l'épouse prend place parmi les autres femmes de la maison. Les cérémonies des funérailles sont fort simples: au moment de la mort, les membres de la famille font entendre des cris stridents, les enfants et la femme se meurtrissent la figure, les pleureuses viennent et poussent des gémissements déchirants. Puis le corps est lavé, parfumé, on l'enveloppe dans un linceul, il est transporté enfin sur une civière jusqu'à la tombe. Plus d'une coutume, comme on le voit par ce rapide exposé, rappelle l'antiquité. Si l'on jette un coup d'œil, en effet, sur les mœurs arabes, si l'on songe à l'autorité presque absolue du père dans la famille, à la condition de la femme, condamnée comme dans les tribus aux travaux les plus pénibles ou reléguée dans la maison comme dans les villes, si l'on se

rappelle avec quelle persistance l'Arabe croit à la magie et aux sortilèges, quels soins il prend pour conjurer le sort, on est frappé de voir à quel point son existence est encore toute pénétrée de vie antique.

La persistance des souvenirs anciens chez cette race si attachée à la tradition est encore ce qui donne à son industrie son caractère original. C'est aux Grecs, c'est peut-être aux Phéniciens qu'il faut remonter pour trouver le type de la charrue ou des métiers dont se sert l'Arabe; nulle part il n'a cherché à perfectionner l'outil, à multiplier sa puissance de travail, à s'épargner à lui-même quelque fatigue. Le tour est celui dont se servaient les Romains, le four est resté tel qu'il était autrefois; même

Tozeur. Le marché. — Phot. Soler.

fixité dans les procédés industriels, dans les formes et les dessins; les étoffes de soie fabriquées au cap Bon, à Nabeul, à Beni-Khiar ou à Tunis présentent des bandes parallèles de diverses couleurs, comme les étoffes rayées des Égyptiens; les dessins des tapis fabriqués à Kairouan sont conservés par une tradition ininterrompue, chaque famille répétant le modèle transmis fidèlement de génération en génération. Le tannage des peaux, qui occupe à Tunis, à Kairouan et à Djerba de nombreux ouvriers, la fabrication des selles de luxe brodées d'or ou d'argent étaient des industries déjà florissantes au moyen âge; enfin les formes des vases que l'on fabrique actuellement à Nabeul ou à Djerba rappellent singulièrement les pures formes grecques ou romaines (1).

(1) Cette fixité des procédés est pour beaucoup certainement dans la décadence d'un grand nombre de ces industries, très atteintes par la concurrence étrangère.

De même que l'industrie, l'art arabe vit de tradition et semble actuellement atteint de décadence comme tout art qui ne se renouvelle plus. En architecture, aucune mosquée nouvelle n'a été créée, seul le minaret de la mosquée Es-Zitoun, à Tunis, a été reconstruit, d'ailleurs sur les plans anciens. Les motifs décoratifs sculptés sur pierre ou sur bois, et qui donnaient à l'art arabe une si profonde originalité, n'offrent maintenant plus rien de personnel; les fabriques de faïences décorées de Gamart et de Nabeul, jadis si renommées, n'existent plus aujourd'hui; seul l'art de travailler le plâtre et d'en tirer ces panneaux décoratifs dont le musée du Bardo nous offre de si merveilleux échantillons est encore vivant, grâce à l'heureuse initiative du directeur du service des antiquités, M. Gauckler, qui a sauvé de la ruine cet art qui disparaissait.

En littérature, enfin, Tunis, qui a eu autrefois son époque de prospérité au temps d'Ibn-Khaldoun, est loin de tenir le rang qu'elle a occupé jadis et que tendent à reprendre actuellement d'autres centres musulmans. Les seuls genres actuellement cultivés à Tunis sont les mémoires historiques, parmi lesquels il faut citer ceux de Khereddine, qui comprennent une histoire générale du monde suivie d'une histoire détaillée des beys; ceux de Ben-Diaf concernant particulièrement le bey Saddok. En vers, les œuvres les plus connues sont les *Cassida*, poèmes en l'honneur de saints ou de personnages célèbres, quelquefois aussi poésies de circonstances composées à l'occasion d'un événement mémorable ou d'une fête. Ces poèmes, analogues, pour les circonstances où ils naissent, aux poésies si nombreuses où l'on célébrait sous l'ancien régime un mariage, une naissance dans la famille royale, n'ont pour le fond aucune originalité; ils ne sont qu'une réminiscence des poèmes ante-islamiques et valent surtout pour la versification, quelquefois singulièrement tourmentée. Si nous ajoutons à ces œuvres les *Commentaires* d'Aristote, inspirés par le livre de l'Isagogy, qui n'est autre chose qu'une traduction arabe de l'*Introduction* de Porphyre au *Traité des catégories* d'Aristote, nous aurons indiqué en quelques mots le mouvement littéraire et philosophique de la Tunisie actuelle.

En somme, des deux grandes races qui forment l'élément dominant des populations tunisiennes, les israélites se montrent curieux de progrès et de changements, ardents à s'assimiler, au moins extérieurement, les formes de notre civilisation; les Arabes, au contraire, s'y montrent habituellement réfractaires, non pas peut-être qu'ils soient à tout jamais immobiles, mais leur évolution est lente et peu profonde. Fermement attachés au passé par leurs traditions, par la nature de leur esprit, ils sont sans doute soutenus puissamment dans ces tendances par leurs croyances religieuses, dont l'influence est profonde, sinon peut-être aussi décisive qu'on l'a prétendue. Ils nous apparaissent comme une société tournée presque exclusivement vers le passé, très dédaigneuse même de cet incessant mouvement de progrès qui anime nos sociétés modernes.

J. ALIX.

L'HISTOIRE

LA TUNISIE AVANT LA CONQUÊTE FRANÇAISE

La grande majorité des Tunisiens est composée de Berbères. De taille moyenne, les Berbères sont, en général, bien proportionnés, mais de formes plus massives cependant dans la Tunisie du Nord que sur la lisière du désert. Selon certains historiens, ils seraient venus d'Asie, selon d'autres ils seraient autochtones et appartiendraient à la race qui couvrit l'Afrique du Nord de monuments mégalithiques. En réalité, nous ne connaissons guère l'origine de ces premiers habitants de la Tunisie; mais, sous les dénominations diverses de Lydiens, Numides, Maures, Barbari, Berbères, nous les retrouvons à toutes les époques de l'histoire, toujours semblables à eux-mêmes, formant le fond du pays, parfois libres, le plus souvent en puissance de maîtres étrangers. Nomades au désert, agriculteurs dans la montagne, marins dans les îles, ils sont encore là, ruines vivantes permettant d'étudier sur place leur ancienne civilisation. Une promenade dans la Régence et toute leur histoire se déroule à nos yeux. Sur un sol fractionné en une multitude de petits cantons géographiques, les Berbères devaient forcément vivre en tribus isolées les unes des autres; les divisions intestines seront la règle, l'entente sera l'exception. Ainsi s'explique la série des dominations successives, la violence des mouvements de réaction, le caractère éphémère des victoires nationales.

Aux âges lointains apparaissent les pharaons égyptiens dont la légende, à défaut de l'histoire, signale la domination sur le Djerid, le pays des dattiers d'El-Faraoun.

Les Phéniciens viennent ensuite et couvrent la côte tunisienne de comptoirs (*emporia*) protégés par des campements fortifiés. Telle est l'origine de Tunis, Sousse, Bizerte. Des Tyriens exilés fondèrent au ix^e siècle Carthage, la ville nouvelle, qui commença l'exploitation méthodique du pays. Au vi^e siècle elle dominait déjà le bassin de la Méditerranée occidentale, et son nom était connu au delà du détroit de Gibraltar.

Le trait essentiel de cette expansion est la conquête à main armée. Les Carthaginois ne se bornent plus, comme les premiers colonisateurs phéniciens, à établir pacifiquement des comptoirs le long du littoral et à vivre au mieux avec les popu-

lations indigènes. Menacés par le développement de la race grecque, obligés de lutter pour vivre et pour s'étendre, ils s'avancent l'épée à la main, forcent leurs concurrents à leur faire place en Cyrénaïque et à abandonner la Bétique, les poursuivent dans le golfe du Lion, à Marseille, s'installent en maîtres absolus

Tombeau punique, à Carthage.

aux Baléares et en Sardaigne, conservent une situation prépondérante en Sicile, monopolisent le commerce des Syrtes et de tous les produits venus du Soudan jusqu'à la mer. Les bénéfices obtenus furent employés à transformer la Tunisie du Nord en une vaste ferme où les Berbères travaillaient, sous le bâton du maître, à accroître la puissance économique de Carthage. Bois de construction ou de luxe, fruits, vins et céréales étaient les principaux éléments du commerce d'exporta-

tion. Plus tard, quand Annibal eut propagé la culture de l'olivier, la production agricole devint encore plus intense et le négoce plus actif. De leurs voyages en Égypte et aux îles grecques, les marins carthaginois rapportaient volontiers de beaux vases corinthiens, des statuettes finement découpées, des parures d'or et d'argent. Le goût s'en répandit de bonne heure dans la société punique. Bientôt les artisans locaux se mirent à fabriquer eux-mêmes des bijoux, des bagues, des colliers en or, des figurines et des masques. Ils imitaient les formes égyptiennes et grec-

ques. La bimbeloterie devint à Carthage une industrie nationale. On retrouve aujourd'hui tous ces objets en fouillant les abords de la colline de Byrsa; ce sont les seuls spécimens de l'art plastique chez les Phéniciens de l'Afrique du Nord. Nous ne savons pas si ces lointains devanciers ont sculpté de grandes et belles statues, nous ne connaissons pas l'ornementation de leurs palais. L'œuvre de destruction des Romains a été si com-

Ciernes de Carthage avant leur restauration.

plète qu'on n'aperçoit même plus les assises de la triple rangée de fortifications dont parlent les historiens. Non loin des deux flaques d'eau connues sous le nom de ports de Carthage, quelques traces de quais sont encore visibles, mais on chercherait vainement l'arsenal d'où sortirent les flottes de la grande ville. Un pendant de collier en or, trouvé dans une tombe, porte, gravée en fins caractères phéniciens, une dédicace à Astarté-Pygmalion; d'autres inscriptions en l'honneur de Tanit ou de Baal ont été mises au jour, mais plus rien ne subsiste des temples immenses évoqués par Flaubert. *Periere etiam ruinæ!* Il a fallu creuser profondément les nécropoles pour pouvoir se rendre

compte des conditions d'existence de la société punique. Avec le mobilier des morts on a pu reconstituer l'histoire des vivants. Les tombes sont, il est vrai, singulièrement riches, renfermant des bagues, des colliers en or, des bracelets, vrais trésors où

Endymion et Séléné, mosaïque d'Oudna (Tunisie).

Phot. communiquée par M. Gauckler.

apparaît tout le réalisme de cette race de marchands cossus, dépourvus d'un génie créateur puissant, mais merveilleusement aptes à imiter les types de l'Orient égyptien ou grec. Leur unique préoccupation était évidemment de fabriquer tout ce qui était d'une bonne vente et répondait au goût dominant de ceux avec lesquels ils faisaient commerce.

Et c'est ainsi que l'esprit d'aventure de ses commandants d'escadres, le souple génie de ses commerçants et de ses industriels firent peu à peu de Carthage la première puissance maritime du monde ancien. Pour être durable, cette prospérité aurait eu besoin d'être étayée par un gouvernement solidement cons-

Virgile composant l'Enéide, mosaïque de Sousse.

titué. Or l'autorité des deux suffètes assistés du Sénat et du conseil des Centumvirs ne fut jamais assez forte pour empêcher les émeutes populaires et mettre un terme aux rivalités de puissantes familles telles que les Hannon et les Barca. D'autre part les troupes mercenaires pouvaient être un excellent instrument de conquêtes entre les mains d'un chef habile, mais en cas de péril, au dedans comme au dehors, elles étaient souvent plus dangereuses qu'utiles. Enfin les dures conditions qu'elle avait

imposées à ses sujets berbères ne permettaient pas à Carthage de compter sur leur fidélité.

Quand les rudes agriculteurs du Latium se présenteront pour disputer aux Phéniciens l'empire de la Méditerranée, toutes ces causes de faiblesse agiront. Un siècle de luttes (264-146) et le génie d'Annibal ne pourront avoir raison de la patiente obstination des Romains. Carthage sera détruite et les vainqueurs, « s'emparant de ce coin du globe, le marqueront d'une empreinte ineffaçable (1) ».

Les indigènes avaient pris une part active aux guerres puniques. Un grand nombre d'entre eux avaient même suivi Amilcar et Annibal dans leurs lointaines expéditions, mais le sentiment qui dominait toujours dans les campagnes africaines, c'était la haine de Carthage. On le vit bien lors de la révolte des mercenaires, peut-être fomentée par des chefs berbères et qui fut, en tout cas, encouragée et soutenue par les guerriers des tribus. Dans leur désir de ruiner la cité détestée, ils suivirent avec enthousiasme Masinissa, qui parvint à établir son empire sur une grande partie de la Tunisie actuelle. Rome encouragea le prince indigène et lui donna les États de Syphax, sachant bien qu'il lui sera toujours facile, après la chute de Carthage, de faire renaître les vieilles rivalités des tribus berbères. Jugurtha comprit la tactique des nouveaux maîtres de l'Afrique et fit tous ses efforts pour maintenir les indigènes de l'Est unis sous son autorité. A force d'énergie, il parvint à retarder pendant quelque temps les progrès de généraux habiles, comme Métellus, Marius et Sylla; puis, livré à ses adversaires par la trahison de Bocchus, il périt misérablement dans les cachots du Tullianum. Les vainqueurs hésitaient cependant à s'enfoncer plus avant dans cette montueuse Numidie où les légions avaient eu tant de peine à triompher d'un insaisissable ennemi, mais la nécessité de protéger les premières conquêtes amena une série d'expéditions invariablement terminées par un agrandissement territorial. Bientôt les princes berbères eux-mêmes devinrent les principaux instruments de l'expansion latine. Le plus célèbre d'entre eux, Juba II, fut chargé de gouverner au nom de Rome l'immense territoire correspondant à l'Algérie et au Maroc actuels.

Trop voisine de l'Italie pour ne pas subir le contre-coup des événements politiques qui bouleversaient la péninsule, l'Afrique

(1) *Nos Devanciers en Tunisie* (« Revue des Deux Mondes », 1898).

fut comme un champ clos où les partisans de Marius et de Sylla, de Pompée et de César vinrent vider leurs querelles. Avec Auguste, le calme se rétablit, et l'œuvre de colonisation fut poursuivie désormais sans interruption. Carthage redevint plus belle que jamais, et pendant deux cents ans la tranquillité de la Tunisie romaine fut à peine troublée par quelques révoltes de montagnards berbères ou de nomades sahariens. Les grands coups d'épée se donnent au pays des Maures de l'ouest, sur les Hauts-

Pont et barrage romains sur la Medjerda, à Tébourba. — Phot. Soler.

Plateaux algériens, dans les vallées tourmentées de la Numidie. C'est là, du reste, que campaient les soldats de la III^e légion Augusta et les troupes auxiliaires chargées d'assurer aux Africains les bienfaits de la paix romaine.

A l'abri d'une zone militaire aussi fortement constituée, la province Proconsulaire se développait sans être inquiétée, et, quand l'empereur Hadrien vint la visiter, en 129, il put constater combien elle était prospère. Sous la haute surveillance du proconsul résidant à Carthage, les chefs indigènes continuaient à diriger leurs tribus, et dans les villes, peuplées surtout de Romains et d'hommes de race punique, fonctionnait une administration analogue au système actuellement en usage dans la Régence. C'était un véritable *protectorat*. Partout, dans les campagnes, des travaux d'irrigation entretenaient le bon état des

cultures, et la Tunisie avait vraiment un aspect riant avec sa capitale peuplée de cinq cent mille habitants, ses nombreuses villes et villages, ses grandes cultures de céréales et de vignes dans le nord, son immense jardin d'oliviers dans le centre, ses vertes oasis dans le sud (1). Plus de six millions d'habitants vivaient sur le sol ainsi transformé.

Ouvriers au service de l'empereur, grands propriétaires ayant à leur disposition une armée d'esclaves, vétérans et auxiliaires

Dougga, ruines romaines.

des légions, tous contribuaient au bien-être général. Les produits de la colonisation agricole parvenaient au littoral par l'admirable réseau des voies tracées dans le triangle Carthage, Tebessa, Sfax. La bourgeoisie des villes, enrichie par cet incessant mouvement d'échanges, consacrait à l'embellissement des cités une partie de ses richesses. Partout la vie municipale brillait d'un vif éclat. Carthage faisait bâtir l'immense aqueduc qui devait lui amener les eaux de Zaghouan et ornait ses places publiques de statues et de monuments divers. Sbeitla nous offre encore le spectacle de son temple trigéminé, et Dougga (autrefois *Thugga*) son théâtre, remarquable par l'élégance de ses propor-

(1) Paul GAUCKLER, *L'Archéologie de la Tunisie* (Paris, 1898, in-8°).

tions. L'amphithéâtre d'El-Djem, rendez-vous de fêtes pour les habitants d'un grand nombre de villages voisins, étonne par sa massive ampleur. Enfin, la maison princière des Laberii, découverte à Oudna, montre quel souci d'élégance avaient les riches citoyens de l'Afrique romaine. On a transporté au musée du Bardo un grand nombre de mosaïques, statues, motifs divers de décoration attestant les goûts artistiques des Africains. On sait aussi que Carthage devint un centre d'études littéraires et scientifiques d'une grande réputation. La poésie y fut représentée par Manilius, auteur des *Astronomiques*; l'éloquence par Fronton de Cirta, l'histoire par Florus, la critique par Apollinaire de Carthage, les mémoires par Aulugelle, le célèbre auteur des *Nuits attiques*. Apulée de Madaura résuma par l'universalité de ses connaissances tous les défauts et toutes les qualités du génie africain. Au III^e siècle, avec le poète Némésien de Carthage, les grammairiens Térencia le Maure, Juba, Nonius de Thubursicum, on sent déjà la décadence.

La Victoire, statue romaine. (Musée de Carthage.)

Les rhéteurs du iv^e siècle, Victorin, Servius le Maure, Aurélien Victor n'ont plus les grands succès des précédents orateurs. Les deux noms de Macrobe, poète et grammairien, et de Martianus Capella, qui exagère tous les procédés oratoires d'Apulée, ferment la série des auteurs païens d'Afrique. Du côté des chrétiens, quelques noms aussi ont survécu : Tertullien, saint Cyprien et surtout saint Augustin, le grand évêque d'Hippone.

L'apparition de ces docteurs de l'Eglise coïncide avec la décadence du régime administratif romain. Les querelles de religion

Amphithéâtre d'El-Djem. — Phot. Garrigues, Tunis.

viennent compliquer une situation déjà difficile, et l'on voit par exemple l'élection d'un évêque de Carthage (311) donner naissance à l'hérésie des donatistes, qui provoque en Afrique une effroyable crise. Les fanatiques du parti, sous le nom de Circoncellions, rêvent l'égalité complète entre les hommes et parcourent les campagnes en détruisant les propriétés et en égorgeant les catholiques. La querelle religieuse, transformée en une guerre sociale, dura pendant tout le iv^e siècle. Puis le triomphe de la monarchie absolue porta un coup terrible au protectorat romain en ruinant l'autonomie des cités et en accablant de charges fiscales les propriétaires fonciers.

Au début du v^e siècle, l'invasion des Vandales, appelés d'Espagne par le propre gouverneur de Carthage, le comte Boniface, achève cette œuvre de ruine, marquée par la prise d'Hippone et la mort de saint Augustin (23 août 430). Les persécutions contre

les catholiques redoublèrent d'intensité. Pourtant, malgré son arianisme farouche, Genséric conserva un certain respect des institutions romaines, montra même certaines qualités d'administration et mourut en pleine gloire (477). Sous ses faibles successeurs, les Berbères, qu'il avait su contenir, relèvent la tête, et alors commence une période de troubles graves qui amèneront l'intervention de l'empereur d'Orient, Justinien, et

Forteresse byzantine de Lemsa (Tunisie), vi^e siècle.

la reprise de l'Afrique sur les barbares par le fameux Bélisaire (534).

Le nouveau gouvernement parvint à pacifier momentanément le pays, grâce aux efforts du sage et vaillant Solomon, mais les Byzantins, bons ingénieurs et valeureux soldats, se montrèrent en général assez médiocres administrateurs. Tout en prétendant continuer les traditions romaines, ils firent plus souvent appel à la diplomatie qu'à la justice et ne comprirent pas suffisamment la nécessité d'une bonne organisation financière et d'une juste répartition des impôts. Le château de Lemsa et nombre d'autres forteresses qui se dressent encore sur le sol tunisien témoignent de l'activité qu'ils apportèrent à l'œuvre

de protection du plat pays, mais indiquent aussi l'état d'insécurité et la turbulence des tribus berbères. Pendant quatorze années (538-552), Jean Troglita, adaptant aux nécessités du moment la tactique, l'administration, l'agronomie des Romains, parviendra à conjurer les effets des crises intérieures. Après lui l'autorité impériale, menacée par les indigènes, est absolument méconnue. Quand les Arabes, conduits par Abdallah, envahissent la province, ils trouvent un pays en pleine révolte et battent facilement le patrice Grégoire, qui venait de prendre la pourpre à Sbeitla (647). « Ce jour mémorable, a-t-on dit justement, marque la fin du règne de l'esprit latin sur la terre d'Afrique. »

De la fondation de Kairouan par Sidi-Okba (669) date la prise de possession définitive de l'Ifrikia par les Arabes. En vain les Berbères, un instant réunis sous l'autorité de la Kahena, reine des tribus de l'Aurès, font le vide devant l'ennemi, détruisent systématiquement les cultures, ruinent les villes et les bourgades. Les progrès de l'islamisme sont si rapides que le prochain mouvement de réaction indigène sera dirigé par des musulmans, les hérétiques kharedjites (741). Toutefois, le fond de la population étant toujours berbère, les liens unissant l'Ifrikia aux khalifes se relâchèrent peu à peu, et, avec les Aghlebites, une véritable dynastie nationale s'installa à Kairouan (800). Ce fut l'époque de la splendeur de la métropole musulmane de l'Afrique du Nord. La grande mosquée de Sidi-Okba, complètement refaite, devint un des beaux spécimens de l'art arabe, et d'immenses réservoirs connus sous le nom de Madjel-el-Kebir ou bassin des Aghlebites retinrent les eaux nécessaires à l'alimentation de la cité. Au bazar vinrent s'accumuler les produits variés du Maghreb et du Soudan. Une renaissance littéraire et scientifique se produisit, et l'on vit à Kairouan les jurisconsultes, constitués en une sorte de parlement municipal, conseillant parfois le prince sur la direction des affaires étrangères et contre-balançant l'influence du Djund, c'est-à-dire des corps militaires.

Au début du x^e siècle, Kairouan, tout en conservant son prestige de ville sainte, est remplacée comme centre administratif par Mehdyia (916). La nouvelle capitale avait été fondée par Obeïd-Allah, l'apôtre des Berbères chiïtes ou partisans d'Ali, qui avait renversé le pouvoir des Aghlebites et constitué à son profit la dynastie des Fatemides. Malgré l'état troublé de l'Afrique, le Mehdi et ses successeurs se préoccupèrent davantage des choses méditerranéennes et comprirent l'importance du littoral tunisien. L'un d'eux, El-Moëzz, parvint même à s'implanter dans le delta du Nil, où il élèvera la grande citadelle

d'El-Kahera, la Victorieuse, berceau de la ville actuelle du Caire (969). L'Égypte devient alors le siège de la puissance fatemide, et la Tunisie n'est plus qu'une province de l'empire aux mains des Berbères Sanhadja, sous le commandement des Zirides. C'est le triomphe absolu de la réaction berbère poursuivie sans relâche contre les conquérants arabes (971). Et c'est aussi l'époque où l'on peut signaler une reprise d'activité économique intéressante à constater. Les villes importantes comme Sfax, Sousse, Mehdia, Kairouan sont le siège d'une industrie et d'un commerce actifs. On y tisse la laine et la soie, on y foule les draps mieux qu'à Alexandrie, on y fabrique des essences à parfums, des armes et des harnachements de luxe, des poteries fines, spécialité de Tunis. L'agriculture s'est relevée ; non seulement les céréales et les légumes, mais encore les cultures arbustives, oliviers, dattiers, bananiers, canne à sucre sont l'objet de soins spéciaux. Aussi les ports, notamment Gabès et Mehdia, reçoivent la visite de nombreux navires. La Tunisie, repliée sur elle-même depuis l'invasion arabe, participe davantage à la vie méditerranéenne.

Cet essor est complètement arrêté par l'invasion des Arabes nomades des tribus de Hilal et Soleïm lancés sur la Tunisie par le khalife fatemide d'Égypte El-Moëzz, désireux de punir un vassal rebelle (1053). S'abattant sur le plat pays comme une nuée de sauterelles, dit l'historien berbère Ibn Khaldoun, ils pillèrent Kairouan, détruisirent ses monuments et forcèrent une partie de la population berbère à se réfugier dans la montagne, tarissant ainsi pour des siècles les sources de la prospérité. L'affaiblissement des Zirides, réduits à quelques cantons autour de Mehdia, et le morcellement du pays en principautés autonomes, comme celle des Beni-Khoraçan à Tunis, furent les conséquences immédiates de cette invasion. L'intérieur du pays devint presque inhabitable pour les agriculteurs sédentaires. Toute la vie économique se concentra désormais dans les villes du littoral, mieux protégées contre les excès des pasteurs arabes. La mer devenant la seule ressource des citadins, les ports se transformèrent en d'audacieux repaires de pirates provoquant les représailles des Pisans et des Génois, amenant l'établissement des Normands de Sicile dans tout le Sahel tunisien (1135).

Domination éphémère, du reste, car une nouvelle secte, celle des Almohades, allait bientôt, grâce au génie du grand conquérant Abd-el-Moumen, constituer au profit des Berbères un vaste empire qui réunira sous un même sceptre toutes les dynasties

du Maghreb, mettra fin aux pillages des nomades et chassera les Normands de Mehdia (1160).

Le nouveau Charlemagne eut des successeurs trop faibles pour pouvoir maintenir leur autorité sur un aussi vaste territoire, et la Tunisie, englobée bon gré mal gré dans cet empire, s'en détacha dès les premières années du ^{xiii}e siècle. En 1228, son gouverneur almohade, Abou-Zékéria le Hafside, se proclama indépendant et devint chef d'une dynastie qui se maintint au pouvoir pendant plus de trois cents ans. L'épisode le plus connu de l'histoire des Beni-Hafs est la lutte qu'ils eurent à soutenir contre saint Louis, mort à Carthage en 1270. Il ne faut cependant pas oublier que ces princes tunisiens contribuèrent au développement d'une brillante civilisation, en groupant autour d'eux les artistes et les jurisconsultes accourus à leur appel de tous les points du monde islamique. Ibn Khaldoun parle avec enthousiasme de la réunion d'hommes distingués « venus s'abriter à l'ombre de la puissance des sultans hafside ». Il célèbre les magnificences de la cour de Tunis et se plaît à décrire, en une langue imagée, ces jardins du Bârdô où le caprice des souverains avait mêlé à une forêt d'arbres à fruits les diverses variétés d'arbrisseaux sauvages, tels que le jujubier et le tamarin, « tout cela disposé de manière à former de chaque espèce un groupe à part ». Sous la verdure couraient les eaux amenées par l'aqueduc de Zaghouan à Carthage. Çà et là se dressaient des portiques ornés d'arabesques ou des pavillons de marbre aux plafonds finement ciselés. Tunis surpassait alors Le Caire et étonnait les étrangers par les vastes dimensions d'une enceinte qui englobait les faubourgs de Bab-el-Djazira et Bab-Souika, divisant la ville en trois compartiments où cent mille habitants étaient répartis en quartiers distincts selon leur religion ou leur rang social. Les grands seigneurs se plaisaient surtout à Halfaouine, dans le faubourg Bab-Souika. Plusieurs oncles et parents des sultans y possédèrent de belles demeures. A la fin du ^{xv}e siècle, quelques riches palais furent aussi construits dans le voisinage de la zaouïa du vénéré marabout Sidi ben Arous. Les gens de moindre importance, mêlés à la bourgeoisie aisée, habitaient non loin de la Djamâ-ez-Zitouna. Ils formaient le *quartier des libraires*, centre du commerce des manuscrits reliés et dessinés par les premiers artistes de l'Islam.

Mais l'activité commerciale était surtout grande dans les *souks*, étranges rues voûtées, où les caravaniers du Darfour et du Soudan venaient échanger directement leurs produits contre les marchandises d'Europe. Le souk des Parfums, dont on attribue

la fondation à Abou-Zékéria, mort en 1249, était aux mains d'une aristocratie privilégiée à peu près exempte de toute imposition. En revanche, les négociants du souk au Savon payèrent leur monopole 6 000 dîners (60 000 francs) jusqu'au jour où le sultan Abou-Farès décréta la libre fabrication de ce produit et fit à diverses corporations de fortes remises d'impôts.

Les négociants israélites eux-mêmes ne furent jamais sérieusement inquiétés par les représentants de cette dynastie musulmane. On se borna à leur imposer le séjour dans le quartier voisin de la mosquée de Sidi Mahrez. Semblable mesure était prise, du reste, à l'égard des Européens déjà installés en Tunisie. Ils étaient déjà répartis en un certain nombre de *fondouks*, de manière à être plus facilement surveillés; mais ils pouvaient se livrer au commerce en toute sécurité, et il semble bien que l'expédition de saint Louis ne troubla guère leurs bonnes relations avec les autorités locales.

On a retrouvé des lettres échangées entre des négociants chrétiens et de riches Tunisiens contemporains des Hafside. Elles ne laissent aucun doute sur les bonnes dispositions réciproques et témoignent du degré de culture intellectuelle auquel était parvenue la bourgeoisie de Tunis.

Et si les études étaient fort en honneur, c'est que les sultans avaient l'habitude de prendre des conseillers érudits et de prodiguer les marques de considération aux professeurs chargés d'enseigner dans les mosquées. On sut bientôt qu'un ancien élève de la Djamâ-*ez-Zitouna* pouvait devenir grand cadi, secrétaire de la chancellerie et du parafe, cadi des mariages, chef de la ville (*Hâkim*), préposé à la noblesse, inspecteur des biens *habbous*, et l'on se précipita en foule sur les bancs d'une université dont l'enseignement conférait tant de privilèges. Il fallut agrandir les salles d'étude et créer des bibliothèques renfermant des ouvrages de théologie, philosophie, médecine, calcul, histoire et belles-lettres. Le sultan Abou-Zékéria voulut inaugurer lui-même en 1233 la mosquée de la kasbah, qui dresse encore au-dessus des remparts de la vieille forteresse son élégant minaret. La construction d'une mosquée dans le faubourg de Bab-el-Djazira, la restauration de la grande mosquée, l'établissement de nombreuses fontaines monumentales, divers autres travaux d'utilité publique achevèrent la transformation de la capitale.

Malheureusement, la Tunisie ne semble pas avoir beaucoup profité de toutes ces améliorations. Derrière cette brillante façade se cachait un pays ravagé par les luttes continuelles entre les descendants des Arabes hilaliens et les tribus berbères. Quelques

princes énergiques, Abou-Zékéria, El-Mostancer, Abou-Farès réussirent à conserver une autorité précaire sur les turbulentes populations de l'intérieur; mais, après eux, les troubles renaîtront plus violents que par le passé. Aussi Tunis cessera bientôt d'être la métropole intellectuelle de l'Islam. A la fin du xvi^e siècle, elle n'est plus qu'un repaire de redoutable pirates.

Le mal est d'ailleurs général dans toute l'étendue de la Méditerranée, et les corsaires turcs sont déjà assez forts pour entreprendre sous le commandement de Kheïr Eddine, dit Barbe-

Ancien fort dans l'île de Djerba.

rousse, la conquête de l'Afrique du Nord (1514). Les Espagnols, qui avaient franchi le détroit de Gibraltar pour tenter un suprême effort en faveur du christianisme, s'opposent à la marche des Turcs. On se bat d'abord autour d'Alger, puis Kheïr Eddine, profitant du désarroi, chasse de Tunis le souverain hafside et s'installe à sa place (1534), étendant successivement son autorité sur tous les points importants du littoral, poussant même des pointes audacieuses contre les groupements indigènes de l'intérieur.

La création d'un empire africain par un pirate turc alarma Charles-Quint, qui prit en mains la cause des Hafsides et délogea Kheïr Eddine de Tunis (1535). Cette expédition eut surtout pour résultat de rendre les Turcs sympathiques à la population et de provoquer contre les chrétiens un vif mouvement de réaction.

Le gouvernement espagnol fut sans influence sur les tribus de l'intérieur et n'exerça guère son autorité au delà de la banlieue de Tunis. Le littoral resta, comme par le passé, au pouvoir des corsaires, dont le plus célèbre, Dragut, infligea aux Espagnols une sanglante défaite en rade de Djerba (1560). Don Juan, le vainqueur de Lépante, ne réussit pas à rétablir cette situation compromise. Les Turcs parvinrent en 1574 à chasser définitivement leurs adversaires du territoire de la Régence, dont ils prennent possession au nom du sultan de Constantinople.

Devenue un simple pachalik, la Tunisie fut dotée d'une organisation extrêmement compliquée. A côté du *pacha*, représentant le sultan, une révolution militaire plaça bientôt un *dey*, assisté d'un conseil ou *divan* formé d'anciens officiers. Les deux principaux per-

sonnages de cette assemblée étaient le *koptan*, chargé de la marine, et le *bey*, commandant les troupes de terre. Les uns et les autres étaient en réalité sous la dépendance de la milice des janissaires et de la Taïffa des reïs ou capitaines corsaires. Le résultat de cet enchevêtrement de pouvoirs fut tout d'abord la méconnaissance absolue de toutes les conventions internationales et le développement inouï de la piraterie au xvii^e siècle. A l'intérieur, l'emploi de la force parut le seul moyen de gouverner et les populations furent durement traitées. Enfin, les

Daouletto, ou maison de l'ancien *déy*, à Tunis.

Phot. Soler, Tunis.

luttres d'influence entre les deys et les beys eurent pour résultat la constitution en tribus indépendantes des grandes familles arabes et berbères. De là des contestations perpétuelles entre Algériens et Tunisiens et les maux de la guerre étrangère venant s'ajouter aux discussions intestines.

La famille de Mourad donna à la Régence un certain nombre de beys intelligents et actifs, notamment Hamouda, qui quitta volontairement le pouvoir en 1663, sans être parvenu à empêcher les intrigues de palais et sans avoir pu réformer les mœurs administratives. La prépondérance des beys eut cependant pour conséquence le maintien de relations courtoises avec la France et l'observation plus stricte des traités de paix et de commerce. En outre les beys, suivant la tradition des princes hafside, contribuèrent à l'embellissement de Tunis et atténuèrent, dans une certaine mesure, les désastreux effets de l'occupation turque. Véritables maires du palais, ils furent en même temps représentants de la Porte ottomane dans la Régence. Dès lors, il est facile de prévoir une double révolution : d'abord le remplacement du dey par le bey, puis la rupture des rapports de vassalité avec le sultan de Constantinople.

Ce double événement se produisit à l'occasion d'une guerre contre les Algériens, où l'agha des janissaires Husseïn Ben Ali joua un rôle prépondérant et en profita pour s'emparer du pouvoir (1705). Il devint pacha, dey et bey, ce dernier titre servant désormais seul à désigner le chef investi de la plénitude de l'autorité. Le sultan de Constantinople ayant laissé la révolution s'opérer sans intervenir, la Tunisie se trouva, en fait, politiquement indépendante.

Homme énergique et constant dans ses desseins, Husseïn ben Ali (1705-1740) déclara le pouvoir héréditaire dans sa famille et «réussit à asseoir sur ce terrain mouvant une autorité régulière et à ébaucher une administration qui, à plusieurs reprises, n'a manqué ni de lumières ni surtout de bonne volonté». Il s'efforça d'entretenir de bonnes relations avec les puissances étrangères, tout particulièrement avec la France. Il ne put cependant enrayer le développement de la piraterie et ne fut jamais assez fort pour contraindre les Berbères montagnards des Ousselat ou de Khroumirie à respecter le nouvel ordre de choses. Des querelles de famille vinrent assombrir ses dernières années, et il périt de la main d'un de ses proches.

Le règne de son neveu, Ali-pacha (1740-1756), n'est qu'une réaction violente contre la politique extérieure et intérieure du fondateur de la dynastie husseïnite. C'est un retour aux pires

excès de l'administration turque. Les Algériens deviennent plus arrogants que jamais et pillent Tunis de fond en comble

Tunis à la fin du xvii^e siècle. — D'après une estampe du temps.

(1756). Il fallut toute la bonté de Mohammed (1756-1759), fils d'Hussein, pour réparer les maux de l'invasion. Ali-bey (1759-1782) ramena les diverses parties du territoire tunisien sous

l'autorité beylicale et se préoccupa de développer l'agriculture et l'industrie en favorisant les plantations d'oliviers du Sahel. Une sécurité relative régna dans le pays, et les relations avec les puissances étrangères furent cordiales, malgré une rupture momentanée avec la France. D'un caractère fantasque et dur, Hamouda (1782-1814) se montra néanmoins politique avisé, instruit des besoins et des intérêts véritables de son pays. Son attitude à l'égard des Algériens fut toujours ferme (1807), et il sut conserver « la bonne correspondance » avec les divers gouvernements qui se succédèrent en France. Il s'affranchit de la tyrannie des janissaires en les faisant tous massacrer (1811) et fit respecter son nom par les tribus nomades de l'intérieur.

Son fils Othman ne fit que passer sur le trône et fut, au bout de quelques mois, remplacé par Mahmoud, petit-fils de Hussein (1814-1824). C'est à cette époque que la longue rivalité entre les Régences de Tunis et d'Alger prit fin par un traité perpétuel (1821) et que fut enfin résolue par une intervention franco-anglaise la question de la piraterie (1819). Les deux fils de Mahmoud, Hussein (1824-1835) et Mustapha (1835-1837), ne furent ni l'un ni l'autre d'habiles administrateurs. De graves abus financiers signalèrent le premier règne. Pour les faire cesser, on usa d'un remède pire que le mal, en se servant du ministre Chakir, dont les Tunisiens du Sahel citent encore aujourd'hui la dureté féroce. Pendant les événements d'Alger (1830), l'attitude du bey fut plutôt amicale pour la France, mais il ne put cependant empêcher le mouvement de réaction musulmane des tribus arabes voisines de la frontière.

Le peuplement français de l'Algérie amena le développement de notre influence en Tunisie sous Ahmed-bey (1837-1855) et fut le point de départ d'une série de réformes destinées à doter la Régence d'un gouvernement plus en rapport avec les idées modernes. Ahmed appela des officiers français pour instruire son armée, créa une école polytechnique, voulut un port et une marine. Souverain magnifique, il se fit même construire à la Mohammedia une sorte de Versailles lourd et massif. Toutes ces dépenses pesaient d'un poids excessif sur les collectivités indigènes. De là des prises d'armes, comme celle d'El-Djem en 1850. Il restera toutefois de ces divers essais l'abolition de l'esclavage en 1846, le retrait des lois d'exception contre les israélites.

Mohammed-bey (1855-1859), ayant trouvé la Tunisie épuisée, déclara qu'il voulait « gouverner son peuple à sa manière et non à la nôtre », mais en évitant les ruineuses réformes de son pré-

décèsseur, il laissa à son ministre des Finances une liberté qui aboutit à des résultats déplorables pour le trésor. Dans son désir de paraître musulman, il se rapprocha aussi du sultan de Constantinople auquel il envoya un contingent lors de la guerre de Crimée.

Le Congrès des puissances, réuni à Paris en 1856, chargea alors le consul de France à Tunis d'amener doucement le bey à une politique plus conforme aux intérêts généraux de

Ancienne maison arabe, à Tozeur. — Phot. Soler.

l'Europe. La création du tribunal religieux du Charâ fut le prétexte de l'intervention décisive qui aboutit, le 10 septembre 1857, à la lecture en séance solennelle d'une constitution connue sous le nom de pacte fondamental et à laquelle le bey jura fidélité. Mohammed mourut avant l'application de cette charte, poursuivi par les malédictions du peuple accablé d'impôts, sous prétexte de réformes, et ne voyant dans toutes les innovations que la carte à payer.

L'âpreté des luttes d'influence entre les divers représentants des puissances européennes dans la régence s'accrut encore pendant le règne de Mohammed-es-Saddok (1859-1882). Ce souve-

rain ne sut faire respecter son autorité ni par les étrangers ni par ses propres sujets. Le gaspillage financier devint tel que des révoltes éclatèrent sur divers points de la Régence à la suite d'une série d'années désastreuses (1864-1867), pendant lesquelles l'impôt fut perçu avec la même rigueur. Au point

HUSSEIN-BEY, dernier des beys à turban.

de vue extérieur, le résultat de cette dilapidation des finances fut la constitution d'une commission financière internationale chargée de la protection des créanciers de la Tunisie et de l'administration des revenus du bey (1869).

Un instant, Mohammed-es-Saddok, guidé par le général Kheïr Eddine, parut comprendre que la mauvaise politique financière de la Régence, l'absence complète de sécurité à l'intérieur, la disparition successive des divers éléments de prospérité économique étaient de nature à amener les pires catastrophes. Il destitua de ses fonctions Mustapha-Khaznadar, le ministre des Finances prévari-

cateur (1873). L'influence pernicieuse de Mustapha ben Ismaïl ramena bientôt le bey aux errements du passé. Les diverses provinces de la Régence, livrées sans défense aux caprices d'un favori, furent exploitées plus durement qu'au temps des Vandales. Ni les personnes, ni les biens ne furent en sûreté. Mustapha ben Ismaïl ne respecta même pas le caractère religieux des propriétés « habbous » et fit main basse sur les biens de mainmorte. Seuls les montagnards berbères échappaient à la

cupidité des courtisans de Mohammed-es-Saddok ; mais, n'ayant plus rien à redouter de l'autorité beylicale, ils tournaient leur activité guerrière du côté de la frontière algérienne, molestant les tribus, arrêtant l'essor de la colonisation française.

Impuissant à réprimer les incursions des Khroumirs sur le territoire algérien, sans argent pour assurer le bon fonctionnement des administrations, le bey n'était plus qu'un jouet entre les mains des consuls européens. Pour rendre à la Tunisie sa prospérité d'autrefois, il fallait un tuteur énergique et pouvant solidariser ses intérêts avec ceux de ce coin d'Afrique. La France, maîtresse de l'Algérie, était toute désignée pour remplir ce rôle de protectrice éclairée. Prenant en main la direction des affaires tunisiennes, elle assurait du même coup la tranquillité de sa colonie algérienne et la renaissance économique de la Régence.

Sachant bien que l'Angleterre et l'Italie étaient prêtes à la remplacer si elle se dérobait, la France imposa à Mohammed-es-Saddok le traité de Kassar-Saïd et s'installa définitivement à Tunis le 12 mai 1881, mettant fin à un régime dont tous, Européens et indigènes, souffraient sans pouvoir y remédier.

Campagnes dépeuplées, villes mal entretenues, capitale transformée en cloaque, dettes énormes et trésor vide, tel était en somme l'état du pays au moment où disparaissait cette

AHMED-BEY (1837-1885).

administration beylicale, moins soucieuse des intérêts généraux que de ses intérêts particuliers, et réfractaire à toute réforme capable d'assurer le développement normal des ressources de la Régence.

LA CONQUÊTE FRANÇAISE

Si l'étude des relations de la France avec la Tunisie est surtout intéressante à partir de la fin du ^{xvi}^e siècle, il n'est cependant pas inutile de faire remarquer que des rapports amicaux existaient déjà entre Charlemagne et l'émir aghlebite de Kairouan, et que, dès cette époque, le littoral tunisien recevait la visite des négociants de Provence ou du Languedoc. Il est également probable que, dans les siècles suivants, il n'y eut aucune interruption de longue durée dans les échanges commerciaux. En 1173, on signale la présence à Montpellier de marchands du Maghreb. On sait aussi, par l'ensemble de statuts datant de 1228 et confirmés par ceux de 1255, qu'il existait entre Marseille et l'Afrique un commerce garanti par des accords écrits ou oraux.

La croisade que saint Louis dirigea contre Tunis provoqua, il est vrai, un vif mouvement de réaction contre les marchands chrétiens, mais les Français ne tardèrent pas à profiter des avantages accordés par traités spéciaux aux Génois, Pisans, Florentins, etc. En 1482, la situation était assez bonne pour que Louis XI pût exprimer au souverain hafside le désir de voir continuer et se développer plus librement les relations qui existaient entre les côtes d'Afrique et le comté de Provence, récemment dévolu à la couronne de France à la mort du roi de Sicile,

Au ^{xvi}^e siècle, la France bénéficia, dans une certaine mesure, de la politique amicale de ses rois à l'égard des sultans de Constantinople, mais l'état d'insécurité qui régnait dans tout le bassin de la Méditerranée arrêta le développement normal des relations pacifiques entre chrétiens et musulmans. Sous l'influence des corsaires turcs, les populations arabes devinrent moins hospitalières et abandonnèrent les traditions de courtoise hospitalité en usage pendant tout le moyen âge. Les négociants français cessèrent d'être en sûreté dans les ports tunisiens, et la nécessité d'avoir un représentant du roi chargé de défendre les intérêts français en Tunisie devint de plus en plus évidente. C'est le 28 mai 1577 que furent signées à Chenonceaux, par le roi Henri III, les lettres patentes créant un consulat de France à Tunis. Dès lors, les relations entre les deux pays ont un carac-

rière plus précis. L'action des consuls aura pour but non seulement d'assurer à nos nationaux le libre exercice du commerce dans la Régence, mais d'enrayer les progrès de la course et le développement de l'esclavage. Tâche ardue, si l'on songe aux éléments de désordre que renfermait le gouvernement tunisien et aux procédés violents dont il était coutumier. Encore si les représentants de la France avaient pu compter sur les bons effets de l'alliance turque ! Mais, dès les premières années du xvii^e siècle, les États barbaresques refusaient d'obéir aux ordres du sultan. On le vit bien quand Savary de Brèves, ambassadeur de France à Constantinople, fut envoyé en mission extraordinaire dans la Régence pour la conclusion d'un traité de paix et de commerce (1605). Les anciens soldats qui composaient le Divan refusèrent d'écouter les instructions du « Grand Seigneur », et c'est à grand'peine qu'un accord put être conclu. Il ne fut pas de longue durée, et toute la diplomatie des représentants de Louis XIII ne parvint pas à obtenir de meilleurs résultats en agissant directement auprès des « Puissances » de Tunis. Cependant Sanson Napollon, profitant habilement de la rivalité qui existait entre les deys et les beys, réussit, grâce à l'appui de ces derniers, à soulager les infortunes des esclaves chrétiens, mais sans pouvoir mettre un terme aux ravages des corsaires dans la Méditerranée.

Ce fut Louis XIV qui employa le remède efficace, en envoyant souvent ses escadres sur le littoral tunisien. Il obtint ainsi, en 1665, par l'expédition du duc de Beaufort, la reconnaissance formelle de la prééminence du consul de France sur tous les autres consuls et des garanties sérieuses pour la sécurité et le commerce des sujets français. Tous ces avantages furent confirmés par le traité de 1672, résultat de la brillante croisière du marquis de Martel. Les dispositions essentielles de ces deux actes diplomatiques si importants seront désormais reproduites dans toutes les conventions passées entre la France et la Tunisie. Ces conventions seront nombreuses, car les deys et les beys se succèdent au pouvoir avec rapidité, la guerre civile devient l'état ordinaire de la Régence, et il faut souvent renouveler par écrit les traités de paix et de commerce pour être bien sûr que les intérêts français ne souffriront pas trop de la fréquence des révolutions. A force d'ingéniosité et de patience, les consuls réussissent à conserver les positions acquises par de longs efforts et à déjouer les ruses des pirates marchands d'esclaves. Ce qu'il faut aussi remarquer, c'est la préférence des beys pour les Français, « qu'il s'agisse de la concession privilégiée du cap Nègre (traités

du 28 août 1685 et du 28 juin 1699) ou des ventes de blés, d'exportations de chevaux arabes, de restitutions de prises, d'honneurs au corps consulaire». Reconnaissants de toutes ces faveurs, nos nationaux s'efforcent d'être agréables à leurs protecteurs. En 1699, sachant que les caisses publiques sont vides, ils consentent de bonne grâce un prêt important à Mourad-bey. En échange ils purent conserver la réduction à 3 pour 100 du droit de douanes sur les marchandises importées par eux au lieu de 10 pour 100 exigés des autres étrangers.

Cette réciprocité de bons offices est encore plus marquée au xviii^e siècle quand Hussein ben Ali eut constitué la Régence en un beylik indépendant. Les traités antérieurs furent solennellement confirmés en 1710, et, pendant longtemps, le nouveau souverain eut pour conseiller et ami un Toulonnais, nommé Reynaud. Des faits regrettables de piraterie interrompirent parfois momentanément « la bonne correspondance », mais nos consuls parvinrent presque toujours à ramener les beys husseinites à une politique plus conforme aux intérêts de la Régence. Il ne faut pas oublier cependant que le règne d'Ali-pacha (1740-1756) fut une période de réaction violente contre la France. Ordre fut donné aux corsaires d'attaquer tous les navires de commerce français. Il fallut un blocus en règle des ports tunisiens pour déterminer le prince à une attitude plus conciliante. La paix fut signée le 13 novembre 1742; mais, jusqu'à la fin du règne d'Ali, la sécurité ne fut jamais complète pour nos nationaux. Le consulat fut même complètement pillé par les Algériens en 1756, et ses habitants, à peu près ruinés, eurent grand'peine à sauver leurs vies. Mohammed-bey (1756-59) et Ali-bey (1759-1782), fils de Hussein, revinrent aux traditions du fondateur de la dynastie. La Compagnie d'Afrique obtint en 1768 pleine liberté de commercer moyennant une faible redevance annuelle. C'est la belle époque pour le négoce français, qui avait alors à peu près le monopole de la vente de la soude et de la laine. La bonne harmonie fut cependant troublée par le refus d'Ali-bey de considérer la Corse comme territoire français et sa prétention de soustraire aux recherches du consul les esclaves originaires de l'île. Une démonstration navale eut raison de son entêtement et amena la signature du traité du Bardo (1770), qui réglait la situation des Corses et renouvelait tous les privilèges relatifs à la pêche du corail.

Pendant les premières années du règne d'Hamouda (1782-1814), la situation des Français dans la Régence continua à être bonne, mais le bey changea tout d'un coup d'attitude et rendit très

difficile la position du consul, auquel il suscitait fréquemment des ennuis. C'est ainsi qu'on eut mille peines à lui faire accepter

Le Fondouk, ancienne résidence du consul et des marchands
français à Tunis.

Communiqué par M. E. Plantet.

la reconnaissance du nouveau pavillon adopté par la France. Après de longs pourparlers, le drapeau tricolore fut enfin hissé sur la maison consulaire (30 avril 1791).

Le prestige du nom français, singulièrement compromis par les envoyés extraordinaires chargés de contrôler nos consuls dans le Levant, fut relevé par Bonaparte, à qui une ambassade tunisienne vint en 1802 présenter solennellement les compliments d'Hamouda. Pendant toute la durée de l'Empire, les relations avec la Tunisie conservèrent un caractère de cordialité. Puis vint la grande liquidation entreprise par le Congrès de Vienne, et il fut décidé qu'on exigerait des États barbaresques la suppression de la course et la liberté des esclaves.

Une première démonstration faite par la flotte de lord Exmouth amena le bey Mahmoud (1813-1824) à rendre les esclaves chrétiens à la liberté, en même temps que les Algériens s'engageaient à renoncer à la piraterie (1816). Quelques mois après, les corsaires, violant une fois de plus la parole donnée, recommençaient leurs exploits. L'Europe décida d'en finir avec ces forbans, et le Congrès d'Aix-la-Chapelle chargea la France et l'Angleterre de notifier à Alger et à Tunis sa décision relative à la suppression de la guerre de course et à la vente des esclaves chrétiens dans les Régences. Le bey de Tunis s'inclina devant la volonté nettement exprimée des puissances européennes, tandis qu'à Alger on continua comme par le passé à courir sus aux paisibles navires marchands.

Malgré les désastres qui avaient amené la chute de l'Empire, le consul de France conservait dans la Régence toute son autorité morale, si bien que le bey Hussein (1824-1835) ratifia par le traité du 15 décembre 1824 les divers avantages accordés à la France par Mahmoud peu de temps avant sa mort, notamment un tarif de faveur pour les marchandises importées par les Français, des garanties pour les propriétés particulières, le règlement de la liquidation des créances françaises et tunisiennes en souffrance depuis plusieurs années. En outre l'amitié qu'il professait pour le consul Mathieu de Lesseps décida le bey à refuser son concours aux Algériens lors du débarquement à Sidi-Ferruch (1830) des troupes du général de Bourmont. Le traité du 8 août 1830, qui fut le gage de ces bonnes dispositions, constitua même au profit de la France une sorte de protectorat de fait sur la Régence. Cela explique que le général Clauzel ait pu songer à installer les frères de Hussein-bey à Constantine et à Oran.

La France, devenue voisine immédiate de la Tunisie, exerça une action encore plus forte sur les conseils du bey Ahmed (1837-1855). Elle protégea son indépendance menacée par la Turquie, l'aida à organiser une armée à l'européenne et mit à sa

disposition des ingénieurs pour exécuter les travaux les plus nécessaires à la mise en valeur du pays. Vivement désireux de connaître la civilisation européenne, Ahmed vint lui-même à Paris, où il fut royalement reçu et d'où il revint enthousiasmé (1846). Ce fut un malheur pour la Régence, car dès lors il dépense sans compter et épuise ses ressources par des réformes hâtives, des constructions somptueuses et sans utilité. Il meurt, laissant un trésor vide et de lourdes charges à son cousin Mohammed (1855-1859), qui essaiera vainement de réagir contre les modes nouvelles et de gouverner « à l'arabe ». Le Congrès des puissances européennes réuni à Paris après la guerre de Crimée s'inquiète des dispositions du nouveau bey et charge Léon Roches, consul de France à Tunis, de l'amener doucement à continuer la politique de son prédécesseur. La Tunisie, maintenue ainsi dans le courant d'idées européennes, est dotée d'une constitution connue sous le nom de Pacte fondamental (1857), à laquelle les indigènes ne comprennent rien et qui provoque un assez vif mouvement de réaction contre les conseillers européens du bey. Mohammed-es-Saddok (1859-1882), trop faible pour enrayer ce mouvement, écoute volontiers ceux qui s'acharnent à ruiner notre crédit. En 1860, le bey a cependant une entrevue à Alger avec Napoléon III, mais les fêtes brillantes qui ont lieu à cette occasion n'empêchent pas Léon Roches de perdre son influence au Bardo, où Mustapha-Khaznadar est devenu tout-puissant. Pour mieux s'emparer de l'esprit de Mohammed-es-Saddok, ce ministre des Finances le pousse à de telles dépenses que la Tunisie est bientôt acculée à une banqueroute dont les premières victimes seront les Français porteurs de titres de la dette tunisienne. La France obtient alors du bey l'autorisation de constituer une commission financière internationale, contrôlée par un de ses représentants et chargée de veiller aux intérêts des créanciers de la Régence (1869).

La chute de Mustapha-Khaznadar, convaincu par le général Kheïr Eddine d'avoir favorisé les plus étranges abus, n'amène aucun changement dans la politique du bey, qui s'empresse de donner toute sa confiance au méprisable Mustapha ben Ismaïl. Les tentatives de Kheïr Eddine pour réformer les mœurs administratives de la Régence étaient dès lors vouées à l'insuccès. On juge de la situation difficile dans laquelle se trouvait M. Roustan, envoyé comme consul de France à Tunis en 1874. Non seulement il lui fallait surveiller les intrigues de cour et combattre la néfaste influence des conseillers indigènes du bey, mais

il avait aussi à lutter contre l'influence croissante des consuls d'Angleterre et d'Italie. Sans se brouiller avec aucun de ses collègues, il sut rendre à la France sa place dans les affaires de la Régence. Son premier succès fut d'obtenir la concession du chemin de fer de Tunis à Alger pour une compagnie française (1875). Puis il réussit à faire prédominer ses idées au sein de la commission financière et à sauvegarder les intérêts de nos nationaux. Notre situation s'était déjà fort améliorée quand, au Congrès de Berlin, le ministère anglais fit déclarer « qu'il ne s'opposait nullement au développement de l'influence française dans la Régence et qu'il n'avait pas à mettre en avant de prétentions contraires ». Cependant, tout n'était pas fini, car le bey, changeant d'attitude et cédant à la demande de M. Maccio, consul d'Italie, prétendit enlever aux Français le monopole exclusif des lignes télégraphiques qui leur avait été précédemment concédé. M. Roustan para le coup. Battu de ce côté, M. Maccio prit sa revanche en faisant annuler le marché passé entre la compagnie du Bône-Guelma et la compagnie anglaise du chemin de fer Tunis-La Marsa-La Goulette pour l'achat de cette petite ligne de banlieue, qui resta aux mains de la Compagnie italienne Rubattino après une nouvelle adjudication (1880).

Pendant que les Italiens triomphent bruyamment, le bey est obligé de répondre à M. Roustan, se plaignant des incessantes incursions des Khroumirs en Algérie, qu'il lui est impossible d'assurer le gouvernement du pays. Ses caisses sont vides, la *commission* ne peut plus faire rentrer les impôts. De tous les côtés on signale des désordres dans les campagnes. Plusieurs bateaux français jetés à la côte sont pillés par les Khroumirs, et enfin le 31 mars 1881 un détachement de soldats est attaqué en territoire algérien par une bande de cinq cents indigènes tunisiens.

Un télégramme du gouverneur général de l'Algérie, Albert Grévy, fait connaître au ministère la gravité de la situation et demande des renforts. Toutes les tribus tunisiennes sont en pleine effervescence, et l'on signale des symptômes menaçants dans le Sud algérien. Il apparaît bien que non seulement Mohammed-es-Saddok est incapable de rétablir l'ordre, mais qu'il espère provoquer par son attitude belliqueuse un mouvement antifrçais dans toute l'Afrique du Nord. En châtiant les Khroumirs, nous sommes exposés à combattre l'armée du bey ; mais, d'autre part, en supportant plus longtemps les déprédations des pillards tunisiens, nous avouons notre impuissance à nos sujets musulmans. On décide donc à Paris d'agir promptement.

ment. Le lundi 4 avril, Jules Ferry obtient du Parlement, avec les crédits nécessaires, l'autorisation de préparer contre les Khroumirs une expédition qui devait mettre à l'abri « d'une façon sérieuse et durable la sécurité et l'avenir de l'Algérie ». Les bonnes dispositions de l'Europe n'ayant point changé depuis le Congrès de Berlin et le gouvernement italien comprenant lui-même qu'il ne pouvait engager contre nous aucune action isolée, nulle difficulté diplomatique ne vint entraver nos préparatifs.

Le général Farre, ministre de la Guerre, sachant qu'il faudrait lutter contre des bandes évaluées à vingt-cinq mille hommes, organisant la défense chez eux, en pays boisé et accidenté, réunit une armée de trente mille hommes, dont les éléments furent empruntés aux divers corps stationnés en France et en Algérie et le commandement confié à un vieil Africain, le général Forgemol de Bostquénard, assisté des généraux Logerot et Delebecque, placés chacun à la tête d'une division.

La colonne Logerot devait manœuvrer de façon à couper toutes relations entre les tribus tunisiennes du sud et celles du nord, puis remonter vers la Khroumirie et, combinant ses forces avec celles du général Delebecque, venues directement de l'ouest, prendre les rebelles à revers et les isoler dans leurs montagnes. Ce plan fut accompli d'une façon très méthodique. Le 25 avril, les troupes du général Logerot étaient en vue du Kef, le point le plus important de la Tunisie occidentale, perché sur un rocher qui commande plusieurs routes. On s'attendait à une résistance, mais grâce à la prudence de notre agent consulaire, M. Roy, la ville ouvrit ses portes sans coup férir. Après avoir laissé une garnison dans la place, le général Logerot put remonter rapidement vers la Medjerda et la ligne du chemin de fer. Pendant ce temps la colonne Delebecque pénétrait en Khroumirie, tout en gardant des communications constantes avec la flottille stationnée à Tabarca, par où arrivaient les vivres, la viande sur pied et les divers approvisionnements nécessaires. Des pluies diluviennes rendirent les opérations très difficiles, mais cependant la marche en avant se poursuivit régulièrement, et bientôt Aïn-Draham, position stratégique commandant les quatre vallées les plus importantes, fut fortement occupée.

Les tribus insurgées pouvaient encore se replier vers Bizerte, mais cette ville, occupée le 1^{er} mai par quelques compagnies de marins, reçut le lendemain tout un corps d'armée venu directement de France sous le commandement du général Bréart. L'investissement de la Khroumirie était complet, et dès lors les opérations furent rapidement menées. En moins de huit jours

toute cette zone de forêts et de montagnes qui s'étend de Bizerte à la frontière algérienne fut entièrement pacifiée.

Mohammed-es-Saddok n'avait cessé pendant toute la campagne de faire entendre des protestations aux agents des puissances. Il avait même envoyé dans la vallée de la Medjerda une armée commandée par son frère Ali-bey. Celui-ci fut simplement prié par le général Logerot de se retirer à 60 kilomètres en arrière de la ligne des opérations et se hâta d'obéir, se bornant à assister à des événements qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher. Loin de reconnaître son impuissance, le bey Saddok, apprenant que le corps d'armée de Bizerte marchait sur Djedeida, à 25 kilomètres de Tunis, déclara qu'il allait faire prêcher la guerre sainte et se retirer à Kairouan. Ces menaces n'arrêtèrent pas la marche des troupes françaises, qui, dans la journée du 11 mai, s'installèrent à la Manouba, près du Bardo. A ce moment critique, le bey cherche vainement autour de lui des appuis qui lui manquent. Ses conseillers étrangers ont déserté le Bardo, et ses familiers songent déjà aux moyens de rentrer en grâces auprès du vainqueur. Il commence à comprendre que les propositions d'intervention des puissances étrangères ont été écartées et que la France est décidée à traiter seule avec lui.

Toutes les positions stratégiques importantes de la Tunisie du Nord ayant été solidement occupées par nos troupes, le général Bréart se présenta au palais de Kassar-Saïd le 12 mai 1881. Sous la pression d'événements qu'il n'avait pas voulu prévoir, le bey Mohammed-es-Saddok signa, séance tenante, un traité par lequel il déclarait accepter le protectorat de la France, qui lui garantissait en retour le maintien des institutions tunisiennes, sous réserve d'un contrôle sérieux (1). Ce traité fut complété par la

(1) Le traité du 12 mai 1881 stipulait : 1° le renouvellement des traités de paix, d'amitié et de commerce existant entre la République et le bey ; 2° le droit pour l'autorité militaire française de faire occuper les points qu'elle jugerait nécessaires au rétablissement de l'ordre, tant sur les frontières que sur le littoral ; 3° l'engagement pour la France de prêter appui au bey contre toute atteinte qui menacerait sa personne ou sa dynastie ; 4° la garantie du gouvernement français pour l'exécution des traités existant entre la Régence et les puissances européennes ; 5° la résidence permanente auprès du bey d'un ministre français chargé de veiller à l'exécution des traités ; 6° l'obligation pour les agents diplomatiques et consulaires à l'étranger de protéger les intérêts et les nationaux tunisiens ; en retour, le bey prenait l'engagement de ne conclure aucun acte international sans l'assentiment du gouvernement de la République française ; 7° la réorganisation des services financiers de la Régence ; 8° l'imposition d'une contribution de guerre aux tribus insoumises du littoral et de la frontière ; 9° l'obligation pour le bey de s'opposer à l'introduction d'armes et munitions en Algérie par la frontière tunisienne.

convention franco-tunisienne du 8 juin 1883, par laquelle le bey Ali, successeur de Saddok, s'engagea « à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles ».

Aussitôt après la signature du traité de Kassar-Saïd les troupes françaises parcoururent la Tunisie du Nord en tous sens, et à la fin du mois de mai la pacification était complète.

Le gouvernement français, ignorant l'état de surexcitation des tribus du Sud, rappela trop tôt une partie des effectifs, laissant seulement une quinzaine de mille hommes en garnison dans la banlieue de Tunis, dans la vallée de la Medjerda et en Khroumirie. Le résultat de cette politique fut immédiat et le général Forgemol n'était pas encore rentré à Constantine que toutes les tribus du Sud tunisien étaient en pleine révolte. Le mouvement s'étendit bientôt jusqu'à Sfax pour gagner ensuite Kairouan et les régions occidentales. Toute la

S. A. SIDI-ALI, bey de Tunis, né en 1817.

Phot. Albert.

campagne était à recommencer et en un moment où le Sud oranais était en pleine insurrection. Le bey des insurgés, Ali ben Khalifa, fit son entrée à Sfax le 2 juillet, mais trois jours plus tard une flottille française, embossée en rade, commençait un bombardement qui redoubla d'intensité à partir du 14, lorsque toute l'escadre de la Méditerranée se trouva réunie dans les eaux de la ville. Le surlendemain, trois colonnes de débarquement, sous le commandement supérieur du colonel Jamais, entraient dans la place après un assaut meurtrier où soldats et marins rivalisèrent d'entrain et de courage. Gabès, Djerba et Zarzis furent successivement occupés. Cette énergique répression était cependant insuffisante, car la révolte était partout, gagnant chaque jour du terrain vers le nord, menaçant même Tunis, où les Européens commençaient à craindre pour leurs existences et pour leurs biens. Sans se laisser émouvoir par l'opposition qu'il rencontre au Parlement, Jules Ferry prend immédiatement les mesures nécessaires pour organiser une seconde expédition. A la fin de septembre tout était prêt, et il était temps, car les petites garnisons du Sud n'étaient plus en sécurité. Le Kef était menacé, et l'on signalait autour de chaque ville des bandes armées qui tenaient la campagne et arrêtaient toutes communications vers l'intérieur. Les insurgés avaient coupé la conduite d'eau de Zaghouan, et un fort parti s'était installé à Kairouan. Enfin sur la ligne de la Medjerda les trains étaient arrêtés et le personnel de la gare de l'Oued-Zargua avait été massacré (30 septembre).

Une des premières mesures fut l'occupation de Tunis (10 octobre). Trois colonnes furent dirigées ensuite sur Kairouan : l'une de Tebessa sous le commandement du général Forgemol, l'autre de Tunis avec le général Logerot, la troisième, dite de ravitaillement, devait partir de Sousse au-devant des deux autres. La direction générale des opérations avait été confiée au général Saussier. Le 28 octobre la concentration des troupes autour de Kairouan était achevée, la ville en notre pouvoir et toute la région du Nord débarrassée des bandes de pillards qui l'infestaient. Deux fortes colonnes s'enfonçant alors vers le sud dans les directions de Gabès et de Gafsa achevèrent de disperser les rebelles et de pacifier le pays. A partir du mois de décembre 1881, les mouvements de troupes ont surtout pour but de rétablir l'ordre. Nous étions définitivement maîtres de toute la Régence.

Gaston LOTH.

L'ADMINISTRATION

Le Bey. — Ali-pacha, bey de Tunis, a été investi du pouvoir le 28 octobre 1882, à la mort de son frère Mohammed-Es-Saddok. Souverain par droit de naissance et par droit d'élection, il est le gardien et le dépositaire, mais en même temps le premier serviteur de la loi religieuse contenue dans le Coran. Le livre sacré est resté la base de l'organisation sociale et politique de la Régence, puisqu'il règle le statut personnel des musulmans, ainsi que les divers modes d'acquisition et de constitution de la propriété. Le bey légifère sur tous les points où le Coran est muet, s'assure en outre que ses décrets sont exécutés et punit ceux de ses sujets qui violent la loi. Il réunit donc en sa personne les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Deux conventions déterminent exactement les limites de son autorité et notre droit de contrôle : le *traité de Kassar-Saïd ou du Bardo* (12 mai 1881), par lequel la France est chargée de pourvoir aux relations de la Régence avec les puissances étrangères, et la *convention du 8 juin 1883*, par laquelle le bey s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières jugées nécessaires par le gouvernement français.

Le résident général de France. — Le soin de veiller à la stricte exécution des clauses inscrites dans ces deux actes diplomatiques est confié à un résident général. Nommé par le président de la République, sur la proposition du ministre des Affaires étrangères, il est le dépositaire des pouvoirs du gouvernement de la République dans la Régence. Il promulgue les lois tunisiennes et veille à leur application. Ministre des Affaires étrangères du bey, il est en même temps président du conseil des ministres. Par son intermédiaire, l'action du gouvernement protecteur s'exerce donc d'une manière permanente tant sur les indigènes que sur les Européens. Tous les services publics sont placés sous son contrôle direct, et il a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer. Enfin, comme chef de la colonie française, il a le droit de prendre par voie d'arrêté les dispositions réglementaires qui la concernent exclusivement.

Les ministres du bey. — Le rôle du ministre résident général étant ainsi nettement défini, le bey continue à être assisté dans l'exercice de ses pouvoirs par de hauts fonctionnaires indigènes, qui sont : le premier ministre (*ouzir-el-akbar*) et le ministre de la Plume (*bach kateb*), ce dernier plus spécialement chargé des affaires judiciaires. Auprès d'eux se trouve placé un *secrétaire général* français avec droit de contrôle. Le ministère de la Guerre est aux mains du général commandant la division d'occupation. L'enseignement, les finances, les travaux publics, l'agriculture et le commerce, les postes et télégraphes, les antiquités et arts constituent autant de services distincts, dirigés chacun par un fonctionnaire français portant le titre de directeur.

Formé de ces divers éléments, le conseil des ministres du bey discute sous la présidence du représentant de la France les questions d'ordre général et adopte les solutions nécessaires. Toutes les fois cependant que les intérêts de la colonie française sont en jeu, la conférence consultative est appelée à donner son avis.

La conférence consultative. — Cette assemblée, qui est convoquée ordinairement deux fois par an, au printemps et à l'automne, est constituée par la réunion des bureaux des chambres de commerce et d'agriculture, des délégués du troisième collège élus par les Français qui ne sont ni agriculteurs ni commerçants, des vice-présidents des municipalités, et enfin des chefs de service.

Aux termes de l'article 4 de l'arrêté résidentiel du 22 février 1896, la conférence donne son avis sur les questions touchant les intérêts agricoles et commerciaux de la colonie française, au sujet desquels le gouvernement du Protectorat la consulte. Son avis est demandé en matière financière chaque fois qu'une mesure projetée peut avoir pour résultat d'introduire dans le budget de la Régence une charge nouvelle qui pèserait sur la colonie française.

Le secrétariat général du gouvernement tunisien. — Tandis que la conférence consultative a plus spécialement la charge de défendre les intérêts français, le secrétaire général du gouvernement tunisien représente plus particulièrement l'élément indigène au sein du conseil des ministres. Ce haut fonctionnaire, institué par un décret du 4 février 1883, s'occupe de l'intérieur, de la justice et des cultes. Chargé de la présentation et de la publication des lois, décrets et règlements, c'est lui qui exerce aussi, auprès du gouvernement tunisien, le contrôle et les attributions de direction et de surveillance que le Protectorat a dévolus à la France. Tous les actes des ministres indigènes, notamment la correspondance du premier ministre, sont soumis au visa préalable du secrétariat général qui a seul qualité pour ordonnancer les crédits du chapitre du budget affecté aux services généraux de l'administration indigène.

Quatre services principaux dépendent du secrétariat général : le bureau des communes, la direction de la sûreté publique, la section d'État, la direction des services judiciaires.

Organisation municipale. — Le bureau des communes centralise toutes les questions relatives à l'organisation municipale de la Régence qui diffère très sensiblement de celle de la métropole. Avant l'occupation française, Tunis seule était dotée d'un corps municipal. Depuis, les villes les plus importantes ont été érigées en *municipalités* dont les représentants français, indigènes ou étrangers sont nommés par le pouvoir central et chargés de gérer les revenus, de veiller à la propreté des rues et d'entretenir les édifices d'utilité publique. Dans les grosses bourgades, ces attributions sont confiées par l'État à une *commission municipale*. Enfin, dans les agglomérations où le nombre des Européens est peu considérable, on ne trouve plus qu'une *commission de voirie*.

Police.— Un décret du 17 avril 1897 a rattaché tous les services de police à l'État et les a placés sous l'autorité d'un directeur de la sûreté publique relevant du secrétaire général du gouvernement. Aujourd'hui, tous les commissaires de police de la Régence reçoivent une impulsion unique. Ils restent comme auparavant chargés de la police municipale, ils assurent dans les mêmes conditions l'observation des règlements municipaux, leurs relations avec les contrôleurs civils sont demeurées les mêmes. Mais il est possible de leur faire exécuter des mesures générales de la plus haute importance, telles que celles qui sont relatives à la surveillance des logeurs et des débits de boissons. Cette organisation permet également de contrôler l'identité de tous les étrangers nouvellement venus dans la Régence, qui doivent, dans un délai de cinq jours après leur arrivée, faire leur déclaration de séjour aux autorités. Enfin, une brigade de sûreté, dont l'action s'étend sur toute la Régence, est spécialement chargée de la recherche des criminels, tandis que la sécurité dans les campagnes est assurée par le perpétuel va-et-vient des brigades mixtes, composées de cavaliers européens et indigènes.

Administration indigène.— La section d'État a dans ses attributions l'administration indigène de la Régence, dont l'organisation repose sur la division de la population en tribus et fractions. A la tête de chaque circonscription se trouve un *caïd*, aidé dans sa tâche par un *khalifa* ou lieutenant. Tous deux représentent le pouvoir central en face des *cheikhs* élus par les indigènes sous réserve de l'approbation gouvernementale et qui constituent le pouvoir local.

Des agents français, appelés *contrôleurs civils*, institués par décret présidentiel du 4 octobre 1884, surveillent la bonne gestion des affaires indigènes. Ils examinent la correspondance des caïds, les surveillent et les conseillent, exercent les fonctions consulaires, se tiennent constamment en contact avec les populations et doivent se renseigner sur les faits de toute nature qui se produisent sur leur territoire. Les trente-huit caïdats de la Régence sont ainsi groupés sous l'autorité de treize contrôleurs civils.

A la section d'État ont été rattachés les services d'hygiène et d'assistance publique, le contrôle et la discipline du notariat tunisien, l'administration des habous ou biens de mainmorte, enfin la magistrature religieuse indigène, c'est-à-dire le *châra* de Tunis et ceux de province.

La réunion de la section d'État et de la direction des services judiciaires forme ce que les indigènes appellent l'*ouzara*, composé en majorité d'agents indigènes agissant sous l'impulsion ou le contrôle de fonctionnaires français.

La loi française et la loi indigène. — *La justice.* Pour bien comprendre le fonctionnement de la justice indigène, soit qu'il s'agisse du *châra*, soit qu'il s'agisse de tribunaux dépendant de l'*ouzara*, il faut se rappeler que « la loi musulmane fait du droit de juridiction le principal attribut de la souveraineté; c'est au prince qu'elle confère le droit de punir et d'appliquer la loi ». Le bey est donc le seul juge, et c'est comme auxiliaires ou délégués du souverain que les magistrats reli-

gieux et séculiers rendent leurs arrêts. La juridiction religieuse ou *châra* comprend, en province, des tribunaux ou medjless secondaires composés d'un cadi assisté d'un ou de plusieurs muftis, tous du rite malekite, à Tunis deux tribunaux principaux, un du rite malekite, l'autre du rite hanefite. Le bach-mufti hanefite porte le titre de cheikh-el-islam. Un plaideur peut toujours en appeler (1) des medjless de province aux medjless de Tunis.

Les juges du châra sont compétents en matière de statut personnel pour les musulmans, le tribunal rabbinique jouant le même rôle pour les israélites. Pour le statut réel immobilier, le châra est seul compétent pour les musulmans et les israélites, quand il y a contestation au sujet des propriétés non immatriculées et pas d'Européens en cause. Le cadi, qui rend ses arrêts après avoir pris conseil des muftis, a aussi des attributions de juridiction gracieuse : il nomme les tuteurs des enfants orphelins, il est le curateur des successions vacantes. Il a aussi des attributions administratives, telles que l'inspection de la grande mosquée et la discipline du notariat indigène.

Le tribunal dépendant de l'ouzara n'a été longtemps qu'un ensemble de bureaux traitant administrativement des affaires judiciaires. Les deux sections civile et pénale qui le composaient, réunies en 1895, devinrent la direction des services judiciaires, à la tête de laquelle fut placé un magistrat français. Peu de temps après furent créés des tribunaux de province destinés à éviter au plaideur les coûteux déplacements des points extrêmes de la Régence à la capitale (2). Ils sont aujourd'hui au nombre de sept et seront bientôt dix, chargés d'appliquer aux seuls Tunisiens les lois traitant des affaires civiles, commerciales, pénales et administratives. L'ouzara de Tunis tend à n'être plus chargé que du grand criminel et de l'appel (3), tous les autres litiges étant soumis aux tribunaux de province.

Parallèlement à la justice indigène fonctionne une justice française dont l'organisation est actuellement la suivante : le territoire tunisien est divisé en deux arrondissements judiciaires, au chef-lieu desquels se trouve un tribunal de première instance. Celui de Tunis compte trois chambres, celui de Sousse une seule. Les tribunaux se transforment en tribunaux criminels dans les conditions prévues par un décret du Président de la République en date du 18 décembre 1893, c'est-à-dire avec trois magistrats du tribunal de première instance et six assesseurs choisis sur une liste divisée en trois catégories, Français, Européens, Tunisiens,

(1) Ce n'est pas l'appel proprement dit. Le plaideur assigné devant les cadis de province a simplement la faculté de pouvoir être jugé par le châra de Tunis, seule ville de la Régence où les deux rites soient représentés.

(2) Cette création a soulevé en Tunisie des discussions passionnées. La colonie française, alléguant d'une part l'incapacité des juges et de l'autre les inconvénients politiques qui résultent de la diminution d'influence de la justice française, demande la suppression des nouveaux tribunaux indigènes.

(3) A défaut de la suppression des tribunaux indigènes, l'opinion serait favorable à une réglementation en vertu de laquelle les appels des ouzaras de province seraient portés devant les tribunaux français.

appelés à siéger selon la nationalité de l'accusé, qui a, du reste, le droit de récusation (1).

Au point de vue juridique, les tribunaux français de la Tunisie relèvent de la cour d'appel d'Alger et de la cour de Cassation. Au point de vue administratif, les chefs de ces tribunaux sont placés pour les affaires d'ordre général sous l'autorité du résident, et pour les affaires techniques sous l'autorité directe du garde des sceaux.

Chacun des arrondissements judiciaires de la Régence comprend aussi des justices de paix confiées à des magistrats dépendants, comme ceux d'Algérie, du cadre métropolitain. On compte six justices de paix de première classe, dont deux à Tunis et une à Bizerte, Sousse, Le Kef et Sfax; cinq de deuxième classe, à Souk el Arba, Grombalia, Béja, Kairouan et Gabès. Le personnel de ces justices de paix se transporte une fois ou deux par mois à La Goulette, Zaghouan, Medjez el Bab, Monastir, Mehdiya, Nabeul, pour y tenir des audiences foraines. Dans un certain nombre d'autres localités, comme Aïn Drahem, Maktâr; Thala, Djerba, Tozeur, Gafsa, les fonctions de juge de paix sont exercées par les contrôleurs civils en vertu d'un décret en date du 9 octobre 1887.

Des greffiers et des huissiers sont attachés aux tribunaux et aux justices de paix. La loi du 27 mars 1883, qui a organisé la justice française en Tunisie, a confié à des *défenseurs* le soin de représenter les parties, mais elle n'a pas prévu l'existence d'avocats constituant des barreaux analogues à ceux de la métropole. Des avocats s'étaient cependant établis auprès des tribunaux de la Régence, et le décret du 8 mai 1901 a réglementé l'exercice de la profession de manière à assurer la prépondérance à l'élément français tout en conservant aux habitants de la Régence, indistinctement, la faculté d'être inscrits au barreau.

Les Européens établis en Tunisie étaient avant le protectorat placés sous la juridiction des tribunaux consulaires de leurs nations respectives (2). Ces tribunaux disparurent, et notre juridiction s'étendit à toute la population européenne à dater du 1^{er} août 1884.

Au point de vue de la naturalisation, les étrangers domiciliés en Tunisie sont soumis à un régime dont tous les détails sont réglés par le

(1) Tout justiciable des tribunaux français ayant obtenu de cette juridiction un jugement contre un indigène tunisien, non protégé d'une puissance européenne, pourra demander à l'administration tunisienne d'en poursuivre l'exécution par les moyens dont elle dispose, sauf la saisie immobilière (décret beylical du 17 juin 1901). Le protectorat a voulu, par cette mesure, associer plus étroitement les caïds et les cheikhs à l'exercice de la justice française et faire d'eux les exécuteurs de celle-ci.

(2) Quand la Tunisie se fut définitivement émancipée de la tutelle de Constantinople, pour se constituer en un beylik indépendant (1705), les nations européennes n'en conservèrent pas moins sur son territoire les avantages spéciaux que leur conféraient les capitulations et les traités. La justice des beys n'eut jamais qualité pour connaître des différends entre les Européens. Même en cas de contestations entre des Européens et des indigènes, les tribunaux locaux n'évoquaient l'affaire que si ces derniers étaient défendeurs.

décret du président de la République en date du 28 juillet 1899. Ce décret revise celui du 29 juillet 1887 et met ses dispositions en harmonie avec celles de la loi du 26 juin 1889 « sur la nationalité » et du décret du 7 février 1897. Il admet à la naturalisation, sur sa demande, tout étranger justifiant de trois années de séjour soit en Tunisie, soit en France ou en Algérie. Le délai de trois ans est réduit à un an pour services exceptionnels. Peuvent être aussi naturalisés les sujets tunisiens ayant servi dans les armées de terre ou de mer, ou ayant occupé une fonction ou un emploi civils rétribués par le Trésor français, ou ceux qui, à défaut de ces titres, ont rendu à la France des services exceptionnels. Chaque demande est soumise à l'examen du contrôleur civil, qui procède à une enquête sur les antécédents et la moralité du demandeur. Jusqu'à présent les naturalisations ont été accordées avec une certaine parcimonie. De 1888 à 1898 le chiffre total n'a pas dépassé 358, soit en moyenne de 30 à 35 chaque année.

Enfin depuis 1885 fonctionne un *tribunal mixte* chargé d'appliquer les lois sur la propriété foncière du 1^{er} juillet 1885 et du 16 mai 1886, qui ont établi en Tunisie le système de l'*immatriculation*.

« Le tribunal mixte, dit M. Paul Cambon, est une innovation, sa création répond à un besoin spécial; on a pensé qu'il fallait associer à l'œuvre de constitution de la propriété une juridiction expéditive chargée de surveiller l'exécution de la loi et de résoudre les litiges que son application ne peut manquer de soulever. Il est aussi le protecteur désigné des incapables et des absents. »

Cette juridiction tunisienne est composée d'un président, d'un vice-président, d'un juge-rapporteur, tous trois Français, appartenant aux cadres du tribunal de première instance de Tunis, et de six juges, dont trois Français et trois musulmans, ces derniers choisis parmi les juges du châra ou désignés par cette compagnie. Pour activer la procédure, les membres du tribunal mixte ont été répartis en deux chambres, qui siègent à tour de rôle, et dont l'une va tenir au moins une fois par mois une audience foraine à Sousse.

Quand les Européens sont seuls en cause, la chambre qui siège est composée seulement de trois magistrats français, sous la présidence du plus élevé en grade. En cas contraire, c'est-à-dire si des Tunisiens sont seuls en cause, les trois magistrats sont musulmans. Enfin, s'il y a en cause des Européens et des Tunisiens, la chambre est présidée par un magistrat français assisté de deux juges français et de deux juges musulmans. Il n'est pas besoin de faire ressortir que le rôle principal appartient au juge-rapporteur, plus spécialement chargé de veiller à ce qu'aucun droit immobilier ne soit lésé par les demandes d'immatriculation. C'est lui qui fait connaître au tribunal toutes les contestations pendantes relatives aux affaires évoquées, tous les moyens de défense que les intéressés ont présentés par écrit. Toutefois il se borne à exposer l'état de la cause sans donner son avis. Quand le tribunal a rendu sa décision admettant la demande d'immatriculation, il ne peut plus être fait ni opposition ni appel. Le jugement est définitif et sans recours. En cas de rejet, les choses restent en l'état, et il appartient au demandeur de mieux justifier ses droits et d'introduire une nouvelle requête.

Instruction publique. — L'enseignement public dans la Régence comprend deux grandes divisions : l'enseignement arabe et l'enseignement français.

L'enseignement arabe est donné dans les *kouttab* (écoles coraniques), les mosquées, les *medraças* et les *zaouïas*. Il fait partie intégrante des exercices du culte et constitue une préparation à la vie future, car il a pour base la lecture et l'explication du Coran. Dans les *medraças*, où professeurs et élèves vivent côte à côte, on se borne en effet à apprendre à lire le livre saint et à le prononcer correctement. Il en est de même dans les *zaouïas* qui renferment une école. C'est dans les mosquées, transformées en véritables universités, qu'on enseigne la langue arabe, la lecture du Coran, la conduite du Prophète, la métaphysique, la théologie islamique, le droit, la logique, etc. Les professeurs sont souvent en même temps *imans* ou *muftis*, et ainsi apparaît encore l'intime union entre l'enseignement et le culte. Les différentes études auxquelles on se livre dans les mosquées sont aujourd'hui concentrées en quelque sorte à la grande mosquée de Tunis ou Djama Ezzitouna (mosquée de l'olivier), où se donnent rendez-vous les étudiants de toutes les parties de la Régence et qui possède une bibliothèque de six mille huit cent cinquante volumes.

L'enseignement français est donné à quatorze mille enfants de toutes nationalités répartis entre le lycée Carnot, organisé sur le modèle des lycées de France, mais pourvu d'un enseignement commercial approprié aux besoins de la Régence, le collège Sadiki, réservé aux indigènes, le collège Alaoui ou école normale d'instituteurs, l'école secondaire des jeunes filles et enfin un grand nombre d'écoles primaires laïques ou congréganistes. La préoccupation du gouvernement tunisien ayant été de donner à l'enseignement un caractère pratique, toutes les écoles ont été pourvues d'un matériel agricole et d'un petit jardin. Les indigènes reçoivent des instituteurs un enseignement sans prétention scientifique et qui prend de jour en jour un caractère professionnel plus marqué. A Maxula-Radès, près de Tunis, on a transformé l'école primaire en internat spécialement réservé aux fils des petits colons français. Les enfants y reçoivent un enseignement élémentaire ; ils sont en outre tenus de cultiver et d'entretenir un vaste jardin où ils apprennent à étudier les diverses plantes de la région, les variétés de vignes susceptibles de donner un fort rendement, enfin toutes choses nécessaires à leur future existence de colons. Dans le même ordre d'idées, il faut signaler l'existence, à Tunis même, d'une école professionnelle où vivent en commun Européens et indigènes, les uns travaillant le bois et le fer, les autres occupés dans un atelier de reliure.

Au total, on peut évaluer à environ dix mille le nombre des garçons instruits dans les écoles primaires. Plus de trois mille six cents fillettes reçoivent aussi l'enseignement élémentaire. Elles sont presque toutes Européennes et israélites, et il est peu probable que les jeunes musulmanes deviennent jamais plus nombreuses. Des cours d'adultes et des conférences littéraires et scientifiques, organisées par la direction de l'enseignement, complètent ce système d'éducation.

D'autre part, une bibliothèque française, placée sous la haute surveil-

lance du résident général, met à la disposition du public cinq mille deux cents volumes. Sous le patronage de l'Alliance française fonctionne aussi une bibliothèque populaire qui contient plus de trois mille volumes.

L'ensemble de ces diverses institutions reçoit l'impulsion d'un directeur général. L'enseignement français dans les écoles élémentaires est placé sous la surveillance de deux inspecteurs primaires, tandis qu'un cheikh inspecteur des études indigènes contrôle les méthodes employées dans les mosquées et les medraças.

Cultes. — Au point de vue du culte, le personnel des mosquées et autres établissements religieux est soumis à la surveillance du secrétariat général. Dans les *mesjed*, petites mosquées analogues aux oratoires de France, un simple *imam* préside aux exercices de piété. Dans les *djama*, c'est-à-dire les grandes mosquées où l'on célèbre, le vendredi, le service qui porte le nom d'*el khotba*, on trouve en outre un ou plusieurs *imams prédicateurs*, choisis d'ordinaire parmi les membres du châra ou de la grande mosquée de Tunis. Les prières ne peuvent être commencées avant l'appel du *muezzin* qui avertit les fidèles du haut des minarets. Enfin, à côté de ces ministres du culte officiel, il faut mentionner les *cheikhs* des zaouïas, nommés par décret, et toujours membres de l'ordre religieux auquel appartient la zaouïa.

A la tête de la communauté israélite de Tunis est un grand rabbin, dont le pouvoir religieux s'étend à toute la Régence. Il est assisté d'un certain nombre de rabbins, les uns officiant selon le rite tunisien et les autres selon le rite portugais. Il préside un comité de neuf membres, qui administre les revenus de la communauté et paye les dépenses du culte. Les divers groupements israélites de l'intérieur ne sont pas organisés, mais cependant presque toutes les villes possèdent un grand rabbin et plusieurs rabbins. Les prières en commun ont lieu dans les synagogues, toujours pourvues d'un administrateur et d'un rabbin officiant.

L'Église catholique est représentée dans la Régence par l'archevêque de Carthage, primat d'Afrique, secondé par un vicaire général et un certain nombre de prêtres répartis entre les vingt-neuf paroisses du diocèse. L'administration du temporel est aux mains d'un évêque titulaire du siège d'Hippone-Zarite. Une subvention annuelle est mise à sa disposition par le gouvernement tunisien pour les divers besoins du culte.

L'Église protestante française, dirigée par un pasteur de l'Église de Montpellier, ne reçoit de subsides ni du gouvernement tunisien ni du gouvernement français. Enfin, la communauté des grecs orthodoxes est sous l'autorité spirituelle d'un archimandrite, qui relève du patriarche d'Alexandrie.

En somme, si l'on excepte le culte musulman, dont les ministres sont étroitement rattachés à l'organisme administratif tunisien, les autres confessions religieuses vivent de leur vie propre. L'intervention de l'État ne se fait sentir dans la communauté catholique que sous la forme bienfaisante d'une contribution annuelle aux dépenses du diocèse. Quant aux

israélites, protestants ou grecs, ils sont constitués en petites sociétés complètement autonomes (1).

Régime financier. — L'organisation financière de la Tunisie a pour caractère essentiel l'autonomie, sous le contrôle de la France, qui a garanti la dette tunisienne par la convention du 8 juin 1883. Cette intervention de la métropole eut pour conséquence immédiate le remplacement de la commission financière (2) par la *direction des finances*, créée par décret beylical du 4 novembre 1882 et complètement installée le 2 octobre 1884.

La naissance et le développement de la dette tunisienne sont dus à l'exagération des dépenses du gouvernement beylical pendant les vingt dernières années qui précédèrent l'occupation française. Ramenée en 1870 au chiffre de 145 millions, elle exigeait, quand l'administration actuelle fut organisée, un service annuel d'intérêts de 6 307 000 francs. Le premier budget, établi pour une année calculée du 13 octobre 1884 au 12 octobre 1885 avec une prévision de recettes d'environ 14 millions, laissait bien peu de marge pour assurer le fonctionnement des divers services publics, surtout si l'on songe qu'il fallait également prélever sur cette somme le montant de la liste civile du bey et des princes de sa famille (3). Cette allocation atteint aujourd'hui 1 680 000 francs. C'est seulement après en avoir assuré le paiement et après avoir servi les intérêts de la dette que la direction des Finances peut employer le produit des impôts autorisés par la loi annuelle du budget à payer les dépenses limitativement prévues par le budget. Depuis 1892, l'année financière commence au 1^{er} janvier, et le budget est désigné par le millésime de l'année grégorienne.

Le budget est préparé par le directeur des Finances, délibéré en conseil des ministres, sous la présidence du résident général, soumis ensuite à l'examen du gouvernement français, présenté à son retour à la sanction du bey, puis promulgué au *Journal officiel de la Régence*.

Le produit des impôts est évalué d'après les recettes moyennes des cinq dernières années. Les prévisions de dépenses sont établies d'après les besoins probables des services publics pendant l'année du budget, et il n'est jamais ouvert de crédits supplémentaires. Si le budget se solde en déficit, le gouvernement tunisien couvre ce déficit par des prélèvements sur un fonds de réserve institué à cet effet. Les excédents vont au

(1) Sur l'Islam en Tunisie, v. plus haut, p. 258.

(2) Cette commission, qui datait de 1869, eut pour mission expresse de percevoir certains revenus de la Régence et d'en assurer la répartition entre les créanciers de l'État. Pour garantir les droits des porteurs de titres étrangers à la nationalité française, il fut décidé que cette commission serait internationale.

(3) Ce premier essai d'organisation financière ramena la confiance dans les ressources du pays à tel point qu'il fut possible, dès 1888, d'opérer une conversion de la dette, de 4 à 3 1/2 pour 100, qui procura un bénéfice de 6 millions, consacrés aux travaux publics.

contraire grossir le fonds disponible destiné à payer les dépenses de premier établissement dans la Régence.

Les recettes ordinaires du gouvernement tunisien proviennent :

1^o Des *impôts directs*, qui comprennent la *medjba* ou taxe de capitation, payée par les indigènes musulmans, les contributions prélevées sur les produits des oliviers et des dattiers, la dîme des céréales (achour), la taxe de superficie sur les terrains maraîchers et les vergers (mradjas et khadors), l'impôt sur les propriétés bâties, enfin les patentes ;

2^o Des *impôts indirects*, qui se composent du timbre et de l'enregistrement, des droits de mutation, des droits de douane, des droits maritimes, sanitaires et de phares, des droits de ports, des droits de mahsoulats sur la fabrication, la vente ou la consommation.

3^o Des *produits monopolisés*, tels que la poudre, les tabacs, le sel, les allumettes, les cartes à jouer, etc., auxquels il faut ajouter les recettes des postes, télégraphes et téléphones, les produits du domaine et produits divers, tels que droits de chancellerie, droits d'immatriculation.

Quant aux recettes extraordinaires, elles sont surtout alimentées par les excédents de recettes du budget auxquels sont venus se joindre les produits de la conversion de la dette en 1889 et 1892.

Avec ces ressources, la direction des Finances assure le paiement de toutes les dépenses publiques du gouvernement beylical.

A la tête de cette importante administration, se trouve un directeur général, assisté d'un adjoint avec le titre de sous-directeur, et secondé par un certain nombre de bureaux. Il a sous son autorité directe la recette générale des finances, la direction des monopoles, la direction des contributions diverses, la direction des douanes, l'administration des domaines, les caïds et les cheikhs en tant qu'agents financiers, l'inspection des finances, la conservation de la propriété foncière. Pour éviter d'avoir un nombre considérable d'agents, il y a association de tous les services à l'œuvre commune de la direction des Finances. Partout où il est nécessaire, les entrepreneurs de monopoles sont investis des attributions d'un receveur des contributions diverses ou inversement. Il en résulte une économie de personnel et la possibilité d'avoir des représentants sur les points les plus éloignés de la capitale.

L'armée et la défense des côtes. — Au point de vue militaire, la Tunisie fut organisée par le décret du 22 avril 1882, créant un corps d'occupation formé de deux divisions, bientôt du reste ramenées à une seule. Cette division fut elle-même réduite, en 1886, à une simple brigade, qui subsista jusqu'au 19 décembre 1894, date à laquelle fut reconstituée la division d'occupation. Diverses modifications sont survenues depuis dans la composition et la répartition des effectifs, par suite du renforcement des unités et de l'établissement d'ouvrages fixes de défense.

Le général commandant la division d'occupation est placé sous les ordres du résident général, dépositaire des pouvoirs du gouvernement de la République, mais il correspond directement avec le ministre de la Guerre, et il reste soumis à l'inspection du chef du 19^e corps d'armée. Ses

troupes sont divisées en trois brigades ayant leur siège à Tunis et à Sousse et comprenant, comme éléments d'infanterie, le 4^e zouaves, le 4^e tirailleurs, trois bataillons d'infanterie légère d'Afrique, quatre bataillons d'infanterie de ligne et une compagnie de discipline, tandis que la cavalerie est représentée par le 4^e régiment de chasseurs d'Afrique et le 4^e spahis. Chaque brigade est commandée par un général. A ces diverses unités sont adjointes des troupes d'artillerie et du génie.

Les postes et garnisons sont disséminés le long des frontières terrestres ou maritimes. Toute la zone saharienne et tripolitaine est placée, au point de vue administratif, entre les mains des autorités militaires, qui ont la charge des caïdats des Ourghamma, des Matmata et des Nefzaoua. Les commandements militaires de Gabès et Médenine centralisent tous les services de troupes nécessaires à la surveillance des régions du Sud. Les ports de Sousse et de Sfax sont aussi pourvus d'une assez forte garnison; on a même établi dans cette dernière ville une défense mobile qui comprend un groupe de torpilleurs. C'est cependant dans la région nord que les autorités militaires ont concentré les moyens de défense, barrant la presqu'île du cap Bon par le camp de Sidi-Mansour, où séjournent en permanence deux bataillons d'infanterie reliés à la garnison de Tunis par les postes d'Hammam-Lif et de Radès. Quelques batteries protègent aussi le golfe de Carthage.

La route du nord-ouest est sous la protection du camp retranché de Bizerte. Cette ville est défendue par une couronne de batteries d'artillerie d'un modèle très récent et par des forts détachés, aux besoins desquels pourvoit une garnison d'environ cinq mille hommes sous les ordres d'un général commandant la place. Ouverte à la grande navigation par le creusement d'un canal mettant en communication le lac et la mer, Bizerte devient peu à peu un port de guerre de premier ordre.

Les divers corps concourant à la formation de la division d'occupation se recrutent : 1^o avec des militaires venus de France; 2^o parmi les Français établis en Tunisie; 3^o avec des indigènes tunisiens désignés par le sort et astreints à deux ans de service. Cette dernière partie du contingent est affectée au 4^e régiment de tirailleurs, au 4^e régiment de spahis, et enfin à la garde beylicale, plus connue sous le nom d'armée tunisienne.

Une mission militaire française assure la direction et l'administration des troupes beylicales, qui comprennent un bataillon d'infanterie, trois sections d'artillerie, un peloton de cavalerie et une musique. Le tout forme une troupe de six cents hommes, organisés sur le modèle de l'armée française et commandés par trente-deux officiers tunisiens. En cas de guerre, la garde beylicale prendrait place auprès des régiments du corps d'occupation, formant un appoint qui ne serait pas à dédaigner, car le soldat indigène est discipliné et très endurant à la fatigue.

En tenant compte de l'armée tunisienne, l'ensemble des forces actuellement présentes sur le territoire de la Régence s'élève à environ seize mille hommes qui suffisent à tous les besoins de la défense.

LA MISE EN VALEUR

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Bien que la Tunisie soit suffisamment riche en produits naturels, la mise en valeur du sol a été retardée, jusqu'en 1881, par suite de l'incurie du gouvernement beylical et de l'état d'insécurité des campagnes. Depuis lors, il est vrai, la colonisation a transformé certaines parties, telles que le Khanguet, le Mornag, la vallée de la Medjerda, autrefois désertes, aujourd'hui couvertes de céréales et de plantations. Malheureusement les défrichements n'ont pas suivi la progression à laquelle on aurait pu s'attendre. Des fermes isolées attestent seules la présence d'une population européenne disséminée dans la région nord, et nulle part on ne rencontre ces riants villages qui jettent une note si gaie dans les campagnes algériennes.

Et pourtant, combien de milliers d'hectares sont susceptibles d'être mis en culture ! Il faudrait assainir, construire des barrages, aménager les surfaces irrigables. Toute la vallée de la Medjerda pourrait être transformée en un immense jardin. L'œuvre de la colonisation agricole et le peuplement des campagnes par des éléments européens sont à peine ébauchés.

Les pêches de la Régence sont une des ressources le mieux mises en valeur par les indigènes et les Européens (Italiens, Grecs et quelques Français). Dans les lacs de Bizerte, Tunis, Porto-Farina, des Bibans, des pêcheries sont organisées. Plus de seize mille hommes exploitent ainsi les multiples richesses de la mer. Dans les golfes de Tunis et d'Hammamet, deux thonnaires existent : celles de Sidi-Daoud et de Monastir.

Parmi les nombreuses espèces de poissons qui abondent dans les eaux tunisiennes, il faut retenir les sardines et les anchois de Tabarka, les mulets de Bizerte (dont les œufs servent à fabriquer la boutargue), les allaches (grosses sardines) de Mehdia, expédiés en Italie après avoir été au préalable salés ou fumés.

L'éponge tunisienne, qui se pêche sur la côte est de la Régence, est assez appréciée malgré son tissu un peu grossier, à cause de sa solidité. Le centre de la pêche des éponges est Sfax, qui reçoit tous les ans un grand nombre de pêcheurs siciliens et grecs. Les éponges du golfe de Gabès et des côtes de Djerba sont exportées principalement en France et en Belgique. Le

poulpe ou pieuvre, très médiocre aliment, est cependant recherché par un certain nombre d'indigènes et de Grecs.

Enfin la pêche du corail redevient assez active entre Bizerte et Tabarka.

Les produits de la mer atteignent, bon an mal an, une valeur de 5 000 000 de francs.

La Tunisie possède environ 500 000 hectares de forêts réparties en deux groupes séparés par la Medjerda, mais l'explo-

Pêcheries de Bizerte. — Phot. Soler.

tation porte presque exclusivement sur les chênes-lièges et les chênes zéens des forêts de la Khroumirie, qui appartiennent à l'État.

Les massifs de chênes-lièges couvrent une superficie de de 82 000 hectares, qui ont fourni, pendant les années 1895-1898, 39 202 quintaux de liège de reproduction valant 889 000 francs. En 1899, la récolte a été de 12 000 quintaux valant 218 000 francs; en 1900, de 10 000 quintaux vendus 278 000 francs.

Il est donc récolté par an, en moyenne, 10 000 quintaux de liège de reproduction. En avril, le service des forêts adjuge les coupes d'écorces à tan; en août, il vend au quintal métrique les lièges de reproduction récoltés par ses soins et empilés dans

les dépôts d'Aïn-Draham, Babouch, Tabarka et Ghardimaou; en automne, il met en adjudication les coupes de bois d'œuvre (chêne zéen) pour la fabrication des traverses de chemin de fer.

Citons parmi les autres essences le pin d'Alep (bois de charpente et goudron); l'orme, le peuplier, le platane, l'amandier, le houx (bois de menuiserie); le thuya, l'olivier, le citronnier, le frêne, le pistachier (bois d'ébénisterie); l'érable, le frêne (bois à charbon); le sumac, le grenadier, le sureau (bois de teinture).

Parmi les produits naturels du sol, il faut aussi, comme en Algérie, compter l'alfa : l'alfa roussia s'exporte principalement en Angleterre pour la fabrication du papier, et l'alfa *maboul*, plus textile, plus malléable, sert à la fabrication des cordages, filets, couffins et autres objets de sparterie, dont les îles Kerkennah ont comme le monopole. (Exportation, 1 million 1/2 de francs par an.)

Agriculture. — La Tunisie, soumise à des conditions climatiques sensiblement analogues à celles de l'Algérie, est comme celle-ci un pays essentiellement agricole. Toutefois les zones de culture y sont plus tranchées; le Nord convient surtout aux céréales et à la vigne; le Sahel de Sousse et les environs de Sfax sont plus favorables à l'olivier; le Sud, au dattier. Cette division si nette met la Tunisie à l'abri d'une mauvaise récolte générale. Parfois les palmiers et les oliviers sont pauvres en fruits, mais alors les céréales sont abondantes, ou inversement les produits du Sud viennent compenser les maigres moissons du Nord. Il est rare cependant que dans cette dernière région la culture des céréales ne rémunère pas l'agriculteur de ses peines. L'ancienne Africa envoyait, dit-on, du blé à Rome. Aujourd'hui encore 800 000 hectares sont ensemencés chaque année en blé, orge, avoine, maïs, sorgho, mais les rendements ont diminué au point que l'exportation du blé (7 400 000 francs en 1899) est compensée par une importation d'égale valeur en farines et semoules (7 700 000 francs en 1899).

Cela tient à l'épuisement des terres et aux mauvaises méthodes de culture employées par les indigènes. Ils n'ont, en effet, qu'un seul instrument aratoire : c'est une sorte de charrue très primitive avec laquelle ils exécutent des labours médiocres. Ce procédé défectueux, joint à l'absence de fumures, ne leur permet guère de récolter en moyenne plus de 5 à 6 hectolitres pour 1 hectolitre de semence.

Les colons européens eux-mêmes, malgré un outillage plus perfectionné, n'obtiennent pas de rendements beaucoup plus

satisfaisants, car ils oublient trop souvent qu'il est indispensable de fortifier par des engrais une terre appauvrie par des siècles de culture. La plupart d'entre eux, imitant les errements des indigènes, ne pratiquent que la culture extensive et sont par cela même beaucoup plus exposés aux variations de la température, aux redoutables effets de la sécheresse. Dans quelques régions cependant, on commence à étudier les engrais de ferme, et on lie la culture des céréales à la production des fourrages et à l'élevage du bétail.

Les cultures maraîchères n'ont d'importance que pour la fourniture des marchés locaux. Beaucoup d'indigènes possèdent des potagers, qu'ils arrosent à l'aide de norias. Un très petit nombre d'Européens s'occupent de la production des primeurs et des légumes de choix, qui n'ont encore donné lieu à aucun commerce d'exportation.

Au contraire, les cultures arborescentes sont très développées. Les plus importantes sont l'olivier, la vigne et le dattier. Aux 1 600 ou 1 700 hectares de vignes que possédaient les indigènes pour la production du raisin de table, les Européens ont ajouté 10 000 hectares, donnant une moyenne annuelle de 200 000 hectolitres de vin. Quelques propriétaires possèdent des vignobles de 300 et même de 400 hectares. La viticulture a été assez mal comprise par les premiers planteurs; aussi n'obtiennent-ils qu'une moyenne de 40 à 50 hectolitres de vin à l'hectare. Des progrès considérables ont été réalisés depuis quelques années, et l'on peut signaler aujourd'hui des rendements de 100 hectolitres à l'hectare. Préservés du phylloxera, les colons ont concentré tous leurs efforts sur les perfectionnements à apporter aux procédés de vinification. Ils fournissent aujourd'hui au commerce de bons types de vins rouges, des muscats et des banyuls de choix. La petite quantité d'hectolitres disponible pour l'exportation a mis jusqu'à présent les producteurs à l'abri des fluctuations du marché mondial, mais déjà ils se préoccupent, comme leurs voisins d'Algérie, de la « mévente des vins ».

Dans toutes les fermes, la monoculture a été abandonnée; à côté du vignoble, on réserve d'ordinaire des terrains pour les céréales et le pâturage.

La culture de l'olivier a été, avec la vigne et les céréales, une des grandes richesses de la province romaine d'Afrique, et d'innombrables ruines de moulins à huile attestent l'ancienneté de cette culture. Plus de onze millions d'arbres sont encore entretenus par les cultivateurs indigènes ou européens. A l'heure présente, c'est la seule culture capable de ramener un peu de

vie, d'activité et de richesse dans certaines régions de la Tunisie.

Bien que l'olivier soit répandu un peu partout, sa terre de prédilection est le Sahel de Sousse et les vastes étendues de formation quaternaire voisines de Sfax (1).

Les oliviers du Sahel forment un groupe assez compact de plus de quatre millions d'arbres répartis dans le contrôle de Sousse et sur les côtes de Monastir et de Mehdia.

La plantation en est souvent irrégulière et clairsemée, mais les arbres sont bien cultivés, bien taillés, et la cueillette se fait avec soin. Comme la terre est par endroits froide et susceptible de se fendiller sous la sécheresse, les arbres sont plantés dans des fonds, entre de petits mamelons servant de déversoir aux eaux de pluie, qui viennent ainsi inonder les pieds.

Le régime fiscal auquel sont soumis les oliviers du Sahel, l'impôt *kanoun*, n'est peut-être pas étranger à leur bonne tenue et par suite à leurs bons rendements. Loin de décourager le propriétaire, le *kanoun* le pousse à augmenter ses rendements, car plus le revenu d'un arbre est élevé, moins est lourd l'impôt qui le frappe.

Les plus belles plantations sont cependant celles des terres dites *sialines*, entourant au large la ville de Sfax sur une superficie de 67 000 hectares. Ces terres avaient été données au *xv^e* siècle à une famille Siala; le domaine les reprit ou les recouvra en 1870, c'est-à-dire onze ans avant notre occupation. Aux termes d'un décret du 8 février 1892, elles furent mises en vente au prix uniforme de 10 francs l'hectare, à la condition de complanter le lot concédé dans un délai de quatre ans.

Dix-sept oliviers à l'hectare dans les terres *sialines* produisent plus de fruits que cinquante dans le Sahel, que cent et cent vingt dans le Nord. Les arbres y sont régulièrement alignés, la terre bien ameublie et soigneusement nettoyée. On cueille les olives, on ne les abat pas à la gaule comme dans le Nord.

La plupart des plantations ont été faites en association, en vertu d'un contrat de *m'gharcia*, d'après lequel le propriétaire achète la terre et la loue à un indigène, qui devient son *m'gharci*. Le *m'gharci* défriche le terrain, fournit les plants d'oliviers et les animaux de travail, met en un mot les arbres en état de produire. Il peut faire pendant les cinq premières années de culture des céréales intercalaires et jouit des trois quarts de ces récoltes, l'autre quart revenant au propriétaire.

(1) Les olivettes du Nord sont beaucoup moins riches et d'un rapport moindre que celles du Sahel et des environs de Sfax.

Comme le m'gharci n'a généralement pas de ressources, il est d'usage que le propriétaire lui avance une partie des fonds qui lui sont nécessaires pour planter ou acheter le matériel de labour. Ces avances, non productives d'intérêt, sont remboursées au moment de l'expiration du contrat, c'est-à-dire lorsque les oliviers commencent à ne plus rien coûter de frais d'entretien (environ huit à dix ans); c'est le moment du par-

Abatage des olives. — Phot. Albert.

tage, lequel se fait par experts : les deux parties, égales, sont tirées au sort.

Sans être jamais tout à fait nulles, les récoltes d'olives sont très variables : elles ont donné 9 millions de litres d'huile en 1899-1900 contre 45 millions en 1898-1899. L'avenir de cette culture paraît assuré, car les indigènes consomment beaucoup d'huile et les conditions du marché européen sont satisfaisantes.

On compte plus de quinze cent mille palmiers dattiers dans le Sud de la Régence, mais les plus beaux arbres et les plus beaux fruits viennent dans les quatre oasis du Djérid, à Tozeur, à Nefta, à El Oudiane, à El Hamma. Les variétés de dattes sont nombreuses.

La *deglat en nour* (datte de la Lumière) est la seule qui fasse l'objet d'une exportation régulière. 85 pour 100 des autres dattes sont consommées sur place.

Divers arbres fruitiers du midi et du centre de l'Europe prospèrent aussi dans la Régence. L'amandier, le figuier, le pistachier sont nombreux, mais l'oranger, le mandarinier et le citronnier ont seuls une valeur économique réelle; encore les jardins d'Hammamet et de Nabeul ne suffisent-ils pas à pourvoir d'oranges et de citrons les villes tunisiennes, qui importent de Sicile le complément nécessaire à leur alimentation en fruits.

Une seule culture industrielle, celle du tabac, autorisée dans trois circonscriptions administratives, mais de date encore trop récente pour qu'on puisse préjuger des résultats.

Dans un pays où les animaux n'ont que de maigres pâturages naturels et sont trop souvent victimes des sécheresses estivales, l'élevage du bétail restera longtemps un problème difficile à résoudre. Aussi le nombre des bêtes à cornes ne dépassait pas 190 000 en 1899, en diminution de 20 000 sur l'année précédente, et c'est à peine si l'on dispose de 35 000 à 40 000 chevaux. Bien que les indigènes utilisent de préférence l'âne et le mulet comme bêtes de somme et bêtes de trait, il n'y a guère plus de 110 000 de ces animaux. Tandis que l'Algérie est devenue le pays du mouton, la Tunisie, continuant à élever des moutons à grosse queue dont la viande est moins recherchée et la laine moins fine que chez les animaux algériens, ne possède qu'un troupeau de 800 000 têtes, dont quelques centaines seulement sont exportées, chaque année, à destination de Malte et de la France. Un demi-million de chèvres et 150 000 chameaux complètent l'énumération du bétail tunisien. En Khroumirie et dans la presqu'île du cap Bon quelques colons pratiquent avec succès l'élevage du porc.

Industrie. — Les mines tunisiennes ne sont pas encore toutes connues, mais les résultats déjà obtenus par les sociétés concessionnaires ont paru assez beaux pour qu'un millier de permis de recherches aient été sollicités pendant la seule année 1900. Ce mouvement vise surtout les mines de calamine (zinc et métaux connexes), qui paraissent destinées à alimenter longtemps une industrie puissante et rémunératrice.

Les concessions en exploitation sont celles de Sidi-Ahmed, Khanguet-Kef-Tout, Sidi-Youssouf, Bou-Jaber, Zaghouan, Djebel-Rças (37 000 tonnes exportées). D'autre part, les mines de fer de Tabarka et des Nefzas ont été concédées à des sociétés. Sur

un grand nombre de points, on a découvert d'importants gisements de phosphates de chaux : Kalaat-Djerda, Kalaat-Es-Senam, Metlaoui. Ces derniers ont été concédés (1896) à la Compagnie des phosphates et des chemins de fer de Gafsa, à charge de construire et d'exploiter une ligne ferrée reliant Gafsa au port de Sfax. Cette ligne a été ouverte en 1899.

Les phosphates de Gafsa contiennent de 59 à 61 pour 100 de

Le souk des selliers. — Phot. Albert.

phosphate tribasique de chaux. Ils sont très recherchés par les usines de produits chimiques de France, d'Italie, d'Angleterre et d'Allemagne, qui en ont demandé 178 000 tonnes en 1900.

Les sources minérales et thermales sont très nombreuses. Les plus renommées sont celles d'Hammam-Lif et de Kourbès (affections syphilitiques, maladies de la peau).

Les laines, le poil de chameau, les peaux, tels sont les éléments des principales industries indigènes, tissage, corderie, sellerie et maroquinerie. Une pratique élémentaire de la chimie permet d'annexer à ces industries essentielles celle de la teinturerie, qui réalisa, par des procédés primitifs, d'incompa-

rables merveilles de finesse et de résistance. Les argiles plastiques ont été de bonne heure travaillées par des céramistes. Peu de matières premières, la soie, par exemple, furent importées, et cela à une époque relativement récente.

Dans les fameux *souks* de Tunis fonctionnent encore de nombreux métiers à soie et à laine; Nabeul fait des poteries très recherchées dans toute l'Afrique du Nord; Djerba et

Nabeul. — Fabricant de poteries. — Phot. Soler.

Gafsa tissent toujours leurs belles couvertures aux couleurs éclatantes, mais Kairouan a compromis par l'emploi de couleurs d'aniline la réputation de ses tapis. Partout, d'ailleurs, on constate une diminution progressive de l'activité industrielle des indigènes. A Tebourba, on foulait la chéchia, bonnet rond, de couleur rouge vif, analogue à la calotte de nos enfants de chœur et munie d'un gland de soie bleue ou noire; la concurrence autrichienne et française a tué l'initiative tunisienne, qui se voit même dépossédée du marché intérieur. Les batteurs du souk au cuivre abandonnent peu à peu leurs ateliers. L'aristo-

cratique corporation des selliers voit diminuer le nombre de ses riches clients.

C'est un recul général devant les produits des manufactures d'Europe. Cependant les Tunisiens sont dociles et habiles. Les potiers de Nabeul ont consenti à user des procédés recommandés par les industriels français; ils emploient de nouveaux modes de cuisson,

essayent des vernis plus résistants. Il faudrait que les tisserands indigènes entrassent dans cette voie. L'atelier de tapis créé à Tunis fournit déjà de beaux spécimens teints avec des couleurs végétales. On a ressuscité l'industrie des sculptures sur plâtres ajourés. En résumé, la Tunisie en est encore à l'âge de l'agriculture, et l'industrie proprement dite commence à peine à se développer.

Sans doute, on débite des marbres, des pierres

à bâtir; on fabrique de la chaux, du plâtre, du ciment, des briques et tous autres matériaux nécessaires à la construction des bâtiments, mais l'industrie la plus générale est celle de la transformation des produits agricoles.

On distille en Tunisie la fleur d'oranger, la rose, le géranium rosat, le jasmin, etc., et le commerce des pétales de ces fleurs est considérable.

Les huiles d'olive de Tunisie sont connues de temps immémorial. Au point de vue européen, c'est la Société générale des

Kairouan. — Tissage à la main des tapis.

Phot. Soler.

huileries du Sahel dont les usines sont à Sousse, à Sfax, à Moknine, à M'Saken, pour la fabrication de l'huile comestible qui tient et de beaucoup le premier rang. Le traitement des grignons d'olive par le sulfure de carbone prend une certaine extension; des fabriques viennent d'être tout récemment créées à Monastir, à Sousse, à Hammam-Lif (1).

A côté de l'huile prend naturellement place le savon : c'est encore une industrie dans l'enfance. Les savons tunisiens sont exclusivement fabriqués avec les huiles extraites des grignons d'olive. Le savon industriel vert est vendu pour les teintureries de soie et de laine. Quelques minoteries et distilleries d'alcool fonctionnent aussi dans les principaux centres.

Immédiatement après les huileries vient, par ordre d'importance, la vinification, intimement liée aux travaux ordinaires des exploitations rurales. Il est produit tous les ans, par les colons européens (2), 200 000 hectolitres de vins ordinaires fins et même, en très petite quantité, de vins de liqueur.

Commerce. Communications. — La Tunisie était au lendemain de l'occupation française un pays exclusivement agricole. De ce fait, il résulte que les marchandises exportées étaient des produits du sol (céréales, huile d'olive, bétail, alfa, peaux, minerais, vin), que les produits importés étaient fabriqués (tissus, lainages, cotonnades, machines aratoires, instruments, matériaux de construction) ou issus de pays différents (denrées coloniales, houille, cuirs, huiles minérales, bois de construction et bois ouvrés, semoules, etc.).

Vers 1875, le chiffre des affaires de la Régence ne dépassait pas 27 millions; il a quadruplé.

La principale cause de cet accroissement provient de la sécurité que l'organisation du pays a su donner aux colons. En outre, le développement de la colonisation a eu pour conséquence l'importation en Tunisie de produits manufacturés en tous genres.

Il faut aussi remarquer que la France et l'Algérie ont acquis

(1) Il y a dans la Régence plus de 120 huileries européennes possédant ensemble 20 machines à vapeur, 230 broyeurs à olives et 540 presses à huile.

L'huile produite est de beaucoup supérieure à l'huile indigène et vaut sur les marchés français 100 francs les 100 kilos (la production générale moyenne d'huile d'olive par an pour l'industrie européenne est de 10 à 11 millions de kilogrammes).

(2) A l'heure présente les viticulteurs de Tunisie sont en majorité italiens mais les Français l'emportent encore de beaucoup quant à la superficie des vignobles mis en valeur.

sur le marché tunisien une place prépondérante : 62 pour 100 des exportations, 65 pour 100 des importations, proportions qui correspondent à un mouvement d'affaires de 70 millions. Les relations avec l'Italie ne représentent plus que 11 pour 100 du total général. C'est la loi du 19 juillet 1890 qui a provoqué cette heureuse modification. En ouvrant plus libéralement le marché français aux produits de la Régence, elle a créé un mouvement commercial intense. Les exportations de Tunisie en France ont passé en dix ans de 5 à 26 millions, et les importations de 16 à 34 millions. La France fournit à la Tunisie des farines et semoules, des matériaux de construction, des tissus de laine, de chanvre et de soie, les cuirs et chaussures, la carrosserie, les bougies, la lingerie. Certains produits italiens nous font une âpre concurrence. Les tissus de laine consommés en Tunisie viennent pour une forte partie d'Allemagne. Si Manchester conserve sa clientèle tunisienne pour les cotonnades écruës, c'est que les fabriques françaises n'ont pas tenté d'entrer en concurrence, tandis que l'Angleterre réussit encore à conserver sa clientèle tunisienne pour les cotonnades écruës et les tissus de laine. Le crédit à longue échéance, que ne font pas les négociants français, permet aux étrangers de rivaliser avec nous.

Le développement commercial de la Régence est dû aussi à la construction des routes et des chemins de fer. On compte actuellement près de 2 000 kilomètres de routes complètement empierrées et près de 1 000 kilomètres de chemins de fer, divisés en deux réseaux. Celui du Nord, le plus important, est exploité par la Compagnie Bône-Guelma. Il se compose de deux tronçons : le premier, à voie large, relie Tunis à la frontière algérienne par la vallée de la Medjerda, et détache des embranchements sur Bizerte et Béja ; le second, à voie étroite, comprend la ligne de Tunis à Zaghuan et au Pont du Fas, avec prolongement éventuel sur le Kalaât-es-Senan, et le Kef ; la ligne Tunis à Sousse avec embranchement sur Menzel-Bou-Zelfa, Nabeul, Kairouan et Moknine.

Le réseau du Sud, isolé du précédent, est composé uniquement de la ligne Gafsa-Sfax, exploitée par la Compagnie des phosphates du Metlaoui.

Grâce à ces divers moyens de communication, les marchandises peuvent gagner les quatre ports de Bizerte, Tunis, Sousse et Sfax, où sont accumulés tous les moyens propres à la manutention des marchandises. Les ports sont eux-mêmes mis en relation avec Marseille et le nord de la France, par les soins de plusieurs compagnies de navigation. Ce sont la Compagnie

transatlantique, dont les paquebots visitent Tunis deux fois par semaine, Bizerte, Sousse et Sfax une fois; la Compagnie mixte, la Compagnie havraise péninsulaire, la Compagnie de bateaux à vapeur du Nord. Les relations de l'Italie sont assurées par les deux voyages hebdomadaires de la Compagnie Florio Rubattino.

La multiplicité des communications maritimes, l'achèvement prochain du réseau des routes et des chemins de fer assurent donc à la Tunisie la possibilité d'écouler sans frais trop élevés l'ensemble des produits de son sol. Déjà le mouvement des ports accuse une progression que rendront plus sensible l'amélioration des méthodes culturales et la mise en exploitation de nouveaux gisements miniers.

Travail et main-d'œuvre. — Les Italiens jouent en Tunisie le rôle des Espagnols dans le département d'Oran. A cette différence près, la question de la main-d'œuvre se présente sous le même aspect en Tunisie qu'en Algérie, et il y a lieu de se reporter à la monographie de l'Algérie.

Diverses dispositions adoptées par le législateur pour favoriser la main-d'œuvre nationale sont d'une application très difficile. L'article 1^{er} de la convention consulaire signée le 28 septembre 1896 entre l'Italie et la France stipule, en effet, que « les Italiens en Tunisie seront reçus et traités relativement à leurs personnes et à leurs biens sur le même pied et de la même manière que les nationaux et les Français; ils jouiront des mêmes droits et privilèges. » Par conséquent, les Italiens, et ce sont eux qui forment la très grande majorité des ouvriers étrangers, peuvent participer à toutes les adjudications des travaux à exécuter pour le compte des diverses administrations. Il n'est pas davantage possible de limiter leur nombre sur les chantiers.

Dans la pratique, cependant, le gouvernement tunisien emploie fréquemment le système des adjudications restreintes, c'est-à-dire s'adresse à un nombre limité d'entrepreneurs, de nationalité française, convoqués par lettres individuelles. Les ministères de la Guerre et de la Marine font aussi à peu près exclusivement appel aux nationaux pour les grands travaux qu'ils viennent d'entreprendre dans la Régence.

L'administration des Travaux publics a même offert une prime de 1 franc par jour aux entrepreneurs pour chaque ouvrier français employé sur les chantiers. Dans sa séance du 19 avril 1900, la conférence consultative a renouvelé au ministre des Affaires étrangères un vœu, déjà plusieurs fois exprimé, tendant à l'extension à la Tunisie des décrets et règlements protégeant

la main-d'œuvre française en France et en Algérie. Cette assemblée a demandé également que les entrepreneurs fussent contraints d'occuper un minimum d'ouvriers français par chantier, que les heures de travail fussent limitées et qu'il y eût un minimum de salaire. Après avis du conseil d'État, le gouvernement français a jugé que ces vœux étaient illégaux ou prématurés, mais il a admis la fixation d'un maximum de rabais dans les adjudications et le fractionnement de ces adjudications par corps de métier. Néanmoins il est à présumer que

Noria à Métameur. — Phot. Albert.

longtemps encore, par la seule loi de la concurrence, les travailleurs de nationalité italienne, se contentant de gains modestes, formeront sur les chantiers tunisiens une imposante majorité.

Marcel RUEDEL.

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

Domaine national. — *Domaine public.* — Avant l'occupation française, le domaine de l'État tunisien et les biens personnels du bey restèrent confondus jusqu'à l'avènement de Mohammed-Es-Saddok, qui abandonna à l'État les biens de son prédécesseur, créant ainsi la distinction entre son domaine privé et le domaine du gouvernement. Mais c'est seulement en 1885 que le domaine public fut nettement séparé tout à la

fois des biens du prince et du domaine privé de l'Etat. Le décret du 24 septembre 1885 stipule en effet qu'en Tunisie, comme en France, le domaine public comprend toutes les parties du territoire et tous les ouvrages qui ne sont pas susceptibles de propriété privée (article 1^{er}). Il a ajouté à la loi française quelques articles : cours d'eau et canaux même non navigables, sources, abreuvoirs et puits, canaux d'irrigation et de dessèchement exécutés dans un but d'utilité publique. Inaliénable et imprescriptible, le domaine public (1) est administré par le directeur général des travaux publics de la Régence. Comme il n'existait pas auparavant de domaine public constitué en Tunisie, une commission spéciale a reçu la mission de procéder, quand il y a lieu, aux délimitations nécessaires, sous réserves des droits des tiers.

Voirie. — Les routes sont protégées, comme faisant partie du domaine public, par le décret du 5 août 1897, qui reproduit à peu près les prescriptions de la loi française sur la matière, simplifiées et mises en harmonie avec les habitudes indigènes. Le réseau des routes de la Régence comprendra quarante-deux voies d'intérêt général formant un total de 2 700 kilomètres, qui relient entre elles les villes et les voies ferrées. Sur cette longueur, 1 400 kilomètres sont complètement terminés et le moment est proche où les grandes artères du Nord et du Centre seront achevées. A 9 000 francs environ le kilomètre, la dépense a déjà atteint 12 millions de francs; les frais d'entretien annuels représentent d'autre part environ 500 francs par kilomètre, soit environ 700 000 francs pour le réseau déjà livré à la circulation.

Régime des eaux. — Les eaux font partie intégrante du domaine public; par suite, leur recherche et leur utilisation sont soumises à l'autorisation préalable du directeur général des Travaux publics. Le décret du 16 août 1897, complété par un arrêté du directeur des Travaux publics portant la même date, réglemente les concessions et l'aménagement des eaux, soumet à une autorisation préalable les travaux de recherche et l'utilisation des eaux, interdit la construction de tout ouvrage de nature à en modifier le régime, mais en même temps facilite aux propriétaires l'exécution des travaux hydrauliques d'irrigation (2). Une caisse de l'hydraulique agricole, qui doit recevoir des dotations annuelles, a même été créée à cet effet par le décret du 25 septembre 1897. Elle fait aux pro-

(1) Exception faite pour les ouvrages de défense militaire, dont l'administration appartient au ministre de la Guerre.

(2) Les indigènes ont construit eux-mêmes autour de Kairouan et dans le Sud un certain nombre de *barrages* pour les irrigations agricoles. Le mieux aménagé est celui de l'oued Gabès, reconstruit en maçonnerie par l'État avec le concours financier des habitants de l'oasis. Sur la Medjerda il existe aussi deux grands barrages. L'un à Tebourba, permettant la retenue d'une nappe d'eau de 6 mètres de hauteur, sert seulement à actionner la turbine d'une usine à fouler les chéchias; l'autre à Djedeïda, autrefois employé à l'exploitation d'une minoterie, permet d'irriguer une partie des terres voisines, mais sur une faible étendue. Les barrages devraient être plus nombreux et permettraient l'établissement de nombreux canaux d'irrigation.

priétaires intéressés, réunis en syndicat, des avances remboursables en vingt-cinq annuités au plus.

L'État et les municipalités prennent à leur charge l'aménagement des eaux spécialement destinées à l'alimentation des centres. Les travaux les plus connus exécutés dans ce but sont : la réfection de l'aqueduc de Carthage et l'adduction des eaux de Djouggar qui contribuent, avec celles de Zaghouan, à l'alimentation de Tunis. Sousse, Sfax, Kairouan, Bizerte sont aussi pourvues d'eau potable.

Enfin, le long des pistes et des routes, des points d'eau ont été aménagés, d'après un programme d'ensemble. Les travaux sont exécutés d'après les dispositions du décret du 25 janvier 1897, qui pose le principe de la contribution en argent ou en nature des collectivités indigènes intéressées, tandis que le décret du 25 septembre 1897 stipule l'ouverture d'un crédit de 300 000 francs à la direction générale des Travaux publics.

Sous l'empire de cette législation, la question de l'hydraulique, considérée au double point de vue de l'alimentation et de l'irrigation, reçoit peu à peu une solution conforme aux intérêts vitaux du pays.

Domaine privé. — Dans un sens général, le domaine privé de l'État tunisien comprend, outre les hérédités, les meubles et le droit de pêche et de chasse, un certain nombre d'immeubles, comme les forêts ou les mines.

Tandis que les mines peuvent être concédées, les forêts sont, en principe, inaliénables. Elles ont été confiées à une administration spéciale érigée en direction par décret du 28 juin 1883 et rattachée aux services généraux de l'Agriculture et du Commerce par décret du 19 janvier 1893. Le service des Forêts a non seulement pour mission de veiller à l'entretien et à la conservation des massifs, mais encore d'en assurer la mise en valeur au bénéfice de l'État. Le territoire a été partagé en quatre circonscriptions forestières ayant leur siège à Aïn-Draham, Tabarka, Souk-El-Arba, Gafsa. Les décrets du 20 août 1886 et du 24 juin 1888 ont organisé la police des forêts spécialement en vue de prévenir les incendies, et les indigènes sont intéressés à préserver du feu les boisements, car « tout pâturage au profit des usagers est interdit pendant six ans au moins sur toute l'étendue des forêts incendiées ».

Sur les 500 000 hectares de forêts que compte la Tunisie, il n'y a guère plus de 100 000 hectares soumis à une exploitation rationnelle, le reste se composant de peuplements en mauvais état et dépourvus, pour l'instant, de toute valeur économique. La partie mise en rapport couvre les pentes des montagnes de Khroumirie, pays d'élection du chêne-liège et du chêne zéen.

Concessions de mines, carrières et pêcheries. — Tandis que le gouvernement tunisien usait des ressources ordinaires de son budget pour l'exécution des travaux nécessaires à la mise en valeur de son domaine forestier; dans d'autres cas il recourait au système des concessions soit pour l'exploitation des richesses naturelles du sol, soit pour la création de l'outillage réclamé par la colonisation. C'est ainsi que les mines, incorporées au domaine de l'État par arrêté du 1^{er} décembre 1881, ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'une concession « par laquelle l'État renonce en faveur d'une tierce personne aux droits qu'il possède sur la

substance minérale à extraire ». Les travaux préliminaires de recherches sont réglementés par le décret du 10 mai 1893, stipulant que tout prospecteur de mines doit être muni d'un permis délivré par la direction des Travaux publics. Toutes les concessions de mines accordées depuis l'établissement du protectorat ont pour base la perpétuité du contrat sous réserve d'une redevance de 5 pour 100 du produit net à payer au gouvernement tunisien, plus 0 fr. 10 par hectare compris dans le périmètre concédé. Quant aux carrières, elles sont à la disposition des propriétaires du sol et ne peuvent être l'objet d'une concession que si elles sont situées en terrains domaniaux ou en terrains habous. C'est ce cas spécial que vise le décret du 1^{er} décembre 1898, réglementant l'exploitation des phosphates en Tunisie. Cette substance est la seule qui, avec la calamine, soit l'objet d'une exploitation active.

Le djebel Rças, Djebba, Sidi-Ahmed, le Khanguet-Kef-Tout, Fedj-el-Adoum, El-Akhouat, Bou-Jaber, Sidi-Youssef sont les principaux centres calaminaires (carbonate de zinc).

Les phosphates ne sont encore exploités que dans la région de Gafsa par une compagnie concessionnaire de gisements domaniaux pour une durée de soixante années.

La redevance due au gouvernement est de 1 franc par tonne jusqu'à concurrence de 150 000 tonnes par an avec une redevance minima de 150 000 francs. Si l'exportation annuelle venait à dépasser 150 000 tonnes, la taxe serait réduite à 0 fr. 65 pour les cent premières mille tonnes supplémentaires et à 0 fr. 30 pour le surplus. L'acte de concession (1) stipulait aussi la construction, aux frais de la compagnie, d'une voie ferrée reliant Sfax aux gisements de phosphates. Les expéditions de phosphates ont commencé au mois de mai 1899.

Le régime des concessions a été également appliqué pour la mise en valeur d'un certain nombre de points du littoral tunisien. Quatre lacs salés, quatre madragues pour la pêche du thon et de nombreuses bordigues indigènes ont été concédés ou amodiés. La Compagnie du port de Bizerte a obtenu pour soixante-quinze ans le droit exclusif d'exploiter les deux pêcheries de Bizerte et de Tindja, avec exemption de tous droits sur le poisson qu'elle exporte. La pêche du lac de Porto-Farina a été également amodiée à un particulier pour douze ans, à partir du 1^{er} janvier 1898, moyennant une redevance annuelle de 500 francs. Il en est de même du lac de Tunis sous réserve d'une redevance annuelle de 17 748 francs et du lac des Bibans, moyennant une redevance annuelle de 15 000 francs. Cette dernière concession est trentenaire. Antérieurement à l'établissement du protectorat, la thonaire de Sidi-Daoud, dans le golfe de Tunisie, avait été concédée à une famille italienne (9 novembre 1826). Le contrat a été renouvelé pour une durée de cinquante années musulmanes, à partir du 13 août 1892, sans qu'aucune redevance ait été imposée au concessionnaire. Quelques mois après, une société française obtenait la concession de la

(1) Passé le 8 août 1896 entre le demandeur et la direction des Travaux publics, il fut ratifié le 20 août par décret beylical.

thonaire de Monastir (19 juillet 1893) dans des conditions analogues aux précédentes et pour une durée de quatre-vingt-six ans. Au contraire, la thonaire de Kuriat a été concédée pour quarante ans seulement et moyennant une redevance annuelle de 1 franc par 100 kilogrammes jusqu'à 500 000 kilogrammes.

D'autre part, l'État tunisien, pour éviter de grever son budget d'une charge trop lourde, en creusant lui-même les quatre grands ports de Bizerte, Tunis, Sousse et Sfax, en a confié la construction et l'exploitation à deux compagnies concessionnaires. L'aménagement des sources qui alimentent en eau potable la ville de Tunis a fait l'objet d'un contrat analogue, en sorte que non seulement diverses parties du domaine privé de l'État, mais encore du domaine public lui-même, sont soumises au régime des concessions.

Aliénation des terres domaniales dans l'intérêt de la colonisation. — Le gouvernement du protectorat s'est également préoccupé de mettre à la disposition des colons les champs, terres vaines et vagues, montagnes incultivées faisant partie du domaine de l'État, mais il n'a accordé aucune concession et s'est borné, jusqu'à ce jour, à la mise en vente des parcelles disponibles. Une première liste des terrains du domaine avait été dressée sans ordre, en 1860, sous le bey Mohammed ; elle comprenait plus de 600 000 hectares dans le Nord et le Centre. En 1881, il n'en restait plus qu'un sixième à peine, à la suite de dilapidations au profit des favoris. Pendant les dix premières années, l'État n'eut d'autre souci que de reprendre les terres usurpées et de contrôler sévèrement la gestion financière du domaine.

C'est à partir de 1891 qu'eurent lieu les premières remises d'immeubles domaniaux à la colonisation par les soins de la direction de l'Agriculture créée par décret du 3 novembre 1890. Appréhendant les terres mortes du Sud et du Centre selon ses besoins, elle fait peu à peu immatriculer toutes les terres qui, sous l'ancienne administration tunisienne, étaient appelées terres arabes et s'en sert pour les besoins de la colonisation. C'est ainsi qu'elle a incorporé au domaine tout un massif montagneux à concéder à la Compagnie des phosphates de Gafsa. De même, aux environs de Sfax, les terres sialines, ainsi appelées parce qu'elles ont appartenu longtemps à la famille Siala, sont rentrées dans la circulation. On peut évaluer l'ensemble des immeubles ruraux du domaine tunisien à environ 700 000 hectares d'importance très variable. Il reste encore vraisemblablement plus de 300 000 hectares à prélever utilement sur les terres mortes ou de tribus, ce qui donnera au total plus de 1 000 000 d'hectares au nord de la ligne des chotts.

La gestion courante appliquée aux immeubles productifs consiste en location à l'amiable ou par voie d'adjudication en culture des olivettes par régie ou par contrat de colonage (*m'sakat*). S'il s'agit, au contraire, d'aliénation, la direction de l'Agriculture s'assure d'abord de la salubrité des terrains, de la facilité d'accès, des cultures possibles, ordonne ensuite une série de travaux préparatoires au lotissement, puis enfin offre aux émigrants français les terres demandées pour la colonisation.

Les ventes de terres ont lieu de gré à gré. Dans la région nord de la Tunisie, la contenance des lots est de 30 à 100 hectares, dont le prix, fixé par une commission composée de fonctionnaires et de colons, varie de 40 à 200 francs, selon la situation des terrains et l'état des défrichements.

Le prix des lots est payable moitié comptant avec un minimum des 1 000 francs, un quart après la troisième année, et le dernier quart après la quatrième année. Si l'acquéreur paye comptant, il bénéficie d'une remise de 10 pour 100, mais de toutes façons il doit s'engager à construire sur sa propriété une maison d'habitation, à s'installer lui-même sur son lot ou à y installer une famille française, enfin à mettre le sol en valeur dans un délai de deux ans. Dans le cas où un colon, tout en justifiant de ressources suffisantes, n'en a pas la disposition immédiate, l'administration peut lui consentir un bail de trois années avec promesse de vente.

Ces dispositions ne pouvaient être appliquées à la région sud, où les cultures arbustives seules donnent une rémunération certaine, où les conditions climatiques sont plus défavorables que dans le Nord. En conséquence, le décret de février 1892, qui mettait les terres sialines à la disposition de la colonisation, abaissa uniformément le prix de l'hectare à 10 francs et accorda à l'acquéreur quatre années pour le paiement et la mise en valeur de son lot.

L'ensemble de ces opérations de location ou de vente s'étant traduit par des recettes atteignant environ 500 000 francs chaque année, il fut décidé, par décret en date du 1^{er} décembre 1897, d'affecter une partie de ces ressources au rachat de terres de colonisation. Et ainsi fut créée la caisse de colonisation, dont la dotation est actuellement de 1 500 000 francs.

Les biens habous. — L'affectation du domaine à la colonisation ne pouvant suffire au développement de la propriété rurale française, le gouvernement tunisien songea à utiliser les biens habous, c'est-à-dire les immeubles dont le revenu est affecté à de bonnes œuvres et qui, selon la religion musulmane, ne peuvent être ni donnés, ni vendus, ni hypothéqués, ni transmis en héritage. Ces biens sont de deux sortes : les habous publics et les habous privés. Les habous publics sont ceux dont la nue propriété et la jouissance sont affectées sans restriction à une fondation pieuse ; et les habous privés, ceux dont les fondateurs ont réservé la jouissance à leurs héritiers directs et qui ne font retour aux habous publics qu'après extinction de la descendance des fondateurs.

Les habous sont très nombreux dans la Régence, et leurs revenus alimentent le culte, l'assistance publique indigène, la magistrature et une partie de l'enseignement. Ils sont administrés par la *djemaïa*, assemblée composée d'un président et de trois membres contrôlés depuis 1891 par un délégué du gouvernement. Les agents de l'administration des habous, nommés par décrets beylicaux, portent le titre d'*oukils*. Ceux de Tunis sont sous le contrôle immédiat de la *djemaïa* ; ceux de l'intérieur sont surveillés par des *naïbs*, installés dans chaque chef-lieu de caïdat.

Les biens habous peuvent faire l'objet de baux à long terme dans les conditions prévues par le décret du 31 janvier 1898. Ils peuvent aussi, moyennant le paiement d'une rente perpétuelle, qui n'est susceptible ni

d'augmentation ni de diminution, être mis en la possession d'un colon. C'est ce qu'on appelle la cession d'un immeuble à *enzel*. Qu'il s'agisse de bail à long terme ou d'*enzel*, la mise aux enchères par voie d'adjudication est toujours usitée. Toutefois, le décret du 7 mars 1900 stipule qu'en aucun cas les enchères ne pourront dépasser plus de 50 pour 100 de la mise à prix.

Enfin, un troisième mode d'utilisation de ces biens consiste à mettre le colon en possession d'un terrain habous au moyen d'un échange opéré par les soins de la direction de l'Agriculture. Chaque année un décret désigne à la *djemaïa* les terres cultivables constituées habous et susceptibles d'être échangées.

Ainsi rentrent peu à peu dans la circulation les biens de mainmorte, trop souvent négligés par les agents de la *djemaïa*.

Immigration. — Pour bien se rendre compte de la nature et de l'importance du courant d'immigration européenne en Tunisie, il ne faut pas oublier que si le service des Domaines ou la *djemaïa* des habous peuvent mettre à la disposition des colons certaines terres offertes dans des conditions avantageuses, la plus grande partie du territoire est néanmoins occupée par une propriété privative fortement constituée. Il en résulte que l'agriculteur européen, ne trouvant nulle part les immenses espaces vides que l'immigration a rencontrés en Amérique et en Australie, est souvent obligé, pour se tailler un domaine, d'acheter directement aux indigènes leurs terres disponibles. De là l'impossibilité pour les immigrants dépourvus de capitaux de trouver place sur le sol tunisien. Tandis que les concessions gratuites amenaient en Algérie une foule de petits colons, en Tunisie n'apparurent tout d'abord que les propriétaires de grands et de moyens domaines. Le peuplement des campagnes par l'élément français est à peine commencé sur 543 000 hectares possédés par les Européens, 494 000 appartiennent à des Français, et on compte 1 166 propriétés françaises sur un total de 1 933 propriétés européennes. Encore faut-il ajouter que 500 propriétaires fonciers ne possèdent que 1 960 hectares, situés pour la plupart dans la banlieue des villes. Toutefois, près des grands domaines se sont installés un certain nombre d'immigrants, placés à la tête d'une petite exploitation. Les uns sont Français, les autres Italiens, ces derniers tantôt propriétaires, tantôt métayers ou fermiers sur de vastes domaines. Donc, quelques milliers d'Européens seulement sont disséminés dans les campagnes tunisiennes. La grande masse est répartie entre les villes et leurs banlieues, s'occupant d'industrie, de commerce, de professions manuelles ou participant à l'administration du pays. Au total 25 000 Français environ, sans compter le corps d'occupation, et 82 600 étrangers. En 1881, le nombre des étrangers habitant la Tunisie pouvait être évalué à 30 000; en 1885, on l'estimait à 34 000; en 1890, à 42 000; en 1895, à 60 000 et enfin, au 31 décembre 1900, à 82 667 (1).

(1) Allemands, 159; Américains, 17; Anglais (Maltais), 12 056; Autrichiens, 273; Belges, 61; Danois, 8; Égyptiens, 6; Espagnols, 967; Grecs, 667; Hollandais, 370; Italiens, 67 420; Norvégiens, 6; Persans, 2; Portugais, 71; Roumains, 2; Russes, 36; Suédois, 36; Suisses, 264; Turcs, 246. Total, 82 667.

Régime de la propriété privée. — Le régime légal de la propriété privée est déterminé par la loi du 1^{er} juillet 1885 et le décret du 16 mai 1886 sur l'immatriculation. L'ensemble des dispositions contenues dans ces deux actes est emprunté à l'Act Torrens et a pour but de donner le plus de sécurité possible aux transactions immobilières. Le système de l'immatriculation permet à tout acquéreur de demander que le bornage et la description de la propriété soient faits, que les charges, hypothèques et autres droits réels soient inscrits après enquête et jugement par le *tribunal mixte*. Il reçoit ensuite copie d'un titre mentionnant tous ces détails et dont l'original est établi sur les registres de la conservation foncière. La plus grande publicité possible est faite pour ménager les droits des tiers ; mais, une fois le jugement du tribunal mixte rendu, aucune revendication ne peut plus être tentée contre l'acquéreur pour des droits antérieurs. Quant aux charges postérieures, elles ne valent qu'autant qu'elles sont inscrites sur le titre.

En même temps que l'assiette de la propriété se trouvait consolidée, le Crédit foncier était en même temps organisé. Cette loi de 1885 est facultative, et encore aujourd'hui les transmissions d'immeubles peuvent se faire sous l'empire des dispositions anciennes. Cependant les simplifications apportées à la procédure d'immatriculation par les décrets des 15 et 16 mars 1892, la diminution considérable des frais, réduits de 7 pour 100 à 4 pour 100, a bientôt fait comprendre les bienfaits de la nouvelle législation aux sujets tunisiens eux-mêmes.

Cependant un très grand nombre d'indigènes sont encore réfractaires à l'application de la nouvelle législation foncière. Cela tient à ce que la propriété privée est assez fortement constituée chez les indigènes tunisiens. Nous savons déjà ce qu'est le habous et l'enzel, mais à côté des biens possédés « par des quasi-propriétaires, dont le droit est plus que la détention, moins que la propriété », il y a dans le droit immobilier tunisien « des biens possédés par des pleins propriétaires » (1), des biens *melk*.

Quoique la propriété *melk* soit dans la Régence l'objet d'une fréquente indivision, elle est bien la propriété privée « dans toute sa plénitude, le droit de jouir et de disposer d'une chose de la manière la plus absolue ».

En principe, la propriété immobilière s'établit, à l'égard des tiers, par la détention régulière et légitime du titre de propriété, mais dans la pratique les choses ne se passent pas ainsi simplement. Parfois, en effet, les titres sont vieux de plusieurs siècles et d'une authenticité contestable. Habituellement, cependant, ils ne remontent pas au delà des premières années du xviii^e siècle et ont pour point de départ soit un acte de notoriété, établi par deux notaires à la requête des intéressés, soit un *amra*, c'est-à-dire un décret de concession de l'autorité beylicale. « A défaut de titres de propriété, ou lorsque, égarés ou détruits, ces titres ne peuvent être représentés, le droit y admet, pour y suppléer, des actes de notoriété connus

(1) V. *Du Double Régime foncier de la Tunisie, droit musulman et loi foncière* ; par Paul LESCURE (Tunis, 1900).

sous le nom « d'*outika* ». A cette complexité, à cet enchevêtrement des droits en pays arabe, à cette incertitude des titres, il faut ajouter l'absence de responsabilité des notaires et l'impossibilité d'obtenir une description précise des immeubles ou de connaître exactement la nature et le nombre des servitudes. Il s'ensuit que tout achat revêtait nécessairement un caractère précaire. Le système de l'immatriculation est venu fort heureusement remédier à cet état de choses et fera tôt ou tard disparaître l'ancien régime de la propriété foncière en Tunisie.

La direction de l'Agriculture et du Commerce. —

L'ensemble des questions agricoles et commerciales doivent être étudiées et recevoir les solutions qu'elles comportent : c'est, en Tunisie, la tâche de la direction de l'Agriculture et du Commerce, instituée par décret du 3 novembre 1890. Son premier titulaire fut en même temps mis à la tête des contrôles civils rattachés depuis 1896 à la Résidence générale.

La direction de l'Agriculture organise des concours agricoles et charge des inspecteurs de la tenir au courant de toutes les questions intéressant l'avenir économique de la Régence. Elle veille à ce que les agents du syndicat obligatoire des viticulteurs surveillent rigoureusement les vignobles tunisiens. Un laboratoire de chimie agricole et industrielle, une station agronomique, un laboratoire de bactériologie et de vinification facilitent aux colons l'étude des conditions dans lesquelles ils doivent exploiter le sol tunisien et permettent en même temps de tenter un grand nombre d'expériences sur des faits nouveaux. A ces divers services est venue s'ajouter une école d'agriculture coloniale installée à 2 kilomètres de Tunis, près du jardin d'essais et d'une ferme d'expériences. Les jeunes gens admis à prendre part à l'enseignement de l'école sont directement préparés à la colonisation. L'État tunisien ne leur réserve pas de situations administratives. Ce sont des agriculteurs et non des fonctionnaires qui viendront ainsi grossir les rangs des Français en Tunisie. Le jardin d'essais a pour but essentiel de mettre à la disposition des agriculteurs, moyennant une faible indemnité, les jeunes plants dont ils peuvent avoir besoin.

L'étude des questions commerciales est réservée à un bureau spécial de la direction auquel sont rattachés en outre le service des poids et mesures, et le service de la propriété industrielle (brevets d'invention, marques de fabrique).

C'est à la direction de l'Agriculture qu'incombent les services de la colonisation et des domaines. Elle centralise les demandes de renseignements, s'occupe de l'étude des lots offerts à la colonisation par le domaine, met en rapport les capitalistes et les colons, se tient au courant des diverses professions que des Français pourraient avoir avantage à tenter en Tunisie, en un mot fait une enquête permanente sur le développement possible de la colonisation.

Par suite le service des domaines, dont elle a la charge, a pris une importance considérable, soit qu'il s'agisse de sa gestion directe, soit qu'il s'agisse de l'appropriation aux besoins de l'immigration française. L'admi-

nistration du domaine forestier forme un service rattaché à la direction de l'Agriculture, après avoir constitué une dépendance de la direction des Travaux publics.

Un certain nombre de forêts d'oliviers sont toutefois placées sous la surveillance d'une administration spéciale, dite de la *ghaba*.

Toutes les autres questions domaniales sont étudiées par le service des domaines proprement dit.

TRAVAUX PUBLICS

Expropriation. — Il n'existe, dans la Régence, aucune réglementation d'ensemble sur la matière. Les seules dispositions relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique sont contenues dans le décret du 30 août 1858 sur l'organisation municipale de Tunis. Les articles 10 à 14 stipulent que le conseil municipal de cette ville pourra bâtir des immeubles sur des terrains appartenant à des tiers, procéder à l'élargissement des rues reconnues trop étroites, exproprier une partie d'immeuble quelconque après avoir indemnisé les propriétaires soit à l'amiable, soit en exécution d'une sentence rendue par une commission de douze arbitres, dont six désignés par le propriétaire et six par la municipalité. En cas de parité, le cadi est chargé de départager. L'article 14 énumère les établissements qui peuvent être considérés comme d'utilité publique, les voies de communication, les avenues, les souks, les places, les fontaines, les remparts, la conduite des eaux et des égouts.

En dehors de Tunis et à l'égard des sujets tunisiens, la volonté du bey fait loi. C'est dans ces conditions que l'expropriation est appliquée quand il y a concession du gouvernement tunisien à une compagnie de chemins de fer du droit d'établir une voie ferrée avec engagement de lui fournir les terrains nécessaires. La situation créée par le décret de 1858 n'était pas acceptable pour les Européens, qui pouvaient craindre d'être dépossédés sous prétexte ou pour cause d'expropriation publique. Aussi, par le traité du 10 octobre 1863, l'Angleterre exigea pour les sujets anglais, en cas d'expropriation, l'application des articles 11 et 12 de la loi municipale de Tunis. Le traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 et le décret du 12 juillet 1871, ce dernier concédant aux Français le droit d'être propriétaires dans la Régence, consacrèrent également « le double principe de la nécessité d'un décret d'expropriation et du paiement d'une indemnité préalable, et formèrent le régime applicable aux Européens jusqu'à l'établissement de la justice française » (1). Mais la jurisprudence établie par les tribunaux français ne trouve plus aucun point d'appui dans les textes, car la dénonciation des traités avec l'Italie et l'Angleterre ont amené la signature de nouvelles conventions (Italie,

(1) LESCURE, *Du Double Régime foncier de la Tunisie*.

28 septembre 1896) qui ne contiennent aucune disposition relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique. Il devient donc nécessaire de prendre des mesures législatives pour remanier et compléter le décret de 1858 de façon à doter le pays d'une réglementation plus générale et mieux appropriée à ses besoins.

Ports. — Les ports ouverts au commerce international par décrets beylicaux forment, au point de vue du régime auquel ils sont soumis, deux groupes distincts : d'une part, quatre grands ports ont fait l'objet d'une concession au profit d'une société privée, et de l'autre, onze petits ports sont directement exploités par le gouvernement tunisien. Les ports concédés sont ceux de Bizerte, Tunis, Sousse et Sfax.

La convention qui concédait la construction et l'exploitation du port de Bizerte fut signée le 11 novembre 1889 pour une durée de soixante-quinze années grégoriennes à dater du 27 décembre 1890. La compagnie concessionnaire devait faire toutes les constructions et dragages nécessaires pour assurer la protection des navires et leur libre entrée dans le lac, établir les appontements, quais, hangars. De son côté, l'État tunisien contribuait dans une proportion déterminée aux dépenses prévues et prenait l'engagement d'ouvrir une voie ferrée de Djedeïda à Bizerte dans un délai de quatre ans à partir du 17 février 1890. D'autres avantages, notamment un droit exclusif de pêche dans le lac, étaient accordés aux concessionnaires.

Avec quelques différences, les trois autres grands ports sont soumis à une législation et à un régime analogues. Les travaux de creusement du port de Tunis, confiés à une société privée, étaient à peine achevés (1893) que le besoin se faisait déjà sentir de compléter l'outillage du nouveau port. Mais l'on voulait aussi doter Sousse et Sfax d'une installation plus conforme aux exigences de la grande navigation. Tous ces travaux firent l'objet d'une convention au profit d'une seule compagnie concessionnaire, à qui le gouvernement tunisien fit remise de ces trois ports pour une durée de quarante-sept années à dater du 12 avril 1894, en lui garantissant un revenu annuel de 425 000 francs.

L'utilisation de Bizerte comme port de guerre décida le gouvernement français à entreprendre plus tard une série de nouveaux travaux ayant pour but l'amélioration des voies d'accès en eau calme et le renforcement des moyens de défense fixe et mobile. (V. page 456.)

Chemins de fer. — Chargés de l'établissement d'un réseau routier mettant en communication les principales villes de la Régence, les agents des ponts et chaussées exercent aussi, en vertu des arrêtés des 23 et 24 septembre 1895, un contrôle sur les voies ferrées qui sont établies ou administrées par des sociétés particulières. Le service chargé du contrôle est unique pour l'ensemble des lignes tunisiennes, qu'elles jouissent ou non de la garantie du gouvernement français; il s'exerce tant au point de vue commercial qu'au point de vue technique. Le réseau le plus important a été constitué par les soins de la Compagnie Bône-Guelma, qui obtint du bey Soddok, par les concessions du 6 mai 1876 et du 27 jan-

vier 1878 (1), de pouvoir raccorder Tunis aux lignes algériennes par la vallée de la Medjerda et construisit 220 kilomètres de voie large avec une garantie du Trésor français, représentant 6 pour 100 du capital de premier établissement et une garantie forfaitaire kilométrique d'exploitation fixée par un barème dont le point de départ est de 7 700 francs pour des recettes brutes d'exploitation inférieures ou égales à 11 000 francs par kilomètre et décroissant ensuite de 70 pour 100 jusqu'à 52 pour 100 de la recette brute pour des recettes s'élevant de 16 000 à 20 000 francs, avec fixation d'un maximum. Un décret du bey en date du 22 mai 1894 a transféré au gouvernement français le droit de rachat des lignes qu'il garantit moyennant une annuité égale au produit net moyen à servir jusqu'en mai 1976. Plus tard, la ligne de Tunis-Bizerte, à voie normale, vint se souder à la première, mais elle fit partie du *réseau tunisien* qui comprend également toutes les lignes à voie étroite mettant Tunis en communication avec Nabeul et Menzel-Bou-Zelfa, avec Sousse et Moknine, avec Kairouan, avec Zaghouan et Pont-du-Fahs, avec les centres agricoles du Mornag.

Ce réseau a fait l'objet de deux conventions passées entre l'État tunisien et la Compagnie Bône-Guelma, stipulant, au profit de cette dernière, une concession de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 29 décembre 1880. La construction des lignes fut exécutée par elle aux frais de l'État tunisien moyennant un prix forfaitaire de 23 500 000 francs, à charge par la compagnie de constituer une réserve avec les économies réalisées sur le forfait, pour parer aux dépenses de travaux complémentaires. Les insuffisances d'exploitation sont supportées par la compagnie, mais les excédents sont d'abord affectés à lui rembourser les insuffisances supportées par elle, avec intérêt simple à 4, 60 pour 100. Ce remboursement une fois fait, l'excédent des recettes brutes doit être versé à l'État jusqu'à concurrence du montant de l'intérêt à 4, 60 pour 100 du capital de premier établissement. Ces prélèvements faits, s'il reste encore un excédent, celui-ci doit être partagé par parts égales entre le gouvernement tunisien et la compagnie. Les conditions de rachat de toutes les lignes sont prévues et réglées. C'est également la Compagnie Bône-Guelma qui exploite le tronçon de 34 kilomètres reliant Tunis à La Goulette et à La Marsa. Elle l'a acquise de la Compagnie italienne Rubattino, après entente avec le gouvernement tunisien, au prix de 7 500 000 francs et doit en assurer l'exploitation jusqu'au 7 mai 1976 en vertu d'un décret beylical du 16 octobre 1898.

Dans le sud de la Régence il n'y a que la voie ferrée reliant au port de Sfax l'oasis de Gafsa et les gisements de phosphates du Metlaoui. D'une longueur totale de 250 kilomètres, cette ligne a été construite sans subventions ni garanties par la compagnie concessionnaire qui en assume l'exploitation pour une période de 60 années.

Au total, 927 kilomètres de chemins de fer sont exploités par deux

(1) Cette concession fut accordée à la Société des Batignolles, à laquelle fut substituée la Compagnie Bône-Guelma après approbation du gouvernement tunisien (14 août 1877).

compagnies. Les études nécessaires à la prolongation des réseaux, d'une part vers Le Kef et de l'autre vers Tozeur, sont achevées et vont permettre le très prochain accroissement de ces voies ferrées.

Deux budgets sont intéressés dans l'exploitation des chemins de fer tunisiens : celui de la France et celui de la Tunisie. Le premier a dû verser, en 1898, 1 712 593 francs pour parer à l'insuffisance des recettes sur le réseau garanti, et on ne peut prévoir avant longtemps un allègement à cette contribution annuelle. Le second n'a aucun versement à faire à la Compagnie Bône-Guelma, qui est autorisée à prélever sur ses réserves les insuffisances de recettes. Ces prélèvements s'élèvent actuellement à 450 000 francs. Cette somme sera remboursée dans un délai de quatre à cinq ans, car, dès cette année, le réseau tunisien a donné des excédents de recettes; à partir de 1905, le gouvernement tunisien pourra commencer à toucher une partie de l'intérêt du capital qu'il a consacré à l'établissement de ses voies ferrées.

Tels sont, en résumé, les résultats financiers, au point de vue de l'État, de l'exploitation des chemins de fer tunisiens, garantis ou non, exception faite pour la ligne de Sfax-Gafsa, de construction trop récente pour qu'on puisse en apprécier le rendement économique.

Personnel des Travaux publics. — L'administration chargée de la conduite des travaux a dans son ressort, outre le service des ponts et chaussées, celui des mines, du service topographique et celui de la navigation et des pêches maritimes. Elle a été organisée par un décret du 13 septembre 1882, et elle a pour chef un directeur général assisté d'une administration centrale dont l'organisation tient à la fois de celle d'un ministère et de celle d'un bureau d'ingénieur en chef. Le personnel, emprunté aux cadres de la métropole ou recruté sur place, compte un nombre d'agents relativement restreint, pour cette raison qu'un même agent réunit le plus d'attributions possible toutes les fois que les nécessités du service le permettent.

En ce qui concerne les ponts et chaussées, le territoire tunisien a été divisé par arrêté du 30 avril 1900 en quatre arrondissements confiés à des ingénieurs dont deux résident à Tunis, et les deux autres à Sousse et à Sfax. Les travaux sont exécutés par paiement direct sur les fonds du budget, par prestation et par concession. Ce dernier mode a été employé pour les ports de Bizerte, Tunis, Sousse, Sfax, pour la voie ferrée de Sfax-Gafsa, l'adduction d'eau et l'éclairage à Tunis et à La Goulette, la construction des tramways de Tunis. C'est au contraire avec les seules ressources fournies par le budget qu'on a édifié les bâtiments divers destinés aux services publics, tels que la résidence générale, les contrôles civils, le palais de justice, l'hôpital civil, l'hôtel des postes, les abattoirs, les douanes, les marchés, etc. Les fonds ordinaires ou extraordinaires des budgets sont également employés en ports maritimes, en phares, en voies ferrées, en aménagements d'eau et en nombreux travaux municipaux.

Le service des mines a dans ses attributions toutes les questions relatives aux gisements, ainsi que les eaux artésiennes ou thermales. Il délivre des permis de recherches dont la plupart portent sur des gisements de

plomb et de zinc. Ces permis peuvent ensuite être transformés en concessions par un décret beylical. Le service des mines s'occupe aussi du forage des puits artésiens et de la publication d'une carte géologique.

Quant au service topographique, il est spécialement chargé de faciliter l'application de la loi sur l'immatriculation foncière. Il exécute les plans d'immatriculation, suit en outre la triangulation et la rédaction de la carte de la Régence, prête son concours à l'établissement des plans et croquis intéressant le domaine public, le domaine de l'État, les villes et les habous.

Enfin, en l'absence d'un ministre de la Marine, c'est au directeur des Travaux publics qu'incombe le soin de réglementer la navigation et les pêches sur les côtes de la Régence.

RÉGIME ÉCONOMIQUE

Tarif douanier. — Parmi les services qui dépendent de la direction des Finances, un des plus importants est la direction des douanes, spécialement chargée de l'application du régime commercial et de la surveillance du transit aux frontières. Pendant les premières années du protectorat, la besogne des agents consista à faire payer indistinctement 8 pour 100 *ad valorem* sur toutes les marchandises à l'entrée, quelle que fût leur provenance. A la sortie, les produits étaient taxés de manière très diverse et parfois hors de proportion avec leur valeur, rendant ainsi très difficile l'exploitation raisonnée du sol et le développement des richesses économiques. Soixante-trois sortes de marchandises, c'est-à-dire à peu près toutes celles qui pouvaient être exportées, payaient des droits. Les inconvénients de ce régime étaient si évidents que, dès le 3 octobre 1884, au lendemain de sa création, la direction des Finances faisait promulguer un décret relatif à la refonte et à la codification des lois et règlements concernant les douanes et les monopoles de l'État. Divers droits perçus à l'exportation et connus sous le nom de droits de *kataïa* et *giornata* étaient supprimés, ainsi que les droits d'exportation sur les céréales et les légumes secs. Ceux qui pesaient sur l'huile étaient réduits. Les douanes intérieures disparaissaient. En 1885, les produits de la minoterie, les ouvrages en *alfa*, la graine de lin furent admis au bénéfice du nouveau régime. En 1888 et 1889 des décrets permirent également la libre sortie des écorces à tan, de la laine lavée, des amandes, citrons, figues sèches, miel, etc. Enfin en 1890 était autorisée la libre exportation du bétail.

Les effets de ces réformes de détail furent complétés par la loi du 19 juillet 1890 qui permet l'introduction en franchise dans la métropole, mais sous pavillon français, des principaux produits tunisiens : céréales, huiles, vins, etc. Les quantités et les qualités sont, chaque année, désignées par décret du président de la République. — En 1896, une série de conventions commerciales passées avec les puissances européennes annula leurs anciens traités avec la Régence et amena l'établissement du régime douanier actuel, que réglementent les décrets du 2 mai 1898.

A l'exportation il n'y a plus de droits que sur douze sortes de marchandises. La perception se fait sur les 100 kilogrammes, sauf pour les tissus de laine, dont la taxe est perçue *ad valorem*, et pour les vins, sur lesquels elle est perçue à l'unité.

A l'importation, la franchise de tous droits d'entrée est accordée par la Tunisie à la majeure partie des produits de nos grandes industries françaises, tels que les métaux, les fils, les tissus, les machines. En même temps, des droits protecteurs frappent les marchandises similaires d'origine étrangère, de manière à assurer la préférence à l'importation des produits français.

Les décrets du 2 mai 1898 frappent aussi de droits protecteurs pour l'industrie française les marchandises de grande consommation : le sucre et l'alcool que la métropole fournissait jusqu'ici en minime quantité et dont on veut lui assurer la vente exclusive. Une légère taxe de consommation assure l'équilibre financier de la réforme et compense les pertes subies par le Trésor tunisien du fait des avantages consentis à certains produits français. Quant au surplus des importations en provenance de la métropole, elles sont soumises aux taxes établies par le décret du 2 mai 1898, qui constitue un régime de transition appelé à disparaître prochainement pour faire place à la franchise absolue, tant à l'importation qu'à l'exportation, entre la Tunisie et la France.

D'autre part, l'ancien droit de 8 pour 100 *ad valorem* autrefois indistinctement appliqué à l'importation, quelle que fût l'origine des marchandises, est supprimé.

Les traités et conventions de toute nature en vigueur entre la France et l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, l'Espagne, la Russie, la Suisse, la Suède, la Norvège, la Belgique, les Pays-Bas et la Grèce sont étendus à la Tunisie. Il en est de même pour la Grande-Bretagne, à la différence près que les cotonnades originaires des possessions britanniques ne peuvent être frappées d'un droit d'importation supérieur à 5 pour 100 de leur valeur. Cette clause de faveur restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1912. Une convention spéciale passée entre la France et l'Italie stipule pour cette dernière puissance le régime de la nation la plus favorisée jusqu'au 1^{er} octobre 1905, sans qu'elle puisse prétendre aux avantages concédés par la Tunisie au pays protecteur.

Institutions de crédit. — La Tunisie ne possède aucune institution analogue à la Banque de France, fonctionnant sous le contrôle de l'État et émettant un papier-monnaie garanti par une encaisse métallique. Elle n'a pas davantage d'établissement financier comparable au Crédit foncier de France et permettant aux propriétaires d'immeubles urbains ou ruraux de contracter des emprunts à un taux modéré avec facilités de remboursement. En dehors d'un certain nombre de banques particulières, derniers vestiges de l'état de choses antérieur au protectorat, on ne trouve en Tunisie que les succursales de deux ou trois sociétés financières importantes, ayant leur siège social en France ou en Algérie. Tels sont le Comptoir d'escompte de Paris, le Crédit foncier et agricole d'Algérie, la Compagnie algérienne, la Banque de Tunisie, cette

dernière ayant toutefois son siège social à Tunis. Ces diverses institutions de crédit sont d'ordre à peu près exclusivement commercial, ne pratiquent guère que les opérations ordinaires d'escompte, recouvrements, prêts à court terme et font rarement des prêts à longue échéance. En outre, elles éprouvent de sérieuses difficultés pour le réescompte du papier qu'elles ont en portefeuille. Pour obvier à ce dernier inconvénient, la conférence consultative demanda le 23 avril 1892 qu'une succursale de la Banque de France fût créée en Tunisie. Il ne fut pas donné suite à ce vœu, mais l'on put constater, dès 1893, une tendance à la baisse du taux de l'intérêt, par suite de la concurrence que se faisaient entre eux les grands établissements de crédit.

Si la situation du commerce ne paraissait pas exiger la création immédiate de nouvelles institutions de crédit, en revanche on pouvait constater que les agriculteurs n'avaient d'autre moyen pour se procurer de l'argent que d'engager leurs propriétés. Aussi la conférence consultative, dans sa session d'avril-mai 1897, discuta longuement la question de savoir si la création d'une institution de Crédit foncier, fonctionnant sous le contrôle de l'Etat, était d'utilité immédiate ou s'il convenait, au contraire, d'étendre simplement aux banques locales qui en feraient la demande le bénéfice de la législation particulière pour la rapide réalisation du gage. Aucune solution n'est intervenue; mais en matière de crédit agricole proprement dit, c'est-à-dire en matière de prêts sur récoltes, vins, huiles, etc., un décret en date du 19 août 1900 vient de stipuler « que les récoltes détachées ou non, les produits industriels résultant de l'exploitation agricole tels que l'huile, le vin, l'alcool peuvent faire l'objet d'un nantissement sans être mis en la possession du créancier ou d'un tiers ». Ce texte réalise un progrès sur l'article 2076 du Code civil français en ce qu'il substitue la publicité du contrat de prêt sur gage à la détention. Diverses mesures sont prévues par le même décret pour sauvegarder les droits du prêteur. En attendant qu'un établissement spécial de crédit foncier et agricole adapté aux besoins du pays s'installe dans la Régence, ce décret permet aux agriculteurs de trouver, dans les diverses banques locales, l'aide qui leur est parfois nécessaire sans qu'ils soient obligés d'engager leur propriété.

Enfin il est bon de signaler que, s'appuyant sur l'article 3 de la loi du 30 janvier 1900, portant prorogation de son privilège, la banque d'Algérie va installer à Tunis une succursale, sans avoir cependant ni privilège spécial ni monopole d'aucune sorte.

Intérêt de l'argent. — Telles sont les conditions actuelles du crédit en Tunisie. A défaut de stipulations contraires, la loi française sur le maximum du taux de l'intérêt, tant au point de vue civil qu'au point de vue commercial, est applicable ici; mais aucune loi sur l'usure n'ayant été encore promulguée, les contrats faisant mention d'un prêt à 10, 12, 15 pour 100 et même au delà sont valables devant les tribunaux. Toutefois ces prêts usuraires constituent actuellement l'exception. Les établissements financiers font l'escompte à 6 et 7 pour 100, et les prêts hypothécaires ne dépassent guère ce taux.

Poids et mesures. — Un décret du 12 janvier 1895 a prescrit l'emploi exclusif du système métrique en Tunisie, en ce qui concerne les poids, les mesures de longueur et les mesures de volume. Il n'est rien innové en ce qui concerne les mesures agraires et de capacité actuellement en usage dans la Régence et qui continueront à être employées. On trouvera ci-dessous un tableau complet des anciens poids et mesures en usage dans la Régence.

Poids.

Désignation des poids.	Nombre d'onces.	Poids en grammes.	Observations.
Quintal tunisien. (100 rotolos attari)	1 600	50 392,4000	Soit un peu plus d'un 1/2 quintal métrique.
Rotolo khodari	20	629,9050	Sert au pesage du charbon, bois, légumes verts.
— souki	18	566,9145	Pesage des denrées alimentaires.
— backali	17	535,4192	En usage à Sousse seulement.
— attari	16	503,9240	Poids usuel du commerce.
Once	1	31,4952	Unité de poids.
Metkal (24 nouayas)	0,15	4,7242	Unité de poids pour l'or.
Nouaya	1/160	0,1968	Unité de poids pour les monnaies.
Kamha 1/4 de nouaya	1/640	0,0492	Unité de poids pour les diamants.

Mesures de superficie.

Méchia (140 à 192 mradjas) . . .	875 à 1 280 ares.	Les Européens comptent 10 hectares par méchia.
Mradja	6,25 ares.	

Mesures de longueur.

	Valeur en mètres.	
Mille (3 000 pics ou dra arabes) . . .	1 479,000	Mesure itinéraire.
Grand pic	0,683	Mesurage des draps et lainages.
Pic turc	0,644	— toiles, flanelles, soieries.
Pic arabe	0,493	— étoffes de coton et terrains.
Palme	0,181	— verre et marbre.

Mesures de capacité.

Désignation des mesures.	Nombre de saas.	
Caffis (16 ouïbas) . . .	192	Le caffis varie dans chaque localité. Dans les transactions commerciales avec les Européens, il est évalué à 520 litres. Le caffis dit de Tunis qui sert aux perceptions d'impôt est de 640 litres.
Ouïba	12	
Saa	1	

Mesures pour l'huile.

Désignation des mesures.	Nombre de saas.	
Métal (2 kollas)	16	La capacité du métal varie dans chaque
Kolla	8	centre de production d'huile. Les métaux
Saa	1	les plus usités sont les suivants :
		El-Djem. 31,0720
		Ksour-Sef. 31,5220
		Sfax. 29,9266
		Mehdia. 28,4336
		Soliman 27,3204
		Sousse 25,9180
		Hammamet, Tabourba, Zaghouan. 24,8048
		Tunis. 20,2080

Monnaies. — Par décret du 1^{er} juillet 1891, le franc est devenu l'unité monétaire de la Régence, et son emploi a été rendu obligatoire dans les actes notariés et jugements des tribunaux indigènes par décret du 31 août 1892. Les monnaies tunisiennes sont frappées à l'hôtel des Monnaies de Paris. D'un côté sont gravés des caractères arabes et de l'autre, en français, les mots Tunisie avec le millésime et l'indication de la valeur. Il a été frappé des pièces d'or de 20 et 10 francs; des pièces d'argent de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et des pièces de bronze de 10; 5, 2 et 1 centimes.

Les monnaies d'or de l'Union latine de 10 et 20 fr. circulent librement en Tunisie ainsi que les pièces de 5 francs en argent. Les monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère y sont prohibées.

Il n'est pas sans intérêt de connaître le tableau de différentes monnaies en usage dans la Régence avant la réforme de 1891.

Trois décrets du 11 sfar 1292 (octobre 1855), complétés en 1858 et 1872, ont ordonné les émissions de monnaies.

Désignation des pièces.	Valeur en francs.	Désignation des pièces.	Valeur en francs.
<i>Or.</i>		<i>Argent.</i>	
100 piastres.	61,02	5 piastres.	3,05
50 —	30,51	4 —	2,26
25 —	15,25	3 —	1,70
10 —	6,10	2 —	1,13
5 —	3,05	1 —	0,57
		1/2 —	0,28

Cuivre.

- 2 caroubes (1/8 piastre).
- 1 caroube.
- 1 aspre 1/2 (1/2 caroube).

Gaston LOTH.

VILLES PRINCIPALES ⁽¹⁾

TUNISIE DU NORD

Tunis, capitale de la Régence, située par 36° 47' 39'' de latitude nord et 7° 51' de longitude est, à 10 kilomètres de la mer, sur les bords d'une lagune peu profonde, la Bahira ou petite mer, qui la sépare du golfe de Carthage. La population, composée d'éléments très divers, n'a jamais été recensée exactement. On l'évalue à 200 000 habitants environ, dont 100 000 musulmans, 50 000 israélites tunisiens, 8 000 Français, 35 000 Italiens (2), 5 000 Maltais, 500 Grecs, 1 000 Levantins, Syriens, etc. Sans offrir au touriste le splendide panorama d'Alger, la ville arabe de Tunis, mol-

(1) L'administration évalue l'ensemble de la population de la Tunisie à 1 500 000 habitants; mais ce chiffre paraît trop faible, et celui de 1 800 000 est généralement accepté comme plus exact.

Les étrangers sont au nombre de 82 600. L'élément italien s'accroît rapidement, surtout dans la population rurale : il compte aujourd'hui plus de 67 000 immigrants. Les Maltais sont au nombre de 12 000. Les Français (civils) sont en progrès : 25 000; les troupes forment un effectif de 10 000 hommes (Voir page 433).

La population indigène comprend approximativement 1 500 000 musulmans et 60 000 israélites, en tout 1 560 000 individus.

Cette population, indigène ou européenne, est concentrée, pour les trois quarts, dans les villes principales, qui se succèdent sur le littoral, et dans quelques centres de l'intérieur.

Population des villes. Contrôle ou province de Tunis : *Tunis*, 200 000 hab. (Voir ci-dessus); *La Goulette*, 5 000 hab.; *Zaghouan*, 2 100 hab.

Contrôle de Béja : *Béja*, 12 000 hab.

Contrôle de Sousse : *Sousse*, 25 000 hab., dont 5 000 Européens; *Monastir*, 8 000 hab., dont 300 Européens; *Mehdia*, 6 000 hab.

Contrôle de Grombalia : *Nabeul*, 7 000 hab.; *Hammamet*, 6 000 hab.

Contrôle de Sfax : *Sfax*, 45 000 hab.

Contrôle de Gabès : *Gabès*, 10 000 hab.; *Djerba*, 44 000 hab.

Contrôle de Gafsa : *Gafsa*, 5 000 hab.; trois oasis : *Tozeur*, 15 000 hab.; *El Oudiane*, 6 000 hab.; *Nefta*, 10 000 hab.

Contrôle de Kairouan : *Kairouan*, 20 000 hab.

Contrôles de Thala et de Maktar : ? hab.

Contrôle du Kef : *El Kef*, 6 000 hab.; *Téboursouk*, 2 400 hab.

Contrôle de Souk-el-Arba : *Souk-el-Arba*, 1 500 hab.

Contrôle de Bizerte : *Bizerte*, 20 000 hab.; *Mateur*, 2 000 hab.

(2) 43 500 Italiens ont fait leur déclaration de séjour à Tunis de mai 1898 à janvier 1901. Déduction faite des décédés et des départs pendant cette période, on peut évaluer au moins à 35 000 ceux qui résident actuellement à Tunis.

lement étendue sur une colline aux faibles ondulations, charme les yeux par son caractère nettement oriental.

« De cette grande tache de maisons pâles surgissent les dômes des mosquées et les clochers des minarets. A peine distingue-t-on, à peine imagine-t-on que ce sont là des maisons, tant cette plaque blanche est compacte, continue, rampante. Autour d'elle, trois lacs qui, sous le dur soleil d'Orient, brillent comme des plaines d'acier. Au nord, au loin, la Sebkha-Errouan; à l'ouest, la Sebkha-Seldjoui, aperçue au-dessus de la ville; au sud le grand lac Bahira, puis en remontant vers le nord, la mer, le golfe profond, pareil lui-même à un lac dans son cadre éloigné de montagnes. Par un jour de plein soleil, la vue de cette ville couchée entre ces lacs est la plus saisissante et la plus attachante peut-être qu'on puisse trouver sur le bord du continent africain. » (Guy de Maupassant, *La Vie errante*.)

La cité indigène est partagée en quatre quartiers distincts : d'abord la *Medina* avec ses mosquées et ses medersas, ses palais et ses rues voûtées, sa paisible population de talebs et d'ulémas, de commerçants, de fonctionnaires et de rentiers, puis la *harat*, sorte de ghetto où grouille la foule misérable des juifs tunisiens. Impossible de se faire une idée de ce labyrinthe de ruelles étroites où circule le plus extraordinaire mélange de types humains qu'il soit possible de rêver. Les *rues de l'Église* et de *la Kasbah* sont les deux artères principales sur lesquelles viennent s'embrancher d'innombrables et tortueux passages, tantôt bordés, comme le *Souk-el-Hout*, de maisons basses avec une simple porte sans fenêtres, tantôt comme la *rue du Pacha*, s'allongeant entre des édifices plus élevés percés d'ouvertures protégées par de forts grillages. Partout de sombres et étroites impasses, des arceaux jetés d'un bord à l'autre des ruelles, des colonnades soutenant des constructions lourdes et massives. Aucun plan n'a été suivi dans la construction de la ville indigène; elle s'est développée au gré du caprice de ses habitants. Une grande avenue circulaire sépare le centre de la ville indigène des faubourgs de Bab-el-Djazira et de Bab-Souika. C'est dans ce dernier quartier, près de la mosquée du *Sahab-et-Taba* (garde des sceaux), sur la *place Halfaouine* et dans les rues avoisinantes que les indigènes musulmans organisent les réjouissances habituelles du mois de *rhamadan*. Les monuments les plus intéressants sont les mosquées dont la principale est la *Djamâa-az-Zitouna* (mosquée de l'Olivier), siège d'une université musulmane fréquentée par plusieurs centaines d'étudiants. A citer également le minaret octogonal de la mosquée de *Sidi-ben-Arous* et les coupoles de la mosquée de *Sidi-Mahrez*. Bien d'autres édifices tels que le *Tourbet-el-Bey* (tombeau des Beys) et l'ensemble des constructions encadrant la place et le *square du Dar-el-Bey*, sollicitent également l'attention du visiteur, sans compter les *souks*, c'est-à-dire les rues voûtées où se débitent les parfums, où l'on brode les merveilleuses étoffes et les riches harnachements, où l'on fabrique les lourds bijoux dont se parent les femmes indigènes. « Chaque corporation a sa rue, et l'on voit tout le long de la galerie, séparés par une simple cloison, tous les ouvriers du même métier travailler avec les mêmes gestes. L'animation, la couleur, la gaieté de ces marchés orien-

Tunis. Vue générale.

taux ne sont point possibles à décrire, car il faudrait en même temps en exprimer l'éblouissement, le bruit et le mouvement. Quand le soir vient, tout le quartier des souks est clos par de lourdes portes à l'entrée des galeries, comme une ville précieuse enfermée dans l'autre. » (Guy de Maupassant, *La Vie errante*.)

De la porte de France aux rives de la Bahira s'étend une immense plaine marécageuse, que traversaient seuls autrefois les égouts à ciel ouvert, répandant dans l'atmosphère leurs exhalaisons fétides. Le quartier

Tunis. La porte de France.

neuf de Tunis est entièrement construit sur ces vases peu à peu solidifiées. Les rues généralement assez larges et plantées d'essences à feuillage persistant se coupent toutes à angle droit. La principale artère, longue de plus de 700 mètres, assure les communications de la vieille ville et du port. La partie haute, connue sous le nom d'*avenue de France*, est le centre des affaires et du mouvement. Avec ses grands magasins, ses cafés et brasseries, ses hautes maisons à arcades, ce coin de Tunis est aussi vivant qu'une grande ville d'Europe. L'*avenue de la Marine* lui fait suite et allonge vers les rives du lac ses quatre rangées de ficus. Tout au fond un square très coquet, où se dresse le monument élevé à la gloire de Jules Ferry. Sur les *avenues de Paris* et de *Carthage* s'alignent de grandes maisons de rapport dépourvues de tout caractère pittoresque. La *place de Rome*, la *rue d'Italie*, la *rue Es-Sadikia* sont aussi bordées de

beaux magasins. Peu de monuments dans ce nouveau quartier. De la résidence générale, située au cœur de la ville, on ne peut guère

Tunis. Mosquée de Sidi Mahrez. — Phot. Albert.

mentionner que le jardin. Une cathédrale de style composite s'élève en face de l'habitation du représentant de la France. Plus loin, l'hôtel des postes, monument d'un bel aspect quoique un peu massif. Une sorte de

quartier administratif s'élève dans le voisinage de la kasbah, à la limite de la ville indigène. C'est là qu'ont été construits le *collège Sadiki*, petit bijou d'architecture arabe, le palais de justice, également édifié dans le genre mauresque, enfin l'hôpital français, situé hors des murs sur un plateau bien aéré. Un parc de 100 hectares sur la colline du Belvédère, à 1 kilomètre de la ville. Des tramways électriques y conduisent les promeneurs. Plus loin se trouve le jardin d'essais, où d'immenses pépinières fournissent chaque année aux colons des plantes de toute nature. Sur la lisière du jardin est bâtie l'*école coloniale d'agriculture*. Du Belvédère on domine les bassins creusés dans les boues du lac pour les besoins du commerce. Tunis est, en effet, devenue un port le 28 mai 1893, date à laquelle

L'escalier des lions au Bardo. — Phot. Garrigues.

fut inauguré un bassin d'opérations de 300 mètres de large sur 400 mètres de long, creusé à 6^m,50 de profondeur. Ce bassin est relié à la haute mer par un canal de 10 kilomètres de longueur et 6^m,50 de profondeur. Les quais, établis en maçonnerie et pavés en bois, ont une longueur de 600 mètres; ils sont sillonnés de voies ferrées et bordés de hangars.

Le port de commerce de Tunis est le plus important de toute la Régence. En 1899, le nombre des passagers a été d'environ 65 000, et les exportations ou importations se sont élevées à 272 000 tonnes, représentant un mouvement de plus de 3 000 navires. A l'entrée, on trouve des céréales de toute nature, farines et semoules, vins et spiritueux, fers, houilles, tissus de coton et toiles; à la sortie, du blé et de l'orge, des huiles d'olive et de grignons, des vins, des minerais. Les importations du port de Tunis ont doublé de valeur de 1893 à 1899. Les exportations ont oscillé sans tendance marquée.

Tunis est la résidence du représentant du gouvernement de la République dans la Régence, du général commandant la division d'occupation, de l'archevêque de Carthage, primat d'Afrique. Les directions des Finances,

de l'Enseignement public, des Postes et Télégraphes, de l'Agriculture et du Commerce, des Travaux publics, des Antiquités et Arts y sont également réunies. Tunis possède un tribunal civil, un lycée et un groupe d'établissements affectés à l'enseignement indigène.

Le Bardo, à 3 kilomètres à peine de Tunis, était relié à cette ville par un petit chemin de fer remplacé par un tramway courant sur une route bordée de beaux arbres et de nombreuses villas. Le Bardo con-

Ancien canal de La Goulette. — Phot. Albert.

sistait autrefois en un amas de palais autour desquels s'étaient groupées les habitations de la domesticité des beys et des seigneurs de la cour. Déjà sous la dynastie des Hafsides c'était un lieu de plaisance pour les souverains tunisiens; il devint en même temps un refuge quand on l'eut entouré d'épaisses murailles et pourvu d'une garnison. Les beys de la famille husseinite y firent édifier de nouvelles constructions tantôt dans le goût italien, tantôt dans le genre arabe. Faute d'entretien, un grand nombre de ces bâtiments étaient tombés en ruine. Le gouvernement du protectorat les fit démolir, ne conservant que les parties présentant un intérêt artistique, telles que la mosquée, et le palais proprement dit avec la fameuse cour des lions, la salle du trône, la salle de justice et la partie aux marbres ouvragés. L'ancien harem est devenu le musée Alaoui,

qui renferme, avec un grand nombre de chefs-d'œuvre de la sculpture antique, une magnifique collection de mosaïques romaines.

La Goulette (en arabe *Halk el Oued*), située sur cette étroite langue de terre qui sépare le lac Bahira de la Méditerranée, au point où aboutit le canal de Tunis à la mer. Population sédentaire, 5 000 habitants, en majorité israélites ou pêcheurs italiens; environ 500 Français. Deux petits bassins de 4 et 6 hectares de superficie et d'une profondeur de 2^m,50 à 3^m,50 abritent encore une nombreuse flottille de bateaux de pêche, mais les grands paquebots ne font plus que passer devant ses murs pour se rendre directement à la capitale de la Régence. Son doux climat et ses belles plages ont pourtant sauvé La Goulette d'une ruine complète. En été, plus de 15 000 habitants se pressent dans les villas qui avoisinent la petite ville. *La Goulette neuve*, *Kheir Eddine*, *Le Kram*, avec leurs coquettes habitations et leurs jardins embaumés, prolongent la vieille ville du côté de Carthage, dessinant le long de la mer une immense ligne blanche qui forme un saisissant contraste avec le bleu profond des eaux.

Carthage. — Cet isthme étroit où pullule la vie se détache de la colline que Carthage couvrait autrefois de ses hautes maisons. Leurs débris sont presque partout ensevelis sous une épaisse couche de terre. Ça et là cependant les patientes recherches du P. Delattre et de M. Paul Gauckler ont mis à jour de curieux spécimens d'habitations romaines et byzantines, des ruines de basiliques, des sarcophages entièrement conservés. Le mobilier des anciens cimetières a pris place dans les salles du musée de Saint-Louis, où se trouve réunie une collection unique d'objets d'art phéniciens. Ils sont là sous la garde des pères blancs du cardinal Lavigerie, qui a fait élever sur le sommet de Byrsa une cathédrale bâtie dans le genre oriental. De tous les points de l'horizon, on aperçoit sa masse énorme, dominant les bâtiments du séminaire et la petite chapelle érigée en l'honneur de Louis IX. Plus loin, accrochés aux flancs du promontoire qui ferme vers l'ouest le golfe de Tunis, s'égrenent les cubes blancs de *Sidi-bou-Saïd*, uniquement peuplés de riches musulmans, qui se partagent entre cette station et *La Marsa*, à 2 kilomètres plus loin sur une baie ouverte à la brise rafraîchissante du nord-ouest. Séjour ordinaire du bey et résidence d'été du ministre de France, *La Marsa*, enfouie dans la verdure, est un des coins les plus pittoresques de Tunisie. Tout cet ensemble de petites agglomérations voisines de La Goulette est rattaché à cette ville et à Tunis par un chemin de fer autrefois exploité par la Compagnie italienne Rubattino, racheté le 29 juillet 1898 par la Compagnie française Bône-Guelma. La longueur de cette voie ferrée est de 30 kilomètres seulement, mais telle est l'intensité du mouvement entre Tunis et La Goulette-La Marsa que plus d'un million de voyageurs sont transportés annuellement par la compagnie en 1899.

Hamman-Lif, à 17 kilomètres de Tunis, sur le chemin de fer qui mène à Sousse et au cap Bon, est une charmante station balnéaire au pied du Bou-Kournine, le long d'une plage bordée de villas. Les eaux

Ancien port de Carthage. — Phot. Neurdein.

thermales d'Hammam-Lif, d'une température de 46 à 49°, attirent un grand nombre de baigneurs pendant l'hiver, mais c'est surtout en été que la population s'accroît par l'afflux des Tunisiens fuyant la lourde atmosphère des villes de l'intérieur. Un casino a été construit ainsi qu'un établissement thermal, aménagé avec tout le confort moderne.

Zaghouan, rattachée au contrôle civil de Tunis, est le siège d'un caïdat et le point terminus d'une voie ferrée de 55 kilomètres. Bâtie au pied de la montagne, la ville, peuplée de 2 000 indigènes et d'une centaine

Cathédrale de Carthage. — Phot. Neurdein.

de Français, est entourée de jardins qui offrent au printemps le charmant spectacle de leurs arbres fruitiers couverts d'une neige de fleurs. L'abondance des eaux permet d'actionner un certain nombre de moulins arabes. Aux environs, les ruines romaines sont nombreuses. La plus fameuse est le Temple des eaux, construit pour abriter la source qui alimentait autrefois Carthage et dont on use encore aujourd'hui pour Tunis et sa banlieue.

Béja, à 120 kilomètres à l'ouest de Tunis, est reliée par un embranchement de 13 kilomètres à Pont-de-Trajan, station du chemin de fer d'Algérie, sur la Medjerda, à 107 kilomètres de Tunis. Population, 12 000 habitants, dont 300 Français. Construite sur une colline aux pentes

abruptes, la ville indigène est dominée par la kasbah. Une ligne de remparts flanqués de tours massives enserre complètement le dédale de ses rues tortueuses et étroites, vrais sentiers de chèvres entre des maisons basses. Quatre portes principales permettent de pénétrer dans Béja. Du haut de la kasbah on aperçoit le quartier européen groupé autour de la gare. Plus loin l'immense plaine où mûrissent les céréales qui font de Béja le premier marché de grains de la Régence. Chef-lieu d'un contrôle civil, Béja est appelée à devenir un centre important de colonisation.

Souk-el-Arba (en arabe le *Marché du dimanche*), à 156 kilomètres à l'ouest de Tunis. Chef-lieu d'un contrôle civil et station de la vallée de la Medjerda au point de croisement des routes de Tabarca, Aïn Drakam, Le Kef avec la voie ferrée qui mène en Algérie. Population actuelle, 1 500 habitants environ en majorité européens. Les Français sont au nombre de 400. Cette petite cité, construite en plaine, est d'allure assez coquette. Son développement est rapide bien que ce soit un des points les plus chauds du nord de la Tunisie. Le marché de Souk-el-Arba est très important surtout au moment de la récolte des céréales.

Bizerte. — En arabe *Benzert* (la fille de la Syrte), ville maritime, chef-lieu d'un contrôle civil et d'une subdivision militaire, à 60 kilomètres au N.-O. de Tunis par la route, à 95 kilomètres par la voie ferrée. La population est d'environ 20 000 habitants, dont 2 000 à 3 000 Français, 4 500 Européens, 8 500 indigènes, et environ 5 000 hommes de troupe. L'élément européen augmente avec rapidité.

La ville est bâtie sur les pentes d'une colline d'où l'on découvre tout à la fois le golfe et la nappe bleue d'un lac qui s'enfonce à 15 kilomètres dans l'intérieur des terres. Un étroit goulet, bordé de maisons, assurait autrefois les communications du lac et de la mer. Il a été comblé et remplacé par un canal de 100 mètres de large ouvert à travers l'isthme de sable de 1 kilomètre qui obstruait le passage. La destruction du pont du vieux canal a enlevé son caractère oriental au quartier indigène qu'on avait si justement surnommé « la Petite Venise ».

Néanmoins, la Bizerte arabe avec son enceinte à peu près intacte, ses minarets, sa kasbah assise sur le bord de l'eau, la blancheur de ses édifices, conserve encore un aspect très pittoresque. L'industrie indigène n'existe plus guère que pour les besoins locaux.

Dans le quartier européen s'élèvent les bâtiments administratifs, contrôle civil, douanes, postes et télégraphes, écoles publiques, quelques habitations particulières, tout cela épars çà et là sur un damier à l'américaine, dont les espaces vides se remplissent rapidement. Le quartier de plaisance est le faubourg de Bijouville, peuplé de villas habitées par des fonctionnaires et des officiers.

Une compagnie française a créé à Bizerte un port de commerce muni de tout l'outillage moderne. Constituée par décret beylical du 11 mai 1890, elle a ouvert un canal d'accès de la mer au lac, protégé du côté du large par deux jetées de pleine eau, d'une longueur respective de 1 000 mètres

et de 950 mètres. Des appontements, quais ou wharfs, sur une longueur de 200 mètres, des grues et divers engins de manutention ont été établis dans une partie du chenal, où la largeur fut augmentée de manière à permettre l'accostage d'au moins deux navires. Cinq feux de ports guident les navires. Cet outillage fut complété par des terre-pleins, hangars, bureaux, voies ferrées, un bac à vapeur, etc. En échange, la compagnie obtint une concession d'exploitation du port pour soixante-quinze ans et une subvention de 6 millions de francs, la propriété des terrains conquis par suite des travaux du port, enfin le droit exclusif d'exploiter les deux pêcheries du lac de Bizerte et de Tindja. Le port de commerce, ne pouvant être maintenu dans le chenal, va être déplacé, et les installations nouvelles seront faites soit dans la baie de *Sebra*, c'est-à-dire dans le lac, soit à la *Ksiba*, à l'abri de la jetée nord. Le mouvement commercial du port de Bizerte s'est élevé, en 1899, à 37 000 tonnes à l'entrée et à 8 000 tonnes environ à la sortie. Il est alimenté à l'exportation par le blé et l'orge, quelques tonnes de minerais des Mogods, et surtout par les expéditions de poisson frais ou en conserve provenant des pêcheries du lac. A l'importation, on trouve des farines et semoules, vins et spiritueux, chaux et ciments, houille. Ce mouvement commercial tend à s'accroître à mesure que Bizerte devient un port de ravitaillement pour les navires allant de Gibraltar à Port-Saïd. Vivres frais, bœufs, poisson, légumes y abondent, ce qui lui donne une grande supériorité sur Malte. Une vingtaine de grands paquebots s'y sont arrêtés pour charbonner en 1899. Trente-deux navires y sont également entrés en relâche forcée.

En même temps les ministères de la Guerre et de la Marine se sont préoccupés d'assurer solidement la défense d'un point qui commande l'entrée d'un lac où peuvent évoluer sans crainte les plus gros cuirassés.

Une défense mobile constituée par une quinzaine de torpilleurs, avisos et garde-côtes, a été établie à proximité du canal, dans une anse bien abritée dite la *Baie sans Nom*. Les deux rives du canal sont elles-mêmes reliées par un pont transbordeur. Enfin des forts et des redoutes, couronnant la ligne des hauteurs, défendent les approches du côté de la mer. Ces moyens ont été reconnus insuffisants, et tout un plan de travaux nouveaux est en pleine exécution. L'élargissement du canal à 200 mètres et le remplacement du transbordeur par un tunnel assurant la permanence des communications, la construction d'une immense digue de pleine eau perpendiculaire à la jetée nord, l'augmentation du nombre des unités navales, la construction de nouvelles batteries munies de canons à tir rapide, enfin la permanence d'une forte garnison sous les ordres d'un général, et la création d'une préfecture maritime feront de Bizerte une place forte de premier ordre.

L'arsenal indispensable à tout cet organisme est à *Ferryville* (Sidi-Abdallah), à l'extrémité sud du lac, à 15 kilomètres dans l'intérieur des terres. Des ateliers de réparation pour les gros cuirassés, des bassins de radoub y sont en voie d'achèvement. En cet endroit encore désert il y a deux ans à peine, plus de cinq mille Européens vivent agglomérés. Déjà une ligne de chemin de fer raccorde l'arsenal et la cité naissante à

Le vieux port de Bizerte. — Phot. Neurdein.

la voie ferrée de Tunis à Bizerte. Dans quelques mois, la flotte française trouvera là un refuge assuré.

Le Kef (*El Kef*, le rocher), à 175 kilomètres de Tunis, accrochée à la montagne du Dyr, vieille forteresse qui commandait les routes d'Algérie avant la construction du chemin de fer de la Medjerda. Population, 6 000 habitants, presque tous indigènes. Siège d'un contrôle civil où l'on ne compte guère plus de 400 à 500 Français, Le Kef présente l'aspect ordinaire des villes arabes construites en montagne. Elle est défendue par une kasbah et entourée d'une enceinte fortifiée, aujourd'hui sans valeur. A l'intérieur de la ville, c'est toujours l'inextricable fouillis de ruelles serpentant entre des cubes blanchis à la chaux. Quelques bâtiments administratifs et un petit nombre de maisons européennes donnent à certains quartiers une physionomie plus moderne. Pas d'industrie spéciale.

Hammamet, située dans le golfe du même nom, à 65 kilomètres à l'est de Tunis, par le chemin de fer. Population, 6 000 habitants, dont une cinquantaine de Français. « La mer vient baigner les murs de la ville du côté de l'est; vers le nord et le nord-ouest, s'étendent de vastes cimetières ombragés par de vieux arbres que le sable envahit chaque jour davantage, car il assiège Hammamet de tous les côtés. La ville, dans son enceinte fortifiée, contraste par la blancheur de ses murs avec l'azur des flots. Quelques barques de pêche ou de commerce se balancent dans la baie; les jardins sont remplis d'arbres odorants. »

Grand marché d'oranges, mandarines, citrons et grenades. Fabrication d'essence de rose et de jasmin.

Nabeul, à 75 kilomètres de Tunis, par voie ferrée, n'est éloignée de la mer que de 1 kilomètre environ. Population, 7 000 habitants, dont une centaine français. Très nombreuse colonie israélite. Avec sa ceinture de jardins plantés d'orangers, citronniers, mandariniers, grenadiers et cédratiers, Nabeul offre le coup d'œil d'une charmante petite ville indigène. En outre, l'industrie y est prospère. On y fabrique des tissus, des nattes de jonc et surtout des poteries expédiées dans toute la Régence, en Algérie et en Tripolitaine. Un industriel français a réussi à obtenir des potiers de Nabeul l'emploi de procédés modernes permettant une fabrication plus soignée, mais conservant les vieux modèles et les traditions anciennes. Nabeul fournit la plus grande partie de l'eau et de l'essence de fleurs d'oranger consommées dans la Régence.

TUNISIE CENTRALE ET SAHEL

Sousse, principale ville du Sahel tunisien, à 150 kilomètres de Tunis par le chemin de fer, au fond d'une baie largement ouverte que l'art des ingénieurs a transformée en un port très sûr. Population, 25 000 habitants, dont 1 200 Français et 5 000 Européens. Chef-lieu d'un contrôle civil et

Sousse à vol d'oiseau. - Phot. Albert.

d'une subdivision militaire. Siège d'un tribunal civil. Musée d'antiquités phéniciennes et romaines. Bâtie en amphithéâtre sur une colline qui regarde la mer, complètement entourée par une muraille crénelée, flanquée de tours et de bastions, Sousse offre du large le merveilleux panorama de ses maisons blanches qui descendent en gradins des hauteurs de la kasbah. L'enchantement disparaît quand on pénètre dans la ville. Pourtant, en gravissant les raidillons qui mènent à la ville haute, on rencontre quelques belles constructions arabes. La *grande mosquée*, avec ses plafonds soutenus par des arcades sur pieds-droits, mérite de fixer l'attention. Quant au *Ksar-Er-Rebât*, sorte de château transformé en medersa où vivent quelques étudiants, c'est probablement une ancienne construction byzantine rebâtie au temps des Aghlebites. Le quartier des souks est loin de pouvoir être comparé à celui de Tunis.

En dehors des remparts, le long de la mer, les Européens ont construit une ville nouvelle. De larges avenues, quelques promenades plantées d'arbres, un square où se fait entendre la musique militaire donnent à cette partie de Sousse l'aspect d'une jolie bourgade de France. Respectant la vieille cité indigène, le nouveau quartier s'étend vers le port, inauguré le 25 avril 1899. Le bassin d'opérations, long de 350 mètres, large de 400 mètres et profond de 6^m,50, a une superficie de 14 hectares. Il est protégé contre les vents du large par une grande jetée de 670 mètres de long, qui abrite elle-même deux autres digues de 256 mètres et 658 mètres, laissant entre elles un passage de 70 mètres pour l'entrée des navires. Des quais complètent cet ensemble de travaux. Le long de la mer circulent des voies ferrées. Divers engins de levage sont mis à la disposition des bateaux pour le chargement et le déchargement des marchandises. Cette œuvre a été accomplie par la compagnie concessionnaire du port de Tunis. Sousse étant le débouché naturel de toute la Tunisie du centre, le mouvement des marchandises s'est élevé, dès les premières années, à 84 000 tonnes. Le nombre des passagers a été de 7 000 ou 8 000. On trouve à l'importation des céréales de toute nature, farines et semoules, vins et spiritueux, tissus de coton ; à l'exportation, du blé et de l'orge, des huiles d'olive et de grignons. Ces derniers produits sont manufacturés à Sousse dans de grandes usines installées avec tous les perfectionnements modernes.

Monastir, à 22 kilomètres de Sousse, est un petit port assez actif. La population comprend environ 8 000 indigènes, parmi lesquels vivent 300 Européens et une centaine de Français. Vue de la mer, avec sa grosse tour ronde et ses hautes murailles, Monastir est très pittoresque. De grandes plages de sable fin bordent ses remparts. Les musulmans y enterrent leurs morts, et la plaine apparaît toute parsemée de koubas et de pierres tumulaires. Sur une pointe exposée à l'assaut des vagues, la mer a découpé de longs couloirs où l'eau s'engouffre avec fracas. Dans la ville même, aucun monument digne d'intérêt. Fréquenté surtout par les barques grecques pendant la saison de la pêche aux éponges, par des barques siciliennes qui viennent y prendre des sardines, anchois et allaches, le port de Monastir a un mouvement de 7 000 à 12 000 tonnes de mar-

chandisés, entrées et sorties, en y comprenant les céréales et les huiles. En face de Monastir, à quelques centaines de mètres de distance, se trouvent trois îles. Dans l'une, la Tonnara, est un établissement installé pour la pêche des thons et la fabrication des conserves de poisson. C'est la seule industrie locale.

Moknine, à 25 kilomètres au sud de Monastir, tête de ligne d'un chemin de fer vers Sousse. Population, 7 000 habitants, parmi lesquels une vingtaine de Français. Du haut des terrasses de Moknine, on embrasse le panorama de l'immense sebkha qui s'étend entre le ras Dimas et le cap Africa, et qu'entoure de toutes parts la forêt d'oliviers. C'est du produit de ces arbres que vivent les habitants de Moknine. D'importantes transactions sur les huiles et les grignons y ont lieu chaque hiver. Quelques usines à huile y ont été construites. On cultive aussi, dans les environs, beaucoup de céréales.

Mehdia, à la pointe du cap Africa, à 60 kilomètres de Sousse, est une ville de 6 000 habitants, dont quelques centaines d'Européens. Les paquebots mouillent en rade à 500 mètres environ de la côte. Le mouvement annuel des marchandises est de 20 000 à 25 000 tonnes. Comme les petits ports voisins, Mehdia exporte surtout des grains, des huiles et des grignons. C'est aussi un centre de pêche important, et l'on y prend beaucoup de sardines et d'allaches. L'enceinte, construite par les Arabes, a été remaniée à diverses reprises, notamment par les Turcs.

Aucun monument moderne, mais de nombreux vestiges de l'antiquité, car les Phéniciens et, après eux, les Romains avaient utilisé la position du cap Africa.

Sfax, située par 34° 43' de latitude nord et 8° 20' de longitude est, à 125 kilomètres de Sousse, occupe sur le littoral une position avantageuse à l'abri des îles Kerkena. Chef-lieu d'un contrôle civil. Population, 45 000 habitants, dont 3 000 Européens, parmi lesquels 600 Français. Bâtie dans la plaine avoisinant la mer, Sfax est à peine visible du large. On distingue confusément une ligne continue de hautes murailles derrière lesquelles se déroule à perte de vue une campagne d'un vert foncé semée de distance en distance de points éclatants de lumière. Ce sont les innombrables petites habitations indigènes disséminées dans les jardins où mûrissent, avec le raisin, la figue, la grenade, l'abricot, l'orange, la mandarine, le citron et le cédrat. Cette zone de culture fruitière n'a pas moins de 15 kilomètres de large. Au delà, ce sont les immenses étendues couvertes d'oliviers. Immédiatement au pied des remparts s'étend la ville des morts dont la solitude forme un contraste frappant avec l'animation et le bruit de la *rue des Forgerons*, un des coins les plus vivants et les plus pittoresques de Sfax, avec la *rue des Balcons* et le quartier des *souks*. Les indigènes ne sont pas seulement serruriers et forgerons habiles, ils tissent également des étoffes diverses et fabriquent de la sparterie. C'est cependant la culture qui occupe le plus grand nombre, et les jardiniers sfaxiens sont justement réputés. Suivant le système adopté dans toute la

Régence, c'est en dehors de la ville arabe que s'est construit et que se développe le quartier européen. Quelques édifices publics construits dans le style mauresque, des promenades et des avenues plantées d'arbres ; enfin un vaste jardin public, permettent de se rendre compte des progrès accomplis. Sfax est reliée à Gafsa par un chemin de fer, qui lui amène les phosphates du Metlaoui et donne à son port une grande activité. Ce port, autrefois incommode, a été complètement refait par la Compagnie con-

Entrée de la ville arabe de Sfax. — Phot. Neurdein.

cessionnaire de Sousse et de Tunis. Il se compose aujourd'hui d'un bassin d'opérations de 10 hectares creusé à 6^m,50 de profondeur, d'un chenal de 22 mètres de largeur et 3 kilomètres de longueur creusé à la même cote, de deux quais longs de 594 mètres, enfin de chenaux affectés à la petite batellerie et menant à des darses de 1 200 mètres et 5 600 mètres de superficie. Sur les terre-pleins sont établies des voies ferrées longeant deux hangars pour les marchandises. Enfin la Compagnie des phosphates de Gafsa a établi un immense élévateur destiné à faciliter l'embarquement des minerais. Inauguré le 25 avril 1897, le nouveau port de Sfax a vu croître rapidement son tonnage effectif. Les exportations limitées d'abord aux huiles, aux céréales et aux alfas ont brusquement passé de 25 000 tonnes en 1898 à 85 000 tonnes en 1899, année où commença l'exploitation des phosphates de chaux de Gafsa. Aux importations on trouve des céréales de

CARTE DE LA TUNISIE

toute nature, des farines et semoules, des vins et spiritueux, enfin de la houille. Il est à remarquer que les importations ont doublé de valeur entre 1892 et 1899. L'ensemble de ce mouvement commercial n'a pas été moindre de 130 000 tonnes à l'entrée et à la sortie en 1899. Le nombre des passagers a atteint 14 000 pendant la même période. Quand les gisements de Gafsa seront en pleine exploitation, Sfax recevra 300 000 tonnes de phosphates par an. De plus, les nombreuses olivettes des terres sialines commencent à lui envoyer leurs produits. L'avenir de ce port est donc considérable. C'est en outre, un centre de pêche extrêmement actif. Environ 450 barques fréquentent Sfax, qui reçoit aussi pendant la période de la pêche des éponges une quarantaine de sakolèves grecques, 300 bateaux siciliens et 350 barques tunisiennes. Cette population maritime représente 3 000 âmes qui s'approvisionnent dans la ville et y portent le produit de leurs pêches.

Kairouan, à 167 kilomètres de Tunis, à 55 kilomètres de Sousse par voie ferrée. Chef-lieu d'un contrôle civil. Population, 20 000 habitants, dont 250 Français environ. Kairouan a un aspect saisissant avec ses hautes murailles, ses innombrables dômes, ses minarets carrés, lourds et massifs. Cinq portes principales mènent à des ruelles tortueuses et étroites bordées de boutiques grandes comme des boîtes, où les marchands sont accroupis à la turque. Kairouan a également des *souks* où l'on débite des étoffes, des tapis, de la sellerie ornementée de broderies d'or et d'argent, où l'on fabrique des milliers de babouches en cuir jaune. Ce qui fait l'originalité de Kairouan, ce sont ses édifices religieux, koubbas, zaouïas, mosquées. De ces dernières la plus célèbre est la Djamaa Kebira (grande mosquée), « dont le haut minaret domine la ville et le désert qui l'isole du monde. C'est un immense et pesant bâtiment soutenu par d'énormes contreforts, une masse blanche, lourde, imposante, belle d'une beauté inexplicable et sauvage. En y pénétrant, apparaît d'abord une cour magnifique, enfermée par un double cloître que supportent deux lignes élégantes de colonnes romaines et romanes.

« La mosquée proprement dite est à droite, prenant jour sur cette cour par dix-sept portes à double battant. C'est un temple démesuré qui a l'air d'une forêt sacrée, car cent quatre-vingt colonnes d'onyx, de porphyre et de marbre supportent les voûtes de dix-sept nefs correspondant aux dix-sept portes.

« La chaire, en panneaux curieusement fouillés, donne un effet très heureux, et le mihrab qui indique La Mecque est une riche niche de marbre sculpté, peint et doré, d'une décoration et d'un style exquis. » (GUY DE MAUPASSANT, *La Vie errante*.)

Le minaret a cent quatre-vingt-neuf marches. C'est de là-haut que Kairouan apparaît bien dans son majestueux isolement, tout éblouissante de blancheur au milieu du vaste désert jaune. « Cet horizon est infiniment vide et triste et plus poignant que le Sahara lui-même. » Hors de la ville, à 1 kilomètre à peine, la *mosquée de Sidi Sahab* (le barbier du Prophète), édifice coquet, gracieux où l'on peut admirer de merveilleux panneaux de faïence antique, de fines sculptures sur plâtre ajouré

Kairouan. Vue générale. — Phot. Neurdein.

et une grande belle cour aux arcs en fer à cheval retombant sur des colonnes romanes. La *mosquée des Sabres*, avec ses cinq dômes, est moins originale. Quant aux zaouïas, elles sont trop nombreuses pour être citées. Dans l'une d'elles, les aïssaouas se livrent à leurs exercices de jonglerie sauvage.

Entre les remparts et la station de la voie ferrée quelques édifices publics autour desquels se sont groupées des habitations particulières.

Kairouan. Mirhab de la grande mosquée.

Il n'y a plus guère d'industrie dans la cité sainte. La réputation des fameux tapis aux teintes éclatantes est compromise depuis l'emploi des couleurs d'aniline. Cordonniers, selliers et tisserands ne satisfont guère qu'aux besoins locaux.

Le mouvement commercial dépend de l'abondance ou de la rareté des pluies. Quand les immenses plaines qui entourent la ville laissent mûrir le grain, de longs convois de céréales se dirigent vers Kairouan, où se tient pendant plusieurs semaines un important marché. Quelques balles d'alfa, de laines et de peaux sont aussi l'objet de transactions.

OASIS DU SUD TUNISIEN

Djerba, à 60 kilomètres de Gabès, est une immense oasis toute parsemée de palmiers et d'oliviers, qui protègent de leur ombre les vignes rampantes et les céréales. Malheureusement les eaux courantes lui font défaut, et, sur les 60 000 hectares de superficie, il n'y a guère que des citernes et des puits. Les forages artésiens modifient de plus en plus cette situation. La population, de 44 000 habitants, presque tous indigènes, d'origine berbère et musulmans schismatiques, est répartie en petits villages voisins les uns des autres, car l'île dans sa plus grande longueur n'a que 28 kilomètres. On peut citer Houmt-Souk, qui compte 2 000 habitants, dont un millier d'Européens, et possède les trois curieuses mosquées de *Sidi Brahim El Djilani*, *Si Abd el Kader Djilani* et *Sidi Ahmed*, puis Adjim, 600 habitants, Guallala, Mellita, El Kantara, Midoun, Cedouikech, Hara-Kebira et Hara-Srira. Dans ces deux dernières localités sont cantonnés 2 200 israélites.

Sur certains points de l'île, les jardins se succèdent sans interruption pendant plusieurs kilomètres. Le pays étant plat, la brise toute parfumée y souffle continuellement sans rencontrer d'obstacle. Le climat est tempéré et sain.

L'oasis de Djerba ne renferme pas moins de 300 000 palmiers et 500 000 oliviers. On y fabrique donc beaucoup d'huile. Il faut y ajouter des couvertures et des tissus très renommés, quelques poteries, un peu de savon et de soude. Sur le littoral abondent les poissons de toutes sortes. On y pêche aussi l'éponge. Tout cela réuni donne aux ports de Djerba un mouvement annuel de 8 000 à 10 000 tonnes de marchandises, entrées et sorties réunies.

Gabès, au fond du golfe du même nom, à 123 kilomètres au sud de Sfax, se compose de trois agglomérations : Gabès-ville, Djara, Menzel. La population totale est d'environ 7 400 habitants, dont 460 Européens et 250 Français. Chef-lieu d'un contrôle civil et du commandement militaire du Sud, Gabès, malgré sa situation de ville maritime, présente tous les caractères des oasis du Sahara tunisien. C'est un îlot de verdure de 1 500 hectares de superficie au delà duquel le désert commence brusquement. Aucune transition entre les palmiers et les sables. L'oasis, traversée par un oued, que forment de grosses sources bouillonnantes, est d'une remarquable fertilité. Partout sous la verdure courent des eaux vives savamment distribuées par une canalisation appropriée aux besoins de la culture. Plus de 200 000 palmiers abritent de leur ombre un triple étage de végétation où se mêlent la vigne, l'olivier, le citronnier, l'amandier, le grenadier, le figuier, le bananier, tandis qu'au ras du sol croissent la luzerne ou les céréales.

Les indigènes sont des Berbères mélangés d'Arabes et de nègres. Aux produits de l'agriculture, Gabès joignait autrefois le bénéfice du com-

merce des caravanes. Depuis l'occupation française, les produits du Soudan se dirigent de préférence vers Tripoli. D'autre part les dattes du Djerid sont expédiées maintenant par voie ferrée jusqu'à Sfax et ne se dirigent plus vers Gabès, dont le commerce est surtout alimenté par les produits de l'oasis, auxquels il faut ajouter les laines et l'alfa. L'ensemble de ce mouvement commercial n'a pas dépassé 33 000 tonnes en 1895

Gabès. Juives de Menzel. — Ph. Albert.

et il est peu probable que le port de Gabès soit jamais bien florissant, car il serait très difficile et très coûteux de l'aménager pour permettre l'accostage des grands paquebots.

Gafsa, à 206 kilomètres à l'ouest de Sfax par la voie ferrée, est bâtie sur un plateau voisin du djebel Assalah et du djebel Ben Younès. Population, 5 000 habitants environ, dont 200 Français.

L'oasis apparaît brusquement quand on arrive sur les berges de l'oued Baïach. Le caractère désertique de la région est plus nettement marqué qu'à Gabès. Les palmiers sont plus verts, les sables sont plus jaunes. Sous le dôme formé par 30 000 dattiers coulent les eaux chaudes (30°) de

plusieurs sources. Les trois principales sortent de terre au milieu de la ville et se répandent ensuite dans les jardins par un habile système de canaux. Bien qu'un peu magnésiennes, elles fertilisent le sol et permettent la culture des légumes, plantes fourragères, arbres fruitiers. Tandis qu'à Gabès le palmier dresse ordinairement un fût isolé, à Gafsa il pousse toujours en massifs et parfois sa hauteur dépasse 50 pieds.

La découverte des gisements phosphatiers du Metlaoui, à 45 kilo-

Gafsa. Vue intérieure de la kasbah. — Phot. Albert.

mètres à l'ouest de Gafsa, point terminus du chemin de fer de Sfax, est venue modifier les conditions économiques de l'oasis. Dans la ville indigène se dresse une kasbah haute de 25 mètres; d'un style arabe assez élégant. Quant au Dar El Bey il a été entièrement bâti avec des débris antiques et se trouve sur l'emplacement des anciens thermes romains. Un quartier européen a été récemment créé et Gafsa, déjà centre militaire important, devient une place de commerce. Il y a, du reste, une industrie locale, celle de la fabrication des burnous et des couvertures, à laquelle s'ajoute maintenant le mouvement des caravanes qui viennent porter au chemin de fer les dattes du Djerid.

Tozeur, à 86 kilomètres au sud de Gafsa, entre le chott El Djerid et le chott El Rharsa. La population de l'oasis est de 15 000 indigènes

vivant sur une superficie de 18 000 hectares. Tozeur n'a pas l'aspect ordinaire des villes arabes. Un grand nombre de maisons y sont construites en briques ; « ces briques, formant des portes en ogive mauresque, des corniches, des frontons, des moulures, dessinant en saillies des carrés, des losanges, des lignes brisées disposées parfois en arabesques capricieuses, constituent le côté original de cette architecture propre au Djerid. » (VALÉRY MAYET, *Voyage dans le sud de la Tunisie*.)

A côté de ces habitations relativement luxueuses se trouvent les pauvres maisons sahariennes en mottes de terre séchées au soleil et cimentées avec de la boue. Plus de 400 000 palmiers ombragent les jardins de Tozeur, mais tandis qu'à Djerba, Gabès et Gafsa le climat ne permet pas la production des dattes de choix, ici 14 000 arbres fournissent au commerce la fameuse datte *deglat-en-nour*.

Malgré la présence de près de deux cents sources jaillissantes, les sables, s'étendant comme un linceul de mort, recouvriraient bientôt l'oasis si des travaux de protection n'arrêtaient leur marche envahissante. Les habitants de Tozeur en majorité Berbères, nègres ou mulâtres, ne sont pas tous employés à la culture des jardins. Un certain nombre fabriquent, comme les Gafsiens des tissus renommés. Tozeur est le grand marché du Djerid. Il en a été ainsi de toute antiquité et l'occupation romaine a laissé là-bas des traces très visibles.

El Oudiane, à 10 kilomètres au nord-est de Tozeur, sur les bords du chott El Fedjej, est une oasis comprenant les sept villages de Deggach, Ceddada, Kriz, Guebba, Ouled Maged, Laouiet-El-Arab, Zerchane et Razhaghrit. Une population de 5 à 6 000 habitants vit sur les 350 hectares de l'oasis qui contient 185 000 palmiers et 25 000 oliviers. L'invasion des sables y est plus menaçante que partout ailleurs et nécessite d'importants travaux de protection.

A Guebba on trouve des restes datant des époques romaine et byzantine.

Nefta, situé à 25 kilomètres au sud-ouest de Tozeur, entre le chott Djerid et le chott Rharsa, a moins d'importance que sa voisine. Ses 10 000 habitants, d'origine berbère ou soudanaise, mêlés de sang arabe, vivent des cultures de l'oasis. La ville n'a aucun cachet particulier mais elle est le siège d'un marché animé où se donnent rendez-vous de nombreuses caravanes.

D'une étendue de 900 hectares, l'oasis renferme 200 000 palmiers, productifs de 340 000 kilogrammes de dattes de choix et 7 millions de kilogrammes de dattes ordinaires. Un nombre égal de palmiers improductifs contribue à entretenir la fraîcheur nécessaire aux cultures et à préserver d'une évaporation trop active les 150 sources de l'oasis. Nefta est la dernière étape vers l'immensité du Sahara.

Gaston LOTH.

LE SAHARA

(SPHÈRE D'INFLUENCE FRANÇAISE)

LE PAYS

LE Sahara peut être défini la zone à pluies irrégulières et rares (moins de 20 centimètres par an), comprise entre la zone des pluies subtropicales d'hiver, c'est-à-dire les pays méditerranéens, et la zone des pluies tropicales d'été, c'est-à-dire le Soudan. Ses limites n'ont rien de précis et, surtout en l'état actuel des connaissances, ne peuvent être fixées avec certitude. On évalue sa superficie à environ 6 200 000 kilomètres, soit à peu près les deux tiers de l'étendue de l'Europe.

De cette immense zone désertique nord-africaine, la plus grande partie a été réservée à l'influence française par divers traités, notamment les conventions de 1889 et de 1890 avec l'Angleterre. Le Sahara français s'étend ainsi au sud de nos possessions d'Algérie et de Tunisie jusqu'à l'océan Atlantique à l'ouest, jusqu'au bassin du Niger et au lac Tchad au sud. Nos colonies méditerranéennes se trouvent donc reliées, théoriquement tout au moins, d'une part à nos colonies du Sénégal et de la boucle du Niger, d'autre part à nos postes de l'Oubangui et du Baguirmi, extension du Congo français. Mais la région est loin d'être occupée entièrement ou même connue, et les communications entre nos diverses colonies ne sont pas effectives. En nous faisant attribuer ces territoires, nous avons seulement entendu réserver l'avenir, en quoi nous avons sagement agi. L'exploration ultérieure de la zone d'influence française nous fera connaître quelles parties méritent d'être occupées, quelles au contraire — et ce sont probablement les plus nombreuses — ne seront pour nous que des charges sans compensation ; elle nous apprendra aussi s'il y a lieu d'établir des communications transsahariennes entre les diverses colonies françaises, de quelle sorte doivent être ces communications et quelles directions il convient de leur faire suivre.

Quoi qu'il en soit, le Sahara français, même en ne tenant compte que de la superficie actuellement occupée, ne peut plus désormais être considéré au point de vue géographique comme une simple annexe de l'Algérie-Tunisie, qu'il dépasse en superficie. Au point de vue politique, il convient aussi de donner à nos confins militaires sahariens une organisation spéciale, car il importe que la pénétration obéisse à une impulsion unique et à des méthodes semblables, dans les trois provinces algériennes et en Tunisie d'abord, puis au nord et au sud du Sahara, à In-Salah et à Tombouctou.

Nature, relief et aspects du sol. — C'est à tort que l'on a cru longtemps la surface du Sahara partout unie et sablonneuse. L'orographie, d'accord avec la géologie, enseigne à distinguer au Sahara deux

Vue du chott Melrir. — Phot. Geyser.

La plaine de Biskra; vue prise du col de Sfa. — Phot. Neurdein.

parties, séparées par une ligne un peu sinueuse dirigée du nord-est au sud-ouest, du cap Guir au Darfour. L'ossature de cette limite est constituée par deux massifs archéens surmontés de volcans éteints, l'Ahaggar et le Tibesti, qui atteignent des hauteurs de 1 800 à 2 000 mètres. Tout le Sahara méridional et occidental, au sud de cette ligne, paraît occupé par des terrains primitifs et paléozoïques. Les terrains archéens et les roches éruptives forment également d'autres massifs montagneux, qui émergent comme des îles, et dont les principaux sont l'Aïr (1 500 m.), l'Adrar des Aoulimiden, et l'Adrar de l'ouest (600 m.), non loin de la côte atlantique.

Le Sahara français septentrional, compris entre l'Ahaggar ou massif central targui et l'Atlas, est relativement beaucoup mieux connu. A l'Ahaggar s'adossent une série de plateaux gréseux dévoniens, notamment le Mouyдин et le Tassili des Azdjer. Une grande auréole de plateaux crétacés, comprenant le Mzab, le Tademaït, le Tingher, la Hamada el Homra, sépare les deux bassins d'atterrissements du Melrîr à l'est et du Gourara à l'ouest, recouverts d'alluvions tertiaires et quaternaires. Le bassin du Melrîr ou de l'Igharghar, constituant le bas Sahara, s'incline du sud au nord; le bassin du Gourara ou de l'oued Saoura, formant le haut Sahara (700-300 m.), a sa pente générale du nord au sud. Deux grands massifs de dunes, l'Erg occidental et l'Erg oriental, occupent une surface importante dans chacun de ces deux bassins hydrographiques.

En somme, le Sahara est une région très simple au point de vue géologique et orographique. Les formations des différents âges s'y montrent en couches régulières sur d'énormes distances. Il ne présente pas de véritables systèmes de montagnes aux couches bouleversées par de grands phénomènes de plissements, mais plutôt des plateaux étagés où les couches sont affectées de faibles ondulations, des pâtés montagneux découpés par l'érosion et rehaussés par des éruptions locales. On s'imaginait autrefois que le Sahara était un ancien fond de mer récemment émergé, et on attribuait à cette cause son aridité actuelle. Cette conception a été reconnue complètement fautive : les arguments que l'on invoquait (altitudes négatives, dunes, salure des chotts et des sebkhas) reposent sur des faits mal observés ou n'ont nullement la signification qu'on leur attribuait. Le Sahara a ses montagnes, ses plateaux et ses dépressions. Il ne diffère pas géologiquement des autres contrées du globe; « il a ses granits comme la Bretagne, ses grès dévoniens comme l'Angleterre, ses calcaires crétacés comme la Champagne, ses calcaires éocènes comme le bassin de Londres, ses terrains volcaniques comme l'Auvergne. » (Schirmer.)

Cependant, dans le détail, les formes du terrain présentent au Sahara des aspects particuliers, que désigne un vocabulaire spécial. Les paysages sahariens affectent le modelé insolite et inachevé propre aux déserts. Ce modelé se rencontre partout où l'eau n'est pas le plus énergique des agents qui modifient le sol et s'explique par l'action de la sécheresse actuelle du climat, en y joignant cette considération que le Sahara a passé, aux temps géologiques antérieurs, par une phase très humide. Les phénomènes d'érosion et de transport s'effectuent ainsi dans des condi-

tions très différentes de celles qu'on observe dans les pays à humidité normale. L'absence de la végétation, qui ailleurs adoucit les pentes, protège les reliefs, masque les entailles, couvre les débris, contribue plus que tout le reste à donner au Sahara sa physionomie originale. De là l'aspect déchiqueté et ruiniforme, la fréquence des pentes abruptes et des parois verticales ; le squelette de la terre apparaît en quelque sorte à nu. Le versant de la montagne est rarement relié à la plaine par un talus doucement incliné de matériaux meubles, comme dans les pays d'humidité régulière ; on passe brusquement de versants raides à des surfaces horizontales.

L'absence de végétation livre le sol sans défense aux morsures du vent et à l'action des autres agents externes qui le désagrègent et l'effri-

Les gour, à l'ouest d'Ouargla.

tent. En outre, les matériaux, rendus mobiles et sensibles à l'action de la loi de la pesanteur, qui ailleurs sont repris par les eaux courantes, restent ici sur place ou sont livrés au vent qui en constitue les dunes. Le Sahara apparaît ainsi « comme une région en travail de mort, s'ensevelissant sous ses propres ruines ». (Schirmer.)

Ces quelques indications peuvent suffire pour se rendre compte de l'aspect particulier des paysages sahariens. La forme de relief la plus répandue est la *hamada* (*tassili* en berbère), plateau à sol de roches ou de débris de roches, sans eau et sans végétation. Ces plateaux aux couches sensiblement horizontales, et qui couvrent des surfaces immenses, sont traversés par des vallées sèches ou *ouâdi*, mot dont le sens est très large au Sahara et qui désigne des dépressions de toutes sortes, souvent même sans thalweg. La hamada se limite par de grandes lignes de falaises découpées, au profil souvent assez accentué, qu'on nomme *bâten* ou *djebel* (montagne). On appelle *gara* (plur. *gour*) une butte isolée,

débris d'un plateau disparu, témoin laissé par les érosions, à pente raide et à sommet généralement tabulaire. On nomme *reg* une plaine de sable ferme, ordinairement mêlé de graviers agglutinés. Le *gassi* est un sol dur, formant généralement un couloir entre deux chaînes de dunes. Les vues ci-jointes, qui représentent une vallée du Dâten (du Tademayt?), la gorge d'Aïn-Souf, par laquelle on descend du Tademayt sur les oasis du Tidikelt, enfin une falaise du Toughert, donnent une suffisante idée de la désolation des paysages rocheux du Sahara, paysages si beaux pour un artiste à cause de la lumière intense qui les colore, mais

Falaise de la hamada du Tinghert, au nord de Timassanine.

si attristants pour ceux qui songeraient à faire au désert autre chose que de la photographie ou de la peinture.

Les dunes représentent l'effet du climat sur les matériaux désagrégés provenant soit des grès, soit des alluvions anciennes. La dune type a reçu le nom de *sif* (lame de sable). Les grandes dunes comprennent des chaînes allongées et distinctes, rectilignes ou courbes. Elles se groupent, s'étagent et constituent par leur réunion des mamelons à formes moins définies qu'on appelle *ghourd* (champignon). Enfin les dunes dans leur ensemble forment de véritables massifs montagneux, l'*Erg* (plur. *Areg*, les veines). Les dunes ne dépassent pas en général 200 mètres et très rarement 300 mètres de hauteur. Elles ne couvrent guère plus de 1/9 de la surface totale du Sahara. Les sables sont d'ailleurs loin d'être aussi stériles que les plateaux caillouteux ou hamadas.

Les dunes présentent un spectacle merveilleux et indescriptible. « Ce sont des mirages intenses dans les gassis, dont le plan se perd à l'horizon au milieu d'un ruissellement de lumière. Du sommet des cols on aperçoit le panorama fantastique des innombrables pitons de sable aux tons d'or du côté du soleil, bleu violacé très doux du côté de l'ombre. Les arêtes des oghroud brillent au soleil et dégagent comme une sorte de fumée blonde. » (Foureau.)

En résumé, la cause de l'aridité du Sahara ne doit être cherchée ni dans la géologie, ni dans le relief. « Ce n'est pas le sol infécond qui se refuse à produire, c'est le climat qui le condamne à la stérilité. » (Schirmer.)

Climat. — Le Sahara est voué à la sécheresse parce qu'il est en

Les dunes de Biskra. — Phot. Leroux.

hiver un centre de hautes pressions, de calmes et de vents divergents. En été, les vents marins soufflent bien vers le désert surchauffé, mais les vents du nord prédominant, et, se trouvant en contact avec des régions de plus en plus chaudes, ils s'éloignent sans cesse de leur point de saturation.

Les pluies au Sahara ne sont pas absolument nulles, mais elles sont très irrégulières. Il se passe quelquefois neuf ans et davantage sans pluies. Les régions montagneuses reçoivent un peu d'humidité, parce que l'air s'y refroidit en s'élevant. Elles constituent donc au désert des régions relativement favorisées et moins stériles. Mais c'est seulement vers le 15^e degré de latitude sud que commence la zone des steppes qui ressent déjà le bénéfice des pluies intertropicales.

La température est caractérisée moins encore par son élévation que par ses variations très considérables et très brusques, car la vapeur d'eau, qui joue le rôle d'un écran protecteur, fait à peu près défaut au désert. Dans le jour, la température atteint parfois 50° à l'ombre, 70° au soleil. D'une bougie laissée au soleil il ne reste bientôt plus que la mèche, et la chaleur du sol est telle que les voyageurs européens se sont vus obligés

de mettre des sandales à leurs chiens. La nuit, le thermomètre s'abaisse souvent à plusieurs degrés au-dessous de zéro.

Hydrographie. — Les fleuves, sous un pareil climat, ne peuvent être que des fleuves morts. On ne connaît pas au Sahara de cours d'eau permanents ; au dire des indigènes, il y aurait dans l'Ahagghar quelques ruisseaux coulant à la surface du sol. Quelques mares qui ne tarissent pas se rencontrent soit dans les dunes, soit à la base des plateaux (lac Menkhough). Lorsqu'il se produit un orage ou une averse passagère, les eaux limoneuses roulent pendant quelques heures dans le lit de l'oued, puis s'arrêtent sans avoir en général réussi à atteindre les bas-fonds où aboutissent les vallées.

L'hydrographie superficielle n'a donc au Sahara aucune importance en elle-même. Ce qui est plus intéressant, ce sont les eaux souterraines : eaux d'infiltration qui se rencontrent à une faible profondeur sous le lit des oueds, eaux artésiennes qui, elles aussi, sont réparties en grand conformement aux bassins hydrographiques actuels.

Flore et faune. — La flore et la faune du Sahara ont dû nécessairement s'adapter au rude climat de la contrée et ont été transformées par son action. Beaucoup de plantes et d'animaux ont disparu. Les végétaux qui ont subsisté se sont protégés contre la sécheresse par des épines, par la position verticale des feuilles, qui offrent à l'évaporation la moindre surface possible, par le développement des racines, qui leur permet d'aller chercher dans le sous-sol l'eau nécessaire à leur alimentation.

Le palmier dattier (*phœnix dactylifera*) est l'arbre par excellence du désert, et son aire de croissance ou tout au moins de fructification se confond avec lui. Il doit, d'après le proverbe arabe, avoir les pieds dans le feu, conditions qui sont réalisées dans les oasis.

Le chameau joue, au point de vue de la faune, le rôle capital qui est dévolu au dattier dans la flore. Il supporte de longues fatigues et de grandes privations, et peut rester longtemps sans boire, quoiqu'on ait exagéré ses qualités de sobriété et de résistance. En tout cas, il ne peut vivre dans un climat humide.

Au Sahara, l'homme a subi, lui aussi, l'influence des conditions exceptionnelles dans lesquelles il s'est trouvé placé.

Augustin BERNARD.

LA POPULATION

Le Sahara est loin d'être le pays entièrement désert qu'on se représentait jadis. Dès les temps les plus reculés, il était parcouru par des tribus qui se servaient de la pierre pour fabriquer leurs armes et leurs outils. A l'heure actuelle, toutes les oasis sont habitées, des villages de sédentaires s'y rencontrent, et des nomades traversent en tous sens les plaines les plus arides. Les Berbères ont pris possession du Sahara il y

a un grand nombre de siècles, et, depuis longtemps aussi, des Éthiopiens en ont envahi les parties orientales. Malgré l'opinion de certains auteurs, les nègres ne paraissent être venus que plus tard; ils prédominent dans les régions méridionales. Au nord du désert, les Arabes sont nombreux, mais nous savons qu'ils y sont arrivés à une époque relativement récente.

Toutes ces races se sont croisées et ont donné naissance à un grand nombre de métis. Les oasis du sud algérien sont presque exclusivement peuplées d'individus de sang mêlé; nous citerons notamment les M'zabites

Femmes arabes du Sahara algérien tissant des burnous. — Phot. Neurdein.

et les Ksouriens. Parmi les Touareg eux-mêmes de nombreux mélanges se sont opérés, à tel point qu'à Dêrdj, par exemple, sur la route de Ghadamès à Tripoli, les Berbères qu'on y rencontre sont actuellement, selon les expressions de Rohlf, « des noirs bien bâtis aux traits caucasiques ». Schirmer nous dit qu'à la place des puissantes tribus Zanaga et Lemtouna, qui vivaient au ^{xv}^e siècle dans le Sahara occidental et d'où sont sortis les conquérants du Maroc et de l'Espagne, on trouve aujourd'hui des « nomades sans caractère ni race, qu'on appelle les tribus maures, sorte d'amalgame où entrent, dans des proportions variant à l'infini, le sang berbère, le sang arabe et le sang noir ». Par suite de cette complication ethnique, il est presque impossible de donner, en quelques pages,

une idée exacte de tous les éléments qu'on trouve actuellement dans le désert. Aussi nous contenterons-nous de décrire succinctement les groupes les plus importants.

Arabes. — Les Arabes du Sahara septentrional sont pour la plupart des Bédouins, c'est-à-dire des nomades vivant sous la tente et élevant de nombreux troupeaux. Nous avons donné, sur leurs caractères et leur genre de vie, quelques détails lorsque nous avons parlé des populations de l'Algérie, et il nous semble inutile de revenir sur ces pasteurs. On rencontre, néanmoins, des sédentaires en petit nombre, qui se construisent des gourbis et exercent certains métiers. Mais il est d'autres tribus qui se sont établies dans le désert, au milieu des Touareg, dont elles sont devenues les vassales; tels sont les *Sekakna* et les *Mazil*, qui fournissent des chameaux aux caravanes entre le Touat et Tombouctou. Erwin de Bary nous dit que les *Kounta* des environs de Tombouctou et les *Mechagra* de l'Agdâd appartiennent également à la race arabe, quoiqu'ils soient devenus aussi pillards, aussi belliqueux que les Touareg eux-mêmes. C'est également le cas des *Chaâmba* d'El-Goléa, de Metlili et d'Ouargla. Bien que propriétaires du sol, qui leur fournit des grains et des dattes, ils éprouvent le besoin invincible de se livrer à de fréquentes razzias. En 1875, ils sont partis au nombre de trois cent soixante-quinze, les uns à cheval, les autres à méhari, pour aller piller les Berâber du Maroc. Nous recrutons parmi eux des guides et des convoyeurs qui nous rendent de grands services; toutefois, ils sont loin de s'être ralliés complètement à la France, et, il y a une douzaine d'années, beaucoup d'entre eux ont quitté la terre française pour aller chez un marabout qui nous était hostile.

Touareg. — Le nom de *Touareg* (*Targui* au singulier) a été donné par les Arabes à l'ensemble des confédérations berbères qui vivent dans le Sahara, où elles jouent, sans contredit, le rôle le plus important; on peut dire que les Touareg sont les véritables maîtres du désert. Vers le sud, ils étendent au loin leur domination, puisque le commandant Toutée a eu à les combattre sur le Niger, entre Saye et Zinder. Cette région, habitée par des Foulbé et surtout par des Sonrhâï, renferme des villes avec des gardes et toute une organisation urbaine; néanmoins, nous dit le missionnaire, « un Touareg, un Touareg tout seul, entre dans la maison qui lui plaît, avise dedans une femme qui pile du mil, prend à sa convenance le mil, le pilon, le mortier, le pagne de la femme et la femme par-dessus le marché, sans que le noir, propriétaire de ces différents biens, d'inégale valeur, ait même l'air de s'en apercevoir ».

De grande taille (1^m,70 environ), robuste et bien proportionné malgré sa maigreur, le Targui a les cheveux noirs et lisses, les yeux noirs, la face ovale et des traits qui rappellent ceux des Européens. Sa peau, très blanche dans l'enfance, se hâle habituellement sous l'action du soleil. Toutefois, certains adultes conservent longtemps la fraîcheur de leurs premières années. Un chef qui se fit tuer bravement dans un engagement avec la mission Toutée « était un joli garçon, *blanc* comme du lait, aux

attaches très fines ; son bracelet de poignard, que j'ai ramassé après la lutte, dit le commandant, était trop petit pour qu'un homme puisse y engager le poignet ; j'en n'ai trouvé que des femmes qui fussent capables d'y passer la main ». Cette finesse des extrémités supérieures avait été signalée par Duveyrier, qui ajoute que les pieds « seraient également beaux, si le gros orteil, effet ou cause de la chaussure employée, ne faisait une saillie désagréable à l'œil ».

On rencontre parfois chez les Touareg des individus aux yeux bleus, quoique cette coloration soit moins commune que chez les Kabyles et surtout que chez les Chaouïas. Il est, par contre, assez fréquent de trouver des serfs à peau foncée, ce qui s'explique aisément par le grand nombre de nègres que les Touareg ont réduits en servitude.

Ces pirates du désert, comme on les a justement dénommés, ont la démarche lente, grave, altière, quelque peu saccadée, et le maintien plein de noblesse. Tous, nobles ou serfs, portent un costume analogue, qui comprend une longue chemise blanche en toile de coton, un large pantalon bleu et une grande blouse de même couleur, serrée à la taille par une ceinture. Les nobles décorent parfois leur vêtement de broderies et quelques-uns portent un pardessus en peau. La coiffure se compose d'une longue calotte rouge, avec gland en soie, autour de laquelle est enroulée, à la façon d'un turban, une longue pièce d'étoffe d'un bleu très foncé, parfois blanche, qui est ramenée au-devant du visage et ne laisse souvent libres que les yeux. Tous les hommes portent ce voile ou *litham*, et ne le quittent ni pour manger ni pour dormir. De fortes sandales maintenues par des lanières, dont une passe entre le gros orteil et le second doigt, et un chapelet suspendu au cou complètent le costume national.

Celui des femmes est plus simple encore ; il comprend une ou plusieurs longues blouses, serrées à la taille par une ceinture rouge, une pièce d'étoffe blanche ou de couleur, dans laquelle elles se drapent, et une autre pièce qui recouvre leurs bandeaux de cheveux et encadre leur visage. Le beau sexe ne fait usage, comme objets de parure, que de bagues, de bracelets en verre ou en argent et de quelques grains de verroterie. « Avec d'aussi minces éléments de toilette, les femmes trouvent cependant le moyen de rappeler la pose altière des déesses de l'antiquité. »

Targui.

Essentiellement nomades, la plupart des Touareg n'ont d'autre habitation que la tente. Souvent même ils se contentent de dormir en plein air, abrités seulement par leurs bagages, qu'ils entassent du côté du vent. Néanmoins, dans les parties élevées du Sahara, dans les rares oasis de l'intérieur, en général, dans tous les endroits où on peut rencontrer un peu d'eau, s'élèvent de petits villages composés de maisons en pierres brutes ou en torchis. D'ailleurs le Targui n'est pas industriel, et il semble n'avoir aucun besoin de confort, le milieu dans lequel il vit ne lui permettant pas de s'offrir une alimentation recherchée. Lorsqu'il

Targui avec la coiffure habituelle
et le *litham*.

Targui avec la coiffure blanche
ramenée au-devant du visage.

est talonné par la faim, il mange des gerboises, des lézards, des sauterelles pulvérisées, des peaux d'animaux grillées et découpées en lanières, des racines, des graines qu'il va chercher jusque dans les fourmilières, etc. En temps ordinaire, sa nourriture se compose de lait, de viande de mouton ou de chameau. Un plat assez estimé comprend de la viande pilée à laquelle on ajoute du lait aigri. Si les vivres font défaut, le Targui se serre le ventre avec sa ceinture et peut facilement rester, nous dit-on, quarante-huit heures sans boire ni manger.

Intelligents, braves et énergiques, les Touareg ont dirigé toute leur activité vers les choses de la guerre. Une vieille haine existe entre eux et les Arabes, qu'ils pillent chaque fois que l'occasion s'en présente. Souvent aussi la guerre éclate entre les tribus sahariennes, et on peut dire que les hostilités ne cessent jamais dans le désert. La razzia, le brigandage sont si invétérés chez les Touareg qu'ils croiraient déchoir en y renonçant. Pour

eux, les idées de liberté et de pillage sont tellement inséparables que le même verbe signifie à la fois *être libre* et *piller*. Toutefois, ce sont des hommes qui savent, à l'occasion, tenir leur parole. Lorsque, moyennant une honnête rétribution, ils ont accepté d'escorter une caravane, par exemple, on peut être assuré qu'ils la défendront contre les brigands, ce qui ne les empêchera pas de s'écarter sans cesse de la route pour en jouer le rôle. Vous offrent-ils l'hospitalité? Votre personne sera en sûreté tant que vous dormirez sous leur tente; mais ils ne se feront aucun scrupule d'inciter leurs amis à vous dévaliser dès que vous aurez quitté l'abri qu'ils vous ont offert.

Campement des Touareg du Sud.

Brave jusqu'à la témérité, le Targui dédaigne quelque peu les armes à feu; ses armes préférées sont la lance, l'épée droite à poignée en croix, qu'il suspend à sa ceinture, et le poignard, toujours fixé à l'avant-bras gauche au moyen d'un bracelet de cuir. Il fait parfois usage d'armes de jet à lame tranchante et il écrase, dans les combats corps à corps, la tempe de son adversaire au moyen d'un anneau de pierre qu'il porte au bras droit depuis le jour où il a été en âge de prendre les armes et qui ne le quittera pas jusqu'à son dernier jour. Chaque guerrier possède un grand bouclier de cuir, souvent décoré de dessins géométriques.

Les Touareg ont, comme montures, d'excellents chevaux et surtout des *méharis* ou chameaux coureurs d'une vélocité sans égale. Ces animaux, admirablement dressés, obéissent à une simple pression exercée sur leur cou avec les doigts de pied, ce qui donne au cavalier la liberté de se servir de ses deux mains pour combattre.

Politiquement, les Touareg sont divisés en quatre confédérations, qui

correspondent à quatre divisions territoriales. Les *Azdjer* ou *Kél-Azdjer* du nord-est et les *Ahaggar*, *Kél-Ahaggar* ou *Hoggar* du nord-ouest forment le groupe des Touareg du Nord. Celui du Sud comprend les *Aïr*, *Kél-Aïr* ou *Kél-Oui* dans le Sud-Est et les *Aouélimmiden* dans le Sud-Ouest. Chacune de ces confédérations, qui a adopté comme centre de sa

MOULEY,
grand chef des Azdjer Oraghen.
Fac-similé d'une phot. de M. G. Méry.

vie politique un système isolé de montagnes, se subdivise en nombreuses tribus, les unes nobles (*ihaggâren*), les autres serves (*imrhâd* ou *imghâd*). Il existe, en outre, des tribus de marabouts, composées de nobles qui ont abdiqué tout rôle politique pour conquérir une plus grande autorité religieuse, des tribus mixtes, qui achètent la liberté en payant un impôt aux nobles, et enfin des esclaves nègres traités avec beaucoup d'égards par leurs maîtres.

Les nobles se croiraient déshonorés s'ils se livraient au moindre travail manuel ou même s'ils s'occupaient des bestiaux. Ce sont les *imhrâd* qui gardent les troupeaux et qui en tirent profit moyennant une redevance annuelle d'un peigne, d'un pot de beurre et du lait de dix chèvres ou brebis. « Dans la pratique ordinaire, dit Duveyrier, le droit du maître restant absolu sur les biens du

serf, le maître aime que le serf soit riche en argent, en troupeaux, en esclaves, en mobilier, et il lui laisse toute liberté pour arriver à la fortune, parce qu'il sait devoir trouver là, en cas de besoin, des ressources qui ne lui seront pas refusées, mais dont il n'usera qu'avec discrétion pour ne pas décourager le serf... » Aussi voit-on des *imhrâd* plus riches que certains nobles. Le serf se transmet par héritage ou donation, mais il ne peut être vendu.

La femme targuie occupe une situation élevée dans la famille; elle est considérée comme l'égale de l'homme et elle gère sa fortune person-

nelle. Jeune fille, elle reçoit de l'éducation et arrive souvent à posséder une véritable instruction. Elle peut choisir l'époux qui lui convient, à la condition de ne pas se mésallier. C'est elle qui confère à ses enfants le rang qu'ils prendront dans la société. Libre de ses actes, elle va où elle veut, et il lui arrive de faire des centaines de kilomètres à méhari pour assister à une soirée où, en compagnie d'autres dames, elle fait de la musique et chante en s'accompagnant du tambour ou d'une sorte de violon.

D'une façon générale, les femmes des Touareg savent lire et écrire

Ksouriens et Arabes nomades, à Ouargla.

en plus grande proportion que les hommes; c'est à elles qu'on doit la conservation de l'écriture libyco-punique dont toutes les autres populations berbères ont perdu le souvenir. La langue parlée par les nomades du désert est, en effet, le seul idiome berbère qui s'écrive au moyen de ce vieil alphabet désigné sous le nom de *tefinagh*.

Les Touareg, christianisés en partie à l'époque romaine, ont embrassé, depuis, l'islamisme; mais ils sont loin d'attacher au Coran la même importance que les Arabes. Cette absence relative de fanatisme nous permettra sans doute, quelque jour, de nous en faire de fidèles alliés. Toutefois, étant donnés leur amour de l'indépendance, leur fierté de caractère et leur penchant irrésistible au pillage, il est à craindre que ce jour ne se fasse encore longtemps attendre.

Nègres. — Il est à peine besoin de parler des nègres du Sahara autrement que pour en signaler l'existence. Ils sont tous originaires du Soudan et reproduisent tous les traits de ceux du Bornou, de Tombouctou ou du Sokoto. Eux ou leurs ancêtres ont fait partie des convois d'esclaves dirigés sur les contrées septentrionales, et ils sont restés en la possession des habitants du désert qui, tout en les maintenant en servitude, leur ont fait une condition assez douce. Ils servent de domestiques, gardent les troupeaux, font les convois, et il n'est pas rare qu'ils se considèrent comme des enfants de la maison. Quant aux négresses, elles remplissent également le rôle de servantes dans les ménages, ou bien deviennent des concubines et accompagnent alors leurs maîtres dans leurs longs voyages.

Métis. — Nous avons dit combien sont nombreux les métis dans la région saharienne. Nous ne reviendrons pas sur les *Maures* du désert et nous nous bornerons à donner quelques indications générales sur les deux groupes les plus intéressants, les *Mzabites* et les *Ksouriens*.

Les *Mzabites* sont, pour la plupart, des métis de nègres et de Berbères. Doux, patients, économes et travailleurs, ils cultivent les oasis situées entre Laghouat et El-Goléa. Le manque d'eau les oblige souvent à creuser, dans le calcaire dur, des puits dont la profondeur atteint de 40 à 70 mètres. Ils fabriquent quelques étoffes de laine qu'ils envoient échanger au Touat par leurs commissionnaires chaâmba, contre du henné, des plumes d'autruche et du cuir. Les hommes émigrent fréquemment dans les villes du Tell pour y exercer quelque commerce, et ils s'empressent de regagner leurs oasis dès qu'ils ont amassé un petit pécule.

Il existe chez les *Mzabites*, qui ont colonisé le plateau rocheux au sud de Laghouat, un véritable esprit de solidarité. Fixés dans des vallées arides, ils y ont bâti des villes et fait croître des palmiers. Ils ont, dit Schirmer, « des cités organisées, des magistrats, des lois écrites, et certes, leur *kanoun*, qui punit le vol d'une amende et de deux ans d'exil, fait un étrange contraste avec les mœurs du désert ». Musulmans ibâdhites, ils sont considérés comme des hérétiques par la plupart des disciples de l'islam; aussi vivent-ils à l'écart des autres peuples mahométans, et les cinq villes du Mزاب se sont confédérées pour résister aux étrangers, notamment aux tribus arabes qui parcourent le Sahara.

Les *Ksouriens* ne nous donnent pas un semblable exemple de solidarité. Il est vrai que le nom s'applique, dans la province d'Oran, à tous les habitants des *ksour*, c'est-à-dire des bourgades fortifiées situées dans l'extrême sud de l'Algérie, sur le versant saharien. Or, ces *ksour* renferment une population qui forme un véritable chaos ethnique, au milieu duquel, dit le Dr Lanel, « il est bien difficile de dégager le type du Ksourien actuel; toutes les nuances y sont représentées ». D'une façon générale, on peut dire que cette population résulte du croisement des Berbères avec des négresses achetées jadis aux caravanes du Soudan. Le commerce des esclaves ayant été aboli dans toutes les contrées sur lesquelles la France a étendu sa domination, l'apport de sang noir a sen-

siblement diminué dans la région des ksour, et il est probable que le teint des habitants s'éclaircira dans l'avenir.

Les Ksouriens sont vêtus à la façon des Bédouins, dont il est impossible de les distinguer à distance. Musulmans, comme leurs voisins, ils s'adonnent à la culture, presque toujours en qualité de métayers de maîtres puissants. De même que tous les sédentaires des oasis et des contreforts sahariens, ils sont exploités par les nomades, qui vivent un peu à leurs dépens et auxquels leur défaut d'union ne leur permet guère de résister.

Dr VERNEAU.

LES EXPLORATIONS

Premières tentatives de pénétration. — Avant le xix^e siècle, on savait peu de choses du Sahara. Deux voyageurs anglais, Ledyard et Lucas, avaient bien été chargés, en 1788, par l'Association africaine de Londres, de traverser le continent en écharpe, de Tripoli et du Caire à la côte de Guinée, mais ils étaient morts tous les deux au début même de leur voyage. En 1800, le Hanovrien Horneman, délégué par cette même société, partit de Mourzouk, dans le Fezzan, avec la caravane qui se rendait annuellement au Bornou, et succomba dans le Noupé. En 1817, deux autres Anglais, Ritchie et Lyon, avaient accepté de la même société la mission de traverser le Sahara central, de Tripoli au Bornou; le premier mourut à Mourzouk, et le second dut s'arrêter dans le Fezzan. Ce fut encore l'Association africaine qui, en 1822, envoya les Anglais Oudney, Denham et Clapperton. Oudney mourut dans le Bornou; mais ses deux compagnons visitèrent, outre le Bornou, le Tchad et Sokoto, et revinrent par Tripoli. Un autre Anglais, Laing, traversa le Sahara de Tripoli à Tombouctou, en 1826, mais il fut assassiné. Plus heureux que lui, le Français René Caillé, qui en 1827-1828 avait gagné Tombouctou en partant de Sierra-Leone, réussit à traverser le Sahara occidental du sud au nord et parvint à Fez. Sur cette même route du Maroc à Tombouctou, l'Anglais Davidson fut assassiné en 1836.

Débuts de l'occupation française. — Après la conquête de l'Algérie, ce furent les Français qui désormais prirent la plus grande part à l'exploration du Sahara.

Dès 1832, le cheikh, qui commandait dans le Zab oriental, dans le sud de la province de Constantine, et qui était hostile au bey de cette ville, fit acte de soumission à la France et envoya une députation à Alger. Ben Ganah, qui lui succéda, nous fut également fidèle. En 1841, une colonne parcourut sans difficulté une partie des montagnes de l'Aurès dans lesquelles le bey Ahmed avait trouvé un refuge, mais sans pouvoir néanmoins en assurer la soumission.

En 1844, le duc d'Aumale s'était avancé jusqu'à Biskra, où il avait laissé une garnison, et l'oasis du Ziban avait été soumise. A la même

époque, le général Marey poussa jusqu'à Laghouat et entra en relation avec le marabout Tedjini d'Aïn Mahdi. En 1846, Cavaignac franchit les chotts, dans le Sud oranais, et pénétra dans les montagnes des ksour, pendant que le général Renault entra à El-Abiod, capitale des Oulad-Sidi Cheikh. Leurs colonnes s'avancèrent jusqu'à Tiout et Moghar.

En 1849, un ancien cheikh d'Abd-el-Kader, Bou-Zian, profitant du mécontentement causé par certaines mesures administratives, prêcha la guerre sainte dans les oasis du Ziban. Une première colonne envoyée en juillet sur l'oasis de Zaatcha fut repoussée; une nouvelle expédition, conduite en octobre par le général Herbillon, fut également infructueuse. Le colonel Canrobert fit un siège en règle. L'assaut fut donné le 28 novembre. Canrobert enleva la première brèche, mais il fallut se battre rue par rue, maison par maison. La ville fut détruite de fond en comble et le chef insurgé fusillé. Dans l'Aurès, Nara, qui avait opposé comme Zaatcha une résistance opiniâtre, eut le même sort.

Bientôt après, un marabout naguère dévoué à la France, Mohammed ben Abdallah, secrètement encouragé par la Turquie à son retour de La Mecque, souleva à son tour plusieurs tribus. D'Ouargla il marcha sur Laghouat, dont il s'empara. Le général Pélissier vint assiéger cette ville et l'emporta le 4 décembre 1852, après des combats meurtriers. Mohammed s'étant enfui dans l'extrême Sud, le cheikh des Oulad-Sidi-Cheikh, Si-Hamza, offrit son concours contre cet agitateur de basse origine, dont il voyait avec jalousie croître l'influence, le poursuivit avec les goums des tribus, soutenus par des colonnes légères, et lui enleva Ouargla (décembre 1853). Si-Hamza, que les tribus appelaient le kalifa français, fit reconnaître son autorité des frontières tunisiennes jusqu'au Djerid tunisien.

A la fin de 1854, une colonne, placée sous les ordres du général Desvaux, entra à Touggourt après un combat d'avant-garde, tandis que le commandant du Barail y arrivait par Laghouat. Ces opérations amenèrent la soumission de l'oued Rirh et de l'oued Souf.

En 1860, Mohammed ben Abdallah, réfugié à In-Salah, tenta un nouveau coup sur Ouargla. Ce fut encore la famille des Oulad-Sidi-Cheikh qui nous servit : Si-Bou-Becker, fils de Si-Hamza, mit en déroute nos ennemis et rendit Ouargla à la France, qui l'a toujours conservée depuis.

L'intervention des Oulad-Sidi-Cheikh nous avait permis aussi d'entrer en relation avec les Touareg dès 1854. Si-Hamza avait ramené, cette année-là, de Ghat, le cheikh Othman, qui, au nom d'Ikhenoukhen, aménokhal des Touareg Azdjer, promit au gouverneur général de bien accueillir nos négociants. En 1856, le capitaine de Bonnemain parvint à Ghadamès; en 1858, l'interprète Bou-Derba conduisit une caravane à Ghat et vendit des marchandises dans le pays, mais l'entrée de la ville lui fut interdite. Enfin les voyages de Henri Duveyrier marquèrent le point de départ de l'exploration scientifique du Sahara algérien, en même temps que de la pénétration vers le sud.

Voyages de Duveyrier. — Henri Duveyrier n'avait pas vingt ans au moment où il conçut le projet d'explorer le Sahara. Il

s'était fortement préparé à son voyage et se proposait de relier par des itinéraires les positions extrêmes que nous occupions en Algérie aux plaines du Sahara algérien et à leurs oasis. Il ne lui fut pas donné de réaliser entièrement son dessein ; mais on doit à son intrépidité et à sa persévérance la première grande exploration de l'Afrique du Nord et l'une des plus fructueuses.

Duveyrier débarqua à Philippeville le 8 mai 1859 et se dirigea vers le Touât, mais l'état politique du pays l'empêcha de l'explorer. Muni d'une lettre de recommandation du cheikh des Oulad-Sidi-Cheikh, il se rendit alors à El-Goléa, où aucun Européen n'avait pénétré encore, et il limita ses recherches aux parties du Sahara algérien qui s'étendent sous les méridiens d'Alger et de la province de Constantine, et plus à l'est dans le sud de la Tunisie.

De retour à Biskra en avril 1860, encore souffrant des fièvres contractées dans l'Oued-Rirh, il apprit que la demande de mission chez les Touareg du Nord adressée par lui au gouvernement avait été favorablement accueillie. Il se rendit à Ghadamès ; là, il s'entendit avec Ikhenoukhen, qui l'accompagna à Ghat. Grâce à cet appui, il put entrer dans la ville, en dépit du mauvais vouloir de ceux qui s'étaient montrés hostiles à Bou-Derba, et renouveler les ouvertures déjà tentées. Il y séjourna quinze jours. De là, les deux voyageurs allèrent à Mourzouk, où un accueil favorable leur fut fait par les autorités turques. Des raisons politiques décidèrent le chef targui à retourner dans son pays. Duveyrier, après une nouvelle excursion dans l'est vers Zouïla, revint à Tripoli par la route de Sôkna, à la fin de 1861. Il se disposait à se rendre à Tombouctou, sous la protection du marabout Sidi-el-Bakkay, cousin du cheikh de cette ville, quand il tomba gravement malade à Alger.

Henri DUVEYRIER (1840-1892).

Traité de Ghadamès. — Après la tentative inutile de Duveyrier pour entrer dans le Touât, le commandant Colonieu et le lieutenant Burin avaient, en 1860, essayé à leur tour de pénétrer dans une autre oasis du Sud algérien, le Gourara; mais, malgré la protection des Oulad-Sidi-Cheikh, ils ne purent atteindre Timmimoun.

Cependant, à la suite de la mission de Duveyrier, un voyage en France du cheikh Othman fournit une occasion nouvelle de renouer des relations dans le Sahara. Le gouvernement ayant obtenu la promesse d'un traité de commerce, le maréchal Pélissier, gouverneur général de l'Algérie, chargea le commandant Mircher, le capitaine de Polignac et l'ingénieur Vatonne de se rendre à Ghadamès, près du cheikh des Touareg Azdjer. Les cheikhs Ameur-el-Hadj et Othman, envoyés par l'aménokhal Ikhenoukhen, conclurent avec le commandant Mircher (26 novembre 1862) une convention par laquelle ils s'engageaient à protéger le passage des marchands français jusqu'au Soudan et promettaient de s'entremettre près des Touareg Kel-Oui pour obtenir de ceux-ci qu'ils laissassent nos négociants traverser l'Aïr. Mais aucune mission ne fut envoyée chez les Azdjer, et il suffit du renforcement de la garnison turque de Ghadamès pour empêcher le gouvernement de l'Algérie de donner suite à ses projets.

En même temps, une politique imprévoyante provoquait, dans l'Ouest, un soulèvement des Oulad-Sidi-Cheikh. Le Sahara nous fut fermé pour de longues années.

Insurrections dans le Sud oranais. — On pouvait croire que les tribus du Sud étaient définitivement ralliées à la cause française. Le cheikh des Oulad-Sidi-Cheikh, Si-Hamza, qui avait été investi du commandement de toute la région comprise entre Géryville et Ouargla, nous avait servis avec fidélité; il en fut de même de son fils aîné et successeur, Si-Bou-Becker; mais son second fils, Si-Sliman, défavorable aux Français et poussé par son oncle Si-Lala, saisit une occasion pour faire défection et marcha sur Géryville. Le lieutenant-colonel Beauprêtre, surpris dans le Djebel-Amour, fut massacré avec son escorte. Si-Sliman avait été tué par lui d'un coup de pistolet; ce fut dès lors le frère de Si-Sliman, Si-Mohammed ben Hamza, qui dirigea la révolte. Bientôt elle s'étendit jusqu'aux tribus du Tell, et les Flitta se joignirent aux Oulad-Sidi-Cheikh.

Le maréchal Pélissier organisa une expédition qui ne donna pas des résultats suffisants. Le général Deligny détruisit le ksar de Slitten, capitale des Flitta, mais l'échec du général Jolivet à El-Beïda, en 1864, rendit aux Oulad-Sidi-Cheikh toute leur audace. Une nouvelle expédition fut ordonnée contre eux par le maréchal de Mac-Mahon, gouverneur général de l'Algérie; le général Wimpfen, ayant sous ses ordres le général Chanzy, infligea plusieurs défaites aux tribus dissidentes, qui déposèrent les armes en avril 1870.

Cette paix ne fut pas de longue durée. Les dissidents, entraînés par un nouveau chef, Si-Kaddour ben Hamza, pénétrèrent dans le Tell, d'où le général Osmont les repoussa.

Le combat de Mégoub (23 décembre 1871), après lequel Si-Kaddour et Si-Lala prirent la fuite, mit fin à l'insurrection.

La même année, le général de Lacroix pénétra dans le pays d'Ouargla, et le général de Galliffet entra à El-Goléa, qui devait demeurer longtemps encore notre avant-garde dans le désert.

La pacification, qui paraissait définitivement rétablie, réveilla le goût des explorations, et la France chercha bientôt à tirer avantage du traité de Ghadamès.

Explorations de Dournaux-Dupéré, Soleillet et Largeau. — Le premier grand voyage accompli dans l'Afrique du Nord, après celui de Duveyrier, est le voyage de l'Allemand Gerhard Rohlfs. Il s'était proposé de se rendre de l'Algérie à Tombouctou par le Touât, mais il ne put remplir tout ce programme. Il pénétra dans le Tafilelt, puis se dirigea sur Ghadamès en touchant à In-Salah, et de Ghadamès il arriva à Tripoli. En 1865, il descendit de Ghadamès vers le Tchad par Mourzouk, le Tibesti et Bilma.

Un Français audacieux, Dournaux-Dupéré, voulut comme Rohlfs tenter à son tour de pénétrer dans Tombouctou. Il pensait qu'en tournant les oasis du Touât, que nous fermait la défiance des habitants, il pourrait arriver à son but. Parti en 1874, il parvint à Ghadamès, mais fut assassiné entre cette ville et le Touât avec son compagnon Joubert.

Dans le même temps, Paul Soleillet, prenant Laghouat pour point de départ, essayait, malgré les dangers de toutes sortes, de pénétrer dans le Touât par le Mزاب. Suivi d'une faible escorte, il arriva le 6 mars 1874 dans l'un des premiers ksour du Tidikelt; mais on lui interdit de pénétrer plus avant.

A son tour, Victor Largeau se proposa de chercher le moyen d'ouvrir une route commerciale entre l'Algérie et le Soudan. Soutenu par l'agha de Touggourt, il arriva à Ghadamès et obtint un traité qui ouvrait aux produits du Soudan un débouché nouveau du côté de l'Algérie.

Paul SOLEILLET (1842-1886).

Phot. Mathieu Deroche.

Dans une seconde expédition, en 1875, Largeau, accompagné par l'officier de marine Louis Say et par MM. Lemay et Faucheux, constata que les Ghadamésiens revenaient sur la parole donnée et dut faire volte-face. Parti une troisième fois en 1877, il entra dans l'Oued-Righ, arriva à Ouargla et se mit en route pour In-Salah; il s'arrêta en apprenant que des partis de Hoggar et de Châamba l'attendaient au puits d'Inîfel pour le massacrer.

Victor LARGEAU (1842-1897).

Phot. Duburguet.

Vers la même époque, Louis Say exécuta un voyage dans l'oasis de Temassinin.

Jusque-là toutes les tentatives faites pour pénétrer dans le Sahara étaient donc demeurées stériles, et pourtant personne ne contestait l'utilité qu'il y aurait eu pour notre commerce à ouvrir à la France et à l'Algérie une route vers le Soudan au milieu du désert. En 1879, l'ingénieur Duponchel proposa l'établissement d'une voie ferrée transsaharienne.

Le projet de chemin de fer transsaharien. Les mis-

sions Flatters. — En 1879, M. de Freycinet, ministre des Travaux publics, nomma une commission pour examiner ce projet hardi, qui consistait à relier l'Algérie au Soudan par un chemin de fer. Deux tracés furent proposés : l'un, à l'ouest, partant de Méchéria, fut étudié par M. Pouyanne, ingénieur des mines; l'autre, à l'est, le fut par deux missions distinctes : celle de M. Choisy, ingénieur des ponts et chaussées, et celle du lieutenant-colonel Flatters.

M. Pouyanne, accompagné de MM. Chavenord et Bailly, ne put dépasser Tiout, à 460 kilomètres de la côte.

La mission Choisy, partie le 17 janvier 1880 de Laghouat, atteignit Biskra le 16 avril, après un parcours de 1250 kilomètres environ. Le tracé de Biskra à Ouargla, reconnu comme présentant de nombreux avantages sur celui de Laghouat à El-Goléa, fut recommandé comme tête de ligne du futur chemin de fer.

Le lieutenant-colonel Flatters laissa Ouargla le 5 mars 1880, avec les capitaines Masson et Bernard, les sous-lieutenants Le Châtelier et Brosselard, les ingénieurs Béringer et Roche, et le Dr Guiard. La mission atteignit Aïn-Teïba, traversa l'oasis de Temassinin, noua des relations avec les Touareg, et parvint le 16 avril au lac Menghough. Les Touareg Azdjer avaient autorisé la mission à franchir leur territoire, mais ils avaient voulu soumettre aux agents du gouvernement turc à Tripoli les communications de Flatters. Les négociations traînaient en longueur, et la situation de la mission au milieu de tribus hostiles devenait dangereuse. Dans ces conditions, le colonel Flatters dut reprendre le chemin de l'Algérie.

Une seconde campagne fut préparée l'année même. La mission comprenait, outre Flatters, le capitaine Masson, les ingénieurs Béringer, Roche et Santin, le lieutenant de Dianous, le Dr Guiard, les sous-officiers Dennery et Pobéguin.

Partant d'Ouargla le 4 décembre 1880, Flatters suivit une route non encore relevée : l'oued Mia et les contreforts orientaux du plateau qui s'étend d'El-Goléa au Tidikelt. La caravane se dirigeait d'Amguid sur Asiou, lorsque, le 16 février, à Bir-el-Gharama, elle tomba dans un guet-apens. Flatters était parti avec Béringer, Masson, Roche, Guiard et dix hommes, pour examiner le puits de Tadjenout, dans un chemin étroit où on l'avait attiré. Les Touareg embusqués fondirent sur les Européens et les massacrèrent. Ils poursuivirent ensuite les survivants, qui, manquant d'eau et de vivres, commencèrent une désastreuse retraite à travers le désert. Les Touareg leur vendirent des dattes empoisonnées, qui provoquèrent chez plusieurs une folie furieuse. Le 20 mars,

Le colonel FLATTERS
(1832-1881).

Dianous fut tué par les Touareg dans un combat à Amguid. A partir de ce moment, la retraite fut signalée par des scènes horribles; les malheureux, privés de toute nourriture, s'entretuèrent et se nourrirent de chair humaine. Le 2 avril, dix survivants, dont pas un seul Français, arrivèrent à Hassi-el-Messeguem, où ils furent recueillis par des cavaliers envoyés d'Ouargla à leur rencontre.

Ce tragique événement fit ajourner les études du tracé d'un transsaharien.

Projet de mer intérieure saharienne. — D'autre part, le commandant Roudaire avait proposé en 1874 d'inonder la région des chotts en coupant le bourrelet qui sépare le chott Fedjij du golfe de Gabès. Ce projet de mer intérieure saharienne fut repoussé en 1882, les dépenses paraissant devoir être hors de proportion avec les recettes probables.

Insurrection de Bou-Amama. — De nouvelles insurrections contribuèrent encore à retarder notre pénétration dans l'extrême sud. Dès 1876 une tentative de révolte s'était produite près de l'oasis d'El-Amra, au sud de Biskra; elle fut réprimée en peu de jours. Il en fut de même pour les troubles qui éclatèrent dans l'Aurès en 1879. Mais en 1881 le Sud oranais fut plus gravement agité. La nouvelle révolte eut un caractère religieux. Ce fut un marabout, Bou-Amama, de son vrai nom Mohammed ben Arbi, qui excita les populations contre la France. Il était né en 1840 à Figuig, où son arrière-grand-père avait la réputation d'un saint. Il appartenait à la tribu des Oulad-Sidi-Cheikh. En 1873, il vint s'établir avec sa famille à Moghor-el-Tahtani et y fonda une zaouïa. Ses talents comme prestidigitateur et ventriloque lui firent attribuer une puissance surnaturelle, et il n'eut pas de peine à acquérir une grande influence. Les sentiments qu'il manifestait contre nous et ses agissements secrets le firent soumettre à une sévère surveillance de notre part. En 1881 les indigènes du Sud oranais, depuis longtemps gagnés à la cause de Bou-Amama, saisirent une occasion pour lever l'étendard de la révolte. Le moment était bien choisi, car le massacre récent de la mission Flatters et les attaques des Khroumirs, à la frontière de Tunisie, pouvaient faire croire à un affaiblissement de notre autorité en Afrique.

Un officier du bureau arabe de Géryville, le sous-lieutenant Weinbrenner, s'était rendu dans un douar pour arrêter des émissaires de Bou-Amama; il y fut massacré le 22 avril avec son escorte. Ce fut le signal de la révolte, qui bientôt engloba les Trafti, les Amour, les Cheurfa, les Beni-Guil, et beaucoup d'autres tribus. Plusieurs contingents indigènes furent mis en déroute, et le colonel Innocenti, après une rencontre près de Chelala, le 19 mai, dut battre en retraite et remonter vers le Tell. Le 2 juin, l'inspecteur des télégraphes, Bringard, fut surpris et massacré à Aïn-Defalid avec toute son escorte. C'est alors que la colonne de la division d'Oran sous le commandement du général Détrie, s'avança contre Bou-

Amama ; mais celui-ci se porta vers le nord, puis vers l'ouest, occupant Frendah le 10 juin, soumit diverses tribus et massacra les ouvriers espagnols des chantiers d'alfa de Saïda. Bou-Amama échappait constamment à l'action de nos colonnes, grâce à la rapidité et à l'audace de ses marches. Aussi, malgré quelques succès partiels, fallut-il prendre des mesures plus énergiques. On chargea alors les généraux Delebecque et Saussier de diriger les opérations.

Au mois de juillet, Bou-Amama tenta une nouvelle incursion, mais il essuya successivement plusieurs échecs, et nos troupes occupèrent Mécheria d'une façon permanente. La situation se compliqua par l'intervention d'un nouvel agitateur, Si-Sliman ben Kaddour, qui, le 17 novembre 1881, tenta un coup de main sur les tribus de Hamian. Cependant nos colonnes avaient mis la région à l'abri de nouvelles attaques. Géryville et Mécheria furent solidement gardés et les abords étroitement surveillés par nos goums. Le prolongement du chemin de fer de Saïda jusqu'à Mécheria contribua aussi à refouler les insurgés. Enfin une colonne, sous les ordres du colonel de Négrier, commandant de Géryville, parcourut les ksour de la région, exerça des représailles et détruisit la kouba d'El-Abiod-Sidi-Cheikh. En novembre on fouilla le massif montagneux des Amour et leurs tribus furent soumises. L'insurrection du Sud oranais était vaincue, mais nos soldats eurent encore à réprimer quelques agressions de Bou-Amama, qui s'était réfugié sur le territoire marocain.

Les Oulad-Sidi-Cheikh n'avaient pas non plus entièrement désarmé. La pacification ne pouvait être assurée que par leur soumission. M. Tirman, gouverneur de l'Algérie, chargea, en décembre 1881, le général Thomassin d'entamer des négociations avec eux. Celui-ci y réussit pleinement : la tribu devint notre alliée et 4 000 tentes rentrèrent sur notre territoire.

Le Sahara et la convention franco-anglaise du 5 août 1890. — Mais si la paix était rétablie dans l'extrême sud de l'Algérie, la sécurité était loin d'exister dans les régions plus méridionales. Le Sahara fit encore de nouvelles victimes.

Le lieutenant de cavalerie Marcel Palat, chargé d'une mission du ministère de l'Instruction publique, était parti de Géryville le 1^{er} octobre 1885 ; il comptait traverser le Sahara pour gagner Tombouctou et revenir de là au Sénégal. Il pénétra bien dans le Touât, mais le 8 mars 1886 il fut assassiné par ses guides, près de Bajoun, sur l'oued Flissen.

Quatre ans plus tard, un autre Français, Camille Douls, traversa le Touât sans être inquiété ; à trois journées d'In-Salah, ses guides, par ordre des chefs de l'oasis, l'assassinèrent durant son sommeil (6 février 1889).

Le traité de Ghadamès restait donc lettre morte. Cependant l'Angleterre s'était avancée par le bassin du Niger jusqu'au cœur du Soudan. Aussi, afin d'assurer pour l'avenir notre pénétration au Sahara, le gouvernement français crut-il le moment venu de faire fixer par un accord la situation respective des deux puissances sur le continent africain. La convention du 5 août 1890 régla à la fois les questions relatives à Madagascar, à Zanzibar, au Soudan. Elle fixa comme limite méridionale de notre influence, dans les territoires situés au sud de nos possessions

méditerranéennes, une ligne tracée de Say sur le Niger à Barroua sur le lac Tchad.

Cette convention plaçait tous les Touareg dans notre zone d'intérêts et nous assurait les routes du Soudan occidental (soit par Ouargla-Temassinin-Amguid, soit par El-Goléa-In-Salah). En nous laissant un accès au lac Tchad, elle nous permettait d'atteindre le cœur du continent. Nous pouvions pénétrer dans le Touât, l'Adrar, l'Aïr, le Damergou. Toute cette région est dominée par les Touareg, dont le parcours s'étend au sud jusque dans la boucle du Niger et à l'ouest jusqu'au pays des tribus maures, qui les séparent de la côte de l'Atlantique. Le traité du 5 août 1890 marque le début d'une période nouvelle durant laquelle nos explorateurs se sont avancés beaucoup plus avant dans le Sahara (1).

Missions Méry et d'Attanoux. — En 1890, le général Philibert et M. Georges Rolland rappelèrent l'attention publique sur la question du transsaharien.

Deux ans après, la Société d'études pour la construction d'un chemin de fer de Biskra à Ouargla, composée de MM. Rolland, E. Blanc, Fock, etc., chargeait Gaston Méry d'une mission géographique et commerciale, au sud d'Ouargla, dans le pays des Touareg Azdjer.

Gaston Méry partit de Biskra à la fin de novembre 1892, et, parvenu à Temassinin, il envoya un émissaire aux chefs touareg. Mais son guide châamba ne voulut pas l'accompagner au delà de Tebalbalet et, à Aïn-Hadjadj, la caravane, réduite par la peur, ne comptait plus autour de son chef que M. François Guilloux et cinq indigènes. Avancant toujours vers le sud, Gaston Méry s'arrêta, le 15 février 1893, au lac Menghough, où les chefs touareg azdjer lui donnèrent l'assurance qu'ils attachaient toujours une grande valeur au traité passé à Ghadamès en 1862.

Il importait de profiter des bonnes dispositions des Sahariens. Dès la fin de 1893, Gaston Méry fut chargé d'une nouvelle mission, que l'état de sa santé ne lui permit pas d'accomplir. Le commandement de la mission fut confié à son second, M. Bernard d'Attanoux, qui partit avec les Pères Hacquard et Ménoret, M. Bonnel de Mézières et plu-

(1) La frontière séparant les possessions françaises et britanniques à l'est du Niger n'est plus aujourd'hui la ligne Say-Barroua. Depuis le traité du 14 juin 1898, le point de séparation est plus au sud, un peu au-dessus d'Ilo; la frontière s'infléchit ensuite pour laisser à l'Angleterre le Sokoto, puis elle redescend pour donner le pays de Zinder à la France, et elle rejoint ensuite l'ancienne ligne Say-Barroua. (Voir plus loin, au chapitre SOUDAN, *Du Niger au lac Tchad*.)

Quant à la limite orientale de nos possessions sahariennes, elle a été fixée par la convention franco-anglaise du 21 mars 1899, qui complète celle du 14 juin 1898. Au nord du 15° parallèle, la zone française est limitée au nord-est et à l'est par une ligne qui part du point de rencontre du tropique du Cancer avec le 16° degré de longitude E. Gr., descend dans la direction du S.-E. jusqu'à sa rencontre avec le 24° degré de longitude E. Gr. et suit ensuite ce dernier méridien jusqu'à sa rencontre au nord du 15° parallèle avec la frontière du Darfour. Il en résulte que le Tibesti, le Borkou et l'Ennedi nous ont été désormais reconnus. (Voir le chapitre CONGO.)

sieurs Touareg venus en Algérie pour continuer des relations ébauchées déjà l'année précédente. La mission quitta El-Oued le 13 janvier 1894 et passa par Bel-Heiran, Aïn-Teïba, Temassinin, Aïn-Tebalbalet.

Dans les entrevues qui eurent lieu près du lac Menghough, les Adzjer déclarèrent encore qu'ils se considéraient toujours comme liés par le traité de Ghadamès, et ils en donnèrent à M. d'Attanoux la confirmation écrite.

Missions Foureau. — Fernand Foureau avait, de son côté, entrepris à diverses reprises de pénétrer dans le pays des Adzjer et de le traverser. Depuis Henri Duveyrier aucun voyageur n'avait, avec une égale persévérance, exploré les parties du désert qui s'étendent au sud de l'Algérie. Dès 1877, Foureau avait accompagné Largeau et Say dans le pays d'Ouargla. En 1883, il reconnut la région des « gassis » ou couloirs entre les dunes, qui sont caractéristiques du pays entre Ouargla et In-Salah.

En 1890, il s'avança par Ghardaïa jusqu'au pied du plateau du Tademayt, à 230 kilomètres d'In-Salah. En janvier-mars 1892, chargé d'une mission du gouverneur général, il alla à Touggourt, à Temassinin, El-Biodh, Hassi-el-Messeguem, et rentra à Touggourt par Aïn-Teïba.

Fernand Foureau, précédant de quelques jours Gaston Méry, releva ensuite à la boussole, de la fin de 1892 à février 1893, trois tronçons de routes qui n'avaient jamais été suivis par des Européens : de Aïn-Teïba à Hassi-Mouilah-Mâtallah (180 kilom.), entre l'itinéraire de Flatters et le Gassi-Touil; de Temassinin à Ghadamès (350 kilom.), en s'attachant à la limite méridionale du Grand Erg et en laissant au sud la route suivie par Gerhard Rohlfs; de Ghadamès à Hassi-Touaïza (320 kilom.), en coupant le Grand Erg du sud-est au nord-ouest, entre l'itinéraire de Largeau et ceux de Bonnemain et de Duveyrier.

En 1893-1894, F. Foureau accomplit un nouveau voyage au pays des Touareg. Il partit de Biskra le 22 octobre 1893 et gagna tout d'abord El-Goléa, afin de lever la route d'In-Salah. La reconnaissance se termina à Hassi-el-Mongar, à peu de distance au nord d'In-Salah.

L'explorateur revint alors vers Hassi-el-Hadj-Moussa, au sud d'El-Goléa, et, à peu près en même temps que la mission d'Attanoux, il passa à El-Biodh et à Temassinin. Ayant eu une entrevue avec les notables adzjer, le 11 janvier 1894, il obtint de traverser leur territoire jusqu'aux monts Anahef, ce qui devait lui ouvrir le chemin de l'Aïr. Mais au bout de peu de jours des difficultés nouvelles surgirent, et la caravane, menacée, dut revenir en arrière. Foureau quitta les Touareg le 25 janvier, et, passant par

le plateau de Tinghert et Hassi-Tabankort, il fut de retour à Biskra le 4 mars.

Dès le mois d'octobre de la même année, Foureau fit une nouvelle tentative pour pénétrer dans l'Aïr. Il se dirigea vers Aïn-el-Hadjadj et prit la direction de Tarat, où il savait devoir rencontrer les Azdjer. Après avoir dépassé le puits de Menghough, l'explorateur vint camper à Hassi-Rijia. Mais les chefs des Azdjer voulurent mettre pour condition à son passage le règlement préalable, par le gouvernement de l'Algérie, de chameaux raziés jadis sur eux par des nomades du Sud algérien. La mission dut reprendre la route de l'Algérie. Cette exploration fut néanmoins intéressante au point de vue géographique. Foureau avait parcouru environ 2 200 kilomètres, dont plus de 1 000 par des routes nouvelles.

La somme due aux Azdjer leur ayant été versée, Foureau voulut profiter des bonnes dispositions des Touareg. Il quitta Biskra le 28 mars 1895, mais le 4 mai, à El-Biodh, sa caravane fut attaquée par une bande de dissidents, et il dut rebrousser chemin.

Il était de nouveau parti de Biskra en décembre 1895, quand, en raison de la situation troublée de la région qu'il devait traverser, il reçut du gouvernement des instructions qui ne lui permirent pas de poursuivre sa marche en avant. Bien qu'il n'eût pas dépassé le Grand Erg, il rapporta un levé de 879 kilomètres d'itinéraire nouveau sur un total d'environ 1 600 kilomètres effectués.

Revenu à Biskra le 15 février 1896, le persévérant explorateur n'en put repartir que le 20 mars 1897 pour tenter de nouveau de pénétrer dans l'Aïr. Il atteignit le Tassili et séjourna dans l'ouad Lézy au puits de Tassindja, ayant effectué un parcours total de 2 500 kilomètres, dont 440 en pays non encore relevé.

A Tassindja, il vit les notables des Azdjer. Il les trouva mieux disposés à son égard, et décidés même à l'escorter, leur chef Ouan-Guedassen en tête. Mais lorsqu'il s'agit de fixer la solde de l'escorte et le prix des chameaux, ils montrèrent des prétentions inacceptables. En somme, les Azdjer entendaient faire payer cher leurs services.

Mesures de défense et pénétration vers le sud. —

Les tentatives réitérées de Foureau montrent combien il est difficile de traverser ces régions, où les Touareg sont maîtres. Mais si l'on peut encore voyager au Sahara avec quelque sécurité lorsqu'on se met sous la protection des chefs, on court les plus grands dangers lorsqu'on traverse

sans cette sauvegarde les pays où vivent des populations pauvres, affamées et cupides. C'est surtout dans la zone comprise entre les postes français sud-algériens et les territoires ordinaires de parcours des tribus azdjer, que l'on rencontre des Touareg maraudeurs, cherchant toujours quelque caravane à arrêter et à dévaliser.

Les rezzous qui avaient attaqué Foureau en 1895 furent aussi les auteurs du désastre de l'expédition de Morès : le 8 juin 1896, l'infortuné voyageur fut tué à El-Outia, par 31° de latitude nord et 8° de longitude, victime de la trahison de Touareg et de Châamba dissidents.

Afin d'arrêter l'audace des rezzous qui parcouraient ainsi tout le nord du désert, pillant les caravanes, s'attaquant à nos postes et aux troupeaux de nos tribus, et en même temps pour jalonner les routes futures, on établit toute une série de forts en avant de nos positions. En décembre 1892, on installa un poste à Hassi-Inifel, à 150 kilomètres au sud-est d'El-Goléa ; en 1893, on créa à Hassi-Chebaba le fort Miribel, pour commander la vallée de l'oued Mia, et à Hassi-el-Homeur le fort Mac-Mahon, pour commander celle de l'oued Meguiden. Puis, en décembre de la même année, on établit le fort d'Hassi-Bel-Heïran (fort Lallemand), dans la province de Constantine, à 110 kilomètres au sud de Touggourt, dans la vallée de l'Igharghar. C'est aussi en 1893 qu'on créa à l'est, sur la frontière tunisienne, Berresof et Mademine. Enfin, en 1895, on installa le poste d'El-Abiodh-Sidi-Cheikh, qui facilita tout à la fois notre action de police dans l'extrême sud et nos relations avec les Oulad-Sidi-Cheikh.

En même temps, nos officiers poussaient assez loin des reconnaissances vers le sud. En mai 1895, le commandant Godron, commandant du cercle de Géryville, dans le Sud oranais, s'avança avec les lieutenants Sarton du Jonchay et de la Mothe jusqu'à Tabel-Kosa, où il fut bien reçu par les ksouriens.

En 1896, le lieutenant du Jonchay, avec ses cavaliers d'escorte, effectua aussi presque totalement le même parcours. Cet officier était accompagné de M. Flamand, chargé de conférences à l'École supérieure des sciences d'Alger, qui, du 28 mars au 26 mai, accomplit avec lui dans le Sahara oranais un voyage scientifique important. Parti d'El-Abiodh-Sidi-Cheikh, il étudia le chemin de caravane que suivent les Oulad-Sidi-Cheikh pour se rendre de ce point au Gourara. Il descendit l'oued Gharbi jusqu'à Rahnet-el-Halib et atteignit de là Hassi-Cheikh et Tabel-Kosa.

Du Tin-Erkouk, dans la zone méridionale des areg (1), la mission Flamand gagna le Tademayt et parcourut la zone sud du Meguiden.

D'autres opérations d'une certaine étendue, entreprises en décembre 1896 par le commandant Godron, furent marquées par la poursuite de bande de maraudeurs, dans le voisinage du Grand Erg.

Malheureusement on eut encore à noter pour l'année 1896 un nouvel attentat commis dans l'extrême sud de l'Algérie. Un officier français, le lieutenant Collot, fut assassiné par des Châamba dissidents, entre El-Goléa et Hassi-Inifel, au nord de Fort-Miribel.

(1) *Areg*, pluriel de *erg*, massif de dunes.

Enfin, en décembre 1897 et de mars à mai 1898 les capitaines Germain et Laperrine firent, de Fort-Mac-Mahon comme point de départ, quatre reconnaissances, qui leur permirent d'établir un levé jusqu'aux portes mêmes de Ksar-el-Kébir, le principal des ksour d'In-Salah.

De son côté, le gouverneur général, M. Jules Cambon, s'avança en 1896 au delà d'Aïn-Sefra jusqu'à Djenien-Bou-Rezg et se rendit ensuite à El-Abiodh-Sidi-Cheikh, où s'était fixé Si-Kaddour ben Hamza, chef des Oulad-Sidi-Cheikh. Cette visite permit au gouverneur de consolider les bons rapports déjà existants avec cette grande famille, qui depuis sa soumission est toujours restée dévouée à la France.

Du côté du Sud oranais notre pénétration fut rendue plus effective encore par la prolongation jusqu'à Djenien-Bou-Rezg du chemin de fer d'Aïn-Sefra. C'est à la suite de la révolte de Bou-Amama que l'on avait construit la ligne de Saïda à Mécheria, continuée ensuite jusqu'à Aïn-Sefra. Le tronçon inauguré le 1^{er} février 1900 par le gouverneur général Laferrière amena la ligne au voisinage de l'oasis marocaine de Figuig. Le chemin de fer doit être prolongé de Djenien-Bou-Rezg à Igli par Zoubia (Duveyrier). De ce point, les deux vallées de l'oued Zousfana et de l'oued Saoura forment une route naturelle vers le Touât.

Ces divers jalons, successivement posés dans le Sahara, ont été le point de départ de notre pénétration dans les oasis du sud et sur la route du Soudan, œuvre dont l'honneur revient aux missions Foureau-Lamy et Flamand.

Mission Foureau-Lamy. — Après les nombreuses expéditions qu'il avait conduites au cœur du Sahara, Fernand Foureau avait acquis la conviction que la traversée n'en serait possible que le jour où une grande mission, disposant de fonds suffisants et munie d'une escorte bien armée, saurait imposer le respect aux Touareg et se passer de leur concours. Les cir-

SI-KADDOUR BEN HAMZA.

D'après une photographie communiquée
par M. de La Martinière.

constances ayant permis l'organisation d'une semblable mission, Foureau fut mis à sa tête, et reçut une escorte de tirailleurs et de spahis qui fut placée sous les ordres du commandant Lamy, ayant avec lui le capitaine Reibell et cinq lieutenants. En outre, l'expédition comprenait MM. Dorian, Villatte, du Passage, naturaliste du Muséum, et Leroy. L'effectif total était de 310 hommes.

Le but de la mission était d'atteindre l'oasis de Taghelel, dans le Damergou, afin d'y rejoindre la mission Voulet-Chanoine, qui devait arriver en ce point par le Soudan.

La caravane Foureau se mit en route, de Biskra, le 24 septembre 1898. Elle prit la route d'Ouargla et laissa cette ville le 23 octobre; le 18 novembre elle était à Temassinin. Elle pénétra alors dans la dangereuse région du Tassili ou haut plateau des Azdjer en passant par Tebalbalet, Aïn-el-Hadjadj, le lac Menghough, le Tindesset.

L'obstacle du Tassili franchi, la mission arriva à l'oued Affattakha. Le 8 janvier 1899, elle passa, par 1 362 mètres d'altitude, la ligne de partage des eaux de la Méditerranée à l'Atlantique, dans le massif du mont Ahorrene. Durant tout ce trajet, elle ne fut pas inquiétée par les Touareg. Elle le dut à ce que son contact avec le nord avait été assuré d'une façon constante par le capitaine Pein, chef du poste d'Ouargla, et le lieutenant de Thézillat. Ces officiers installèrent un poste à Temassinin et firent un grand nombre de marches et de reconnaissances pour assurer tout à la fois la sécurité de la mission et son ravitaillement.

M. Foureau et ses compagnons arrivèrent à Tadent le 17 janvier, visitèrent le lieu du massacre de la mission Flatters, et parvinrent le 2 février au puits d'In-Azaoua, au sud d'Asiou, dans les montagnes dénudées du Tadjenout. La mission avait perdu dans cette région près de deux cents chameaux.

Ne pouvant continuer sa marche dans les mêmes conditions, elle établit à In-Azaoua un petit réduit de pierres sèches, où elle laissa, sous la garde d'une cinquantaine de tirailleurs, les vivres et les marchandises qu'elle ne pouvait plus transporter. Puis, avec le reste des chameaux, la masse principale de la caravane partit pour l'Aïr. Elle parvint le 17 février, au puits de Taghazi, et le 24, elle s'installa à Iferouane, le premier village de l'Aïr. On chercha vainement à s'y procurer des chameaux. Sous prétexte d'en amener, les Touareg tentèrent une attaque contre la mission et furent d'ailleurs repoussés. Le commandant Lamy retourna alors à In-Azaoua, avec tous les animaux, pour y chercher la garnison et les marchandises qui y avaient été

laissées. Il dut, avant de partir, brûler tout ce que le défaut de bêtes de somme l'empêcha d'emporter, et, non sans peine, ramena le reste, d'étape en étape.

Le 25 mai, le gros de la mission reprit sa marche vers le sud et arriva le lendemain à Aguellal. Du 5 au 11 juin le commandant Lamy retourna à Ifrouane pour y reprendre le matériel qu'il avait dû laisser; là encore il fallut brûler des marchandises, des vivres, des bagages. Des reconnaissances effectuées autour d'Aguellal permirent de se procurer quelques animaux; au cours de l'une d'elles, le commandant Lamy eut à repousser un fort parti de Touareg.

Enfin, le 25 juin, la mission laissa Aguellal, après avoir fait de nouveaux sacrifices de matériel, et, le 28 juillet, elle arriva à Agadès, l'ancienne métropole commerciale de l'Aïr. Le sultan et les habitants l'accueillirent sans malveillance, mais l'aidèrent faiblement. On laissa la ville le 10 août pour se diriger vers le sud; mais après quelques étapes, on s'aperçut qu'on allait au nord. C'était le principal guide targui qui avait trahi la mission; après enquête, on le fusilla. D'autres Touareg s'offrirent

alors comme guides, mais on ne put obtenir d'eux aucun renseignement précis, et il fallut revenir à Agadès.

Là, après plusieurs semaines de pourparlers demeurés sans résultat, le commandant Lamy dut faire occuper militairement les puits pour obtenir des animaux de bât. Cette menace fut efficace, et la mission, reformée, put enfin se mettre en route pour le Damergou (17 octobre). Elle atteignit Zinder, la capitale, le 2 novembre. Enfin, le commandant Lamy partit pour le Tchad le 27 décembre, et Foureau le 29. Les deux sections, réunies le 9 janvier 1900, poursuivirent ensuite leur route vers le Kanem. Le 24 février, la mission Foureau-Lamy opéra

M. Fernand FOUREAU, né en 1850.
Phot. Liébert.

sa jonction à Goulféï, avec la mission Joalland-Meynier (ancienne mission Voulet-Chanoine), venue du Soudan, et le 11 avril, à Nondjafa, avec la mission du Chari, conduite par M. Gentil (1).

Mission Flamand. Occupation du Tidikelt, du Gourara et du Touât. — L'occupation de l'oasis d'In-Salah, depuis longtemps préparée par les reconnaissances de nos officiers, fut effectuée au commencement de 1900 par la mission Flamand. Dès 1893, une expédition, envoyée dans les oasis, avait été brusquement arrêtée dans sa marche.

Georges FLAMAND, né en 1861.

La mission Flamand, organisée sous les auspices du ministère de l'Instruction publique, dans le but d'explorer scientifiquement le Tademayt, le Mouydir, ainsi que l'erg d'Adjemor, n'avait pas à faire œuvre militaire; mais, en prévision d'une attaque possible, elle était accompagnée d'une escorte commandée par le capitaine Pein. De plus, elle était suivie à quelque distance d'un contingent de spahis sahariens, placé sous les ordres du capitaine Germain.

Partie d'Ouargla le 28 novembre 1899, la mission était parvenue sans incident, le 27 décembre, dans le Tidikelt, quand, le 28, elle fut attaquée inopinément à Igoesten. Le capitaine Pein repoussa les agresseurs et s'empara des chefs Ba-Hammou et Badjouda.

Le parti hostile à la France recruta bientôt quelques renforts et fit un retour sur In-Salah, espé-

rant en déloger la mission. Le goum du capitaine Pein et les spahis du capitaine Germain se portèrent à la rencontre des assaillants et, après un vigoureux combat, les mirent en complète déroute. Le lendemain, 6 janvier 1900, la population d'In-Salah déclara vouloir se soumettre et la mission entra dans la ville.

L'occupation d'In-Salah n'était que le prélude de notre établissement dans tous les oasis du sud. Le traité de 1845, conclu après la bataille de l'Isly, ne mentionnait qu'un seul centre, Figuig, comme relevant du Maroc; le Gourara, le Touât et le Tidikelt entraient complètement dans la zone d'influence française et il n'appartenait qu'à nous d'en prendre possession.

(1) On reviendra sur la dernière partie du voyage de la mission Foureau-Lamy au chapitre SOUDAN, *Du Niger au lac Tchad*, et au chapitre CONGO.

M. Flamand revint à Alger le 23 février 1900, sa mission terminée, mais l'œuvre commencée par lui fut poursuivie par des colonnes d'occupation. L'une d'elles, commandée par le colonel d'Eu, s'empara, le 19 mars, d'In-Rhar, également dans le Tidikelt, après un vigoureux combat. Elle poursuivit ensuite l'ennemi et lui fit évacuer les oasis les plus occidentales du Tidikelt, désignées sous le nom générique d'Aoulef et dont l'un des principaux centres est Akabli.

En même temps, une colonne de soutien, venue du Sud oranais, se porta vers l'oued Zousfana et occupa Igli le 5 avril. Cette localité, située au confluent de l'oued Zousfana et de l'oued Saoura, sur la route qui conduit de Djenien-Bou-Rezg au Touât par le Gourara, constitue l'un des points stratégiques les plus importants de cette partie du Sahara. L'occupation de l'oued Zousfana et d'Igli par la France établit aussi d'une façon précise les droits qu'elle prétend avoir vis-à-vis du Maroc au sud de Figuig.

Pendant qu'avaient lieu ces opérations, une nouvelle colonne expéditionnaire était formée en vue d'occuper le Gourara et l'Aougerout, c'est-à-dire le Touât septentrional. Les deux fractions qui devaient la composer, parties l'une d'El-Goléa, l'autre de Géryville, se réunirent le 17 mai à Tahantes, ksar du Tin-Erkouk, entre Tabel-Kosa et Timmimoun. Tous les ksour de cette région reconnurent notre autorité, et le 21 mai la colonne se dirigea vers Timmimoun, dont la djemmaa (conseil des notables) envoya aussi sa soumission. Au mois d'août, Adrar, la principale ville du Timmi fut à son tour occupée.

Les Berabers manifestèrent une certaine effervescence, et le 28 août, le capitaine Falconetti se trouva aux prises à Sahela-Metarfa, du côté de Timmimoun, avec un assez fort parti de ces nomades. Deux engagements eurent lieu (30 août et 5 septembre). La colonne dut regagner Timmimoun.

Soumission de Bou-Amama. — Notre pénétration vers Igli et le Touât et la continuation dans la direction de Figuig, au delà de Djenien-Bou-Rezg, du chemin de fer du Sud oranais, devaient nécessairement mettre fin à toute tentative d'agitation dans cette région. Bou-Amama qui, après sa défaite, s'était réfugié à Deldoul, dans le Touât septentrional, puis dans l'oasis de Figuig, fit sa soumission aux autorités françaises, en décembre 1900, comme l'avaient faite jadis les chefs de la famille des Ouled-Sidi-Cheikh, Si-Eddin ben Hamza et Si-Kaddour ben Hamza. Il entraîna dans le même mouvement les chefs des Doui Menia et des Ouled-Djerid qui demandèrent et obtinrent eux aussi l'« aman », c'est-à-dire le pardon. Cet acte de soumission, s'il est sincère, ne peut que renforcer notre autorité dans le Sud-Ouest algérien et à en assurer la pacification définitive.

Georges TREFFEL.

L'ADMINISTRATION

De même que le Sahara est, au point de vue géographique, une région distincte de l'Algérie, de même il conviendrait de donner à nos confins militaires sahariens une organisation spéciale, de manière à ce que la pénétration obéisse à une impulsion unique et à des méthodes semblables dans les trois provinces algériennes et en Tunisie d'abord, puis au nord et au sud du Sahara, à In-Salah et à Tombouctou.

Actuellement chacune des trois provinces algériennes est partagée en territoire civil et territoire militaire. Le territoire militaire, qui correspond à la partie méridionale et saharienne, est administré par les généraux commandant les divisions et les subdivisions, et, sous leurs ordres, par les officiers commandants supérieurs et par les bureaux arabes.

Le territoire militaire ou territoire de commandement comprend des communes mixtes et des communes indigènes. Les communes mixtes situées en territoire militaire sont administrées par des commissions composées du commandant de cercle, du commandant de place, du juge de paix et de cinq membres nommés par le général commandant la division. Les communes indigènes correspondent aux cercles et aux annexes et sont administrées par le commandant du cercle ou de l'annexe, assisté d'une commission municipale. Les communes ont une très grande étendue : en moyenne 2 millions d'hectares chacune, c'est-à-dire la superficie de deux ou trois de nos départements français.

Depuis l'occupation des oasis du Touat, on a créé trois annexes dans la région du sud-ouest : une à Igli, rattachée à la subdivision d'Aïn-Sefra, une à Timmimoun et une à In-Salah, dépendant toutes deux du cercle d'El-Goléa. Cette création a été, à notre avis, prématurée, parce que, la période de conquête n'étant pas terminée, c'est aux commandants de colonnes que toute l'autorité doit appartenir dans ces régions. D'ailleurs, on n'a pas donné à ces nouvelles circonscriptions administratives les moyens de vivre ; pour administrer, il faut de l'argent ; il faut des administrés qui payent un impôt, et les nouvelles annexes n'ont encore que des administrés en expectative. Mais ce n'est là évidemment qu'une situation provisoire, et il faudra bien en venir à une complète réorganisation des territoires sahariens.

Il n'est pas admissible, en effet, que nous continuions à avancer dans le Sahara en prolongeant indéfiniment vers le sud l'action de nos trois grandes divisions algériennes. On ne conçoit guère la division d'Oran s'arrêtant à Oualata, celle d'Alger à Zinder, celle de Constantine au Tchad. On a pourtant vu des choses presque aussi surprenantes, puisque, il y a quelques années, les divisions d'Alger et de Constantine procédèrent le plus sérieusement du monde à la délimitation de territoires absolument déserts, au beau milieu des dunes.

En séparant le Sahara proprement dit de l'Algérie, on se rendra un compte plus exact de ce qu'il nous coûte, et l'on pourra faire d'une manière plus fructueuse la balance des profits et des pertes. En outre, puisqu'on s'est décidé à donner à l'Algérie une certaine autonomie finan-

cière et à la pourvoir d'un budget spécial, il est impossible d'imposer à la colonie la charge de la pénétration vers le sud. C'est là une œuvre entreprise dans un but stratégique (on dit maintenant : dans un but « impérial », mais le sens reste le même, et il faut entendre par là une œuvre qui ne « paye » pas). On sera donc amené de toutes façons à constituer au Sahara des territoires militaires, comme ceux qu'on a récemment constitués au Soudan et dans la région du Tchad.

Quant à l'administration qu'il conviendra de donner au Sahara, une fois cette première réforme accomplie, il est clair qu'elle devra être aussi simple et aussi peu coûteuse que possible. Allons-nous introduire au Sahara les rouages compliqués de nos vieux pays d'Europe, séparer les « pouvoirs administratifs » et les « pouvoirs judiciaires », distinguer « les fonctions de payeur et celles d'ordonnateur », selon les « principes essentiels de notre droit public » ? Ce serait folie de vouloir assumer la charge d'administrer directement ces immenses solitudes, de nourrir tous les mendiants nomades et sédentaires du Sahara.

Nous possédons en fait dans le bureau arabe le mode administratif le meilleur pour la région saharienne. En principe, un bureau arabe est un organisme simple qui remplit auprès des populations indigènes les fonctions dévolues ailleurs à de multiples agents : travaux publics, contributions, assistance publique, administration communale, police, instruction judiciaire, etc... Les bureaux arabes de cercle, dans la pensée du maréchal Bugeaud, leur véritable créateur, fonctionnaient avec beaucoup de simplicité ; on en confiait la direction à un officier, voire même à un sous-officier (le maréchal des logis Margueritte fut le premier chef du bureau arabe de Teniet-el-Had). On demandait surtout au bureau arabe de servir de guide aux chefs indigènes, d'empêcher les conflits, de réprimer les brigandages et de faire rentrer l'impôt. Les officiers qui avaient le feu sacré, et ils étaient nombreux, initiaient les indigènes à nos méthodes de culture et amélioraient leurs exploitations. Margueritte leur fit construire des barrages qui permirent l'irrigation de terres jadis incultes.

Mais, peu à peu, cette organisation se complique ; on ne se contente plus des déclarations des chefs indigènes pour la perception de l'impôt ; il faut établir les listes d'impôt, les vérifier ; l'organisation judiciaire se perfectionne, le personnel devient plus nombreux. Actuellement, les bureaux arabes sont régis par l'instruction réglementaire de 1867, complétée par divers autres règlements. La paperasserie s'y est installée au moins autant que dans les autres branches de l'administration française.

Aussi, à mesure que notre domination s'étendait et s'affermissait en Algérie, l'organisation des bureaux arabes se perfectionnait si l'on veut, mais à coup sûr se compliquait. Au lieu d'être les conseillers des indigènes et d'exercer sur eux une sorte de protectorat, ils en sont venus à faire de l'administration directe.

Si donc l'on veut se servir des bureaux arabes pour administrer le Sahara dans la mesure où il convient de l'administrer, il faut les ramener au rôle modeste et simple que leur avait attribué Bugeaud. Notre genre de vie, à défaut de toute autre considération, s'oppose à ce que nous occupions les régions sahariennes de la même façon que nous avons

occupé le Tell; là où le Saharien se contente de peu, il nous faut beaucoup, c'est-à-dire au delà des ressources naturelles du pays. A proximité de nos postes, nous avons complètement détruit la végétation pour les besoins de notre existence : pâturage ou litière des animaux, combustible pour la cuisson des aliments.

Il faudra donc nous plier, dans la mesure du possible, au mode d'existence des Sahariens eux-mêmes; n'employer dans ces régions *que des troupes indigènes*, non point des troupes de garnison, mais des troupes essentiellement nomades, ayant seulement un port d'attache, une sorte de magasin où elles viendront de temps en temps chercher les ravitaillements indispensables, pour repartir aussitôt à travers les solitudes indéfinies. Ce seront des sortes de Cosaques sahariens, des goums et des mahligens. L'occupation du Sahara ne devra entraîner aucune réforme dans l'organisation locale, pour le moment tout au moins. Dans tel district, dans tel ksar, où l'administration est aux mains d'un conseil ou djemaâ, on laissera subsister la djemaâ; ailleurs, c'est une famille noble ou religieuse qui a l'autorité, on leur conservera cette autorité. On n'obligera pas les indigènes à aller se faire juger à Alger ou à Oran et on leur laissera la liberté, sous la surveillance du bureau arabe, d'appliquer la loi coranique, comme elles l'ont fait de tout temps. Quant aux impôts réguliers qui n'existent pas chez les populations indépendantes du Sahara, il faudra se contenter d'établir sur les palmiers une légère redevance, de manière à payer les frais d'occupation.

En somme, un léger tribut, une milice locale, des rapports de vassalité et un simple protectorat exercé par des officiers résidents, telle nous paraît être la formule qui suffira pour longtemps, sinon pour toujours, à l'administration saharienne (1).

Augustin BERNARD.

LA MISE EN VALEUR

Les oasis. — Une oasis peut être définie un point d'eau permanent avec des cultures irriguées. La vie sédentaire n'est possible au Sahara qu'autour de ces points d'eau. La principale culture est celle du dattier, dont les autres ne sont que l'accessoire. « Pour le voyageur qui vient du désert, l'oasis est un inoubliable spectacle. De loin, c'est une tache sombre sur le fond fauve du désert; d'un peu plus près, on aperçoit une masse confuse de feuillage, hérissée de quelques aigrettes de palmes géantes. On approche : la forêt, compacte tout à l'heure, s'éclaircit. Entre les grandes tiges, droites et nues, sous les larges parasols qui s'étalent à 20 et 30 mètres dans les airs, une deuxième forêt prend place : massifs d'arbres fruitiers à têtes rondes, entourés d'une haie d'épines ou d'un mur en terre; ce sont les jardins. Dans l'ombre épaisse de cette double voûte de verdure, qui laisse filtrer çà et là un rayon de lumière,

(1) Sur l'Islam au Sahara, voir plus haut, p. 260.

entre les sentiers étroits et les canaux où coule une eau limoneuse, la vigne, les champs d'orge, de mil ou de légumes forment des coins de verdure fraîche qui contrastent avec le sol brun et poudreux des clairières brûlées de soleil. Tout cela ne vit qu'à par le dattier. Lui seul rend le Sahara vraiment habitable; c'est le dattier qui a créé l'oasis. » (Schirmer.)

De même qu'il y a des eaux de surface et des eaux souterraines, il y a des oasis de rivières et des oasis de sources. Quelquefois, l'oasis doit son existence à un barrage naturel établi sur un oued, en général au débouché

Puits d'irrigation dans les Zibans. — Phot. Neurdein.

des montagnes (Laghouat, El-Kantara). Mais plus souvent l'eau est fournie par des nappes souterraines. Les puisatiers indigènes savaient déjà, avant la conquête française, atteindre les eaux artésiennes, percer la croûte qui les retenait prisonnières et les faire jaillir à la surface. Mais c'est la domination française, avec les moyens dont disposent nos ingénieurs, qui a, par les sondages artésiens, rendu la vie aux oasis de l'Oued-Rir et obtenu en maints autres points, à El-Goléa notamment, des eaux abondantes. La même œuvre pourra sans doute être accomplie ailleurs encore, mais les eaux artésiennes ne se trouvent qu'en des endroits limités; là même où elles existent, elles ne sont pas inépuisables, et il faut se garder de nourrir de trop vastes espérances sur la transformation du désert par le forage des puits.

Deux grands groupes d'oasis se rencontrent au sud de nos possessions méditerranéennes d'Algérie-Tunisie et y occupent le fond des deux grands bassins d'atterrissement; c'est, d'une part, la série des oasis d'Ouargla, de l'Oued-Rir (Touggourt), des Zibans (Biskra), et du Djerid tunisien, dans le bassin du Melrir; d'autre part, le chapelet des oasis du Gourara, du Touat et du Tidikelt, dans le bassin de l'oued Saoura. Le Gourara se trouve dans le prolongement de Meguiden, entre l'Erg occidental et le Tademayt; le Touat proprement dit est situé le long de l'oued Saoura, appelé ici oued Messaoud; le Tidikelt s'étend entre le Tademayt et le Mouydir. Ces dernières oasis, bien qu'à une latitude plus méridionale que celles de l'Oued-Rir, en forment le pendant au point de vue géographique et sont, comme ces dernières, dans notre dépendance naturelle. Quant aux oasis du Mزاب, situées sur le plateau crétacé, sorte d'isthme entre les deux bassins, elles occupent une situation anormale et pour ainsi dire contre nature, qui s'explique par des raisons historiques : elles sont le refuge d'hérétiques chassés de partout ailleurs par les musulmans orthodoxes.

« En dehors de ces quelques oasis habitées par des populations sédentaires, le Sahara est vide. Les explorateurs, à la suite de leurs reconnaissances, ajoutent indéfiniment des noms sur la carte de ces solitudes, qui sera bientôt aussi chargée que celle du département de la Seine; mais ces noms ne s'appliquent qu'à des puits, à des dunes et à certains accidents de la topographie saharienne (Ghourd, Gassi, Feijd, Draa, etc.). Les points qu'ils désignent n'ont aucune importance économique ou politique. » (De Castries.) Pour prendre un exemple, Temassinine, dont le nom revient si souvent dans l'histoire de la pénétration saharienne, est habité par *un seul* nègre, gardien du puits, qui y vit avec sa famille. Dans l'immense rectangle compris entre 5° de long. ouest, et 9° de long. est, entre 22° et 33° lat. nord, quelques rares noms sont à retenir parmi ceux qui figurent sur les cartes; ce sont Ghardaia, Ouargla, El-Goléa, Ghadamès, Ghat, et surtout le groupement important Tidikelt-Touat-Gourara.

Le commerce. — La valeur économique du Sahara est nécessairement des plus faibles. « Quand la terre sera si pleine d'habitants que tous les autres pays auront été utilisés par l'homme, il restera le Sahara comme dernière ressource. » (Scott-Keltie.) Cependant, si l'agriculture saharienne n'a qu'un avenir très limité, il n'est pas impossible que le Sahara renferme des richesses minérales assez précieuses pour attirer les hommes dans ce pays déshérité. N'a-t-on pas vu les nitrates enrichir les déserts de l'Amérique du Sud et la fièvre de l'or amener les foules dans l'Alaska, plus inhabitable encore que le Sahara africain? Mais on ne possède jusqu'ici sur ce point que des indices extrêmement vagues.

Il se fait au Sahara deux sortes de commerce : le commerce de ravitaillement, qui s'effectue entre les nomades des steppes, fournisseurs de blé et de laine, et les habitants des oasis, producteurs de dattes. Les deux seuls objets susceptibles d'échange que fournisse le Sahara sont la datte et le sel. Les principales salines sont celles d'Idjil, au nord de l'Adrar occidental, non loin de l'Océan, de Taoudeni, sur la route de Tombouctou, de Bilma, dans le Kaouar.

Au point de vue du commerce transsaharien, le désert doit être regardé comme un obstacle aux communications et aux relations commerciales. Cet obstacle n'est pas infranchissable, et des relations ont toujours existé à travers le désert entre le Soudan et l'Afrique méditerranéenne. Les principaux centres commerciaux, dans la zone d'influence française ou dans son voisinage, sont ceux de Ghat, Ghadamès, In-Salah, Tindouf, au nord ; Agadès et Araouan, au sud. Diverses routes de caravanes croisent en tous sens le Sahara entre ces points. Celles qui intéressent le plus directement nos possessions sont celles qui aboutissent à la région du lac Tchad, soit par Ghadamès et Ghat, soit par Ouargla, la sebkha d'Amadghor et l'Aïr, et celles qui aboutissent à la boucle du Niger par In-Salah et Araouan.

On s'est bien mépris sur l'importance du commerce transsaharien ; la valeur totale du commerce du Soudan à la mer par le Sahara peut être évaluée à environ 10 millions, dont 8 1/2 pour la Tripolitaine : c'est le mouvement d'un port de vingtième ordre. L'importance de ce commerce va sans cesse en diminuant non seulement dans les possessions françaises de l'Afrique du Nord, mais aussi en Tripolitaine et au Maroc. Les entraves au commerce des esclaves, principal objet du trafic transsaharien, ont détourné les caravanes de nos territoires ; l'ouverture des voies de la côte occidentale d'Afrique a achevé la décadence. Ainsi le Sahara, qui est vide, paraît devoir se vider de plus en plus.

On espère remédier à cette situation par la construction de voies ferrées transsahariennes. Les projets de Transsaharien, d'abord mis en avant en 1879 par M. Duponchel, puis repris en 1890 par M. Georges Rolland, et en 1899 par M. Paul Leroy-Beaulieu, n'ont pas abouti jusqu'ici. On n'est parvenu à se mettre d'accord ni sur le point de départ, chacune des provinces algériennes ainsi que la Tunisie ayant ses partisans irréductibles, ni sur le point d'arrivée, les uns soutenant qu'il faut se diriger vers Tombouctou, les autres qu'il faut viser la région du lac Tchad. Sur le fond même de la question, l'accord entre partisans et adversaires du Transsaharien ne semble pas non plus près de se faire. Si les difficultés techniques, provenant des dunes et du manque d'eau, sont loin d'être insurmontables, les objections économiques sont nombreuses et graves. On a fait remarquer enfin que cette entreprise, dans l'ensemble des travaux s'imposant à l'activité de la France, est primée par quantité de projets d'une utilité incontestablement supérieure.

Quoi qu'il en soit, et en admettant même que, dans un avenir plus ou moins éloigné, la construction du Transsaharien soit indispensable pour donner à notre empire africain la cohésion qui lui manque et devienne « une dépense nécessaire dans la balance générale de l'entreprise », diverses opérations préliminaires devaient d'abord être effectuées : c'est en premier lieu l'occupation du Touat, désormais accomplie ; puis l'exploration méthodique du Sahara et du Soudan, qu'il faut poursuivre activement ; enfin la construction des voies ferrées sahariennes jusqu'à In-Salah, Laghouat et Touggourt, indispensable en tout état de cause pour assurer notre domination dans le Sahara.

« Si notre objectif est d'occuper et d'exploiter le Sahara, ainsi que de soumettre la confédération des Touareg comme nous avons pacifié les

tribus du Sud algérien, il est clair que nous ne l'atteindrons jamais, dussions-nous couvrir le Sahara d'un réseau de postes et de bureaux arabes, ce qui serait la plus folle et la plus ruineuse des opérations. » Mais la pénétration saharienne peut être comprise autrement : l'objectif qu'il semble raisonnable de nous proposer est « en premier lieu d'assurer la sécurité du Sud algérien et du Nord soudanais, et en second lieu celle de deux ou trois voies commerciales et stratégiques traversant le Sahara du nord au sud et reliant l'Algérie à nos possessions du Soudan. Renfermé dans ces limites étroites, le problème saharien comporte une solution. » (De Castries.)

LES VILLES

El-Goléa (*le Fortin*), poste fortifié et oasis, rattachés au territoire militaire d'Alger, à 357 kilomètres S. de Laghouat, 350. kil. S.-O. d'Ouargla

Ksar d'El-Goléa.

et 906 kil. d'Alger; lat. N. $30^{\circ}32'11''$, long. E. $0^{\circ}47'31''$; altitude, 402 mètres. Population, 1 800 habitants.

Le fond de la population est berbère; les Zenatas furent les premiers possesseurs de l'oasis; les Chambaa-Mouadi s'y établirent à leur suite. Elle était autrefois plus étendue qu'aujourd'hui et nourrissait une population de 5 000 ou 6 000 individus. Placée sur la route des caravanes qui font l'intercourse du Mزاب au Gourara et au Tidikelt et réciproquement, elle

CARTE DU SAHARA

était, depuis 1873, la sentinelle avancée de la France dans le Sahara; l'occupation en 1900 d'In-Salah et d'Igli a modifié l'état des choses, sans dépouiller toutefois El-Goléa de son importance stratégique. Les forts d'*Hassi*, *Inifel*, *Miribel* et *Mac-Mahon*, sont échelonnés entre El-Goléa et les oasis du Touat.

La ville se compose de deux agglomérations. La ville haute, ou ksar, s'élève sur le faite d'un monticule calcaire-argileux et de forme conique, haut de 70 mètres; la ville basse s'étend au pied de cette colline. Les maisons sont des huttes en pierre, ayant pour terrasse un toit fait de

Ghardaïa. — Phot. Geyser.

branches de palmiers recouvertes d'une couche d'argile; des grottes servent aussi d'habitation. L'administration française a construit quelques pavillons et un bordj ou poste fortifié, distant de 2 300 mètres de l'ancienne kasbah. Elle a en plus perforé trois puits artésiens qui, avec les puits creusés par les indigènes, sont d'un rendement suffisant pour irriguer une vallée très fertile, de 10 kilomètres de longueur sur 3 de largeur. El-Goléa est un « point d'eau » saharien; l'oasis actuelle, au seuil des dunes de sable, n'est cultivée que sur une étendue de 2 kilomètres. Elle compte seize mille palmiers et produit, outre les dattes, divers fruits, un peu de blé et d'orge.

Visitée par Duveyrier en 1859 et nominalement soumise à la France en 1861, El-Goléa fut occupée le 21 janvier 1873 par le général de Galliffet, qui y arriva à la tête de 700 hommes montés à méhari.

Ghardaïa (*R'ardaïa*), en kabyle *Taghardeït*, chef-lieu de cercle et capitale de la confédération des Béni-Mzab, à 450 kilomètres S. d'Alger

Laghouat. Panorama de l'oued Mzi. Vue prise du fort Morand. — Phot. Neurdein.

et à 166 kil. S.-S.-E. de Laghouat; lat. N. $32^{\circ} 28' 36''$, long. E. $1^{\circ} 33' 54''$; altitude, 530 mètres. Population, 8 000 habitants.

Située sur un îlot qui émerge de la longue vallée de l'oued Mzab, la ville est protégée par un mur d'enceinte peu solide, percé de trois portes. La masse de ses maisons, étagées les unes sur les autres, affecte le profil d'une pyramide à large base, portant à son sommet la citadelle et la mosquée, dont le minaret a 92 mètres de hauteur. La surface des trois quartiers de la ville, isolés l'un de l'autre par un mur continu, et comprenant 1 800 maisons, est de 2 kilomètres carrés. Dans le quartier central ou mzabite se trouvent une grande place (marché) et la *djemaa* (assemblée communale). Le quartier de l'Est abrite trois cents familles juives, venues du Maroc : ces Hébreux exercent divers métiers; une odeur nauséabonde s'échappe de leur logis. Ils n'ont pas reçu la naturalisation française. Le quartier Sud-Ouest appartient aux Médabsa. Le bordj français, où sont installés le bureau arabe, l'hôpital, la poste et le télégraphe, s'élève sur un mamelon vis-à-vis de la ville saharienne. Dans la plaine, il y a une école arabe-française et une autre école tenue par les Pères Blancs.

L'oasis de Ghardaïa, création de l'homme sur le sable et le roc, est une démonstration éloquente des merveilles qu'une population laborieuse et ingénieuse peut réaliser par une énergie persévérante, une patience infatigable. Dans cette région il ne pleut que tous les trois ans; les habitants ont donc établi de grands barrages dans le lit de l'oued Mzab et celui du Touzouz, d'où l'eau se déverse dans les jardins; en outre, ils ont creusé, sous le sable et sous un banc de pierres, des puits très profonds (de 60 à 80 mètres) — opération périlleuse — d'où l'eau s'élève jaillissante. Le sol de l'oasis, autrefois plus étendue, est tellement perforé d'orifices qu'il ressemble à un crible. L'eau vive court partout dans une infinité de rigoles. L'oasis compte aujourd'hui cent mille palmiers; la valeur de chacun est de 600 francs, et leur culture rapporte 10 pour 100. Ces palmiers, d'une hauteur prodigieuse, donnent des dattes exquis (15 kilogrammes par pied). Abrités par le dôme de leur feuillage, les pêchers, les abricotiers, les figuiers, les grenadiers, des vignes géantes, qui enlacent tous ces arbres fruitiers de leurs festons, enfin des légumes croissent dans ces jardins luxuriants qu'un travail acharné a créés et qu'il vivifie.

Ghardaïa a été annexée aux possessions françaises en 1882.

Laghouat, chef-lieu de cercle et de subdivision militaire, dépendant du département d'Alger, à 450 kilomètres S.-S.-O. d'Alger, lat. N. $33^{\circ} 48'$, long. E. $0^{\circ} 30'$; altitude, 746 mètres. Population, 5 000 habitants.

L'oasis de Laghouat est arrosée par les eaux de l'oued Mzi, et la ville — ville double, habitée jadis par deux populations — s'étend sur deux mamelons du djebel Tzigarin. De chaque côté du lit de l'oued s'élèvent les maisons en briques crues, les unes en saillie, les autres en retrait, sous un ciel d'un bleu intense. Un barrage de 300 mètres de longueur entre les deux mamelons retient l'eau du Mzi pour irriguer les jardins et les vergers sur une surface de 200 hectares. La ville est ceinte d'un mur

crénelé et a pour point d'appui le fort Bouscarin. La construction des bâtiments d'utilité publique rendus nécessaires par l'occupation militaire a modifié quelque peu l'aspect de la ville. Le *Dar Sefa* ou kasbah, maison en roches plates, est converti en hôpital.

L'oasis, au nord et au sud de la ville, renferme quinze mille palmiers ; mais la puissance de sa végétation se manifeste encore par la vigueur de la vigne, du figuier, de l'oranger, du grenadier qui croissent à l'ombre des palmiers. Le grand barrage de l'oued Mzi permet de récupérer pour la culture des céréales 1 000 hectares d'un sol resté jusqu'à ce jour stérile.

Laghouat. Vue générale.

Un jardin d'essai existe dans l'oasis, et un troupeau de mérinos paraît s'y être acclimaté.

Le général Pélissier fit de Laghouat un poste français en 1852.

Ouargla, ville et poste militaire, à 307 kilomètres S.-E. de Laghouat et à 651 kil. S.-S.-E. d'Alger ; lat. N. 31° 58', long. E. 2° 54'. Population, 4 000 habitants.

Située dans un bas-fond d'un chott, cette ville, qui renfermait cent mille âmes au xvi^e siècle (d'après Léon l'Africain), est l'avant-garde du Mزاب vers le désert. Quatre races forment le noyau de la population actuelle : Arabes, Mzabis, Haratin (aussi noirs que des nègres) et nègres proprement dits. Ces derniers sont fermiers ou colons. La ville indigène a pour enceinte un fossé, et l'on y accède par six ponts. Elle comprend

trois quartiers distincts, englobant trois mosquées et quatorze cents maisons en pisé ou en pierre à plâtre, aux murs crépis et à la toiture en terrasse. Le quartier militaire se compose d'une kasbah, d'une caserne et d'un hôpital. Les Pères Blancs dirigent une école indigène et soignent les malades.

L'oasis est une immense palmeraie, où l'on compte un million de dattiers, baignés par l'eau de 300 puits indigènes et de plusieurs puits artésiens. La France occupe Ouargla depuis 1852.

Touggourt, Tekkert, Tuggart, Tuggurth, ville et oasis, rattachées au département de Constantine, chef-lieu de l'Oued-Rir, au sud du chott Melrir, par 33° 32' de lat. N. et 4° 2' de long. E. Population, 6 000 habitants. — Située entre le pays des Beni-Mzab à l'ouest et le Souf à l'est, dans l'Oued-Rir, la moderne Touggourt (à 2 kilomètres de l'ancienne) est dotée de trois puits artésiens et possède des jardins étendus où 17 000 palmiers croissent avec les céréales et les légumes. Les écarts de température oscillent entre 7° et 46° à l'ombre. A l'est du mur d'enceinte, percé de deux portes, que forme l'alignement des maisons, on remarque la kasbah, vaste édifice, et le palais du commandement, très belle construction, ainsi que deux mosquées à l'intérieur de la ville, parmi les vingt qu'elle renferme. La cité arabe avec les deux faubourgs *Nezla* et *Babouch* est un groupement de quartiers distincts, aux maisons basses (un rez-de-chaussée), bâties en briques séchées au soleil ou en carreaux de plâtre cuit : une galerie à arcades encadre la cour intérieure de chaque habitation. Les artisans y sont nombreux et exercent divers métiers. La laine, les tissus de laine, les dattes, les fruits secs, les légumes, l'industrie locale alimentent le marché. — Fondée par les Rira, fraction des Zenata, Touggourt fut saccagée au xvi^e et au xviii^e siècle. Son dernier cheikh, Ben-Djellâb, se soumit à l'autorité française en 1844. L'occupation définitive date de 1872.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

LES possessions françaises de l'Afrique occidentale se divisent en deux groupes distincts : le premier, comprenant, sous le nom de *gouvernement général de l'Afrique occidentale française*, les colonies du Sénégal, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey ; le second, composé du seul Congo français.

Colonies formant le gouvernement général de l'Afrique
occidentale française.

Le gouvernement général de l'Afrique occidentale française a été institué par un décret du 16 juin 1895, qui plaçait la Guinée française, la Côte d'Ivoire, le Soudan français et le Sénégal proprement dit sous la haute direction politique et militaire d'un gouverneur général, tout en conservant à ces colonies leur autonomie administrative et financière sous l'autorité de leurs gouverneurs respectifs. Toutefois, il n'était pas maintenu de gouverneur spécial pour le Sénégal, le gouverneur général étant chargé de ces fonctions.

Le Dahomey demeurait en dehors de cette organisation ; mais son gouverneur, afin de donner à notre action dans l'Ouest africain une impul-

sion unique, était tenu d'adresser au gouverneur général un duplicata de tous ses rapports politiques et militaires.

D'après le décret précité, le gouverneur général était responsable de la défense intérieure et extérieure et disposait à cet effet de toutes les forces de terre et de mer qui y sont stationnées. Il était interdit aux gouverneurs de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et au lieutenant gouverneur du Soudan d'entreprendre, sans son autorisation, aucune opération militaire, sauf pour répondre à une agression. Un commandant supérieur des troupes de l'Afrique occidentale française était chargé, sous l'autorité du gouverneur général, de commander toutes les troupes réparties dans ces diverses régions.

Cette organisation fut modifiée une première fois le 25 septembre 1896 par un décret qui rendait son entière indépendance au Dahomey, et ne rattachait à l'Union la Côte d'Ivoire que par un lien fragile, en obligeant seulement son gouverneur, comme précédemment celui du Dahomey, à transmettre au gouverneur général une copie de tous les rapports adressés par ses soins au ministère des Colonies.

Mais elle fut précisée et fortifiée par un second décret, du 17 octobre 1899, qui constitue à l'heure actuelle la charte du gouvernement général de l'Afrique occidentale française. Afin de donner une cohésion plus grande à la réunion jusque-là un peu artificielle de nos possessions de l'Ouest africain et d'attribuer à l'autorité française, dans son origine et son exercice, plus d'harmonie et d'uniformité, cet acte rattache d'une façon expresse et définitive le Dahomey et la Côte d'Ivoire au gouvernement général, et surtout supprime, comme colonie autonome, l'ancien Soudan français, en répartissant ses diverses provinces entre les colonies côtières dont elles constituent l'arrière-pensée, et en créant dans ses régions extrêmes des territoires militaires. Il définit en outre les rôles respectifs du gouvernement général et du commandant supérieur des troupes, et contient enfin des dispositions financières spéciales.

VUE GÉOGRAPHIQUE GÉNÉRALE

Les régions où ont été créées les colonies du Sénégal, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey ne constituent pas seulement une unité politique, mais aussi, quoi qu'on en ait dit, une unité géographique. Cette appellation désigne bien, en effet, une région nettement délimitée, ayant son orographie propre avec un massif d'où s'échappent vers l'est et vers le nord des chaînes et des massifs secondaires; son climat, si caractéristique et si spécial; son hydrographie, avec les deux grands fleuves qui puisent leurs premières eaux aux mêmes montagnes, le Sénégal et le Niger, et ses côtes dont l'aspect est identique aux environs de l'embouchure du Sénégal et sur le golfe de Guinée.

Orographie. — Les hauteurs qui se dressent du Fouta-Djalon au Niger sont disposées en un certain nombre de crêtes parallèles et

orientées, sauf quelques exceptions, du sud-ouest au nord-est. Ce serait là comme une sorte de Jura africain. Sur un socle montagneux peu élevé courent du Fouta-Djalou à l'angle du Niger quatre ou cinq séries de hauteurs qui, toutes, se redressent peu à peu vers le nord.

Le soulèvement principal est l'épais massif du Fouta-Djalou, d'où se détachent dans toutes les directions, et particulièrement vers le sud et vers le nord, des chaînes d'une altitude médiocre. La Guinée peut être représentée par une succession de terrasses raccordées par des talus raides; la terrasse extrême est constituée par le Fouta-Djalou, dont l'altitude varie de 100 à 1 200 mètres, à cause d'une inclinaison générale du nord au sud. De ce massif se profilent vers le sud divers contreforts dont les principaux sont : 1° le plateau gréseux du Kanéa et ses soubassements; 2° l'arête du Tamisso, qui sépare la vallée de la grande Scarcie de celle de la petite Scarcie; 3° l'arête du Kolossaghea. D'autre part, vers le nord s'allongent également d'autres séries de collines, supérieures en altitude à celles du sud et qui, entamées, elles aussi, par de profondes érosions, vraisemblablement d'origine glaciaire, laissent s'échapper, par des pentes très abruptes, les cours d'eau, affluents du Sénégal : telles sont les hauteurs du Letansan (1 100 mètres) et celles de Bafoulabé.

La deuxième série de hauteurs part vraisemblablement du territoire de Libéria pour se terminer vers l'est à Tiola, parallèlement aux hauteurs de Sikasso. D'abord fort peu élevée (500 mètres environ à Koro), elle s'élèverait à 800 mètres et culminerait à 1 000 mètres aux environs de Lalasso. Au delà, la chaîne ne tarde pas à s'abaisser jusqu'à n'avoir que 400 mètres près de Tiola. Ces chaînes sont quelquefois doubles et même triples.

La troisième rangée est celle qui, partie des environs de Thiassalé, se dirige très loin dans la direction du nord pour prendre, au moment de se terminer, une orientation ouest-est. Ces hauteurs s'accroissent vers le nord : le massif de Bokabo constitue un plateau avec les monts Ambélé : « Par sa position centrale, par le nombre et l'importance des rameaux qu'il projette, le nœud serait le massif du mont Mina (20 000 kilomètres carrés), d'où jaillissent les sources de la Volta, du Banifing, de la Komoé et du Bandama. » Ce serait un Saint-Gothard en miniature. Ce massif se continue vers le nord par le soulèvement du KénéDougou et la chaîne assez peu explorée du Tagouara; enfin rien n'empêche d'admettre que ce massif, à son tour, se prolonge par les hauteurs du Hombori, dont les falaises abruptes culminent à 800 ou 1 000 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Une quatrième série de hauteurs, très bien observée par le capitaine Baud, se compose d'une petite chaîne qui longe tout d'abord la rive droite de la Volta (massif d'Akoumou), puis passe sur la rive gauche en gardant une hauteur de 400 à 500 mètres. Ces collines viennent diverger au plateau de Bismarckbourg, puis se confondent en une chaîne unique pour s'élargir à nouveau au massif de l'Atakora. « Au-dessus de Kouandé, comme l'a remarqué M. l'administrateur Alby, s'élève un massif montagneux, celui de l'Atakora, premier centre important que l'on rencontre en passant de la vallée des affluents de l'Ofé à la vallée des affluents de

la rivière Makourou. Ce massif est formé d'un ensemble de chaînes parallèles dont l'altitude maximum ne dépasse pas 500 à 600 mètres et qui se prolongent vers le nord-est dans le Gourma et vers le sud-ouest au rivage de la Côte d'Or par Yendi et Salaga. »

Beaucoup plus complexe est le massif dahoméen, qui ne comprend que des hauteurs de peu d'importance. Le plus souvent les hauteurs du Dahomey sont en pente douce et au sommet affleure le granit : tels sont le pic d'Akafô, les montagnes de Savé et le pic Ataké, au-dessus de la plaine de Savalou. C'est ainsi qu'on atteint les monts Delcassé, véritable cirque de 1 200 mètres, d'où se détachent toutes les autres chaînes qui sillonnent au sud la colonie du Dahomey.

Ainsi, les montagnes de la boucle du Niger ont été constituées par un double soulèvement, celui du sud-ouest au nord-est, qui a été de beaucoup le plus important, et une autre série de soulèvements en sens inverse, c'est-à-dire du sud-est au nord-ouest. Dans le Fouta-Djalon, par exemple, les hauteurs parallèles, orientées du sud au nord, ont été heurtées par des massifs en sens inverse. D'autre part, la série des hauteurs reconnue par le capitaine Blondiaux se raccorde au Fouta par une chaîne de collines transversales. De même encore, du massif de l'Atakora se détache du sud-est au nord-est un contrefort assez important qui culmine à Pama et passe entre le Mossi et le Gourounsi. C'est cette même rangée de hauteurs qui longe la rive gauche du Poplogon et vient rejoindre la muraille qui se profile du sud au nord au-dessus du pays de Kong; enfin, le même soulèvement en sens contraire se retrouve dans le pays dahoméen, puisque M. Toutée signale une série de collines qui s'étendraient de Lokodja sur le Niger à Tchaki, où elles se redresseraient pour former une sorte de plateau dominant les plaines environnantes. En résumé, les hauteurs de la boucle du Niger et du Sénégal, presque toujours d'une faible altitude, se sont généralement alignées en soulèvements parallèles du sud-ouest au nord-est, pendant que d'autres hauteurs, moindres encore, se dirigeraient dans le sens nettement opposé.

Climat. — D'après les observations de nos explorateurs, le climat de l'Afrique occidentale est caractérisé par l'alternance d'une saison sèche avec vents du nord, et d'une saison humide avec pluies et orages venant du sud; la région du Niger est un pays de *moussons* très caractérisé. Comment s'expliquer cette alternance? Pendant l'été boréal, le Sahara brûlant est un foyer d'appel; les vents viennent de l'Atlantique et soufflent du sud-est et du sud-ouest vers le nord et le nord-est. Ayant traversé l'Atlantique, ils entraînent avec eux des nuages chargés de pluies; accrochés au flanc des hauteurs ou mis simplement en contact avec la terre, ces nuages crèvent : c'est la saison des *pluies*. En hiver, le phénomène contraire se produit. C'est la mer qui sera relativement plus chaude que le désert, puisque le soleil se trouve alors dans l'hémisphère austral, et c'est la mer, par conséquent, qui constituera le foyer d'appel. Les vents soufflent alors du nord et du nord-est; ils viennent du désert vers l'océan Atlantique; ils n'apportent pas de nuages; c'est la *saison sèche*. Telles sont les règles générales, à part les phénomènes locaux

qui peuvent modifier la direction générale des vents et des pluies. La quantité de pluies tombées diminuera sensiblement en allant du sud au nord et de l'ouest à l'est. Les nuages s'épuisent en effet, à mesure qu'ils s'éloignent de la côte.

La température est moins haute pendant la saison des pluies, grâce à l'humidité persistante de l'air, que pendant la saison sèche, période qui ramène les vents brûlants du désert. Mais cette chaleur humide est plus difficile à supporter pour l'Européen, « que la moindre averse expose à la fièvre », tandis que la saison sèche est la saison saine par excellence. Alors, pendant la nuit, le thermomètre tombe quelquefois assez pour procurer au voyageur une fraîcheur relative (+ 9° et + 12°). Ces sautes de température ne sont pas rares vers l'est, du mois de novembre à février, tandis qu'elles sont absolument inconnues du mois de juin au mois d'octobre.

Hydrographie. Le Sénégal. — Les territoires de l'Afrique occidentale se répartissent en deux domaines fluviaux nettement délimités, le Sénégal et le Niger, qui, après avoir pris naissance non loin l'un de l'autre, dans l'épaisseur des massifs du Fouta-Djalou, courent d'abord en deux vallées parallèles, puis divergent en sens opposé, au point que le premier atteint la mer au nord du Sénégal, tandis que l'autre va se déverser au fond du golfe de Guinée.

Le Sénégal (longueur approximative, 1 700 kilomètres) est constitué par deux cours d'eau, tous deux descendant de la pente nord du Fouta, le *Bakhoy* (fleuve Blanc) et le *Bafing* (rivière Noire); ce dernier, plus important comme débit, est généralement considéré comme la source mère. Né près de Timbo, il reçoit sur ses deux rives plusieurs cours d'eau. Le Bakhoy, issu d'un faisceau de rivières sur le versant nord-est de la chaîne du Manding, se grossit du Baoulé (rivière Rouge), qui le rejoint à Bafoulabé. En aval de Kayes, le Sénégal reçoit la Falémé. A Kayes, il change de direction et oblique sensiblement vers le nord-ouest. Repoussé par les dunes qui accompagnent sa rive droite, il décrit un demi-cercle et les comptoirs se succèdent en véritable chapelet : Bakel, Dagana, Matam, Podor, etc.

Aussi rien ne ressemble-t-il moins au Sénégal supérieur que le cours inférieur du fleuve. Dans son bassin supérieur, il était encadré par des montagnes et coupé d'écueils, de seuils et de rapides; dans la partie inférieure il se ramifie en un grand nombre de faux bras et de marigots, et quelquefois même s'étale en de véritables lacs (lac de Kakar, au nord de Dagana; lac de Guier dans le pays des Oualgo; marigot des Marin-guins, plus près de l'embouchure, etc.).

L'estuaire, plus conventionnel que réel, du Sénégal est encombré d'abord par les apports alluvionnaires du fleuve, ensuite par la barre qui rend impraticable cette voie fluviale pour les navires venus de la mer. Ce sont des barques sénégalaises qui vont au large chercher les voyageurs et les marchandises et les transportent, avec une adresse infinie, de l'autre côté de la barre. Dans le fleuve, le commerce se fait par l'intermédiaire de petits vapeurs qui, suivant la saison, remontent plus ou moins loin vers l'est.

Le régime du Sénégal diffère sensiblement du régime des rivières voisines. Le niveau de ses eaux se maintient régulièrement à un étiage assez élevé. Les seuils du bassin supérieur forment comme autant de bassins naturels qui, aux eaux moyennes et aux hautes eaux, retiennent l'eau et la restituent au fleuve, épuisé pendant la saison sèche. Grâce à cette heureuse disposition, le Sénégal est navigable en toute saison jusqu'à Mafé, sur 350 kilomètres; aux hautes eaux, les navires peuvent atteindre Bakel et même quelquefois Médine. En amont de Médine s'étend un admirable bief navigable, de 40 kilomètres, entre Loutou et Bankaria, et accessible en toute saison pour les petits vapeurs.

Le *Niger* est le fleuve par excellence de l'Afrique occidentale. Il a une longueur de 3 750 kilomètres, alors que sa distance en ligne droite, des sources aux embouchures, est à peine 1 700 kilomètres. Il décrit exactement un demi-cercle qui serait sous-tendu par la côte presque rectiligne du golfe de Guinée.

Le Niger ou Djoliba est formé par la réunion, près du village de Laya-Sauto, du Timbi et du Faliko. Le Timbi prend naissance au pied du mont Konkonante, par 860 mètres d'altitude. Le Faliko naît près des ruines du village de Dembasoua, à 5 kilomètres à l'est de Boria. Ces sources ont été aperçues pour la première fois non par Zweifel et Moustier, mais bien par le capitaine Briquelot (6 mars 1893). Il coule vers le nord-est jusqu'au delà de Tombouctou.

Au-dessous de Nalia, le fleuve naissant disparaît dans la fameuse perte de Timbi, signalée par Zweifel. Ses eaux augmentent progressivement de volume; à Toulimandio la navigation devient possible en toute saison, mais pour les petits bateaux seulement. De là, les chalands et les canonnières naviguent sur le fleuve de Koulikoro à Ségou-Sikoro, puis, plus au nord, de Ségou-Sikoro à Sansanding.

Les explorateurs français ont découvert, à l'ouest de Tombouctou, une véritable Mésopotamie nigérienne et toute une région lacustre dont l'existence était encore insoupçonnée. Si le lac Faguibine était, en effet, mentionné auparavant sur les cartes, il n'en était pas de même du lac Daouna (20 kilomètres de largeur), de la mare de Bankoré, de celle de Bonkoro, etc.

Le fleuve arrive ainsi à la hauteur de Tombouctou, qui se trouve à plus de 7 kilomètres du Niger; mais Tombouctou possède trois avant-ports : Korieta, Kourioumé et Kabara. C'est à Kabara que se termine le Niger supérieur.

A partir de là, le Niger décrit un coude assez prononcé vers l'est, et c'est seulement au delà de Ghergo que le fleuve incline nettement vers le sud-est, puis, plus loin, vers le sud. Dans cette partie de son cours, le Niger longe et ronge sur sa rive gauche les dernières dunes sahariennes; sa rive droite est plus élevée et plus abrupte. A Tinalchiden apparaissent les premiers rapides, peu importants d'ailleurs. En même temps, le fleuve forme de nombreuses îles, à peu près inondées en temps de crues, étalant, au contraire, des berges assez hautes en temps de maigres. On en rencontre une en face de Tosaye. Dans le défilé même, le lit mesure encore plus de 100 mètres de large; au sortir de ces gorges, l'étendue

COURS DU SÉNÉGAL ET DU NIGER

double de largeur. Cette masse d'eau coule ensuite sans rencontrer d'obstacle jusqu'à Bourroum et même jusqu'à Bia. Mais, dès après Ansongo, le fond devient rocheux et les écueils paraissent : les îles se multiplient et la plus importante d'entre elles est l'île de Bouré. A Fafa existent des rapides, mais peu redoutables, qui s'étagent jusqu'à Karou. Enfin, en aval de Karou commencent les montagnes de Labeganga, réputées comme le plus mauvais passage du fleuve. Quelques kilomètres plus loin, le Niger arrive à Say. Au delà, son débit, ses crues, l'aspect des pays arrosés diffèrent sensiblement. C'est un autre Niger qui commence, « divisé en un certain nombre de canaux qui serpentent entre les îles et dont les plus profonds n'ont, par places, que 50 à 60 mètres de large ». (Commandant Toutée.) A 6 kilomètres au sud de Say se trouve une assez grande île sur laquelle la mission Hourst créa le fort Archinard.

C'est au sud de Say que commence le cours inférieur du Niger. Il décrit alors une infinité de méandres jusqu'à Madécalé et même jusqu'à Giris (ou Griss). Le fleuve s'élargit sensiblement, bien que le lit soit encore semé de bancs rocheux jusqu'à Tchakatchi; mais à cet endroit, il se divise à nouveau en bras nombreux entre des îles rocheuses. Après avoir baigné les berges d'Yaouri, il arrive enfin aux rapides de Boussa, le seul obstacle infranchissable, sauf pendant la saison des hautes eaux. Il y a trois groupes de rapides qui se dressent sur un espace de 60 kilomètres environ. De Boussa au delta, le fleuve n'a été reconnu que par le commandant Toutée, de Boussa à Badgibo, et par Mizon, de Badgibo à la mer, où le Niger aboutit par trois bras encombrés de vase : le bras d'Akassa, la rivière de Brass et la rivière Forcados.

Le Niger, dans son long parcours, ne s'alimente guère que par les pluies qui tombent à époques fixes; aussi, sauf dans son cours supérieur, il ne reçoit que des affluents peu nombreux et sans importance, le Bagoë ou Bani et la Bénoué mis à part.

Toutefois, dans son cours supérieur il recueille un grand nombre d'affluents issus du massif montagneux du Fouta-Djalou. Sur la rive est, le Mafou, la Koba, le Niandan, la longue rigole du Milo; puis sur la rive droite, le Tomboli, le Balé ou Somodougou et la Kaba, forment une ramure enchevêtrée.

Tel est l'aspect général de ce Niger qui constitue, comme l'a dit Barth, l'artère maîtresse de l'Afrique occidentale.

Navigabilité du Niger. — Il existe, en réalité, trois Niger, qui obéissent à des lois différentes et dont les caractères sont nettement distincts les uns des autres : 1° le Niger de ses sources à Tombouctou; 2° le Niger de Tombouctou à Say; 3° de Say à la mer; en un mot, deux fleuves tropicaux séparés l'un de l'autre par un cours d'eau de caractère désertique. Dans le massif du Fouta-Djalou, les pluies tropicales alimentent les ruisseaux dont l'union définitive constituera le cours supérieur du Niger.

Le régime jusqu'à Ségou est celui d'un fleuve tropical. A Ségou, la crue atteint 2^m,20, le 1^{er} juin; 3^m,70, le 4 août; 5^m,43, le 7 septembre. A la mi-septembre la décrue commence en amont de Ségou; mais les

hautes eaux continuent à s'écouler en aval, et la crue arrive au mois de janvier en face de Tombouctou.

Après s'être concentré jusqu'à Bammako, le Niger s'affaiblit en s'étalant dans les plaines situées à droite et à gauche de ses rives, en pénétrant dans les canaux multiples qui circulent à travers les terres, en alimentant les lacs disposés en chapelet sur sa rive droite. Au delà de Tombouctou, il n'a qu'une faible partie des eaux du bief supérieur.

Alors commence le deuxième Niger saharien. Circulant au pied des dunes desséchées et inhospitalières, ce fleuve a encore assez d'eau pour vivre, sans affluents, sans pluies et sans réserves lacustres; mais juste assez pour ne pas mourir. Or à ce moment le fleuve, amaigri, rentre dans la zone tropicale et les pluies recommencent.

C'est à Say qu'apparaît le troisième Niger. Les ondées tombent de mars à septembre, alimentent le fleuve, qui grossit de semaine en semaine et, de nouveau se déroule en une nappe majestueuse et rapide, qui reste profonde jusqu'au delta.

Dans ces conditions, le Niger est-il navigable? Tel est le problème que les explorateurs ont tenté de résoudre. Le général Gallieni écrivait en 1885 que la « navigabilité du fleuve était certaine dans son cours supérieur et probable dans sa partie moyenne », mais l'expérience n'avait pas été pratiquement tentée. En 1895, le commandant Toutée s'embarqua sur le Niger en face de Badjibo, franchit non sans peine les rapides de Boussa et atteignit vers le nord le poste de Zinder. De son côté le lieutenant de vaisseau Hourst, parti de Kabara, descendait le fleuve, passait également les rapides redoutés et sortait par la hanche Forcados. Or bien que les tentatives des deux hardis explorateurs eussent toutes les deux réussi, leurs conclusions respectives étaient diamétralement opposées. Le Niger est parfaitement navigable même dans les rapides à condition de choisir son époque, disait Toutée. Non, objectait Hourst, le Niger, dans son cours moyen, ne sera jamais *pratiquement* navigable. Depuis, le lieutenant-colonel Klobb parvint à Zinder avec trois bateaux lourdement chargés et sans de trop grosses difficultés. Enfin le capitaine Lenfant réussit à ravitailler par la voie du fleuve nos postes militaires et estima que, conformément aux affirmations du commandant Toutée, le Niger est pratiquement navigable (1901). On devine l'importance d'une telle voie navigable pour nos possessions de l'Afrique occidentale, qui se trouveraient ainsi économiquement et directement unies entre elles du Dahomey au Soudan et du Soudan au Sénégal.

Autres cours d'eau de l'Afrique occidentale. — Toutes les rivières qui ruissellent du Fouta-Djalou au sud-ouest sont peu larges, peu profondes et coupées par des seuils rocheux qui se découvrent pendant la saison sèche; il n'y a guère à citer que les deux Scarcies, le cours du Mongo et celui du Tahili.

Beaucoup plus compliqué est le réseau des rivières qui se déroulent entre le Niger et le Bandama. On avait pendant longtemps confondu les cours d'eau du Bandama, de la Sassandra, du rio Cavally et du Férédegouba. Les explorations du capitaine Blondiaux ont permis de connaître définitivement l'économie de ce réseau hydrographique. Ainsi il est

établi désormais que le Férédegouba et la Sassandra ou rivière Saint-André ne sont qu'une seule et même rivière formée de l'union de trois cours d'eau, le Boo et les deux Goueïa. Ce cours d'eau, une fois formé, a déjà 50 mètres de large et 250 mètres à son confluent avec le Basing, puis il se rend directement à la mer. Quelle est exactement la direction de sa vallée ? C'est ce qui reste à déterminer puisque les renseignements rapportés par la mission Hostains-d'Ollone ne concordent pas avec ceux que nous avait donnés Blondiaux. En son cours vers le sud, la Sassandra recueille un grand nombre d'affluents, dont les principaux sont le Bani et le Zô. A son embouchure, la Sassandra a 250 mètres et la direction de sa sortie serait en biais par rapport à la côte (Pobéguin).

Quant au rio Cavally, il constitue une rivière indépendante. Grossi de quelques affluents dont les principaux sont le Dou et le Douhobé, le Cavally n'est nulle part le cours d'eau très important qu'on avait gratuitement imaginé. Cependant, à son embouchure, il a l'aspect d'un fleuve assez puissant, puisqu'il débouche dans la mer par une ouverture de 250 mètres, mais dans la vallée supérieure il n'a plus guère qu'une centaine de mètres.

Enfin une partie des eaux s'écoulerait vers la rivière Saint-Paul, grossie de la Tigney et de la rivière Ouré.

Dans la Côte d'Ivoire, le Bandama, dont Marchand et Eysseric ont déterminé exactement la ramure touffue, est formé de deux cours d'eau d'inégale valeur : le Bandama Blanc, branche maîtresse, qui prend ses sources non loin de Fanaloko, et le Bandama Rouge. Les deux cours d'eau, réunis à Timbo, prennent la direction nord-sud et se grossissent de quelques affluents d'un débit inégal. Le Bandama ainsi formé coule dans un lit encombré d'écueils granitiques et arrive à Thiassalé, où commence son cours inférieur, également encombré d'îlots et de roches. Il a, en face de Thiassalé, 140 mètres ; puis, grossi du N'zi ou Zini, il s'élargit jusqu'à 250 mètres. Ainsi le Bandama, navigable dans sa partie inférieure, constitue un deuxième groupe hydrographique, comprenant le Bandama Blanc au centre, le Bandama Rouge à l'ouest et le Zini à l'est. Quant à l'Aguiiby, c'est une petite rivière indépendante dont le développement ne dépasse pas 130 kilomètres. Le Komoé, originaire du mont Mina (950 mètres), au nord-ouest de Kong, absorbe plusieurs cours d'eau dans le haut pays, puis descend vers la mer, vis-à-vis de Grand-Bassam.

Les deux Volta, rivières du Macina et du Mossi, puis de la Côte d'Or anglaise, formeraient un troisième groupe. C'est le capitaine Baud qui, le premier, distingua entre la Volta Blanche, le Dako et la Volta Noire et démontra que le Poplogon et la Volta Rouge formaient deux cours d'eau parfaitement distincts. Cette Volta Blanche, artère maîtresse, a déjà près de 300 mètres à la hauteur de Oual-Oualé. Elle reçoit sur sa rive gauche le Poplogon, qui coule de l'est à l'ouest, et parallèlement à lui la Volta Rouge, encombrée de roches submergées.

Au Dahomey, toutes les eaux qui s'écoulent du massif principal avec une direction générale nord-sud aboutissent, en somme, à trois grandes rivières : l'Ouémé à l'est, le Kouffo au centre et le Mono à l'ouest.

L'Ouémé, qui, à la hauteur du 9^e parallèle, a déjà une centaine de mètres, conserve une direction générale nord-sud et recueille sur sa route les eaux d'un grand nombre d'affluents : la Béfa, l'Opara, qui a une longueur de 150 mètres à son confluent, et le Zounou. Sans être ni aussi important ni aussi ramifié que l'Ouémé, le Kouffo cependant, dans son cours moyen, s'élargit jusqu'à avoir 1500 mètres d'une rive à l'autre. Quant au Mono, aujourd'hui rivière allemande, son cours est tourmenté et se dirige vers le sud en traçant un grand nombre de courbes.

Telles sont, avec l'Yéoua, aperçue par le commandant Plé, et l'Ogoun, les principales rivières qui aboutissent au golfe de Guinée. Sont-elles vraiment navigables ? La question semble tranchée négativement pour la Sassandra, pour le Komoé, enfin pour l'Ouémé. Mais il est encore impossible de déterminer exactement la valeur commerciale de la route des Volta et celle du Bandama.

Les côtes. — Les caractères de la côte de l'embouchure du Sénégal à celles du Niger sont extrêmement nets : deux rivages marécageux, indécis et bordés de lagunes, séparés par une côte rocheuse et découpée où se terminent les dernières terrasses du massif du Fouta-Djalou.

De Saint-Louis au cap Vert la côte est formée d'alluvions sablonneuses charriées par le Sénégal et entraînées par la mer, sur une zone d'une largeur variant entre 15 et 20 kilomètres. On est ici en présence d'un phénomène analogue à celui dont les côtes basses de la Méditerranée ou de la Gascogne ont été le théâtre : un cordon de sables parallèle au rivage emprisonne les eaux de la mer, une série de lagunes dont la principale est la *lagune de Barbarie*. Aussi les ports n'existent-ils pas sur cette côte, bordée de dunes mouvantes.

Du cap Vert, dont s'est détaché le petit îlot de Gorée, la côte devient plus ferme. Rufisque est en somme assez abordable et l'embouchure du rio Saloun, comme celles de la Gambie et de la Casamance, sont plus facilement pénétrables que celle du Sénégal, où le courant d'eau a rarement plus d'un mètre à marée basse.

Au cap Boxo, où commence le territoire des Rivières du Sud, l'aspect change : la côte est déchiquetée en écueils et un cordon d'îles rocheuses (îles de Bissagos, îles de Los) jalonne la ligne de l'ancien rivage. Au pied même du rivage les hauts fonds se prolongent avec régularité assez loin vers le large. De gigantesques érosions qui entament les murs du Fouta-Djalou rendent cette côte assez dangereuse. Le rivage conserve les mêmes caractères jusqu'au cap des Palmes, où les terrasses du Fouta-Djalou atteignent encore une hauteur de 300 mètres et font saillie sur la côte basse.

A l'est du cap des Palmes commence le golfe de Guinée. Les côtes se prolongent avec une étonnante régularité et les lagunes réapparaissent, sauf cependant aux environs du cap des Trois-Pointes, collines granitiques (pays des Achantis), que continuent des falaises de grès.

De même, d'après M. Pobéguin, et contrairement à l'opinion acceptée jusqu'alors, la section de la côte comprise entre le rio Fresco et Grand-

Bassam présenterait de grandes falaises boisées, la lagune Totoubo, de 3 à 4 kilomètres de largeur, interrompt cette barrière rocheuse, mais aussitôt la côte se redresse par des falaises escarpées et s'avance en promontoires jusqu'à 200 et 300 mètres en mer.

Mais à partir de Grand-Bassam, la bande interminable de sable et les lagunes réapparaissent. Seule, la lagune Eliré communique directement avec la mer, aussi Grand-Bassam est-il le seul port accessible aux navires calant 3 mètres; ni le lac Tendo, ni la lagune de Lagos n'offrent pareil avantage; quant à la lagune de Porto-Novo, elle est d'un abord presque impossible. Du cap des Trois-Pointes au cap Saint-Paul, du cap Saint-Paul à Lagos, la côte dessine une série de courbes presque harmonieuses. Une sérieuse étude reste à faire sur les incessantes modifications de l'immense delta du Niger, sur l'enchevêtrement complexe des bras qui, suivant les saisons ou les caprices du fleuve, s'ouvrent et se ferment à la navigation : les Anglais gardent jalousement leurs cartes et leurs documents sur le delta du Niger.

Camille GUY.

LE SÉNÉGAL

LE PAYS

LE voyageur arrivant d'Europe qui débarque à Dakar cherche vainement autour de lui des paysages envahis par la « luxuriante végétation des tropiques ». Sur la côte basse de Rufisque qui lui fait face, des bouquets de palmiers mettent seuls une note de verdure ; le promontoire même qui porte Dakar, le cap Vert, ne mérite ce nom que par comparaison avec le littoral aride et les falaises aux reflets aveuglants du Cayor et du cap Blanc ; à terre, les pas craquent sur une poussière rougeâtre ; la nature apparaît dure, sèche, presque saharienne. C'est qu'en effet, pour reconnaître les richesses de notre colonie du Sénégal, il faut pénétrer dans l'intérieur, jusqu'aux premières hauteurs qui, arrêtant les pluies venues de l'Atlantique, nourrissent une flore plus fraîche et des populations plus pressées.

Tout le bas Sénégal, entre la côte du Cayor et Bakel, sur le fleuve, appartient à la zone sub-désertique ; le Ferlo, sur la rive méridionale du Sénégal, est aussi pauvre en eaux courantes que le pays des Maures Trarzas et Braknas, sur la rive droite. Cependant, la domination française a transformé la façade littorale de cette zone : le Cayor est aujourd'hui peuplé d'indigènes laborieux et sédentaires, fixés autour de points d'eau, et cultivant l'arachide, qui est l'un des objets principaux de l'exportation sénégalienne ; de même, la vallée du fleuve, de Bakel à Saint-Louis, est une oasis allongée dans le désert ambiant.

En amont de Bakel s'ouvre un pays nouveau, d'aspect plus franchement soudanien ; la brousse s'épaissit et s'élève ; les arbres se font moins rares ; c'est un régime de transition, qui conduit insensiblement jusqu'au climat presque tempéré du Fouta-Djalon, au sud, tandis qu'au nord le Sahara s'annonce dans les steppes du Kaarta. Sur la côte, ce changement a lieu entre Dakar et l'estuaire de la Gambie, resté colonie anglaise.

Relief du sol. Côtes. — Le bas Sénégal n'est guère qu'une façade maritime du Sahara. Au sud des possessions espagnoles du rio de Oro, la côte est française depuis le 22° de latitude nord, sur 850 kilomètres environ, du cap Blanc au cap Vert. Le littoral plat, seulement accidenté par quelques dunes de sable qui ne

dépassent pas 30 mètres d'altitude, est couvert d'une poussière de quartz, et bordé le long de la mer par des marigots à salines; notre ancien établissement de Portendik, havre médiocre sur une rade foraine, faisait jadis quelque trafic de la gomme apportée de l'intérieur par les Maures de l'Adrar; il est aujourd'hui abandonné, comme la station voisine de l'île d'Arguin. Ici, la mer est peu active, mais aussi peu hospitalière; le vent alizé du nord-est la refoule sans cesse vers le large et lui oppose des bourrelets de dunes qui emprisonnent parfois des étangs littoraux; le relief, bas et monotone, se poursuit sous les eaux peu profondes qui s'étalent au-dessus du banc d'Arguin; là, les bateliers indigènes circulent sans danger sur les hauts fonds, mais il n'en est pas de même des navires de fort tonnage : c'est dans les environs d'Arguin que se perdit *La Méduse*, en 1817.

Les mêmes caractères se maintiennent au sud du fleuve Sénégal, et même un peu au delà du cap Vert, jusqu'à l'embouchure de la Casamance; le Cayor est plat; les sables et les argiles viennent mourir en lentes ondulations dans la mer; une flèche de sable, la « langue de Barbarie », constitue entre les lagunes et la mer la plage de bains de Saint-Louis; le cap Vert dresse sur cette vaste plaine des falaises que leur isolement fait paraître puissantes, et que soulignent, en mer, les rives basaltiques de l'îlot de Gorée.

En arrière des dunes côtières, une plaine de sables, coupée par la vallée du Sénégal, remonte vers le pays tropical, glacis pauvre et desséché des plateaux intérieurs; du fleuve, on aperçoit par places, à l'horizon, de vagues amphithéâtres de collines, mais il n'existe dans ces pays aucune masse montagneuse proprement dite, aucun centre de condensation et de dispersion des eaux; peut-être l'Adrar se distingue-t-il par un relief plus varié, mais la pénétration en est encore fort incomplète, et nous devons nous borner ici à des conjectures. Or, on sait que le Sahara forme, au nord de Tombouctou, un bourrelet contre lequel les eaux d'amont se sont d'abord amassées, formant les lacs Débo et Faguibine qui furent comme le premier delta du Niger; l'Adrar serait alors le bastion le plus occidental de ce redressement, celui dont le voisinage aurait courbé le Sénégal vers l'Atlantique.

La zone de relief subsaharien, qui est celle du bas Sénégal, se continue vers l'est, empiétant même sur la boucle du Niger, par les steppes du Kaarta et du Macina; c'est une bande qui court, à travers toute l'Afrique, au nord de la limite des pluies périodiques et des eaux superficielles permanentes. Entre le Sénégal et le Niger, le Kaarta, conquis par le colonel Archinard

sur le sultan Ahmadou, est une région analogue au Sud algérien, au relief de mamelons couverts d'une grisaille où la végétation se confond avec le sol, tranchée parfois par des brèches où coulent, à de rares intervalles, des fleuves temporaires, tapissées, dès qu'une pluie d'orage s'est épanchée, d'une verdure enrichie de fleurs vives et vite séchées; cette terre ingrate recèle cependant quelques richesses : les mines de sel de Tichit, au nord de Tombouctou, celles d'Idjil, laissées à notre sphère d'influence par la délimitation du rio de Oro, fournissent l'un des seuls articles d'échange que les caravanes tirent du Sahara.

Dans le Macina, le niveau moyen du sol est un peu plus élevé; il est voisin de 500 mètres, les pâturages y sont plus fixes et les populations moins exclusivement nomades. Quelques rangées de dunes, quelques coupoles de granit commandent d'une centaine de mètres les argiles étalées; des collines, hautes de 800 à 900 mètres, se dressent même à l'est du Macina : ce sont les monts Homboris, dont la pente, assez douce vers le Niger, est au contraire abrupte au sud; les roches principales seraient des grès profondément travaillés par les érosions anciennes; comme dans le Sud algérien et tunisien, auquel il faut toujours penser, quand on étudie sa contre-partie méridionale, ces massifs isolés sont les citadelles où se réfugient les pasteurs de la plaine chassés par les races d'envahisseurs.

Le relief du haut Sénégal diffère très nettement de celui du bas pays; il est plus accidenté, les rivières y sont coupées de cataractes, telles celles de Félou, près de Médine. Les sources qui forment le Niger, le Sénégal, le Falémé, la Gambie, le rio Grande s'épanouissent en éventail autour du Fouta-Djalou, et creusent leurs vallées à cascades sur les marches d'un plateau ondulé qui tombe par bonds vers le nord. La route, aujourd'hui partiellement doublée du chemin de fer, de Kayes à Bamako, marque à peu près la limite de cette région soudanienne des eaux permanentes, tandis que, plus au nord, le cours seul du Niger la fait reculer jusqu'à Tombouctou.

La région des sources et du Fouta-Djalou relève, depuis la dislocation du Soudan, de la Guinée française; nous en parlerons donc à propos de cette colonie; les districts qui la bordent au nord, notamment le Bambouk et le pays de la moyenne Falémé, de la Gambie et de la Casamance, sont au contraire rattachés au Sénégal; ils forment une bande de terrains dont les caractères sont assez constants d'ouest en est, et qui touche à l'Atlantique par une côte plus découpée que celle du bas Sénégal.

Le sol s'incline au nord-ouest, mais la pente générale n'en est pas bien ménagée, car les brusques chutes de niveau de 20 à 100 mètres sont fréquentes, et l'aspect d'ensemble serait moins d'un glacis que d'un escalier. Les formations de grès sont les plus ordinaires, et l'on a lieu de croire qu'elles s'étalaient uniformément pendant la période préhistorique; elles auraient été remaniées ensuite par le soulèvement qui a dressé le Fouta-Djalou, puis par les érosions puissantes dont témoignent les vallées actuelles. Tordu par les poussées de l'intérieur, déchiré par l'usure des eaux, le haut Sénégal présente des alternatives de steppes ferrugineuses et de chaos; pas de chaîne de montagnes, mais plutôt des accidents, des pointements de granit élevés de 100 à 200 mètres au-dessus du niveau ambiant, ou encore des plateaux tabulaires comme celui de Kita, citadelles sculptées par les érosions dans l'épaisseur des couches superficielles.

L'étage le plus oriental de ces plateaux, lié directement au Fouta-Djalou sous le nom de Dinguirā et traversé par le Tinkisso, affluent de gauche du Niger, constitue la falaise dont le cours de ce fleuve longe l'escarpe de Kouroussa jusqu'au delà de Bammako; l'altitude moyenne en est de 400 à 500 mètres, avec promontoires dominants dont le type est celui de Kita (600 mètres). De la crête extrême de la falaise, le regard s'étend à l'est sur la plaine du moyen Niger, dont le niveau est sensiblement supérieur à celui du Sénégal supérieur(1); le lit du fleuve, parfois rapproché à moins de 3 kilomètres de la marche la plus basse, s'en éloigne ailleurs jusqu'à 30 kilomètres; ses inondations se répandent plus librement sur la rive droite; sur des monticules toujours émergés se placent les villages des Bambaras et Malinkés. Au nord de la route Kita-Bammako, dans le Bélédougou, le sol s'aplatit, des pasteurs nomades apparaissent mêlés aux cultivateurs sédentaires; on devine l'approche des steppes subsahariennes du Kaarta.

Du Bouré à la côte atlantique, on peut dire que les accidents les plus notables du relief sont dessinés en creux par les vallées fluviales; la surface supérieure des plateaux ressemble aux *baovals* du Fouta-Djalou, au sol de scories ferrugineuses, sans arbres, donc sans ombre, dur au piéton comme au cavalier; au voisinage des rivières, le plateau se désagrège, des éboulis descendent par bonds rapides jusqu'au niveau de la vallée, qui est couverte de grands arbres et de lianes et barrée de loin en

(1) Altitude de Bafoulabé, 140 mètres; de Siguiri, 330 mètres.

loin par des arêtes de grès rouge imprégné d'oxyde de fer; la Falémé creuse son lit à 240 mètres de profondeur dans le Tamboura, avant de s'élargir sur la plaine d'alluvions où elle se joint au Sénégal; tel est aussi le caractère du plateau que traverse, par un défilé, la Gambie moyenne, tandis que le cours inférieur de ce fleuve se déroule lentement à travers une zone d'ondulations molles, qui encadrent son estuaire comme celui de la Casamance, et vont mourir au nord, dans le Ferlo.

La côte, monotone et rectiligne au sud du cap Vert, passe à des conditions nouvelles dès les embouchures des courtes rivières qui précèdent la Gambie; des îles sont détachées du littoral; la mer, poussée par le contre-courant équatorial, ne s'épuise plus en vagues molles contre des dunes de sable; des factoreries sont montées sur pilotis dans les alluvions grasses bordant les golfes qu'elle a creusés; la navigation maritime est ainsi portée par la Casamance et surtout par la Gambie assez avant dans l'intérieur des terres; c'est la côte du Soudan qui commence, succédant à celle du Sahara; les différences s'accroissent de plus en plus nettement jusqu'à notre Guinée (ancienne colonie dite des « Rivières du Sud »), par la Guinée portugaise où l'estuaire du rio Grande débouche en face de l'archipel des Bissagos.

Climat. — La zone subsaharienne à laquelle appartient le bas Sénégal est soumise au climat continental, légèrement tempéré sur la côte par le voisinage de la mer. L'année se divise en saison humide et saison sèche; on nomme hivernage au Sénégal, de même qu'aux Antilles, la saison des pluies qui cependant correspond aux mois d'été.

La température moyenne de Saint-Louis est d'environ 20° centigrades; elle monte à 27° pendant l'hivernage, de juin à octobre; l'atmosphère est alors imprégnée d'une humidité chaude, beaucoup plus pénible aux Européens que les ardeurs sèches du soleil saharien; c'est le moment où les organismes, débilités par un ralentissement général des combustions, offrent une proie trop facile aux maladies chroniques ou épidémiques; l'année 1900 en aura offert un triste exemple.

Si l'on s'enfonce dans l'intérieur, on s'aperçoit que la saison pluvieuse est de plus en plus réduite à la précipitation de quelques averses d'été; dans la basse vallée du Sénégal, la chaleur est plus lourde et plus constante qu'à la côte, il y manque en effet l'échange quotidien des brises de terre et de mer, et Podor, où se termine la navigation maritime du Sénégal en hiver, est un des

enfens du globe. Les plateaux dans lesquels est inséré le fleuve sont balayés par des vents de nord et nord-est qui, s'ils n'apportent pas de fraîcheur, renouvellent sans cesse et nettoient l'atmosphère; le couloir fluvial échappe à ces influences bien-faisantes, de sorte que la région la plus saine, où vivent les indigènes les plus robustes, est celle où les eaux superficielles sont plus rares. La rançon de cette salubrité plus grande est dans les excès du climat continental; l'intensité du rayonnement nocturne est telle que la température, dans les vingt-quatre heures, oscille de 25° à 30°. Les oasis présentent des conditions climatiques analogues plutôt à celles des bords du Sénégal qu'à celles des plateaux découverts qui les enserrant.

Tombouctou, posée à 245 mètres sur un promontoire qui domine la plaine d'inondation du Niger, est atteinte par les vents du large, en décembre-janvier; lorsque les rayons solaires, très obliques, exercent leur moindre action, les vents qui lui arrivent du Sahara sont presque frais; puis, vers le printemps, ces courants atmosphériques tournent à l'est, ils sont alors plus chauds et plus lourds et dessèchent tout sur leur passage; des marigots amoindris s'envolent des myriades de moustiques; en juin, les premières pluies qui viennent de l'Atlantique sont attendues avec impatience; elles n'abaissent pas beaucoup la moyenne de la température, mais elles arrêtent la propagation énervante des vents d'est et n'obscurcissent pas le ciel de nuées assez constantes pour empêcher l'heureuse rémission du rayonnement nocturne. Le climat n'est donc vraiment désagréable pour les Européens qu'au printemps, sous les vents désertiques qui soufflent du feu et répandent dans l'air une poussière fine, impalpable qui s'insinue jusque dans l'intérieur des armoires et les boîtiers des montres.

Dans la région soudanienne, les pluies sont plus abondantes, bien qu'elles arrivent de l'Atlantique et soient souvent interceptées par les hauteurs du Fouta-Djalon; il en tombe à Kita environ 1^m,25 par an. Nos renseignements sont complets, surtout sur la zone côtière de la Gambie et de la Casamance, ainsi que sur la ligne d'étapes de Kayes au Niger : Kayes, au début de la conquête, fut un des cimetières du Soudan occidental; la ville a beaucoup gagné depuis les travaux d'assainissement et de culture inaugurés en 1887 par le lieutenant-colonel Gallieni; c'est le paludisme qui frappe le plus souvent les Européens; on n'y échappe qu'en suivant une hygiène rigoureuse, et renonçant à tous travaux pénibles, voire aux fatigues intellectuelles pendant l'hivernage.

A Bathurst, capitale de la Gambie anglaise, à Carabane, poste français des bouches de la Casamance, les Européens sont exposés de même à toutes les affections des climats humides et chauds; Sedhiou, sur la Casamance, à 150 kilomètres de la mer, est posée au-dessus des terrains inondés et moins malsaine. Dans l'intérieur, le climat est assez différent entre les plateaux et les vallées : en février 1887, sur la route de Kayes au Niger, le

Bords du fleuve à Saint-Louis. — Phot. L. Desbordes.

colonel Gallieni notait, en terrain découvert, que les nuits étaient fraîches, après des journées où le thermomètre abrité, de midi à trois heures, se maintenait entre 40° et 42°; la vallée moyenne du Niger, largement ouverte, serait plus saine que les couloirs au fond desquels courent le Sénégal, la Falémé, la Gambie.

Hydrographie. — Pour traiter scientifiquement l'hydrographie d'une région demi-saharienne, c'est le sous-sol plutôt que le sol qu'il faudrait connaître; mais, faute de renseignements géologiques complets, nous pouvons du moins parler ici de l'hydrographie superficielle : le réseau des eaux courantes se

réduit à deux fleuves, le Sénégal et le Niger supérieur, qui, nés tous deux dans la zone des pluies tropicales, se prolongent comme le Nil, à travers le désert, où l'inondation d'amont les soutient, en l'absence d'affluents permanents.

Le bas Sénégal commence à Bakel, près du confluent de la Falémé ou plutôt à Médine, point terminus de la navigation maritime aux hautes eaux; le niveau inférieur des cataractes de Félou, près Médine, est à 67 mètres d'altitude; le Sénégal a 1 000 kilomètres encore à parcourir avant d'arriver à la mer; c'est donc un fleuve de plaine; son cours est paresseux, arrêté par le moindre obstacle; il est impuissant à tracer d'un effort continu une voie régulièrement navigable; il coule tour à tour entre des berges abruptes et des bancs de sable; il s'enroule autour d'îles basses, où ses eaux entretiennent une végétation toujours verte. La vie animale, assourdie sur les plateaux voisins par la toute-puissance du régime désertique, éclate au contraire et s'épanouit le long du fleuve; des indigènes sédentaires, rassurés par la présence des Français, ont établi des villages sur les points des rives où se tenaient autrefois des marchés temporaires.

On a vu que le bas Sénégal était navigable toute l'année pour les bâtiments de mer, jusqu'à Podor, sur 350 kilomètres. Mais il est séparé de la mer par une barre peu stable; dans cette section, les eaux fluviales, pendant les maigres, sont mélangées d'eau de mer, les couches inférieures sont fortement salées, et l'eau des puits trop proches du cours est saumâtre; le ravitaillement des riverains en eau potable est parfois difficile; à défaut de puits ou de « niayes », marigots d'eau douce près de la mer, on se sert de citernes, où sont recueillies les eaux pluviales; encore doit-on s'interdire tout gaspillage, car il ne tombe guère de pluie que 0^m,40 à Saint-Louis et 0^m,50 à Bakel.

Au-dessus de Podor, aux basses eaux, la navigation est *ordinairement* praticable aux embarcations calant 0^m,60, mais à certaines années des arêtes rocheuses sont découvertes et tout passage impossible : en 1860, un voyage d'essai, de Podor à Bakel, ne dura pas moins de soixante-dix-neuf jours, et l'on dut traîner les chalands à bras pour franchir trente-cinq rapides; mais c'était une saison exceptionnelle. Les indigènes circulent en tout temps sur des pirogues allongées, creusées dans le tronc d'un fromager, qu'ils peuvent facilement porter, le cas échéant, là où l'eau manque.

La crue transforme ce ruisseau d'hiver en un large et beau fleuve, assez fort pour détacher des morceaux de ses berges,

Rapides sur le haut Sénégal (Comm. par M. P. Vuillot).

dont les arbres déracinés tombent et forment des barrages mobiles à travers le courant. La crue atteint Bakel vers le 15 mai, Podor au milieu de juin; elle s'étale d'est en ouest dans la plaine élargie; à la hauteur de l'île à Morfil, presque noyée, se forme alors un lac large de 30 kilomètres. Au point culminant de leur ascension, les eaux montent, de 14 à 15 mètres à Bakel, en septembre, de 6 mètres, à Podor, en octobre-novembre; on voit alors des vapeurs de mer, portant 1 800 tonnes et calant 5 mètres, arriver facilement à Kayes; l'aspect des rives du fleuve se renouvelle : la vie animale déborde dans les marigots remplis; le cours inférieur dessalé prend une teinte brune d'alluvions qui s'étend au delà de la barre, en pleine mer; le haut pays s'ouvre à la pénétration par l'ouest et les marchandises d'échange, accumulées dans les escales aux basses eaux, descendent vers l'Océan.

Au bas Sénégal correspond le Niger du Macina, de Ségou à Tombouctou, doublé du Bani ou Bagoé, que l'on pourrait considérer comme un fleuve distinct, confluant avec le Niger dans le delta commun appelé lac Débo. Bordé sur sa gauche, jusqu'à Koulikoro, d'une falaise assez élevée, le Niger s'étale ici dans une plaine où il couvre une largeur de 2 kilomètres; sa pente, très faible, est encore moindre que celle du Sénégal, 3 ou 4 centimètres par kilomètre; son altitude, à Ségou, est de 250 mètres et de 230 devant Kabara, port de Tombouctou. Il se déploie à travers une plaine sans arbres, où les chaloupes à vapeur ont beaucoup de peine à trouver le combustible nécessaire; dès avant le lac Débo, des bras temporaires l'unissent au Bani, rivière large de 400 mètres.

Le lac Débo est la partie la plus méridionale de l'inondation permanente, mais d'étendue variable suivant les saisons, qui couvre une vaste dépression au sud et à l'ouest de Tombouctou. La navigation par chaloupes à vapeur est possible toute l'année sur ce marécage, mais les difficultés en sont grandes, moins encore par la rareté du combustible que par le fréquent déplacement des chenaux; aussi, dans un programme général de colonisation de l'Afrique française, devrions-nous considérer le haut Niger plutôt comme un magnifique canal d'irrigation que comme une voie navigable de premier ordre. Aux hautes eaux, l'inondation est tendue sans interruption du lac Débo au lac Faguibine; ce dernier est alors large d'est en ouest de 110 kilomètres. Les chaloupes à vapeur arrivent jusqu'à Tombouctou par un marigot temporaire, entre des plateaux ferrugineux coupés de dunes de sables. Il est notable que l'inondation, tout entière

produite par les pluies d'amont, arrive devant Tombouctou en décembre-janvier, c'est-à-dire pendant la saison sèche. Elle permet, dans les alluvions qu'elle couvre et augmente chaque année, des cultures variées, comme celles de l'Égypte. En aval de Tombouctou, elle se rétrécit en une pauvre rivière tout juste suffisante pour relier le Niger d'amont à celui que refont plus bas,

Le fleuve devant Bakel (laveuses). — Phot. L. Desbordes.

depuis Say, les pluies de la zone tropicale ; ce sont là, très exactement, *trois Niger* (voir ci-dessus, p. 526).

Entre le Sénégal et le Niger du Macina, les eaux superficielles sont rares : les colonnes Archinard, à la poursuite d'Ahmadou dans le Kaarta, durent apporter une provision d'eau potable ; les groupements indigènes sont pressés autour des puits, tels ceux d'Ouossébogou, qui furent disputés à nos troupes avec acharnement ; Nioro, l'ancienne capitale d'Ahmadou, est une oasis où l'eau est distribuée entre des jardins plantés en mil et en légumes ; des ravins d'oueds, aux berges abruptes, égratignent de

raies profondes la surface du plateau. Cette nature est aussi celle du Ferlo, au sud du fleuve Sénégal, région misérable, parce qu'elle manque d'eaux courantes; quelques tribus seminomades y posent des campements temporaires auprès de puits souvent envasés ou déplacés. Enfin, dans le Cayor même, le long de la voie ferrée de Saint-Louis à Dakar, ce sont encore des eaux souterraines qu'il faut amener à la surface pour les besoins de l'homme et de l'agriculture; mais déjà quelques

Le Sénégal à Kayes, aux basses eaux (Office colonial).

courtes rivières côtières, le Joal, le Saloun, terminées par de petits estuaires, annoncent l'approche des conditions tropicales.

Ces conditions se précisent le long de la Gambie et de la Casamance; la Gambie finit en terre anglaise, mais ses sources appartiennent au Fouta-Djalou, et son cours moyen relève de notre Sénégal; avant d'entrer en plaine, elle traverse plusieurs défilés, où elle n'est pas navigable; mais les bâtiments de mer peuvent la remonter sur plus de 300 kilomètres, et ses affluents de gauche, Sandougou, Niériko, découpent dans le plateau des brèches par où l'on gagne la Falémé et le Sénégal de Bakel sans sortir de la zone de climat tropical; l'estuaire de la Gambie, dépendance politique de l'Angleterre, appartient économique-

ment aux maisons bordelaises qui font le commerce du Sénégal; ainsi cette colonie n'a aucune valeur pour l'Angleterre.

La Casamance, dont le cours total mesure environ 300 kilomètres, finit dans l'Océan par un chenal large de 2 kilomètres et dont les profondeurs seraient d'au moins 3^m,50 jusqu'à Carabane; de là, jusqu'à Sedhiou, de grandes barques de 200 tonnes

Une cascade du moyen Niger (Société de géographie).

remontent en toutes saisons; elles font escale au passage à Ziguinchor, poste de la rive gauche. On a songé à pénétrer par la vallée de la Casamance vers celle de la Gambie moyenne, mais le pays intermédiaire, raviné, coupé de petits bois et de marigots n'est pas propice à la circulation commerciale; jusqu'à plus ample informé, la Casamance est une impasse plutôt qu'un corridor d'entrée vers le Soudan occidental; nous en dirons autant du rio Grande et des petites rivières littorales de la Guinée portugaise, dont le commandement ne dépasse pas les districts voisins de leurs rives.

Les sources qui forment le Sénégal et la Falémé drainent

tout le plateau à l'ouest de la falaise que longe le Niger ; ce sont des cours d'eau barrés souvent par des seuils rocheux, presque toujours encaissés entre des berges hautes, étalés aux confluents sur les alluvions qu'eux-mêmes ont déposées. La Falémé, large de 300 mètres à son entrée en plaine, se joint au Sénégal en amont de Bakel ; elle est réduite en hiver à un mince filet d'eau ; pendant les crues, elle porte jusqu'à hauteur des sources du Niériko, affluent de la Gambie, des bateaux ne calant pas plus de 60 centimètres. Bafoulabé, entourée de jardins potagers et de bouquets de grands arbres, marque le point où le Sénégal est formé par la réunion de tous les hauts tributaires : le Bafing, le principal d'entre eux, a 450 mètres de large au confluent. Tandis que les cours supérieurs de ces rivières sont innavigables, torrents à cascades que prolongent de courts biefs plus calmes, le Sénégal, qui les groupe toutes, porte des chalands sur la section de Bafoulabé (140 mètres), à Médine (82 mètres, au niveau supérieur des cataractes de Félou) ; ces dernières chutes, hautes de 15 à 17 mètres suivant la saison, interrompent toute navigation, mais elles assurent, en saison sèche, la descente du Sénégal jusqu'à la mer.

Les sources les plus septentrionales du Sénégal, le Badingko et le Baoulé, ne sont plus des cours d'eau permanents, mais des chapelets de mares allongées dans un thalweg et communiquant seulement à l'époque des hautes eaux ; en saison sèche, une bande de végétation, enfermée entre des parois abruptes, remplace le courant épuisé ; plus loin vers le nord, ce sont les steppes à ravins du Kaarta, et l'on passe ainsi progressivement des rivières abondamment nourries du Fouta-Djalon aux oueds du Sahara.

On peut rattacher à cette région du Soudan occidental le cours du Niger, depuis Siguiri, où confluent toutes les sources issues du Fouta-Djalon, jusqu'à Koulikoro ou Ségou-Sikoro. Nous avons occupé sur cette partie du fleuve les positions de Siguiri, Kangaba, Bammako et Koulikoro. De Siguiri, on remonte soit vers le Dinguirai et le Fouta-Djalon, par la vallée du Tankisso, soit vers les districts de Kankan et de Bissandougou. De la falaise qui borde le Niger à gauche tombent de petites rivières qui finissent dans le fleuve par des deltas sans cesse remaniés ; leurs cours supérieurs découpent la crête, qui apparaît ainsi, vue de l'est, comme un talus ébréché par des entailles profondes. Les plaines riveraines du Niger, dont la fertilité rassembla de bonne heure des populations agricoles, étaient avant notre conquête les territoires de chasse de Samory ; aussi y avons-nous trouvé

des villages dévastés et des champs en friche ; depuis l'occupation française, les paysans noirs redescendent des rochers escarpés de la rive gauche ; ils recommencent leurs cultures de riz et de mil, l'élevage des bœufs et des moutons.

La navigation du fleuve n'est pas sûre en amont de Bammako ; à côté de passages où la profondeur est de 5 mètres, on rencontre des hauts fonds, des îles boisées, des bancs de sable dont la forme varie sans cesse et qui s'opposent à toute circulation régulière ; seuls des chalands, employés par le service local, sont à flot sur le bief Bammako-Siguiri. Bammako fut le point où nos colonnes atteignirent le Niger le 1^{er} février 1883 ; un fort y fut rapidement construit, d'où sont parties, dans la suite, nos expéditions au sud et au nord ; mais on n'a pu en faire, comme on l'espérait au début, le point d'attache de la flottille du moyen Niger : à 6 kilomètres en aval de Bammako, le fleuve dévale sur les rapides de Sotuba, dont on ne peut triompher qu'aux hautes eaux, par des fonds de 1^m,20 que couvre un courant violent ; au-dessous, les rapides de Manambougou sont plus difficiles encore ; c'est seulement à Koulikoro, 70 kilomètres en aval de Bammako, que la navigation est libre ; le fleuve est alors large de 2 kilomètres à l'étiage et coule tranquille, sans autre obstacle que l'indécision de ses chenaux, jusqu'à Ansongo.

Flore et faune. — Dans la zone subsaharienne, la flore et la faune sont peu différentes de celles du Sahara proprement dit. Les seuls arbres que l'on rencontre à la lisière du désert sont des gommiers, nombreux dans l'Adrar et le Ferlo, et dont le latex est transporté par des Maures vers les comptoirs des vallées ; un peu plus au sud paraissent les baobabs ; les palmiers sont les hôtes ordinaires des fonds où stagne quelque humidité ; on sait que le dattier, le plus précieux de tous, prospère « les pieds dans l'eau et la tête dans le feu ». Les habitants de ces steppes sont des Maures, nomades et caravaniers, dont les bêtes de somme ordinaires sont l'âne et surtout le chameau ; ces Maures sont une race guerrière ; ils ont asservi des populations plus sédentaires, qui travaillaient pour eux autour des points d'eau ; on peut considérer comme leurs parents les Touareg, que nous avons rencontrés autour de Tombouctou ; les Toucouleurs seraient des métis de nomades et de sédentaires. Notre intervention a rendu la liberté de leur travail aux Bambaras et Malinkés, jadis vassaux des nomades, qui sont restés cependant des agriculteurs, cultivant les plantes vivrières que consomment les indigènes, en récoltant d'autres pour en faire commerce.

La vie animale et végétale est active dans les plaines que fécondent le Sénégal et le Niger ; à mesure que l'on remonte le Sénégal, on est frappé de la richesse de plus en plus visible de ses rives ; des villages apparaissent à travers des bosquets de rôniers, de fromagers, de ficus : dans les arbres sautillent des singes, des oiseaux au plumage éclatant des plus vives couleurs ; le fleuve lui-même, très poissonneux, occupe pour la pêche une partie des indigènes ; des caïmans se chauffent au soleil sur les bancs de sable, des hippopotames s'ébattent dans les roselières.

Sur le Niger, les arbres cessent à partir de Ségou ; la vallée, plus large que celle du Sénégal, porte de grandes rizières où l'on fait comme en Cochinchine deux récoltes par an, l'une de grain, l'autre de poisson ; ces alluvions fertiles, dont la population croît rapidement sous la protection de la paix française, se prêtent à toutes les expériences agricoles ; le mil, les arachides, le coton, y sont indigènes ; les moutons et les bœufs à bosse y paissent en nombreux troupeaux ; une méthode patiente assurera le développement de ces richesses et fera peut-être du Soudan français, de Ségou à Tombouctou, une seconde Égypte produisant en abondance les grains, les légumes, le coton industriel, voire la canne à sucre.

Plus boisée que la zone qui la précède au nord-est la bande soudanienne, qui s'étend d'ouest en est de la Gambie au Sikasso ; la Gambie anglaise, la Casamance coulent entre des rives que couvre une végétation tropicale ; dans les jungles de la moyenne Gambie, parmi lesquelles se termina en décembre 1887 la défaite du Mahmoudou Lamine, vaguent les antilopes, les lions, les éléphants. Les indigènes cultivent leurs rizières sur les plages basses que fertilisent les inondations des fleuves ; un peu au-dessus poussent les bananiers, les orangers, les arbres et lianes à caoutchouc au milieu desquels se dissimulent les villages ; la forêt dense, la « forêt galerie », s'attache aux bords des cours d'eau ; sur les dos de pays, entre les vallées, c'est plutôt une brousse piquée de gros champignons, hauts d'un demi-mètre, qui sont des termitières, et de ruches d'abeilles, dont un travail peu pénible saurait tirer la cire et le miel.

Sur les hauts tributaires du Sénégal, les indigènes Bambaras et Malinkés vivent de riz, dont la paille leur sert pour couvrir leurs huttes, de mil, dont ils tirent une boisson fermentée appelée *mpouk*, d'une gousse farineuse nommée *houl* ; un grand nombre de plantes locales fourniraient aisément des féculs comestibles. L'aspect général est d'un parc, véritable

paradis du chasseur, comme les pays du Zambèze, avec des bosquets de ficus et de bambous; les éléphants, trop poursuivis, s'y font rares, mais on y trouve encore des troupeaux de girafes, d'antilopes, de singes; les hippopotames sont si nombreux sur le Niger, à Siguiri par exemple, qu'ils entravent la navigation des pirogues, déjà dangereuse dans des eaux infestées de caïmans. A la lisière nord-occidentale du Fouta-Djalou apparaît le kolatier, dont le fruit, très employé par la médecine indigène, fait l'objet d'un commerce considérable d'exportation; on l'échange dans le Macina contre le sel, qui manque au Soudan occidental; la kola est un des seuls produits naturels qui fussent, avant l'occupation française, l'objet de relations à grandes distances.

Henri LORIN.

LES POPULATIONS

Il est impossible de décrire successivement chacun des peuples qui occupent en si grand nombre les possessions de l'Afrique occidentale française sans dire au préalable quelques mots des conditions dans lesquelles ils se présentent et des relations qu'ils peuvent avoir entre eux. Les noirs, imitateurs puérils, n'inventent rien, conservent indéfiniment des usages qu'ils sont hors d'état d'expliquer. Nous n'avons aucune raison de croire que la base économique de leurs sociétés ait été autrefois supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui. Loin de là. Si anciennement on venait du dehors chercher des esclaves chez eux, peut-être en faisaient-ils déjà entre eux. Ils cultivaient moins autrefois, il est vrai. Même il est certain que la plupart ne cultivaient pas du tout. Ils étaient aussi beaucoup plus clairsemés, et la chasse leur offrait des ressources inépuisables. Le régime de guerre n'en était pas moins leur régime habituel. Et ils se faisaient réciproquement des *captifs*, pour les manger souvent, quand ce n'était pas pour en trafiquer; ils se volaient des femmes, etc.

Les Arabes, du côté de l'orient, puis les sociétés musulmanes dans le nord, n'ont fait jusqu'à nos jours qu'étendre sans cesse plus profondément ces habitudes de capture, de vol, de trafic de l'homme par l'homme. Mais ni les anciens, ni les musulmans modernes n'avaient de raison de pourchasser les noirs bien loin, tant qu'ils pouvaient réduire en esclavage les blancs eux-mêmes. C'est donc le commerce actif établi le long de la côte occidentale pour fournir à l'Amérique des travailleurs qui a le plus développé ces habitudes, et la traite a favorisé, peut-être provoqué, la constitution de ces royaumes de guerriers, monstrueusement sanguinaires, dont la chasse à l'homme fut la raison d'être et le support. En même temps, elle introduisait la culture dans d'immenses régions, en y apportant des plantes américaines qui y sont devenues la base de l'alimentation.

Pour donner une idée des conséquences économiques de cette introduction, il suffit de citer l'*arachide*, qu'on croit généralement africaine, tellement sa culture est étendue et indispensable en Afrique; le *manioc*, qui est le pain quotidien des populations sur d'énormes espaces; le *maïs*, dont le rôle en quelques régions est à peine moindre.

D'autre part, les expéditions incessantes qui, de la côte, étaient faites vers l'intérieur pour capturer des esclaves, eurent aussi pour résultat de ramener et d'implanter vers le littoral des éléments qui y étaient d'abord étrangers. Elles provoquèrent en outre des représailles. Et des peuples d'abord volés se sont répandus ensuite jusqu'à la côte en conquérants. Les chefs ont vite compris l'intérêt qu'ils avaient à se rapprocher de la côte pour entrer en relations d'échange avec les blancs. La suppression de la traite n'a pas arrêté ce mouvement: car, à défaut d'esclaves, les maîtres du littoral font un commerce lucratif des produits de l'intérieur et ont presque tout le bénéfice des importations des Européens. Enfin le besoin de se procurer le sel, à l'absence duquel les peuples de l'intérieur suppléent si difficilement et si incomplètement, a été et est encore une cause d'attraction qui a agi avec toutes les précédentes pour aboutir aux mêmes effets.

Sans toutes ces influences réunies, nous ne comprendrions pas l'entassement de peuples si divers échelonnés le long du littoral et se serrant de si près. Mais elles l'expliquent; elles expliquent aussi tous les mélanges et cette sorte de superposition des peuples les plus intelligents et les plus déprédateurs par-dessus les peuples les plus anciens, à moitié détruits ou refoulés.

Un anthropologiste des plus autorisés a pu dire qu'en Afrique on rencontre des villages dont les extrémités sont occupées par des races différentes. Mais il y a entre presque tous les peuples, malgré leurs origines diverses, un véritable enchevêtrement et, plus que cela, une pénétration réciproque, des entre-croisements de caractères, des mélanges inextricables. Lors donc que, sur des différences de langue, de mœurs, on classe les peuples de l'Afrique occidentale en autant de races particulières, on s'éloigne beaucoup de la vérité, de la réalité. C'est sur des ensembles déterminés de caractères physiques que se fondent les races, et encore faut-il que ces caractères se présentent uniformément avec quelque constance sur tous les individus d'un même groupe. Or, nous ne trouvons pas entre les divers groupes des Africains occidentaux des caractères différentiels assez tranchés et assez homogènes pour reconnaître parmi eux la présence de nombreuses races distinctes. Le cheveu laineux est le premier signe caractéristique du nègre. Partout où on le trouve, sa présence suffit à attester l'existence de sang de nègre. Mais il s'associe à d'autres caractères qui attestent aussi sûrement la présence de sang étranger aux races noires. Et comme ces derniers ne sont pas rares, ce que nous voyons encore de plus clair dans notre Afrique, c'est qu'un fond nègre, issu de quatre ou cinq types primitifs, y a donné naissance à des combinaisons diverses qui sont presque comme autant de degrés de son altération par les mélanges.

Le Sénégal est occupé par des peuples d'origine différente, mais entre-

mêlés. Et le sang noir domine aujourd'hui chez ceux mêmes qui, venus du nord ou de l'est, n'y sont établis que depuis une époque peu éloignée. Ce sont les Maures Trarzas, Braknas et Douaïchs, les Ouolofs, les Sérères, les Diolas-Balantes, les Peuhl, les Toucouleurs, les Kassonkés et Sarakolés.

Maures. — Les *Maures* sont de souche berbère et appartenaient au groupe des Zenagas. Ils sont établis sur la rive droite du Sénégal, auquel ils ont donné leur nom, depuis le ^{viii}e siècle ou peut-être seulement depuis le ^{xi}e. Leur peau bronze clair est encore généralement plus claire que celle des nègres et même que celle des Peuhl. Une certaine mai-

greur relative, leur regard vif ou dur, leurs membres nerveux, leur port, permettent de les distinguer du premier coup d'œil des vrais noirs. Mais eux-mêmes sont aujourd'hui très mêlés. Faisant depuis tant de siècles des esclaves et prenant des femmes parmi leurs voisins noirs, ils se sont condamnés à une nigrification accélérée. Il n'y a peut-être pas un dixième d'entre eux qui soit de pure souche blan-

Deux Maures (Bakel).

che. Parmi ces blancs, on distingue quelques individus de sang et de type arabes. Pour un tiers ce sont des nègres purs. Le reste, la grande masse, se compose de métis. Ils vivent surtout de l'exploitation des forêts de gommiers. Mais grands éleveurs de chameaux, ce sont aussi des caravaniers. Ils transportent aujourd'hui les barres de sel de Taodeni jusqu'au haut Niger, et l'échangent contre des cotonnades apportées de Saint-Louis et des noix de kola.

Leur organisation sociale rappelle encore celle des Touareg. Mais, dans chaque tribu, à côté de l'aristocratie guerrière des hassans, s'est formée l'aristocratie religieuse des marabouts, et, au-dessous de la classe des tributaires, les esclaves, bien plus nombreux, jouent un rôle beaucoup plus important. Ils ne portent pas le voile sur la figure, comme le font les Touareg, et leur vêtement, un peu plus pauvre et plus simple, consiste essentiellement dans le *cassouba*, chemise ou soutane de coton bleu qui déteint sur la peau, et dans le *seroualla*, le pantalon turc si répandu. Ils ont conservé l'amour du cheval, le goût des armes brillantes

de leurs ancêtres arabes et berbères. Mais, quoique n'aimant pas le travail régulier, ils ont des artisans parmi eux qui fabriquent la plupart des objets dont ils ont besoin. Ils habitent la tente en étoffe de poils de chèvre ou de chameau. Ils ne sont pas rigoureusement monogames comme les Touareg, et la femme ne jouit pas chez eux de la même considération. Les mœurs sont aussi bien moins sévères, puisqu'ils sont, en effet, pour la plupart de sang mêlé. Le divorce serait facile pour les deux conjoints et fréquent. Beaucoup d'usages nègres ont pénétré parmi eux, surtout par les femmes, dans leur façon de se vêtir, de se coiffer, de s'orner, etc., et par la formation d'une classe de griots. Ils méprisent cependant profondément les vrais noirs, à l'égard desquels ils se montrent souvent cruels.

Ouolofs. Sérères. — Les Ouolofs constituent l'élément dominant, et le plus important de beaucoup par le nombre (400 000), de la population du Sénégal. Ils occupent sur le littoral une longueur de 220 kilomètres et s'étendent dans l'intérieur jusqu'à 150 kilomètres. Ils sont grands ou très grands. Leur peau est d'un noir d'ébène, à reflet bleuâtre sur toutes les parties du corps, sauf aux faces internes des membres, aux plis du cou et du dessous des seins, qui tirent plus ou moins sur le brun rougeâtre, sauf encore la paume des mains et la plante des pieds, grisâtre comme chez tous les autres noirs. Ils n'ont pas la face simiesque de la plupart des autres vrais nègres, et surtout des primitifs. Leur front est plus droit et surtout plus large, les tempes surplombant parfois les pommettes. Leur nez est moins large et plat; leurs lèvres sont moins épaisses et, en rapport avec cette finesse relative des traits, la jambe, mieux faite, a un mollet d'ailleurs peu accusé. Les descriptions qu'on en a faites ont prêté à la Ouolove certains charmes. C'est, a-t-on dit, la plus belle de négresses. Elle doit cette réputation aux traits de sa figure moins négroïde, à la souplesse onduleuse de son grand corps (taille moyenne : 1^m,62), au rachis fortement incurvé. Mais elle est, en somme, inférieure à l'homme par ses lèvres plus épaisses, l'avancement de la mâchoire inférieure, l'aplatissement du nez. Et c'est, dans la race, le jeune homme de vingt ans qui est vraiment beau par la taille, la forte musculature de ses membres supérieurs, et le contraste de sa peau si noire qui rehausse la régularité presque européenne des traits de son visage aux grands yeux à sclérotique blanc jaune azuré.

Un petit nombre de Ouolofs autour de nos centres sont convertis au catholicisme. Mais presque tous suivent plus ou moins, comme tous les peuples du Soudan, les pratiques extérieures du mahométisme accommodé au fétichisme.

Les Sérères, dont le territoire s'étend au sud de celui des Ouolofs jusqu'à la Gambie, ne diffèrent d'eux que par la grossièreté relative de ces mêmes traits et une taille plus forte, en passant au type inférieur des Diolas. Assouplis depuis longtemps à notre domination, les uns et les autres se mêlent volontiers à l'existence des Européens partout où il y en a. Ils présentent donc, suivant les endroits où on les observe, un aspect et des mœurs déjà assez différents. Là, complètement vêtus et ailleurs habituellement presque nus, ils habitent dans nos villes les obscurs rez-de-

chaussée de maisons de pierre, alors que dans les campagnes ils préfé-

Femme ouolove et ses enfants — Phot. Noal.

rent toujours les petites paillotes rondes aux toits pointus, et vivent avec leurs animaux dans leurs courettes entourées d'une palissade sout

vent revêtue d'un mortier de terre. Beaucoup de Ouolofs des villes portent des défroques du costume européen. Le costume indigène consiste dans le *boubou*, large chemise sans manches, fendue sur les côtés, en indienne bleue. Quelquefois ils portent par-dessus un pagne bleu ou une couverture et par-dessous un pantalon large et un caleçon. Mais ils sont jambes et pieds nus, ne se servant que rarement, comme sandales, de bandes de cuir retenues par une courroie au gros orteil. Les femmes portent aussi le boubou. Plus généralement, elles se contentent d'une sorte de pagne, morceau de cotonnade carré qu'elles enroulent autour de la taille ou sous les aisselles, mais qui a constamment besoin d'être relevé ou retenu des mains ou à l'aide des coudes. La coiffure des hommes est une calotte ou toque de coton. Beaucoup de femmes se font très soigneusement travailler la chevelure. Couchées à terre, elles abandonnent leur tête à une coiffeuse qui, patiemment, étire les cheveux en petites mèches avec ses doigts trempés dans l'huile et la poussière de charbon, et en fait des petites tresses en cordonnet, des cadenettes.

Beaucoup ont une ceinture de grosses perles en verre (de 2 à 3 livres) au bas des reins, sur la peau. Filles et femmes portent aussi des boucles d'oreilles (anneaux divers avec ou sans perle) sur tout le pourtour du pavillon de l'oreille, jusqu'à près de vingt. Les trous dans lesquels se fixent ces anneaux sont faits avec des épines d'acacia maintenues en place jusqu'à cicatrisation. Ces deux derniers usages, qu'on trouve ailleurs au cœur de l'Afrique, sont à noter, surtout parce que leur origine est orientale. Il est à retenir aussi que la base de leur alimentation est le couscous de farine de millet, dont la préparation est la principale occupation des femmes; car cette circonstance témoigne suffisamment de la grande influence qu'ont eue sur ces noirs les indigènes du nord de l'Afrique.

Mandingues ou *Malinkés*. — Les Mandingues sont le principal élément noir de notre Soudan. Aux ^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles, ils étaient les maîtres de l'empire de Tombouctou, fondé par les Sonraïs. Et depuis ils se sont répandus au loin. Dans tout le Mossi, jusque dans le Mampoursi, ils constituent une couche ethnique ou une classe superposée à un fond indigène plus ancien. Ils sont à l'état de groupes distincts sur le Niger au delà de Say, les *Djerma* étant des Mandingues venus de la région de Tombouctou, au nord du bassin de la Volta, dans la montagne de Bandiagara, etc.

Les Dioulas, commerçants en contact avec les Maures, comme avec les Ouolofs, et qui parcourent tout le Soudan avec des pacotilles, jusqu'à l'ancienne ville de Kong, sont surtout des Mandingues ou Mandés.

Bambaras. — Les Bambaras sont répandus de la rive droite du haut Sénégal, dans le Kaarta, jusque sur les deux rives du haut Niger, en pays soninké et dans le Ségou. Mêlés assurément à des Toucouleurs, ils sont pris entre des Maures au nord, des Mandingues au sud, des Peuhl au sud-ouest et à l'est. Leurs caractères sont en rapport avec ces diverses contiguïtés. Ils se rattachent cependant surtout au groupe mandingue par leurs caractères dominants et par la langue, comme par bien des détails de mœurs. Lorsqu'ils ne vont pas nus ou ne se contentent pas de

quelque guenille attachée autour de la taille, leur vêtement consiste en une tunique descendant aux genoux, un pantalon bouffant, un large chapeau de paille ou une calotte de coton à deux pointes. Ils sont bons cultivateurs. Ils ont une organisation et des qualités militaires qu'ils tiennent sans doute des Mandingues, dans l'histoire desquels ils ont joué un rôle.

Sonraïs. — A Tombouctou, on parle encore la langue des Sonraïs.

Mais ceux-ci ont été plus ou moins dispersés et réduits à peu de chose, notamment par les Touareg. On les trouve en groupes autonomes dans les îles du Niger, où ils s'adonnent à la culture du riz, dont ils fournissent de grandes quantités aux Sahariens. Physiquement, ils diffèrent naturellement très peu des Mandingues.

Féloups ou Diolas, Balantes. — Au Sénégal se rattachent les peuplades qui occupent le bassin de la Casamance. N'ayant pas subi les invasions venues de l'est, ni même jusqu'à nos jours le contact des Européens, elles appartiennent au fond nigritique primitif. Ce sont principalement

Bambara.

les Diolas (1), en contact avec les Sérères et ayant bien emprunté quelque chose à ceux-ci, et les Balantes, sur le bassin moyen, entre les Diolas et les Mandingues à l'est. Leur peau est d'un noir fuligineux. Leur torse est bien musclé, mais leurs jambes sont grêles. Leur face est ronde, leur front bas et étroit, leur nez très écrasé. Leur regard et leur attitude au repos

(1) Qu'il ne faut pas confondre avec les Dioulas-Mandingues, dont il est question plus haut (V. page 552).

indiquent chez eux une torpeur intellectuelle habituellement profonde. Quelques-uns portent bien le boubou et un bonnet de cotonnade orné en arrière d'une queue de chèvre; mais, pour la plupart, la propreté corporelle et l'habillement sont choses à peu près inconnues. Les femmes surtout sont d'une malpropreté repoussante. Les Diolas cultivent le riz et, sans être mahométans, pratiquent la circoncision comme les Sérères.

. Diola.

Les Balantes se sont jusqu'ici livrés au brigandage plus qu'à la culture. Certains d'entre eux semblent avoir pris des Mandingues la coutume de la circoncision. La cérémonie du mariage se réduit chez eux à un simple vol de la fille, enlevée par les amis de celui qui la désire. Le mari donne ensuite un repas aux parents et un pagne à sa femme. Le pagne usé, la femme peut reprendre sa liberté. Ces unions ont donc un caractère temporaire. La fantaisie les règle presque seule chez les Diolas. La propriété du sol existerait parmi les Balantes et se transmettrait par héritage. Mais en général les chefs de case ou même les chefs de village sont seuls

propriétaires. Leurs frères, leurs fils ne possèdent que ce qu'ils peuvent acquérir en dehors du patrimoine familial. Les nègres en général ne conçoivent pas qu'on vende le sol, bien commun du peuple. On le loue seulement par des baux à long terme. C'est surtout dans la Casamance que l'usage du poison d'épreuve répandu en Gambie, au Gabon, etc., s'est perpétué jusqu'à nos jours.

Soninkés ou *Sarakolés*. — Les Soninkés sont un groupe voisin des Bambaras et qui confine aussi aux Kassonkés. Leur origine est à peu près la même. Ils avaient naguère des chefs peuhl qui ont fini par se fondre

avec eux. Et leur langue, comme leurs caractères, témoigne de l'influence des Peuhl sur eux; mais celle-ci, de même que le bambara, ne présente que des différences dialectales avec le mandingue.

Kassonkés. — A l'est du Fouta et de la haute Casamance au Sénégal, dans le Bambouk, on rencontre des Mandingues en groupes distincts. Plus loin à l'est, du haut Sénégal au haut Niger s'étendent les Kassonkés. Ce sont, comme les Toucouleurs, des noirs en partie d'origine foulane. Mais ils ne sont formés que de deux éléments principaux, Mandingues et Peuhl. On trouve chez eux les mêmes usages d'origine foulane que chez les Toucouleurs, en particulier la coiffure en cimier et celle en échafaudage de tresses et de chiffons, que recouvre le voile de mousseline grossière appelé *bourtougal*.

Toucouleurs. — Du côté de l'intérieur, à l'est, les Ouolofs prennent contact avec les Toucouleurs, les Peuhl, les Mandingues ou Malinkés.

Les Toucouleurs ne constituent pas une race à proprement parler. Ils forment plutôt un élément politique important, dont le premier centre d'habitat est peut-être le Fouta sénégalaïs, d'où ils s'étendent sur la rive droite du Sénégal, la rive gauche du Niger, etc.

Les Peuhl, en s'avancant jusqu'au long du Sénégal, se sont mêlés à des Mandingues et à des groupes de souche mandingue, Bambaras, Sarakolés ou Soninkés, déjà eux-mêmes plus ou moins pénétrés de sang maure, ainsi qu'à des Ouolofs. De là sont nées des populations telles que les Kassonkés, les Toucouleurs, les Torodos, variables selon le degré de prépondérance : là des Sarakolés ou Soninkés, ici des Peuhl, des Maures ou des Ouolofs et des Mandingues. Toutes ces populations, formées de deux sangs au moins, pourraient être englobées sous le nom de « Toucouleurs ». Mais la prédominance acquise par les Toucouleurs proprement dits, où l'empreinte des Peuhl et des Maures est plus sensible, leur a fait réserver ce nom. Leur langue se rattache au peuhl, avec addition d'éléments maure et oulof. Leurs caractères ne sont pas pour cela plus homogènes que

Toucouleur (tirailleur sénégalaïs).

ceux des autres groupes. « Ici, ils ont la belle stature des Ouolofs ; là, ils ont les formes sèches et vigoureuses des Maures ; plus loin, l'aspect plus harmonieux des Peuhl, ou bien la teinte approchant du bronze acajou des Sarakolés. »

En général, ils ont tous le front plus haut et plus large, les cheveux plus longs, le nez plus saillant. Leurs lèvres, plus ou moins épaisses, ne sont jamais déroulées. La beauté des femmes est souvent du même genre que chez les jaunes et les blancs, car leurs seins sont parfois hémisphériques au lieu d'être piriformes comme chez tous les nègres. Elles doivent tenir cette beauté des Maures. Leur coiffure est un échafaudage de tresses et de chiffons, où elles accrochent toutes sortes d'objets brillants (jusqu'à des bouchons de carafe). Elle se distingue habituellement, comme celle des Kassonkés, par le voile de mousseline grossière (*bourtougol*) d'origine foulane.

Comme ils descendent en partie d'esclaves employés à la conquête et qu'ils ont emprunté surtout aux Maures leur orgueil, leur cruauté, leur fanatisme musulman, les Toucouleurs forment l'élément guerrier d'une grande partie de notre Soudan. Ce sont eux qui, se groupant autour de chefs audacieux, ont été les artisans de ces grands empires plus ou moins éphémères et que nous avons eu à combattre. Tel le royaume de Ségou, tels les États de Samory.

Peuhl. — Les Peuhl (au sing. *Poulo*), appelés encore *Foulbé* (au sing. *Foulah* ou *Foulane*), sont disséminés sur un immense espace, car il y en a à travers le pays des Haoussas, dans le Sokoto, le Borgou. Mizon, Foureau en ont rencontré sur les rives du Tchad. Barth les avait vus maîtres de Yola, où ils ont été retrouvés par Maistre, et il est bien probable que les Sabangas rencontrés sur l'Ombello, au nord de l'Oubangui, par Dybowski, sont une colonie détachée de groupes foulbé du Tchad, du Bornou ou de l'Ouadaï. Ils sont encore en groupes bien distincts, avec leurs caractères originaires, dans le Macina et entre le Ségou et le Mossi ; ils sont aussi les maîtres du Fouta-Djalou, mais là ce n'est plus guère que parmi les chefs qu'on rencontre des hommes de sang pur, tous faisant des esclaves et épousant des négresses le plus volontiers ; pour la plupart, ils sont noirs ou brun basané, avec des cheveux point ou peu laineux, de la barbe, un nez droit ou arqué. Leur port est élégant, leur taille est élancée. Les métis de Peuhl et de Maures présentent les plus beaux types d'hommes, avec leur front haut, leur nez presque aquilin parfois, leurs lèvres minces, leur teint bronze clair, la musculature proportionnée de leurs membres inférieurs. Le Foulah sang pur est d'une taille moyenne, au beau torse svelte. Il a des membres plutôt maigres, mais nerveux, avec attaches d'une grande finesse, des pieds petits, une face orthognathe ovale, un nez droit ou plus souvent arqué, des yeux grands à fleur de tête, une bouche petite, des cheveux lisses, fins, soyeux, noirs ou très bruns, la peau jaune rougeâtre de la nuance de la rhubarbe (Rochebrune). Des auteurs ont rapproché leur crâne de celui des vrais Égyptiens. Il est capace, haut, allongé (ind. céph., 70 à 73), mésorhinien. Leur orbite a parfois un indice très élevé par suite de son faible développement transverse, caractère que j'ai signalé chez les plus anciens crânes égyptiens.

Peuhl. — Phot. Noal.

De plus, on a caractérisé leur regard par l'expression d'*yeux de Chinois*, qui rappelle un des traits de la physionomie égyptienne. Leur émigration est toute moderne ; ils ne viennent pas de l'Égypte propre, mais des régions de la mer Rouge, dont ils ont l'habitation (cases de branchages en forme de meules allongées et basses), les habitudes pastorales, car ils vivent surtout de lait, seuls au milieu des nègres, et l'animal domestique, le zébu, dont ils sont les propagateurs. Ils ont peut-être introduit la culture de certaines plantes orientales et aussi la coutume de ces multiples boucles d'oreilles et autres bijoux dont chez eux hommes et femmes sont chargés. On les a crus également grands propagateurs de l'islamisme. Ils portent le turban, se couvrent de colliers de gris-gris, dont le corps essentiel, enfermé dans des sachets de cuir, sont des versets du Coran, et se montrent plus fidèles observateurs des prescriptions du mahométisme que les vrais noirs. Ils s'abstiennent de boissons alcooliques ; ils traitent leurs esclaves de cases, les esclaves nés dans la maison, comme des membres de leur famille, en réservant aux autres les travaux les plus durs ; leurs chefs, appelés *Almamy*, ont un caractère religieux et n'ont pas le pouvoir absolu des rois nègres. Ils ont donc bien des coutumes musulmanes, mais le fanatisme religieux est quelque peu étranger à leur caractère. Ils sont de mœurs douces assez généralement, ce qui n'exclut pas la cruauté envers les ennemis. Ils joignent le produit de petites cultures au produit de leurs troupeaux. Les femmes ne sont pas traitées en bêtes de somme, comme la plupart des négresses ; elles sont consultées et écoutées dans la maison. Les mariages se font, sauf quelques détails, suivant la coutume musulmane. Un Foulah a jusqu'à quatre femmes et des concubines esclaves. Celles-ci sont affranchies dès qu'elles ont un enfant, et cela seul aurait pu suffire à entraîner l'altération complète de la race.

Les *Laobés*, qu'on trouve par familles isolées dans les villages peuhl, sont des Peuhl noirs, qui forment une caste professionnelle (travail du bois) un peu méprisée, comme d'autres (griots, forgerons).

Mossi. Mandingues. — Dans le Mossi, dit Binger, il n'y a pas de type assez répandu pour qu'on puisse dire : « Voilà un vrai Mossi. » On y rencontre des gens ressemblant à s'y méprendre aux Ouolofs, aux Mandés des bords du Niger, et même aux Haoussas. On distingue cependant parmi eux deux races principales. La première, plus ancienne, autochtone, n'est pas musulmane : c'est celle du Mor'o ou Mossi proprement dit. L'autre est de souche mandée. Des Mandés sont venus encore des bords du Niger dans le Mossi, au milieu du siècle dernier, et le costume qui y domine (vêtement à taille avec jupe et manches, tunique ample et pantalon bouffant) est en partie emprunté aux Touareg. Le vrai Mossi fut, jusqu'à nos jours, le principal pourvoyeur d'esclaves des marchés du Sahara. Ces noirs savent travailler le fer, le cuivre et l'argent. Ils sont très paresseux, ne cultivant leur sol, très riche, que pour en obtenir le grain nécessaire à leur alimentation. Ils maintiennent leurs femmes dans une situation d'infériorité très marquée.

Le Fouta-Djalon est une possession des Peuhl, mais ceux-ci, presque tous noirs, y sont mêlés avec des Mandingues. Et tout autour de ce

massif sont des groupes de Mandingues presque purs. Ils sont en corps de nation sur le haut Niger, et ils ont pénétré sur le haut Sénégal dans le Bambouk, sur la haute Gambie, la haute Casamance, repoussant les autres noirs en se taillant des petits royaumes parmi eux. Ils sont de même fort nombreux dans le Sierra-Leone et en Libéria, où ils sont représentés surtout par les Veïs-Veïs. Ils forment le fond de la population de ce qui était naguère le royaume de Samory. La domination des Toucouleurs n'a été pour eux qu'un accident, et c'est encore à leur race qu'appartiennent le peuple assez cultivé du territoire de Kong, et les Mandé-Djioulas du Bondoukou.

Quoique supérieurs aux autres vrais noirs, ils sont eux-mêmes des nègres, purs pour la plupart et laids. Du moins, on ne distingue pas chez eux l'élément exotique qu'ils ont pu assimiler. Leur peau est brun olivâtre ou couleur chocolat. Leur nez est écrasé le plus souvent. La distance entre l'ouverture nasale et la lèvre supérieure est d'une hauteur choquante, et tout l'ensemble du visage est dur et massif, par l'effet du développement puissant des mâchoires carrées et des pommettes. Ils sont dolichocéphales, platyrhiniens, mésosèmes comme tous les nègres. Leurs dents incisives sont obliques. Ils portent souvent d'énormes fardeaux sur la tête, d'où s'ensuit une soudure prématurée de la sagittale. Leur taille moyenne est de 1^m,66, et ils sont souvent corpulents, avec des jambes d'apparence grêle, quoique mieux faites que celles des Ouolofs. Ils sont vêtus d'un pantalon flottant, descendant aux genoux, et du *boubou*, blanc ou bleu, d'une calotte ornée de deux pointes en avant et en arrière. Ils ont le cou et les bras chargés de gris-gris et de bracelets en cuir. Jamais ils ne circulent sans leurs armes. Ils construisent en pisé des cases carrées, divisées en compartiments, et les recouvrent de paille tressée. Les femmes ont souvent chacune sa case. Ils font leur cuisine sous une paillotte particulière, et ils ont aussi un hangar pour leurs animaux. Chaque famille entoure ses cases d'une tapade ou clôture en écorce de bambou. Ils mangent le riz à peu près comme les Sousous, mais ils se nourrissent aussi de bouillie de farine additionnée de fruits de tamarin et de couscous mélangé de viande. Ils font une grande consommation, sur le haut Niger, du beurre de karité. Il est extrait de l'amande d'un arbre de la taille d'un poirier, amande entourée d'une pulpe elle-même très agréable. Ils se croient obligés d'inviter tous ceux qui les voient en train de manger. Ils sont gais et avides de gain et, par conséquent, un peu moins paresseux que les autres nègres. Ils se livrent à l'agriculture, au commerce, à l'industrie. Mais, autant que possible, ils réservent le travail de la terre aux captifs, et à leur défaut aux femmes. Se procurer des captifs est donc une de leurs grandes préoccupations. Ils n'élèvent guère que des chèvres et des moutons. Ils aiment beaucoup palabrer. Ils sont disputeurs et souvent très susceptibles. Ils n'ont, en général, pas plus de quatre femmes. Les Mandingues sont de grands propagateurs de la musique et d'instruments de musique tels que le *balafon*, un xylophone, la *kora*, harpe à deux rangs de seize cordes, le *bourou*, corne en fer, en bois ou en corne avec embouchure latérale, un *tambour* de 1 mètre de long, des *cymbales*. ZABOROWSKI.

LES EXPLORATIONS

PREMIÈRES TENTATIVES DE COLONISATION SUR LA CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

Les expéditions françaises du XIV^e siècle. — On a longtemps attribué aux Portugais le mérite d'avoir les premiers découvert et habité les côtes de l'Afrique occidentale. Il est aujourd'hui reconnu qu'ils ont été précédés dans ces parages par les navigateurs français, dieppois, malouins, saintongeais, basques. Un voyageur du xvii^e siècle, Villault de Bellefond, dans son récit de voyage sur les côtes de Guinée, avait déjà démontré cette priorité et elle se trouve confirmée par les observations d'autres voyageurs de la même époque.

Les marins dieppois et rouennais fréquentaient déjà au xiv^e siècle la côte occidentale d'Afrique, mais ils éprouvèrent quelque difficulté à franchir le cap Noun, dont les abords étaient dangereux. Ce furent des Dieppois qui, les premiers, s'avancèrent plus au sud. Ils armèrent, en novembre 1364, deux navires de 100 tonneaux chacun, qui firent voile vers les Canaries ; ils atteignirent ainsi le cap Vert et mouillèrent devant Rio Fresco, dans une baie qui portait encore le nom de baie de France, lorsque Villault de Bellefond y passa en 1666. Après avoir parcouru la côte de Sierra-Leone, ils s'arrêtèrent au lieu appelé plus tard par les Portugais Rio Sestos, et, frappés de la ressemblance que présentait sa situation avec celle de leur propre ville, ils le nommèrent *Petit-Dieppe*. Les navires en revinrent en 1365 avec une charge d'or, d'ivoire, que les Dieppois se mirent à travailler avec un grand talent, et de poivre que l'on appela *malaguette* (1).

Dès la fin de la même année, les marchands de Rouen s'associèrent avec ceux de Dieppe, pour armer quatre navires, dont l'un s'arrêta au grand Sestre, sur la côte de Malaguette ou du Poivre, nom que l'on donna à la partie de la côte de Guinée qui s'étend de Sierra-Leone au cap Palmas. Un autre de ces navires alla opérer son chargement de malaguette à l'embouchure d'une rivière plus éloignée, devant un village que les marins appelèrent *Paris*.

Des expéditions furent entreprises tous les ans pendant le règne de Charles V et des comptoirs, appelés *loges*, furent établis pour faciliter les relations avec les indigènes.

En 1382, trois vaisseaux s'avancèrent jusqu'à la Côte d'Or. L'un d'eux, la *Vierge*, s'arrêta en un lieu qui fut nommé la *Mine*, à cause de la quan-

(1) D'après Villault de Bellefond, ce serait une appellation d'origine française. Humboldt a émis au contraire l'opinion que le terme de *malaguette* serait dérivé du mot *mellaghoo*, qui désigne le poivre de l'Inde.

tité d'or qu'on y trouva; l'autre alla trafiquer à Cap-Corse et à Mouré au-dessous de la Mine, et le troisième poussa jusqu'à Akara. Une nouvelle expédition, en 1383, vint élever une loge à la Mine.

Mais, à partir de 1410, la guerre civile devait arrêter l'essor du commerce, et déjà auparavant le comptoir de la Mine avait été abandonné.

De même que Villault de Bellefond, le sieur d'Elbée, commissaire général de la marine, rapporte, dans le journal de son voyage à la côte de Guinée en 1669 et 1670, qu'il a rencontré des souvenirs des établissements français; un château qui appartenait aux Hollandais passait pour avoir été décoré des armes de France. Le géographe hollandais Dapper, qui écrivait à la fin du ^{xvii}^e siècle une description des côtes de Guinée, dit aussi que, dans l'opinion des gens du pays, les Français en ont été les maîtres avant les Portugais. On a trouvé dans le fort de la Mine des restes d'inscriptions qui semblent aussi l'indiquer.

Il paraît certain que jusqu'à près 1450 les Normands n'ont plus tenté aucune expédition maritime sur la côte occidentale d'Afrique. Ce fut dans la première moitié du ^{xv}^e siècle que les Portugais, entraînés dans ce mouvement par Henri le Navigateur, parcoururent toute cette côte et y fondèrent des établissements; en 1443, ils prirent possession de la Mine, que nous avons abandonnée. Les Français ne recommencèrent à fréquenter les côtes de Guinée, au dire de Villault, que sous Henri III.

Jean DE BÉTHENCOURT
(1360? - 1422).

La conquête des Canaries; Jean de Béthencourt. — Les expéditions des Génois, des Normands et des Portugais avaient fait connaître les îles Canaries, qu'habitaient les Guanches, mais ce fut un gentilhomme normand, Jean de Béthencourt, qui au début du ^{xv}^e siècle y fonda le premier établissement.

Né vers 1360, Jean de Béthencourt appartenait à l'une des plus anciennes familles du pays de Caux. Ancien chambellan de Charles VI, il avait été ruiné par les guerres, et, ayant réalisé une certaine somme en engageant ses fiefs de Normandie, il se rendit à La Rochelle pour y fréter un navire. Il y rencontra un autre chambellan du roi, Gadifer de La Salle, qu'il prit pour lieutenant. L'expédition partit le 1^{er} mai 1402. Béthencourt avait amené des Normands, Gadifer des Gascons. Une sédi-

tion éclata bientôt dans l'équipage, et il fallut débarquer des matelots sur la côte d'Espagne. Néanmoins, Béthencourt aborda à l'île de Lancerote; mais, ne pouvant s'en rendre maître, il revint en Espagne chercher des renforts, laissant à Gadifer la conduite de sa petite troupe. Il obtint tous les secours nécessaires du roi de Castille, Henri III, à condition de lui faire hommage des terres qu'il était résolu à conquérir. Il revint aux Canaries, que Gadifer avait continué à explorer. Les îles Lancerote et Fortaventure furent soumises, la nouvelle conquête organisée, les indigènes convertis au christianisme. Béthencourt, revenu en France en 1405, repartit bientôt pour les Canaries avec une troupe de colons. A la fin de la même année, après avoir occupé les îles de Gomère et de Fer, il laissa définitivement la colonie, dont il confia le gouvernement à son neveu Maciot de Béthencourt.

Celui-ci commit de telles exactions que la reine Catherine de Castille dut envoyer contre lui trois caravelles. Maciot vint à Madère et, raconte Azurara, vendit au prince Henri ses droits sur les îles.

Nouvelles expéditions dans l'Afrique occidentale au XV^e et au XVI^e siècle. — On peut présumer que, dès 1470, les Normands recommencèrent leurs expéditions à la côte de Guinée. Le Dieppois Jean Cousin, fit flotter, en 1488, le pavillon français sur l'Atlantique. D'après une tradition, il aurait d'abord cinglé vers les Açores; mais, emporté vers l'ouest par un courant, il aurait débarqué près de l'embouchure d'un grand fleuve, sur une terre inconnue dans laquelle on a voulu voir l'Amérique; puis, reprenant la direction du sud-est, il serait venu toucher sur la côte méridionale d'Afrique, à la pointe appelée depuis cap des Aiguilles; de là, il aurait regagné l'Europe en longeant les côtes du Congo et de la Guinée. Aucun document n'établit la réalité de ces suppositions.

Nos marins avaient certainement repris, au XVI^e siècle, à commercer sur les côtes occidentales d'Afrique; car, à cette époque, Coligny avait demandé qu'on les protégeât contre les Portugais, et plusieurs d'entre eux prirent part à l'expédition dirigée contre Madère par Peyrot de Montluc. Le Sénégal avait particulièrement attiré les négociants de Dieppe et de Rouen, qui y faisaient, dès la fin du XVI^e siècle, un commerce assez suivi; ils s'y étaient portés surtout depuis que les Portugais les avaient chassés de leurs établissements de la Guinée. Au XVII^e siècle, les Français s'y implantèrent d'une manière définitive.

SÉNÉGAL ET HAUT NIGER

Les débuts de la colonie. — A partir de 1626, le Sénégal put être considéré comme une véritable colonie. De cette année date en effet la Compagnie normande, formée par des marchands de Dieppe et de Rouen, à laquelle on doit la création, dans une île de l'embouchure du Sénégal, de l'établissement qui fut l'origine de la ville de Saint-Louis.

Dès les premières années de sa fondation, la prospérité de ce comptoir ne fit que s'accroître, mais les Hollandais, dont la puissance maritime était considérable, étaient alors les maîtres d'Arguin, de Gorée et de Rufisque, d'où ils surveillaient l'embouchure du Sénégal. En 1664, la Compagnie normande vendit ses établissements à la Compagnie des Indes occidentales, à laquelle Colbert avait fait donner le privilège exclusif de faire le commerce sur toutes les côtes de l'Atlantique, du Canada au cap de Bonne-Espérance. Mais cette dernière ayant été déchue de son privilège en 1672, ses droits passèrent à la Compagnie du Sénégal. Entre temps, les Français s'étaient emparés d'Arguin, de Portudal, de Rufisque, de Gorée et de Joal, dont la possession leur fut confirmée par le traité de Nimègue (1678). La Compagnie du Sénégal eut à lutter contre les Hollandais et les Anglais, qui possédaient aussi des comptoirs sur la côte ; elle fit place, en 1696, à la Compagnie royale du Sénégal, cap Nord et côte d'Afrique, qui eut pour directeur André Bruë.

Arrivé à Saint-Louis en août 1697, André Bruë fit entrer la colonie du Sénégal dans une ère nouvelle de prospérité et d'accroissement. Il explora le pays, afin d'y ouvrir de nouveaux débouchés pour notre commerce. Il visita le Cayor, remonta le Sénégal jusqu'au delà de Bakel, ainsi que la Falémé, et dépassa les chutes du Félou. Il parcourut la Gambie et descendit jusqu'aux Rivières du Sud. Il fit explorer par Compagnon le Bambouk et la Falémé. Il noua des relations avec les chefs de l'intérieur, notamment avec les Maures Braknas et les indigènes du Dimar et du Toro. Il fit lever la première carte du Sénégal. Revenu en France en 1720, il retourna au Sénégal en 1723 pour régler les intérêts de la Compagnie. Ce fut son dernier voyage ; ses successeurs n'eurent qu'à suivre les voies qu'il avait tracées pour maintenir la prospérité de la colonie.

Malheureusement, pendant la guerre de Sept ans, Saint-Louis et Gorée tombèrent aux mains des Anglais, et une « Compagnie royale d'Afrique » reprit tout le commerce de la région. A la paix, Gorée nous fut rendue, mais Saint-Louis resta aux Anglais jusqu'au moment où le duc de Lauzun s'en empara, pendant la guerre de 1779. Gorée et Saint-Louis furent encore repris par les Anglais au cours des guerres de l'Empire. Enfin le traité de Paris (1814) nous restitua ces deux établissements, auxquels se limitèrent longtemps nos possessions du Sénégal (1).

La colonie languit jusqu'en 1854, époque à laquelle le commandant du génie Faidherbe fut chargé de rétablir l'ordre dans le pays et de mettre fin aux mauvais traitements dont nos commerçants étaient victimes.

Administration de Faidherbe. — Faidherbe commença par pacifier les pays ravagés par les Maures riverains du fleuve et, après plusieurs campagnes, les amena à traiter. Il soumit

(1) La *Méduse*, dont le naufrage est resté célèbre, avait été envoyée, en 1816, pour transporter dans la colonie les fonctionnaires et les soldats qui devaient la réorganiser.

le Oualo, le Dimar, le Toro, et obtint la suppression des « coutumes » humiliantes payées par les traitants.

Faidherbe, ayant établi des postes sur le Sénégal de Saint-Louis à Bakel, s'efforça ensuite d'assurer l'expansion de la colonie du côté du haut fleuve. Il se trouva alors aux prises avec un adversaire redoutable, le prophète El-Hadj-Omar, né vers 1797 à Aloar, près Podor.

Général FAIDHERBE
(1818-1889).

Phot. Carjat.

El-Hadj-Omar avait fait le pèlerinage de La Mecque. En revenant de la ville sainte, il séjourna quatre ou cinq années au Bornou, y épousa la fille du sultan, reprit sa route vers la Sénégambie, mais dut, par suite de l'occupation française, s'arrêter dans le Fouta-Djalon, d'où sa réputation de marabout commença à s'étendre au loin. Vers 1848, il s'établit dans le Dinguirai et chercha à recruter des partisans.

Il entra en campagne en 1850. Il remporta ses premiers succès dans le Fouta-Djalon et construisit, à proximité du Bafing, une des branches supérieures du Sénégal, la forteresse de Koundian. De là il donna le signal de la guerre sainte en 1854 et conquît le Bambouk. Il soumit en moins de trois ans le pays situé entre le moyen

Sénégal et le haut Niger; le Kaarta, vaincu, tomba en son pouvoir. Bientôt il déclara la guerre aux Français qui cherchaient à développer le commerce du côté du Soudan, et il tenta de soulever contre nous le Bondou et le Khasso.

Mais Faïdherbe l'avait prévenu. Tandis qu'il achevait de dévaster le Kaarta, le gouverneur, parvenu à Médine, dans le Khasso, en amont de Bakel, y fit construire un nouveau poste (1855). Les Toucouleurs l'attaquèrent en avril 1857; ils subirent de grandes pertes et furent obligés de se retirer. El-Hadj-Omar reparut bientôt devant Médine: les assiégés, sous le commandement

du mulâtre Paul Holl, se défendirent héroïquement, et les Toucouleurs, repoussés, furent poursuivis par les troupes de Faidherbe, qui s'était porté au secours du poste. El-Hadj-Omar se tourna alors vers le Niger et conquît le Bélédougou, le Ségou, le Macina. Vaincu et assiégé dans ce dernier pays, il se donna la mort en 1865. Ses fils se partagèrent son empire, et l'un d'eux, Ahmadou, devint sultan de Ségou.

En 1857, l'Angleterre nous céda Portendik. En 1859, les rois du Baol, du Sine et du Saloun reconnurent notre autorité. De 1860 à 1862, ce fut le tour du Cayor.

Pendant ses onze années d'administration, de 1854 à 1865, Faidherbe avait donc consolidé la domination française, qui s'étendait désormais sur tout le cours du Sénégal et sur la côte, du cap Blanc jusqu'à la Gambie anglaise.

Vieille tour de Médine, dite
tour de Paul Holl.

De Saint-Louis à Kayes.

Son action administrative n'avait pas été moins importante. Tout était à créer : il pourvut à tout. Il organisa un corps de troupes indigènes sous le nom de tirailleurs sénégalais. Il répandit notre langue, principalement par la création de l'école

des otages. Il aménagea le port de Dakar et le dota de phares, construisit trois ponts pour relier Saint-Louis à la terre ferme, établit des routes et des lignes télégraphiques, bâtit des casernes et des établissements publics de toutes sortes, créa une banque, un musée, une imprimerie, un journal; enfin, il fit faire des essais de culture et se préoccupa activement du développement économique de la colonie.

Explorations dans l'intérieur. — Un certain nombre de voyages furent tentés dans l'intérieur du pays, sur son initiative. En 1860, le capitaine Vincent fut envoyé dans l'Adrar, et l'enseigne de vaisseau Bourrel dans les pays des Maures Braknas. Un peu plus tard, un assesseur du cadi de Saint-Louis, Bou-el-Moghdad, traversa le Sahara occidental et atteignit Mogador. Mage, enseigne de vaisseau, alla, au commencement de 1861, visiter l'oasis de Tagant, chez les Maures Douaïch, au nord-est de Bakel. Les sous-lieutenants Pascal et Lambert visitèrent, le premier, le Bambouk, le second, le Fouta-Djalou.

Mais l'exploration la plus considérable fut celle du lieutenant de vaisseau Mage et du Dr Quintin, chargés d'aller demander à El-Hadj-Omar le droit d'établir des comptoirs commerciaux entre Médine et le Niger (1862-1864). Ils parvinrent jusqu'à Ségou. S'ils ne purent voir El-Hadj-Omar, parti pour l'expédition où il trouva la mort et dont le fils Ahmadou les retint deux ans près de lui, ils rapportèrent les documents géographiques les plus importants.

Paul Soleillet, dont l'idée était de relier l'Algérie au Soudan, accomplit à son tour, en 1878, un important voyage au Niger. Il parvint à Ségou, la capitale d'Ahmadou, où il séjourna cent douze jours, et revint persuadé qu'il était possible d'établir un chemin de fer du Sénégal au Niger.

Si les successeurs immédiats de Faïdherbe ne firent que créer quelques nouveaux postes, ils eurent le mérite d'affermir notre situation dans les Rivières du Sud.

L'arrivée du colonel Brière de l'Isle à Saint-Louis en 1876 fut le signal d'une nouvelle période de progrès. Reprenant le plan de pénétration vers le Niger conçu par Faïdherbe, il proposa la création d'une voie ferrée reliant Saint-Louis et le Sénégal au grand fleuve du Soudan. Les Chambres votèrent en 1879 les crédits nécessaires pour des études préliminaires. La même année, un fort fut construit à Bafoulabé, au confluent du Bafing et du Bakhoy.

Mission Gallieni. — Le gouverneur Brière de l'Isle chargea le capitaine Gallieni d'une mission ayant pour objet d'étudier le pays situé entre Médine et le Niger, d'y reconnaître un tracé provisoire, d'examiner les ressources de la région et de conclure avec les chefs indigènes des traités permettant le passage de la voie ferrée. Gallieni était accompagné des lieutenants Pietri et Vallière et des D^{rs} Tautain et Bayol. Partie de Saint-Louis le

CONQUÊTE ET EXPLORATION DU SOUDAN

30 janvier 1880, la mission remonta le Sénégal et arriva à Bakel. Elle passa à Médine et à Bafoulabé, reçut un bon accueil des gens de Kita, où elle signa un traité avec le chef, et fut attaquée, près du village de Dio, par les Bambaras, ennemis acharnés d'Ahmadou (11 mai). A Bammako, on trouva la population mal disposée. Aussi le Dr Bayol fut-il chargé de regagner Saint-Louis pour rapporter les documents recueillis. Les autres membres de la mission traversèrent le Niger et se dirigèrent vers Ségou-Sikoro. Ahmadou refusa de les recevoir et les retint dix mois dans les environs de Nango. A force d'insistance, Gallieni obtint d'Ahmadou un traité qui nous reconnaissait la faculté de faire le commerce dans ses États. C'est seulement le 21 mars 1881 que le capitaine reprit la route de Saint-Louis.

Campagnes du colonel Borgnis-Desbordes. — Chargé d'établir des postes de Médine à Kita et à Bammako, le lieutenant-colonel Borgnis-Desbordes dirigea trois campagnes successives dans la région du haut fleuve. Le chemin de fer devait relier Kayes, point où le Sénégal cesse d'être navigable, à Bammako, sur le Niger. La colonne expéditionnaire, concentrée à Médine, se mit en route le 9 janvier 1881 et gagna Bafoulabé. Le passage du Bafing, qui a, à Bafoulabé, une largeur de 500 mètres et une grande profondeur, fut très difficile et demanda trois jours. A peine arrivé à Kita, on commença la construction d'un fort; mais il fallut enlever d'assaut le village de Goubanko, qui s'était montré hostile. Ce succès inspira une terreur salutaire à l'almamy de Mourgoula, qui s'efforçait d'entraver nos progrès dans le Soudan. Dès lors, les travaux du fort de Kita avancèrent rapidement, et la colonne reprit, le 8 mai, le chemin de Médine, laissant une garnison dans la forteresse et après avoir fait reconnaître notre protectorat, de Bafoulabé à Kita.

Une seconde campagne eut lieu en 1881-1882, à l'effet de ravitailler ces deux postes, de bâtir un fort intermédiaire à Badoumbé et de commencer un chemin de fer de Kayes à Kita. Le colonel Borgnis-Desbordes arriva le 9 janvier 1882 à Kita: il se heurta à l'hostilité de Samory.

Né à Sanankoro, village situé sur le Milo, affluent du haut Niger, Samory était fils d'un dioula ou marchand. Établi à Bis-sandougou, à 60 kilomètres de son pays natal, il devint lui-même un marchand considérable, acquit beaucoup d'esclaves et jouit bientôt d'une telle autorité qu'à la mort du chef de cette ville il fut choisi pour le remplacer. En 1879, il s'empara de Keleya et de Kankan, et bientôt il se trouva en contact avec les

colonnes françaises qui poursuivaient la jonction du Sénégal avec le Niger.

Le colonel Borgnis-Desbordes avait envoyé auprès de lui, en 1881, un sous-lieutenant indigène pour lui demander de ne pas pousser ses conquêtes sur la rive gauche du Niger, où nous commençons à nous établir. Mais Samory vint occuper Kéniéra, d'où, quoique sur la rive droite, il menaçait nos possessions. Le colonel marcha contre cette ville (1882), qu'il trouva en ruine; Samory était parti vers le sud après l'avoir pillée. Les Français, n'ayant pas assez de ressources pour le poursuivre, se décidèrent à rentrer à Kita.

La troisième expédition du colonel Borgnis-Desbordes fut de beaucoup la plus rude et la plus féconde en résultats. Il s'agissait, cette fois, de préparer définitivement l'ouverture de la voie commerciale qui devait relier au centre de l'Afrique notre colonie du Sénégal. Le 16 décembre, la colonne atteignit Kita; le 22, elle s'empara de la citadelle toucouleuré de Mourgoula. En janvier 1883 elle prit la route du Niger et entra dans le Bélédougou. Le chef du village de Daba, qui avait été le principal instigateur du pillage du convoi de Gallieni, à Dio, en 1880, repoussa les propositions pacifiques du capitaine Pietri, espérant arrêter notre marche. Le 12 janvier, Borgnis-Desbordes, informé que Daba se préparait à la résistance, prit la résolution de châtier le bourg rebelle. Le village fut enlevé d'assaut le 16 janvier, après deux heures de combat.

La colonne put alors continuer sa route sur Bammako, où elle arriva le 1^{er} février. Le 7, on posa la première pierre du fort, dont la construction se poursuivit malgré les efforts de Samory pour ruiner l'établissement naissant. Borgnis-Desbordes dut livrer près de là, à Samory, un héroïque combat (avril 1883), après lequel il le refoula au delà du Niger.

Général BORGNIS-DESBORDES
(1839-1900). — Phot. Pirou.

Campagnes de 1883 à 1886. — Les campagnes ultérieures eurent pour objet de confirmer l'occupation du bassin du haut Niger. Au cours de l'expédition de 1883-1884, dirigée par le colonel Boilève, le fort de Koundou s'éleva au nord de Bammako.

Le commandant Combes créa le poste de Niagassola, chez les Mandingues, au nœud des routes commerciales du Soudan occidental. Il dut lutter contre Samory, qui avait repris l'offensive, et livrer une dizaine de combats, en juin 1885.

Le lieutenant-colonel Frey, qui succéda au commandant Combes, eut deux ennemis à combattre, Samory et le marabout sarrakholé Mahmoudou-Lamine. Il dirigea une colonne expéditionnaire de Kayes à Bammako, et, opérant une marche d'une audace rare, il surprit et mit en complète déroute une armée de Samory, qui demanda la paix et envoya en France un de ses fils, Karamoko. Puis, se retournant contre Mahmoudou-Lamine, le colonel Frey parvint, par de vigoureuses opérations, à repousser le marabout sur la Gambie (1886).

La conférence de Berlin avait, par l'acte du 26 février 1885, reconnu les droits de la France sur le haut Niger. C'était le moment de reprendre la politique de pénétration de Faidherbe et de Brière de l'Isle.

Campagne du colonel Gallieni (1885-1888). — Avec le lieutenant-colonel Gallieni, nommé commandant supérieur du Soudan français, en novembre 1886, l'occupation française prit une activité nouvelle. Trois adversaires entravaient nos progrès : Mahmoudou-Lamine avait reparu au mois de septembre et avait tenté de reprendre Sénoudébou ; sur la rive droite du fleuve, le sultan de Ségou, Ahmadou, cherchait à susciter des révoltes ; enfin, sur la rive gauche, Samory dévastait le pays et s'efforçait de nous rejeter en arrière.

Gallieni envoya contre Mahmoudou-Lamine une colonne ayant à sa tête le commandant Vallière, qui s'empara de la place forte de Diéna, et repoussa de nouveau les bandes du prophète sur la Gambie. Dans une seconde campagne, en 1887, le capitaine Fortin cerna Mahmoudou-Lamine dans son tata de Toubakoua, à la limite des possessions britanniques, et l'obligea à fuir ; le marabout fut tué au mois de décembre par des auxiliaires indigènes.

Le 12 mai 1887, Gallieni fit signer aux envoyés d'Ahmadou, à Gouri, un traité confirmant et précisant celui de 1881. Ahmadou reconnut formellement le protectorat de la France sur ses États, ainsi que la liberté de notre navigation et de notre commerce sur le Niger.

La même année, le capitaine Péroz obtint de Samory, grâce à son énergique attitude, la signature d'un traité nous abandonnant la rive gauche du Takisso depuis sa source et la rive gauche du Niger de Siguiri à Bammako.

En 1887, Gallieni avait aussi chargé le Dr Tautain et le capitaine Quiquandon d'explorer et de pacifier le Bélédougou, et le lieutenant de vaisseau Caron de se diriger vers Tombouctou.

Enfin, un autre objectif du colonel fut le Fouta-Djalon, qu'il fit parcourir soit par des missions diplomatiques, soit par des détachements armés (1).

Sous l'administration de Gallieni, le chemin de fer fut continué jusqu'à Bafoulabé; des routes furent établies entre les divers postes, des écoles créées, des études faites sur les productions du pays en vue de préparer son avenir commercial. Enfin de nouveaux villages furent peuplés par les anciens captifs d'Ahmadou, auxquels la liberté fut désormais assurée. Le colonel laissait à son successeur, le commandant Archinard, de l'artillerie de marine, des territoires à peu près pacifiés et des routes ouvertes au commerce.

Campagnes du commandant Archinard (1888-1891).

— Le pays fut tranquille en 1889; il fallut seulement prendre d'assaut le village toucouleur de Koundian, qui arrêtait ou pillait les caravanes.

Mais l'année 1890 fut le point de départ d'une série de campagnes qui nous entraînèrent à agrandir considérablement notre sphère d'action. Ahmadou, sultan de Ségou, jaloux de notre expansion, entretenait avec les chefs du Fouta des intrigues suspectes. Archinard jugea le moment venu d'anéantir sa puissance. Le 6 avril 1890 il se rendit maître de Ségou-Sikoro, une des capitales du successeur d'El-Hadj-Omar. Le brillant et sanglant assaut d'Ouossébougou et la prise de Koniakary furent les épisodes marquants de la campagne. Mais Ahmadou put s'échapper.

Le commandant Archinard, rentrant en France pendant la saison des pluies, avait laissé dans Koniakary une faible garnison. Le 8 septembre, les troupes du sultan se lançaient à l'assaut de cette place; elles furent repoussées, et Ahmadou se retira dans la direction de Nioro, dans le Kaarta.

C'est donc Nioro que, dès son retour de France, Archinard, revenu avec le grade de lieutenant-colonel, prit pour objectif. Après une série de combats, il y entra le 1^{er} janvier 1891, et il poursuivit l'ennemi. Ahmadou, concentrant ses forces à Léva, à 6 kilomètres de Youri, nous offrit le combat dans une plaine de

(1) Voir le chapitre GUINÉE FRANÇAISE.

broussailles. Après une lutte acharnée qui dura jusqu'au soir, la déroute des Toucouleurs fut complète. Poursuivi à nouveau par les spahis du lieutenant Marchand, Ahmadou traversa le désert et alla se réfugier dans le Macina.

Après avoir organisé le Kaarta et assuré l'occupation de Nioro, le colonel Archinard se porta vers le Niger, qu'il traversa le 18 février 1891 devant Nyamina, et se dirigea vers Kinian, où les menées de Samory rendaient sa présence nécessaire. En

Commandant ARCHINARD,
né en 1850. — Phot. Van Bosch.

effet, l'almamy avait envoyé deux de ses lieutenants contre Kinian et Sikasso, capitale de notre allié Tiéba. Arrivé devant Diéna, le colonel dut donner l'assaut à cette ville; il s'en empara après une lutte acharnée et malgré l'infériorité du nombre, mais nous eûmes de nombreux blessés, dont plusieurs officiers et sous-officiers.

A la suite de la prise de Diéna, l'armée alliée de Tiéba, commandée par le capitaine Quiquandon, détaché auprès de ce chef, réussit, le 8 mars, à s'emparer de Kinian, défendu par plus de trois mille hommes. Ce succès affermit notre influence dans la boucle du Niger et rendit disponibles les forces de nos

auxiliaires jusque-là retenues devant Kinian.

Pendant ce temps, Archinard, quittant Diéna, se dirigea sur Bammako, et de là suivit la rive gauche du Niger jusqu'à Siguiri, où il arriva le 25 mars. Notre colonne occupa successivement Kankan, le 7 avril, puis Bissandougou, l'une des résidences de Samory, qui prit la fuite. Le commandant supérieur laissa une garnison à Kankan et revint à Kayes.

De décembre à mai, c'est-à-dire en six mois, il avait fait parcourir à sa colonne près de 2 000 kilomètres.

Samory, sans se décourager, reforma des troupes pendant l'hivernage, et se prépara de nouveau à la résistance. A la fin de l'année 1891, il dirigea ses bandes sur Kankan.

Campagne du lieutenant-colonel Humbert (1891-1892). — Le lieutenant-colonel Humbert, ayant succédé au colonel Archinard dans le commandement supérieur du Soudan français, envoya une colonne sur Kankan, où il arriva le 6 janvier 1892. Le 11, un premier combat fut livré à 12 kilomètres de Sana, entre Kankan et Bissandougou, près du marigot de Sombéka. L'ennemi, repoussé, laissa entre nos mains plus de soixante fusils à tir rapide.

Continuant sa marche sur Bissandougou, le colonel Humbert attaqua la position de Diamanko, défendue par Samory en personne. Après une lutte très vive, l'ennemi fut complètement repoussé.

La colonne arriva le 12 janvier à Bissandougou, que Samory avait évacué. Il s'était enfui vers le sud, ravageant et dévastant tout le pays sur son passage. Le commandant supérieur quitta Bissandougou le 22 janvier et se dirigea sur Sanankoro, où Samory s'était réfugié : la colonne, après trois combats, occupa le 26 janvier les villages ruinés de Sanankoro et de Kérouané, puis elle enleva d'assaut, le 14 février, Toukouro, d'où Samory avait encore réussi à s'enfuir. En somme, les efforts incessants et heureux du lieutenant-colonel Humbert n'avaient pas encore réussi à venir à bout de l'almamy.

Campagnes des colonels Archinard et Combes (1892-1893). — Au mois de septembre 1892, le colonel Archinard fut nommé commandant supérieur du Soudan. Le lieutenant-colonel Combes, qu'il chargea d'isoler Samory des territoires de Sierra-Leone, poursuivit les sofas de l'almamy jusque dans le bassin du haut Cavally. Pendant ce temps, le capitaine Briquelot battait Karamokho Bilaly, lieutenant de Samory, et fondait de nouveaux postes à Hérémakono et à Faranā, dans la région du haut Niger, puis à Ouassou, entre le Fouta-Djalon et Sierra-Leone. De là il vint déboucher à Benty sur la côte, ayant ainsi ouvert une route nouvelle unissant le haut Niger aux Rivières du Sud. Le capitaine Dargelos battit Amara, fils de Samory, et créa un poste à Mara (Kissi) sur le Niandan, affluent de droite du Niger.

Mais les bandes ennemies, malgré leurs pertes, allèrent se reformer hors de portée de nos postes et émigrèrent dans les contrées voisines ; de sorte que la campagne du colonel Combes, si elle eut pour résultat de débarrasser des sofas le pays situé à l'ouest du Milo, eut aussi pour conséquence de rejeter Samory vers l'hinterland de la Côte d'Ivoire, où il fonda un nouvel empire.

Conquête du Macina. — Le colonel Archinard avait appris, au commencement de 1893, la mort de Mounirou, sultan du Macina, auquel succéda Ahmadou. Projetant la conquête de ce pays, il se rendit tout d'abord à Nioro, capitale du Kaarta, dont il constata la grande activité commerciale. A Ségou, où il arriva le 14 mars, il déposa Bodian, *fama* de cette ville, pour le punir de n'avoir pas su empêcher le soulèvement du Bendougou, du Baninko et du Minianka, et il annexa Ségou purement et simplement.

De San, il se porta rapidement sur Djenné, le grand centre commercial du nouveau royaume d'Ahmadou. Il fallut deux jours de combats acharnés pour enlever la ville (11-12 avril).

Ahmadou se trouvait à Mopti. Le 17 avril, nos troupes entraient dans cette ville, qu'il venait de quitter. De là, elles marchèrent sur la capitale, Bandiagara. L'ennemi leur opposa quelque résistance à Kori-Kori, sans pouvoir les arrêter. Le 29, elles entrèrent dans Bandiagara. Ahmadou s'enfuit vers l'est, poursuivi par le capitaine Blachère. Son frère Aguibou fut installé à sa place comme tributaire de la France; des postes français furent créés à Bandiagara, à Djenné et à Mopti. Le capitaine Blachère demeura près d'Aguibou comme résident. Le 5 mai, le colonel quitta Bandiagara; le 19 mai, il était de retour à Ségou, et le 15 juin à Kayes.

Le résultat de cette campagne fut de nous donner dans la vallée du Niger une situation prépondérante et de mettre Tombouctou à notre discrétion. Sous le commandement du colonel Archinard, le Soudan avait presque doublé d'étendue.

Le gouvernement pensa que le moment était venu d'instituer au Soudan le régime civil, qu'il estimait plus propre à préparer le développement économique de notre colonie. En novembre 1893, il nomma M. Albert Grodet gouverneur du Soudan. A peine arrivé à Kayes, M. Grodet apprit qu'une nouvelle campagne, entreprise sans ordres, par le lieutenant-colonel Bonnier, commandant supérieur par intérim, venait de nous assurer la possession de Tombouctou.

RÉGION DE TOMBOUCTOU

Les premiers voyages à Tombouctou. — Tombouctou passait pour l'une des cités les plus commerçantes de l'Afrique, et le fanatisme musulman en avait de tout temps écarté les chrétiens; aussi la regardait-on comme une sorte de ville sainte. On exagérait l'importance de ce centre mystérieux, mais Tombouctou, située à proximité du grand coude du Niger et aux confins du Sahara, est la station principale des caravanes qui vont de l'Afrique du Nord au Soudan et peut servir d'entrepôt aux produits d'une partie de l'Afrique.

Timboucht, ou Tombouctou, apparaît pour la première fois sur une carte catalane de 1373. On croit que les Portugais ont pénétré dans la cité soudanaise au ^{xv}^e siècle, et que, vers la même époque, le géographe arabe Léon l'Africain l'aurait également visitée.

Vers l'an 1630, le matelot français Paul Imbert, pris par les Arabes à

la suite d'un naufrage, fut vendu comme esclave et amené à Tombouctou. Depuis, diverses tentatives pour y pénétrer furent faites sans succès, notamment par Mungo-Park.

Le major anglais Laing put y arriver en 1826. Il avait été chargé par le gouvernement anglais d'explorer la région du Niger. Parti de Tripoli, il atteignit Tombouctou en passant par Ghadamès et le Touât ; à son retour, il fut tué entre Tombouctou et Araouan, le 24 septembre 1826.

C'est un Français, René Caillé, qui, le premier, donna une description de Tombouctou. Il était né à Mauzé (Deux-Sèvres) en 1799 ; poussé par le goût des voyages, il tenta, presque sans ressources et sans y être préparé, de gagner le prix de 10 000 francs promis par la Société de Géographie de Paris à l'explorateur qui atteindrait Tombouctou. A force de courage, de persévérance et de privations, il arriva le 11 mars 1828 à Djenné, d'où il descendit en barque le Niger jusqu'à Kabara, le port de Tombouctou. Il s'était fait passer pour musulman, et, considéré de tous comme un malheureux pèlerin, il put séjourner dans la cité et recueillir des informations. Il gagna le nord de l'Afrique, en se joignant à une caravane, et arriva à Tanger malade et dépourvu de tout. De retour dans son pays, l'intrépide explorateur mourut, en 1838, des suites de ses fatigues, emportant dans la tombe le regret de voir planer des doutes sur la réalité de son voyage.

René CAILLÉ (1799-1838).
D'après une lithogr. — Phot. Quinet.

Vingt-cinq ans après lui, le voyageur allemand Henri Barth visita à son tour Tombouctou, en donna une description approfondie et confirma les récits de son devancier. Parti du sud, il entra à Tombouctou le 7 septembre 1853. Il s'était fait passer d'abord pour un musulman envoyé par le sultan ; mais, s'étant lié avec le chef d'une puissante famille, il dévoila son origine et put néanmoins rester à Tombouctou jusqu'au 8 mai 1854, sans être inquiété. On l'avait cru mort, et l'on avait envoyé à sa recherche un de ses compatriotes, Vogel, qui le rencontra à la fin de 1854.

Un juif marocain, le rabbin Mordokhaï-Abi-Serour, se rendit du Maroc à Tombouctou par Tendouf et entra dans la ville costumé en Arabe (1859). Malgré les menaces qui l'accueillirent au début, il y

demeura plusieurs années, fit à la fois du commerce et du prosélytisme religieux, et y fonda une petite colonie juive.

Vingt-six ans après le départ de Barth, un autre Européen, le docteur autrichien Oskar Lenz, parti du Maroc, parvint à pénétrer dans Tombouctou (1^{er} juillet 1880), mais il n'y put rester que dix-huit jours. Il revint par Nioro, Kayes et le Sénégal.

Au cours du XIX^e siècle, Tombouctou a été le théâtre de luttes incessantes entre les Peuhl et les Touareg; ces derniers ont eu presque constamment la prépondérance. Les maîtres légitimes du pays sont les Arma ou Dérabous, noirs croisés de Marocains, dont le chef porte le

Région de Tombouctou.

nom générique de *Khiaia*. Mais malgré son autorité sur la ville, ce chef est à la merci des Touareg, maîtres du Sahara. C'est peut-être dans l'espoir de se débarrasser d'eux que le cheikh de Tombouctou avait envoyé en 1884 un ambassadeur à Paris.

Reconnaisances opérées sur le Niger. — Des reconnaissances, faites par nos canonnières sur le Niger, nous avaient peu à peu rapprochés de Tombouctou. En 1885, la canonnière le *Mage*, commandée par le lieutenant de vaisseau Davoust, poussa jusqu'à Djenné.

En 1887, le colonel Gallieni, gouverneur du Soudan français, confia au lieutenant de vaisseau Caron la mission de se rendre à Tombouctou par le Niger. Cet officier, accompagné du D^r Jouenne, du sous-lieutenant Lefort et de quelques hommes seulement montés sur le *Niger* ou sur le chaland *Manambougou*, s'arrêta d'abord à Bandiagara, où résidait

le cheikh des Toucouleurs, Tidiani, neveu du prophète El-Hadj-Omar. Il ne put le décider à accepter un traité et dut quitter brusquement le village. La canonnière continua sa marche et arriva devant Kabara, port de Tombouctou. Mais la défiance que nous inspirions aux Touareg, aux Toucouleurs et aux Maures, et la crainte où ceux-ci tenaient les habitants de la ville, empêchèrent les chefs de venir à bord. Le retour s'effectua dans des conditions difficiles, sur un fleuve mal connu et au milieu de tribus hostiles.

Ces premières explorations furent continuées en 1889 par le lieutenant de vaisseau Jaime. Il partit le 16 septembre de Koulikoro, en aval de Bammako, faisant 1 600 kilomètres en dix-neuf jours sur la canonnière *Niger*, et arriva le 3 octobre à Kouroum. Les Touareg se montrèrent hostiles à l'expédition, qui était de retour à Koulikoro le 24 octobre. Elle rapportait des informations importantes sur le régime du Niger et notamment sur le lac Debo, vu pour la première fois par Mungo-Park. L'enseigne de vaisseau Hourst, resté à Mopti, dans le Macina, avec le *Mage*, fit aussi d'importantes observations hydrographiques.

Lieutenant-colonel BONNIER
(1856-1894). — Phot. Camus.

Occupation de Tombouctou. — La conquête du Macina (1893) devait être suivie de celle de Tombouctou, qui tire ses vivres de ce pays. Le lieutenant-colonel Bonnier, qui depuis le départ du commandant Archinard exerçait le commandement des forces militaires du Soudan français, se dirigea, en décembre 1893, sur Tombouctou. Envoyé à Kabara, le lieutenant de vaisseau Boiteux, commandant la flottille du Niger, devança lui-même son chef.

Ayant ouvert utilement des négociations avec le chef de la ville et les principaux habitants, M. Boiteux profita des hautes eaux et se rendit jusqu'en face de Tombouctou, avec deux chalands armés de deux canons-revolvers empruntés aux canonnières ; le 12 décembre, il entra dans la ville avec quelques marins et fit hisser l'un des canons sur le point le plus élevé de la ville. Mais les Touareg, auxquels des Kountas s'étaient joints, vinrent, le 23 décembre, attaquer la réserve de la flottille à Kabara. Le 28, l'enseigne de vaisseau Aube fut massacré par les Touareg avec dix-neuf hommes, après une audacieuse poursuite qu'il avait tentée au milieu des sables.

Le lieutenant-colonel Bonnier était à Sansanding, lorsqu'il apprit l'occupation de Tombouctou. Il y arriva le 10 janvier 1894, et, au bout de deux jours, il repartit avec une colonne volante dans la direction de Goundam, pour reconnaître les Touareg qui rôdaient dans le désert. Le 14, ayant appris que ceux-ci s'étaient rassemblés avec leurs troupeaux près de Dongoï, il marcha dans cette direction, laissant à Massakoré les hommes fatigués, sous la garde du sous-lieutenant Sarda. Il campa le soir à Takoubao. Le 15 janvier, à quatre heures du matin, les Touareg envahirent tout à coup le campement et firent un horrible massacre. Le colonel et ses officiers étaient prêts au combat dès la première alerte, mais l'irruption subite d'une masse considérable d'hommes, de chevaux et de bœufs avait jeté la panique parmi les troupes indigènes. Nous perdîmes 11 officiers, parmi lesquels Bonnier lui-même, 2 sous-officiers et environ 80 hommes. Le capitaine Nigote, blessé, put rejoindre le sous-lieutenant Sarda et ramener le convoi à Tombouctou.

Vingt-cinq jours après, l'arrivée de la colonne du lieutenant-colonel Joffre sauva la petite garnison restée dans la ville. Les T'ingeregef, tribu à laquelle appartenaient les Touareg coupables du massacre de la colonne Bonnier, furent à leur tour battus à deux reprises, les 23 et 25 mars, du côté de Goundam, et mis en complète déroute.

L'occupation de Tombouctou avait porté notre influence dans le Soudan jusqu'à la limite méridionale du Sahara. Depuis lors, notre situation s'y consolida. Le gouverneur Grodet visita, en 1894, les différents cercles et postes du Bélédougou et du Macina, et put s'avancer jusqu'à Tombouctou, où il arriva à la fin de janvier 1895.

Pour surveiller le pays, des postes furent établis à Tombouctou, à Kabara, à Goundam, à El-Oualedj, à Saféré, à Gourao, ainsi que quelques postes secondaires sur le marigot de Goundam.

Opérations contre les Touareg et autres nomades. — Beaucoup de tribus touareg comme les Igouadaren, les Tademket, les Irreganaten, les Kel-Temoulaï, les Imededgen, firent leur soumission assez promptement. Mais les Kel-Antassar, nomades d'origine berbère, croisés d'Arabes, qui vivent à la façon des Touareg, continuèrent à faire des razzias, et leur chef, N'Gouna, se montra intraitable. Ils furent énergiquement poursuivis et châtiés, en avril 1894 par le lieutenant Frantz, en mai de la même année par le capitaine Laperrine, un peu plus tard par le capitaine Gérard, en août 1895 par le capitaine Florentin, en octobre de la même année par le capitaine Imbert et le lieutenant Bérrar, qui trouva la mort dans un engagement.

La ville de Bassikounou, située aux confins du Sahara, à l'ouest du lac Faguibine et des Daounas, fut occupée, le 24 janvier 1897, par le lieutenant Wirth : on se proposait de faire cesser les pillages continuels exercés par la tribu maure des Ouled-Allouch sur les troupeaux et les récoltes des tribus qui s'étaient mises sous la protection de nos postes.

Le lieutenant de Chevigné, du 2^e escadron des spahis soudanais, passa le 15 mai 1897, à Imentabomack, un traité avec Djamarata, représentant de l'aménokhal de la confédération des Aouellimiden. Ce traité renouvelait

celui conclu par la mission Hourst le 12 mars 1896 et établissait le protectorat français sur l'ensemble de cette confédération, dont le territoire de parcours s'étend du Mossi à l'ouest à l'Aïr vers l'est, et du massif hoggar et des plateaux azdjer jusqu'au Sokoto.

Rentré le 21 mai à Tombouctou, le lieutenant de Chevigné fut envoyé le mois suivant, avec le lieutenant de La Tour de Saint-Ygest, dans la direction de l'est, où le chef des Kel-Antassar, N'Gouna, toujours hostile, avait excité les Touareg contre nous.

Le 19 juin, nos spahis tombèrent dans une embuscade, à l'est de Tombouctou, dans la direction de Ghergo. Une première charge fut dirigée par le lieutenant de La Tour Saint-Ygest, mais personne n'en revint. Un nouveau groupe, lancé contre l'ennemi, était commandé par le lieutenant de Chevigné, qui fut blessé mortellement. Enfin le maréchal des logis de Libran réussit à percer la ligne de l'ennemi en laissant la moitié de son monde. De Chevigné, se sentant perdu, et comprenant que ses compagnons se feraient tuer pour ne pas l'abandonner, se tira une balle dans la tête, malgré les supplications du maréchal des logis de Libran, qui lui-même avait été grièvement blessé. M. de Libran ne put ramener avec lui que dix hommes.

A la suite de cet échec, le général de Trentinian envoya une colonne contre les bandes insoumises de N'Gouna. Les commandants Goldschœn et Klobb leur infligèrent, vers le milieu de septembre, une déroute complète.

Le commandant Klobb repoussa encore, en mai et juin 1898, dans les environs de Tombouctou, des hordes d'Igouadaren et de Kel-Antassar.

Quelques mois plus tard, un détachement commandé par le lieutenant Gressard opérait une reconnaissance, quand il se heurta à un fort parti de Touareg, que commandait N'Gouna. La rencontre eut lieu à Emmela, à la pointe nord-est du lac Faguibine, et le chef ennemi trouva la mort dans le combat. La mort de N'Gouna débarrassait les environs de Tombouctou d'un agitateur dangereux.

LE NORD DE LA BOUCLE DU NIGER.

Première mission Binger. — Dès 1887, le lieutenant Binger avait été chargé d'explorer l'immense région, alors presque entièrement inconnue, qui sépare nos établissements du Sénégal et du haut Niger de nos factoreries du golfe de Guinée, et de placer sous notre protectorat la multitude de petits États qui s'y étaient formés.

Parti de Bordeaux le 20 février 1887, il se rendit à Kayes et de là sur le Niger, à Bammako, véritable point de départ de son exploration. Il se proposait d'aller regagner ensuite la côte de Guinée, à Grand-Bassam, en traversant le pays de Kong, d'où il devait pousser une reconnaissance vers le Mossi. Il exécuta

point pour point ce programme. On peut diviser son exploration en cinq étapes principales : de Bammako à Sikasso ; de Sikasso à Kong ; de Kong à Ouaghadougou, par le Dafina ; de Ouaghadougou à Kong, par le Gourounsi ; enfin de Kong à Grand-Bassam.

G. BINGER, né en 1856.

Phot. Hostalier.

C'est le 3 septembre 1887 qu'il quitta Bammako. La caravane ne comprenait pas plus de douze hommes, tous Sénégalais ou Soudanais. Il se dirigea vers la capitale du roi Tiéba, Sikasso, qu'assiégeait alors Samory, en passant par Ouolo - Sebougou et Ténétou. Il arriva le 28 septembre au camp de l'almamy, dont il comptait obtenir un sauf-conduit pour aller à Kong. Il fut présenté à Samory par le fils de celui-ci, Karamoko qui, l'été précédent, avait obtenu à Paris un véritable succès de curiosité.

Samory voulut empêcher l'explorateur de pour-

sivre son voyage. M. Binger réussit à se dérober, le 30 septembre, et se mit en route pour Kong. La région où il pénétrait était dévastée par les guerres incessantes de Samory et de Tiéba. Il traversa toute une série de bourgades dépeuplées et encombrées de cadavres : Natinian, Kourala, Komina. Le 28 octobre, il était à Tiongi, village de 500 habitants, ayant l'aspect d'une ville forte

EXPLORATION DU NORD DE LA BOUCLE DU NIGER

du moyen âge, avec ses grandes murailles en terre glaise, flanquées de tours, et ses toits plats dominant l'enceinte. Le 1^{er} décembre, il entra à Fourou, dont la population est de 3000 habitants, la plupart forgerons ou tisserands.

Il quitta Fourou le 12 janvier 1888, fit étape à Diomanténé, Niélé, Léra, Lokhognilé, et le 20 février, un an presque jour pour jour après son départ de Bordeaux, il entra à Kong, monté sur un bœuf porteur et entouré d'une immense foule, avide de voir le premier Européen qui eût jamais pénétré dans la ville. L'accueil des autorités locales et des habitants fut des plus sympathiques.

Le 12 mars 1888, M. Binger quittait Kong, se dirigeant vers le nord-est pour gagner le Mossi, et, si faire se pouvait, le Niger, à Say. Il parcourut les territoires des Komono, des Dokhosié et des Tiéfo; puis il pénétra chez les Bobo-Fing, dont la capitale est Bobo-Dioulassou.

Le 26 mai, il franchit la Volta noire et entra dans le Gourounsi, pays sillonné de cours d'eau et couvert d'une végétation luxuriante. Il passa à Diabéré, puis à Bouganiéna, et, le 8 juin, atteignit le premier village du Mossi, Banéma, dont le chef, Bokary-Naba, se montra plein de bienveillance. Il n'en fut pas de même à Ouaghadougou (15 juin). Là, le souverain du Mossi, Naba-Sanom, frère de Bokary-Naba, obligea l'explorateur à rebrousser chemin vers Bouganiéna et à faire route vers le sud, à travers le Gourounsi méridional, le Mampoursi, le Dagomba et le Gondja. Cette étape, qui dura deux mois, fut des plus pénibles : M. Binger faillit plusieurs fois être assassiné par les indigènes. Enfin, le 8 octobre, il arriva sain et sauf à Salaga, capitale du Gondja. Le 21, il était à Kintampo, d'où il se transporta ensuite à Bondoukou.

Épuisé de fatigue, le capitaine avait hâte de regagner Kong. Il y rentra le 5 janvier 1889, après dix mois d'absence. Il eut la surprise d'y trouver M. Treich-Laplène, résident à Assinie, qui, ayant appris que le hardi explorateur, considéré depuis longtemps comme perdu, vivait encore, était spontanément accouru pour le rejoindre avec un convoi de ravitaillement. Le 10 janvier, M. Binger et M. Treich-Laplène signèrent avec le souverain de Kong, Karamokho-Oulé, un traité plaçant le pays sous le protectorat de la France. Quelques jours après, ils prenaient ensemble la route de Grand-Bassam.

Arrivés dans la capitale du Djimini, Dakhara, le 26 janvier 1889, ils obtinrent du roi Domba un traité analogue à celui de Kong. De là ils passèrent dans l'Anno et s'arrêtèrent à Aouabou,

résidence du souverain, où fut conclu un troisième traité de protectorat. Le 28 février ils étaient à Attakrou, sur le Komoé. Ils s'embarquèrent dans des pirogues, mais la descente fut rendue très pénible par les barrages et les rapides. M. Binger tomba gravement malade et se vit sur le point de succomber. Enfin les voyageurs, recueillis sur la canonnière *Diamant*, qui faisait la police sur le Komoé, atterrissaient le 20 mars à Grand-Bassam, et le 11 mai 1889 M. Binger était de retour à Paris.

Cette exploration fut féconde en résultats. Jusqu'en 1886, la boucle du Niger était représentée sur les cartes par un immense espace à peu près vide, sillonné de chaînes de montagnes hypothétiques et de quelques rivières dont le cours moyen et supérieur était marqué par des pointillés. M. Binger a comblé beaucoup de lacunes et rectifié de nombreuses erreurs. Le développement total des itinéraires qu'il a relevés topographiquement atteint 4 000 kilomètres, et celui des itinéraires par renseignements dépasse 50 000 kilomètres. Il a donné des indications précises sur le relief du sol de la boucle du Niger, sur un grand nombre des cours d'eau de cette région, l'Ouassoulou-Balé, le Baoulé, qui se jettent dans le Niger, et sur les fleuves qui descendent vers le golfe de Guinée, notamment la Volta et le Komoé, qui relie directement les États de Kong à notre possession de Grand-Bassam.

Il a rapporté des renseignements très nombreux sur la géologie, la flore, le climat, l'ethnographie, les industries des divers peuples, les conditions du commerce dans ces régions et leur avenir économique.

Enfin il a cimenté d'importantes relations avec tous les peuples qu'il a visités; il a signé des traités de protectorat qui ont fait rentrer dans notre hinterland les États de Tiéba, les États de Kong, le Djimini, l'Anno et le Bondoukou, et relié le Soudan français à la Côte d'Ivoire.

Missions Quiquandon et Crozat. — La mission Binger, en même temps qu'elle avait relié au Soudan français la Côte d'Ivoire, nous avait ouvert des voies nouvelles que d'autres explorateurs s'efforcèrent bientôt de suivre, afin d'étendre l'influence française dans l'intérieur de la boucle du Niger.

En avril 1890, le capitaine Quiquandon, qui déjà en 1887 avait été envoyé dans le Bélédougou, fut chargé d'une nouvelle mission. La chute de Ségou-Sikoro (1) avait placé sous notre domination tout le pays compris entre le Macina au nord, les États de Tiéba à l'est, et les États de

(1) Voir, au chapitre SÉNÉGAL ET SOUDAN, *Sénégal et haut Niger*.

Samory au sud. Le capitaine Quiquandon eut pour mission d'entrer en relation avec le roi Tiéba et de le gagner à notre cause. Le Dr Crozat, médecin de la marine, lui avait été adjoint.

Partis de Ségou-Sikoro le 16 mai 1890, les voyageurs pénétrèrent dans le Kéné Dougou, et le 3 juin entrèrent dans la capitale Sikasso, où Tiéba leur fit un excellent accueil. Le capitaine Quiquandon chargea alors le Dr Crozat et le lieutenant Spitzer de se rendre dans le Mossi et de nouer des relations amicales avec le souverain du pays.

Capitaine MÉNARD (1861-1892).

Phot. Eug. Pirou.

Le lieutenant Spitzer mourut à San, en route vers le Mossi ; mais le Dr Crozat arriva par une route en partie nouvelle dans ce royaume que Binger avait traversé. Parti de Sikasso le 1^{er} août 1890, il visita le pays des Bobos-Dioulas, qui entretiennent des relations commerciales importantes avec Kong, le Mossi, le Macina, Salaga, le Dafina, Lanfiera, où il fut bien accueilli. Le 7 septembre, il entra dans le Mossi, où, sous l'autorité nominale du *naba*, règnent près de trois cents chefs constamment en guerre les uns contre les autres et qui eux-mêmes subissent l'influence des marabouts. Le *naba* Bokary reçut Crozat avec un mélange de méfiance, de timidité et de cérémonial ; il promit de bien accueillir les négociants français. Arrivé le 17 septembre à Ouaghadougou, sa capitale, Crozat la quitta le 1^{er} octobre pour revenir à Sikasso le 20 novembre. L'année

suivante un envoyé du *naba* du Mossi vint à Sikasso visiter le résident français, le capitaine Marchand.

La route suivie par Crozat était en partie inconnue, et à tous égards son voyage fut aussi profitable à la science qu'à l'extension de notre influence. Il fut le précurseur de Monteil, qui quelques mois plus tard reprit la même route.

Mission du capitaine Ménard. — Tandis que le Dr Crozat avait été envoyé dans le Mossi, le capitaine Ménard avait été chargé de parcourir, en sens inverse, les routes suivies par Binger entre Grand-Bassam et Kong, puis de relier cette ville au haut Niger en reconnaissant la région comprise entre les États de Samory et l'hinterland de

Libéria, contrée tout à fait inconnue. C'est le 22 novembre 1890 qu'il quitta Grand-Bassam ; au mois de mai 1891 il arriva à Kong, et en décembre à Sakala ; de là il pénétra dans le Kaladian, se proposant de gagner Moussardou (janvier 1892). A ce moment, les *sofas* (1) de Samory arrivaient dans le pays et attaquaient notre allié Fakourou Bamba. Le capitaine ne pouvait refuser à celui-ci ses conseils et son aide ; il fut surpris près de Seguila par les sofas ; malade, sans cheval, il jugea la fuite indigne de lui. Renvoyant ses cinq tirailleurs, il resta dans la petite case en terre où il était installé ; à lui seul, il tint tête à une troupe nombreuse et répondit à la fusillade des assaillants. L'épaule gauche brisée, il continuait à combattre, quand une balle l'atteignit dans le dos : il tomba et les noirs l'achevèrent (4 février 1892). Sa tête fut envoyée à Samory, qui la fit exposer comme trophée de guerre.

La première mission Monteil. — Comme le Dr Crozat, le capitaine Monteil avait reçu la mission d'atteindre le Mossi en jalonant sa route de traités, de manière à nous assurer, à l'encontre des tentatives de pénétration des Anglais et des Allemands, les protectorats des pays compris dans la boucle du Niger. Mais sa tâche devait être plus considérable. Arrivé à Say, sur le Niger, il devait reconnaître jusqu'au lac Tchad la ligne Say-Barroua indiquée dans la convention franco-anglaise du 5 août 1890 (2), comme la limite méridionale reconnue par le gouvernement britannique de la sphère d'influence française. Son rôle était, en un mot, de préparer, dans des conditions avantageuses pour notre pays, les délimitations que prévoyait l'accord anglo-français.

Parti de Bordeaux le 20 septembre 1890, le capitaine Monteil était accompagné du surveillant militaire Badaire et d'une escorte de vingt hommes ayant déjà fait leurs preuves.

La mission partit de Kayes le 28 octobre, se dirigeant successivement sur Bafoulabé, Bammako et Ségou-Sikoro, qu'elle quitta définitivement le 23 décembre 1890.

Elle passa à San, à Kinian, où se trouvait encore le capitaine Quiquandon en mission auprès de Tiéba, et arriva le 3 mars à Samoragham, village dépendant, au moins nominalement, du chef du KénéDougou. Elle continua sa route par Bama, Bas-soura, se dirigea vers le nord du Dafina, arriva à Kimbéri, premier village de ce pays, et campa le lendemain au bord de la Volta noire. Elle poussa ensuite jusqu'à Lanfiera, où elle

(1) *Sofa*, nom qui veut dire exactement « palefrenier », et qui avait été donné aux soldats d'élite de Samory, portant le pantalon et le fusil. Le *bilakoro*, qui n'avait que le *bila* ou *pagne*, pouvait, par la suite, devenir un sofa.

(2) Voir pages 496 et 602.

arriva le 2 avril 1891, et fut bien accueillie par l'almamy, comme l'avait été l'année précédente le Dr Crozat.

En quittant Lanfiera, la mission passa par Yako et se dirigea sur Ouaghadougou, capitale du Mossi, qu'elle atteignit le 28 avril; on se souvient que ce fut là le point extrême de l'itinéraire du capitaine Binger et qu'en 1890 le Dr Crozat y traita avec le Mossi. Puis la mission s'engagea vers l'est, sur la route du Liptako. Après quatre jours de marche, le convoi arriva à Bous-souma, puis à Ouagou. D'Ouagou, elle continua sur le Liptako par Ponsa, qui dépend du roi d'Ouagou.

Après avoir traversé des pays pauvres et incultes, et surmonté des obstacles de toute sorte, la mission arriva au Liptako, qui était livré à l'anarchie par suite de la mort récente du roi et de la rivalité de trois prétendants. Néanmoins le capitaine Monteil entra à Dori, capitale du Liptako, et obtint la signature d'un traité.

Après y avoir reformé son convoi, il quitta cette ville le 1^{er} juin, se dirigeant sur le Yagha. La mission resta près d'un mois dans la capitale de ce pays, Nebba, où le capitaine et le surveillant-Badaire furent atteints d'une violente dysenterie. Enfin les voyageurs purent quitter le pays le 19 juillet et gagner le Torodi, dont l'importance est à peu près égale à celle du Yagha. De là, la mission se dirigea vers Say, qu'elle atteignit en juillet 1891; elle s'y retrouva en vue du Niger, qu'elle avait traversé à Ségou dix mois auparavant. Seuls, Mungo-Park et Barth avaient visité Say avant Monteil. Cette ville est à l'extrémité occidentale de la ligne droite qui, dirigée sur Barroua, au bord du lac Tchad, devait, aux termes de la convention franco-anglaise du 5 avril 1890, limiter au sud notre sphère d'influence dans le Sahara.

Le 27 août 1891 le capitaine Monteil passa de nouveau le fleuve, prit la direction du lac Tchad, qu'il atteignit comme on le verra plus loin, et, de là, il rentra en France par le Sahara et Tripoli.

Conquête du Yatenga, du Mossi et du Gourounsi. — En 1895, le commandant Destenave, alors résident à Bandiagara, fut chargé de visiter les régions situées à l'est du Macina et placées sous le protectorat de la France par les précédents chefs de missions, Binger, Crozat et Monteil. Il se rendit à Ouahigouya, la capitale du Yatenga, dont le souverain, Bakaré, accepta définitivement le protectorat français, puis à Yako, dont le chef relève du chef des nabas du Mossi. Mais le naba de Yako, aussitôt après le départ du commandant Destenave (novembre 1895), entra en lutte contre notre protégé Bakaré, qui fut chassé d'Ouahigouya.

Pour empêcher la propagation de ces sentiments hostiles, une mission

fut organisée de suite, malgré la saison d'hiver. Elle fut confiée au lieutenant Paul Voulet, de l'infanterie de marine, second de la mission Destenave, qui emmena avec lui le lieutenant Chanoine, des spahis soudanais, et les sergents Laury et Le Jariel, avec une escorte de deux cents hommes.

La mission partit de Bandiagara le 30 juillet 1896 et se rendit au Yatenga. Ce pays était en pleine guerre civile ; la mission marcha au secours de notre protégé Bakaré, battit ses adversaires et le ramena dans sa capitale Ouahigouya. Le 26 août, le naba de Yako, qui cherchait à s'opposer au passage de la mission, fut battu, et Yako occupé.

La mission se dirigea alors sur Ouaghadougou. Déjà, au commencement de 1895, M. Alby, parti du Dahomey, s'était avancé jusqu'à Bous-sourima, près d'Ouaghadougou, et s'était mis en rapport avec les chefs du Mossi. Mais, malgré les assurances que Bokary-Kountou, naba du Mossi, nous avait données dans divers traités, il s'enfuit vers le sud à l'approche de la nouvelle mission, après avoir tenté une attaque contre elle.

Les lieutenants Voulet et Chanoine pénétrèrent ensuite dans le Gourounsi. Le roi Hamaria, dont le pays avait été envahi par des bandes de Zabermabés, signa à Sati, le 19 septembre 1896, un traité de protectorat. Puis, pour rassurer les populations, Voulet écrivit à Samory pour lui interdire l'accès du Gourounsi : l'almamy répondit favorablement.

La mission rentra à Ouaghadougou le 23 décembre 1896 et parcourut le Mossi. Le 20 janvier 1897, Kouka-Kountou fut reconnu comme naba à la place de son frère Bokary-Kountou, et le Mossi définitivement placé sous la domination de la France. Cet acte marquait l'achèvement de l'œuvre de Binger, de Crozat, de Monteil et d'Alby, en même temps qu'il ruinait les espérances des Anglais et des Allemands, qui avaient jusqu'alors prétendu atteindre le Niger, les uns par l'hinterland de la Côte d'Or, les autres par celui du Togoland.

A ce moment une mission britannique, conduite par le capitaine Donald Stewart, et partie de la Côte d'Or, était parvenue dans le Dagomba. Le lieutenant Voulet notifia au chef de la mission l'occupation du Mossi et du Gourounsi ; puis une entrevue eut lieu à Tenkodogo, le 7 février, et les chefs des deux missions signèrent une convention provisoire qui laissait à la France toute liberté d'action au Mossi.

Peu de jours après, une autre mission était signalée au lieutenant Voulet comme venant du Gourma. Cette fois, c'était une mission française composée des capitaines Baud et Vermeersch et venant du Dahomey. La jonction des deux missions se fit le 16 février 1897 à Tigba, dans le Gourma. Cet événement capital réalisait l'union de nos possessions du Dahomey et du Soudan.

Le 20 février 1897, le commandant Destenave arriva à Ouaghadougou. Il y installa comme résident le capitaine Scal et envoya le lieutenant Chanoine organiser notre occupation du Gourounsi. Le chef des envahisseurs zabermabés, Baba-To, menaçait notre protégé Hamaria ; de plus, des agents anglais lui avaient, malgré le traité français, offert leur protection contre ses ennemis et, éconduits par lui, s'étaient tournés vers Baba-To. Enfin, ce dernier était plus ou moins

étroitement associé au fils de Samory, Sarakény-Mori. Le 14 mars, Chanoine attaqua les Zabermabés à Gandiaga et les mit en complète déroute. Puis il parcourut le Gourounsi et alla établir l'autorité française dans le pays d'Asseydou (entre Gambakha et Oua), qu'il plaça sous notre protectorat.

Ainsi, pendant que les Anglais espéraient arriver les premiers au Mossi et au Gourounsi, la mission Voulet, partie de Bandiagara, avait réussi à placer ces deux pays sous notre protectorat, à obliger une mission anglaise qui venait du Mossi à rétrograder vers Gambakha, à préserver le Gourounsi contre les sofas de Samory, enfin, de concert avec la mission Baud, à établir définitivement la jonction du Dahomey et du Soudan par le Mossi et le Gourounsi.

La convention franco-anglaise du 14 juin 1898 (1) vint confirmer cette situation favorable, en nous reconnaissant le Lobi, une partie du Gourounsi et le Mossi tout entier. La frontière, marquée par le thalweg de la Volta noire, jusqu'au 11^e degré de latitude nord, suit dès lors le parallèle dans la direction de l'est d'une façon à peu près constante jusqu'à son intersection avec le chemin allant de Sansanné-Mango à Pama, par Djebiga.

Le Mossi demeura paisible depuis notre occupation. Cependant, au commencement de 1899, le village de Gorsî, au sud de Niouma, manifesta de l'hostilité. Le capitaine Amman, alors résident à Ouaghadougou, alla inspecter la région, et lorsqu'il se présenta devant Gorsî, la population refusa de fournir des vivres à la colonne. Une reconnaissance envoyée aux environs du village fut attaquée. A cette nouvelle, le capitaine partit avec des tirailleurs pour disperser ce rassemblement; le lieutenant Gri-vart, chargé de faire une poursuite avec la cavalerie, fut atteint d'un flèche (14 février 1899).

Occupation du Liptako. — Pendant ce temps, le chef de bataillon Destenave avait continué à opérer dans la région Est-Macina. Après être passé à Ouaghadougou le 20 février 1897, il alla installer à Dori une résidence dont l'action s'étendait sur l'Aribinda et l'Oudala jusqu'au Niger, sur le Liptako et le Yaga. Dori est un point de passage de Touareg pillards allant vers le sud et alliés des Peuhls, pillards comme eux.

Du Liptako, le commandant Destenave était allé occuper Say, où un de ses officiers, le capitaine Belbeder, entra le 19 mai 1897. Tout le pays, de Bandiagara à Say, était dès lors sous notre domination.

Cependant nos troupes se heurtèrent encore à une difficulté. Un ma-

(1) Cette convention est intervenue, en conformité des déclarations échangées à Londres le 5 août 1890 et le 15 janvier 1896, à l'effet d'établir une ligne de démarcation définitive entre les colonies anglaises de la Côte d'Or et du Lagos et les autres possessions britanniques à l'ouest du Niger, et les possessions françaises de la Côte d'Ivoire, du Soudan (qui, jusqu'au décret du 17 octobre 1899, avait formé une colonie distincte) et du Dahomey; et à l'est du Niger, entre les possessions anglaises et françaises, ainsi qu'entre les sphères d'influence des deux puissances. (Voir les chapitres CÔTE D'IVOIRE et DAHOMEY.)

rabout peulh, Modibo-Diagourou, ravageait alors le pays et rançonnait les caravanes. Le capitaine Mainvielle résolut de l'en chasser. Le 6 juin 1897, il se trouva en présence d'une troupe de Peuhls et de Touareg d'environ deux mille hommes. Il n'avait avec lui qu'une centaine de tirailleurs et vingt-cinq spahis auxiliaires. Une charge des spahis, commandée par le lieutenant Henri Bellevue, qui reçut une lance au travers du corps, obligea l'ennemi à battre en retraite.

Occupation du pays des Bobos et du Kéné Dougou. — Le Kéné Dougou était depuis longtemps sous notre influence, et son roi, Tiéba, avait reconnu notre protectorat. Les explorateurs qui passèrent à Sikasso, Crozat, Quiquandon, Monteil, avaient tous reconnu ses bonnes dispositions.

En 1891, Marchand fut envoyé auprès de lui comme résident. Mais, à la mort de Tiéba, son frère et successeur Babemba eut une attitude équivoque. Une première mission, dont fut chargé le capitaine Braulot, fut envoyée auprès de lui en 1896. Babemba se soumit.

Un peu plus tard, une colonne dirigée par le commandant Valet, et peu après par le capitaine Hugot, se mit en route de Ségou pour le pays des Bobos, situé à l'est du royaume de Babemba, afin de reconnaître la route directe entre Ségou et la Volta et de seconder l'action du commandant Destenave. Le 23 avril 1897, elle livra à Mansara, dans la boucle de la Volta, un combat assez vif, qui débarrassa le pays des bandes de Bobos pillards et nous assura la possession définitive de la Volta. Cette opération complétait l'œuvre que venaient d'accomplir les lieutenants Voulet et Chanoine au Mossi et au Gourounsi.

En 1898, la lutte contre Samory ramena les opérations du côté du pays des Bobos. La colonne Caudrelier ayant repris Kong le 27 février, ce fut bientôt après le tour de Bobo-Dioulassou.

Enfin, une colonne, commandée par le lieutenant-colonel Audéoud, lieutenant gouverneur par intérim du Soudan français, s'empara de Sikasso, la capitale du Kéné Dougou, et brisa la résistance de Babemba.

Le capitaine Morisson avait été envoyé à Sikasso, tant pour mettre fin aux agissements de Babemba avec Samory que pour déterminer la frontière limitant le Kéné Dougou à l'ouest; il avait trouvé auprès du chef indigène un accueil hostile, et la mission avait dû abandonner la ville, sous peine d'être massacrée. Le gouvernement décida de châtier le fama de Sikasso.

Réunie le 9 avril 1898 au poste de la Bagoé, la colonne passa le 15 avril le Bananko. Elle eut à livrer des combats dès son entrée dans le Kéné Dougou; néanmoins, elle arriva bientôt en vue de Sikasso, et le camp fut établi à 1 500 mètres environ de la ville. Celle-ci opposa une assez longue résistance. Il fallut repousser les attaques incessantes des sofas, reconnaître les alentours, construire des ouvrages. Le lieutenant Gallet trouva la mort dans un combat livré le 25 avril.

L'assaut final fut donné le 1^{er} mai. La première colonne, ayant à sa tête le capitaine Morisson, s'ouvrit un passage à la baïonnette; les autres ayant pu pénétrer à leur tour, l'ennemi fut refoulé par delà les

murs, mais le lieutenant Loury fut blessé à mort. Enfermé dans son habitation, le fama et ses derniers défenseurs opposèrent une résistance désespérée et furent tués; dès lors, la ville était à nous.

Missions d'études dans les régions du moyen Niger.— L'effet produit par la prise de Sikasso avait été considérable. Ce fait d'armes contribua, avec la récente réoccupation de Kong par nos troupes, à déterminer la marche rétrograde de Samory. Bientôt après il tomba entre nos mains.

La capture de Samory, qui eut lieu le 24 septembre 1898, près de la frontière de Libéria (1), ramena le calme au Soudan français, et le général de Trentinian, lieutenant gouverneur de cette colonie, put se préoccuper de son développement économique. Il arriva à Kayes en décembre 1898, accompagné d'une mission d'environ quatre-vingt personnes, hommes à compétences techniques et diverses qui furent chargés de réunir sur place les renseignements nécessaires pour la mise en valeur de nos possessions. Ils se répandirent dans les pays du nord de la boucle du Niger et dans les contrées avoisinant Tombouctou.

L'un des membres de cette mission, M. Adolphe Lejeal, attaché au Conservatoire des arts et métiers, qui était parti en février 1899 du poste de Bandiagara, avec une escorte, pour le Hombori, fut tué par les Touareg au cours d'une reconnaissance.

Par contre, M. X. Coppolani réussit pleinement. Après avoir traversé la boucle du Niger et parcouru l'Aribinda, il s'avança au nord-est de Bamba, obtenant sur son passage la soumission de nombreuses tribus rebelles et entrant en relation avec le chef des Touareg Aouellimiden.

De retour à Tombouctou, M. Coppolani se mit en route vers le nord avec M. Robert Arnaud, accompagné d'une escorte indigène. Les voyageurs purent passer pacifiquement au milieu des populations maures, et atteignirent l'oasis d'Araouan, où Oscar Lenz était allé en 1880, mais où aucun Français n'avait pénétré depuis René Caillé en 1828.

LA DESCENTE DU NIGER

Les plans de Faidherbe, de Brière de l'Isle et de Borgnis-Desbordes avaient reçu leur exécution, c'est-à-dire que la conquête française, après avoir remonté le Sénégal, était parvenue aux rives du Niger. Progressivement, notre occupation s'était étendue dans toute la grande boucle du Niger, de Bammako à Say, et près du fleuve lui-même nous nous étions emparés de Tombouctou. Cette ville occupée, il nous importait de reconnaître le reste du cours du Niger, de Tombouctou à Say, et plus bas encore, au-dessous de Say. Les Anglais étaient déjà établis sur le bas

(1) Voir, pour la capture de Samory, le chapitre CÔTE D'IVOIRE.

Niger, et il était urgent de prendre position sur le fleuve, aussi près que possible de son embouchure. C'était le moment aussi où des expéditions, parties du Dahomey, avaient pénétré dans l'hinterland de cette colonie et s'étaient avancées jusqu'à Boussa, au-dessus des derniers postes anglais. Il fallait combler la lacune qui existait entre nos établissements du moyen Niger et ceux du bas Niger, et, par une occupation effective du fleuve, assurer la jonction entre nos possessions du Dahomey et du Soudan.

Deux missions nous firent connaître toute la partie du Niger située au-dessous de Tombouctou : les missions Toutée et Hourst. Le lieute-

Missions Toutée et Hourst.

nant de vaisseau Mizon, dans son exploration de 1890 (1), au cours de laquelle il avait eu à lutter contre le mauvais vouloir des agents de la Compagnie du Niger, n'avait remonté le fleuve que jusqu'à son confluent avec la Bénoué, qu'il avait ensuite suivie.

La mission Toutée. — Le capitaine Toutée devait d'abord remonter le Niger de son embouchure jusqu'à Tombouctou; mais, dans la crainte de voir se renouveler avec la Compagnie du Niger les conflits provoqués par les explorations du lieutenant de vaisseau Mizon, il fut décidé qu'il irait rejoindre le cours du Niger par la voie de terre. Il partit avec le lieutenant Targe, le sous-lieutenant de Pas et l'adjudant Doux à la fin de décembre 1894.

(1) Voir le chapitre CONGO.

La mission, ayant pour objectif le point où le 9^e parallèle coupe le Niger, gagna Tchaourou, un peu au sud de ce parallèle, par Zanganado et

Capitaine TOUTÉE, né en 1855.

Phot. Brion.

Savé. De là, tournant droit à l'est, elle arriva à Tchaki dans les premiers jours de février. M. Toutée traita avec le chef et, un peu plus loin, avec celui de Kitchi, et il arriva, le 15 février, en face de Badjibo, sur la rive gauche du Niger. Il y fonda le fort Arenberg.

A ce moment le lieutenant Targe et le sous-lieutenant de Pas entreprirent de descendre le Niger jusqu'à la mer, pendant que le capitaine Toutée préparait l'exploration du fleuve en amont. MM. Targe et de Pas s'embarquèrent sur deux pirogues gemellées qui, dans une tornade survenue le 15 mars, coulèrent à pic à une petite distance du poste anglais d'Egga. L'agent de la Compagnie du Niger accueillit les naufragés et leur fournit les moyens de redescendre le fleuve.

Le capitaine Toutée avait, de son côté, continué sa route en remontant le fleuve en pirogue. Après seize jours de navigation difficile, il arriva à Boussa, ayant dépassé les rapides, réputés infranchissables. Toujours payant, il passa à Say,

et là il s'engagea dans une région connue seulement par le voyage de Barth, où luttèrent avec les Touareg les bandes d'Ahmadou et de Boubakar. Le convoi fut attaqué par les riverains. Il fallut faire le coup de feu tout en naviguant. Dans les premiers jours du mois de

juin, la mission parvint à Zinder, à 150 kilomètres en amont de Say; le 11, elle atteignit le village de Tibi-Farca, dépendance du pays de Gogo, lequel avait fait sa soumission au colonel Joffre, peu après l'occupation de Tombouctou.

Le capitaine Toutée pouvait considérer son voyage comme terminé au point de vue politique, et d'ailleurs ses ressources ne lui permettaient plus d'aller très loin. Il se décida à redescendre le fleuve, et il dut, à plusieurs reprises, s'ouvrir le passage de vive force, en repoussant les attaques des bandes lancées contre lui par les gens d'Ahmadou et de Boubakar. Il descendit néanmoins jusqu'à la mer.

La mission Hourst.

— Du côté de Tombouctou, le lieutenant de vaisseau Caron avait, dans son voyage de 1887, établi la première carte hydrographique. Mais, dès 1885, le lieutenant de vaisseau Davoust avait eu l'idée d'aller plus loin que Tombouctou et de réaliser le plan de Mungo-Park. C'est ce projet que le lieutenant de vaisseau Hourst, qui avait été le second de Davoust, put faire aboutir. Il arriva au Soudan au début de 1894, mais il reçut l'ordre de surseoir à l'accomplissement de sa mission, et le projet primitif d'exploration du Niger ne fut repris que l'année suivante. La mission, réorganisée, laissa Kayes le 10 octobre 1895; elle comprenait : le lieutenant de vaisseau Hourst; M. Baudry, enseigne de vaisseau; M. Bluzet, lieutenant d'infanterie de marine; le Dr Taburet, médecin de marine. Le P. Hacquard, des Pères blancs d'Alger, se joignit à la mission à Tombouctou.

C'est à Koulikoro, village situé à 70 kilomètres environ en aval de Bammako, que la mission hydrographique prépara sa descente du fleuve. Elle avait trois embarcations marchant à l'aviron : le *Jules-Davoust*, bateau démontable, en aluminium, et deux grands bateaux en bois, l'*Enseigne-Aube* et le *Le-Dantec*. La flottille quitta Koulikoro le 12 décembre 1895.

La mission arriva à Gourao, sur le lac Débo, le 1^{er} janvier 1896, et le 22 janvier à Tombouctou. Au delà, elle rencontra, à partir de Rhergo ou Ghergo, une population assez mal disposée. Les chefs des Igouadaren

Lieutenant de vaisseau HOURST,
né en 1864. — Phot. Pierre Petit.

ne voulurent pas se montrer. A Tosaye, on reçut une lettre de menace des Tademeket.

Le 4 mars, à Gao, des milliers de guerriers armés envahirent la rive; c'étaient les Aouellimiden. Leur chef, Madidou, se décida à entrer en rapport avec la mission et envoya, le 12 mars, à Fafa, son neveu Djamarata, porteur d'une lettre par laquelle il promettait la liberté du commerce aux Français.

A Ansongo, village occupé par les Kel-es-Souk, la mission avait rencontré le 8 mars les premières difficultés de navigation. L'*Enseigne-Aube* échoua plusieurs fois. Le *Jules-Davoust* eut quelques avaries. Le 26 mars, on atteignit Tibi-Farca, point extrême du voyage du capitaine Toutée. Le 7 avril, on arriva à Say.

Le chef de Say, qui pourtant avait signé traités sur traités, avec Monteil, Baud, Decœur, Toutée, ne voulut pas laisser séjourner la flottille. Celle-ci dut continuer sa route, et la mission alla construire plus bas, dans une île, le fort Archinard, où elle séjourna cinq mois. Elle en partit le 15 septembre.

Les populations du Dendi accueillirent bien les voyageurs. Le 2 octobre, ils arrivèrent à Boussa. Le chef noir de cette ville refusa des guides pour franchir les rapides, et il fallut risquer le passage, assez périlleux dans de semblables conditions; au dernier rapide, un des chalands chavira.

Le commandant Hourst rencontra le premier poste anglais à Léaba. A Badjibo, un détachement anglais occupait le fort d'Arenberg, construit par le capitaine Toutée, et que l'on avait décidé d'abandonner; il avait reçu le nouveau nom de Fort-Taubman-Goldie. Ayant descendu le fleuve jusqu'à la mer, la mission arriva à Porto-Novo en octobre 1896.

La mission Hourst avait constaté la navigabilité du Niger de Bammako à Ansongo (1 200 kilomètres). D'Ansongo au delà de Boussa, le fleuve est coupé de rapides qui, sauf en quelques parties, le rendent presque inabordable. Au delà des rapides de Boussa, il redevient praticable jusqu'à la mer, mais la navigation est encore difficile jusqu'au confluent de la Benoué.

LES PAYS MAURES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Toute la région comprise entre la côte de l'Atlantique et les environs de Tombouctou, au nord du fleuve du Sénégal et de Nioro, de Kassambara et de Bassikounou, est parcourue par des tribus maures et par des caravanes qui vont du Soudan au Maroc et au Sahara. On peut comprendre dans cette région l'Ighidi, les déserts de Ouaran et de El-Djouf, l'Adrar, le Hodh, le Tagant, la plus grande partie du Sahel. Administrativement rattachés à l'Afrique occidentale, ces pays appartiennent en réalité à la zone saharienne, et c'est par eux que le Soudan se relie à l'extrême sud de l'Algérie.

Un petit nombre seulement de voyageurs ont pu traverser le pays des Maures. René Caillé, à son départ de Tombouctou, gagna le Maroc par

Taoudenit. En 1850, un mulâtre originaire du Sénégal, Léopold Panet, se rendit du Sénégal à l'Adrar et atteignit la sebkha de Zemmour, d'où il gagna Mogador.

Faidherbe s'était préoccupé de faire compléter les renseignements que

Exploration des pays maures de l'Afrique occidentale française.

le voyage de Panet avait fournis sur le Sahara occidental. Par son ordre, le capitaine Fulcrand reconnut la baie d'Arguin; M. Bourrel visita le pays des Braknas; le lieutenant de vaisseau Mage explora le Tagant; le capitaine Vincent se rendit dans l'Adrar (1860) et détermina la position de la sebkha d'Idjil. Un indigène musulman du Sénégal, Bou-el-Moghdad, alla aussi du Sénégal à l'Adrar et de là à Mogador, par une route un peu plus occidentale que celle de Panet.

Le Dr Lenz suivit, en 1880, la grande route des caravanes de Mogador à Tendouf et Tombouctou. La même année, Paul Soleillet visita le

pays des Trarzas; mais, attaqué par les Maures Oulad-Delim, il ne put pénétrer dans l'Adrar.

Un Français aventureux, Camille Douls, se fit débarquer en 1887 près du cap Garnet; fait prisonnier par les Oulad-Delim, il se présenta à eux comme musulman; traité moitié en captif, moitié en hôte, il passa un an parmi eux, recueillit d'abondants renseignements géographiques et ethnographiques et parvint à gagner Glimin, puis Mogador.

Léon Fabert se consacra, en 1889, à l'exploration de cette région si

Camille DOULS (1864-1889).

Phot. Nadar.

peu connue. A trois reprises il se rendit chez les Braknas; un quatrième voyage le conduisit chez les Maures Trarzas; enfin, en septembre 1891 Fabert tenta de gagner l'Adrar. Traversant le pays des Trarzas, il arriva dans le Tenyera, au camp du cheikh Saad-Bou, marabout influent et très favorable à l'influence française. Grâce à sa protection, Fabert put atteindre Harich, d'où il envoya une lettre au cheikh de l'Adrar; celui-ci lui répondit en acceptant formellement le protectorat de la France, mais, occupé à guerroyer contre les Maures Douaïch, il pria Fabert d'ajourner son arrivée. Notre compatriote gagna alors l'Atlantique par la vallée de Grand-Terg et rentra à Saint-Louis le 29 novembre.

En 1893, Fabert entreprit un nouveau voyage, se proposant de gagner le Maroc. Il traversa le pays des Trarzas par des chemins différents de ceux qu'il avait suivis antérieurement. Mais arrêté par une grave maladie à Touizikt, il dut revenir à Saint-Louis sans avoir

terminé son voyage. Les marabouts, d'après lui, sont accessibles à l'influence européenne et à la civilisation; il reçut d'ailleurs les déclarations les plus cordiales de plusieurs chefs.

En 1893, M. Gaston Donnet essaya vainement, lui aussi, de pénétrer dans l'Adrar pour gagner ensuite le cap Juby; il dut s'arrêter dans le Tiris.

Mais si ces voyageurs ne purent pénétrer dans l'Adrar, un de nos interprètes indigènes s'y rendit en 1892 et obtint du cheikh la signature d'un traité de protectorat confirmant la lettre écrite à Léon Fabert.

Les explorations accomplies au Soudan eurent aussi pour résultat de nous mettre en relations avec les Maures qui habitent au nord de Nioro,

notamment avec les Allouch, les Ouled en Nacer et les Maures de Tichit. Enfin l'occupation de Tombouctou et plus tard nos progrès dans l'extrême Sud algérien contribuèrent encore à favoriser le développement de notre influence dans ces régions.

La mission Blanchet. — C'est aussi vers l'Adrar que fut dirigée, au commencement de 1900, la mission à la tête de laquelle était Paul Blanchet, agrégé d'histoire et de géographie, qui avait déjà rempli plusieurs missions archéologiques dans le sud de l'Algérie et de la Tunisie. Organisée par le journal *Le Matin*, cette exploration avait pour objet de compléter nos informations sur les pays compris entre le Sénégal et le cap Juby, pays dont l'Adrar forme la partie la plus importante. Paul Blanchet était accompagné de M. Dereims, docteur ès sciences, chef des travaux pratiques au laboratoire de géologie de la Sorbonne, du lieutenant Jouinot-Gambetta, et d'une faible escorte.

La petite colonne partit en mars de N'diogo, sur la langue de Barbarie, à proximité de Saint-Louis, et piqua droit au nord, vers l'Adrar, en passant par le territoire des Maures Trarzas. Le 17 mai elle était à Touizikt, ayant traversé l'Inchiri et se disposant à partir pour Atar. Elle entra dans cette ville, la capitale de l'Adrar, le 5 juin ; mais, peu de jours après, elle fut attaquée, en l'absence du roi, par la population soulevée. Elle eut à supporter deux jours de combats pendant lesquels l'eau et les vivres lui firent défaut. La mission eut des morts et plusieurs blessés. Ce fut l'émir Moktar-Ould-Aïda, qui, à son arrivée, fit cesser le feu. Retenus néanmoins prisonniers, Blanchet et ses compagnons ne durent leur liberté, après une captivité de près de trois mois, qu'à l'intervention énergique du gouverneur général de l'Afrique occidentale et à l'influence du cheikh Saad-Bou. Paul Blanchet succomba à la fièvre jaune à Dakar, le 6 octobre, à la veille de rentrer en France.

Paul BLANCHET (1870-1900).

Phot. Pierre Petit.

Convention de délimitation franco-espagnole (27 juin 1900). — Par un décret du 26 décembre 1884, l'Espagne avait étendu son protectorat sur les établissements du rio de Oro, et sur

toute la côte du cap Bojador au cap Blanc. La France entama en 1885 avec cette puissance des négociations au sujet de la possession du cap Blanc lui-même. La commission franco-espagnole de délimitation, réunie à Paris en 1886, suspendit ses travaux en 1888, après avoir signé un protocole consacrant un *modus vivendi* favorable aux prétentions de la France sur la baie du Lévrier et sur celle du cap Blanc.

Un nouvel accord fut signé le 27 juin 1900. L'Espagne est réduite, au nord du cap Blanc, à une zone littorale comprise entre la côte et le 15° de-

gré ouest de Paris (1). Elle conserve la plaine de Tiris, mais elle nous laisse l'Adrar avec la sebkha d'Idjil, à 30 kilomètres à l'ouest de laquelle passe la nouvelle frontière. Au delà d'Idjil, la frontière rejoint le 14° 20' de longitude, et remonte vers le nord le long de ce méridien jusqu'à une distance qui n'a pas été déterminée, à cause du voisinage du Maroc.

Léon FABERT, né en 1848.

DU NIGER AU LAC TCHAD

Mission Monteil. — La convention franco-anglaise du 5 août 1890 avait, la première, fixé une limite que nos possessions méditerranéennes, en les supposant étendues par leur hinterland à travers le Sahara, ne pourraient dépasser. Cette limite était une

ligne théorique tracée de Say sur le Niger à Barroua sur le lac Tchad. Le capitaine Monteil devait, dans la seconde partie de son voyage, à partir de Say, suivre cette ligne afin de reconnaître le pays qui s'étend jusqu'au lac Tchad et de préparer ainsi les délimitations qui, en vertu du traité, devaient être par la suite opérées sur le terrain.

(1) Du cap Blanc, la frontière remonte jusqu'au parallèle 21° 20' de latitude nord et le suit jusqu'à son intersection avec le méridien 15° 20' ouest de Paris. Elle s'élève dans la direction du nord-ouest en décrivant entre les méridiens 15° 20' et 16° 20' ouest de Paris, une courbe tracée de façon à laisser à la France la région d'Idjil; puis, atteignant au tropique du Cancer le méridien 14° 20' ouest de Paris, elle le suit dans la direction du nord.

Ayant franchi le Niger à Say, le 27 août 1891, Monteil se dirigea donc vers le Tchad. Il eut à traverser d'abord des pays qui avaient été jusque-là inaccessibles aux Européens et qui étaient alors en état de révolte ouverte contre le Sokoto : c'étaient le Djerma, le Maouri, le Kabbi. Il put néanmoins passer, non sans de nombreuses difficultés, et au mois d'octobre il parvint à Sokoto, où il fut bien reçu et put se ravitailler.

Le capitaine Monteil quitta cette ville le 28 octobre et se dirigea sur Kano, où il arriva le 23 novembre, par une route inexplorée. Kano est un grand marché arabe plus important encore que Sokoto; la mission y fut également bien accueillie et le roi lui remit une lettre pour le chef de Hadeidjia, dans le Birni. Celui-ci, tout en faisant observer au chef de la mission combien il pourrait lui être difficile de pénétrer dans le Bornou, lui donna une escorte qui produisit l'effet le plus favorable. Dès son arrivée à Borsari, le capitaine Monteil reçut un message du cheikh de Kouka l'informant qu'il lui ouvrirait les portes de sa capitale.

Le 8 avril, la mission arriva à Kaliloua, à quelques kilomètres de Kouka. Une foule de cavaliers revêtus de cottes de mailles et de caparaçons ouatés se porta au-devant d'elle, et vint faire le salut des lances; c'était là un grand honneur. Les cavaliers s'avancèrent d'une allure rapide devant le chef de la mission et approchèrent la pointe de leurs lances à quelques centimètres de son visage, en prenant des mines farouches et en poussant des cris de bêtes fauves.

Ce cérémonial accompli, on s'achemina vers la capitale où, le 10 avril, la mission fit une entrée solennelle. Après avoir reçu de nouveaux honneurs, le salut des sabres, l'explorateur s'avança dans la ville de Kouka, entouré de cinq à six cents cavaliers

Lieutenant-colonel MONTEIL,
né en 1855. — Phot. Ladrey.

aux armures fantastiques, suivi d'un orchestre grotesque et salué par les cris discordants d'une foule qu'il évalua à quarante ou cinquante mille personnes. Le roi du Bornou accueillit Monteil avec une parfaite courtoisie, mais notre compatriote dut se méfier du parti arabe, peu favorable à l'immixtion des étrangers. Ce parti, l'année précédente, s'était opposé à ce que des agents de la Royal Niger Company, qui cherchaient à devancer les Français, se rendissent au Tchad. En face de Kouka, le lac, bordé de roseaux et de marécages, est inaccessible.

Monteil, qui connaissait les dispositions des Bornouans, demanda seulement à ce qu'on lui laissât prendre la route de Tripoli. Il dut cependant faire un hivernage de quatre mois à Kouka, et il ne put se remettre en route que le 25 août 1892. Après avoir franchi le Yo, il arriva à Barroua dont il détermina la position exacte; là il vit le Tchad qu'il suivit jusqu'à N'Guigmi, dernier village du Bornou.

A partir de ce point commença une pénible succession de marches à travers le désert. Vingt-cinq jours après son départ de Kouka, la mission atteignit l'oasis de Kaouar, qui fut sa seule station de repos et qui est habitée par une population assez peu sociable, les Toubous; mais elle ne fut par inquiétée, l'escorte fournie par le roi du Bornou étant commandée par un personnage influent dans l'oasis.

Une deuxième série de marches de vingt-cinq jours réservait à l'expédition plus de fatigue encore que la première. Les animaux furent également si éprouvés qu'à l'arrivée à Mourzouk, le 25 octobre, il ne restait plus qu'un seul chameau. Enfin, après s'être ravitaillée dans cette ville, la mission s'achemina vers Tripoli, où devait s'achever cette grande pérégrination, qui avait duré vingt-sept mois. Les résultats du voyage avaient été importants au point de vue géographique : les itinéraires de Barth et des autres explorateurs de l'Afrique du Nord et du Soudan se trouvaient reliés à ceux tracés par Binger dans la boucle du Niger; au point de vue politique, la ligne Say-Barroua avait été pour la première fois entièrement reconnue.

Mission Cazemajou. — Une seconde mission fut envoyée par le ministère des Colonies pour reconnaître à nouveau le pays qui est compris entre Say et Barroua, et pour chercher à étendre notre domination vers le lac Tchad; elle fut confiée au capitaine du génie Cazemajou. Cette mission eut aussi pour objet de rechercher s'il existait réellement encore des survivants de la mission Flatters, retenus prisonniers, comme on l'avait prétendu, dans l'oasis de Thaoua, qui dépend de l'Adar.

Venu par la boucle du Niger, le capitaine Cazemajou, qui était accom-

pagné de l'interprète Olive, traversa le fleuve à Karimama le 29 décembre 1897, afin de s'engager dans la direction de Zinder par le Sokoto. La mission fit route, à travers le Dendi, vers Argoungou, où elle arriva le 15 janvier 1898. Cette localité, où avait passé jadis le colonel Monteil, est un gros centre sur la route de Sokoto.

Il avait été prescrit au capitaine Cazemajou de suivre un itinéraire toujours au nord de la ligne de Say à Barroua. Mais, pour aller dans l'Adar, pays où l'influence de la France pouvait s'exercer d'une façon exclusive, il fallait l'assentiment des autorités de Sokoto.

Ayant obtenu la faculté de passer, la mission pénétra dans l'Adar et se rendit dans l'oasis de Thaoua. Le capitaine Cazemajou y acquit la certitude qu'il n'y avait jamais eu ni à Thaoua ni dans aucun autre point de l'Adar de survivants de la mission Flatters.

Le 6 mars 1898, la mission laissa Konni, localité de l'Adar, au nord-est de Sokoto, et de là elle gagna Zinder en passant par Tchiberry, où réside le chef du Gober.

Elle fit son entrée à Zinder le 14 avril et fut bien accueillie par le serky

ou sultan ; malheureusement ces bonnes dispositions n'étaient qu'apparentes.

Le capitaine se disposait, en effet, à laisser Zinder, et il allait faire au sultan sa visite d'adieux lorsque, par ordre de celui-ci, il fut traîtreusement assassiné ainsi que son compagnon, M. Olive, le 5 mai ; les deux seuls blancs de la mission ayant été ainsi mis à mort, les tirailleurs, sous les ordres de l'interprète Badié-Diara et d'un sergent indigène, repoussèrent de la façon la plus héroïque les assauts des habitants de Zinder. Les débris de la petite troupe, après avoir vainement tenté de ramener les corps des deux chefs, purent gagner Ilo, sur le Niger, rapportant les papiers de la mission, parmi lesquels se trouvait le journal de route du capitaine Cazemajou.

Capitaine CAZEMAJOU (1864-1898).

Phot. Ouvrière.

Convention franco-anglaise du 14 juin 1898.

— Au moment même où le capitaine Cazemajou avait été envoyé en mission du Niger vers le lac Tchad, des négociations venaient d'être entamées avec l'Angleterre au sujet des territoires du Niger. Elles aboutirent au traité signé à Paris, le 14 juin 1898, et qui est relatif à la délimitation de nos colonies de la Côte d'Ivoire, du Soudan et du Dahomey.

En ce qui concerne les territoires compris entre le Niger et le lac Tchad, l'ancienne limite Say-Barroua reçut par suite de cette convention quelques modifications. Tandis que, d'après la convention du 5 août 1890, le point de séparation, sur le Niger, était à Say, c'est aujourd'hui d'Ilo, plus au sud, que part la frontière. Elle suit le thalweg du Dalloul-Maouri, à partir de son confluent avec le Niger, un peu en amont d'Ilo, s'infléchit ensuite pour laisser à l'Angleterre les territoires qui dépendent du Sokoto, puis elle redescend pour laisser à la France une importante contrée dans le Bornou, autour de Zinder, et, remontant vers l'ancienne ligne Say-Barroua, elle rejoint ainsi le lac Tchad.

Mission Voulet-Chanoine. — Après le désastre de la mission Cazemajou, une nouvelle mission, partie de France en août 1898, fut chargée, sous la conduite des capitaines Voulet et Chanoine, d'explorer la zone soudanaise comprise entre Say et le lac Tchad, que la convention franco-anglaise du 14 juin 1898 venait de placer dans notre sphère d'influence; elle devait ensuite rejoindre la mission Foureau-Lamy, qui, partie du nord, avait pour objectif d'atteindre la région du Tchad en traversant l'Aïr.

La mission comprenait alors, outre ses deux chefs, les lieutenants Pallier, Joalland et Peteau, le Dr Henric, le sergent-major Laury, le sergent Bouthel et le maréchal des logis Tourot. Une nombreuse cavalerie auxiliaire l'accompagnait.

Le capitaine Voulet descendit le Niger en bateau; il fut accompagné jusqu'à Ansango, en amont de Say, par le lieutenant-colonel Klobb, qui avait alors le commandement de la région nord du Soudan. Le capitaine Chanoine, prenant la voie de terre, se dirigea de Ségou-Sikoro sur Say. Les deux corps se rejoignirent le 2 janvier 1899 à Sansanné-Haoussa, à 150 kilomètres en amont de Say. L'organisation de l'expédition exigea deux mois. Elle ne se mit en route sur la rive gauche du Niger qu'au commencement de mars.

La mission, laissant le fleuve à Liboré, essaya d'abord de gagner le lac Tchad par une route qui aurait contourné, au nord, les possessions anglaises du Sokoto. Elle arriva jusqu'au village de Zoa, à 230 kilomètres à l'est du fleuve, mais, par suite du manque d'eau, elle fut obligée d'abandonner cet itinéraire, et le 18 janvier elle était revenue au Niger, à Liboré.

De ce point, la mission redescendit la rive gauche du Niger jusqu'à hauteur du Dalloul-Maouri, son affluent, dont le thalweg sert de limite aux possessions anglaises et françaises. Le 20 février, elle commença à remonter cette dépression, afin de pouvoir, conformément aux instructions

reques, continuer la route vers le Tchad en contournant la frontière du Sokoto. La marche de la mission fut lente à ce moment ; elle mit plus de deux mois pour aller de Gaya au confluent du Niger et du Dalloul-Maouri à Falakari, bien que la distance entre ces deux points ne fût que de 150 kilomètres en ligne droite. En chemin, la mission dut s'emparer du gros village de Dioundou. Elle arriva à Falakari le 30 avril.

Pendant ce temps, le lieutenant Peteau, qui avait laissé la mission peu de temps après le départ de Say, avait déposé des plaintes entre les mains des autorités locales, et ensuite à Paris, sur des abus de pouvoir, compliqués d'actes de cruauté injustifiés, qui auraient été commis par la mission, tant sur la route du Niger à Say par le Mossi que dans les parages de Sansanné-Haoussa.

Le gouvernement chargea alors le lieutenant-colonel Klobb de se mettre à la recherche de la mission Voulet, de faire une enquête sur les faits qui lui étaient reprochés, et, dans tous les cas, après l'avoir rejointe, d'en prendre le commandement. Accompagné du lieutenant Meynier, il quitta Kayes le 18 avril avec une escorte d'une cinquantaine d'hommes, arriva à Say le 10 juin et à Falakari le 22 juin, en passant par Dosso.

Mais, à partir de Falakari, le 30 avril, la mission Voulet changea complètement l'allure de sa marche ; au lieu de prendre la direction du nord, de manière à éviter le territoire anglais, elle tourna à l'est, laissa Sokoto au sud et remonta au nord-est, pour reprendre ensuite, dans le Damer-gou, le territoire français.

La mission Klobb coupa aussi au plus court et suivit, à travers le territoire anglais, le même itinéraire que la mission Voulet. Le lieutenant-colonel prit contact avec cette mission, le 10 juillet, par l'intermédiaire de quatre tirailleurs qu'il avait envoyés en avant. C'est alors que se passa un drame atroce, sans précédent dans nos annales militaires.

Prévenu de l'arrivée du lieutenant-colonel Klobb, Voulet s'avança le 14 juillet, seul Européen et accompagné de 100 hommes, jusqu'à Dankori, près de Tessaoua, où il rencontra le lieutenant-colonel. Bien que celui-ci se fût fait reconnaître, Voulet commanda lui-même le feu contre la troupe française. Le lieutenant Meynier, atteint le premier, fut seulement blessé. Le colonel Klobb fut tué raide ; il avait défendu à son escorte de tirer sur les agresseurs. Aussitôt le capitaine Voulet fit exécuter une charge à la baïonnette ; l'escorte, privée de ses chefs, battit en retraite.

Le capitaine Chanoine, ayant rejoint Voulet, prit fait et cause pour lui. Le crime accompli, les deux insurgés cherchèrent à se créer un parti parmi les hommes de la mission et à retenir les sergents Tourot et Bouthel ; ils s'installèrent dans le village de Mayri.

Pendant ce temps, les lieutenants Pallier et Joalland et le sergent Laury se rendirent au village de Nafouta, où le lieutenant Meynier reçut les soins du Dr Henric.

Le 16 juillet, les sergents Tourot et Bouthel parvinrent à s'enfuir et se réunirent, à Nafouta, aux Européens de la mission.

De leur côté, les tirailleurs se révoltèrent, firent feu contre le village

de Mayri et tuèrent Chanoine, qui s'avancait au-devant d'eux; ils rentrèrent ensuite dans le village avec les sergents Bouthel et Tourot.

Voulet avait réussi à prendre la fuite. Mais le lendemain, 17 juillet, il tenta de rentrer à Mayri et fut tué. Tous les tirailleurs, sous la conduite du sergent Tourot, vinrent se réunir en bon ordre, à Nafouta, aux lieutenants Pallier et Joalland.

Reconstituée sous le commandement du lieutenant Pallier, la mission occupa Zinder le 29 juillet. Elle mit en fuite le chef assassin du capitaine Cazemajou, dont les restes furent retrouvés, et installa un nouveau chef. Le lieutenant Pallier, en présence des dispositions incertaines d'une partie des indigènes, ne crut pas devoir s'avancer davantage vers l'est. Il quitta Zinder le 4 septembre et prit la direction de Dosso, laissant à Zinder, pour occuper le pays, les lieutenants Joalland et Meynier et le sergent Bouthel.

Les lieutenants Joalland et Meynier assumèrent la tâche de continuer l'accomplissement de la mission de l'Afrique centrale et ils laissèrent Zinder le 3 octobre, un mois environ avant l'arrivée dans cette ville de la mission Foureau-Lamy, pour faire route vers le lac Tchad et se réunir ensuite avec la mission Gentil, dont la marche du haut Oubangui au Tchad leur était connue. Les deux officiers atteignirent le lac Tchad le 23 octobre, le contournèrent par le nord, soumirent le Kanem à l'influence française et, le 11 décembre, vinrent établir leur campement à Goulféï, sur le Chari.

La mission Foureau-Lamy de Zinder au Tchad.

— La mission Foureau-Lamy, venue du Sahara (1), arriva à Zinder le 2 novembre 1899. Elle y trouva le sergent Bouthel, qui y avait été laissé à la tête d'une centaine de tirailleurs sénégalais par les lieutenants Joalland et Meynier.

Le commandant Lamy dut achever la pacification de la région de Zinder. Un certain nombre de tribus de Tessaoua ne voulant pas reconnaître le nouveau sultan installé à Zinder par le lieutenant Pallier, il fallut marcher contre elles; elles furent complètement défaites et firent leur soumission. Cette affaire procura à la mission trois cents chevaux que le commandant Lamy se fit remettre comme tribut.

De ce voyage dans la région de Tessaoua, le commandant Lamy avait rapporté la dépouille du colonel Klobb, qui fut inhumée à Zinder, ainsi que les restes du capitaine Cazemajou et de l'interprète Olive, que la mission de l'Afrique centrale avait recueillis.

M. Foureau avait trouvé à Zinder un télégramme du ministre de l'Instruction publique lui laissant le choix de revenir soit par le Soudan, soit par le Congo; il n'hésita pas à remplir jusqu'au bout sa mission, qui comportait, outre la traversée du Sahara jusqu'au Soudan, la route du Soudan au Tchad et la jonction avec M. Gentil sur le Chari. Seuls, MM. Dorian et Leroy, membres de la mission, restèrent à Zinder, atten-

(1) Voir le chapitre SAHARA.

dant qu'une escorte pût leur être fournie pour revenir par Say et le Dahomey. Ils ne purent se mettre en route que le 4 mars 1900 et arrivèrent le 18 mai à Porto-Novo.

Le 26 décembre 1899, le commandant Lamy quitta Zinder, avec une première partie de la mission, et M. Foureau laissa à son tour la ville le 29, avec le reste de l'escorte, sous le commandement du capitaine Reibell. Les deux groupes se rejoignirent, le 9 janvier 1900, au village d'Adeber. Bientôt la mission parcourut une région dévastée par les bandes de Rabah, arriva à Kouka, suivit ensuite les bords du Tchad dans ses parties ouest, nord-ouest, nord et nord-est, et, parvenue dans le Kanem, rencontra au village de Débénenki, le 18 février, le lieutenant Joalland, venu au-devant d'elle. Cinq jours après, elle était à Goulféi, où était resté

Du Niger au Tchad.

le lieutenant Meynier. Elle ne s'y arrêta pas longtemps ; après une halte à Mara, elle traversa le Chari, qu'elle suivit jusqu'aux environs de Koussri, au confluent du Logone. Le 2 mars, elle campa à quelque distance de cette ville, occupée par les troupes de Rabah, et dont le commandant Lamy s'empara le lendemain après un brillant assaut. Elle s'y installa.

Pendant ce temps, M. Gentil descendait le Chari pour rejoindre Koussri. Le 2 avril, la mission saharienne recevait des nouvelles du capitaine de Lamothe, qui commandait l'avant-garde de la mission Gentil. Le 11 avril, elle opéra sa jonction, à Mandjaffa, avec cette mission, et ainsi se trouvaient définitivement soudés tous les anneaux de la chaîne française, de la Méditerranée au Congo. Le 14 avril, MM. Foureau et Gentil se quittèrent, le premier pour remonter le fleuve et rentrer en France par le Congo, le second pour rejoindre à Koussri les troupes des missions. Dès que celles-ci furent concentrées, elles furent chargées de nouvelles opérations contre Rabah sous les ordres du commandant Lamy (1).

Gustave REGELSPERGER.

(1) Voir le chapitre CONGO.

L'ADMINISTRATION

Régime légal (V. pp. 1-11). — Quelle est, au point de vue du régime légal, la situation des possessions françaises de la côte occidentale d'Afrique ? Quels sont les traits généraux de leur organisation ?

En ce qui concerne la législation, toutes les colonies faisant partie de ce groupe — de même d'ailleurs que le Congo français — sont soumises, en vertu d'une interprétation extensive de l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, au régime dit des décrets, c'est-à-dire qu'il peut, en ce qui les touche, être statué par décret en des matières qui seraient en France du domaine de la loi.

Il est intéressant de remarquer, en second lieu, que toutes ces colonies sont régies par les mêmes actes, et que la législation en vigueur, dans l'ordre administratif comme dans l'ordre judiciaire, est la même pour toutes. Cette situation de fait ne résulte pas de la promulgation pour chacune d'elles, au jour de la proclamation de leur autonomie, des lois et décrets appliqués déjà dans des colonies plus anciennes. Avant de devenir des colonies comportant une existence propre, les possessions françaises de la côte d'Afrique se réduisaient à quelques territoires de peu d'étendue, sur lesquels s'élevaient des postes et des factoreries qui furent les premières assises de notre domination. Ces comptoirs étaient rattachés au Sénégal sous la rubrique générale de *dépendances*. Lorsqu'une loi était promulguée, un décret mis en vigueur au Sénégal, il s'appliquait *ipso facto* à ses « dépendances ». Par suite, lors de la transformation en colonies distinctes de ces premiers établissements, agrandis peu à peu par l'extension de notre occupation, il fut admis en fait que l'ensemble de la législation en vigueur au Sénégal devait et pouvait leur être appliqué (1).

Représentation au Parlement (V. pp. 12-14). — La colonie du Sénégal est représentée au Parlement par un député, qu'élisent les collèges électoraux constitués par la population des *pays annexés* (v. ci-dessous). Elle n'envoie donc pas de délégué spécial au conseil supérieur des colonies, comme nos autres possessions de la côte occidentale d'Afrique.

Le gouverneur général (V. pp. 20-24). — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française est en même temps gouverneur du Sénégal proprement dit, et tous les actes de gouvernement relatifs à cette colonie sont accomplis par lui. Cette confusion ne cesse

(1) Ce système commode, car il permet, à un moment donné, de faire état dans la pratique de dispositions dont l'utilisation est reconnue nécessaire, ne laisse pas que de reposer sur des bases très fragiles. Il n'a donné lieu cependant à aucune contestation, et on peut même citer en sa faveur un arrêt de la Cour de cassation. (Chambre criminelle, 6 septembre 1877.)

que lorsque se réunit — ce qui est rare — le *conseil général de l'Afrique occidentale française*, où les colonies sont représentées par leurs gouverneurs respectifs. Le gouverneur général étant président du conseil, les intérêts du Sénégal au sein de cette assemblée sont représentés par le secrétaire général.

Nommé par décret du président de la République, et placé directement sous les ordres du ministre des Colonies, le gouverneur général de l'Afrique occidentale reçoit de ce dernier — en qualité de gouverneur du Sénégal — et pour l'exécution des services publics, des ordres et des instructions, et lui adresse des comptes rendus et des rapports. Les règles qui déterminent la situation du gouverneur du Sénégal vis-à-vis des pouvoirs métropolitains se trouvent condensées dans l'ordonnance organique du 7 septembre 1840, qui reproduit la plupart des dispositions des ordonnances rendues depuis 1825 pour la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique. Le titre II de cet acte détermine le rôle du gouverneur général au point de vue politique, administratif et militaire, et définit les responsabilités qui lui incombent, comme les pouvoirs qui lui sont conférés pour faire face aux obligations résultant de ces responsabilités.

Le gouverneur, dit l'article 6, est « dépositaire de notre autorité dans la colonie ». L'action lui appartient en propre.

Chefs d'administration et chefs de service. — Pour l'exercice de cette action, l'ordonnance de 1840 plaçait sous les ordres du gouverneur trois chefs d'administration, trois ministres pour ainsi dire : l'ordonnateur, le directeur de l'Intérieur, le procureur général.

Par lui-même, le gouverneur avait alors les pouvoirs militaires les plus étendus. Cette organisation a aujourd'hui presque complètement disparu. La responsabilité du gouverneur, tempérée à l'époque par la présence de ces trois chefs d'administration, est devenue plus directe. L'ordonnateur a été supprimé par un décret du 3 octobre 1882 ; le directeur de l'Intérieur, par un décret du 28 mai 1898. Leurs attributions ont été réparties entre l'officier du commissariat colonial, chef des services administratifs, militaires et maritimes, et le secrétaire général. Le procureur général seul a conservé la situation qui lui était faite par l'ordonnance de 1840. Quant aux pouvoirs militaires du gouverneur, ils avaient déjà été considérablement réduits avant l'organisation du gouvernement général par la création, en 1857, d'un commandant de la marine, et en 1884 d'un commandant supérieur des troupes.

Un chef du service des douanes, un chef du service des travaux publics, un chef du service des postes et télégraphes dirigent ces différents services sous les ordres du gouverneur ou — par délégation — du secrétaire général. Enfin un trésorier payeur est chargé d'assurer les services financiers de la colonie.

Conseils (V. pp. 24-29). — Au point de vue de la délibération, l'ordonnance de 1840 plaçait auprès du gouverneur : 1^o le *conseil d'administration*, devenu *conseil privé* depuis un décret du 24 février 1885 ; 2^o le *conseil général*.

Le conseil privé est composé (décret du 15 septembre 1895) du gouverneur général, président; du chef du service administratif; du procureur général; du chef du service de santé, et de deux habitants notables. Le commandant de la marine, le commandant des troupes, le directeur d'artillerie, y ont entrée pour les affaires entrant dans leurs attributions. Enfin un décret du 5 décembre 1895 a appelé à siéger au conseil le directeur des affaires indigènes. Le fonctionnement du conseil privé, ses attributions, sont réglés par l'ordonnance de 1840.

Le conseil général, supprimé en 1848, a été rétabli par un décret du 4 février 1879. Cette assemblée comprend 20 membres (10 pour l'arrondissement de Saint-Louis, 6 pour Gorée-Dakar, 5 pour Rufisque) nommés au suffrage universel par des collèges électoraux constitués par la population des *pays annexés* (v. ci-dessous). Les listes électorales sont tenues dans les communes de Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque.

L'organisation du conseil, son fonctionnement intérieur, les conditions d'éligibilité de ses membres sont déterminés par le décret du 4 février 1879 susvisé, complété par un décret du 12 août 1885, qui a créé une *commission coloniale*, émanation du conseil destinée à exercer certaines attributions dans l'intervalle des sessions.

Une troisième assemblée, non prévue par l'ordonnance de 1840, a été constituée auprès du gouverneur par un décret du 11 décembre 1888 : c'est le *conseil de défense*, qui est appelé à délibérer sur toutes les questions intéressant la défense intérieure et extérieure de la colonie.

Organisation administrative territoriale. — Les règles de gouvernement et d'administration ne sont pas les mêmes pour toute la colonie du Sénégal. Il a fallu tenir compte, en effet, pour leur application, du degré de civilisation et d'assimilation à nos usages et à nos mœurs auquel sont parvenues les populations indigènes, et, dans ce but, la colonie a été divisée en trois zones territoriales, auxquelles correspondent des organisations politiques et administratives différentes. Ces zones comprennent : 1° *les pays annexés*; 2° *les pays de protectorat*; 3° *les territoires de l'ancien Soudan français rattachés au Sénégal par le décret du 17 octobre 1889*.

Pays annexés. — Les pays annexés se subdivisent eux-mêmes en *territoires de communes constituées et de plein exercice* (villes de Saint-Louis, Gorée, Dakar, Rufisque (en tout 40 000 habitants), et en *territoires d'administration directe*, non constitués en communes et formant sous le nom de *cercles* un certain nombre de circonscriptions administratives.

Ces deux sortes de territoires ont un caractère commun, en ce sens que, tout en étant placés sous la haute autorité du gouverneur comme l'ensemble du Sénégal, ils constituent la partie de la colonie sur laquelle s'exerce la juridiction du conseil général et à laquelle s'applique le budget local. Leur situation administrative présente par contre de notables différences.

Les *communes* sont constituées sur le modèle des communes de la métropole. L'organisation municipale existe au Sénégal depuis un décret du 10 août 1872. Elle fonctionne dans les conditions de la loi du

5 avril 1884, en ce qui concerne les élections au conseil municipal, les pouvoirs des maires et des adjoints, etc. (V. pp. 29-31.)

Les territoires d'administration directe comprennent les cercles de Bakel, Matam, Podor, Dagana, Louga, du Cayor, de Dakar-Thiès, de Sine-Saloum, et le district annexé de la Casamance. Ces territoires ne possèdent pas d'institutions analogues aux conseils municipaux. Ils sont placés sous la direction d'administrateurs coloniaux assistés d'adjoints et de commis du cadre des affaires indigènes. (Décret du 22 septembre 1887.) Les administrateurs représentent dans leur circonscription administrative l'autorité du gouverneur et reçoivent, en pratique, leurs instructions du secrétaire général. Ils ont surtout des pouvoirs de contrôle et de surveillance politique sur les populations indigènes. Ils sont, en outre, officiers de l'état civil et officiers de police judiciaire, et sont chargés, comme magistrats conciliateurs, en matière d'apposition de scellés, etc., de diverses attributions que remplissent en France le juge de paix, le notaire et l'huissier. Ils ont aussi des fonctions spéciales au point de vue financier, en ce qui concerne les budgets régionaux qu'ils sont chargés de préparer, et dont les recettes sont recouvrées sous leur surveillance.

Pays de protectorat. — Ces pays comprennent : les *territoires dits de protectorat politique* et les *territoires dits d'administration indigène* ou de *protectorat immédiat*. Les premiers, placés sur la rive droite du fleuve Sénégal, sont habités par les Maures Trarzas, Bracknas et Douaïchs, environ cent mille habitants. Notre action est des plus limitées en ce qui les concerne : elle se réduit à une sorte de suzeraineté nominale.

Les seconds, avec une population de plus d'un million d'habitants, s'étendent sur un espace immense et offrent pour l'avenir les plus grandes espérances. Ils se répartissent en treize cercles, dont plusieurs d'ailleurs comprennent également des pays d'administration directe. Ces treize circonscriptions sont celles de Bakel, Kaédi, Matam, Podor, Dagana, Louga, du Cayor, de Dakar-Thiès, de Sine-Saloum, de Nioro, de Niari-Ouli, de Sédhieu, de Carabane.

Ces divisions sont parfois artificielles. Certaines ont été modifiées. Le gouverneur, par ce que l'on a appelé des *désannexions*, a transformé quelquefois des pays d'administration directe en pays de protectorat. Le conseil général, intéressé en la question au point de vue budgétaire, a protesté, mais n'a pu obtenir gain de cause devant le conseil d'État.

Les pays de protectorat — et c'est là la caractéristique principale de leur organisation — sont placés directement sous l'action administrative du gouverneur. Ils échappent entièrement au conseil général. Seuls, le conseil privé et le conseil de défense sont appelés parfois à s'en préoccuper.

Sous les ordres du gouverneur, le directeur des affaires indigènes est spécialement chargé de l'administration des pays de protectorat. Il donne à cet égard des instructions aux administrateurs résidant dans les cercles, et les a sous ses ordres. Les fonctions de ces derniers sont sensiblement les mêmes, soit dans les pays de protectorat, soit dans les circonscriptions

d'administration directe. Elles se différencient cependant au point de vue judiciaire, et surtout au point de vue financier. Les pays de protectorat ont, en effet, des budgets spéciaux, dits « budgets régionaux », qui sont distincts du budget local proprement dit.

Territoires de l'ancien Soudan. — Ces territoires, rattachés au Sénégal par le décret du 17 octobre 1899, comprennent les cercles de Kayes, de Bafoulabé, de Kita, de Satadougou, de Bammako, de Ségou-Sikoro, de Djenné, de Nioro, de Goumbou, de Sokolo et de Bougouni. Trois grands territoires militaires (1) leur sont en outre rattachés et sont formés : le premier, des cercles ou résidences de Tombouctou, de Soumpi, de Goundam, de Dori et de Ouahigouya ; le second, de ceux de San, de Ouagadougou, de Léo-Gourounsi, de Kouri, de Sikasso, de Bobo-Dioulasso et de Djébougou ; le troisième, des régions placées entre le Niger et le lac Tchad, et notamment du poste de Zinder.

Ces territoires sont placés sous la haute autorité du gouverneur général de l'Afrique occidentale, agissant en qualité de gouverneur du Sénégal. Celui-ci est représenté à Kayes par un *délégué* chargé de l'administration des territoires *civils*, et qui a sous ses ordres des administrateurs et des agents du cadre des affaires indigènes, répartis dans les différents chefs-lieux de circonscription administrative. Ces territoires ont un budget spécial. Les territoires *militaires* sont placés sous le commandement de trois officiers supérieurs qui relèvent du gouverneur, au point de vue administratif, et du commandant supérieur des troupes au point de vue militaire. Ils disposent de troupes régulières et de tout un personnel d'officiers, qui remplissent les fonctions d'administrateurs.

La loi française et les coutumes indigènes (V. pp. 32-40). — Les lois françaises, dès qu'elles ont été promulguées dans la colonie, s'appliquent *de plano* à tous les citoyens français résidant sur son territoire. Cette formalité de la promulgation ayant été accomplie d'une façon presque complète pour l'ensemble des codes et lois métropolitains, il est exact de dire que la législation, d'une façon générale, est sensiblement la même au Sénégal qu'en France.

Mais ce qui est vrai *ratione personæ* pour tous les citoyens français ne l'est pas également pour toutes les populations indigènes de la colonie. La compétence ici se détermine *ratione loci*. La loi française, en effet, ne peut être invoquée, en fait, en faveur ou à l'encontre des indigènes habitant les territoires non annexés, et l'action des tribunaux français se trouve restreinte aux communes de plein exercice et d'administration directe. Dans les pays de protectorat et de l'ancien Soudan, les administrateurs chargés de rendre la justice s'inspirent pour ce faire des coutumes des indigènes, dans ce qu'elles ont de compatible avec nos mœurs et notre civilisation, et y suppléent, le cas échéant, en

(1) Deux de ces territoires militaires ont été institués par le décret du 17 octobre 1899 ; le troisième a été créé par le décret du 20 décembre 1900.

réglant leurs différends d'après l'équité et les principes généraux du droit.

D'une façon générale, d'ailleurs, aussi bien en matière de justice qu'au point de vue de la religion, des mœurs, de la politique, les coutumes et les mœurs des indigènes sont respectées dans la plus large mesure. Notre administration, surtout tutélaire, a pour mission principale de gagner les sympathies de nos sujets par la douceur et la persuasion, et les représentants de l'autorité française, quels qu'ils soient, reçoivent tous des instructions conçues dans cet esprit. Leur autorité cherche surtout à faire disparaître des mœurs indigènes les châtiments corporels et violents que les organisations primitives des populations africaines considèrent trop souvent comme l'*ultima ratio*. Elle lutte aussi contre l'esclavage et le régime de la force.

Il faut reconnaître que l'extension dans toutes ces contrées de la religion musulmane, que nous avons respectée, les avait dotées déjà d'une organisation moins rudimentaire que celle des pays restés fétichistes. Dans bien des cas, c'est dans les sourates du Coran que nos administrateurs et nos officiers, appuyant de leur autorité et de leur influence les chefs de village ou les cadis, vont chercher la solution des litiges qui leur sont soumis.

La justice (V. pp. 41-44). — C'est dans l'ordonnance organique du 7 septembre 1840 (titre III, chapitre II) que se trouvent déterminées les bases de l'organisation de la justice au Sénégal.

Les dispositions de cet acte ont été successivement modifiées et précisées, en la matière, par une ordonnance du 4 décembre 1847, un arrêté du 5 décembre 1857 et deux décrets, l'un du 15 mai 1889, l'autre du 11 août 1899.

La justice est rendue au Sénégal : 1^o par une cour d'appel ; 2^o par les tribunaux de première instance ; 3^o par une justice de paix à compétence étendue ; 4^o par une cour d'assises.

La *cour d'appel* se compose d'un procureur général, chef du service judiciaire, d'un substitut du procureur général, d'un président, de quatre conseillers, d'un conseiller auditeur. Elle siège à Saint-Louis et comprend dans son ressort l'ensemble des territoires de la colonie. Ses arrêts sont rendus par trois magistrats, au civil comme au correctionnel. Le procureur général remplit près la cour d'appel les fonctions du ministère public. Le substitut l'assiste et le supplée.

Le décret du 11 août 1899 a institué à la cour d'appel une chambre des mises en accusation composée de trois conseillers, désignés semestriellement par le président.

La cour d'appel du Sénégal connaît des appels en matière civile, de commerce ou de douane, et en matière correctionnelle ou de simple police. Le recours en cassation est ouvert, en ces différentes matières, contre les arrêts de la cour.

Les tribunaux de première instance siègent à Saint-Louis et à Dakar. Ils se composent : d'un président, d'un procureur de la République, d'un lieutenant de juge, d'un juge suppléant. La juridiction du tribunal de Saint-Louis s'étend sur la ville de Saint-Louis, les établissements placés

sur le fleuve Sénégal, et les territoires situés au sud de ce fleuve jusques et y compris N'Dande, dans le Cayor ; celle du tribunal de Dakar comprend l'île de Gorée, les établissements situés au sud de cette île, ainsi que les territoires situés au sud de N'Dande, dans le Cayor.

Ces tribunaux connaissent de toutes les actions civiles et commerciales, en premier et dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1 500 francs en principal, ou de 100 francs de revenu déterminé ; en premier ressort seulement et à charge d'appel devant la cour de Saint-Louis au-dessus de ces sommes. Ils connaissent, comme tribunaux de simple police, ou tribunaux correctionnels, des contraventions et des délits.

Le juge président rend seul la justice dans les affaires de la compétence du tribunal de première instance. Le lieutenant de juge remplit les fonctions attribuées au juge d'instruction. Il remplace le président, en cas d'empêchement, sauf dans les affaires dont il a connu comme juge d'instruction. Le juge suppléant remplace les membres du tribunal absent ou empêché ; il peut être chargé des fonctions du ministère public.

Un assesseur désigné par le gouverneur siège lorsque le tribunal statue sur l'une des contestations entre indigènes musulmans prévues par l'article 2 du décret du 20 mai 1857.

Des greffes sont installés auprès de la cour d'appel et des tribunaux de première instance de Saint-Louis et de Dakar. Le greffier de la cour d'appel remplit en même temps les fonctions de greffier près le tribunal de Saint-Louis.

Les administrateurs de Sédhiou et de Bakel siègent avec l'assistance de deux notables pour juger les affaires correctionnelles du ressort de leur circonscription. Ils jugent seuls en matière de simple police. Les fonctions du ministère public, celles de greffier et d'huissier, sont remplies par un fonctionnaire désigné par l'administrateur.

Sauf à Kayes, il n'existe pas de *juges de paix* au Sénégal. Le conseiller auditeur à Saint-Louis et le juge président à Dakar font les actes tutélaires attribués aux juges de paix. Les maires de Saint-Louis et de Dakar remplissent les fonctions de magistrats conciliateurs.

Le décret du 15 mai 1889 a institué à Kayes une justice de paix à compétence étendue (1). Le commandant du cercle de Kayes est investi des

(1) Le juge de paix de Kayes connaît au civil :

1° En premier et dernier ressort de toutes les affaires attribuées aux juges de paix en France, de toutes actions personnelles et mobilières dont la valeur n'excède pas 1 000 francs, et des demandes immobilières jusqu'à 60 francs de revenu déterminé ;

2° En premier ressort seulement et à charge d'appel devant le tribunal de première instance de Saint-Louis, de toutes les autres actions.

La procédure est celle déterminée par les tribunaux de paix de France.

En matière de simple police et de police correctionnelle, le juge de paix de Kayes évoque :

1° En premier et dernier ressort, toutes les contraventions déférées par les lois et règlements aux tribunaux de simple police, et les délits pour lesquels la peine ne peut être supérieure à une amende ou à deux mois d'emprisonnement ;

fonctions de juge de paix sous l'autorité du chef du service judiciaire du Sénégal. Les fonctions du ministère public, celles de greffier et d'huissier sont remplies par des fonctionnaires désignés par le délégué à Kayes du gouverneur général et nommés par ce dernier.

La *cour d'assises du Sénégal*, qui connaît de toutes les affaires criminelles, siège à Saint-Louis. Elle est composée du président de la cour d'appel, et de deux conseillers, de quatre assesseurs, du procureur de la République ou de son substitut, du greffier de la cour d'appel. Les assesseurs sont choisis, dans une liste de quarante à soixante notables dressée chaque année en novembre, par le chef du service judiciaire.

Dans le cas de renvoi d'un procès, après annulation par la Cour de cassation, la cour d'assises est composée du gouverneur, président, de deux membres pris parmi les magistrats qui n'ont pas déjà connu de l'affaire, ou à défaut parmi les habitants notables ; de quatre assesseurs ; d'un des procureurs de la République ou du substitut et du greffier.

Il existe, à Saint-Louis seulement, un tribunal et un conseil d'appel chargés d'évoquer les affaires pendantes entre *indigènes musulmans* et qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments. Les parties peuvent toutefois porter volontairement leurs contestations devant les tribunaux français (décret du 10 mai 1857).

Des *conseils de conciliation*, institués dans l'intérêt du commerce, ont pour mission de régler à l'amiable les contestations entre commerçants français et marchands étrangers. Ils ont été installés dans les cercles de Bakel, Matam, Podor, etc., et sont présidés par l'administrateur.

Instruction publique (V. pp. 45-46). — *Sénégal*. L'instruction publique au Sénégal comprend une partie de l'enseignement secondaire et l'enseignement primaire, donnés dans un certain nombre d'écoles de garçons et de filles.

Dans les villes de Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque, une commission de surveillance, instituée par l'administration locale et composée du maire, président, d'un délégué de l'administration et d'un habitant notable, est chargée d'exercer un contrôle sur les différents établissements scolaires. Cette commission visite une fois par trimestre au moins les écoles de sa circonscription et établit, à la suite de ces inspections, des rapports qui sont soumis au comité général de l'instruction publique institué au chef-lieu. Ce comité donne son avis :

1° Sur la situation des différentes écoles de la colonie ; 2° sur les réformes à introduire dans l'enseignement, la discipline et l'administration des écoles publiques ; 3° sur les subsides à accorder aux écoles primaires libres ; 4° sur les demandes tendant à améliorer la situation des établissements scolaires publics ; 5° sur les récompenses à accorder aux insti-

2° En premier ressort seulement et à charge d'appel à Saint-Louis, les délits entraînant une peine supérieure à celles ci-dessus indiquées.

Le juge de paix, en outre, est chargé spécialement de l'administration des successions vacantes et remplit les fonctions de juge d'instruction pour les crimes commis dans les territoires du haut Sénégal et du moyen Niger.

tuteurs ou les punitions à leur infliger ; 6° sur la déchéance des bourses accordées dans les établissements de la colonie ; 7° sur les prévisions à inscrire pour l'instruction publique au budget local de chaque exercice ; 8° sur toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des établissements déjà créés ou à créer au Sénégal.

Des examens ont lieu, avant la fin de chaque année, à Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque, pour la délivrance du certificat d'études primaires. En mars et en juillet de chaque année, deux sessions d'examens se tiennent à Saint-Louis, dans les conditions fixées par le décret du 4 janvier 1881 et l'arrêté ministériel du 5 du même mois, pour l'obtention des brevets de capacité pour l'enseignement primaire, comprenant le brevet élémentaire et le brevet supérieur.

Un arrêté local du 27 juin 1897 fixe la composition de la commission spéciale chargée de faire passer les examens et les concours susvisés.

Le personnel enseignant du Sénégal comprend : 26 sœurs institutrices, appartenant aux congrégations de Saint-Joseph de Cluny ou de l'Immaculée-Conception ; 37 frères instituteurs, de l'institut de Ploërmel, dont 8 professeurs pour l'école secondaire ; 10 professeurs ou instituteurs laïques.

La colonie dépense chaque année pour l'instruction publique 350 000 francs.

Ce crédit est réparti entre les établissements suivants : école secondaire de Saint-Louis, écoles primaires congréganistes de garçons et de filles à Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque ; école laïque de garçons à Saint-Louis.

Territoires du haut Sénégal et du moyen Niger. — L'ancienne colonie du Soudan français possédait, en ce qui concerne l'instruction publique, une organisation qui a été conservée, et même développée lors du rattachement au mois d'octobre 1899 de la plus grande partie des territoires au Sénégal proprement dit. Il existe à Kayes sous la direction d'instituteurs européens : 1° une école des fils de chefs, où sont instruits les enfants des chefs des cantons et des villages soumis à notre influence ; 2° une école primaire ; — à Médine, une école primaire. Ces établissements scolaires, fondés sur le modèle de ceux du Sénégal, ont un fonctionnement analogue.

En divers lieux, les Pères du Saint-Esprit et les religieuses de Saint-Joseph de Cluny ont, en outre, créé des écoles et des cours professionnels subventionnés par le budget autonome du haut Sénégal. A Tombouctou, Segou, Kati, Siguiri, les missions des Pères Blancs d'Afrique ont des organisations analogues.

Enfin, dans chaque cercle ou poste, une école fonctionne sous la direction d'un sous-officier ou d'un agent du cadre des affaires indigènes.

Enseignement musulman. — Il existe au Sénégal et dans l'ensemble des territoires de l'ancien Soudan qui ont été rattachés à la colonie un grand nombre d'écoles musulmanes. Les maîtres ou marabouts enseignent à leurs élèves à reconnaître et à tracer les caractères arabes et à psalmodier des versets du Coran. Aux plus intelligents ils apprennent la grammaire et la prosodie arabes. Ces écoles ne sont pas subventionnées. Pour les seules villes de Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque

cet enseignement comprend 117 écoles, plus de 1 600 élèves garçons et près de 500 élèves filles.

Cultes (V. p. 47). *Culte catholique*. — Sous l'autorité d'un préfet apostolique, les villes de Dakar, Saint-Louis, Gorée et Rufisque comprennent quatre paroisses, à la tête desquelles sont placés des desservants, assistés de vicaires. Des conseils de fabrique ont été institués dans ces paroisses. De même qu'en France, ils sont chargés de l'administration temporelle des biens, rentes ou revenus des paroisses, et généralement de tous les fonds affectés à l'exercice du culte, afin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles ils sont attachés, soit en réglant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en procurant les moyens d'y pourvoir (décret du 30 décembre 1809).

En dehors des quatre paroisses sus-indiquées, un grand nombre de missions sont installées sur les territoires de la colonie et groupées sous l'autorité supérieure du « vicaire apostolique de la Sénégambie ». Elles appartiennent aux différentes congrégations que nous avons énumérées au paragraphe précédent.

Culte protestant. — La mission évangélique protestante est représentée à Saint-Louis et à Dagana par un pasteur.

Culte musulman. — La majeure partie de la population indigène du Sénégal appartient à la religion musulmane. Elle possède dans les différentes villes et postes des mosquées et des prêtres ou marabouts. Le chef de la religion (*bannir*) réside à Saint-Louis et reçoit une subvention du budget local de la colonie (1).

D'une façon générale, toutes les croyances des indigènes, qu'ils soient musulmans ou fétichistes, sont rigoureusement respectées par l'administration française.

Régime financier (V. pp. 48-51). — Les règles générales de l'organisation financière du Sénégal ont été tracées, comme pour l'ensemble de nos possessions d'outre-mer, par le décret du 20 novembre 1882, modificatif, en l'espèce, de l'ordonnance du 7 septembre 1840.

Les subdivisions territoriales dont nous avons constaté l'existence en étudiant l'organisation administrative ont influé sur l'application dans la colonie des dispositions de cet acte, et donné lieu à la création de budgets spéciaux, qui ne se retrouvent pas dans les autres colonies.

C'est ainsi qu'à côté du budget de l'État, du budget local du Sénégal proprement dit, et des budgets municipaux des communes, nous voyons fonctionner les budgets régionaux et le budget autonome du haut Sénégal et du moyen Niger.

Budget de l'État. — La seule dépense d'administration civile que le budget de l'État supporte à l'heure actuelle au Sénégal est l'entretien du personnel des cultes.

En ce qui concerne les crédits militaires, ils sont groupés d'une façon

(1) Voir p. 260, l'ISLAM AU SÉNÉGAL ET AU SOUDAN.

générale dans un chapitre unique du budget colonial, sous la rubrique : « Dépenses militaires de l'Afrique occidentale française. »

Le budget de l'État au Sénégal est administré et ordonné, en ce qui concerne les dépenses civiles, par le gouverneur, qui délègue à cet égard ses pouvoirs au secrétaire général; en ce qui concerne les dépenses militaires, par le chef du service administratif.

Budget local. — Préparé par le secrétaire général, sous l'autorité du gouverneur, délibéré et voté par le conseil général, le budget local se divise en recettes et en dépenses ordinaires et extraordinaires.

Les recettes ordinaires sont : 1^o les taxes et contributions de toute nature votées par le conseil général (impôt personnel, patentes, licences, impôt locatif, poids et mesures); 2^o les droits de douane dont les tarifs sont rendus exécutoires par décrets sous forme de règlements d'administration publique (droits à l'importation et à l'exportation, taxe de consommation); 3^o les revenus des propriétés coloniales et les produits divers dévolus au budget local (postes et télégraphes, enregistrement, hypothèques, timbre, domaines, mines, etc.).

Les recettes extraordinaires sont constituées par les contributions extraordinaires, les prélèvements sur les fonds de réserve, le produit des emprunts et autres ressources extraordinaires spécialement affectées à des travaux ou entreprises d'utilité publique.

Les dépenses ordinaires se divisent en dépenses obligatoires et dépenses facultatives; en dehors de celles déterminées par les actes organiques en vigueur dans la colonie, toutes les autres dépenses rentrent dans la catégorie des dépenses facultatives.

Les dépenses extraordinaires sont celles à l'acquittement desquelles il est pourvu au moyen des ressources spéciales provenant des recettes extraordinaires.

Budgets régionaux. — Depuis un décret du 13 décembre 1891 partiellement modifié par celui du 27 mars 1898, chaque territoire protégé possède un budget spécial. Ce décret prévoyait une organisation complète des pays de protectorat, en créant d'une part des communes mixtes, établies sur le modèle de celles d'Algérie, et d'autre part, des budgets régionaux. La première partie de ce programme n'a pas reçu son exécution, mais les budgets ont été institués et ont donné les meilleurs résultats.

Le projet de budget, préparé par l'administrateur, est arrêté par le gouverneur en conseil privé. Les recettes se composent du produit des redevances et impôts perçus conformément aux conventions passées avec les chefs indigènes, du produit des droits de péage et de toutes autres recettes accidentelles. La recette la plus importante, et de beaucoup, est celle de l'impôt personnel, dont le taux est de 2 francs et de 1 franc, selon les circonscriptions. Les dépenses comprennent : 1^o les dépenses particulières au territoire, frais de personnel, construction et entretien d'écoles, de voies de communication, forage de puits, etc., etc.; 2^o une part contributive aux dépenses d'intérêt général concernant les territoires protégés. Ce contingent est versé au budget local où il figure — en dépenses — parmi les dépenses obligatoires.

Le directeur des affaires indigènes est ordonnateur de toutes les

recettes et dépenses des budgets régionaux. Les administrateurs des cercles sont chargés des recouvrements et du paiement des dépenses. Les comptes de développement sont présentés en fin d'exercice et réglés en conseil privé.

Un décret du 23 octobre 1899 a institué pour ces budgets des receveurs régionaux.

Grâce à cet instrument financier, les pays de protectorat sont devenus une des parties les plus intéressantes et les plus prospères de la colonie. Ils ont reçu un outillage économique; des écoles ont été construites, des routes ouvertes, des puits creusés, etc., etc.; la sécurité publique s'y est améliorée.

Budgets municipaux. — La création d'organisations municipales au Sénégal remonte à un décret du 10 août 1872. Ce texte, complété par le décret du 20 novembre 1882, règle encore le régime financier des communes sénégalaises. Les dépenses des budgets municipaux sont obligatoires ou facultatives. Les plus importantes, en dehors de l'amortissement et du service des intérêts des emprunts contractés, sont représentées par les contingents assignés aux communes, au titre de l'instruction primaire et de la police.

Les recettes sont ordinaires ou extraordinaires (articles 47 et 48 du décret du 10 août 1872). A Saint-Louis et à Dakar, elles sont fournies par les droits d'octroi municipal et les droits des marchés. A Gorée, port franc, l'application de modestes taxes permet d'assurer l'équilibre du budget de chaque exercice. A Rufisque, les deux tiers des recettes proviennent de la location au commerce d'une voie Decauville, installée par la commune et qui traverse la ville dans tous les sens.

Les attributions des maires en matière d'ordonnancement sont réglées par le décret du 10 août 1872 (art. 32 à 45).

Budget autonome du haut Sénégal et du moyen Niger. — Le budget autonome du haut Sénégal et du moyen Niger a été institué par le décret du 17 octobre 1899, qui a supprimé l'ancienne colonie du Soudan français. Il a remplacé le budget local de cette colonie, dispose des mêmes ressources et fait face aux mêmes dépenses. Il est préparé par le délégué à Kayes du gouverneur général, examiné ensuite par celui-ci en conseil privé, et approuvé enfin par le ministre des colonies. Il comprend, comme le budget local du Sénégal, des recettes ordinaires et extraordinaires et des dépenses obligatoires et facultatives. Le délégué à Kayes du gouverneur général en est ordonnateur, par délégation spéciale de ce dernier.

Les principaux titres de recettes de ce budget sont :

1° Les contributions directes (impôt personnel), patentes et licences;
2° Les contributions indirectes (principalement *oussourou* ou taxe de 10 pour 100 sur les marchandises importées par les frontières de terre de l'est et du nord, et un contingent de 250 000 francs payé par le Sénégal sur les recettes douanières liquidées à l'importation des marchandises destinées au haut Sénégal);

3° Les recettes diverses (postes et télégraphes, etc.).

Parmi les dépenses, en dehors des dépenses de personnel, d'administration, de travaux publics, etc., etc., figure une contribution annuelle et

considérable de 750 000 francs, payée au budget annexe du chemin de fer du haut Sénégal. Le budget autonome entretient en outre diverses compagnies de gardes-frontières commandées par des officiers de l'armée régulière et qui constituent un véritable corps de troupes.

Contrôle. — Le contrôle des services financiers du Sénégal est assuré, comme dans toutes les colonies, par le corps de l'inspection des colonies.

Les services du Trésor sont assurés à Saint-Louis par un trésorier-payeur général, chef du service financier de la colonie; à Dakar, par un trésorier particulier. Le service de la trésorerie dans les territoires de l'ancienne colonie du Soudan, y compris les territoires militaires, est dirigé par un trésorier payeur justiciable de la Cour des comptes. Il effectue les opérations concernant les services financiers métropolitains; il est chargé en outre de la gestion des recettes et dépenses intéressant le budget local autonome; il est caissier du chemin de fer du Soudan (décret du 16 août 1900).

Armée (V. pp. 125-139). — Un officier général ou supérieur remplit à Saint-Louis, auprès du gouverneur général, les fonctions de commandant supérieur des troupes de l'Afrique occidentale.

Son autorité s'exerce, au point de vue militaire et sous la haute surveillance du gouverneur général, dans les colonies du Sénégal et de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. Les troupes placées sous son commandement sont, selon les nécessités politiques, réparties entre ces diverses colonies (art. 3 du décret du 17 octobre 1899).

Le commandant supérieur des troupes a sous ses ordres les troupes régulières de toutes armes et de tout département, et les troupes irrégulières, quelle que soit leur dénomination, quand elles sont encadrées par des officiers, des sous-officiers ou des hommes de troupe de l'armée régulière.

Les services militaires du Sénégal comprennent : 1° l'état-major du commandant supérieur des troupes à Saint-Louis; 2° la direction d'artillerie de Saint-Louis; 3° la direction d'artillerie de Kayes; 4° l'annexe de cette direction à Bamako; 5° les états-majors des trois territoires militaires constitués à Tombouctou, Bobo-Dioulasso et Zinder; 6° le point d'appui de la flotte institué à Dakar par le décret du 1^{er} avril 1899; 7° la direction d'artillerie de Dakar relevant de l'organisation de ce point d'appui; 8° des corps de troupes répartis sur le territoire de la colonie; 9° des services administratifs militaires; 10° des services de santé.

Les corps de troupes répartis, suivant les besoins, dans les divers postes de la colonie, sont les suivants :

1° *Un régiment de tirailleurs sénégalais* à 12 compagnies, dont l'état-major et la portion centrale sont installés à Saint-Louis; 2° *la 2^e batterie d'artillerie* de marine du groupe d'Afrique et des Antilles (à pied) stationnée à Saint-Louis; 3° *un détachement de la 5^e compagnie d'ouvriers* et *une compagnie de conducteurs d'artillerie sénégalais*, à Saint-Louis également; 4° *les troupes du point d'appui de la flotte*, à Dakar et à Gorée, qui comprennent : trois batteries d'artillerie de marine; trois ba-

taillons d'infanterie de marine ; une compagnie de disciplinaires des colonies, en garnison à Ouakam, dans les environs de Dakar ; des détachements de la 5^e compagnie d'ouvriers d'artillerie et de la compagnie de conducteurs sénégalais ; 5^o *un escadron de spahis sénégalais*, en garnison à Dakar ; 6^o *les troupes stationnées dans les anciens territoires du Soudan*, et dans les trois territoires militaires ci-dessus indiqués et comprenant : un régiment de tirailleurs soudanais ; une batterie d'artillerie de marine, une compagnie d'ouvriers d'artillerie, un escadron de spahis soudanais, cinq compagnies ou escadrons de gardes-frontières et un peloton de méharistes, entretenus par le budget autonome du haut Sénégal moyen Niger, mais commandés par des officiers et sous-officiers de l'armée régulière.

L'administration des services militaires et maritimes de la colonie est assurée, sous les ordres d'un commissaire principal de 1^{re} classe des troupes coloniales, chef de service, par les officiers du commissariat des troupes coloniales et

le personnel secondaire des agents et commis du commissariat et des comptables des matières.

Le chef du service administratif est chargé, en outre, de la police de la navigation, de la pêche maritime, de l'administration et du contrôle des travaux militaires, de l'administration des hôpitaux, des prisons militaires et de la comptabilité spéciale des dépenses inscrites au budget de l'État au titre de ces divers services.

Conducteurs sénégalais.

Phot. de Cabrens.

Les services placés sous ses ordres pour faire face à ces diverses obligations, comprennent : à Saint-Louis, un secrétariat, les détails des fonds, des revues et inscription maritime, des approvisionnements et travaux et des magasins des subsistances et approvisionnements.

A Dakar, sous les ordres d'un commissaire principal de 3^e classe des troupes coloniales de 1^{re} classe, les divers détails ci-dessus indiqués et des magasins;

Dans le haut Sénégal, une organisation identique à Kayes et Kaki;

Dans les territoires militaires, des commissaires sous-ordonnateurs et chargés de l'ensemble des services administratifs.

Le service de santé est assuré par les officiers du corps de santé des colonies, un personnel d'infirmiers militaires et des sœurs hospitalières. Il est placé sous les ordres d'un médecin en chef de 1^{re} classe des troupes coloniales, résidant à Saint-Louis. Il existe un médecin dans chaque poste où sont installées des garnisons, et des hôpitaux à Saint-Louis, Dakar, Gorée, Kayes et Kaki.

Louis DESBORDES.

LA MISE EN VALEUR

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

I. *La région subsaharienne.* — **Agriculture et commerce.**

— Les comptoirs du bas Sénégal n'ont d'abord servi qu'à des opérations commerciales dont l'objet principal fut longtemps le « bois d'ébène », c'est-à-dire les esclaves. Gorée, îlot voisin de Dakar, et Saint-Louis, dans une île du fleuve, étaient les deux seuls entrepôts fixes, gardés par l'eau, qui les entourait de toutes parts.

La traite des noirs, abolie en principe par la Révolution, ne cessa officiellement au Sénégal que lorsque la Restauration recouvra cette colonie, en 1817, après huit années de domination anglaise. Sans grand succès, la Restauration tenta quelques essais agricoles (coton, indigo, café); bien vite, on abandonna ces expériences pour ne plus faire que du commerce, non plus de nègres, car la surveillance était de plus en plus stricte, mais de produits naturels, l'ivoire (morfil), la gomme, la poudre d'or; les « traitants » viennent, en des points fixés du fleuve, appelés *escales*, chercher, aux hautes eaux, les stocks accumulés par les indigènes pendant les sécheresses de l'hiver; ils payent aux roitelets maures de la rive droite une sorte de droit de plaçage, dit *coutume*, tradition humiliante qui accuse l'infériorité des blancs.

Une révolution commence le jour où les noirs sont initiés à

la culture de l'arachide : vers 1848, quelques Bordelais, depuis longtemps en relations avec le Sénégal, avaient remarqué la pauvreté des instruments agricoles des nègres ; ils eurent l'idée de les modifier de manière à permettre, sans augmenter l'effort, un rendement meilleur ; ainsi fut introduit l'usage de l'*hilaire* (1), bêche et houe tout ensemble, montée sur un manche très long, et qui n'oblige pas le travailleur à se courber trop bas.

Précisément à ce moment, l'arrivée de Faidherbe assurait aux populations indigènes de la rive sud du fleuve une efficace protection contre les Maures nomades du nord ; tout les invitait donc au labeur sédentaire de l'agriculture, et l'arachide devient le principe d'un commerce chaque année plus actif. Sur le fleuve, Faidherbe régularise et développe la traite de la gomme en forçant les chefs maures à l'abolition des coutumes ; des populations fixes s'établissent, sèment le riz, le manioc, le mil pour leur subsistance, parfois l'arachide pour en faire le commerce ; les anciennes escales, surveillées par quelques soldats, deviennent des marchés permanents.

L'impulsion donnée par Faidherbe s'amortit après son départ (1863) ; en 1878 seulement, on reprend la marche en avant selon les indications de Faidherbe lui-même : le bas Sénégal est pacifié, des chefs dévoués sont imposés aux villages indigènes et bientôt le chemin de fer de Saint-Louis à Dakar (265 kilomètres) apporte au Cayor un nouvel élément de prospérité : on montre encore, près de Thiès, un passage jadis redouté des caravaniers, le « ravin des voleurs », où les trains circulent librement aujourd'hui. La richesse du Cayor est surtout agricole et provient presque exclusivement de l'arachide.

On sait que l'arachide est une graine oléagineuse, renfermée dans une cosse dure ; tout le cycle de sa végétation s'accomplit dans les limites de la saison des pluies, entre juillet et novembre ; après séchage et battage, les noirs portent les cosses détachées des tiges aux stations du chemin de fer ou sur les marchés de l'intérieur ; là, des traitants les achètent par grandes quantités, soit pour en trafiquer eux-mêmes, soit pour le compte des maisons d'exportation. Rufisque est le grand port d'embarquement des arachides. Les principaux négociants sénégalais sont de Bordeaux ; plusieurs possèdent des paquebots qui, dès la fin de décembre, remontent en Gironde avec plein chargement d'arachides ; le grain est travaillé dans leurs usines ; il laisse échapper une huile très saine que nombre de consomma-

(1) Du prénom de M. Hilaire Maurel.

teurs savourent, retour de Provence, sous le nom d'huile d'olive.

Le commerce de la gomme diffère notablement de celui des arachides ; toute la lisière méridionale du Sahara, même au sud du fleuve Sénégal, est couverte de mimosées, dont certaines espèces sont saignées par les indigènes et produisent la gomme ; cette cueillette est pratiquée par des Maures, qui viennent chercher dans les escales du fleuve, en échange de leur récolte, les grains, les tissus, les armes qui leur sont nécessaires. L'Adrar, le Kaarta, les steppes des environs de Tombouctou sont couverts d'arbustes à gomme que les Maures incisent sans souci d'en tirer un revenu méthodique ; des caravanes, montées à ânes et à chameaux, apportent la gomme de l'Adrar à Saint-Louis ; celle de l'est, directement de Tombouctou et Nioro sur Kayes. Les négociants européens traitent ordinairement de la gomme par l'intermédiaire de mandataires indigènes : ils leur consentent un crédit à long terme, garanti très incomplètement par quelques immeubles à Saint-Louis, et qui pourtant a rarement donné des mécomptes.

Bordeaux est le port des gommes comme des arachides du Sénégal ; mais les gommes n'y subissent aucune préparation industrielle ; elles sont vendues après un simple tri. Les maisons qui importent les arachides et la gomme en France sont aussi de celles qui fournissent au Sénégal une grande partie de ce qu'il demande au dehors ; mais, sauf pour les vins, dont l'usage est borné à la clientèle européenne, Bordeaux ne sert que de port de transit à la plupart de ces marchandises ; les tissus sont anglais, moins une notable quantité de guinées originaires de l'Inde française (Pondichéry) ou de Rouen ; Marseille fabrique les tuiles, la chaux, les savons ; une maison sénégalaise de Bordeaux fait voyager deux de ses paquebots entre Marseille et le Sénégal.

L'ivoire, qui jadis était exporté du Sénégal en quantité notable, y est aujourd'hui presque inconnu ; le nom seul de l'*île à morfil*, en amont de Podor, en rappelle l'ancien trafic. Mais des richesses nouvelles, fondées sur une agriculture plus scientifique, sont dès maintenant assurées : des embranchements greffés sur le chemin de fer du Cayor étendront la région de la culture des arachides, à laquelle les concurrences interdisent de plus en plus de s'éloigner des voies de transport économique ; la charrue française, peu à peu substituée à l'hilaire, double les rendements ; au sud du fleuve, dans cette région du Ferlo qu'un chemin de fer coupera peut-être un jour, de Bakel à Dakar, les

gommiers sont nombreux et inexploités. Enfin, il a été reconnu que certaines parties du Sénégal, à Thiès, notamment, se prêtaient à la culture du caoutchouc; d'autres tentatives intéressantes ont porté sur le coton, l'indigo, le ricin, etc... Déjà les environs des villes et des postes sont couverts de jardins potagers.

Un autre progrès, désirable et sans doute assez facile, est celui de l'élevage; on sait combien l'absence d'animaux domestiques de travail et de boucherie est préjudiciable à la pénétration européenne de l'Afrique intertropicale; le Sénégal échappe à ces inconvénients; il a des races indigènes de bœufs, de chevaux et d'ânes, de moutons, de chameaux. Des Peuhl, originaires du Fouta-Djalou, sont les meilleurs pasteurs de bœufs et de moutons; les Maures, caravaniers de la colonie, élèvent des chameaux, qu'ils font transhummer au nord du Sénégal pendant la saison des pluies. Toutes ces races peuvent être améliorées par une sélection méthodique.

Le bas Sénégal, malgré le voisinage et l'influence du Sahara, est donc une colonie mieux dotée par la nature qu'il ne semblerait au premier abord; la conquête française a fixé et notablement civilisé les indigènes; très sagement, les pouvoirs publics les poussent à l'agriculture qui les enrichit et en fait des consommateurs plus assidus des produits européens, car leur industrie, très primitive, bornée à la fabrication de quelques ustensiles en terre et en bois, ne leur procurera pas de longtemps les commodités les plus rudimentaires. Quant à l'industrie européenne, on peut dire qu'elle n'existe pas au Sénégal; il serait assurément heureux de reprendre les expériences tentées pour la fabrication de l'alcool de grains, qui est peut-être dans ces pays sans houille, sans pétrole, sans forêts denses, le combustible pratique de l'avenir.

II. *La zone soudanienne.* — **Mines et industrie.** — Depuis longtemps, les rivières du Bambouk et du Bouré ont été signalées comme roulant des alluvions aurifères; mais il n'est pas démontré, il ne semble même pas probable, que l'exploitation soit rémunératrice pour des usines montées à l'européenne. Le travail de l'extraction de l'or est fait par des Malinkés: aux emplacements désignés par des féticheurs, ces indigènes creusent des puits, profonds parfois de 40 mètres; ils ne savent pas boiser ni pratiquer des galeries latérales. La terre aurifère, détachée par un mineur au fond, est hissée jusqu'à l'orifice du puits au moyen de calebasses et de cordes; puis, on la soumet à des

lavages répétés, par simple *batée*, comme à Madagascar; les mineurs ne sont même pas des spécialistes, mais des paysans qui s'occupent ainsi dans l'intervalle de leurs besognes agricoles.

La poudre d'or est vendue par les mineurs à des colporteurs ou *dioulas* sarakolés, qui la payent en riz, sel, bestiaux, bimbelerie européenne. Ces marchands circulent de Tombouctou au Sénégal et à la côte de Guinée, par groupes de vingt à soixante, avec des caravanes d'ânes jusqu'à la lisière des régions trop pluvieuses pour ces animaux, avec des porteurs noirs plus au sud; musulmans parlant tous les dialectes indigènes, mais employant entre eux un idiome particulier, ils ont des représentants fixes parmi les groupes d'agriculteurs; ils rencontrent les traitants européens à Saint-Louis, à Médine ou encore à Konakry et Sierra-Leone. Apporté par eux dans nos comptoirs, l'or du haut Sénégal passe ensuite en France soit brut, soit transformé en bijoux, d'après des modèles invariables, par des artisans noirs de Saint-Louis.

Sur les plateaux du Soudan occidental sont répandues des couches de latérite ferrugineuse; quelques indigènes en extrayent un minerai grossier, à l'aide de forges en bois; les meilleurs forgerons du Soudan occidental sont les Bambaras du Bélédougou, parmi lesquels Samory recrutait ses armuriers; ils arrivent à fabriquer des poignards, des sabres et même des fusils. Ces Bambaras paraissent plus intelligents que leurs voisins, dont ils se distinguent par un teint plus cuivré; on en voit, non loin de Médine, qui ont fondé des ateliers pour le travail du cuir, et l'on en trouve, jusqu'à Tombouctou, occupés d'industries diverses, tissage, poterie, etc.

Agriculture et commerce. — L'arachide est peu cultivée en amont de Bakel; en revanche, des espèces nouvelles se montrent, notamment les arbres et lianes à caoutchouc; on les rencontre surtout dans les vallées, où les fleuves roulent parfois sous des dômes de verdure, à la côte près de la Casamance, dans l'intérieur, sur toutes les rivières qui tombent du Fouta-Djalon. Des études sont commencées pour la « domestication » de ces essences précieuses, car l'industrie européenne demande des quantités sans cesse accrues de caoutchouc (automobilisme, machinerie électrique, etc.).

La plupart des maisons françaises qui importent le caoutchouc du Sénégal ne le vendent pas directement en France; cependant, le Havre et plus encore Bordeaux ont essayé de créer en France un marché de caoutchouc, qui nous dispenserait

des services de Liverpool, Anvers et Hambourg ; en 1899, près de 450 tonnes de caoutchouc (1) ont été vendues à Bordeaux contre 300 en 1898, mais on cite, d'autre part, des lots qui, exposés seulement quelques heures, ont été réembarqués pour Liverpool. Les statistiques constatent que l'Angleterre reçoit en droiture d'importants chargements de caoutchouc sénégalais ; toutefois, la proportion diminue à l'avantage de la France, et ce mouvement s'accusera plus nettement encore quand les usines métropolitaines enverront acheter sur place le caoutchouc dont elles ont l'emploi. Il est à noter que les chiffres donnés par les documents officiels pour l'exportation du Sénégal ne distinguent pas la production particulière de cette colonie et de la Casamance, qui en dépend, de celle des territoires du haut Niger, actuellement rattachés à la Guinée française ; on n'est pas encore parvenu à nouer des relations régulières entre Konakry et ces territoires, et c'est ainsi par la voie du Sénégal que passe tout le commerce de l'ancien Soudan.

Au rang des zones les plus fertiles de la colonie, il faut citer la Casamance ; sur l'estuaire de ce fleuve, les factoreries de Carabane et de Sedhiou, parmi des rizières inondées tout l'été, ne se bornent pas au trafic du caoutchouc : des cultures riches y ont été inaugurées, café, kola, cacao ; dans les forêts qui s'allongent sur les berges, les bois d'ébénisterie sont représentés par de nombreuses espèces, et la navigabilité de la Casamance en permet le transport facile jusqu'au port d'embarquement ; c'est, ici, dans notre domaine de l'Afrique occidentale, le district le plus septentrional où des expériences d'agriculture tropicale aient été tentées.

La vallée du moyen Niger n'a vu jusqu'ici que des essais de cultures, à part le mil et le manioc dont se nourrissent les indigènes ; le maïs y viendrait probablement très bien et le coton y croît spontanément, mais les indigènes ne connaissent ni les variétés qui conviennent le mieux à leur sol, ni les soins à donner à l'arbuste et à la fibre elle-même. On a établi la possibilité d'améliorer le coton du Soudan, mais on ne saurait oublier que, pour être marchand sur les places de l'Europe, le coton ne peut supporter, comme l'ivoire ou le caoutchouc, des transports onéreux ; les progrès de cette culture sont donc liés à ceux des chemins de fer de l'Afrique occidentale ; il en est de même pour le tabac et l'indigo.

(1) Sur ce chiffre, 262 tonnes venaient du Sénégal.

Voies de communication. — Les fleuves n'offrant pas des facilités de relations suffisantes, il est indispensable d'y suppléer par des voies artificielles, qui ne peuvent être que des chemins de fer; le portage par hommes ou par animaux de bât détourne un personnel trop nombreux des travaux féconds de l'agriculture, et ne permet d'ailleurs le transport des marchandises qu'avec des risques et sous des conditions qui en augmentent démesurément le prix. Le chemin de fer dont la nature impose tout d'abord le tracé est celui qui doit relier le terminus du Sénégal navigable au point de départ du moyen Niger, soit approximativement Kayes à Bammako (1).

Il est urgent de presser l'achèvement de ce chemin de fer et d'en reporter le terminus à Koulikoro, 70 kilomètres plus bas que Bammako, car là seulement commence le bief navigable du moyen Niger; quand le rail atteindra Bammako et Koulikoro, la flottille fluviale pourra le prolonger sans portage soit vers Kouroussa, en amont, soit en aval au moins jusqu'à Tombouctou. A l'heure actuelle, une telle flottille n'existe qu'au-dessous de Koulikoro. Un essai d'automobiles, de Kita au Niger, a peu réussi.

La ligne de pénétration une fois ouverte, il paraîtra sans doute utile de la compléter, entre Kayes et la côte du Sénégal, afin de substituer une voie toujours libre à la route intermittente du fleuve : dans l'état actuel, les escales de Bakel et Kayes ne sont accessibles aux bateaux de mer que pendant quelques semaines d'été; et encore, même en cette saison, ces bâtiments doivent s'alléger temporairement pour franchir la barre de Saint-Louis. Tous ces inconvénients n'existeraient plus, si Kayes et Dakar, port naturel de la colonie, étaient reliés par un chemin de fer. On pourrait encore soutenir que cette ligne serait indispensable, pour garantir en cas de guerre le ravitaillement et le soutien par l'intérieur de Dakar, devenu point d'appui de notre flotte de guerre. Renoncer au cours du fleuve

(1) Deux lignes de chemins de fer, dont l'une encore en voie de construction, ont été établies au Sénégal.

L'une, exploitée par la compagnie de Dakar-Saint-Louis, avec la garantie d'intérêt de l'État, relie Dakar à Saint-Louis, en traversant le Cayor, et passe par Rufisque, Thiès, Tivaouane, Kelle, etc., avec un parcours de 262 kilomètres.

La seconde, partant de Kayes, point terminus de la navigation sur le haut Sénégal, doit rejoindre le Niger à l'endroit où, après avoir passé les barrages rocheux de Sotuba, ce fleuve devient navigable. Elle aura une longueur d'environ 500 kilomètres. Elle est entièrement construite et livrée à l'exploitation de Kayes à Kita, soit sur un parcours de près de 300 kilomètres.

serait, pour certains, rompre avec des traditions qui paraissent presque intangibles ; mais, si nous voulons développer le Sénégal en fonction de ses ressources présentes et de ses promesses d'avenir, il semble naturel de lui ouvrir vers l'intérieur un accès permanent et de ne pas régler la croissance d'un empire tout moderne sur les intérêts locaux d'établissements côtiers qui remontent à Richelieu.

Les communications avec la métropole sont assurées par des lignes de paquebots subventionnées : Messageries Maritimes, Compagnies Fraissinet et des Chargeurs-Réunis, Compagnie des transports maritimes.

Travail et main-d'œuvre. — Le climat du Sénégal ne se prêtant pas au travail du sol par les Européens, il est nécessaire d'employer la main-d'œuvre indigène ; à cet égard, il se poursuit au Sénégal une expérience des plus intéressantes. Les populations noires qui nous sont soumises s'habituent insensiblement à travailler autrement que pour la satisfaction urgente de leurs besoins immédiats, et cette transformation a commencé le jour où la culture de l'arachide, plante assurée d'un écoulement considérable sur les marchés de la colonie, a été introduite dans le Cayor. Non seulement les noirs, Ouolofs et Sérères, ont adopté l'*hilaire*, mais ils en viennent aujourd'hui, dans les districts où les chefs sont gagnés à notre influence, à se servir de la charrue française.

Tous nos indigènes sénégalais ne sont pas propres aux mêmes besognes : les uns, sur la côte, sont volontiers paysans, on dira bientôt laboureurs ; d'autres, des Toucouleurs, ont gardé quelque chose des goûts de déplacement de leurs belliqueux ancêtres, ils sont piroguiers sur le Sénégal et le moyen Niger ; certains, comme les Sarakolés, sont des commerçants caravaniers, dont le domaine s'étend de Tombouctou aux Rivières du Sud ; ceux-là comprennent l'intérêt des voies de communication nouvelles, et sont une clientèle de plus en plus appréciée par nos premiers chemins de fer ; entre Kayes et Bammako, les Bambaras, dont une tribu pillait naguère le convoi du capitaine Gallieni (1880), deviennent de paisibles forgerons et de dociles auxiliaires pour des expériences de culture.

Il est donc évident que les noirs sénégalais, fort différents des nègres farouches et anthropophages de la forêt équatoriale, s'éveillent sous nos yeux à une vie économique supérieure ; quelques-uns y ont été préparés par l'islam, d'autres par le règne bienfaisant de la paix française ; aussi nos Sénégalais sont-

ils appréciés comme travailleurs dans toute l'Afrique atlantique; après avoir essayé de toutes les mains-d'œuvre exotiques, après avoir épuisé tous les moyens d'obtenir du travail des nègres indigènes, c'est par nos Sénégalais que le chemin de fer belge du Congo a pu mener à bien son œuvre de pénétration; cette compagnie a même habitué ces ouvriers, sans lesquels elle serait morte, à des salaires tels (jusqu'à 8 et 10 francs par jour pour des employés aux machines) qu'elle les a rendus fort exigeants; on en cite qui sont revenus dans leur village avec un pécule de 3 000 ou 4 000 francs, véritable fortune pour un noir.

Nous ne saurions autoriser, sans des compensations, le libre recrutement des noirs sénégalais pour des entreprises étrangères; les Anglais ont bien su interdire l'émigration des engagés indous, et de même les Portugais, celle des Makoas du Mozambique; si nous ne pouvons empêcher des embauchages dans les enclaves côtières de nos possessions, qui ne nous appartiennent pas, nous sommes maîtres du moins de ne pas nous y prêter dans nos possessions mêmes. La population de l'Afrique occidentale n'est pas si dense que des famines désastreuses soient à craindre, comme dans l'Inde, et que l'humanité commande de lui ouvrir, pour ainsi parler, des soupapes de sûreté. Nous avons besoin de tous nos administrés pour deux objets : pour former les troupes indispensables à notre action centre-africaine, et pour donner au pays l'outillage économique qui lui manque encore. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur les qualités militaires de ces tirailleurs noirs, dont l'endurance, la discipline et souvent l'intelligence nous assureront, n'importe où en Afrique, la supériorité sur tous les auxiliaires indigènes de nos concurrents. Comme ouvriers d'agriculture ou d'industrie, beaucoup de nos noirs ont fait leurs preuves, dans le Cayor, sur le Niger, au Congo; il ne faudra plus beaucoup de progrès au Sénégal, pour que la question de la main-d'œuvre, si redoutable dans d'autres colonies, y soit résolue à notre entière satisfaction.

Henri LORIN.

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

A la suite de la promulgation, au Congo français, des décrets des 8 février et 28 mars 1899, relatifs au domaine public, au régime des terres domaniales, à la propriété foncière, la colonie du Sénégal, appréciant les avantages que présentait cette législation nouvelle, exprima le

désir de l'adopter (1). Il fut donné satisfaction à ce vœu par quatre décrets du 20 juillet 1900.

Du domaine national. — *Domaine public.* Le premier de ces quatre décrets du 20 juillet 1900 est relatif au domaine public. Il énumère quelles parties du territoire font partie de ce domaine et fixe les servitudes des riverains des cours d'eau non navigables ni flottables, celles relatives à l'exploitation des lignes télégraphiques et téléphoniques, le règlement des contestations, le régime des autorisations d'occupation du domaine public, un déclassement partiel de sa police.

Les cours d'eau font partie du domaine public.

Domaine privé. Concessions territoriales. — Le deuxième décret du 20 juillet 1900 est relatif au régime des terres domaniales. Il spécifie « que les terres vacantes et sans maître et les territoires résultant de la conquête » font partie du domaine de l'État et en attribue les produits, à titre de subvention, pour les dépenses de colonisation : 1° au budget local, dans les pays d'administration directe; 2° au budget des recettes et dépenses communes dans les pays de protectorat; 3° au budget autonome du haut Sénégal et du moyen Niger, dans les régions faisant partie de cette circonscription financière. L'article 5 donne au gouverneur général de l'Afrique occidentale française le droit d'accorder directement des concessions territoriales jusqu'à 1 000 hectares dans les pays d'administration directe; 5 000 hectares dans les pays de protectorat, et 10 000 hectares dans les régions dépendant du haut Sénégal et moyen Niger. Lorsque la concession demandée dépasse ces limites, elle est octroyée par décret, sur la proposition du ministre des Colonies. (V. pp. 65-75.)

Le troisième de ces actes, relatif au régime forestier, détermine les dispositions auxquelles est soumise l'exploitation des bois domaniaux et de ceux qui constituent des propriétés privées. Cette réglementation vise surtout la protection des arbres à latex, c'est-à-dire qui produisent le caoutchouc et la gutta-percha.

Propriété privée. — Un dernier décret vise : 1° l'immatriculation des immeubles et les titres de propriété; 2° les transmissions de propriété et les constitutions d'hypothèque et de droits réels sur les immeubles; 3° les obligations et la responsabilité du conservateur de la propriété foncière; 4° l'immatriculation des immeubles vendus à la barre des tribunaux; 5° le règlement des contestations. Par l'article 98, il est créé, à Saint-Louis et à Dakar, une conservation de la propriété foncière.

Rappelons que le Code civil et le Code pénal métropolitains ont été promulgués au Sénégal et que leurs dispositions générales y sont applicables en matière de propriété.

(1) Voir le chapitre Congo.

TRAVAUX PUBLICS

Les principaux travaux entrepris ont eu pour but d'assurer dans les villes de la colonie un service d'adduction de distribution d'eau. A Saint-Louis, deux machines élévatoires, des barrages et des ouvrages d'art ont été édifiés pour capter les eaux des marigots de Korr et de Makhana. A Rufisque et à Dakar, des travaux identiques ont été entrepris pour les marigots de Sangalkam et de Hann. Des forages de puits sont projetés et commencés dans tous les postes du Cayor, et dans toutes les parties du territoire non traversées par des fleuves ou rivières. La question de l'eau, résolue d'une façon rudimentaire jusqu'à présent au moyen de citernes, a une importance particulière en ce pays de la sécheresse et de la soif qu'est le Sénégal.

Personnel. — Des arrêtés locaux des 3 juillet 1841, 22 septembre 1849, 10 février 1883 et 23 avril 1898 ont organisé au Sénégal le service des travaux publics (v. p. 99). A la tête de ce service est placé un ingénieur des ponts et chaussées, qui fait partie du conseil privé de la colonie. Il a sous ses ordres tout un personnel de conducteurs, commis, magasiniers, etc.

Le service des travaux publics est chargé de l'étude et de l'exécution de toutes les entreprises et travaux, autres que ceux rentrant dans les attributions des services militaires. Il assure la surveillance et l'entretien de tous les immeubles du domaine local, la conservation et l'amélioration des voies de communication, ouvrages d'art, ports, quais, réservoirs, citernes, etc., etc., le contrôle des travaux exécutés par des concessionnaires ou les municipalités.

Dans les territoires du haut Sénégal et moyen Niger, le service des travaux publics est assuré par l'artillerie coloniale. Il reçoit une dotation spéciale du budget autonome de ces régions. En dehors des bâtiments édifiés à Kayes et dans les divers postes, les travaux principaux exécutés ou en cours d'exécution sont la route du ravitaillement de Kayes au Niger (environ 500 kilomètres), les quais de Kayes, etc.

Expropriation. — Le sénatus-consulte du 3 mai 1856 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion a été déclaré applicable au Sénégal par le décret du 21 avril 1880, remplacé par celui du 15 février 1889 (V. p. 94).

Mines et Carrières. — Un décret du 6 juillet 1899 règle la matière pour le Sénégal comme pour toutes les autres colonies de l'Afrique continentale. Ce décret distingue trois sortes de permis : des permis d'exploration dans les régions non ouvertes à l'exploitation ; des permis de recherches ; des permis d'exploitation.

Les permis d'exploration sont délivrés par le gouverneur, sur la demande qui doit en être présentée par l'intéressé. La demande fait connaître, avec croquis ou carte à l'appui, les limites ou l'étendue de la région sollicitée. Elle doit être accompagnée du versement d'une somme

de 0 fr. 05 par hectare. Le permissionnaire ne peut disposer du produit de ses recherches qu'avec une autorisation spéciale du gouverneur. Le permis d'exploration est valable pour deux ans et ne peut être prorogé.

Les permis de recherches sont, de même, délivrés par le gouverneur. L'intéressé doit déposer, en même temps que sa demande, une somme calculée à raison de 0 fr. 10 par hectare jusqu'à 1 000 hectares, 0 fr. 20 par hectare jusqu'à 5 000 hectares, 0 fr. 40 par hectare au-dessus de 5 000 hectares. Le permis de recherches est valable pour deux ans. Il ne peut être renouvelé qu'une fois. Il donne droit à la libre disposition du produit des fouilles.

Pour être recevable, la demande en permis d'exploitation doit être accompagnée du versement d'une somme calculée à raison de 2 francs par hectare pour les permis d'or et de gemmes, et de 1 franc pour les autres permis. Les permis d'exploitation sont accordés pour vingt-cinq ans. Ils peuvent être renouvelés. A partir de la troisième année, le permissionnaire doit payer, par année et par avance, une taxe de 1 franc par hectare pour l'exploitation de l'or et des gemmes, et de 0 fr. 50 pour l'exploitation de toutes autres substances. Il est dû sur la valeur, au lieu d'extraction, des minerais extraits, un droit qui ne peut excéder 5 pour 100. Le taux en est déterminé chaque année par le conseil général pour la colonie du Sénégal, et par le gouverneur, en conseil d'administration, pour les autres colonies. A défaut de paiement dans les six mois, et après mise en demeure, la déchéance est prononcée.

RÉGIME COMMERCIAL

Tarif douanier et taxes diverses.— La législation douanière de la colonie a été fixée par un arrêté du 29 juin 1865. De nombreuses dispositions ont complété cet acte, notamment en 1872 et 1881, mais il reste encore à l'heure actuelle la base de la réglementation en vigueur. Le Sénégal n'est pas compris dans les colonies assimilées à la métropole par la loi du 11 janvier 1892 (v. p. 105).

Les droits perçus dans la colonie sont les suivants :

1° Des *droits de douane*, perçus entre la frontière nord et le Saloum sur tout le littoral : 7 pour 100 *ad valorem* sur toutes les marchandises étrangères, sauf les guinées (0 fr. 06 par mètre) et les goureaux ou kolas (0 fr. 50 par kilogramme);

2° Des *droits à l'importation*, applicables aux marchandises de toute provenance entrant dans la colonie, entre les mêmes limites, 15 pour 100 sur les armes et munitions; 10 pour 100 sur le tabac en feuilles; 5 pour 100 sur les autres marchandises, sauf pour les guinées, soumises à un droit de 0 fr. 35 par mètre;

3° Des *taxes de consommation*, perçues sur les boissons et les tabacs de toute origine et de toute provenance consommés dans la colonie, qu'ils y aient été récoltés, importés ou fabriqués;

4° En Casamance, en remplacement de l'impôt foncier, un droit de 7 pour 100 est perçu à l'*exportation* sur les produits coloniaux;

5° Enfin les gommes exportées acquittent un droit de 1 fr. 50 par 100 kilogrammes.

Ajoutons que depuis le 1^{er} janvier 1900 un droit de 5 pour 100 est perçu à la sortie sur le caoutchouc.

Dans les régions du haut Sénégal et du moyen Niger, une taxe spéciale (*oussourou*) d'un dixième est perçue sur les marchandises et les troupeaux pénétrant dans la colonie par les frontières du nord et de l'est. Le produit en est versé au budget autonome de ces territoires.

Banque de l'Afrique occidentale (V. p. 117). — La Banque du Sénégal, constituée en 1853, au capital de 230 000 francs, capital porté depuis à 300 000 fr., puis à 600 000 francs, et organisée sur le modèle des banques coloniales instituées précédemment, fut pendant longtemps le seul établissement de crédit installé dans les possessions françaises de l'Afrique occidentale, et son action était d'ailleurs restreinte à la colonie du Sénégal.

L'extension territoriale de la France en Afrique et le développement du commerce firent ressortir l'insuffisance de cette institution. En considération des desiderata formulés par les intéressés, les actionnaires de la Banque du Sénégal décidèrent de poursuivre la liquidation de cet établissement et de reporter leurs capitaux dans une nouvelle institution : la *Banque de l'Afrique occidentale*. Le gouvernement donna son adhésion à l'institution de cette nouvelle banque d'émission, de prêt et d'escompte (décret du 29 juin 1901).

La Banque de l'Afrique occidentale, organisée sur le modèle de la Banque de l'Indo-Chine, a comme elle son siège à Paris. Administrée par un conseil d'administration de cinq membres au moins et de huit au plus, tous Français, elle a pour objet de faire toutes opérations de banque autorisées par ses statuts : au Sénégal, à la Guinée française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Congo, ainsi que dans des pays de protectorat dépendant de ces colonies et dans les pays étrangers de la côte occidentale d'Afrique. La durée du privilège a été fixée à vingt ans. Le capital social est fixé à 1 500 000 francs, divisé en trois mille actions de 500 francs chacune. Des succursales et agences sont instituées à Saint-Louis, Dakar, Rufisque, Konakry.

Monnaies, poids et mesures. — Les monnaies de l'Union latine ont seules cours légal dans la colonie aux mêmes conditions qu'en France. La circulation fiduciaire est alimentée par les billets au porteur de la Banque locale. Les poids et mesures sont les mêmes au Sénégal que dans la métropole.

Dans les territoires du haut Sénégal et moyen Niger, le *cauri* est usité comme monnaie courante par les indigènes qui se servent aussi des guinées, du sel, de la kola ; le *gros d'or* valant 10 francs et pesant 3 gr. 82 est également employé. Certaines mesures locales sont restées en honneur : la brasse ou la coudée pour les tissus ; la calebasse pour les grains, etc.

Louis DESBORDES.

VILLES PRINCIPALES ⁽¹⁾

Saint-Louis (*N'Dar*, en ouolof), capitale du Sénégal, à 16 kilomètres N. de l'embouchure du fleuve Sénégal et à 264 N.-E. de Dakar par chemin de fer; lat. N. (phare) 16° 0' 48'', long. O. 18° 53' 54''. Population, 20 200 habitants.

Ville des plus anciennes de la côte occidentale d'Afrique, Saint-Louis occupe une position militaire très favorable : du côté de la mer, une longue flèche de sable et la barre à l'entrée du fleuve la rendent imprenable; sur le front de terre, un système de fortins et de batteries protège ses abords. Bâtie sur un sol alluvionnaire, elle a été longtemps privée des conditions de sécurité et d'hygiène indispensables à un grand établissement colonial, mais des travaux d'assainissement et d'embellissement l'ont dotée des éléments de bien-être qui lui manquaient. Ses quais ont été exhausés; un aqueduc, long de 25 kilomètres, amène une eau saine et abondante au réservoir du faubourg de Sôr.

L'île sur laquelle se développe l'échiquier de ses rues symétriques, île longue de 2 300 mètres sur une largeur de 200, s'étend dans le sens du courant entre le petit bras du Sénégal à l'ouest (largeur 200 m.) et le grand bras à l'est (largeur 600 m.). Le pont Faidherbe (506 m. de longueur sur 10^m,20 de largeur), en fer et à arche tournante, enjambe le grand bras et conduit au faubourg de Bouëtville ou de Sôr en terre ferme, mais terre striée de marigots. Trois ponts sur pilotis reliaient la ville au *Lao de Barbarie*, la flèche de sable qui s'interpose à l'ouest comme une cloison entre le petit bras, asséché aux fortes marées, et l'Atlantique. Sur cette langue de terre, du nord au sud, ont trouvé leur emplacement trois

(1) Population du Sénégal :

Sénégal proprement dit.	1 013 283
Haut Sénégal et. moyen Niger.	2 887 900 à 3 390 000
TOTAL.	4 403 283

Se répartissant comme suit :

SÉNÉGAL. Communes : *Saint-Louis*, 20 200; *Dakar*, 8 737; *Gorée*, 2 068; *Rufisque*, 8 091.

Cercles : *Dakar-Thiès*, 182 153; *Sine-Saloum*, 131 219; *Nioro du Rip*, 22 405; *Niani-Ouli*, 18 453; *Haute-Gambie*, 21 904; *Casamance*, 129 602; *Cayor*, 123 275; *Louga*, 111 792; *Dagana*, 54 086; *Podor*, 87 155; *Kaédi*, 32 047; *Matam*, 67 602; *Bakel*, 31 990.

HAUT SÉNÉGAL ET MOYEN NIGER. Cercles : *Kajes*, 68 800; *Bafoulabé*, 60 000; *Kita*, 34 000; *Sakadougou*, 30 000; *Bammako*, 156 500; *Ségou*, 132 500; *Djenné*, 80 000; *Nioro du Sahel*, 115 000; *Goumbou*, 72 500; *Sokoto*, 36 100; *Bougouni*, 50 000.

TERRITOIRES MILITAIRES. 1^{er} *Tombouctou*, 100 000; *Sunyi*, 21 800; *Dori*, *Macina* et *Yalengo*, 1 000 000. 2^e *Koutiala*, 150 000; *Sikasso*, 100 000; *Bobo-Dioulasso*, 50 000; *Koury*, 150 000; *Lobi*, 50 000; *Mossi*, 500 000. 3^e *Zinder*.

PAYS MAURES. Rive droite du Sénégal : *Trarzas*, *Braknas*, *Oulad-Ely*, *Douaïchs*, environ 80 000.

Les Européens figurent dans ces chiffres pour environ 3 000, et les mulâtres ou signares pour 4 000.

villages ou faubourgs d'indigènes, pêcheurs et habiles pêcheurs pour la plupart : le village de *Gokhoumbaye* près du camp des tirailleurs, le faubourg de *N'Dar Toute* (petit Saint-Louis) et celui de *Guet N'Dar* (parc de Saint-Louis).

La ville européenne, divisée en deux quartiers distincts, nord et sud, par la place centrale, plaît au regard par ses maisons à terrasse d'aspect arabe, presque toutes élevées d'un étage, peintes en blanc, en jaune tendre ou même en bleu. Elles sont pourvues d'une cour intérieure à une ou deux galeries. Les rues, bordées de trottoirs, sont macadamisées.

Vue de Saint-Louis. — Phot. Huas (Société de Géographie).

Parmi les édifices, on doit signaler le palais du gouvernement général, bâti sur l'emplacement de l'ancien fort (place centrale); l'hôtel du conseil général aux larges vérandas; la mosquée, toute blanche; l'église catholique, surmontée de deux tours; le palais de justice; l'hôtel de ville, l'hôpital militaire; la caserne d'infanterie; la statue de Faidherbe (place du Gouvernement); les ateliers de la marine. Le faubourg de Sôr, sur la rive orientale du grand bras, est devenu par ses nombreux jardins d'agrément une sorte de parc.

Siège du gouvernement, de l'administration coloniale et des services publics, Saint-Louis est habité par une population de toute race : Européens, Ouolofs, mulâtres, Maures, etc. Cette ville, entrepôt des marchandises les plus diverses, exportées du Sénégal et du Soudan, ou importées d'Europe, préside à un commerce de transit considérable. Des navires de toute nationalité y font escale.

Saint-Louis doit sa fondation (1626) à la Compagnie française, créée sous les auspices de Richelieu.

Bakel, poste fortifié et chef-lieu de cercle; sur la rive gauche du Sénégal, à 120 kilomètres N.-O. de Kayes et à 560 E.-S.-E. de Saint-Louis. Population, 3 000 habitants. — Une forteresse quadrangulaire, entourée de grands remparts, et quatre tours de garde sur les sommets voisins, indiquent la valeur stratégique de la position de Bakel, placé dans une région frontrière, entre les Maures de la rive droite du fleuve et les nègres de la rive gauche. Elle domine les villages indigènes qui côtoient la rive du fleuve. Bakel est un grand marché de gommes,

Village et poste de Bakel. — Phot. Desbordes.

arachides, mil, maïs, sel, guinées, toiles, riz, charbon, poudre de traite, etc. Le fort soutint un siège contre Mahmadou-Lamine en 1886.

Bammako ou **Bammakou**, poste fortifié et chef-lieu de cercle, à 2 kilomètres de la rive gauche du haut Niger et à 425 S.-E. de Kayes, dans une plaine fertile; altitude 270 mètres. — Le fort, construit en 1882 et flanqué de bastions (l'enceinte a un pourtour de 6 318 mètres), commande toute la contrée. Des écoles françaises, quelques entrepôts de caoutchouc et un village bambara, traversé par de larges avenues, forment l'agglomération de Bammako. Le commerce, jadis important, reprend une activité de bon augure sous la protection du fort français.

Dakar, port et station navale, à la pointe sud du cap Vert, à 264 kilomètres S.-O. de Saint-Louis par chemin de fer. Population,

8 737 habitants, dont 300 Européens. — Des travaux considérables sont en voie d'exécution, afin de créer, à côté du port de commerce, un port de guerre ou un appui pour la flotte dans la baie de Dakar, la rade la plus spacieuse et la plus sûre qui se présente de Cadix au Cap, par des fonds de 8^m,50.

Le quartier européen, compris entre l'anse Bernard au sud et la baie au nord, est un amas de verdure et de maisons étagées, aux toits plats; les rues, larges et rectilignes, un boulevard ombragé, ont des trottoirs, mais une chaussée de sable. Il renferme dans ses limites la gare, à proximité du port formé par deux jetées, les casernes d'infanterie et d'artillerie, l'église, le fort, les bâtiments réservés aux services administra-

Dakar.

tifs. Un village ouolof, aux huttes de paille et de roseaux, s'étend en arrière du fort, au sud-ouest. La population de Dakar s'accroît de plus en plus. Les navires français ou étrangers à destination des ports de l'Afrique occidentale et de l'Amérique du Sud font escale à Dakar.

Gorée, port et île à l'entrée de la rade de Dakar, à 2 500 mètres de la pointe de Dakar et à 20 kilomètres S.-O. de Rufisque. Population, 2 068 habitants. — L'île de Gorée est un rocher basaltique (longueur 800 mètres, largeur 320), de configuration oblongue. Dans la partie nord, élevée seulement de 2 mètres au-dessus du niveau de la mer, se trouvent le débarcadère ou wharf, des batteries et l'hôpital. Sur la partie sud, élevée de 60 mètres et inaccessible, se dresse le fort ou *castel*, un des points les plus solides du système de défense de Dakar. Ancienne résidence des gouverneurs du Sénégal, puis des lieutenants gouverneurs des Rivières du Sud, Gorée, ville déchue, aux rues désertes, aux maisons vides et délabrées, frustrée d'eau et appauvrie de plus en plus en population et

CARTES DU SÉNÉGAL

en commerce par Dakar, est restée, cependant, port franc, et sa rade est très poissonneuse. Quelques paquebots et caboteurs y font encore escale.

Kayes, chef-lieu de cercle, sur le Sénégal, à 11 kilomètres de Médine par chemin de fer et à 120 E.-S.-E. de Bakel; altitude, 914 mètres. Population, 9 000 habitants.

En 1890, cette station ne se composait que d'un groupe de baraques et d'un énorme bâtiment carré, dit « le Pavillon des officiers ». Aujourd'hui, la ville embryonnaire, entourée d'une grande plaine, s'est développée, embellie et assainie. Des rues régulières, une nouvelle gare, des quais sur la berge du Sénégal, des bâtiments et des magasins affectés aux services administratifs, un hôpital, une école, un marché couvert, signalent l'importance qu'elle a acquise. Le village indigène est à quelque distance du quartier européen.

Pendant la saison des pluies (du 15 août au 10 septembre), les navires de Bordeaux accostent les quais où des milliers de travailleurs noirs déchargent, jour et nuit, les steamers. Kayes devient alors un centre de ravitaillement et d'approvisionnement pour toute la colonie. Son nom lui vient des *kayes* ou roches, placées un peu en amont, qui arrêtent la navigation fluviale pendant les basses eaux.

Médine, poste fortifié, sur le haut Sénégal, à 720 kilomètres E.-S.-E. de Saint-Louis; station du chemin de fer de Kayes à Kita; altitude, 77 mètres. Population, 8 000 habitants. — En 1855, le gouverneur Faidherbe bâtit un fort à quelques kilomètres en aval de la cataracte du Félou. Peu à peu, des milliers de noirs échappés aux massacres d'el-Hadj-Omar vinrent se grouper dans un village entre le fort et la rivière. En 1857, le prophète parut avec une armée de 20 000 hommes devant Médine. Le fort, armé de quatre canons et muni d'une très faible garnison (8 blancs et 40 noirs), était commandé par le traitant mulâtre Paul Holl. Secondés par Sambala, le chef du village indigène, le commandant du poste et la petite garnison résistèrent, du 19 avril au 18 juillet, à l'armée fanatisée d'Omar.

Rufisque, port et chef-lieu de cercle, à l'est de l'îlot de Gorée et de Dakar; station du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis. Population, 8 091 habitants, dont 1 000 Européens. — Rufisque tire probablement son nom (*Rio fresco* en portugais) d'un marigot du voisinage, qui cependant ne se recommande pas par la fraîcheur de son eau. La rade est mauvaise; un wharf a amélioré les conditions d'atterrissage sur la grève. L'eau potable fait défaut, et une végétation rabougrie croît par places dans les solitudes qui reculent dans le lointain jusqu'à la lisière d'une forêt de baobabs. Bâtie sur un plan régulier et formant un groupement de maisons blanches, à terrasse, édifiées en briques et élevées en général d'un seul étage, la ville est dominée par l'église paroissiale. L'ancien fortin sert de caserne à une compagnie d'infanterie de marine. Les rues, éclairées à l'électricité, sont sillonnées de rails Decauville qui vont de la plage aux factoreries, comptoirs et magasins. Rufisque est le principal marché des

Ségou. — Phot. communiquée par M. P. Vuillot.

arachides du Cayor. Sur le côté sud de la ville s'étend un grand village habité par des Ouolofs et des Serères.

Saldé (La Tour de), poste fortifié et poste télégraphique, situé sur un bras du Sénégal, entre Podor et Matam, presque à l'est de Saint-Louis. Le fort, construit sur une falaise qui surplombe le Sénégal, date de l'époque de la conquête : il avait pour destination d'assurer la sécurité du fleuve et de protéger la ligne des communications avec le haut Sénégal. Autour de ce fort à mâchicoulis et à créneaux s'est groupé un important village, un pêle-mêle de cases de paille.

Ségou-Sikoro, poste fortifié et chef-lieu de cercle, ancienne capitale du sultan Ahmadou, sur la rive droite du Niger, à 1 082 kilomètres E.-S.-E. de Saint-Louis et à 240 N.-E. de Bammako. Population approximative, 36 000 habitants. — Ségou forme un chapelet de bourgs indigènes qui se suivent le long du fleuve, sur un parcours de 15 kilomètres. En arrière de la berge, une haute muraille en terre, flanquée de tours crénelées, lui sert de rempart. Un nouveau poste, comprenant un ensemble de pavillons séparés, a remplacé le palais-citadelle d'Ahmadou, mais sur un point plus favorable. Les autorités françaises ont ouvert de larges avenues dans le dédale des ruelles de l'agglomération indigène. Les maisons ou cases en pisé, à toits plats et de forme cubique, sont parfois enjolivées de pignons ou d'arabesques en bas-relief. Leur aspect est plus marocain que soudanien. Le marché se tient sur la place au centre de la cité nègre. Des casernements, des bâtiments affectés aux services civils, la mission des Pères Blancs, indiquent son évolution dans le sens européen. Mungo-Park fut le premier explorateur qui pénétra jusqu'à Ségou (1795). Le colonel Archinard occupa la capitale d'Ahmadou le 6 avril 1890 : la position commande toute la région du moyen Niger, de Bammako à Tombouctou.

Tombouctou (*Tin-Bouktou* et autres variantes), ville du Sahara méridional, sur la lisière du Soudan (boucle du Niger), à 20 kilomètres N. du Niger, à 1 550 kilomètres E.-N.-E. de Saint-Louis et à 2 400 S.-S.-O. d'Alger ; lat. N. 16° 49', long. O. 5° 12'. Population approximative, de 8 000 à 9 000 habitants.

Cité du désert, longtemps mystérieuse, Tombouctou occupait jadis une aire plus étendue : des ruines très nombreuses de murailles sont disséminées sur les espaces déserts du nord et de l'ouest. On sait que son enceinte fut détruite en 1826 par les Foulah. La cité actuelle, dont le périmètre figure un triangle de 5 à 6 kilomètres de développement, renferme elle-même des ruines, des terrains vides et des petits étangs. Le sol sur lequel elle est assise ne dépasse que de quelques mètres le niveau moyen du Niger ; ce sol sans verdure et sans ombre produit par places seulement des arbrisseaux, des mimosas et de rares palmiers.

A l'ouest et au sud-ouest de Tombouctou et jusqu'au lac *Débo* en amont, une série de lacs, dont le plus considérable est le *Faguibine* (longueur, 110 kilomètres), communiquent par des canaux temporaires avec

A Tombouctou. — Phot. communiquée par M. P. Vuillot.

le Niger pendant la saison des pluies; pendant l'hivernage également, l'inondation couvre tout le pays compris entre le fleuve et la ville. *Kabara*, à 10 kilomètres du bras septentrional du Niger, et *Korioumé*, à 15 kilomètres, sont les ports de Tombouctou : un marigot artificiel, large de 50 mètres, conduit les embarcations du Niger à ces deux ports, à l'époque des crues.

De loin, Tombouctou a un aspect de grande cité orientale; de près et dans l'intérieur de l'espace qu'occupe l'agglomération de ses maisons et de ses deux cents huttes de paille (celles-ci autour de la ville), on pressent l'abandon et la déchéance : rues peu larges, parfois tortueuses, simples chaussées de sable ou de gravier; maisons cubiques, en briques séchées au soleil et crépies, pour la plupart délabrées, renfermant deux cours et n'ayant en général qu'un rez-de-chaussée. Quelques-unes ont leur façade flanquée de gros piliers, et la fenêtre de la chambre élevée au-dessus de la porte est encadrée de colonnettes. Des trois mosquées encore debout, deux datent du ^x^e siècle, une du ^{xv}^e; celle du nord a cinq nefs; celle du sud-ouest, voisine du fort Bonnier, a onze nefs et sa tour atteint 50 ou 60 pieds d'élévation. Une église catholique a été édifiée en 1895.

D'après le recensement de 1898, la population fixe comprend cinq mille personnes et la population flottante, quatre mille. Les éléments ethniques qui constituent cet amalgame sont : les Sonrhāï (en majorité), les Maures (négociants venus du Maroc, de Tunis, de Ghadamès, de Saint-Louis), les Arabes, Touareg, Foulah, Mossi, Mandingues. Les *Ramma* ou *Rami*, métis issus des conquérants marocains du ^{xvi}^e siècle, exercent une autorité aujourd'hui plus fictive que réelle. Tombouctou, jadis ville de lettrés autant que place de commerce, possède plusieurs écoles et une bibliothèque de manuscrits.

Grâce à sa situation privilégiée à proximité du Niger, entre les oasis sahariennes et les régions du Soudan, Tombouctou est « le lieu de rencontre de ceux qui voyagent en pirogue et de ceux qui cheminent à chameau »; par conséquent, c'est le lieu d'échange des productions naturelles du Soudan et des marchandises ou produits manufacturés des pays méditerranéens. Les échanges commerciaux, longtemps ralentis, sinon suspendus, par suite des razzias incessantes des Touareg et des Foulah, ont repris un essor marqué sous la protection de l'autorité française.

René Caillié pénétra à Tombouctou en 1827; Oscar Lenz y séjourna en 1880. A la suite du massacre du colonel Bonnier et de son détachement, le commandant Joffre occupa la ville en 1894, et la France l'a gardée.

LA GUINÉE FRANÇAISE

LE PAYS

La Guinée française a dû l'essor de sa fortune à l'excellent administrateur qui l'a dirigée pendant dix années consécutives, M. Ballay, devenu en 1896 gouverneur général de l'Afrique occidentale française. Accrue par la dislocation du Soudan d'un vaste arrière-pays, elle comprend des plaines côtières, des degrés qui montent vers les plateaux du Fouta-Djalou, enfin des terrasses étagées qui s'abaissent vers les plaines du Sénégal et du Niger.

Relief du sol. Côtes. — Le littoral qui correspond aux massifs du Fouta-Djalou est bien différent de celui du Cayor ; il est bordé d'îles et de récifs, entaillé par de petits estuaires ramifiés ; la mer a découpé ce rivage, étalé contre la côte les alluvions amenées par les fleuves, mis à nu le squelette de pitons de porphyre, comme ceux des îles de Los.

L'Atlantique, au large des côtes de Guinée, n'est plus, en effet, refoulé par l'alizé vers le continent américain ; saisi, au contraire, par le contre-courant équatorial, il se jette contre l'Afrique, lance sur elle l'effort de grandes marées qui atteignent 4 mètres à Bissagos, 6 mètres à Boké sur le rio Nuñez ; parallèles dans l'atmosphère au courant sous-marin, des vents d'ouest répandent sur la côte et sur les terrasses de l'intérieur des pluies abondantes, issues de l'Atlantique et qui purent, aux époques anciennes, figées sous forme de glaciers, entraîner dans les vallées ces roches striées, ces blocs erratiques que l'on rencontre dans Sierra-Leone ou Libéria.

C'est donc par un relief d'effondrement que la Guinée touche à l'Atlantique ; il en est ainsi de l'estuaire de la Gambie à l'île Sherbro, près de la frontière nord de Libéria ; la côte de cette république, jusqu'au cap des Palmes, est plus rectiligne, accidentée çà et là de falaises rougeâtres, mais non déchiquetée comme celle de Bissagos et de Konakry ; la mer y est moins forte, moins fortes aussi les érosions des rivières tombées de l'intérieur. La Guinée française appartient à la région la mieux caractérisée des influences atlantiques.

L'intérieur de notre Guinée est bien connu aujourd'hui : le Fouta-Djalou descend vers la plaine côtière de 750 mètres en

deux ou trois sauts; les grès dont il est constitué se montrent à vif sur les tranches de ces marches géantes; sur les paliers est étalée une sorte de lave ferrugineuse, qui ne porte que des fourrés épineux; des vallées profondes sont évidées dans ce massif. En approchant de la côte, les formes du relief s'atténuent; le

Route de Konakry au Niger au 45^e kilom.

Communiqué par M. Gaboriaud.

baoval ferrugineux se diversifie en ondulations plus molles, les berges raides des rivières s'écra-sent et l'on passe insensiblement à la plaine côtière, avec ses alignements de palétuviers et ses monticules isolés sur lesquels se posent les hameaux indigènes.

Sur le plateau même du Fouta-Djalou, le relief dessine une série de crêtes parallèles dont la pente rapide est tournée vers le sud-est; les vallées supérieures du Bafing et du Niger au nord, celles des deux Scarcies et de la Roquelle au sud,

indiqueraient assez exactement la direction de ces crêtes, du nord-est au sud-ouest. Le travail de plissement qui a tordu les grès du Fouta-Djalou a été accompagné ou suivi d'efforts volcaniques, dont l'orientation nord-ouest sud-est paraît en correspondance avec celle de la côte; ces efforts ont dressé au-dessus des crêtes une ligne de sommets granitiques, dont les points culminants ne dépassent guère 1 300 mètres près des sources

Rapides du Tinkisso. — Communiqué par M. Gaboriaud.

du Niger, 1000 mètres près de celles du Bafing; mais cette altitude relative suffit à faire de ces pointements des centres hydrographiques.

Les plateaux du Fouta-Djalon se prolongent au nord, découpés par les vallées des affluents supérieurs du Sénégal et du Niger; la pente générale est mieux ménagée qu'au sud : le Dinguirai se soutient à un niveau de 500 mètres, peu supérieur à celui du Macina et du Bélédougou; mais les failles où coulent les rivières sont toujours aussi abruptes; elles opposent aux communications des fossés profonds, aux talus raides, sur lesquels les sentiers descendent péniblement jusqu'au thalweg. A l'est du Dinguirai, le pays à ravins fait place à un relief moins brisé : ce sont des mamelons peu élevés, entre lesquels serpentent des cours d'eau plus lents, attardés dans des bassins d'alluvions, des plaines ridées traversées par quelques alignements de falaises granitiques, magnifique région de cultures et d'élevage, qui fut jadis le grenier de Samory et se poursuit en arrière de Libéria jusque dans le Baoulé, parc soudanien rattaché à notre Côte d'Ivoire.

Climat. — Les vents de l'océan Atlantique, souvent accompagnés de pluies, dominent pendant l'été et l'automne, de la côte aux crêtes culminantes du Fouta-Djalon; sur le littoral, la pluie, dont la colonne annuelle dépasse 3 mètres à Freetown (Sierra-Leone), tombe par averses diluviennes tous les jours, sauf une période d'accalmie dite petite saison sèche, au mois d'août : en mer, ce sont les ondées quotidiennes du « pot au noir », bien connu des navigateurs, assez redouté même, pour ses tornades, aux sautes périodiques des vents, en mai et en octobre. Au début de la saison des pluies correspondent les plus hautes températures, avec une moyenne de 25° et des coups de chaleur qui poussent le thermomètre jusqu'à 42°-45°; cette humidité lourde, encore aggravée par la tension électrique de l'atmosphère, énerve les constitutions européennes les plus robustes, car elle s'adoucit à peine pendant les nuits.

En hiver, les pluies sont plus rares, bien qu'aucun mois n'en soit complètement privé; mais le climat présente alors un nouveau danger, quand souffle le vent du nord-est, appelé *harmattan*, qui est le sirocco du Sahara méridional; balayant les plateaux du Fouta-Djalon, ce vent plonge le long de ses falaises occidentales et rabat sur la côte les miasmes des alluvions découvertes par la baisse des eaux; il arrive ainsi chargé de poussières organiques, agent propagateur des fièvres malignes. Aussi le séjour du

littoral est-il peu salubre; on remarquera cependant que Konakry, située dans une presqu'île, est assainie par l'action quotidienne de la brise de mer.

Sur les plateaux du Fouta-Djalou, l'altitude intervient et le climat est plus tempéré qu'à la côte; des orages tombent en toutes saisons, mais les pluies sont fortes, surtout au printemps, lorsque les vents du nord-est, qui ont soufflé jusqu'alors, cèdent devant ceux du sud-ouest, qui apportent les nuées de l'Atlantique. Le thermomètre monte alors à 25°, tandis qu'il va jusqu'à 40° dans la plaine côtière, mais la différence essentielle est dans la fraîcheur des nuits; les explorateurs ont remarqué des oscillations de 20° dans les vingt-quatre heures; les indigènes mêmes s'habillent de laine. Ajoutons que, sur ce sol travaillé par le volcanisme et par les érosions, les eaux circulent presque partout, au lieu de former des marécages comme à la côte: le paludisme n'est à craindre que dans les fonds mal aérés des vallées. De même dans les régions arrosées par les hauts tributaires du Sénégal et du Niger, le caractère climatique essentiel est la juxtaposition de plateaux sains et de ravins fiévreux. Les districts de Kankan, de Bissandougou, de Beyla, au relief modéré, aux pluies moyennes, offriront à la colonisation des perspectives meilleures encore que le Fouta-Djalou, dès qu'on leur aura ouvert une communication aisée avec la mer.

Hydrographie. — Les cours d'eau issus du revers méridional du Fouta-Djalou tombent directement dans l'Atlantique; ceux qui partent du versant septentrional n'y arrivent que par un détour plus ou moins long, selon qu'ils confluent dans la Gambie, le Sénégal ou le Niger.

Les hauteurs du Fouta-Djalou, entre Labé et Timbo, forment le premier nœud orographique en venant du nord; de là s'échappent, par 800 mètres d'altitude environ, le Tinkisso, qui va au Niger, le Bafing, alors appelé Baléyo, les sources toutes voisines de la Gambie et du rio Grande, enfin quelques « rivières du sud », la Kakrima-Konkoré et la Scarcie occidentale. D'un second nœud, situé au sud-est du précédent, partent le Niger, la Scarcie orientale, la Roquelle et sans doute aussi les sources de rivières mal connues de Libéria; enfin, toujours sur le même alignement, un troisième château d'eau déverserait au nord les rivières du Bissandougou qui vont grossir le haut Niger à droite, et au sud celles qui forment le Cavally et la Sassandra.

L'eau ruisselle de toutes parts sur le Fouta-Djalou et des vallées affluentes tombent nombreuses dans les sillons des fleu-

ves principaux; de là le morcellement naturel de ce pays, très arrosé, la dispersion des exploitations rurales, qui trouvent partout l'eau qui leur est nécessaire; seuls, quelques villages de domination, centres politiques et religieux, sont posés sur les sommets culminants et habités par les chefs de l'aristocratie indigène; les fermes sont éparpillées de tous côtés, à l'origine des vallons d'où l'on surveille à la fois des plateaux à pâturages et des bassins à cultures. Les rivières, torrents montagnards, ne servent pas aux communications, mais elles disséminent la vie

Rivière Mellacorée. — Communiqué par M. Gaboriaud.

agricole et, creusant profondément leur lit dans le plateau, rapprochent la végétation tropicale de leurs couloirs des produits de la zone tempérée, qui sont ceux des districts plus découverts.

Le Niger, d'après les explorations du capitaine Salesses, pourrait porter bateau de Kouroussa à Bammako. Le chemin de fer de la Guinée française doit se terminer à la naissance de ce bief navigable; les obstacles des rapides, jusqu'à Bammako, ne seraient pas infranchissables, du moins aux hautes eaux; mais des travaux de correction ou tout au moins de balisage seront indispensables, car le chenal est capricieux et incertain. Quant aux rivières du sud, elles valent moins encore; toutes n'ont que de petits biefs navigables, séparés par des cascades; on comprendrait seulement que ce régime servît au transport à distance de la force électrique pour des exploitations forestières ou même des chemins de fer.

De nombreux *rios*, golfes profonds d'une centaine de kilomètres, découpent la côte entre les embouchures principales; de petits fleuves s'y terminent, dont ceux de la Guinée française sont le Nuñez, le Pongo et la Mellacorée, portant respectivement les factoreries de Boké, Boffa et Benty. Ces estuaires, encombrés de hauts fonds, ne sont accessibles qu'à des barques; nous pourrions en étendre le commandement par des sentiers lancés dans l'intérieur; le Dr Maclaud a relevé, sur la portion française du rio Grande, une section navigable, en pays très fertile, qu'une route relierait utilement à Boké. Il semble donc que nous devions concentrer nos efforts sur l'aménagement d'un port-entrepôt unique, indépendant de l'hydrographie locale, et qui sera naturellement Konakry.

Faune et flore. — La faune et la flore de la Guinée française sont différentes, suivant que l'on considère les plaines littorales et les vallées, les pentes arrosées ou les plateaux ferrugineux du Fouta-Djalou. Les estuaires et les plaines côtières sont le domaine de la végétation tropicale; les indigènes cultivent le riz dans les terrains à inondations; le bananier pousse sur les berges, autour de leurs villages; la galerie forestière, partout où elle n'est pas débroussaillée, contient pêle-mêle des bois d'ébénisterie, des plantes à caoutchouc, des kolatiers et caféiers sauvages; la faune y est abondante, oiseaux multicolores, singes, hippopotames dans les eaux fangeuses, lions même, dans les vallées encaissées du Fouta-Djalou.

Les mamelons qui émergent de la forêt portent une brousse épaisse, avec des paquets inextricables de ronces et d'épines; on y trouve beaucoup de termitières et de ruches d'abeilles; les pentes se couvrent aux pluies d'une végétation de hautes graminées, que les indigènes emploient pour l'élevage des bœufs. Quant aux plateaux ferrugineux, aux baovals qui formeraient, d'après M. Maclaud, les neuf dixièmes du Fouta-Djalou, ils sont tapissés d'une herbe, rase en saison sèche, assez haute aux pluies; peut-être autrefois possédaient-ils des forêts dont ils auraient été dépouillés par un déboisement imprévoyant. Les troupeaux de bœufs, avec leurs pasteurs peuls, vivent sur les flancs des vallées supérieures, d'où ils transhument, suivant la saison, en remontant ou descendant; des cultures sont associées par les indigènes à l'élevage, arbres fruitiers, légumes, même une sorte de vigne; l'altitude est trop grande pour le riz, mais paraît favorable aux céréales des pays tempérés. En somme, dans le Fouta-Djalou, si l'on excepte les vallées profondes où la

nature reste souveraine, la flore et la faune sont déjà domestiquées par l'homme; la chute des plateaux vers le Niger est particulièrement fertile, et nous ne saurions oublier que les indigènes de ces contrées, déjà dégrossis par l'islam, deviendront pour la colonisation française d'excellents auxiliaires, si nous continuons auprès d'eux les méthodes discrètes et pleines de tact de nos premiers administrateurs.

Henri LORIN.

LES POPULATIONS

Peuhl. — Le Fouta-Djalon est peuplé de Peuhl entourés de Mandingues. Mais ces Peuhl sont presque entièrement nigritisés par leur mélange avec les Mandingues. Ils seraient au nombre d'environ 700 000 contre 350 000 Mandingues purs. (Voir, sur les Peuhl, p. 556.)

Sousous. — Les Sousous sont une branche détachée anciennement du groupe Mandingue. Ils ont des institutions particulières, comme celle des *Simos* (1), dont on retrouve la trace chez les Bambaras. Leurs caractères rappellent surtout ceux des Mandingues. Mais ils se sont mêlés d'une part aux primitifs du Rio-Nuñez, *Bagas*, *Nalous*, *Landoumans*, d'autre part aux Peuhl, auxquels ils furent même plus ou moins soumis jusqu'à notre arrivée. Ceux en contact avec nous se montrent assez accessibles à une certaine civilisation. Leurs rois s'entourent maintenant d'écrivains chargés d'enseigner l'arabe, l'anglais, le français. Ils seraient au nombre de 300 000. Les misérables Bagas ne comptent dans la Guinée française que pour 25 000 individus, les Nalous et Diolas pour 20 000, les Sierra-Léonais noirs et mulâtres pour 3 000, les Sénégalais pour 1000.

Les noirs en général n'ont pas de nom de famille. Ils se distinguent par un petit nom et le nom de leur pays. Mais, chez les Sousous, les Foulanes, même chez les Bagas, etc., il y a des noms de clan familial, des *totems*. Le caïman, le lion, le tigre, le chien, l'hippopotame sont les principaux *totems*. Les hommes du clan du *caïman* s'abstiennent de tuer cet animal, et ainsi des autres. Il n'y a que quatre clans chez les Sousous et les Foulanes, et les chefs appartiendraient tous au même clan. Il y a cinq castes professionnelles : les citoyens ou guerriers, les tisserands, les cordonniers, les forgerons, les griots. Les forgerons sont à la fois méprisés et redoutés. Les griots sont aussi partout méprisés, et ils se font craindre en bien des endroits en flagornant les chefs. La circoncision a, chez les Sousous, la même importance sociale que chez les

(1) Les *Simos* forment des sociétés secrètes dont les chefs vivent dans la forêt pour n'en sortir que sous des travestissements et restent inconnus des non initiés. Ils sont chargés de la circoncision des garçons, administrent des corrections aux femmes adultères et se livrent pendant la nuit dans les villages à des exercices capables de terrifier la population pour lui imposer leurs lois.

Mandingues, où les jeunes gens opérés peuvent, pendant la période d'initiation, se livrer impunément à tous les méfaits.

Leurs habitations sont en terre et en bois, rondes le plus souvent et recouvertes de paille abritant une galerie au pourtour. Ils ont de petites mosquées, enceintes faites en pisé comme au Soudan. Le riz est la base de leur alimentation. Et

ce sont d'ailleurs eux probablement qui en ont apporté la culture du Soudan et l'ont introduite chez les primitifs du Rio-Nuñez, leurs voisins. Ils le mangent cuit à l'eau salée et assaisonné d'huile de palme ou d'une soupe de viande ou de poisson, de la même manière que les Ouolofs le couscous, chacun puisant avec la main dans la calebasse placée au milieu des convives. Les esclaves se font une cuisine à part. Presque tous les aliments sont mangés bouillis et la cuisine est faite habituellement par les femmes hors des cases. Ils cultivent le mil, le maïs, l'igname, la patate, le manioc, que parfois ils mangent cru entre les repas. Ils mangent d'ailleurs beaucoup et en toute occasion, en dehors des deux repas du matin et du soir. Ils ont, comme tous les noirs, un goût très vif

pour nos alcools et boivent, quand ils le peuvent, du rhum à 30°, comme nous boirions du vin. Ils font une bière avec une racine ressemblant à notre navet. Cette bière, produit d'une courte fermentation de cette racine réduite par la cuisson à l'état de pulpe, est plutôt rafraîchissante. Avant la circoncision et l'excision, garçons et filles ne sont guère vêtus. Pendant la période d'initiation qui suit l'opération, couverts d'une longue robe marron et ne marchant qu'un long bâton à la main, les garçons restent sous la surveillance d'un marabout qui leur fait chanter des ver-

Jeunes filles sousous.

sets du Coran ; les jeunes filles, la tête couverte d'un casque chargé de verroteries et de grelots, le corps enveloppé d'un pagne de couleurs brillantes en un tissu de coton, cardé et filé par elles, apprennent les danses sous la conduite d'une vieille femme et s'en vont donner des représentations aux notables, surtout aux Européens, pour en avoir des cadeaux.

Femmes sousous métissées de sang européen.

Les mariages ont lieu presque aussitôt après. Ils sont libres, sans aucune consécration. Le jeune homme envoie une kola *blanche* aux parents de la jeune fille qu'il veut, et si sa demande est acceptée, on lui renvoie une noix de kola *blanche*. Il donne alors un prix, souvent élevé, en troupeaux, en esclaves. Cependant les chefs et les vieillards peuvent intervenir dans le contrat, et on a vu des cas où, la femme ayant été obligée de fuir pour éviter des sévices graves, ils obligeaient le mari à la laisser libre, et même à lui payer des dommages. La rupture du mariage par répudiation n'est point rare.

La femme néanmoins n'est en général point maltraitée ; elle est coquette et sait s'embellir en portant des boucles d'oreilles d'or, des colliers de corail, des ceintures de perles, de rondelles de cuir au bas-

ventre, des anneaux d'argent aux chevilles, en se peignant les dents, les ongles, la paume des mains, le pourtour des yeux, etc. Elle fait presque tous les travaux, sauf la couture, réservée aux hommes. Mais, très aimée et respectée de ses enfants, elle acquiert souvent en vieillissant une réelle autorité. Elle ne peut pas être vendue, les Sousous ne vendent d'ailleurs en général que les captifs qu'ils font à la guerre d'embuscade. Ils sont polygames. Les esclaves seuls sont réduits à se contenter d'une femme. Ce sont leurs maîtres qui les marient en leur

donnant des filles d'autres esclaves. Les Sousous ne s'embrassent point : ils s'approchent nez contre nez, semblant se renifler. Les morts sont mis simplement en terre. Leur famille, quelques jours après, donne un grand repas. Les esclaves de naissance arrivent à faire partie de la famille à la quatrième génération. Tous au surplus sont traités assez bien, comme des serviteurs utiles. Ils sont cantonnés hors du village quand ils sont nombreux, et on les emploie avant tout au travail de la terre.

Le régime politique des Sousous est une sorte de féodalité aux liens hiérarchiques assez vagues ou relâchés, avec un roi suprême, à peu près

Mosquée en forme de meule, à Dinguirāï.

héréditaire, qui exerce le droit de vie et de mort et dispose des terres. Les sociétés de *Simos* jouissent d'ailleurs d'une grande influence, ainsi que les conseils des anciens, qui se réunissent dans des bois regardés comme sacrés. Les rois ont autour d'eux des guerriers qui forment une caste, des hommes vigoureux et intelligents qui font office de courriers, des maîtres de cérémonie, des musiciens, des bouffons.

Le mahométisme des Sousous est tout de surface, bien qu'ils se réunissent le soir pour prier Allah. Ils sont cependant parfois assez fanatiques et leurs marabouts, regardés comme ayant le même pouvoir que les sorciers, les dupent aisément. Ils ont des gris-gris en grand nombre et des idoles, des sorciers ou griots appelés *yéli*, comme tous les noirs du Soudan. Leurs instruments de musique sont à peu près ceux des Mandingues.

ZABOROWSKI.

LES EXPLORATIONS

Les débuts de la colonie. — Dès les premiers temps de l'établissement des Français au Sénégal, les traitants ayant des magasins à Gorée vinrent chaque année avec de petites goélettes commercer plus au sud sur la côte dans les divers pays qui constituent actuellement les Guinée portugaise, française et anglaise. On donna à cette partie de la côte, coupée de nombreuses embouchures, le nom de Rivières du Sud, qui marquait la situation géographique de ces cours d'eau par rapport à Gorée. Mais l'insécurité de la région détourna longtemps les commerçants de tout essai d'installation définitive.

Des Français s'étaient déjà établis sur le rio Nuñez lorsque René Caillié partit de Boké, en 1827, pour son grand voyage à travers l'Afrique. La Casamance fut aussi occupée (1). En 1828, nous acquîmes l'île de Djogué, au nord de l'embouchure, puis, en 1836 et 1837, Carabane et Guimbéring ; Sedhiou fut fondé au point où s'arrête la navigation des goélettes. La Mellacorée fut reconnue par Laffon de Ladébat en 1845.

Au mois d'avril 1849, Boké fut bombardé et occupé par les compagnies de débarquement de la corvette française *La Recherche* et d'un bateau de guerre belge, à la suite du refus du roi des Landoumans de supprimer la traite des esclaves, mais l'occupation du pays ne date vraiment que de l'époque où, à l'instigation du colonel Pinet-Laprade, des traités furent passés avec les chefs indigènes : en 1865, avec le roi des Nalous et avec l'almamy du Moréa, puis avec les rois du Rio-Pongo (1866), du Samo (1879), de Bramaya (1883), du Lakata (1884). L'autorité française ne fut guère que nominale au début, et les noirs ne la reconnaissaient vraiment que là où elle était appuyée par les canons de nos navires. Les gouverneurs de Sierra-Leone cherchaient aussi à s'attacher les tribus qui étaient dans notre zone d'influence. Le Moréa fut mis à feu et à sang de 1878 à 1882 par une guerre civile, et la France fut obligée d'intervenir pour rétablir l'ordre.

En 1885, le lieutenant de vaisseau Coffinières de Nordeck fit reconnaître le roi des Nalous, Youra Towel, comme suzerain de toute la région, et son fils Dina Salifou comme héritier éventuel.

La France occupait ainsi toute la région côtière comprise entre la Gambie anglaise et la Guinée portugaise d'une part, et entre cette dernière et Sierra-Leone d'autre part. Elle s'était aussi enfoncée dans l'intérieur du pays jusqu'au Fouta-Djalou.

Occupation du Fouta-Djalou. — L'occupation du Fouta-Djalou s'imposait comme une conséquence de notre établissement et de nos progrès au Soudan et dans les Rivières du Sud. Ce massif montagneux, constitué par une série de plateaux peu accidentés et très fertiles,

(1) La Casamance appartenant à la même région géographique que les autres rivières du Sud, il en est question dans le présent chapitre, bien que son territoire soit administrativement rattaché au Sénégal.

est une région naturellement riche et un centre hydrographique important d'où descendent la plupart des eaux qui arrosent l'Afrique occidentale. « C'est, dit le général Gallieni, le point de concours commun des trois grandes régions, distinctes d'aspect, de races et de productions, qui forment notre colonie : Sénégal proprement dit, entre le fleuve du même nom et la Gambie, Rivières du Sud et Soudan français. »

Le Fouta-Djalon est le pays des Djalonkés, nègres d'origine mandingue, comme les Malinkés du Soudan, qui ont été refoulés et subjugués, il y a environ un siècle, par la race conquérante des Peuhls. C'est vers le milieu du XVIII^e siècle que ceux-ci commencèrent à pénétrer dans le Fouta-Djalon et à y créer des villages indépendants; bientôt ils proclamèrent la guerre sainte pour contraindre les indigènes à se convertir à l'islamisme.

Le grand marabout peuhl Karamoko-Alfa (*alfa* veut dire *noble*) ne put s'emparer de Timbo, mais un de ses parents, Alfa-Ibrahim, probablement un chef toucouleur, y parvint vers 1760 et prit le titre d'almamy. Cependant il n'exclut pas entièrement de ses droits la lignée de Karamoko, et les « Soryas » ou descendants d'Ibrahim, qui avait pour surnom Sory (le matinal), se partagèrent l'autorité avec ceux de Karamoko, les « Alfaïas ». Depuis cette époque, en effet, il a toujours été admis que deux souverains seraient à la fois choisis dans ces deux familles, mais qu'ils exerceraient le pouvoir à tour de rôle pendant deux ans, convention qui a été, par la suite, plus ou moins rigoureusement exécutée.

L'almamy Ibrahim étendit sa domination au delà de la Casamance, força le roi du Bondou à embrasser l'islamisme et alla en expédition jusqu'au Kaarta. Ce fut vers 1800 que Timbo devint la capitale politique du Fouta. Depuis le commencement du XIX^e siècle jusqu'en 1830, le pays eut à souffrir de guerres intestines, mais la lutte contre les infidèles n'en continua pas moins. Plus tard, El-Hadj-Omar, ayant étendu ses conquêtes jusqu'au Fouta-Djalon, s'empara de Timbo, et les Peuhls durent lui céder le Dinguirai.

Le Fouta-Djalon avait été à peine entrevu par quelques voyageurs à la fin du XVIII^e siècle. Mungo-Park, parti de la Gambie en 1795, avait remonté le Niger jusqu'au pays des Mandingues. Mollien, en 1818, par-

OLIVIER DE SANDERVAL,
né en 1840.

vint aux sources du Sénégal et pénétra à Timbo. René Caillé, qui s'était mis en route par le rio Nuñez, pour se rendre à Tombouctou, arriva le 10 mai 1827 dans la capitale du Fouta-Djalon, sans ressources et sans escorte. Le voyageur Hecquard explora en 1850 les sources du rio Grande, de la Falemé et de la Gambie, qu'il atteignit en venant de la côte occidentale.

Faidherbe avait compris de quelle importance pouvait être pour nous la possession du Fouta-Djalon, et il en fit entreprendre l'exploration par le

lieutenant Lambert, qui fut plus tard le héros des « Dernières Cartouches », à Bazeilles. Celui-ci, parti de Boké en 1860, traversa le Cogon et pénétra, par le bassin du Kakriman, dans le Fouta-Djalon, où il visita Foukoumba et Timbo.

Mais il n'y avait eu jusqu'à cette époque aucune exploration complète et détaillée du Fouta-Djalon. L'un des voyageurs qui ont le plus contribué à bien faire connaître ce pays a été M. Aimé Olivier de Sanderval. Il s'était donné pour but de rechercher les moyens d'établir un chemin de fer de pénétration au Fouta-Djalon. Après avoir fait, en 1879, une reconnaissance sommaire des embouchures des petits fleuves côtiers, il remonta le rio Grande et, par Labé, pénétra au Fouta-Djalon en 1886. Mais, arrivé à Timbo, le voyageur se vit interné par le

Victor GABORIAUD,
né en 1848.

souverain, qui lui interdit de poursuivre sa route vers le Djoliba ou cours supérieur du Niger (1). Pendant un séjour de deux mois au Fouta-Djalon, M. de Sanderval visita plus de cent villages et réunit, sur la géographie, le climat, les productions et les habitants de ces contrées, des notes qui vinrent utilement compléter les renseignements rapportés par Mollien et Hecquard. Après de longues hésitations, l'almamy se décida enfin à le laisser repartir, lui promettant que, s'il revenait ou s'il envoyait un de ses compatriotes, on pourrait reparler alors de ce qu'il avait demandé.

Mais, presque aussitôt, c'est-à-dire en janvier 1881, le gouverneur de Sierra-Leone, M. Goldsbury, fut envoyé en mission auprès de l'almamy pour traiter commercialement avec lui. Le souverain du Fouta

(1) Les sources du Niger ont été aperçues pour la première fois non par Zweifel et Moustier, qui s'en sont seulement approchés (1879), mais par le capitaine Briquelot (1893).

Djalon refusa de concéder les avantages qu'il avait déjà promis, au moins éventuellement, à M. de Sanderval.

Après ce dernier, M. Gaboriaud, qui, en Afrique, s'était adjoint M. Ansaldi, se dirigea à son tour vers le Fouta-Djalon, comme chargé d'une mission par M. de Sanderval. Il déploya beaucoup d'énergie, et, après avoir été retenu prisonnier pendant quarante-huit jours à Timbo, il obtint deux traités, l'un, en date du 18 mai 1881, d'Alfa Ibrahim, roi du Foréa et de treize autres provinces, l'autre, le 10 juillet de la même année, de l'almamy du Fouta-Djalon, Ahmadou. M. Gaboriaud fut autorisé à construire un chemin de fer sur le territoire respectif des deux chefs, et il reçut la propriété à titre définitif d'une bande de terrain de 20 kilomètres de largeur sur tout le parcours de la ligne. Les souverains s'engagèrent à lui fournir les travailleurs nécessaires moyennant indemnité, promirent de veiller à la sécurité de la voie et de fournir aide et protection contre tous ceux qui inquièteraient les blancs ; ils donnèrent à M. Gaboriaud le droit de faire le commerce et d'établir des comptoirs dans tous les pays où ils commandaient ou pourraient commander.

A Timbo, les deux voyageurs, furent rejoints par le Dr Bayol, médecin de la marine, qui venait de faire partie de la mission Gallieni, et qui emmenait avec lui MM. Noirot, ancien comique aux Folies-Dramatiques, et Billet, licencié ès sciences.

M. Bayol avait laissé le poste français de Boké, sur le rio Nuñez, le 17 mai 1881. C'est par Bambaya, Koussi et Foukoumba que le docteur et ses compagnons arrivèrent à Timbo. Noirot eut un grand succès avec une boîte à musique qu'il avait apportée. M. Bayol en eut un plus appréciable en faisant signer, en juillet, au souverain du Fouta-Djalon, un traité qui plaçait ses États sous le protectorat de la France.

Le Dr Bayol partit le 5 septembre, et, après avoir levé les montagnes du nord du Fouta-Djalon, il fraya, à l'est de la route suivie, en 1860, par le lieutenant Lambert, l'itinéraire de Labé à Médine, par le Bambouk, inconnu alors des géographes.

Jean BAYOL, né en 1849.

Phot. L. Brochery.

Traité de délimitation avec l'Allemagne et le Portugal. — L'extension que la France avait prise dans les Rivières

du Sud et au Fouta-Djalou la mit dans l'obligation de passer, avec les puissances coloniales voisines, des traités de délimitation. Au Portugal et à l'Angleterre, qui touchaient déjà aux possessions françaises, s'était récemment ajoutée l'Allemagne. Enfin, la France avait aussi à fixer sa frontière avec un État indépendant, la république de Libéria.

Les Allemands, qui avaient résolu de fonder un empire colonial, avaient émis des prétentions sur certains points de la côte. Bien que la plupart des chefs fussent déjà liés à la France par des traités de protectorat, on avait poussé le roi Balé-Demba, de Dubréka, à solliciter l'envoi de sujets allemands. Nachtigal renonça cependant, par égard pour les droits de la France, à annexer la Dubréka et le Bramaya; mais un officier allemand, au mois de décembre 1884, plaça sous le protectorat allemand le chef du Kabitaï et les villages du Koba, entre le rio Nuñez et la Mellacorée. Il fallut traiter à ce sujet avec l'Allemagne.

Par le protocole de Berlin du 24 décembre 1885, cette puissance renonça aux prétentions qu'elle avait sur le Koba et le Kabitaï, pays tributaires de nos protégés du Bramaya et de la Dubréka; la France lui céda en échange Porto-Seguro et Petit-Popo sur la côte de Guinée.

Dès l'année suivante, la France régla la question des frontières avec le Portugal. Cette puissance, par le traité du 12 mai 1886, nous céda Zighinchor, un des postes de la Casamance, le rio Compony et des enclaves sur le rio Nuñez; elle reconnut aussi notre protectorat sur le Fouta-Djalou. La France, de son côté, cédait au Portugal le Cassini. La Sénégalie portugaise fut ainsi réduite à l'état d'enclave dans la colonie française. La délimitation fut opérée sur le territoire en 1888; le chef de la commission française était le capitaine Brosselard-Faidherbe, qui fit reconnaître à ce moment l'importance du rio Compony et explora le Foréa et la région de Dandoum.

Nouvelles opérations au Fouta-Djalou. — Comme Faidherbe, le lieutenant-colonel Gallieni avait compris toute l'importance commerciale et stratégique du Fouta-Djalou, et sa constante préoccupation, pendant son séjour au Soudan, avait été d'y pénétrer, afin de réunir par là nos possessions du haut Niger avec nos établissements de la côte de l'Atlantique. Aussi, après son heureuse campagne de 1886-1887 sur le haut Niger, organisa-t-il une mission qu'il envoya vers le Fouta-Djalou. Le commandement en avait été confié au capitaine Oberdorf, avec le lieutenant Plat comme second, et le Dr Fras, médecin de la marine, chargé des études scientifiques.

Arrivée à Tombé, chef-lieu du Konkodougou, au commencement de 1888, la mission perdit son chef, et le lieutenant Plat en prit le commandement. Elle atteignit Timbo par Dinguirai. Après un séjour dans la capitale, le chef de la mission fit signer à l'almamy un traité par lequel celui-ci confirmait la soumission de tous ses États au protectorat exclusif de la France. Le lieutenant Plat, à son retour, vint gagner la Mellacorée à Farmoréa, point extrême où aboutissent les chalands de commerce, après une marche totale de 1 142 kilomètres.

Cette mission fit connaître la vraie source du Sénégal, rectifia la posi-

EXPLORATION DE LA GUINÉE FRANÇAISE.

tion de Timbo, et relia les itinéraires partant du Sénégal et du Soudan à ceux qui avaient eu pour origine des points de la côte. Le Dr Fras rapporta de précieuses données sur la nature du sol, le caractère de la végétation, les eaux, le climat, la faune, l'anthropologie, les produits naturels et ouvrages du pays.

La même année, le lieutenant d'infanterie de marine Levasseur s'était rendu au Fouta-Djalou par Labé, ayant parcouru la région comprise entre la haute Gambie et un affluent supérieur de la Falémé. Le résultat de cette mission fut de joindre la Casamance au Fouta-Djalou.

Une nouvelle expédition, placée sous les ordres du capitaine Audéoud, fut chargée d'atteindre Timbo, puis de déboucher au sud à Benty, notre point extrême d'occupation, près de la frontière de Sierra-Leone. Partie de Siguiri, sur le Niger, elle suivit la vallée du Tankisso, passa à Timbo et arriva à Benty. Ce voyage montrait la possibilité d'ouvrir à travers le Fouta-Djalou des communications pratiques entre les Rivières du Sud et nos postes du haut Niger.

M. Olivier de Sanderval, qui avait été le véritable instigateur de la colonisation du Fouta-Djalou, tenta de s'y rendre, en 1888, par une route beaucoup moins connue que celle qu'il avait d'abord suivie, celle de Guémé, le Tominé et Timbi-Madina; il revint par la vallée du Konkouré.

Enfin, en 1890, M. Lamadon, administrateur de la Mellacorée, se rendit au Fouta-Djalou par Benty, et, au cours de ce voyage, il fut assez heureux pour pouvoir arrêter presque seul les sofas de Samory.

Traités de délimitation anglo-français. — Les Anglais avaient cherché, tant en suivant le cours de la Gambie que par l'arrière-land de Sierra-Leone, à parvenir au Fouta-Djalou. La convention signée à Paris le 10 août 1889, et relative à la Gambie et à Sierra-Leone, réduisit ces deux colonies anglaises à l'état d'enclaves de nos possessions.

En ce qui concerne la Gambie, la convention n'a laissé à l'Angleterre qu'une bande étroite de 10 kilomètres le long de chaque rive du fleuve jusqu'à Yarbata. Une commission mixte dont le chef était, pour la délégation française, le capitaine Pineau, opéra une délimitation sommaire (1890-1891), complétée par une nouvelle commission en 1896.

Du côté de Sierra-Leone, cette même convention trancha le différend qui, depuis 1879, existait entre la France et l'Angleterre au sujet de la possession des rivières Scarcies, situées entre la Mellacorée et Free-Town.

Une première convention avait bien été conclue à ce sujet le 28 juin 1882; elle reconnaissait à la colonie anglaise le bassin des deux Scarcies et à la France celui de la Mellacorée; l'Angleterre renonçait à nous contester la souveraineté de l'île Matakong. Mais cette convention n'avait pas été ratifiée par la France. Si l'on considère que les rivières Scarcies prennent leur source dans le Fouta-Djalou, on eût, en ratifiant la convention, accordé à l'Angleterre des droits sur une région qui venait de reconnaître le protectorat de la France.

Le traité du 10 août 1889 fixait, conformément aux indications du traité de 1882, la ligne de démarcation entre le bassin de la Mellacorée et celui de la grande Scarcie; puis elle passait entre le Benna et le

Tambakka, en laissant le Talla à l'Angleterre et le Tankisso à la France; elle s'approchait ensuite du 10° degré de latitude nord, en comprenant le pays des Houbbous dans la zone française, et le Soulémania avec Falaba dans la zone anglaise. Le tracé devait s'arrêter à l'intersection du 13° degré de longitude ouest de Paris.

Mais il fut reconnu que cette nouvelle délimitation n'assurerait pas encore aux deux pays une bonne frontière géographique; elle eût, notamment, donné accès à l'Angleterre dans le bassin du haut Niger, la laissant en situation de continuer ses relations avec Samory. Comme, de plus, la délimitation s'arrêtait à l'intersection du 13° degré de longitude ouest de Paris et du 10° degré de latitude, la colonie anglaise aurait pu s'étendre du côté du nord-ouest entre ce point et la frontière septentrionale de Libéria; elle eût pu ainsi annexer la région des sources du Niger.

Une nouvelle convention, signée le 26 juin 1891 par MM. Gabriel Hanotaux et Jacques Haussmann pour la France, Egerton et Crove pour l'Angleterre, tendit à remédier aux inconvénients de la précédente en la complétant. Désormais, la colonie de Sierra-Leone se trouvait enserrée entre les possessions françaises et le territoire de Libéria, et l'influence britannique était exclue de la haute vallée du Niger.

Il fut stipulé que les commissaires techniques devraient suivre autant que possible le 13° degré de longitude ouest de Paris, à partir du 10° degré de latitude, en se dirigeant vers le sud, jusqu'à la limite entre Sierra-Leone et la république de Libéria. La ligne de partage des eaux devait être suivie de telle sorte que les deux rives du Niger fussent maintenues sous l'influence française, et, par le terme de Niger, on entendait le Djoliba, ainsi que ses deux sources principales, le Fatiko et le Tembé.

Mais, lorsque les commissaires se rendirent sur les lieux pour procéder à la délimitation, il leur fut impossible de s'entendre, les données que les diplomates avaient eues à leur disposition ne répondant pas suffisamment à la réalité des faits. Les deux commissions, anglaise et française, établirent chacune de son côté un tracé provisoire, s'en remettant à leurs gouvernements respectifs du soin de trouver un terrain d'entente. Les choses en restèrent là jusqu'en 1895.

Explorations du capitaine Brosselard-Faidherbe et de MM. Madrolle et Paroisse. — En 1890, le capitaine Brosselard-Faidherbe suivit la Mellacorée et remonta à l'intérieur par Benty, Farmoréa, Ouélia, Yamaya et Simangaréa, non loin d'Héréma-kono, mais il fut empêché par les troupes de Samory de poursuivre plus avant.

Deux autres voyageurs, MM. Madrolle et Paroisse, contribuèrent, dans les années suivantes, à faire mieux connaître l'intérieur des territoires des Rivières du Sud.

M. Madrolle, en 1892-1893, voyagea dans la partie occidentale de la Guinée. Il suivit le rio Compony jusqu'à Kandiafara, rejoignit le rio Grande près de Kadé, et, par Bambaya, revint vers Boffa et Konakry. Il étudia les tribus Nalous, Landoumans, Bagas, Tendas.

M. Paroisse explora d'abord, en 1891, le rio Pongo et son affluent le

Fatalla, qu'il trouva barré à trois jours de son embouchure de chutes infranchissables; il visita ensuite les îles Tristao et le rio Compony. Dans une nouvelle exploration, en 1893, il partit de Dubréka, explora les territoires du Garengui et de Bramaya et, par la vallée du Konkouré, atteignit Démokoulima et Kébali, qui sont à la limite du pays des Soussous.

Traité de délimitation franco-libérien (8 décembre 1892).

— La convention franco-anglaise du 26 juin 1891, bien qu'elle n'eût pas été suivie d'une délimitation précise, avait néanmoins établi en principe la frontière entre les possessions françaises et anglaises jusqu'à la limite entre Sierra-Leone et la république de Libéria. Or, cette dernière limite se trouvait fixée, par la convention du 11 novembre 1885 entre les deux Etats, au point où la ligne de partage des eaux du Niger et des tributaires de l'Atlantique coupe le parallèle passant par Timbi-Kounda. La France avait donc à établir la délimitation entre ses territoires du Soudan (1), de la Côte d'Ivoire et celui de Libéria à partir du point où s'arrêtait la frontière franco-anglaise.

Le traité franco-libérien du 8 décembre 1892, signé par MM. Hanotaux et Haussmann pour la France, et par le baron de Stein pour Libéria, limita l'hinterland de Libéria, de manière à placer dans la sphère d'influence française tout le bassin du haut Niger, et, d'autre part, régla les contestations relatives à la souveraineté de quelques points de la côte. La France renonça au bénéfice des traités qu'elle avait conclus avec les chefs de Garraway à diverses reprises : par contre, elle fit reconnaître ses droits sur les territoires compris entre le Cavally et la rivière San-Pedro.

Convention franco-anglaise du 21 janvier 1895.

— L'absence de frontières nettement déterminées entre le Soudan français et Sierra-Leone avait amené des incidents regrettables. Deux collisions dues à des méprises s'étaient produites entre des troupes françaises et anglaises (décembre 1893, janvier 1894); il y avait eu de part et d'autre des morts et des blessés. Des négociations s'ouvrirent en vue d'arriver à un règlement de la question de frontières. Elles aboutirent à la convention du 21 janvier 1895, qui fixa définitivement la frontière entre la colonie anglaise de Sierra-Leone, d'une part, la Guinée française, de l'autre, et les territoires dépendant alors du Soudan français.

La frontière nord part de l'Atlantique, un peu au nord du 9^e degré de latitude nord, et suit quelque temps la ligne de partage des eaux entre la Mellacorée, appartenant à la Guinée française, et la grande Scarcie, appartenant, dans son cours inférieur, à Sierra-Leone. Arrivée à la source de la petite Mola, affluent de la grande Mola, la frontière quitte la ligne de partage des eaux et vient rejoindre la grande Scarcie, qu'elle suit jusque vers son confluent avec la rivière Kora. De là, la frontière court dans la direction de l'est-nord-est jusqu'à sa rencontre avec le 10^e parallèle. Puis elle suit ce parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de

(1) Ces territoires ont été rattachés à la Guinée française par le décret du 17 octobre 1899.

partage des eaux qui sépare le bassin du haut Niger du versant de l'Atlantique. Ainsi, le bassin supérieur du Niger appartient tout entier à la France.

Une convention commerciale, annexée à la convention de délimitation, régla les rapports entre les habitants des deux colonies.

Enfin, aux termes de lettres échangées le 22 janvier entre M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères de France, et lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre, il fut établi que le 13° degré de longitude devait, « en tout état de cause, former la limite des possessions françaises du Soudan et de la colonie britannique de Sierra-Leone jusqu'au point de rencontre de ce méridien avec la frontière anglo-libérienne ». Cette stipulation avait pour objet d'empêcher les Anglais de s'avancer dans le Soudan en tournant Libéria, au moyen d'un arrangement avec cette république.

La convention du 21 janvier 1895 avait prévu qu'une délimitation serait faite sur le terrain par des délégués des deux pays : elle eut lieu en 1896, à partir de Timbi-Kounda, où commence la frontière franco-libérienne.

Établissement définitif de la France au Fouta-Djalou. — Il importait à ce moment de commencer à établir des relations commerciales directes avec le Fouta-Djalou et d'assurer le libre accès des caravanes dans les régions de l'intérieur. C'est dans ce but que M. Ballay, envoyé en mission dans les Rivières du Sud en 1890, chargea M. de Beeckmann, administrateur de Dubréka, de se rendre avec le lieutenant Chasles auprès de l'almamy, avec lequel nos relations s'étaient trouvées quelque peu altérées à la suite des événements militaires du Soudan. La mission, partie en 1891, suivit le tracé de la route qui devait relier la Dubréka à Kathia et à Demokoulima, sur la frontière du Fouta-Djalou et continua l'étude d'une route commerciale de l'Atlantique au Niger.

En 1892, l'administrateur Alby alla à son tour au Fouta-Djalou. En 1895, le capitaine Baurès fut chargé de rechercher la voie de pénétration la plus courte et la plus commode pour se rendre de Konakry au haut Niger et au Soudan central par le Fouta-Djalou.

L'administrateur de Beeckmann retourna auprès de l'almamy en 1896, et il en reçut bon accueil, ainsi que le capitaine Aumar et ses tirailleurs. Bokar-Biro exprima solennellement son désir de vivre en parfaite entente avec les Français, mais il ne tarda pas à montrer une attitude pleine de duplicité ; il continua à fermer les routes au commerce et à laisser piller nos caravanes ; enfin, arrivé au terme de ses deux années de pouvoir, il se déclara favorable à l'élection de Modi-Oumarou, candidat hostile à l'influence française, tandis que nous soutenions Oumarou-Badamba.

Ce dernier, ayant été repoussé par Bokar-Biro, se mit sous notre protection ; nos troupes, commandées par les capitaines Aumar et Muller, effectuèrent leur marche de Songkoya à Timbo, où elles entrèrent le 3 novembre 1896, sans avoir eu à tirer un seul coup de fusil. Bokar-Biro s'était réfugié près de Foukoumba ; le capitaine Muller l'atteignit le 14 novembre, à Porédaka, et le mit en fuite.

La France put, depuis cette époque, investir de la dignité d'almamy un candidat de son choix. Sauf une tentative, promptement réprimée, des partisans de Bokar-Biro, en novembre 1897, le pays a été tranquille, et une mesure prise en 1898 acheva d'y asseoir notre influence : on ne laissa désormais sous l'autorité de l'almamy que les chefs des diwals ou provinces de Timbo, de Bouria et de Kolen; les autres diwals furent déclarés indépendants comme celui du Labé.

Le chemin de fer de Konakry au Niger navigable. Mission Salesses. — M. Ballay, qui fut gouverneur de

Eugène BALLAY, né en 1847.

la Guinée française de 1891 à 1900 et à l'habile administration duquel est due la rapide prospérité de Konakry, eut le grand mérite de faire décider l'exécution d'un chemin de fer destiné à relier cette ville au Niger navigable.

Dès 1888, le capitaine Broselard-Faidherbe avait été chargé de procéder à des reconnaissances préliminaires pour se rendre compte de l'opportunité d'une voie de communication reliant la côte au Niger. Le point de départ alors choisi fut Benty, à l'embouchure de la Mellacorée. Mais la mission fut arrêtée dans sa marche par les lieutenants de Samory, alors maître du pays.

Quelques années plus tard, on reprit à nouveau le projet d'établissement d'une route partant non plus de Benty, mais de Konakry; on indiqua provisoirement Farana comme point termi-

nus. Le capitaine du génie E. Salesses, envoyé en Guinée, en 1895-1896, leva à grande échelle la chaîne qui sépare les bassins côtiers de l'Atlantique du bassin du haut Niger. La route fut commencée, et elle fut poussée plus tard jusqu'à Friguiagbé, à 135 kilomètres de Konakry.

En 1897 le capitaine Salesses fut chargé d'une seconde mission ayant pour objet d'étudier non plus une route, mais un chemin de fer; le point d'arrivée devait être pris sur le Niger, à l'origine de la navigation sur ce fleuve. La mission comprenait, outre son chef, le capitaine Millot, qui avait fait partie de la mission Passaga en 1895-1896, l'adjoint du génie Naudé, et cinq sous-officiers.

Partie de Konakry le 9 novembre 1897, la mission se dirigea vers les monts Ouloum et passa par Friguiagbé, Gouléa et Bambaïa; puis le

capitaine Millot se rendit à Farana et le chef de la mission à Timbo. De cette ville, le capitaine Salesses se dirigea vers le Niger par Kounta et Toumania, leva le cours du Niantan, puis, franchissant le Niger à Soia Moreia, il atteignit Kouroussa, où toute la mission se trouva réunie le 1^{er} janvier 1898, ayant choisi comme point terminus de la voie Kardamania, un peu en amont de Kouroussa. La mission rapporta un lever détaillé au 1/5000 d'une bande de 550 kilomètres de longueur sur 400 mètres de largeur, des itinéraires nouveaux de 3 500 kilomètres et de nombreuses observations scientifiques de tout ordre.

En 1898-1899, l'adjoint du génie Naudé fut chargé d'étudier une variante qui de Friguiagbé devait faire un coude vers le nord pour se rapprocher de Kébali et de Démokoulima. Les premiers travaux furent commencés en 1900 sous la direction du capitaine Salesses.

Exploration du Fouta-Djalou par le Dr Maclaud.

Depuis que nous occupons le Fouta-Djalou, l'une des études les plus complètes qui aient été faites de ce pays est due au Dr Maclaud, qui, en 1898-1899, en releva la topographie et en étudia les populations et les courants commerciaux.

De Konakry le Dr Maclaud se rendit à Timbo par Friguiagbé; au delà de cette localité, il évita le plus possible les itinéraires connus et s'avança par le Goumba et le Kinsam jusqu'au fleuve Konkouré. Au delà de ce cours d'eau, il suivit la route montagneuse de Diaguissa et redescendit sur Porédaka en relevant le cours des affluents de gauche du Bafing, branche mère du Sénégal. L'explorateur put se rendre compte que les données ethnographiques qui avaient cours sur le Fouta-Djalou étaient erronées sur beaucoup de points.

Le Dr Maclaud alla ensuite explorer la vallée du haut Bafing, déjà visitée par le lieutenant Plat, puis par le capitaine Salesses, celles du Tinkisso et de la rivière Bouka jusqu'au Dinguirā. Ses observations confirmèrent celles du commandant Oberdorf, du lieutenant Plat et du capitaine Levasseur relativement aux sources de la Falémé, à la haute Gambie et au pays de Labé.

Après avoir coupé la route reconnue autrefois par le lieutenant Lambert sur le Tominé, le Dr Maclaud parcourut les plateaux du Bové, les plaines fertiles qui bordent le Rio Grande, dont il reconnut la navigabilité entre Touba et Kadé, les pays déserts du Pakési, du Badiar et du N'Gabou. Il compléta l'étude de la rivière Koulountou ou Rio Grey des cartes, affluent de la Gambie, relia son itinéraire dans cette région à ceux des administrateurs du Sénégal et visita le pays des Koniagui et le N'Dama.

De Kadé, M. Maclaud se dirigea vers le plateau stérile qui sépare le Rio Grande (ou Koli) du Compony (ou Cogon) et revint par Bambaya, le bassin du Fatalla et le rio Pongo.

Le Dr Maclaud rapporta de ce voyage 3 500 kilomètres d'itinéraires nouveaux levés au 1/50 000, des observations astronomiques et météorologiques, des échantillons de roches, un herbier, des collections de tout genre.

Gustave REGELSPERGER.

L'ADMINISTRATION ⁽¹⁾

Régime légal. — La Guinée est placée, comme les autres colonies de la côte occidentale d'Afrique, sous le régime dit des Décrets (V. pp. 1-11).

Représentation au Conseil supérieur. — La colonie est représentée au conseil supérieur des colonies par un délégué élu (V. pp. 12-14).

Organisation politique et administrative; pouvoirs locaux (V. pp. 20-29). — La Guinée française est placée sous l'autorité d'un gouverneur, assisté d'un secrétaire général qui le supplée et le remplace en cas d'absence. Les pouvoirs de délibération sont représentés par un conseil d'administration, dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par un décret du mois d'octobre 1899 : cette assemblée se compose du gouverneur, président; du secrétaire général, de deux fonctionnaires (le chef du service des douanes et un chef de bureau ou administrateur), et de trois commerçants notables. Le conseil d'administration siège à Konakry, chef-lieu de la colonie.

Un administrateur des colonies est à la fois chef du secrétariat du gouvernement et secrétaire-archiviste du conseil d'administration. Le service du secrétariat général comprend plusieurs bureaux.

La Guinée française est divisée en un certain nombre de circonscriptions administratives ou cercles, à la tête desquels sont placés des administrateurs civils ou des officiers. La situation de ces cercles est d'une façon générale la même que celle des *pays de protectorat* du Sénégal, et leur administration est assurée dans des conditions analogues. L'administrateur représente le gouverneur auprès des populations indigènes; il assure la police de son cercle, fait fonctions d'officier de police judiciaire, règle les contestations et les litiges qui viennent à se produire, est officier de l'état civil et percepteur. Dans chaque cercle, il existe en outre un *agent spécial*, fonctionnaire remplissant les fonctions de comptable. Cet agent a la charge d'une caisse de menues dépenses, dont il envoie mensuellement la comptabilité au chef-lieu de la colonie. Enfin, des agents du cadre des affaires indigènes sont placés dans chaque circonscription sous les ordres de l'administrateur, dont ils sont les collaborateurs immédiats.

(1) Jusqu'à la fin de l'année 1891, les territoires qui constituent aujourd'hui la colonie de la Guinée française formèrent sous la rubrique de « Rivières du Sud » une dépendance du Sénégal. Un décret du 17 décembre 1891 organisa la colonie autonome de la « Guinée et dépendances », qui sous la haute autorité d'un gouverneur, comprenait en outre les établissements de la Côte d'Ivoire placés sous la direction d'un résident, et les établissements du golfe de Bénin, commandés par un lieutenant-gouverneur. En 1893 et à la date du 10 mars, un nouveau décret rendait indépendants ces divers établissements, et créait définitivement les colonies de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey.

Au point de vue territorial, la Guinée peut être divisée en 4 régions : 1° la région maritime subdivisée en 4 circonscriptions : Rio-Nuñez, chef-lieu *Boké*; Rio-Pongo, chef-lieu *Boffa*; Dubréka, chef-lieu *Konakry*; Mellacorée, chef-lieu *Benty*; 2° la région montagneuse, entre les pays côtiers et le Fouta-Djalon (cercles de Friguiagbé et d'Ouassou); 3° le Fouta-Djalon (cercles de Timbo, Labé et Kadé); 4° le bassin du haut Niger, anciens territoires du Soudan français (cercles de Dinguirai, Kankan, Kissidougou, Beyla et Kouroussa).

La justice (V. pp. 32-44). — La plupart de nos codes et lois métropolitains ont été promulgués en Guinée française.

L'organisation judiciaire de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey est déterminée par le décret du 6 août 1901. Dans chacune de ces possessions, la justice européenne est assurée par un tribunal de première instance établi au chef-lieu. Au civil, sa compétence s'étend : 1° sur toutes les affaires intéressant les Européens et assimilés; 2° sur les contestations entre indigènes concernant des actes passés sous l'empire de la loi française; 3° sur les affaires indigènes que les plaideurs, d'accord entre eux, voudraient faire trancher par nos tribunaux conformément aux coutumes locales. Des justices de paix à compétence étendue, établies dans l'intérieur, complètent cette organisation.

En matière correctionnelle et de simple police, le tribunal n'a compétence qu'à l'égard des affaires intéressant les Européens et assimilés ou les indigènes complices d'Européens ou assimilés. Il est institué à Bingerville un tribunal supérieur devant lequel seront portés les appels des jugements rendus par les tribunaux de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey. Des cours criminelles siégeant au chef-lieu de chaque colonie connaissent de tous les crimes commis par les Européens dans la colonie, ou commis par les indigènes dans l'étendue du ressort des tribunaux de première instance de chaque colonie. Des cours criminelles spéciales connaissent des crimes des indigènes en dehors de ces limites.

En matière indigène, le décret maintient les juridictions indigènes actuelles. Mais il exige que des arrêtés du gouverneur, pris sur la proposition du chef du service judiciaire, organisent ces tribunaux. La compétence des juridictions indigènes est limitée aux affaires civiles, correctionnelles et de simple police.

Le procureur de la République à Bingerville est chef du service judiciaire de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey.

Instruction publique (V. pp. 45-46). — Une école a été construite à Konakry, et un instituteur laïque envoyé dans la colonie en 1900.

La mission catholique (Pères du Saint-Esprit) dirige une école professionnelle et, en outre, des écoles primaires à Konakry, Boffa et Boké. Elle reçoit des subventions du budget local. Dans les cercles des anciens territoires du Soudan, des écoles primaires sont dirigées par des sous-officiers ou des agents du cadre des affaires indigènes. Les Pères Blancs ont également des écoles dans ces régions, notamment à Siguiri.

Enfin, les sœurs de Saint-Joseph de Cluny ont ouvert à Konakry une école de filles.

D'une manière générale, près de l'église ou de la chapelle, l'école s'élève sans tarder, et les catéchistes deviennent en même temps des écoliers.

Cultes (V. p. 47). — La Guinée est constituée en préfecture apostolique. Les Pères du Saint-Esprit ont installé des missions à Konakry, ainsi que dans le Rio-Nuñez et le Rio-Pongo. Les sœurs de Saint-Joseph de Cluny ont une maison à Konakry, et les Pères Blancs des missions dans le bassin du haut Niger.

Les catholiques, sont à la Guinée, en moins grand nombre que les protestants. Les populations, longtemps en contact avec la civilisation anglaise, ont adopté la religion anglicane et appartiennent à différents rites. A Konakry, il existe un pasteur protestant du rit de la Reine, qui fait partie de la mission des Indes occidentales et est subventionné par elle.

Régime financier (Sur les principes généraux, V. pp. 48-51). — La Guinée se suffit à elle-même, c'est-à-dire qu'en dehors de l'entretien des quelques compagnies de tirailleurs qui parfois sont stationnées sur son territoire, elle fait face avec ses seules ressources aux obligations de toute nature qui lui incombent. Il n'existe donc pas ici, comme au Sénégal, plusieurs budgets différents et s'appliquant à des régions et à des besoins divers.

Le budget local seul comprend l'ensemble des recettes et des dépenses afférentes à toutes les colonies. Ses principaux titres de recettes sont : 1^o les contributions directes (impôt de capitation, patentes); 2^o les contributions indirectes (importation : droits spéciaux sur certaines marchandises étrangères et sur les marchandises d'importation indirecte (décret du 4 avril 1897); droits à l'exportation : 7 pour 100 *ad valorem*; taxes de consommation, taxes de navigation, amendes et saisies); 3^o divers produits : des postes et télégraphes, de l'enregistrement, de l'hôpital, etc., etc.,

Le service financier est assuré par un trésorier-payeur résidant à Konakry. Éventuellement des missions de contrôle sont effectuées par le personnel des inspecteurs des colonies.

Armée (V. pp. 125-139). — Une compagnie de tirailleurs sénégalais, du régiment du Sénégal, tient garnison à Konakry et à Ouassou. Une compagnie de tirailleurs soudanais est répartie dans les postes des territoires de l'ancien Soudan. Ces troupes relèvent du commandant supérieur de l'Afrique occidentale.

Les milices locales comprennent 170 sous-officiers et hommes de troupes indigènes placés sous le commandement d'un inspecteur de la milice et de deux gardes européens. Elles fournissent des petits postes aux différents cercles.

Louis DESBORDES.

LA MISE EN VALEUR

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

A. Zone côtière. Le caoutchouc, l'agriculture. — Avant l'établissement des Français et la croissance tout américaine de Konakry, la côte des « Rivières du Sud » était à peu près abandonnée aux indigènes; les relations avec l'Europe se nouaient à Sierra-Leone, colonie anglaise, ou à Boké, sur le Rio-Nunez, qui est encore dans la zone d'action des maisons françaises du Sénégal.

Les indigènes, Sousous, Nalous, sont des gens d'humeur douce, mais paresseux comme tous les nègres d'Afrique, et qui se bornaient à récolter, sans soins agricoles, les grains nécessaires à leur subsistance; les alluvions du bas pays sont si riches que, pendant vingt années consécutives, on peut leur demander sans engrais, presque sans façons, d'admirables récoltes de riz; il suffit de procéder, la première année, à un débroussement sommaire, qui se résume pour les noirs en un incendie général. Dans les terrains moins humides poussaient quelques bananiers, des arachides, un peu de sésame et de manioc.

Toutes ces cultures ont été abandonnées petit à petit pour la seule cueillette du caoutchouc; les représentants des factoreries européennes offrant aux noirs des prix excessifs, ceux-ci préférèrent bien vite renoncer à leurs champs et se procurer par un moindre travail de quoi s'approvisionner de grains et de denrées usuelles dans les comptoirs européens. Les premières années de ce système ont certainement enrichi quelques traitants, mais ces opérations, trop faciles, n'eurent qu'un temps: les réserves de caoutchouc les plus voisines de Konakry furent rapidement épuisées; les noirs ne se souciaient aucunement d'inciser les lianes de manière à en ménager la production; ils coupaient et taillaient à tort et à travers, encouragés par la concurrence même des traitants, dévastaient de proche en proche toutes les basses vallées, mêlaient le latex de plantes très diverses, ce qui empêchait d'établir des types commerciaux et ne se gênaient pas, au besoin, pour glisser dans les boules vendues aux traitants des cailloux et des morceaux de bois.

Il est aisé de comprendre que, si l'on eût continué de la sorte, l'avenir de la colonie eût été sacrifié; déjà l'on était obligé

d'importer du riz pour nourrir des tribus qui en produiraient sans peine assez pour fournir des marchés étrangers ; la qualité du caoutchouc baissait, et le prix d'achat aux indigènes montait, à mesure qu'il fallait s'enfoncer plus avant dans l'intérieur pour trouver des boisements intacts. Il y eut là, au milieu de 1900, une véritable crise. Sous l'inspiration du gouverneur et sur l'exemple même de plusieurs traitants, la Guinée française a renoncé au monocommerce du caoutchouc, qui l'eût brillamment conduite

Silo d'arachides. — Communiqué par M. Gaboriaud.

à la ruine ; elle s'est assagie, elle est entrée dans « l'âge de l'agriculture ».

Depuis 1897, un jardin d'essais a été fondé près de Konakry ; le sol de la colonie convient à la kola, au café, au cacao, au bananier ; on connaît l'emploi des premières de ces plantes ; quant au bananier, il fournit un aliment de plus en plus apprécié non seulement des indigènes, mais aussi des blancs résidant au pays tropical : en Guyane, les créoles emploient la farine de bananes, sous le nom de *coquintay*, à la nourriture des enfants et des malades ; la consommation de ces féculs se développe aussi beaucoup aux États-Unis.

A la différence de nos voisins anglais de Sierra-Leone, nous n'avons jamais dû lutter, en Guinée, contre l'hostilité des indigènes, qui s'emploient volontiers pour les Européens ; l'adminis-

tration très paternelle et patiente de M. Ballay n'a pas peu contribué à faire admettre de ces populations une taxe des huttes, légère capitation établie en 1897 et toujours aisément recouvrée depuis. Prenons garde que Sierra-Leone forme et envoie jusque chez nous des agents indigènes, habiles au commerce avec leurs congénères, parlant anglais même entre eux et capables, après quelques voyages en Angleterre comme chauffeurs ou

Un almamy du Fouta-Djalou. — Communiqué par M. Gaboriaud.

domestiques, de nouer des relations directes avec des commerçants européens; souvent ces courtiers noirs détournent sur des ports étrangers l'exportation de notre colonie. Veillons enfin à ce que la liberté nécessaire des cultes européens ne serve jamais à couvrir, parmi nos indigènes, une éducation qui ne serait pas française.

B. Le Fouta-Djalou. Cultures et élevage; les indigènes. — En arrière de la zone littorale, le Fouta-Djalou deviendra le parc à bestiaux et le sanatorium de notre Afrique occidentale; il possède des gisements de fer; il paraît facile d'y obtenir, sur des points bien choisis, les céréales et les légumes

d'Europe ; une ferme d'expériences, fondée à Timbo, a déjà réussi plusieurs essais.

Les indigènes ignorent les rudiments de presque toutes les cultures : ils ne se livrent qu'à l'élevage, mais les plus intelligents d'entre eux, les Peuhl, sont arrivés à produire de beau bétail, et connaissent les principaux usages du lait. Le Dr Maclaud rencontra sur le revers méridional du Fouta, à Missida, un marabout musulman, métis de Peuhl et d'indigène, dont le troupeau de bœufs aurait fait honneur à un éleveur européen. Il n'est pas strictement exact de dire que ces pasteurs peuhl sont les maîtres politiques du pays ; mais, venus de l'est comme les conquérants qui ont ensuite occupé le Fouta et en sont encore aujourd'hui les chefs, musulmans comme eux, ils se sont mêlés à ces envahisseurs, si bien qu'aujourd'hui ils prennent rang social presque au même titre dans la hiérarchie indigène.

L'Islam a constitué au Fouta-Djalou une société dont l'analogie est remarquable avec notre féodalité du moyen âge ; les seigneurs ou almamys habitent sur les hauteurs des villages palissadés, que dominent des mosquées au toit de chaume ; parmi leurs vassaux, indigènes conquis ou esclaves importés du nord, les uns sont groupés à l'entrée des vallées en hameaux d'exploitation appelés *roundés*, les autres (et ceux-ci sont des Peuhl de race plus pure), promènent à travers les pâturages leurs troupeaux transhumants. Nos premiers agents ont été reçus avec quelque méfiance ; ils ont pourtant réussi, et le mérite en est grand, à dissiper ces préventions, en opposant aux vexations ordinaires des almamys une autorité plus juste et plus douce. Nous pouvons donc aujourd'hui considérer les indigènes du Fouta comme sincèrement ralliés ; nous achèverons notre œuvre moins en leur montrant beaucoup de soldats qu'en les initiant à des pratiques agricoles dont l'islam les a déjà préparés à comprendre le profit.

L'inventaire méthodique des ressources locales du Fouta-Djalou n'est pas encore terminé, mais il ressort des premières études que l'on y rencontre à l'état sauvage nombre d'espèces dont la culture serait possible, et les vallées des fleuves sont bordées de galeries forestières où abondent les plantes à caoutchouc. Mais les moyens de transport sont très médiocres, bien qu'on soit en pays d'élevage ; M. Noirot, l'un de nos premiers administrateurs du Fouta-Djalou, surprit vivement les indigènes lorsqu'il fit son entrée dans Timbo, suivi de deux charrettes à bœufs qui portaient ses bagages (1898). Faute de bêtes de somme, c'est encore à dos d'homme que circulent les marchandises :

l'un de nos premiers soins, au Fouta-Djalou, devra être de dresser les animaux d'élevage pour les employer aux travaux agricoles et aux transports; ceci suppose aussi l'établissement de pistes sur lesquelles puissent rouler des véhicules solides; et le réseau des communications ne sera complet que lorsque sera ouvert le chemin de fer de Konakry à Timbo.

Il ne semble pas que, pour le moment, le Fouta-Djalou puisse recevoir de nombreux agriculteurs européens, bien que le climat soit relativement sain, avec une dépression bienfaisante de la température pendant la nuit: les voies commerciales sont encore trop éloignées de ces hauteurs pour en permettre utilement la colonisation; mais, sans tarder, il faut y établir quelques stations de repos pour les blancs fatigués d'un séjour prolongé sur la côte. Peut-être un de ces sanatoires, placé à portée de vallées plus chaudes, mais à l'abri de leurs influences, serait-il aisément doublé d'un laboratoire de recherches sur la flore du pays, kola, caoutchouc, etc...

C. Région du nord. Mines, cultures. — Nous avons vu que la nature avait particulièrement favorisé les pays qui précèdent au nord le Fouta-Djalou, mais cette riche contrée est à peine atteinte encore par les Européens. Le riz vient au bord de toutes les rivières, les plantes à caoutchouc foisonnent et sont encore peu exploitées; on signalait cependant, il y a quelques mois, qu'une grande maison française de pneumatiques faisait acheter directement ses provisions autour de Kouroussa. L'élevage est moins régulièrement pratiqué que dans le Fouta, mais dans le Dinguirai, des villages indigènes extraient et travaillent le fer.

Les anciennes capitales de Samory, Kankan, Bissandougou, Beyla, étaient entourées de champs d'orangers et de céréales, bien cultivés par des captifs; mais, au temps de Samory, la prospérité d'un canton directement surveillé par le maître était payée par la ruine et la dépopulation de vastes espaces alentour; si les réceptions de l'almamy, sa prestance personnelle, les raffinements de sa politesse musulmane, les roueries de sa diplomatie le firent trop longtemps considérer et ménager comme un souverain civilisé, nous ne saurions trop fortement rappeler que son empire n'était fondé que sur la violence et soutenu que par la guerre; la paix est aujourd'hui rétablie dans ces régions longtemps troublées, elle leur rend toute leur valeur et leur ouvre les perspectives d'un brillant avenir. La population indigène se compose de Mandingues, bons

agriculteurs, avec quelques colonies de pasteurs peuhl et de commerçants sarracolets; nous trouvons donc là tous les éléments d'une fortune nouvelle; l'islam n'a pas encore pénétré toutes ces tribus, surtout celles qui sont le plus attachées à la culture du sol; notre action n'en sera que plus facile, mais gardons-nous de provoquer, comme à la côte, par le monocommerce du caoutchouc, une hausse factice des salaires et la désertion des champs.

Voies de communication et commerce. — Les communications de tout l'arrière-pays de la Guinée avec la côte sont encore très mal assurées; nos administrateurs et quelques traitants montent de Konakry au Fouta-Djalou; d'autre part, des convois de bœufs sont acheminés assez régulièrement du Fouta vers les postes du Niger et jusqu'à Tombouctou; mais les relations directes, traversant seulement le Fouta, sont et resteront exceptionnelles jusqu'au jour où le chemin de fer courra de Konakry au Niger; les tentatives pour ravitailler par Konakry les postes des anciens pays de Samory n'ont encore pas réussi.

Il faut donc à la Guinée son chemin de fer, soit pour développer les ressources du Fouta-Djalou et en rendre l'accès plus facile aux Européens de la côte, soit pour annexer économiquement la part du Soudan que les décrets lui ont assignée. Ce chemin de fer, levé par le capitaine Salesses, a été mis en construction sous la direction de cet officier depuis le printemps de 1900. La colonie a gagé sur ses ressources propres l'emprunt nécessaire aux premiers travaux.

La voie, large de 1 mètre, part de Konakry, et sa première section (Fouta-Djalou) sera prolongée ensuite jusque sur le Niger navigable, à Kouroussa, et comptera 600 kilomètres environ. Le capitaine Salesses estime le prix de revient kilométrique au chiffre, peut-être trop bas, de 80 000 francs. Le bief Kouroussa-Bammako, par Siguiri et Kangaba, doit être en même temps doté d'une flottille à vapeur pour rejoindre la voie ferrée de Kayes au Niger. L'administration du chemin de fer doit s'attacher à ne pas accaparer toute la main-d'œuvre indigène, afin d'en laisser une partie disponible pour les autres travaux de colonisation.

Le commerce de la Guinée, en progrès incessant (sauf la crise du caoutchouc), ne laisse malheureusement pas à la France la meilleure place; ainsi que nous le disions dans notre étude sur le Sénégal, les principaux marchés de caoutchouc sont tous à l'étranger, ni Bordeaux, ni le Havre n'ayant encore cons-

titué solidement leur clientèle; aussi voyons-nous qu'en 1899, l'exportation de la Guinée vers l'Angleterre est près de huit fois supérieure à celle dirigée vers la France; et ce rapport paraîtrait pire encore, si l'on portait au compte de l'Angleterre les exportations par Sierra-Leone. Aux importations, la part de l'Angleterre, même sans y joindre celle de Sierra-Leone, est à peu près double de celle de la France; c'est que les tissus de coton, principal article d'importation, sont fabriqués en Angleterre meilleur marché que chez nous: l'indigène se soucie peu de la qualité, mais beaucoup du bas prix; nos usiniers des Vosges, qui ont peu à peu conquis le marché de Madagascar sur les filateurs américains, devraient disputer de même à nos rivaux celui de l'Afrique occidentale française, bien que les conventions internationales ne nous permettent pas d'y assurer partout à leurs importations les mêmes faveurs douanières qu'à Madagascar.

Les communications postales avec la métropole sont assurées par deux lignes françaises: celle des Chargeurs réunis (Bordeaux) et celle de la Compagnie Fraissinet (Marseille).

Depuis quelque temps, des concurrences nouvelles aggravent celle de l'Angleterre: les paquebots allemands (Compagnie Woermann, de Hambourg), qui touchent régulièrement à Kona-kry sont de plus en plus encouragés par les chargeurs, que leurs officiers et commis gagnent par une complaisance inaltérable et par les soins apportés à la manutention des marchandises. D'autre part, une ligne de paquebots affrétés, essai d'une compagnie belge indépendante, relie depuis 1899 Anvers à tous les ports africains, de Dakar à Saint-Paul-de-Loanda.

Ici, en résumé, l'administration a tout fait et continue à ne rien négliger pour ouvrir à nos commerçants et à nos sociétés coloniales la vaste et riche carrière qu'est la Guinée française; elle a politiquement assuré la paix parmi les indigènes; elle s'occupe d'accroître la valeur agricole du pays et de lui donner une voie de pénétration vers l'intérieur. Il serait fâcheux que le bénéfice de cette préparation fût recueilli surtout par des étrangers; certaines compagnies françaises ont d'ailleurs récemment donné des preuves de leur intelligence des conditions locales et des ressources d'avenir de la colonie; espérons que les initiatives particulières mériteront bientôt les mêmes éloges que celles des pouvoirs publics.

Henri LORIN.

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

Une réglementation en tous points identique à celle qui est applicable au Sénégal, à la côte d'Ivoire, au Dahomey et au Congo, et qui porte la date du 24 mars 1901, a été instituée à la Guinée française par quatre décrets relatifs au domaine public, au régime forestier, au régime foncier et aux terres domaines (V. pp. 65-75 et le chapitre Congo).

TRAVAUX PUBLICS

Les travaux publics (V. pp. 93-99) se répartissent en trois services distincts : 1° les ponts et chaussées de la colonie ; 2° la route de Konakry au Niger ; 3° le chemin de fer qui doit relier la côte à la vallée de ce fleuve. Un conducteur colonial, ayant sous ses ordres deux commis européens, des auxiliaires et des ouvriers indigènes de toutes spécialités, assure le service des ponts et chaussées. Par les soins de ce service, les immeubles de la colonie sont construits et entretenus, les ports sont surveillés et aménagés. Il a la charge, en outre, de l'établissement du cadastre et la surveillance de la voirie.

Les travaux de la *route de Konakry au Niger*, entrepris en vue de faciliter les communications de la côte avec les riches régions de l'intérieur, furent confiés d'abord aux ponts et chaussées, puis à l'artillerie de marine. La route est ouverte jusqu'à Friguiagbé, village situé à 133 kilomètres de Konakry.

Le port de Konakry comporte principalement une jetée-abri, avec feux.

Le décret du 6 juillet 1879 a fixé pour la Guinée française, comme pour les autres colonies de la côte d'Afrique, la réglementation sur la recherche et l'exploitation des mines.

Cette réglementation réserve aux explorateurs, dans la forme la plus simple et la plus rapide, le bénéfice de leurs découvertes dans les régions neuves, mal définies, dites « régions d'exploration, qu'ils contribuent à faire connaître » (V. SÉNÉGAL).

RÉGIME COMMERCIAL

Tarif douanier. — La législation métropolitaine, telle qu'elle résulte de la loi du 11 janvier 1892 (V. p. 105), n'est pas applicable à la Guinée. Cependant certaines marchandises acquittent à l'importation les mêmes taxes que celles fixées pour les tarifs métropolitains.

Les droits perçus sont de deux sortes : droits d'entrée, droits de sortie.

Les premiers frappent : 1° les marchandises d'origine étrangère ; 2° les marchandises d'importation indirecte. Ils varient avec ces marchandises et ont été fixés soit par les tarifs métropolitains, soit par les décrets des 27 mai 1892, 21 juillet 1896, 22 août 1896 et 4 avril 1897.

CARTE DE LA GUINÉE FRANÇAISE

Les droits de sortie sont de 7 pour 100 *ad valorem* sur les produits de toute nature exportés quelle que soit leur destination (décrets des 19 février 1868, 20 juin 1882, 12 octobre 1888 (arrêtés locaux du 27 janvier 1879 et 19 novembre 1888).

Les cafés, cacao et bananes provenant des plantations de la colonie ont été exemptés du droit de sortie pour une période de dix ans (arrêtés locaux des 1^{er} mai 1893, 6 décembre 1895 et 29 décembre 1896).

Des taxes de consommation sont perçues sur les tabacs, le sel, les vins, bières, cidres, poirés et les boissons alcooliques de toute nature.

Des droits d'ancrage et de francisation, de tonnage, de congé, ont été également institués dans la colonie.

Institutions de crédit. — V. *Banque de l'Afrique occidentale*, page 630.

Monnaies. Poids et mesures. — Les monnaies françaises d'or, d'argent et de billon ont cours dans la colonie. L'administration locale fait tous ses efforts pour en répandre l'usage parmi les indigènes. Elle est aidée en cela par certaines maisons de commerce, qui s'appliquent à ne plus utiliser les marchandises d'échange. Toutefois, le système du troc n'est pas complètement abandonné, bien qu'il soit moins en honneur que dans nos autres possessions de la côte d'Afrique.

La livre sterling circule aussi dans la colonie.

Le *cauri* est employé par les indigènes comme monnaie courante pour les achats et les ventes de minime importance. Les principales marchandises d'échange sont les tissus, le tabac, la poudre et les armes, les spiritueux, les articles de quincaillerie commune.

Les poids et mesures sont les mêmes que dans la métropole, pour les Européens. Dans les transactions avec les indigènes, l'emploi de mesures et de poids particuliers au pays subsiste encore. Les principales sont la brasse et la coudée pour les tissus, la calebasse et la corbeille pour les grains et le caoutchouc.

Louis DESBORDES.

VILLES PRINCIPALES ⁽¹⁾

Konakry, capitale de la Guinée française, à 135 kilomètres N.-O. de Free-Town, sur l'île Tombo, qu'un étroit chenal sépare d'un promon-

(1) Population de la Guinée : environ 1 500 000 habitants, ainsi répartis :

Ville de Konakry : 14 350, dont 224 Européens; 115 Syriens; 5 Marocains; 11 000 indigènes sédentaires; 3 000 population flottante.

Cercles de : Rio-Nuñez, 150 000; Rio-Pongo, 50 000; Konakry-Dubréka, 45 000; Canéa, 110 000; Mellacorée, 35 000; Tamisso, 20 000; Farana, 175 000; Timbo, 400 000; Labé, 200 000; N'Dama, 50 000; Dinguirai, 35 000; Siguiri, 38 500; Kankan, 40 000; Kouroussa, 36 700; Beyla, 60 000; Kissidougou, 60 000.

Au total, les Européens sont environ 400, dont 250 Français.

toire de la terre ferme, et à 12 kilomètres des îles de Los, lat. N. 9° 30', long. O. 16° 4'. — En 1890, Konakry n'était qu'un village nègre peuplé de 300 à 400 habitants. Aujourd'hui elle a pris l'aspect d'une ville moderne en pays africain, qui peut se promettre un brillant avenir. Des rues et des avenues régulières ont été tracées; des maisons blanches à vérandahs se sont élevées dans une fraîche oasis de tamariniers, de palétuviers, de

Rade de Konakry. — Communiqué par M. Gaboriaud.

palmiers à huile; des hôtels où sont installés le gouverneur, le secrétaire général, les postes et télégraphes, une église se succèdent sur la grande rue; la rade, balisée et aménagée, est sillonnée de barques nombreuses et le port est fréquenté par un nombre considérable de navires; plus de vingt maisons de commerce ont créé près des quais des comptoirs, des entrepôts, des magasins; un pont de fer a rattaché l'île Tombo à la terre ferme; les travaux de la route de Konakry au Niger sont activement poussés, et, comme on l'a vu plus haut, un chemin de fer doit relier la côte à la vallée du grand fleuve.

LA COTE D'IVOIRE

LE PAYS

La région littorale de la colonie appelée Côte d'Ivoire est couverte d'une forêt tropicale, simplement éclaircie au voisinage immédiat de la mer par quelques défrichements indigènes. En s'enfonçant dans l'intérieur, on observe que la largeur de cette forêt, du sud au nord, est variable ; sur la frontière de la république de Libéria, elle s'étendrait sur 300 kilomètres ; plus à l'est, à la longitude de Grand Lahou et du Bandama, on n'en compterait guère que 80 à 100. Au delà de cette forêt côtière, se déploient sur un relief ondulé les savanes du Soudan ; elles forment ainsi, vers le milieu de la colonie, un golfe profond, le Baoulé, qui s'avance dans la forêt et rapproche beaucoup de la mer la région soudanienne, où la circulation est plus facile et les produits du sol plus variés.

On divisera donc la colonie en trois parties : la côte, dont les conditions naturelles ont été depuis longtemps modifiées par le contact des Européens avec les indigènes ; la forêt ; enfin la zone soudanienne des prairies et cultures, qui présente elle-même deux versants, l'un incliné à l'ouest vers le Mayel-Balevel et le Niger, l'autre montant par bonds vers le nord et jusqu'à la hauteur du Mossi, d'où partent les sources tributaires du golfe de Guinée. La dislocation du Soudan assigne à la Côte d'Ivoire les marches méridionales de cet escalier, notamment les pays de Bouna et de Kong ; sur les hauts affluents du Niger, elle confine à la Guinée française et au Sénégal, tandis que plus au nord le Sikasso, le Gourounsi, le Mossi, plus récemment occupés, relèvent encore de l'autorité militaire.

Relief et côtes. — Le littoral de la Côte d'Ivoire est bordé de lagunes, allongées d'ouest en est, depuis les bouches du Bandama jusqu'à la frontière de la Côte d'Or anglaise ; à l'ouest du Bandama, vers Libéria, les lagunes cessent et le relief varié commence dès le bord de la mer : on a relevé sur une butte appelée la Montagne Ovale 402 mètres d'altitude, à une trentaine de kilomètres au nord du port de Béréby. Un mince cordon littoral sépare les lagunes de la mer, qui est peu profonde et peu active ; le rivage est précédé par un alignement de brisants, sur

lequel déferle un perpétuel ressac : c'est la « barre » que l'on ne franchit jamais sans difficulté, souvent sans danger, et dont les eaux tumultueuses sont infestées de requins.

La présence et la continuité de la barre s'expliquent par la structure générale du sol ; les influences océaniques venues du large sont arrêtées à peu de distance de la côte par la dernière marche, immergée, des plateaux intérieurs ; les couches pro-

Village de l'intérieur.

fondes sont ainsi refoulées vers la surface et gonflent les couches superficielles de leur poussée verticale : il y a là comme un rapide marin. Le nom de barre est improprement donné à cet obstacle, il ne s'applique exactement qu'aux dépôts d'alluvions que forme, devant les embouchures des fleuves, le conflit des eaux d'amont et des flots de l'Océan ; mais, comme là aussi la mer brise, de même qu'à la rencontre du socle qui porte le continent, l'habitude a prévalu de confondre sous une dénomination unique des formes géographiques différentes, mais exprimées par les mêmes manifestations.

La mer est donc, ici, dominée par la terre ; elle est sans

force pour forer des estuaires de pénétration ; il arrive même que, sous les vents du nord qui soufflent en saison sèche, la barre soit rejetée vers le large. Modelée de l'intérieur, la côte de notre colonie est d'accès difficile ; sur quelques points seulement, une vallée sous-marine ayant écrêté l'escarpe du rivage immergé, la mer profonde touche immédiatement à la côte, et la barre est interrompue ; c'est le cas pour la fosse de Petit-

Lagune de Grand-Bassam. — Phot. Eysséric.

Bassam, où débouchera la future voie de pénétration de la Côte d'Ivoire. Pour le moment, les paquebots doivent mouiller au delà des brisants ; ils déchargent passagers et marchandises sur des barques nagées par d'excellents bateliers indigènes, les Krous. Un appontement s'avancant plus loin que la barre avait été construit à Grand-Bassam, analogue à celui de Kotonou (Dahomey) ; mais il a été fort endommagé par une tempête en 1899 ; d'ailleurs depuis la fin de 1900, la capitale officielle a été transférée dans l'intérieur, à Adjamé, qui s'appelle maintenant Bingerville.

Vue de la mer, et quelles que soient les diversités du relief

intérieur, l'aspect de la côte est partout le même : derrière la frange d'écume de la barre et les eaux plus calmes qui la séparent du bord, une ligne de sable jaunâtre, piquée de taches noires qui sont des cases indigènes ; puis une verdure aux teintes pâles, celle des papyrus qui descendent presque jusqu'à la mer, et sont jalonnés par des palétuviers ; au delà, foncée encore par l'éloignement, la verdure sombre de la grande forêt, avec les ombrelles couronnantes des fromagers, dont l'allure rappelle, en plus grand, celle de nos pins parasols. Les profils sont plus altiers, sur la côte à promontoires d'Accra et de Christianborg, et l'on observe aussi quelques falaises à l'ouest de la colonie, par exemple à l'embouchure de la petite rivière San-Pedro.

En pénétrant dans l'intérieur, on ne trouve pas de montagnes, rien qui confirme l'ancienne conjecture des cartographes, l'existence d'une chaîne parallèle à la côte ; cette erreur n'est pourtant pas inexplicable, si l'on songe que l'idée de relief puissant est volontiers associée à celle d'obstacle redoutable ; à la Côte d'Ivoire, sur un sol d'une altitude ordinairement médiocre, un tel obstacle se dresse, c'est la forêt, véritable relief végétal, qui a longtemps empêché la jonction des découvertes entre le Soudan et le golfe de Guinée, et forme une barrière plus infranchissable que tel massif alpestre. Quels sont, sous cet épais manteau, les accidents orographiques ? Nous le savons fort mal encore : le Baoulé est traversé par une chaîne ou plutôt par une série de monticules dont l'altitude croît du sud au nord ; on y cote çà et là 500 et 600 mètres. Ces belvédères jaillissent sur un plateau de moindre altitude (position de Kong, 360 mètres), marche moyenne de l'escalier géant qui monte du golfe de Guinée au Mossi (1 000 mètres). Dans l'est du pays, le district de Bondoukou est couvert par des collines de 700 à 800 mètres, qui se prolongent dans la Côte d'Or anglaise et déterminent le coude de la Volta noire vers le pays de Kintampo ; remaniées par des érosions violentes, ces hauteurs sont rayées par des coulées d'alluvions aurifères encore inexploitées, du moins sur le territoire français.

Ce ne sont pas, ici, les lignes du relief culminant qui jouent le principal rôle dans la division géographique du pays ; on doit plutôt considérer leur exposition, plus ou moins découverte, aux vents pluvieux de l'Atlantique ; ces vents viennent de l'ouest et du sud-ouest, et les plus chargés d'eau circulent dans les couches basses de l'atmosphère ; ils s'arrêtent, dans la partie occidentale de la colonie, sur les revers extérieurs des marches du

plateau africain, dont l'écran abrite ainsi le Baoulé et permet la descente des savanes soudaniennes, en arrière de la forêt, jusqu'à la hauteur de Tiassalé. A l'est du Baoulé, au contraire, la forêt remonte vers le nord ; c'est que le relief moins accusé dès le voisinage du littoral permet la pénétration des vents atlantiques assez avant dans l'intérieur, jusqu'aux collines de Bondoukou et de la moyenne Volta. Les étages supérieurs du plateau sont assez élevés pour attirer, par-dessus les collines plus proches de la côte, des pluies océaniques ; le pays ondulé de Sikasso, le Mossi sont ainsi des centres de distribution des eaux, d'où les sources divergent vers le Mayel-Balevel, affluent du Niger, la Volta et la Komoé ; mais la chaleur n'est plus suffisante comme à la côte, pour que ces pluies fassent pousser du sol la futaie souveraine de la forêt.

Climat. — L'année n'est pas, à la Côte d'Ivoire, partagée en deux saisons, sèche et pluvieuse, comme au Sénégal, mais bien en quatre : la grande saison sèche commence en décembre et finit en mars ; la température est alors portée à sa moyenne maximum, 28°,1 ; des bouffées chaudes descendent du nord, rejetant sur la côte les miasmes des marais en voie d'assèchement : c'est le *harmattan*, dont nous avons déjà parlé à propos de la Guinée française ; ce changement de saison est particulièrement défavorable à la santé des Européens, car il étend jusqu'à la côte les influences paludiques de l'intérieur.

En avril commence la grande saison des pluies : il est rare que deux ou trois jours se passent sans qu'une averse abondante s'effondre sur le sol, le plus souvent au coucher du soleil et pendant la nuit ; ces précipitations rafraîchissent légèrement la température (27°,8), et les premières ondées de printemps sont attendues avec impatience par les Européens, éternés de la longue et chaude sécheresse des mois précédents. Août et septembre sont la petite saison sèche, et la température moyenne y fléchit un peu au-dessous de 26° ; une quinzaine entière s'écoule quelquefois sans qu'il soit tombé une goutte de pluie ; mais comme les fleuves et les lagunes sont soutenus sans faiblir par les pluies de l'été soudanien, la décrue n'est pas sensible, les terres d'inondation restent noyées et le paludisme est moins redoutable qu'à tout autre moment de l'année. En octobre et novembre, pendant la petite saison des pluies, le thermomètre remonte (27°,7) ; la rémission nocturne est moins marquée.

Le golfe de Guinée est une des régions du monde où il pleut le plus ; si notre Côte d'Ivoire n'atteint pas la moyenne relevée

dans le Cameroun allemand (9 mètres), elle offre cependant un chiffre considérable, plus de 6 mètres de précipitation annuelle, répartie en 116 jours. Les savanes du Baoulé sont beaucoup moins arrosées. Lors de son mémorable voyage de Saint-Louis à Grand-Bassam, M. Binger remarqua qu'une des difficultés que rencontrait l'industrie aurifère, même des indigènes, dans le pays de Kong, était la disette d'eau, sauf en saison d'hivernage.

Rapide du Bandama, en aval de Tiassalé. — Phot. Eysséric.

La limite entre le climat côtier et le climat soudanien correspond à celle de la forêt littorale.

Hydrographie. — Les explorations récentes ont établi comment les pluies se répartissent entre les domaines du Cavally, de la Sassandra, du Bandama, de la Komoé. Cette distribution, intéressante pour la perfection de la cartographie et parfois pour le règlement définitif de certaines frontières (sur le haut Cavally, par exemple), paraît moins importante au regard de la pénétration et de la mise en valeur de la colonie : tous ces fleuves présentent, en effet, le caractère commun d'une inutilité générale

pour la navigation et presque pour le flottage; les plus petits sont envahis par la forêt, emprisonnés sous des galeries de branches et de lianes, tapissés d'herbes flottantes; les autres sont une succession de cascades et de marécages, ainsi qu'il est facile de le conclure de nos observations sur le relief du sol: sur l'escarpe des marches du plateau, ils dévalent en torrents furieux; sur les paliers, ils s'étalent en bassins que le jeu des crues vide ou remplit partiellement, et dont le chenal praticable, quand il existe, est séparé de la terre ferme par une bande de fange mouvante.

Il résulte de là qu'il serait absurde de prétendre, à coups de millions, discipliner ces cours d'eau. Les populations riveraines, tapies sous l'éternelle verdure des galeries, sont parmi les plus sauvages de toute l'Afrique et le plus souvent anthropophages. MM. Hostains et d'Ollone en ont rencontré, sur le Cavally, qui ne connaissaient rien ni des Européens de la côte ni des sofas de Samory, et c'est une raison de plus qui déconseille l'aménagement coûteux de ces rivières; mais on doit noter que leurs nombreux rapides tiennent en réserve des forces immenses que notre industrie saura plus tard utiliser pour des travaux forestiers ou même pour des transports par voie ferrée.

Jadis, après une exploration laborieuse, le capitaine Marchand croyait avoir trouvé, par le Bandama, la meilleure route d'accès vers les savanes soudaniennes; des études plus récentes ont démontré que cet espoir n'était pas fondé. Nous devons suivre ici l'exemple des commerçants indigènes, de ces Haoussas qui commerçaient jadis, avant Samory, entre la côte et Kong; loin de suivre les fleuves, ils s'en éloignaient et circulaient sur les dos de pays où la forêt est moins dense que dans les fonds. Binger nous a raconté quelle peine il eut à traverser les marécages de la Volta noire, près de Kintampo, s'enfonçant dans un humus vaseux, privé d'air et de lumière sous une végétation accablante, assailli par d'insupportables fourmis à mandibules. Nos fleuves de la Côte d'Ivoire ne valent pas mieux que la Volta.

La seule formation hydrographique sur laquelle nous devons appeler l'attention est celle des lagunes côtières; elles sont divisées en trois groupes qui sont, d'ouest en est, ceux où finissent le Bandama, la Komoé et le Tanoé (petite rivière de la Côte d'Or anglaise). Les villages indigènes, devenus les entrepôts du commerce européen, se sont naturellement posés sur les *graus* par lesquels ces lagunes communiquent avec la mer: Lahou, Grand-Bassam, Assinie. Mais, si des travaux ne les améliorent pas, ces passages ne se prêtent qu'à une navigation médiocre,

par pirogues ou chaloupes à vapeur; les profondeurs en sont variables et jamais très grandes; il en est de même des lagunes, où l'on trouve 1^m,60 devant Assinie, 0^m,60 à Lahou, beaucoup moins en nombre d'endroits.

Mais dès à présent les indigènes connaissent des chenaux que nous pourrions sans doute baliser pour donner à la naviga-

Dans la région des forêts. — Phot. de M. Marcel Monnier.

tion intérieure une sécurité qui lui manque encore; il suffit qu'un accès unique soit ouvert à la navigation maritime dans la lagune du Bandama, qui est la plus étendue, pour que tous les pays riverains entrent en relations faciles avec l'Europe. L'eau de ces lagunes n'est pas croupissante, elle est sans cesse renouvelée par l'apport des rivières affluentes et entraînée vers la mer. Il y a là une circonstance particulièrement favorable à l'extension de notre ligne de contact avec la nature guinéenne; une soixantaine de kilomètres, au départ des lagunes, sont navigables pendant huit mois de l'année sur le Bandama et la Komoé, pour les chaloupes à vapeur qui circulent sur les lagunes.

Flore et faune. — La flore et la faune ne sont encore bien étudiées que le long de la côte ; mais c'est à peine si l'homme a commencé à s'en servir ; elles lui sont d'ailleurs, à la première rencontre, plutôt hostiles que bienveillantes : des requins gardent la barre, les insectes pullulent dès le littoral, minant les constructions en bois, s'attaquant même au corps humain ; dans les roselières, des caïmans, des hippopotames s'ébrouent lourdement, mais il semble que les progrès de la navigation sur les lagunes les relègue de plus en plus dans les criques non fréquentées des petits estuaires et dans les bassins marécageux de l'intérieur. Le nom de Côte d'Ivoire, depuis longtemps, ne répond plus à aucune réalité ; les derniers éléphants se sont repliés dans les coins les mieux défendus de la forêt ; dans les sous-bois, ce sont partout des bandes innombrables de singes, d'oiseaux, d'insectes ; une mouche aussi venimeuse que la tsétsé interdirait aux bêtes de somme, si jamais l'acclimatation en était obtenue à la côte, la traversée de la forêt. Parmi les animaux les plus désagréables, pour l'Européen et même pour les indigènes, il faut citer la chique, puce minuscule qui s'introduit pour pondre sous les ongles des mains et des pieds et provoque, si l'on ne s'en débarrasse avant la ponte, des plaies difficiles à guérir.

La flore de la côte est celle des bords marécageux, puis de la forêt tropicale ; les arbres les plus utiles, bananiers, kolatiers, acajous, sont disséminés parmi des espèces moins intéressantes ; la forêt retient surtout l'attention de l'explorateur par la densité lourde de sa verdure ; les plantes se hissent les unes sur les autres pour atteindre à la lumière ; les troncs d'arbres, sur une grande hauteur, n'ont pas de branches et sont emprisonnés par les lianes ; leur ramure ne s'épanouit librement qu'à l'air libre. La forêt, qui est à peu près continue auprès de la côte, s'atténue à mesure que diminue la quantité des pluies tropicales, et passe progressivement au type de la galerie, qui est celui du Baoulé et du Soudan méridional : seules, les rives des fleuves nourrissent une végétation forestière ; ce ne sont plus, sur les niveaux supérieurs, que des bouquets de bois, de plus en plus clairsemés vers le nord.

Henri LORIN.

LES POPULATIONS

Pakhallas, Agni, Kroumen. — La zone intérieure des forêts de la Côte d'Ivoire est peuplée de nègres primitifs, pour la plupart encore inconnus. Ils ont été çà et là entrevus plutôt que visités. A la limite nord-ouest, à la lisière du plateau où dominent les Mandingues, certains d'entre eux, dans leurs villages inaccessibles, sur les berges rocheuses des rivières, sont restés anthropophages. Par la Komoé sont descendus de l'intérieur des peuples de type plus relevé, mêlés souvent d'Achantis. Dans le Bondoukou, en contact avec les Mandès-Dioulas, mais sur la rive gauche de la Komoé et entre celle-ci et la branche occidentale de la Volta, sont établis les *Pakhallas*, au nombre d'environ 50 000. Ils ne sont pas familiarisés avec la vie de la rivière, ne sachant pas naviguer, ni même nager. Ils ne sont émigrés sur ces bords que depuis trois siècles environ. Ils habitaient, avec les

Un chef grébo. Groupe agni.

N'Gan, M'Ban et *Kroumen* de la côte, les districts montagneux du Mossi et du Gourounsi, d'où ils ont été chassés par les Mandingues, les Foulbé, les Haoussas. Des conquérants, les *Ton*, qui sont des métis de *Pakhallas* et d'Achantis, les *Bonai* ou *Agni-Pakhallas*, et les *Mandès-Dioulas*, se sont tour à tour emparés de leur pays actuel. Mais méprisés par leurs voisins et conquérants, ils sont restés relativement purs. Ils sont robustes, grands (1^m,72, femmes 1^m,62), avec des jambes grêles. Leur peau passe du noir mat au marron clair ou chocolat. Leur face est large, mais leur

prognathisme supérieur rappelle celui de l'Achanti, plutôt que celui du Mandingue à la mandibule énorme.

Ils ont quelques tatouages ornementaux. Ceux-là seuls pratiquent la circoncision et l'excision qui sont en contact avec les Mandingues du Barabo. Les femmes se percent le lobe de l'oreille et même tout le rebord du pavillon. Ils connaissent l'usage du *nep nep*, qu'ils appellent

sotio, usage si répandu dans le Sénégal. Ces deux dernières circonstances s'accordent avec ce que nous savons d'autre part, pour nous les montrer, habitant autrefois le Mossi, en contact avec les Ouolofs auxquels ils ressemblent. Leur vêtement est le *cosa*, tablier triangulaire attaché derrière, dont on ramène la pointe entre les cuisses par devant et qu'on recouvre d'un pagne. Ils sont très soigneux de leur personne, se baignant journellement. Ils ne se rasent pas les poils comme tant d'autres, mais les cheveux parfois. Ils se couvrent la tête du *fattara* de Kong, morceau d'étoffe enroulé en diadème, ou se l'entourent de

Hommes et garçons assiniens.

boyaux de mouton gonflés d'air. Ils n'ont pas d'armes encore, sauf quelques mauvais fusils, et chassent au piège. Ils construisent des cases en *briquettes* de glaise ou en palissades de rônier enrobées d'argile. Comme les Agnis et les Achantis, ils sculptent sur leurs murs des seins de femme, symbole de la fécondité et des mains aux *doigts allongés* en signe de droiture et d'hospitalité.

En descendant de l'intérieur vers la partie orientale de la Côte d'Ivoire, on rencontre des populations de même origine que les Pakhallas. Elles sont venues plus anciennement. Elles ont absorbé quelques éléments archaïques, et se présentent parfois dans un mélange confus. Enfin il y a

parmi elles des Achantis et peut-être aussi des Mandés. Les *Appoloniens*, établis à la limite orientale de la Côte d'Ivoire, sont eux-mêmes en effet de purs Achantis. Toutes ces populations ont été groupées sous le nom d'Agni et forment un ensemble d'environ 750 000 individus. On leur a donné aussi le nom de Paï-Pi-Bri. M. Delafosse, qui les fait venir du massif qui sépare la Komoë du Tanoé, depuis seulement cent cinquante ans, les considère comme intermédiaires aux Achantis et aux Krous. Leur taille serait de 1^m,65 à 1^m,80, leur peau d'un beau bronze clair, leurs cheveux très crépus. Ils les rasent sur place, comme les Pakhallas, avec un couteau bien affilé. On observe chez leurs femmes, quoique rarement, des seins hémisphériques. Ils ont encore comme les Pakhallas, l'usage du *nep nep* ouolof, et pas plus qu'eux ils ne connaissent la circoncision. Ceux du Baoulé paraissent avoir joui d'une certaine civilisation importée par des colons d'origine inconnue.

Les Assiniens sont grands (1^m,67) mais trapus et fortement musclés, noirs, à nez très épaté et à lèvres déroulées. La base de leur alimentation est la banane. Sur la côte, ils consomment beaucoup de poisson fumé, et à l'intérieur ils cultivent le manioc, l'igname. Le gouvernement est une monarchie absolue. Mais le roi ne peut pas se dispenser de consulter les anciens et surtout le grand féticheur.

A l'ouest, le groupe des habitants des lagunes de Potou, Ebrié et Lahou, qui s'élèvent à 170 000 individus, n'offre guère de particularités distinctives. Plus loin encore, à l'ouest-nord-ouest, se rencontrent les *Kroumen*, qui habitent, au nombre de 230 000 environ, les cercles de *San Pedro*, *Sassandra*, *Bereby*. Ils sont connus depuis le xvi^e siècle sous leur nom actuel, car ils occupent encore le littoral de Libéria et ont fourni depuis aux Européens une main-d'œuvre abondante et facile. J'ai signalé plus haut leurs rapports avec les Pakhallas, bien qu'ils se limitent la partie interne des incisives médianes supérieures, mutilation inconnue de ceux-ci. Les épaules larges, le cou assez court, la figure bonasse, la peau bronze foncé, ils se rapprochent également du type des Assiniens trapus.

Mais des variations s'observent parmi eux. Et, en effet, en dehors d'eux, des Agni, des Mandingues, il y a encore « sur la terre de la Côte d'Ivoire près d'un million d'habitants épars, surtout au nord-ouest, pour lesquels toute classification même provisoire serait prématurée » (Clozel).

D'après les portraits que j'ai vus, cette masse comprend des primitifs très inférieurs, notamment dans la région avoisinant Rodioso. Elle comprend aussi des colonies plus ou moins isolées de très beaux hommes comme les Lôs et, à côté d'anthropophages comme les Boubouris du moyen Komoé et les Ousbés du Bandama, des tribus de mœurs très douces. Les Achantis, qui ont été l'élément moderne plus ou moins civilisateur dans cette région, sont eux-mêmes d'origine orientale. Leur arrivée ne daterait que du xvi^e siècle. Ce sont des noirs, mais très supérieurs aux vrais nègres, surtout aux primitifs, par les traits du visage plus régulier, les formes du corps plus parfaites, le buste souvent admirable, et par l'intelligence. Ils se sont rendus célèbres par leurs coutumes des sacrifices humains, à peu près au même titre que les Dahomans.

ZABOROWSKI.

LES EXPLORATIONS

Établissement de la France à la Côte d'Ivoire. —

C'est de 1842 que datent les premières négociations engagées avec les chefs de la côte, sur la demande de maisons de commerce qui y étaient établies. Le commandant Boüet-Willaumez obtint la cession de territoires où furent fondés les postes d'Assinie, de Grand-Bassam et de Dabou. Mais, en 1870, ces postes furent évacués et laissés aux mains d'un négociant de La Rochelle, M. Verdier, qui, grâce à ses persévérants efforts, put, malgré les tentatives du gouvernement de la Côte d'Or anglaise, conserver Assinie et Grand-Bassam à la France.

C'est seulement en 1883 qu'un décret du 20 décembre ratifia tous les traités signés depuis 1842 avec les chefs du littoral. Nos comptoirs furent alors placés sous l'autorité du commandant du Gabon. Ils furent plus tard rattachés à la colonie du Sénégal et placés sous la surveillance spéciale du lieutenant-gouverneur des Rivières du Sud, résidant à Gorée.

D'autres conventions furent conclues en 1890 et 1891 avec les chefs de la région comprise entre le Cavally et la rivière Lahou, après que la mission du capitaine Binger eût étendu dans l'intérieur du pays la zone d'influence française. Le 10 août 1899, une première convention avait déterminé la frontière entre nos possessions et la colonie anglaise de la Côte d'Or jusqu'à Nougoua, sur le Tanoé. Une convention du 26 juin 1891 prolongea cette frontière beaucoup plus au nord, laissant Assikasso et Bondoukou à la France; au delà de ce point, elle rejoint la Volta qu'elle suit jusqu'au 9° degré de latitude nord.

A cette époque diverses missions furent chargées d'assurer notre domination sur toute la Côte d'Ivoire. Le lieutenant Arago explora la rivière Sassandra; les lieutenants Armand et de Tavernost s'avancèrent dans le Baoulé par le Bandama, sans pouvoir dépasser Tiassalé, au voisinage duquel Voituret et Papillon, qui représentaient la Société d'études de l'Ouest africain, furent assassinés. En même temps, les lieutenants Quiquerez et de Segonzac levèrent la carte du littoral entre Lahou et le Cavally. Quiquerez avait entrepris de remonter le San Pedro et signé plusieurs traités avec les chefs de village de la côte.

Mission Binger. — En 1892, le capitaine Binger reçut la mission d'opérer la délimitation de notre colonie d'accord avec une commission anglaise, à la tête de laquelle était le capitaine Lang. Les lieutenants Braulot et Gay, M. Marcel Monnier et le Dr Crozat accompagnaient M. Binger. Les négociations n'aboutirent pas, mais la mission entreprit de reconnaître l'hinterland de notre colonie. Elle parcourut ainsi 2 000 kilomètres dont 400 à 500 en pays jusque-là inexploré.

Partie d'Assinie, la mission se rendit d'abord à Krinjabo, ca-

pitale du Sanwi, où le roi devait lui fournir les porteurs nécessaires, et, par les lagunes, elle gagna la rivière Tanoé, dont elle remonta le cours jusqu'à Nougoua. C'est de ce point que le 10 février 1892, elle attaqua la forêt avec sa température de serre chaude, sa demi-obscurité et les innombrables marigots qui la sillonnent de toutes parts; durant les journées du 13 et du 14 février, elle ne traversa pas moins de cinquante-sept cours d'eau.

Dans l'Indénié, la population est craintive, les villages sont plus clairsemés que dans le Sanwi : ils se font d'abord déserts à l'approche des étrangers et ne se remplissent que peu à peu; on apprend alors à se connaître sous l'arbre des palabres, et la crainte première se change bientôt en une curiosité des plus indiscrètes.

Cette région est habitée par des populations fétichistes, mais l'Islam y est peu à peu propagé par les marchands du nord, de Bondoukou et de Kong.

Après quatre-vingt-quatre jours passés dans la forêt, Binger et ses compagnons retrouvaient la plaine au village de Sapia, et le 29 avril, à Bondoukou. L'almamy de Bondoukou, beau vieillard plein de dignité, manifesta toute sa joie d'avoir vécu assez longtemps pour revoir le capitaine, qui, après avoir traversé une région fertile et riche en bestiaux, arriva le 27 mai à Kong, où il était déjà entré en 1888.

Karomokho Oulé, roi de Kong, apprit au capitaine Binger, au moment de son départ, la mort du capitaine Ménard, tué en défendant son hôte contre Samory.

A Kong, le 11 juin, la mission se divisa. Le Dr Crozat partit vers le nord. Quelques semaines plus tard, il succombait à Tengréla. Le lieutenant Braulot se dirigea vers Bouna, à l'est. Le capitaine Binger et M. Marcel Monnier gagnèrent le pays inexploré du Diamala en traversant le Djimini.

A Satama, capitale du Diamala, l'accueil fut excellent, et un traité de protectorat fut signé.

Une tentative dans le Baoulé rencontra moins de bon vouloir, et la mission, qui pensait pouvoir gagner les rives du Zini (ou N'zi) et en redescendre le cours, dut revenir à Satama. Le roi assura le départ de la mission par un détour qui lui permit d'éviter les peuplades hostiles. Le retour vers la côte se fit par le pays hospitalier de Ganne et les forêts, et le 22 juillet on arriva au village d'Attakrou, sur la Komoé, où des embarcations permirent de gagner en quinze jours Grand-Bassam; la mission y arriva le 23 juillet.

L'accueil chaleureux fait à la mission était le résultat de la méthode loyale et pacifique adoptée par le capitaine Binger dès sa première exploration. Notre situation à Kong nous permettait d'espérer avoir par là une voie d'accès vers le Mossi et le Macina.

Le capitaine Binger fut nommé gouverneur de la colonie de la côte d'Ivoire, qui, jadis réduite à une étroite bande de terre, était devenue, grâce à lui, une vaste possession pourvue d'un hinterland étendu et riche, et rattaché à nos territoires du Niger. La colonie reçut le nom officiel de Côte d'Ivoire ; il eût été plus logique de lui conserver le nom de *côte de l'Ivoire* sous lequel cette région était connue des anciens navigateurs, ce nom lui venant de son produit principal, l'ivoire, et non d'un aspect de la côte.

Traités de délimitation. — La délimitation entre la Côte d'Ivoire et la colonie anglaise de la Côte d'Or n'ayant pu être opérée par la mission Binger, en vertu des conventions de 1889 et de 1891, un nouvel arrangement intervint le 12 juillet 1893.

Aux termes de cet accord, la frontière part de la côte à Newtown, longe la lagune de Tanoé ou Tendo, et suit la rivière Tanoé jusqu'à Nougoua, qui est reconnu à la France. La frontière quitte la rivière Tanoé et se dirige au nord vers le sommet de la colline de Ferra-Ferreko. De là, passant à l'est d'Assikasso, elle gagne la rivière Boi, affluent de droite du Tanoé, au sud-est de Bamianko, qui appartient à la France.

De là, elle suit le thalweg de la rivière Boi et la ligne tracée par le capitaine Binger, et passe à l'est de Dibi et de Yaou. A partir de ce point, elle coïncide avec la ligne tracée par le capitaine Binger jusqu'à un point situé à 1 000 mètres au sud d'Abourouferrassi, village appartenant à la France. Elle continue à se tenir à l'est de la route conduisant d'Annibilekrou à Bondoukou et atteint la Volta au point d'intersection de cette rivière et de la route de Bandagadi à Kirlsindi. Elle suit alors le thalweg de la Volta jusqu'à son intersection par le 9° degré de latitude nord, conformément à la convention de 1889.

Ce sont précisément les points que le capitaine Lang, délégué de l'Angleterre, contestait, que le traité de 1893 a sanctionnés en faveur de la France.

Du côté de la république de Libéria, une convention passée avec cet État le 8 décembre 1892 nous assura le bassin entier du haut Niger et de ses affluents. C'est le Cavally, qui, dans une grande partie de son cours, marque la frontière entre la Côte d'Ivoire et la république de Libéria.

Missions Braulot et Marchand. — Le lieutenant Braulot, un des compagnons de Binger, se séparant de la mission à Kong, avait visité Bouna, puis il avait traversé le pays des Pakhallas et la partie occi-

dentale du Barabo (dépendant de Bondoukou) pour regagner la côte par la rive gauche de la Komoé (1892).

En 1893, il reçut une nouvelle mission qui lui permit de relier entre eux les itinéraires tracés par Treich-Laplène et les capitaines Binger et Ménard. Au mois de juin, il arriva à Ouandarama, à la frontière méridionale du pays de Kong; quelques jours après, il était à Kong, partout bien accueilli par les chefs indigènes. De Kong, il se dirigea sur le Barabo; il y visita les colonies musulmanes de Yoraboudi, Sanguehui et Bandagadi; d'après lui, ces musulmans ne sont pas fanatiques, et leur goût pour le commerce en pourrait faire de précieux auxiliaires pour nous.

Parvenu à Bondoukou, Braulot obtint du chef de ce pays l'envoi d'une députation au gouverneur de la Côte d'Ivoire. Il se proposait de regagner la côte par le Dahomey, mais la situation politique du pays ne le lui permit pas. Par Zaranou et Yacassé, il atteignit Bettié, puis Grand-Bassam. Il rapportait 250 kilomètres d'itinéraires nouveaux.

Le capitaine Marchand compléta, dans l'hinterland de la Côte d'Ivoire, l'étude des voies de pénétration vers le Niger. Ayant été résident près de Tiéba, en 1891, il avait exploré une partie des pays dépendant de ce chef et recueilli de nombreuses informations sur les régions voisines. Ses observations l'avaient induit à penser que le Bani-Bagoé, affluent de la rive droite du Niger, pourrait être relié par une route assez courte au Cavally, qui descend vers le golfe de Guinée. Le sous-secrétaire d'État des Colonies lui confia le soin de vérifier l'exactitude de cette hypothèse et, d'une manière générale, d'étudier la route de pénétration qui de la Côte d'Ivoire pourrait conduire au Soudan. Il arriva à Grand-Bassam, au commencement de 1893, avec le capitaine Manet. Il lui fallut d'abord soumettre les gens de Tiassalé, qui lui avaient refusé le passage; s'étant emparé de cette ville, il y établit un poste. Pendant qu'il reconnaissait les rives du Bandama, au-dessus de la ville, il chargea son second de remonter le fleuve jusqu'à Eliessou; mais le capitaine Manet fut malheureusement noyé dans un rapide de ce fleuve. Marchand pénétra alors dans le Baoulé; il trouva à Singonobo la limite nord de la forêt équatoriale et arriva le 11 novembre à Bouaké. Après s'être avancé dans la direction de Sakala, il dut revenir pour ne pas tomber entre les mains des bandes de Sekou-Ba, le meurtrier du capitaine Ménard. Vers l'est, il poussa une

Capitaine BRAULOT (1861-1897).

pointe jusqu'à Ouassadoukou, puis franchit le Zini et visita le pays de Sameni, où il fut bien reçu. Se dirigeant vers Tengrela (dans le bassin du Niger), il se proposa de relier son itinéraire aux levés qu'il avait faits dans le pays de Tiéba. Il y parvint le 12 février 1894, ayant constamment couru le risque d'être enlevé par les sofas de Samory.

Il reconnut que les sources du Bani-Bagoé n'étaient situées qu'à 200 kilomètres du point où le Cavally est navigable; il fallait donc renoncer à user du Cavally comme voie de pénétration. Mais Marchand en découvrit une plus courte et plus commode, le Bandama : entre le point où ce fleuve cesse d'être navigable et celui où le Bani-Bagoé le devient, il n'y a que 80 kilomètres, c'est donc par le Bandama, c'est-à-dire à travers le couloir du Baoulé, que Marchand songea à l'établissement d'une route d'accès vers le haut Niger.

Revenu à Sameni, le capitaine Marchand en partit le 17 mars pour Kong; par Satama-Soukoro, capitale du Diamala, il atteignit Guinso, puis Kong (mai), mais il n'y reçut pas le même accueil que Binger, et il dut organiser un marché pour subvenir aux besoins de la mission. Il parvint cependant à décider des caravanes de Dioulas à se diriger vers la côte par le Baoulé; dans cette région, la forêt tropicale, profonde généralement de 280 à 300 kilomètres, n'en a plus que 90, et cette éclaircie facilite les communications entre Kong et Tiassalé. Toute cette contrée, et particulièrement le Baoulé, est d'une richesse considérable. Marchand put amener jusqu'à Tiassalé une partie de la caravane des Dioulas, mais l'approche des gens de Samory le décida à aller prévenir de la situation le gouverneur de la Côte d'Ivoire et demander l'envoi de renforts. Après s'être entretenu avec le gouverneur Binger, il retourna dans le Baoulé, et, le 8 septembre, il fonda le poste de Kouadiokofi, qui devait servir de point d'appui à l'expédition projetée contre Samory. Il apprit bientôt que Sokola-Dioulassou était tombé aux mains de Samory.

Au point de vue géographique, le capitaine Marchand avait fait une exploration de plus de 4 000 kilomètres parcourus à pied dans une région en partie inconnue. Il avait reconnu la voie fluviale transnigérienne et ouvert une route de la côte aux pays diaoulas.

Le 25 septembre 1894, le capitaine Marchand était de retour à Grand-Bassam, où il trouva le lieutenant-colonel Monteil arrivant du Congo français. Il demanda et obtint de faire partie de la colonne qui allait être dirigée sur Kong sous le commandement de Monteil.

Marchand avait laissé à Kong son chef d'escorte Bailly, avec quelques tirailleurs. Mais celui-ci, peu en sûreté, dut laisser la ville et, après avoir longtemps erré, il succomba aux fatigues et à la maladie à Nasian.

En même temps que Marchand avait accompli ce voyage, deux explorateurs, Dautier et Moskovitz, avaient tenté de se rendre à Kong, pour y nouer des relations commerciales. Ils étaient partis de France en mars 1893. Dautier tomba malade au delà d'Attakrou, et Moskovitz parvint seul à Kong, le 17 mai 1894, mais exténué et sans ressources. Il fut secouru par le capitaine Marchand, mais il mourut au mois de juin. Dautier, rétabli, fut chargé de conduire un convoi de ravitaillement à la petite garnison de Kong.

La deuxième mission Monteil. — Chassé des rives du Niger par Borgnis-Desbordes, Archinard, Humbert et Bonnier, notre vieil ennemi Samory, almamy de Bissandougou, n'avait devant lui qu'une seule route ouverte, celle de la Côte d'Ivoire. Ses sofas, commandés par Sékou-Ba, s'efforcèrent, dès 1891, de lui conquérir les bassins côtiers qui s'étendent au sud du grand bassin du Niger ; ils occupèrent le haut Cavally, puis le Bandama ou Lahou. Le 4 février 1892, le capitaine Ménard tomba sous leurs coups dans la vallée du Bandama, près de Séguéla.

Le 4 août 1893, Samory s'empara de Sakala, et en juin 1894 il commença l'invasion du Tagouno, province de l'État de Kong. Le capitaine Marchand avait avisé le gouvernement des dangers qui menaçaient Kong, État placé sous le protectorat français et dont les chefs demandèrent des secours au capitaine Binger, gouverneur de la Côte d'Ivoire. Le gouvernement résolut d'agir, l'établissement de Samory dans l'hinterland de la Côte d'Ivoire pouvant nous fermer de ce côté l'accès du Soudan.

Le lieutenant-colonel Monteil, qui devait d'abord conduire une colonne dans le haut Oubangui, avait été rappelé à la suite de l'accord franco-congolais du 14 août 1894, qui rendait inutile l'expédition projetée. Revenu à Grand-Bassam, il fut chargé de diriger les opérations contre Samory. Mais on ne lui donna que des troupes insuffisantes, à peine un millier d'hommes, et avec cela il avait pour mission de réduire Samory à traiter de gré ou de force.

Le lieutenant-colonel Monteil choisit, pour pénétrer dans le pays de Kong, la route du Bandama et de ses affluents de gauche que le capitaine Marchand avait jalonnée de postes : Tiassalé, Toumodi, Kouadiokofi.

La colonne eut à réprimer, tout d'abord, dans la zone côtière, une révolte des indigènes de l'Akapless. Puis, en sortant de la forêt, un peu au nord de Singonobo, la colonne trouva le Baoulé soulevé par les bandes de Samory ; il fallut six semaines de lutte pour soumettre ce pays. Monteil laissa des détachements dans les postes, et, avec une colonne volante, se dirigea sur Kong. En février 1895 il arriva à Kouadiokofi.

A ce moment, Samory, se mettant à la tête des sofas de Sékou-Ba, envahit le Djimini et le Diamala. Il avait mis le temps à profit pour faire sa paix avec le fama de Sikasso, Ba-Bemba, fils et successeur de notre allié Tiéba, celui-là même que le lieutenant-colonel Bonnier avait naguère protégé contre les bandes de Samory.

La marche de la colonne se poursuivait dans les conditions les plus difficiles, en raison des obstacles du terrain, du manque de porteurs, de la rareté des vivres, de l'absence de tout interprète. La colonne arriva, le 28 février 1895, à Satama-Soukoro, où elle apprit que l'ennemi occupait les lignes Sakala, Sokola-Dioulassou et Dabakala. Le capitaine Marchand, envoyé en avant-garde, se rencontra le 3 mars avec les sofas, et des combats leur furent livrés presque chaque jour. L'almamy engagea alors des négociations, au cours desquelles il demanda le pays de Kong, puis avisa brusquement, le 13 mars, le chef de l'expédition française, qu'il ne voulait pas traiter et qu'il allait recommencer la lutte. Le 14, au matin, Monteil, menacé par les bandes ennemies, se précipita contre elles ; il fut blessé au genou au village de Sabala. Pendant quelques jours encore

on se battit sans qu'aucune action décisive fût permise à la colonne, réduite à 280 hommes. Monteil revint à Satama pour y construire un blockhaus où il attendrait du renfort : il y trouva, le 18 mars, une dépêche du ministre des Colonies mettant fin à son commandement et le rappelant en France.

Monteil avait fait preuve, dans cette campagne, de beaucoup d'énergie. Si le but de l'expédition n'avait pas été atteint, la faute en était à l'insuffisance de l'effectif ; cette troupe trop faible, obligée de garder ses communications en arrière, ne pouvait plus, une fois l'ennemi atteint, mettre en ligne qu'un nombre dérisoire de combattants.

Tentatives de négociations avec Samory, massacre de la mission Braulot. — Le commandant Caudrelier, qui remplaça le lieutenant-colonel Monteil, dut se borner à un rôle purement défensif. Samory ne l'attaqua d'ailleurs pas.

En septembre 1895, Samory, ayant passé la Komoé, entra dans le Bondoukou. Les États de l'almamy comprenaient alors tout le pays situé entre le cours supérieur du Bagoé, Bouna, le Bondoukou, Satama, Bouaké et Sakala, et, par conséquent, les provinces diaoulas du Djimini, du Diamala et de Kong.

En 1896, il avait envoyé des émissaires à la côte ; cependant, se trouvant alors à Kouronza, sur la Komoé, il refusa une entrevue au capitaine Braulot et prouva ainsi que son désir de faire sa soumission était des plus douteux.

L'année suivante Samory, après s'être rencontré avec les forces anglaises envoyées contre lui de Gold-Coast, se replia sur notre territoire et occupa certains districts du Lobi, sur la rive droite de la Volta où nous avions des postes. Il fit dire alors au commandant Caudrelier qu'il désirait vivre en paix avec nous, et il proposa d'évacuer les districts du Lobi où ses bandes avaient pénétré. Samory ayant paru prendre l'engagement de faire cesser l'occupation de Bouna, le capitaine Braulot fut envoyé pour prendre possession de cette ville.

Cet officier quitta, vers le 10 août 1897, avec le lieutenant Bunas, le sergent Myskiewicz et quatre-vingt-dix-sept hommes, le village de Lokhoso, où le commandant Caudrelier avait fait installer un poste intermédiaire entre Diebougou et Bouna. Arrivé le 16 août devant Bouna, au lieu de trouver la ville évacuée par les sofas de Samory, il y vit installé Sliman ou Suleyman, un chef de bande. Le capitaine Braulot, ayant l'ordre formel de ne pas engager d'action, parla. Suleyman refusa de livrer, sans un ordre de Samory, Bouna, qu'il était chargé de garder. Le capitaine dut s'en retourner.

Le 18 août, son avant-garde tomba tout d'un coup sur les têtes des bandes de Sarakeny-Mory, le fils de Samory. Celui-ci affirma à Braulot qu'il y avait eu méprise, qu'il apportait à Suleyman l'ordre d'évacuer Bouna et que, si le capitaine voulait venir avec lui, il l'installerait dans cette ville. Braulot accepta.

On fut en vue de Bouna le 20 au matin. Le capitaine était en tête avec Sarakeny, quand soudain quelques coups de feu se firent entendre. Le

lieutenant Bunas et le sergent tombèrent. Les sofas, d'abord à l'arrière, s'étaient peu à peu rapprochés pendant la marche des deux côtés du détachement ; ce mouvement avait été sans doute prémédité, car aux premiers coups de feu ils se jetèrent à cinq ou six sur chaque tirailleur,

Exploration de la Côte d'Ivoire.

qu'ils attaquèrent à coups de sabre. Il en survécut cinquante-cinq, qui revinrent à Lokhoso. Aucun d'eux n'avait vu tomber Braulot, qui était en avant de la colonne; mais on acquit vite la certitude qu'il avait été tué.

En même temps que succombait la mission Braulot, M. Bonhoure était à Satama-Soukoro, attendant Samory pour tenter des négociations

avec lui. Il y avait appris que trois Européens avaient été massacrés à Bouna par une troupe de sofas, mais on lui avait dit que les victimes étaient des Anglais, ce qui lui avait fait croire que Samory continuait ses hostilités contre l'Angleterre; M. Bonhoure quitta Satama-Soukoro le 18 février. L'almamy rentra presque aussitôt après dans sa capitale, Dabakala. MM. Nebout et Le Filliâtre, administrateurs coloniaux, y arrivèrent le 2 octobre.

La mission de M. Nebout avait pour objet d'essayer d'établir un contact pacifique entre Samory et nous, et d'occuper Bondoukou et Bouna, afin de gagner les territoires situés au nord du 9^e parallèle, d'atteindre Oua et de relier par une chaîne continue de postes la Côte d'Ivoire au Soudan français. Mais l'almamy, étant un nomade à qui il fallait de l'espace pour vivre, ne voulut point admettre le cantonnement de ses sofas dans un cercle limité par nous. Il fit d'ailleurs un excellent accueil aux membres de la mission, renouvela son vif désir de vivre en paix avec nous et exprima ses regrets pour l'attaque de la colonne Braulot, disant qu'il était resté étranger à cette malheureuse affaire.

Pendant ce temps les Anglais, redoutant sans doute une invasion des sofas de Samory à la suite du désastre d'une de leurs missions conduite par le lieutenant Henderson, envoyèrent différents corps de troupes sur la région nord-ouest de l'hinterland de leur colonie. C'est alors qu'ils firent occuper, le 17 novembre, Bouna, où le capitaine Baud était passé en 1893 et où le capitaine Braulot n'avait pas pu entrer. Ils installèrent ensuite des troupes à Bondoukou, mais cette occupation était contraire à la convention du 12 juillet 1893, et le gouvernement anglais donna des ordres aux autorités de la Côte d'Or pour l'évacuation de cette ville.

Pour empêcher Samory de rentrer à Bondoukou, M. Clozel fut chargé d'aller l'occuper. A la fin de novembre 1897, il quitta le poste d'Assikasso, dans le bassin de la Komoé, à 220 kilomètres de Grand-Bassam, accompagné de M. Lamblin, commis aux affaires indigènes, et de vingt-cinq miliciens. Il entra le 3 décembre à Bondoukou; il constata que cette ville était loin de la prospérité où l'avait trouvée Binger et qu'elle avait été dévastée par les bandes de Samory.

En même temps, la colonne du commandant Caudrelier, qui depuis quelques semaines avait envoyé un détachement à une petite distance de Bouna, poursuivait ses opérations, et bientôt elle procéda à l'occupation définitive de Kong.

Explorations dans l'hinterland de la Côte d'Ivoire.

La mission Blondiaux. — Si les affaires avec Samory avaient amené nos officiers et nos administrateurs à pénétrer dans l'hinterland de la partie orientale de la Côte d'Ivoire, au contraire, du côté de la république de Libéria, c'est-à-dire vers l'ouest, l'hinterland était encore très incomplètement exploré. En 1893, l'administrateur Pobéguin avait étudié les parties navigables des fleuves qui descendent vers la Côte d'Ivoire de Grand-Lahou à la frontière de Libéria; mais la région des hauts bassins du Bandama, du Sassandra et du Cavally était presque inconnue. Deux obstacles rendaient le passage difficile dans cette zone : d'une part, la grande forêt qui forme une barrière entre la région côtière

et l'intérieur de la boucle; d'autre part, la présence de populations sauvages qui s'opposent à toute pénétration sur leurs territoires.

Le capitaine Marchand avait pu, il est vrai, traverser, en 1894, sans être attaqué, les immenses forêts qu'habitent les Gouros et où personne n'avait pénétré avant lui. MM. Joseph Eysséric et F. Coroyé furent moins heureux en 1897.

Le but principal de la mission de M. Eysséric était de traverser la région complètement inconnue située entre le Bandama et le Cavally, puis de revenir à la côte en suivant ce dernier fleuve.

Partis de Grand-Lahou, les voyageurs remontèrent le Bandama en pirogue jusqu'à Tiassalé, puis gagnèrent Toumodi. Le 10 janvier 1897, ils pénétrèrent dans le pays des Gouros à travers des obstacles de toute nature. La mission s'aboucha avec le chef gouro de Zangué, Kouassi, et parvint à reconnaître le cours du Bandama rouge. Mais ce chef ayant empêché M. Eysséric de se porter vers l'ouest, le voyageur dut se diriger vers le nord pour essayer de trouver un passage du côté de Tombo.

Arrivée à mi-route du fleuve Cavally, la mission fut attaquée à Elengué chez les Gouros. MM. Eysséric et Coroyé parvinrent à tenir les indigènes en respect, mais ils restèrent leurs prisonniers. Mis en liberté, ils durent revenir en arrière, la route du Cavally leur étant entièrement fermée, et gagnèrent Kouadiokofi. Ces incidents empêchèrent M. Eysséric d'exécuter tout le programme de sa mission; néanmoins, il avait pu explorer une région jusqu'ici inconnue sur une étendue de 300 kilomètres.

La mission dressa une carte à l'échelle de 1/80000. Elle fit des observations astronomiques, magnétiques, météorologiques, géologiques; elle rapporta de nombreuses données anthropométriques et ethnographiques, et étudia particulièrement les Gouros.

M. Eysséric reconnut que la forêt dense occupe dans le bassin du Bandama une zone moins profonde que dans le bassin de la Komoé, à l'est, et dans les bassins du Sassandra et du Cavally, à l'ouest.

Lieutenant BLONDIAUX, né en 1867.

Phot. G. Caron.

Le pays compris entre les branches des deux Bandama doit attirer particulièrement l'attention par sa fertilité, sa richesse aurifère et le caractère de ses habitants. Les Yo-Ourès, qui forment la population du pays, sont plus civilisés que les Gouros; ils ont une allure pacifique et paraissent disposés à accepter la tutelle des blancs.

Pendant que M. Eysséric essayait de remonter le Bandama, M. Ed. Hostains, administrateur colonial, avait voulu renouveler de précédentes tentatives faites par M. Pobéguin et pénétrer vers le haut Cavally. Parti de l'embouchure de ce fleuve le 13 février 1897, il le laissa à Guipola pour en explorer la rive droite et s'avança à travers la forêt jusqu'à Matoua, mais il fut rappelé à la côte par une révolte des Tépos, qui avaient attaqué le poste de Tabou.

La même année, le colonel de Trentinian, lieutenant-gouverneur du Soudan français, avait chargé le lieutenant Blondiaux, de l'infanterie de marine, de faire une exploration du Soudan aux pays qui forment l'hinterland de la Côte d'Ivoire. Ce voyage a fourni des renseignements tout à fait nouveaux sur l'hydrographie de cette région.

M. Blondiaux partit de Beyla, dernier poste sud du Soudan, le 6 février 1897, et se dirigea vers le Mahou pour étudier le cours du FéréDougouba. Le 24 février, la mission fit étape à Dabala, sur ce fleuve, à 5 kilomètres de son confluent avec le Tien-Bâ. Se dirigeant toujours vers l'est, M. Blondiaux arriva le 27 février à Kani, dans le Nigoui, et le 2 mars à Sakala, dans le Ouerodougou. Le 7 mars, il était à Kourousoudougou, dans le Ténindiéri. Ayant ainsi relié par un itinéraire le poste de Beyla avec la région explorée par M. le capitaine Marchand, la mission revint sur ses pas; il était dangereux autant qu'inutile de pousser plus loin.

M. Blondiaux revint en arrière, mais suivit une route plus au nord par Baféléto, où vivent des Bambaras indépendants, Guibourouso, village brûlé par Samory, et Sokoro. Ayant traversé le Tien-Bâ, puis le Boa, la mission arriva à Koro, qui avait été visité par la colonne du colonel Combes en 1893, puis par le capitaine Vuilleminot en 1896.

De Koro, elle se dirigea vers le sud. Le 28 mars, elle arriva à Gouentégoula, après avoir traversé le FéréDougouba. Le 1^{er} avril, elle était à Dootou, village habité par des musulmans, à 2 kilomètres et demi du confluent du Bafing et du FéréDougouba ou Bagoé.

D'après les renseignements que put obtenir M. Blondiaux, rapprochés de ceux qu'avait précédemment recueillis M. Pobéguin, on peut admettre d'une façon presque certaine que le FéréDougouba n'est autre que le Sassandra ou rivière Saint-André.

Le 4 avril, la mission se mit en route pour Séguéla, où M. Blondiaux chercha à se renseigner sur la mort du capitaine Ménard. La mission tenta vainement ensuite de pénétrer chez les Lô, peuple guerrier qui ne s'est jamais laissé entamer ni par les anciennes invasions ni par Samory, et dont quelques tribus sont, paraît-il, anthropophages.

N'ayant pu couper le FéréDougouba, au sud de son confluent avec le Bafing, par le pays des Lô, M. Blondiaux essaya de l'atteindre par celui des Ouobés, mais ceux-ci ne le laissèrent pas davantage passer. Longeant

alors le pays ouobé, il se dirigea vers l'ouest pour faire une nouvelle tentative de pénétration par le pays des N'Guéré, peuplade anthropophage ; mais là encore, il vit que le passage lui serait refusé.

M. Blondiaux put du moins obtenir dans cette partie de son voyage des renseignements sur l'une des rivières qui forment le Cavally, le Diougou. De N'Zo la mission se dirigea vers le nord pour rentrer au Soudan.

C'est aussi en voulant traverser les pays compris entre le sud du Soudan et la région qui borde la Côte d'Ivoire que deux explorateurs français, MM. Adrien Pauly et Georges Bailly Forfillère, trouvèrent la mort. Partis de Konakry à la fin de décembre 1897, ils avaient projeté de passer au nord de la colonie anglaise de Sierra-Leone et de traverser l'arrière-pays nord de la république de Libéria, contrée inconnue et peuplée de tribus guerrières et indépendantes. Ils comptaient gagner de là le Cavally, puis Grand-Bassam. Mais au delà de Kissidougou, ils entrèrent dans une région agitée, et ils furent massacrés le 16 mai 1898, à Zolou, entre les rivières Loffa et Saint-Paul, dans la partie nord de la république de Libéria.

François CLOZEL, né en 1860.

Phot. Clerc.

Troubles dans l'Indénié.

— Dans l'Indénié, près de la frontière anglaise, l'administrateur Clozel eut à réprimer des troubles assez graves.

En avril 1898, de nombreuses bandes armées venant de la colonie anglaise de la Côte d'Or firent irruption sur notre territoire ; elles étaient commandées par Adjabo, ancien dignitaire de Coumassie, et portaient le pavillon anglais.

Adjabo et ses contingents vinrent mettre le siège devant Assikasso, où se trouvaient MM. Le Filliâtre, administrateur dans l'Indénié, et de Chalret du Rieu, avec une quinzaine de miliciens et peu de vivres.

A cette nouvelle, M. Clozel, administrateur de la haute Komoé, partit

de Grand-Bassam avec une troupe de miliciens. Le 9 mai, la petite troupe essaya, dans un combat sous bois, de dégager les assiégés d'Assikasso, mais la disproportion des forces était telle que M. Clozel, blessé et ayant perdu un tiers de son effectif, dut revenir en arrière à Yakassé. Une nouvelle tentative pour débloquer Assikasso, faite avec des renforts envoyés de Grand-Bassam, échoua comme la première. M. Lamblin, qui commandait à Bondoukou, put heureusement ravitailler Assikasso.

Les sujets anglais continuaient toujours à envahir notre territoire. Ils furent bientôt au nombre de six mille et, le 9 juin, une de leurs bandes vint menacer Zaranou, sur la route de Grand-Bassam, à 130 kilomètres environ de la mer.

M. Clozel et ses miliciens purent contenir tant bien que mal les indigènes anglais; mais la situation ne se modifia que par l'entrée en ligne d'un détachement de tirailleurs sénégalais, commandé par le sous-lieutenant Laïrle: Assikasso fut débloqué le 3 juillet, après trois jours de combat. MM. Le Filliâtre et de Chalret avaient été bloqués durant soixante-trois jours par deux à trois mille Achantis. Le calme ne revint que grâce à la présence de deux cents tirailleurs sénégalais sur la frontière.

Dernières opérations contre Samory, sa capture.

— Samory ne paraissait pas disposé à traiter avec nous; aussi le commandant Caudrelier dut-il continuer à faire surveiller les mouvements de l'almamy.

Les lieutenants Demars et Méchet, partis le 21 janvier 1898 de notre dernier poste sur la Komoé, allaient en reconnaissance du côté de Kong, quand ils apprirent que la ville n'était occupée que par quelques sofas et mal gardée. Ils n'hésitèrent pas à l'attaquer, et ils s'y établirent sans rencontrer une grande résistance.

Mais Samory résolut de prendre sa revanche et il fit investir Kong du 12 au 27 février. La petite garnison que commandaient les lieutenants Demars et Méchet se défendit d'une façon héroïque.

Cependant le commandant Caudrelier, prévenu de cet investissement, quit'a hâtivement, le 24 février, le poste de Khomhokodianirikoro. Après deux attaques, sa colonne réussit à approcher de la ville. Il fallut un nouveau combat pour en dégager les abords, et enfin, dans l'après-midi du 27 février, la colonne put opérer sa jonction avec le détachement des lieutenants Demars et Méchet.

Bientôt la ville de Bobo-Dioulasso fut à son tour occupée.

Dès la prise de Sikasso par le colonel Audéoud (1^{er} mai 1898), le commandant Pineau reçut la mission de ravitailler la petite garnison de Kong. Le 12 mai, le capitaine Benoît fut dirigé sur Kong, et, peu de jours après, le commandant Pineau se porta vers Tiémou, à l'ouest de Kong. Quand Samory apprit la marche de nos troupes, il donna l'ordre de battre en retraite vers l'ouest. Le 2 juin, le commandant Pineau s'installa à Tiémou, et, dans la nuit, il surprit une des colonnes de Samory, qu'il mit en déroute; le 8 juin, il arriva à Kong, ville devant laquelle Moktari, fils de Samory, avait déjà abandonné ses positions. Vers la fin de juillet,

Samory, ayant franchi le Bandama et le Sassandra, conduisit ses bandes et ses captifs jusque dans l'interland de Libéria, se rapprochant ainsi

SAMORY, captif à Kayes.

des vallées du haut Niger, berceau de sa puissance, et d'où il avait tiré la plupart de ses soldats.

Mais, en échappant aux colonnes du commandant Pineau, Samory alla se heurter à celles du commandant de Lartigue, qui commandait le

Soudan méridional. Vers le 20 juin 1898, Samory était sur les bords du Sassandra avec tout son monde. Le commandant de Lartigue, sachant qu'il avait passé le fleuve, se porta vers le Bafing ou Gouan, une des branches maîtresses du Sassandra, et, le 20 juillet, atteignit à Doué une bande de quatre mille hommes armés, dont mille avec des fusils à tir rapide. Après un combat qui dura douze heures, plus de trois cents sofas restèrent sur le terrain. Mais, en raison des forces de l'ennemi, M. de

Le capitaine Henri GOURAUD, né en 1867.

Lartigue dut se replier vers le poste de Touba, au nord. Au village de N'Gaoué, au nord de Doué, les sofas furent de nouveau battus et abandonnèrent la poursuite. Samory s'établit alors à Toungaradougou, à une cinquantaine de kilomètres de N'Zo.

Le commandant de Lartigue, qui avait concentré ses renforts au poste de Beyla, put assez facilement surveiller, par quelques petites colonnes légères, les mouvements des bandes de Samory.

Une de ces colonnes, commandée par le lieutenant Wœlfel, des tirailleurs soudanais, s'avança assez loin au sud de N'Zo pour surprendre, le 9 septembre, une bande de sofas au moment où elle passait le Cavally, à Tiaféso. Le lieutenant

Wœlfel les rejeta dans un marigot profond et obtint leur soumission après un combat acharné.

Le capitaine Gaden, venu de Beyla, rejoignit le 11 septembre le lieutenant Wœlfel, et leurs forces réunies continuèrent à recevoir la soumission des bandes qui erraient vers le haut Cavally.

Samory, effrayé, s'enfuit précipitamment vers l'est avec le reste de ses bandes et se relira de nouveau dans les montagnes au sud de Doué, où il se croyait à l'abri de toute tentative. La démoralisation commençait à gagner ses sofas, les désertions devenaient plus nombreuses. Le commandant de Lartigue voulut tenter un grand coup.

Il confia au capitaine Gouraud, assisté du capitaine Gaden, des lieu-

tenants Mangin et Jacquin, du Dr Boyé et des sergents Maire, Bratières et Lafon, le commandement d'un détachement de deux cent dix tirailleurs aguerris. La mission assignée au capitaine Gouraud était d'attaquer et de poursuivre les bandes de Samory partout où il les rencontrerait. Le commandant de Lartigue se réservait d'intervenir au besoin.

Le 24 septembre, le détachement, se dirigeant vers l'est, quitta N'Zo et entra aussitôt dans la forêt, où la marche fut très pénible. Les sentiers suivis par les bandes fugitives étaient remplis de cadavres en putréfaction. En beaucoup d'endroits, malgré le grand nombre des ruisseaux, il fut difficile de trouver de l'eau potable. En débouchant de la forêt, la colonne aperçut, à 2 ou 3 kilomètres, les fumées du camp de Samory.

Le capitaine Gouraud lança alors le lieutenant Jacquin au pas de course sur le campement. Cet officier traversa en courant le village des femmes et tomba sur Samory, qui lisait le Coran devant sa case. L'almamy fut tellement saisi qu'il ne prit pas le temps de ramasser une arme chargée : il s'enfuit à toutes jambes et, épuisé bientôt, tomba aux mains du sergent Bratières. Il demanda aux tirailleurs de le tuer, mais le lieutenant Jacquin le ramena à sa case. Les sofas commençaient à prendre les armes, et la situation aurait pu devenir critique; mais Samory leur fit signe de ne pas tirer, et sa capture mit fin à toute tentative de résistance. Le capitaine Gouraud envoya alors chercher les chefs des sofas, qui arrivèrent peu à peu faire leur soumission.

Le 1^{er} octobre, la petite colonne du capitaine Gouraud se mit en route avec Samory, sa smala et ses chefs, et rentra à Beyla. Notre vieil ennemi fut exilé au Congo, où il mourut le 2 juin 1900.

Les missions Hostains-d'Ollone et Woelffel-Mangin, la jonction de la Côte d'Ivoire et du Soudan. — Plusieurs explorateurs, le lieutenant Blondiaux, MM. Eysséric et Coroyé, MM. Pauly et Bailly-Forfilière avaient vainement essayé, on l'a vu, de passer du Soudan à la Côte d'Ivoire ou réciproquement, en traversant les hauts bassins du Bandama, du Sassandra ou du Cavally. A son tour M. l'administrateur Hostains, après sa première tentative infructueuse faite par le Cavally en 1897, recommença en 1899, et, cette fois, avec un plein succès.

Accompagné du lieutenant d'Ollone et de M. Fabre, M. Hostains partit de Béréby, afin d'éviter le territoire des Tépos, au commencement de 1899, et suivit le couloir qui sépare les Tépos du Cavally des Tigbés du San Pedro. En juillet, la mission arriva au confluent du Douo, branche orientale du Cavally et de la rivière Hana, et y construisit le fort Binger, à environ 160 kilomètres de la côte. Là, elle prépara sa marche à travers la région dangereuse qui s'étend jusqu'à N'Zo.

La mission maintint son itinéraire sur la rive droite du Douobé, qui, avec le Douo, forme le Cavally. Elle franchit le Douobé, continua vers le nord, à travers la grande forêt, dans le pays des Boos, des Booniaos et des Vayas; mais là, abandonnée de ses guides et d'une partie de ses porteurs, elle eut à subir des combats incessants et, en outre, elle se vit

plusieurs fois barrer la route par des marais bourbeux. Enfin, le 7 décembre, elle arriva à N'Zo, et peu après elle rejoignit à Beyla la mission Wœlffel.

Les lieutenants Wœlffel et Mangin avaient été chargés de leur côté, après la défaite de Samory, de pénétrer à travers les populations encore inconnues qui vivent entre le Soudan et la Côte d'Ivoire et de se porter à la rencontre de la mission Hostains-d'Ollone. Partis en mars 1899, ils arrivèrent à N'Zo, durent se séparer, se réunirent de nouveau à Man, sur le Zo, et livrèrent des combats tous les jours du 9 au 20 mai. Le lieutenant Mangin fut blessé deux fois.

Le 17 juin, les deux officiers se mirent en route pour Logualé, mais ils durent se replier sur Guékangoui. Arrivés aux bords du Zo, ils eurent encore à se frayer la route les armes à la main, et le lieutenant Mangin fut de nouveau grièvement blessé. A la fin d'août, la mission installa un poste à Nouantogloui et chercha à se mettre en relation avec la mission Hostains-d'Ollone, dont elle avait appris l'arrivée au confluent du Douo et de l'Hana.

A ce moment, les deux missions reçurent l'ordre de suspendre leur marche en avant. Cet ordre n'étant pas parvenu à MM. Hostains et d'Ollone, ceux-ci continuèrent à se diriger vers le nord, et c'est ainsi qu'ils purent arriver le 14 décembre 1899 à Beyla (poste compris actuellement dans la Guinée), d'où M. Mangin était parti peu de jours auparavant, et où M. Wœlffel vint, de Touba, les rejoindre quatre jours plus tard (1).

Gustave REGELSPERGER.

Convention franco-anglaise du 14 juin 1898. — Du côté de la côte d'Ivoire, la convention franco-anglaise du 14 juin 1898 nous donna comme frontière le cours de la Volta jusqu'au 11° parallèle, complétant ainsi l'arrangement du 12 juillet 1893 qui ne l'avait déterminée que jusqu'au 9° degré de latitude nord (V. page 178). Les Anglais conservèrent Oua, mais durent évacuer Bouna.

La délimitation de la frontière de la Volta fut faite en 1900 par une mission ayant à sa tête le capitaine d'infanterie de marine Peltier comme commissaire anglais.

La mission Houdaille. — La capture de Samory permit à l'administration de se consacrer désormais au développement économique de ses possessions de l'Afrique occidentale. En ce qui touche la Côte d'Ivoire, elle se préoccupa de créer une voie de pénétration pouvant donner à cette colonie tout son essor.

Une mission d'études fut constituée, ayant à sa tête le capitaine du génie Houdaille, qui arriva à Grand-Bassam le 16 décembre 1898. Sa tâche consistait dans la recherche d'un emplacement convenable pour un port et dans le choix du meilleur tracé à donner à une voie dirigée vers Kong. Le Morédou, le Baoulé et le Bettié furent parcourus, les vallées du Bandama, du Zini ou N'Zi, de la Komoé, furent explorées.

L'ADMINISTRATION

Régime légal (V. pp. 1-11). — Le décret du 17 octobre 1899 (V. p. 519), dont nous avons déjà étudié les dispositions, a rattaché définitivement la colonie de la Côte d'Ivoire au gouvernement général de l'Afrique occidentale française. La nature du lien politique qui a consacré cette réunion ayant été définie, il reste à exposer les conditions particulières dans lesquelles la Côte d'Ivoire est gouvernée et administrée à l'intérieur. Cet exposé sera d'autant plus bref que, d'une part, la plupart des lois, décrets, et règlements qui régissent le Sénégal s'appliquent également aux autres possessions françaises de la côte occidentale d'Afrique, et que, d'autre part, la constitution politique et administrative de la Côte d'Ivoire et celle de la Guinée, instituées toutes les deux par les mêmes actes organiques du pouvoir central, ont entre elles les plus étroites similitudes.

Représentation au conseil supérieur (V. pp. 12-14). — La colonie de la Côte d'Ivoire est représentée au conseil supérieur des colonies par un délégué élu.

Organisation politique et administrative (Voir pp. 16-28). — Comme pour la Guinée, c'est le décret du 10 mars 1893 qui a constitué la Côte d'Ivoire en colonie autonome, et qui, en se référant au décret du 17 décembre 1891, a fixé les bases de son organisation.

Gouverneur, secrétaire général, conseil d'administration, administrateurs et agents du cadre des affaires indigènes, nous retrouvons ici les organismes que nous avons vus fonctionner successivement au Sénégal et à la Guinée. Les pouvoirs du gouverneur, du secrétaire général et des administrateurs, le rôle du conseil d'administration sont exactement les mêmes que dans cette dernière colonie.

Il convient de noter cependant que le gouverneur a des obligations spéciales en tant que représentant du gouvernement français auprès de la République de Libéria. Dans la pratique, il délègue, en l'espèce, ses pouvoirs à un administrateur des colonies, du cadre local, qui réside à Monrovia, où il fait fonctions de vice-consul de France.

La colonie se divise en onze circonscriptions administratives ou cercles : Assinie, Grand-Bassam, Dabou, Grand-Lahou, Sassandra, San-Pedro, Bereby, Tabou, Baoulé, Indénié et Bondoukou. Seize administrateurs des colonies et vingt et un agents des affaires indigènes sont chargés de l'administration de ces diverses circonscriptions.

La justice (V. pp. 32-44). — Le régime judiciaire est déterminé par le décret du 6 août 1901, dont on trouvera l'exposé au chapitre GUINÉE. Il suffira de rappeler qu'un tribunal de première instance est établi au

chef-lieu, ainsi qu'une cour criminelle, que des cours criminelles spéciales connaissent en outre de certains crimes des indigènes, et que les juridictions indigènes sont maintenues : sauf en matière criminelle (V. p. 667).

Instruction publique. Cultes (V. pp. 45-47). — Il existe à la Côte d'Ivoire huit écoles primaires, dirigées par les religieux de la congrégation des Missions africaines de Lyon. Les principales ont été ouvertes à Grand-Bassam, Assinie, Jacqueville, Mossou, Memni et Dabou. Elles sont subventionnées par le budget local, qui alloue en outre des suppléments aux fonctionnaires des affaires indigènes, chargés des écoles dans les postes.

Grand-Bassam est constitué en paroisse.

Régime financier (V. pp. 48-51). — Le budget local ne reçoit aucune subvention de la métropole. Les recettes sont réparties en deux chapitres : 1° contributions indirectes (taxes de consommation, droit de sortie sur les bois, amendes et confiscations), et 2° produits divers (postes et télégraphes, enregistrement et greffe, contribution des patentes frappant tous ceux qui se livrent à un commerce de colportage). Les dépenses sont réparties en douze chapitres.

En 1900, la colonie a contracté un emprunt de 850 000 francs pour la constitution du nouveau chef-lieu (Bingerville) et les premières études d'un port à construire à Petit-Bassam.

Armée (V. pp. 125-139). — Quatre compagnies de tirailleurs soudanais environ sont stationnées dans la colonie et plus particulièrement dans le cercle du Baoulé.

Sous les ordres d'un garde principal et d'un adjudant, deux cents miliciens assurent la sécurité dans les cercles.

Louis DESBORDES.

LA MISE EN VALEUR

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Cultures et plantations de la côte. Main-d'œuvre indigène. — L'effort de la colonisation et du commerce n'a guère porté encore que sur la région la plus voisine de la mer ; on a, jusqu'ici, exploité le palmier à huile, très commun sur la côte, puis les plantes à caoutchouc et en dernier lieu l'acajou. Des particuliers et des sociétés ont commencé des plantations ; la colonie a créé pour aider ces tentatives un jardin d'essais à Dabou ; en cet endroit, soit que la forêt ait été anciennement défrichée, soit qu'un accident géologique en empêche la crois-

sance, une prairie de 10 000 hectares se développe immédiatement au bord des lagunes littorales ; l'emplacement était donc indiqué par la nature elle-même pour des expériences de culture et d'élevage : le café et le cacao réussissent particulièrement bien ; la plantation de café la plus ancienne est celle de la Compagnie de Kong, à Elima près d'Assinie ; une usine à décortiquer,

Le triage des ignames à Kong. — Phot. de M. Marcel Monnier.

trier et dépulper y est annexée. Quant à l'élevage, il n'est possible qu'aux environs immédiats de Dabou, où paissent deux mille bovidés. La race est petite et mauvaise laitière ; il ne paraît pas impossible pourtant de l'améliorer pour fournir en quantités convenables et suffisantes la viande et le lait dont la privation, sous ces climats, est si préjudiciable aux Européens.

L'obstacle principal à la mise en valeur de cette côte, qui est fertile et dotée de communications naturelles, réside dans la paresse des indigènes, qui cultivent tout juste pour leurs besoins un peu de maïs, de riz, de manioc et quelques bananiers ; seuls,

les Krous, qui habitent le littoral, vers la frontière de Libéria, s'engagent volontiers chez les Européens; mais ils font plus volontiers le service des paquebots et des pirogues que celui des plantations; les colons sont donc obligés d'engager des travailleurs du dehors, au Sénégal, à Sierra-Leone, à la Côte d'Or; les salaires, très élevés pour des noirs, montant à 2 francs par jour pour un simple manœuvre; l'emploi des Sierra-Leonais, élevés à l'anglaise, ne va pas sans inconvénients. Il faudrait combattre cette influence soit en attirant sur la Côte d'Ivoire des noirs sénégalais, ayant une pratique sommaire de notre langue et de nos usages, soit en ouvrant dans la colonie même quelques écoles professionnelles où nous formerions à notre gré des auxiliaires recrutés dans le pays.

La forêt. — La forêt est la région de la Côte d'Ivoire qui tient en réserve, sans travail du sol, le plus de richesses; l'extension totale en est connue aujourd'hui, mais bien peu d'itinéraires l'ont traversée de part en part; tout ce que l'on en sait démontre à la fois qu'elle est composée d'essences variées, dont plusieurs précieuses, comme l'acajou, mais aussi que, faute de routes et de moyens de transport, ces ressources sont presque inaccessibles encore; presque tous les bois communs pour usages locaux sont importés du dehors. La colonie doit donc pousser de pair les recherches scientifiques sur la forêt et les travaux publics destinés à en permettre l'exploitation. Pour le moment, elle n'a fait qu'attaquer les boisements de la lisière septentrionale des lagunes et ceux des vallées inférieures des cours d'eau; et déjà les résultats acquis sont considérables; l'exportation de l'acajou, qui atteignait à peine 4 000 tonnes en 1895, a dépassé 18 000 en 1897; on a observé en 1898 une décroissance qui ne se maintiendra probablement pas (12 000 tonnes), surtout si les travaux de voirie s'avancent vers des districts encore intacts.

Les arbres ne sont pas ordinairement groupés par essences mais disséminés les uns au milieu des autres; de là l'obligation, onéreuse tant que le pays est mal frayé, de multiplier les chantiers et de les déplacer souvent. Dans l'état présent, la circulation à travers la forêt est des plus pénibles: il faut s'ouvrir un chemin à la hache parmi les lianes qui rampent sur le sol et les arbres tombés à terre; une humidité persistante, plus insupportable encore dans la pénombre des sous-bois, énerve l'organisme le plus robuste. M. Eysséric, qui a passé plusieurs semaines en pleine forêt, raconte que les observations astronomiques sont presque impossibles, même dans les clairières, tant est dense la

vapeur d'eau qui obscurcit le ciel. Les fleuves, coupés de cascades, ne peuvent offrir aucunes facilités à la navigation ; on ne s'en sert que pour le flottage des troncs et des billots ; en attendant le chemin de fer de pénétration, dont le tracé complet a été levé par la mission Houdaille (1899), des sentiers de caravanes, pour porteurs chargés d'environ 30 kilogrammes, ont été ouverts : à l'est de la colonie, d'Alépé sur la Kommoé à Assikasso et Bondoukou ; au centre, de Dabou à Thiassalé, Toumodi, et aux savanes du Baoulé ; à l'ouest enfin près de la frontière libérienne, un autre est en construction. Plus tard, une route parallèle à la côte doublera au nord la voie fluviale des lagunes.

L'établissement du chemin de fer sera le meilleur encouragement à l'industrie forestière ; déjà les études de la ligne ont été, pour les officiers d'é-

lite qui les ont poursuivies, l'occasion d'explorations de part et d'autre de la ligne projetée ; il a été reconnu que les plus beaux gisements de bois dur, acajou, palissandre... sont situés à une vingtaine de kilomètres des lagunes et des rivières, où « ils forment sur des plateaux d'une certaine étendue, de magnifiques futaies ». Le kolatier, dont le fruit est peu apprécié des naturels, mais très estimé des Sénégalais et Soudanais, est

Récolte des amandes de palme.

très répandu surtout au-dessous du 6^e degré de latitude nord; son bois, rose et dur, peut être utilisé en ébénisterie. Enfin les arbres et lianes à caoutchouc sont partout en abondance.

La tranchée ouverte à travers la forêt pour le passage du chemin de fer serait large de 100 mètres, afin d'éviter l'obstruction de la voie par la chute d'arbres géants (40 à 50 mètres de haut); elle serait longue de 300 kilomètres: on n'y recueillerait pas moins de 150 000 mètres cubes de bois équarri à vives arêtes. Si l'on ne veut brûler sur place cet énorme stock, il faudra l'amener à la côte en même temps que l'on construira le chemin de fer, et les entrepreneurs seront heureux de s'en débarrasser à bas prix; M. Houdaille voudrait que l'on profitât de cette circonstance pour faire connaître en France ces bois de la Côte d'Ivoire, dont nombre d'industries pourraient tirer parti (charpente, ébénisterie, pavage). Et ceci serait vrai aussi de la région occidentale de notre colonie, entre le Bandama et la Cavally.

Mais ici, plus encore qu'à la côte, la main d'œuvre indigène manque; les seules populations de la forêt, farouches et belliqueuses, sont généralement anthropophages; elles sont protégées par la nature contre toutes les incursions étrangères et vivent dans une sauvagerie toute primitive, ignorantes encore des nouveautés qui les pressent de toute part, réfractaires à toute pénétration; leurs armes sont des lances et des flèches, leur nourriture consiste en bananes et manioc, sans autre viande que celle d'animaux tués à la chasse et souvent la chair humaine. Il semble que ces tribus soient encore arrêtées aux plus bas degrés des types d'humanité; de longtemps, sans doute, la colonisation ne pourra trouver parmi elles que de très rares et médiocres auxiliaires; mieux vaudrait leur affecter certains territoires, analogues aux « réserves » de l'Amérique, et importer des travailleurs du Soudan ou de la côte, en prenant garde toutefois que ces derniers, Sierra-Léonais ou Apolloniens d'Accra, ne soient pas surtout, en pays français, des agents commerciaux de l'Angleterre.

Les plateaux intérieurs; industrie minière; élevage.

— La partie de la forêt qui confine au Soudan, de même que les plateaux de Kong, est connue dès maintenant comme un pays minier où la latérite superficielle, trop pauvre en fer pour être exploitée, recouvre des gisements d'or; lorsque, en 1888, M. Binger traversa le premier la région de Kong, il y rencontra une société indigène presque policée; la ville de Kong, comptait de 12 000 à 15 000 habitants, musulmans, mais non fanatiques,

parmi lesquels l'usage de la poudre d'or, employée comme monnaie, était ordinaire; un grand marché s'y tenait régulièrement, où figuraient des articles européens importés de la côte; autour de la ville, le sol paraissait épuisé par une culture trop assidue, mais certaines industries locales subsistaient, filature et teinture de tissus, vannerie, ferronnerie. La poudre d'or était apportée du Sud, et dans certaines tribus des districts aurifères, les noirs en tournée d'achats ne circulaient pas sans une petite balance.

L'arrière-pays de la Côte d'Ivoire est donc naturellement riche; mais, peu de temps après le passage de M. Binger, il fut dévasté par les sofas de Samory, les populations, décimées ou réduites en esclavage, les industries abandonnées, les villages incendiés; nos dernières conquêtes sur Samory nous ont livré surtout des ruines à relever. Telle est pourtant la puissance de régénération de la paix, parmi les races prolifiques de ce Soudan méridional, que la prospérité renaîtra certainement très vite et que nous devons, sans plus tarder, procéder à un exact inventaire économique de ces districts occupés d'hier.

L'or n'a été encore recueilli que par des indigènes; nos voisins les Anglais, dans la colonie qui mérite son nom de Côte d'Or, ont fondé plusieurs compagnies minières. Sur notre territoire, les gisements principaux seraient ceux de Kokombo, dans le Baoulé, puis de Zaranou et d'Assikasso, dans le Bondoukou. A Kokombo, le quartz est extrait de puits creusés à 25 ou 30 mètres, et réunis intérieurement en une chambre souterraine où l'on peut travailler nuit et jour; ces puits ne sont pas boisés, les filons détachés sont remontés à l'aide de lianes et portés auprès d'un ruisseau; là des femmes lavent les terres, tandis que les hommes concassent les fragments durs.

L'or de Kokombo, rendu à la côte, vaut environ 95 francs la mesure de 32 grammes : il sert comme monnaie, non seulement dans nos factoreries du littoral, mais à Kong et dans tout le Soudan méridional; une petite partie seulement est exportée (1), le reste circule dans le pays ou est employé par des orfèvres indigènes (bracelets, plaques de poitrine, manches de couteau...). Mais rien ne prouve que des procédés européens d'exploitation de l'or seraient utilement introduits dans ces pays trop primitifs; il est plus avantageux d'acheter la poudre d'or aux indigènes, dont le travail sans doute est fort imparfait, mais

(1) Chiffre maximum, en 1896, 918 356 francs.

qui ne comptent pas avec le temps et vendront leur or à bas prix, surtout si l'on peut établir dans les districts aurifères des comptoirs de denrées européennes (sel, alcools, tissus, etc...) qui seraient immédiatement payées en métal précieux.

Le Baoulé, les plateaux de Kong et du haut Bandama s'enrichiront plus tard par l'élevage, comme le Fouta-Djalon; on n'y rencontre aujourd'hui que des moutons à poil ras, des chèvres, des volailles et des porcs, mais on a bon espoir d'y acclimater le bœuf à bosse, le cheval et l'âne, qui prospèrent à 500 kilomètres plus au nord, dans le Yatenga et le Mossi; nous avons dit que ces animaux ne pouvaient guère traverser la forêt où ils sont attaqués par une mouche venimeuse; mais il conviendrait de les introduire jusqu'aux limites méridionales des savanes soudaniennes et de les domestiquer pour organiser un mouvement commercial de caravanes au terminus du chemin de fer de pénétration; par là même on réserverait pour l'agriculture les indigènes, qui font aujourd'hui métier de porteurs.

Voies de communication et commerce. — Le chemin de fer est l'instrument nécessaire de la prise de possession de l'arrière-pays; il doit relier le rivage septentrional des lagunes à Kong; la première section, longue de 280 kilomètres, traversera de part en part la forêt et débouchera dans la clairière du Baoulé. Les travaux de la voie seront précédés de l'aménagement d'un port intérieur et d'un chenal à travers la lagune; l'isthme à ouvrir se compose d'une langue de sable partiellement émergée, large au total de 4 à 5 kilomètres, à l'abri de laquelle les fonds descendent à 7 mètres.

Cette transformation serait analogue à celle qui a fait de Tunis, au bout d'un canal creusé dans les marais, depuis La Goulette, un port d'accès facile et de plus en plus fréquenté; elle sera d'autant plus utile à la Côte d'Ivoire, que le nouveau port intérieur commandera une vaste région de navigation fluviale; il aura derrière lui, toutes proportions gardées, ce qui manque à tant de ports de France, Marseille et Bordeaux, par exemple, et ce que les Allemands donnent aux leurs, un réseau économique de communications par eau. Non seulement ces lagunes sont très poissonneuses, mais les terres qui les entourent sont fertiles et relativement peuplées; les profondeurs sont suffisantes pour assurer la circulation de chaloupes calant 1 mètre, et la batellerie indigène, par pirogues à fond plat, est déjà très active; il n'y a donc là qu'un mouvement à diriger et développer sans frais, sans travaux d'art que le percement de

quelques isthmes sableux, dont la suppression établirait un plan d'eau de 2400 kilomètres carrés. Depuis 1898, un service mensuel de cabotage relie au chef-lieu toutes les factoreries de la côte, d'Assinie au Cavally.

La progression des échanges de la Côte d'Ivoire a été rapide; elle a quadruplé de 1890 à 1899, passant de 2 800 000 à 12 500 000 francs; fait intéressant, et qui montre que la colonie s'assure de plus en plus la fourniture des marchés indigènes, les importations, d'abord inférieures aux exportations, les dépassent depuis 1896; cette différence s'accusera certainement encore, si l'on pense que des maisons européennes doivent fonder de nombreux comptoirs nouveaux et que bientôt arrivera le matériel du chemin de fer. Deux compagnies maritimes françaises, les Fraissinet et Cie au départ de Marseille et les Chargeurs-Réunis au départ de Bordeaux relient la Côte d'Ivoire à la métropole, mais la plus grande partie du fret de la colonie est enlevée par des navires étrangers, allemands, anglais, belges même; les cotonnades blanches et teintées viennent surtout d'Angleterre, la poudre et l'alcool d'Allemagne; la France importe des tissus de soie et de laine, des spiritueux, du riz, du tabac, du sel.

Aux exportations, Marseille conserve, contre les concurrences allemande et anglaise, le marché des huiles de palme; elle a commencé, depuis deux ans, à faire venir du golfe de Guinée non plus l'huile, mais les amandes entières, qui sont traitées dans ses usines beaucoup mieux que par les indigènes. Le caoutchouc passe surtout à Liverpool, et le marché d'Anvers essaie d'en attirer une partie; c'est à Liverpool aussi que sont transportées les billes d'acajou, débitées par des équipes de noirs apolloniens ou sierra-leonais; Bordeaux s'efforce d'organiser un marché français des caoutchoucs et des acajous; l'importation de bois d'ébénisterie de nos colonies africaines serait tout particulièrement utile dans cette ville dont les ouvriers se distinguent par leur adresse et leur bon goût; mais la place manque de communications économiques avec la Côte d'Ivoire; ses importateurs voudraient obtenir des Chargeurs-Réunis des frets moins élevés, ainsi qu'un service plus commercial qu'administratif.

On doit signaler, en terminant, que de mieux en mieux se marque l'intérêt que portent à la Côte d'Ivoire les maisons coloniales de France; le développement des plantations de café et de cacao leur est dû presque entièrement; le mérite en est d'autant plus grand que les conventions internationales ne nous

permettent pas d'assurer des avantages, du moins dans la région du littoral, aux négociants français, et que ceux-ci se sont alors décidés à devenir forestiers et planteurs, malgré l'importance des fonds à engager. La colonie paraît entrer dans la voie d'une prospérité nouvelle, et la France, dirigeant l'exploitation méthodique du sol, en recueillera de plus en plus les bénéfices; l'administration elle-même, à la Côte d'Ivoire, donne l'exemple des innovations nécessaires : elle n'a pas hésité à déclasser Grand-Bassam, la capitale des débuts, qui fut si cruellement maltraitée en 1899 par la peste; un tel changement est un acte de courage presque autant que d'intelligence.

Henri LORIN.

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

A la suite de la promulgation au Congo français des décrets des 8 février et 28 mars 1899 relatifs au domaine public, à l'exploitation forestière, à la propriété foncière et aux terres domaniales, quatre décrets des 20 juillet et 30 août 1900 furent rendus pour régler les mêmes matières à la Côte d'Ivoire.

Du domaine national. — *Domaine public.* — Le premier décret (20 juillet 1900) énumère quelles parties du territoire font partie du *domaine public* et fixe les servitudes des riverains des cours d'eau non navigables ni flottables, celles relatives à l'exploitation des lignes télégraphiques et téléphoniques, le règlement des contestations, le régime des autorisations d'occupation du domaine public, un déclassement partiel de sa police.

Domaine privé. — Un second décret du 30 août 1900, sur le *régime des terres domaniales*, spécifie que les terres vacantes et sans maître font partie du domaine de l'État et en attribue les produits au budget local de la colonie à titre de subvention pour les dépenses de colonisation. Il fixe les conditions de l'attribution des concessions qui sont octroyées par le gouverneur pour les superficies inférieures à 10 000 hectares, et par décret pour les étendues supérieures à ce chiffre. L'arrêté du gouverneur fixant le régime des concessions rurales de 10 000 hectares et au-dessous porte la date du 27 avril 1901. (V., sur les concessions territoriales aux colonies, les *Principes généraux*, pp. 65-75, et sur leur application au Congo le chapitre CONGO FRANÇAIS.)

Le troisième de ces actes (20 juillet 1900), relatif au *régime forestier*, détermine les dispositions auxquelles sera soumise l'exploitation des bois domaniaux et de ceux qui constituent des propriétés privées. Cette partie vise surtout la protection des arbres à *latex*, c'est-à-dire qui fournissent le caoutchouc et le gutta-percha.

Propriété privée. — Le quatrième (20 juillet 1900) établit le *régime de la propriété foncière*, et ses principales prescriptions concernent : 1° l'immatriculation des immeubles et des titres de propriété; 2° les transmissions de propriété et les constitutions d'hypothèques et de droits réels sur les immeubles; les obligations et la responsabilité du conservateur de la propriété foncière; 4° l'immatriculation des immeubles vendus à la barre des tribunaux; 5° le règlement des contestations. Par l'article 98, il est créé à Grand-Bassam, actuellement à Bingerville, une conservation de la propriété foncière.

Le Code civil a été promulgué à la Côte d'Ivoire, et ses dispositions générales sont applicables en matière de propriété.

Institutions de crédit. — Voir *Banque de l'Afrique occidentale*, page 630.

Monnaies. Poids et mesures. — L'administration locale s'efforce de répandre l'usage des monnaies nationales parmi les indigènes. Elle est aidée en cela par certaines maisons de commerce, notamment la Compagnie française de l'Afrique occidentale, qui ont renoncé à l'utilisation des marchandises d'échange. Toutefois, le système de l'échange est loin d'être abandonné, surtout dans l'intérieur. Le *cauri* est employé comme monnaie par les indigènes du haut pays. L'or en poudre, pesé avec des balances, est employé comme monnaie courante. Les évaluations sont basées sur un prix moyen de 3 francs le gramme. Les principales unités usitées sont les suivantes : le ba, ou dé, ou ma, ou takou = 0 gr. 166 ou 0 fr. 50; l'aké, 2 grammes ou 6 francs; l'once, 32 grammes ou 96 francs; le ta = 52 grammes ou 156 francs.

Les principales marchandises d'échange sont les tissus, le tabac, la poudre et les armes, les spiritueux et la quincaillerie commune.

Sur les poids et mesures, voir GUINÉE, page 678.

Louis DESBORDES.

TRAVAUX PUBLICS

Le service des travaux publics (V. pp. 93-99) est chargé de la construction et de l'entretien des immeubles appartenant à la colonie, de l'ouverture, de l'entretien et de l'amélioration des voies de communication, de la surveillance et de la direction du service des ports et rades. La flottille locale, pour laquelle un mécanicien européen est entretenu aux frais du budget local, entre en outre dans ses attributions.

Les principaux travaux entrepris dans la colonie ont pour objet la constitution de Bingerville, le port de Petit-Bassam, le warf de Grand-Bassam, le chemin de fer dont il a été question plus haut.

Le décret du 6 juillet 1899 a fixé pour toutes les colonies de l'Afrique occidentale (autres que l'Algérie et la Tunisie) — la Côte d'Ivoire se trouve donc comprise — la réglementation sur la recherche et l'exploitation des mines (V. SÉNÉGAL).

RÉGIME COMMERCIAL

Tarif douanier et droits divers (V. pp. 105-121). — La Côte d'Ivoire n'est pas comprise dans les colonies assimilées à la métropole que détermine la loi du 11 janvier 1892. Les droits perçus dans la colonie sont de deux sortes : 1^o taxes de consommation; 2^o droits de sortie sur les bois.

Le tarif des taxes de consommation, établi par un arrêté local du 19 juin 1899, a été appliqué en exécution de la convention du 14 juin 1898 intervenue entre la France et la Grande-Bretagne pour la délimitation de leurs territoires dans la boucle du Niger. La taxe est unique pour les produits ou marchandises de toute origine et de toute provenance, consommés dans la colonie, qu'ils y aient été importés, récoltés ou fabriqués. Certaines marchandises cependant en sont exemptées, telles que les instruments, les machines, les matériaux de construction, etc.

Les droits de sortie sur les bois sont perçus sur tous les bois exportés.

Louis DESBORDES.

VILLES PRINCIPALES⁽¹⁾.

Bingerville, capitale de la Côte d'Ivoire, à l'ouest de Grand-Bassam, au fond d'une baie de la lagune Ebrié. Créée en 1900 (2) par le gouverneur Roberdeau sur un plateau avoisinant le village indigène d'Adjamé, la ville naissante a l'aspect d'une fraîche oasis ou d'un parc naturel aux arbres immenses et touffus, qui étreignent ses rues et ses allées tracées au cordeau. Des eaux de source alimentent les maisons et arrosent les jardins. Une ville basse en bordure sur la baie est réservée aux factoreries et au chemin de fer de pénétration, qui doit avoir un parcours de 280 kilomètres. On a projeté aussi un port à Abidjan, à 10 kilomètres de Bingerville, où l'eau de la baie a une profondeur de 16 mètres. Déjà centre de transit, le chef-lieu administratif de la Côte d'Ivoire peut être considéré comme un sanatorium, grâce à son altitude, à la limpidité de ses sources, à l'opulence de ses riants ombrages, à la fraîcheur de la brise marine et à l'installation d'un hôpital. Un poste télégraphique est en communication avec le câble sous-marin.

Grand-Bassam, ancien chef-lieu de la Côte d'Ivoire; cet établissement a pour origine un blockhaus érigé en 1843 par le commandant

(1) Population de la Côte d'Ivoire : environ 2 400 000 habitants, ainsi répartis par circonscriptions administratives (V. p. 709) : Assinie, 40 000; Grand-Bassam, 62 300; Dabou, 103 000; Lahou, 25 000; Passandra, 228 000; San Pedro, 93 000; Béréby, 142 500; Cavally, 114 500; Indénie, 17 000; Bondoukou, 83 000; Baoulé, 1 230 000; Bouna, Kong et Odienné, 250 000.

Les Européens sont au nombre d'environ 300.

(2) Le 25 novembre 1900, le gouverneur s'installa à Bingerville, dont un arrêté du 1^{er} décembre suivant fit officiellement le siège du gouvernement local.

CARTE DE LA COTE D'IVOIRE

Bouët-Willaumez, sur une langue de sable, en bordure de la mer, à l'ouest de l'embouchure de la Komoé. Population, 2 500 habitants. Il a pris un subit développement par suite du décret de 1893 organisant la Côte d'Ivoire en colonie indépendante. Deux avenues ombragées, des rues, des maisons, des factoreries occupent toute la superficie de la langue de sable (longueur 2 kilomètres, largeur 300 mètres) qui sert d'assise à la petite ville. Depuis 1897, un pont la relie à la rive nord de la lagune qui la sépare de la terre ferme. Sur cette rive, la végétation déploie son luxe équatorial, tandis que sur la rive sud de la lagune, du pur sable, croissent tout au plus des cocotiers et certains ficus. Le manque de terre végétale et des matériaux de construction, un état sanitaire peu satisfaisant, ont motivé le déplacement du chef-lieu de la colonie : Bingerville a remplacé Grand-Bassam.

Kong, ville de la Haute-Guinée, capitale du royaume de Kong, placé sous le protectorat français, à 400 kilomètres N.-N.-O. de Grand-Bassam, altitude 700 mètres. Population, 10 000 habitants. Kong, une des plus grandes agglomérations soudaniennes, s'étend en éventail sur le re-

Kong. L'une des cinq mosquées.

Phot. de M. Marcel Monnier.

vers méridional d'un plateau allongé, au milieu d'une plaine déboisée, mais parée d'un verdoyant gazon. Divisée en sept grands quartiers, non compris les faubourgs, elle a l'aspect d'une ville à la fois soudanienne et saharienne par ses cinq mosquées aux minarets pyramidaux, ses maisons cubiques de terre brune et à terrasse consolidées par des madriers, ses carrefours et ses ruelles, d'une propreté peu exemplaire. Ses ha-

bitants sont entièrement adonnés au commerce et à l'industrie. Tisserands et teinturiers, ils fabriquent des étoffes, boubous et pagnes; commerçants, ils entendent très bien le trafic, et le marché de leur ville est fréquenté par quatre mille chalands ou vendeurs, qui échangent les productions du pays contre des marchandises de provenance africaine ou étrangère. Une ligne ferrée à voie étroite, dont le tracé a été établi par le capitaine Houdaille, doit relier Kong à Bingerville (Abidjan), à 40 kilomètres O. de Grand-Bassam.

LE DAHOMEY

LE PAYS

LA colonie constituée sous le nom de Dahomey illustre, comme la Guinée française, cette vérité que la permanence d'une direction unique et responsable est la meilleure garantie de la fortune et du progrès. Nommé par M. Étienne en 1889 gouverneur de notre pauvre comptoir d'alors, Porto-Novo, M. Victor Ballot était encore, dix ans plus tard, gouverneur des territoires agrandis et pacifiés qui sont notre Dahomey d'aujourd'hui; plus que personne, il en a surveillé et hâté la croissance, administrateur et explorateur tout ensemble; il n'est que juste, en tête de cette étude, de rappeler son nom.

D'abord simple couloir de pénétration, large d'une centaine de kilomètres à partir du golfe de Guinée, la colonie s'épanouit au nord du 9^e parallèle, pour tourner d'une part le Togo allemand et la Côte d'Or anglaise, de l'autre la Nigérie anglaise, telle que l'a définie le traité de 1898; elle vient ainsi se confondre sans solution de continuité, dans l'immense Afrique occidentale française, et se trouve bornée, au nord et à l'est par nos territoires militaires.

Relief du sol; côtes. — Le littoral du Dahomey ressemble beaucoup à celui de notre Côte d'Ivoire; c'est une mince plage de sable défendue par une barre, et formant un cordon qui sépare des lagunes de la mer; puis, en pénétrant dans l'intérieur, une bande de forêts, interrompues par quelques marécages et de longues clairières où coulent les fleuves. Les terrains d'alluvions dominant sur une centaine de kilomètres, noyés souvent et détachant sous forme d'îles des plateaux plus secs : celui d'Allada, dont les dernières falaises viennent mourir en arrière des lagunes et, près de la frontière allemande, celui de Locossa. Les marais de Lama, que les eaux d'amont accumulent au nord de ces plateaux, sont un obstacle redoutable, au sol spongieux en saison pluvieuse, rugueux et craquelé en saison sèche; on les tourne ordinairement par la vallée de l'Ouémé, et tel fut l'itinéraire de notre corps expéditionnaire; le chemin de fer commencé doit cependant les traverser directement.

Ces demi-lagunes franchies, on atteint le relief ondulé, les collines et les bosquets d'Abomey (325 mètres), de Cana, de Zagnanado, le cœur de l'ancien royaume dahoméen; le sol est parsemé de conglomérats ferrugineux, il a la teinte caractéristique de l'argile rouge, dont les habitants se servent pour dresser leurs cases; çà et là, des ravins s'enfoncent brusquement, brèches profondes que l'on ne devine qu'en arrivant sur le bord; ailleurs, ce sont des pointements de granit, citadelles

Porto-Novo. Sur la lagune.

assignées par la nature à la résidence des conquérants. Cette région montagneuse, habitée par les Mahis, se prolonge jusqu'au 9° degré, latitude de Carnotville; le nom de monts Delcassé a été donné à l'ensemble de son relief; près de Carnotville, entre des rochers de marbre et des saillies de granit, des bouquets d'arbres donnent au pays l'aspect d'un grand parc. Il est vraisemblable que cette formation géographique s'étend beaucoup à l'est, dans le Borgou, et qu'on doit lui attribuer les rapides du Niger, entre Boussa et Badjibo.

Au nord des monts Delcassé, le plateau plus monotone des Baribas est l'étage supérieur d'où les eaux divergent vers le golfe de Guinée et vers le Niger; l'alignement dominant des monts Atakorés (800 mètres) arrête les dernières pluies venues

du golfe de Guinée, et limite au sud la zone subsaharienne du Gourma et du pays de Say; la pente vers le Niger est lentement inclinée, couverte de pâturages intermittents et parcourue par des troupeaux transhumants; elle est librement ouverte aux influences venant du nord; l'islam y avait pénétré sans peine et constitué des organismes politiques très supérieurs à l'incohérente dispersion des tribus noires plus méridionales; il ne faudrait pas aller beaucoup au delà du Niger, dans les territoires reconnus français par l'Angleterre, pour trouver toutes les conditions du Sahara.

Climat. — Sur le littoral, le climat diffère peu de celui de la Côte d'Ivoire. Les vents soufflent de l'Océan, tournant de l'ouest au sud-est, pendant la saison pluvieuse, de mai à novembre; on observe une accalmie des pluies, avec baisse de la température, en juillet et août; cette petite saison sèche serait la meilleure époque de l'année pour le débarquement et l'acclimatation des Européens. En saison sèche, le vent vient du nord; c'est le *harmattan* avec sa charge ordinaire de poussière rougeâtre et de miasmes pestilentiels, dégagés de l'assèchement partiel des marécages et des vallées. La température moyenne de l'année entière est fort élevée, 27 à 28° centigrades; la dépression nocturne, si bienfaisante pour les organismes européens, atteint son maximum en saison sèche, par suite de l'intensité du rayonnement; le thermomètre tombe alors, à Porto-Novo, jusqu'à 14°. La côte dahoméenne est exposée aux tornades, surtout par vents de sud et sud-ouest.

Plus on s'enfonce dans l'intérieur et plus nettement s'atténuent les rigueurs du climat équatorial des côtes; les oscillations diurnes de la température sont plus amples; les pluies se précipitent en cascades moins copieuses; enfin l'altitude croissante du sol devient progressivement un élément modérateur du climat; tandis qu'à la côte, un séjour continu de deux ans paraît le maximum que les Européens ne dépassent pas impunément, la région de Carnotville, celles mêmes de Zagnanado et d'Abomey, plus au sud, se prêteraient à de notables prolongations; on a pensé à faire de Zagnanado le sanatorium des factoreries côtières; la construction du chemin de fer, permettant l'évacuation rapide des malades sur les postes plus sains du haut pays, combattrait très heureusement les influences malfiques du littoral.

Hydrographie. — Les fleuves dahoméens ne se jettent pas

directement dans la mer, mais dans les lagunes côtières dont le réseau s'étend depuis le Togo allemand jusqu'aux bouches du Niger; les lagunes communiquent avec la mer par des *graus* dont la profondeur est malheureusement insuffisante pour les bâtiments de mer; ceux-ci doivent donc mouiller au delà de la barre, et se servir de chalands ou de pirogues pour leurs opérations avec la terre; dans les lagunes, un chenal de deux

Lac d'Adjoupa, près de Porto-Novo.

mètres s'offre à la circulation des chaloupes fluviales entre Kotonou, Porto-Novo, Ouida et Lagos; la lagune la plus étendue, celle de Porto-Novo, déploie ses eaux calmes et bleues entre des rives fertiles et peuplées, propices à toutes les cultures tropicales, mais elle débouche naturellement plutôt vers le grau anglais de Lagos que vers les nôtres, et nous devons nous efforcer de corriger à notre profit les habitudes prises. Dès maintenant, la navigation par pirogues indigènes est active sur ces étangs intérieurs; les rives en sont bordées de villages, avec estacades en bois. Un wharf maritime est en service à Kotonou.

Si les lagunes sont navigables, à peine en peut-on dire au-

tant des fleuves qui les alimentent : le plus long d'entre eux, l'Ouémé, vient des monts Atakorés; après avoir traversé le pays des Mahis par un cours vif et encaissé, il vient s'étaler à l'est des marais de Lama, où il se mêle à la rivière Zou, affluent de droite; il se divise ensuite en deux bras qui se jettent dans la lagune de Porto-Novo; la tête de ce delta est surveillée par le poste de Dogba (fort Faurax). En saison pluvieuse, l'Ouémé roule des eaux abondantes et l'on y a relevé des profondeurs de 4 mètres; mais il n'y a pas là une voie de communication sûre :

Le Niger en aval de Say.

à la hauteur du plateau d'Allada, le cours est barré de roches et de rapides; seules, les pirogues indigènes, chargées de deux ou trois tonnes, remontent à toute époque jusqu'à Dogba. Quant aux rivières plus petites que l'Ouémé, le Couffo, le Mono, etc., ce ne sont que des torrents dans leur cours supérieur, des marécages à pente insensible auprès des lagunes. Chaque année, lors des crues, tous ces fleuves se confondent sur les alluvions noyées du littoral et, quand vient la saison sèche, les chenaux apparaissent envasés ou déplacés; il serait plus facile de les utiliser pour l'irrigation que pour la navigation.

La région septentrionale du Dahomey appartient au domaine du Niger; à Say, ce fleuve renaît à peine, après sa pénible traversée du Sahara, depuis Tombouctou; il rentre dans la zone des pluies tropicales, qui le referont puissant surtout en aval de Boussa, et doit aux rapides d'Ansongo, qui ménagent sa maigre

provision d'amont, de ne pas mourir avant d'atteindre la limite des eaux permanentes; large de 300 à 500 mètres, il roule entre des berges vaseuses, coupé d'îles verdoyantes où des Peuls paissent leurs troupeaux; dans l'arrière-Dahomey, il ne reçoit encore que des affluents temporaires dont le sillon profondément creusé, presque toujours à sec, s'emplit au moment des orages et déborde parfois d'eaux tumultueuses et vite épuisées; ces oueds du Sahara méridional sont appelés *dallols*.

Banien dans le haut Dahomey.

Faune et flore. — La zone humide de la côte est bordée par des palétuviers et des papyrus; très près de la mer et jusqu'au delà des marais de Lama s'étend le domaine du palmier à huile, richesse principale du bas Dahomey, et du cocotier; de nombreux caïmans vivent dans les lagunes, au-dessus desquelles volètent des milliers d'oiseaux; le riz, encore assez rare, se plaît dans les fonds inondés et au bord des cours d'eau; le maïs et le manioc viennent dans les terrains moins arrosés, et l'on trouve

aussi quelques bananiers et kolatiers avec des lianes à caoutchouc.

Le moyen Dahomey, autour des anciennes capitales de Behanzin, est un pays plus cultivé, où les habitants sont revenus depuis l'occupation française et laissent peu de terres vancantes pour de nouveaux établissements; une belle route, herbeuse et ombragée de grands arbres, conduit de Cana à Abomey; les indigènes, qui fuyaient jadis le voisinage de ce chemin royal, trop fréquenté par les chasseurs d'esclaves, s'en rapprochent aujourd'hui; le sol produit le mil, le tabac, les légumes, le coton, l'indigo; le karité ou arbre à beurre en serait l'espèce caractéristique; les prairies naturelles sont assez stables pour nourrir des troupeaux de bœufs et même de chevaux; il n'y existe pas de grands fauves, ni d'animaux sauvages nuisibles.

Dans le haut Dahomey, la faune et la flore passent des conditions du Soudan à celles du Sahara : le Gourma est un pays relativement sec, où les troupeaux de moutons circulent sans cesse, conduits par leurs pasteurs peuhl, à la recherche des pâturages; sur les collines mieux arrosées du Borgou errent des bandes de chevaux à demi sauvages; les arbres ne se montrent plus que par bouquets, sauf sur les ressauts montagneux, qui attirent des pluies plus constantes : ainsi l'Atacoré est couvert de forêts, ou plutôt d'une haute brousse de jungles et de baobabs où vit du gros gibier, où l'on trouve même des éléphants. Sédentaires dans tout le bas et le moyen Dahomey, les populations tournent progressivement au nomadisme dans le haut pays; les Baribas sont des cavaliers pillards, comme les Zabermas des environs de Say, et, plus au nord, des tribus de Touareg, dont la bête de somme ordinaire est le chameau et qui apportent aux marchés du Sud le sel exploité dans les dallols.

Henri LORIN.

LES POPULATIONS

Dahomey. *Dahoméens.*— En nous éloignant du Soudan, nous perdons d'abord la trace des influences si complexes des deux groupes mandingue et peuhl. L'ethnologie n'en devient pas pour cela plus simple. Et nous retrouvons toujours le mouvement de l'est à l'ouest ou du centre au littoral, de peuples dont les tribus s'enchevêtrent. En suivant les côtes,

après les *Fantis* en avant des Achantis, on rencontre les *Minas*, de la Volta au Dahomey, les *Évés* et *Dahoméens* (ou mieux *Dahomans*), les *Gèges* de même origine et les *Nagos* et les *Yorubans*, M. Édouard Foa remarque qu'il y a, dans cette région, une gradation ascendante de la beauté physique, du Niger à la Côte d'Or. Le Minah est plus beau que l'homme des Popos, lui-même plus agréable que le Dahoman, à son tour moins laid que le Nago. Qu'on ne se méprenne pas sur la signification de ce phénomène. Il est dû à l'influence des Achantis, dont les Appoloniens

ont rendu la beauté de formes célèbre et que nous avons déjà retrouvé en mélange parmi les peuples de la Côte d'Ivoire.

Dans chacun des groupes énumérés plus haut il y a, dit encore M. Foa, des hommes physiquement différents. Il faut, ajoute-t-il, pour que ces caractères différentiels soient encore appréciables, malgré le temps et le croisement de centaines de générations, que ces hommes aient été à l'origine totalement distincts. Ces groupes sont donc, non des races, mais de simples agglomérations dont la communauté de langue fait l'unité temporaire.

Les Dahoméens sont une fraction des Évés. Ils sont en moyenne (1^m,63-1^m,72) moins grands que les Minas et les Nagos, tout en comprenant des individus de toute taille. La couleur de leur peau varie entre le brun marron foncé, le noir violet foncé, le rouge

Féticheuse nagote.

foncé et le rouge jaune. Leur visage est carré, d'expression très peu intelligente; leur front est bas.

Mis à même d'examiner attentivement la troupe de Dahoméens amenée à Paris en 1893, j'ai été frappé de la variabilité de leurs caractères. Une femme a attiré mon attention par la grossièreté bestiale de ses traits. J'ai remarqué à côté quelques hommes à nez aquilin comme il s'en trouve chez les Achantis et dont la présence révèle quelques lointains rapports avec l'Afrique orientale. De l'ensemble se dégageait une impression non équivoque de brutalité sauvage. Les Dahoméens sont donc dans leur ensemble inférieurs aux Oulofs-Mandingues et métis du Soudan. Mais il y a une démarcation nette entre les chefs et le peuple. Les chefs, de figure beaucoup plus intelligente, offrent aussi plus d'unité dans les caractères physiques, ce qui s'explique du reste par le régime politique et social de ce pays. Les Dahoméens sont restés jusqu'à ce jour dans la position d'esclaves sous

leur roi et leurs chefs. Chaque année le roi faisait des incursions guerrières, dans le but unique de capturer des hommes et des femmes chez ses voisins. Ces prisonniers, lui appartenant tous, étaient gardés pour son service, distribués aux chefs qu'il avait à récompenser, ou vendus à son profit.

Les Dahoméens se liment les dents incisives, qui, écornées de chaque bord, laissent entre elles une ouverture conique par laquelle ils crachent à 2 mètres de distance. Leurs dents sont, à part cela, très belles. Ils mangent tout très cuit, presque sans mâcher. Ils consomment peu de viande et pas de fruits verts. Leur estomac peut engloutir d'énormes quantités d'aliments. Le fond de leur nourriture est l'*akassa*, boules de farine de maïs fermentée et bouillie.

La petite vérole fait parfois, parmi eux, de grands ravages; mais elle est spéciale aux noirs. Du moins, le blanc ne la prend pas d'eux. Les femmes ont rarement plus de trois ou quatre enfants. Elles sont mères dès quatorze ans, et grand'mères à trente-cinq ans. Les hommes eux-mêmes sont vieux à cinquante ans, et une grande torpeur les rend dès lors incapables de tout travail. Ils sont habitués dès l'enfance à dissimuler, et la crainte constante sous laquelle ils vivent les rend

incapables de dire ce qu'ils pensent ou ce qu'ils veulent. Leur insensibilité paraît extrême, et il faut qu'elle le soit pour que leur régime politique ait été pour eux supportable. Leur religion est grossière et cruelle. Ils ont de la survivance après la mort une idée si ferme qu'ils ont toujours consenti aisément à être expédiés dans l'autre monde, surtout quand il s'agissait d'y porter un message royal. Leurs rois se livraient à d'épouvantables hécatombes, et à leur mort le sang humain coulait à flots. Leur principal culte est phallique; mais ils adorent aussi un serpent, le caïman, l'esprit du roi, son symbole, celui des chefs.

Nagos. — Dans le royaume de Porto-Novo, qui comprend environ

Guerrier bariba.

300 000 habitants, le fond de la population est formé des *Nagos*. Ils sont de même souche que les *Yorubans* et ils sont encore en relation de parenté avec les habitants des villages échelonnés du littoral au Niger. Ils sont plus grands et ont la figure plus ouverte que les Dahomans. Leur

Groupe de Mammies (Porto-Novo).

langue est très répandue sur le littoral, alors que le *fon* ou dahoman n'est exclusivement parlé qu'au Dahomey. Mais ils sont dans la position d'esclaves vis-à-vis des *Gèges*, conquérants dahomans qui se sont emparés de leur pays et y ont imposé leur langue. C'est d'eux qu'étaient formées ces cargaisons d'esclaves emmenées en Amérique par les négriers. Ils portent trois cicatrices transversales sur la joue. Les *Gèges* et Dahomans n'en portent qu'une en forme de 7 sur le front. Jamais un *Gège* n'épouse une Nago. Le Nago fait d'ailleurs le commerce de sa femme et de sa fille, ce à quoi répugne le *Gège*. Mais les différences physiques entre eux sont néanmoins peu distinctes. Un Nago, vendu enfant comme esclave en 1821, est

devenu évêque et a publié la Bible en nago. Le vocabulaire nago suffit pour se faire comprendre dans toute la région (des Dahomans eux-mêmes) et dans le Yoruba où des missionnaires anglais se sont efforcés de rendre cette langue littéraire.

Une influence musulmane civilisatrice se fait sentir dans le haut Dahomey à partir de Bassila (9° de lat. nord). On rencontre déjà un peu plus haut des villages haoussas (Ouangara). On rencontre aussi des Peuhl

restés pasteurs, un peu partout. La plupart des indigènes cependant, les Baribas et surtout les Kodocolis de Bassila, les Kafirir de Djougou, sont rebelles encore à la religion elle-même. Et c'est de là que leur vient ce nom de Kafirir (infidèles) qu'ils partagent avec d'autres infidèles de l'Hindou-Kouch (les Siah-posh). Ce sont des sauvages très rudes, armés de flèches empoisonnées, comme des gens du Mossi. Plus au nord, dans le Gourma même, les musulmans sont presque tous encore des émigrés, Peuhl, Haoussas, Zabermas ou Djermas. Ces derniers, indigènes du moyen Niger, rive gauche, qui furent en contact avec les Touareg et ont longtemps lutté contre les Peuhl, sont d'origine mandingue et compris dans le 3^e territoire militaire.

Les Haoussas. —

Les Haoussas, quoique étrangers dans nos possessions, se mêlent depuis longtemps à nos populations, en particulier à celles du haut Dahomey. Ils viennent jusque sur notre littoral, car ayant un goût natif pour le métier des armes, comme pour le com-

merce, ils s'engagent volontiers dans nos troupes de tirailleurs. Leurs habitudes migratrices et leur pays d'origine sur la rive gauche du Niger au sud du Bornou en ont fait dans nos possessions des agents plus ou moins volontaires des influences orientales et musulmanes. Ils appartiennent originairement au même fond nigritique que les Bornouans. Ceux-ci, on le sait, sont des nègres aux traits accentués et laids, prognathisme exagéré, cheveux laineux très courts, etc. Mais ils ont, depuis longtemps, subi des influences et des mélanges divers. Les Touareg berbères sont en proportion notable dans leur pays, et les Peuhl en sont plus ou moins les

Dahoméens. — (Collection de la Société d'anthropologie.)

maîtres. On rencontre donc parmi eux depuis le vrai noir aux lèvres lip-pues jusqu'aux métis les plus approchants des types berbères, peuhl et mêmes *arabes*. Ils portent la chemise, le pantalon et un petit bonnet de

Groupe de Dahoméens. — (Collection de la Société d'anthropologie.)

coton posé sur la tête de façon très fantaisiste. Ils sont en majorité musulmans. Leur état social et leur organisation politique sont donc aujourd'hui plus ou moins généralement modelés sur ceux des peuples musulmans.

ZABOROWSKI.

LES EXPLORATIONS

Origine de nos relations avec la côte des Esclaves. — Les marins dieppois passent pour avoir visité dès le milieu du xiv^e siècle la côte des Esclaves (1), mais ils n'y ont pas laissé de traces certaines de leur passage. Les Portugais, au contraire, à partir de 1434, s'établirent dans le pays, échangèrent les marchandises d'Europe contre de l'or, de l'ivoire et des esclaves, s'y créèrent une situation prépondérante et construisirent le fort de San João Baptisto d'Ajuda, où ils mirent garnison.

Les Français reparurent au xv^e siècle et le commissaire de la marine d'Elbée visita le roi d'Ardres à Offra en 1670. Ce potentat envoya auprès de Louis XIV un délégué, qui promit, au nom de son souverain, que la prééminence commerciale serait assurée à la France. Les Hollandais, dont la situation était devenue prépondérante dans la contrée, en éprouvèrent un grand désappointement.

En 1671, fut fondé le fort français de Ouida, autour duquel se formèrent peu à peu des noyaux de population.

Les pays actuellement occupés par le Dahomey et le royaume de Porto-Novo comprenaient, au début du xvii^e siècle, ainsi que nous l'apprenons par la carte du seigneur d'Anville et par la relation des voyages du chevalier des Marchais, trois États : le royaume de Juda, qui s'étendait de la mer jusqu'à Savé et au lac Denham ou Nokoué ; le royaume d'Ardres ou d'Allada, qui touchait à la côte par Godomey, Kotonou et Porto-Novo, et s'étendait jusqu'au Lama ou marais de Co ; enfin le royaume de Fouin ou Foy, ou de Cana, situé au nord du Lama. Le chevalier des Marchais assista au couronnement du dernier roi de Juda qui eut lieu en 1725. « Le directeur français, écrivait-il, occupait la première place et la plus proche du roi. Le chevalier des Marchais était assis auprès de lui et, tout de suite, les principaux officiers du comptoir. Au-dessous d'eux était le directeur anglais ; après lui, le directeur hollandais. Tous ces messieurs étaient assis et couverts. Le directeur portugais et ses officiers occupaient les dernières places et ils étaient debout et découverts. » La France ne cessa pas d'entretenir de bons rapports avec ces divers États.

Les royaumes d'Abomey et de Porto-Novo furent constitués en 1610 par un démembrement de celui d'Allada. Trois fils du roi défunt se disputaient à cette date sa succession. Le plus jeune déposséda ses frères et s'installa dans Allada, la capitale. L'ainé, à la tête de ses partisans, se retira dans l'est et détacha à son profit de l'héritage paternel les territoires qui formèrent, dès lors, le royaume de Porto-Novo. Le second, Takodonou, vint implorer la protection de Dan, roi de Fouin, qui lui concéda des terrains pour loger tous ceux qui l'avaient suivi. Comme il de-

(1) Voir, page 118, PREMIÈRES TENTATIVES DE COLONISATION SUR LA CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE.

mandait encore de nouvelles concessions au roi Dan, celui-ci répondit : « Vous bâtissez partout des maisons ; quand donc vous arrêterez-vous ? Vous ne voulez pas, je pense, bâtir sur mon ventre. » C'est pourtant ce qu'il fit.

Takodonou réunit en effet ses guerriers, battit son bienfaiteur et le fit prisonnier. Il commença alors à côté de son ancienne enceinte (Agomé) la construction d'un grand palais, et, les fondations étant creusées, il y fit enterrer vivant le roi Dan. De là vint le nom, donné au pays, de *Danhomé* ou *Dahomey*, c'est-à-dire *ventre de Dan*.

Le missionnaire Pierre Bouche, qui a essayé de reconstituer l'histoire du Dahomey, a donné une liste de ses rois qui n'offre qu'un intérêt de curiosité. Cependant il convient de rappeler que c'est au roi Adanzou I^{er}, successeur de Takodonou, que revient l'institution, en 1660, des trop célèbres *coutumes*, qui ont fait jaillir à flots le sang humain. Le roi Guadjatroudo, qui régna de 1708 à 1732, s'empara d'Allada en 1724 et, en 1727, du royaume de Juda. Il ne restait plus dès lors à côté du Dahomey que le royaume de Porto-Novo.

Nos nationaux avaient continué à jouir d'un grand prestige sur toute la côte, et, dans les cérémonies officielles, le directeur du comptoir de Ouida marchait avant les représentants des autres pays européens. Il est vrai qu'à cette époque nos commerçants constituaient une excellente clientèle pour les marchands d'esclaves. Du xvi^e au xix^e siècle, les colonies européennes d'Amérique, ayant besoin de travailleurs, envoyaient leurs voiliers acheter des esclaves sur la côte d'Afrique, et particulièrement dans cette région, qui a conservé, pour cette raison, le nom de *Côte des Esclaves*.

En 1776 les Français exportaient de Ouida plus de 6 000 noirs, tandis que les Portugais n'en achetaient guère que la moitié de ce nombre. Dans les années qui suivirent, ce trafic diminua pour la France, par suite du progrès des idées humanitaires, mais le Portugal continua à tirer de cette partie de l'Afrique un grand nombre d'esclaves pour ses colonies d'Amérique.

En 1797, la France cessa d'entretenir garnison au fort de Ouida, mais la jouissance et la garde en furent remises à des négociants français, qui maintinrent les bons rapports avec les rois d'Abomey. Pour mieux conserver ses droits, la France eut le soin, depuis 1841, de revêtir des fonctions consulaires l'un de ses commerçants résidant à Ouida.

Le Brésil avait continué à se livrer à un grand trafic d'hommes. Mais, à la suite de l'abolition de l'esclavage en Angleterre (1838) et en France (1848), les États européens commencèrent à interdire la traite.

Les négociants cherchèrent alors une autre source de revenus. Les palmiers à huile, qui abondent dans ces contrées, furent mis en exploitation, et de cette époque date la fondation de quelques-unes des factoreries françaises encore existantes.

Conventions avec les pays de la Côte des Esclaves. — Diverses conventions furent passées pour resserrer nos liens avec le Dahomey, les Popos et Porto-Novo. Le 1^{er} juillet 1851, le lieu-

tenant de vaisseau Bouët signa à Abomey, avec le roi Ghézo, un traité d'amitié et de commerce, aux termes duquel le roi assurait, moyennant les droits et coutumes stipulés, protection et liberté aux Français qui voudraient s'établir dans le royaume. Cette protection s'étendait à nos missionnaires.

En 1857, les Minas, qui avaient fondé un petit État devenu un lieu de refuge pour les populations persécutées des pays voisins, nous avaient vendu la plage de Pla, plus connue sous le nom de Grand-Popo. Nous acquîmes ensuite d'eux Petit-Popo en 1864, Agoué et Porto-Seguro en 1868. Par un décret du 19 juillet 1883, la France affirma son protectorat sur ces contrées. Un autre décret, en date du 21 juillet 1885, l'étendit au pays des Ouatchis.

En 1868, à l'occasion d'une visite faite à Abomey par le capitaine de vaisseau Devaux, chef d'état-major du contre-amiral Laffon-Ladébat, et par M. Daumas, notre vice-consul, le roi Glé-Glé, successeur de Ghézo, consentit verbalement à nous céder le village de Cotonou, avec une bande de plage de 6 kilomètres de profondeur. Cette cession fut renouvelée par le traité écrit du 19 mai 1868.

Un nouveau traité, passé le 19 avril 1878 avec le même souverain par le capitaine de frégate Paul Serval, confirma la cession de Cotonou, supprima la clause du traité de 1868 qui réservait au roi du Dahomey le produit des douanes de ce port, accorda à nos nationaux le droit de ne pas assister aux sacrifices humains et abolit toutes les servitudes imposées jusque-là aux résidents français, et particulièrement au fort français de Ouida. Le roi Glé-Glé reconnaissait ainsi le service que lui avaient rendu nos négociants en l'aidant à payer une amende infligée par l'Angleterre à la suite d'un conflit avec le Dahomey.

D'autre part, le gouvernement français avait établi, dès 1863, des relations officielles avec le royaume de Porto-Novo. Jusque-là nous avions eu dans ce pays des factoreries sur lesquelles flottait notre pavillon, mais aucune convention n'avait affirmé notre autorité sur la région. Le traité de protectorat et d'alliance, signé le 23 février 1863 entre l'empire français et le roi Mecpon, établit nettement notre situation et mit fin aux prétentions des Anglais, qui voulaient annexer ce pays à leur colonie de Lagos. Un an après, il est vrai, ce protectorat cessait d'être effectif, à la

TOFFA II, roi de Porto-Novo.

suite d'un malentendu survenu entre le roi et l'amiral Laffon-Ladébat au sujet de son bâton (1), et, pendant près de vingt années, le royaume de Porto-Novo se trouva abandonné aux rancunes des Anglais et des Dahoméens ; mais, le 25 juillet 1883, la France signait un nouveau traité d'amitié et de protectorat avec le roi Toffa, successeur de Mési, qui lui-même avait succédé à Mecpon, et depuis lors ce souverain indigène ne cessa de donner des preuves de sa fidélité à la France.

Traités de délimitation. — En 1885, la France plaça de petites garnisons à Grand-Popo, à Cotonou et à Porto-Novo. Cette prise de possession fut une conséquence de l'acte général de Berlin du 26 février 1885 qui, dans son article 34, stipulait l'occupation effective des établissements européens de la côte d'Afrique. Le 16 juin 1886 furent créés les Établissements français du golfe de Benin, qui relevaient du Sénégal, et la direction politique de cette possession fut confiée à un administrateur colonial.

Le Portugal, arguant des droits qu'il avait sur le fort d'Ajuda, avait, après la conférence de Berlin, notifié son protectorat sur les côtes du Dahomey le 18 janvier 1886, en exécution d'un traité passé avec le Dahomey en août 1885. Le chacha Julião da Souza, d'origine brésilienne, qui servait d'intermédiaire entre Glé-Glé et les Européens, célébra cet événement avec une grande pompe. Notre agent, appuyé par la canonnière *Gabès*, protesta contre cette violation de territoire. Mais, comme le chacha avait porté ombrage à Glé-Glé, celui-ci lui retira sa fonction, et le Portugal fut dès lors impuissant à maintenir son influence. Par un acte notifié aux puissances le 26 décembre 1887, il renonça au protectorat du Dahomey.

Par contre, le protectorat que nous avons établi sur les Popos et le pays des Ouatchis fut notablement réduit par la convention franco-allemande du 24 décembre 1885, signée à Berlin et ratifiée par les Chambres françaises le 1^{er} février 1886. Par cette convention, nous écartions définitivement l'Allemagne de nos Rivières du Sud, mais nous lui cédions les territoires de Lomé, Baguida, Porto-Seguro et Petit-Popo, qui formèrent le Togoland.

En janvier 1887, le Dr Bayol, lieutenant-gouverneur du Sénégal, procéda, de concert avec M. Ernest Falkenthal, commissaire impérial allemand du Togo, à la délimitation prévue par le protocole du 24 décembre 1885. Cette commission établit, comme ligne séparative entre les territoires français et allemands, le méridien qui, partant de la côte, passe par la pointe ouest de la petite île nommée île Bayol, située dans la lagune entre Agoué et Petit-Popo. La convention de délimitation fut signée le 1^{er} février 1887.

Du côté de l'est, la colonie anglaise de Lagos nous suscita d'assez

(1) Le *bâton* (en réalité une sorte de canne), porté ostensiblement par un serviteur, est un moyen de se faire reconnaître et représente l'envoyeur ; c'est faire à celui-ci une offense que de mal recevoir son bâton.

grands embarras. Les lagunes qui entourent Porto-Novo étaient jusqu'en 1886 de véritables mers intérieures, fermées l'une à l'autre par une lagune de sable : l'abondance des pluies ayant brisé cette barrière naturelle, en novembre 1887, la chaloupe *Émeraude* put franchir le chenal. Elle remonta jusqu'à Porto-Novo, ce qui devait enlever par la suite à la colonie anglaise le produit d'un transit important, puisque nos navires n'avaient plus besoin de passer par la lagune de Lagos.

L'Angleterre, invoquant l'occupation de Cotonou par nos troupes, alla s'établir militairement sur les points qui conduisent au lac Denham et jusque sur la lagune de Porto-Novo. Un *modus vivendi* fut signé, le 2 janvier 1888, entre le gouverneur de Lagos et M. Victor Ballot, notre représentant à Porto-Novo, afin de mettre fin à des malentendus regrettables.

Enfin, une convention signée le 10 août 1889 fixa la frontière franco-anglaise, qui comprit trois sections : 1^o de la côte à la lagune de Porto-Novo, en suivant le méridien passant par l'embouchure de la rivière Adjarra dans cette lagune ; 2^o une seconde section, suivant le cours de l'Adjarra, de son embouchure jusqu'au point appelé crique d'Adjarra ; 3^o une troisième section passant par la crique d'Adjarra, de ce point jusqu'au 9^e parallèle.

Une première commission mixte avait délimité en 1890 les deux premières sections. La troisième ne le fut qu'en 1896 ; le chef de la mission française était alors le capitaine Plé.

Premières difficultés avec le Dahomey. — Notre situation vis-à-vis des États indigènes ne fut troublée par aucun incident jusqu'en 1887. A ce moment, le roi Glé-Glé écrivit à notre résident à Porto-Novo qu'il refusait de reconnaître la validité du traité de 1878 et le somma de faire évacuer Cotonou et même Porto-Novo, qu'il considérerait comme une dépendance de son royaume. Il ne fut rien répondu à cette singulière injonction. L'audace du roi nègre ne fit que s'en accroître, et en avril 1889 il envahit le territoire de Porto-Novo, pilla les villages et opéra une razzia de prisonniers. Le roi Toffa dut se réfugier en territoire anglais. Une compagnie de débarquement, fournie par l'*Aréthuse* et le *Sané*, rétablit non sans peine la tranquillité. Vers la même époque, le roi de Dahomey fit fermer les factoreries françaises de Ouida et expulser les religieuses, qui durent, ainsi que le père Dorgère, se réfugier à Agoué, chez notre résident.

C'est alors que le Dr Bayol, lieutenant-gouverneur des Rivières du Sud, fut envoyé au Benin pour tâcher d'obtenir des explications sur la conduite du souverain noir. Il était muni d'instructions pacifiques et chargé de porter des cadeaux au roi. Ne pouvant obtenir de celui-ci l'envoi d'un représentant, il se décida à partir pour Abomey. Il y arriva le 21 novembre 1889, avec MM. Angot et Béraud.

Le Dr Bayol réclama l'exécution des traités, mais il n'obtint du prince héritier Kondo, chargé par son père de régler les affaires extérieures, que des réponses violentes et insolentes. La mission française fut obligée, à plusieurs reprises, pour se rendre à la demeure royale, de passer entre des

rangées de têtes d'hommes fraîchement coupées et auprès de flaques de sang humain. La situation étant devenue menaçante, le Dr Bayol dut signer une lettre énonçant toutes les prétentions du roi pour éviter que la mission ne fût retenue prisonnière.

Le roi Glé-Glé mourut, le 31 décembre, au moment où le Dr Bayol rentrait à Cotonou. Le prince héritier Kondo lui succéda sous le nom de Behanzin, surnommé *Hossu Boouélé* (le roi requin). Aussitôt arrivé au pouvoir, il se prépara à une action énergique contre nous. Il était urgent de prendre une résolution; mais le Parlement était hostile aux expéditions coloniales, et le gouvernement se borna à des mesures insuffisantes.

Expédition de 1890. — On détacha du Sénégal une troupe de renfort qui arriva à Cotonou le 10 février 1890. La petite colonne expéditionnaire, commandée par le chef de bataillon Terrillon, était forte d'environ trois cents hommes seulement. Avec ce faible effectif, elle dut tenir tête à toute une armée de noirs, munis de fusils à tir rapide, fanatiques et résolus à la lutte.

Dès les 21 et 23 février, nos troupes eurent à repousser, à Kotonou, les attaques des Dahoméens. Ceux-ci, rejoints par de nouveaux contingents, faillirent nous surprendre, le 2 mars, dans les marais de Zobbo. Le 4 mars eut lieu un nouveau combat : l'ennemi ne recula qu'après cinq heures de lutte acharnée. De nouveaux renforts permirent au commandant du corps expéditionnaire de prendre des dispositions plus efficaces.

Behanzin avait massé ses forces sur Allada et cherchait à entraver une reconnaissance dirigée sur Godomey. Mais les bandes dahoméennes furent vigoureusement repoussées le 25 mars, ainsi que le 28 mars à Décamey. Enfin, le 20 avril, le combat d'Atchoupa fut le dernier et le plus glorieux fait d'armes de cette campagne; 8 000 guerriers ou amazones ne purent entamer notre petite troupe de 300 hommes. Le résident Ballot, qui durant toute cette campagne avait utilement secondé le commandant Terrillon, eut son casque traversé par une balle à Ajoupa.

Avant même le début de ces opérations, au commencement de février, huit Européens, dont le père Dorgère, un missionnaire hollandais, l'agent consulaire Bontemps et plusieurs agents de factoreries, avaient été traîtreusement attirés hors de la factorerie Fabre, où ils s'étaient réfugiés, et conduits à Abomey enchaînés par les pieds et par le cou. La côte avait été mise en état de blocus du Togoland au Lagos. Le commandant Fournier, afin de montrer au roi Behanzin que nous étions toujours prêts à combattre, fit tirer quelques obus autour de Ouida, le 28 avril. La menace d'un bombardement général eut un effet immédiat; le 3 mai, les otages retenus à Abomey furent mis en liberté.

Les hostilités étaient suspendues en fait et le commandant du *Sané*, M. Fournier, tenta d'ouvrir des négociations, mais Behanzin avait retenu prisonniers les émissaires qu'on lui avait envoyés. En réalité, il ne cherchait qu'à gagner du temps.

Le contre-amiral de Cuverville, envoyé avec la mission de hâter une solution pacifique, saisit la première occasion favorable pour tenter une nouvelle démarche auprès de Behanzin. Il chargea le père Dorgère

d'aller réclamer à Abomey les messagers du commandant Fournier et de reprendre les négociations. Arrivé dans la capitale, le père Dorgère fut constamment surveillé par la police du roi; cependant, il put obtenir la liberté des trente-cinq prisonniers. Quant aux négociations, elles n'aboutirent que sous la menace du commandant en chef de recommencer les hostilités en bombardant Ouida.

L'arrangement, signé le 3 octobre 1890, portait engagement, de la part du roi de Dahomey, de respecter le protectorat français sur le royaume de Porto-Novo, de s'abstenir de toute incursion sur les territoires faisant partie de ce protectorat et de reconnaître à la France le droit d'occuper définitivement Cotonou. A titre de compensation pour l'occupation de Cotonou nous devions lui verser annuellement une somme qui ne pouvait en aucun cas dépasser 20 000 francs.

C'était un recul sur le traité de 1878, qui nous abandonnait le territoire de Cotonou en toute souveraineté. D'autre part, aux termes de l'article 2 de cet arrangement, le gouvernement de la République s'engageait « à exercer son action auprès du roi de Porto-Novo pour qu'aucune cause légitime de plainte ne fût donnée à l'avenir au roi de Dahomey », ce qui paraissait mettre les torts du côté de notre protégé Toffa. Enfin, on pouvait regretter qu'aucune clause relative au commerce n'eût été stipulée.

La Chambre ne voulut pas rejeter l'arrangement, ce qui eût été rouvrir une nouvelle ère d'expéditions militaires, mais elle refusa de le ratifier par une loi, laissant au gouvernement le soin de donner à cet acte la sanction la plus conforme aux intérêts de la France dans le golfe du Benin. Le gouvernement ratifia l'arrangement par décret, le 8 décembre suivant.

Un décret du 17 décembre 1891 groupa sous un même gouvernement, sous le nom de Guinée française, les trois colonies des Rivières du Sud, de la Côte d'Ivoire et du golfe de Benin; à la tête de nos établissements du golfe de Benin fut placé un lieutenant-gouverneur.

Conquête du Dahomey. — Behanzin ne tint pas longtemps ses engagements. Dès le mois de mars 1892, il envahit de nouveau le royaume de Porto-Novo, et il fit attaquer la chaloupe *Topaze*, sur laquelle le lieutenant-gouverneur Ballot remontait le cours de l'Ouémé. On fut dans la nécessité de prendre contre lui des mesures énergiques, et, le 11 avril, la Chambre vota les crédits nécessaires pour une expédition.

Le 30 avril 1892, le colonel Dodds, de l'infanterie de marine, fut désigné pour remplir les fonctions de commandant supérieur au Benin. Le 28 mai, il débarqua à Cotonou et établit son quartier général à Porto-Novo. Le 15 juin, la Côte des Esclaves fut bloquée.

Le corps expéditionnaire s'élevait à environ 3 200 hommes. La flottille se composait de 9 bâtiments montés par 500 marins. Le lieutenant-gouverneur Ballot, qui avait conservé la direction

des services civils au Benin, organisa avec beaucoup d'habileté le service de ravitaillement et l'envoi des renforts.

Après avoir repoussé quelques incursions de bandes dahoméennes à Cotonou et à Zobo, la colonne expéditionnaire quitta définitivement Porto-Novo le 17 août et suivit la route de l'Ouémé. Elle avait pris possession de Dogba, quand elle fut

Behanzin captif. — Phot. prise à la Martinique.

attaquée, le 19 septembre, par 4 000 Dahoméens; l'ennemi fut mis en déroute après une lutte de plusieurs heures, dans laquelle il subit des pertes considérables. A la suite de cet énergique combat, la colonne poursuivit sa marche en faisant de continuelles reconnaissances, tant par la voie de terre que par la rivière; les canonnières *Corail* et *Opale* eurent à subir le feu de l'ennemi posté sur les rives.

Le 2 octobre, la colonne franchit l'Ouémé à Gbedé. Alors commença toute une série de combats très meurtriers pour l'en-

nemi, le 4 octobre à Adegou, les 6 et 8 auprès de Poguessa, puis du 12 au 15 octobre sur les bords du Koto. De notre côté, nous avions eu aussi des pertes sensibles ; il n'y avait pas eu moins de dix-sept officiers tués ou blessés depuis le passage de l'Ouémé.

Le colonel Dodds demanda du renfort et, pensant donner du repos à ses troupes, se retrancha à Akpa, mais il eut à subir de nouveaux assauts des troupes dahoméennes les 20 et 21 octobre ; ce fut un échec pour l'ennemi, et Behanzin essaya de traiter ; mais, comme il ne voulut pas abandonner les lignes du Koto, les pourparlers furent rompus.

Les renforts conduits par le commandant Audéoud étant arrivés, le corps expéditionnaire reprit l'offensive le 26 octobre et enleva d'assaut les retranchements élevés pour défendre le passage du Koto, ainsi que les deux forts de Kotopa, après deux brillants combats. Le colonel Dodds poursuivit l'ennemi dans la direction de Cana, enleva le 2 novembre la forteresse de Muako, malgré une résistance désespérée, et, le 4, le village de Dioxoué et le grand palais du roi ; deux jours après, nos troupes occupaient Cana, la ville sainte du Dahomey.

Le corps expéditionnaire resta à Cana du 6 au 15 novembre. Behanzin envoyait journellement des émissaires au commandant du corps expéditionnaire pour traiter de la paix, mais on vit bientôt qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps.

Le colonel Dodds avait été promu général de brigade le 9 novembre. Le 16, les troupes s'avancèrent sur Abomey, en tournant les défenses accumulées autour du palais de Goho et en menaçant le flanc droit et les derrières de l'ennemi. Ce mouvement provoqua la fuite de Behanzin, qui, avant de se retirer, mit le feu à ses palais et à ceux de ses dignitaires. Le 17, la colonne entra dans Abomey.

Le général Dodds laissa à Abomey une garnison suffisante

Général DODDS, né en 1842.

Phot. Ogereau.

pour assurer la résistance à toute attaque, et, avec le gros de la colonne revint à Porto-Novo par la voie de l'Ouémé. Trois jours après son arrivée, le 3 décembre 1892, il prononça la déchéance de Behanzin et plaça le royaume de Dahomey sous le protectorat exclusif de la France, à l'exception des territoires de Ouida, Savé, Avrékété et Abomey-Calavi, qui furent annexés purement et simplement.

Le même jour, le capitaine de vaisseau Marquer prit possession de Ouida, sans résistance, à la tête d'un détachement; les autres points de la côte ou de la lagune, Avrékété, Godomey, Abomey-Calavi, furent également occupés.

Enfin, par décret du 10 mars 1893, la colonie française du Benin fut constituée en colonie distincte et son administration supérieure confiée à un gouverneur.

Capture de Behanzin. — En laissant le Dahomey, le général Dodds avait confié le commandement militaire au colonel Lambinet. Quelques colonnes volantes rétablirent la paix dans la région. Mais Behanzin, qui s'était retiré dans le nord du Dahomey, chez les Mahis, espérait toujours que quelque circonstance favorable lui rendrait son prestige. Les propositions de paix du souverain déchu ne pouvaient être prises au sérieux, et la pacification ne serait assurée que si l'on parvenait à s'emparer de sa personne. Aussi une nouvelle campagne fut-elle décidée dès le mois de juillet 1893. Le général Dodds quitta la France le 12 août, et la campagne commença en octobre.

Il fallut se livrer à une véritable chasse à l'homme. Behanzin était peu à peu abandonné par les siens et ne savait où trouver asile. Il avait fait une dernière tentative auprès du gouvernement en envoyant à Paris, au mois de novembre, une ambassade qui ne fut pas reçue. Il chercha à se réfugier chez le roi de Savalou, mais nos colonnes volantes le forcèrent à se rabattre vers le Kouffo, à l'ouest d'Abomey. En même temps, le pays des Mahis s'était soumis à nous, et plusieurs parents de Behanzin étaient venus se mettre en notre pouvoir. La capture du fugitif n'était plus qu'une affaire de jours, et le général Dodds s'occupa dès ce moment de l'organisation administrative de la colonie.

Par une proclamation lancée à Ouida, le 13 janvier 1894, le général Dodds fit connaître ses résolutions. Le territoire de la côte était annexé et restait français. Au nord, le pays des Mahis et de Dassa redevenait indépendant. Au centre, l'ancien Dahomey était divisé en deux royaumes mis sous le protectorat de la France et ayant pour capitales l'un Abomey, l'autre Allada. Dès le 15, le prince Goutchili, fils de Glé-Glé et frère de Behanzin, fut

EXPLORATION DU DAHOMEY

proclamé roi d'Abomey sous le nom de Ago-li-Agbo. Le roi d'Alada fut élu le 4 février.

Abandonné de tous, Behanzin se soumit sans condition, le 25 janvier, à Ajego, au nord-ouest d'Abomey, où on l'envoya prendre. Il fut depuis exilé à la Martinique.

Un décret du 22 juin 1894, modifiant ceux du 17 décembre 1891 et du 10 mars 1893, réorganisa l'administration du Dahomey et des Établissements de la côte de Benin : la colonie du *Dahomey et dépendances* fut définitivement placée sous l'autorité d'un gouverneur civil.

Expéditions dans l'hinterland du Dahomey et dans la boucle du Niger. — La conquête du Dahomey eût été pour la France une vaine satisfaction si elle n'avait été suivie du développement de la nouvelle colonie vers le nord. C'est au 9^e parallèle que s'arrêtaient les délimitations intervenues entre le Dahomey et le Togo d'une part, le Lagos de l'autre. Resserrée entre ces deux pays, notre possession se serait promptement trouvée limitée au nord par l'expansion des colonies voisines : il importait donc d'organiser des missions chargées de parcourir l'arrière-pays du Dahomey.

Chacune des trois puissances possessionnées sur la côte allait nécessairement chercher à étendre son hinterland vers le nord, c'est-à-dire vers la boucle du Niger.

Plus favorisée que ses rivales, la France pouvait étendre son action sur ces contrées, en partant soit de ses colonies de la côte, soit du Soudan français. Les voyages du capitaine Binger, du Dr Crozat et du commandant Monteil avaient déjà fait entrer dans notre sphère d'influence les pays compris entre les États de Tiéba et le Mossi, ce dernier État lui-même, et le Gourounsi. Monteil avait jalonné de traités toute la route entre le Mossi et Say, sur le Niger. Aussi avions-nous à ce moment grand intérêt à passer des traités avec les souverains indigènes occupant les régions comprises entre le Dahomey et le Niger, afin de relier notre colonie au Niger d'une part, au Soudan et à la colonie de la Côte d'Ivoire d'autre part.

Dès 1893, le chef d'escadron d'artillerie de marine Decœur, accompagné du gouverneur Ballot, s'avança dans le pays des Mahis et fonda, au nord de Savalou, le poste de Carnotville. Il repartit en 1894 avec le lieutenant Baud, traita à Parakou, le 4 novembre, avec le roi du Gambari, et à Nikki, le 26 novembre, avec le roi du Bariba, que l'Anglais Lugard n'avait pu s'attacher.

Pendant ce temps, M. Ballot, n'ayant pas reçu de nouvelles du commandant Decœur et ayant eu connaissance de la marche du capitaine Lugard, envoyait vers Nikki l'administrateur Alby. Parti de Porto-Novo le 7 novembre 1894, celui-ci était à Parakou le 27 et, le 29, arrivait à Nikki, que venait de quitter le commandant Decœur. M. Alby signa avec le roi une convention additionnelle, et, le 11 décembre, il était de retour à Abomey.

Ce même mois, la mission Decœur se scinda en deux groupes. Pour être plus certain de devancer la mission allemande de Carnap qui s'avancait dans l'arrière-pays du Togo, le commandant Decœur chargea le lieutenant Baud de se rendre directement à Say, sur le Niger, pendant que lui-même irait à Sansanné-Mango.

Le lieutenant Baud arriva à Say le 31 janvier 1895. L'almamy, qui avait déjà signé un traité, en 1891, avec le lieutenant-colonel Monteil, en signa un autre avec le lieutenant Baud.

M. Decœur arriva à Sansanné-Mango le 6 janvier. Là, le roi lui montra un traité signé le 14 août 1894 avec le mulâtre anglais Fergusson, par lequel il s'interdisait de placer son royaume sous le protectorat d'une puissance quelconque.

Le commandant Decœur, se dirigeant vers le nord, fut rejoint par M. de Carnap le 12 janvier. Dans l'entrevue courtoise qu'il eut avec lui, M. Decœur apprit que l'officier allemand avait conclu un traité à Sansanné-Mango, malgré le traité Fergusson. M. de Carnap devança la mission française, mais il fut rejoint par elle à Pama le 14 janvier. Seulement il ne l'attendit pas, et il partit le soir même.

Le chef du village montra au commandant Decœur une note en fran-

çais disant que le lieutenant de Carnap avait pris possession de Pama au nom de l'empereur allemand ; mais il fit en même temps savoir au commandant Decœur qu'il n'avait point signé de traité de protectorat, et de plus qu'il dépendait du roi résidant à Nounkou et qui commande tout le Gourma. M. Decœur profita de cette indication et se dirigea vers Fada N'Gourma, ou Nounkou, pour traiter avec le roi Bantchandé ; le 20 janvier, il passa avec lui un traité plaçant le Gourma tout entier sous notre protectorat.

Le commandant reprit alors la direction de Say. A Kankantchari, il retrouva M. de Carnap. Le pavillon allemand ayant été hissé sur la case

Victor BALLOT, né en 1855. — Phot. Camus.

du chef, le commandant remit une protestation à l'officier allemand, en lui signifiant le traité signé à Fada N'Gourma. L'affaire en resta là, et le commandant Decœur arriva à Say le 1^{er} février, avant M. de Carnap; il y retrouva M. Baud.

Le 5 février, la mission au complet quitta Say; le commandant Decœur descendit la rive droite du Niger, complètement inexplorée. Des traités furent passés avec les Peuhls indépendants et musulmans qui peuplent la rive droite du Niger jusqu'à Bikini; à partir de ce point jusqu'à Gomba, les populations sont fétichistes. Le 16 février la mission fut attaquée au delà de Bikini. Le 18 elle atteignit Ilo, point de départ de caravanes qui se dirigent sur Sansanné-Mango, et y conclut un traité avec le roi. La mission arriva le 5 mars à Boussa, où elle apprit le récent passage de M. Ballot, et revint par Carnotville. Le commandant Decœur rentra en France, laissant au lieutenant Baud le commandement de la mission.

Pendant ce temps, le gouverneur Ballot avait décidé de parcourir lui-même les territoires où la Compagnie du Niger prétendait exercer les droits politiques, pendant que M. Alby irait à l'ouest compléter l'œuvre du commandant Decœur dans les régions que la mission allemande avait pour objectif. Le gouverneur et M. Alby se séparèrent à Carnotville.

M. Ballot partit de Carnotville le 13 janvier avec le capitaine Mounier, l'administrateur Deville et l'interprète principal Xavier Béraud. Il arriva le 20 à Nikki, où MM. Decœur et Alby avaient passé des traités. Dès le 22, il quitta Nikki, son but étant surtout de reconnaître rapidement le pays inexploré qui, de cette ville, s'étend jusqu'au Niger. Il passa par Yassikera et Kayoma, reconnut le cours de l'Oly, affluent de la rive droite du Niger, et le 29 il arriva à Boussa, sur le Niger, ayant ainsi relié le haut Dahomey à ce fleuve par un itinéraire nouveau. C'est grâce à son escorte et à l'énergie de son chef que cette mission put traverser ces pays peuplés de bandits sans avoir été rançonnés et sans avoir eu à faire usage de ses armes.

De son côté, M. Alby, parti de Carnotville le 15 janvier, était allé signer un traité avec le chef de Sansanné-Mango, ainsi que l'avait fait la mission allemande malgré le traité Fergusson. Il était allé de là au Mossi et avait complété l'œuvre du commandant Decœur en traitant, au sud du Gourma, avec les chefs des petits pays situés sur la route qui va du haut Dahomey au Mossi.

Revenons maintenant à la mission remplie par M. le lieutenant Baud après le départ du commandant Decœur. Il avait été chargé, avec le lieutenant Vermeersch, de se rendre à Kong en contournant le Togoland allemand et la Côte de l'Or anglaise, afin de rejoindre le colonel Monteil. Les deux officiers quittèrent Carnotville le 20 mars et se dirigèrent vers Sansanné-Mango par Kirikri et Bafilo, dont les chefs signèrent des traités; ils y arrivèrent le 12 avril. De là, M. Baud se dirigea vers Gambakha, en suivant d'aussi près que possible le 10^e parallèle. Le 18 avril, la mission arrivait à Nalerougou, où réside le roi du Mampoursi, dont dépend Gambakha; quelques jours après, un traité était signé. La mission reprit sa route vers l'ouest et, le 22, coupa à Oual-Oualé l'itinéraire du capitaine Binger. Le lendemain elle traversa la Volta Blanche, et

le 24 elle arriva à Liaba, centre de villages indépendants, où, grâce à l'appui des autorités du Mampoursi, elle put passer une convention de protectorat. D'Oual-Oualé à Oua, centre commercial important et point de bifurcation de routes de caravanes, M. Baud traversa une région complètement inexplorée. De Oua, où un traité fut passé, la mission se dirigea sur Bouna, qu'elle atteignit le 6 mai. Là, M. Baud apprit que les troupes de Samory interceptaient les communications avec le pays de Kong. La colonne Monteil était redescendue vers la côte. La visite de Kong — où Samory n'était pas entré — n'était d'aucune utilité; le lieutenant Baud prit alors le chemin de la côte. Il arriva à Grand-Bassam le 12 juin, ayant signé de nombreux traités et parcouru 1 500 kilomètres dans un pays à peine exploré. M. Baud avait ainsi opéré la jonction complète entre le Dahomey d'une part, la Côte d'Ivoire et le Soudan d'autre part; c'était un résultat politique d'une importance capitale.

Une lacune restait encore à combler entre nos établissements du bas Niger et ceux du haut Niger. Aucun voyageur français n'avait été encore au nord de Say, et il importait que les droits de la France sur le Niger ne pussent être en aucune façon contestés. Ce fut l'œuvre de la mission Toutée, qui remonta le Niger au-dessus de Say jusqu'à Tibi-Farca, où elle arriva le 11 juin 1895 (voir page 149).

L'année suivante, pendant que le commandant Hourst descendait le Niger de Tombouctou à la mer et que la mission Voulet-Chanoine, venue du Soudan, opérait du côté du Mossi et du Gourounsi, le gouverneur du Dahomey, M. Ballot, fit partir deux missions, l'une dans la direction du Mossi, l'autre vers le Niger.

Le capitaine Baud fut envoyé du côté du Mossi. A Carnotville, où M. Ballot l'avait accompagné, on apprit qu'un officier allemand, le lieutenant von Seefried, avait installé un poste à Baflo, malgré le traité conclu par M. Baud le 3 avril 1895 et la présence d'une garnison française. M. Ballot s'y rendit, fit réunir les notables, qui donnèrent l'assurance de leur fidélité à la France, et le roi intima l'ordre à la garnison allemande de se retirer. Un fait analogue se passa à Kirikri. M. Ballot y trouva, en revenant à la côte, des miliciens allemands qui avaient été établis là par le lieutenant de Teck. Mais les chefs de Kirikri reconnurent également qu'ils avaient conclu avec la France des traités exclusifs. Ces incidents de frontière démontraient combien il importait de tracer définitivement les sphères d'influence de la France et de l'Allemagne dans ces régions.

M. Baud, pendant ce temps, s'était rendu à Fada N' Gourma, en passant par Sansanné-Mango. Il prit possession du Gourma, y installa un poste et, selon ses instructions, alla rejoindre la mission Voulet, qu'il rencontra le 17 février 1897 à Tigba, à peu de distance de Fada N' Gourma.

La seconde mission envoyée par M. Ballot fut celle du lieutenant de vaisseau Bretonnet, dans la direction du moyen Niger. Cet officier fonda, en janvier 1897, cinq postes au delà de Parakou, dans le Gambari. Quittant Ilo, sur le Niger, le 25 janvier, il descendit le fleuve et occupa Boussa le 5 février.

De son côté, le commandant Destenave s'était installé à Say, où l'un

de ses officiers, le capitaine Betbeder, était entré le 19 mai 1897. En même temps, la mission du capitaine Ganier avait été chargée de créer une ligne de postes de Djougou à Say, de relier le capitaine Baud au lieutenant de vaisseau Bretonnet et d'assurer leurs communications avec le commandant Destenave, dans la direction de Say.

Traités de délimitation avec l'Allemagne et l'Angleterre. — Grâce à ces diverses expéditions, nous occupions le Mossi, le Gourounsi, le Gourma; nous tenions la route du Dahomey au Niger; nos possessions du Dahomey et de la Côte d'Ivoire étaient enfin reliées par leur hinterland. C'est dans ces conditions que des négociations furent engagées entre la France et l'Allemagne pour jeter les bases d'une délimitation entre le Dahomey et le Togoland. Elles aboutirent au traité de délimitation du 23 juillet 1897.

Par ce traité, le pays de Sansanné-Mango fut attribué à l'Allemagne et le Gourma à la France. Le Togo allemand se trouvait ainsi limité au nord dans son développement, tandis que notre colonie du Dahomey était reliée au Niger et à nos territoires du Soudan.

Mais l'Allemagne obtint une modification de la frontière fixée par le protocole du 24 décembre 1885. Du côté du Mono (1), la frontière fut tracée à partir d'un point peu éloigné de la côte, de manière à suivre le cours du fleuve, en conservant toutefois à la France les établissements du littoral, Agoué et Grand-Popo notamment. Nous abandonnions ainsi les territoires que la délimitation précédente nous avait assignés sur la rive droite du Mono, qui devenait la limite des deux colonies jusqu'au 7° degré de latitude nord. On ouvrait donc aux Allemands l'accès du cours inférieur du Mono, où jusqu'ici notre commerce avait été sans rival.

La jonction du Dahomey au Niger étant assurée par derrière l'hinterland du Togo, il restait à obtenir une délimitation de frontière avec l'Angleterre du côté du Lagos et des territoires de la Compagnie du Niger.

La convention franco-anglaise du 15 janvier 1896, qui avait réglé la question du haut Mékong et du Siam, avait prévu, dans son article 5, la délimitation des sphères d'influence des deux puissances dans les pays du Niger. En exécution de cet article, des négociations furent ouvertes à Paris en février 1896; mais elles n'aboutirent pas. On comprit à ce moment qu'il y avait urgence à assurer notre situation dans la région comprise entre Carnotville et Parakou d'une part, Boussa d'autre part. Ce résultat fut obtenu par la prise de Nikki, l'ancienne capitale du Borgou ou pays des Baribas.

Malgré le traité de protectorat obtenu en novembre 1894 par le commandant Decœur, et complété peu de jours après par l'administrateur Alby, les Baribas de Nikki s'étaient montrés hostiles à la France et avaient pillé les régions voisines. Un administrateur colonial, M. Forget, avait été tué en février 1896, près de Nikki. Il était devenu nécessaire de

(1) La rivière Mono avait été explorée pour la première fois en 1889 par d'Albécq. En 1892, le même explorateur avait fait un levé de la rivière Koufo-Ahemé.

frapper un coup décisif. Les capitaines Vermeersch et Ganier reçurent la mission d'occuper le pays bariba. Après quatre sanglants combats, du 7 au 12 novembre, les troupes firent leur entrée à Nikki le 13 novembre 1897.

En apprenant notre marche sur Nikki, les Anglais préparèrent une expédition du Lagos vers l'intérieur; ils occupèrent bien quelques points au sud, soit même au nord du 9^e parallèle, mais la prise de Nikki faisait cesser toute difficulté pour notre établissement définitif dans le Borgou et pour la jonction régulière du haut Dahomey avec le moyen Niger. De Say à Boussa, toute la rive droite du fleuve était occupée par nos postes.

Dès le mois d'octobre 1897, la France et l'Angleterre s'étaient entendues pour reprendre des négociations. La commission se réunit à Paris en novembre, et le traité pour la délimitation des territoires du Niger fut signé le 14 juin 1898.

Du côté du Dahomey, l'interland français contourna désormais celui du Lagos, en s'ouvrant vers le Niger, laissant Nikki à la France et Boussa à l'Angleterre. Nous atteignons le Niger un peu au nord d'Ilo. De ce point, situé au-dessous de Say, partit la nouvelle frontière qui, sur la rive gauche du Niger, fut substituée à la ligne Say-Barroua, fixée en 1890.

Cette ligne nouvelle s'infléchit pour reconnaître à l'Angleterre les territoires du Sokoto, puis elle redescend pour laisser à la France une importante contrée dans le Bornou, autour de Zinder, et remontant vers l'ancienne ligne Say-Barroua, elle rejoint ainsi le lac Tchad, dont la France eut dès lors toute la rive orientale.

Enfin, pour assurer la liberté de navigation du Niger, établie par l'acte général de Berlin de 1885, et pour éviter des difficultés nouvelles, la France obtint à bail, pour trente années au moins, deux enclaves situées l'une sur le Niger, entre Léaba et la jonction de la rivière Mossi avec ce fleuve, l'autre sur l'une des embouchures du Niger (1).

Capitaine BAUD, né en 1864.

(1) Les deux traités, franco-allemand et franco-anglais, prévoyaient des délimitations à opérer sur le terrain.

La délimitation des territoires du Togo et du Dahomey fut commencée le 5 juillet 1898 par les soins d'une commission franco-allemande, qui se dirigea de la côte vers le nord. A la tête de la section française fut placé M. James Plé, chef de bataillon d'infanterie de marine, auquel furent adjoints le lieutenant de vaisseau

Suppression du royaume d'Abomey. — Une mesure prise en 1900 plaça définitivement d'une façon directe les anciens territoires du royaume d'Abomey sous l'autorité de la France.

Le roi d'Abomey, Ago-li-Agbo, qui avait tout d'abord témoigné du dévouement le plus démonstratif pour les vainqueurs de Behanzin, n'avait cessé depuis quelque temps d'annihiler, par sa mauvaise volonté et ses intrigues, les efforts accomplis par les résidents d'Abomey pour la mise

AGO - LI - AGBO, roi d'Abomey.

en valeur de la province. Il s'était même rendu coupable de nombreux attentats contre la vie, la liberté et les biens de ses sujets.

Aussi le gouverneur du Dahomey rendit-il, à la date du 12 février, un arrêté supprimant la suzeraineté d'Abomey, proclamant la déchéance d'Ago-li-Agbo et l'internant à Porto-Novo. Par un second arrêté, en date du même jour, les territoires de l'ancien royaume d'Abomey furent divisés en cantons indépendants et les chefs placés sous l'autorité directe du résident d'Abomey.

Gustave REGELSPERGER.

Brisson, le Dr Ruelle et M. Richaud, adjoint des affaires indigènes au Soudan. La mission allemande comprenait le baron de Massow, commandant des troupes impériales du Togo, et le Dr Rigier, mathématicien.

Pour la réglementation de la frontière du côté du Lagos, une mission fut constituée au commencement de 1900, sous la direction du chef d'escadron d'artillerie Toutée; elle se réunit à Tchaourou, vers la frontière orientale du Dahomey, avec la mission anglaise ayant pour chef le capitaine du génie Lang.

L'ADMINISTRATION

Régime légal. — Rattaché d'une façon définitive au gouvernement général de l'Afrique occidentale par le décret du 17 octobre 1899, le Dahomey est placé, vis-à-vis de ce gouvernement et au point de vue du régime légal, dans des conditions identiques à celles de nos autres possessions de l'Ouest africain (V. pp. 1-11 et 519).

Représentation au conseil supérieur (V. pp. 12-14). — Le Dahomey est représenté au conseil supérieur des colonies par un délégué élu.

Organisation politique et administrative (V. pp. 16-28). — C'est un décret du 22 janvier 1894 qui a définitivement organisé la colonie du Dahomey. Un arrêté ministériel du même jour a divisé le territoire de cette possession, au point de vue politique et administratif, en trois parties distinctes, comprenant :

1° Les territoires annexés (Grand-Popo, Agoué, Ouidah, Kotonou et Abomey-Calavi);

2° Les territoires protégés (royaumes de Porto-Novo, d'Allada et d'Abomey; républiques des Ouatchis et d'Ouéré-Kétou);

3° Les territoires d'action politique s'étendant au nord de la colonie jusqu'au Niger.

Sous les ordres d'un gouverneur et d'un secrétaire général, assistés d'un conseil d'administration dont la composition est la même qu'à la Guinée et à la Côte d'Ivoire, des administrateurs et des agents du cadre des affaires indigènes sont chargés de l'exécution des différents services de la colonie.

Un chef de bureau, des sous-chefs, et des commis du cadre des secrétariats généraux assurent les services du secrétariat général (ordonnancement, mandatement des dépenses, comptabilité, etc.).

Un trésorier-payeur, des fonctionnaires des douanes, des employés des postes et télégraphes, des travaux publics, des interprètes, des médecins du corps de santé des colonies, des infirmiers, remplissent les fonctions de leur spécialité respective au chef-lieu et dans les divers postes.

La justice (V. pp. 32-44). — Le régime judiciaire est déterminé par le décret du 6 août 1901, dont on trouvera l'exposé au chapitre GUINÉE. Il suffira de rappeler qu'un tribunal de première instance est établi au chef-lieu, ainsi qu'une cour criminelle, que des cours criminelles spéciales connaissent en outre de certains crimes des indigènes, et que les juridictions indigènes sont maintenues, sauf en matière criminelle (V. page 667).

Instruction publique. Cultes (V. pp. 45-47). — Les écoles de la colonie sont dirigées à Porto-Novo, Ouidah et dans les chefs-lieux des principales circonscriptions administratives par les religieux et les

sœurs de la congrégation des Missions africaines de Lyon. En outre, dans chaque poste, une école primaire fonctionne sous l'autorité de l'administrateur. Enfin, les Pères Blancs ont installé des missions et des écoles dans le haut pays, vers le Niger.

Au point de vue du culte catholique, les missions du Dahomey sont

Troupes dahoméennes (tirailleurs). — Phot. Gaillard.

divisées en trois groupes : 1° au nord du 10° parallèle, celles des Pères Blancs; 2° au sud du 10° parallèle et à l'ouest de l'Ouémé, une partie de celles de la congrégation des Missions de Lyon, placées sous l'autorité de l'évêque de Lagos, vicaire apostolique du Benin; 3° celles de la même congrégation installées à l'est de l'Ouémé et relevant du préfet apostolique du Dahomey, résidant à Agoué.

Le culte protestant comprend trois stations principales et plusieurs petites stations. Elles sont placées sous la direction d'un missionnaire

français assisté de quatre missionnaires indigènes, et relèvent du synode de Lagos.

Régime financier (V. pp. 48-51). — Les recettes du budget sont inscrites sous les rubriques suivantes : 1° contributions indirectes (taxes de consommation, droits d'ancrage, etc.); 2° produits divers (postes et télégraphes, droits d'enregistrement et de greffe, etc.); 3° impôt indigène.

La colonie n'a contracté aucun emprunt. Elle ne reçoit pas de subvention de l'État et lui verse, au contraire, un contingent de 3 600 francs. — Le budget local s'applique aux diverses divisions territoriales énumérées plus haut.

Armée (V. pp. 125-139). — En dehors des compagnies de tirailleurs sénégalais stationnées dans les territoires de l'ancien Soudan rattachés au Dahomey, et qui sont payées par le budget de l'État, la colonie entretient au compte du budget local pour la police et le service général des cercles, un corps de *gardes de cercles*, recrutés parmi les anciens tirailleurs et les gardes civils libérés.

L'effectif est fixé à 480 hommes divisés en 5 brigades. Des inspecteurs et gardes principaux commandent ces gardes, et sont choisis parmi les anciens officiers ou sous-officiers de l'armée active qui s'engagent à servir pendant deux ans dans la colonie.

LOUIS DESBORDES.

LA MISE EN VALEUR

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Agriculture et élevage. — Bien qu'il ne soit l'objet d'aucun travail de culture proprement dite, c'est du palmier à huile qu'il faut parler ici tout d'abord, parce que c'est l'arbre du littoral dont l'exploitation raisonnée donnera et donne déjà les profits les plus sûrs.

Dans l'état précaire des communications actuelles, une très petite partie des forêts de palmiers à huile est mise en valeur; en attendant que des voies d'évacuation permettent d'attaquer les boisements encore intacts, l'intérêt est grand de répandre parmi les indigènes, seuls travailleurs manuels sous ces climats, de bonnes méthodes de cueillette des régimes, de broyage des noix et de séchage des amandes; il n'est pas interdit de penser que le palmier à huile pourra, vraiment domestiqué, donner un rendement supérieur à celui qui est obtenu aujourd'hui. Vu l'immensité des réserves existantes, on ne s'est guère préoccupé jusqu'ici de la conservation des arbres; on a seulement remarqué que la récolte diminue beau-

coup dans les années trop sèches, ce qui semble indiquer qu'on pourrait suppléer par des irrigations au défaut des pluies.

La fabrication de l'huile de palmier par les indigènes est très rudimentaire : « Les noix de palme arrivées à pleine maturité sont réunies dans un vaste récipient, très souvent une pirogue remplie d'eau, où elles sont écrasées soit avec les pieds, soit avec les mains ; hommes, femmes et enfants participent à ce travail.

Palmiers à huile.

Après un repos d'environ douze heures, l'huile monte à la surface ; elle est recueillie, mise dans de grandes marmites et soumise à un feu violent pendant vingt-quatre heures ; après refroidissement, l'huile pure est soigneusement enlevée, les corps étrangers et l'eau demeurent au fond des marmites. L'huile peut être ainsi livrée au commerce ; elle est vendue à raison de 5 à 6 fr. 50 la mesure de 20 litres, suivant les cours d'Europe.

L'huile indigène n'est pas de mauvaise qualité, mais les noix, insuffisamment triturées, en retiennent encore une notable quantité ; les industriels européens traitent donc avec profit les déchets de la fabrication locale, comme les compagnies minières.

res tirent de l'or des *tailings* abandonnés par les prospecteurs mal outillés ; l'amande, généralement inutilisée des noirs, est séchée au soleil, puis expédiée en Europe, où l'on en extrait aussi de l'huile ; Marseille, malgré la concurrence de Liverpool et de Hambourg, reste le marché principal des huiles et amandes de palme de la côte de Guinée ; elle les emploie dans ses savonneries. Dernièrement, l'administration du Dahomey a dû prendre des dispositions pour empêcher la fraude des vendeurs indigènes : ceux-ci mêlaient à leurs amandes des morceaux de pulpe ou des débris qui en augmentaient le poids ; à la demande des commerçants et à leurs frais, un service de contrôle a été organisé à Ouida.

L'exploitation de l'huile de palme demande assurément moins de capitaux et de soins que l'agriculture ; mais elle n'est pas susceptible d'un développement indéfini, même si l'on s'inquiète peu de l'avenir des arbres, tant que le pays n'est pas frayed : l'huile cesse d'être marchande si elle est recueillie à plus de quatre ou cinq jours des ports d'embarquement ; les frais de transport sont, en effet, considérables, car il faut répartir les charges par ballots de 25 à 30 kilogrammes entre des porteurs noirs, qui ne font guère que 25 kilomètres par jour. Les colons et commerçants du Dahomey se sont donc décidés à tenter autre chose : le cocotier vient bien à la côte, et le coprah commence à compter dans les exportations ; le caoutchouc est commun dans toutes les vallées et sur les bords des lagunes ; la Compagnie française de l'Ouémé-Dahomey, dont la concession comprend 136 000 hectares près de la frontière de Lagos, en possède des réserves considérables. On a relevé des fourrés épais de lianes à caoutchouc dans le cercle de Cabolé, entre Carnotville et le Togo allemand ; mais il faut éviter d'inciter trop vivement les indigènes à la récolte du caoutchouc, tant qu'ils ne seront pas dressés à la pratiquer par des procédés moins meurtriers.

Les plantations, au Dahomey, sont encore rares ; les essais ont porté soit sur la culture des plantes dites riches, soit sur l'amélioration des cultures indigènes. Pour ces dernières, celle du maïs serait utilement développée ; cette céréale donne, dans les terres d'alluvion du littoral, deux récoltes par an, en juin et janvier ; elle est consommée en grandes quantités par les indigènes ; une production plus abondante serait nécessaire pour établir sur place ou du moins alimenter en Europe des distilleries de grains, pour la fabrication de l'alcool. Le riz n'est encore presque pas cultivé au Dahomey ; cependant le jardin d'essais

de Porto-Novo (fondé en janvier 1899) s'est préoccupé de faire venir de Saïgon des graines pour propager cette culture ; devenu producteur de riz, le Dahomey contribuerait à nourrir nos populations noires du Sénégal, c'est-à-dire à ravitailler d'une des denrées les plus essentielles tous nos postes de tirailleurs de l'Afrique occidentale ; de plus, on tire l'alcool aussi bien du riz que du maïs, et l'on ne doit rien négliger pour produire à la côte d'Afrique ce combustible économique, en vue du moment prochain où les usages industriels s'en multiplieront.

Le manioc, dont la culture est répandue dans tout le bas Dahomey, n'a pas servi jusqu'à ce jour à la fabrication de la fécule ; la France importe aujourd'hui près de 5 000 000 de kilogrammes de fécule de manioc ; or, la production des Indes anglaises ne s'accroît guère, et l'extraction de la fécule ne comporte pas un outillage dispendieux. Rappelons encore à ce propos que les bananiers sont cultivés sur certains points du golfe de Guinée pour la préparation d'une farine très nourrissante et fort appréciée, même des résidents européens.

Les plantations tropicales sont surtout de cacao et de café, dans les districts de Ouida et de Porto-Novo ; le café réussit bien et donne un produit comparable au Rio-Nuñez ; quant aux cacaoyers, à peine entrés dans leur pleine production, ils paraissent prospérer également. Il convient d'accorder une mention particulière à la Compagnie agricole du Dahomey, propriétaire de concessions où elle tente la petite culture, dirigée par des Européens, Alsaciens-Lorrains pour la plupart ; sur le plateau de Locossa, les colons vivent des produits de la basse-cour et des récoltes ; ils ont commencé l'élevage des bœufs, des moutons et importé des mulets ; ils possèdent aussi des fermes à Allada et à Ouida pour les cultures tropicales, café, cacao et kola. Au jardin d'essais de Porto-Novo est annexée une ferme modèle dont les premières expériences seraient favorables à l'acclimatation de certains bovidés ; il est très désirable que ces conclusions soient confirmées et que les Européens se procurent économiquement à la côte la viande fraîche et le lait dont ils ont besoin.

L'agriculture européenne n'a pas encore pénétré dans l'intérieur du pays ; jusqu'à ce que les communications soient ouvertes avec le littoral, nous nous bornerons à guider, en vue d'une production meilleure, les pratiques des indigènes ; le coton vient à l'état sauvage dans le haut Dahomey, il est tissé pour usages locaux, mais ses soies sont courtes ; le moyen Niger convient à l'élevage du cheval, et l'on sait que des souverains musul-

mans du Sokoto possèdent des escadrons de cavalerie fort bien montés ; peut-être serait-il bon de recommander aux habitants la production des mulets, qui sont aussi forts et plus rustiques que les chevaux ; l'enrichissement des éleveurs se traduirait bien vite par un mouvement commercial, car déjà tous les villages de paysans noirs sont doublés d'un quartier marchand où vivent des Haoussas, maîtres des caravanes. Nous devons hâter le progrès de l'élevage et des cultures vivrières, s'il est vrai, comme

Pirogues venant au marché, à Fumé.

certaines indices le laisseraient croire, que le haut Dahomey réserve des surprises heureuses aux chercheurs d'or et de pierres précieuses.

Travail et main-d'œuvre. Industries indigènes. — Ceux qui ont vu des forgerons et des tisserands dahoméens ont pu se convaincre à la fois de l'habileté des ouvriers et de la pauvreté de leurs instruments. Cette pauvreté n'est pas sans remède, et les Dahoméens sont une des races les mieux douées, les plus industrieuses de toute l'Afrique occidentale : la tyrannie des Glé-Glé et des Behanzin n'a pas été sans les façonner, durement il est vrai, à l'habitude du travail. Les métis portugais ou brésiliens, parmi lesquels les rois choisissaient leurs cabécères, sont aujourd'hui dépouillés par notre présence

de leur plus lucratif privilège, la traite des esclaves; mais, comme ils ne manquent pas d'intelligence, ils ont su se plier à ces obligations nouvelles et sont devenus les courtiers dont l'assistance est nécessaire pour traiter avec les noirs.

La population du bas Dahoméy est dense autour des lagunes et des capitales intérieures (environ 20 habitants adultes au kilomètre carré); elle n'est pas rebelle à la culture, et comprend vite l'intérêt de suivre la direction des Européens; on peut donc compter pour les entreprises coloniales sur une main-d'œuvre docile et relativement abondante; c'est un avantage du Dahoméy sur presque toutes les colonies de l'Afrique tropicale. A la fin de 1900, six mille noirs, originaires des provinces d'Allada et d'Aboméy, travaillaient librement sur les chantiers du chemin de fer; ils apprennent très vite le maniement des outils d'Europe, et s'assimilent à ce point nos méthodes qu'ils demandent à exécuter à la tâche les travaux de terrassement, suivant un prix débattu par les chefs de village et accepté par eux.

Nous avons facilement recruté parmi ces indigènes des miliciens et des tirailleurs, que nous appelons à tort « Haoussas », car ils sont plus grands et de plus fière allure que les Haoussas authentiques des colonies anglaises; ils se piquent d'une supériorité militaire et intellectuelle sur la plupart des noirs, et, de fait, ils n'avaient jamais été vaincus avant notre arrivée et se sont vaillamment conduits contre nous-mêmes; les autorités allemandes du Cameroun se repentirent d'en avoir embauché quelques dizaines comme agents de police, tant furent grandes leur insolence et leur brutalité. Conduits avec discrétion, ils deviennent d'excellents auxiliaires: nous en employons au jardin d'essais de Porto-Novo, au service des courriers et jusque dans l'atelier de composition de l'imprimerie du gouvernement. Il faut les distinguer des Krous qui, résidents temporaires, se confinent pour la plupart dans le métier de bateliers sur la barre, où ils excellent. Krous et Dahoméens s'instruisent d'ailleurs volontiers; ils ont fondé à Porto-Novo un « club indigène », autorisé par l'administration, où l'on paye une cotisation mensuelle pour participer à divers avantages: bibliothèque, jeux divers (jeux d'argent exceptés), etc.; on y reçoit des journaux et toutes discussions politiques ou religieuses sont interdites par les statuts! Ceci nous laisse espérer tout au moins des élèves appliqués pour nos écoles primaires.

Il n'y a que peu à dire des populations du haut Dahoméy; le pays est mal remis des brigandages que nous avons arrêtés, et

Le grand marché à Porto-Novo.

sans doute se repeuplera, mais, dans l'ensemble, il est encore peu habité; il existe chez les Zabermas des groupes de forgerons, de tisserands et de potiers, donc des éléments sédentaires sur lesquels notre action s'exercera de plus en plus aisément; par contre, nous aurons quelque peine à nous concilier les Peuhl, nomades incorrigibles, et sur lesquels les Haoussas tiennent à conserver leurs privilèges de fournisseurs; ici encore, c'est du chemin de fer, lancé au milieu de tribus indifférentes ou hostiles, que nous devons attendre la transformation.

Voies de communication et commerce. — Il n'existe pas au Dahomey de bêtes de somme pour les transports, qui sont tous faits à dos de nègres; ce portage, très onéreux aux commerçants, occupe et détourne de la terre des travailleurs dont l'effort serait plus utile sous une autre forme; il faut donc se hâter de rendre ces noirs à l'agriculture et, pour cela, presser les travaux du chemin de fer. Les caravanes de porteurs, entre le haut pays et la côte, suivent des pistes étroites, simplement débroussaillées, le long desquelles on doit lutter sans cesse contre l'invasion exubérante de la végétation; quelques routes plus larges, praticables aux charrois, seront utilement tracées au départ des ports que ne desservira pas le chemin de fer, par exemple de Grand-Popo à Locossa; l'acclimatation des mulets et de certains bœufs porteurs serait en même temps étudiée.

Mais l'œuvre essentielle est la construction du chemin de fer: au printemps de 1899, la mission du commandant Guyon débarquait à Kotonou, pour lever le tracé; moins de deux ans après, les terrassements sont terminés sur plus de 100 kilomètres, la pose de la voie est commencée, et l'on prévoit qu'avant quatre ou cinq ans la ligne, traversant le Dahomey de part en part, sur 750 kilomètres, atteindra le Niger de Say. Elle part de Kotonou, avec embranchement sur Ouidah. La colonie fait exécuter à ses frais, sous la surveillance du commandant Guyon et d'officiers du génie, tous les travaux d'infrastructure; une compagnie française s'est chargée des travaux de superstructure et d'exploitation, en échange de vastes concessions territoriales et, pendant les huit premières années, d'une subvention fixée à 2 000 francs par kilomètre en service. Le prix de revient est estimé à 60 000 francs par kilomètre, pour une voie étroite, bien entendu; il y a peu de travaux d'art, seulement des remblais au passage des marais de la côte et de Lama; la rémunération très large des capitaux engagés serait, dit-on,

certaine, même si le trafic de l'intérieur à la côte restait ce qu'il est aujourd'hui, et rien n'est moins vraisemblable.

Les échanges dirigés par les Européens sont encore localisés à la côte : les factoreries ont substitué le paiement en argent à l'ancien troc, dont les indigènes ne veulent plus ; les commerçants blancs se servent ordinairement d'un courtier noir, qui rassemble les produits indigènes et se charge de distribuer les marchandises d'importation. Comme le *comprador* chinois d'extrême Orient, cet intermédiaire est indispensable, car il connaît

Le wharf de Kotonou.

seul toutes les roueries de ses congénères ; il fait payer fort cher ses services, ne se pique pas toujours d'une probité scrupuleuse et réalise assez vite des profits qui lui permettent de jouer à l'élégance dans les villes du littoral : il porte alors un pantalon bouffant, une chemise de toile avec cravate, une blouse, des souliers de bains de mer et une calotte brodée à gland. Le wharf de Kotonou, long de 300 mètres, affranchit aujourd'hui les marchandises du transbordement au delà de la barre ; il se compose d'une passerelle et d'un large débarcadère, munis de rails Decauville ; trois dragues sont employées à maintenir praticables les chenaux des lagunes.

Le mouvement commercial du Dahomey, qui en 1890 n'atteignait pas 10 millions de francs, était en 1900 voisin de 30 millions (importation, 13 950 000 ; exportation, 14 300 000) ; les huit dixièmes de l'exportation sont fournis par l'huile et les aman-

des de palme; des missions commerciales et scientifiques, qui ont parcouru tout le pays, viennent de rapporter en France des documents qui serviront à multiplier les échanges; la difficulté de trouver du crédit est une des plus importantes qui s'oppose à un très rapide essor économique; il serait désirable (et nous croyons cette réforme prochaine) qu'une banque française établît une succursale au Dahomey.

A l'importation, presque toutes les marchandises empruntent le wharf de Kotonou, bien que la majeure partie (alcools, tissus, armes) vienne d'Allemagne, de Belgique et d'Angleterre; à l'exportation, au contraire, Lagos attire la plupart des chargeurs, car les compagnies de navigation allemandes et anglaises favorisent ce port de frets très réduits, même à destination de France; un droit de sortie imposé à la frontière anglaise entraverait sans doute cette déviation, et nos compagnies de navigation feraient le reste, en montrant aux négociants une complaisance dont elles se dispensent parfois, sous prétexte de leurs obligations postales. En attendant que le chemin de fer lui amène tout le trafic du haut pays, jusqu'au Niger, Kotonou est relié par le télégraphe, depuis juin 1900, à Say et au réseau intérieur de l'Afrique occidentale française. Bien dotée par la nature, sagement administrée depuis la conquête, notre colonie du Dahomey progresse d'une marche continue qu'il nous appartient de diriger, de plus en plus nettement, selon les intérêts de l'expansion française en Afrique.

Henri LORIN.

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ ⁽¹⁾

A la suite de la promulgation au Congo français des décrets des 8 février et 28 mars 1899, relatifs au domaine public, à l'exploitation forestière, à la propriété foncière et aux terres domaniales, quatre décrets à peu près identiques à ceux du Congo, furent rendus pour le Dahomey le 5 août 1900.

Domaine national. Domaine public. — Le premier décret énumère quelles parties du territoire font partie du *domaine public*, fixe les servitudes des riverains des cours d'eau non navigables ni flottables, celles relatives à l'exploitation des lignes télégraphiques et téléphoniques, le règlement des contestations, le régime des autorisations d'occupation du domaine public, un déclassement partiel de sa police.

(1) Voir sur les concessions territoriales aux colonies les *Principes généraux* (p. 65-75) et sur leur application au Congo le chapitre CONGO FRANÇAIS.

Domaine privé. — Le deuxième décret, sur le *régime des terres domaniales*, spécifie que les terres vacantes et sans maître font partie du domaine de l'État et en attribue les produits au budget local de la colonie, à titre de subvention pour les dépenses de colonisation. Il fixe les conditions de l'attribution des concessions, qui sont octroyées par le gouverneur pour les superficies inférieures à 10 000 hectares, et par décret pour les étendues supérieures à ce chiffre.

Le troisième de ces actes, relatif au *régime forestier*, détermine les dispositions auxquelles sera soumise l'exploitation des bois domaniaux et de ceux qui constituent des propriétés privées. Cette partie vise surtout à la protection des arbres à latex, c'est-à-dire qui fournissent le caoutchouc et la gutta-percha.

Propriété privée. — Le quatrième décret établit le *régime de la propriété foncière*, et ses principales prescriptions concernent : 1° l'immatriculation des immeubles et les titres de propriété ; 2° les transmissions de propriété et les constitutions d'hypothèques et de droits réels sur les immeubles ; 3° les obligations et la responsabilité du conservateur de la propriété foncière ; 4° l'immatriculation des immeubles vendus à la barre des tribunaux ; 5° le règlement des contestations. Par l'article 98 il est créé à Porto-Novo une conservation de la propriété foncière.

Les prescriptions générales du Code civil sont applicables au Dahomey, en tout ce qui a trait au régime de la propriété.

Un arrêté du gouverneur, du 8 juin 1901, décide que les terrains qui ne présentent aucune trace de culture ou d'exploitation seront considérés comme vacants. Si une revendication vient à se produire de la part des indigènes au sujet de la propriété d'un terrain situé à proximité d'un village et dont la concession aura été demandée, un délai de deux ans sera accordé à ces indigènes pour mettre ledit terrain en valeur. L'arrêté fixe ensuite les conditions dans lesquelles peuvent être accordées les concessions de 200 à 10 000 hectares dont l'octroi est réservé au gouverneur.

TRAVAUX PUBLICS

Le personnel du service des travaux publics comprend : un conducteur principal, chef de service, et sept commis, magasiniers et surveillants, ainsi que des contremaîtres et ouvriers indigènes de toutes les spécialités. Ce personnel est régi par les dispositions du décret du 3 juin 1899, qui règle la matière pour toutes nos possessions d'outre-mer. Un arrêté local, du 27 août 1894, organise le service et divise, à ce point de vue, la colonie en deux circonscriptions.

En dehors de la construction et de l'entretien des immeubles de la colonie, de l'entretien et de l'amélioration des routes, etc., le service des travaux publics du Dahomey n'a jamais accompli de grandes entreprises. Le wharf de Kotonou a été construit et est exploité par une société privée.

La flottille locale rentre dans les attributions du service des travaux publics, qui est chargé de faire aux bateaux à vapeur et aux dragues qui

la composent les réparations nécessaires. Deux mécaniciens européens sont entretenus à cet effet par le budget local.

Le décret du 6 juillet 1899 a fixé, pour le Dahomey, comme pour les autres colonies de la côte d'Afrique, la réglementation sur la recherche et l'exploitation des mines (V. SÉNÉGAL).

RÉGIME COMMERCIAL

Tarif douanier (V. p. 105-121). — Les tarifs métropolitains fixés par la loi du 11 janvier 1892 ne sont pas appliqués au Dahomey. Les principaux droits perçus sont des taxes de consommation. Leur tarif a été définitivement fixé par un arrêté local du 22 juin 1899. Ces taxes, établies *ad valorem*, frappent principalement les tabacs, la poudre, les armes de traite, le sel marin, le sel gemme, les tissus, les genièvres et les alcools. Elles comportent des exceptions, au bénéfice principalement des instruments et machines, des matériaux de construction, etc., etc.

Dans la lagune reliant Porto-Novo à Lagos un droit d'ancrage est perçu au profit de la colonie (1 franc par tonneau pour les bâtiments étrangers; 50 centimes pour les bâtiments français).

Il n'existe pas de droit de sortie.

Un arrêté du 31 juillet 1898 a organisé au Dahomey l'entrepôt fictif, dans les ports de Kotonou, Ouidah et Grand-Popo, conformément aux dispositions adoptées dans la métropole.

La douane est chargée du service des colis postaux, qui relève, dans nos autres possessions, de l'administration des postes et télégraphes.

Institutions de crédit. — Voir *Banque de l'Afrique occidentale*, page 630.

Monnaies. Poids et mesures. — Les monnaies françaises ont cours dans la colonie et sont de plus en plus employées par les indigènes. L'administration locale fait tous ses efforts pour les répandre en grandes quantités afin de lutter efficacement contre l'invasion des monnaies anglaises, provenant du Lagos et très estimées par les indigènes. Ces derniers emploient entre eux, pour les transactions courantes, le *cauris*, petit coquillage blanc de forme demi-ovoïde, qui provient de la côte orientale d'Afrique.

Les marchandises d'échange, les tissus, le gin et le genièvre, le tabac, etc., tendent de plus en plus à faire place au numéraire.

Les poids et mesures sont les mêmes que dans la métropole. Les indigènes conservent encore, entre eux surtout, certaines mesures spéciales de capacité et de mesurage, telles que la brasse pour les tissus, la corbeille ou la calebasse pour les grains et le caoutchouc; mais les factoreries de plus en plus sont munies des poids et mesures, de notre système métrique, dont l'emploi se généralise chaque jour.

Louis DESBORDES.

VILLES PRINCIPALES ⁽¹⁾

Porto-Novo (*Adjacin* en dahoméen), chef-lieu de la colonie, sur le bord de la lagune qui fait suite au lac Nokoué. — Après Dakar, c'est la plus grosse ville française de la côte occidentale d'Afrique, et après Konakry, celle dont l'aspect est le plus agréable. La ville indigène, peu abordable, est une agglomération très irrégulière de cases en argile, recouvertes de chaume, qui renferme une population nombreuse appartenant surtout à la race nagote. Le quartier européen, établi à l'ouest dans un massif de palmiers, se compose d'une trentaine de bâtiments construits en brique et en ciment, parmi lesquels on distingue l'hôtel ou pavillon du gouverneur. Porto-Novo est en relations constantes avec Lagos par Kotonou, son port. Ses factoreries centralisent les expéditions pour l'Europe des huiles et des amandes de palme, du caoutchouc, des noix de kola et autres productions du bas Dahomey. Le marché est très animé : les indigènes y affluent pour acheter des armes, des bijoux, etc.

Kotonou. — Poste fortifié et chef-lieu de cercle, sur une plage, à l'entrée de la lagune ou lac Nokoué, à 27 kilomètres S.-O. de Porto-Novo ; lat. N. 6° 22' 10", long. E. 0° 7' 52". Cette station a pris quelque importance depuis 1893. Un wharf métallique, long de 208 mètres, et rendu nécessaire par une barre difficile à franchir, facilite les opérations d'embarquement et de débarquement. Un blockhaus imposant protège les factoreries européennes et le village indigène, établis sur la plage où ne pousse qu'une végétation rabougrie. L'aspect de Kotonou est triste et désolé. Plusieurs fois assiégé par les indigènes, ce poste maritime ne fut jamais pris par eux. Le câble anglais a un bâtiment stationnaire à Kotonou.

(1) La population totale du Dahomey est évaluée à environ 1 000 000 d'habitants. Le recensement de 1899, portant sur les individus âgés de 10 à 50 ans, a donné environ 500 000, se répartissant comme suit : *Ville de Porto-Novo* (capitale), 16 229 habitants. *Cercles de* : Grand-Popo, 7 676 ; Ouidah, 14 406 ; Kotonou, 6 587 ; Porto-Novo (ville comprise), 76 786 ; Allada, 43 978 ; Ouatchi, 8 884 ; Abomey, 48 000 ; Zagnanado, 16 212 ; Savalou-Carnotville, 36 445 ; Borgou, 35 557 ; Djougou-Kouandé, 54 629 ; Gourma, 98 639 ; Moyen-Niger, 35 955.

Les Européens sont au nombre d'environ 250, et la population métisse s'élève approximativement à 300 habitants.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

INTRODUCTION

	Pages.
I. De la colonisation	V
II. Formation du domaine colonial français	XVI
La question coloniale en France, xvi; Débuts de la colonisation française, xvii; Le premier empire colonial, xix; Constitution du second empire colonial, xxv.	

PRINCIPES D'ORGANISATION COLONIALE

I. Le législateur colonial	1
II. Relations des colonies avec la métropole	12
Représentation coloniale, 12; Ministère des Colonies, 15; Personnel colonial, 16.	
III. Pouvoirs locaux	20
Gouverneurs, chefs d'administration et chefs de service, 20; Conseils privés et conseils d'administration, 24; Conseils généraux, 26; Municipalités, 29.	
IV. La loi française aux colonies	32
Droit civil des citoyens français et assimilés, 34; Droit pénal des citoyens français et assimilés, 37; Droit civil des indigènes, 38; Droit pénal des indigènes, 38; L'act Torrens, 39.	
V. La justice	41
Magistrature, 41; Procédure, 43.	
VI. L'instruction publique	45
VII. Les cultes	47
VIII. Régime financier	48
Services coloniaux ou métropolitains, 48; Service local, 49.	

	Pages.
IX. Les protectorats.	52
<p>Notion du protectorat, 52; Constitution juridique du protectorat, les pseudo-protectorats, 54; Politique de la France en matière de protectorats, 55; Établissement et fin des protectorats, 56; Rapports de l'État protecteur et de l'État protégé, 58; Effets du protectorat à l'égard des puissances tierces, 61; Administration des pays de protectorat, 63.</p>	
X. La mise en valeur des colonies	63
<p>Les concessions territoriales (Le problème foncier aux colonies, 65; De la propriété des terres vacantes, 66; A qui les concessions sont-elles faites, 69; Par qui les concessions peuvent-elles être accordées, 71; Comment la concession sera-t-elle faite, 72).</p> <p>Colonisation libre, 76; Colonisation pénale, 84.</p> <p>Travaux publics (Expropriation, 93; Travaux d'utilité publique, 94; Mines, 94, Chemins de fer, 95; Tramways, 99; Personnel des travaux publics, 99; Communications entre la France et les colonies, 100).</p> <p>Le régime économique (pacte colonial, 105; Compagnies privilégiées, 106; Anciennes compagnies de colonisation, 107; Dérogations au système colonial, 108; La Révolution et l'Empire, 110; La Restauration et le second Empire, 111; Les droits de douane et d'octroi de mer, 113; Régime douanier d'après la loi du 11 janvier 1892, 114; Office colonial, 116; Chambres et bourses de commerce, 116; Banques coloniales, 117; Crédit foncier colonial, 119; Régime monétaire, 120).</p>	
XI. Hygiène et assistance publiques.	122
XII. L'armée coloniale et la défense des colonies	125
<p>L'ancien régime, 125; De la Révolution à nos jours, 129; Aujourd'hui, 134; Service de santé et commissariat, 140; Corps d'armée des troupes coloniales, 141; Relations entre les gouverneurs et les commandants supérieurs des troupes aux colonies, 141; Le recrutement aux colonies, 142.</p>	
XIII. Droit colonial international.	143
<p>Mode de constitution du domaine colonial, 144; L'occupation coloniale (Historique, 145; Effectivité de l'occupation, 147; Pratique moderne de l'occupation, 148; Occupation par mandataire officiel, 149; par voie de gestion d'affaires, 150; par les compagnies de colonisation, 150;</p>	

Pages.

Conditions de l'occupation, 151; Territoires susceptibles d'occupation, 152; Traités avec les chefs indigènes, 153; Délimitation des sphères d'occupation (Procédé de l'État-tampon, 154; Procédé de l'hinterland, 154; Droit de voisinage, 156; Les sphères d'influence, 156); Concessions, 156; Cessions à bail, 157; Exploitation du domaine colonial (Liberté commerciale, 158; Liberté de navigation du Congo et du Niger, 158; Interdiction de la traite et de l'esclavage, 159; Conférence de Bruxelles, 160).

LES COLONIES AFRICAINES

Chaque monographie a été rédigée sur un plan uniforme, comprenant, pour chaque colonie ou pays de protectorat, les matières ci-après : le pays, les races, l'histoire et la conquête française, l'administration, la mise en valeur (géographie économique, régime de la propriété, travaux publics, régime commercial), les villes principales.

L'Algérie.	163
La Tunisie.	338
Le Sahara (sphère d'influence française).	471
Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.	519
Sénégal, 531; Guinée française, 643; Côte d'Ivoire, 680; Dahomey, 723.	

ADDENDA

Page 28 : ligne 30 : au lieu de : *doivent être approuvées par décret*, lire : *doivent être approuvées par décret en conseil d'État* (loi du 13 avril 1900, art. 33, § 3).

Page 41, ligne 6 : « Dans certaines parties de nos possessions africaines..., les fonctions judiciaires sont confiées à des fonctionnaires d'ordre administratif. » Voir le décret du 6 août 1901, page 667.

Page 117 : Banques coloniales. Une loi du 13 décembre 1901 a prorogé de dix ans le privilège des banques coloniales et les statuts desdites banques. Les quatre administrateurs sont élus par l'assemblée générale; le trésorier payeur de la colonie assiste aux réunions du conseil d'administration et a tous les droits d'un censeur, comme commissaire du gouvernement. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires possédant au moins dix actions.

Page 678, Poids et mesures. Depuis le 1^{er} janvier 1902, les poids et mesures procédant du système métrique sont obligatoires dans la Guinée française.

ONT COLLABORÉ A CET OUVRAGE

MM.

Alix (Jean), professeur au lycée Carnot, à Tunis.

Baudrillart (André), ancien élève de l'école française de Rome.

Bernard (Augustin), professeur de Faculté.

Bernard (François), professeur d'économie rurale à l'école d'agriculture de Montpellier.

Bloch (E.), orientaliste, attaché au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale.

Bruno (C.), publiciste.

Cordier (Henri), professeur à l'école des langues orientales vivantes.

Delavaud (Louis), secrétaire d'ambassade.

Demogue (René), docteur en droit, chargé de cours à la Faculté de droit de Lille.

Demorgny (C.), docteur en droit, administrateur des services civils de l'Indo-Chine.

Depont (Octave), administrateur des communes mixtes (Algérie).

Deniker (J.), docteur ès sciences, bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle.

Desbordes (L.), commissaire principal des troupes coloniales.

Despagnet (Fr.), professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.

Diehl (Charles), professeur à la Faculté des lettres de Paris.

Duchêne (A.), chef de bureau au ministère des Colonies.

Froidevaux (Henri), secrétaire de l'office colonial près la Faculté des lettres de Paris.

Galtier-Boissière (Dr).

Gerville-Réache (G.), député de la Guadeloupe.

Gerville-Réache (Maxime), publiciste.

Girault (Arthur), professeur à la Faculté de droit de Poitiers.

Gourbeil (Maurice), chef de bureau au ministère des Colonies.

Gouvy (Paul), auditeur à la Cour des comptes.

Guillemot (Marcel), rédacteur au ministère des Colonies.

Guy (Camille), chef du service géographique au ministère des Colonies.

Hamelin (Maurice), auditeur au conseil d'État.

Haussmann (Jacques), ancien directeur au ministère des Colonies.

Hamon (Dr L.), ancien médecin de la marine.

Kergomard (J.-G.), professeur agrégé au lycée de Nantes.

Lapie (Paul), maître de conférences à la Faculté des lettres de Rennes.

Laurencin (Paul), ancien rédacteur principal aux archives de la guerre.

Lorin (Henri), professeur de géographie coloniale à la Faculté des lettres de Bordeaux.

Loth (Gaston), professeur au lycée Carnot, à Tunis.

Maindron (Maurice), explorateur.

Martin (Germain), archiviste paléographe, docteur en droit.

Maury (François), publiciste.

Maury (Lucien), publiciste.

Migette (Charles), rédacteur au ministère de l'Intérieur.

Milloué (L. de), conservateur du musée Guimet.

Mourey (Charles), chargé du service de la statistique à l'Office colonial.

Moye (Marcel), professeur à la Faculté de droit de Montpellier.

Olivier (capitaine), de l'infanterie coloniale.

Périer (Jean), consul suppléant de France à Londres.

Pingaud (Albert), agrégé d'histoire et de géographie, attaché au ministère des Affaires étrangères.

Regelsperger (Gustave), docteur en droit, secrétaire de la rédaction de la *Revue de géographie*.

Robin (Auguste), publiciste.

Rouget (Fernand), archiviste-paléographe, rédacteur au ministère des Colonies.

Rouvier (Gaston), publiciste.

Ruedel (Marcel), publiciste.

Sühner (René), rédacteur au ministère des Colonies.

Treffel (Georges), agrégé d'histoire et de géographie.

Verneau (Dr R.), assistant au Muséum.

Vignéras (S.), rédacteur au ministère des Colonies.

Vinson (Julien), professeur à l'école des langues orientales vivantes.

Weber (Jean), agrégé des lettres, rédacteur au ministère des Colonies.

You (André), chef de bureau au ministère des Colonies.

Yver (Georges), professeur agrégé d'histoire et de géographie.

Zaborowski, anthropologiste.

3 9088 00015 8865
SMITHSONIAN INSTITUTION LIBRARIES